

Union postale universelle

Documents du Congrès de Washington 1989

Tome I
Deuxième volume

Documentation

Berne 1990
Bureau international de l'Union postale universelle

Le présent volume doit être cité sous la référence suivante:

Documents du Congrès de Washington 1989, tome I/2

Table des matières

	Page
Table des matières	3
Table des abréviations (sigles, symboles, etc.) et signes employés dans les Décisions du Congrès de Washington 1989	5
Documentation	
I. Liste des délégués et autres personnes ayant pris part aux travaux du Congrès.....	9
II. Documents publiés à l'intention du Congrès (Congrès – Doc).....	49

Table des abréviations (sigles, symboles, etc.) et signes employés dans les Décisions du Congrès de Washington 1989

A. Abréviations, etc., courantes

Administration	Administration postale (cette abréviation n'est toutefois pas utilisée quand il paraît indiqué de préciser, pour éviter tout doute, qu'il s'agit d'une Administration postale et non d'une autre administration)
Arr.	Arrangement
art.	article
c	centime
CCEP	Conseil consultatif des études postales
CE	Conseil exécutif
cf.	conférer (dans le sens de comparer deux choses pour juger en quoi elles s'accordent et en quoi elles diffèrent)
Chèques	Arrangement concernant le service des chèques postaux
cm	centimètre
col.	colonne
Colis	Arrangement concernant les colis postaux
Constitution	Constitution de l'Union postale universelle
Conv. ou Convention	Convention postale universelle
d...	lettre à compléter selon le cas, comme suit: d', de, des, du (ce sigle est employé principalement dans les formules)
dm	décimètre
Doc	Documents (du Congrès, des Commissions, etc.)
DTS	Droit de tirage spécial
form.	formule
fr	franc
g	gramme
h	heure
id.	idem
kg	kilogramme
km	kilomètre
lb (16 onces)	livre avoirdupois (453,59 grammes)
M...	à compléter selon le cas, comme suit: Monsieur, Madame, Mademoiselle ou l'adresse (ce sigle est employé principalement dans les formules)
M.	Monsieur
MM.	Messieurs
Mlle	Mademoiselle
Mme	Madame
m	mètre
Mandats	Arrangement concernant les mandats de poste
max.	maximum
mille marin	1852 mètres

min.	minimum
mm	millimètre
mn	minute (de temps)
N° ou n°	numéro
ONU	Organisation des Nations Unies
oz	once (28,3465 grammes) (16e partie de la livre avoirdupois)
p.	page
p. ex.	par exemple
Prot. ou Protocole	Protocole final (de l'Acte respectif)
Règl.	Règlement d'exécution
Règl. gén. ou Règlement général	Règlement général de l'Union postale universelle
Remboursements	Arrangement concernant les envois contre remboursement
s	seconde (de temps)
t	tonne (1000 kilogrammes)
t-km	tonne-kilomètre ou tonne kilométrique (unité utilisée en matière de transport)
UPU ou Union	Union postale universelle

B. Abréviations relatives aux formules

(Ces abréviations sont toujours suivies du numéro d'ordre de la formule)

AV	Correspondances-avion
C	Convention
CP	Colis
MP	Mandats
R	Remboursements
VD	Valeurs
VP	Chèques

C. Autres abréviations conventionnelles spécifiées dans les Actes

AI	avis d'inscription
AO	autres objets ou envois autres que les LC
A.R.	avis de réception
BT	bulletin de transit
F	feuille d'avis ou feuille de route
LC	lettres et cartes postales ou lettres, aérogrammes, cartes postales, mandats de poste, mandats de remboursement, valeurs à recouvrer, lettres avec valeur déclarée, avis de paiement, avis d'inscription et avis de réception
M (sacs)	sac spécial contenant des imprimés à l'adresse du même destinataire et pour la même destination
PP	port payé
R	recommandé
S.A.L.	Courrier de surface transporté par la voie aérienne
SV	sac vide
T	taxe à payer
t.m.	transit maritime
TP	taxe perçue
t.t.	transit territorial
V	valeur déclarée
XP	par exprès (indication de service taxée télégraphique)

Documentation

- I. Liste des délégués et autres personnes ayant pris part aux travaux du Congrès
- II. Documents publiés à l'intention du Congrès (Congrès – Doc)

I. Liste des délégués et autres personnes ayant pris part aux travaux du Congrès

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	MM.
Afghanistan	<p>M. AZMUDDIN, Minister of Communications, chef de délégation M.A. HAMKAR, Acting President of Post Department, chef adjoint de délégation H. NASSER, Director General of International Postal Organization, délégué K.A. SHARAR, Director General for the Liaison Office, délégué M. MIAGOL, Minister-Counsellor, Embassy of Afghanistan, délégué A. MASOOD, First Secretary, Embassy of Afghanistan, délégué</p>
Albanie	Non représentée
Algérie	<p>H.S. SAID, Ministre des postes et télécommunications, chef de délégation A. SALAOUATCHI, Secrétaire général, Ministère des postes et télécommunications, cochef de délégation O. KEZZAL, Président de la Commission de rédaction, cochef de délégation C. HAMMOUCHE, Directeur des services postaux par intérim, chef adjoint de délégation A. HAMADOU, Chef de Cabinet, délégué A. BENSID, Ambassadeur, délégué A. LAHIOUEL, Conseiller, délégué M. BERRAIRIA, Directeur des services financiers postaux, délégué M. KERMAD, Sous-Directeur de l'organisation des bureaux de poste et de la distribution, délégué M. BENMILOUKA, Sous-Directeur des études programmes et de l'action commerciale, délégué A. YOUNSIOUI, Sous-Directeur des chèques et mandats postaux, délégué S. SAOUDI, Sous-Directeur de l'épargne, délégué T. FELLAHI, Inspecteur à l'Inspection générale, délégué A. BOUSSAID, Chargé d'études et de synthèse, délégué L. DJACTA, Secrétaire des affaires étrangères, délégué</p>
Allemagne, Rép. féd. d'	<p>C. SCHWARZ-SCHILLING, Dr ès lettres, Ministre des postes et télécommunications, chef de délégation W. RAWE, Secrétaire d'Etat parlementaire, chef adjoint de délégation W. FLORIAN, Dr en droit, Secrétaire d'Etat, chef adjoint de délégation R. WOHLFART, Ec. dipl., Directeur ministériel, Chef de la Direction des postes, chef adjoint de délégation F. KOLLER, Dr en droit, Vice-Directeur ministériel, Chef des affaires et des services postaux internationaux, chef adjoint de délégation G. DETJEN, Conseiller ministériel, Head of Banking Services, délégué H.-J. HILGERS, Conseiller ministériel chargé du service des colis postaux internationaux, délégué F. GÖRTS, Conseiller ministériel, Secrétaire personnel du Ministre, délégué H.-F. LEINUNG, Conseiller ministériel, Chef du Secrétariat du Président du Conseil exécutif, délégué W. RUDOLPH, Conseiller 1re classe au Ministère des affaires étrangères, délégué F.-W. MASCHKE, Chef de la Section Presse, délégué W. KRUSCH, Ing. dipl., Secrétaire personnel du Secrétaire d'Etat, délégué</p>

Liste des délégués

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	MM.
Allemagne, Rép. féd. d' (suite)	<p>P. VOSS, Conseiller supérieur, Chef adjoint, Affaires et services postaux internationaux, délégué</p> <p>H. FRIES, Conseiller, Service postal international, délégué</p> <p>J. HABERL, Conseiller, Service postal international, délégué</p> <p>G. HERFURT, Conseiller, Service postal international, délégué</p> <p>H. STRAUER, Conseiller, Service aéropostal et service postal international des colis postaux, délégué</p> <p>A. KLEIN, Conseiller à l'Ambassade, fonctionnaire attaché</p>
Amérique (Etats-Unis)	<p>A.M. FRANK, Postmaster General, Président d'honneur du Congrès</p> <p>M.S. COUGHLIN, Deputy Postmaster General, chef de délégation</p> <p>E.E. HORGAN, Jr., Associate Postmaster General - International, Président du Congrès</p> <p>T.E. LEAVEY, Assistant Postmaster General, International Postal Affairs Department</p> <p>J.G. MULLIGAN, Senior Assistant Postmaster General, Operations support Group, chef de délégation</p> <p>K.J. HUNTER, Associate Postmaster General, délégué</p> <p>C. CLAUSON, Chief Postal Inspector, délégué</p> <p>P.K. EICHORN, Senior Assistant Postmaster General, Marketing & Communications, délégué</p> <p>G.L. GRIFFIN, Executive Advisor, International Postal Affairs, délégué</p> <p>M.J. REGAN, Senior Advisor, International Relations, délégué</p> <p>Mme I. HARRISON, Senior Advisor, UPU Affairs, International Postal Affairs, déléguée</p> <p>Mme K.A. MULLIN, Senior Advisor, International Postal Affairs, déléguée</p> <p>J.P. WADE, Director, UPU Congress Operations, délégué</p> <p>S.J. WINSTON, Senior Advisor to the Associate Postmaster General - International, délégué</p> <p>F.R. HESELTON, Assistant Postmaster General, Rates and Classification Department, délégué</p> <p>A.R. KANE, Assistant Postmaster General, Delivery, Distribution and Transportation, délégué</p> <p>G.C. MORISON, Assistant Postmaster General, Philatelic and Retail Services, délégué</p> <p>M.R. PORRAS, Assistant Postmaster General, Department of the Controller, délégué</p> <p>J.R. WARGO, Assistant Postmaster General, Marketing Department, délégué</p> <p>J.E. ORLANDO, Director of Transportation & International Services, délégué</p> <p>J.F. ALEPA, General Manager, Rate Development Division, délégué</p> <p>W.T. ALVIS, International Law Counsel, délégué</p> <p>E.J. COLLINS, General Manager, Business Requirements Division, délégué</p> <p>E.A. COLUMBO, General Manager, Market Development Division, délégué</p> <p>K.W. MCFADDEN, General Manager, International & Military Mail, Operations Division, délégué</p> <p>J.E. STANFORD, General Manager, Official & International Mail Accounting Division, délégué</p> <p>Mme F.A. BURNS, Manager, International, déléguée</p> <p>J.B. IANNI, Manager, International Services, délégué</p> <p>Mme L. SHANNON, Language Services Manager, International Postal Affairs, déléguée</p> <p>J.H. GUNDERSON, International Business Specialist, International Relations, délégué</p> <p>J.R. BOLTON, Assistant Secretary of State, International Organization Affairs, délégué</p> <p>Mme J.E. BECKER, Deputy Assistant Secretary of State, International Organization Affairs, déléguée</p> <p>Mme B. POWELL, International Organizations Advisor, UPU, déléguée</p> <p>Mme. C.A. MARTIN, International Organizations Advisor, UPU, déléguée</p> <p>D.A. BALTON, Legal Advisor, délégué</p> <p>B.C. RASHKOW, Legal Advisor, délégué</p> <p>Mme K.E. WESTON, Budget Analyst, déléguée</p> <p>J.G. COOK, Telecommunications Attaché, US Mission to the United Nations, Geneva, délégué</p> <p>R.S. TREVINO, Division Director, Marketing and Communications, fonctionnaire attaché</p>

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	MM.
Angola	L. TAVARES RIBEIRO, Vice-Ministre des communications, chef de délégation M.H. DA CUNHA, Directeur général des postes et télégraphes, chef adjoint de délégation Mme M.E. PINTO ALVES P. DA CRUZ CAPINGALA J.P. PEMBELLE
Arabie saoudite	A.D. KAYAL, Dr, S.E. Ministre des postes, des télégraphes et des téléphones, chef de délégation S.H. BANAJAH, Directeur général des postes, Premier suppléant du chef de délégation S.O. AL TOWAYREKI, Directeur général adjoint des postes, Deuxième suppléant du chef de délégation M.B.AI-A. AL SHANQITI, Directeur général des affaires gouvernementales et postales auprès de la Saudi Arabian Airlines, délégué A.A.H. SALEH, Directeur de la région postale de Jeddah, délégué K.M. AL-OTAIBI, Directeur de la région postale de Ryad, délégué A.A. AL-GHAMEDI, Directeur du département des services postaux, délégué N.B.A.H. ZAMZAMI, Directeur du Cabinet du Directeur général des postes, délégué F.A. ABU MANSUR, Deputy Minister, fonctionnaire attaché A.A. SAMMAN, Director General of Bureau of Minister of PTT, fonctionnaire attaché
Argentine	A.R. ULIARTE, Interventor de la Empresa Nacional de Correos y Telégrafos, chef de délégation A.C. EGUREN, Director General de Asuntos Internacionales, chef adjoint de délégation H.A. HERRERA, Jefe de División, Especialista en Asuntos Internacionales, délégué
Australie	R.M. TAYLOR, Managing Director, chef de délégation J.L. BRADY, Secretary, and Group Manager Corporate Services, chef adjoint de délégation P.J. SMITH, Manager, International Postal Affairs, délégué K.J.S. McKEOWN, Assistant Manager, International Postal Affairs, délégué B.G. McSWEENEY, Manager, Mail Network and Systems, International Mail Group, délégué Mlle C. GRAHAM, First Secretary, Australian Embassy, Washington D.C., déléguée T. WILSON, Counsellor, Embassy of Australia, délégué
Autriche	E. LAZNOVSKY, Lic. en droit, Conseiller ministériel, Chef de la Division «Postes et autocars postaux», chef de délégation H. KNAUTHE, Dr en droit, Conseiller ministériel, Chef du Service international des postes, chef adjoint de délégation F. MITTERMAIER, Dr en droit, Conseiller ministériel, Chef adjoint du Service international des postes, délégué G. KROTTENMÜLLER, Chef du bureau international de la Caisse d'épargne postale, délégué R. TOIFL, Directeur, Fonctionnaire du service international des postes, délégué
Bahamas	J.V. SAUNDERS, Postmaster General, chef de délégation W.T. KNOWLES, Senior Deputy Postmaster General, chef adjoint de délégation Mme G.L. RAHMING, Senior Superintendent (Postal), déléguée Mlle A.L. DAVIES, Senior Clerk, fonctionnaire attachée
Bahrain	A.E. MATTAR, Directeur des postes, chef de délégation F.A. AL DALLAL, Chef des relations postales internationales, chef adjoint de délégation

Liste des délégués

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	MM.
Bangladesh	R. HOSSAIN, Counsellor for Political Affairs, Bangladesh Embassy, chef de délégation S.M. ALI, Counsellor and Head of Chancery, Bangladesh Embassy, chef adjoint de délégation H. KABIR, First Secretary, Bangladesh Embassy, délégué
Barbade	D. BLACKMAN, Dr, Hon., Minister of Transport and Works, chef de délégation C.E. GILL, Postmaster General, chef adjoint de délégation G.M. BENJAMIN, Assistant Postmaster General, délégué S.H. NILES, Assistant Postmaster General, délégué Mme F.R. LEACOCK, Senior Postal Superintendent (Customer Services), déléguée Mme A. FORTE, First Secretary, déléguée
Belgique	M. COLLA, Ministre des PTT, chef de délégation H. DEHENNIN, Ambassadeur de Belgique à Washington, chef de délégation J. BECCO, Administrateur général de la Régie des postes, chef adjoint de délégation G. WINDELS, Inspecteur général, Administration générale et affaires internationales, chef adjoint de délégation W. VAN KERKHOVE, Chef de Cabinet du Ministre des PTT, délégué G. PIRSON, Directeur général, délégué E. RECHT, Dirigeant du Service des affaires internationales, délégué C. GHISLAIN, Premier Secrétaire à l'Ambassade de Belgique à Washington délégué F. BERT, Inspecteur général, délégué W. VAN WOLPUTTE, Conseiller politique au Ministère des PTT H. DEMARET, Inspecteur principal au Service des affaires internationales, délégué
Belize	Non représenté
Bénin	O. BATOKO, Ministre de l'information et des communications, chef de délégation A.H. AFFEDJOU, Directeur des services postaux et financiers, chef adjoint de délégation B. GOUHIZOUN, Chef de la Division poste, délégué L. SALIOU, Chef de la Division des services financiers, délégué G.A. OSSENI, Conseiller, fonctionnaire attaché C. MEHISSOU, Conseiller, fonctionnaire attaché
Bhoutan	U. TSHERING, H.E., Ambassador, Permanent Representative of the Kingdom of Bhutan to the United Nations Office in New York, chef de délégation J.B. NEPAL, Officiating Director of Post and Telegraph, Royal Government of Bhutan, Thimphu, chef adjoint de délégation J. TENZIN, Deputy Director, Philately and Planning Division of Post and Telegraph, Royal Government of Bhutan, Thimphu, délégué
Biélorussie	I.M. GRITSOUK, Ministre des postes et télécommunications, chef de délégation S.N. ZVONKO, Deuxième Secrétaire au Ministère des affaires étrangères, délégué

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	MM.
Bolivie	<p>E. PRUDENCIO VELASCO, Subsecretario de Comunicaciones, Ministerio de Transportes y Comunicaciones, chef de délégation</p> <p>M.R. ROCA BADO, Director General de Correos, chef adjoint de délégation</p> <p>H. BASO BERRY, Primer Secretario, Embajada de Bolivia en Washington, délégué</p> <p>Mme M.E.B. DE VILLA, Jefe del Departamento de Servicio Internacional de Correos, déléguée</p> <p>E. VON BOECK, Asesor del Ministerio de comunicaciones, fonctionnaire attaché</p> <p>Mme M.E. GUTIERREZ, gerente del EMS/Bolivia, fonctionnaire attachée</p>
Botswana	<p>C.J. BUTALE, Hon., Minister of Works, Transport and Communication, chef de délégation</p> <p>M.C. TIBONE, Permanent Secretary, Ministry of Works, Transport and Communication, suppléant du chef de délégation</p> <p>A.V. LIONJANGA, Deputy Permanent Secretary, Ministry of Works, Transport and Communication, suppléant du chef de délégation</p> <p>D.R. GABARAANE, Director of Postal Services, chef adjoint de délégation</p> <p>B.K. SEBELLE, Ambassador of Botswana, délégué</p> <p>B.H.S. TAYAWARDENA, Assistant Director, Finance, délégué</p> <p>Mme G.G. MATSIETSA, Assistant Postal Controller, International Affairs, déléguée</p>
Brésil	<p>P.P. WANDEK DE LEONI R., Secrétaire des services postaux au Ministère des communications, chef de délégation</p> <p>J.M. RAUBER, Président de l'Entreprise brésilienne des postes et télégraphes, chef de délégation</p> <p>Mme V.L.S. CARVALHO, Chef du Bureau des relations internationales/ECT, chef adjoint de délégation</p> <p>P.V.P. SICILIANO, Chef de la Division d'études et développement/ECT, délégué</p> <p>V. BARBOSA, Assesseur du Chef du Bureau des relations internationales, délégué</p> <p>Mme A.M.N. FARANI AZEVEDO, Second Secretary at the Brazilian Embassy, déléguée</p> <p>A.J. VEIGA ROLDAO, Marketing Director, fonctionnaire attaché</p>
Brunei Darussalam	<p>A.B.H. HANAFIAH, Postmaster General, chef de délégation</p> <p>A.H.A.H.b. MAARUF, Assistant Postmaster General, délégué</p> <p>R.L.F. PING, Chief Superintendent of Posts, délégué</p> <p>Mme A.H. ABDULLAH, Research and Development Officer, déléguée</p>
Bulgarie (Rép. pop.)	<p>A. POPOV, Ministre, Président de l'Association «Communications», chef de délégation</p> <p>N. KREKMANSKI, Vice-Président de l'Association «Communications», chef adjoint de délégation</p> <p>P. ATANASSOV, spécialiste responsable à l'Association «Communications», délégué</p> <p>V.A. OSSENOV, Premier Secrétaire à l'Ambassade de Bulgarie à Washington, délégué</p>
Burkina Faso	<p>R.M.C. KABORE, Ministre des transports et des communications, chef de délégation</p> <p>J.de D. SOMDA, Directeur général de l'Office national des postes, chef adjoint de délégation</p> <p>R.L. BONCOUNGOU, Directeur de la production, délégué</p> <p>D. TRAORE, Directeur de la coordination et de l'orientation, délégué</p> <p>S.C. GUIBO TONI, Chef de la Division exploitation, délégué</p>

Liste des délégués

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	MM.
Burundi	J. KAVAKURE, Ambassadeur du Burundi à Washington, chef de délégation A. NDABIHORE, Directeur général des transports, postes et télécommunications, chef de délégation W. NTUNZWENIMANA, Premier Conseiller d'Ambassade à Washington, délégué A. BUDIGI, Premier Conseiller d'Ambassade à Washington, délégué L. NDABUBAHA, Directeur des postes, délégué
Cameroun	S. OUMAROU, Ministre des postes et télécommunications, chef de délégation M. BAYEMI, Secrétaire général du Ministère des postes et télécommunications, chef adjoint de délégation P. PONDJ, Ambassadeur du Cameroun, chef adjoint de délégation W. NKOMO, Inspecteur général n° 3, chef adjoint de délégation P. NDONGO, Directeur des postes, délégué D. TCHIMKAP, Directeur adjoint des postes, délégué
Canada	D.H. LANDER, Président-Directeur général, chef de délégation G.C. CLERMONT, QC, Vice-Président de Groupe, chef suppléant de délégation P.T. McINENLY, Avocat-conseil général, chef suppléant de délégation J.G. HALPIN, Directeur, Affaires postales internationales, chef adjoint de délégation D. SWANSON, Vice-Président, Exploitation du réseau et approvisionnement, délégué E.B. FOURNIER, Directeur général, Opérations internationales, délégué A. FALLU, Gestionnaire des relations internationales, Affaires postales internationales, délégué P. RAYNAUD, Agent, Affaires postales internationales, délégué Mme R. DUHAIME, Directeur, Opérations du réseau international, déléguée Mme T. DENIS, Agent, Administration, Affaires postales internationales, déléguée S. HIBBARD, Conseiller, Ambassade du Canada à Washington, délégué R. BOISCLAIR, Officer Service Hearings Information, fonctionnaire attaché J.E. AIKEN, Vice-President, Special Assignment, fonctionnaire attaché Mme J. THIBAUT, Legislative Secretariat, fonctionnaire attachée
Cap-Vert	Mme M. EVORA SAGNA, Directeur général, chef de délégation H. MARCIANO ALMEIDA, Directeur des postes, chef adjoint de délégation Mme E. ALMEIDA, Directeur, chef adjoint de délégation Mme M.R. FERREIRA, déléguée
Centrafrique	H. DOBOZENDI, Ministre des postes et télécommunications, chef de délégation A. BAYOKA-DIEKA, Directeur général des postes et de la caisse nationale d'épargne, chef adjoint de délégation J. TCHOMBEGO, Directeur de la production, délégué A. DAOUDA, Directeur des affaires économiques et internationales, délégué
Chili	P. DELANO BARRIOS, Gerente General, chef de délégation C. VICUÑA ZEBALLOS, Jefe Asesoría de Relaciones Internacionales, chef adjoint de délégation J.L. OSTRIA PALMA, Chef du Cabinet du Directeur général, délégué P. SUCKEL AGUAYO, Adviser to Chilean Embassy, délégué

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	MM
Chine (Rép. pop.)	<p>T. YANG, Ministre des postes et télécommunications, chef de délégation</p> <p>T. LIU, Directeur général des postes du Ministère des P & T, chef suppléant de délégation</p> <p>Z. LIU, Vice-Directeur du Département des affaires extérieures du Ministère des P & T, chef adjoint de délégation</p> <p>H. LIU, Directeur assistant du Département des affaires extérieures du Ministère des P & T, chef adjoint de délégation</p> <p>G. TANG, Premier Secrétaire au Ministère des affaires étrangères</p> <p>Mme G. TANG, Chef-adjoint de la Division du service international de la Direction générale des postes, déléguée</p> <p>Y. CONG, Chef-adjoint de la Division du service international de la Direction générale des postes, délégué</p> <p>G. ZHANG, Chef-adjoint de la Division des organisations postales internationales du Département des affaires extérieures, délégué</p> <p>Y. WU, Fonctionnaire chargé du service postal international de la Direction générale des postes, délégué</p> <p>Mme H. TIAN, Fonctionnaire chargée des affaires des organisations internationales du Département des affaires extérieures, déléguée</p> <p>D. QU, Fonctionnaire du Ministère des postes et télécommunications, Interprète, fonctionnaire attaché</p> <p>Mme L. HUANG, Fonctionnaire du Ministère des P & T, Interprète, fonctionnaire attachée</p> <p>Mme X. SHI, Fonctionnaire du Ministère des P & T, Interprète, fonctionnaire attachée</p> <p>Mme X. CHEN, Fonctionnaire du Ministère des P & T, Interprète, fonctionnaire attachée</p> <p>Mme Y. LEI, Fonctionnaire du Ministère des P & T, Interprète, fonctionnaire attachée</p> <p>W. ZHENQUAN, First Secretary, fonctionnaire attaché</p>
Chypre	<p>N. PROTOPAPAS, Minister of Communications and Works, chef de délégation</p> <p>T. CHARALAMBIDES, Directeur du Département des services postaux, chef de délégation</p> <p>G. KAZANDJIS, Chef du Service de l'exploitation postale, délégué</p> <p>A. VIKIS, Deputy Chief of Mission Cyprus Embassy, Washington, délégué</p>
Colombie	<p>E. DANIELS RINCONES, Dr, Ministro de Comunicaciones, chef de délégation</p> <p>Mme X. TAPIAS DELPORTE, Viceministro de Comunicaciones, chef adjoint de délégation</p> <p>V. ALONSO, Dr, Secretario General, chef adjoint de délégation</p> <p>J. LONDOÑO TAMAYO, Miembro Junta Directiva, chef adjoint de délégation</p> <p>G. MOSQUERA, Subdirector de Operaciones, délégué</p> <p>I. ROJAS ORDUZ, Jefe Oficina Asuntos Internacionales, délégué</p> <p>J.H. RINCON, Ing., Jefe Sección Postal Mincomunicaciones, délégué</p> <p>G. RONDEROS T., Ing., Administrador General Correo Aéreo, délégué</p> <p>I. RATKOVICH CARDENAS, Ing., Asesor Correo Aéreo, délégué</p>
Comores	<p>A.B. DAOUD, Secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications, chef de délégation</p> <p>A.A. MOUMIN, Ambassadeur, chef de délégation</p> <p>A.A. KOUATI, Directeur des services postaux et financiers, chef adjoint de délégation</p>

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	MM.
Congo (Rép. pop.)	<p>O. EKORI, Directeur de Cabinet du Ministre des mines, de l'énergie et des PTT, chef de délégation</p> <p>L. KINZONZI, Conseiller aux postes et télécommunications, chef adjoint de délégation</p> <p>R. OKOUYA, Directeur général de l'ONPT et CNE, Président du Conseil d'administration de l'ONPT, chef adjoint de délégation</p> <p>C. DEFOUNDoux, Directeur des postes, chef adjoint de délégation</p> <p>A. BOYELA, Auditeur principal de l'ONPT, délégué</p> <p>Mme L. MABIALA, Chef de division des affaires internationales à la Direction des postes, déléguée</p>
Corée (Rép.)	<p>W.-J. LEE, Minister of Communications, chef de délégation</p> <p>S.K. LEE, Minister, Korean Embassy in USA, chef adjoint de délégation</p> <p>P.-G. HUH, Director General of Posts, délégué</p> <p>M.H. YU, Counsellor, Korean Embassy in USA, délégué</p> <p>Y.-S. KWON, Deputy Director General of Posts for International Relations, délégué</p> <p>J.S. LEE, Communications Attaché, Embassy of Korea, délégué</p> <p>Y.J. CHO, Director, International Organizations Division, Ministry of Foreign Affairs, délégué</p> <p>K.H. CHO, First Secretary, Korean Embassy in USA, délégué</p> <p>J.S. SHIN, First Secretary, Korean Embassy in USA, délégué</p> <p>H.-W. LEE, Director of International Postal Division, délégué</p> <p>K.Y. LEE, Director, Ministry of Communications, délégué</p> <p>C.H. SUH, Deputy Director, International Organizations Division, Ministry of Foreign Affairs, délégué</p> <p>B.-W. RAH, Deputy Director of International Postal Division, délégué</p> <p>E.-B. JOO, Deputy Director of International Postal Division, délégué</p> <p>J.-T. LEEM, Deputy Director of Postal Remittance, Giro & Savings Bureau, délégué</p> <p>H.S. SEO, Secretary to the Minister, délégué</p> <p>Y.-C. KONG, Assistant Section Chief of International Postal Division, délégué</p> <p>C.-N. KIM, Assistant Section Chief of International Postal Division, délégué</p> <p>C.-K. YOO, Assistant Section Chief of Postal Planning Division, délégué</p> <p>J.-C. CHUNG, Assistant Section Chief of International Postal Division, délégué</p> <p>C.O. KIM, President, Korea Information Society Development (KISDI), fonctionnaire attaché</p> <p>C.Y. HAM, Senior Research Fellow, KISDI, fonctionnaire attaché</p> <p>H.K. KIM, Head of Postal Analysis Section, ETRI, fonctionnaire attaché</p> <p>E.-S. HONG, President, International Convention Services (ISC), fonctionnaire attaché</p>
Costa-Rica	<p>A.A. DESANTI, Ministro de Gobernacion y Policia de Costa-Rica, chef de délégation</p> <p>Mme I.L. DOBLES, Vice-Ministra, chef adjoint de délégation</p> <p>C. GOMIS, Ambassadeur, chef adjoint de délégation</p> <p>Mme M.C. QUESADA, Director Nacional de Comunicaciones, chef adjoint de délégation</p> <p>D.A. MEZA, Directivo Junta Administrativa, chef adjoint de délégation</p> <p>J.C.G. MORALES, Directivo Junta Administrativa, délégué</p> <p>F.C. ALVARADO, Directivo Junta Administrativa, délégué</p> <p>A.N. CALDERON, Vice-Presidente de la Junta Administrativa Cortel, délégué</p> <p>A.P. GAMBOA, Jefe Oficina Asuntos Internacionales, délégué</p> <p>R.C. LEIVA, Jefe Departamento de Capacitacion y Asesoría Postal, délégué</p> <p>M.V.A. QUESADA, Asesor Legal, délégué</p>

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	MM.
Côte d'Ivoire (Rép.)	<p>V.T. DJEDJE, Ministre des postes et télécommunications, chef de délégation C. GOMIS, Ambassadeur, chef adjoint de délégation H. DIARRA, Directeur de l'Office national des postes, chef adjoint de délégation P.I. KOUKOU, chef adjoint de délégation G. KOUA KACOU, Chef du Département de la production, délégué B. AGBO YAPI, Chef du Service des relations extérieures, délégué B. MIMI LOGBO, Chef du Service du contrôle de gestion et de l'Audit interne, délégué G. DJAH EBOUAT, Attaché de presse au Ministre des postes et télécommunications, fonctionnaire attaché</p>
Cuba	<p>Mme M. CARRACEDO SOTO, Viceministra Primera de Comunicaciones, chef de délégation O. ALFONSO PEREZ, Director de Prensa del Ministerio de Comunicaciones, chef de délégation C. CUESTA ZULUETA, Director de Correos y Telegrafos, chef adjoint de délégation E. VÉLIZ RODRIGUEZ, Jefe Departamento de Organismos Internacionales, chef adjoint de délégation R. ESPRONCEDA VEGA, Especialista de Organismos Internacionales, délégué J.A. ESPINOSA, Funcionario de la Seccion de Intereses de Cuba en Washington, délégué</p>
Danemark	<p>H. ISRAELSEN, Director General, chef de délégation A. NIELSEN, Deputy Director General, chef de délégation T.W. MADSEN, Head of International Secretariat, Posts, chef de délégation M.T. HANSEN, Deputy Director, Financial Services (Postgiro), chef adjoint de délégation J.F. PEDERSEN, Head of International Relations Secretariat, délégué H. HANSEN, Assistant Head of International Secretariat, Posts, délégué G.T. CHRISTENSEN, Senior Executive Officer, International Relations Secretariat, délégué E. OVESEN, Commercial Counsellor, Royal Danish Embassy, Washington, délégué Mme A. MELDGAARD, Secretary of Embassy, Royal Danish Embassy, Washington, déléguée Mme L. BIRKEDAL, Inspector, Postal Philatelic Centre, fonctionnaire attachée</p>
Djibouti	<p>K.A. HARED, S.E., Ministre de l'intérieur, des postes et télécommunications, chef de délégation H.M. AHMED, Directeur général de l'Office des postes et télécommunications, chef de délégation E.O. WAISS, Directeur général adjoint, chef adjoint de délégation A.-M. ISMAEL, Chef de la Division exploitation postale, délégué O.B. GUELLEH, Receveur principal, délégué</p>
Dominicaine (Rép.)	<p>H.A. VERAS GOMEZ, Director General del Instituto Postal Dominicano (Inposdom), chef de délégation H. MORETA RUBIO, Asesor Técnico Postal, Encargado Departamento Técnico del Inposdom, chef adjoint de délégation</p>
Dominique	Non représentée

Liste des délégués

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	MM.
Egypte	<p>K.A.H. AHMED, Président du Conseil d'administration de l'Organisme national des postes, chef de délégation</p> <p>M.M. AL-SABBAGH, Chef du secteur du Secrétariat général et des services centraux, chef adjoint de délégation</p> <p>Mme S.M. KHALIL, Directrice du département des accords internationaux et des Congrès, déléguée</p> <p>M.K. TOLBAH, Directeur du Centre de trafic postal aérien, délégué</p> <p>H.E. DERAR, Conseiller de l'Ambassade d'Egypte à Washington, délégué</p>
El Salvador	<p>M.A. ACEVEDO, Chef de la Division de planification, chef de délégation</p> <p>R.J. ORTIZ, Minister of the Embassy in Washington, chef adjoint de délégation</p>
Emirats arabes unis	<p>A.S. BOUHASSAN, General Director for General Postal Corporation, chef de délégation</p> <p>M.S. AL SHARHAN, Director of International Relations Department, délégué</p> <p>I.M. ALDABBOUS, Directeur de la quatrième région postale, délégué</p> <p>A.M. BIN MAJID, Director of First Postal Area, délégué</p> <p>A.H. AL MAGRIBI, Head of Foreign Relations Section, délégué</p> <p>R.A. RAHMAN FARIS, Head of Operations Section, délégué</p> <p>R. SINN, Directeur du fret/Air Emirats, fonctionnaire attaché</p> <p>M. MATAR, Directeur-adjoint du fret /Air Emirats, fonctionnaire attaché</p>
Equateur	<p>L. RODRIGUEZ, Ec., Miembro del Directorio, chef de délégation</p> <p>P. SUQUILANDA, Dr, Ministro Consejero de la Embajada del Ecuador en Washington, chef adjoint de délégation</p> <p>A. CASTELLANOS C., Lcdo, Jefe del Departamento Internacional, délégué</p> <p>Mme Y. GARCIA DE BUENO, Segundo Secretario de la Embajada del Ecuador en Washington, déléguée</p>
Espagne	<p>J.L. MARTIN P., Secrétaire général des communications, Ministère des transports, du tourisme et des communications, chef de délégation</p> <p>J.J. MELERO M., Directeur général des postes et télégraphes, chef de délégation</p> <p>F. DUATO G., Sous-Directeur général de l'exploitation, Direction générale des postes et télégraphes, chef adjoint de délégation</p> <p>J.L. MAYORAL A., Sous-Directeur général de l'Administration économique, Direction générale des P & T, chef adjoint de délégation</p> <p>J. DE FRUTOS G., Directeur des affaires internationales, Direction générale des P & T, chef adjoint de délégation</p> <p>A.L. CIQUE B., Chef du Service du trafic postal et télégraphique, Sous-Direction générale de l'exploitation, délégué</p> <p>J.L. FERNÁNDEZ M., Chef du Service des virements, Sous-Direction générale de l'Administration économique, délégué</p> <p>J.L. COLLADA Z., Directeur adjoint des affaires internationales, Direction générale des P & T, délégué</p> <p>J.A. SUÁREZ G., Assesseur du Directeur général des postes et télégraphes, délégué</p>

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	MM.
Espagne (suite)	A. ARGENTE H., Chef du service des relations avec l'UPU, Direction des affaires internationales, délégué M. LORENZO, Minister, Embassy of Spain, Commercial Affairs, délégué S.M. LOBATO, Subdirector General de Comercializacion, fonctionnaire attaché M.R. BLANCO, Jefe Cabinete Comercialization, fonctionnaire attaché
Ethiopie	L. RETTA, Comrade, General Manager, Ethiopian Postal Service, chef de délégation S. MOHAMMED, Comrade, Manager, Postal Service Department, chef adjoint de délégation T. WOLDEMARIAM, Regional Manager of Central Region, délégué
Fidji	A.H. YUSUF, Chargé d'affaires a.i., Ambassade de la République de Fidji à Washington, chef de délégation
Finlande	A. SAVIAHO, Directeur général adjoint des postes, chef de délégation J. ALLARDT, Directeur du courrier international, chef adjoint de délégation M.K. ELOVAINIO, Secrétaire général, délégué J. LAAJAVA, Ministre-Conseiller, délégué C.-G. TRÄSKMAN, Chef du trafic international, délégué I. HALLANORO, Chef des services internationaux, délégué R. TANZI-ALBI, Deuxième Secrétaire, délégué Mlle A.-M. KALTER, Chargée de mission, déléguée C. BLOMQVIST, Chef de la coopération technique, délégué J. SALOVAARA, Directeur des journaux et périodiques, délégué Mlle V. PALO, Administrateur principal, Courrier international, fonctionnaire attachée
France	P. QUILES, Ministre des postes, des télécommunications et de l'espace Y. COUSQUER, Directeur général de la poste, chef de délégation G. LLORET, Président-Directeur général de la SFMI, chef de délégation F. MIGONE, Inspecteur général, Chef du Service des affaires internationales, chef adjoint de délégation J.-C. RAUCH, Inspecteur général, Directeur des postes de la région Rhône-Alpes, chef adjoint de délégation J. JOUBERT, Directeur général, Société française de Chronopost, délégué R. LIMAT, Directeur des Services courrier, délégué D.J. LUCIANI, Directeur des Services financiers, délégué M. BAUDIENVILLE, Délégué du Directeur des Services courrier, délégué R. HELY, Chef de service à la Direction des Services courrier, délégué M. DANJOU, Conseiller technique au Cabinet du Ministre M. VIAL, Conseiller technique au cabinet du Ministre M. VIELLEDENT, Directeur général adjoint de la poste, délégué A. DARRIGRAND, Président-Directeur général de SOFIPOST, délégué G. LEGOUET, Directeur général du BEPTOM, délégué J. BRENTA, Administrateur au Service des affaires internationales, délégué C. DONTENVILLE, Administrateur à la Direction à la réglementation générale, délégué Mme M.T. SANTONI, Administrateur au Service des affaires internationales, déléguée Mme S. SOLIGNAC, Administrateur à la Direction des Services financiers, déléguée

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	MM.
France (suite)	<p>J. ROBERT, Directeur départemental adjoint au Service des affaires internationales, délégué P. DURAND, Directeur départemental adjoint à la Direction des Services courrier, délégué E. DAYAN, Inspecteur principal à la Direction des Services courrier, délégué F. LORMAND, Directeur adjoint, délégué V.-M. ROGE, Sous-Directeur, délégué Mme M. BATIFOL, Attaché d'administration principal, déléguée Mme M.-J. FILIPPINI, Attaché d'administration principal, déléguée D. LE GOFF, Attaché d'administration principal, délégué P. DELACROIX, Direction des Nations Unies et des organisations internationales, Ministère des affaires étrangères, délégué B. EMIE, Conseiller, Ambassade de France, délégué F. VUILLOD, Attaché, Ambassade de France à Washington, délégué Mme A. POTHIER, fonctionnaire attachée</p>
Gabon	<p>Z. MYBOTO, Ministre des postes et télécommunications, chef de délégation T. SOUAH, Directeur général de l'Office des postes et télécommunications, chef adjoint de délégation Mme M.-F. LENGOUNGOU-MOUPASSI, Directeur de Cabinet du Ministre des P & T, déléguée E. MBA EKO, Directeur des services postaux, délégué F. MBENG-EKOGHA, Directeur des études et des relations techniques internationales, délégué J. MIHINDOU-MI-NGUIMBI, Directeur général adjoint chargé des services postaux financiers, délégué A. N. ALLOGO, Directeur général adjoint chargé des inspections et de l'audit interne, délégué B. OYONE, Conseiller du Ministre des postes et télécommunications, délégué B. P. DITENGOU, Inspecteur principal à la Direction des études et des relations techniques internationales, délégué J. OBONNOU MBOGO, First Counselor to Congress Delegation, délégué P. BIE-EYENE, Chef de Division au Ministère des affaires étrangères, fonctionnaire attaché J.R. MASSONDA, Attaché de Cabinet au Ministère des postes et télécommunications, fonctionnaire attaché</p>
Gambie	<p>A.M.C. CHAM M.P., Hon, Minister of Works and Communications, chef de délégation A.S. N'GUM, Senior Assistant Secretary, chef adjoint de délégation T.B.A. AWE, Senior Superintendent of Posts, chef adjoint de délégation</p>
Ghana	<p>E.O. DONKOR, Hon., Secretary of State for Transport and Telecommunications, chef de délégation E.K. OTOO, Ambassadeur, chef de délégation E.K.A. AMOA-AWUA, Minister Counsellor (Deputy Ambassador), délégué I. ADU-BOAHENE, Director of Postal Services, délégué A.S. ANUMU SITTI, Chief Controller of Posts, fonctionnaire attaché</p>
Grande-Bretagne	<p>W. COCKBURN, Managing Director, Royal Mail Letters, cochef de délégation P.S. SALVIDGE, Head of Telecommunications and Posts Division, Department of Trade and Industry, Chairman of CEPT, cochef de délégation D.G. FOOT, Head of International Affairs, Royal Mail International, cochef adjoint de délégation</p>

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	MM.
Grande-Bretagne (suite)	<p>Mme E.C. JONES, Head of Post Office Branch, Department of Trade and Industry, cochef adjoint de délégation</p> <p>B. NICHOLSON, Sir, Chairman of the Post Office, délégué</p> <p>Mlle S.J. SMITH, Head of Overseas Postal Section, Department of Trade and Industry, Secretary of CEPT, déléguée</p> <p>C. BRISCOE, General Manager Royal Mail International, Chairman CEPT Post Commission, délégué</p> <p>B. ELDERTON, General Manager, Royal Mail Parcels International, délégué</p> <p>C. ROSE, Deputy General Manager, Royal Mail International, Head of British Postal Consultancy Service, délégué</p> <p>M. JOHNSON, Acting General Manager, délégué</p> <p>J. COTTON-BETTERIDGE, Commercial Manager, Royal Mail International, délégué</p> <p>D. COLE, Manager, EMS, délégué</p> <p>J. COOK, Head of International Division, Girobank, délégué</p> <p>P. KING, Head of International Relations Section, Royal Mail International, délégué</p> <p>M. GOSS, Head of Territorial and Transport Services, Royal Mail International, délégué</p> <p>A. RICHARDS, Principal Consultant, British Postal Consultancy Service, délégué</p> <p>Mme J. HOLMES, Operations Manager, Royal Mail Parcels International, déléguée</p> <p>F.S. EVELY, International Relations Officer, Royal Mail International, délégué</p> <p>Mme R. IRELAND, International Relations Officer, Royal Mail International, déléguée</p> <p>Mlle S.J. WITT, Overseas Postal Section, Department of Trade and Industry, déléguée</p> <p>M.D. ORBELL, Director of Postal Administration, Jersey, délégué</p> <p>C. MEYER, Minister (Commercial), British Embassy, Washington, délégué</p> <p>A. HEADERSON, First Secretary, British Embassy, délégué</p> <p>R.M. WHITE, First Secretary, Science, Energy and Nuclear Department, Foreign and Commonwealth Office, délégué</p> <p>P. GAGE, délégué</p> <p>G. LLEWELLYN, Controller, Post Office, Chairman's Office, fonctionnaire attaché</p> <p>S. CHISNALL, Secretary CEPT, Post Commission, fonctionnaire attaché</p> <p>J.R. WILCOX, Communications Manager, Royal Mail International, fonctionnaire attaché</p> <p>P. THEOBALD, International Relations Officer, Royal Mail International, fonctionnaire attaché</p> <p>Mlle S. OLIPHANT, Personal Secretary to Mr. Foot, fonctionnaire attachée</p> <p>R. MARK, fonctionnaire attaché</p> <p>P. GAGE, fonctionnaire attaché</p>
Territoires d'outre-mer (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)	<p>Mlle S.J. SMITH, Head of Overseas Postal Section, Department of Trade and Industry, chef de délégation</p> <p>C.A.J. CRICLOW, Postmaster General, Bermuda, fonctionnaire attaché</p> <p>Mme V. SMITH, Assistant Postmaster-General (Operations and International Affairs), Bermuda, fonctionnaire attachée</p> <p>D.S.W. WONG, Postmaster General, Hong Kong, fonctionnaire attaché</p> <p>A.G. DICKSON, Assistant Postmaster General, Hong Kong, fonctionnaire attaché</p> <p>P.C. LUK, Chief Controller of Posts, Hong Kong, fonctionnaire attaché</p> <p>Mlle R. TURNBULL, Postmaster General, British Virgin Islands, fonctionnaire attachée</p> <p>Mlle M. RICHARDS, Deputy Postmaster General, British Virgin Islands, fonctionnaire attachée</p> <p>Mme L.L. MALONE, Ministry of Finance, British Virgin Islands, fonctionnaire attachée</p>

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	MM.
Grèce	<p>V. KORPOLOPOULOS, Secrétaire général du Ministère des transports et des communications, chef de délégation</p> <p>F. PROVATAS, Directeur général, chef adjoint de délégation</p> <p>N. ZAFIROPOULOS, Premier Secrétaire de l'Ambassade de Grèce à Washington, chef adjoint de délégation</p> <p>H. MANESSIS, Premier Secrétaire de l'Ambassade de Grèce à Washington, délégué</p> <p>G. ANTONIOU, Directeur du Ministère des transports et communications, délégué</p> <p>M. MATHIOUDAKIS, Conseiller spécial sur des questions de relations internationales, délégué</p> <p>G. GOUMAS, Chef de la Division des relations internationales, délégué</p> <p>G. ADAMOPOULOS, Chef de Section, poste aux lettres, délégué</p> <p>C. SKARLOS, Chef de Section, colis postaux internationaux, délégué</p> <p>Mme Z. PROTOPSALT, Officer of the Administration of Posts and Telecommunications, déléguée</p>
Grenade	Représentée par Trinité-et-Tobago
Guatemala	<p>S. MENDIZÁBAL GARCÍA, Ing., Viceministro de Comunicaciones, Transporte y Obras Públicas, chef de délégation</p> <p>O. JUÁREZ CALDERON, Ing., Asesor Técnico del Ministerio de Comunicaciones, Transporte y Obras Públicas, chef de délégation</p> <p>G. RODAS, Sub-Director General of Posts and Telegraphs, chef adjoint de délégation</p> <p>R. MUÑOZ, Jefe de la Unidad de Planeamiento de la Dirección General de Correos y Telégrafos, délégué</p> <p>P. PELLECE, Jefe del Departamento Internacional de la Dirección General de Correos y Telégrafos, délégué</p>
Guinée	<p>L. BOLIVOGUI, Ministre des postes et télécommunications, chef de délégation</p> <p>M.L. CAMARA, Directeur national des services postaux et financiers, chef adjoint de délégation</p> <p>M. SAADI, Conseiller du Ministre des postes et télécommunications, chef adjoint de délégation</p>
Guinée-Bissau	Non représentée
Guinée équatoriale	Non représentée
Guyane	<p>R.H.O. CORBIN, Deputy Prime Minister, Public Utilities, chef de délégation</p> <p>G.A. DORIS, Postmaster General, chef adjoint de délégation</p> <p>E. NOBLE, Deputy Postmaster General, délégué</p> <p>L. PERSAUD, Postal Controller, Planning and Statistics, délégué</p>
Haïti	<p>J.-C. JEAN-JACQUES, Directeur général, chef de délégation</p> <p>W. LOUIS, Directeur de la planification et des études postales, chef adjoint de délégation</p>

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	MM.
Honduras (Rép.)	A. CASTRO RUIZ R. BAIDE PEREZ, Director General de Correos N.B. SOLANO DAVILA, Jefe Departamento Internacional
Hongrie (Rép.)	B. DOROS, Ministre adjoint au Ministère des transports, des communications et de la construction, chef de délégation L. OLÁH, Dr en droit, Vice-Président des postes et télécommunications, cochef de délégation P. KERTÉSZ, Dr en droit, Vice-Président des postes et télécommunications, chef adjoint de délégation Mme I. GYARMATI, Administrateur de la Division postale, déléguée C. MOLNAR, Administrateur du Service des affaires internationales, délégué F. SZIKSZAY, Administrateur du Service des affaires internationales, délégué
Inde	G. GOMANGO, Minister of State, Ministry of Communications, Government of India, chef de délégation R.K. SAIYED, Secretary, Department of Posts and Director General Posts, chef de délégation K. PRAKASH, Member, Postal Services Board, chef de délégation M.S. RAMAN, Deputy Director General (International Relations), chef adjoint de délégation S. KRISHNAN, Member (Finance), Postal Services Board, délégué Mme A. JAIN, Assistant Director General (International Relations), déléguée V. KAUL, Assistant Director General (International Mails), délégué K.S. REDDY, Secretary to the Minister, délégué
Indonésie	S. ABDULRACHMAN, Director General of Posts and Telecommunications, chef de délégation U. NATAWIJAYA, Deputy Director General (Posts and Giro), chef adjoint de délégation A.R. RAMLY, Ambassador of Indonesia, délégué M.M. PAHAM, Chief Director of Public Corporation for Posts and Giro, délégué T. SUTARMAN, Director of Postal Operations of the Public Corporation for Posts and Giro, délégué A. SJARKATI, Head of Sub-Directorate for Postal Convention and Legislation, délégué K. KALAKE, Head, Sub-Directorate of Postal Operations of the Public Corporation for Posts and Giro, délégué H.P. HARYONO, First Secretary, Embassy of the Republic of Indonesia, Washington, D.C., délégué N.H. WIRAYUDA, Counsellor, Indonesian Permanent Mission to the United Nations, fonctionnaire attaché R. DAUD, Head, Section of Postal Convention, Directorate General of Posts and Telecommunications, fonctionnaire attaché M. CHOLID, Head, Sub-Division of Letterpost Items, Public Corporation for Posts and Giro, fonctionnaire attaché
Iran (Rép. islamique)	S.M. GHARAZI, H.E., Minister of PTT of the Islamic Republic of Iran, chef de délégation M. MALEKI-TABAR, Deputy Minister, Managing Director of Post Company, chef de délégation S.M. SEYED HASHEMI, Member of the Board of Directors, chef adjoint de délégation A. BAHRAINIAN, Deputy Minister Telecommunication Affairs, délégué H. SHAHABEDIN, Deputy Minister in Administrative Affairs, délégué A.B. NASRABADI, Member of the Board, délégué

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	MM.
Iran (Rép. islamique) (suite)	<p>M.J. RASTI LARI, I.C.A., Member, délégué G. HIEDARI, I.C.A., Member, délégué S.M. SEYED EBRAHIMI, Director General International, délégué M.M. ROUSHANI, Director General Financial Post, délégué S.M. ASGARI, Director General Studies and Planning, délégué A. REYAHIVAFA, Director General Training, délégué V. JANGJOUY, Director General Personnel, délégué N. BARAHMAN, Director General Legislative Affairs, délégué M. HERISCHI, Director General Telecommunication Affairs, délégué A. MOHSENZADEH, Director General University Relations, délégué M. JAFFAR TAYYARI, Deputy Director General, délégué M. MOTAHARENEKZAD, Director General Public Relations, délégué H. SHEIKH ATTAR, Director of Satellite communications, délégué S.A. HOSSEINI NAVID, Head of Statistics Department, délégué A. GHAFFORI, Expert Postal Affairs, délégué H. BEHRAM, Expert Postal Affairs, délégué M. HAJI-TEHRANI, Expert Postal affairs, délégué B. SHAFTEE, Expert Postal affairs, délégué S.M. MOJABI, Expert Postal Affairs, délégué M. HASSANZADEH, Director General Provincial, délégué S.S.H. MIR-SADEGHI, Director general Managing Director Office, délégué B. JAZAYERI, Consultant, délégué G. FATTAHIMANESH, Secretary, Attached Official, délégué S. KOLIVAND, Secretary, Attached Official, délégué S. MOSTAFA SAFAVI, Consultant, délégué</p>
Iraq	<p>K.A.A.R. AL-AZZAWI, Director of Postal Traffic, chef de délégation G.A.R.M. AL-ANI, Director General Office of Telecommunications and Posts, chef adjoint de délégation K.J. MOHAMED, First Secretary, Embassy of Irak in Washington, délégué R.A. HUSSEIN, Superintendant of Postal Traffic, délégué H.A. IBRAHIM, Officer of International Postal Traffic, délégué G.A. RADHWANE, First Undersecretary of State, délégué</p>
Irlande	<p>B. McDONAGH, Secretary General, Department of Communications, cochef de délégation G. HARVEY, Chief Executive, An Post, cochef de délégation M. CAREY, Head of Postal Division, Department of Communications, cochef adjoint de délégation M.J. COADY, General Manager, Provincial Mail Services, cochef adjoint de délégation R. HINDS, Group Manager, Development and Support Services, An Post, cochef adjoint de délégation Mme G. VEALE, Deputy Head of Postal Division, Department of Communications, déléguée M. DALY, Commercial Manager, International Mails Services, An Post, délégué C. FARRELLY, International Relations Manager, An Post, délégué D. DENHAM, First Secretary, Embassy of Ireland, Washington D.C., délégué</p>
Islande	<p>O. TOMASSON, Director-General, chef de délégation G. BJÖRNSSON, Deputy Director-General, chef adjoint de délégation B. KRISTJÁNSSON, Director Superior of Services, chef adjoint de délégation R. JÚLÍUSSON, Director of Postal Services, chef adjoint de délégation</p>

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	MM.
Israël	<p>I. KAUL, Director General of the Israel Postal Authority, chef de délégation</p> <p>H. BAR-MAG, Director of Operations Department, Israel Postal Authority, chef adjoint de délégation</p> <p>A. BAR-YEHUDA, Director, Postal Services Control and Supervision Department, Ministry of communications, délégué</p> <p>Mme J.J. SOKOLOVSKY, Dr, Office of the Legal Adviser, Ministry of Communications, chef adjoint de délégation</p> <p>Mme F. EDERY, Deputy Director of Operations Department, International Affairs, Israel Postal Authority, déléguée</p> <p>Mme J. VUYSJE, Director of Customer Relations, Operations Department, Israel Postal Authority, déléguée</p> <p>Mme R. SERFATY, Director of International Postal Operations, Israel Postal Authority, déléguée</p> <p>M. MELAMED, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary, Ministry of Foreign Affairs, délégué</p> <p>D. MATNAI, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary Permanent Mission of Israel to the United Nations, délégué</p> <p>S. LESHEM-STEIN, Counsellor Embassy of Israel Washington, délégué</p>
Italie	<p>R. PANELLA, Directeur général, chef de délégation</p> <p>C. MILIGI, Directeur général adjoint, chef de délégation</p> <p>L. BUFARDECI, Directeur central des services financiers, chef adjoint de délégation</p> <p>E. VESCHI, Directeur central des services postaux, chef adjoint de délégation</p> <p>G. SELLERI, Directeur central des services d'inspection, chef adjoint de délégation</p> <p>C. BAUDAZZI, Directeur des relations internationales, chef adjoint de délégation</p> <p>L. PEPE, Directeur central adjoint des services postaux, délégué</p> <p>G. CAPUTO, Directeur central adjoint des services financiers, délégué</p> <p>A. RUGGERI, Directeur de Division à la Direction centrale, Services financiers, délégué</p> <p>A. DURANTE, Directeur de Division à la Direction centrale, Services financiers, délégué</p> <p>M. CAO, Directeur de Division à la Direction centrale, Services postaux, délégué</p> <p>F. CECCARINI, Directeur de Division à la Direction centrale, Services postaux, délégué</p> <p>A. DE FRANCHIS, Directeur de Division à la Direction centrale, Services postaux, délégué</p> <p>A. CUTILLO, Directeur de Division à la Direction centrale, Services financiers, délégué</p> <p>R. PERGAMI, Directeur de Section à la Direction centrale, Services postaux, délégué</p> <p>M. FERRETTI, Directeur de la Section EMS-CAI-POST de la Direction centrale, Services postaux, délégué</p> <p>Mme F. CORATELLA, Directeur de Section à la Direction centrale, Services postaux, délégué</p> <p>S. CELHAR, Consultant pour les services aériens, délégué</p> <p>E. ALBARETO, Consultant for Automation and Mechanisation, délégué</p> <p>Mme D. METELLI, Fonctionnaire du Bureau des relations internationales, déléguée</p> <p>Mme C. PRUDENZI, Fonctionnaire du Bureau des relations internationales, déléguée</p> <p>U. PANGALLO, Consultant</p> <p>Mme V.L. BUONACCORSI, Interprète, fonctionnaire attachée</p> <p>Mme L. GHERARDINI, Interprète, fonctionnaire attachée</p> <p>Mme A.R. ANGELINI, Interprète, fonctionnaire attachée</p> <p>Mme A. SAXON-FORTI, Interprète, fonctionnaire attachée</p> <p>Mme C. STRATTA, Interprète, fonctionnaire attachée</p>

Liste des délégués

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	MM.
Jamahiriya libyenne	M. JALAL H.A.B. AZ-ZLITNY M.M. KHALIFA, Directeur des postes M.A. MOHAMED M.A. NEJM
Jamaïque	B.G. HENRY, Postmaster General, chef de délégation Mme C. CLAYTON, Minister, Embassy of Jamaica, déléguée E.A. CARR, Minister, Embassy of Jamaica, délégué Mme D. LINDO, First Secretary & Consul, Embassy of Jamaica, déléguée Y.T. DESULME, Executive Chairman Caribbean Business Systems Adviser, fonctionnaire attaché
Japon	N. MATSUNAGA, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary, chef de délégation Y. KARITA, Minister Extraordinary and Plenipotentiary, Embassy of Japan to the United States of America, chef de délégation T. ONOZAWA, Director-General of Posts, Ministry of Posts and Telecommunications, cochef de délégation S. KUSUDA, Senior Councilor, chef adjoint de délégation H. OSUMI, Director of the International Affairs Division, Postal Bureau, délégué I. OHHASHI, Counsellor, Embassy of Japan to the United States of America, délégué Y. IGUCHI, Director of the International Relations Office, Postal Bureau, délégué Y. KITAHARA, Director of the International Affairs Office, Postal Savings Bureau, délégué F. KITAHARA, Senior Adviser, Postal Bureau, délégué M. SAKURAI, Deputy Director of the International Relations Office, Postal Bureau, délégué T. TSUBOI, First Secretary, Embassy of Japan to the Swiss Confederation, délégué K. KIMIYA, Second Secretary, délégué Y. ONODA, Head of the International Organizations Section, International Relations Office, Postal Bureau, délégué Y. HIROTA, Head of the International Cooperation Section, International Relations Office, Postal Bureau, délégué Y. KARIKOMI, Assistant Head of the International Organizations Section, International Relations Office, Postal Bureau, délégué H. SUMIDA, Official, Social Cooperation Division, United Nations Bureau, délégué Mme C. KOBAYASHI, fonctionnaire attachée Mme N. OYAMADA, Interprète, fonctionnaire attachée Mme R. SUZUKI, Interprète, fonctionnaire attachée Y. TSUBOI, Interprète, fonctionnaire attaché
Jordanie	H. HAMAMI, S.E., Ambassadeur du Royaume hachémite de Jordanie à Washington, chef de délégation A.A. MALHAS, Directeur général adjoint, chef adjoint de délégation H.E. QUDAH, Directeur des affaires postales, délégué O. RIFAI, Premier Secrétaire, délégué I. BADRAN, délégué
Kampuchea dém.	Non représenté

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	MM.
Kenya	<p>J.J. KAMOTHO, Minister of Transport and Communications, chef de délégation K.A. NGENY, Managing Director, chef adjoint de délégation S. JUMA, Manager, International Public Relations, délégué C.C. MUSUNDI, Head of Postal Services, délégué C.E. MUGA, Assistant Head of Postal Services, délégué J.K. WANJAU, Government Official, délégué N. OCHIENG-NYAMOGO, Principal Legal Officer, délégué R.H.O. OKWARO, Counsellor, délégué N.W. MEDA, First Secretary Information, délégué K. MWAMBIA, First Secretary Kenya Embassy, délégué Mme B.C. KOECH, Senior Postal Controller, délégué J.R. MWAURA, Principal Postal Controller, délégué Mme N. AMIR, Assistant Postal Controller, déléguée</p>
Kiribati	Représenté par la Grande-Bretagne
Kuwait	<p>N.M. AL-JARIWY, Sous-Secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires postales, chef de délégation E.E. EID, Directeur du Département des services postaux, chef adjoint de délégation K.A. AL-TAMI, Directeur du Bureau exécutif, délégué M.S. AL-MATIRI, Contrôleur de la première région, délégué S.A.A.S. AL-ASSOUSSI, Chef du District de la ville, délégué</p>
Lao (Rép. dém. pop.)	<p>D. SOMVORACHIT, Chargé d'affaires de la R.D.P. lao à Washington, D.C., chef de délégation P. SIPASEUTH, 3e Secrétaire à l'Ambassade lao à Washington, D.C., délégué</p>
Lesotho	<p>P.M. MOKHANTSO, Hon. Col., Minister of Transport and Communications, chef de délégation P.M. SEJANAMANE, Principal Secretary of Ministry of Transport and Communications, chef adjoint de délégation J.S. MAKAMANE, Director of Postal Services, délégué C. T. RAMOQOPO, Finance Manager, délégué Mlle A.K. MOKHETHI, Acting International Mails Officer, déléguée</p>
Liban	<p>O.A. TABARRA, Directeur général des postes a.i., chef de délégation G.A. JAWDE, Chef du Cabinet, délégué B. NAMANI, Dr, First Secretary of the Embassy of Lebanon, délégué</p>
Libéria	<p>M.M. DUKULY, Minister, chef de délégation Mme C.T. KANGAR, Deputy Minister, chef adjoint de délégation R.G. JAYJAY, Assistant Minister and Special Assistant to the Minister, délégué N.D. PAYNE, Assistant Minister for General Supervision, délégué D.N. TOTAYE, Director-General of Posts, délégué Mme E.T. WISSEH, Assistant Director-General for International Services, déléguée K. CHEA, Comptroller, délégué Mme N.A. JOHNSON, Director of International Accounts, déléguée Mme Y.L. CHELLEY, Director of Philatelic Affairs, déléguée</p>

Liste des délégués

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	MM.
Liechtenstein	Représenté par la Suisse
Luxembourg	E. TOUSSING, Directeur de l'Administration des postes et télécommunications, chef de délégation C. DONDELINGER, Directeur adjoint de l'Administration des postes et télécommunications, chef adjoint de délégation P. KIHN, Conseiller de direction 1re classe, Chef de la Division des postes, délégué J. HOFFMANN, Chef du service de la réglementation postale, délégué
Madagascar	P. SIMON, Ministre des postes et télécommunications, chef de délégation P. RATOVONDRAHONA, Secrétaire général du Ministère des postes et télécommunications, chef adjoint de délégation R. R. RATSIMIHAN, Directeur des postes, chef adjoint de délégation Mme H. RABEFANIRAKA, Chef du service des articles d'argent, déléguée M. RANAIVOSOA, Chef du service postal, délégué J.R. TSIANGALARA, Ministre Conseiller, Chargé d'affaires a.i. de l'Ambassade de Madagascar à Washington, délégué J. RAFIDINARIVO, Conseiller d'Ambassade B. ANDRIANANTOANDRO, Conseiller d'Ambassade, délégué
Malaisie	D.S.S.V S/O SANGALIMUTHU, Minister, chef de délégation H.W.Y. bin Hj S. MADHI, Director General of Posts, chef de délégation A.S. TALALLA, Ambassador, chef adjoint de délégation A.R.B.A. MANAN, Assistant Director General of Posts (Operations), délégué M.R. BABA, Dr, Executive Chairman, Syarikat Telekom Malaysia Berhad, délégué M.B. BAKAR, Director of Posts (International), délégué A.H.A. LATIF, Deputy Secretary General, délégué N. MOHAMED, Second Secretary, délégué
Malawi	D. KATOPOLA, Hon., Minister of Transport and communications, chef de délégation J.A. MBEKEANI, Postmaster General, chef adjoint de délégation M.C. KULUWANI, Controller of Postal Services, délégué W.M. LUNGU, Postal Controller, délégué A.J. CHIKOLEKA, Principal Administrative Officer, délégué
Maldives	R. SHAREEF, Director General of Posts and Telecommunications, chef de délégation M.A. RAZZAK, Deputy Director of Posts, chef adjoint de délégation M. RASHEED, Senior Philatelic Office, délégué
Mali	N. DIARRA, S.E., Ministre de l'information et des télécommunications, chef de délégation C. SEKOUBA, Chargé d'affaires, chef de délégation N. SANKARE, Directeur général, délégué S. THIAM, Directeur général adjoint de l'Office des postes et télécommunications, délégué L. TOGOLA, Directeur des postes, délégué Y. DIALLO, Directeur, Chef de la Division des études et des programmes, délégué M. BA, Conseiller, délégué A. TOURE, Chef principal du Centre de tri, délégué

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	MM.
Malte	F.Z. HABER, Head of Mail Division, chef de délégation R. MIFSUD, Head of International Accounts, chef adjoint de délégation
Maroc	M. LAENSER, Ministre des postes et télécommunications, chef de délégation A. BENGELLOUN, Ambassadeur de Sa Majesté le Roi à Washington M. AOUJIL, Directeur des postes, chef adjoint de délégation A.SALAHEDDINE, Directeur des services financiers postaux, délégué H. ALI, Chef de division, délégué O. ABDESELAM, Chef du Service des relations internationales, délégué
Maurice	K. SUMODHEE, Permanent Secretary, Ministry of Energy, Water resources and Postal Services, chef de délégation H. BOHORUN, Acting Deputy Postmaster-General, chef adjoint de délégation
Mauritanie	M.O.S. ABDALLAH, Directeur général de l'Office des postes et télécommunications, chef de délégation D.S. DIAWARA, Directeur des postes, chef adjoint de délégation M.O. AHMED, Chef des services postaux, délégué K.O.S. EL MOCTAR, Chef de Division des relations internationales, délégué
Mexique	G. ALARCON O., Lic., Director General del Servicio Postal Mexicano, chef de délégation R.A. NIEDERSTRASSER L., Ing., Director de Operación y Servicios, chef adjoint de délégation L.F. JIMÉNEZ T., Lic., Director de Planeación de Sistemas, délégué J. ALDAMA M., Ing., Jefe del Departamento de Planeación, délégué J. CORTÉS G., Lic., Jefe del Departamento de Asuntos Internacionales, délégué H. VALEZZI Z., Primer Secretario, Embajada de México, Washington, D.C., délégué F. ALONSO E., Jefe del Departamento de la Unión Postal Universal, Secretaría de Relaciones Exteriores, délégué
Monaco	C.C. SOLAMITO, S.E., Délégué permanent de la Principauté auprès des Organismes internationaux, chef de délégation E. FRANZI, Délégué permanent adjoint de la Principauté auprès des Organismes internationaux, chef adjoint de délégation Mme R. CASTELLINI, Directeur de l'Office des émissions de timbres-poste, déléguée M.J. AMBROSE, Consul de Monaco à Washington, délégué
Mongolie (Rép. pop.)	B. BAATAR, Minister of Communications, chef de délégation D. GOMBOSUREN, Director of the International Cooperation and Electronization Division, MC, délégué D. SANDAQ, Second Secretary Mongolian Embassy, délégué
Mozambique	R.J.G. LOUSA, Vice-Minister of Transport and Communications, chef de délégation V. FERRAO, Ambassador of Mozambique to the United States, chef adjoint de délégation J.A.V.R. PIMENTEL, Director General, chef adjoint de délégation V. MAGANLAL, Planning Director, Ministry of Transport and Communications, délégué

Liste des délégués

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	MM.
Myanmar	M. AUNG, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the Union of Myanmar, chef de délégation H. M. OO, Deputy Chief of Mission, Embassy of the Union of Myanmar, chef adjoint de délégation S. WIN, First Secretary, Embassy of the Union of Myanmar, délégué
Nauru	D. ADEANG, Hon., Minister for finance, chef de délégation P.K. ARORA, A/Secretary for finance, chef adjoint de délégation R. HARRIS, Director of Posts, délégué
Népal	B. SHAH, Secretary, Ministry of Communications, chef de délégation N.R. PADHYE, Director General, Postal Services, délégué
Nicaragua	E.L. FONSECA, Representante alterno ante la OEA, délégué
Niger	I. AMSA, Chef de bataillon, Ministre des postes et télécommunications, chef de délégation D. HIMA, Directeur général de l'Office des postes et télécommunications, chef adjoint de délégation S.A. ALOU, Directeur des services postaux et financiers, délégué A. DJIBRILLA, Chef de Division études et programmes, délégué
Nigéria	D. MARK, Col., Hon. Minister of Communications (Ministry of Communications), chef de délégation O.A. IGE, Director-General (Ministry of Communications), cochef de délégation A.S. UMAR, Director, Planning, Research and Statistics (Ministry of communications), Chef adjoint de délégation N. ZOME, Postmaster-General (Nipost), chef adjoint de délégation J.O. BAMIGBELE, Asst. Postmaster-General, Planning, Research and Statistics (Nipost), délégué B.O. IRANLOYE, Asst. Postmaster-General, International Services and Philately (Nipost), délégué L.I. DAIRO, Assistant Director, Planning, Research and Statistics (Nipost), délégué B.B. SORIWEI, Chief Postal Controller, délégué A.A.S. ABUGI, Personal Assistant to Hon. Minister of Communications, délégué Mme T. OSAKWE, Legal Adviser, déléguée H. AYoola, Capt., Military Assistant to the Minister, délégué
Norvège	B.F. PETTERSEN, Chief Executive, chef de délégation A. RENOLEN, Managing Director, chef adjoint de délégation K. STRØMSNES, Section Manager, 2e chef adjoint de délégation T. AARAK, Head of Division, délégué H.-J. SCHULTZ, Acting Head of Division, délégué Mlle B. TVIBERG, «Premier Conseiller», déléguée Mlle I. LAHAUG, «Premier Conseiller», déléguée

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	MM.
Nouvelle-Zélande	<p>P.F. DUNNE, Parliamentary Undersecretary for Commerce, chef de délégation</p> <p>J.E.B. EVANS, General Manager, Network, Letter Post Division, New Zealand Post Ltd, cochef de délégation</p> <p>P.G. McCABE, Senior Adviser in the Ministry of Commerce, cochef adjoint de délégation</p> <p>P. MCCABE, Senior Advisor, Postal Policy, cochef adjoint de délégation</p> <p>G.M. WILSON, Chief General Manager, Letter Post Division, New Zealand Post Ltd, délégué</p> <p>C.G.C. MOWBRAY, Manager, International Postal Affairs, New Zealand Post Ltd, délégué</p> <p>M.B. LAWLEY, National Sales Manager, New Zealand Post Ltd, délégué</p> <p>Mme C. STEVENSON, Dr, Senior Advisor, Telecommunications and Postal Policy, Ministry of Commerce, déléguée</p> <p>J.P. BENNETT, Assistant Manager, International Postal Affairs, New Zealand Post Ltd,</p> <p>D. GILL, Counsellor (Economic), New Zealand Embassy, Washington, délégué</p> <p>Mme F. CLOSE, Private Secretary, déléguée</p>
Oman	<p>A.B.S. AL-BALUSHI, H.E., Minister of Posts, Telegraphs and Telephones, chef de délégation</p> <p>A.B.S. AL-BALUSHI, H.E., Undersecretary of Ministry of Posts, Telegraphs and Telephones, chef adjoint de délégation</p> <p>M.B.M. AL-HAREMI, Director General of Posts, délégué</p> <p>M.H.B.T. AL-LAWATIYA, Director of H.E. the Minister of Posts, Telegraphs and Telephones Office, délégué</p> <p>T.B.A. AL-CAPTAN, Director of International Relations Department, délégué</p> <p>Y.B.A. AL-MOHAMED, Director of Financial and Administration Affairs, délégué</p> <p>S.B.M. AL-SABTI, Director of Inspection and Assistant Director General of Posts, délégué</p> <p>Y.B.M. AL-GATREEFI, Legal Adviser Counterpart, délégué</p>
Ouganda	<p>J.B. KAWANGA, Hon., Deputy Minister of Transport and Communications, chef de délégation</p> <p>K. APULI, Uganda Ambassador to USA, chef adjoint de délégation</p> <p>P. MUKASA, Managing Director, Uganda Posts and Telecommunications Corporation, chef adjoint de délégation</p> <p>A.M. MUNYARUGERERO, Director of Postal Services, délégué</p> <p>J. TAMALE-KAFEERO, Senior Postal Controller, délégué</p>
Pakistan	<p>A.N. KHAN, Director General, chef de délégation</p> <p>S.A.H. SHAH, Deputy Director General (Operations), chef adjoint de délégation</p> <p>M.A. MALIK, Director, International Postal Services, délégué</p>
Panama (Rép.)	L.A. BATISTA PARDO, Director of Planning Department, chef de délégation
Papouasie – Nouvelle-Guinée	<p>R.M. ELIAS, Managing Director, Post and Telecommunication Corporation, chef de délégation</p> <p>J.P. TAMAH, General manager, Postal Services Division, chef adjoint de délégation</p> <p>J.E.T. NIBA, Executive Manager, Network Management Department, délégué</p> <p>P.V. KAMENG, Manager, International Postal Relations Branch, délégué</p> <p>C. YALKITI, Assistant Executive Manager, Postal Operations Department, délégué</p> <p>M. TORDANSI, First Secretary, délégué</p>

Liste des délégués

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	MM.
Paraguay	<p>J.M. MORALES, Director General of Postal Service, chef de délégation H.P. SOERENSEN, Secretary General, délégué J.S. CABELLERO, Director of Postal Department, délégué Mme M.C. RAMIREZ SANCHEZ, Director of International Relations, déléguée V.J.M. HERREROS ZORILLA, Director of finance, délégué</p>
Pays-Bas	<p>W. DIK, Chairman of the Board of Management, PTT Nederland N.V., chef de délégation J.J.Th.A. RIETBROEK, Deputy Head, Telecommunications and Post Department, Ministry of Transport and Public Works, chef adjoint de délégation Mlle Ch.S. BOS, Head International Policy Section, Telecommunications and Post Department, Ministry of Transport and Public Works, chef adjoint de délégation A.J. SCHEEPBOUWER, Managing Director, PTT Post B.V., chef adjoint de délégation A. BOESVELD, Director International Affairs, PTT Nederland N.V., chef adjoint de délégation J.A.A. PIJNENBURG, Head of International Postal Affairs, PTT Post B.V., chef adjoint de délégation R. TROOST, Counselor for Transportation, Netherlands Embassy, délégué A.P. WEGERIF, First Secretary, Netherlands Embassy Washington, délégué J. VAN HEKKE, Assistant Transportation Attaché, Netherlands Embassy, délégué J.A. AARSEN, Senior Consultant International Affairs, PTT Nederland N.V., délégué W.J. JANSEN, Head of International Operations, PTT Post B.V., délégué J.W. KOELMAN, Chief of Operations Development and International Relations, PTT Post B.V., délégué H. KRUIDENIER, Senior Manager International Department, Postbank N.V., délégué P. ODINOT, International Postal Affairs Specialist, PTT Post B.V., délégué B. RADDER, Area Manager, Postbank N.V., délégué P.F.L. ROEVEKAMP, Operations Development and International Relations Specialist, PTT Post B.V., délégué L.VAN DE WEERT, Operations Development and International Relations Specialist, PTT Post B.V., délégué</p>
Antilles néerlandaises et Aruba	<p>R.H. GALMEIJER, Director of Posts, chef de délégation M.F. CROES, Deputy Director Postal Services of Aruba, chef adjoint de délégation O.L. SCHOOP, Deputy Director of Posts, délégué C.E.G. DIP, Head of International Postal Affairs, délégué S.M. PAULINA, Coordinateur de l'Administration centrale et des affaires philatéliques, délégué Mme D.G. GITTENS, Postal Official, déléguée J.R. LACLE, Postal Official, délégué H.M. QUILOTTE, Postal Official, délégué J.E. THODE, Postal Official, délégué</p>
Pérou	<p>J.P. BARRETO PEREZ, Director General de Correos Mme V. DEL ALCÁZAR De A., Asesora Internacional de la Dirección General de Correos Mlle E. PERALTA M., Asesora Legal de la Dirección General de Correos M. BALAREZO L., Segundo Secretario de la Embajada del Perú en los Estados Unidos de América, fonctionnaire attaché</p>

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	MM.
Philippines	<p>T.R. JARDINIANO, Assistant Secretary, Postal Services Office, chef de délégation</p> <p>D.R. OROCIO, Jr, Minister Counselor, Philippine Embassy, Washington D.C., chef adjoint de délégation</p> <p>F.C. TEJADA, Jr, Chief, International Mail Exchange Division and Concurrent, Management Information and Operations Control Division, chef adjoint de délégation</p> <p>C.M. DAVID, Chief, International Postal Relations Section, Auxiliary Services Division, délégué</p>
Pologne (Rép. pop.)	<p>J. TOMASZEWSKI, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère du transport, de la marine, des postes et télécommunications, chef de délégation</p> <p>E. RYCHCIK, Directeur-adjoint au Département des postes et télécommunications au Ministère, chef adjoint de délégation</p> <p>A. CICHY, Directeur général des PTT, chef adjoint de délégation</p> <p>K. DEMSKI, Vice-Directeur général des PTT, chef adjoint de délégation</p> <p>K. POKROP, Directeur de la Régie du service postal à la Direction générale des PTT, délégué</p> <p>A. KALINKOWSKI, Directeur de département, délégué</p> <p>T. KIEWICZ, Chef de Division à la Régie du service postal à la Direction générale des PTT, délégué</p> <p>L. OWSIEWSKA-BARBARSKA, Spécialiste supérieur au Département des postes et télécommunications au Ministère, délégué</p> <p>M. ALAMA, Spécialiste à la Régie du service postal à la Direction générale des PTT, délégué</p> <p>J. GRZEGORZEWSKA, Expert, délégué</p> <p>S. POPIOLEK, Expert, délégué</p> <p>Z. KUDAS, First Secretary of the Polish Embassy in USA, délégué</p> <p>A. ARANOWSKI</p> <p>M. DELIS</p>
Portugal	<p>F. MENDES, Président du Conseil d'administration de «Instituto das Comunicacoes de Portugal», chef de délégation</p> <p>A.R. DE ALMEIDA, Membre du Conseil d'administration de «Instituto das Comunicacoes de Portugal», chef adjoint de délégation</p> <p>J.M. da SILVA MARQUES, Président du Conseil d'administration de l'Entreprise publique «Correios e Telecomunicações de Portugal», chef adjoint de délégation</p> <p>C.R.P. da SILVA, Membre du Conseil d'administration de l'Entreprise publique «Correios e Telecomunicações de Portugal», chef adjoint de délégation</p> <p>F.L. VIEGAS, Directeur général des postes en exercice, chef adjoint de délégation</p> <p>S.S. DE ANDRADE, Chef du Service des relations internationales, délégué</p> <p>J. MONTEIRO, Directeur, délégué</p> <p>Mme D.M.C. MOTA, Directrice du Service du courrier, déléguée</p> <p>J.F. ABRANTES, Directeur des services des colis postaux, délégué</p> <p>J.R. PINTO, Secrétaire de l'Ambassade du Portugal à Washington, délégué</p> <p>J.L.R. CABRAL, Ing., Secrétaire du Gouvernement de Macao, délégué</p> <p>A.A. BELO DA SILVA, Dr, Directeur des PTT Macao, délégué</p> <p>Mme J. ROSÁRIO, Chef du Service des affaires internationales, déléguée</p>
Qatar	<p>A.H. AL-KHATER, Directeur des postes a.i., chef de délégation</p> <p>M.A. MOUBARAK, Adjoint pour les affaires postales, délégué</p> <p>A.-R.A. AL-MALIKI, Chef des relations internationales, délégué</p>

Liste des délégués

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	MM.
Rép. dém. allemande	R. SCHULZE, Vice-Président du Conseil des Ministres de la RDA et Ministre des postes et télécommunications, chef de délégation U. SCHAUER, Chef de Section des relations avec l'UPU, chef adjoint de délégation M. LOOS, Premier Secrétaire au Ministère des affaires étrangères, délégué K.-H. SCHRAMM, Dr, Chef de Division à l'Office central de trafic postal et des télécommunications, délégué E. SCHUMANN, Chef de l'exploitation postale internationale, délégué K. BINIOK, Chef de section, fonctionnaire attaché
Rép. pop. dém. de Corée	Non représentée
Roumanie (Rép. soc.)	I. STOICHICI, Ambassadeur de la Rép. soc. de Roumanie aux Etats-Unis d'Amérique, chef de délégation Mme E. PETCULESCU, Directeur général adjoint des postes et des affaires économiques, chef adjoint de délégation M. PAVELESCU, Conseiller à l'Ambassade de Roumanie, délégué Mme M. SITARU, Expert en poste internationale
Rwanda	A. NTAGERURA, Ministre des transports et des communications, chef de délégation A. UWIMANA, Ambassadeur de la République du Rwanda à Washington, chef adjoint de délégation N. MUNYAMBARAGA, Directeur général des postes, délégué Mme V. MUKANDOLI, Conseiller à l'Ambassade du Rwanda à Washington, déléguée
Saint-Christophe-et-Nevis	E. EDWARDS, Minister Plenipotentiary, Embassy, Washington, D.C., chef de délégation I. SWEENEY, Minister Counsellor, Embassy, Washington, D.C., chef adjoint de délégation Mme D.J. FERGUSON, Postmaster General, déléguée
Sainte-Lucie	Représentée par la Barbade
Saint-Marin	G. PASOLINI, Ministre des postes et télécommunications, chef de délégation L. CAPICCHIONI, Directeur général des postes et télécommunications, chef adjoint de délégation P. GIACOMINI, Directeur des affaires économiques et sociales, Département des affaires étrangères, chef adjoint de délégation S. FAETANINI, Sous-Directeur général des postes et télécommunications, délégué F. DI NUZZO, Conseiller, fonctionnaire attaché
Saint-Vincent-et-Grenadines	Représenté par Saint-Christophe-et-Nevis
Salomon (îles)	B.G. FA'AITOA, Minister of Posts and Communications, chef de délégation S. SIVE, Director of Postal Services, chef adjoint de délégation

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	MM.
Samoa occidentale	H.J. KEIL, Hon. , Parliamentary Undersecretary, chef de délégation I.I. RIVERS, Chief Postmaster, chef adjoint de délégation
Sao Tomé-et-Principe	E. D'ASSUNÇÃO DOS RAMOS, Directeur de l'Entreprise des postes, délégué
Sénégal	R. SAGNA, Ministre de la communication, chef de délégation I. DEGUENE KA, Ambassadeur du Sénégal à Washington, chef adjoint de délégation S.A. CAMARA, Directeur général, OPCE, chef adjoint suppléant de délégation I. SARR, Directeur des postes, délégué M. DIAGNE, Head of the Division of International Affairs, délégué A. GUEYE, Conseiller à l'Ambassade du Sénégal, fonctionnaire attaché
Seychelles	Non représentées
Sierra Leone	P.H. KAMARA, Hon., Minister of Transport and Communications, chef de délégation S. MATTURI, Permanent Secretary, Ministry of Transport and Communications, délégué K.K.S. DARAMY, Director, Postal Services Department, délégué
Singapour	S.K. LEE, Director of Postal Services and Head of Postal Services Group, Singapore Telecom, chef de délégation W.L. TAN, Division Manager (Postal Policy and Planning), chef adjoint de délégation H.M. ZUBIR, Administrative Officer (International Relations), délégué
Somalie	S.A. FARAH, Director General, Ministry of Post, chef de délégation O.H. SAID ABDULLAHI, Director of Post, chef adjoint de délégation
Soudan	H.E.A. EL BASHIR, Ambassadeur, chef de délégation Q.A.B. MOHAMED, Directeur général de la Corporation générale des postes et télégraphes, chef de délégation H.S. ABDELWAHAB, Ministre à l'Ambassade du Sudan, Washington, chef adjoint de délégation A.-R.M. ISMAIL, Directeur du Département général des postes, chef adjoint de délégation A.R.M.A. RAHMAN, Directeur adjoint du Département général des postes, délégué A.M. NUR, délégué
Sri Lanka	S. DE ALWIS, Ambassador of Sri Lanka to the United States, chef de délégation H. WIJETUNGA, Deputy Postmaster General (Postal Services), délégué
Suède	U. DAHLSTEN, Director General, chef de délégation T. ZILLÉN, Director of International Affairs, chef adjoint de délégation K.E. JONSSON, Senior Administrative Officer, chef adjoint de délégation J.-E. LEISTEDT, Manager, Letter Services International, délégué J.E. GYLLENRAM, Head of Section, Ministry of Transports and Communications, délégué

Liste des délégués

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	MM.
Suède (suite)	<p>R. SANDBERG, First Secretary, Swedish Embassy, délégué</p> <p>Mlle A. JAGANDER, Swedish Embassy, déléguée</p> <p>B. OESTERHOLM, Deputy Director General, fonctionnaire attaché.</p> <p>B. KLEVBORN, Managing Director, Swedpost Consulting AB, fonctionnaire attaché</p> <p>Mme M.-S. RUNSTEN, Administrator, fonctionnaire attachée</p> <p>Mme B. ANDERSSON, Manager, International Business Development, fonctionnaire attachée</p> <p>L. SENNERFORS, Manager, International Business Development, fonctionnaire attaché</p> <p>Mme S. LADIN, Head of International Transport Production, fonctionnaire attachée</p> <p>E. JANSSON, Manager, International Relations/Correspondent Banking, fonctionnaire attaché</p> <p>Mme B. FRANSSON, Deputy Head of International Mail Services, fonctionnaire attachée</p>
Suisse	<p>J. CLIVAZ, Directeur général des PTT, chef de délégation</p> <p>H. DÜRR, Directeur des services postaux, chef adjoint de délégation</p> <p>E. BURN, Chef de la division du service postal international, chef adjoint de délégation</p> <p>M. CORDEY, Chef de la section du trafic international, délégué</p> <p>F. RÖTHLISBERGER, Chef de la section des relations internationales, délégué</p> <p>J.-M. BERSET, Chef de la section des services financiers internationaux, délégué</p> <p>J.-M. GASSMANN, Adjoint du département de la poste, délégué</p> <p>E.H. HOFER, Chef de la section des Nations Unies et organisations internationales au Département fédéral des affaires étrangères, délégué</p> <p>S. NELLEN, Conseiller à l'Ambassade de Suisse, délégué</p> <p>J.-J. DE DARDEL, Premier Secrétaire à l'Ambassade de Suisse, délégué</p>
Suriname	<p>J.L. POWER, General Director of Post, chef de délégation</p> <p>J.R. BLACKMAN, Deputy Director, chef adjoint de délégation</p> <p>Mlle M. ELTENBERG, Head of International Affairs, déléguée</p> <p>H. VAN REIJEN, fonctionnaire attaché</p> <p>M. KAMALDEEN, fonctionnaire attaché</p>
Swaziland	<p>W.F.C. MKHONZA, Senator, Minister for Works and Communications, chef de délégation</p> <p>N.Z. MALINGA, Principal Secretary, Ministry of Works and Communications, cochef de délégation</p> <p>A.V. MAMBA, Ambassador to the United States of America, chef adjoint de délégation</p> <p>N.R. MANANA, Deputy Managing Director, Posts and Telecommunications Corporation, délégué</p> <p>W.M. JELE, Director of Postal Services, délégué</p> <p>C.M. DLAMINI, Counsellor, Swaziland Embassy, Washington, délégué</p> <p>P.L. MASEKO, Senior Assistant Postal Controller (E.S.), fonctionnaire attaché</p> <p>Mme I. S'KOSANA, Senior Assistant Postal Controller, fonctionnaire attachée</p>
Syrienne (Rép. arabe)	<p>B. AL JELD, Directeur général de l'Etablissement général des postes, chef de délégation</p> <p>A. SARDAR, Directeur général adjoint, chef adjoint de délégation</p> <p>M.Z. EL-KHOLI, Directeur des contrats, du transport et des bâtiments, délégué</p> <p>A. EL RAMMAL, Directeur des finances, délégué</p> <p>Mme G. GHAZZI, Chief of Revenue, déléguée</p>

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	MM.
Tanzanie (Rép. unie)	<p>S.A. KIBONA, Hon., M.P., Minister for Communications and Works, chef de délégation A.S. NDAKIDEMI, Acting Director of Communications, Ministry of Communications and Works, chef adjoint de délégation F.C. KASAMBALA, Director General, Tanzania Posts and Telecommunications Corporation, délégué F.M. CHENGULA, Director of Postal Services, délégué D.E. MLENGA, Chief Postal Controller, délégué P.N. MWAGENI, Principal Postal Controller, délégué</p>
Tchad	<p>N.K.D. COUMAKOYE, S.E., Dr, Ministre des postes et télécommunications, chef de délégation M.A. ADOUM, S.E., Ambassadeur du Tchad aux Etats-Unis d'Amérique, chef de délégation K. d'ABZAC, Directeur général de l'Office national des postes et télécommunications, chef adjoint de délégation R. MEOURO, Directeur des services postaux et financiers, délégué L. FAVITSOU-BOULANDI, Premier Conseiller à l'Ambassade du Tchad aux Etats-Unis d'Amérique, délégué H. OUSMANE, Attaché à l'Ambassade, délégué L.F. BOULANDI, délégué</p>
Tchécoslovaquie	<p>F. PODLENA, Ministre des transports, des postes et des télécommunications, chef de délégation J. JIRA, Premier Vice-Ministre, chef adjoint de délégation Mme E. JANIGOVÁ, Chef de la Division postale, chef adjoint de délégation V. KROUZECKY, Chef adjoint de la Division postale, délégué Z. STRNAD, Chef adjoint de la Division internationale, délégué P. ORAVEC, Chef adjoint de la Division internationale, délégué J. REHOLA, Spécialiste de la Division postale, délégué J. NECAS, Ministère des transports et des PTT tchécoslovaques, délégué K. LIKER, Troisième Secrétaire, fonctionnaire attaché D. ZELENKA, Troisième Secrétaire, fonctionnaire attaché</p>
Thaïlande	<p>M. CHANTRANGKURN, Deputy Permanent Secretary (Air Transport and Communications), Ministry of Transport and Communications, chef de délégation S. UTHAISANG, Director General, Post and Telegraph Department, chef adjoint de délégation S. LIMPISTHIEN, President, Communications Authority of Thailand, délégué K. YUPHO, Deputy Director General, Post and Telegraph Department, délégué A. SAOVAROS, Vice President, Communications Authority of Thailand, délégué D. SUDDHINOND, Director, Postal Services Division, Communications Authority of Thailand, délégué S. REOPANICHKUL, Assistant Director, Postal Services Division, Communications Authority of Thailand, délégué Mme T. SUDDHINOND, Chief of International Posts Section, International Services Division, Post and Telegraph Department, déléguée S. RATTAKUL, Chief of Standard and Development of Service Section, Monetary Services Division, Communications Authority of Thailand, délégué Mlle S. KASETPIBAL, Official Class 6, International Services Division, Post and Telegraph Department, déléguée Mlle L. TINTUKASIRI, Department of International Organization, Ministry of Foreign Affairs, délégué</p>

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
MM.	
Togo	<p>T. ANDJO, Directeur général de l'Office des postes et télécommunications, chef de délégation</p> <p>K. FARE, Directeur de Cabinet du Ministère de l'équipement et des postes et télécommunications, chef de délégation</p> <p>A.P. DABLAKE, Directeur général adjoint de l'Office des postes et télécommunications, chef adjoint de délégation</p> <p>P.M. BADABO, Directeur des postes, délégué</p> <p>S. PITASSO, Chef de la Division de l'exploitation postale, délégué</p> <p>A. GBEMU, Chef de la Division des études et programmes (poste), délégué</p> <p>K. AMOUZOU, Diplomate, délégué</p>
Tonga	<p>C. COCKER, Hon., Minister of Finance and Controller of Post, chef de délégation</p> <p>S.F. MA'ILEI, Chief Postmaster, chef adjoint de délégation</p>
Trinité-et-Tobago	R. MOORE, First Secretary of the Trinidad and Tobago Embassy in Washington, D.C.
Tunisie	<p>M. BALMA, Secrétaire général du Ministère des communications, chef de délégation</p> <p>A. HOUISSA, Directeur général des postes, chef adjoint de délégation</p> <p>M. KETARI, Directeur des Services financiers, délégué</p> <p>A. LOUATI, Directeur régional des postes de Tunis, délégué</p> <p>M. ZGAIA, Directeur régional des communications de Médenine, délégué</p> <p>Y. ABDELJAOUED, Sous-Directeur des Affaires générales, délégué permanent</p> <p>M.E. AYARI, Chef de division des postes à la Direction régionale des communications à Kairouan, délégué</p> <p>T. AZOUZ, Secrétaire à l'Ambassade de Tunisie à Washington, délégué</p>
Turquie	<p>E. BASER M., Directeur général des PTT, chef de délégation</p> <p>M. BAYRAM, Directeur général adjoint des PTT, chef adjoint de délégation</p> <p>M. TEZCANLI, Président du Département des postes, chef adjoint de délégation</p> <p>S. KAVAS, Président adjoint du Département des postes, délégué</p> <p>B. ERCAN, Président adjoint du Département des postes, délégué</p> <p>A. ÖZTÜRK, Président adjoint du Département des postes, délégué</p> <p>N. AKKUS, Directeur de Section, délégué</p> <p>M.I. TANRIKULU A., Directeur de Section, délégué</p> <p>U. ERGUN, Counselor of the Turkish Embassy, délégué</p>
Tuvalu	Représenté par les Pays-Bas
Ukraine	<p>V.I. DELIKATNYI, Ministre des postes et télécommunications, chef de délégation</p> <p>A.N. RYBAK, Deuxième Secrétaire au Ministère des affaires étrangères, délégué</p> <p>N.M. STARODOUB, Directeur de la Poste centrale de Kiev, fonctionnaire attaché</p>

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	MM.
Union des républiques socialistes soviétiques	<p>E.A. MANIAKINE, Vice-Ministre des postes et télécommunications, chef de délégation B.P. BOUTENKO, Premier Vice-Directeur général du Département des postes et périodiques, Ministère des postes et télécommunications, chef adjoint de délégation V.G. DRAGANOV, Vice-Directeur général du Département du contrôle douanier d'Etat, délégué S.T. TSYMBALIUK, Vice-Directeur général du Département des postes et périodiques, Ministère des postes et télécommunications, délégué I.F. KOZLOVSKIJ, Vice-Directeur du Département général, Ministère des finances, délégué N.O. KHESTOV, Premier Secrétaire au Ministère des affaires étrangères, délégué L.B. VASSILIEV, Directeur du Centre de la comptabilité internationale, Ministère des postes et télécommunications, délégué Mme N.A. IVKINA, Technologue principal au Département général des postes et périodiques, Ministère des postes et télécommunications, fonctionnaire attachée A.V. SOUDAKOV, Ingénieur principal au Département général des postes et périodiques, Ministère des postes et télécommunications, fonctionnaire attaché V.V. KHLOUPOV, Economiste principal au Département général économique, Ministère des postes et télécommunications, fonctionnaire attaché K.V. CHATALOV, Vice-Directeur de la Poste centrale de Moscou, fonctionnaire attaché V.A. NAZAROV, Vice-Directeur de la Poste centrale internationale, fonctionnaire attaché Mme E.A. SCHMATOVA, Cochef de la section du Centre de la comptabilité internationale, Ministère des postes et télécommunications, fonctionnaire attachée V.N. KRYUKOV, Counsellor, Embassy of the USSR V. DIDENKO, Embassy Member, fonctionnaire attaché Mme V.B. BIALKOVSKAIA, Interprète, fonctionnaire attachée Mme A.A. GORBOUNOVA, Interprète, fonctionnaire attachée G.M. MOSSINE, Interprète, fonctionnaire attaché A.P. MOURAVIEV, Interprète, fonctionnaire attaché Mme E.A. TROUTNEVA, Interprète, fonctionnaire attachée Mme I.G. KHROUSTALEVA, Interprète, fonctionnaire attachée Mme A.E. POPOVA, Traductrice, fonctionnaire attachée Mme I.M. OUTKINA, Traductrice, fonctionnaire attachée Mme E.V. POPOVA, Dactylographe, fonctionnaire attachée Mme G.N. CHVYRKOVA, Dactylographe, fonctionnaire attachée</p>
Uruguay	<p>A. SOTO BOGLIOLO, Consul Lawyer, chef de délégation J.L. ALDABALDE, Counselor of the Embassy, chef adjoint de délégation</p>
Vanuatu	Représenté par la Papouasie – Nouvelle-Guinée
Vatican	<p>A. CORDISCHI, Rev. Don, Inspecteur des P et T, chef de délégation P. ANDREANI, Dr, Vice-Chef du Service des postes, chef adjoint de délégation D. MARTELLI, Dr, Employé, délégué</p>

Liste des délégués

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	MM.
Vénézuéla	<p>E. ELIAS OSUNA, Ing., Ministro de Transporte y Comunicaciones, chef de délégation</p> <p>M. TORRES P., Ing., Presidente del Instituto Postal Telegráfico de Venezuela (Ipostel), chef de délégation</p> <p>J. RIVAS C., Lic., Vice-presidente de Ipostel, chef adjoint de délégation</p> <p>F. BRANCATO G., Lic., Jefe Oficina de Relaciones Internacionales, Ipostel, chef adjoint de délégation</p> <p>E.J. GUEDEZ, Lic., Jefe Departamento de Organismos Internacionales, délégué</p> <p>C.A. PEREZ SILVA, Embassy of Venezuela, fonctionnaire attaché</p>
Viet Nam	<p>L.D. NIEM, Deputy Director General, chef de délégation</p> <p>T.D. LAI, Expert on Technical Development and International Relations, délégué</p>
Yémen (Rép. arabe)	<p>M.A.-K. AL-WAJIH, Ministre des communications, chef de délégation</p> <p>M.M. AL-ARASHY, Sous-Secrétaire d'Etat aux communications, chef adjoint de délégation</p> <p>M.A. ZAYED, Directeur général des postes, chef adjoint de délégation</p> <p>S.A. AL-SINDY, Vice-Directeur général des communications, délégué</p> <p>K.A. AL-ALAFY, Directeur des relations postales internationales, délégué</p>
Yémen (Rép. dém. pop.)	A.H. KAID, Directeur général de la Direction générale des postes, chef de délégation
Yougoslavie	<p>V. CAGOROVIC, Président du Comité directeur des postes, télégraphes et téléphones yougoslaves, chef de délégation</p> <p>R. VUKOSAVLJEVIC, Membre du Comité directeur, chargé des affaires postales, chef adjoint de délégation</p> <p>Mme L. MILOJEVIC-BOROVCANIN, Premier Secrétaire de l'Ambassade de Yougoslavie à Washington, déléguée</p> <p>M. JANCIC, Directeur général de la Caisse d'épargne postale, délégué</p> <p>R. VELJANOSKI, Directeur général des PTT de Macédoine, délégué</p> <p>P. STANOJEVIC, Directeur du Département des relations internationales, délégué</p> <p>V. MOSKOVSKI, Directeur général adjoint de la Caisse d'épargne postale, délégué</p> <p>Mme O. ILIC, Conseiller supérieur, déléguée</p>
Zaïre	<p>M.K. WA KATANA, Ambassadeur du Zaïre aux Etats-Unis, chef de délégation</p> <p>T.A.K. MUKENDI, Ministre Conseiller à l'Ambassade du Zaïre, chef de délégation</p> <p>M. OKOMA, Secrétaire général au Département des PTT, délégué</p> <p>G. YANGAMO, Président-délégué général / ONPTZ, délégué</p> <p>M.S. KALAU, Conseiller principal aux PTT, délégué</p> <p>M. NZAZI, Conseiller postal aux PTT, délégué</p> <p>D. MANDEMBO, Directeur des PTT, délégué</p> <p>M. MANGOMA, délégué,</p> <p>K. KABOBI, Inspecteur des PTT, délégué</p> <p>T. NSEDA, Directeur national des postes / ONPTZ, délégué</p> <p>DISASI, Directeur des études postales / ONPTZ, délégué</p> <p>N'D. NA BOKWALA, Chef de division, délégué</p>

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	MM.
Zambie	<p>E. HAIMBE, Hon., Minister of Power, Transport and Communications, chef de délégation</p> <p>P.J.F. LUSAKA, Dr, Ambassador Extraordinary & Plenipotentiary to the USA, chef de délégation</p> <p>S.W. MUNTHALI, Managing Director, chef adjoint de délégation</p> <p>G.D. MWANZA, Assistant Secretary, Ministry of Power, Transport and Communications, délégué</p> <p>R.J. MWAPE, Director of Postal Services, délégué</p> <p>C.S. NDANDULA, Legal Counsel, délégué</p> <p>S.S. MWAMBA, Senior Manager, International Mails, délégué</p>
Zimbabwe	<p>W.P. MANGWENDE, Dr, Minister of Information, Posts and Telecommunications, chef de délégation</p> <p>R. MUTAMBIRWA, Postmaster General, chef de délégation</p> <p>S.C. CHIGWEDERE, Embassy of Zimbabwe, chef adjoint de délégation</p> <p>M. MASASI, Deputy Postmaster General (Posts, Administration & Finance), délégué</p> <p>D.N. MADZIMBAMUTO, Director Posts, délégué</p> <p>T.R. KATSIDZIRA, Chief Executive Officer, Postal International, délégué</p> <p>J. MAYOWE, Under Secretary, Ministry of Information, Posts and Telecommunications, délégué</p> <p>M.G. JONASI, Deputy-Secretary, Ministry of Information, Posts and Telecommunications, délégué</p> <p>T. BVUMA, Information Attaché, délégué</p>

Liste des délégués

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	MM.
Doyen du Congrès	K.R. MURTHY, ancien Directeur général des postes de l'Inde

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	MM.
ONU et organisations internationales intergouvernementales	
Organisation des Nations Unies (ONU)	R. AHMED, Under-Secretary-General for International Economic and Social Affairs
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	R.A. SORENSON, Directeur du Bureau de liaison pour l'Amérique du Nord, Washington, D.C.
Banque mondiale	L. DESCAIRE, Division Chief, Support Services Division D. LOMAX, Head of the Telecommunications Unit of Africa Technical Department D. MURRAY, Section Chief, Mail & Distribution Section
Fonds monétaire international (FMI)	M. DENNISON, Chief, Communications Division
Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)	B.S. BALASHOV, Economiste, Section des études de transport aérien
Union internationale des télécommunications (UIT)	P. TARJANNE, Dr, Secrétaire général P.-A. TRAUB, Administrateur au Secrétariat général W. GLUR, Chef de Section PTT suisses; Homme de liaison UIT-UPU M. McFARLANE, Interprète
Organisations internationales non gouvernementales	
Association du transport aérien international (IATA)	H.F. LAGLER, Manager, Mail Sales Promotion H. HAEUSLER, Lufthansa, Airmail Manager J.C. INGLETON, Representative of Qantas Airways P. DE SMEDT, Airmail Manager SABENA C. SETTERGREN, Director Air Mail (Ret.) SAS B. STENDAHL, Director Air Mail J.H.M. KAMP, Manager, Airmail K. PLATT, Chairman, IATA Airmail Committee S. SHINTANI, IATA Observer, Mail & Domestic Cargo Department T. DE RENZIS, Member of AMAC/IATA (Air Mail Committee) S. JEKIC, Member of UPU/IATA Contact Committee N. DE SOUZA, Secretary of IATA Airmail Committee T. SATOH
Organisation internationale de normalisation (ISO)	G. KUSHNIER, Vice-President, American National Standards Institute à New York

Liste des délégués

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	MM
Union internationale des éditeurs (UIE)	R.M. SCHMIDT, Jr. I.D. VOLNER M.L. PELESH A. SACKLER Mme D. RENNERT
Unions restreintes	
Conférence des Administrations des postes et télécommunications de l'Afrique centrale (CAPTAC)	J. EPOLA, Secrétaire exécutif N. MIMPI, Expert en poste
Conférence européenne des Administrations des postes et des télécommunications (CEPT)	P.S. SALVIDGE, President of CEPT and Joint Head of GB Delegation C. BRISCOE, President of Posts Commission CEPT and GB Delegate Mlle S. SMITH, Secretary of CEPT and GB Delegate S. CHISNALL, Secretary of CEPT Post Commission J.-P. GREMION, Head of CEPT Liaison Office G. MEYNIE, Director General, CEPT-UNIPOST T. ZILLEN, Director of International Affairs, CEPT-UNIPOST B. LEE-SMITH, Director of Finance and Administration, CEPT-UNIPOST Mme P.A.D. DE JONG, Marketing & Promotions Manager, CEPT-UNIPOST
Union africaine des postes et télécommunications (UAPT)	M. SAMOURA, Secrétaire général J. AZANDEGBEY, Expert poste et services financiers
Union postale des Amériques et de l'Espagne (UPAE)	P.M. CABERO, Ing., Secretario General de la UPAE L.M. ALVARADO CARREÑO, Consejero de la UPAE F. TAPIA DUQUE, Encargado de la Unidad de Cooperación Técnica
Union postale africaine (UPAf)	H. SOKKAR, Ing., Secrétaire général A.T. AWADALLA, Chef comptable Mme L.S. SAID, Chef de Section d'assistance technique
Union panafricaine des postes (UPAP)	C. AMOUSSOU, Secrétaire général G. GEBREWOLD, Secrétaire général adjoint H. SHUMGIZAW, Directeur, Administration et Finance S.D. KAMAL, Expert postal Mlle C.E. AMAKYE, Traductrice
Union postale de l'Asie et du Pacifique (APPU)	Représentée par la délégation de la Thaïlande
Union postale des pays du Nord (UPPN)	Représentée par la délégation de la Suède
Union postale du Sud et de l'Ouest de l'Asie (UPSOA)	S.M. SEYED EBRAHIM, Directeur général

Secrétariat

MM.

Bureau international

BOTTO DE BARROS A.C., Directeur général
 CICERON F., Vice-Directeur général
 GHARBI E.M., Sous-Directeur général
 ASCANDONI J., Sous-Directeur général
 MAZOU M., Sous-Directeur général
 MUÑOZ T., Conseiller supérieur
 CACCIATORE F., Conseiller supérieur
 NLEND E., Conseiller supérieur
 BENEY G., Conseiller supérieur
 RUBENS L., Conseiller supérieur
 PENG M., Conseiller
 HARDING M.N., Conseiller
 GHEORGHIEV C., Conseiller
 DUCOMMUN L.-P., Conseiller
 SAMAWI K.K., Conseiller
 PINHEIRO L.L.F., Conseiller
 PARIS C., Conseiller
 LANGHELD C., Conseiller
 FALL S., Conseiller
 TALLON R., Conseiller adjoint
 DEVECCHI J.-L., Conseiller adjoint
 AGUILAR E., Conseiller adjoint
 NAVARRO A., Conseiller adjoint
 RANAIVOSON H.R., Conseiller adjoint
 DER HOVSEPIAN T., Conseiller adjoint
 OUADAHI M.S., Conseiller adjoint
 Mlle CHANDRASIRI V., Conseiller adjoint
 SOMAYAJULU N.V., Conseiller adjoint
 HAIDER I., Conseiller adjoint
 VAN DER WEG A., Conseiller adjoint
 GOUDET G., Conseiller adjoint
 KARVONEN H., Conseiller adjoint
 GENTIZON H.-L., Conseiller adjoint
 GHANBARI F., Premier Secrétaire
 Mme TOMIC O., Premier Secrétaire
 DOOMUN S., Premier Secrétaire
 FAUNDEZ VASQUEZ L.A., Premier Secrétaire
 Mlle BARABAS E., Premier Secrétaire
 SUPRAPTO M., Premier Secrétaire
 SEBAKUNZI N., Premier Secrétaire
 Mme JUDICE GLORIA M., Premier Secrétaire
 BRIX A., Premier Secrétaire
 KIGARABA R., Premier Secrétaire
 DELEHANTY D., Premier Secrétaire
 FINKPON C., Premier Secrétaire
 KALICKI G., Premier Secrétaire
 SMERAK V., Premier Secrétaire
 MONTANDON R., Premier Secrétaire

Secrétariat

MM.

**Bureau international
(suite)**

KOSSIGNON S., Premier Secrétaire
MIYAJI A., Premier Secrétaire
Mme LIBERA M., Premier Secrétaire
JOHNSEN A., Premier Secrétaire
NANBA S.G., Premier Secrétaire
DECHANEZ B., Premier Secrétaire
Mme SCHMIDT F., Premier Secrétaire
Mlle ROBERT S., Deuxième Secrétaire

Services de traduction

a) français

Mme SCHMIDT F., Traductrice
VIARD H., Traducteur

b) anglais

BURNELL C., Chef du service de traduction
ISSOTT G., Traducteur-reviseur
Mme LEIBUNDGUT P., Traductrice
Mme NELSON M., Traductrice
COCKLE P., Traducteur
SUTCLIFFE H.L., Traducteur
WHYTE J., Traducteur
STURGEON D.H., Traducteur
WALDUCK S., Traducteur
Mme DYER J., Traducteur

c) arabe

Mme MOUSSA S., Traducteur-reviseur principal
Mme ZAYED N., Traductrice
MJIDOU A., Traducteur
SERAGELDINE A., Traducteur
HAMOUDA A., Traducteur

d) espagnol

Mme SAHONERO E., Traducteur-reviseur principal
BORNAO J., Traducteur
LAHIGUERA P., Traducteur
MATE GIL A., Traducteur
Mme RABINO D., Traductrice
Mme RUBIO M., Traductrice

Secrétariat

MM.

e) portugais

CHAUDON A., Traducteur
Mme MATEUS CLETO M.T., Traductrice
Mme PEREIRA M., Traductrice
Mme MARTINS CORTEZ M.S., Traductrice

f) russe

IATSENKO V., Traducteur-reviseur
Mme POPOVA A.E., Traductrice
Mme I.M. OUTKINA, Traductrice

Conseillers spéciaux

CHAUBERT L. (Suisse)
VOEFFRAY R. (Suisse)

Consultants de la coopération technique

SOW D. (Sénégal)
MONTALVAN VERA S. (Pérou)
KHURSHEED M. (Pakistan)

Fonctionnaires des Administrations postales attachés temporairement au secrétariat

BADET J. (Belgique)
MOUZIN J. (France)
Mlle MEYLAN O. (Suisse)

II. Documents publiés à l'intention du Congrès (Congrès – Doc)

Congrès – Doc n°	Objet	Remarques	Page
1/Rev 3	Liste des Congrès – Doc	Constitue la présente liste	–
	Ordres du jour		
2/Rev 1	Ordre du jour de la séance d'ouverture		55
3/Rev 1	Ordre du jour des séances plénières du 14 au 20 novembre 1989		56
4	Ordre du jour des séances plénières du 24 novembre 1989		58
5	Ordre du jour des séances plénières des 4 et 6 décembre 1989		60
6/Rev 2	Ordre du jour des séances plénières du 11 au 13 décembre 1989		61
7	Ordre du jour de la séance de clôture		62
8/Rev 1	Ordre du jour de la Commission 2		63
9	Ordre du jour de la Commission 3		64
10/Rev 3	Ordre du jour de la Commission 4		67
11/Rev 2	Ordre du jour de la Commission 5		74
11/Add 1/Rev 1			78
12/Rev 2	Ordre du jour de la Commission 6		79
13/Rev 4	Ordre du jour de la Commission 7		82
13/Add 1			88
13/Rev 2/Add 2			89
14	Ordre du jour de la Commission 8		91
15/Rev 1	Ordre du jour de la Commission 9		94
	Rapports des organes		
16	Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil exécutif 1984–1989		95
17	Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil consultatif des études postales 1984–1989		176
18	Rapport du Directeur général 1985–1989		249
19	Rapport du Directeur général sur les finances de l'Union		267
19/Add 1	Limite des dépenses du prochain Congrès (XXIe Congrès)		337

Congrès – Doc n°	Objet	Remarques	Page
20	Rapport quinquennal sur le développement des services postaux 1982–1986		340
21	Mise en œuvre de la Déclaration de Hamburg		439
22	Relations avec l'Organisation des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales		502
23	Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées		506
23/Add 1			512
	Questions d'ordre général		
24	Liste des Pays-membres de l'Union postale universelle		518
25	Liste des Pays-membres de la Commission 7		528
26	Liste des Pays-membres de la Commission 8		532
27	Liste des organisations invitées au XXe Congrès		535
28	Distribution de la documentation du Congrès		537
29	Représentation aux séances du Congrès et des Commissions d'un Pays-membre par la délégation d'un autre Pays-membre		539
30	Fonctionnement au Congrès des services de traduction et fourniture de la documentation en différentes langues		541
31	Langues de délibération pendant le Congrès		543
32	Langues de délibération choisies pour l'interprétation simultanée pendant le Congrès		545
33	Renseignements concernant les procès-verbaux et les rapports		551
34	Composition du Secrétariat du XXe Congrès		552
35/Rev 1	Attribution des propositions d'ordre général et des Congrès – Doc aux différents organes du Congrès		556
36	Liste des propositions d'ordre rédactionnel		563
37	Discours et interventions préparés à l'avance par écrit		565
38/Rev 1	Mise à jour du Protocole final de la Convention postale universelle		566
39	Mise à jour du Protocole final de l'Arrangement concernant les colis postaux		568
40	Changements de classes de contribution		570

Congrès – Doc n°	Objet	Remarques	Page
Elections			
4 1	Election du Directeur général et du Vice-directeur général du Bureau international		576
4 2	Liste des Pays-membres en fonction des cinq groupes géographiques, en vue de l'élection des membres du Conseil exécutif		596
4 3	Présentation des candidatures aux sièges du Conseil exécutif (CE)		598
4 4	Présentation des candidatures aux sièges du Conseil consultatif des études postales (CCEP)		600
4 5	Candidatures pour l'élection des membres du Conseil exécutif (CE)		601
4 6	Candidatures pour l'élection des membres du Conseil consultatif des études postales (CCEP)		603
4 7	Liste des Pays-membres élus par le Congrès de Washington 1989 pour le Conseil exécutif et le Conseil consultatif des études postales		604
Autres documents			
4 8	Débat général		605
48.1	Débat général		606
48.1/Add 1			627
48.2	Programme général d'action de Washington		634
4 9	Note sur les documents à examiner par le Congrès en matière de coopération technique		648
50	Politique et activités de coopération technique		649
51	Programme d'action en matière d'assistance technique et moyens nécessaires		696
52	La coopération technique entre pays en développement (CTPD)		706
53	L'action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés (PMA)		712
5 4	Ressources humaines et formation		718
55	Présence accrue de l'UPU sur le terrain en matière d'assistance technique		727
56	Le repostage		735
56/Add 1	Mesures contre le repostage prises au plan régional		747
57	Conséquences de l'utilisation du DTS comme unité de compte		749
58	Taxes de base		754

Congrès – Doc n°	Objet	Remarques	Page
59	Classification du courrier		759
60	Frais terminaux		772
60/Add 1	Frais terminaux. Documentation complémentaire		783
61	Frais de transit – Calcul des nouveaux barèmes		785
62	Revision des Arrangements concernant les services financiers postaux		812
63	Taux de base du transport aérien du courrier		819
64	Principe et méthode de calcul des frais de transport aérien intérieur		827
65	Utilisation maximale de la voie aérienne pour le transport du courrier		831
66	Poste et télématique		833
67	Identification unique des envois, récipients et documents connexes dans les services internationaux EMS, poste aux lettres et colis postaux		838
67/Add 1			862
68	Rapport final de la Commission 2 (Finances)		866
69	Programme de travail du CCEP 1989–1994 (orientations – mise en œuvre)		872
70	Rapport final de la Commission 9 (Coopération technique)		922
71	Remboursement des dettes de l'ancien régime financier et mesures à prendre pour faciliter le recouvrement des arriérés		926
71/Add 1/Rev 1			936
72	Réglementation postale internationale		941
73	Adaptation du fonctionnement de l'Union aux exigences commerciales et techniques actuelles		950
74	Invitation pour le XXle Congrès postal universel		960
75	Méthodes propres à améliorer le renvoi des sacs postaux vides		961
76	Le service des envois à livraison attestée		967
77	Mise à jour du Protocole final des Arrangements concernant les services financiers postaux		970
78.1 78.2 78.3	Cahier des décisions autres que celles modifiant les Actes	Voir tome III/1, pages 415 à 540	–
79	Demande de participation au Congrès présentée par l'Association du personnel du Bureau international de l'UPU		971

Congrès – Doc n°	Objet	Remarques	Page
80	Demande de participation au Congrès par la Fédération internationale de la presse périodique (FIPP) et par l'Union internationale des éditeurs (UIE)		972
81	Rapport des activités de la CEPT		974
82	Demande de participation au Congrès présentée par le Comité national français de la Chambre de commerce internationale		979
83	Déclaration de la délégation de la République démocratique allemande		980
84	Communication de l'observateur de l'OACI		981
85	Protocole final de l'Arrangement concernant les colis postaux		983
86	Protocole final de la Convention		984
87	Déclaration de la délégation de l'Argentine	Voir tome III/1, page 73	–
88	Approbation des Règlements d'exécution examinés par le Congrès		985
89	Signature des Actes		987
90	Déclarations faites lors de la signature des Actes du Congrès de Washington 1989	Voir tome III/1, pages 73 à 77	–
90/Add 1/Rev 1			
90/Add 2			
90/Add 3			
90/Add 4			
90/Add 5			
90/Add 6			
90/Add 7			
90/Add 8			
91	Déclaration de la délégation d'Israël		988

Séance d'ouverture

(Première séance plénière)
Lundi 13 novembre 1989 à 15 h

Ordre du jour

	Numéro du Congrès – Doc ou des propositions
1. Ouverture par le Doyen du Congrès	–
2. Appel des Pays-membres	–
3. Discours du Doyen	–
4. Désignation du Président d'honneur du Congrès	–
5. Discours du Président d'honneur du Congrès	–
6. Election du Président du Congrès	–
7. Discours du Président du Congrès	–
8. Approbation des désignations des Vice-Présidents du Congrès	023
9. Déclarations des Vice-Présidents du Congrès	–
10. Approbation des désignations des présidences et vice-présidences des Commissions du Congrès	024
11. Approbation des désignations des membres des Commissions restreintes	025/Rev 1
12. Discours du Secrétaire général	–
13. Messages	–

Berne, le 7 novembre 1989

Le Secrétaire général,
A.C. BOTTO DE BARROS

**Séances plénières prévues pour la période du 14 au 20 novembre 1989
à partir de la deuxième séance plénière du mardi 14 novembre 1989, à 9 heures 30**

Projet d'ordre du jour

	Numéro du Congrès – Doc ou des propositions
1. Communications	–
2. Adoption de l'ordre du jour	Congrès – Doc 3/Rev 1
3. Examen des propositions de modification du Règlement intérieur des Congrès	1703.1, 1705.1/Rev 1, 1708.1, 1718.1, 1719.1, 1720.1
4. Attribution des propositions d'ordre général et des Congrès – Doc aux différents organes du Congrès	Congrès – Doc 35/Rev 1
5. Admission de la presse au Débat général	022
6. Demandes de participation	
a) Fédération internationale de la presse périodique (FIPP) et Union internationale des éditeurs (UIE)	Congrès – Doc 80
b) Comité national français de la Chambre de commerce internationale	Congrès – Doc 82
7. Demande de l'Association du personnel du Bureau international	Congrès – Doc 79
8. Débat général	Congrès – Doc 48 , 48.1, Corr 1 et Add 1
9. Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil exécutif 1984–1989	Congrès – Doc 16
10. Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil consultatif des études postales 1984–1989	Congrès – Doc 17
11. Rapport du Directeur général 1985–1989	Congrès – Doc 18

12.	Relations avec l'ONU et avec d'autres organisations internationales	Congrès – Doc 22
13.	Application immédiate des nouvelles compétences législatives du CE	01
14.	Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées	Congrès – Doc 23 et Add 1
15.	Rapport quinquennal sur le développement des services postaux 1982-1986	Congrès – Doc 20
16.	Programme de travail du CCEP pour la période 1989-1994	Congrès – Doc 69 020
17.	Mise en oeuvre de la Déclaration de Hamburg	Congrès – Doc 21 012, 013
18.	Rapport des activités de la CEPT	Congrès – Doc 81
19.	Débat général	
	– Approbation du Programme général d'action	Congrès – Doc 48.2
20.	Approbation du premier rapport de la Commission 1 (Vérification des pouvoirs)	Congrès/C 1 – Rapp 1
21.	Divers	–

Washington, le 13 novembre 1989

Le Président du Congrès,

E.E. HORGAN

Séances plénières du 24 novembre 1989

Ordre du jour

	Numéro du Congrès – Doc ou des propositions
1. Communications	–
2. Adoption de l'ordre du jour	Congrès – Doc 4
3. Approbation de procès-verbaux des séances plénières	–
4. Approbation du dernier rapport de la Commission 1 (Vérification des pouvoirs)	Congrès/C 1 – Rapp 1
5. Election du Directeur général du Bureau international	Congrès – Doc 41 et annexes 1 et 3
6. Election du Vice-Directeur général du Bureau international	Congrès – Doc 41 et annexes 2 et 4
7. Invitation pour le XXIIe Congrès postal universel	Congrès – Doc 74
8. Programme de travail du CCEP pour la période 1989–1994	Congrès – Doc 69 020
9. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées	Congrès – Doc 23 et Add 1
10. Rapport quinquennal sur le développement des services postaux 1982–1986	Congrès – Doc 20
11. Adaptation du fonctionnement de l'Union aux exigences commerciales et techniques actuelles	Congrès – Doc 73 010, 011
12. Mise en oeuvre de la Déclaration de Hamburg	Congrès – Doc 21 012, 013
13. Rapport des activités de la CEPT	Congrès – Doc 81

14.	Poste télématique	Congrès – Doc 66 5000.3, 5000.4, 5000.5
15.	Amélioration des services postaux des zones rurales	2000.3
16.	Changements de classes de contribution	Congrès – Doc 40
17.	Entrée en vigueur des Actes du Congrès de Washington 1989	08
18.	Divers	–

Washington, le 21 novembre 1989

Le Président du Congrès,

E.E. HORGAN

Séances plénières des 4 et 6 décembre 1989

Ordre du jour

	Numéro du Congrès – Doc ou des propositions
1 Communications	–
2 Adoption de l'ordre du jour	Congrès – Doc 5
3 Complément au Rapport de la Commission 1	Congrès/C 1/Rapp 1/Add 1
4 Approbation de procès-verbaux des séances plénières	–
5 Election des membres du CE	Congrès – Doc 43 Congrès – Doc 45
6 Election des membres du CCEP	Congrès – Doc 44 Congrès – Doc 46
7 Amélioration des services postaux des zones rurales	2000.3
8 Entrée en vigueur des Actes du Congrès de Washington 1989	08
9 Changements de classes de contribution	Congrès – Doc 40
10 Approbation du rapport final de la Commission 9 (Coopération technique)	Congrès – Doc 70
11 Approbation des résolutions et décisions autres que celles modifiant les Actes	Congrès – Doc 78
12 Divers	–

Washington, le 28 novembre 1989

Le Président du Congrès,

EDWARD E. HORGAN, Jr.

Séances plénières du 11 au 13 décembre 1989

Ordre du jour

	Numéro du Congrès – Doc ou des propositions
1. Communications	–
2. Adoption de l'ordre du jour	Congrès – Doc 6/Rev 2
3. Approbation de procès-verbaux des séances plénières	–
4. Complément au dernier rapport de la Commission 1 (Vérification des pouvoirs)	–
5. Approbation du rapport final de la Commission 2 (Finances)	Congrès – Doc 68
6. Débat général – Approbation du Programme général d'action	Congrès – Doc 48.2/Annexe 1/Rev 1
7. Appels éventuels	–
8. Approbation des résolutions et décisions autres que celles modifiant les Actes	Congrès – Doc 78.1 et 78.2
9. Approbation des projets d'Actes et des réserves non examinées en séances de commissions	Congrès – Doc 85 et 86
10. Approbation des Règlements d'exécution examinés par le Congrès	Congrès – Doc 88
11. Divers	–

Washington, le 9 décembre 1989

Le Président du Congrès,
EDWARD E. HORGAN, Jr.

Séance de clôture du 14 décembre 1989

Ordre du jour

		Numéro du Congrès – Doc
1.	Communications et adoption de l'ordre du jour	–
2.	Discours du Président d'honneur	–
3.	Discours des Vice-Présidents	–
4.	Discours du Doyen	–
5.	Discours du Secrétaire général	–
6.	Discours du Secrétaire général adjoint	–
7.	Autres discours	–
8.	Discours du Président	–
9.	Divers	–

Washington, le 12 décembre 1989

Le Président du Congrès,
Edward E. HORGAN, Jr.

Commission 2 (Finances)

Ordre du jour

	Numéro du Congrès – Doc ou des propositions
1. Ouverture de la réunion par le Président de la Commission	–
2. Adoption de l'ordre du jour	Congrès – Doc 8/Rev 1
3. Approbation des comptes de l'Union des années 1984 à 1988	Congrès – Doc 19 (Partie I)
4. Fixation des limites des dépenses de la prochaine période financière (1991 à 1995)	Congrès – Doc 19 (Partie II)
5. Examen des incidences financières des propositions	–
6. Limite des dépenses du prochain Congrès (XXIe Congrès)	Congrès – Doc 19/Add 1
7. Rapport final de la Commission 2 (Finances)	Congrès – Doc 68
8. Divers	–

Washington, le 27 novembre 1989

Le Président,
Y. IGUCHI

Commission 3 (Affaires générales)

Ordre du jour

	Numéro du Congrès – Doc ou des propositions
1 Ouverture de la séance par le Président de la Commission	–
2 Adoption de l'ordre du jour	Congrès – Doc 9
3 Réglementation postale internationale	
3.1 Introduction des nouveaux services	Congrès – Doc 72, §§ 3 à 5 1502.1
3.2 Revision des Règlements d'exécution	
a) Principe du transfert de compétence au CE	Congrès – Doc 72, § 6
b) Procédure de revision des Actes	Congrès – Doc 72, §§ 8 et 9 1022.1
c) Mécanisme de revision des Actes par le Congrès	Congrès – Doc 72, §§ 10 à 14 1715.1, 1715.2, 1715.3
d) Mécanisme de revision des Actes par le CE	Congrès – Doc 72, §§ 15 à 18 1521.1, 1502.2, 1520.1, 1520.2 2091.1 (pour le principe seulement) 5056.1 (pour le principe seulement)
e) Authentification des Règlements d'exécution révisés	Congrès – Doc 72, § 19 1025.1
f) Notification	Congrès – Doc 72, §§ 20 et 21 1509.1, 1522.2
g) Mise en vigueur	Congrès – Doc 72, § 22 1523.1
3.3 Réserves aux Règlements d'exécution	Congrès – Doc 72, §§ 25 à 28

3.4	Application immédiate de la nouvelle réglementation	Congrès – Doc 72, §§ 29 et 30 01
3.5	Deuxième phase du transfert au CE d'une partie de la fonction législative du Congrès	Congrès – Doc 72, §§ 31 à 33 02, 2000.19
4	Représentation des membres du Conseil exécutif	09
5	Capacité juridique de l'Union	1010.91
6	Monnaie type	1007.1, 1007.2
7	Revision entre deux Congrès des taxes d'affranchissement	1502.4
8	Propositions relatives aux taxes des services postaux internationaux	1519.1, 1502.3
9	Délai de réponse aux questionnaires	07
10	Amélioration ultérieure de la gestion du travail de l'Union	026, 028
11	Election des membres du Conseil exécutif (sous réserve d'admission par le Congrès)	1502.7
12	Participation aux réunions du CCEP	1504.1
13	Attributions du CCEP	1504.2, 1504.3
14	Remboursement des dettes de l'ancien régime financier et mesures à prendre pour faciliter le recouvrement des arriérés	
	a) Remboursement à la Suisse	Congrès – Doc 71, §§ 7 à 14 et Add 1/Rev 1 03
	b) Assainissement des comptes arriérés de toute nature	Congrès – Doc 71, §§ 15 à 26 et Add 1/Rev 1 04
15	Transfert au Bureau international des fonctions exercées par le Gouvernement de la Confédération suisse	
	a) Fonction de dépositaire des Actes de l'Union	1026.1, 1023.1, 1522.1/Corr 1, 1033.91
	b) Fonction d'intermédiaire dans la procédure d'adhésion et d'admission à l'Union	1011.1, 1012.1, 1509.2
	c) Choix de la classe de contribution	1021.1, 1021.2

d)	Procédure de mise au concours des postes de Directeur général et de Vice-Directeur général	1508.1
16	Utilisation du terme "documentation"	1507.1
17	Hymne postal de l'UPU	014, 027
18	Attributions du Conseil exécutif	1502.5, 1502.6
19	Formules fournies par le Bureau international	1515.1
20	Divers	–

Washington, le 14 novembre 1989

Le Président,

E. BURN

Commission 4 (Poste aux lettres – Réglementation)

Ordre du jour

	Numéro du Congrès – Doc ou des propositions	Propositions corrélatives
1. Ouverture de la séance par le Président	–	
2. Adoption de l'ordre du jour	Congrès – Doc 10/Rev 3	
3. Propositions renvoyées à d'autres Commissions		
a) Séance plénière	2000.3	020
b) Commission 3	2000.19	
c) Commission 5 (Poste aux lettres – Tarification et rémunération)	2000.12, 2008.1, 2018.1 2018.3, 2031.2, 2031.4 2501.1/Rev 1, 2501.2, 2501.3, 2501.4, 2501.5, 2501.6, 2503.1 2556.1, 2556.2, 2556.4, 2556.5, 2556.6 2562.3, 2562.4, 2562.9 2564.3, 2564.4 2565.4, 2565.5 2568.1, 2598.1, 2912.1, 2912.2, 2912.4, 2912.5, 2912.6, 2914.2, 2918.1, 2918.2, 2918.3, 2918.91, 2919.91, 2928.1, 2928.2, 2931.1, 2931.2	Congrès – Doc 59 Congrès – Doc 59 Congrès – Doc 58 1007.2, 3067.3, 3067.91, 3570.4
d) Commission 6 (Poste aérienne)	2027.1, 2032.91/Rev 1, 2032.92, 2034.1, 2035.1, 2509.3, 2509.5, 2513.91, 2513.92, 2524.91, 2541.2, 2554.3, 2555.1, 2908.1	Congrès – Doc 59
e) Commission 7 (Colis postaux)	2000.6/Rev 1	

4.	Propositions d'ordre général	2000.1, 2000.2, 2000.5, 2000.10, 2000.13, 2000.21, 2500.5	
5.	Question en rapport avec le courrier EMS	2000.15/Corr 1, 2006.91, 2006.92, 2090.91, 2090.92/Rev 1 Congrès – Doc 67 et Add 1	
6.	Propositions en relation avec les colis postaux		
	Conv., art. 32	2032.91/Rev 1	5005.91
	Conv., art. 33	2033.2, 2933.91, 2543.91	5014.2, 5512.1, 5541.1, 5021.1
	Conv., art. 50	2050.2, 2050.3	5039.3, 5039.4
	Conv., art. 55	2055.2	5042.2/Rev 1
	Conv., art. 58	2058.1, 2058.2, 2058.3, 2058.5	5043.1, 5043.2, 5043.3
	Conv., Règl., art. 118	2518.1, 2518.2	5505.1, 5505.2
	Conv., Règl., art. 132	2532.3	5508.2
	Conv., Règl., art. 133	2532.2, 2533.1/Rev 1, 2533.2/Rev 1	5508.3/Rev 1, 5902.2/Rev 2, 5508.4
	Conv., Règl., art. 163	2563.2	5502.1

Convention

7.	Liberté de transit		
	Conv., art. 1, par. 1	2001.1, 2563.1	
8.	Inobservation de la liberté de transit		
	Conv., art. 2	2002.1	
9.	Suspension temporaire et reprise de services		
	Conv., art. 4, par. 1	2004.1, 2004.2	
10.	Création de nouveaux services		
	Conv., art. 6	2006.1, 2006.2	
11.	Timbres-poste		
	Conv., d'ordre général	2000.18/Rev 1	
12.	Envois de la poste aux lettres		
	Conv., art. 18	2018.2/Rev 1	4077.1
13.	Envois normalisés		
	Conv., art. 20, par. 1, lettre a), chiffre 3	2020.2	
	Conv., art. 20, par. 1, lettre b)	2020.3/Rev 1	
	Conv., art. 20, par. 1bis	2020.1	3019.3

14.	Envois admis à tort Conv., art. 22	2022.1	
15.	Taxe de magasinage Conv., art. 26	2026.1	3024.2
16.	Modalités d'affranchissement Conv., art. 28, lettre dbis)	2028.1, 2539.1	Congrès – Doc 59; 4076.1
17.	Taxe en cas d'absence ou d'insuf- fissance d'affranchissement Conv., art. 30	2030.1, 2539.3	3024.4
18.	Service correspondance commer- ciale-réponse internationale Conv., art. 30bis	2000.16, 2000.22, 2030.91	
19.	Coupons-réponse internationaux Conv., art. 31, par. 3	2031.1, 2031.3, 2031.5, 2031.6	
20.	Envois exprès Conv., art. 32, par. 1 Conv., art. 32, par. 1bis Conv., art. 32, par. 2bis	2032.1 2032.2/Rev 2 2032.3	
21.	Retrait. Modification ou correc- tion d'adresse à la demande de l'expéditeur Conv., art. 33 Conv., art. 33, par. 4	2033.1 2544.1, 2545.2, 2907.1	
22.	Réexpédition Conv., art. 34, par. 1	2034.2, 2513.3, 2513.8	
23.	Envois non distribuables. Renvoi au pays d'origine ou à l'expéditeur Conv., art. 35 Conv., art. 35, par. 6 Conv., art. 35, par. 6bis Conv., art. 35, par. 8	2035.3 2035.2 2035.5 2035.4	
24.	Interdictions Conv., art. 36, par. 2 Conv., art. 36, par. 3 Conv., art. 36, par. 5 Conv., art. 36, par. 6 Conv., art. 36, par. 8 Conv., art. 36, par. 9 Conv., art. 36, d'ordre général	2036.4, 2043.1 2036.1, 2036.5, 2530.1, 2530.2 2036.2 2036.7 2036.3 2036.6 2500.2	
25.	Contrôle douanier Conv., d'ordre général	2000.4	

26.	Taxe de présentation à la douane Conv., art. 38	2038.1	
27.	Envois francs de taxes et de droits Conv., art. 40, par. 4 Conv., d'ordre général	2040.1 2000.17	
28.	Réclamations Conv., art. 42, par. 1 Conv., art. 42, par. 4	2042.1 2042.2/Rev 1, 2042.3	
29.	Admission des envois à livraison attestée Conv., d'ordre général	2000.14 Congrès – Doc 76	
30.	Lettres avec valeur déclarée. Déclaration de valeur Conv., art. 46, par. 2 Conv., art. 46, par. 3bis	2046.1/Rev 1 2046.2	
31.	Principe et étendue de la respon- sabilité des Administrations pos- tales. Envois recommandés Conv., art. 50, par. 1 à 6 Conv., art. 50, par. 4 Conv., art. 50, par. 7 Conv., d'ordre général	2050.1, 2050.6, 2052.1 2050.4 2050.5/Rev 1 2000.11	
32.	Détermination de la responsa- bilité entre les Administrations postales et les entreprises de transport aérien. Lettres avec valeur déclarée Conv., art. 57	2057.1, 2057.2, 2055.1	
33.	Paieement de l'indemnité Conv., art. 58, par. 2 à 4	2547.2, 2058.4	
34.	Conditions d'approbation des propositions concernant la Convention et son Règlement d'exécution Conv., art. 91	2091.1	1022.1
35.	Mise à jour du Protocole final	Congrès – Doc 38/Rev 1	

Règlement

36.	Communications et renseigne- ments à transmettre au Bureau international Conv., Règl., art. 109, par. 1 Conv., Règl., art. 109, par. 1, lettre hbis) Conv., Règl., art. 109, par. 3	2509.4 2509.2, 2509.6 2509.1	3066.1 1507.1
-----	---	------------------------------------	----------------------

37.	Publications		
	Conv., Règl., art. 111, par. 2	2511.2	
	Conv., Règl., art. 111, par. 4	2511.1	
	Conv., Règl., art. 111, d'ordre général	2500.4	
38.	Distribution des publications		
	Conv., Règl., art. 112	2512.1	1507.1
39.	Adresse. Conditionnement		
	Conv., Règl., art. 113, par. 1	2513.4, 2513.5, 2513.6	
	Conv., Règl., art. 113, par. 1bis	2513.7	
	Conv., Règl., art. 113, par. 2	2513.1	
	Conv., Règl., art. 113, par. 7	2513.2	
40.	Envois poste restante		
	Conv., Règl., art. 114	2514.1	
41.	Conditionnement. Vérification du contenu		
	Conv., Règl., art. 122, par. 1 à 4	2522.1, 2522.2	
	Conv., Règl., art. 122, par. 4bis	2522.3	
42.	Envois sous enveloppe à panneau		
	Conv., Règl., art. 123, par. 2	2523.1	
43.	Imprimés		
	Conv., Règl., art. 126	2526.1	
44.	Imprimés. Annotations et annexes autorisées		
	Conv., Règl., art. 127, par. 5, lettre a)	2527.2, 2527.3	
	Conv., Règl., art. 127, par. 5, lettre b)	2527.1	
45.	Cécogrammes		
	Conv., Règl., art. 129	2529.1	
	Conv., Règl., d'ordre général	2000.20	
46.	Conditionnement des lettres avec valeur déclarée		
	Conv., Règl., art. 132, par. 1, lettre b)	2532.1/Rev 1	
47.	Lettres avec valeur déclarée. Déclaration de valeur		
	Conv., Règl., art. 133, par. 1	2534.1, 2903.1/Rev 1, 2909.3	
48.	Avis de réception		
	Conv., Règl., art. 135, par. 3	2535.3	
	Conv., Règl., art. 135, par. 4	2535.2	
	Conv., Règl., art. 135, par. 6	2535.1	
49.	Remise en main propre		
	Conv., Règl., art. 136	2536.1	

50.	Envois non affranchis ou insuffi- samment affranchis Conv., Règl., art. 139	2539.2	
51.	Envois réexpédiés Conv., Règl., art. 141, par. 2 Conv., Règl., art. 141, par. 9	2541.3 2541.1, 2933.92	
52.	Envois non distribuables Conv., Règl., art. 143, par. 4	2543.1, 2543.2, 2543.3	
53.	Retrait. Modification d'adresse. Envois déposés dans un pays autre que celui qui reçoit la demande Conv., Règl., art. 145	2545.1/Rev 2	
54.	Réclamations. Envois recom- mandés et lettres avec valeur déclarée Conv., Règl., art. 147, par. 1 Conv., Règl., art. 147, par. 6bis Conv., Règl., art. 147, par. 12 Conv., Règl., art. 147, par. 12bis Conv., Règl., d'ordre général	2547.4 2547.3 2547.5 2547.1 2500.3	
55.	Echange des envois Conv., Règl., art. 150, par. 1 Conv., Règl., art. 162, par. 1	2550.1, 2560.1, 2562.1 2562.8/Rev 1 2909.1 2564.1	4612.1
56.	Echange en dépêches closes Conv., Règl., art. 151, par. 1 Conv., Règl., art. 151, par. 2	2551.1 2551.2	
57.	Transit à découvert Conv., Règl., art. 154, par. 3	2554.1, 2554.2	Congrès – Doc 59
58.	Confection des dépêches Conv., Règl., art. 155, par. 1 Conv., Règl., art. 155, par. 3 Conv., Règl., d'ordre général Conv., Règl., d'ordre général Conv., Règl., d'ordre général	2555.3 2555.2 2000.7 2000.8 2000.9	
59.	Feuilles d'avis Conv., Règl., art. 156, par. 2, lettre f)	2556.3, 2912.3	
60.	Transmission des envois recom- mandés Conv., Règl., art. 157	2557.1	
61.	Transmission des imprimés à l'adresse d'un même destinataire Conv., Règl., art. 161	2561.1	

62.	Etiquetage des dépêches Conv., Règl., art. 162, par. 2 Conv., Règl., art. 162, par. 2bis Conv., Règl., art. 162, par. 9	2562.5, 2562.6, 2928.3 2562.2 2562.7, 2555.4, 2562.10	Congrès – Doc 59
63.	Remise des dépêches Conv., Règl., art. 164, par. 1bis Conv., Règl., art. 164, par. 6	2564.5 2564.2	4807.1
64.	Vérification des dépêches et utilisation de bulletin de vérification Conv., Règl., art. 165, par. 6bis Conv., Règl., art. 165, par. 9 Conv., Règl., art. 165, par. 17	2565.1, 2565.7, 2565.8 2565.6 2565.2, 2565.3	4605.2
65.	Renvoi des sacs vides Conv., Règl., art. 168, par. 1 Conv., Règl., art. 168, par. 1bis Conv., Règl., art. 168, par. 5 Conv., Règl., d'ordre général	2568.4 2568.3/Rev 1 2568.2 2500.1 Congrès – Doc 75	
66.	Caractéristiques des timbres-poste Conv., Règl., art. 192, par. 1, 2 et 3 Conv., Règl., art. 192, par. 4	2592.1, 2595.1 2592.2, 2910.1, 2911.1	
67.	Caractéristiques des empreintes d'affranchissement Conv., Règl., art. 194	2594.1	
68.	Coupons-réponse internationaux Conv., Règl., art. 196, par. 2bis Conv., Règl., art. 196, par. 3	2596.1, 2922.1/Rev 1 2596.2	

Formules

69.	Conv., Règl., formule C 2/CP 3	2902.1
70.	Conv., Règl., formule VD 4	2904.1
71.	Conv., Règl., formule C 8	2908.2
72.	Conv., Règl., formule C 9	2909.2
73.	Conv., Règl., formule C 14	2914.1, 2914.3
74.	Conv., Règl., formule C 27	2927.1
75.	Divers et imprévu	–

Washington, le 28 novembre 1989

Le Président de la Commission 4,

Jörn ALLARDT

Commission 5 (Tarification et rémunération)

Ordre du jour

	Numéro du Congrès – Doc ou des propositions
1. Ouverture et adoption de l'ordre du jour	Congrès – Doc 11/Rev 2 et Add 1/Rev 1
2. Participation des observateurs	Congrès – Doc 80
3. Propositions renvoyées à la Commission 10	Congrès – Doc 36 3587.1 R, 3912.1 R/Rev 1, 3915.9 R
4. Conséquences de l'utilisation du DTS comme unité de compte	Congrès – Doc 57
5. Taxes d'affranchissement et limites de poids et de dimensions	Congrès – Doc 58
a) Introduction des taxes indicatives, augmentation et réduction des taxes d'affranchissement	
Convention, article 19, § 1	3019.6
Convention, Protocole final, art. III	3303.1
Convention, article 31	2031.4
Convention, article 19, §§ 1bis et 12bis	3019.14, 3019.11
Convention, Protocole final, art. IV	3304.1
b) Revision des taxes de base	3019.8
c) Modification de la structure des échelons de poids	
Convention, article 19, § 2	3019.9
Convention, article 19, § 2bis	3019.12
d) Limites de poids et des dimensions	
Convention, article 19, § 1	3019.7, 3019.4, 3019.1
e) Contenu des imprimés à taxe réduite	
Convention, article 19, § 6	3019.2
f) Envois mixtes	
Convention, article 19, § 10	3019.10
6. Frais terminaux. Principes	Congrès – Doc 60 et Add 1
Convention, article 64	3064.1, 3064.2

7.	Classification des envois de la poste aux lettres Convention, article 18 Convention, article 19 Convention, article 19bis Convention, article 31	Congrès – Doc 59 2018.3, 2018.1 3019.5, 3019.13 3019.91 2031.2
8.	Taxes spéciales Convention, article 24	 3024.1, 3024.3
9.	Le repostage	Congrès – Doc 56 et Add 1
10.	Frais de transit	Congrès – Doc 61
a)	Nouveaux barèmes de frais de transit Convention, article 63	 3063.1
b)	Frais de transit. Principes Convention, article 62	 3062.1, 3062.2
c)	Frais de transit concernant les nouveaux modes de transport Convention, article 66	 3066.1
d)	Frais de transit des dépêches déviées ou mal acheminées Convention, article 69, et Règl., article 176bis	 3069.3, 3069.5, 3069.6, 3069.1, 3069.4, 3069.2, 3576.91
e)	Propositions d'ordre général concernant les frais de transit	3000.2, 3000.5, 3000.7
11.	Frais terminaux	
a)	Frais terminaux pour les envois prioritaires, les envois non prioritaires ainsi que les envois mixtes Convention, article 64bis	 3064.91, 3064.92 ¹
b)	Exemption des frais de transit et des frais terminaux Convention, article 65	 3065.3, 3065.2, 3065.1
c)	Propositions d'ordre général concernant les frais terminaux	3000.1, 3000.3, 3000.4
12.	Décompte des frais de transit et des frais terminaux	
a)	Détermination du poids. Exonération du paiement Convention, articles 67, 67bis et 67ter	 3067.2, 3067.91, 3067.92, 3067.1, 3067.4, 3067.5

¹ Proposition introduite après l'adoption de l'ordre du jour.

Convention, Règlement, articles 170, 171, 172 et Titre V, chapitre I	3570.7, 3571.7, 3572.6, 3570.8/Rev 1, 3571.6/Rev 1, 3572.5/Rev 1, 3570.1, 3571.1, 3572.1, 3571.3, 3570.6, 3571.5, 3570.9, 3572.7/Rev 1, 3572.3, 3070.5, 3572.4, 3569.91
Ordre général	3000.6 ¹
b) Conséquences sur d'autres dispositions (propositions transférées de la Commission 4) des modifications apportées aux articles 170, 171 et 172	
– Feuilles d'avis. Conv. Règl. art. 156	2556.2, 2556.5, 2556.6/Rev 1, 2912.2, 2912.5, 2912.6/Rev 1
– Etiquetage des dépêches. Conv. Règl. art. 162	2562.9, 2562.4, 2928.2
– Remise des dépêches. Bordereau de livraison. Conv. Règl. art. 164	2564.4, 2918.1, 2918.2
– Vérification des dépêches et utilisation de bulletin de vérification. Conv. Règl. art. 165	2565.5, 2914.2
– Renvoi des sacs vides. Conv. Règl. art. 168	2568.1, 2918.91
13. Décompte des frais de transit et des frais terminaux. Procédures opérationnelles. Statistique annuelle	
a) Statistique annuelle pour déterminer le poids moyen des sacs Convention, Règlement, articles 173 à 177, 190, Titre V, chapitre II (Si la comptabilisation sur la base du poids réel est adoptée, ces propositions seront, à priori, sans objet)	3577.4, 3577.5, 3577.6
b) Statistique annuelle pour le calcul des proportions des LC et des AO Convention, Règlement, articles 173 à 177, 190, Titre V, chapitre II	3573.1, 3574.1, 3575.1, 3575.91, 3576.1, 3577.1, 3577.91, 3572.91, 3590.1
14. Mécanisme de correction Convention, Règlement, articles 177ter et 177 quater, Titre V, chapitre IIbis	3577.92, 3577.95 ² , 3577.93, 3577.94
15. Dépêches-avion en transit par voie de surface Convention, Règlement, article 178	3578.1, 3578.2
16. Bulletin de transit pour des dépêches du courrier de surface Convention, Règlement, article 180	3580.1
17. Etablissement du relevé annuel de poids des dépêches en transit Convention, Règlement, article 181	3581.2, 3581.3/Rev 1, 3581.1, 3581.5

¹ Proposition réintroduite par un autre auteur en séance.

² Proposition introduite après l'adoption de l'ordre du jour.

18. Etablissement, transmission, approbation et liquidation des comptes. Règles de paiement	
Convention, Règlement, article 182	3582.1, 3582.3
Convention, Règlement, article 183	3583.1
Convention, Règlement, article 184	3584.2, 3584.1
Convention, Règlement, article 185	3585.1, 3585.3, 3585.4
Convention, Règlement, article 186	3586.1
Convention, Règlement, article 187	3587.2, 3587.3, 3587.4
Ordre général	3500.1, 2000.12
Convention, Règlement, articles 101, 103 et 198	2501.3, 2501.4, 2501.5, 2501.1/Rev 1, 2501.6, 2501.2, 2503.1, 2598.1, 2919.91, 2931.1, 2931.2
Convention, Règlement, article 188	3588.1, 3588.2
Convention, Règlement, article 189	3589.1, 3589.2
Convention, Règlement, article 190	3590.3, 3590.4
Convention, Règlement, Titre V, Chapitre III	3581.91
19. Formules à utiliser comme base pour le décompte des frais de transit et des frais terminaux	
AV 3bis	3903.1/Rev 1
C 12bis	3912.10, 3912.2/Rev 1, 3912.3
C 12ter	3912.11 3912.4,
C 15	3915.1
C 15bis	3915.2
C 15ter	3915.3
C 16	3916.1
C 17	3917.1, 3917.2/Rev 1, 3917.4
C 17bis	3917.91
C 17ter	3917.92
C 20	3920.1, 3920.3, 3920.5
C 20bis	3920.2
AV 12	3962.1
C 21	3921.1
C 21bis	3921.2
C 28bis	3928.2
20. Diverses propositions liées aux décisions prises par d'autres Commissions	
a) Commission 3	
Convention, article 8	2008.1, 2008.2 ¹
b) Commission 4	
Convention, article 19, § 9	3019.3
Convention, article 24	3024.2, 3024.4
21. Réserves au Protocole final de la Convention	
Article VII	3307.1
Article XVIII	3318.1
Article XX	3320.1
22. Divers et imprévu	–

Washington, le 28 novembre 1989

Le Président,

M.S. RAMAN

¹ Proposition introduite après l'adoption de l'ordre du jour.

Commission 5 (Tarification et rémunération)

Ordre du jour

Propositions qui ont été retirées:

Sujet	Numéro de la proposition
Ordre général	3000.6 ¹
Convention	3067.3
Convention, Règlement	2556.1, 2556.4, 2562.3, 2564.3, 2565.4, 2912.1, 2912.4, 2918.3, 2928.1, 3569.92, 3570.2, 3570.3/Rev 1, 3570.4, 3571.2, 3571.4, 3572.2, 3572.92, 3573.2, 3573.3, 3574.2, 3575.2, 3576.2, 3577.2, 3577.3, 3580.2/Rev 1, 3581.4/Rev 1, 3582.2, 3583.2, 3585.2, 3586.2, 3590.2, 3912.5, 3912.6, 3912.7, 3912.8, 3912.9, 3915.4, 3915.5, 3915.6, 3915.7, 3915.8, 3916.2, 3917.3, 3920.4, 3928.1,

Washington, le 28 novembre 1989

Le Président,

M.S. RAMAN

¹ Proposition réintroduite par un autre auteur en séance.

Commission 6 (Poste aérienne)

Ordre du jour

	Numéro du Congrès – Doc ou des propositions	Propositions corrélatives ¹
1. Ouverture de la séance par le Président et adoption de l'ordre du jour	Congrès – Doc 12/Rev 2	
2. Participation des observateurs	–	
3. Propositions diverses ayant trait à la Convention		
Art. 18, § 2	2018.1, 2018.3	
Art. 71	4071.1, 4071.91	
Art. 19	3019.5, § 3bis	
Art. 72	4072.1	
Art. 124	2524.91	(4601.1)
Art. 19	3019.91, §§ 1 à 3 et 5	
Art. 73	4073.1	
Art. 74	4074.1	
Art. 75	4075.1	
Art. 90	4090.1	
Conv., Prot. final		
Art. XXI	4321.1	
Art. 76	4076.1	(2028.1, 2539.1)
Art. 27	2027.1	
Art. 77	4077.1	
Art. 32	2032.91/Rev 1, 2032.92	(2000.21)
Art. 79	4079.1	
Art. 109	2509.3	
Art. 89	4089.1	
Art. 90	4090.2	

¹ Seules sont mentionnées ici les propositions corrélatives qui ne figurent pas sur ce point de l'ordre du jour.

	Numéro du Congrès – Doc ou des propositions	Propositions corrélatives ¹
4. Réexpédition et renvoi à l'origine des correspondances-avion		
Art. 34	2034.1	
Art. 80	4080.1, 4080.2, 4080.3, 4080.4	(4601.2)
Art. 141	2541.2	
Proposition d'ordre général	4000.1	
Art. 35	2035.1	
Art. 81	4081.1, 4081.2, 4081.3, 4081.4, 4081.5	
5. Propositions opérationnelles inté- ressant l'IATA		
Art. 78	4078.1, 4078.91, 4078.92	(2001.1)
Transmission électronique du bor- dereau AV 7 et questions relatives à l'AV 7	4000.5, 4000.2, 4605.1, 4605.2, 4606.2, 4607.2, 4606.1, 4607.1, 4607.3, 4907.1/Rev 1, 4624.1, 4625.1, 4617.1	(3065.2)
AV 8	4608.91, 4908.91, 4908.92, 4608.1	
6. Utilisation maximale de la voie aérienne pour le transport du courrier	Congrès – Doc 65	
7. Exclusion des marchandises dange- reuses du courrier-avion		
Proposition d'ordre général	4000.3	
8. Paiement des frais de transport aérien		
Art. 86	4086.1, 4086.2, 4086.3, 4327.1, 4327.2, 4327.3	
9. Taux de base du transport aérien du courrier	Congrès – Doc 63	
Proposition d'ordre général	4000.4	
10. Transport aérien intérieur		
Art. 82	4082.1	(2550.1, 2564.1)
	Congrès – Doc 64	
Art. 82 et 83	4082.2, 4083.1, 4082.3/Rev 1, 4083.2/Rev 2	

¹ Seules sont mentionnées ici les propositions corrélatives qui ne figurent pas sur ce point de l'ordre du jour.

	Numéro du Congrès – Doc ou des propositions	Propositions corrélatives ¹
11. Arrangement concernant les colis postaux Art. 51	5051.1, 5051.2	
12. Propositions diverses ayant trait au Règlement d'exécution de la Con- vention Art. 206 Art. 113 Art. 200 Art. 124 Art. 201 Art. 154 Art. 213 Art. 155 Art. 202 Art. 109 Art. 212 Art. 214	4606.1 2513.91, 2513.92 4600.1 2524.91 4601.1, 4601.2 2554.3 4613.1 2555.1 4602.1, 4602.2/Rev 1 2509.5 4612.1 4614.1	(3019.5) (4080.2) (2550.1) (2560.1)
13. Correspondances-avion en transit à découvert Art. 215 Art. 120 Art. 84 Formule AV 4 Art. 215 Art. 220	4615.1, 4615.2 4620.1 4084.1 4904.1 4615.3 4620.2	 (2556.6)
14. Propositions diverses ayant trait au Règlement d'exécution de la Conven- tion et aux formules Art. 182 Art. 219 Art. 221 Art. 222 Art. 226 Art. 227 Formule AV 3 Formule AV 3bis	3582.1 4619.1 4621.1 4622.1, 4622.2 4626.1 4627.1, 4627.2 4903.1, 4903.2 2908.1	(3067.91, 3570.1, 3581.2) (2501.2) (2501.1, 2503.1) (1507.1) (2513.91, 2513.92)

Washington, le 6 décembre 1989

Le Président,

J.E.B. EVANS

¹ Seules sont mentionnées ici les propositions corrélatives qui ne figurent pas sur ce point de l'ordre du jour.

Commission 7 (Colis postaux)

Ordre du jour

	Numéro du Congrès – Doc ou des propositions	Propositions analogues traitées par d'autres Commissions
1. Ouverture de la séance par le Président	–	
2. Adoption de l'ordre du jour	Congrès – Doc 13/Rev 4 Congrès – Doc 13/Add 1	
3. Liste des Pays-membres de la Commission 7 et mise à jour du Protocole final de l'Arrangement concernant les colis postaux	Congrès – Doc 25 et 39	
4. Propositions renvoyées à la séance plénière	Congrès – Doc 66; 5000.3, 5000.4, 5000.5	
5. Propositions renvoyées à d'autres Commissions		
– Commission 4 (Poste aux lettres (Réglementation))	5532.1/Rev 1	(A traiter avec 2568.3/Rev 1)
– Commission 6 (Poste aérienne)	5051.1, 5051.2	
– Commission 10 (Rédaction)	5013.1, 5031.1, 5520.2, 5525.1	
6. Propositions qui, de l'avis du Pré- sident de la Commission, peuvent être adoptées sans discussion au sein de la Commission 7	5004.1, 5010.1, 5014.1, 5028.1, 5050.1, 5511.1, 5537.1	

	Numéro du Congrès – Doc ou des propositions	Propositions analogues traitées par d'autres Commissions
<i>Arrangement</i>		
7. Objet de l'Arrangement Art. 1, proposition d'ordre général	5000.6/Rev 1	
8. Colis postaux Art. 2, par. 1 et 2	5002.1, 5005.1	
9. Catégories de colis Art. 4, par. 3, lettre b) Proposition d'ordre général	5000.2/Rev 1	
10. Objectifs de qualité du service Art. 5bis	5005.91	(2032.91/Rev 1)
11. Tarif Art. 14, par. 1, lettre n)	5014.2, 5512.1, 5541.1	(2033.2)
12. Conditions d'acceptation Art. 18, proposition d'ordre général	5000.1	
13. Traitement des colis acceptés à tort Art. 21, par. 5	5021.1 5538.91	(2933.91)
14. Colis avec valeur déclarée Art. 23, par. 1, lettre a)	5023.1, 5023.2	
15. Avis de réception Art. 27	5027.1	
16. Renvoi à l'expéditeur des colis non livrés Art. 29, par. 2	5029.1/Rev 2, 5538.1/Rev 1	
17. Inobservation par une Adminis- tration des instructions données Art. 35, par. 2	5035.1	
18. Principe et étendue de la respon- sabilité des Administrations postales Art. 39, par. 3 Art. 39, par. 3, lettre b), et 4 Art. 39, par. 7 Art. 39, par. 10	5039.3 5039.2, 5039.5, 5039.6, 5039.7 5039.1 5039.4	(2050.3) (2050.2)

	Numéro du Congrès – Doc ou des propositions	Propositions analogues traitées par d'autres Commissions
19. Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales Art. 42, par. 3 Art. 42, par. 4	5042.2/Rev 1 5042.1	(2055.2)
20. Paiement de l'indemnité Art. 43, par. 2 à 4 Art. 43, par. 4 Art. 43, par. 4bis	5043.1 5043.2 5043.3	(2058.1) (2058.2) (2058.3)
21. Quote-part territoriale de départ et d'arrivée Art. 46, par. 1 Propositions d'ordre général	5046.1/Rev 1, 5046.2, 5046.3, 5046.4 5500.1, 5500.2	
22. Quote-part territoriale de transit Art. 47, par. 1	5047.1/Rev 1, 5047.2	
23. Quote-part maritime Art. 48, par. 2	5048.1/Rev 1, 5048.2	
24. Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement et son Règlement d'exécution Art. 56, par. 1bis et 2	5056.1	(1022.1)
<i>Protocole final</i>		
25. Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles Art. I, par. 2 (nouveau)	5301.1, 5301.2, 5301.3, 5301.4, 5301.5, 5301.6, 5301.10 ¹	
26. Quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles Art. II (tableau)	5302.1, 5302.2, 5302.3	
27. Quotes-parts maritimes Art. IV	5304.1, 5304.2, 5304.3, 5304.4, 5304.5, 5304.6, 5304.7 ¹	
28. Quotes-parts supplémentaires Art. VI, par. 6bis (nouveau)	5306.1/Rev 2 ¹ , 5306.2, 5306.3, 5306.4 ¹	

¹ Proposition(s) reçue(s) après la publication du Congrès – Doc 13/Rev 4.

	Numéro du Congrès – Doc ou des propositions	Propositions analogues traitées par d'autres Commissions
28bis Tarifs spéciaux Art. VII, par. 2bis (nouveau)	5307.1, 5307.2	
28 ^{ter} Retrait. Modification ou correc- tion d'adresse Art. X	5310.1	
28 Dédommagement quin- Art. XIII, § 3 quies	5313.1, 5313.2 – 6 ¹	
28 Paiement de l'indemnité sexies Art. XIV	5314.1 – 4 ¹	
<i>Règlement d'exécution</i>		
29. Renseignements à fournir par les Administrations Art. 101, par. 1, lettre cbis)	5501.1	
30. Voies d'acheminement et quotes- parts Art. 102, par. 5	5502.1	(2563.2)
31. Emballages spéciaux. Signalisa- tion des colis contenant des ani- maux vivants, des matières radio- actives ou des médicaments urgents Art. 105, par. 1, lettre i) Art. 105, par. 1, lettre ibis)	5505.2 5505.1	(2518.2) (2518.1)
32. Colis avec valeur déclarée Art. 108, lettres a), b), d) et ebis) Art. 108, lettre b) Art. 108, lettres c) et d) Art. 108, par. 2 (nouveau)	5508.2/Rev 1 5508.4 5508.3/Rev 2, 5911.3/Rev 2, 5920.3/Rev 2 5508.1/Rev 1	(2532.3, 2533.2) (2533.1)
33. Feuilles de route Art. 119, par. 1 et 3	5519.1, 5911.4	

¹ Proposition(s) reçue(s) après la publication du Congrès – Doc 13/Rev 4.

	Numéro du Congrès – Doc ou des propositions	Propositions analogues traitées par d'autres Commissions
34. Etablissement simplifié des feuilles de route CP 11 et CP 20 Art. 120, par. 2, lettre cbis)	5520.1	
35. Transmission des documents d'accompagnement des colis Art. 121, par. 4	5521.1	
36. Vérification des dépêches par les bureaux d'échange Art. 125, par. 4	5525.2	
37. Constatation des irrégularités et traitement des bulletins de véri- fication Art. 126, par. 5 Art. 126, par. 8	5526.1 5526.2	
38. Divergences relatives au poids ou aux dimensions des colis Art. 127, par. 2	5527.1	
39. Réserves à la livraison de colis spoliés ou avariés Art. 133, par. 3	5533.1	
40. Etablissement des comptes Art. 150, par. 1, 4, 5, 6 et 7 Art. 150, par. 5 Art. 150, titre et par. 6, 7 et 9 Art. 150, par. 4 Art. 150, par. 5	5550.4, 5917.1, 5918.1, 5552.1 5550.5 5550.6 5552.2 5550.1 5550.3 5550.2/Rev 1	(3572.3, 4622.1, 2503.1) (2503.1, 2501.2, 2598.1, 2919.91, 2931.1) (2503.1, 2501.2) (3570.6) (2501.1) (3572.4)
41. Règlement des comptes Art. 152, par. 2	5552.3	

	Numéro du Congrès – Doc ou des propositions	Propositions analogues traitées par d'autres Commissions
--	--	---

Formules

42.	Formule C 2/CP 3	5902.1
43.	Formule CP 11	5911.1, 5911.2/Rev 1
44.	Formule CP 20	5920.1, 5920.2/Rev 1
44bis	Etude à entreprendre concernant le système de transit des colis postaux	2000.6/Rev 1
45.	Divers et imprévu	–

Washington, le 27 novembre 1989

Le Président de la Commission 7,
L. OLÁH

Commission 7 (Colis postaux)

Ordre du jour

Proposition qui a été retirée:

Sujet

Numéro de la proposition

Transmission des documents
d'accompagnement des colis

5521.2

Washington, le 14 novembre 1989

Le Président de la Commission 7,

L. OLÁH

Commission 7 (Colis postaux)

Ordre de discussion des points de l'ordre du jour

	Numéro du Congrès – Doc ou des propositions	Propositions analogues traitées par d'autres Commissions
<i>Arrangement</i>		
9. Catégories de colis Art. 4, par. 3, lettre b) Proposition d'ordre général	5000.2/Rev 1	
10. Objectifs de qualité du service Art. 5bis	5005.91	(2032.91/Rev 1)
11. Tarif Art. 14, par. 1, lettre n)	5014.2, 5512.1, 5541.1	(2033.2)
13. Traitement des colis acceptés à tort Art. 21, par. 5	5021.1 5538.91	(2933.91)
18. Principe et étendue de la respon- sabilité des Administrations postales Art. 39, par. 3 Art. 39, par. 3, lettre b), et 4 Art. 39, par. 7 Art. 39, par. 10	5039.3 5039.2, 5039.5, 5039.6, 5039.7 5039.1 5039.4	(2050.3) (2050.2)
19. Détermination de la responsabi- lité entre les Administrations postales Art. 42, par. 3 Art. 42, par. 4	5042.2/Rev 1 5042.1	(2055.2)
20. Paiement de l'indemnité Art. 43, par. 2 à 4 Art. 43, par. 4 Art. 43, par. 4bis	5043.1 5043.2 5043.3	(2058.1) (2058.2) (2058.3)

	Numéro du Congrès – Doc ou des propositions	Propositions analogues traitées par d'autres Commissions
24. Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement et son Règlement d'exécution Art. 56, par. 1bis et 2	5056.1	(1022.1)
<i>Règlement d'exécution</i>		
28bis Tarifs spéciaux Art. VII, par. 2bis (nouveau)	5307.1	
30. Voies d'acheminement et quotes-parts Art. 102, par. 5	5502.1	(2563.2)
31. Emballages spéciaux. Signalisation des colis contenant des animaux vivants, des matières radioactives ou des médicaments urgents Art. 105, par. 1, lettre i) Art. 105, par. 1, lettre ibis)	5505.2 5505.1	(2518.2) (2518.1)
44bis Etude à entreprendre concernant le système de transit des colis postaux	2000.6	

Washington, le 23 novembre 1989

Le Président de la Commission 7,
L. OLÁH

Commission 8 (Services financiers postaux)

Ordre du jour

	Numéro du Congrès – Doc ou des propositions
1. Ouverture de la réunion par le Président et adoption de l'ordre du jour	Congrès – Doc 14
2. Liste des Pays-membres de la Commission 8	Congrès – Doc 26
3. Mise à jour du Protocole final des Arrangements concernant les services financiers postaux	Congrès – Doc 77
4. Revision des Arrangements concernant les services financiers postaux: Rapport du CE	Congrès – Doc 62
4.1 <i>Résolution.</i> Arrangements des services financiers postaux supprimés. Possibilité de leur maintien ou de leur réintroduction	05
5. Refonte de l'Arrangement concernant les mandats de poste Proposition d'ordre général	6000.1
5.1 Propositions relatives à l'Arrangement révisé des mandats de poste présentées par les Administrations postales	
Art. 1, par. 2	6001.1, 6001.2
Art. 2, par. 2	6002.1, 6002.2
Art. RE 302, par. 3bis	65 0302.1
Art. 4, par. 5bis	6004.1
Art. 4, par. 3bis	6004.2
Art. 4, par. 5	6004.3
Art. RE 1302, par. 1	65 1302.1
Art. RE 402	65 0402.1
Art. 5, par. 2 et 4bis	6005.1
Art. 6, par. 2	6006.1
Art. 12, par. 4	6012.1
Art. 9, par. 6.3	6009.1
Art. 9, par. 6.2, lettre b)	6009.2
Art. 10, par. 3	6010.1

MP 16bis	6916.91
Art. RE 201	65 0201.1
Art. RE 202, par. 2 et 4	65 0202.1
Art. RE 202, par. 4bis	65 0202.2
Art. RE 401	65 0401.1
Art. RE 613, par. 2.1	65 0613.1
Art. RE 303, par. 6	65 0303.2
Art. RE 303, par. 6bis	65 0303.1
Art. RE 304, par. 2	65 0304.1
Art. RE 305	65 0305.1
Art. RE 604	65 0604.1
Art. 608, par. 7	65 0608.2
Art. RE 703	65 0703.1
Art. RE 1104, chiffre 2°	65 1104.1
MP 3	6903.1
MP 14	6914.1
Art. RE 307, par. 1	65 0307.1
Art. RE 315	65 0315.1
Art. RE 608, par. 2 et 7	65 0608.1
Art. RE 609, par. 8	65 0609.1
Art. 1101, par. 7	65 1101.1
Art. 1202, par. 1bis	65 1202.1
5.2 Télégrammes des services financiers postaux (POSTFIN)	
Proposition d'ordre général	6000.2
5.3 Proposition se rapportant au texte de Hambourg	
Art. 4	16 004.1 (retirée)
5.4 Formules	
Proposition d'ordre général	6900.1
6. Refonte de l'Arrangement concernant le service des chèques postaux	
Proposition d'ordre général	7000.1
6.1 Propositions relatives à l'Arrangement révisé du service des chèques postaux présentées par les Administrations postales	
Art. 1, par. 1 et 2	7001.1
Art. 1bis et 1ter	7001.2
Art. RE 101	75 0101.1
Art. RE 102	75 0102.3
Art. 2	7002.1
Art. 3, par. 4	7003.3/Rev 1
Art. 3, par. 6	7003.1
Art. 3, par. 7	7003.4, 7003.2
Art. 7, par. 5	7007.1
Art. 17, par. 1	7017.1
Art. RE 102, par. 1	75 0102.2
Art. RE 102, par. 5 et 6	75 0102.1
Art. 103, par. 2	75 0103.1
Art. RE 201, par. 5	75 0201.1
VP 14	7914.1

	Article RE 201, par. 6	75 0201.2
	VP 15	7915.1
	Art. RE 301, par. 3 et 4	75 0301.1
	Art. RE 1301, par. 2	75 1301.1
	Art. 313, par. 3	75 0313.1
	Art. RE 313, par. 4	75 0313.2
	Art. RE 317	75 0317.1
6.2	Propositions relatives aux postchèques	
	Art. 12, par. 3	7012.1
	Art. RE 1301, par. 1	75 1301.2
	Art. 14, par. 2	7014.1
	Art. RE 1302, par. 1	75 1302.2
	Art. RE 1302, par. 1 et 2	75 1302.1
6.3	Proposition d'ordre rédactionnel	
	Art. 9, par. 2	7009.1 R
6.4	Formules	
	Proposition d'ordre général	7900.1
7.	Refonte de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement	
	Proposition d'ordre général	8000.1
7.1	Propositions relatives à l'Arrangement révisé des envois contre remboursement présentées par les Administrations postales	
	Art. RE 202	85 0202.1
	Art. R 3bis	8903.91
	Art. R 6bis	8906.91
	R 11	8911.91
	Art. RE 303, par. 1 et 3	85 0303.1
	Art. RE 305, par. 3	85 0305.1
	Art. RE 301, par. 2	85 0301.1
	Art. RE 601bis	85 0601.91
7.2	Formules	
	Proposition d'ordre général	8900.1
8.	Divers et imprévus	–

Washington, le 14 novembre 1989

Le Président de la Commission 8,

H. KNAUTHE

Commission 9 (Coopération technique)

Ordre du jour

	Numéro du Congrès – Doc ou des propositions
1. Ouverture par le Président de la Commission	–
2. Approbation de l'ordre du jour	Congrès – Doc 15/Rev 1
3. Note sur les documents à examiner par le Congrès en matière de coopération technique	Congrès – Doc 49
4. Politique et activités de coopération technique	Congrès – Doc 50
5. Programme d'action en matière d'assistance technique et moyens nécessaires	Congrès – Doc 51 015 et 016
6. Présence accrue de l'UPU sur le terrain en matière d'assistance technique	Congrès – Doc 55 019 et 06
7. Ressources humaines et formation	Congrès – Doc 54
8. La coopération technique entre pays en développement (CTPD)	Congrès – Doc 52 017
9. L'action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés (PMA)	Congrès – Doc 53 018
10. Principes directeurs régissant les activités d'assistance technique de l'UPU	021
11. Divers	

Washington, le 15 novembre 1989

Le Président,

H. DIARRA

**Rapport sur l'ensemble
de l'activité du Conseil exécutif
1984–1989**

Liste des abréviations utilisées dans le cadre de l'Union

ACAST	Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement	FID	Fédération internationale de la documentation
ACCIS	Comité consultatif pour la coordination des systèmes d'information	FIDA	Fonds international pour le développement agricole
AID	Association internationale de développement	FIPP	Fédération internationale de la presse périodique
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique	FISE	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
AMC	Année mondiale des communications	FMANU	Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies
APPU	Union postale de l'Asie et du Pacifique	FMI	Fonds monétaire international
BCI	Bureau consultatif interorganisations du PNUD	FUNU	Force d'urgence des Nations Unies
BI	Bureau international	GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement	GTP	Groupe de travail du Programme (PNUD)
BIT	Bureau international du travail	GTQAF	Groupe de travail des questions administratives et financières du PNUD
BRI	Banque des règlements internationaux	HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
CAC	Comité administratif de coordination (ONU)	IATA	Association du transport aérien international
CAPTAC	Conférence des Administrations des postes et télécommunications des Etats de l'Afrique centrale	ICS	Chambre internationale de la marine marchande
CCD	Conseil de coopération douanière	IICE	Institut international des caisses d'épargne
CCEP	Conseil consultatif des études postales	IPTT	Internationale du personnel des postes, télégraphes et téléphones
CCI	Corps commun d'inspection	ISO	Organisation internationale de normalisation
CCI	Chambre de commerce internationale	ITA	Institut du transport aérien
CCINU	Comité commun des Nations Unies pour l'information	JSPB	Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel (des Nations Unies)
CCIR	Comité consultatif international des radio-communications (UIT)	JSPF	Caisse commune des pensions du personnel (Nations Unies)
CCITT	Comité consultatif international télégraphique et téléphonique (UIT)	LEA	Ligue des Etats arabes
CCQA	Comité consultatif (du CAC) pour les questions administratives	NIBP	Nomenclature internationale des bureaux de poste
CCQAB	Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires	OACI	Organisation de l'aviation civile internationale
CCQF	Comité consultatif (du CAC) pour les questions de fond	OIT	Organisation internationale du travail
CDCC	Comité de développement et de coopération des Caraïbes	OMI	Organisation maritime internationale
CE	Conseil exécutif	OMM	Organisation météorologique mondiale
CEA	Commission économique pour l'Afrique	OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
CEAO	Commission économique pour l'Asie occidentale	OMS	Organisation mondiale de la santé
CEE	Commission économique pour l'Europe	OMT	Organisation mondiale du tourisme
CEPAL	Commission économique pour l'Amérique latine	ONG	Organisations non gouvernementales
CEPT	Conférence européenne des Administrations des postes et des télécommunications	ONU	Organisation des Nations Unies
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
CFPI	Commission de la fonction publique internationale	OPI	Service de l'information des Nations Unies
CIC	Centre international de calcul (des Nations Unies)	OUA	Organisation de l'unité africaine
CICR	Comité international de la Croix-Rouge	PAM	Programme alimentaire mondial (ONU/FAO)
CIES	Centre d'information économique et sociale des Nations Unies	PIDC	Programme international pour le développement de la communication
CINU	Centre d'information des Nations Unies	PMA	Pays les moins avancés (ONU)
CMI	Comité maritime international	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	PVNU	Programme des volontaires des Nations Unies
CPC	Comité du programme et de la coordination (ECOSOC)	SAL	Courrier de surface transmis par avion (Surface Air Lifted)
CS	Conseil de sécurité	SFI	Société financière internationale
CSTD	Comité de la science et de la technique au service du développement	UAPT	Union africaine des postes et télécommunications
CT	Conseil de tutelle	UIC	Union internationale des chemins de fer
CTPD	Coopération technique entre pays en développement	UIT	Union internationale des télécommunications
DTS	Droit de tirage spécial	UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
ECOSOC	Conseil économique et social des Nations Unies	UNITAR	Institut de formation et de recherche des Nations Unies
ECPA	Comité d'experts pour les ajustements de poste	UNRWA	Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient
EMS	Courrier accéléré international (Express Mail Service)	UPA	Union postale arabe
FAFI	Fédération des associations de fonctionnaires internationaux	UPAE	Union postale des Amériques et de l'Espagne
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	UPAf	Union postale africaine
		UPAP	Union panafricaine des postes
		UPPN	Union postale des pays du Nord
		UPU	Union postale universelle

Sommaire

	Paragraphes
I. Introduction	1
II. Généralités concernant le Conseil exécutif	2 à 6
III. Activités du Conseil exécutif	7 à 151
1 Généralités concernant l'Union	8 à 11
1.1 Pays-membres	8
1.2 Fonctionnement de l'Union	9
1.3 Questions politiques	10
1.4 Rapport sur les activités de l'Union	11
2 Actes de l'Union	12 à 70
2.1 Généralités	12 à 14
2.2 Règlement général	15
2.3 Convention	16 à 46
A. Modification de l'article 6 de la Convention	16 et 17
B. Questions communes aux différents services postaux internationaux	18 à 37
C. Poste aux lettres	38 à 46
D. Poste aérienne	47 à 57
2.4 Colis postaux	58 à 61
2.5 Services financiers postaux	62 à 69
A. Généralités	62
B. Mandats de poste	63 à 66
C. Chèques postaux	67 et 68
D. Remboursements	69
2.6 Service EMS	70
3 Organes de l'UPU	71 à 95
3.1 Congrès	71 à 73
A. Règlement intérieur	71 et 72
B. Organisation et fonctionnement	73
3.2 Conseil exécutif (CE)	74 et 75
3.3 Conseil consultatif des études postales (CCEP)	76 à 78
A. Généralités	76
B. Organisation et fonctionnement	77 et 78
3.4 Bureau international	79 à 95
A. Personnel	79 à 86
B. Caisse de prévoyance de l'UPU	87
C. Documents et publications	88 à 94
D. Rationalisation accrue de l'organisation et du fonctionnement du Bureau international	95

	Paragraphes
4 Finances	96 à 104
4.1 Règlement financier	96
4.2 Budget	97
4.3 Comptes	98
4.4 Fonds de réserve	99 et 100
4.5 Problème des arriérés à l'UPU	101
4.6 Choix de la classe de contribution	102
4.7 Limite des dépenses de l'Union	103
4.8 Divers	104
5 Coopération technique	105 à 126
5.1 Généralités	105 à 113
5.2 Questions administratives et financières	114 à 119
5.3 Programmation et exécution des programmes et projets	120 à 125
5.4 Evaluation	126
6 Relations extérieures	127 à 151
6.1 Unions restreintes	127
6.2 Organisation des Nations Unies (ONU)	128 à 134
6.3 Institutions spécialisées et Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)	135 et 136
6.4 Autres organisations	137 à 142
6.5 Information publique	143 à 151
IV. Conclusions	152 à 160

Annexes

- I Résultats des travaux confiés au Conseil exécutif par le Congrès de Hamburg
- II Liste des résolutions et décisions du Conseil exécutif 1984–1989

I. Introduction

1. Le présent rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil exécutif est présenté au Congrès conformément à l'article 103, paragraphe 2, du Règlement général.

Ce rapport reflète l'ensemble des travaux effectués par le Conseil durant les cinq dernières années. Il rend compte des tâches qui ont été confiées au Conseil exécutif par le Congrès de Hamburg 1984, sous forme de résolutions ou décisions, et de celles qui lui sont dévolues de par les Actes de l'Union ou qui ont leur origine dans la proposition d'une Administration ou d'un groupe d'Administrations.

Il y a lieu de préciser cependant que certaines études confiées au Conseil exécutif font l'objet de documents distincts du présent rapport parce qu'ils nécessitent des développements spéciaux. On trouvera néanmoins les références nécessaires dans ce rapport.

En ce qui concerne les travaux du CE, du CCEP et du Bureau international, spécialement faits dans le sens de la Déclaration de Hamburg, le résultat de ces activités fait l'objet du «Rapport commun du CE, du CCEP et du BI au Congrès sur la mise en œuvre de la Déclaration de Hamburg» (Congrès – Doc 21).

Les paragraphes du présent rapport sont désignés par une série continue de numéros afin de faciliter les références.

II. Généralités concernant le Conseil exécutif

2. Le Congrès de Hambourg 1984 a élu les 39 membres suivants du Conseil exécutif: Algérie, Amérique (Etats-Unis), Arabie saoudite, Australie, Belgique, Bénin, Brésil, Cameroun, Chili, Colombie, Côte d'Ivoire (Rép.), Egypte, Ethiopie, France, Gabon, Honduras (Rép.), Hongrie (Rép. pop.), Inde, Iraq, Irlande, Japon, Jordanie, Liban, Madagascar, Mexique, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Pérou, Pologne (Rép. pop.), Portugal, Roumanie (Rép. soc.), Sénégal, Suisse, Thaïlande, URSS, Uruguay, Zambie. Présidé par la République fédérale d'Allemagne, le CE, au cours de sa séance constitutive, a élu aux vice-présidences le Bénin, la Jordanie, le Mexique et l'URSS (décision CE 1 Hambourg). Le tableau I reproduit ci-après donne tous les renseignements au sujet de la durée des sessions du Conseil exécutif et des participants à ces sessions.

3. Pour l'étude de la plupart des questions relevant de sa compétence, le Conseil a constitué dix Commissions dont certaines ont, à leur tour, créé des Groupes de travail. Le tableau II ci-après fournit les renseignements relatifs aux réunions et à la composition de ces organes. En outre, il fait également état des travaux des organes mixtes que le Conseil exécutif a reconduits ou créés pour l'étude de questions communes à l'UPU et à d'autres organisations internationales. Ces organes mixtes sont les suivants: Comité de contact IATA/UPU et Groupes de travail mixtes IATA/UPU, Comité de contact CCD/UPU.

4. Conformément aux décisions du Congrès de Hambourg 1984, plusieurs études ont été menées à chef par le Conseil exécutif avec la collaboration du CCEP ou, comme par le passé, celle des Administrations postales non membres du Conseil exécutif. Cette dernière collaboration s'est manifestée par le truchement de questionnaires qui ont permis au Conseil de connaître l'avis d'un grand nombre d'Administrations et parfois de trouver des solutions qui correspondent à l'avis de la majorité des Pays-membres.

5. En ce qui concerne les activités du Conseil exécutif, les Administrations ont été renseignées chaque année et de façon exhaustive par le compte rendu analytique, par le Cahier des résolutions et décisions ainsi que par les documents du Conseil exécutif qui leur ont été envoyés après chacune des sessions, conformément à l'article 103, paragraphe 1, du Règlement général. En outre, les Administrations ont reçu le Recueil des résolutions et décisions adoptées par la Commission exécutive et de liaison, puis par le Conseil exécutif et qui étaient encore valables à l'issue du Congrès de Hambourg 1984.

6. Les résultats des travaux confiés au Conseil exécutif par le Congrès de Hambourg sont résumés dans l'annexe I au présent rapport qui indique également les Congrès – Doc et les propositions qui ont résulté de ces études. Quant à l'annexe II, elle reproduit la clef de classement ainsi que la liste des résolutions et décisions adoptées par le Conseil exécutif de 1984 à 1989. Ces résolutions et décisions reflètent, avec les Congrès – Doc et les propositions soumis par le Conseil au Congrès de Washington, l'aboutissement des travaux effectués par ce Conseil.

Réunions du Conseil exécutif

Tableau I

Sessions	Dates	Président	Secrétaire général	Pays-membres repré- sentés	non repré- sentés	Observateurs	Invités
1984 (Consti- tutive)	23 juillet	F. Koller	M.I. Sobhi	39	Honduras (Rép.)	–	–
1985	22 avril au 16 mai	F. Koller	A.C. Botto de Barros	40	–	ONU, Président, Vice-Président et 7 Présidents des Commissions du CCEP, CAPTAC, CEPT, UAPT, UPA, UP AE, UP Af, UP AP, APPU, UPPN, CCD, OACI, OIT, OMS, UIT, LEA, OUA, Association du personnel du BI	–
1986	22 avril au 8 mai	F. Koller	A.C. Botto de Barros	40	–	ONU, Président, Vice-Président et 6 Présidents des Commissions du CCEP, CAPTAC, CEPT, UAPT, UPA, UP AE, UP Af, UP AP, APPU, UPPN, OMS, UIT, LEA, OUA, Association du personnel du BI	–
1987	27 avril au 14 mai	F. Koller	A.C. Botto de Barros	39	Uruguay	ONU, Président, Vice-Président et 7 Présidents des Commissions du CCEP, CAPTAC, CEPT, UPA, UP AE, UP Af, UP AP, APPU, UPPN, OACI, UIT, LEA, OUA, Association du personnel du BI	–
1988	28 avril au 13 mai	F. Koller	A.C. Botto de Barros	38	Honduras (Rép.), Pérou	ONU, Président, Vice-Président et 7 Présidents des Commissions du CCEP, CAPTAC, CEPT, UPA, UP AE, UP Af, UP AP, APPU, UPPN, OACI, UIT, LEA, OUA, Association du personnel du BI	Doyen du XXe Congrès
1989	10 au 28 avril	F. Koller	A.C. Botto de Barros	36	Honduras (Rép.), Liban, Pérou	ONU, Président, Vice-Président et 7 Présidents des Commissions du CCEP, CAPTAC, CEPT, UPA, UP AE, UP Af, UP AP, APPU, UPPN, OACI, UIT, LEA, OUA, Association du personnel du BI	Doyen du XXe Congrès

Réunions des Commissions, Groupes de travail, etc., du Conseil exécutif

Organe	Pays-membres	Présidence Vice-Présidence	Réunions		Nombre de séances	Résultats des travaux, voir sous chiffres
			Année	Dates		
1	2	3	4	5	6	7
Commission 1 (Personnel)	Tous les Pays-membres du CE	Hongrie (Rép. pop.) Uruguay	1985	29 avril	1	
			1986	5 mai	1/2	
			1987	8 mai	1	
			1988	29 avril	1	
			1989	18 avril	1	
Commission 2 (Finances)	Tous les Pays-membres du CE	Japon Colombie	1985	30 avril	1	
			1986	2 mai	1	
			1987	12 mai	1	
			1988	29 avril	1	
			1989	21 avril	1	
Commission 3 (Affaires générales)	Tous les Pays-membres du CE	Suisse Gabon	1985	22 et 23 avril	2	
			1986	24 et 25 avril	3	
			1987	29 et 30 avril	3	
			1988	21 avril	2	
			1989	12 et 13 avril	2	
Commission 4 (Poste aux lettres)	Tous les Pays-membres du CE	Amérique (Etats-Unis) Côte d'Ivoire (Rép.)	1985	24 avril	1	
			1986	2 mai	1	
			1987	7 mai	1	
			1988	23 avril	1	
			1989	17 avril	2	
Commission 5 (Frais de transit et frais terminaux)	Tous les Pays-membres du CE	France Pologne (Rép. pop.)	1985	23 et 24 avril	2	
			1986	28 et 29 avril	2	
			1987	4 mai	2	
			1988	25 avril	2	
			1989	19 et 20 avril	3	
– Groupe de travail pour le calcul des taxes de base (GT 1)	Amérique (Etats-Unis), Belgique, Brésil, Côte d'Ivoire (Rép.), Japon	Australie (Pays rapporteur)	1987	28 avril	1	
			1988	19 avril	1	
			1989	10 avril	1	

Organe	Pays-membres	Présidence Vice-Présidence	Réunions		Nombre de séances	Résultats des travaux, voir sous chiffres
			Année	Dates		
1	2	3	4	5	6	7
- Groupe de travail pour la tarification selon les nouveaux principes (GT 2)	Allemagne, Rép. féd. d', Hongrie (Rép. pop.), Jordanie, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Uruguay	Norvège	1988	19 avril	1	
		(Pays rapporteur)	1989	10 avril	1	
Commission 5 (Frais de transit et frais terminaux)						
- Groupe de travail des frais terminaux (GT 3)	Amérique (Etats-Unis), Chili, Egypte, France, Sénégal, Suisse, URSS	Inde (Pays rapporteur)	1986	18 et 19 février	3	
				26 avril	1	
			1987	12 février	2	
				27 avril	1	
				1988	20 avril	1
		1989	11 avril	2		
Commission 6 (Poste aérienne)						
	Tous les Pays-membres du CE	Australie Norvège	1985	25 avril	1	
			1986	1er mai	1	
			1987	1er mai	1	
			1988	27 avril	1	
			1989	12 et 13 avril	2	
Commission 7 (Colis postaux)						
	Tous les Pays-membres du CE (ils sont tous signataires de l'Arrangement concernant les colis postaux)	Brésil Arabie saoudite	1985	25 avril	1	
			1986	29 avril	1	
			1987	8 mai	1	
			1988	27 avril	1	
			1989	21 avril	2	
- Groupe de travail pour la revision des quotes-parts territoriales et maritimes	Amérique (Etats-Unis), France, Japon, Liban, Nouvelle-Zélande, Portugal, Sénégal, Suisse	Allemagne, Rép. féd. d', (Pays rapporteur)	1986	23 avril	1	
			1987	29 avril	1	
			1988	20 avril	1	
			1989	17 avril	1	

Organe	Pays-membres	Présidence Vice-Présidence	Réunions		Nombre de séances	Résultats des travaux, voir sous chiffres
			Année	Dates		
1	2	3	4	5	6	7
Commission 8 (Services financiers postaux)	Tous les Pays-membres du CE signataires des Arrangements concernant les services financiers postaux, à savoir Algérie, Allemagne, Rép. féd. d', Amérique (Etats-Unis), Belgique, Bénin, Cameroun, Chili, Côte d'Ivoire (Rép.), Egypte, France, Gabon, Hongrie (Rép. pop.), Japon, Jordanie, Liban, Madagascar, Mexique, Norvège, Pérou, Pologne (Rép. pop.), Portugal, Roumanie (Rép. soc.), Sénégal, Suisse, Thaïlande, Uruguay	Egypte Belgique	1985	29 avril	1	
			1986	25 avril	1	
			1987	7 mai	1	
			1988	22 avril	1	
			1989	18 avril	2	
- Groupe de travail pour la revision des Arrangements concernant les services financiers postaux (y compris l'Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques)	Algérie, Bénin, France, Hongrie (Rép. pop.), Sénégal	Suisse (Pays rapporteur)	1986	23 avril	2	
			1987	9 au 11 février	6	
				28 avril	1	
			1988	1er au 4 février	8	
				29 novembre	6	
				au 1er décembre		
Commission 9 (Coopération technique)	Tous les Pays-membres du CE	Ethiopie Pakistan	1985	26 avril	2	
			1986	30 avril	2	
			1987	11 mai	2	
			1988	18 avril	2	
			1989	20 et 21 avril	2	
Commission 10 (Information et documentation)	Tous les Pays-membres du CE	Thaïlande Nigéria	1985	30 avril	1	
			1986	1er au 2 mai	2	
			1987	6 mai	2	
			1988	26 avril	1	
			1989	14 avril	1	

Organe	Pays-membres	Présidence Vice-Présidence	Réunions		Nombre de séances	Résultats des travaux, voir sous chiffres
			Année	Dates		
1	2	3	4	5	6	7
Groupe de travail du CE chargé de l'étude des suggestions concernant le fonctionnement de l'Union	Amérique (Etats-Unis), Colombie, Grande- Bretagne, Hongrie (Rép. pop.), Inde, Japon, Nigéria, Sénégal, Tunisie, URSS	Suisse	1988	27 et 28 juin	4	
				28 et 29 octobre	2	
			1989	12 janvier	2	
Comité de contact IATA/UPU	Allemagne, Rép. féd. d', Amérique (Etats-Unis), Arabie saoudite, Bénin, Chili (dès 1986), Norvège, Pologne (Rép. pop.), Zambie	Australie	1985	18 octobre	1	
			1989	13 avril	1	
Groupe de travail «Taux de base» ¹ IATA/UPU	Arabie saoudite, Norvège	Australie (rapporteur)	1986	22 avril	1	
			1987	16 octobre	1	
				5 mai	1	
				15 octobre	1	
			1988	2 mars	1	
Groupe de travail «Maximalisation» ² IATA/UPU	Pologne (Rép. pop.)	Bénin (rapporteur)	1986	22 avril	1	
			1987	14 mai	1	
Groupe de travail Documentation ² IATA/UPU	Allemagne, Rép. féd. d', Chili, Zambie	Amérique (Etats-Unis) (rapporteur)	1986	22 avril	1	
			1988	16 octobre	1	
				2 mars	1	
			1989	13 octobre	1	
Comité de contact CCD/UPU	France, Nouvelle- Zélande, Pologne (Rép. pop.), Sénégal	Amérique (Etats-Unis) (rapporteur)	1986	22 au		
				24 février	2	
			1987	20 et 21 février	4	
			1988	19 et 20 février	4	
				28 et 29 janvier	4	
			1989	23 et 24 janvier	4	

¹ Le CE 1988 a décidé de changer l'appellation de ce Groupe en «Commercial».

² Le CE 1988 a décidé de fusionner ces deux Groupes et de leur donner l'appellation «Opérations».

III. Activités du Conseil exécutif

7. Les tâches effectuées par le Conseil exécutif sont décrites succinctement ci-après, avec indication des résultats auxquels le Conseil a abouti pour chacune d'elles. Ces tâches sont énumérées dans le même ordre que celui qui a été retenu pour la clé de classement des résolutions et décisions du Conseil exécutif reproduite dans l'annexe II au présent rapport.

1. Généralités concernant l'Union

1.1 Pays-membres

8. Depuis le dernier Congrès, trois pays (Brunei Darussalam, Saint-Christophe-et-Nevis et Samoa occidentale) ont adhéré et un pays (Kiribati) a été admis à l'UPU. Au 14 août 1989, le nombre des Pays-membres de l'Union s'élève à 170.

1.2 Fonctionnement de l'Union

9. Compte tenu de l'importance des suggestions faites par le Bureau international et d'autres Administrations aux fins d'adapter le fonctionnement de l'UPU aux exigences commerciales et techniques actuelles, le Conseil exécutif en a confié l'étude à un Groupe de travail (décision CE 8/1988). Sur la base des conclusions du rapport du Groupe de travail, le CE a retenu une série de propositions couvrant les aspects juridiques et réglementaires (voir Congrès Doc – 72) ainsi que les aspects opérationnels et financiers (voir Congrès – Doc 73).

1.3 Questions politiques

10. Chaque année, le Conseil exécutif a été saisi d'un document dans lequel le Bureau international faisait état des initiatives qu'il avait prises en vue de collaborer, dans la mesure de ses possibilités, à l'application de certaines résolutions des Nations Unies concernant l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Il a également pris acte du texte des résolutions concernant ce problème. Un rapport particulier a été élaboré à ce sujet pour le Congrès (voir Congrès – Doc 23).

1.4 Rapport sur les activités de l'Union

11. Conformément à l'article 102, paragraphe 6, lettre l), du Règlement général, le Conseil exécutif a examiné et approuvé le rapport annuel établi par le Bureau international sur les activités de l'Union.

2 Actes de l'Union

2.1 Généralités

12. Réglementation postale internationale (résolution C 56) (voir Congrès – Doc 72).

13. Fonction de dépositaire des Actes de l'Union et intervention du Gouvernement suisse dans les cas d'adhésion et d'admission à l'Union ainsi que de sortie de celle-ci. Faisant suite à la demande du Département fédéral des affaires étrangères de la Confédération suisse dont il a été saisi, le Conseil exécutif a adopté les propositions de modification des Actes destinées à transférer au Bureau international ces fonctions résiduelles exercées jusqu'à présent par la Suisse. Il s'agit notamment:

- des articles 11, §§ 3 et 5; 12; 23, §§ 2, 3 et 4; et 26 de la Constitution (voir propositions 1011.1, 1012.1, 1023.1 et 1026.1);
- des articles 109, § 2, et 122, § 1, du Règlement général (voir propositions 1509.2 et 1522.1);
- d'un nouvel article à insérer au Quatrième Protocole additionnel à la Constitution (voir proposition 1033.91).

14. Le Conseil exécutif a par ailleurs jugé opportun de revoir les dispositions de l'article 21, § 4, relatives à la détermination de la classe de contribution des nouveaux pays adhérant à l'Union, dispositions ne correspondant plus à la pratique actuelle (voir proposition 1021.1).

2.2 Règlement général

15. Transfert au Bureau international de la compétence pour la mise au concours des postes de Directeur général et de Vice-Directeur général du Bureau international. Par référence à la pratique d'autres institutions spécialisées de l'ONU, le Conseil exécutif a opté pour le transfert au Bureau international de la compétence pour la mise au concours des postes de Directeur général et de Vice-Directeur général du Bureau international. Il a en conséquence adopté le projet de modification de l'article 108, § 2, du Règlement général (voir proposition 1508.1).

2.3 Convention

A. Modification de l'article 6 de la Convention

16. Estimant que cet article concerne uniquement la création des nouveaux services, le Conseil exécutif n'a pas retenu l'idée d'y insérer des dispositions expresses confirmant le maintien, entre les Administrations qui le désirent, des Arrangements ou parties de ceux-ci supprimés par l'UPU. En revanche, il a adopté un projet de résolution laissant aux Administrations intéressées la possibilité de maintenir ou de réintroduire ultérieurement entre elles tout ou partie des Arrangements supprimés par l'UPU (voir proposition 05).

17. Il a par ailleurs estimé nécessaire d'améliorer le texte de cet article par une modification d'ordre rédactionnel (voir proposition 2006.1)

B. Questions communes aux différents services postaux internationaux

18. Traitement douanier des envois postaux (résolution C 49). Les questions relatives au traitement douanier des envois postaux ont été examinées par le Comité de contact CCD/UPU reconstitué en vertu de la résolution précitée (voir chiffre 6.4). Les Administrations postales et douanières ayant été consultées, les problèmes retenus pour étude par le Conseil exécutif et le CCD ont porté sur les sujets repris ci-après.

19. Transport illicite de stupéfiants par la poste. Depuis plusieurs années, l'UPU étudie, en collaboration avec le Conseil de coopération douanière (CCD), les actions communes à entreprendre pour lutter efficacement contre le trafic illicite des stupéfiants par la poste. Les résultats des différentes consultations menées à ce sujet, tant du côté postal que douanier, ont été communiqués aux Administrations membres des deux organisations qui ont été invitées à formuler des observations sur les conclusions qui en découlaient.

Cependant, compte tenu de la persistance de l'accroissement du trafic de stupéfiants, le Comité de contact a préconisé un certain nombre de mesures pratiques dont notamment, pour les Administrations qui en manifesteraient le désir, la formation de leurs agents à la détection des envois contenant des stupéfiants, à l'entrée comme à la sortie du territoire national.

Dans le cadre de cette formation dont le financement a été assuré par le Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues (FNULAD), le Comité de contact a retenu l'élaboration d'un opuscule sur les moyens de détecter le trafic de la drogue par la poste et la tenue de séminaires regroupant la poste, le CCD, la Division des stupéfiants des Nations Unies et Interpol. Le premier séminaire s'est tenu à Bangkok (Thaïlande) du 3 au 14 octobre 1988. Sur la base des résultats de ce séminaire ainsi que des observations et suggestions des consultants, le CE a approuvé la tenue d'un deuxième séminaire en Amérique latine et chargé le BI de soumettre au FNULAD un programme global de séminaires ultérieurs établi conjointement avec le Secrétariat du CCD.

20. Actions des Administrations postales intermédiaires dans le cas où des dépêches closes en transit sont soupçonnées de contenir des stupéfiants. L'étude effectuée par le précédent CE sur la procédure à appliquer par une Administration postale intermédiaire dans le cas où il est présumé qu'une dépêche close en transit contient des stupéfiants, avait abouti à l'adoption, par le Congrès de Hambourg, du vœu C 55. Aux termes de ce dernier, les dépêches visées ne sont pas ouvertes dans le pays de transit, mais toutes les mesures devraient être prises afin qu'elles soient dûment signalées aux autorités douanières et postales du pays de destination auxquelles il appartient de prendre les mesures qui s'imposent.

Toutefois, à la suite d'une enquête menée par le CCD auprès de ses pays membres, celui-ci a estimé que le problème du traitement douanier des opérations de transit devrait être étudié par les deux Secrétariats en vue d'une modification partielle du vœu précité, afin de tenir compte notamment de la technique dite de «livraison surveillée».

Le vœu C 55 modifié, qui a été approuvé par le Comité de contact puis par le Conseil exécutif, fait l'objet de la proposition 2500.5.

21. Dédouanement du courrier accéléré international (EMS). Cette question a été évoquée pour la première fois lors de la 10e réunion du Comité de contact, puis au Congrès de Hambourg qui a adopté la résolution C 25 chargeant le CCEP «d'entreprendre de toute urgence les actions nécessaires au développement technique, économique et pratique de ce service en vue de son application rapide par le plus grand nombre possible d'Administrations postales». Le CE 1985 a, par la suite, décidé d'inscrire cette question à l'ordre du jour du Comité de contact.

A la suite des consultations menées aussi bien du côté postal que douanier, le CCD a approuvé, lors de sa session de juin 1987 à Ottawa, une série de directives destinées à simplifier et à harmoniser le dédouanement des envois dits exprès parmi lesquels le courrier accéléré international dénommé EMS. Ces directives ont été communiquées aux Administrations postales et douanières pour être appliquées, à titre d'essai, pendant une année à l'issue de laquelle le Bureau international a communiqué au CCD les observations et suggestions des Administrations postales qu'ont inspirées lesdites directives. Les résultats de l'enquête menée à ce sujet, tant du côté postal que douanier, n'ayant pas apporté de résultats concluants, le Comité de contact CCD/UPU a suggéré que la période d'essai pour la mise en oeuvre des directives soit prorogée jusqu'en juin 1989, de manière qu'il soit possible d'apprécier leur application et, le cas échéant, d'apporter les modifications qui conviennent au texte initial.

22. Création d'une formule type pour signaler aux autorités postales et douanières les envois postaux saisis. Aux termes de l'article 36, § 8, de la Convention, l'Administration d'origine doit être informée des raisons pour lesquelles un envoi admis à tort n'est ni renvoyé à l'origine, ni remis au destinataire. Afin de faciliter la fourniture de cette information, il a été proposé de créer une formule ad hoc.

Une première formule a été diffusée pour être mise à l'essai pendant une année. A l'issue de cette période, la formule a été complétée compte tenu des suggestions des Administrations. Le CE 1988 a approuvé la formule révisée qui fait l'objet de la proposition 5538.91, ainsi que des propositions corrélatives 2933.91 et 2543.91.

23. Présentation de la Liste des objets interdits (résolution C 54). Par la résolution précitée, le Congrès de Hamburg a chargé le Conseil exécutif d'entreprendre une étude visant à apprécier la possibilité de modifier la présentation de la Liste des objets interdits afin d'en rendre la consultation plus aisée. Le CE 1985 a décidé d'inscrire cette étude au programme de travail du Comité de contact CCD/UPU et désigné la France comme rapporteur.

Un inventaire des méthodes de classement utilisées dans les autres organisations telles que l'ISO, l'OMS, etc., n'ayant pas permis de trouver un système plus rationnel, le Comité de contact a suggéré de prendre comme base de la nouvelle Liste des objets interdits la Nomenclature du CCD. Avec le concours du CCD et de sa propre administration douanière, le pays rapporteur a proposé une nouvelle présentation de la Liste des objets interdits. Cette nouvelle présentation fait l'objet de la proposition 2500.4.

24. Systèmes de dédouanement utilisés pour les colis contenant des objets ayant une valeur marchande; accélération des opérations. Cette étude, qui vise à consulter les Administrations afin de connaître leur avis sur la nature des systèmes de dédouanement utilisés pour les colis commerciaux et le temps nécessaire au dédouanement, a été soumise au Comité de contact CCD/UPU depuis 1982. Après plusieurs consultations, ce dernier en était arrivé à la conclusion que la création, au plan national, de comités douane/poste et l'application de l'Annexe F.4 de la Convention douanière dite de Kyoto étaient de nature à faciliter et à accélérer le dédouanement des envois postaux. Aussi, dès sa 11^e réunion, le Comité de contact avait-il chargé les Secrétariats du CCD et de l'UPU de diffuser à leurs pays membres respectifs:

- le vœu C 40 du Congrès de Hamburg demandant aux Administrations postales d'inciter leurs autorités nationales chargées des services douaniers à ratifier l'Annexe F.4;
- un document élaboré par les Pays-Bas au sujet du dédouanement de certains colis en provenance de l'étranger par la poste elle-même.

Le Comité avait, en outre, demandé aux Secrétariats du CCD et de l'UPU de rappeler à leurs membres l'intérêt qui s'attache à la création de comités nationaux douane/poste. Pour sa part, le Bureau international a donné suite à ces décisions du Comité de contact en diffusant la lettre-circulaire n° 0205(B 2)1620 du 23 juin 1986.

Cela étant, le Conseil exécutif a fait sienne la décision du Comité de contact de mettre un terme à l'examen de cette question.

25. Valeur en douane des marchandises expédiées par la poste. Compte tenu du fait que, dans certains pays, la totalité de l'affranchissement payé par l'expéditeur est incluse dans la valeur douanière de la marchandise transportée, l'UPU avait estimé que le CCD devrait recommander à ses pays membres de ne pas prendre en considération, dans la taxation, les frais correspondant aux travaux d'arrivée et de remise.

Afin de permettre à la Direction de la valeur du CCD d'émettre un avis sur cette question, le Comité avait demandé à l'UPU d'examiner la possibilité d'isoler les frais de transport «vers la frontière» et «de la frontière» du montant global de l'affranchissement.

Compte tenu du fait que, pour les colis postaux, la partie de l'affranchissement correspondant aux travaux d'arrivée et de remise pouvait être assimilée à la quote-part d'arrivée, le Comité a souhaité qu'une étude soit faite en ce qui concerne les envois de la poste aux lettres et notamment les petits paquets.

La consultation menée à cet égard n'ayant pas permis de dégager une information chiffrée comme le désirait la douane, le Comité de contact a demandé à l'UPU d'élaborer des propositions plus concrètes. La proposition faite à cet égard consiste à établir le principe selon lequel les personnes

qui utilisent le service postal pour transporter des marchandises ne devraient pas être pénalisées en ayant à payer des droits de douane plus élevés. Il a donc été demandé au CCD d'inviter les Administrations douanières à respecter ce principe et, pour ce faire, à ne pas inclure les frais de transport «de la frontière» dans la valeur en douane, lorsque cette inclusion constituerait une discrimination à l'encontre du service de la poste et de ses clients.

La douane n'a pas cependant jugé nécessaire d'établir un nouveau principe étant donné que, selon le système de la Valeur de Bruxelles (DVB), les frais de livraison à l'intérieur du pays d'importation ne sont pas inclus dans la valeur en douane et qu'aux termes de l'Accord sur l'évaluation du GATT il n'est pas interdit de déduire les frais de transport après l'importation du montant total des frais de transport, à condition qu'il soit possible de les distinguer. Au niveau du CCD, aucune solution ne peut être trouvée, chaque Administration douanière étant libre d'appliquer le système qui lui convient le mieux. Cela étant, le CE a décidé que le BI communique la liste des pays membres du GATT aux Administrations postales en leur demandant de fournir les renseignements nécessaires aux autorités douanières afin que celles-ci puissent agir dans le cadre des systèmes d'évaluation du GATT, si elles le jugent utile.

26. Examen des dispositions prises pour le traitement d'envois comprenant plusieurs colis. Soumise à l'examen du Comité de contact en 1982 par la Grande-Bretagne, cette proposition visait à n'exiger qu'un jeu de documents pour les expéditions comprenant plusieurs colis commerciaux pour le même destinataire (expéditions groupées). Le Comité avait, à l'époque, demandé à la Grande-Bretagne de poursuivre son expérience dans le domaine considéré et de lui faire part des résultats obtenus. Ces derniers ayant été jugés insuffisants par la Grande-Bretagne, celle-ci a retiré sa proposition. Cela étant, le CE 1987 a supprimé cette étude du programme de travail du Comité de contact.

27. Utilisation des techniques informatiques en ce qui concerne le trafic postal et coopération entre les autorités douanières et postales. Cette question dérive d'une précédente étude «Réflexion sur les perspectives d'évolution des techniques et prestations postales et des méthodes de contrôle douanier et conséquences réciproques pour les deux parties».

Soumise au Comité de contact en 1982, cette étude visait à instaurer une concertation entre la poste et la douane au sujet de l'évolution des systèmes de dédouanement informatisés. A cet égard, le CCD avait chargé son Groupe de travail des ordinateurs d'inclure cette étude dans son programme de travail. Les travaux dudit groupe dans le domaine considéré ont abouti à l'élaboration d'une directive préliminaire qui a été communiquée aux Administrations postales et douanières pour commentaires et compléments éventuels.

L'UPU a, pour sa part, mené une enquête sur la base d'un questionnaire préparé par le CCD. Les renseignements complémentaires fournis par les Administrations postales ont été communiqués au CCD afin de permettre à son Groupe de travail sur les ordinateurs de mettre à jour la directive préliminaire élaborée précédemment.

En outre et à la demande du CCD, le Bureau international a invité les Administrations postales à lui fournir dorénavant tout renseignement nouveau relatif à leur technique informatique en usage ou à venir.

A ce stade, l'étude de la question a été considérée comme terminée. Toutefois, le Secrétariat du CCD a informé l'UPU que des changements interviendront sans doute, compte tenu du développement actuel d'interfaces entre la douane et les organisations commerciales et de transport. Compte tenu de ces informations, il a été décidé de créer un groupe de travail de l'UPU tout spécialement chargé d'examiner les questions relatives aux interfaces poste/douane et poste/transporteurs qui pourraient être créées (voir Congrès – Doc 66).

Lors de sa première réunion, le 3 mai 1988, ce GT a discuté du mandat qu'il doit remplir et a décidé de diffuser un questionnaire aux pays membres du CE et du CCEP destiné à recueillir des renseignements qui permettraient de définir les actions que l'UPU devra prendre dans ce domaine. Les réponses à cette consultation ont confirmé l'intérêt de la définition d'une interface télématique avec la douane ainsi que le besoin de réaliser un service électronique de suivi et de localisation des envois, notamment ceux de l'EMS.

Lors de la deuxième réunion, le 17 octobre 1988, les discussions du GT ont porté sur l'utilisation généralisée des normes EDIFACT par les Administrations postales de l'Union, les interfaces électroniques avec les partenaires de l'UPU, l'organe de l'UPU qui doit être chargé de la poursuite des travaux en question et les actions à envisager lors du Congrès de Washington.

Cela étant, il a été décidé de présenter au Congrès un projet de résolution chargeant le CE, en collaboration avec le CCEP, de la tâche de l'introduction de la télématique à l'UPU et deux projets de recommandation préconisant l'utilisation par les Administrations postales de normes télématiques de l'ISO (voir propositions d'ordre général 5000.3, 5000.4 et 5000.5).

La Belgique a été désignée pour participer, au nom de l'UPU, aux travaux du Groupe consultatif sur la télématique du CCD.

28. Fusion du bulletin d'expédition CP 2 avec la déclaration en douane C 2/CP 3. Dans le cadre de l'étude sur les méthodes d'acheminement de la déclaration en douane C 2/CP 3, il avait été demandé au Comité de contact d'étudier la possibilité de combiner le bulletin CP 2 et la déclaration en douane C 2/CP 3.

Une première étude, menée par la Grande-Bretagne, a abouti à des conclusions négatives dans leur ensemble, tant en ce qui concerne l'élaboration de la formule que son utilisation. Toutefois, parmi les différents modèles de «liasses de documents» examinés par le Comité, celle présentée par l'Administration française des postes a suscité un grand intérêt. Afin d'aboutir à la création d'une seule et même formule qui soit acceptable pour toutes les Administrations, il a été décidé de confier cette étude au Groupe de travail de la Commission 7 (Colis postaux) du CE.

Un projet de formule-liasse, calqué sur la formule française, a été établi par le pays rapporteur (Allemagne, Rép. féd. d'). Toutefois, ce projet n'a été retenu ni par le Comité de contact, ni par le Groupe de travail qui ont formulé un certain nombre d'observations et ont chargé le pays rapporteur de poursuivre l'étude en question en tenant compte des observations faites au sujet de la formule.

29. Modifier la déclaration en douane C 2/CP 3 de manière qu'on puisse y indiquer la date de la remise des envois à la douane et celle de leur restitution par celle-ci. Présentée par l'Administration postale de l'Amérique (Etats-Unis), cette proposition vise à modifier la déclaration en douane C 2/CP 3 de manière qu'on puisse y mentionner la date de sa remise à la douane et celle de sa restitution par celle-ci et expliquer ainsi les retards imputables aux formalités douanières tout en déterminant les délais nécessaires pour dédouaner certains colis.

Lors de l'examen de cette question, à la 11e réunion, le CCD a estimé qu'il serait préférable de trouver une solution au niveau national, plutôt que de recourir à la modification proposée. Le Comité de contact a suggéré que l'Administration postale des Etats-Unis d'Amérique poursuive son expérience en collaboration avec l'administration douanière de ce pays et qu'elle informe ultérieurement le Comité des résultats obtenus.

L'Amérique (Etats-Unis) a, par la suite, informé le Comité de contact que l'inscription à la main des données nécessaires dans un registre ou leur enregistrement automatique par ordinateur constituent la meilleure solution pour répondre le cas échéant au demandeur sur l'origine du retard apporté à la livraison d'un colis et qu'il n'est pas nécessaire de faire figurer les renseignements voulus sur l'envoi lui-même. Par conséquent, elle a préféré retirer sa proposition.

30. Dédouanement des substances chimiques de référence. A la suite d'une résolution adoptée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Secrétariat de l'OMS a transmis à l'UPU et au CCD une note demandant à ces organisations de lui apporter leur concours pour faciliter l'importation au niveau international des substances chimiques de référence en cause.

Un projet d'étiquette élaboré par le Bureau international et portant l'inscription «Urgent» et la mention «Médicaments» ou «Substances chimiques de référence» a été présenté à l'OMS qui l'a approuvé. Le Comité de contact puis le Conseil exécutif ont aussi approuvé ce projet ainsi que les propositions visant à modifier les articles pertinents du Règlement d'exécution de la Convention et celui de l'Arrangement concernant les colis postaux (voir propositions 2518.2 et 5505.2).

31. Désignation des colis postaux contenant des marchandises qui ne devraient pas faire l'objet d'un contrôle à l'aide d'appareils radiographiques ou éventuellement d'une ouverture (matériel photographique, tissus vivants, etc.). Cette proposition de l'administration douanière de la Tchécoslovaquie, présentée à la 11e réunion du Comité de contact, vise à créer une étiquette spéciale pour la désignation des colis postaux qui ne doivent pas être ouverts en raison de la sensibilité de leur contenu.

Une enquête menée par le Bureau international (lettre-circulaire n° 3710(B)1880 du 26.9.86) a fait ressortir que les Administrations postales, comme les administrations douanières, favorisent l'utilisation d'une étiquette spéciale pour désigner les colis en question, la douane se réservant toutefois le droit de vérifier les envois visés si elle le juge nécessaire.

Chargé de présenter un projet d'étiquette au Comité de contact, le Bureau international, après avoir consulté l'ISO, a élaboré trois projets qu'il a soumis pour examen à deux Administrations postales, celle de la Tchécoslovaquie (afin de recueillir les observations de l'administration douanière, auteur de la proposition initiale) et celle de l'Allemagne, Rép. féd. d' (en tant que Président du Groupe de travail des colis postaux). Ces deux Administrations ont porté leur choix sur le même modèle qui a été présenté au Comité de contact. Ce dernier a invité le BI à reviser la formule en y ajoutant le symbole utilisé par l'ISO pour signaler les produits à ne pas exposer aux rayons X et en insérant dans le texte des modifications des articles précités les mots «sans précautions spéciales» après «ne devraient pas être ouverts».

L'Administration douanière de la Tchécoslovaquie a approuvé la formule révisée. Celle-ci, ainsi que les propositions de modification des articles pertinents du Règlement d'exécution de la Convention et de celui de l'Arrangement concernant les colis postaux qui ont été établies en conséquence ont été approuvées par le Comité de contact et ensuite par le CE (voir propositions 2518.1 et 5505.1).

32. Expédition par la poste de spécimens scientifiques de matières dangereuses [résolution C 15] (voir rubrique lettre D ci-après).

33. Augmentation du seuil d'admission des colis familiaux (colis-cadeaux). Mandatée par la CEPT, l'Administration des postes de France a présenté, à la 12e réunion du Comité en 1987, un document visant à relever le seuil d'admission en franchise des envois postaux. La douane a cependant estimé qu'il revenait à l'UPU de saisir officiellement le CCD d'une proposition dans le sens préconisé. Aussi, le CE 1987 a-t-il chargé le Bureau international de présenter une demande au Secrétaire général du CCD.

Le Comité technique permanent du CCD a répondu à cette demande en signalant que cette question devrait être réglée au niveau des Comités de contact douane/poste nationaux. La demande a été néanmoins soumise au CCD.

Lors de la 14e réunion du Comité de contact, la douane a fait connaître qu'aucune instance du CCD n'est en mesure de proposer une solution. Le Comité a suggéré à l'UPU de soumettre une nouvelle demande dans deux ou trois ans.

34. Indication spéciale sur les colis contenant des documents ou des objets sans valeur marchande (échantillons) pour libéralisation du contrôle douanier de ces envois. Mandatée également par la CEPT, l'Administration postale de France a présenté, à la 12e réunion du Comité (février 1987) une demande visant à dispenser du contrôle douanier systématique les colis sans valeur commerciale dans le pays de destination, afin d'en accélérer le traitement douanier.

A l'appui de cette demande, la France a relevé que certains colis ne contiennent que des documents ou des objets sans valeur marchande et leur présentation au contrôle douanier dans le pays de destination aurait pour effet de retarder le dédouanement des colis passibles de droits. Le premier symposium douane/poste de la CEPT (novembre 1986 à Copenhague) a chargé l'Administration postale française de demander que la question soit incluse dans le programme de travail du Comité de contact. Ce dernier a marqué son accord pour l'inscription de la question à l'ordre du jour de la 13e réunion.

Désignée comme rapporteur, la France a présenté au Comité de contact (14e réunion, Bruxelles 1989) les propositions de modification des formules C 2/CP 3 et C 1, la République fédérale d'Allemagne chargée elle-même de la fusion des formules CP 2 et C 2/CP 3 devant tenir compte de ces modifications, le cas échéant.

Le Comité de contact a, après avoir apporté des amendements, retenu la proposition relative à la formule C 2/CP 3 (proposition 5902.1). Par contre, il n'a pas modifié la formule C 1.

35. Difficultés imputables à l'absence des formules C 1 et C 2/CP 3 ou établissement incorrect de ces formules. Cette question a été soulevée par la douane lors de la 14e réunion du Comité de contact CCD/UPU (février 1989 à Bruxelles).

La douane a insisté sur la nécessité que les envois soient accompagnés de la formule C 2/CP 3 ou C 1 correctement remplie en soulignant notamment que c'est aussi dans l'intérêt des Administrations postales qui désirent un dédouanement rapide.

Le CE a fait sienne cette décision du Comité de contact.

36. Participation des pays hôtes aux réunions du Comité de contact. Le CE 1987 a décidé d'inviter les Administrations postales et douanières de Belgique et de Suisse alternativement aux réunions du Comité de contact CCD/UPU en fonction du lieu de la réunion.

37. Reconstitution du Comité de contact CCD/UPU. Compte tenu de l'étroite collaboration qui s'est instaurée entre l'UPU et le CCD et des résultats concrets déjà obtenus, le Conseil exécutif propose que le Comité de contact soit reconstitué après le Congrès de Washington (proposition 2000.4).

C. Poste aux lettres

38. Taxes de base (résolution C 79). Le Congrès de Hamburg 1984 avait chargé le Conseil exécutif d'étudier la question de savoir si les dispositions de l'article 19 de la Convention, concernant la fixation des taxes d'affranchissement pour les envois de la poste aux lettres, sont appropriées et d'étudier la possibilité de prévoir un système dont l'application permettrait aux taxes de garder leur valeur réelle dans l'intervalle entre deux Congrès.

Le Groupe de travail GT 1, formé en 1985 par le Conseil exécutif pour étudier ces questions, s'est réuni trois fois et a examiné les sujets suivants:

- 1° besoins de la clientèle;
- 2° facteurs extérieurs ayant une influence sur le volume du trafic postal;
- 3° coûts moyens des services postaux;
- 4° effets du DTS sur le niveau des taxes;

- 5° utilité de fixer des taxes de base uniformes dans la Convention et les modalités pour assouplir l'article 19 de la Convention, y compris l'élaboration de propositions visant à la suppression de son paragraphe 2 c) et à la conversion des taxes de base en taxes indicatives;
- 6° montants des taxes à insérer dans la Convention par le Congrès de Washington 1989;
- 7° introduction dans l'article 19 d'une procédure de modification des taxes dans l'intervalle entre deux Congrès;
- 8° harmonisation des limites de poids des catégories de la poste aux lettres.

Les résultats de ces travaux se trouvent dans le Congrès – Doc 58.

39. Tarification des envois mixtes (décision C 59). Par cette décision du Congrès de Hamburg 1984, le Conseil exécutif a été chargé d'étudier d'une façon plus approfondie la proposition 3019.7 visant à modifier les conditions de tarification des envois mixtes.

Le CE 1985 a chargé le Bureau international de mener une consultation auprès des membres du Conseil exécutif en tenant compte, entre autres, des aspects économiques. L'enquête effectuée en 1986 a fait ressortir que la majorité des Administrations auraient des difficultés à accepter le système de tarification préconisé dans la proposition concernant le trafic de départ. En revanche, une majorité d'Administrations ont déclaré que, pour le trafic d'arrivée, il n'y aurait pas de problèmes. Vu que le sujet est étroitement lié aux questions traitées par le GT 1, le CE 1987 a chargé ce Groupe de travail de l'étudier également.

Les résultats de ces travaux se trouvent dans le Congrès – Doc 58.

40. Tarification selon de nouveaux principes de classification des envois de la poste aux lettres (décision C 60 et résolution C 62). Par la résolution C 62 du Congrès de Hamburg 1984, le Conseil exécutif a été chargé d'examiner les possibilités de passer du système de tarification basé sur le contenu des envois de la poste aux lettres à un autre basé sur les notions de priorité/non-priorité ou, éventuellement sur d'autres critères, et d'examiner, comme alternative, la possibilité d'admettre un tel système (ou d'autres systèmes) pendant une période transitoire parallèlement au système traditionnel. Par sa décision C 60, le Congrès a également confié au Conseil exécutif l'étude de la proposition 3019.10 visant à donner aux pays utilisant dans le service intérieur un système de tarification basé sur la priorité la possibilité d'utiliser ce système aussi pour l'étranger. Le Conseil exécutif a trouvé opportun de prendre également en considération dans l'étude la proposition 3019.9 visant à admettre dans le trafic international une classification fondée sur la notion de normalisation.

Pour répondre à ce mandat, le CE 1985 a créé le Groupe de travail (GT 2) qui s'est réuni deux fois.

Sur la base d'une consultation effectuée en 1986 auprès de toutes les Administrations postales, le CE 1987 a pu constater qu'il n'y a pas de majorité absolue pour un système de tarification, mais qu'une nette majorité d'Administrations accepteraient l'existence simultanée de plus d'un système, du moins durant une période transitoire. C'est pourquoi une deuxième consultation a été effectuée en 1987 sur:

- le fondement légal de la coexistence de plusieurs systèmes;
- les aspects concernant l'exploitation, comme le marquage des envois prioritaires et non prioritaires ainsi que des liasses et des sacs contenant de tels envois, et le traitement de ce courrier dans les pays de transit et de destination;
- les objectifs en matière de délais;
- les aspects divers, comme les effets sur le service de distribution par exprès et les coupons-réponse.

Les résultats des travaux, y compris ceux des consultations, se trouvent en détail dans le Congrès – Doc 59.

41. Frais de transit (résolutions C 41 et C 50). Par la résolution C 41 du Congrès de Hambourg 1984, le Conseil exécutif a été chargé d'actualiser les barèmes des frais de transit à fixer dans la Convention. La résolution C 50 dudit Congrès a chargé le Conseil exécutif de réexaminer la méthodologie en vigueur et de rechercher les moyens d'éliminer les distorsions contenues dans les données entrant en ligne de compte pour le calcul des barèmes.

En 1986 et 1987, le Conseil exécutif a chargé le Bureau international d'entreprendre les travaux nécessaires à cet égard, à savoir entre autres:

- recensement des pays de transit et recherches mathématiques destinées à analyser les données utilisées ainsi que leur influence sur la valeur des barèmes;
- simulation des barèmes de frais de transit de Hambourg 1984 comme si tous les pays de transit avaient fourni une réponse;
- simulation des barèmes calculés selon la même méthode mais présentés selon l'échelonnement des distances confirmé par le recensement.

En outre, le CE 1987 a chargé le Bureau international, en collaboration avec le Chili, la France et la Grande-Bretagne, d'étudier les questions relatives aux rémunérations des dépêches expédiées en transit par l'intermédiaire d'Administrations acheminant par S.A.L. leur propre courrier de surface et d'étudier le problème posé par le retour des sacs vides du courrier S.A.L.

Le CE 1988 a chargé le Bureau international d'étudier l'impact des nouvelles modalités de transport, notamment le transport multimodal par conteneur transporté aussi bien par terre que par mer et l'utilisation des transports routiers porte-à-porte du bureau d'échange de départ au bureau d'échange de destination. L'étude comprend, entre autres, les modalités de rémunération à utiliser pour le courrier de transit et la publication d'informations sur la possibilité d'envoyer le courrier en transit via des Administrations utilisant ces nouveaux moyens d'acheminement.

Les résultats des travaux ci-devant sont décrits dans le Congrès – Doc 61.

42. Frais terminaux (résolution C 42). Pour la conduite de l'étude des frais terminaux, le CE 1985 a créé le Groupe de travail GT 3 qui, lors de ses huit réunions, a examiné les sujets suivants:

- 1° coûts de traitement du courrier international d'arrivée (deux enquêtes différentes ont été effectuées);
- 2° conséquences de l'utilisation du DTS comme unité de compte;
- 3° détermination des proportions des envois LC et des envois AO du courrier international en déséquilibre;
- 4° autres aspects à considérer comme le développement du trafic et du marché et l'impact des frais terminaux sur le trafic;
- 5° repostage, notamment la relation entre les frais terminaux et le repostage;
- 6° modalités selon lesquelles une discussion en table ronde pourrait avoir lieu les 6 et 7 avril 1989 avant la présentation des propositions définitives.

Les résultats de ces travaux, y compris ceux de la table ronde sur les frais terminaux, sont décrits dans le Congrès – Doc 60.

43. Frais de transit et frais terminaux pour le courrier du Bureau international et celui des Unions restreintes. La suppression à l'article 65 de la Convention de l'exemption des frais de transit et des frais terminaux pour les envois admis en franchise postale ayant engendré des conséquences inévitables pour le pays siège de l'Union en ce qui concerne le courrier du Bureau international, le Conseil exécutif a corrigé cette anomalie en recommandant aux Administrations postales de renoncer aux frais terminaux pour ledit courrier (recommandation CE 4/1986).

Quant au courrier des Unions restreintes, le Conseil exécutif a jugé opportun de laisser auxdites Unions le soin de régler elles-mêmes le problème des frais de transit et des frais terminaux de leur courrier (décisions CE 5/1986 et CE 8/1987).

44. Conséquences de l'utilisation du DTS comme unité de compte (résolutions C 42 et C 79). Dans le cadre des résolutions sur les frais terminaux et les taxes d'affranchissement, le Congrès de Hambourg 1984 avait demandé au Conseil exécutif d'étudier les effets du DTS tant sur le niveau des frais terminaux que sur celui des taxes. Le CE 1986 a chargé la France d'actualiser l'étude présentée au Congrès de Hambourg 1984. Des enquêtes, entre autres sur l'évolution des taxes des lettres internationales jusqu'à 20 g, ont été effectuées auprès des Administrations postales en 1986, 1987 et 1988. Les résultats ont été utilisés dans les études sur les taxes d'affranchissement et sur les frais terminaux. Les résultats complets sont décrits dans le Congrès – Doc 57.

45. Déclaration de Hambourg: Etat du réseau postal mondial. Dans le cadre des mesures pratiques suggérées pour atteindre les objectifs mentionnés dans la Déclaration de Hambourg, le CE et le CCEP ont décidé, entre autres, de procéder au contrôle de la qualité du service postal à l'échelle mondiale, notamment celui des délais d'acheminement.

Le CE 1986, pour sa part, a désigné (décision CE 11/1986), la Commission de la poste aux lettres (Réglementation) comme responsable du suivi des travaux de contrôle. L'analyse de ces derniers a permis de préconiser des mesures de redressement et de prendre des initiatives en matière de coopération technique. Tous les renseignements recueillis ont été diffusés à l'ensemble des Administrations (lettres-circulaires 4475-673(C)1420, 1586 et 1721 des 5 mai, 28 juin et 8 août 1988; lettre-circulaire 3350(C)1720 du 5 août 1988). Toutes les activités relatives à la Déclaration de Hambourg sont présentées dans le «Rapport commun du CE, du CCEP et du BI au Congrès sur la mise en œuvre de la Déclaration de Hambourg» (Congrès – Doc 21).

46. Repostage. Informé des activités des entreprises dites de repostage (remailers) ainsi que des conséquences que cela entraîne pour le service postal, le CE 1987 a décidé que les Administrations seraient consultées pour déterminer leurs vues sur ces activités et chargé l'Amérique (Etats-Unis), Président de la Commission de la poste aux lettres, de conduire cette étude dont les résultats sont consignés dans le Congrès – Doc 56.

D. Poste aérienne

47. Taux de base du transport aérien du courrier (résolution C 45). Etant donné que les nombreuses études effectuées par le Conseil exécutif avant le Congrès de Hambourg 1984 n'ont abouti à aucune méthode permettant de fixer le taux de base du transport aérien du courrier, le Congrès a chargé le Conseil exécutif de suivre la question avec l'OACI et l'IATA sur un plan général, tout en appelant l'attention du Conseil sur le rapport entre la rémunération du transport aérien du courrier et les tarifs du fret aérien effectivement payés.

A sa session d'avril/mai 1985, le Conseil exécutif a donc abordé cette question en prenant notamment acte de la lettre du 30 novembre 1984 du Directeur général de l'IATA – qui a fait part de la déception des transporteurs aériens face à la décision du Congrès de maintenir le taux de base de 1,74 fr-or par t/km pendant toute la durée des Actes du Congrès de Hambourg.

Toutefois, avant d'élaborer son programme de travail, le CE 1985 a estimé utile tout d'abord de s'informer auprès des Administrations postales de l'importance du taux interadministrations dans la fixation de la rémunération payée aux compagnies aériennes nationales ou étrangères. L'enquête menée à cette fin a révélé que la quasi-totalité des 84 Administrations ayant participé à la consultation sont en faveur du maintien d'un taux de base maximum dans les Actes, ce qui leur permettra de se protéger lors des négociations avec les compagnies aériennes sans préjudice de la possibilité pour elles d'obtenir des tarifs plus avantageux. L'IATA a alors fait savoir qu'elle s'estimait dans l'impossibilité d'engager ses membres à respecter l'accord de 1948 sur la priorité de transport accordée au courrier si le taux n'était pas augmenté. Les résultats d'une consultation effectuée en 1987 sur la question de la priorité a fait ressortir, qu'en fait, l'absence d'un accord ne soulève en général pas de grandes difficultés.

Lors des discussions avec l'IATA, la question s'est posée de savoir si le montant du taux doit être établi en fonction des tarifs ou recettes du fret aérien. En effet, selon les statistiques de l'OACI 1986, il s'est avéré que la recette unitaire poste est plus favorable à l'IATA puisque cette recette correspond à 61 % de la recette unitaire marchandises. Or, pour sa part, l'IATA maintient que si un lien était établi entre les recettes poste et celles des marchandises le courrier ne pourrait pas bénéficier des avantages qui lui sont consentis et devrait être soumis aux conditions de traitement appliquées aux marchandises. Finalement, le Conseil a estimé qu'il n'était pas souhaitable d'établir un lien avec le tarif de fret. L'IATA a fait savoir par la suite qu'elle était désormais en principe d'accord pour que le taux à payer sur les courtes distances soit supérieur à celui qui serait appliqué sur les longues distances. De ce fait, l'étude de la question s'est orientée dans le sens de trouver un système de calcul d'un taux dégressif. A cet effet, diverses consultations ont été réalisées auprès des Administrations de l'Union. Ces consultations ont permis, d'une part, d'actualiser la distance moyenne pondérée mondiale (qui s'est élevée à 4220 km) et, d'autre part, de constater le rejet des taux dégressifs par la grande majorité des Administrations et leur attachement au maintien dans les Actes du taux unique de 1,74 fr-or.

Lors des discussions au sein du CE, cette position a été reprise par la majorité des membres du Conseil malgré l'insistance de l'IATA (exprimée lors de la réunion du Comité de contact IATA/UPU) en vue d'obtenir l'institution de taux dégressifs avec majoration du taux.

Finalement le CE a décidé de recommander au Congrès le maintien du statu quo en matière de taux de base du transport aérien du courrier, à savoir: *un taux unique de 1,74 fr-or par t/km*. L'ensemble des travaux effectués par le CE sont exposés dans le Congrès – Doc 63.

48. Principe et méthode de calcul des frais de transport aérien intérieur (résolution C 14). L'étude effectuée à ce sujet avant le Congrès de Hamburg a abouti au maintien du droit à la perception des frais de transport aérien intérieur. Toutefois, le Congrès a chargé le CE de poursuivre l'étude pour déterminer si le droit à la perception de ces frais est toujours justifié et, le cas échéant, d'améliorer le système actuel. Les résultats de l'étude effectuée à ce sujet ayant abouti à la conclusion que le droit à la perception des frais de transport aérien intérieur était justifié, le CE 1986 a décidé de mieux approfondir certains aspects de la question, notamment la méthode de calcul à appliquer pour la perception desdits frais. A l'issue d'une dernière consultation menée en 1988, le CE a décidé, d'une part, l'institution d'une distance minimale de 300 km au-dessous de laquelle l'Administration de destination ne serait pas en droit de percevoir des frais de transport aérien intérieur et, d'autre part, la limitation de la perception de ces frais à la différence entre le coût de transport aérien et celui de surface sans que ce taux dépasse 1,74 fr-or la t/km. En outre, le CE a entériné le principe du calcul des distances moyennes pondérées par le Bureau international sur la base des données fournies par les Administrations. Le détail des études effectuées par le CE est exposé dans le Congrès – Doc 64.

49. Réexpédition et renvoi à l'origine des correspondances par la voie aérienne (résolution C 82). Afin d'améliorer la qualité du service offert aux usagers, le Congrès a institué comme règle la réexpédition et le renvoi à l'origine des lettres-avion et cartes postales-avion par la voie la plus rapide (normalement la voie aérienne). La résolution C 82 charge le CE de revoir les conditions dans lesquelles les envois peuvent être ainsi réexpédiés et d'actualiser et simplifier les dispositions y relatives.

Ayant conclu à l'issue de la première partie de l'étude que l'utilisation systématique de la voie la plus rapide (la voie aérienne) pour la réexpédition des lettres-avion et cartes postales-avion ne présente en général pas de difficultés, le Conseil exécutif a décidé de poursuivre l'étude dans le but de déterminer si certains problèmes d'ordre économique pouvaient être surmontés en vue de rendre possible l'utilisation systématique de la même voie pour les AO-avion. Une deuxième consultation menée en 1987 sur cet aspect du problème a révélé que les frais de réexpédition ou de renvoi à l'origine par la voie aérienne des AO ne sont pas en effet très conséquents par rapport au coût total des envois-avion et que les Administrations semblent appliquer certaines limitations de poids pour les envois en question.

En conclusion, le CE a décidé de recommander aux Administrations qui n'utilisent pas systématiquement la voie aérienne pour la réexpédition et le renvoi à l'origine des AO-avion de recourir à cette voie, dans la plus grande mesure possible, selon leurs possibilités économiques. Cette recommandation est matérialisée par la proposition 4000.1.

50. Expédition par la poste de spécimens scientifiques de matières dangereuses (résolution C 15). Par cette résolution, le Congrès charge le CE d'étudier la possibilité de permettre l'expédition par la poste d'envois contenant une «petite quantité» de certaines matières dangereuses, et cela pour répondre aux besoins scientifiques et commerciaux des organismes de recherche, des institutions publiques et des entreprises commerciales. La consultation des Administrations sur la nature des matières pouvant être éventuellement expédiées comme «spécimens scientifiques» ainsi que sur l'importance du problème dans les échanges internationaux a révélé que 17 Administrations seulement ont été saisies de demandes pour transmettre par la poste de tels spécimens et échantillons.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) pensent que les matières dont il s'agit sont déjà vraisemblablement transmises par la poste illicitement. Une réglementation appropriée pour leur expédition par la poste serait utile et entraînerait une amélioration de la sécurité.

Toutefois l'IATA, principale intéressée par la question, s'est opposée à ce genre de transport par la poste aérienne, les opérations de contrôle, estime-t-elle, étant difficiles à appliquer et sa nouvelle réglementation, entrée en vigueur en 1988, prévoyant des dispositions très restrictives en la matière.

Néanmoins, le CE a décidé de poursuivre le dialogue avec l'IATA sur cette question au sein du Comité de contact IATA/UPU, dans le cadre général de l'envoi dans le courrier-avion des marchandises dangereuses. C'est dans ce contexte qu'il a décidé, sur recommandation du Groupe de travail IATA/UPU chargé de l'étude de la question, d'engager une action de sensibilisation de la clientèle postale et d'amélioration de la formation du personnel postal chargé de l'acceptation et du traitement des marchandises dangereuses actuellement admises au transport aéropostal (circulaire du Bureau international n° 39 du 20 juin 1988).

L'action du Conseil exécutif s'est également matérialisée par l'organisation lors de sa session de 1989 et pour le Congrès de Washington d'une exposition portant sur tout le matériel et les moyens utilisés par les Administrations dans le domaine considéré, et par le développement de moyens de publicité sur les marchandises dangereuses dans le courrier-avion, notamment la préparation d'une affiche, de dépliants et de films vidéo qui seront mis à la disposition des Administrations postales.

D'autre part, le CE a estimé devoir maintenir cette question à l'ordre du jour de ses travaux après le Congrès de Washington, de manière à tenir compte des évolutions à cet égard. Cette décision est concrétisée par la proposition de résolution 4000.3.

51. Retards dans le règlement des comptes (recommandation C 71). Par cette recommandation, le Congrès de Hambourg 1984 invite notamment les Administrations à régler sans retard les comptes afférents au transport aéropostal. Dans le cadre des travaux conjoints IATA/UPU, il est apparu nécessaire d'aller au-delà de cette recommandation du Congrès en améliorant le dispositif juridique de manière à faciliter ces règlements qui continuent à préoccuper les compagnies aériennes. Aussi, sur proposition du Comité de contact IATA/UPU, le CE a-t-il décidé de formuler à l'intention du Congrès une proposition de modification de l'article 86, § 2, lettre b), de la Convention, qui tend à faciliter le règlement direct des comptes entre les Administrations postales et les transporteurs aériens, mesures concrétisées par la proposition 4086.1.

52. Liste des distances aéropostales. Cette liste est révisée tous les cinq ans en procédant à l'actualisation du coefficient de majoration sur une base purement technique ayant pour but de déterminer la différence, pour l'ensemble des parcours figurant dans la liste, entre la distance orthodromique de bout en bout et la somme des distances orthodromiques d'escale sur les lignes les plus courtes. Les calculs effectués par l'IATA sur la base des horaires les plus récents des compagnies aériennes ont donné un nouveau coefficient moyen de 3,25 %. L'IATA, invoquant notamment la décision du Congrès de Hamburg de maintenir le statu quo en ce qui concerne le taux de base du transport aérien du courrier (§ 47 ci-devant), a suggéré que l'UPU accepte de maintenir le coefficient de majoration actuel de 4 % pour la période d'application des Actes de Hamburg.

Le Conseil exécutif a estimé devoir accéder à cette demande de l'IATA. Il a en outre accepté la proposition visant à retirer de la liste les parcours ayant cessé d'être exploités, étant toutefois entendu que les nouveaux parcours devraient être ajoutés à la liste, même s'ils sont empruntés par moins de trois vols par semaine, et cela pour permettre aux Administrations de disposer d'une référence quelle que soit la périodicité d'un vol.

53. Transbordement direct des dépêches-avion entre compagnies aériennes différentes (résolution C 70). Le CE a eu à s'occuper de cette question sous les quatre aspects suivants:

- a) Bordereau AV 7 de substitution. Avant le Congrès de Hamburg 1984, l'IATA a saisi l'UPU du problème des dépêches-avion devant être transbordées directement, mais arrivant dans les aéroports sans bordereau de livraison AV 7. Les compagnies aériennes qui trouvent ces dépêches se chargent de leur réacheminement jusqu'à l'aéroport de destination, mais – en l'absence d'un document postal justificatif – éprouvent des difficultés à se faire payer par l'Administration d'origine des dépêches. A l'issue d'un dialogue prolongé avec les compagnies aériennes sur la nécessité et la conception d'un bordereau de substitution à établir en cas d'absence du bordereau AV 7, le CE a adopté un bordereau AV 7 18bis de substitution mis au point par le Comité de contact IATA/UPU. Ce bordereau qui sera servi par les compagnies aériennes est accepté par les Administrations postales. En outre, le CE a adopté les principes directeurs de l'utilisation de ce bordereau, ainsi qu'une proposition (4607.1) de modification des dispositions de l'article 207 du Règlement d'exécution de la Convention. Par ailleurs, le Bureau international a été chargé de rappeler aux Administrations l'importance de suivre les procédures spécifiées dans la formule d'application pratique sur les transbordements directs.
- b) Dimensions et lisibilité des bordereaux AV 7 et des étiquettes AV 8. Saisi des préoccupations de l'IATA sur le fait que les Administrations postales utilisent des bordereaux AV 7 et des étiquettes AV 8 non conformes aux modèles indiqués dans la liste des formules reproduite en annexe à la Convention et, d'autre part, sur la lisibilité imparfaite de certains de ces documents, le CE a chargé le Bureau international d'appeler l'attention des Administrations sur ces problèmes (circulaire du BI n° 125 du 6 juin 1988).
- c) Nombre d'exemplaires du bordereau AV 7. En 1987, l'IATA a souligné la nécessité d'augmenter le nombre d'exemplaires AV 7 dans les cas où il y a transbordement entre deux vols d'une même compagnie aérienne ou entre appareils de deux transporteurs différents. Le CE a, pour sa part, estimé qu'il appartient à chaque Administration de s'entendre avec le transporteur aérien sur le nombre désiré de bordereaux AV 7, étant entendu que l'article 205 de la Convention prévoit l'établissement de ces bordereaux en cinq exemplaires, ce nombre ayant été accepté par l'IATA lors des travaux conjoints effectués avant le Congrès de Vienne 1964.
- d) Identification des sacs à transborder. Sur proposition du Comité de contact IATA/UPU le CE a adopté un projet d'étiquette AV 8ter (qui se superpose à l'étiquette AV 8 normale) pour identifier plus rapidement les sacs à transborder et a décidé de modifier en conséquence l'article 208 du Règlement d'exécution de la Convention (propositions 4908.91 et 4608.1).

54. Traitement automatisé du bordereau AV 7. A sa session de 1984, le CCEP a attribué l'étude 632 «Automatisation du traitement des bordereaux de livraison AV 7» à la Commission 3 (Mécanisation, automatisation, informatique – Bâtiments et transports automobiles). Cette étude, qui devait être conduite selon la méthode de l'enquête auprès des Administrations postales, a abouti à la publication du rapport final sous forme de plaquette, mais il a été également décidé que le Comité de contact IATA/UPU serait invité à fournir à ce sujet des informations à la suite de l'essai de transmission électronique de formules AV 7, essai qui a été conduit entre les Etats-Unis d'Amérique et la République fédérale d'Allemagne. Les représentants des compagnies aériennes devaient également fournir au Comité de contact des renseignements sur les systèmes exploités par les transporteurs aériens pour la manutention des marchandises.

L'essai pilote a été réalisé en 1988 entre les bureaux d'échange des aéroports de Kennedy (New York) et de Frankfurt. Les résultats de l'essai soumis au Groupe de travail «Opérations» du Comité de contact IATA/UPU ont été analysés en même temps que les informations obtenues des compagnies aériennes portant notamment sur la forme des messages.

Sur la base du rapport présenté par le Groupe de travail «Opérations», la Commission 6 (Poste aérienne), à la session 1989 du CE, a recommandé au CE l'adoption de deux propositions:

- l'une concernant les codes à barres normalisés pour l'identification des dépêches;
- et l'autre, les messages électroniques normalisés concernant les dépêches.

Tout en adoptant le projet de recommandation relatif aux messages électroniques (proposition 4000.2), le CE a décidé de confier l'examen du projet de recommandation concernant le code à barres au Groupe normatif de surveillance des codes à barres et cela pour une analyse de compatibilité avec le code à barres adopté par le CCEP dans le cadre de l'étude 643 qui porte sur le «Développement d'un/des système(s) pour l'enregistrement informatisé des envois recommandés et des colis postaux du service international» (voir aussi sous § 27).

55. Utilisation maximale de la voie aérienne pour le transport du courrier (résolution C 18). Par cette résolution, le Congrès de Hambourg a chargé le CE d'obtenir des Administrations ayant institué un service tendant à la maximalisation des données sur leurs expériences d'actualiser, d'entente avec l'Association du transport aérien international (IATA), s'il y a lieu, les «Définitions et principes pour l'exécution des services tendant à la maximalisation», et de prendre, le cas échéant, en collaboration avec l'IATA, toute autre mesure qui pourrait s'avérer utile pour faciliter l'utilisation accrue de la voie aérienne pour le transport du courrier.

Aussi, le CE a-t-il décidé de confier les travaux relatifs à la maximalisation au Comité de contact IATA/UPU, dont les travaux entrepris se sont matérialisés, en particulier, par l'élaboration d'un «Manuel sur la maximalisation» destiné à assister les Administrations dans leurs négociations avec les compagnies aériennes, tant sur le plan national que régional, et à donner à la maximalisation l'essor dont elle a besoin. A sa session de 1989, le CE a approuvé le Manuel sur la maximalisation, qui sera communiqué aux Administrations sous forme d'une publication de l'Union (voir aussi Congrès – Doc 65).

56. Correspondances-avion en transit à découvert – Opérations de statistiques. A sa session de 1989, le CE a constaté que la coïncidence voulue par le Congrès de Hambourg 1984 des périodes de statistiques concernant les correspondances-avion en transit à découvert, d'une part (article 215, § 1), et celles des frais de transit et des frais terminaux, d'autre part (article 173, § 1), n'est pas réalisée puisqu'une période de 14 ou 28 jours est prévue pour la première, et une période d'un mois pour la seconde. Les modifications à apporter aux articles pertinents de la Convention et du Règlement d'exécution, pour remédier à cette erreur matérielle, approuvées par le CE, font l'objet des propositions 4615.2. 4620.1 et 4904.1.

57. Publications ABC («World Airways Guide»). En application des dispositions de l'article 227, § 2, du Règlement d'exécution de la Convention, le Bureau international agit en tant qu'intermédiaire entre les Administrations postales membres de l'UPU et la maison éditrice ABC «Travel Guides Ltd» et souscrit à l'intention de celles-ci les abonnements aux diverses publications ABC dans le but de leur permettre de disposer à temps de renseignements fiables sur les horaires et les lignes aériennes. Or, depuis quelque temps, le Bureau international ainsi que les Administrations éprouvent des difficultés dans leurs relations avec la maison ABC. Notamment, la réception avec retard ou la non-réception de la publication la plus importante, le «World Airways Guide», ne permet pas aux Administrations concernées d'établir à temps leur tableau d'acheminement des dépêches aériennes. Par ailleurs, le système de gestion actuel, dans sa complexité, donne lieu à des problèmes comptables importants.

A sa session de 1989, le Conseil exécutif a étudié la question sur la base de la note présentée par le Bureau international et a relevé en particulier, d'une part, que les arriérés dus par certaines Administrations postales et Unions restreintes vont en croissant et, d'autre part, que la majorité des Administrations pourraient se procurer aisément les publications ABC par d'autres intermédiaires que le Bureau international. Cela étant, le CE a décidé de recommander au Congrès l'abrogation de l'article 227, § 2, du Règlement d'exécution de la Convention (proposition 4627.1).

2.4 Colis postaux

58. Revision des quotes-parts territoriales et maritimes (résolution C 22). Par cette résolution, le Congrès de Hambourg 1984 a chargé le Conseil exécutif:

- 1^o de procéder à une nouvelle étude sur le montant des taux indicatifs applicables aux quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée prévues à l'article 46 de l'Arrangement concernant les colis postaux;
- 2^o de rajuster les quotes-parts territoriales de transit et les quotes-parts maritimes prévues aux articles 47 et 48 dudit Arrangement en cas de revision des frais de transit de la poste aux lettres;
- 3^o de soumettre, le cas échéant, les propositions résultant de ces études au prochain Congrès.

a) *Quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée*

59. Après avoir décidé que l'adoption des taux indicatifs aux variations des coûts ne devrait intervenir qu'au cours de la session précédant le Congrès de Washington, le Conseil exécutif a créé un Groupe de travail pour examiner cette question.

L'enquête menée à ce sujet a révélé que:

- une simplification pourrait être atteinte en adoptant des taux de rémunération, soit par colis, soit par kilogramme de poids brut des dépêches, cette simplification étant prévue aux articles 53 de l'Arrangement et 149 de son Règlement d'exécution;
- 75 % des colis font encore l'objet d'un décompte effectué selon les méthodes traditionnelles (inscription individuelle et inscription globale par coupure de poids);
- la plupart des Administrations se prononcent pour un taux de rémunération unitaire par colis ou pour un taux de rémunération par kilogramme de poids brut des dépêches;
- la plupart des Administrations désirent choisir elles-mêmes la/les méthode(s) d'inscription et de décompte des colis postaux leur semblant convenir le mieux dans chaque cas individuel. Les taux de rémunération unitaires ou les taux de rémunération par kilogramme de poids brut des dépêches devraient être fixés sur la base des prix de revient et compte tenu des taux indicatifs publiés aux articles 46, 47 et 48 de l'Arrangement concernant les colis postaux.

Compte tenu de ces résultats, le Conseil exécutif a chargé le Groupe de travail de déterminer de nouveaux taux indicatifs par colis et par kilogramme de poids brut de la dépêche pour les quotes-parts territoriales et maritimes, et notamment celles de départ et d'arrivée.

Ayant jugé trop élevés les taux proposés pour les quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée et estimant en outre que ces dernières sont même actuellement assez élevées, le Conseil exécutif a décidé que lesdits taux indicatifs pour les quotes-parts de départ et d'arrivée figurant à l'article 46 de l'Arrangement ne devraient pas être modifiés par le prochain Congrès. Cela étant, le GT a été chargé:

- 1° de tenir compte, pour les taux unitaires à proposer, du poids moyen des colis le plus proche de la réalité;
- 2° d'examiner la possibilité d'adopter un taux universel (combinaison du taux indicatif par colis et du taux par kilogramme brut de la dépêche) s'appuyant sur deux éléments: frais fixes et frais variables.

Compte tenu de ces considérations, le GT a proposé les taux ci-après en ce qui concerne le niveau des quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée par colis et par kg de poids brut de la dépêche:

	fr-or	DTS
– par colis	12,24	4,00
– par kg de poids brut de la dépêche	1,22	0,40

Approuvés par le CE, ces taux font l'objet de la proposition 5046.2.

Le CE a en outre adopté un projet de résolution chargeant le prochain CE de mener une étude sur la possibilité d'introduire un taux universel combinant taux par colis et taux par kg de poids brut de la dépêche, s'appuyant sur deux éléments: frais fixes et frais variables (voir proposition d'ordre général 5500.2).

b) *Quotes-parts territoriales de transit et quotes-parts maritimes*

60. Les quotes-parts faisant l'objet des articles 47 et 48 de l'Arrangement de Hambourg 1984 sont déterminées par référence aux frais de transit de la poste aux lettres selon la «méthode comparative colis postaux/poste aux lettres». Il a été décidé, conformément à la résolution C 22, alinéa 2°, de rajuster ces quotes-parts par référence aux frais de transit révisés de la poste aux lettres.

Les nouveaux barèmes de la poste aux lettres ont offert deux possibilités:

- *première variante:* utilisation de la méthode dite «des moindres carrés» donnant une équation des courbes des prix moyens mondiaux (méthode de Hambourg 1984);
- *deuxième variante:* utilisation de la méthode dite «des moindres carrés» donnant plusieurs équations sur des strates de distance déterminées pour donner une meilleure représentativité des données fournies.

La Commission 7 (Colis postaux) s'est prononcée en faveur de la première variante, vu le choix de celle-ci par la Commission 5 (Poste aux lettres – Tarification et rémunération). Les taux en question, qui ont été approuvés par le CE, font l'objet des propositions 5047.2 et 5048.2.

Le CE a en outre adopté un projet de résolution relatif à la révision des quotes-parts territoriales et maritimes qui devra être effectuée par le prochain CE (voir proposition 5500.1).

61. Institution éventuelle d'un mécanisme de contrôle des quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles (résolution C 89). Par cette résolution, le Congrès de Hambourg 1984 a chargé le Conseil exécutif «d'étudier la possibilité d'appliquer un mécanisme de contrôle des quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles et de soumettre, le cas échéant, les propositions résultant de cette étude au prochain Congrès».

L'article 46, § 1, de l'Arrangement concernant les colis postaux, tel que modifié par le Congrès de Hambourg, permet aux Administrations de majorer leurs quotes-parts d'arrivée jusqu'à concurrence de leurs prix de revient, à condition qu'elles ne dépassent pas leurs quotes-parts de départ. Bien que cette modification ait été présentée dans le but de décourager, ou même d'éliminer la nécessité de déposer des réserves au Protocole final de l'Arrangement à ce sujet, 68 Administrations ont toutefois formulé des réserves leur permettant de fixer leurs quotes-parts territoriales d'arrivée à un niveau supérieur à celui de leurs quotes-parts de départ. Cette démarche a provoqué la crainte que certaines Administrations appliquent des taux trop élevés.

Trois possibilités ont été évoquées pour mieux cerner un éventuel système de contrôle:

- a) publication des quotes-parts territoriales de départ dans le Recueil des colis postaux;
- b) suppression du rapport d'interdépendance entre quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée;
- c) majoration des quotes-parts territoriales d'arrivée jusqu'à un certain pourcentage.

L'enquête menée dans ce sens en 1987 a révélé que la majorité des 56 pays ayant répondu favorisent:

- la publication des taux indicatifs pour les quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée à l'article 46 de l'Arrangement;
- la publication des quotes-parts de départ dans le Recueil des colis postaux;
- la remise en cause du principe selon lequel les quotes-parts d'arrivée de doivent pas dépasser celles de départ;
- la revision de l'article 46 de l'Arrangement: 37 pays sur 42 sont pour une libéralisation partielle donnant la possibilité d'augmenter jusqu'à 30 % les quotes-parts d'arrivée par rapport aux quotes-parts de départ;
- un mécanisme de contrôle des quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles: certains pays estiment qu'une Administration obligée de fixer des quotes-parts d'arrivée supérieures à celles de départ devrait présenter une déclaration au Bureau international certifiant l'insuffisance de couverture des coûts relatifs aux colis reçus, tandis qu'une petite minorité préfère une vérification exacte de cette insuffisance.

Sur la base de ces résultats et tenant compte du fait que la déclaration à présenter au Bureau international ne devrait pas revêtir le caractère d'une justification, le Conseil exécutif a fait sien la proposition du GT visant à modifier l'article 46 de l'Arrangement dans le sens d'y introduire les éléments suivants:

- la possibilité d'augmenter les quotes-parts d'arrivée jusqu'à un niveau maximal de 30 % au-dessus des quotes-parts de départ, sous réserve de fournir au Bureau international la justification du dépassement en question;
- la publication au Recueil des colis postaux des quotes-parts territoriales de départ.

Les modifications dont il s'agit font l'objet de la proposition 5046.3.

2.5 Services financiers postaux

A. Généralités

62. Par la résolution C 10, complétée par la résolution C 81 et la décision C 28, le Congrès de Hambourg charge le Conseil exécutif d'une revision approfondie des Arrangements, dont l'utilité serait établie, en vue de les actualiser, de les assouplir et de les alléger. Pour conduire l'ensemble des travaux résultant de cette revision, le Conseil exécutif de 1985 a créé un Groupe de travail ad hoc. Il a également chargé le Bureau international de recueillir l'avis des Administrations sur

l'utilité des Arrangements et leurs suggestions relatives à la revision de ces Actes. La consultation du Bureau international a été effectuée par voie de questionnaire diffusé par lettre-circulaire 3450.8(C)1499 du 31 mai 1985.

Utilité des Arrangements concernant les services financiers postaux. Les résultats de la consultation du Bureau international ont démontré l'utilité incontestable des services des mandats de poste, des chèques postaux et des envois contre remboursement, largement assurés dans les relations entre les Pays-membres de l'UPU. Les Arrangements y relatifs sont considérés comme une base juridique permettant d'uniformiser, sur le plan international, les règles et les méthodes de travail et de faciliter la coopération entre les Administrations dans le développement de leurs services financiers. Ils constituent en outre des documents de référence en cas de constatation d'irrégularités quelconques et permettent de résoudre les litiges entre les Administrations.

D'autre part, il a été constaté qu'une large majorité d'Administrations, y compris les signataires des Actes exécutant les services concernés, optent pour la suppression des Arrangements relatifs aux recouvrements, au service international de l'épargne, aux abonnements aux journaux et écrits périodiques, ainsi que de la partie de l'Arrangement concernant les mandats de poste relative aux bons postaux de voyage. La raison principale de la désaffection pour ces services sur le plan international est l'existence d'autres systèmes plus efficaces permettant d'assurer les mêmes prestations. Le volume du trafic concerné et le peu de relations où il est assuré ne justifient pas le maintien de la réglementation y relative.

Compte tenu de cette situation, il a été décidé de maintenir les Arrangements dont l'utilité est unanimement reconnue, à savoir l'Arrangement concernant les mandats de poste, à l'exception de la partie relative aux bons postaux de voyage, l'Arrangement concernant le service des chèques postaux et celui concernant les envois contre remboursement, et de supprimer la partie de l'Arrangement concernant les mandats de poste relative aux bons postaux de voyage, les Arrangements concernant les recouvrements, le service international de l'épargne et celui relatif aux abonnements aux journaux et écrits périodiques.

Afin d'avoir une base juridique permettant, le cas échéant, aux Administrations d'exécuter ou de ressusciter l'un ou l'autre service (supprimé), il a été suggéré d'introduire dans la Convention (article 6) une mention pouvant servir de base juridique à l'exécution éventuelle des services des bons postaux de voyage, des recouvrements et de l'épargne. (Voir chiffre 2.3, lettre A ci-devant.)

B. Mandats de poste

63. L'Arrangement concernant les mandats de poste (à l'exception de la partie relative aux bons postaux de voyage) ayant été retenu par le CE 1986, la Commission approuve comme document de travail pour sa revision (résolution C 10, C 81 et décision C 28) le modèle d'Arrangement type suggéré par le GT. La Commission charge en outre le GT de mettre au point une version mise à jour de l'Arrangement en tenant compte, entre autres, des délibérations du CE de 1987 et de la soumettre pour observation à l'ensemble des Pays-membres de l'Union, puis d'établir, à la suite de cette consultation, un document définitif qui sera soumis à l'approbation du CE en 1988. En vue de remplir son mandat, le GT a procédé à l'ultime examen de la version définitive de l'Arrangement concernant les mandats de poste et a, en outre, décidé de la manière pratique et cohérente de présenter ce document. Il a retenu la disposition qui consiste à présenter les nouveaux «articles» de l'Arrangement en les faisant suivre immédiatement des dispositions correspondantes du Règlement d'exécution selon une numérotation différente de nature à distinguer clairement les articles de l'Arrangement de ceux de son Règlement d'exécution.

Le GT a ensuite apporté à l'Arrangement les modifications générales suivantes:

- regroupement d'un certain nombre de stipulations, ce qui a permis de réduire le nombre des articles de l'Arrangement de 52 à 13 et le nombre des articles du Règlement de 67 à 53;
- transfert des dispositions facultatives de l'Arrangement dans le Règlement d'exécution;

- allègement des dispositions trop particulières en supprimant certains textes dont l'application est facultative et ceux qui ne sont pas (ou plus) appliqués et maintien autant que possible de celles qui sont obligatoires pour tous les partenaires;
- remplacement des termes «mandats-cartes» par «mandats ordinaires» et «mandats-listes» par «mandats échangés au moyen de listes».

Enfin, pour faciliter l'examen du document final sur les mandats de poste, d'une part, et, d'autre part, pour donner suite aux observations formulées par les Administrations postales, il a été décidé de faire figurer dans la partie gauche du document les textes émanant du Congrès de Hambourg 1984 et, dans la partie droite, les textes résultant des travaux du GT (les textes ainsi remaniés sont présentés comme proposition 6000.1 pour être soumise à l'approbation du Congrès).

64. Caractéristiques techniques des formules de mandats de poste MP 1bis et MP 12bis et renseignements pratiques concernant leur utilisation (résolution C 24). La Suède, auteur des propositions visant à créer les nouvelles formules MP 1bis et MP 12bis est chargée de déposer au Bureau international les caractéristiques de ces formules. La tâche principale visée par cette résolution a été accomplie, car la Suède a dûment déposé au Bureau international les caractéristiques en question et les Administrations en ont été informées par lettre-circulaire 3450.7(C)1129 du 31 janvier 1985. Jusqu'à ce jour, douze Administrations ont demandé les caractéristiques des nouvelles formules. Les modifications susceptibles d'être apportées à ces formules se feront dans le cadre des travaux de revision des services financiers postaux.

65. Télégrammes des services financiers postaux (POSTFIN). Le Secrétariat de l'UIT a fait parvenir au Bureau international en 1986 deux propositions de modification aux dispositions de la Recommandation F.1 et qui se résument ainsi:

Lorsqu'un incident se produit en cours de transmission d'un télégramme, il convient de répéter intégralement le texte de ce télégramme. Actuellement, pour les télégrammes «POSTFIN», cette répétition se fait sous forme d'un avis de service. Le CCITT propose de supprimer cette particularité et de procéder comme pour toutes les autres catégories de télégrammes, à savoir la répétition du télégramme par «AMPLIATION». Le Conseil exécutif, saisi de cette question, a estimé que la modification suggérée par le CCITT ne présente pas de problème d'exploitation pour les Administrations postales et a décidé d'accepter le principe de la répétition du télégramme par «AMPLIATION».

S'agissant de la seconde proposition, actuellement, la répétition d'office est obligatoire pour les chiffres isolés et les groupes mixtes contenant des chiffres de la partie adresse ou de la partie texte. Le CCITT propose que cette répétition d'office devienne facultative et n'ait lieu que lorsque l'Administration d'origine le juge nécessaire. Après examen approfondi du problème, le Conseil exécutif a décidé, lors de sa session de 1986, d'accepter la proposition du CCITT visant à la suppression de la répétition d'office obligatoire des chiffres isolés et des groupes mixtes en prenant comme mesure de remplacement la réintroduction de la répétition des sommes en toutes lettres (voir le paragraphe 6 de l'article RE – 303). En ce qui concerne la date d'entrée en vigueur de ces modifications, il a été proposé une date commune (CCITT/UPU), soit le 1er juillet 1990, sous réserve que cette date soit entérinée, d'une part, par l'Assemblée plénière du CCITT en novembre 1988 et, d'autre part, par le Congrès de Washington 1989.

66. Services nouveaux de transferts de fonds fondés sur les moyens de télécommunication autres que le télégraphe. Partant du fait que le télégramme-mandat est un service assuré dans la majorité des pays mais qu'il est de moins en moins utilisé pour deux raisons essentielles: sa cherté et sa rapidité toute relative, certaines Administrations postales qui mènent des expériences au plan bilatéral voudraient que soient développés au niveau mondial de nouveaux services plus performants et moins onéreux pour les transferts de fonds par les moyens télématiques faisant appel aux réseaux des télécommunications.

Le CE de 1988, saisi de cette question, avait marqué son accord sur l'utilité de proposer au CCITT de l'UIT d'entreprendre une étude commune avec l'UPU.

Cette proposition a été acceptée par le CCITT qui a inscrit cette étude au sein de sa Commission d'études I.

De son côté, l'UPU a procédé à une approche préliminaire au sein de la Commission 8 du CE.

L'étude va se poursuivre dans un premier stade par voie d'enquête auprès des Administrations postales.

C. Chèques postaux

67. Dans le cadre de la revision de l'Arrangement concernant le service des chèques postaux (résolutions C 10, C 81 et décision C 28), le CE 1987 a également chargé le Groupe de travail de le traiter selon la même méthode que l'Arrangement concernant les mandats de poste. Pendant les réunions qu'il a tenues, le GT a examiné la version révisée de cet Arrangement. Il a retenu comme pour les mandats de poste la disposition qui consiste à présenter les nouveaux «articles» de l'Arrangement en les faisant suivre immédiatement des dispositions correspondantes du Règlement d'exécution selon une numérotation différente de nature à distinguer clairement les articles de l'Arrangement de ceux de son Règlement d'exécution.

Il reste entendu que la nouvelle présentation qui a été adoptée pour des raisons d'ordre pratique et pédagogique ne remet pas en cause la séparation institutionnelle des Arrangements et des Règlements d'exécution correspondants et ne modifie en rien la procédure normale de signature et de ratification des Actes.

Cela étant, les modifications effectuées ont porté principalement sur la forme rédactionnelle des textes et leur classement plus logique par matière, selon une nouvelle disposition des chapitres et des articles de l'Arrangement et du Règlement d'exécution correspondant. Ainsi, le nombre d'articles de l'Arrangement, qui était de 58, a été ramené à 17.

Il a ensuite été proposé la suppression dans l'Arrangement du chapitre sur les chèques postaux de voyage et du titre concernant les valeurs domiciliées dans les bureaux de chèques postaux, car il a été constaté que ces dispositions ne sont pas utilisées. Comme il a été fait pour les mandats de poste, les textes révisés relatifs à l'Arrangement concernant les chèques postaux sont présentés au Congrès comme proposition 7000.1.

68. Caractéristiques techniques des formules de postchèques et de la carte de garantie post-chèque déposées auprès du Bureau international (résolution C 51). Les caractéristiques techniques desdites formules, telles qu'elles sont utilisées par certaines Administrations européennes, ont été déposées auprès du Bureau international en 1980. Le Congrès de Hambourg 1984 a prié les pays participant à l'émission des postchèques de désigner un porte-parole qui serait autorisé à soumettre au Bureau international toute modification aux caractéristiques techniques ainsi déposées. Les pays participant actuellement à l'émission des postchèques ont accepté de désigner la Grande-Bretagne comme porte-parole chargé de communiquer au Bureau international toute modification aux caractéristiques techniques précitées. Celle-ci interviendra certainement dans le cadre de la revision déjà entreprise pour les services financiers postaux.

D. Remboursements

69. Comme il a été fait pour les Arrangements concernant les mandats de poste et le service des chèques postaux, il a été procédé de la même façon pour les textes de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement, à savoir: regroupement d'un certain nombre de stipulations, ce qui a permis de réduire le nombre des articles de 20 à 9; transfert des dispositions facultatives de l'Arrangement dans le Règlement d'exécution; présentation des articles de l'Arrangement en les faisant suivre immédiatement de leurs Règlements d'exécution, etc. La version révisée de cet Arrangement est soumise à l'approbation du Congrès sous forme de proposition 8000.1.

2.6 Service EMS

70. Sur la base de l'article 102, § 6, lettre r), du Règlement général, et conformément aux dispositions de l'article 6 de la Convention, le Conseil exécutif a adopté, lors de sa session de 1987, un accord-cadre et un règlement-cadre, ainsi qu'une recommandation mettant en vigueur la réglementation provisoire de l'«Express Mail Service» (EMS) pour l'introduction de ce service (CE 2/1987).

Par ailleurs, le CCEP a également soumis à l'approbation du CE les propositions suivantes destinées au Congrès:

- proposition de modification des Actes visant à introduire dans la Convention une définition du service EMS ainsi que les principes généraux de taxation (proposition 2090.91);
- proposition de résolution par laquelle le Congrès prend acte de l'Accord-cadre et de son Règlement d'exécution ainsi que des recommandations adoptées à ce sujet par le CCEP (proposition 2000.15).

3 Organes de l'UPU

3.1 Congrès

A. Règlement intérieur

71. Pouvoirs des délégués (décision C 88). Au terme de l'étude faite par le Bureau international, le Conseil exécutif a été saisi de deux solutions reflétant les tendances qui s'étaient manifestées lors des sessions de 1986 et 1987. La première recommande une certaine souplesse concernant les pouvoirs irréguliers ou faisant défaut, tandis que la seconde propose la suppression du droit de vote aux délégués dont les pouvoirs ne sont pas en ordre.

Le Conseil exécutif a opté pour la première solution (voir proposition 1703.1), qu'il a complétée par les mesures déjà retenues en 1987 (décision CE 10/1987) et destinées à faciliter le dépôt des pouvoirs et accélérer la procédure de leur approbation. Cette décision CE 10/1987 chargeait notamment le Bureau international:

- de préparer un modèle de pouvoirs qui serait annexé à l'invitation au Congrès;
- d'intervenir auprès des Ministères des affaires étrangères des Pays-membres pour attirer leur attention sur les exigences particulières de l'UPU en matière de pouvoirs (pouvoir de signature notamment);
- de prendre des mesures pour avancer et accélérer le dépôt des pouvoirs, afin que le Secrétariat puisse établir en temps opportun les documents pour la Commission de vérification des pouvoirs;
- de prévoir que la Commission de vérification des pouvoirs se réunisse sitôt après l'ouverture du Congrès et présente son premier rapport durant la première semaine du Congrès.

72. Dispositions concernant le quorum et les conditions d'approbation des propositions (décision C 2). Dans l'esprit des propositions 1719.1 et 1721.2, introduites au Congrès de Hambourg, le Conseil exécutif a élaboré des projets de modification relatifs aux articles 18, 19 et 20 du Règlement intérieur des Congrès (voir propositions 1718.1, 1719.1 et 1720.1).

B. Organisation et fonctionnement

73. Durée du Congrès (résolution C 53). Au terme de l'étude entreprise en vue de réduire la durée du Congrès à cinq semaines, le Conseil exécutif a arrêté plusieurs séries de mesures, à savoir:

1. Maintien des dispositions appliquées lors du dernier Congrès.
2. Stricte observation par les divers Présidents du Règlement intérieur des Congrès et de la ponctualité.
3. Certaines suggestions faites au Bureau international et au pays hôte se résumant comme suit:
 - a) tenir les séances inaugurale et d'ouverture du Congrès le même jour;
 - b) ne prévoir des séances un samedi toute la journée au milieu du Congrès et des séances de nuit que si cela s'avère indispensable;
 - c) maintenir la grande excursion de quatre jours;
 - d) réunir la Commission de vérification des pouvoirs en fin d'après-midi, après les autres séances;
 - e) tenir les séances constitutives du CE et du CCEP en dehors des heures habituelles de réunion;
 - f) envisager la cérémonie de signature des Actes le même jour que la séance de clôture;
 - g) ramener le débat général à un jour, voire un jour et demi, selon le temps à disposition et le sujet à traiter.

(Décisions CE 17/1985 et CE 12/1986.)

4. Appel aux Administrations postales en vue de limiter le nombre des propositions à présenter au XXe Congrès.

Par sa résolution CE 2/1988, le Conseil exécutif a lancé un appel pressant:

- a) aux Administrations pour qu'elles limitent le nombre des propositions à présenter et qu'elles observent strictement les mesures déjà appliquées au Congrès de Hambourg 1984;
- b) aux Unions restreintes pour un examen préalable et sélectif des propositions de leurs pays membres.

3.2 Conseil exécutif (CE)

74. Répartition géographique des sièges du CE (décision C 91). Au terme de l'étude entreprise sur la base de cette décision, le Conseil exécutif n'a pas jugé opportun d'aligner la pratique de l'UPU sur celle des commissions économiques régionales de l'ONU ou de certaines autres institutions spécialisées compte tenu des multiples problèmes que cela soulèverait.

Par ailleurs, l'APPU n'ayant versé aucun élément nouveau à ce dossier, le CE a entériné, lors de sa session d'avril 1989, la décision prise en 1985, à savoir le maintien de la répartition des Pays-membres de l'Union en cinq groupes géographiques.

75. Non-participation des membres du CE et du CCEP aux sessions de ces organes (décision C 46). En conclusion de l'étude des propositions 1502.2/Rev 1, 1502.8 et 1504.1 dont il a été chargé par le Congrès, le Conseil exécutif a estimé qu'il n'est ni opportun ni utile d'adopter des sanctions à l'endroit des membres du CE et du CCEP qui ne participent pas régulièrement aux sessions de ces organes, mais il a recommandé aux Unions restreintes de rendre attentifs les pays membres de leur ressort, candidats à des sièges de ces organes, sur les obligations liées à leur éventuelle élection (décision CE 21/1985). Il a également décidé d'exhorter les Administrations postales qui désirent faire partie du CE et du CCEP à étudier attentivement les compétences et les attributions

de ces organes, ainsi que les responsabilités qu'elles entraînent, avant de présenter leur candidature, afin de rassurer le Congrès sur leur assiduité aux sessions de ces organes (résolution CE 5/1989).

3.3 Conseil consultatif des études postales (CCEP)

A. Généralités

76. Les activités du CCEP, dont un rapport est présenté chaque année au Conseil exécutif en vertu de l'article 105, § 2, du Règlement général, font l'objet du Congrès – Doc 17.

B. Organisation et fonctionnement

77. Non-participation des membres du CE et du CCEP aux sessions de ces organes (décision C 46) (voir chiffre 3.2).

78. Indemnités et frais de représentation du Président du CCEP. Sur la base des conclusions de l'étude menée par le Bureau international, le Conseil exécutif a décidé, avec effet au 1er janvier 1987, d'accorder des indemnités et des frais de représentation au Président du CCEP dans les conditions ci-après:

- a) lorsqu'il doit entreprendre un voyage officiel pour participer, en tant que Président du CCEP, aux réunions du CE, le remboursement des frais de voyage et le versement d'une indemnité journalière de subsistance correspondante, aux taux et conditions applicables au Directeur général du Bureau international lors d'un voyage de mission analogue;
- b) une somme annuelle de 7200 francs suisses en dédommagement des dépenses de toute nature qui résultent de ses fonctions.

(Décisions CE 26/1985 et CE 15/1986 et résolution CE 5/1987.)

3.4 Bureau international

A. Personnel

79. Création de nouveaux postes et évolution du cadre du personnel. Comme cela ressort du tableau ci-après, le Conseil exécutif a accordé au Bureau international 2 postes de la catégorie professionnelle (P) et un poste de la catégorie des services généraux (G) pendant la période quinquennale allant du 1er janvier 1985 au 31 décembre 1989, en raison, d'une part, de l'augmentation constante du volume du travail du Bureau international et, d'autre part, des nouvelles tâches découlant de l'étude sur le courrier accéléré international (EMS) ainsi que de la Déclaration de Hambourg. En outre, un poste P de traducteur anglais/français a été créé avec effet au 1er janvier 1989 à cause de la révision du régime linguistique décidée par le Congrès de Lausanne 1974. Selon cette décision, les frais de traduction vers le français des documents et correspondances reçues en anglais, arabe et espagnol sont à la charge de l'Union. Cela étant et vu que le Groupe linguistique anglais (GLAn) n'avait pas l'intention de remplacer le traducteur qui s'occupait de ces tâches et qui avait pris sa retraite avec effet au 31 décembre 1988, le Bureau international était tenu de recruter lui-même, avec effet au 1er janvier 1989, un traducteur faisant partie de son propre cadre du personnel.

Le Conseil exécutif a également approuvé la création, avec effet au 1er juillet 1989, d'un poste P et d'un poste G en raison des nouvelles tâches du Bureau international visant à renforcer la qualité du service postal international et à le moderniser. Ainsi le total des postes de l'effectif régulier (cadre du personnel), qui était resté inchangé pendant trois ans depuis le 1er janvier 1983 (138 postes), a été augmenté de 6 postes, y compris celui de traducteur anglais/français, durant une période de quatre ans à compter du 1er janvier 1986.

80. Création de nouveaux postes et évolution du cadre du personnel pendant la période quinquennale allant du 1er janvier 1985 au 31 décembre 1989:

Date	Postes P	Postes G	Décisions CE	Observations	Cadr edu personnel		P	G	Total
					Fonct. élus	HC			
(1.1.83- 1.1.84)	-	-	(10/1983)	(pour information)	(2)	(16)	(39)	(81)	(138)
1.1.85	-	-	idem	-	2	16	39	81	138
1.1.86	+ 2	+ 1	25/1985	1 P pour la Section C (Poste aérienne, EMS, qualité des acheminements) 1 P pour la Section I 1 G (Information et documentation)		2	16	41	82 141
1.1.87	-	-	-	-		2	16	41	82 141
1.1.88	-	-	-	-		2	16	41	82 141
1.1.89	+ 1	-	11/1988	1 poste P de traducteur anglais/français		2	16	42	82 142
1.7.89	+ 1	+1	16/1989	1 P et 1 G pour la Section C (Poste aérienne, EMS, qualité des acheminements)		2	16	43	83 144
<u>Total</u> (1.1.85 - 31.12.89)	+4	+ 2	-	Cadre du personnel au 31.12.1989		2	16	43	83 144

81. Changements dans l'état du haut personnel. A la suite de l'élection par le XIXe Congrès (Hamburg 1984) de M. Félix Cicéron au poste de Vice-Directeur général, avec effet au 1er janvier 1985, un poste de Sous-Directeur général (D 2) était devenu vacant. Afin de pourvoir ce poste, le Conseil exécutif a nommé en qualité de Sous-Directeur général (D 2), avec effet au 1er juillet 1985, M. Jaime Ascandoni, Dr en droit, Directeur des affaires internationales à la Direction générale des postes et télécommunications d'Espagne (décision CE 24/1985). Durant la période du 1er janvier au 30 juin 1985, M. Sven Bäckström, Conseiller supérieur (D 1), a assumé les fonctions de Sous-Directeur général ad intérim.

En raison du départ à la retraite de M. Abdel Kader Baghdadi, le Conseil exécutif a promu, avec effet au 1er janvier 1989, M. Moussibahou Mazou, Conseiller supérieur (D 1), au grade de Sous-Directeur général (décision CE 9/1988).

82. Modifications du Statut et du Règlement du personnel du Bureau international. Le Conseil exécutif a pris acte des diverses modifications que le Directeur général, dans le cadre de ses compétences, a apportées au Statut et au Règlement du personnel, à la suite des changements intervenus dans le système commun des Nations Unies.

83. Rémunération du personnel. La rémunération des fonctionnaires du Bureau international a été ajustée à plusieurs reprises, conformément aux décisions prises par les organes compétents des Nations Unies et en application du principe de la parité des conditions de service du personnel du Bureau international avec celles de l'Office des Nations Unies à Genève.

Préoccupé par les effets de la dépréciation du dollar EU sur la rémunération en francs suisses des fonctionnaires des catégories professionnelle et au-dessus, le Conseil exécutif avait autorisé le Directeur général à compenser provisoirement, à partir du 1er janvier 1986, sous forme d'une indemnité personnelle transitoire, les pertes de rémunération nette (traitement de base plus indemnité de poste) subies par les intéressés en raison des fluctuations monétaires, en leur garantissant, sur la base du taux de change officiel des Nations Unies en vigueur le 1er janvier 1986 (1 dollar EU = 2,09 Sfr), la contre-valeur en francs suisses de la rémunération exprimée en dollars EU (décision CE 18/1986).

Ce plancher en monnaie locale, qui avait été adopté par le Conseil exécutif en tant que mesure intérimaire applicable, jusqu'à ce qu'une solution commune soit trouvée dans le système des Nations Unies, a été supprimé avec effet au 1er septembre 1986, date à partir de laquelle la Commission de la fonction publique internationale a introduit une mesure de protection visant à atténuer les effets des fluctuations monétaires sur la rémunération des fonctionnaires des catégories professionnelle et au-dessus.

84. Echelon d'ancienneté. Le Conseil exécutif a décidé, avec effet au 1er juin 1986, de supprimer la décision CE 6/1982 relative au système d'échelon d'ancienneté, en ce qui concerne les fonctionnaires de la catégorie professionnelle (P), et de la maintenir pour les fonctionnaires de la catégorie des services généraux (G), en alignant le libellé de ladite décision sur celui de la résolution n° 920 du Conseil d'administration de l'Union internationale des télécommunications (UIT). Selon cette dernière, seuls peuvent bénéficier de l'échelon d'ancienneté, les fonctionnaires G ayant accompli vingt années de service entièrement satisfaisant dont cinq à l'échelon le plus élevé de leur grade (décision CE 17/1986).

85. Amendement du Règlement du Fonds social pour le personnel du Bureau international (RFS). Le Conseil exécutif a approuvé un amendement de l'article 18 du Règlement du Fonds social permettant le versement, à titre exceptionnel, lors de la cessation de service, d'une somme en capital aux agents temporaires qui avaient été recrutés sur une base contractuelle avant l'entrée en vigueur dudit Règlement (1er janvier 1973) et qui n'étaient pas affiliés à la Caisse de prévoyance de l'UPU (résolution CE 6/1987). Il s'agissait de deux dames travaillant, depuis plus de 17 ans, à la cafétéria du Bureau international et qui, au moment de leur cessation de service, n'avaient pas une couverture sociale suffisante.

86. Transfert au Bureau international de la compétence pour la mise au concours des postes de Directeur général et de Vice-Directeur général du Bureau international (voir chiffre 2.2).

B. Caisse de prévoyance de l'UPU

87. La Caisse de prévoyance de l'UPU, constituée depuis le 1er janvier 1964 sous la forme d'une fondation de droit civil suisse placée sous la surveillance du Conseil fédéral suisse, est administrée par un Conseil de fondation composé de trois membres, à savoir le Président du Conseil exécutif, le Directeur général du Bureau international et un représentant du personnel. Indépendamment du rapport de gestion de la Caisse de prévoyance annexé au Rapport annuel sur les activités de l'Union, le Conseil de fondation a présenté chaque année au Conseil exécutif un rapport traitant des questions suivantes.

a) *Amendements des Statuts de la Caisse de prévoyance*

Le Conseil exécutif a approuvé les amendements apportés par le Conseil de fondation aux Statuts de la Caisse de prévoyance (résolutions CE 5/1986 et CE 6/1987). Ces amendements visaient, d'une part, les conditions d'affiliation à la Caisse du personnel employé à temps partiel et, d'autre part, à remplacer l'ancienne notion d'«Autorité de surveillance du Bureau international de l'UPU» par une nouvelle disposition donnant toutes les garanties souhaitées en cas de dissolution de la fondation ou du transfert du Bureau international. Par ailleurs, le Conseil s'est prononcé pour le maintien du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du travail (OIT) comme instance judiciaire de recours de la Caisse de prévoyance de l'UPU et a prié les autorités suisses d'accorder à cet égard une dérogation aux prescriptions légales suisses (décision CE 13/1987).

b) *Situation actuarielle*

Les Statuts stipulant qu'une évaluation actuarielle doit être effectuée au moins une fois tous les trois ans, une telle expertise a été faite par un actuaire indépendant au 31 décembre 1985 puis au 31 décembre 1988. Ces deux analyses ont montré que la situation actuarielle de la Caisse de prévoyance était saine et équilibrée dans son ensemble; le Conseil exécutif en a pris note et estimé qu'il n'y avait de ce fait pas lieu de recourir aux garanties de l'Union (décisions CE 19/1986 et CE 18/1989).

C. *Documents et publications*

88. «Recueil de renseignements sur l'organisation et les services intérieurs des Administrations postales». Suite à une étude sur l'utilité des publications confiées par le Congrès de Rio de Janeiro au Conseil exécutif (résolution C 50), ce dernier a approuvé la nouvelle présentation du «Recueil de renseignements sur l'organisation et les services intérieurs des Administrations postales» (décision CE 12/1984).

Le nouveau recueil, contenant les renseignements de bon nombre d'Administrations postales et sensiblement simplifié d'après les schémas proposés par les Administrations postales du Canada et de la Chine (Rép. pop.), a été diffusé en 1987.

89. Union Postale. Tout au long de la période 1985–1989, des efforts ont été déployés pour améliorer la revue «Union Postale», qui constitue la «carte de visite» du Bureau international. Cette action permet à l'UPU de disposer d'une revue moderne et intéressante (voir chiffre 6.5 ci-après).

90. Réédition du «Mémoire de l'UPU» – Publication d'une «Histoire de l'UPU de 1948 à 1985». En mai 1982, l'Administration de la République populaire hongroise a fait connaître au Bureau international son désir de voir réédité le «Mémoire de l'UPU», ouvrage qui retrace les événements les plus importants ayant marqué la vie de l'Union depuis sa fondation en 1874 jusqu'à l'année 1949. A la suite d'une étude effectuée par le Bureau international sur les incidences financières qui découleraient de la réalisation de cette initiative, l'Administration postale hongroise a formulé un vœu à l'intention du Conseil exécutif lors de sa session de 1985, le priant d'examiner la possibilité de mener à bien un tel projet. Le Groupe de travail ad hoc constitué par le Conseil exécutif pour étudier cette question a estimé qu'il ne serait pas judicieux d'engager des fonds relativement élevés pour rééditer un ouvrage qui, par ailleurs, manquait d'actualité, mais qu'il suffirait de la reproduire sous une forme économique à partir de l'édition existante. En revanche, il a reconnu l'intérêt qu'il y avait à éditer un ouvrage pouvant résumer l'histoire récente de l'UPU, en tant que suite nécessaire au «Mémoire de l'UPU». Le CE 1987 a approuvé les conclusions du Groupe de travail ad hoc et a chargé le Bureau international, d'une part, de faire éventuellement reproduire sous forme économique le «Mémoire de l'UPU» et, d'autre part, de publier en français

une «Histoire de l'UPU de 1948 à 1985» (décision CE 3/1987). Le «Mémoire de l'UPU», tiré à 700 exemplaires, a été distribué aux Administrations postales, conformément à l'article 112 du Règlement d'exécution de la Convention postale universelle. L'«Histoire de l'UPU de 1948 à 1985» sera publiée dans le courant du deuxième semestre de 1989 et distribuée aux Administrations en novembre/décembre 1989.

91. Publication de un ou de plusieurs livres sur l'influence de la poste dans l'art. Par la résolution C 33 le Congrès de Hamburg a chargé le Conseil exécutif d'examiner la possibilité de faire éditer un ou plusieurs livres sur l'influence de la poste dans l'art. Compte tenu de l'ampleur des questions à traiter et des implications financières qui pouvaient en découler, le Conseil exécutif a demandé au même Groupe de travail ad hoc, qui s'est penché sur la possibilité de rééditer le «Mémoire de l'UPU», d'examiner également ce projet et de lui faire rapport. Il a par ailleurs été décidé que le Bureau international s'assurerait, dans ce but, le concours de l'UNESCO (décision CE 2/1987). Saisie de ce projet, l'UNESCO a communiqué au Bureau international que le coût d'un ouvrage portant uniquement sur la peinture et les arts graphiques contenant 250 pages de texte en français et 250 pages d'illustrations, tiré à 3000 exemplaires, s'élèverait à 130 000 USD, l'UPU devant mettre au départ à la disposition de l'éditeur un montant de 80 000 USD. Ce montant aurait dû provenir de 1000 souscriptions faites par des Pays-membres de l'UPU, au prix de 80 USD l'exemplaire. L'enquête ouverte à ce sujet auprès des Administrations postales a fait ressortir qu'elles étaient disposées à souscrire uniquement 550 exemplaires de l'ouvrage, pour un montant total de 44 000 USD. Dans ces conditions, pour ne pas faire supporter par le budget de l'Union la partie du financement non couverte par les souscriptions, le Conseil exécutif a, malgré l'intérêt indéniable que comporterait la publication d'un tel ouvrage, décidé d'abandonner temporairement le projet en question (décision CE 13/1988).

92. Nomenclature internationale des bureaux de poste (NIBP). A sa session de mars/avril 1984, le Conseil exécutif avait décidé de ne pas présenter au Congrès de Hamburg une proposition visant à faire rééditer la NIBP, dont la dernière édition datait de 1977 (décision CE 12/1984). En mai 1984, l'UIT a évoqué la possibilité d'éditer un ouvrage de référence pouvant couvrir les besoins tant des services postaux que de ceux des télécommunications, projet qui, par ailleurs, présentait des avantages d'ordre financier, les frais de production devant être partagés entre les deux institutions. Le principe d'examiner la possibilité d'élaborer un tel ouvrage ayant été adopté par le CE lors de sa session de 1985, le Bureau international a été autorisé à entreprendre une étude à ce sujet conjointement avec le Secrétariat de l'UIT.

Saisi des résultats de l'étude menée à titre préliminaire, conjointement par l'UPU et l'UIT, où il avait été question notamment des incidences financières du projet, le Conseil exécutif a décidé d'ouvrir une enquête auprès des Administrations postales (décision CE 16/1987). De son côté, l'UIT s'engageait aussi à ouvrir une enquête similaire.

Les tendances qui se dégagent de l'enquête menée par l'UPU ont montré que le principe de l'élaboration d'une nomenclature commune à l'UPU et à l'UIT était accepté, de même que l'opportunité de la publier sous forme de classeur à feuilles mobiles, présentation à laquelle le Conseil exécutif de 1988 a donné son accord (décision CE 14/1988). Par contre, cette même enquête révèle que les Administrations postales sont partagées en ce qui concerne le nombre d'exemplaires qu'elles sont disposées à obtenir à titre payant, car elles n'achèteraient que 8225 (sans compter les ventes aux particuliers) contre 4449 exemplaires lors du lancement de l'édition de 1977. Par la suite, la Commission 10 du CE 1989 avait recommandé à ce dernier de renoncer à poursuivre l'étude. Toutefois, à la suite de diverses interventions en séance plénière et, notamment, de celle de l'observateur de l'UIT, qui a tenu à préciser l'intérêt particulier qu'attachait son organisation à la réalisation de ce projet, le CE a décidé de reprendre les travaux y relatifs avec l'UIT, lorsque celle-ci aura terminé certaines études préliminaires concernant cette question. Par ailleurs, la possibilité évoquée par l'observateur de l'UIT visant à charger de ce travail conjointement le CCITT, pour l'UIT, et le CCEP, pour l'UPU, a été favorablement accueillie par le CE.

93. Autres publications. Le Conseil exécutif a pris connaissance de la mise au point et réimpression du prospectus d'information «L'Union postale universelle (UPU), Institution spécialisée des Nations Unies». Ce dépliant, qui a été diffusé aux Administrations postales en 1986, constitue une synthèse de renseignements sur l'origine, le développement et la structure de l'UPU. Il est distribué presque quotidiennement à des visiteurs du Bureau international et à différentes catégories de correspondants (organisations internationales, Administrations postales, universités, entreprises particulières) ainsi que dans le cadre d'expositions et de foires auxquelles participe l'UPU. La publication de deux brochures faisant connaître les échanges postaux à l'échelle mondiale par le biais d'illustrations et de chiffres comparatifs est prévue. A l'instar de la publication intitulée «Le service postal dans le monde», la première de ces brochures, qui paraîtra au cours du deuxième semestre de 1989, mettra l'accent sur les disparités existant, sur le plan postal, entre les pays développés et ceux en développement. Ses destinataires seront les gouvernements, les Administrations postales et les institutions spécialisées, notamment le PNUD. En revanche, la deuxième brochure aura pour but d'attirer l'attention de grands usagers, du public, des journalistes et des demandeurs d'information sur le mouvement des échanges postaux dans le monde, ainsi que sur le rôle important de la poste dans le développement économique, social et culturel de la communauté internationale.

94. Définition des termes «documentation», «document» et «publication». Par sa décision C 64, le Congrès de Hamburg a chargé le Conseil exécutif de définir la portée rédactionnelle des termes «documentation», «document» et «publication» utilisés dans les Actes, et de présenter au prochain Congrès des propositions d'harmonisation, compte tenu des définitions retenues. En effet, il avait été constaté que la terminologie était utilisée dans ces textes de manière confuse et parfois arbitraire. En retenant comme critère de référence, pour l'harmonisation rédactionnelle des Actes de l'UPU, les définitions données aux termes précités par l'article 17 des Prescriptions internes du Bureau international, le Conseil exécutif suggère d'apporter des modifications rédactionnelles dans le sens évoqué ci-dessus au texte de quelques articles des Actes (voir propositions 1507.1, 2509.1, 2511.1, 2512.1 et 4627.2).

D. Rationalisation accrue de l'organisation et du fonctionnement du Bureau international

95. Le processus de rationalisation accrue du fonctionnement du Bureau international a débuté par l'étude menée pendant six mois en 1985–1986 par deux spécialistes de l'Amérique (Etats-Unis) et de France. Leurs propositions ont été ensuite approfondies sur le plan de l'organisation et des méthodes et du développement du recours à l'informatique (1986–1987). Parallèlement, la structure des Divisions du Bureau international a été sensiblement modifiée, et les travaux et études relatifs à l'informatique, aux statistiques et à la programmation générale ont été regroupés dans une Section.

La priorité accordée à l'amélioration de la production des documents s'est ainsi largement appuyée sur le développement des moyens informatiques et plus particulièrement de la micro-informatique. L'amélioration des moyens a profité en premier à la Section logistique qui, avec maintenant une trentaine de postes de travail informatisés, produit en six langues des lettres et documents sur support informatique et papier. Rapidité et qualité de la production des documents ont été facilitées par l'utilisation d'imprimantes laser connectées et le recours à la micro-édition qui a remplacé la composition sur machines à cartes.

La mise en place progressive sur les années 1987, 1988 et 1989 des moyens accordés par le Conseil exécutif a permis au Bureau international d'effectuer la première saisie de certains textes et de répartir la tâche de production physique des documents sur support informatique entre les Sections. Simultanément fin 1988 et courant 1989, la lecture optique des Actes en français, anglais et espagnol et leur mise sur disquettes permettront d'accélérer la mise au point et la production des Actes du Congrès dans ces trois langues (cette lecture n'est pas encore possible en arabe).

Outre les avantages quant à la rapidité et à la qualité de production des documents, l'utilisation accrue de l'informatique permet au Bureau international de mieux exploiter et utiliser des données dispersées dans les Sections. Un premier effort a été fait dans ce sens au profit de la Coopération technique qui bénéficie maintenant d'une mise à jour automatique des données relatives aux actions de coopération déjà effectuées ou en cours.

La prise en charge de la fonction programmation générale, conformément à une suggestion faite par les spécialistes, permet de:

- récapituler, par période quinquennale, l'ensemble des missions et des tâches confiées au Bureau international;
- faciliter la définition et le suivi de programmes d'action année par année.

4 Finances

4.1 Règlement financier

96. En 1985, le Conseil exécutif a adapté le Règlement financier aux modifications apportées par le Congrès de Hamburg 1984 au Règlement général ainsi qu'au texte adopté par la 38e Assemblée générale des Nations Unies concernant le «Mandat additionnel pour la vérification extérieure des comptes» (décision CE 27/1985). Donnant suite en 1986 au vœu exprimé par le Vérificateur extérieur des comptes, le Conseil exécutif a entériné dans le Règlement financier la pratique consistant à reporter à l'exercice suivant une partie des crédits afférents aux congés dans les foyers afin d'égaliser les crédits calculés par cycles de deux ans (décision CE 21/1986).

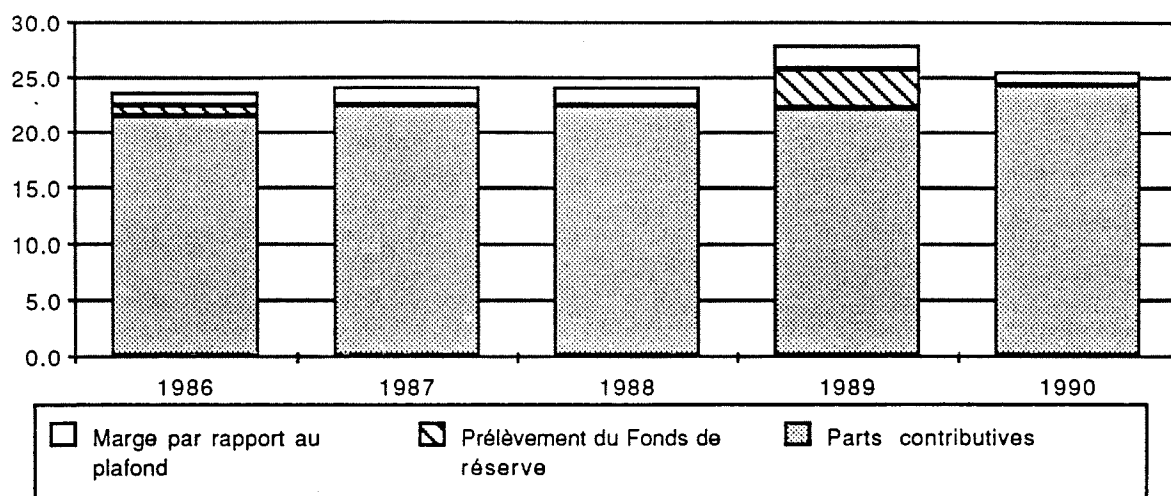
En 1989, le CE a modifié plusieurs articles du Règlement financier en raison du nouveau système de financement des «activités spéciales» mises en œuvre le 1er juillet 1989 et il a notamment créé un nouveau fonds affecté exclusivement à ces activités spéciales qui constituera l'élément de souplesse indispensable permettant, d'une part, de financer les dépenses imprévues ou urgentes et, d'autre part, de reporter les crédits disponibles d'un exercice financier à l'autre (décision CE 24/1989 et proposition 1502.5).

4.2 Budget

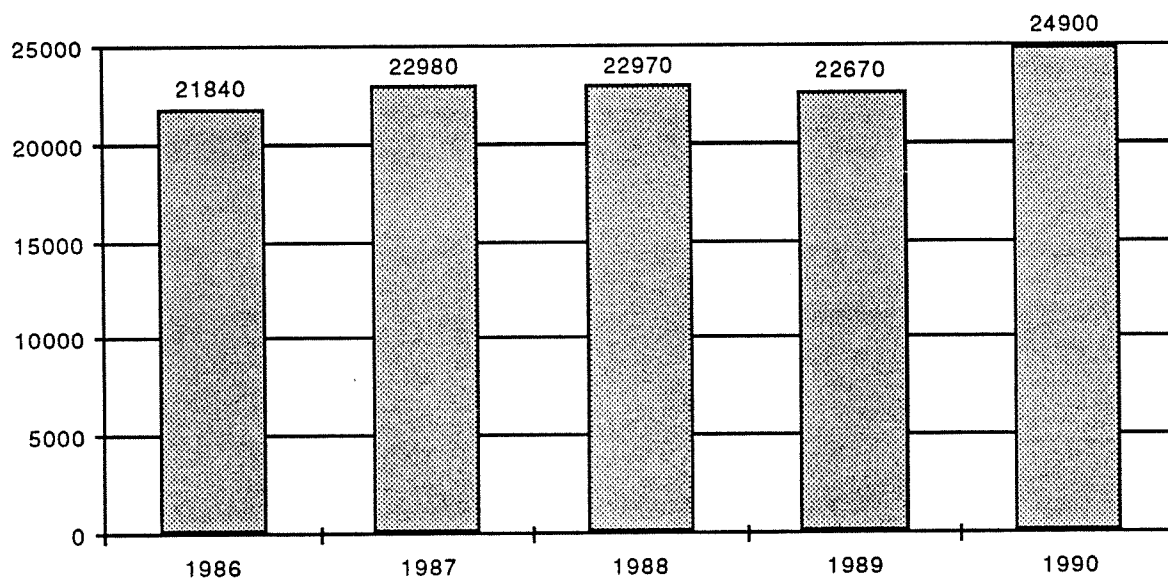
97. Conformément à l'article 102, § 6, lettre e), du Règlement général de l'UPU, le Conseil exécutif a examiné et approuvé à chacune de ses sessions le budget de l'Union pour l'année suivante. Selon l'article 124, paragraphe 8, du Règlement général, les parts contributives des Pays-membres sont fixées sur la base du budget arrêté par le Conseil exécutif. C'est ainsi que le Conseil a également fixé chaque année l'unité de contribution. Les budgets de l'Union et les unités de contribution pour les années 1986 à 1990 ont été arrêtés aux montants suivants en francs suisses:

	1986	1987	1988	1989	1990
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
<i>1. Budget</i>					
a) Dépenses récurrentes nettes	22 381 360	22 497 420	22 487 630	22 965 000	24 389 550
b) Dépenses afférentes au Congrès	—	—	—	2 773 000	—
<i>2. Plafond des dépenses</i>					
a) Limites des dépenses récurrentes annuelles					
– Sommes fixées à l'article 124, § 1, du Règlement général	22 601 400	23 028 100	23 376 900	23 798 100	24 189 800
– Dépassement visé à l'article 124, § 3, du Règlement général	879 168	724 258	404 365	230 376	711 748
– Dépassement visé à l'article 124, § 4 du Règlement général	145 684	314 980	314 980	418 215	526 473
Plafond total des dépenses récurrentes	23 626 252	24 067 338	24 096 245	24 446 691	25 428 021
b) Limite des dépenses afférentes au Congrès fixée à l'article 124, § 2, du Règlement général	—	—	—	3 345 000	—
<i>3. Marge par rapport au plafond</i>					
– des dépenses annuelles nettes (2. a) - 1. a))	1 244 892	1 569 918	1 608 615	1 481 691	1 038 471
– des dépenses du Congrès (2. b) - 1. b))	—	—	—	572 000	—
<i>4. Fonds de réserve</i>					
Approvisionnement (retrait) du Fonds de réserve	-1 000 000	—	—	-3 532 735	—
<i>5. Parts contributives</i>					
– Montant total (1. a) + 1. b) + 4)	21 381 360	22 497 420	22 487 630	22 205 265	24 389 550
– Unité de contribution	21 840	22 980	22 970	22 670	24 900
– Numéro de la résolution	CE 1/1985	CE 1/1986	CE 1/1987	CE 1/1988	CE 1/1989

Budgets approuvés par le Conseil exécutif
par rapport aux plafonds des dépenses
(en millions de Sfr)



Montant de l'Unité contributive (Sfr)

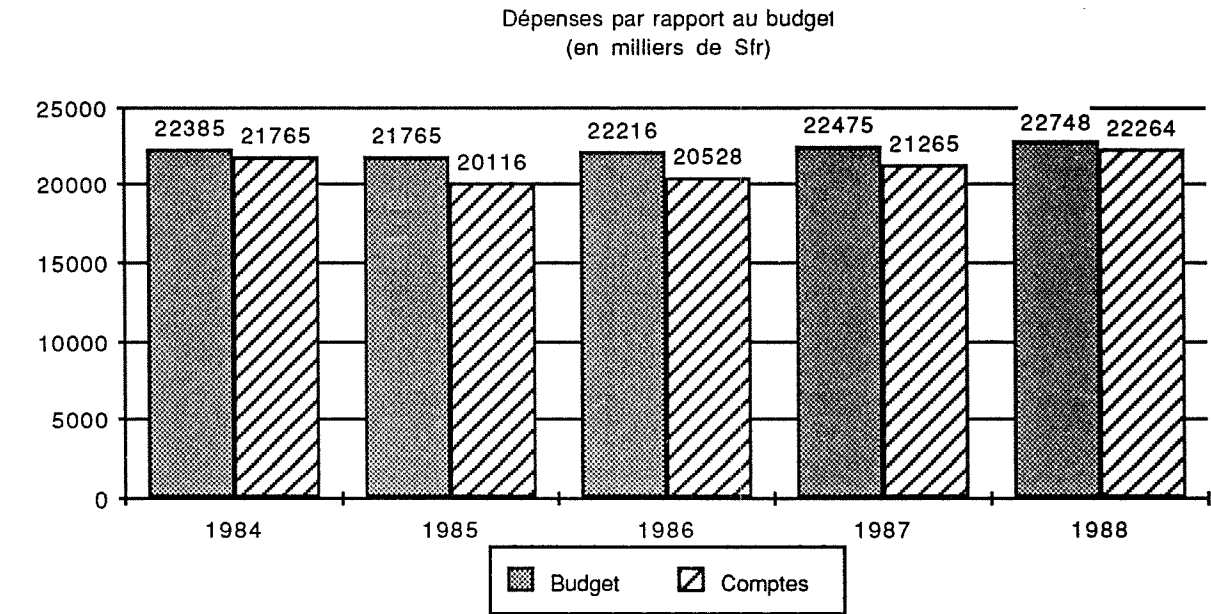


4.3 Comptes

98. *Exécution des budgets.* A chaque session, le Conseil exécutif a examiné et approuvé les comptes de l'Union ainsi que le rapport de vérification y relatif établi par le Vérificateur extérieur des comptes de l'UPU et soumis au Conseil exécutif conformément à l'article 37 du Règlement financier. Le Président du Conseil exécutif a adressé chaque année une lettre au Gouvernement de la Confédération suisse pour le remercier du soin avec lequel cette vérification a été effectuée. Le rapport de gestion financière fait partie du Rapport sur les activités de l'Union et est ainsi porté à la connaissance de tous les Pays-membres de l'Union. L'exécution des budgets pour la période de 1984 à 1988 se présente de la façon suivante.

	1984	1985	1986	1987	1988
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
1. Budget approuvé					
- Dépenses récurrentes nettes	19 685 900,00	21 012 000,00	22 381 360,00	22 497 420,00	22 487 630,00
- Ajustement du budget ¹⁾	842 700,00	752 500,00	-165 200,00	-22 600,00	260 500,00
- Dépenses du Congrès	1 856 600,00	—	—	—	—
Total	22 385 200,00	21 764 500,00	22 216 160,00	22 474 820,00	22 748 130,00
2. Résultat des comptes					
- Dépenses récurrentes nettes	20 196 043,28	20 115 984,73	20 528 494,83	21 265 048,44	22 264 276,44
- Dépenses du Congrès	1 569 285,64	—	—	—	—
Total	21 765 328,92	20 115 984,73	20 528 494,83	21 265 048,44	22 264 276,44
3. Excédent budgétaire (1-2)	619 871,08	1 648 515,27	1 687 665,17	1 209 771,56	483 853,56
Approbation des comptes					
Numéro de la résolution	CE 2/1985	CE 2/1986	CE 3/1987	CE 3/1988	CE 6/1989

1) Le Directeur général est autorisé à prélever sur le Fonds de réserve les crédits additionnels nécessaires pour faire face aux modifications intervenues après l'approbation du budget des échelles de traitement, des contributions au titre de pensions ou des indemnités, y compris les indemnités de poste, au fur et à mesure que celles-ci sont mises en vigueur par les Nations Unies pour leur personnel en fonction à Genève et rendues applicables au personnel du Bureau international de l'UPU avec effet aux mêmes dates selon les articles 3.1 et 3.5 du Statut du personnel. Lorsque ces modifications se sont traduites par une réduction du budget, un montant équivalent a été versé au Fonds de réserve.



4.4 Fonds de réserve

99. Selon l'article 124, § 9, du Règlement général, le Conseil exécutif fixe le montant du Fonds de réserve nécessaire pour pallier les insuffisances de trésorerie de l'Union. Comme le Fonds de réserve sert également à équilibrer le budget ou à réduire le montant des contributions des Pays-membres, c'est par le biais du budget que le Conseil exécutif s'est prononcé chaque année quant au niveau du Fonds de réserve qui lui paraissait raisonnable plutôt que de fixer un plafond de manière arbitraire. C'est ainsi que le Conseil exécutif a décidé de laisser s'accroître le Fonds de réserve afin de lui permettre, d'une part, de supporter les frais du Congrès de Washington en 1989 et, d'autre part, si le Congrès l'approuve, de régler, en 1991, à la Suisse le solde des sommes que celle-ci a avancées sous l'ancien régime financier et que les Pays-membres n'auraient pas encore complètement remboursées. A cette fin, le Conseil exécutif a préparé un projet de résolution visant la liquidation des comptes arriérés de l'ancien régime de financement (proposition 03).

Depuis 1984, le Fonds de réserve a évolué comme suit:

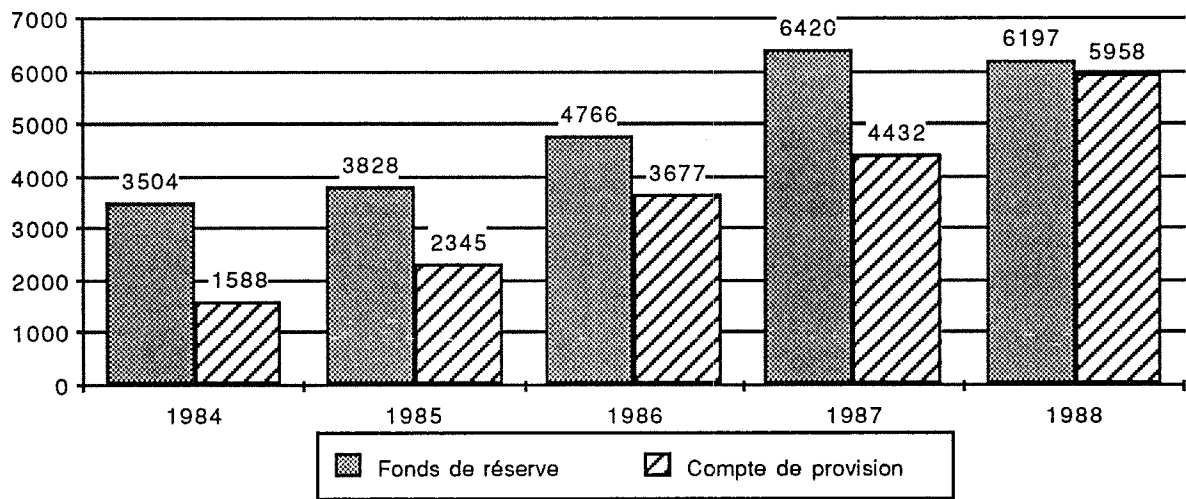
	1984	1985	1986	1987	1988
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
Situation comptable					
- en début de l'année	7 318 568,27	3 503 775,76	3 828 187,32	4 765 928,97	6 419 683,80
- alimentation	1 521 403,94	2 823 463,67	3 269 655,11	2 408 915,34	1 563 384,74
- prélèvements	-3 747 700,00	-1 742 500,00	-1 000 000,00	—	-260 500,00
- versement au Compte de provision	-1 588 496,45	-756 552,11	-1 331 913,46	-755 160,51	-1 525 648,52
- en fin d'année	3 503 775,76	3 828 187,32	4 765 928,97	6 419 683,80	6 196 920,02

100. Le compte de provision, créé par le Conseil exécutif en 1984, représente la partie du Fonds de réserve constituée par les créances difficiles à recouvrer que représentent les débiteurs arriérés dont les contributions et fournitures sont dues pour les années antérieures à l'exercice financier en cours.

Pendant la période en revue, il a évolué comme suit:

	1984	1985	1986	1987	1988
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
Compte de provision	1 588 496,45	2 345 048,56	3 676 962,02	4 432 122,53	5 957 771,05

Evolution du Fonds de réserve
et du Compte de provision
(en milliers de Sfr)



4.5 Problèmes des arriérés à l'UPU

101. En tenant compte des préoccupations exprimées par le Secrétaire général et après une discussion nourrie sur cette importante et délicate question, le CE a adopté deux projets de résolution (voir propositions 03 et 04), l'un visant à régler la prise en charge par l'UPU des arriérés de l'ancien régime financier et le remboursement des sommes dues à la Suisse, l'autre fixant les principes devant régir l'assainissement des arriérés en général.

4.6 Choix de la classe de contribution

102. A la lumière des conclusions de l'étude faite par le Conseil exécutif sur les critères pour admettre le déclassement de certains Pays-membres entre deux Congrès pour leur contribution aux dépenses de l'Union, la solution de ce problème s'est avérée délicate. Les critères mis sur pied par l'UIT pour l'application des dispositions de l'espèce qui sont reprises de cette organisation ne sont pas très précis et leur application s'est révélée aléatoire. De plus, la situation financière de l'UIT est très différente de celle de l'UPU, de même que la répartition des charges entre les pays membres des deux organisations. C'est pourquoi le Conseil exécutif est arrivé à la conclusion qu'il n'était pas souhaitable d'aligner notre pratique sur celle de l'UIT et que les critères posés à l'article 125, § 6, du Règlement général devaient être appliqués de manière très restrictive et cas par cas.

Ce faisant, le Conseil exécutif a accepté le déclassement du Liban d'une unité à une demi-unité de contribution pour 1986 et 1987 (décision CE 4/1985), mais il a rejeté les demandes formulées par la Bolivie, Kiribati, Madagascar, Maurice et le Mozambique. Toutefois, il s'est prononcé en faveur d'une assistance technique accrue au Mozambique pour pallier les problèmes actuels auxquels ce pays est confronté.(décisions CE 3/1985, CE 3/1986 et CE 4/1987).

4.7 Limite des dépenses de l'Union

103. Chargé par le Congrès d'étudier l'opportunité de fixer les montants des plafonds des dépenses de l'Union par voie de résolution, le Conseil exécutif a opté pour le maintien du statu quo en ce qui concerne les dispositions de l'article 124 du Règlement général.

4.8 Divers

104. Examen des incidences financières des propositions présentées par les Commissions du Conseil exécutif. Conformément à l'article 12, du Règlement intérieur du CE, la Commission des finances du Conseil exécutif a examiné chaque année les répercussions financières de toutes les propositions présentées par les Commissions du Conseil exécutif avant que ce dernier procède à leur examen.

5 Coopération technique

5.1 Généralités

105. Les orientations retenues au titre de la politique générale d'assistance technique de l'UPU pour la période 1986-1990 sur la base de la Déclaration de Hamburg et des résolutions C 37, C 38, C 66 et C 67 du Congrès de Hamburg comportaient trois parties se rapportant à la politique générale, au programme d'action et aux études:

a) *Politique générale*

Dans ce domaine, l'UPU s'est attachée à mettre en application cinq idées de base:

- intégration de l'aide de l'UPU dans le cadre général de la stratégie internationale;
- augmentation du volume d'aide;
- amélioration de l'efficacité de l'aide;
- resserrement des relations entre l'UPU et les Unions restreintes;
- développement des relations entre l'UPU et les commissions économiques régionales.

b) *Programme général d'action*

Le programme d'action comporte deux volets de caractère multinational, à savoir le programme mondial intéressant l'ensemble des pays et les programmes régionaux.

Au plan mondial les activités visaient:

- la rationalisation de la gestion;
- l'amélioration de la qualité des services;
- la formation;
- l'instauration généralisée des services financiers postaux;
- le développement de l'information;
- la coopération technique entre pays en développement (CTPD);
- l'organisation et le fonctionnement des services des règlements internationaux;

Au niveau régional il s'agissait des programmes régionaux concernant les initiatives spécifiques à chaque région.

De plus, un programme spécial a été élaboré au profit des pays les moins avancés (PMA).

c) *Les études de caractère général ont porté sur:*

- l'élaboration d'un programme global d'action 1987–1990 et d'un projet coordonné expérimental concernant l'introduction du service EMS;
- l'établissement d'un plan mondial de développement postal;
- la création d'un fonds interadministrations pour le développement des services postaux.

Les deux dernières études ont été entreprises dans le cadre du Conseil consultatif des études postales.

Les paragraphes ci-après font état des activités du Conseil exécutif durant la période 1984–1989.

En ce qui concerne le bilan détaillé et le programme d'action pour l'avenir, il y a lieu de se reporter aux documents du CE en matière de coopération technique soumis au Congrès de Washington (Congrès – Doc 51 et 52).

106. Relations avec le PNUD et ses organes. L'UPU a multiplié des initiatives afin d'aider les pays à sensibiliser les autorités compétentes sur les besoins de la poste et d'obtenir du PNUD une augmentation des ressources affectées à l'assistance technique postale. La présence de l'UPU aux réunions des organes du PNUD a permis d'adapter les objectifs et activités d'assistance technique aux nouvelles orientations du système des Nations Unies en général et à celles du PNUD en particulier.

107. Programmation par pays et programmation multinationale:

- a) Programmation par pays. Selon la procédure en vigueur les Représentants Résidents associent les institutions du système des Nations Unies à l'exercice de programmation sur la base des choix opérés par les pays intéressés. Tout au long des travaux préparatoires au titre du 4^e cycle de programmation, le Bureau international a offert sa contribution à la majorité des Administrations afin de les aider à élaborer des projets d'aide à l'amélioration et au développement des services postaux;
- b) en ce qui concerne la programmation multinationale, le Bureau international a participé à la définition des objectifs prioritaires de développement opérés collectivement par les autorités gouvernementales à l'intérieur de chaque région. Il a également entrepris des démarches auprès des services centraux du PNUD en vue d'obtenir le financement de nouveaux projets qui entrent dans le cadre des priorités. Dans le même temps des initiatives ont été prises en vue notamment d'intéresser certaines organisations internationales de financement aux projets en question. Il faut relever que cette dernière forme d'intervention n'a pas encore donné des résultats concrets, notamment du fait qu'un nombre limité de pays soumettent des projets d'investissements dans le domaine postal aux institutions internationales de financement.

108. Décennie des transports et communications en Afrique (1978–1988). Grâce aux initiatives prises par les pays avec le concours du Bureau international, un certain nombre de projets postaux inscrits dans le programme de la Décennie des transports et communications en Afrique ont connu un début de mise en œuvre. Mais, dans l'ensemble, à la fin de la Décennie, relativement peu d'activités postales auront bénéficié de la faveur de la communauté internationale. Il faut espérer qu'au cours de la deuxième Décennie dont la proclamation a été recommandée, les Administrations pourront sensibiliser davantage leurs autorités nationales sur les besoins de modernisation des services postaux.

109. Décennie des transports et communications pour l'Asie et le Pacifique (1985–1994). Le Bureau international a pris des initiatives en collaboration avec la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) et l'APPU en vue de faire aboutir des projets postaux au titre de la Décennie des transports et communications pour l'Asie et le Pacifique. Dans le cadre de la contribution de l'UPU au programme d'action, des missions de consultants pour l'analyse de la situation des services postaux ont été organisées. Un certain nombre de projets nationaux et régionaux sont en cours de négociation auprès des instances locales ou des services centraux du PNUD.

110. Coopération technique entre pays en développement (CTPD). Conformément à la résolution C 67 du Congrès de Hamburg, l'UPU s'efforce de privilégier les activités CTPD soit au titre des projets financés par le PNUD, soit à celui des ressources propres de l'UPU. Par ailleurs, pour encourager cette forme de coopération, le Bureau international a publié un répertoire général des spécialistes-consultants. De même, une brochure sur les actions de formation prévues par certaines Administrations postales est diffusée chaque année afin d'inciter les pays à recourir prioritairement aux moyens disponibles dans les pays en développement.

111. Programme d'action en faveur des pays les moins avancés (PMA). En application de la résolution C 66 du Congrès de Hamburg, les activités dans ce domaine ont consisté en la participation aux travaux des réunions de tables rondes, lorsque le secteur postal est concerné et en la négociation, au cours desdites réunions, avec les donateurs, en vue de l'obtention des ressources financières pour la réalisation des projets. Par ailleurs, un programme spécial financé au titre des ressources propres de l'UPU a été réalisé chaque année dans les secteurs jugés prioritaires. Un bilan de l'ensemble des activités permet d'affirmer qu'une part importante des ressources financières de l'UPU a été consacrée aux PMA.

112. Situation financière du PNUD et recherche de ressources complémentaires. Depuis 1981, la baisse des contributions volontaires qui alimentent les ressources du PNUD a amené cet organe à limiter pour la période 1982–1986 le niveau des dépenses des projets à 55 % de chiffres indicatifs de planification (CIP). Ce ralentissement s'est poursuivi en 1984 et 1985 où la somme des contributions s'est chiffrée respectivement à 678,6 et 674,1 millions de USD. Depuis lors, la situation s'est améliorée et les contributions ont atteint les montants de 788,7 millions en 1986, 887,1 millions en 1987 et 955 millions en 1988. Compte tenu de cette évolution, les dépenses annuelles au titre des projets exécutés par l'UPU sont passées de 1,6 million de USD en 1984 et 1985, à 1,7 million en 1986 et 1987 et à 2,2 millions en 1988.

Conformément à la résolution C 37 du Congrès de Hamburg, le Bureau international a multiplié ses initiatives pour faciliter l'aboutissement des demandes d'aide présentées par les Administrations postales et a poursuivi ses efforts pour obtenir une aide complémentaire des pays développés ou riches. Pour la période 1984–1988, les démarches effectuées par le Bureau international auprès de la Banque mondiale et des institutions financières sous-régionales et régionales n'ont pas donné les résultats attendus.

113. Participation des Unions restreintes au programme d'assistance technique de l'UPU (voir sous chiffre 6.1).

5.2 Questions administratives et financières

114. Le Congrès de Hamburg a retenu le principe selon lequel le PNUD doit demeurer la source principale de financement du programme d'assistance technique de l'UPU. Dans ce contexte, le Conseil exécutif a suivi de près l'évolution des allocations du PNUD, des dépenses des projets UPU au titre de ce programme et du remboursement par le PNUD des dépenses d'appui encourus par l'UPU dans l'exécution des projets. En outre, il a approuvé chaque année les comptes de la coopération technique concernant les fonds affectés à l'UPU par le PNUD:

115. PNUD. Les dépenses des projets au titre du PNUD pour les années 1984 à 1988 sont les suivantes:

Année	Projets UPU	Appui sectoriel	Total
	USD	USD	USD
1984	1 595 911	21 827	1 617 738
1985	1 611 632	26 968	1 638 600
1986	1 735 137	60 618	1 795 755
1987	1 650 894	55 265	1 706 159
1988	2 162 464	36 085	2 198 549

Les dépenses des projets UPU indiquées ci-dessus ont été effectuées au titre des CIP, des ressources spéciales du programme et de la participation aux frais par les pays bénéficiaires. Les dépenses pour l'appui sectoriel concernent les missions de consultants dans le domaine de la programmation.

116. Dépenses d'appui. Le PNUD rembourse aux agences d'exécution un montant correspondant à un certain pourcentage des dépenses des projets PNUD exécutés par elles afin de compenser les frais administratifs encourus. Selon le système de remboursement adopté par le Conseil d'administration du PNUD, qui est applicable jusqu'en 1991, l'UPU reçoit un montant correspondant à 22 % des dépenses des projets PNUD exécutés.

Les dépenses d'appui encourues et remboursées ainsi que le taux de couverture pour les années 1984 à 1988 se présentent comme suit:

Année	Dépenses d'appui PNUD	Dépenses d'appui PNUD effectuées	Taux de couverture
	(1)	(2)	(1)/(2)
	CHF	CHF	%
1984	521 116	2 113 538	24,66
1985	1 183 496	1 897 895	62,36
1986	690 492	1 774 188	38,92
1987	442 337	1 846 739	23,95
1988	733 808	2 009 755	36,51

Malgré l'augmentation des dépenses, les dépenses d'appui récupérées par l'UPU depuis 1986 subissent une diminution. Cette diminution provient essentiellement de la baisse du taux de change du dollar américain, qui est la base du remboursement des dépenses d'appui, par rapport au franc suisse, monnaie dans laquelle ces dépenses ont été effectuées. En conséquence, les ressources budgétaires de l'UPU ont dû supporter une partie importante des dépenses administratives et opérationnelles qu'exigent le programme de coopération technique du PNUD.

117. Fonds spécial UPU. Les contributions non affectées qui alimentent les ressources du Fonds spécial se situent aux environs de 330 000 francs suisses en 1984 et ont dépassé la somme de 350 000 et 320 000 francs suisses en 1985 grâce aux nouveaux contributeurs et aux pays qui ont augmenté leur contribution. Les chiffres, qui se sont approchés du niveau de 390 000 francs suisses en 1986, ont diminué en 1987 et 1988 avec les montants qui s'élèvent respectivement à environ 350 000 francs suisses à cause du fléchissement du dollar américain et d'autres monnaies par rapport au franc suisse.

Pour la période 1984–1988, le programme annuel du Fonds spécial a comporté le financement des actions complémentaires destinées à aider les Administrations postales à accroître leurs possibilités de développement, spécialement en matière de formation professionnelle. Les ressources disponibles ont permis d'opérer des choix en ce qui concerne les pays et les activités prioritaires, conformément à la résolution C 38 du Congrès de Hambourg.

En 1985, le Conseil exécutif a approuvé la modification du Règlement sur la gestion administrative et financière du Fonds spécial et le Règlement financier de l'UPU en fixant la période pour l'engagement des dépenses au cours de l'année du programme seulement.

118. Augmentation et utilisation plus souples des crédits budgétaires pour les missions de consultants. Le niveau annuel des crédits budgétaires pour les missions de consultants a été fixé à 1 180 000 francs suisses jusqu'en 1985. Comme suite à la résolution C 37 du Congrès de Hambourg visant l'augmentation de 40 % de ces crédits affectés à l'assistance technique, le Conseil exécutif a approuvé à sa session de mai 1985 un programme d'activités pour 1986 pour un crédit s'élevant à 1 652 000 francs suisses. Ce niveau a été maintenu jusqu'en 1989.

L'idée d'une utilisation plus souple des crédits en question, admise par le Conseil exécutif depuis 1980, a permis l'utilisation d'une partie des crédits pour l'attribution des bourses et l'achat de petit matériel, liés en principe aux missions de consultants. Une part importante a été affectée aux projets intéressant les pays les moins avancés (PMA) et des critères ont été adoptés pour la répartition des ressources entre les régions pour satisfaire les demandes d'aide reçues.

119. Autres sources de financement. Plusieurs projets au titre des fonds en dépôt ont été mis en œuvre au cours de la période 1984–1988. En plus de l'engagement de quatre experts associés, deux missions de consultants, huit bourses et du matériel ont été accordés au titre du Programme international pour le développement de la communication (PIDC) administré par l'UNESCO, une mission de consultant payée par le Bureau de l'exécution des projets (BEP) du PNUD et un cours de formation financé par le Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues (FNULAD). En outre, la dernière phase d'un projet inclus dans le programme de la Décennie des transports et communications en Afrique a été terminée grâce à l'appui financier d'un pays donateur.

En ce qui concerne l'assistance technique en nature, le Conseil exécutif a été informé des renseignements reçus par le Bureau international au sujet de l'assistance fournie par des Administrations. Il s'agit d'une vingtaine de pays donateurs, y compris six pays qui ont fourni des contributions affectées ou en nature au Fonds spécial UPU.

5.3 Programmation et exécution des programmes et projets

120. Programmes nationaux. Dans le cadre de la programmation par pays du PNUD pour la période 1987–1991 (4e cycle de programmation), 144 programmes nationaux ont été approuvés par le Conseil d'administration du PNUD 1985–1988. Malgré la participation active du Bureau international aux travaux de programmation, le nombre de nouveaux projets postaux retenus est assez limité. Sur 144 programmes, 17 seulement comportent des projets postaux. Le Bureau international poursuit ses efforts en vue de susciter l'intérêt des autorités nationales aux projets postaux, notamment à l'occasion de la révision à mi-terme des programmes. Il faut espérer que la programmation largement mise en pratique par le PNUD continue et qu'une intervention accrue du Bureau international sur le terrain permettra d'obtenir davantage de projets postaux qui répondent aux besoins des pays.

121. Programmes régionaux. Dans le cadre du 4e cycle de programmation régionale le Bureau international a entrepris les démarches auprès du PNUD en vue d'obtenir le financement de nouveaux projets qui s'inspirent des objectifs prioritaires arrêtés par le Congrès de Hambourg ou par le PNUD. Moins d'une dizaine ont abouti. Le Bureau international poursuit les négociations avec le PNUD afin que cette institution réexamine les projets non encore approuvés.

122. Programmes interrégionaux. Depuis 1982 le PNUD a consenti chaque année à financer un projet «appui sectoriel» dans le domaine des services postaux. Le projet en question a permis de financer des missions de consultants de courte durée portant sur l'analyse de la situation des services postaux. Au cours de la période 1984–1988 un nombre assez important de pays ont bénéficié des missions considérées.

123. Activités au titre des ressources propres de l'UPU. Le Conseil exécutif a approuvé chaque année le programme annuel d'activités au titre des ressources propres de l'UPU. Ce programme s'est inspiré essentiellement des objectifs prioritaires définis dans la résolution C 38 du Congrès de Hamburg et des activités inscrites dans le programme global d'action 1987–1990 ainsi que d'une façon générale de la Déclaration de Hamburg.

124. Exécution des projets et programmes. Le Conseil exécutif a accordé une attention toute particulière au taux d'exécution des projets financés au titre des ressources du PNUD. En 1984, le taux d'exécution (74,4 %) s'est situé à un taux légèrement supérieur à la moyenne de l'ensemble des agences d'exécution du PNUD. L'année suivante il était de 81,2 %, soit 6,8 % plus élevé que celui de 1984. En 1986, le taux d'exécution a subi une baisse importante (– 7,1 %) bien que les dépenses effectives soient supérieures (+ 7,7 %) par rapport à 1985.

L'année 1987 a marqué le début du 4e cycle de programmation et a vu l'approbation de nouveaux projets régionaux et nationaux. Cette année, le taux d'exécution a atteint un niveau supérieur (94,6 %) mais cette hausse est attribuable aux révisions des projets du fait que les dépenses effectives ont diminué par rapport à l'année précédente.

Les programmes financés au titre du budget de l'UPU et du Fonds spécial ont été réalisés de façon satisfaisante.

Diverses mesures ont été prises par le Bureau international (participation accrue des pays bénéficiaires, désignation des directeurs nationaux des projets, visites sur place, etc.) en vue notamment d'améliorer davantage le taux d'exécution des projets tout en préservant la qualité.

125. Le nombre d'experts, de consultants et de bourses ainsi que les dépenses pour la fourniture de matériel d'enseignement et d'exploitation sont indiqués ci-après pour chaque année de la période quinquennale.

Année	Experts	Consultants	Bourses	Matériel	
				USD	CHF
1984	46	36	272	276 257	122 569
1985	50	24	221	241 327	348 784
1986	49	32	271	412 729	541 803
1987	52	58	352	363 843	434 128
1988	67	49	407	370 432	330 384

Les experts ont été, pour la plupart, recrutés au titre des projets PNUD/UPU et, pour un petit nombre, au titre des projets de fonds en dépôt. Les missions de courtes durées (moins de 12 mois) représentent 79 à 87 % du nombre total selon l'année. Les consultants sont des consultants UPU dont les missions (un à trois mois chacune en général) sont financées par le budget ordinaire de l'UPU. Un grand nombre de bourses ont été accordées aux participants aux cours, cycles d'étude ou aux réunions techniques, organisés par l'UPU sur le plan multinational (63 à 84 % des bourses octroyées suivant les années).

Les dépenses en matériel indiquées en USD sont celles relatives aux projets PNUD/UPU et PIDC/UNESCO; celles indiquées en francs suisses concernent le Fonds spécial UPU et le budget ordinaire de l'UPU. La plus grande partie des dépenses en francs suisses sont celles découlant du projet du Sahel financé par la contribution affectée de la Belgique au Fonds spécial UPU.

5.4 Evaluation

126. Le Conseil exécutif a été informé chaque année des travaux d'évaluation entrepris par le Bureau international, sur la base des renseignements recueillis concernant les résultats des missions d'experts et de consultants, des activités de formation groupée ainsi que des stages individuels. En 1986, le format du document habituellement présenté au Conseil exécutif a été réaménagé en vue d'une plus grande clarté. Depuis 1987 et à l'instar des autres organisations du système des Nations Unies, l'UPU s'efforce de mener ses activités d'évaluation de façon encore plus précise. Ainsi, en 1987 et 1988, le Bureau international a organisé sur place un certain nombre de missions d'évaluation visant l'examen approfondi des résultats des activités terminées. Les constatations faites ont été communiquées aux responsables des services postaux des pays concernés.

Le Bureau international envisage de s'inspirer davantage des activités des autres organismes en la matière.

6 Relations extérieures

6.1 Unions restreintes

127. La quasi-totalité des Unions restreintes avec lesquelles l'UPU entretient des rapports fondés sur l'article 8 de la Constitution ont participé en qualité d'observateurs aux réunions du Conseil exécutif.

Conformément aux résolutions C 37 et C 38 du Congrès de Hamburg 1984 et à la résolution CE 6/1983 du Conseil exécutif, un accord de coopération a été conclu entre l'UPU et chacune des Unions restreintes ci-après: CAPTAC, UAPT, UPA, UPAE, UPAf, UPAP, APPU. Dans la mesure du possible le Bureau international s'est attaché à associer les Unions restreintes à la mise en œuvre des activités d'assistance technique de caractère multinational menées par l'UPU.

6.2 Organisation des Nations Unies (ONU)

128. Relations avec l'ONU (décision C 8 du Congrès de Hamburg). Sur la base de l'article IV de l'Accord ONU/UPU et de la décision C 8 du Congrès de Hamburg, le Secrétaire général a soumis à chaque session du Conseil exécutif, comme complément aux renseignements figurant dans les rapports annuels sur les activités de l'Union, plusieurs rapports sur différentes questions dont les principales sont relatées dans les chapitres correspondants du présent rapport (voir Congrès – Doc 22).

129. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées (décision C 9 du Congrès de Hamburg). Le Secrétaire général a soumis chaque année au Conseil exécutif un rapport relatif aux recommandations de l'ONU concernant l'application par les institutions spécialisées de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Ces rapports mentionnaient les diverses mesures prises par le Bureau international concernant par exemple l'assistance aux réfugiés et aux territoires non autonomes, l'assistance au peuple palestinien, les relations avec les pays nouvellement indépendants, ainsi que plusieurs résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies qui faisaient appel à la collaboration des institutions spécialisées dans ce domaine. Le Conseil a pris acte de ces rapports et de ces résolutions (décisions CE 30/1985, CE 24/1986, CE 21/1987, CE 20/1988 et CE 28/1989) (voir Congrès – Doc 23).

130. La Commission de la fonction publique internationale (CFPI) a été créée en 1974 par l'Assemblée générale des Nations Unies pour assurer la réglementation et la coordination des conditions d'emploi dans les organisations qui appliquent le régime commun des Nations Unies. Le CE a accepté en 1975 le statut de cette Commission et a été saisi, lors de chacune de ses sessions, des rapports annuels de la CFPI à l'Assemblée générale des Nations Unies.

131. Programme international pour le développement de la communication (PIDC). Le Conseil exécutif a été régulièrement informé de la participation de l'UPU aux travaux du Conseil intergouvernemental du PIDC et des activités de coopération technique postale menées par le Bureau international dans le cadre de ce programme.

132. Corps commun d'inspection des Nations Unies (CCI). Chaque année, depuis 1968, le Bureau international soumet au Conseil exécutif les rapports du Corps commun d'inspection (CCI) qui sont de nature à intéresser l'UPU. Ceux de ces rapports qui ont trait aux activités de la coopération technique ont été soumis, au premier stade, à la Commission 9. De 1985 à 1989, le Conseil exécutif a examiné les seizième à vingtième rapports sur les activités du CCI (juillet 1983 à juin 1988) et il en a pris acte (décisions CE 30/1985, CE 24/1986, CE 21/1987, CE 28/1988 et CE 28/1989).

133. Années internationales. A l'occasion de l'Année internationale de la paix (1986), le Bureau international a invité les Administrations postales à émettre des timbres-poste spéciaux. En ce qui concerne l'Année internationale du logement des sans-abri (1987), le Bureau international a voulu contribuer à éveiller les consciences sur ce problème vital. C'est ainsi que le thème choisi pour le concours épistolaire organisé par l'UPU en 1987 a été «Lettre à un enfant sans abri, dans laquelle vous exposez les devoirs et obligations humains pour améliorer les conditions des sans-abri». Le Conseil exécutif a été informé des initiatives prises par le Bureau international au sujet des années internationales susmentionnées.

134. Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique 1986-1990. A l'issue de sa 13e session extraordinaire tenue en mai 1986, l'Assemblée générale des Nations Unies avait adopté un programme d'action pour le redressement économique et le développement de l'Afrique 1986-1990, comportant les principes d'action ainsi que les mesures à prendre pour atteindre les objectifs du programme. Lors de sa session de 1988, le Conseil exécutif a été informé des initiatives prises ou envisagées par l'UPU au titre de sa contribution au programme considéré, des contraintes pouvant compromettre les efforts entrepris ou envisagés et des perspectives d'avenir.

6.3 Institutions spécialisées et Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)

135. Relations avec les institutions spécialisées. L'UPU collabore activement avec les autres institutions spécialisées, notamment au sein du Comité administratif de coordination de l'ONU (CAC) et de ses organes subsidiaires.

Par ailleurs, les services juridiques de ces organisations échangent régulièrement des informations sur les problèmes administratifs et juridiques qu'ils ont à traiter au cours de l'année.

136. Union internationale des télécommunications (UIT). Les relations entre l'UPU et l'UIT, qui datent depuis fort longtemps, se sont développées d'abord dans un cadre général au sein du Comité de contact UIT/UPU. Les rapports se sont ensuite intensifiés notamment en ce qui concerne le courrier électronique, domaine dans lequel les deux Unions ont œuvré au sein des Groupes des travail et Commissions du CCITT, l'UPU étant représentée par le Bureau international et par le Sous-Groupe de travail 503 du CCEP.

Les activités intéressant le Conseil exécutif en propre sont les suivantes:

- a) Les services financiers postaux
 - télégrammes-mandats POSTFIN:
 - les deux Unions collaborent étroitement pour harmoniser leurs réglementations, compte tenu de l'évolution des techniques et des besoins du service;
 - services nouveaux de transferts de fonds fondés sur les moyens de télécommunications autres que le télégraphe:
 - les deux Unions étudient les possibilités de création de nouveaux services performants utilisant les moyens de télécommunications et télématique à l'instar de services semblables assurés entre les banques.

Ces questions sont à l'étude au sein de la Commission 8 du CE et de la Commission d'études I du CCITT (voir également sous 2.5, lettre B).

- b) L'édition en commun de la Nomenclature internationale des bureaux de poste et télégraphiques (NIB PT).

Les négociations assez avancées se poursuivent au sein des instances suprêmes respectives pour parvenir à concilier les intérêts réciproques et éditer un ouvrage commun à l'usage des Administrations postales et à celles des télécommunications (voir également sous 3.4, lettre C).

- c) L'édition en commun de l'annuaire Bureau fax (voir également le «Rapport sur l'ensemble de l'activité du CCEP 1984-1989», § 120).

Pour ce qui est des relations CCEP-CCITT concernant le courrier électronique, il y a lieu de se reporter au «Rapport sur l'ensemble de l'activité du CCEP 1984-1989», §§ 82 à 90.

6.4 Autres organisations

137. Conseil de coopération douanière (CCD). Au niveau des Secrétariats, l'UPU et le CCD entretiennent des relations suivies. En outre, conformément à la résolution C 49 du Congrès de Hambourg, le Comité de contact CCD/UPU a été reconstitué en vue de poursuivre l'étude des problèmes relatifs à la simplification du traitement douanier des envois postaux. Composé de cinq pays membres de part et d'autre, ce Comité a tenu quatre réunions dont deux à Berne (1986 et 1988) et deux à Bruxelles (1987 et 1989). Les questions traitées sont relatées sous chiffre 2.3, lettre B. Par ailleurs, l'UPU a été représentée par le Canada, la Belgique et la France à plusieurs réunions du Conseil de coopération douanière et de ses organes, notamment aux 69/70e sessions du Conseil à Ottawa (1987), à la 7e session du Comité de la lutte contre la fraude (1988) et au Symposium sur la télématique (1988).

138. Association du transport aérien international (IATA). Une collaboration très étroite avec l'IATA s'est poursuivie par l'entremise du Comité de contact IATA/UPU qui s'est réuni à deux reprises et les Groupes de travail mixtes IATA/UPU qui ont tenu seize réunions. Par ailleurs, l'UPU s'est fait représenter comme observateur à la 41e Assemblée générale annuelle de l'IATA (Hambourg 1985).

139. Organisation internationale de normalisation (ISO). Les relations entre l'ISO et l'UPU, qui remontent à 1960, ont revêtu le caractère de collaboration organisée au sein du Comité de contact ISO/UPU qui tient chaque année une réunion.

Etant donné les liens étroits qui existent entre les activités de normalisation de l'ISO et les études du CCEP, c'est ce dernier organe qui représente l'UPU dans ses relations avec l'ISO. L'état de la coopération entre les deux organisations est développé dans le «Rapport sur l'ensemble de l'activité du CCEP 1984-1989», §§ 91 à 101.

140. Organismes internationaux représentant les clients des services postaux. En application de la résolution C 34 du Congrès de Hamburg, le Conseil exécutif a mené diverses actions:

1. Il a invité l'ensemble des Administrations de l'Union à nouer, puis à développer au niveau national des contacts avec ces organismes (décision CE 31/1985).
2. Il a procédé à une étude prospective qui lui a permis de faire une liste non exhaustive de six organismes avec lesquels des contacts seront établis par l'UPU (décision CE 14/1986), à savoir:
 - la Chambre de commerce internationale (CCI);
 - la Fédération internationale de la presse périodique (FIPP);
 - l'Union internationale des éditeurs (UIE);
 - la Fédération internationale des éditeurs de journaux (FIEJ);
 - l'Association internationale du publipostage (Mail Advertising Service Association International (MASAI));
 - l'E.D.M.A. (European Direct Marketing Association).
3. En 1987, le Conseil exécutif:
 - a décidé de laisser ces contacts se développer au niveau du CE et du CCEP au gré des circonstances;
 - a invité le Comité directeur du CCEP à prolonger la durée du colloque d'octobre 1987 sur le problème de la presse et du trafic postal (étude 611) à un jour, dont une demi-journée pourrait être organisée avec les associations représentant la presse, l'édition et la librairie et traiterait de toutes ou d'une partie des questions évoquées dans les réponses données par ces organismes (décision CE 23/1987).
4. En 1988, il a recommandé des mesures susceptibles d'améliorer et de renforcer les relations du Bureau international et des Administrations de l'Union avec la presse (décision CE 23/1988).

141. Organisation de l'unité africaine (OUA). En matière postale, la coopération entre l'UPU et l'OUA se réalise surtout dans le cadre des relations permanentes avec l'Union panafricaine des postes (UPAP), organisme spécialisé de l'OUA. Cette coopération a été renforcée à la suite des décisions prises à l'occasion du Congrès de Hamburg et un accord de coopération entre l'UPU et l'UPAP a été conclu en 1984.

Conformément à la décision C 92 du Congrès de Lausanne 1974 et à la résolution C 7 du Congrès de Rio de Janeiro 1979, l'OUA est invitée à participer aux sessions annuelles du Conseil exécutif.

Plusieurs activités d'assistance technique postale en faveur des pays africains ont été entreprises ou envisagées par l'UPU en collaboration avec l'UPAP. En outre, l'UPU collabore actuellement aux activités d'un projet régional intéressant l'Afrique et intitulé «Etablissement d'une communauté économique africaine». Une étude relative à la fusion éventuelle de l'Union panafricaine des télécommunications (UPAT) et de l'UPAP est inscrite dans le programme de travail d'un consultant au titre dudit projet.

142. Ligue des Etats arabes. Dans le domaine des services postaux, l'UPU entretient des relations permanentes de coopération aussi bien avec la Ligue des Etats arabes qu'avec son organisme spécialisé, l'Union postale arabe (UPA).

Depuis 1983, un échange d'informations ainsi que des contacts permanents sont établis entre l'UPU et l'UPA, notamment à l'occasion des réunions annuelles des organes respectifs des deux réunions (CE de l'UPU et de l'UPA, CCEP de l'UPU). En outre, la Ligue des Etats arabes et l'UPA ont participé au Congrès de Hamburg au cours duquel ont été traitées notamment les questions d'assistance technique intéressant les pays en développement en général et les pays arabes en particulier.

Conformément à la décision C 92 du Congrès de Lausanne 1974 et à la résolution C 7 du Congrès de Rio de Janeiro 1979, la Ligue des Etats arabes est invitée à participer aux sessions annuelles du Conseil exécutif.

Plusieurs activités d'assistance technique postale en faveur des pays arabes ont été entreprises ou envisagées par l'UPU en collaboration avec l'UPA avec laquelle notre Union a signé en 1987 un accord de coopération.

6.5 Information publique

143. Activités d'information. L'élargissement de la gamme de prestations offertes par la poste et l'apparition sur le marché des communications d'une concurrence très active et déterminée, ont mis en évidence la nécessité pour l'UPU de développer l'information publique postale. C'est ainsi que le Conseil exécutif a approuvé les mesures prises par le Bureau international pour renforcer ses propres activités dans le cadre d'une politique cohérente de l'information ainsi que les initiatives entreprises dans ce domaine à l'appui de celles des Administrations postales, en vue de mieux faire connaître la poste, ses prestations, ses améliorations et le rôle important qu'elle joue dans le développement économique et culturel des peuples. Ces actions découlent de la Déclaration de Hamburg, qui incite l'UPU à «développer et renforcer les relations entre la poste et sa clientèle (...) et à sensibiliser les gouvernements et les usagers à la nécessité de faire de la poste une entreprise dynamique (...) et la doter des moyens structurels et financiers nécessaires à sa transformation». Par ailleurs, le Congrès de Hamburg a également adopté la résolution C 37 par laquelle il a chargé le Directeur général du Bureau international de «soutenir les actions d'information publique entreprises par les Administrations postales des pays en développement» et la résolution C 38, en vertu de laquelle le développement des activités d'information publique figure parmi les priorités de l'UPU en matière d'assistance technique.

Le Conseil exécutif a soutenu les activités entreprises par le Bureau international en vue d'améliorer l'image de la poste aussi bien au niveau de l'UPU qu'à celui des Administrations. Parmi les premières il y a lieu de citer celles mises en œuvre par le biais de la revue «Union Postale», les relations avec la presse, les manifestations de la Journée mondiale de la poste, le concours international de compositions épistolaires pour les jeunes, la participation à des expositions et des foires, la fourniture de renseignements à toute sorte d'intéressés, le service de prêts de documents audiovisuels offerts par la bibliothèque (films et vidéocassettes), les stages et visites d'information; enfin la diffusion de brochures et dépliants sur l'UPU. (Voir également sous la section «Documents et publications», chiffre 3.4, lettre C, notamment «Autres publications».)

Au niveau des Administrations postales, ces actions ont consisté dans l'appui à leurs actions publicitaires, notamment à travers les médias, les campagnes d'information en faveur de la poste à l'intention des écoliers, des usagers, des grandes entreprises et du public en général. En outre des cycles d'études régionaux ont été organisés sur l'information publique.

144. Revue «Union Postale». Pendant cette période le Conseil exécutif a suivi l'introduction de diverses améliorations dans la revue. Des initiatives se sont traduites par une présentation plus agréable des textes, des encadrés contenant les points saillants des articles publiés, des titres accrocheurs et des illustrations plus soignées.

A la suite d'une étude portant sur l'application d'une nouvelle politique d'édition, le Conseil exécutif a décidé à sa session de 1987 de:

- changer la périodicité de la revue de bimestrielle à trimestrielle, à partir de 1988;
- réduire et restructurer la rubrique «timbres-poste»;
- maintenir le même système que dans le passé en ce qui concerne la présentation de la revue, consistant à brocher dans un seul fascicule les sept versions linguistiques, ainsi que le même système d'édition et d'expédition;

- maintenir les mêmes tarifs d'abonnement, malgré son passage de publication bimestrielle à publication trimestrielle;
- appuyer les efforts du Bureau international visant à accroître les recettes et à effectuer des économies;
- permettre l'addition d'une deuxième couleur à la revue, à partir de 1988;
- inviter les Administrations postales à élargir le champ de distribution de la revue dans leurs services.

145. Relations avec la presse. Le Conseil exécutif a approuvé les activités menées par le Bureau international en vue de développer les relations avec la presse et a également pris acte de certaines actions s'y rapportant, dont la constitution d'un «fichier de presse», l'élaboration du Guide «Comment pratiquer la communication publique à la poste», le lancement de communiqués de presse lors de certaines réunions et activités de l'Union, la tenue de conférences de presse et sessions d'information pour faire connaître les derniers développements de la poste, notamment le service EMS et le courrier électronique, la diffusion d'un bulletin trimestriel «Lettre de l'UPU» destiné principalement à la presse et aux responsables de relations publiques et internationales dans certaines Administrations, la présence régulière de l'UPU aux briefings hebdomadaires du Palais des Nations à Genève, l'accueil de journalistes au Bureau international. Suite à certaines actions, des journalistes ont fait paraître dans la presse des articles favorables à l'UPU et notamment au service EMS.

146. Journée mondiale de la poste. Le Conseil exécutif a été renseigné des manifestations d'ordre culturel, social et sportif par lesquelles les Administrations postales ont marqué chaque année la Journée mondiale de la poste. Trois de ces manifestations revêtent une importance particulière: la remise des prix aux lauréats du concours international de compositions épistolaires par les Administrations concernées, l'utilisation à des fins promotionnelles, par la presque totalité des Administrations postales, de l'affiche de la Journée et la diffusion, par les médias locaux, du message du Directeur général du Bureau international. Le slogan que doit porter l'affiche de la Journée mondiale de la poste est choisi par le Conseil exécutif, sur proposition du Bureau international. Ses énoncés s'inspirent souvent de ceux des campagnes entreprises périodiquement par les Nations Unies pour contribuer à résoudre des problèmes intéressant toute la planète, tels que la préservation de la nature, le maintien de la paix, l'alphabétisation, etc. Jusqu'en 1987, le Bureau international avait diffusé une affiche différente chaque année. Toutefois, par décision CE 24/1987 du Conseil exécutif, l'affiche diffusée en 1988 portant le slogan «La poste toujours et partout» restera valable jusqu'en 1990. Enfin, il est à signaler que les deux dernières affiches de la Journée mondiale de la poste ont été choisies sur la base de concours organisés par le Bureau international parmi des groupes de Pays-membres de l'Union.

147. Concours international de compositions épistolaires pour les jeunes. Créé par la résolution CE 7/1971, à la suite du vœu C 67 adopté par le Congrès de Tokyo, le concours international de compositions épistolaires pour les jeunes compte déjà dix-sept ans d'existence. Tout au long de la période 1985–1989, le Conseil exécutif a suivi le déroulement du concours et a retenu, sur proposition du Bureau international, le sujet de chaque année. Bien que le nombre d'Administrations participantes n'ait jamais atteint 30 % de l'ensemble des Pays-membres de l'UPU, force est de reconnaître qu'au fil des années il y a eu, quoique modestement, une ascension constante de ce nombre. Cela s'explique aussi bien par le fait que la joute devient un événement traditionnel de plus en plus connu que par la publicité qui lui est accordée chaque année par les Administrations qui y participent. Une enquête conduite par le Bureau international à la suite d'une décision du Conseil exécutif a fait ressortir qu'en 1987 ont participé au concours, sur le plan national, 481 391 élèves.

Comme dans le cas du slogan de la Journée mondiale de la poste, pour le choix des sujets du concours, le Bureau international s'est inspiré, autant que possible, des énoncés des campagnes mises en œuvre par les Nations Unies pour sensibiliser l'opinion publique mondiale sur un

problème déterminé. Un jury de l'UNESCO a continué à choisir les lauréats du concours international, auxquels des médailles d'or-vermeil, d'argent, de bronze et quatre mentions ont été décernées. Les gagnants des années 1984 à 1988 ont été des participants, respectivement, du Bangladesh, du Canada, de l'Irlande (1986 et 1987) et du Brésil.

Au cours de sa session de 1986, le Conseil exécutif a avancé d'un mois (au 30 mai de chaque année) la date limite de transmission des compositions au Bureau international afin que l'UNESCO puisse faire connaître les résultats du concours au moins deux mois avant la date de remise des prix aux lauréats (le 9 octobre de chaque année, anniversaire de la fondation de l'UPU).

148. Participation à des foires et expositions. Le Conseil exécutif avait chargé le Bureau international d'étudier les conditions dans lesquelles l'UPU pourrait participer aux expositions et aux foires internationales en collaboration avec les Administrations sièges de ces manifestations, sur la base de règles à établir (décision CE 22/88). Les conclusions de cette étude, actuellement en cours, tiendront compte également des résultats d'une consultation entamée dans ce domaine par le Comité commun de l'information des Nations Unies (JUNIC).

Pendant la période 1985–1989, l'UPU a pris part à plusieurs expositions philatéliques dont celles de Rome, Stockholm et Séoul. Elle a également participé, en moyenne, à cinq foires du livre par année, notamment à celles de Francfort, Londres, Genève, Moscou et Leipzig, foires où l'UPU a fait connaître ses activités et ses réalisations par l'intermédiaire de dépliants, brochures et études du CCEP.

149. Expositions organisées au siège du Bureau international. Lors des sessions du Conseil exécutif et du CCEP, le Bureau international a organisé diverses expositions illustrant, sous forme de tableaux et chiffres statistiques, les échanges postaux et des services de pointe tels que l'EMS.

150. Cinémathèque – audiovisuel. L'avènement de nouvelles techniques audiovisuelles, notamment des vidéocassettes, a incité les Administrations postales à en faire un usage plus intensif, au détriment des films, dont les demandes de prêt ont diminué ces derniers temps. Le Conseil exécutif a été saisi de cette évolution. Ayant constitué un stock important de vidéocassettes portant sur les services postaux, le Bureau international a pu en fournir aux diverses Administrations qui en ont fait la demande. Pour sa part, le Bureau international s'est doté de certains moyens audiovisuels qui lui permettent de visionner les cassettes reçues et d'en produire des copies. C'est grâce à ce matériel qu'il a été possible d'illustrer et d'enrichir les réunions du Conseil exécutif par la projection de vidéocassettes et diapositives. Par ailleurs, le Bureau international a été chargé par le Conseil exécutif de mener une enquête sur la possibilité de réaliser des vidéocassettes destinées à la formation postale dans le cadre des écoles régionales (décision CE 17/1988).

Les résultats de l'enquête montrent, d'une part, que la plupart des Administrations n'utilisent pas systématiquement ce type de support pour la formation et, d'autre part, que trois écoles ayant répondu au sondage (sur les six contactées) signalent que les vidéocassettes constitueraient un outil de formation important, mais que leur production nécessiterait une aide substantielle de la part du Bureau international. Enfin, le CE 1989 a chargé le Bureau international de réexaminer la possibilité de produire de tels supports de formation à partir de 1991, dans le cadre du concours technique destiné à l'amélioration des programmes de formation dans les écoles régionales.

151. Spécialiste en information. Suite à une demande formulée au Conseil exécutif en 1983, l'Administration postale française a mis gratuitement à la disposition du Bureau international, de mai 1984 à avril 1986, les services d'un consultant-spécialiste en information publique postale. Sur la base de ses propositions et avec sa participation active, il a été possible d'atteindre des objectifs d'importance, en particulier dans le secteur des relations avec la presse. Grâce à son concours, il a été notamment possible d'élaborer le Guide «Comment pratiquer la communication publique à la poste» diffusé à toutes les Administrations postales.

IV. Conclusions

152. Au terme de son mandat au bilan positif, le CE exprime l'autosatisfaction d'avoir œuvré dans l'intérêt de l'Union et de l'ensemble des Pays-membres. Tout au long de ce quinquennat, il s'est activement employé à la bonne conduite de toutes les études qui lui ont été confiées par le Congrès de Hamburg, suggérées par les Administrations postales, le CCEP et le Bureau international ou encore entreprises sur sa propre initiative.

153. S'agissant du service postal proprement dit, les études principales ont porté sur les problèmes économiques et les nouveaux services, à savoir la tarification (poste aux lettres), les rémunérations (quotes-parts des colis postaux, frais de transit et frais terminaux) et l'EMS.

154. Il convient de souligner, en particulier, l'effort important entrepris pour le développement à l'échelle mondiale du service EMS, matérialisé, entre autres, par l'adoption du nom commun et d'un logotype uniforme propre à ce service, actuellement utilisé par les Administrations postales ayant introduit ce service et plus particulièrement par l'élaboration de l'accord-cadre qui le régit.

155. L'étude sur la revision des services financiers postaux a abouti à des conclusions en ce qui concerne les Arrangements: suppression de certains et maintien du reste comme développé ci-dessus (voir § 62).

156. L'étude sur la réglementation postale universelle a permis au CE de retenir une série de propositions relatives à l'organisation, au fonctionnement et à la méthode de travail du Congrès et du CE, préconisant notamment un transfert de compétence législative du Congrès au CE pour raison d'efficacité et de souplesse.

157. De l'étude des suggestions concernant l'adaptation du fonctionnement de l'Union aux exigences commerciales et techniques actuelles, le CE a également tiré une série de conclusions visant à relever de façon appropriée le défi de la concurrence.

158. Des efforts substantiels ont été accomplis et des décisions importantes ont été prises par le CE pour resserrer les liens qui unissent l'UPU aux autres organisations internationales, notamment à l'ONU et aux Unions postales restreintes, ces dernières étant de plus en plus associées à certaines activités de l'Union, principalement dans le domaine de la coopération technique.

159. En matière d'assistance technique postale, il faut signaler que le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) constitue toujours la principale source de financement. Cependant, en raison de l'importance et de l'urgence des besoins, de multiples initiatives appuyées par le CE ont été prises en vue de trouver des ressources complémentaires et de mobiliser les moyens disponibles notamment en faveur des pays défavorisés. La mise en œuvre du concept de la coopération technique entre pays en développement (CTPD) a constitué l'un des choix qui ont favorisé le développement des activités techniques et amélioré l'impact de celles-ci.

160. Dans le domaine de l'information et de la documentation, diverses initiatives ont été prises concernant entre autres:

- le renforcement des activités d'information publique sur la base de la Déclaration de Hamburg et des résolutions C 37 et C 18 (participation accrue de l'UPU aux foires et expositions internationales, conférences et communiqués de presse, accueil de visiteurs au Bureau international, etc.);
- la réorganisation de la Journée mondiale de la poste;
- la modernisation de la cinémathèque du Bureau international;
- la refonte de diverses publications dont la revue «Union Postale», le «Mémoire de l'UPU», le «Recueil de renseignements sur l'organisation et les services internes des Administrations postales», l'«Histoire de l'UPU de 1948 à 1985», «L'Union postale universelle (UPU), institution spécialisée des Nations Unies».

161. En matière de finances de l'Union, le CE a soutenu les efforts déployés par le Directeur général pour rationaliser les procédures de travail et maintenir une croissance budgétaire nulle afin de réduire autant que possible les charges financières des Pays-membres pendant quatre ans. En avril 1989, le Conseil a alloué les moyens financiers nécessaires pour la mise en œuvre urgente d'activités spéciales destinées à améliorer la qualité du service postal international et de permettre à l'UPU de lutter plus vigoureusement contre la concurrence. Il sied enfin de relever que, à l'instar de ce qui avait déjà été fait pour le Congrès de Hamburg, le Conseil a décidé de financer les dépenses du Congrès de Washington par prélèvement du Fonds de réserve, ce qui a permis d'éviter ainsi une forte hausse de la part contributive de l'année 1989.

Bonn, le 14 août 1989

Au nom du Conseil exécutif:

Le Président,

F. KOLLER

Résultats des travaux confiés au Conseil exécutif par le Congrès de Hamburg

Résolution, décision, etc., du Congrès	Résultats	Paragrapes du rapport
Décision C 2 Dispositions concernant le quorum et les conditions d'approbation des propositions	Conformément à l'esprit des propositions 1719.1 et 1721.2 du Congrès de Hamburg, le CE a élaboré à l'intention du Congrès des propositions de modification des articles 18, 19 et 20 du Règlement intérieur des Congrès (voir propositions 1718.1, 1719.1 et 1720.1)	72
Résolution C 10 Examen des Arrangements concernant les services financiers postaux (y compris l'Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques)	Dans le cadre de la revision des Arrangements concernant les services financiers postaux, le CE a décidé de maintenir uniquement les Arrangements dont l'utilité est unanimement reconnue, à savoir l'Arrangement concernant les mandats de poste, à l'exception de la partie relative aux bons postaux de voyage, l'Arrangement concernant le service des chèques postaux et celui des envois contre remboursement, et de supprimer la partie de l'Arrangement concernant les mandats de poste relative aux bons postaux de voyage, les Arrangements concernant les recouvrements, le service international de l'épargne et celui relatif aux abonnements aux journaux et écrits périodiques (voir Congrès – Doc 62)	62 et 63
Décision C 28 Dispositions concernant l'émission et le paiement des postchèques		
Résolution C 81 Formules des Arrangements concernant les services financiers postaux		
Résolution C 14 Principe et méthode de calcul des frais de transport aérien intérieur	Le Conseil exécutif a élaboré à l'intention du Congrès trois propositions visant à modifier les articles 82 et 83 de la Convention et 51 de l'Arrangement concernant les colis postaux, pour préciser les modalités de calcul des frais de transport aérien intérieur conformément à la résolution C 14 (propositions 4082.2, 4083.1 et 5051.1)	48

Résolution, décision, etc., du Congrès	Résultats	Paragraphe du rapport
Résolution C 15 Spécimens scientifiques de matières dangereuses	Il n'a pas été possible de s'entendre avec l'IATA, principal intéressé par la question du transport aéropostal de «petite quantité» de spécimens scientifiques de matières dangereuses. En revanche, le Conseil exécutif a décidé d'organiser, en collaboration avec l'IATA, une campagne de sensibilisation sur les risques que comporte le transport par la poste aérienne des marchandises dangereuses (exposition lors du CE 1989 et du Congrès de Washington 1989, diffusion de vidéocassettes, de dépliants, affiches). Le CE propose aussi le suivi de la question après le Congrès (proposition 4000.3)	50
Résolution C 18 Utilisation maximale de la voie aérienne pour le transport du courrier	Le Conseil exécutif a adopté en 1989 un «Manuel sur la maximalisation» élaboré par le Groupe de travail «Maximalisation» du Comité de contact IATA/UPU et destiné à assister les Administrations dans leurs négociations avec les compagnies aériennes, tant sur le plan national que régional, et à donner à la maximalisation l'essor dont elle a besoin	55
Résolution C 22 Revision des quotes-parts territoriales et maritimes	Considérant que les taux indicatifs pour les quotes-parts de départ et d'arrivée sont actuellement d'un niveau élevé, le CE a estimé que ces taux ne devraient pas être modifiés par le Congrès. En outre, se fondant sur les résultats d'une enquête, il a procédé au calcul de ces taux indicatifs par colis et par kilogramme de poids brut de la dépêche (proposition 5046.2)	58, 59, 67 et 69
	Par ailleurs, le CE a rajusté les quotes-parts de transit et les quotes-parts maritimes en fonction des frais de transit révisés (propositions 5047.2 et 5048.2)	60
Résolution C 24 Caractéristiques techniques et renseignements concernant l'utilisation des formules MP 1bis et MP 12bis, déposés auprès du Bureau international	La tâche principale visée par cette résolution a été accomplie par la Suède qui a dûment déposé au BI les caractéristiques en question et les Administrations en ont été avisées par lettre-circulaire 3450.7(C)1129 du 31 janvier 1985	64
Résolution C 32 Journée mondiale de la poste	Le Conseil exécutif a choisi entre 1985 et 1989 le thème de la Journée mondiale de la poste sur proposition du Directeur général du Bureau international (CE 24/1987)	146

Résolution, décision, etc., du Congrès	Résultats	Paragrapes du rapport
Résolution C 33 Publication de un ou de plusieurs livres traitant de l'influence de la poste dans l'art	Par décision du Conseil exécutif (décision CE 2/1987) le Bureau international a sollicité la collaboration de l'UNESCO pour la mise en œuvre de ce projet. Une enquête ouverte auprès des Administrations postales a montré que le nombre d'exemplaires qu'elles désiraient souscrire d'un ouvrage en français portant sur la peinture et les arts graphiques, ne permettrait pas de couvrir l'apport financier demandé à l'Union par l'éditeur proposé par l'UNESCO. L'UPU n'étant pas en mesure de supporter la partie du financement non couverte par les souscriptions, le Conseil exécutif a décidé d'abandonner temporairement le projet en question (décision CE 13/1988)	91
Résolution C 34 Contacts avec les organismes internationaux représentant les clients des services postaux	Dans le cadre de cette étude, le CE a mené diverses actions, à savoir: <ul style="list-style-type: none"> – invitation de l'ensemble des Administrations à établir des contacts avec ces organismes au plan national (décision CE 31/1985); – sur la base des conclusions de l'étude, établissement d'une liste de six organismes internationaux avec lesquels l'UPU peut entretenir des relations (décision CE 14/1986); – invitation du Comité directeur du CCEP à faire participer certains de ces organismes au colloque du CCEP d'octobre 1987 (étude 611) sur le problème de la presse et du trafic postal (décision CE 23/1987) 	140
Résolution C 37 Financement des activités d'assistance technique de l'UPU	Le CE a pris acte des actions menées par le Bureau international visant notamment: <ul style="list-style-type: none"> – à multiplier ses interventions auprès des autorités nationales et des autorités du PNUD pour faciliter l'aboutissement des demandes présentées par les Administrations postales; – à soutenir les actions d'information publique entreprises à cet effet par les Administrations postales des pays en développement; – à poursuivre ses efforts avec la collaboration, le cas échéant, des Unions restreintes, en vue de rechercher des moyens de financement complémentaires, notamment auprès des pays développés ou riches, de la Banque mondiale et des institutions financières sous-régionales et régionales 	105, 112 et 127

Résolution, décision, etc., du Congrès	Résultats	Paragraphe du rapport
Résolution C 38 Priorités et principes d'action de l'UPU en matière d'assistance technique	En approuvant le programme d'action de l'UPU pour la période 1986-1990, le CE a tenu compte des priorités et principes d'action de l'UPU arrêtés par le Congrès de Hambourg. Il a en outre veillé au renforcement des relations entre les activités d'assistance technique et les études du CCEP. La collaboration avec les Unions restreintes et les commissions économiques régionales a été renforcée par des actions communes (organisation des cours, cycles d'études, etc.)	105, 123 et 127
Résolution C 41 Principes et méthodes pour le calcul des barèmes des frais de transit	Le CE propose de nouveaux barèmes des frais de transit (voir le Congrès – Doc 61 et la proposition 3063.1)	41
Résolution C 42 Etude sur les frais terminaux	Le CE propose d'introduire des taux séparés pour les LC et les AO dans les échanges avec des volumes importants de trafic. En outre, le CE propose de comptabiliser le trafic soumis aux frais terminaux d'après le poids réel (voir le Congrès – Doc 60 et les propositions 3064.1, 3064.91, 3065.2, 3067.2, 3067.91, 3067.92, 3556.1, 3562.1, 3564.1, 3565.1, 3568.1, 3569.91, 3570.1, 3571.1, 3572.91, 3573.1, 3574.1, 3575.1, 3575.91, 3576.1, 3577.1, 3577.91, 3577.94, 3577.92, 3577.93, 3578.1, 3580.1, 3581.2, 3582.1, 3583.1, 3584.1, 3585.1, 3586.1, 3687.2, 3588.2, 3589.1, 3590.1, 4606.1, 4619.1, 3912.2, 3912.3, 3912.4, 3914.1, 3915.1, 3915.2, 3915.3, 3916.1, 3917.1, 3917.91, 3917.92, 3918.1, 3918.2, 3918.91, 3920.1, 3920.2, 3928.1, 3928.2, 3962.1, 3000.3, 3000.4)	42
Résolution C 45 Taux de base du transport aérien du courrier	Le Conseil exécutif a étudié, en collaboration avec l'IATA, d'une part, la possibilité de fixer les taux en relation avec les tarifs de fret aérien et, d'autre part, l'institution éventuelle d'un système de taux de base dégressifs. Cependant, sur la base de trois consultations menées auprès des Administrations postales, il a finalement décidé de renoncer à l'établissement de liens formels entre les tarifs de fret et celui du courrier-avion et de ne pas recommander l'adoption de taux dégressifs D'autre part, s'étant penché sur la demande de l'IATA d'augmenter le taux actuel, le CE a finalement décidé de proposer le maintien dans les Actes du taux de base unique de 1,74 fr-or et qui serait actualisé par le CE à la veille de chaque Congrès (proposition 4000.4)	47

Résolution, décision, etc., du Congrès	Résultats	Paragraphe du rapport
Décision C 46 Non-participation des membres du CE et du CCEP aux sessions de ces organes	Après étude des propositions 1502.2/Rev 1, 1502.8 et 1504.1, le CE a estimé qu'il n'est pas opportun d'adopter des sanctions à l'endroit des membres de ces organes qui ne participent pas régulièrement à leurs travaux Il a néanmoins recommandé aux Unions restreintes de rendre attentifs leurs pays membres candidats à des sièges du CE et du CCEP sur les obligations liées à leur éventuelle élection (décision CE 21/1985)	75
Résolution C 49 Reconstitution du Comité de contact CCD/UPU (Conseil de coopération douanière/Union postale universelle)	En accord avec le CCD, le Comité de contact CCD/UPU a été reconstitué. Ses travaux ont porté sur le traitement douanier des envois postaux (propositions 2543.91, 5538.91, 2933.91) Reconstitution du Comité de contact CCD/UPU après le Congrès de Washington (proposition 2000.4)	137
Résolution C 50 Révision des frais de transit	Un recensement des pays de transit ainsi que des recherches mathématiques ont été effectués. Les barèmes des frais de transit sont présentés d'une nouvelle manière. Le CE prévoit également de nouvelles modalités de transport pour le courrier en transit (voir le Congrès – Doc 61 et la proposition 3063.1)	41
Résolution C 51 Caractéristiques techniques des formules des postchèques et de la carte de garantie postchèque déposées auprès du Bureau international	Les pays participant à l'émission des postchèques ont désigné la Grande-Bretagne comme porte-parole chargé de communiquer au Bureau international toute modification aux caractéristiques techniques précitées	68

Résolution, décision, etc., du Congrès	Résultats	Paragraphe du rapport
Résolution C 53 Durée du Congrès	<p>Au terme de cette étude visant à réduire la durée du Congrès à cinq semaines, le CE a pris plusieurs séries de mesures pouvant se résumer comme suit:</p> <ul style="list-style-type: none"> - maintien des mesures appliquées lors du Congrès de Hamburg; - stricte observation par les Présidents du Règlement intérieur des Congrès et de la ponctualité; - certaines suggestions faites à l'endroit du Bureau international et du pays hôte (voir décision CE 17/1985 et CE 12/1986); - un appel pressant lancé aux Administrations et aux Unions restreintes dans le but de limiter le nombre des propositions à présenter au Congrès (voir résolution CE 2/1988) 	73
Résolution C 54 Modification de la présentation de la Liste des objets interdits	Le Conseil exécutif a adopté une nouvelle Liste des objets interdits basée sur la classification du Système harmonisé de Bruxelles adopté par le Conseil de coopération douanière (proposition 2500.4)	23
Résolution C 56 Etude concernant la réglementation postale internationale	(Voir le Congrès – Doc 72 et les propositions 1022.1, 1025.1, 1502.2, 1509.1, 1520.1, 1521.1, 1522.2, 1523.1, 1715.1, 1715.2, 1715.3, 2091.1, 5056.1, 01, 02)	12
Décision C 59 Tarification des envois mixtes	(Voir le Congrès – Doc 58 et la proposition 3019.10)	39
Décision C 60 Tarification des envois selon le principe du courrier prioritaire et non prioritaire et Résolution C 62 Tarification et conditions d'admission des envois de la poste aux lettres	Le CE propose la coexistence de plusieurs systèmes de tarification (voir le Congrès – Doc 59 et les propositions 2018.1, 3019.5, 3019.91, 2027.1, 2028.1, 2031.2, 2032.1, 2032.91, 2032.92, 2034.1, 2035.1, 2035.2, 4071.1, 4071.91, 4072.1, 4073.1, 4074.1, 4075.1, 4076.1, 4077.1, 4079.1, 4080.1, 4081.1, 4082.1, 4090.1, 4321.1, 2509.3, 2513.91, 2524.91, 2539.1, 2541.2, 2550.1, 2554.3, 2555.1, 2560.1, 2562.1, 2564.1, 4600.1, 4601.1, 4602.1, 4612.1, 4613.1, 4614.1, 4615.1, 2908.1, 2909.1, 2000.1)	40

Résolution, décision, etc., du Congrès	Résultats	Paragraphe du rapport
Décision C 64 Définition des termes «documentation», «document» et «publication»	Compte tenu des définitions figurant à l'article 17 des Prescriptions internes du Bureau international, le Conseil exécutif suggère d'harmoniser dans les Actes les termes «documentation», «document» et «publication» (voir propositions 1507.1, 2509.1, 2511.1, 2512.1, 4627.2)	94
Résolution C 66 Action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés (PMA)	Le CE a approuvé un programme annuel d'assistance technique en faveur des PMA au titre des ressources propres de l'UPU. Un rapport sur la situation de la poste dans les PMA sera présenté au XXe Congrès (voir Congrès – Doc 53)	105 et 111
Résolution C 67 Coopération technique entre pays en développement (CTPD)	Le CE a pris acte des initiatives prises par le Bureau international en vue de promouvoir la CTPD (voir Congrès – Doc 52)	105 et 110
Résolution C 70 Transbordement direct des dépêches-avion entre compagnies aériennes différentes	Le Conseil exécutif a élaboré en collaboration avec l'IATA un bordereau AV 7/C 18bis de substitution et a adopté les principes directeurs pour son utilisation, conformément aux énoncés de la résolution C 70. Le Conseil a en outre approuvé l'utilisation d'une étiquette AV 8ter, pour une meilleure identification des sacs à transborder (proposition 4906.1), et la modification en conséquence de l'article 208 du Règlement de la Convention (proposition 4608.1); il a recommandé de rappeler aux Administrations l'importance de suivre les procédures spécifiées dans la formule d'application pratique sur les transbordements directs et de demander à l'IATA de faire prendre conscience à ses membres de leurs responsabilités à l'égard de ces transbordements	53
Recommandation C 71 Règlement des comptes relatifs à la poste aérienne	Cette recommandation s'est finalement matérialisée par la proposition 4086.1 du Conseil exécutif à l'intention du Congrès de modification de l'article 86 de la Convention, tendant à faciliter le règlement direct des comptes entre les Administrations postales et les compagnies aériennes	51

Résolution, décision, etc., du Congrès	Résultats	Paragrapes du rapport
Résolution C 79 Etude en vue de l'établissement des taxes de base des envois de la poste aux lettres	Le CE propose d'assouplir les dispositions de l'article 19 de la Convention (voir le Congrès – Doc 58 et les propositions 1502.4, 3019.6, 3019.7, 3019.8, 3019.9, 3019.10, 3019.11, 3031.1, 3303.1, 3304.1)	38
Résolution C 82 Réexpédition et renvoi à l'origine des correspondances par la voie aérienne	Ayant constaté que l'utilisation systématique de la voie la plus rapide (aérienne) pour la réexpédition des LC-avion ne présente en général pas de difficulté, le Conseil exécutif a entériné les dispositions réglementaires y relatives et a décidé de recommander l'utilisation de la même voie (aérienne) pour la réexpédition et le renvoi à l'origine des AO (proposition 4000.1)	49
Décision C 85 Limite des dépenses de l'Union	L'étude menée par le CE a abouti au maintien du statu quo quant aux dispositions de l'article 124 du Règlement général	103
Décision C 88 Pouvoirs des délégués	Au vu des conclusions de cette étude, le CE n'a pas retenu l'idée de sanctionner par la suppression du droit de vote les pouvoirs qui ne sont pas en ordre; il a opté plutôt pour une certaine souplesse en faveur des pouvoirs irréguliers ou faisant défaut; il a chargé le Bureau international de certaines mesures concrètes à prendre en la matière (décision CE 10/1987 et proposition 1703.1)	71
Résolution C 89 Institution éventuelle d'un mécanisme de contrôle des quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles	Le Conseil exécutif a retenu la possibilité d'augmenter les quotes-parts territoriales d'arrivée jusqu'à un certain pourcentage au-dessus des quotes-parts de départ, sous réserve de fournir au Bureau international la justification du dépassement en question. En outre, les quotes-parts territoriales de départ devraient être publiées dans le Recueil des colis postaux (proposition 5046.3)	61
Décision C 91 Répartition géographique des sièges du CE	L'étude menée par le CE a conduit au maintien du statu quo	74

Liste des résolutions et décisions du Conseil exécutif 1984–1989

Clef de classement

1	Généralités concernant l'Union	3.5.1	Organisation et fonctionnement
1.1	Pays-membres	3.5.2	Personnel
1.2		3.5.2.1	Statut et Règlement du personnel
1.3		3.5.2.2	Caisse de prévoyance de l'UPU
1.4	Rapport sur les activités de l'Union	3.5.2.3	Fonds social
1.5	Divers	3.5.2.4	
		3.5.3	Documents et publications
2	Actes de l'UPU	3.5.4	
2.1	Généralités	3.5.5	
2.2		3.5.6	
2.3	Règlement général	3.5.7	
2.4	Convention	3.5.7.1	
2.4.1	Questions communes aux différents services postaux internationaux	3.5.7.2	
		3.5.7.3	
2.4.2		3.5.7.4	
2.4.3	Frais de transit et frais terminaux	3.5.8	
2.4.4	Poste aérienne	3.5.9	
2.5	Colis postaux		
2.6	Services financiers postaux	4	Finances
2.6.1		4.1	Règlement financier
2.6.2		4.2	Budget
2.6.3		4.3	Comptes
2.6.4		4.4	
2.6.5		4.5	Divers
2.6.6			
2.6.7	Service EMS	5	Coopération technique
2.7	Déclaration de Hamburg	5.1	Généralités
		5.2	Projets et autres activités
3	Organes de l'UPU	5.2.1	
3.1		5.2.2	
3.2	Congrès	5.2.3	
3.2.1		5.2.4	Enseignement postal
3.2.2	Organisation et fonctionnement	5.3	Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
3.2.3	Divers		Fonds spécial UPU
3.3	Conseil exécutif (CE)	5.4	
3.3.1	Règlement intérieur	5.5	
3.3.2	Organisation et fonctionnement		
3.3.3	Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil exécutif	6	Relations extérieures
3.3.4	Divers	6.1	Unions restreintes
3.4	Conseil consultatif des études postales (CCEP)	6.2	Organisation des Nations Unies (ONU)
		6.2.1	
3.4.1		6.2.2	
3.4.2	Organisation et fonctionnement	6.2.3	
3.4.3		6.2.4	
3.4.4	Divers	6.2.5	Divers
3.5	Bureau international	6.3	

6.3.1		6.4.4	
6.3.2		6.4.5	
6.3.3		6.4.6	
6.3.4		6.4.7	
6.4	Autres organisations	6.4.8	
6.4.1	Association du transport aérien international (IATA)	6.4.9	
6.4.2	Conseil de coopération douanière (CCD)	6.4.10	Divers
6.4.3		6.5	Information publique

Liste des résolutions et décisions du Conseil exécutif 1984–1989

Clef de classement	Objet	Résolution n°	Décision n°
1	Généralités concernant l'Union		
1.4	Rapport sur les activités de l'Union		
	Approbation du Rapport sur les activités de l'Union 1984, 1985, 1986, 1987 et 1988		D 1/1985 D 1/1986 D 1/1987 D 1/1988 D 1/1989
1.5	Divers		
	Réédition éventuelle du Mémoire sur la fondation et le développement de l'UPU		D 2/1985
	a) Publication de un ou de plusieurs livres sur l'influence de la poste dans l'art		D 2/1986
	b) Réédition du Mémoire de l'UPU		
	Publication d'un ouvrage en langue française sur l'influence de la poste dans la peinture et les arts graphiques		D 2/1987
	Edition d'une «Histoire de l'UPU de 1948 à 1985»		D 3/1987
	Publication d'un livre sur l'influence de la poste dans la peinture et les arts graphiques		D 13/1988
	Réimpression du «Mémoire de l'UPU 1874–1949»		D 16/1988
2	Actes de l'UPU		
2.1	Généralités		
	Fonction de dépositaire des Actes de l'Union		D 33/1985
	Emploi combiné des termes «délégué», «représentant» et «plénipotentiaire»		D 2/1989
	Approbation du rapport sur la réglementation postale internationale		D 3/1989
	Présentation des réserves aux Règlements d'exécution		D 4/1989
2.3	Règlement général		
	Changement de classe de contribution		D 3/1985
	Classe de contribution: déclassement du Liban		D 4/1985
	Demandes de déclassement pour la contribution aux dépenses de l'Union		D 3/1986 D 4/1987

Clef de classement	Objet	Résolution n°	Décision n°
2.4	Convention		
2.4.1	Questions communes aux différents services postaux internationaux		D 5/1985
	Reconstitution du Comité de contact CCD/UPU		
	Comité de contact CCD/UPU		D 4/1986
	Contrôle des durées d'acheminement		D 11/1986
	Qualité du service postal à l'échelle mondiale (Déclaration de Hamburg)	R 3/1986	
	Responsabilité de la conduite de l'étude concernant le repostage		D 5/1987
	Comité de contact CCD/UPU		D 6/1987
	Invitation des Administrations postales et douanières de Belgique et de Suisse		D 7/1987
2.4.3	Frais de transit et frais terminaux		D 6/1985
	Etude visant au calcul des taxes de base. Constitution d'un GT (GT 1)		
	Etude de la structure des taxes d'après de nouveaux principes. Constitution d'un GT (GT 2)		D 7/1985
	Etude des frais terminaux. Constitution d'un GT (GT 3)		D 8/1985
	Constitution de deux intergroupes de liaison		D 9/1985
	Calcul des nouveaux barèmes des frais de transit à soumettre au prochain Congrès		D 10/1985
	Frais terminaux du courrier de service du Bureau international	Recommandation 4/1986	
	Frais de transit et frais terminaux pour le courrier des Unions restreintes		D 5/1986
	Critiques des données prises en compte dans le calcul des barèmes des frais de transit		D 6/1986
	Calcul de variantes de barèmes de frais de transit – Présentation au Congrès		D 7/1986
	Frais de transit et frais terminaux pour le courrier des Unions restreintes		D 8/1987
	Table ronde sur les frais terminaux		D 9/1987 D 2/1988

Clef de classement	Objet	Résolution n°	Décision n°
2.4.4	Poste aérienne		
	Poste aérienne. Constitution d'un Groupe de travail		D 11/1985
	Revision des distances aéropostales		D 12/1985
	Comité de contact IATA/UPU		D 13/1985 D 8/1986
2.5	Colis postaux		
	Colis postaux. Constitution d'un GT		D 14/1985
	Colis postaux. Constitution d'un GT sur la télématique		D 3/1988
2.6	Services financiers postaux		
	Services financiers postaux. Constitution d'un GT		D 15/1985
	Examen des Arrangements concernant les services financiers postaux		D 9/1986
2.6.7	Service EMS		
	Service EMS	Recommandation 2/1987	
2.7	Déclaration de Hamburg		
	Déclaration de Hamburg		D 16/1985
	Qualité du service postal à l'échelle mondiale	R 3/1986	
	Contrôle des durées d'acheminement		D 11/1986
3	Organes de l'UPU		
3.2	Congrès		
	Durée du Congrès		D 17/1985 D 12/1986
3.2.2	Organisation et fonctionnement		
	Doyen du Congrès		D 4/1988
	Invitations au XXe Congrès	R 2/1989	
	Commissions du Congrès	R 3/1989	
	Etablissement de rapports en lieu et place des procès-verbaux lors des réunions de certaines Commissions du Congrès	R 4/1989	
3.2.3	Divers		
	Pouvoirs des délégués		D 10/1987
	Appel aux Administrations et aux Unions restreintes en vue de limiter le nombre des propositions à présenter au XXe Congrès	R 2/1988	
	Thème pour le débat général du Congrès de Washington		D 5/1988
	Clôture des comptes du XXe Congrès (chapitre 3 du budget de l'Union de l'année 1989)		D 6/1988

Clef de classement	Objet	Résolution n°	Décision n°
	Présentation au Congrès de certaines propositions émanant des travaux de la Commission 3 (Affaires générales)		D 5/1989
	Présentation au Congrès de certaines propositions émanant des travaux de la Commission 4 (Poste aux lettres – Réglementation)		D 6/1989
	Présentation au Congrès de certaines propositions émanant des travaux de la Commission 5 (Poste aux lettres – Tarification)		D 7/1989
	Présentation au Congrès de certaines propositions émanant des travaux de la Commission 6 (Poste aérienne)		D 8/1989
	Présentation au Congrès de certaines propositions émanant des travaux de la Commission 7 (Colis postaux)		D 9/1989
	Présentation au Congrès de certaines propositions émanant des travaux de la Commission 8 (Services financiers postaux)		D 10/1989
	Présentation au Congrès de certaines propositions émanant des travaux de la Commission 9 (Coopération technique)		D 11/1989
	Présence des médias lors du Débat général		D 12/1989
3.3	Conseil exécutif		
3.3.1	Règlement intérieur	Règlement intérieur du CE	D 18/1985
3.3.2	Organisation et fonctionnement	Vice-présidences du Conseil exécutif	D 1/1985 Hamburg
		Présidences des Commissions du Conseil exécutif	D 2/1985 Hamburg
		Date de la session de 1985 du Conseil exécutif	D 3/1985 Hamburg
		Vice-présidences des Commissions du Conseil exécutif	D 19/1985
		Attributions des Commissions du Conseil exécutif	D 20/1985
		Non-participation des membres du CE et du CCEP	D 21/1985
		Date de la prochaine session du Conseil exécutif	D 22/1985 D 13/1986 D 11/1987 D 7/1988

Clef de classement	Objet	Résolution n°	Décision n°
	Colis postaux. Constitution d'un GT sur la télématique		D 3/1988
	Réflexions et suggestions du Bureau international pour adapter le fonctionnement de l'Union aux exigences commerciales et techniques actuelles. Création d'un GT		D 8/1988
	Présentation des réserves aux Règlements d'exécution		D 4/1989
	Procédure pour l'authentification des Règlements d'exécution		D 13/1989
	Organisation, fonctionnement et méthode de travail du CE et du CCEP		D 14/1989
	Présentation des candidatures pour les prochains CE et CCEP	R 5/1989	
3.3.3	Rapport sur l'ensemble de l'activité du CE		D 15/1989
3.3.4	Divers		D 15/1986
	Indemnités du Président du CCEP		
	Indemnités et frais de représentation du Président du CCEP	R 5/1987	
3.4	CCEP		D 32/1985
3.4.2	Organisation et fonctionnement		D 21/1985
	Non-participation des membres du CE et du CCEP		
	Organisation, fonctionnement et méthode de travail du CE et du CCEP		D 14/1989
	Présentation des candidatures pour les prochains CE et CCEP	R 5/1989	
3.4.4	Divers		D 26/1985
	Frais de voyage et indemnités du Président du CCEP		
	Indemnités du Président du CCEP		D 15/1986
	Indemnités et frais de représentation du Président du CCEP	R 5/1987	
3.5	Bureau international		
3.5.1	Organisation et fonctionnement		D 23/1985
	Création d'un GT en matière de rationalisation accrue du fonctionnement du Bureau international		

Clef de classement	Objet	Résolution n°	Décision n°
3.5.2 Personnel	Nomination d'un nouveau Sous-Directeur général (D 2)		D 24/1985
	Echelon d'ancienneté		D 17/1986
	Pertes de rémunération dues à la dépréciation du dollar des Etats-Unis d'Amérique (EU) vis-à-vis du franc suisse (Sfr)		D 18/1986
	Augmentation avec effet rétroactif des traitements de base des fonctionnaires de la catégorie des services généraux (G)		D 12/1987
	Nomination d'un nouveau Sous-Directeur général (D 2)		D 9/1988
	Augmentation avec effet rétroactif des traitements de base des fonctionnaires de la catégorie des services généraux (G)		D 10/1988
	Création d'un poste P 2/P 3 de traducteur anglais-français		D 11/1988
	Propositions, vœux et suggestions soumis par les Administrations postales		D 12/1988
	Création d'un poste P et d'un poste G		D 16/1989
3.5.2.1 Statut et Règlement du personnel	Besoins supplémentaires en personnel. Cadre du personnel		D 25/1985
	Modification du Statut du personnel du BI		D 17/1989
3.5.2.2 Caisse de prévoyance	Evaluation actuarielle de la Caisse de prévoyance de l'UPU		D 34/1985
	Amendements des Statuts de la Caisse de prévoyance de l'UPU	R 5/1986	
	Situation actuarielle de la Caisse de prévoyance de l'UPU		D 19/1986 D 18/1989
	Amendements des Statuts de la Caisse de prévoyance de l'UPU	R 6/1987	
	Instance de recours de la Caisse de prévoyance de l'UPU		D 13/1987
3.5.2.3 Fonds social	Amendement du Règlement du Fonds social pour le personnel du Bureau international (RFS)		D 14/1987

Clef de classement	Objet	Résolution n°	Décision n°
3.5.3 Documents et publications	Rédition éventuelle du Mémoire sur la fondation et le développement de l'UPU		D 2/1985
	a) Publication de un ou de plusieurs livres sur l'influence de la poste dans l'art		D 2/1986
	b) Rédition du Mémoire de l'UPU		
	Revue «Union Postale»		D 20/1986
	Publication d'un ouvrage en langue française sur l'influence de la poste dans la peinture et les arts graphiques		D 2/1987
	Edition d'une «Histoire de l'UPU de 1948 à 1985»		D 3/1987
	Tarif des abonnements à la revue «Union Postale»		D 15/1987
	Nomenclature internationale des bureaux de poste		D 16/1987
	Rubrique «Timbres-poste» de la revue «Union Postale»		D 17/1987
	Périodicité de la revue «Union Postale»		D 18/1987
	Publication dans la revue «Union Postale» du texte ayant gagné la médaille d'or-vermeil du concours international de compositions épistolaires pour les jeunes		D 19/1987
	Publication d'un livre sur l'influence de la poste dans la peinture et les arts graphiques		D 13/1988
	Publication d'une Nomenclature couvrant les besoins aussi bien des services postaux que ceux des télécommunications		D 14/1988
	Conservation de la documentation du Bureau international		D 15/1988 D 20/1989
	Réimpression du «Mémoire de l'UPU 1874–1949»		D 16/1988
	Réalisation de vidéocassettes destinées à la formation postale		D 17/1988
	Constitution d'une base de données informatisée au Bureau international		D 19/1989
	Production d'une Nomenclature internationale couvrant les besoins aussi bien des services postaux que de ceux des télécommunications		D 21/1989
	Production de vidéocassettes pour la formation postale		D 22/1989
	Marchandises dangereuses dans le courrier-avion		D 23/1989

Clef de classement	Objet	Résolution n°	Décision n°
4	Finances		
4.1	Règlement financier	Modification du Règlement financier de l'UPU (RF)	D 27/1985 D 21 /1986 D 24/1989
4.2	Budget	Budget de l'Union postale universelle pour les années 1986, 1987, 1988, 1989 (y compris les dépenses afférentes au XXe Congrès postal universel) et 1990	R 1/1985 R 1/1986 R 1/1987 R 1/1988 R 1/1989
		Budget 1988 – Virements de crédits	D 18/1988
		Budget 1989 – Dépenses additionnelles de l'année 1989	D 25/1989
4.3	Comptes	Approbation des comptes de l'Union postale universelle des années 1984, 1985, 1986, 1987, 1988 et des rapports de vérification y relatifs	R 2/1985 R 2/1986 R 3/1987 R 3/1988 R 6/1989
		Approbation des comptes concernant les fonds affectés à l'UPU par le PNUD pour les exercices financiers 1984, 1985, 1986, 1987 et 1988	R 3/1985 R 6/1986 R 4/1987 R 4/1988 R 7/1989
		Fonds de réserve	D 28/1985 D 22/1986
4.5	Divers	Changement de classe de contribution	D 3/1985
		Classe de contribution: déclassement du Liban	D 4/1985
		Demandes de déclassement pour la contribution aux dépenses de l'Union	D 3/1986 D 4/1987
		Approbation du programme du Fonds spécial pour 1989 et du programme complémentaire du Fonds spécial pour 1988	D 19/1988
		Clôture des comptes du XXe Congrès postal universel (chapitre 3 du budget de l'Union de l'année 1989)	D 6/1988
5	Coopération technique		
5.1	Généralités	Elaboration par l'UPU d'un programme global d'action en matière d'assistance technique	R 4/1985

Clef de classement	Objet	Résolution n°	Décision n°
5.2	Projets et autres activités		
5.2.4	Enseignement postal	Réalisation de vidéocassettes destinées à la formation postale	D 17/1988
5.3	Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	Approbation des comptes concernant les fonds affectés à l'UPU par le PNUD pour l'exercice financier 1984, 1985, 1986, 1987 et 1988	R 3/1985 R 6/1986 R 4/1987 R 4/1988 R 7/1989
5.4	Fonds spécial UPU	Approbation du programme du Fonds spécial UPU pour 1986, 1987, 1988, 1989 et 1990 et du programme complémentaire du Fonds spécial UPU pour 1988 et 1989	D 29/1985 D 23/1986 D 20/1987 D 19/1988 D 26/1989
6	Relations extérieures		
6.1	Unions restreintes	Frais de transit et frais terminaux pour le courrier des Unions restreintes	D 8/1987
		La menace de la concurrence – Les actions de la CEPT pour l'amélioration de la qualité de service	D 27/1989
6.2	ONU		D 30/1985 D 24/1986
6.2.5	Divers	Relations avec l'ONU et avec d'autres organisations internationales	D 21/1987 D 20/1988 D 28/1989
6.4	Autres organisations		
6.4.1	Association du transport aérien international (IATA)	Comité de contact IATA/UPU	D 13/1985 D 8/1986
6.4.2	Conseil de coopération douanière (CCD)	Reconstitution du Comité de contact CCD/UPU	D 5/1985
		Comité de contact CCD/UPU (prochaine réunion)	D 4/1986 D 6/1987
		Invitation des Administrations postales et douanières de Belgique et de Suisse	D 7/1987
		Augmentation du seuil d'admission en franchise des colis familiaux. Intervention auprès du CCD	D 22/1987
		Comité de contact CCD/UPU (prochaine réunion)	D 21/1988

Clef de classement	Objet	Résolution n°	Décision n°
6.4.10	Divers	Contacts avec les organismes internationaux représentant les clients des services postaux	D 31/1985 D 14/1986
		Relations avec l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL)	D 10/1986
		Contacts avec les organisations internationales représentant les clients des services postaux	D 23/1987
6.5	Information publique	Concours international de compositions épistolaires pour les jeunes	D 16/1986
		Publication dans la revue «Union postale» du texte ayant gagné la médaille d'or-vermeil du concours international de compositions épistolaires pour les jeunes	D 19/1987
		Journée mondiale de la poste	D 24/1987
		Participation de l'UPU aux expositions internationales	D 22/1988
		Relations avec la presse	D 23/1988
		Concours international de compositions épistolaires pour les jeunes	D 24/1988
		Participation de l'UPU aux expositions et aux foires internationales	D 29/1988

**Rapport sur l'ensemble
de l'activité du Conseil consultatif
des études postales**

1984–1989

Sommaire

Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil consultatif des études postales 1984–1989 à l'intention du Congrès

	Paragraphes
Avant-propos	1 et 2
A. Généralités concernant le Conseil consultatif des études postales	3 à 18
B. Activités du Conseil consultatif des études postales	19 à 134
Chapitre I Programme de travail 1984–1989	19 à 71
Chapitre II Rapports avec le Conseil exécutif	72 et 73
Chapitre III Activités de coopération technique	74 à 80
Chapitre IV Relations avec des organisations internationales	81 à 103
Chapitre V Publications éditées ou mises à jour à l'initiative du CCEP	104 à 120
Chapitre VI Organisation et fonctionnement du CCEP	121 à 125
Chapitre VII Réflexions sur l'exécution des travaux du CCEP pendant la période 1984–1989	126 à 134
C. Projet de programme de travail pour le futur Conseil consultatif des études postales	135 à 149
I. Préparation du projet de programme	
II. Propositions des Administrations et du Bureau international	
III. Suggestions des Administrations sur la forme et le contenu du programme de travail	
IV. Adaptation des modalités d'exécution du programme aux objectifs à atteindre	
V. Projet de programme de travail présenté au CCEP de 1988	
VI. Projet de programme résultant des travaux du Groupe de travail du CCEP	
D. Conclusion	150 à 155

Pièces

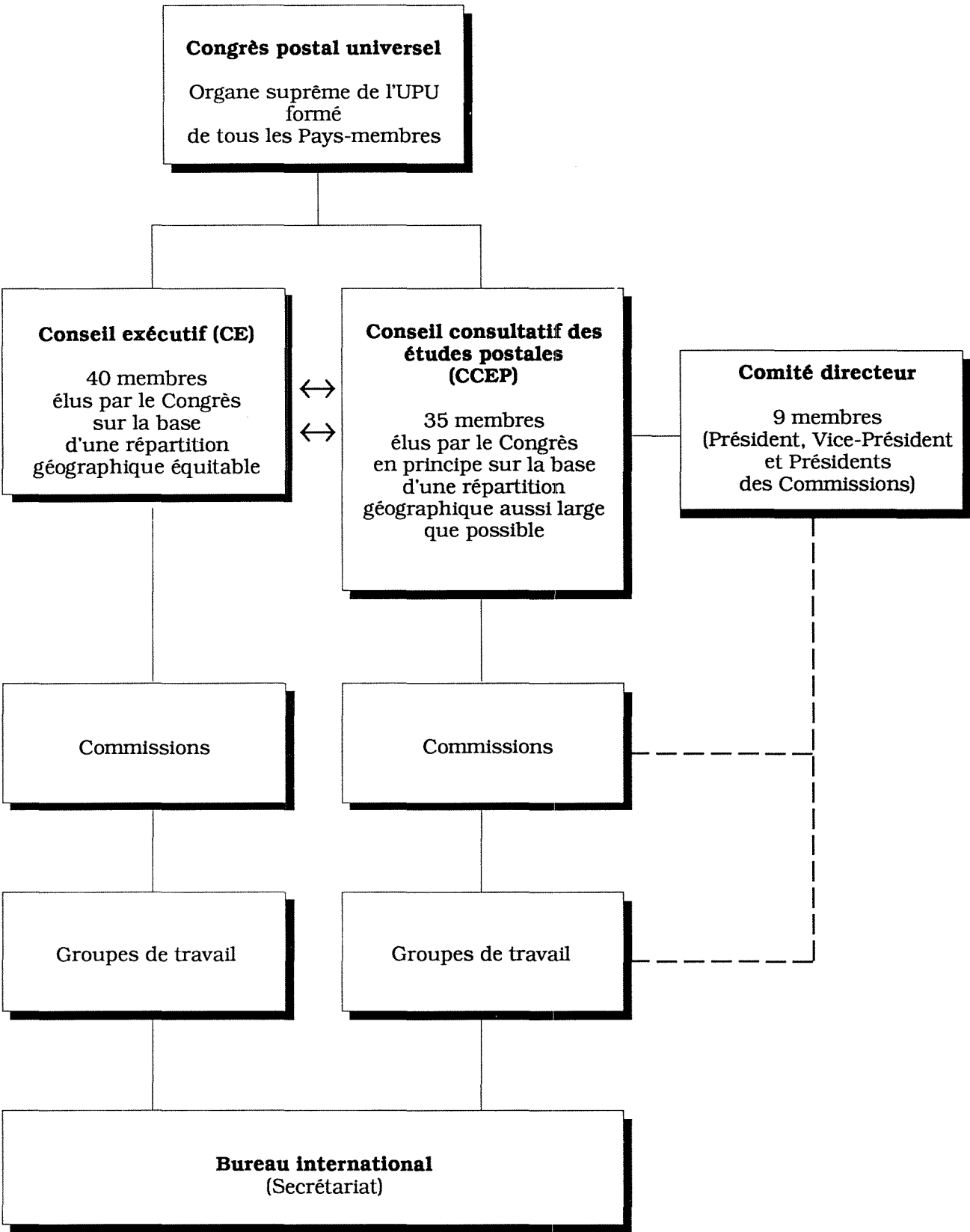
- 1 Sessions du CCEP et réunions du Comité directeur
- 2 Programme de travail du CCEP pendant la période 1984–1989
- 3 Réunions de l'ISO auxquelles l'Union a été représentée
- 4 Liste des décisions, recommandations et vœux du Congrès de Hamburg 1984 intéressant le Conseil consultatif des études postales
- 5 Liste des propositions et documents soumis par le Conseil consultatif des études postales au XXe Congrès
- 6 Recueil des résolutions et décisions du Conseil consultatif des études postales 1984–1989
- 7 Participation aux études du CCEP (Pays-membres et pays non membres)

Avant-propos

1. Le Conseil consultatif des études postales doit établir, à l'intention du Congrès, selon les dispositions de l'article 105, § 3, du Règlement général, un rapport sur l'ensemble de son activité.
2. C'est en application de ces dispositions que le Conseil élu par le Congrès de Hamburg a établi le présent rapport sur les principaux résultats de ses travaux.

Note. – Le présent rapport ne contient pas ce qui, dans les travaux du CE, du CCEP et du Bureau international, a été spécialement fait dans le sens de la Déclaration de Hamburg; le résultat de ces activités fait l'objet du «Rapport commun du CE, du CCEP et du Bureau international au Congrès sur la mise en œuvre de la Déclaration de Hamburg» (Congrès – Doc 21).

**Le Conseil consultatif des études postales dans le cadre
de l'Union postale universelle**



A. Généralités concernant le Conseil consultatif des études postales

Evolution organique

3. La Commission consultative des études postales, créée par le Congrès d'Ottawa 1957, était un organe quasi théorique, car, en fait, elle fonctionna uniquement comme 3e Commission des Congrès de Vienne 1964 et de Tokyo 1969 et ne joua aucun rôle effectif pendant les périodes séparant deux Congrès. En réalité, ce fut son Conseil de gestion qui tint le rôle d'organe permanent et actif.

4. Pour éviter la confusion entre la CCEP en tant qu'organe permanent et en tant que Commission du Congrès et pourvoir ledit Conseil de gestion d'un statut plus conforme à la réalité, le XVIe Congrès de Tokyo 1969 abolit la Commission consultative des études postales et remplaça le Conseil de gestion par un «Conseil consultatif des études postales» (CCEP), auquel il confia l'ensemble des tâches dévolues antérieurement à la Commission et à son Conseil de gestion.

5. Par ailleurs, le Congrès de Tokyo précisa les objectifs et les fonctions du CCEP, notamment en ce qui concerne les problèmes de coopération technique, d'enseignement et de formation professionnelle intéressant les pays nouveaux et en développement. Il fixa également, pour des raisons d'ordre économique, le lieu des sessions du CCEP au siège de l'Union, la possibilité de réunir le CCEP ailleurs qu'à Berne, si les circonstances le justifient, étant néanmoins retenue.

6. En outre, consacrant un état de fait qui existait depuis 1960, le Congrès de Vienne 1964 a adopté une disposition officialisant l'existence d'un Comité directeur composé du Président et des Vice-Présidents de la CCEP (les Vice-Présidents présidaient les Sections, dénommées «Commissions» depuis le Congrès de Tokyo 1969). Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 ayant créé un poste de Vice-Président du CCEP, la composition du Comité directeur est actuellement la suivante: Président, Vice-Président, Présidents des Commissions du CCEP.

7. Par rapport aux autres organes de l'Union, le CCEP se situe conformément à l'organigramme reproduit à la page 6.

8. Le Congrès de Tokyo 1969 précisa le rôle effectif que devait jouer le CCEP dans l'Union en tant qu'organe d'étude, et lui donna par ailleurs la possibilité de présenter lui-même des propositions au Congrès. Le Congrès de Lausanne 1974, quant à lui, non seulement confirma l'orientation prise par le Congrès de Tokyo 1969 en ce qui concerne l'organisation du CCEP, mais encore lui laissa toute liberté tant pour établir un programme de travail répondant aux préoccupations prioritaires exprimées par les Pays-membres de l'Union que pour décider de la manière la plus efficace de traiter les sujets d'étude ainsi retenus.

9. Le Conseil consultatif des études postales a conduit de 1976 à 1978, en vue du Congrès de Rio de Janeiro 1979, une importante étude sur son organisation et ses activités. Les conclusions de cette étude se sont concrétisées dans les résolutions C 4, C 43, C 44 et C 78 du Congrès de Rio de Janeiro, qui ont guidé le CCEP élu en 1979 dans l'exécution de son mandat. Bien que le fonctionnement du CCEP ait pu être considéré comme généralement satisfaisant au cours de la période quinquennale 1979-1984, il a donné lieu à certaines observations à l'occasion du 25e anniversaire du Conseil.

10. Après avoir analysé ces observations et compte tenu des expériences faites durant la période de son mandat, le CCEP issu du Congrès de Rio de Janeiro a cru pouvoir communiquer certains avis et opinions au CCEP devant être élu à Hamburg et relatés dans le Rapport sur l'ensemble de l'activité du CCEP (Congrès – Doc 2). C'est ainsi que des modifications ont été apportées au Règlement intérieur et qu'ont été incorporés dans la «marche des travaux relatifs aux études du CCEP», les principes directeurs concernant l'établissement des questionnaires, la mise au point de l'analyse des réponses et des cahiers généraux et la rédaction des rapports.

11. Le CCEP en fonction a engagé à son tour une vaste réflexion sur l'amélioration de son organisation et de son fonctionnement pour leur donner la souplesse et l'efficacité qu'exigent les réalités nouvelles de la poste et de son environnement concurrentiel. Les résultats de ces travaux de réflexion ont fait l'objet des documents soumis à la session 1988 du CCEP (CCEP 1988 – Doc 9 et Doc 10) en même temps que les propositions à soumettre au Congrès. (Voir aussi Congrès – Doc 69.)

Pays-membres du CCEP

12. Le Congrès de Hambourg 1984 a maintenu à 35 le nombre des membres du CCEP et a élu les membres suivants: Algérie, Allemagne, Rép. féd. d'Amérique (Etats-Unis), Argentine, Australie, Autriche, Bangladesh, Belgique, Brésil, Canada, Chine (Rép. pop.), Cuba, Egypte, Espagne, Finlande, France, Grande-Bretagne, Inde, Indonésie, Italie, Japon, Kenya, Maroc, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Pays-Bas, Soudan, Sri Lanka, Suisse, Tanzanie (Rép. unie), Thaïlande, Tunisie, URSS, Yougoslavie, Zimbabwe.

Président, Vice-Président, Commissions et Secrétaire général

13. Au cours de sa séance constitutive (24 juillet 1984), le CCEP a élu la Tunisie à sa Présidence et le Canada à sa Vice-Présidence. Il a également décidé de créer les sept Commissions suivantes et désigné sept pays pour en assumer la présidence (décision CCEP 4/1984):

Commission 1	Développement du trafic Présidence: Chine (Rép. pop.)
Commission 2	Exploitation postale Présidence: Argentine
Commission 3	Mécanisation, automatisé, informatique – Bâtiments et transports automobiles Présidence: Grande-Bretagne
Commission 4	Qualité du service Présidence: Yougoslavie
Commission 5	Personnel Présidence: Kenya
Commission 6	Gestion Présidence: Maroc
Commission 7	Poste internationale: Services ultra-rapides et travaux résultant de la Déclaration de Hambourg Présidence: Espagne

14. Le Directeur général du Bureau international exerce les fonctions de Secrétaire général du CCEP.

Comité directeur

15. Le Président, le Vice-Président et les Présidents des sept Commissions forment le Comité directeur du CCEP.

Sessions

16. Le CCEP a tenu toutes ses sessions annuelles à Berne (pièce 1), celles-ci ont en général duré deux semaines. En principe, huit jours sont consacrés aux réunions des Groupes de travail, des colloques et Commissions et les deux derniers jours aux séances plénières.

17. Le Comité directeur s'est réuni dans le cadre de chaque session du CCEP. Il a en outre tenu cinq réunions en dehors des sessions annuelles du CCEP, à l'occasion des sessions annuelles du CE, ainsi qu'il ressort du tableau faisant l'objet de la pièce 1 susmentionnée.

18. Les Pays-membres de l'Union ont été informés du déroulement et des résultats des travaux du CCEP et de son Comité directeur par le compte rendu analytique et les documents du CCEP qui leur ont été transmis après chaque session.

B. Activités du Conseil consultatif des études postales

Chapitre I

Programme de travail 1984–1989

19. Par sa résolution C 31, le Congrès de Hambourg a approuvé le programme de travail proposé et a décidé, par sa résolution C 87, la mise en vigueur immédiate des dispositions relatives au Conseil consultatif des études postales.

20. Au cours de la réunion qu'il a tenue le 24 juillet 1984 à Hambourg, le CCEP a fixé le domaine de compétence de ses différentes Commissions. C'est seulement au cours de sa session annuelle d'octobre 1984 tenue à Berne qu'il a procédé à la répartition des études entre les Commissions, a décidé des méthodes de travail à employer par les différentes études, a désigné les Pays-membres appelés à assumer le rôle de rapporteur ou d'animateur, et a constitué les Groupes de travail. Au cours de la même session d'octobre 1984, le CCEP a chargé le Comité directeur d'examiner les études permanentes à réactiver éventuellement et pris acte de l'étude qui lui a été confiée par le Congrès de Hambourg, suite à une proposition du Gabon (CCEP 2/1984 – Doc 3a/Add 2).

21. Le programme de travail tel qu'il a été adopté par le Congrès comprend:

- 23 sujets d'étude constituant un programme minimal que le CCEP devait de toute façon effectuer;
- 12 sujets d'étude représentant un programme de réserve dont la mise en chantier éventuelle a été laissée à l'appréciation du Conseil;
- 7 sujets ou thèmes que le Congrès avait demandé au CCEP d'étudier soit seul, soit en collaboration avec le Conseil exécutif.

22. Le programme de travail exécuté tel qu'il apparaît à la pièce 2 est le suivant:

- 38 nouveaux sujets d'études: 611, 612, 613, 614, 615, 616, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 641, 642, 643, 644, 645, 651, 652, 653, 654, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 671, 672, 673;
- 2 études subdivisées en deux parties chacune: 641 (1re et 2e), 661 (1re et 2e);
- 1 étude permanente non rattachée à une Commission: A 19;
- 2 études permanentes réactivées: C 104 et 503;
- 19 études complémentaires rattachées à l'étude principale 671 – EMS.

23. Un certain nombre de ces études ont été effectuées par le CCEP à la demande spécifique du Congrès de Hambourg 1984. Il s'agit des études suivantes dont il convient de porter les conclusions à la connaissance du Congrès de Washington, ainsi qu'il est fait ci-après.

Etudes confiées au CCEP par le Congrès (décisions à part)

- a) *Etude 616 «Etude sur les envois recommandés et avec valeur déclarée du service international et sur l'institution d'un service international simplifié des envois recommandés» (résolution C 65)*

24. L'étude, conduite par un Groupe de travail dont le rapporteur est l'Australie, a débuté par la distribution d'un document de base aux membres du GT afin de délimiter le champ d'étude et d'en définir les composants.

25. L'étude a porté sur les actuels services de recommandation et de déclaration de valeur et notamment sur l'admission des envois, la taxation, la transmission, la distribution, les enquêtes, les responsabilités et les indemnités.

26. Les premiers résultats de l'étude montrent que les Administrations sont satisfaites des dispositions actuelles relatives au traitement dans le service et que dès lors aucune étude supplémentaire ne sera entreprise sur la réglementation en vigueur. S'agissant de procédures relatives aux réclamations, des améliorations semblent s'imposer.

27. Le CCEP de 1987 a chargé le rapporteur d'étudier les possibilités de remplacement des services actuels de recommandation et de déclaration de valeur soit par un système à deux niveaux offrant un service international de distribution enregistré et un service des lettres avec valeur déclarée, soit par un système à trois niveaux comprenant les services actuels de recommandation et de déclaration de valeur complétés par un service de distribution enregistré. Des propositions de modification des Actes sont à faire au Congrès sur cette base.

28. L'étude 616 étant achevée, le CCEP de 1988 a décidé:

- a) de faire publier le rapport de l'étude sous forme de plaquette de la Collection d'études postales;
 - b) de soumettre au Congrès certaines propositions de modification de la réglementation concernant le traitement des réclamations et sur le nouveau système de recommandation simplifié appelé «Service des envois à livraison attestée». (Voir liste des propositions dans la pièce 5.)
- b) *Etude 626 «Récipients utilisés pour le transport du courrier (sacs, bacs, modules intraconteneurs, etc.)» (Décision C 61, vœu C 77)*

29. Le Congrès a chargé le CCEP d'effectuer l'étude et, à l'issue de ses travaux, de formuler éventuellement des propositions au Congrès.

30. L'animateur de l'étude (Amérique (Etats-Unis)) a débuté ses travaux par les initiatives suivantes:

- utiliser les résultats déjà obtenus lors de l'étude 509/531 intitulée «Utilisation de conteneurs pour le transport du courrier international – Remise des dépêches» effectuée par le CCEP dans le programme 1979–1984;
- encourager les Administrations à faire des essais pratiques dans le domaine de l'échange du courrier international dans les bacs et autres conteneurs, conformément au vœu C 77 du Congrès de Hamburg;
- effectuer, sur une base bilatérale, un échange du courrier international entre les Etats-Unis d'Amérique d'une part et les Administrations du Canada, de la Grande-Bretagne, du Japon, des Pays-Bas et de la Rép. féd. d'Allemagne d'autre part;
- élaborer le questionnaire de l'étude en tenant compte des premiers résultats des essais en vue de déterminer les possibilités et les avantages de l'utilisation de tels réceptacles dans le service international.

31. Le CCEP de 1988 ayant examiné le projet de rapport de l'étude et les résultats de l'expérience d'utilisation pratique des bacs pour le transport du courrier a fait sienne la principale conclusion de l'étude qui est de recommander aux Administrations postales de passer des accords bilatéraux d'utilisation de récipients autres que les sacs postaux pour le transport du courrier.

c) Etude 627 «Renvoi à l'origine des colis non livrés» (décision C 86)

32. Le Congrès de Hamburg 1984 ayant adopté de nouvelles dispositions relatives aux colis non livrés selon lesquelles un colis non livré doit être renvoyé au pays de la résidence de l'expéditeur et non pas au pays d'origine du colis, a chargé le CCEP d'entreprendre une étude visant à évaluer les résultats pratiques de l'application des modifications introduites dans les Actes (articles 29, 33, 34 Arrangement – Colis postaux et 138 Règlement).

33. Le questionnaire de l'étude a été élaboré sur cette base pour permettre aux Administrations de fournir des renseignements sur l'expérience déjà acquise après l'application des nouvelles dispositions concernant le renvoi des colis non livrés.

34. Selon les conclusions dégagées par le rapporteur de l'étude (Chine (Rép. pop.)) et présentées au CCEP de 1988, les Administrations postales:

- considèrent le système adopté par le Congrès de Hamburg comme assez avantageux (plus d'avantages que d'inconvénients) et qu'il y a lieu de le maintenir;
- se prononcent en revanche pour une amélioration du système et pour l'harmonisation des dispositions de l'Arrangement et de son Règlement d'exécution.

35. Le CCEP de 1988 qui a été invité à se prononcer sur:

- les conclusions de l'étude (CCEP 1988/C 2 – Doc 3.7);
- les onze propositions de modification à soumettre au XXe Congrès,

a jugé inopportune l'introduction, dans l'Arrangement/Règlement d'exécution des colis postaux, de dispositions trop strictes en la matière et a rejeté de ce fait les propositions de modification destinées au XXe Congrès.

d) Etude 635 «Emballages utilisés pour le transport des envois postaux» (décision C 21)

36. Cette étude a été conduite en deux étapes dont la première a consisté à adresser à tous les Pays-membres de l'Union un questionnaire préliminaire ayant pour but de déterminer quelles Administrations postales assurent ou envisagent d'assurer un service de vente d'emballages pour le transport des envois postaux ou si elles ont autorisé d'autres organismes à le faire, et le type d'emballages proposés à la clientèle.

37. Sur la base des 90 réponses reçues, l'animateur (Finlande) a élaboré un rapport intérimaire qui a été transmis à l'ISO et aux membres postaux du Comité de contact ISO/UPU.

38. La deuxième étape de l'étude a débuté par l'envoi d'un questionnaire aux Administrations ayant déjà introduit le service de vente d'emballages. L'analyse des résultats de cette consultation a permis de faire ressortir la difficulté de définir des normes internationales en raison de la diversité des matériaux choisis pour la fabrication des emballages d'envois postaux.

39. Le CCEP de 1986, en approuvant le rapport de l'étude, a pris acte de la difficulté de définir des normes et a décidé néanmoins de transmettre à l'ISO le rapport en question pour examen et suggestions éventuelles ainsi qu'il en a été chargé par le Congrès de Hamburg (décision C 21).

40. Le CCEP a retenu toutefois que le résultat de l'étude doit servir à mieux uniformiser l'emballage et à mieux l'adapter au trafic postal international et qu'à cette fin il a approuvé la proposition de recommandation à soumettre au Congrès portant sur la fermeture des sacs d'emballage, le marquage des emplacements de la zone adresse, la réservation d'une zone à

l'apposition de timbres, ainsi que le contraste des couleurs de l'emballage et des marquages imprimés (voir proposition de recommandation décrite dans la pièce 5).

41. Le rapport définitif de l'étude 635 a été diffusé aux Administrations postales par lettre-circulaire n° 4435-635(D)2223 du 22 décembre 1986.

e) *Etude 636 «Zone adresse sur les documents – Eléments constitutifs d'une adresse postale» (résolution C 83)*

42. Par sa résolution C 83, le Congrès de Hamburg 1984 a chargé le CCEP de poursuivre, en relation avec l'ISO, l'étude de la question relative à «la zone adresse de la formule-cadre pour les documents commerciaux», objet de la norme ISO/6422.

Rappel historique de la question

43. C'est au cours de sa session de 1982 que le CCEP a manifesté ses préoccupations au sujet du projet de norme ISO/6422 relatif à la formule-cadre pour les documents commerciaux. En effet, la zone prévue sur cette formule pour recevoir l'adresse du destinataire ne correspond pas rigoureusement, du point de vue de ses dimensions et de son emplacement, aux exigences des services postaux de certains pays, lorsque la formule est expédiée sous enveloppe à fenêtre (CCEP 2/1984 – Doc 3b).

44. Saisi de la question par une résolution du CCEP, l'ISO a accepté, au cours de la 8e réunion du Comité de contact ISO/UPU du 24 octobre 1983, de suspendre pendant douze mois le processus de publication de la norme en attendant les conclusions des travaux d'un Groupe de travail mixte ISO/UPU constitué à ce sujet, la contribution du côté UPU s'appuyant sur l'Inter groupe A 1/A 2/A 3 dont la Suisse est le pays rapporteur. Les consultations au sein de l'Inter groupe ont certes permis de présenter au Groupe mixte une contreproposition d'une zone adresse pouvant:

- être située à droite ou à gauche, et
- recevoir 6 lignes d'écriture avec un interligne de 1/6 de pouce (4,23 mm),

mais il est apparu qu'il était trop tard pour apporter de telles modifications à la formule, déjà largement utilisée dans plusieurs pays et admise par de nombreuses organisations.

45. La réunion du Comité de contact ISO/UPU, reprenant à son compte les conclusions du Groupe mixte, s'est donc bornée à admettre que la norme ISO/6422 sera publiée avec des annotations concernant la possibilité d'augmenter le nombre de lignes de l'adresse et du nombre de caractères par ligne, en utilisant une écriture à interligne de 1/8 de pouce (3,175 mm) et un espacement de caractère de 2,12 mm. D'autre part, sur la demande expresse de la délégation postale au sein du Comité de contact, une autre annotation devrait apparaître dans la norme pour attirer l'attention des usagers sur le fait que les documents dérivés de la formule-cadre expédiés sous enveloppe à fenêtre peuvent ne pas toujours répondre à la totalité des critères des envois normalisés tels que définis par l'UPU et de ce fait risquent de ne pouvoir bénéficier des tarifs ou du traitement préférentiels accordés par certaines Administrations postales.

46. Le CCEP a, par ailleurs, été informé de l'élaboration par l'ISO d'un projet de norme ISO/8439 qui concerne toutes les formules et qui devrait, si elle est adoptée, avoir, à terme, des répercussions sur la formule-cadre. Cette perspective a, dans une large mesure, influencé les discussions sur le projet de norme ISO/6422 au sein du CCEP et du Comité de contact ISO/UPU.

47. Ainsi, en constatant que la zone adresse prévue dans cet avant-projet de norme tient déjà en partie mieux compte des besoins de l'UPU, le CCEP a-t-il estimé que tous les efforts devraient être orientés dans cette direction, en sorte que la version définitive de la norme réponde aux préoccupations des Administrations postales dans leur ensemble, telles que ces préoccupations avaient été définies par le CCEP.

48. Un nouveau Groupe mixte ISO/UPU a donc été constitué pour suivre ces travaux en relation avec les Comités techniques compétents de l'ISO. Le CCEP, pour sa part, a retenu comme base de travail une proposition de zone adresse mise au point par le pays rapporteur (la Suisse). Le CCEP a en outre donné son accord pour répondre au vœu exprimé par l'ISO visant à inclure également les éléments constitutifs d'une adresse postale (CCEP 2/1984 – PV 3) dans une même étude portant le numéro et l'intitulé suivant et prenant la suite du travail effectué par l'Intergroupe A 1/A 2/A 3: «Etude 636 – Zone adresse sur les documents – Eléments constitutifs d'une adresse postale».

Travaux effectués dans le cadre de l'étude 636 et du projet de norme «ISO/DIS/8439 Règles de base pour la conception des formulaires»

49. Les travaux de normalisation effectués en relation avec l'ISO se sont poursuivis au sein d'un nouveau Groupe de travail dénommé «ISO/TC 154/SC 2/GT 5» qui a remplacé le Groupe de travail mixte ISO/UPU dissous. Depuis sa création au printemps 1987, le GT 5 a été chargé d'établir des recommandations en vue d'uniformiser l'adressage du courrier devant être acheminé par la poste, y compris le courrier électronique.

50. C'est ainsi que le GT 5 (ISO) étudie pour sa part les questions suivantes:

- adresse postale: dimensions du bloc-adresse et son emplacement sur les documents;
- enveloppes: dimensions et emplacement du panneau transparent;
- adresse postale: structure;
- adresse postale: harmonisation du courrier traditionnel et du courrier électronique.

51. Parallèlement, d'autres questions sont mises à l'étude auprès des Administrations postales; il s'agit notamment:

- a) de la revision éventuelle de l'article 20 de la Convention (§ 1, lettre a), chiffre 3e); de l'article 113 du Règlement (§ 1, lettre d)); de l'article 11 du Règlement (§1, lettre e));
- b) de la possibilité ou non d'utilisation des codes pour la représentation des noms de pays (norme ISO 3166) dans l'adresse postale.

52. Il ressort des résultats des enquêtes ainsi menées que les Administrations postales sont favorables à certaines modifications de la réglementation; trois propositions à soumettre au Congrès ont été élaborées dans le sens souhaité (cf. CCEP 1988/C 3 – Doc 3.6a). (Voir propositions au Congrès décrites dans la pièce 5.)

53. En ce qui concerne la deuxième question, les Administrations postales qui se sont prononcées n'ont pas été favorables au remplacement, dans l'adresse postale, du nom du pays de destination en toutes lettres par le code ISO Alpha-2 (norme ISO 3166); les raisons de ce refus sont multiples et justifiées par les nombreux inconvénients qui en résulteraient.

54. Il faut signaler que les travaux entrepris dans le cadre de l'étude 636 sont loin d'être achevés avec l'ISO et qu'il y aurait lieu de les poursuivre au titre du programme du prochain CCEP qui sera issu du Congrès de Washington 1989. Ces travaux engloberont aussi d'autres sujets proposés par les Administrations postales en ce qui concerne notamment «l'emplacement de l'adresse de l'expéditeur à l'angle supérieur gauche», «les problèmes de codification postale», etc.

f) Etude 671 «Service EMS (courrier accéléré international) (résolution C 25)

55. Conformément au mandat dont il a été chargé par le Congrès de Hamburg (résolution C 25), le CCEP a conduit cette étude de façon très élargie puisque 19 études complémentaires ont été effectuées et selon la méthode de travail des colloques (cinq colloques organisés à Berne de 1984 à 1988) qui a rencontré un énorme succès. Les rapports des colloques et d'ensemble de l'étude 671 sur le service EMS ont été publiés sous forme de plaquettes (série n° 155) de la Collection d'études postales.

56. Les résultats les plus significatifs de cette étude sont d'une part l'adoption d'une réglementation (accord-cadre et règlement-cadre) et de nombreuses décisions concernant des mesures d'exploitation et d'extension du service EMS et, d'autre part, leur application immédiate après confirmation par le Conseil exécutif (voir pièce 6 «Recueil des résolutions et décisions du CCEP» et pièce 5 «Liste des propositions et documents soumis par le CCEP au XXe Congrès»).

57. Le développement considérable du service EMS tant en ce qui concerne l'étendue du réseau et la qualité des prestations que pour ce qui est de sa commercialisation et des relations interadministrations constitue un témoignage éloquent de l'accomplissement en tous points de la mission confiée au CCEP par le Congrès de Hambourg.

g) Projet d'étude concernant «la possibilité d'élaboration d'un plan mondial de développement postal et de création éventuelle de Commissions régionales de développement des postes»

58. Ce sujet d'étude est extrait du rapport final de la Commission 9 (Coopération technique) approuvé par le Congrès de Hambourg 1984 au cours de sa 18e séance (23.7.84) et, à ce titre, il a pu être considéré que le Congrès a chargé le CCEP d'effectuer l'étude proposée par le Gabon, bien qu'il n'y ait pas eu de décision formelle y relative.

59. Compte tenu des implications diverses de cette étude qui paraissait devoir englober aussi bien les aspects de planification, de programmation, que ceux de coopération technique et des structures, le CCEP a chargé le Comité directeur de définir les modalités selon lesquelles une telle étude pourrait être conduite.

60. Lors de sa réunion de mai 1986, le Comité directeur a chargé le Bureau international de présenter un document dans lequel seraient exposés les éléments et suggestions pouvant servir de base de discussion et devant lui permettre de se prononcer sur l'opportunité d'entreprendre l'étude en question.

61. Dans le document présenté par le Bureau international, il a été souligné l'existence au sein de l'UPU de certaines données statistiques et d'études de nature à donner un aperçu de la situation de la poste dans le monde. Certains renseignements sur l'expérience de l'UIT en ce qui concerne le fonctionnement de structures analogues à celles suggérées par le Gabon sont également donnés dans le document en question.

62. Le débat qui s'est instauré, et qui portait également sur le rapport coût-utilité de l'étude et sur l'expérience peu évidente de l'UIT, a permis aux différents intervenants d'exprimer des points de vue concordants pouvant se résumer comme suit:

- les données sur le niveau de développement de la poste dans le monde sont disponibles dans les diverses publications de l'UPU et complétées par celles qui sont collectées dans le cadre de la Déclaration de Hambourg ou d'études en cours d'élaboration;
- la création de commissions régionales ne paraît pas opportune en raison des implications financières et du rôle joué par les Unions restreintes dans les différentes régions;
- l'expérience de l'UIT est assez peu probante et ne serait de toute façon pas transposable au cas de l'UPU.

63. Eu égard aux avis convergents exprimés et aux arguments avancés, le Comité directeur a estimé qu'il n'y avait pas lieu d'entreprendre l'étude proposée par le Gabon et que ce dernier devrait être informé de cette décision par le Bureau international.

64. Par sa décision CCEP 25/1986, le CCEP s'est rangé à l'avis du Comité directeur et a conclu à la non-opportunité d'entreprendre une telle étude le Gabon ayant été informé de cette décision.

- h) *Etude 673. Déclaration de Hamburg. Collecte et analyse de renseignements sur la qualité du service postal à l'échelle mondiale (Congrès – Doc 101/Rev 1).*

65. Ainsi qu'il est signalé dans la note figurant en marge du présent rapport, celui-ci ne contient pas ce qui, dans les travaux du CE, du CCEP et du Bureau international, a été spécialement fait dans le sens de la Déclaration de Hamburg; le résultat de ces activités fait l'objet du «Rapport commun du CE, du CCEP et du Bureau international au Congrès sur la mise en œuvre de la Déclaration de Hamburg» (Congrès – Doc 21).

Vocabulaire polyglotte du service postal international

- a) *Présentation, tirage et répartition de la cinquième édition*

66. Conformément au mandat confié au Groupe de travail A 19 par le CCEP en 1984, la cinquième édition du Vocabulaire polyglotte, dont la diffusion a été annoncée par la circulaire du Bureau international n° 124 du 30 mai 1988, comporte les termes et expressions de la quatrième édition (en tenant compte des changements apportés par les premier et deuxième suppléments) ainsi que les nouveaux termes et expressions résultant des Actes du Congrès de Hamburg et des études du CCEP. En outre, les termes et expressions désuets ou n'ayant pas de signification postale particulière ont été supprimés et la langue portugaise a été insérée dans le Vocabulaire.

67. Les travaux concernant la préparation de la cinquième édition du Vocabulaire ont été effectués par les membres du Groupe de travail A 19 élargi^{*)} en collaboration avec le Bureau international et certains rapporteurs d'études du CCEP sur la base des options prises au sein du Groupe de travail A 19 élargi et lors des sessions annuelles du CCEP portant sur le contenu et la présentation de la nouvelle édition du Vocabulaire.

68. La cinquième édition du Vocabulaire est présentée sous forme de classeur à feuilles mobiles et contient quelque 1156 termes et expressions avec leurs définitions en langue française et leur traduction en sept autres langues (allemand, anglais, arabe, chinois, espagnol, portugais et russe).

69. La nouvelle présentation des pages est caractérisée, par rapport à la quatrième édition, par une disposition verticale (et non pas horizontale) des traductions des termes vers les langues de traduction. Cette nouvelle disposition, outre qu'elle est conforme à la recommandation de l'ISO 1149 «Présentation des vocabulaires systématiques multilingues», facilite, dans une certaine mesure, l'utilisation du Vocabulaire et diminue les frais de mises à jour éventuelles.

70. La répartition des 3000 exemplaires du tirage de la cinquième édition s'établit comme suit au moment de l'élaboration du présent document:

- 1652 exemplaires distribués aux Administrations postales à titre gratuit et onéreux;
- 17 vendus aux particuliers;
- 82 distribués aux fonctionnaires et à la bibliothèque du Bureau international;
- 1249 exemplaires sont en réserve pour les fournitures ultérieures et les besoins des conférences.

*) Le Groupe de travail A 19 élargi comprend les membres du GT A 19 (Belgique, France, Suisse) et les représentants des groupes linguistiques suivants:

langue allemande:	Allemagne, Rép. féd. d',	langue espagnole:	Espagne
langue anglaise:	Grande-Bretagne	langue portugaise:	Portugal
langue arabe:	Liban	langue russe:	URSS
langue chinoise:	Chine (Rép. pop.)		

b) Prochaine mise à jour

71. S'agissant de la prochaine mise à jour du Vocabulaire qui, conformément à la décision prise par le CCEP en 1986, pourrait avoir lieu éventuellement après le Congrès de Washington dans les années 1991–1992, il paraît opportun de rappeler aux rapporteurs et animateurs d'études du CCEP leur obligation de définir, s'il y a lieu, les termes ayant une acception postale particulière et de transmettre ces définitions au Bureau international à l'intention du rapporteur du Groupe de travail A 19 en vue de leur insertion dans le Vocabulaire polyglotte du service postal international (cf. Marche des travaux relatifs aux études du CCEP, § 4.3, lettre h)).

Chapitre II

Rapports avec le Conseil exécutif

72. Conformément aux articles 102, § 6, lettre f) et 105, § 2, du Règlement général, le CCEP a régulièrement établi un rapport annuel sur les activités, que son Président a présenté à chaque session du Conseil exécutif, lequel en a pris acte.

73. Par ailleurs, le CCEP a collaboré avec le CE selon son domaine de compétence et conformément aux décisions suivantes du Congrès par lesquelles il en a été chargé:

a) Résolution C 34

«Contacts avec les organismes internationaux représentant les clients des services postaux»

Le CCEP, en accord avec le CE, a organisé, dans le cadre de l'étude 611 «Presse et trafic postal», un colloque groupant les organisations internationales représentant les «Editeurs» (presse et librairie) et les Administrations postales des Pays-membres du CCEP (octobre 1987). Par la suite le CCEP a pris la décision de créer un Comité de contact «Editeurs-UPU» composé des trois organisations internationales citées au paragraphe 102 et de huit Administrations postales (décision CCEP 4/1988).

Les résultats des travaux de la première réunion de ce Comité de contact ont été portés à la connaissance du CCEP de 1988 par le rapporteur de l'étude 611 (France) dans son exposé oral présenté devant la Commission 1 du CCEP.

Le compte rendu de la première réunion de ce Comité de contact du 26 octobre 1988, qui a été présenté au Comité directeur d'avril 1989, a été diffusé aux membres du Comité de contact et à ceux du CCEP.

b) Résolution C 25

«Service EMS (courrier accéléré international)»

Les travaux effectués par le CCEP dans le cadre de l'étude 671 «Service EMS» en collaboration avec le CE portent notamment sur l'élaboration et l'approbation de l'accord-cadre et du règlement-cadre. Les textes dont il s'agit seront présentés au Congrès et une décision sera prise quant à l'insertion d'une partie d'entre eux dans les actes de l'Union.

c) Déclaration de Hamburg

(Etude 673 du CCEP)

Les résultats des travaux effectués dans le cadre de la Déclaration de Hamburg en matière de contrôle des délais d'acheminement par les trois organes CE, CCEP et Bureau international ont été communiqués au CE et au CCEP selon un système arrêté d'un commun accord.

Le Comité de coordination de la Déclaration de Hamburg qui a joué un rôle important de réflexion et d'harmonisation a coordonné les relations entre les organes. Toutes les activités relatives à la Déclaration de Hamburg sont présentées dans le «Rapport commun du CE, du CCEP et du Bureau international au Congrès sur la mise en œuvre de la Déclaration de Hamburg» (Congrès – Doc 21).

Chapitre III

Activités de coopération technique

74. En matière de coopération technique, les attributions du CCEP sont énoncées, d'une part, à l'article 104, § 9, du Règlement général et, d'autre part, dans la résolution C 43 du Congrès de Rio de Janeiro.

75. Sur la base de cette résolution et de la pratique suivie depuis 1976, le CCEP a pu examiner chaque année un rapport établi par le Bureau international sur les activités de coopération technique. Cela lui a permis d'être mieux informé des problèmes qui se posent aux Administrations postales des pays en développement et des actions entreprises par le Bureau international pour aider ces Administrations dans le cadre des priorités fixées. Le CCEP a ainsi pu formuler à ce sujet les observations appropriées.

Etudes intéressant particulièrement les pays en développement

76. Compte tenu de l'un des buts assignés au CCEP qui est d'effectuer des études de nature à permettre aux Pays-membres de l'Union et notamment aux pays en développement de tirer profit des résultats des travaux effectués dans un cadre technique approprié à l'échelle mondiale, le CCEP a porté une attention soutenue aux problèmes des Administrations des pays en développement et s'est efforcé de conduire les études de façon à répondre aussi largement que possible aux préoccupations de ces Administrations.

77. Il y a lieu de souligner à cet égard qu'une partie importante des études inscrites au programme de travail du CCEP intéressait davantage les pays en développement (28 études, soit 66 %) et que 9 études (soit 21 %) les concernent particulièrement.

78. Toutes ces études qui touchent l'ensemble de l'activité des Administrations postales visent à relever le niveau de la poste dans les domaines suivants:

- gestion, organisation et développement des services;
- modernisation et amélioration des services, mécanisation, automatisation et informatisation;
- introduction des services nouveaux;
- orientation des études et dimension assistance technique.

79. Les pays rapporteurs et animateurs des études ainsi que les Présidents des Commissions ont été invités à tenir compte largement des décisions du CE et du CCEP relatives à l'orientation des études dans le sens de la Déclaration de Hamburg et à la dimension assistance technique (LC 4255/4310(D)1802 du 5.9.86 et LC 4310(D)1225 du 11 mars 1988):

- dimension «assistance technique» à introduire dans certaines études (résolution CE 4/1985);
- orientation des études dans le sens de la Déclaration de Hamburg (décision CCEP 6/1985).

80. Par toutes ces actions, le CCEP peut considérer qu'il aura apporté une contribution au développement harmonieux des services postaux des pays jeunes et en développement.

Chapitre IV

Relations avec des organisations internationales

81. Le CCEP entretient des relations suivies avec l'UIT et le CCITT ainsi qu'avec l'ISO qui peuvent être qualifiées de collaboration organisée. Le CCEP vient également de nouer des contacts réguliers avec les organisations internationales représentant les Editeurs de la presse et de la librairie. L'état de ces relations peut se résumer comme suit:

Union internationale des télécommunications (UIT)

82. Les relations entre le CCEP et l'UIT s'inscrivaient jusqu'en 1979 dans le cadre général du Comité de contact UIT-UPU. Bien que régulièrement entretenues, ces relations ont connu depuis 1982 une rapide évolution pour s'ériger en une collaboration étroite se manifestant sous trois aspects:

- travaux du Sous-groupe de travail 503 concernant le courrier électronique;
- participation du CCEP aux réunions du CCITT;
- activité liée au Comité de contact CCITT-CCEP.

a) Travaux du SGT 503 – Courrier électronique

83. Créé lors de la session du CCEP de 1986, le SGT 503 (courrier électronique) effectue ses travaux en collaboration avec les Commissions d'études du CCITT pour les questions qui présentent un intérêt particulier pour les Administrations postales. Il s'agit de l'élaboration de la réglementation (Recommandations nouvelles et Recommandations révisées) relative aux services de télécopie (téléfax et bureauxfax) et de traitement de messages, notamment en ce qui concerne la remise physique et l'adresse postale.

84. Le SGT 503 qui assure la représentation de l'UPU aux réunions du CCITT est chargé d'étudier les questions intéressant la poste, de soumettre au CCEP ses conclusions, rapports et comptes rendus et de diffuser aux Administrations toute la documentation y relative.

b) Participation du CCEP aux réunions du CCITT

85. D'une façon générale le CCEP se fait représenter à toutes les réunions du CCITT auxquelles il est invité. Sa participation par le biais du SGT 503 (membres et secrétariat) est régulière et peut être qualifiée de très active notamment au sein des Commissions d'études I, III et VII ainsi qu'aux Assemblées plénières. Le CCEP apporte sa contribution à l'étude de toutes les questions de la poste et de l'UPU, telles que:

- Courrier électronique (télécopie, messagerie électronique, tableau Bureauxfax)
- Services financiers postaux – Télégrammes «POSTFIN»
- Nomenclature internationale des bureaux de postes et télégraphiques
- Adressage – Normalisation, etc.

86. De son côté le CCITT, qui est invité aux réunions du CCEP, y compris le colloque sur le courrier électronique, s'y fait régulièrement représenter.

c) Activité liée au Comité de contact CCITT-CCEP

87. Le Comité de contact CCITT-CCEP a été créé en application de la résolution CCEP 1/1983 et de la résolution n° 11 de la VIIIe Assemblée plénière du CCITT tenue à Torremolinos en 1984.

Cette structure était précédée par le Sous-groupe ad hoc «CCITT-UPU-Bureaufax» chargé notamment de 1982 à 1985 de définir un service de télécopie (entre bureaux publics) unique et universel. Ce Sous-groupe s'est réuni plusieurs fois pour traiter du service BureauFax.

88. Le Comité de contact CCITT-CCEP qui se réunit en alternance à Berne et à Genève selon une périodicité non fixée (selon les sujets à traiter) a tenu deux réunions, l'une à Berne en mai 1986, l'autre à Genève en octobre 1987.

La prochaine réunion du Comité de contact CCITT-CCEP (3e) aura lieu à Berne à une date qui sera fixée ultérieurement en fonction des questions à discuter.

89. Au cours de sa deuxième réunion de Genève (16.10.87), le Comité de contact CCITT-CCEP a examiné les questions suivantes:

- Nomenclature des bureaux de poste et télégraphiques (NIBPT)
- Tableau bureaufax (amélioration de son contenu)
- Adressage – Messagerie – Mandats télégraphiques
- Travaux du CCITT intéressant le CCEP
- Travaux du CCEP intéressant le CCITT
- Réexamen du mandat et des méthodes de travail du Comité de contact
- Prochaine réunion du Comité de contact

d) Evolution de la coopération entre l'UIT et l'UPU

90. Dans tous les domaines où s'est instaurée une coopération entre l'UIT et l'UPU et de façon particulière entre le CCITT et le CCEP, les deux organisations ont pris des initiatives pour la rendre fructueuse et la développer grâce aux structures mises en place et à l'esprit de franche collaboration entre les deux partenaires. La IXe Assemblée plénière du CCITT, qui s'est déroulée à Melbourne (Australie) en novembre 1988, a confirmé cette tendance en autorisant la poursuite des relations particulières instaurées dans le cadre du Comité de contact CCITT-CCEP et en adoptant les sujets d'études proposés par l'UPU (SGT 503 du CCEP) pour la période d'étude du CCITT 1989-1992. Le CCEP, quant à lui, entend maintenir cette ligne de conduite et étendre les domaines de coopération pour faire en sorte que les activités des deux Unions soient complémentaires au bénéfice de leurs Administrations membres.

Organisation internationale de normalisation (ISO)

a) Rappel historique de la coopération ISO-UPU

91. La coopération entre l'ISO et l'UPU remonte à 1960 lorsqu'eut lieu la première rencontre à Paris les 14 et 15 novembre 1960 et qu'a pris naissance le Comité de contact ISO-UPU. Le Comité s'est ensuite réuni alternativement à Genève (1961, 1965, 1972, 1983, 1985, 1987) et à Berne (1962, 1969, 1978, 1984, 1986, 1988 – 13e réunion).

92. Depuis le Congrès de Rio de Janeiro 1979, l'Union est représentée au Comité de contact par les Pays-membres désignés par le CCEP. C'est ainsi que le CCEP issu du Congrès de Hamburg 1984 a désigné les membres suivants: Président du CCEP (Tunisie), Vice-Président du CCEP (Canada), Président de la Commission 3 du CCEP (Grande-Bretagne), rapporteur de l'étude 636 (ex-Inter groupe A 1/A 2/A 3) (Suisse); étant entendu que les pays intéressés par les questions inscrites à l'ordre du jour du Comité sont admis à participer en qualité d'experts sur proposition du Président de la Commission 3 (décision CCEP 2/1984 – PV 4).

b) Objet de la coopération ISO-UPU

93. Les activités déployées par les deux organisations portent sur plusieurs domaines et sujets qui intéressent la poste et son environnement.

94. Lorsque le sujet intéresse directement la poste, il est alors créé un Groupe de travail chargé d'élaborer les textes de normalisation ou d'y participer activement. Cela a été le cas avec le Groupe de travail GT 5 créé en 1987 pour prendre la suite des travaux entamés par le Groupe mixte ISO/UPU.

95. Le GT 5 s'occupe notamment de la mise au point du projet de norme ISO/DIS 8439 «Règles de base pour la conception des formulaires».

96. Le GT 5 a tenu cinq réunions (27 avril 1987, 21 septembre 1987, 14 mars 1988, 12 septembre 1988 et 13 mars 1989).

97. La coopération entre l'ISO et l'UPU ne s'est pas seulement manifestée au sein du Comité de contact ISO/UPU et du GT 5, mais aussi dans certains Comités et Sous-Comités de l'ISO. L'Union est dans ce cas représentée à titre d'observateur, en principe par l'Administration postale du pays où se tient la réunion.

98. C'est ainsi que l'Union a participé à ce titre aux travaux des Comités techniques décrits dans la pièce 3 «Réunions de l'ISO auxquelles l'Union a été représentée».

Conformément à la décision prise par le CCEP à sa session de 1971, les comptes rendus de ces réunions élaborés par les Administrations ayant représenté l'Union ont été transmis à tous les membres du CCEP.

99. L'Union participe enfin, à titre d'observateur, dans la mesure du possible, aux assemblées générales de l'ISO qui définissent les orientations générales de l'action de cette organisation en matière de normalisation. Elle a ainsi été représentée aux assemblées générales de Genève (septembre 1979), Toronto (septembre 1982) et Prague (septembre 1988).

100. De son côté l'ISO est invitée à participer aux réunions du CCEP et s'y est fait régulièrement représenter.

c) 13e réunion du Comité de contact ISO/UPU

101. Le compte rendu de la 13e réunion du Comité de contact ISO/UPU tenue à Berne le 28 octobre 1988 a été porté à la connaissance du Comité directeur d'avril 1989 agissant dans le cadre de la délégation de pouvoirs qu'il a reçue du CCEP.

Organisations internationales représentant l'édition et la librairie

102. La coopération avec les organisations de la presse et de l'édition désignées ci-après a été provoquée par le besoin ressenti de part et d'autre (poste et clients) pour résoudre les problèmes rencontrés en matière de: dépôt, acheminement et distribution ainsi que les questions qui y sont liées, comme la tarification et la qualité du service:

- Fédération internationale de la presse périodique (FIPP);
- Union internationale des éditeurs (UIE);
- Fédération internationale des éditeurs de journaux (FIEJ).

103. Les trois organisations internationales sus-indiquées ont participé au colloque organisé à Berne à l'initiative de l'UPU le 22 octobre 1987 et à la première réunion du Comité de contact «Editeurs-UPU» du 26 octobre 1988. Ainsi qu'il est signalé au paragraphe 73 du présent rapport, le compte rendu du Comité de contact «Editeurs-UPU» n'ayant pu être présenté au CCEP a été soumis par la suite à l'examen du Comité directeur d'avril 1989 agissant dans le cadre de la délégation de pouvoirs qu'il a reçue du CCEP.

Chapitre V

Publications éditées ou mises à jour à l'initiative du CCEP

a) Fichier «Les ordinateurs dans le service postal» (classeurs 114 et 114.1)

104. Cette publication comporte les données concernant les ordinateurs dans le service postal des Pays-membres, par domaine d'application, et l'équipement utilisé, sur plus de 800 fiches réunies en quatre classeurs.

105. Une consultation effectuée auprès des Pays-membres du CE et du CCEP sur l'utilité du fichier a révélé que celui-ci, sous sa forme originelle, ne correspond plus aux besoins des Administrations intéressées, alors que les coûts relatifs à sa mise à jour ne sont pas négligeables.

106. Néanmoins, lors des discussions au sein du CCEP en 1983, plusieurs délégations ont souligné l'utilité de conserver au Bureau international une documentation globale sur les ordinateurs pour servir d'élément de référence, notamment pour les pays en développement.

107. Ainsi, pour tenir compte du résultat de la consultation et des opinions exprimées, le CCEP a-t-il décidé de créer un Groupe de travail chargé de mettre au point un système permettant la diffusion régulière des informations au sujet des ordinateurs dans le service postal sous une forme simplifiée. Sur la base du rapport du Groupe de travail, le CCEP de 1984 a décidé de ne pas supprimer formellement le fichier, mais d'abandonner la mise à jour de celui-ci, instituer un supplément bisannuel à ce fichier et charger le Bureau international de collecter en 1985 (en vue de la préparation du premier supplément) des informations concernant les réalisations les plus récentes des Administrations et leurs projets en matière d'utilisation des ordinateurs dans le service postal.

108. Le Groupe de travail ayant été chargé de poursuivre l'étude et de présenter un rapport sur les différents aspects de la question au CCEP de 1985, celui-ci s'est prononcé en faveur de l'utilisation à l'avenir de la fiche ayant déjà servi pour la collecte des données destinées au supplément du Fichier et a décidé que ce supplément serait publié sous forme de classeur à mettre à jour tous les deux ans (décision CCEP 12/1985).

109. La mise à jour 1 du supplément du Fichier a été effectuée en deux phases:

- collecte des renseignements auprès des Administrations (LC 4435-320(D)1640 du 30.6.1987);
- diffusion aux Administrations des fiches de mise à jour 1 pour insertion dans le classeur 114.1 (supplément) en 1988.

b) Fichier de l'équipement postal

110. Cette publication contient, sous forme de fiches descriptives illustrées insérées dans cinq classeurs (Guichets – Dépôt – Tri – Transport – Distribution), les indications recueillies sur les caractéristiques techniques du matériel d'exploitation utilisé par les Administrations postales.

111. Elle est tenue à jour par l'incorporation de fiches relatives aux nouveautés et l'élimination de fiches relatives à du matériel qui n'est plus utilisé. Jusqu'en 1982, onze mises à jour ont été publiées.

112. En même temps qu'elles étaient consultées sur l'utilité du Fichier des ordinateurs, les Administrations l'ont également été en 1982 sur le Fichier de l'équipement postal. Il ressortait de cette consultation que ce dernier fichier est largement utilisé. Le CCEP a ainsi été amené à se prononcer pour le maintien de cette publication dont le contenu, la présentation et les conditions de mise à jour ont fait l'objet de l'étude 623 du programme de travail 1984-1989 adopté par le Congrès de Hambourg 1984 (résolution C 31).

113. A sa session de 1985, le CCEP a décidé que, en attendant les résultats de cette étude, le Fichier ne serait pas mis à jour (décision CCEP 11/1985).

114. Le CCEP de 1987, ayant adopté les conclusions et recommandations de l'étude 623, a chargé le Bureau international de procéder en 1988 à la mise à jour du Fichier qui sera diffusée aux Administrations postales début 1989 (décision CCEP 24/1987).

c) Manuel de la modernisation des services postaux

115. Les études entreprises par le CCEP se terminent, en principe, par un rapport qui est diffusé dans la Collection d'études postales et par un résumé – élaboré par le pays rapporteur – qui est publié dans la revue «Union Postale». Des tirages à part de ces résumés dans chacune des langues de la revue constituent les éléments du Manuel de la modernisation des services postaux. Depuis le Congrès de Rio de Janeiro, les résumés des rapports des études ont été publiés et classés dans le Manuel comportant deux classeurs:

- premier classeur: documents publiés de 1961 à 1980
- 2e classeur: tirages à part publiés à partir du 1er janvier 1981.

d) Fichier des prestations complémentaires (classeur 144)

116. Le Fichier 144 devant servir de source d'inspiration et de banque de données aux Administrations a été publié en 1984 suite aux conclusions de l'étude 502 sur «Les possibilités d'utilisation du réseau postal dans les domaines autres que ceux où s'exerce habituellement l'activité de la poste (y compris les opérations pour le compte d'autrui) – Extension des attributions de la poste».

117. Présenté sous forme de classeurs (trois) le Fichier contient les fiches d'information classées selon quatre domaines d'activité:

- | | |
|-------------------|--|
| Chapitre premier: | Informations générales |
| Chapitre 2: | Prestations du service des guichets |
| Chapitre 3: | Prestations du service des envois postaux |
| Chapitre 4: | Prestations du service des facteurs, sans rapport avec la distribution |
| Chapitre 5: | Prestations dans un autre domaine. |

En principe la mise à jour de ce Fichier avait été prévue tous les trois ans.

118. Le CCEP de 1985 ayant décidé de procéder à une mise à jour régulière du Fichier (décision CCEP 10/1985) a chargé le Bureau international de l'entreprendre en deux phases:

- collecte des renseignements (LC 4415-144(D)1900 du 1.10.86);
- diffusion aux Administrations début 1989.

119. Parallèlement au travail de mise à jour du Fichier 144, seront publiées dix monographies élaborées par des Administrations sur leurs expériences en matière de nouvelles prestations. Ces monographies constitueront les annexes au rapport de l'étude 615 «Services nouveaux offerts à la clientèle».

e) Autres publications éditées ou mises à jour à l'initiative du CCEP

120. Quatre publications désignées ci-après méritent d'être signalées:

- Manuel sur les règles et les procédures pour l'acheminement du courrier international (classeur 134), édition originale de 1983 mise à jour (première) en juillet 1987 compte tenu de la réglementation de Hambourg 1984;
- Recueil opérationnel EMS et son supplément;
- Manuel EMS;
- Tableau Bureau fax édité en collaboration avec l'UIT, dont la mise à jour est effectuée régulièrement sur la base des renseignements communiqués par les Administrations.

Chapitre VI

Organisation et fonctionnement du CCEP

121. Le CCEP a conduit de 1976 à 1978 une importante étude sur son organisation et son fonctionnement dont les résultats et les conclusions jugés satisfaisants ont été présentés au Congrès de Rio de Janeiro 1979.

122. Cela étant, le CCEP a pourtant estimé opportun de susciter une réflexion d'ensemble sur l'organisation et le fonctionnement du Conseil (CCEP 1987 – Doc 9) ainsi qu'il l'a déjà fait en 1982 à l'occasion de la célébration de son 25^e anniversaire.

123. Les résultats de cette réflexion, qui ont été présentés au CCEP de 1988 dans le document portant la cote CCEP 1988 – Doc 10, ont abouti à un certain nombre de propositions présentées aussi bien par les Administrations postales que par le Bureau international ainsi que par le Comité directeur.

124. Les modifications proposées portent sur les domaines suivants:

a) Propositions du Bureau international:

- programme de travail quinquennal du CCEP: conception et modalités d'exécution;
- méthodes et procédures de travail du CCEP;
- création d'un «Groupe de recherche – développement» au sein du CCEP;
- conduite de certaines études par des consultants-spécialistes.

b) Propositions des Administrations postales:

- les questionnaires des études (allègement ...);
- constitution d'une base de données informatisée au Bureau international;
- réduction des séances plénières;
- accélération de la conduite des études et de la diffusion des résultats;
- complément aux attributions du CCEP relatives à l'élaboration de normes.

c) Propositions du Comité directeur ayant pour but de rectifier et de simplifier certaines pratiques et de permettre ainsi une amélioration des travaux du CCEP.

125. Certaines de ces propositions devraient aboutir, si elles sont adoptées, à la modification soit des actes de l'UPU (art. 104 du Règlement général), soit du Règlement intérieur du CCEP et de son annexe «Marche des travaux ...». (Voir proposition au Congrès décrite dans la pièce 5.)

Chapitre VII

Réflexions sur l'exécution des travaux du CCEP pendant la période 1984-1989

126. L'exécution des travaux du CCEP, bien qu'ayant suivi le processus institué, a connu sur de nombreux points une certaine évolution en raison de l'intérêt accru manifesté pour la plupart des études, grâce aussi aux initiatives prises en ce qui concerne l'organisation et le déroulement des réunions, d'expositions et de conférences de presse et enfin du fait de l'urgence et de l'actualité des questions traitées. Tous ces aspects sont mis en exergue sous les points suivants:

- participation aux études (Pays-membres et pays non membres);
- organisation et déroulement des réunions et autres manifestations;
- décisions nombreuses et d'application immédiate.

a) Participation aux études du CCEP (Pays-membres et pays non membres)

127. Les 60 études du programme dont 41 études principales et 19 études complémentaires (ou sous-études) ont été conduites selon l'une des deux méthodes de l'enquête ou du Groupe de travail à raison de 28 enquêtes et de 32 groupes de travail, la conduite de l'étude étant assurée dans chaque cas par une Administration postale qui assume le rôle d'animateur pour l'enquête et de rapporteur pour le groupe de travail.

128. La participation des Administrations aux études a été forte et diversement répartie comme on peut le remarquer d'après les indications des deux tableaux (I et II) reproduits en annexe au présent document (pièce 7) et dont certains chiffres révélateurs sont donnés ci-après.

129. Sur les 32 études conduites par des groupes de travail (rapporteurs), 23 l'ont été par des Administrations de pays industrialisés et 9 par celles de pays en développement. Les 28 études conduites par voie d'enquête (animateurs) se répartissent à raison de 23 pour les pays industrialisés et 5 pour les pays en développement. A noter que le CCEP issu du Congrès de Hamburg compte 16 pays industrialisés et 19 pays en développement. Ainsi, globalement, les pays en développement ont conduit environ le quart des études du programme, ce qui peut paraître comme une participation moyenne.

130. En ce qui concerne la participation aux groupes de travail, il est réconfortant de constater que 35 pays non membres (dont 8 pays industrialisés et 27 pays en développement) du CCEP ont participé aux études (groupes de travail) dans une proportion moyenne de 5 études par pays industrialisé et de 3 études par pays en développement. Cette proportion est plus élevée en ce qui concerne les Pays-membres du CCEP puisque la moyenne se situe à 16 études par pays industrialisé et à 6 études par pays en développement. La participation la plus élevée parmi les Pays-membres du CCEP a été de 24 études pour un pays industrialisé et de 17 pour un pays en développement, celle des pays non membres du CCEP ayant été de 15 études pour chacun des deux groupes (PI et PED).

b) Organisation des réunions et autres manifestations

131. Les quatre sessions annuelles du CCEP tenues en 1985, 1986, 1987 et 1988 ont connu une animation inhabituelle grâce aux 9 colloques et 8 réunions de groupes de travail qui se sont déroulés dans le cadre des travaux des Commissions. En marge des colloques, groupes de travail Commissions et séances plénières, il y a eu d'autres manifestations organisées pour assurer la publicité et la promotion des produits et des services: expositions de matériels (d'exploitation et publicité), conférences de presse, projections, etc.

c) Décisions nombreuses et d'application immédiate

132. Les décisions prises par le CCEP au cours de la période quinquennale 1984–1989 ont été nombreuses et revêtent un caractère d'urgence nécessitant une application immédiate car elles portent pour la plupart d'entre elles sur des sujets d'actualité et édictent des solutions et des mesures de redressement.

133. C'est ainsi que 13 décisions ont été prises en 1984, 21 en 1985, 30 en 1986, 28 en 1987 et 26 en 1988, ce qui fait un total de 118 décisions pour la période 1984–1989 dont 9 résolutions, 19 recommandations et 90 décisions. A titre comparatif, la moyenne annuelle a été de 23 décisions pour ce quinquennat contre 9 décisions pour le précédent quinquennat (1979–1984).

134. Il faut signaler aussi que la majeure partie des décisions visent le développement du service EMS et l'amélioration de la qualité du service dans un environnement concurrentiel, ce qui souligne davantage leur caractère d'actualité et l'urgence de leur application. (Cf. Recueil des résolutions et décisions du CCEP annexé au présent document (pièce 6)).

C. Projet de programme de travail pour le futur Conseil consultatif des études postales

I. Préparation du projet de programme

135. Aux termes de l'article 104, § 12, du Règlement général, «le Conseil consultatif établit à sa session précédant le Congrès le projet de programme de travail du prochain Conseil à soumettre au Congrès, compte tenu des demandes des Pays-membres de l'Union ainsi que du Conseil exécutif».

136. Dans cette perspective et selon la pratique établie, la préparation du futur programme a été faite conformément aux orientations et idées formulées par le CCEP de 1987 lors de l'examen du document de réflexion portant sur ce sujet (CCEP 1987 – Doc 9).

137. C'est ainsi que les Administrations des Pays-membres de l'Union ont été invitées à faire connaître les sujets d'étude importants qui intéressent beaucoup de pays de l'Union et qui répondent à leurs besoins essentiels et prioritaires (LC du Bureau international n° 4001(D)2030 du 20 novembre 1987); parallèlement, les Unions restreintes ont été priées «d'indiquer, d'une part, les études présentant de l'intérêt pour l'ensemble des pays de l'Union qu'elles avaient entreprises et, d'autre part, celles qu'elles envisageaient d'entreprendre» (LC n° 4001(D)2031 du 20 novembre 1987).

II. Propositions des Administrations et du Bureau international

138. Sur les 37 Administrations qui ont répondu à la consultation, soit avant la date limite (fixée au 12 février 1988), soit après cette date:

- 13 Administrations ont signalé qu'elles n'avaient pas de sujets d'étude à proposer;
- 24 Administrations ont proposé 97 sujets d'étude nouveaux;
- 10 Administrations ont formulé des commentaires, remarques ou suggestions.

139. Sur les quatre Unions restreintes qui ont répondu à la consultation, trois ont communiqué la liste des études actuellement en cours et de celles qu'elles envisagent d'entreprendre en leur sein. Les sujets communiqués sont, selon le cas, de portée régionale, déjà traités au titre du CCEP ou réintroduits comme propositions du programme en préparation.

140. Le Bureau international a présenté au CCEP un certain nombre de propositions et suggestions qui ont été élaborées par un Groupe de travail créé à l'initiative du Directeur général. Ces propositions qui portent sur les aspects suivants ont fait l'objet d'un document séparé (CCEP 1988 – Doc 10):

- la conception du programme de travail pour introduire plus de souplesse et la possibilité de le reviser chaque année en fonction des réalités nouvelles;
- les méthodes de travail du CCEP en vue de rechercher plus d'efficacité et d'enrichissement des travaux;
- la création au sein du CCEP d'un «Groupe de recherche – développement» dont le rôle consisterait, entre autres, à cristalliser et à diffuser les connaissances et les innovations commerciales et technologiques ayant des applications dans le secteur postal, notamment en matière d'équipements, de produits nouveaux et d'études de marché et à favoriser les contacts et les échanges d'expérience entre les centres de recherche.

141. Parmi les autres propositions du Bureau international, il y a aussi, comme cela a été fait dans le passé:

- les sujets d'étude nouveaux proposés par le Bureau international;
- la liste des études permanentes pouvant être réactivées;
- la liste des études du programme 1984–1989 à reconduire éventuellement, en raison de leur importance ou de la nécessité de les poursuivre;
- la liste des études mises en réserve du programme 1984–1989.

III. Suggestions des Administrations sur la forme et le contenu du programme de travail

142. Selon les suggestions formulées, le projet de programme pour 1989–1994 doit revêtir la double caractéristique d'efficacité et de rapidité et correspondre dans sa forme et son contenu aux idées exprimées lors des débats du CCEP de 1987 et qui sont rappelées ci-après:

- a) adapter la charge du CCEP aux moyens dont il dispose;
- b) éliminer les sujets de portée limitée susceptibles de trouver une solution au plan bilatéral;
- c) privilégier les sujets qui sont en rapport avec l'évolution des techniques postales et les besoins du monde du XXI^e siècle et portant sur:
 - l'amélioration constante de la qualité de service et l'introduction de techniques visant l'augmentation de la productivité et la diminution des charges;
 - la recherche d'innovations ayant pour but de combattre la concurrence et de mettre en œuvre des services d'avenir qui profitent de tous les progrès du domaine des communications;
 - l'utilisation de méthodes de gestion devant permettre à la poste d'écarter les anciennes tendances d'attentisme et de précéder les événements au lieu de les subir.

143. Les Administrations postales ont en outre suggéré que le prochain programme de travail soit élaboré en tenant compte des remarques et idées suivantes formulées par certaines d'entre elles:

- a) les études doivent porter sur:
 - les effets éventuels et probables des mesures de privatisation et de dérèglementation d'entreprises d'Etat, en particulier de la poste dans le monde;
 - le problème latent du niveau précaire de développement des services postaux dans la plupart des pays en développement et des moyens de les faire bénéficier des techniques modernes de gestion et d'exploitation;

- les mesures permettant de placer les Administrations en position forte à l'arrivée du XXI^e siècle;
 - l'amélioration du réseau postal mondial, y compris sous l'angle de la modification des aspects de la réglementation postale internationale qui deviennent inadaptés, sous celui de la définition et de la mise en place de structures permettant à la poste internationale de lutter contre la concurrence et sous l'angle des mesures concrètes d'organisation et d'équipement définies en commun en faveur de la poste des pays en développement;
 - les mesures visant à combattre la concurrence, à satisfaire les exigences de la clientèle, à développer les nouveaux services et à accélérer le traitement postal;
- b) le programme de travail, qui ne doit être ni trop étendu, ni trop rigide, doit donner la possibilité au CCEP de traiter en priorité des questions urgentes.

IV. Adaptation des modalités d'exécution du programme aux objectifs à atteindre

144. En ce qui concerne les modalités d'exécution, il s'est dégagé un large consensus en faveur de l'adoption de formules dynamiques associant les deux caractéristiques principales de la méthode des colloques: riches et fructueux débats/conclusions applicables à court délai.

145. En outre, certaines Administrations ont fait quelques suggestions résumées ci-après qui se rapportent notamment à la détermination d'objectifs, à la rapidité d'exécution, au choix des méthodes appropriées et à l'application des résultats:

- a) pour chaque sujet, il doit être fixé un objectif pouvant être atteint au cours du cycle quinquennal du CCEP (de préférence moins de cinq ans);
- b) chaque sujet devrait être traité par un petit groupe de pays (et non pas confier l'étude à une seule Administration) composé uniquement d'experts accrédités (y compris, le cas échéant, des consultants extérieurs) spécialistes du sujet soumis à l'examen;
- c) parvenir à des résultats positifs en moins de cinq ans par la méthode des colloques;
- d) accélérer la conduite des études et en diffuser les résultats rapidement pour éviter le risque de devenir désuètes avant même qu'elles ne soient publiées;
- e) éviter les documents et questionnaires à la fois trop longs et trop scientifiques;
- f) organiser les sessions du CCEP de façon à éviter que les mêmes questions ne soient traitées deux fois; la partie «séances plénières» pourrait être réduite.

V. Projet de programme de travail présenté au CCEP de 1988

146. En prenant en considération toutes les idées émises et les suggestions concrètement formulées, il a été proposé au CCEP de 1988 de présenter au XX^e Congrès un projet de programme esquissé comme suit et comprenant un programme de base assez limité et un programme de réserve réduit:

- a) parmi la centaine de sujets recueillis, il a été opéré une présélection de 26 études totalisant 53 sujets proposés par les Administrations qui, en raison de leur utilité pour un grand nombre d'Administrations et de l'urgence des problèmes qu'ils sous-tendent, méritent d'être étudiés dans le cadre du CCEP;

- b) parmi ces 26 études présélectionnées, il a été proposé au Conseil de distinguer:
 - certaines études prioritaires à conduire dans les plus courts délais;
 - 14 études qui, en raison de leur caractère technique ou de leur urgence, pourraient être traitées par des spécialistes recrutés à cet effet avec le concours et la supervision de Groupes de travail et des Présidents de Commissions;
 - six études ne nécessitant que des recouvrements de données qui pourraient être traitées par le Bureau international sous forme d'enquêtes/exposés;
- c) malgré l'intérêt que présentent certains sujets proposés, il a été suggéré de ne pas les inclure dans le programme de base, au risque de le surcharger; c'est pourquoi ils ont été inclus dans le programme de réserve dont la mise en chantier serait décidée par le prochain CCEP, compte tenu de sa charge de travail.

147. Il a été précisé au Conseil que le projet de programme qui sera présenté au Congrès ne préjuge en rien des orientations générales ou des idées dominantes qui seront retenues au terme du débat général, ni de la structure et des méthodes de travail à mettre en œuvre.

VI. Projet de programme résultant des travaux du Groupe de travail du CCEP

148. A l'issue de ses travaux, le CCEP de 1988, tout en approuvant les grandes lignes du projet qui lui a été présenté, a pris un certain nombre de décisions dont celle de créer un Groupe de travail restreint auquel il a assigné le mandat:

- a) de préciser les objectifs des études et les résultats à atteindre;
- b) d'opérer une sélection plus poussée des sujets à étudier au plan de l'urgence et des priorités et établir des délais maximums de réalisation;
- c) d'effectuer un préclassement des études par Commissions;
- d) de définir de façon plus complète les méthodes de travail;
- e) de présenter les résultats des travaux du Groupe de travail au CD CCEP d'avril 1989 agissant dans le cadre de la délégation de pouvoirs qu'il a reçue.

149. Sur la base des résultats des travaux du Groupe de travail du CCEP qui s'est réuni le 13 janvier 1989, le Bureau international a mis au point les documents à soumettre à l'approbation du CD CCEP d'avril 1989; celui-ci a finalement adopté les documents suivants:

- le projet de résolution portant indication en bas de page d'un Congrès – Doc et auquel serait annexé le programme de travail subdivisé en six champs d'activité;
- le Congrès – Doc comprenant les idées, réflexions et orientations du CCEP sortant à l'adresse du CCEP entrant ainsi que les profils d'études et la liste des colloques et comités à tenir. (Voir décision CCEP 6/1989 et pièce 6.)

D. Conclusion

150. Le 6e CCEP a célébré son trentième anniversaire en 1987, au cours d'une session qui, comme les quatre autres du quinquennat 1984–1989, a été riche d'activités multiples et a attiré une très forte participation d'experts et de dirigeants.

151. C'est grâce à cette ambiance de prise de conscience et au regain d'intérêt manifesté par les Administrations et aussi au rythme de travail que le Conseil s'est imposé que les réalisations nombreuses et importantes détaillées dans le présent rapport font ressortir à l'actif du CCEP un bilan positif avec une soixantaine d'études réalisées et concrétisées par 118 décisions ainsi que par plusieurs propositions à soumettre au XXe Congrès. Ce qui mérite encore d'être souligné, c'est que ces décisions et propositions portent, d'une part, sur une réglementation nouvelle ou modifiée caractérisée par sa souplesse d'application et, d'autre part, sur les améliorations sensibles de la qualité de service et de la gestion ainsi que sur la modernisation des systèmes d'exploitation.

152. C'est aussi grâce aux méthodes de travail novatrices ou améliorées que le CCEP a pu écourter les délais de réalisation des études, organiser des débats et des échanges plus fructueux et intervenir plus concrètement dans la commercialisation des produits nouveaux et de la poste traditionnelle et faire en sorte que le marché postal soit, selon le cas, reconquis, préservé ou étendu.

153. C'est grâce à ses résultats éloquents que le Conseil a pu enrichir sa Collection d'études postales d'une quarantaine de nouvelles plaquettes ou de classeurs et d'un grand nombre d'autres publications nouvelles rééditées ou mises à jour, d'ordre promotionnel ou fonctionnel, dont la qualité et le contenu montrent aisément qu'il a été tenu largement compte des orientations de la Déclaration de Hamburg et de la dimension assistance technique.

154. C'est dans cet esprit caractérisé par une sensible évolution de ses domaines d'intervention que le Conseil a engagé une réflexion sur une transformation plus poussée de ses structures et de ses méthodes de manière à se définir des objectifs et des moyens qui vont dans le sens des intérêts et des préoccupations des Administrations. Ce faisant le Conseil présente au XXe Congrès des propositions d'amélioration et un programme de travail où apparaissent de nouvelles idées telles que:

- l'insertion dans les Actes d'un texte reconnaissant expressément et précisant le rôle d'élaboration et de revision de normes techniques et opérationnelles postales, rôle que le CCEP a déjà assumé dans les faits jusqu'ici, aussi bien dans les domaines du service EMS et du codage à barres, que dans les travaux de normalisation effectués en relation avec l'ISO et l'UIT;
- l'élaboration d'un programme de travail revisable, tenant compte des réalités nouvelles et faisant appel à des méthodes de travail renouvelées et actualisées pour la conduite des études par des spécialistes, pour la tenue de nombreux colloques et pour écourter les délais de réalisation et d'application des résultats;
- l'introduction de technologies et de procédés nouveaux dans les systèmes d'exploitation et de commercialisation grâce aux études spécifiques proposées dans ces domaines;
- l'échange de données techniques et d'informations grâce à la constitution d'une base de données informatisée et aux réunions des responsables des centres de recherche et d'étude.

155. Avec cette ultime tâche de programmation engageant l'avenir de la poste, le CCEP sortant transmet à son successeur son expérience afin de le faire bénéficier de ses résultats et lui souhaite les meilleures chances de succès.

Berne, le 20 février 1989

Au nom du Conseil consultatif des études postales,

Le Président:

A. HOUISSA

Sessions du CCEP et réunions du Comité directeur

Sessions	Lieu et date	Président	Vice-Président	Présidents des Commissions	Secrétaire général	Pays-membres représentés (nombre)	Pays-membres non représentés	Observateurs et invités
1984	Hamburg 24 juillet Séance constitutive	M. Balma Directeur général des postes de Tunisie	J.G. Halpin Directeur national Affaires postales internationales du Canada	C 1 – Chine (Rép. pop.) C 2 – Argentine C 3 – Grande-Bretagne C 4 – Yougoslavie C 5 – Kenya C 6 – Maroc C 7 – Espagne	M.I. Sobhi Directeur général	CCEP 35		
1984	Berne 29 octobre au 2 novembre Session et Comité directeur	M. Balma Directeur général des postes de Tunisie	J.G. Halpin Directeur national Affaires postales internationales du Canada	C 1 – Chine (Rép. pop.) C 2 – Argentine C 3 – Grande-Bretagne C 4 – Yougoslavie C 5 – Kenya C 6 – Maroc C 7 – Espagne	M.I. Sobhi Directeur général	CCEP 33 CD 8	Bangladesh Kenya Kenya	– Président CE – Vice-Présidents CE (Bénin, URSS) – CEPT, UPA, UPAP, UPAE, UPAI, UPAP, APPU, UPPN – OUA, UIT, ISO – PNM: Paraguay, Portugal
1985	Berne 29 avril et 3 mai Comité directeur	M. Balma Directeur général des postes de Tunisie	J.G. Halpin Directeur national Affaires postales internationales du Canada	Y. Cong (Chine, Rép. pop.) A.C. Eguren (Argentine) D.G. Foot (Gde-Bretagne) Mme O. Ilic (Yougoslavie) Z.D. Mwakitele (Kenya) M. Aoujil (Maroc) J. Ascandoni (Espagne)	A.C. Botto de Barros Directeur général	CD 9		

Sessions	Lieu et date	Président	Vice-Président	Présidents des Commissions	Secrétaire général	Pays-membres représentés (nombre)	Pays-membres non représentés	Observateurs et invités
1985	Berne 7 au 17 octobre Session et Comité directeur	M. Balma Directeur général des postes de Tunisie	J.G. Halpin Directeur national Affaires postales internationales du Canada	Y. Cong (Chine, Rép. pop.) A.C. Eguren (Argentine) D.G. Foot (Gde-Bretagne) Mme O. Ilic (Yougoslavie) Z.D. Mwakitele (Kenya) J. de Frutos (Espagne)	A.C. Botto de Barros Directeur général	CCEP 34 CD 8	Maroc Maroc	<ul style="list-style-type: none"> – Président CE – Vice-Présidents CE (Bénin, URSS) – CAPTAC, CEPT, UPA, UPAAE, UPAf, UPAP, APPU, UPPN – Ligue des Etats arabes, OUA – UIT, ISO – PNM: Bulgarie (Rép. pop.), Corée (Rép.), Danemark, Hongrie (Rép. pop.), Paraguay, Pologne (Rép. pop.), Rép. dém. allemande, Suède
1986	Berne 22 avril et 8 mai Comité directeur	M. Balma Directeur général des postes de Tunisie	J.G. Halpin Directeur national Affaires postales internationales du Canada	Y. Cong (Chine, Rép. pop.) A.C. Eguren (Argentine) D.G. Foot (Gde-Bretagne) Mme O. Ilic (Yougoslavie) ¹ Z.D. Mwakitele (Kenya) M.A. Hassikou (Maroc) ² J. de Frutos (Espagne)	A.C. Botto de Barros Directeur général	CD 9		Allemagne, Rép. féd. d', rapporteur. Etude 503 (seulement pour la réunion du 8 mai)
1986	Berne 20 au 31 octobre Session et Comité directeur	M. Balma Directeur général des postes de Tunisie	J.G. Halpin Directeur national Affaires postales internationales du Canada	Y. Cong (Chine, Rép. pop.) A.C. Eguren (Argentine) D.G. Foot (Gde-Bretagne) Mme O. Ilic (Yougoslavie) Z.D. Mwakitele (Kenya) M. Aoujil (Maroc) J. de Frutos (Espagne)	A.C. Botto de Barros Directeur général	CCEP 35 CD 9		<ul style="list-style-type: none"> – Président CE – Vice-Président (Jordanie) – CAPTAC, CEPT, UPA, UPAAE, UPAf, APPU, UPPN – UIT, ISO, OUA, Ligue des Etats arabes

¹ Seulement pour la réunion du 22 avril.

² Seulement pour la réunion du 8 mai.

Sessions	Lieu et date	Président	Vice-Président	Présidents des Commissions	Secrétaire général	Pays-membres représentés (nombre)	Pays-membres non représentés	Observateurs et invités
1986 (suite)								<ul style="list-style-type: none"> – PNM: Bulgarie (Rép. pop.), Corée (Rép.), Danemark, Hongrie (Rép. pop.), Nigéria, Norvège, Pologne (Rép. pop.), Portugal, Rép. dém. allemande, Suède, Tchécoslovaquie – CD 20 octobre Allemagne, Rép. féd. d', rapporteur. Etude 503
1987	Berne 15 mai Comité directeur	M. Balma Directeur général des postes de Tunisie	J.G. Halpin Directeur national Affaires postales internationales du Canada	H. Liu (Chine, Rép. pop.) A.C. Eguren (Argentine) D.G. Foot (Gde-Bretagne) Mme O. Ilic (Yougoslavie) Z.D. Mwakitele (Kenya) M. Aoujil (Maroc) J. de Frutos (Espagne)	A.C. Botto de Barros Directeur Général	CD 9		
1987	Berne 19 au 30 octobre Session et Comité directeur	M. Balma Directeur général des postes de Tunisie	J.G. Halpin Directeur national Affaires postales internationales du Canada	Y. Cong (Chine, Rép. pop.) D.G. Foot (Gde-Bretagne) Mme O. Ilic (Yougoslavie) C.E. Muga (Kenya) M. Aoujil (Maroc) J. de Frutos (Espagne)	A.C. Botto de Barros Directeur Général	CCEP 33 CD 8	Algérie Argentine Argentine	<ul style="list-style-type: none"> – Président CE – Vice-Président CE (Jordanie) – CAPTAC, CEPT, UAPT, UPA, UPAP, APPU, UPPN – UIT, ISO, Ligue des Etats arabes – PNM: Chili, Corée (Rép.), Danemark, Emirats arabes unis, Hongrie (Rép. pop.), Nigéria, Pologne (Rép. pop.), Portugal, Rép. dém. allemande, Tchécoslovaquie, Zaïre

Sessions	Lieu et date	Président	Vice-Président	Présidents des Commissions	Secrétaire général	Pays-membres représentés (nombre)	Pays-membres non représentés	Observateurs et invités
1988	Berne 2 et 5 mai Comité directeur	M. Balma Directeur général des postes de Tunisie	J.G. Halpin Directeur national Affaires postales internationales du Canada	Y. Cong (Chine, Rép. pop.) A.C. Eguren (Argentine) D.G. Foot (Gde-Bretagne) Mme O. Ilic (Yougoslavie) C.C. Musundi (Kenya) M. Aoujil (Maroc) J. de Frutos (Espagne)	A.C. Botto de Barros Directeur général	CD 9		France (rapporteur étude 611)
1988	Berne 17 au 28 octobre Session et Comité directeur	A. Houissa Directeur général des postes de Tunisie	J.G. Halpin Directeur national Affaires postales internationales du Canada	Y. Cong (Chine, Rép. pop.) A.C. Eguren (Argentine) D.G. Foot (Gde-Bretagne) Mme O. Ilic (Yougoslavie) C.C. Musundi (Kenya) M. Aoujil (Maroc) J. de Frutos (Espagne)	A.C. Botto de Barros Directeur général	CCEP 33 CD 9	Algérie Bangladesh	<ul style="list-style-type: none"> - Président CE - Vice-Président CE (Jordanie) - CAPTAC, CEPT, UPA, UPAP, UPAE, UPAf, UPAP, APPU et UPPN - UIT, ISO, OUA, Ligue des Etats arabes - PNM: Bulgarie (Rép. pop.), Chili, Colombie, Corée (Rép.), Danemark, Grèce, Guinée, Hongrie (Rép. pop.), Lesotho, Pologne (Rép. pop.), Portugal, Rép. dém. allemande, Tchécoslovaquie - Doyen du XXe Congrès
1989	Berne 24 et 28 avril Comité directeur	A. Houissa Directeur général des postes de Tunisie	J.G. Halpin Directeur national Affaires postales internationales du Canada	Y. Cong (Chine, Rép. pop.) A.C. Eguren (Argentine) D.G. Foot (Grande-Bretagne) Mme O. Ilic (Yougoslavie) C.C. Musundi (Kenya) A. Aoujil (Maroc) J. de Frutos (Espagne)	A.C. Botto de Barros Directeur général	CD 9		

Programme de travail du CCEP de 1984 à 1989

<p><i>Numéros et sujets des études</i></p> <p><i>Rapporteur/Animateur</i></p> <p><i>Références à la décision du Congrès de Hambourg 1984</i></p>	<p><i>Résultats des études</i></p> <p><i>Documents diffusés ou à diffuser</i></p>
<p>Commission 1: Développement du trafic</p> <p>611</p> <p>Presse et trafic postal:</p> <ul style="list-style-type: none"> - relations avec les éditeurs des journaux et périodiques - place de la presse dans le trafic postal - traitement des journaux et périodiques dans l'exploitation postale (dépôt, acheminement, distribution) - résultats financiers (tarifs pratiqués, bénéfices ou déficits/comblement des déficits) <p>Rapporteur: France</p> <p>Résolution C 31. GT: 21 pays</p>	<p>Colloque en 1987 entre Administrations postales (1re partie) et avec les organisations internationales représentant la presse et le livre (2e partie)</p> <p>Création du Comité de contact «Editeurs-UPU» (1re réunion 1988).</p> <p>Rapport final</p> <p>Publications</p> <ul style="list-style-type: none"> - plaquette-colloque (1989) - plaquette du rapport de l'étude (1989) - résumé de l'étude (1989)
<p>612</p> <p>Organisation des services des relations publiques et d'action commerciale dans les pays en développement</p> <p>Animateurs: Egypte Bureau international</p> <p>Résolution C 31. <u>Enquête</u></p>	<p>Rapport final et Guide opérationnel</p> <p>Publications</p> <ul style="list-style-type: none"> - plaquette du rapport de l'étude (n° 157) - classeur-guide «Comment pratiquer la communication publique à la poste» (n° 157.1) - résumé de l'étude (1989)
<p>613</p> <p>Philatélie – Emission et organisation de la vente de timbres-postes – Produits philatéliques</p> <p>Rapporteur: Thaïlande</p> <p>Résolution C 31. GT: 27 pays</p>	<p>Rapport final</p> <p>Publications</p> <ul style="list-style-type: none"> - plaquette du rapport de l'étude (n° 171) - résumé de l'étude (1989)

<i>Numéros et sujets des études</i> <i>Rapporteur/Animateur</i> <i>Références de la décision du Congrès de Hamburg 1984</i>	<i>Résultats des études</i> <i>Documents diffusés ou à diffuser</i>
614 Publicité en faveur des prestations postales Rapporteur: Italie Résolution C 31. GT: 9 pays	Rapport final Publications <ul style="list-style-type: none"> – plaquette du rapport de l'étude (n° 169) – résumé de l'étude (1989)
615 Services nouveaux offerts à la clientèle Animateur: Maroc Résolution C 31. <u>Enquête</u>	Rapport final (synthèse et monographies de certains services nouveaux) Publications <ul style="list-style-type: none"> – plaquette du rapport de l'étude (1989) – résumé de l'étude (1989) – mise à jour du Fichier des prestations complémentaires (classeur n° 144) (voir présent rapport §§ 116 à 119)
616 Etude sur les envois recommandés et avec valeur déclarée du service international et sur l'institution d'un service simplifié des envois recommandés Rapporteur: Australie Résolution C 65. GT: 29 pays	Rapport final Propositions au XXe Congrès (voir liste dans la pièce 5) notamment celles relatives à la création du «service des envois à livraison attestée» Publications <ul style="list-style-type: none"> – plaquette du rapport de l'étude (1989) – résumé de l'étude (1989)
C 104 Etude prospective du marché postal Rapporteur: France <u>Etude permanente</u> (réactivée). GT: 17 pays	Colloque 1988 (voir compte rendu CCEP 1988/C 1 – Doc 4.1/Annexe 1) Publication <ul style="list-style-type: none"> – plaquette du Colloque (1989)

<p><i>Numéros et sujets des études</i></p> <p><i>Rapporteur/Animateur</i></p> <p><i>Références de la décision du Congrès de Hambourg 1984</i></p>	<p><i>Résultats des études</i></p> <p><i>Documents diffusés ou à diffuser</i></p>
<p>Commission 2: Exploitation postale</p> <p>621</p> <p>L'étude du service «Express» des envois de la poste aux lettres et de l'avenir de ce service dans les Pays-membres de l'UPU</p> <p>Animateur: Suisse</p> <p>Résolution C 31. <u>Enquête</u></p>	<p>Décisions CCEP 24/1986 et 23/1987 et 14/1988 (caractère confidentiel des renseignements recueillis lors de l'étude et maintien sans modification des dispositions de la Convention relatives aux envois «Express»)</p> <p>Rapport final</p> <p>Publications</p> <ul style="list-style-type: none"> – rapport de l'étude diffusé aux Administrations postales par LC 4425–621(D)1070 du 20.1.89 – résumé de l'étude (1989)
<p>622</p> <p>Problèmes de magasinage, d'entreposage de colis avant et après les opérations de tri</p> <p>Animateur: Cuba</p> <p>Résolution C 31. <u>Enquête</u></p>	<p>Rapport final</p> <p>Publications</p> <ul style="list-style-type: none"> – plaquette du rapport de l'étude (1989) – résumé de l'étude (1989)
<p>623</p> <p>Etude sur le contenu, la présentation, la mise à jour, etc., du «Fichier de l'équipement postal»</p> <p>Rapporteurs: Pays-Bas, et Bureau international</p> <p>Résolution C 31. GT: 9 pays</p>	<p>Rapport final</p> <p>Publications</p> <ul style="list-style-type: none"> – rapport de l'étude diffusé aux Administrations postales par LC 4425–623(D)1120 du 12.2.1988 – résumé de l'étude (1989) – mise à jour du Fichier de l'équipement postal (1989)
<p>624</p> <p>Circuits de distribution – Détermination des paramètres – Fixation des charges de travail des agents distributeurs</p> <p>Rapporteur: Algérie</p> <p>Résolution C 31. GT: 13 pays</p>	<p>Rappel final</p> <p>Publications</p> <ul style="list-style-type: none"> – plaquette du rapport de l'étude (1989) – résumé de l'étude (1989)

<i>Numéros et sujets des études</i> <i>Rapporteur/Animateur</i> <i>Références de la décision du Congrès de Hamburg 1984</i>	<i>Résultats des études</i> <i>Documents diffusés ou à diffuser</i>
<p>625</p> <p>Statistique des sacs postaux vides</p> <p>Animateur: Grande-Bretagne</p> <p>Résolution C 31. <u>Enquête</u></p>	<p>Résolution 2500.1 soumise au XXe Congrès (Méthodes propres à améliorer le renvoi des sacs postaux vides et Congrès – Doc 75 correspondant)</p> <p>Rapport final</p> <p>Publications</p> <ul style="list-style-type: none"> – Plaquette du rapport de l'étude (1989) – résumé de l'étude 1989
<p>626</p> <p>Réceptacles utilisés pour le transport du courrier (sacs, bacs, modules intraconteneurs, etc.)</p> <p>Animateur: Amérique (Etats-Unis)</p> <p>Résolution C 61 et Vœu C 77. <u>Enquête</u></p>	<p>Rapport final</p> <p>Publications</p> <ul style="list-style-type: none"> – plaquette du rapport de l'étude (1989) – résumé de l'étude (1989) <p>(Voir aussi présent rapport §§ 22 à 31)</p>
<p>627</p> <p>Renvoi à l'origine des colis non livrés</p> <p>Rapporteur: Chine (Rép. pop.)</p> <p>Décision C 86. GT: 19 pays</p>	<p>Rapport final</p> <p>Publications</p> <ul style="list-style-type: none"> – plaquette du rapport de l'étude (1989) – résumé de l'étude (1989) <p>(Voir aussi présent rapport §§ 22 à 35)</p>
<p>Commission 3: Mécanisation, automatisation, informatique – Bâtiments et transports automobiles</p> <p>631</p> <p>Automatisation et informatisation des opérations de guichet et des fonctions de gestion connexes dans les bureaux de poste</p> <p>Rapporteur: France</p> <p>Résolution C 31. GT: 23 pays</p>	<p>Colloque en 1986 (compte rendu dans le document CCEP 1986 – Doc 4.3/Annexe 1)</p> <p>Rapport final</p> <p>Publications</p> <ul style="list-style-type: none"> – plaquette du rapport de l'étude et du colloque (1989) – résumé de l'étude (1989)

<p><i>Numéros et sujets des études</i></p> <p><i>Rapporteur/Animateur</i></p> <p><i>Références de la décision du Congrès de Hamburg 1984</i></p>	<p><i>Résultats des études</i></p> <p><i>Documents diffusés ou à diffuser</i></p>
<p>632</p> <p>Automatisation du traitement des bordereaux de livraison AV 7</p> <p>Rapporteur: Amérique (Etats-Unis)</p> <p>Résolution C 31. GT: 12 pays</p>	<p>Expérience pilote entre l'Amérique (Etats-Unis) et l'Allemagne, Rép. féd. d'</p> <p>Systèmes de code à barres et d'identification proposés au XXe Congrès en commun avec ceux de l'étude 643</p> <p>Rapport final</p> <p>Publications</p> <ul style="list-style-type: none"> – plaquette du rapport de l'étude (1989) – résumé de l'étude (1989)
<p>633</p> <p>Compatibilité entre les systèmes de détection des timbres-poste et les systèmes de lecture du code dans le tri automatique du courrier</p> <p>Rapporteur: Argentine</p> <p>Résolution C 31. GT: 8 pays</p>	<p>Rapport final</p> <p>Publications</p> <ul style="list-style-type: none"> – plaquette du rapport de l'étude (n° 172) – résumé de l'étude (1989)
<p>634</p> <p>Lecture optique au tri des correspondances</p> <p>Rapporteur: Amérique (Etats-Unis)</p> <p>Résolution C 31. GT: 14 pays</p>	<p>Rapport final</p> <p>Publications</p> <ul style="list-style-type: none"> – plaquette du rapport de l'étude (n° 172) – résumé de l'étude (1989)
<p>635</p> <p>Emballages utilisés pour le transport des envois postaux</p> <p>Animateur: Finlande</p> <p>Décision C 21. <u>Enquête</u></p>	<p>Proposition au XXe Congrès 2500.5</p> <p>Rapport final</p> <p>Publications</p> <ul style="list-style-type: none"> – rapport de l'étude diffusé aux Administrations postales par LC 4435-635(D)2223 du 22.12.1986 – résumé de l'étude (1989) <p>(Voir aussi présent rapport §§ 36 à 41)</p>

<p><i>Numéros et sujets des études</i></p> <p><i>Rapporteur/Animateur</i></p> <p><i>Références de la décision du Congrès de Hambourg 1984</i></p>	<p><i>Résultats des études</i></p> <p><i>Documents diffusés ou à diffuser</i></p>
<p>636</p> <p>Zone adresse sur les documents – Eléments constitutifs d'une adresse postale</p> <p>Rapporteur: Suisse</p> <p>Résolution C 83. GT: 16 pays</p>	<p>Propositions au XXe Congrès 2020.2, 2503.4 et 2513.5</p> <p>Rapports des trois enquêtes effectuées</p> <p>Publications</p> <ul style="list-style-type: none"> – plaquettes des rapports des sous études effectuées (1989) – résumé de l'étude <p>(Voir aussi présent rapport §§ 43 à 54)</p>
<p>Commission 4: Qualité du service</p> <p>641</p> <p>Organisation du service des guichets – Contrôle des opérations et de la qualité des prestations fournies à la clientèle.</p> <p><i>Première partie:</i> Surveillance professionnelle de la qualité des services de guichet</p> <p><i>Deuxième partie:</i> Organisation du service des guichets: polyvalence et spécifications d'opérations</p> <p>Rapporteur: Pays-Bas</p> <p>Rapporteur 2e partie: Portugal</p> <p>Résolution C 31. GT: 28 pays</p>	<p>Rapport final des deux parties de l'étude</p> <p>Publications</p> <ul style="list-style-type: none"> – plaquette du rapport de l'étude (1989) – résumés de l'étude (1989)
<p>642</p> <p>Moyens de nature à améliorer la qualité de l'acheminement international</p> <p>Rapporteur: Inde</p> <p>Résolution C 31. GT: 36 pays</p>	<p>Colloque de 1987 (compte rendu dans le document CCEP 1987/C 4 – Doc 3.2b)</p> <p>4 résolutions et une décision du CCEP de 1987.</p> <p>Publications</p> <ul style="list-style-type: none"> – plaquette du colloque (n° 161)

<p><i>Numéros et sujets des études</i></p> <p><i>Rapporteur/Animateur</i></p> <p><i>Références de la décision du Congrès de Hamburg 1984</i></p>	<p><i>Résultats des études</i></p> <p><i>Documents diffusés ou à diffuser</i></p>
<p>643</p> <p>Développement d'un/des système(s) pour l'enregistrement informatisé des envois recommandés et des colis postaux du service international</p> <p>Rapporteur: Grande-Bretagne</p> <p>Résolution C 31. GT: 13 pays</p>	<p>Propositions au XXe Congrès 2006.3, 1504.2 et Congrès – Doc 67, notamment en ce qui concerne le système de code à barres et d'identification unique des envois</p> <p>Création d'un Groupe de travail permanent «Groupe normatif de transmissions électroniques»</p> <p>Etude à poursuivre</p>
<p>644</p> <p>Eléments à prendre en compte et méthodes à appliquer pour déterminer le niveau de qualité du service à fournir au public ainsi que la forme à donner à ces services</p> <p>Rapporteur: Inde</p> <p>Résolution C 31. GT: 14 pays</p>	<p>Rapport final</p> <p>Publications</p> <ul style="list-style-type: none"> – plaquette du rapport de l'étude (1989) – résumé de l'étude (1989)
<p>645</p> <p>Gestion informatisée du transport du courrier</p> <p>Animateur: URSS</p> <p>Résolution C 31. <u>Enquête</u></p>	<p>Rapport final</p> <p>Publications</p> <ul style="list-style-type: none"> – plaquette du rapport de l'étude (n° 160) – résumé de l'étude (1988)
<p>Commission 5: Personnel</p> <p>651</p> <p>Statut juridique des Administrations postales (administration publique, entreprise de droit public, etc.)</p> <ul style="list-style-type: none"> – Avantages, désavantages de divers types de statut et problèmes liés au passage d'un système à l'autre <p>Animateur: Inde</p> <p>Résolution C 31. <u>Enquête</u></p>	<p>Rapport final</p> <p>Publications</p> <ul style="list-style-type: none"> – plaquette du rapport de l'étude (n° 158) – résumé du rapport de l'étude (1988)

<i>Numéros et sujets des études</i> <i>Rapporteur/Animateur</i> <i>Références de la décision du Congrès de Hambourg 1984</i>	<i>Résultats des études</i> <i>Documents diffusés ou à diffuser</i>
652 Adaptation des Administrations postales aux nouveaux besoins sociaux du personnel Rapporteur: Espagne Résolution C 31. GT: 13 pays	Rapport final Publications <ul style="list-style-type: none"> – plaquette du rapport de l'étude (n° 170) – résumé de l'étude (1989)
653 Structures de l'information du personnel et communication dans les Administrations postales Rapporteur: Espagne Résolution C 31. GT: 13 pays	Rapport final Publications <ul style="list-style-type: none"> – plaquette du rapport de l'étude (n° 165) – résumé de l'étude (1989)
654 Formation postale – Formation commerciale Rapporteur: Espagne Résolution C 31. GT: 18 pays	Rapport final Publications <ul style="list-style-type: none"> – plaquette du rapport de l'étude (1989) – résumé de l'étude (1989)
Commission 6: Gestion 661 La productivité dans les services postaux Rapporteur: Australie Résolution C 31. GT: 20 pays	Rapport final Publications <ul style="list-style-type: none"> – plaquette du rapport de l'étude (1989) – résumé de l'étude (1989)
662 Financement des activités postales Rapporteur: Amérique (Etats-Unis) Résolution C 31. GT: 20 pays	Rapport final Publications <ul style="list-style-type: none"> – plaquette du rapport de l'étude (n° 159) – résumé de l'étude (1989)

<p><i>Numéros et sujets des études</i></p> <p><i>Rapporteur/Animateur</i></p> <p><i>Références de la décision du Congrès de Hamburg 1984</i></p>	<p><i>Résultats des études</i></p> <p><i>Documents diffusés ou à diffuser</i></p>
<p>663</p> <p>Financement des projets postaux dans les pays en développement</p> <p>Rapporteur: Egypte</p> <p>Résolution C 31. GT: 17 pays</p>	<p>Rapport final</p> <p>Publications</p> <ul style="list-style-type: none"> – plaquette du rapport de l'étude (n° 166) – résumé de l'étude (1989)
<p>664</p> <p>Etude du principe et de l'étendue de la responsabilité des Administrations en ce qui concerne les envois postaux du service intérieur</p> <p>Animateur: Japon</p> <p>Résolution C 31. <u>Enquête</u></p>	<p>Rapport final</p> <p>Publications</p> <ul style="list-style-type: none"> – plaquette du rapport de l'étude (n° 162) – résumé de l'étude (1988)
<p>665</p> <p>La collaboration entre les Administrations postales et les collectivités locales de base pour la desserte postale</p> <p>Animateur: Tanzanie (Rép. unie)</p> <p>Résolution C 31. <u>Enquête</u></p>	<p>Rapport final</p> <p>Publications</p> <ul style="list-style-type: none"> – plaquette du rapport de l'étude (n° 163) – résumé de l'étude (1989)
<p>666</p> <p>Contrôle de la gestion locale pas la fixation d'objectifs et/ou l'établissement de budgets</p> <p>Rapporteur: Finlande</p> <p>Résolution C 31. GT: 14 pays</p>	<p>Rapport final</p> <p>Publications</p> <ul style="list-style-type: none"> – plaquette du rapport de l'étude (1989) – résumé de l'étude (1989)

<p><i>Numéros et sujets des études</i></p> <p><i>Rapporteur/Animateur</i></p> <p><i>Références de la décision du Congrès de Hamburg 1984</i></p>	<p><i>Résultats des études</i></p> <p><i>Documents diffusés ou à diffuser</i></p>
<p>667</p> <p>Utilisation des statistiques de base pour la gestion des services postaux dans les pays en développement</p> <p>Rapporteur: Pakistan</p> <p>Résolution C 31. GT: 19 pays</p>	<p>Rapport final</p> <p>Publications</p> <ul style="list-style-type: none"> – plaquette du rapport de l'étude (1989) – résumé de l'étude (1989)
<p>Commission 7: Poste internationale: Services ultra-rapides et travaux résultant de la Déclaration de Hamburg</p> <p>671</p> <p>Service EMS (ancienne appellation: Courrier accéléré international)</p> <p>Pays coordonnateur: Canada.</p> <p>Résolution C 25. GT: 31 pays</p>	<p>Propositions au XXe Congrès 2000.15 et 2090.91</p> <p>Publications</p> <ul style="list-style-type: none"> – plaquettes des colloques (n° 155) – plaquette du rapport d'ensemble (1989) – résumé de l'étude <p>(Voir aussi présent rapport §§ 55 à 57)</p>
<p>671.1</p> <p>Service EMS (ancienne appellation: Courrier accéléré international) – Exploitation</p> <p>Rapporteur: Amérique (Etats-Unis)</p> <p>671.11</p> <p>Etiquetage et numérotation normalisés</p> <p>Animateur: Canada</p> <p>671.12</p> <p>Recherche et localisation par ordinateur</p> <p>Animateur: Canada</p> <p>671.13</p> <p>Développement du réseau</p> <p>Animateur: Grande-Bretagne</p>	<p>Etude achevée; cf. Décisions CCEP 3/1985, 10/1987 et 1/1988</p> <p>Etude achevée; cf. Décision CCEP 9/1986</p> <p>Etude en cours; mise en œuvre d'un projet pilote concernant les envois EMS à découvert entre l'Australie, le Canada et la Grande-Bretagne</p>

<i>Numéros et sujets des études</i> <i>Rapporteur/Animateur</i> <i>Références de la décision du Congrès de Hamburg 1984</i>	<i>Résultats des études</i> <i>Documents diffusés ou à diffuser</i>
<p>671.14</p> <p>Normes de transmission</p> <p>Animateurs: Amérique (Etats-Unis) Bureau international</p> <p>671.15</p> <p>Mesure de l'exécution du service</p> <p>Animateur: Finlande</p> <p>671.16</p> <p>Relations avec les douanes</p> <p>Animateur: France</p>	<p>Publication du Recueil opérationnel EMS; cf. Décision CCEP 4/1985</p> <p>Etude en cours; Contrôle pilote de la qualité du Service EMS effectué en mai 1988. Système permanent à mettre en place</p> <p>Etude achevée; cf. Décision CCEP 10/1986</p>
<p>671.2</p> <p>Service EMS (ancienne appellation: Courrier accéléré international) – Commercialisation</p> <p>Rapporteur: Pays-Bas</p> <p>671.21</p> <p>Harmonisation des spécifications des produits EMS</p> <p>Animateur: Australie</p> <p>671.22</p> <p>Etude prospective de marché et développement du marché</p> <p>Animateur: Amérique (Etats-Unis)</p> <p>671.23</p> <p>Profil de la concurrence</p> <p>Animateur: Grande-Bretagne</p>	<p>Etude achevée; cf. Décision CCEP 2/1986</p> <p>Etude achevée; cf. Décision CCEP 7/1986</p> <p>Etude achevée; cf. Décision CCEP 8/1986 et publication «Revue de presse EMS»</p>

<i>Numéros et sujets des études</i> <i>Rapporteur/Animateur</i> <i>Références de la décision du Congrès de Hamburg 1984</i>	<i>Résultats des études</i> <i>Documents diffusés ou à diffuser</i>
671.24 Image du produit et du service Animateur: Pays-Bas	Etude achevée; cf. Décision CCEP 3/1986 et publication «Manuel de graphisme EMS»
671.25 Information de la clientèle Animateur: Nouvelle-Zélande	Etude achevée; cf. Décision CCEP 6/1986
671.26 Norme du service à la clientèle Animateur: Pays-Bas	Etude achevée; cf. Décision CCEP 2/1988
671.3 Service EMS (ancienne appellation: Courrier accéléré international) – Affaires interadministrations Rapporteur: Thaïlande	
671.31 Compensation des déséquilibres Animateur: Suisse	Etude complémentaire en cours; cf. Décision CCEP 11/1986
671.32 Responsabilité entre Administrations Animateur: Japon	Etude achevée; cf. Décision CCEP 9/1987
671.33 Nouveaux arrivés Animateur: Bureau international	Etude achevée; cf. Décision CCEP 4/1985. Coopération technique mise en œuvre
671.34 Mise au point d'un accord-cadre officiel Animateur: Suisse	Etude achevée; cf. Décisions CCEP 12/1986 et CE 2/1987

<p><i>Numéros et sujets des études</i></p> <p><i>Rapporteur/Animateur</i></p> <p><i>Références de la décision du Congrès de Hamburg 1984</i></p>	<p><i>Résultats des études</i></p> <p><i>Documents diffusés ou à diffuser</i></p>
<p>671.35</p> <p>EMS Actualités</p> <p>Groupe de travail: Amérique (Etats-Unis), Pays-Bas, Bureau international</p> <p>671.36</p> <p>Mécanismes d'assurance et de garantie</p> <p>Animateur: Grande-Bretagne</p> <p>671.37</p> <p>Sacs EMS</p> <p>Animateur: Bureau international</p>	<p>Etude achevée; cf. Décision CCEP 3/1985; publication EMS Actualités fusion en janvier 1989 avec EMS Revue de presse</p> <p>Résultats publiés dans plaquette du colloque 1987 n° 155.3</p> <p>Etude en cours</p>
<p>672</p> <p>Les services financiers postaux et les nouveaux systèmes électroniques de paiements</p> <p>Rapporteur: Belgique</p> <p>Résolution C 31. GT: 18 pays</p>	<p>Rapport final</p> <p>Recommandation du CCEP 1988 (CCEP 3/1988)</p> <p>Publications</p> <ul style="list-style-type: none"> – plaquette du rapport de l'étude (n° 168) – résumé de l'étude (1989)
<p>673</p> <p>Déclaration de Hamburg (concernant le rôle de l'UPU dans l'intégration des réseaux postaux): Etude effectuée sous forme de plusieurs contrôles des délais d'acheminement</p> <p>Rapporteur: Espagne</p> <p>Congrès – Doc 101/Rev 1. GT: 10 pays</p>	<p>(Voir présent rapport § 65) et Congrès – Doc 21 «Rapport commun du CE, du CCEP et du Bureau international au Congrès sur la mise en œuvre de la Déclaration de Hamburg»</p>

<p><i>Numéros et sujets des études</i></p> <p><i>Rapporteur/Animateur</i></p> <p><i>Références de la décision du Congrès de Hambourg 1984</i></p>	<p><i>Résultats des études</i></p> <p><i>Documents diffusés ou à diffuser</i></p>
<p>503</p> <p>Courrier électronique et autres services perfectionnés de transmission des messages</p> <p>Rapporteur: Allemagne, Rép. féd. d'</p> <p>Résolutions C 78 et C 83, Rio de Janeiro</p> <p><u>Etude permanente</u> réactivée à la suite de la création du SGT 503 composé de 10 pays</p>	<ul style="list-style-type: none"> – Création du SGT 503 (décision CCEP 17/1986), chargé de suivre les travaux effectués en commun avec le CCITT et de coordonner les avis des Administrations postales sur toutes les questions à soumettre au CCITT au nom de l'UPU – Colloque (1988) (plaquette n° 167) <p>(Voir aussi présent rapport § 83)</p>
<p>A 19</p> <p>Vocabulaire polyglotte du service postal international</p> <p>Rapporteur: Belgique</p> <p>Résolution C 78, Rio de Janeiro</p> <p>GT: 3 pays</p> <p>GT élargi: 10 pays</p>	<p>(Voir présent rapport §§ 66 à 70)</p>

1. Réunions de l'ISO auxquelles l'Union a été représentée

(Comité ou Sous-Comité de l'ISO – date de la réunion – Administration ou Bureau international ayant participé)

1. Treizième réunion de l'ISO/TC 6/SC 2 – «Papiers, cartons, pâtes/Méthodes d'essais et spécifications de qualité des papiers et cartons», North Sydney, du 21 au 25 mai 1984. Australie.
2. Septième réunion de l'ISO/TC 122/SC 2 «Emballages/Sacs», Ottawa, 10 et 11 septembre 1984. Canada.
3. Sixième réunion de l'ISO/TC 122 «Emballages», Ottawa du 12 au 14 septembre 1984. Canada.
4. Vingt et unième réunion de l'ISO/TC 46 «Documentation», Londres, 10 mai 1985. Grande-Bretagne.
5. Septième réunion de l'ISO/TC 154 «Documents et éléments d'informations dans l'administration, le commerce et l'industrie» et les réunions des Sous-Comités ISO/TC 154/SC 1 «Terminologie», ISO/TC 154/SC 2 «Documents» et ISO/TC 154/SC 3 «Eléments d'information et leur organisation pour l'échange» tenues à Gaithersburg, MD, (Etats-Unis d'Amérique), du 29 avril au 3 mai 1985. France et Suisse.
6. Treizième réunion plénière de l'ISO/TC 104 «Conteneurs pour le transport de marchandises», Solna (Stockholm), 20 au 24 mai 1985. Suède.
7. Quatrième réunion de l'ISO/TC 68/SC 5 «Banque/Messages télétransmis dans le domaine bancaire», Paris la Défense, 13 et 14 juin 1985. France.
8. Huitième réunion du Sous-Comité technique ISO/TC 122/SC 2 «Emballages/Sacs», Valkenburg, 15 au 17 octobre 1986. Finlande.
9. Quatorzième réunion du Sous-Comité technique ISO/TC 6/SC 2 «Papier, carton et pâtes – Méthodes, essais et spécifications du papier et du carton», Manchester, 23 et 24 octobre 1986. Grande-Bretagne.
10. Neuvième réunion du Comité technique ISO/TC 6 «Papier, carton et pâtes», Manchester, 30 octobre 1986. Grande-Bretagne.
11. Réunion du Sous-Comité technique ISO/TC 154/SC 3 «Documents et éléments d'informations dans l'administration, le commerce et l'industrie – Eléments d'information et leur organisation pour l'échange», Paris, les 23 et 24 avril 1987. France.
12. Huitième réunion du Comité technique ISO/TC 154 et de ses Sous-Comités SC 1, SC 2 et SC 3 Berlin (ouest) du 7 au 11 septembre 1987. France, Suisse et Bureau international.

13. Neuvième réunion du Sous-Comité technique ISO/TC 122/SC 2 «Emballages/Sacs», Aix-en-Provence du 3 au 5 mai 1988. France.
14. Première réunion de l'Agence de mise à jour de la norme internationale ISO 7372 «Répertoire d'éléments de données commerciales (UNTDÉD)», Genève, 13 septembre 1988. Bureau international.

II. Réunions d'autres organismes de normalisation auxquelles l'Union a été représentée

1. Deuxième réunion de l'ORAN/TC 1 «Normes de base et normes générales» et de l'ORAN/TC 8 «Transport et communications», Nairobi, 20 et 22 novembre 1984. Kenya.
2. Troisième réunion de l'ORAN/TC 1 «Normes de base et normes générales» et de l'ORAN/TC 8 «Transport et communications», Nairobi, 7 et 8 novembre 1985. Kenya.

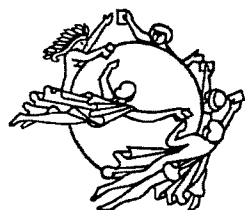
**Liste des décisions, recommandations et voeux
du Congrès de Hamburg 1984
intéressant le Conseil consultatif des études postales**

Numéro d'ordre	Nature de la décision	Titre
-	-	Déclaration de Hamburg concernant le rôle de l'UPU dans l'intégration des réseaux postaux
C 1	Résolution	Commissions du Congrès
C 2	Résolution	Etablissement de rapports en lieu et place des procès-verbaux lors des réunions de certaines Commissions du Congrès
C 5	Décision	Approbation du Rapport sur l'ensemble de l'activité du CCEP 1979-84
C 21	Résolution	Emballages utilisés pour le transport des envois postaux
C 25	Résolution	Service du courrier accéléré international (CAi)
C 29	Résolution	Participation accrue des pays en développement aux travaux du CCEP
C 30	Résolution	Contrôle de qualité
C 31	Résolution	Programme de travail du CCEP pour la période 1984-89
C 34	Résolution	Contacts avec les organismes internationaux représentant les clients des services postaux
C 35	Résolution	Rédition de certaines publications de l'Union
C 38	Résolution	Priorités et principes d'action de l'UPU en matière d'assistance technique
C 61	Décision	Réceptacles utilisés pour le transport du courrier (sacs, bacs, modules intraconteneurs, etc.)
C 65	Résolution	Etude sur les envois recommandés et avec valeur déclarée du service international et sur l'institution d'un service international simplifié des envois recommandés
C 77	Voeu	Réceptacles autres que les sacs utilisés pour le transport du courrier
C 84	Décision	Mise à exécution des actes du Congrès de Hamburg 1984
C 86	Résolution	Renvoi à l'origine des colis livrés
C 87	Résolution	Application immédiate des dispositions adoptées par le Congrès relativement au Conseil exécutif (CE) et au Conseil consultatif des études postales (CCEP)

Liste des propositions et documents soumis par le Conseil consultatif des études postales au XXe Congrès

Numéro des propositions	Textes de Hamburg		Références au présent rapport
	Acte	Article	
–	Congrès – Doc 17. Rapport quinquennal du CCEP (1984–1989)		Présent rapport
–	Congrès – Doc 21. Rapport commun au Congrès sur la mise en œuvre de la Déclaration de Hamburg		Partie B, chapitre I, lettre h), § 65
020	Résolution. Programme de travail du CCEP pour la période 1989–1994		Partie C, §§ 135 à 149
–	Congrès – Doc 69. Programme de travail 1989–1994		Partie C, §§ 135 à 149
2500.1	Résolution. Méthodes propres à améliorer le renvoi des sacs postaux vides		Pièce 2. <u>Etude 625</u>
–	Congrès – Doc 75. Renvoi des sacs vides		Pièce 2. <u>Etude 625</u>
2500.5	Recommandation. Emballages utilisés pour le transport des envois postaux		Partie B, chapitre I, §§ 36 à 41. <u>Etude 635</u>
1504.2	Règlement général. Composition, fonctionnement et réunions du CCEP	104, § 9, lettre fbis)	Pièce 2. <u>Etude 643</u>
1504.3	Règlement général. Composition, fonctionnement et réunions du CCEP	104, § 12	Partie B, chapitre VI, §§ 122 à 125
2006.91	Convention. Utilisation de codes à barres et d'un système unique pour l'identification des envois, récipients et documents connexes	6bis à créer	Pièce 2. <u>Etude 643</u>
–	Congrès – Doc 67	6bis à créer	Pièce 2. <u>Etude 643</u>
2020.2	Convention. Envois normalisés	20, § 1, lettre a), chiffre 3 ^e	Partie B, chapitre I, §§ 49 à 52. <u>Etude 636</u>
2513.4	Convention. Règlement. Adresse. Conditionnement	113, § 1, lettre d)	Partie B, chapitre I, §§ 49 à 52. <u>Etude 636</u>
2513.5	Convention. Règlement. Adresse. Conditionnement	113, § 1, lettre e)	Partie B, chapitre I, §§ 49 à 52. <u>Etude 636</u>

Numéro des propositions	Textes de Hamburg		Références au présent rapport
	Acte	Article	
2042.2	Convention. Réclamation	42, §§ 1 et 4	Partie B, chapitre I, §§ 24 à 28. <u>Etude 616</u>
2547.5	Convention. Règlement. Réclamations. Envois recommandés et lettres avec valeur déclarée	147, § 12	Partie B, chapitre I, §§ 24 à 28. <u>Etude 616</u>
2058.4	Convention. Paiement de l'indemnité	58, §§ 2 et 4	Partie B, chapitre I, §§ 24 à 28. <u>Etude 616</u>
2000.14	Convention. Règlement. Proposition d'ordre général «Service des envois à livraison attestée»	43bis, 44bis, 48, 49, 50bis, 52, 58, 58bis, 131bis, 136, 157bis, formule C 4bis, formule C 5	Partie B, chapitre I, §§ 24 à 28. <u>Etude 616</u>
–	Congrès – Doc 76		
2000.15	Résolution. Service EMS (Réglementation, compétence CE et CCEP)		Partie B, chapitre I, §§ 24 à 28. <u>Etude 616</u>
2090.91	Convention. Service EMS	90bis <u>à créer</u>	Partie B, chapitre I, lettre f), §§ 55 à 57



UNION POSTALE UNIVERSELLE
BUREAU INTERNATIONAL

Recueil des résolutions et décisions du Conseil consultatif des études postales (CCEP)

1984 – 1989

BERNE, 1989

BUREAU INTERNATIONAL DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE

Note. – Les résolutions, recommandations et décisions adoptées par le Conseil consultatif des études postales doivent être citées en indiquant:

- la nature de la décision (résolution, recommandation, décision)
- l'organe (CCEP)
- le numéro (1 à 28) suivi d'une barre et de l'année (/1987) (/1988)

Exemples:

Résolution CCEP 1/1987

Recommandation CCEP 8/1987

Décision CCEP 10/1988

Clé de classement des résolutions, recommandations et décisions du CCEP 1984 – 1989

1	Union postale universelle	3.5	Rapport annuel du CCEP au CE
1.1	Généralités concernant l'Union	3.6	Rapport quinquennal du CCEP au Congrès
1.2	Actes de l'UPU	3.7	Programme de travail du prochain CCEP
1.3	Unions restreintes	4	CCEP – Relations avec les autres organes
1.4	Publications	4.1	Congrès
1.5	Information	4.2	Conseil exécutif
1.6	Divers	4.3	Bureau international
2	CCEP: Statut – Organisation	5	Coopération technique
2.1	Règlement intérieur	5.1	Rapport au CCEP
2.2	Organisation et fonctionnement	5.2	Etudes du CCEP et Coopération technique
2.3	Présidence – Vice-Présidence – Secrétariat	5.2.1	Dimension assistance technique
2.4	Divers	5.2.2	Orientation des études et priorités
3	CCEP – Activités	5.2.3	Divers
3.1	Sessions	6	Relations extérieures
3.2	Comité directeur	6.1	Organisation des Nations Unies (ONU)
3.3	Commissions et Groupes de travail	6.2	Institutions spécialisées
3.3.1	Développement du trafic (C 1)	6.2.1	UIT-CCITT
3.3.2	Exploitation postale (C 2)	6.2.2	OIT
3.3.3	Mécanisation – Informatisation – Normalisation (C 3)	6.2.3	Autres institutions spécialisées
3.3.4	Qualité du service (C 4)	6.3	Autres organisations internationales
3.3.5	Personnel (C 5)	6.3.1	IATA
3.3.6	Gestion (C 6)	6.3.2	CCD
3.3.7	Services ultra-rapides – Déclaration de Hamburg (C 7)	6.3.3	Organisations représentant les clients de la poste
3.4	Publications du CCEP	6.3.4	Divers
3.4.1	Collection d'études postales		
3.4.2	Fichiers		
3.4.3	Vocabulaire polyglotte		
3.4.4	Documents du CCEP		

Liste des résolutions et décisions du CCEP 1984 – 1989

Clé de classement	Nos des résolutions, recommandations et décisions	Objet
1	Union postale universelle	
1.1	Généralités concernant l'Union	D 25/1988 Mise en œuvre de la Déclaration de Hamburg: Rapport commun du CE, du CCEP et du Bureau international au Congrès
1.6	Divers	D 11/1989 Représentation au sein de l'UPU de plusieurs organismes postaux d'un même pays: aspects juridiques
2	CCEP: Statut – Organisation	
2.1	Règlement intérieur	D 2/1984 Application des dispositions pertinentes du Règlement intérieur de l'ancien CCEP
		D 6/1984 Approbation du Règlement intérieur du CCEP
		D 18/1985 Modification du Règlement intérieur du CCEP
2.2	Organisation et fonctionnement	Rec 19/1985 Fourniture de renseignements écrits sur l'état des travaux des études
		D 28/1986 Contributions tardives des Administrations postales aux réunions du CCEP ou de ses organes

R	=	Résolution
Rec	=	Recommandation
D	=	Décision

Clé de classement	Nos des résolutions, recommandations et décisions	Objet
	D 11/1987	a) Non opportunité de tenir une session du CCEP en 1989, année du XXe Congrès b) Délégation, lors de la session de 1988, de pouvoirs au Comité directeur du CCEP pour régler toutes les questions de la compétence du CCEP qui seraient encore en suspens
	D 7/1988 D 6/1989	Projet de programme de travail du CCEP 1989 – 1994. Organisation et fonctionnement du CCEP après le Congrès de Washington
	D 8/1988	Attribution au CCEP du rôle d'organes d'élaboration et de mise à jour de normes techniques postales
	D 7/1989	Prochaines réunions du CCEP et du CD CCEP
	D 8/1989	Télématique. Répartition des tâches entre le CE et le CCEP
2.3	Présidence. Vice-Présidence. Secrétariat	D 3/1984 Présidence et Vice-Présidence du CCEP D 20/1988 Message de sympathie du CCEP à l'intention de son ancien Président
3	CCEP. Activités	
3.1	Sessions	D 5/1984 Session 1984 du CCEP D 13/1984 Lieu, date et durée de la Session 1985 du CCEP

R = Résolution
 Rec = Recommandation
 D = Décision

Clé de classement		Nos des résolutions, recommandations et décisions	Objet
		D 21/1985	Lieu, date et durée de la Session 1986 du CCEP
		D 30/1986	Lieu, date et durée de la Session 1987 du CCEP
		D 28/1987	Lieu, date et durée de la Session 1988 du CCEP
3.2	Comité directeur	D 21/1988	Délégation de pouvoirs du CCEP à son Comité directeur
		D 7/1989	Prochaines réunions du CCEP et du CD CCEP
3.3	Commissions et GT	D 4/1984	Constitution et attributions des Commissions du CCEP
		D 14/1987	Création du GT «ISO/TC 154/SC 2/GT 5. Adressage»
		D 9/1989	Création du Groupe normatif des transmissions électroniques
3.3.1	Développement du trafic (C 1)	D 22/1986	Opportunité d'inviter au Colloque de l'étude 611 «Presse et trafic postal» les organisations internationales de la presse
		D 25/1986	Non-opportunité d'entreprendre l'étude concernant la possibilité d'élaboration d'un plan de développement postal et la création éventuelle de Commissions régionales de développement des postes
		D 16/1987	Poursuite de l'étude 616 dans sa partie concernant les procédures relatives aux réclamations

R	=	Résolution
Rec	=	Recommandation
D	=	Décision

Clé de classement	Nos des résolutions, recommandations et décisions	Objet
3.3.2 Exploitation postale (C 2)	D 4/1988	Création du Comité de contact «Editeurs – UPU»
	D 17/1988	Résultats des études effectuées dans le cadre de la Commission 1 du CCEP
	D 14/1985	Zone-adresse sur les documents et les éléments constitutifs d'une adresse postale
	D 15/1985	Termes et symboles pour le matériel de traitement du courrier
	D 24/1986	Caractère confidentiel des renseignements recueillis lors de la conduite de l'étude 621
	R 1/1987	Traitement du courrier international
	R 2/1987	Contrôle et amélioration des délais d'acheminement
	R 3/1987	Dépêches de la voie de surface – Utilisation de conteneurs et transmission par avion d'une copie des documents relatifs à la dépêche
	R 4/1987	Expédition par avion du courrier de surface (S.A.L.)
	D 12/1987	Recommandation concernant les emballages utilisés pour le transport des envois postaux (étude 635) à soumettre au prochain Congrès
	D 13/1987	Résolution concernant le renvoi des sacs postaux vides (étude 625) à soumettre au prochain Congrès

R	=	Résolution
Rec	=	Recommandation
D	=	Décision

Clé de classement	Nos des résolutions, recommandations et décisions	Objet
	D 14/1987	Création du GT – ISO/TC 154/SC 2/GT 5 – Adressage
	D 23/1987	Caractère confidentiel des renseignements recueillis lors de la conduite de l'étude 621
	D 25/1987	Utilisation des récipients autres que les sacs pour l'échange de dépêches internationales (étude 626 – vœu 77 du Congrès de Hamburg 1984)
	D 14/1988	Résultats des études effectuées dans le cadre de la Commission 2 du CCEP
3.3.3 Mécanisation – Informatisation – Normalisation (C 3)	D 7/1984	Répertoire d'éléments de données commerciales
	D 9/1985	Répertoire d'éléments de données commerciales
	D 12/1987	Recommandation concernant les emballages utilisés pour le transport des envois postaux (étude 635) à soumettre au prochain Congrès
	D 15/1987	Orientation concernant la poursuite de l'étude 636 (Adressage)
	D 18/1987	Développement de systèmes informatisés de traitement des documents de la poste aérienne compatibles avec ceux utilisés par les compagnies aériennes

R = Résolution
 Rec = Recommandation
 D = Décision

Clé de classement	Nos des résolutions, recommandations et décisions	Objet
	D 21/1987	Développement d'un/des système(s) pour l'enregistrement informatisé des envois recommandés et des colis postaux du service international. (Conclusions de l'étude 643).
	D 6/1988	Propositions de modification de l'article 20 de la Convention et de l'article 113 du Règlement d'exécution relatives à l'adresse du destinataire
	D 15/1988	Résultats des études effectuées dans le cadre de la Commission 3 du CCEP
3.3.4	Qualité du service (C 4)	
	R 1/1985	Collecte et analyse de renseignements sur la qualité du service postal à l'échelle mondiale (Déclaration de Hamburg)
	D 7/1985	Création d'une équipe de spécialistes chargés de la collecte et de l'analyse des informations sur l'état du réseau postal mondial
	R 1/1986	Qualité du service postal à l'échelle mondiale
	D 14/1986	Qualité du service postal à l'échelle mondiale: mesures de redressement et poursuite des travaux de contrôle
	D 15/1986	a) tenue d'un colloque sur la qualité de l'acheminement international dans le cadre de la session 1987 du CCEP b) mise en réserve de l'étude 642

R = Résolution
 Rec = Recommandation
 D = Décision

Clé de classement	Nos des résolutions, recommandations et décisions	Objet
	D 16/1986	Réunion du GT 643 pendant la session 1987 du CCEP
	R 1/1987	Traitement du courrier international
	R 2/1987	Contrôle et amélioration des délais d'acheminement
	R 3/1987	Dépêche de la voie de surface – Utilisation de conteneurs et transmission par avion d'une copie des documents relatifs à la dépêche
	R 4/1987	Expédition par avion du courrier de surface (S.A.L.)
	R 6/1987	Contrôle de la qualité du service EMS au niveau mondial
	Rec 7/1987	Identification unique des envois, des récipients et des documents y relatifs concernant les services internationaux EMS, poste aux lettres et colis postaux
	D 19/1987	Utilisation des services des compagnies aériennes autres que la compagnie nationale
	D 21/1987	Développement d'un/des système(s) pour l'enregistrement informatisé des envois recommandés et des colis postaux du service international (conclusions de l'étude 643)
	Rec 1/1988	Identification unique des envois, récipients et documents connexes dans les services internationaux EMS, poste aux lettres et colis postaux

R	=	Résolution
Rec	=	Recommandation
D	=	Décision

Clé de classement	Nos des résolutions, recommandations et décisions	Objet
	D 5/1988	Proposition au Congrès d'insertion dans la Convention d'un nouvel article sur les codes à barres
	D 18/1988	Résultats des études effectuées dans le cadre de la Commission 4 du CCEP
	D 4/1989	Logo EMS
3.3.5 Personnel (C 5)	D 13/1988	Résultats des études effectuées dans le cadre de la Commission 5 du CCEP
3.3.6 Gestion (C 6)	D 9/1988	Mesures pour assurer la sécurité des services et des usagers de la poste et pour les mettre à l'abri du terrorisme
	D 16/1988	Résultats des études effectuées dans le cadre de la Commission 6 du CCEP
3.3.7 Services ultra-rapides Déclaration de Hamburg (C 7)	R 1/1985	Collecte et analyse de renseignements sur la qualité du service postal à l'échelle mondiale (Déclaration de Hamburg)
	Rec 3/1985	Identification unique des envois du service EMS
	D 4/1985	Service EMS (ex CAI)
	D 5/1985	Répartition entre le CE, le CCEP et le Bureau international des actions relatives à la Déclaration de Hamburg
	D 8/1985	Déclaration de Hamburg
	Rec 2/1986	Mesures concrètes d'amélioration du service EMS

R	=	Résolution
Rec	=	Recommandation
D	=	Décision

Clé de classement	Nos des résolutions, recommandations et décisions	Objet
	Rec 3/1986	Emploi d'un système commun pour l'identification du Service EMS
	Rec 4/1986	Harmonisation des spécifications des produits EMS
	Rec 5/1986	Normalisation accrue de l'étiquetage des envois EMS
	Rec 7/1986	Etude prospective et développement du service EMS
	Rec 9/1986	Eléments d'un système d'échange électronique de renseignements au sein du Service EMS
	Rec 11/1986	Compensation des déséquilibres des échanges du courrier EMS
	D 12/1986	Accord-cadre et Règlement-cadre concernant le Service EMS
	D 13/1986	Colloque EMS de 1987
	D 17/1986	Création d'un SGT 503 chargé du courrier électronique et des travaux effectués en commun avec le CCITT de l'UIT
	R 5/1987	Accélération du rythme de mise en œuvre des recommandations du CCEP portant sur le Service EMS
	R 6/1987	Contrôle de la qualité du Service EMS au niveau mondial

R	=	Résolution
Rec	=	Recommandation
D	=	Décision

Clé de classement	Nos des résolutions, recommandations et décisions	Objet
	Rec 7/1987	Identification unique des envois, des récipients et des documents y relatifs concernant les services internationaux EMS, poste aux lettres et colis postaux
	Rec 8/1987	Mesure de l'exécution du Service EMS
	Rec 9/1987	Responsabilité entre Administrations concernant les envois EMS
	Rec 10/1987	Normalisation accrue de l'étiquetage des envois EMS
	D 20/1987	Invitation de l'IATA au Colloque EMS 1988
	D 22/1987	Tenue en 1988 d'un colloque sur le courrier électronique
	Rec 2/1988	Normes de service à la clientèle
	Rec 3/1988	Services financiers postaux
	D 11/1988	Services EMS: Stratégies optimales pour les années 1990
	D 12/1988	Résultats des études effectuées dans le cadre de la Commission 7 du CCEP
	D 25/1988	Mise en œuvre de la Déclaration de Hamburg: Rapport commun du CE, du CCEP et du Bureau international au Congrès
	D 26/1988	Déclaration de Hamburg: Rapport du Comité de coordination
	D 4/1988	Logo EMS

R = Résolution
 Rec = Recommandation
 D = Décision

Clé de classement		Nos des résolutions, recommandations et décisions	Objet
3.4	Publications du CCEP	D 18/1986	Publication des résumés des études du CCEP dans la revue «Union Postale»
3.4.1	Collection d'études postales	D 5/1989	Utilisation des renseignements que recèle la Collection d'études postales
3.4.2	Fichiers	D 10/1984	Fichier «Les ordinateurs dans le service postal»
		D 10/1985	Mise à jour du Fichier des prestations complémentaires (classeur 144)
		D 11/1985	Fichier de l'équipement postal
		D 12/1985	Fichier «Les ordinateurs dans le service postal»
		D 24/1987	Mise à jour du Fichier de l'équipement postal
3.4.3	Vocabulaire polyglotte	D 9/1984	Vocabulaire polyglotte du service postal international
		D 13/1985	Vocabulaire polyglotte du service postal international
		D 20/1986	Vocabulaire polyglotte du service postal international
3.5	Rapport annuel du CCEP au CE	D 1/1984	Rapport sur les activités du CCEP présenté au CE lors de sa session de mars 1984
		D 20/1985	Rapport annuel sur les activités du CCEP présenté au CE lors de sa session de 1985
		D 29/1986	Rapport annuel sur les activités du CCEP présenté au CE lors de sa Session de 1986

R = Résolution
Rec = Recommandation
D = Décision

Clé de classement		Nos des résolutions, recommandations et décisions	Objet
		D 27/1987	Rapport annuel sur les activités du CCEP présenté au CE lors de sa Session de 1987
		D 19/1988	Rapport annuel sur les activités du CCEP présenté au CE lors de sa Session de 1988
		D 1/1989	Rapport annuel sur les activités du CCEP présenté au CE lors de sa Session de 1989
3.6	Rapport quinquennal du CCEP au Congrès	D 24/1988	Rapport sur l'ensemble de l'activité du CCEP 1984–1989 à l'intention du XXe Congrès (avant-projet)
		D 2/1989	Rapport quinquennal sur l'ensemble de l'activité du CCEP 1984 à 1989 à l'intention du XXe Congrès (projet)
3.7	Programme de travail du prochain CCEP	D 17/1987	Préparation du programme de travail du CCEP pour la période 1989–1994
		D 7/1988 D 6/1989	Projet de programme de travail du CCEP 1989–1994 – Organisation et fonctionnement du CCEP après le Congrès de Washington
4	CCEP – Relations avec les autres organes		
4.1	Congrès	D 10/1989	Présentation au XXe Congrès des propositions résultant des travaux du CCEP
4.2	Conseil exécutif	D 8/1989	Télématique – Répartition des tâches entre le CE et le CCEP

R = Résolution
 Rec = Recommandation
 D = Décision

Clé de classement		Nos des résolutions, recommandations et décisions	Objet
5	Coopération technique		
5.2.1	Dimension assistance technique	Rec 2/1985	Assistance technique en vue du développement du Service EMS
		D 21/1986	Actions à entreprendre par les rapporteurs et animateurs pour introduire dans les études du CCEP la dimension «assistance technique»
5.2.2	Orientation des études et priorités	D 6/1985	Orientation des études et priorités dans le sens de la Déclaration de Hamburg
		D 26/1986	Non-réactivation de certaines études permanentes
		D 27/1986	Maintien en réserve des études 637, 638 et 639
		D 15/1987	Orientations concernant la poursuite de l'étude 636 (Adressage)
		D 23/1987	Caractère confidentiel des renseignements recueillis lors de la conduite de l'étude 621
6	Relations extérieures		
6.2.1	UIT-CCITT	D 12/1984	Relations entre le CCITT et le CCEP
		D 17/1986	Création d'un SGT 503 chargé du courrier électronique et des travaux effectués en commun avec le CCITT de l'UIT

R = Résolution
Rec = Recommandation
D = Décision

Clé de classement		Nos des résolutions, recommandations et décisions	Objet
		D 23/1988	Relations avec l'UIT/CCITT. Poursuite des activités d'intérêt commun et renforcement de la collaboration UIT/UPU et CCEP/CCITT
6.2.2	OIT	D 17/1985	Participation de l'UPU aux travaux de la Commission paritaire des postes et télécommunications de l'OIT
6.3	Autres organisations internationales	D 7/1984	Répertoire d'éléments de données commerciales
		D 8/1984	Comité de contact ISO/UPU
		D 11/1984	Représentation du CCEP au sein du Groupe mixte ISO/UPU
		D 9/1985	Répertoire d'éléments de données commerciales
		D 14/1985	Zone-adresse sur les documents et les éléments constitutifs d'une adresse postale
		D 15/1985	Termes et symboles pour le matériel de traitement du courrier
		D 16/1985	Relations avec les organismes nationaux de normalisation
		D 14/1987	Création du GT – ISO/TC 154/SC 2/GT 5 – Adressage
		D 22/1988	Relations avec l'ISO. Poursuite des activités de normalisation et renforcement de la collaboration ISO/UPU

R = Résolution
 Rec = Recommandation
 D = Décision

Clé de classement	Nos des résolutions, recommandations et décisions	Objet
	D 3/1989	Relations avec l'ISO: Réunions tenues d'octobre 1988 à avril 1989
6.3.1 IATA	D 18/1987	Développement de systèmes informatisés de traitement des documents de la poste aérienne compatibles avec ceux utilisés par les compagnies aériennes
	D 19/1987	Utilisation des services des compagnies aériennes autres que la compagnie nationale
	D 20/1987	Invitation de l'IATA au Colloque EMS 1988
6.3.2 CCD	Rec 10/1986	Relations avec les douanes
6.3.3 Organisations représentant les clients de la poste	R 6/1986	Information sur la clientèle
	D 22/1986	Opportunité d'inviter au Colloque de l'étude 611 «Presse et trafic postal» les organisations internationales de la presse
	D 26/1987	Relations avec les organisations internationales de la presse et de l'édition
	D 4/1988	Création du Comité de contact «Editeurs-UPU»
6.3.4 Divers	Rec 8/1986	Profil de la concurrence
	D 19/1986	Emballages vendus par les Administrations postales
	D 23/1986	Exposition de matériel publicitaire utilisé par les Administrations postales pour promouvoir leurs produits

R = Résolution
 Rec = Recommandation
 D = Décision

PARTICIPATION AUX ETUDES DU CCEP

Pays-membres du CCEP: Tableau I

Pays non membres du CCEP: Tableau II

TABLEAU I

Pays-membres du CCEP	Président, Vice-Président du CCEP Présidents de Commission	Conduite des études en qualité de: (C): Coordonnateur (R): Rapporteur (A): Animateur	Participation aux études (nombre de Groupes de travail)
1. Algérie	C2	(R) 1	9
2. Allemagne (Rép. féd. d')		(R) 1	11
3. Amérique (Etats-Unis)		(R) 5, (A) 3 = 8	15
4. Argentine		(R) 1	9
5. Australie		(R) 2, (A) 1 = 3	20
6. Autriche		–	7
7. Bangladesh		–	5
8. Belgique	V.-P. CCEP	(R) 2	14
9. Brésil		–	11
10. Canada		(C) 1, A (2) = 3	13
11. Chine (Rép. pop.)		(R) 1	12
12. Cuba		(A) 1	8
13. Egypte		(R) 1, (A) 1 = 2	8

1. Nombre d'études

Principales	41
Complémentaires	19
Total	60

2. Nombre d'études conduites par

Voie d'enquête (animateur)	28
Groupe de travail	32

3. Nombre de réunions de

Colloques	9
Groupes de travail	8

4. Participation aux Groupes de travail des études

	PI*	PED**
Nombre de pays	16	19
Nombre maximum d'études auxquelles un pays a participé	24	17
Nombre minimal d'études auxquelles un pays a participé	8	0
Moyenne	16	6

* = Pays industrialisés.

** = Pays en développement.

Pays-membres du CCEP	Président, Vice-Président du CCEP Présidents de Commission	Conduite des études en qualité de: (C): Coordonnateur (R): Rapporteur (A): Animateur	Participation aux études (nombre de Groupes de travail)
14. Espagne	C 7	(R 4)	11
15. Finlande		(R) 1, A (2) = 3	17
16. France		(R) 3, (A) 1 = 4	24
17. Grande-Bretagne	C 3	(R) 1, (A) 4 = 5	21
18. Inde		(R) 2, (A) 1 = 3	4
19. Indonésie		–	6
20. Italie		(R) 1	14
21. Japon		(A) 2	11
22. Kenya	C 5	–	–
23. Maroc	C 6	(A) 1	8
24. Nouvelle-Zélande		(A) 1	8
25. Pakistan		(R) 1	10
26. Pays-Bas		(R) 3, A (3) = 6	20
27. Soudan		–	5
28. Sri Lanka		–	10
29. Suisse		(R) 1, (A) 3 = 4	13
30. Tanzanie (Rép. unie)		(A) 1	9
31. Thaïlande		(R) 2	10
32. Tunisie	Prés. CCEP	–	17
33. URSS		(A) 1	14
34. Yougoslavie	C 4	–	8
35. Zimbabwe		–	6

5. Conduite des études

	PI*	PED**
(C)	1	0
(R)	23	9
(A)	<u>23</u>	<u>5</u>
	47	14

* = Pays industrialisés.
** = Pays en développement.

TABLEAU II

Pays non membres du CCEP	Participation aux études en qualité de:	
	Rapporteur	Membre de Groupe de travail
1. Bénin		2
2. Bulgarie (Rép. pop.)		1
3. Cameroun		12
4. Centrafrique		6
5. Chili		1
6. Chypre		2
7. Congo (Rép. pop.)		1
8. Corée (Rép.)		1
9. Danemark		4
10. Dominique		3
11. Equateur		1
12. Ethiopie		1
13. Grèce		1
14. Guinée		2
15. Haïti		2
16. Hongrie (Rép. pop.)		10
17. Iraq		9
18. Lesotho		2
19. Liban		2
20. Mexique		1
21. Nigéria		15
22. Norvège		1
23. Papouasie – Nouvelle-Guinée		3

1. Participation des Pays non membres aux études

	<u>PI*</u>	<u>PED**</u>
Nombre de pays	8	27
Nombre maximum d'études par pays	15	15
Nombre minimum d'études par pays	1	1
Moyenne	5	3

* = Pays industrialisés.

** = Pays en développement.

Pays non membres du CCEP	Participation aux études en qualité de:	
	Rapporteur	Membre de Groupe de travail
24. Paraguay	(R) 1	2
25. Pologne (Rép. pop.)		3
26. Portugal		3
27. Rép. dém. allemande		3
28. Roumanie (Rép.soc.)		1
29. Sierra Leone		5
30. Suède		15
31. Swaziland		3
32. Tchécoslovaquie		5
33. Vénézuéla		1
34. Zaïre		5
35. Zambie		7

Rapport du Directeur général

1985-1989

Sommaire

- I. Introduction
- II. Relations avec les Pays-membres de l'Union
- III. Collaboration active avec le Conseil exécutif (CE) et le Conseil consultatif des études postales (CCEP)
- IV. Relations de coopération avec les organisations internationales
- V. Coopération technique postale
- VI. Gestion financière
- VII. Le Bureau international
- VIII. Conclusion et perspectives

I. Introduction

1. Au terme du mandat que le Congrès de Hambourg m'a fait l'honneur de me confier pour la période 1985–1989, j'ai jugé opportun de présenter au XXe Congrès postal universel un rapport de synthèse comportant mes observations sur les activités de l'Union pendant les cinq dernières années, afin de lui rendre compte des initiatives que j'ai cru devoir entreprendre pour orienter et conduire le travail du Bureau international dans le cadre du programme esquissé par le précédent Congrès.

2. Il est entendu qu'un rapport annuel sur les activités de l'Union a été soumis au Conseil exécutif à chaque session, conformément à l'article 102, lettre l), du Règlement général de l'UPU, de sorte que cet organe permanent chargé d'assurer la continuité des travaux de l'Union entre deux Congrès a été en mesure d'apprécier si les tâches confiées au Bureau international étaient dûment exécutées et si les moyens mis à sa disposition étaient convenablement utilisés.

3. Par ailleurs, le présent document a pour but de compléter les rapports quinquennaux du Conseil exécutif et du Conseil consultatif des études postales (cf. Congrès – Doc 16 et 17) ainsi que le rapport sur la mise en œuvre de la Déclaration de Hambourg (cf. Congrès – Doc 21) afin de donner une vue globale de l'activité déployée dans l'intérêt de l'Union depuis le Congrès de Hambourg.

4. Lors de mon entrée en fonctions en janvier 1985, j'avais déclaré mon intention de mettre l'accent sur un certain nombre d'idées que je considère utiles lorsque l'on pense à dynamiser l'action postale en vue de garantir son avenir. Sans prétendre être exhaustif, j'avais évoqué certaines grandes lignes de ma proposition qui se fondait sur le principe voulant que la priorité soit donnée à des questions fondamentales à savoir:

- l'exécution fidèle des décisions adoptées par le Congrès visant le perfectionnement du service postal dans son ensemble; à ce propos, le Congrès de Hambourg 1984 venait de faire un pas décisif en adoptant la «Déclaration de Hambourg», document d'une très grande importance puisqu'il consolide les aspects principaux d'un système postal moderne et efficace – basé sur la rapidité, la régularité et la fiabilité – pour faire face, à travers les actions qu'il préconise, aux attaques d'autres moyens qui empiètent sur le domaine de la poste; la «Déclaration de Hambourg» exigeait de la part de tous les secteurs concernés un travail efficient en vue de la mise en œuvre d'idées susceptibles d'être appliquées sans retard;
- l'accomplissement des tâches confiées au Bureau international par le Conseil exécutif et par le Conseil consultatif des études postales.

5. Dans l'optique des objectifs énoncés dans la Constitution de l'UPU, j'ai estimé que le Bureau international devait prendre des mesures axées sur:

- l'adaptation de la méthodologie de travail du Bureau international à une dynamique plus compatible avec les exigences, par le biais de la revision de sa structure d'organisation;
- l'adoption d'une attitude encore plus stimulante dans le programme d'assistance technique développé conjointement avec les organes spécifiques de l'ONU, conformément à la «Déclaration de Hambourg» et aux résultats des études confiées au CCEP à ce propos;
- le resserrement des relations avec les Unions restreintes compte tenu de leur rôle dans les domaines régionaux, tout en renforçant les objectifs de l'UPU;
- la participation plus grande au service EMS, vu son importance en tant que facteur de croissance des échanges d'envois, basé sur la vitesse et la fiabilité des acheminements, avec pour conséquence le développement de la demande et des ressources additionnelles;
- l'expansion nécessaire de la créativité, qu'il nous appartient de promouvoir en tant que source ordonnée de nouveaux moyens destinés à la prise en charge de prestations complémentaires de la poste.

6. Pendant les premiers mois de mon mandat, j'ai identifié d'autres domaines qui réclamaient aussi une attention particulière et auxquels je me suis appliqué. Il s'agissait notamment d'accroître la rationalisation du fonctionnement du Bureau international, de réduire au strict minimum ses dépenses et d'améliorer au maximum les rentrées de recettes.

7. Les chapitres qui suivent sont destinés à donner au Congrès un aperçu général de ma gestion pendant les années 1985 à 1989.

II. Relations avec les Pays-membres de l'Union

8. L'un de mes premiers soucis tout au long des cinq ans qui viennent de s'écouler a été celui de maintenir et renforcer les relations avec les Pays-membres afin d'assurer la nécessaire cohésion qui fait la force de notre Union.

9. Bien que le Congrès se réunit seulement, en principe, tous les cinq ans, des rapports directs et fréquents entre les Pays-membres et l'UPU sont garantis par l'entremise de nombreux contacts qui relèvent du besoin primordial de maintenir le dialogue et les échanges d'information ainsi que les actions de collaboration qui servent à réaliser les objectifs de l'Union d'une manière appropriée.

10. C'est ainsi que le Bureau international, sous le contrôle du Conseil exécutif, s'est appliqué à entretenir avec les Administrations postales aussi bien les rapports habituels de liaison, d'information et de consultation que toute une variété de relations tendant à dynamiser la vie de l'Union dans ses divers aspects.

11. Tout d'abord, mon attention s'est portée sur les pays indépendants qui n'étaient pas encore membres de l'Union afin qu'ils le deviennent, contribuant de cette manière à garder l'universalité de l'UPU. Ainsi, avec l'entrée de trois nouveaux pays (Brunei-Darussalam, Saint-Christophe-et-Nevis et Samoa occidentale), le nombre des Pays-membres s'élève aujourd'hui à 170.

12. Les contacts avec les responsables des Administrations postales ont revêtu des formes diverses suivant les circonstances. Aussi, toutes les occasions ont-elles été saisies pour recueillir des renseignements sur le fonctionnement, les problèmes et les souhaits des Administrations postales. Les échanges de correspondances, les missions d'experts et de consultants et les visites des membres de la Direction et des autres fonctionnaires du Bureau international ont été mis à profit pour accomplir l'objectif de maintenir la vitalité des relations avec les Pays-membres de l'Union.

13. Par ailleurs, indépendamment des activités de coopération technique, qui font l'objet de la partie V du présent rapport, d'autres actions à caractère technique concernant la gestion des services postaux ont été organisées, auxquelles ont participé de nombreuses Administrations postales. Il s'agit notamment des activités suivantes:

A. Contrôles de la qualité

14. Depuis 1986, en application de la Déclaration de Hamburg, le Bureau international a organisé des contrôles des délais d'acheminement. Les résultats de cette activité étant très largement présentés dans le Congrès – Doc 21, point ne semble besoin de s'y attarder ici; tout au plus, peut-on relever le changement fondamental qui est intervenu dans ce domaine pour ce qui est des relations avec les Pays-membres.

15. En effet, à la fin de chaque contrôle, le Bureau international a effectué une analyse détaillée de chaque liaison et, le cas échéant, a adressé une lettre particulière à l'Administration concernée en l'invitant à examiner de plus près les délais qui paraissaient trop longs et à prendre toutes les mesures de redressement utiles. Chaque Administration participante a en outre été invitée à communiquer au Bureau international les mesures de redressement qu'elle a prises.

16. Or, il faut souligner avec satisfaction le nombre très élevé et la grande qualité des correspondances qui ont ainsi été échangées; cela est parfois devenu un véritable dialogue par lequel les problèmes spécifiques ont été examinés en détail, et dans bien des cas des solutions ont ainsi pu être trouvées. En plus de ces résultats concrets, on peut constater avec satisfaction qu'un état d'esprit nouveau s'est instauré et qu'il se manifeste notamment par un intérêt plus vif et une approche différente des problèmes.

B. Réunions techniques

17. Colloques EMS: Depuis 1985, quatre colloques sur le service EMS ont été tenus à Berne à l'occasion de la session annuelle du CCEP. Ces colloques ont fourni aux Administrations postales:

- un moyen efficace et rapide d'adopter des normes du service EMS au niveau mondial;
- une audience internationale pour les innovations telles que le service international «même jour», le suivi et la localisation informatisés des envois EMS et des stratégies de marketing pour l'EMS;
- une «tribune libre» où les Administrations postales peuvent faire le point sur l'état du service EMS au niveau mondial – particulièrement en ce qui concerne la situation de l'EMS en comparaison avec les services des concurrents et ce qu'il faudrait faire afin d'augmenter la part du marché prise par l'EMS.

18. A la suite de ces colloques, le CCEP est parvenu à adopter des recommandations visant à harmoniser l'image, la qualité et les spécifications du service EMS au niveau mondial.

19. En outre, le CCEP soumet au Congrès de Washington une proposition prévoyant dans la Convention des dispositions de caractère général concernant l'EMS ainsi qu'un projet de résolution qui, entre autres, prendrait note de l'Accord-cadre EMS et des dispositions contenues dans les recommandations sus-mentionnées.

20. Colloque sur la presse et le trafic postal, organisé à l'occasion de la session de 1987 du CCEP. La première partie du colloque était réservée exclusivement aux Administrations postales, tandis que la deuxième partie groupait celles-ci et des organisations internationales de la presse, de l'édition et de la librairie.

21. Colloque sur la qualité des acheminements postaux, tenu en 1987, qui, par la valeur des exposés présentés, écrits ou oraux, a permis de passer en revue les principaux problèmes du moment et d'en chercher la solution. Plusieurs des conclusions et recommandations qui ont émané des travaux de ce colloque continuent d'avoir un effet positif important sur les échanges internationaux.

22. Table ronde sur les frais terminaux. Réunie à Berne en avril 1989, la Table ronde avait pour but d'examiner la question des frais terminaux et chercher, dans un climat de dialogue constructif, un consensus pour la solution d'un des problèmes les plus débattus au sein de l'UPU. La table ronde a connu un grand succès aux plans de son organisation et de ses résultats. En effet, presque la moitié des Pays-membres de l'Union ont pris part à la réunion et, grâce à l'esprit de collaboration et de compréhension dont les participants ont fait preuve, ils sont parvenus à un quasi-consensus sur un système de frais terminaux qui tient compte aussi bien des intérêts de toutes les parties concernées que de la nature du courrier dont les frais relatifs au traitement à la destination sont à rémunérer.

23. Colloque sur l'automatisation et l'informatisation des opérations de guichet et des fonctions de gestion connexes dans les bureaux de poste. Tenu en 1986, ce colloque a permis de faire le point sur les études et les modalités de réalisation de l'informatisation des guichets qui sont menées par les Administrations postales. Il a été aussi l'occasion d'un vaste échange d'expériences dans ce domaine. L'accent a été mis sur l'amélioration de la qualité des services offerts à la clientèle (notamment en permettant la polyvalence des guichets) de la productivité, des conditions de travail du personnel et de l'image de marque de la poste; ceci sans négliger l'accroissement des recettes et la réduction des dépenses. Le colloque a aussi permis de sensibiliser les participants sur l'informatisation en tant que facteur fondamental de l'amélioration et de la diversification des prestations fournies à la clientèle et a, par conséquent, souligné la nécessité de s'en servir comme arme et moyen de lutte contre la concurrence.

24. Colloque sur le courrier électronique. Tenu en 1988, le premier colloque sur le courrier électronique s'est fixé deux objectifs principaux qui touchent à la fois le présent et l'avenir:

- dresser le bilan des travaux réalisés en commun par le CCEP et le CCITT et dans le cadre des expériences des Administrations exploitant ce service;
- déterminer pour les années 1990 le champ d'étude et de développement du réseau du courrier électronique exploité par la poste.

En conclusion, le colloque a réaffirmé que le courrier électronique ne concurrence pas la poste aux lettres traditionnelle et que ces deux services se complètent pour former la gamme des prestations que les clients de la poste recherchent compte tenu du développement technologique. La poste doit donc agir pour prendre sa place dans le marché ainsi ouvert.

25. Colloque sur les services du courrier et de la messagerie face à la concurrence. Tenu en 1988, ce colloque a eu pour but principal de susciter l'intérêt de la Communauté postale internationale aux problèmes de la lutte contre la concurrence grandissante sur le marché postal. Parmi les conclusions générales dégagées des nombreux exposés et des riches débats, il y a lieu de citer:

- nécessité de repérer et de développer les quatre grands marchés de la poste: presse, correspondances, marchandises, publicité;
- nécessité de segmenter par la notion de rapidité ces quatre marchés fort diversifiés avec des concurrents différents;
- nécessité de réaliser des études de marché au plan national et utilité pour le CCEP de les mettre sous une forme appropriée à la disposition des Administrations qui n'ont pas les moyens ni les compétences techniques suffisants pour conduire de telles études chez elles;
- nécessité pour les Administrations de disposer de la gamme complète des services, d'améliorer la qualité de toute la chaîne postale internationale, d'instituer un système de rémunération équitable des services qui favorisent la compétitivité pour lutter contre les concurrents privés auxquels la déréglementation, l'ouverture des frontières et la croissance de la demande offrent des opportunités considérables.

C. Information

26. Un autre secteur important ayant trait aux relations avec les Pays-membres de l'UPU est celui de l'information.

27. La nécessité de mettre en place un système d'information efficace dans n'importe quelle entreprise n'est plus à démontrer. Ce qui est vrai pour les entreprises en général, l'est aussi pour les Administrations postales et l'UPU.

28. A l'heure où le monopole postal commence à s'affaiblir au profit d'une concurrence décidée à capter la partie la plus rentable du marché postal, les Administrations postales ont en effet compris l'intérêt qu'il y avait de montrer au public leur capacité de s'adapter rapidement à de nouvelles circonstances.

29. Aussi bien le Congrès de Tokyo 1969 (résolution C 11) que celui de Rio de Janeiro 1979 (résolutions C 101 et C 38) avaient déjà souligné l'opportunité de renforcer les actions d'information publique visant à mieux faire connaître aux usagers et aux autorités gouvernementales des divers pays le rôle fondamental de la poste en tant que facteur de développement économique, social et culturel.

30. Devant l'irruption de la concurrence, l'information publique se place soudain au centre des préoccupations des Administrations postales. Il n'est plus question d'insister sur une information passive se limitant à décrire les prestations traditionnelles. Il faut aller de l'avant et montrer à la clientèle et aux autorités gouvernementales que les services postaux sont capables d'opérer des transformations radicales dans leurs structures et d'imprimer un nouveau dynamisme à leurs formes d'action. C'est bien cette transformation qui est reflétée, entre autres, dans la Déclaration de Hamburg.

31. Pleinement conscient de l'importance de l'information, le Bureau international, sous l'impulsion du Conseil exécutif et en conjuguant ses efforts avec ceux des Administrations postales, s'est efforcé de mettre en œuvre une politique cohérente suivant deux axes:

- l'intensification de ses propres activités d'information;
- le développement d'actions d'appui à celles envisagées par les Administrations postales dans ce domaine.

Intensification de ses propres activités

32. Le Bureau international a intensifié ses activités d'information, notamment celles citées ci-après:

- a) Revue «Union Postale»: elle a fait l'objet de transformations importantes aussi bien dans sa présentation que dans son contenu.
- b) Campagnes d'information en faveur de la poste: des actions systématiques ayant des cibles spécifiques ont été entreprises (Concours international de compositions épistolaires pour les jeunes, messages, affiches et slogans à l'occasion de la Journée mondiale de la poste, participation à des foires du livre et à des expositions philatéliques et internationales).
- c) Relations avec la presse: cependant, l'impact des actions entreprises n'ayant pas été convaincant, les relations avec la presse ont été suspendues, dans le cadre de la mise en sommeil des activités moins prioritaires du Bureau international. Il a été admis que ces relations devaient se développer essentiellement au niveau des pays.
- d) Audiovisuel: pour tenir compte des nouvelles techniques audiovisuelles, il s'est avéré opportun d'enrichir le service de prêt de vidéocassettes en plus des films traditionnels sur bobine.
- e) Visites d'information: dans ce domaine, il a été constaté un accroissement de plus en plus important du nombre des visiteurs.

Actions du Bureau international à l'appui de celles envisagées par les Administrations postales

33. Le Bureau international a notamment apporté sa contribution à des manifestations organisées pour la Journée mondiale de la poste, célébrée dans les divers pays, en assurant la diffusion du message du Directeur général de l'UPU et des affiches imprimées à cette occasion ainsi que la projection de films et de vidéocassettes sur les services postaux. Le Bureau international a également continué d'organiser à l'échelle internationale, le concours de compositions épistolaires pour les jeunes. Là où les services d'information n'existaient pas ou étaient insuffisants, les Pays-membres concernés ont été invités à les créer ou à les renforcer, afin de leur permettre d'entreprendre des actions publicitaires compatibles avec leurs moyens.

34. A cet effet, un appui leur a été fourni par la distribution de trois publications portant sur le développement des activités de relations publiques ainsi que sur la conduite de campagnes de publicité efficaces:

- l'étude intitulée «Organisation des services des relations publiques et d'action commerciale dans les pays en développement»;
- le guide «Comment pratiquer la communication publique à la poste» (complémentaire à l'étude précédente);
- l'étude «Publicité en faveur des prestations postales».

35. La première étude a été conduite conjointement par l'Administration postale d'Egypte et le Bureau international. Le guide a été élaboré par le Bureau international, avec le concours d'un spécialiste en information. Enfin, l'étude «La publicité en faveur des prestations postales» a été conduite par l'Italie.

36. Des actions de coopération technique dans le domaine de l'information ont été organisées par le Bureau international à l'intention des pays en développement. Elles ont notamment consisté en des activités de formation en la matière.

37. En plus des publications mentionnées ci-dessus, le Bureau international a assuré dans le domaine de l'information:

- l'édition de la revue «Union Postale»;
- la réédition du «Mémoire de l'UPU» (1874–1949);
- l'édition de l'«Histoire de l'UPU de 1948 à 1985»;
- la publication d'une brochure contenant des informations sur le flux des échanges postaux dans le monde;
- la publication d'un «Catalogue de l'audiovisuel».

III. Collaboration active avec le Conseil exécutif et le Conseil consultatif des études postales

38. D'une façon générale, le Bureau international en tant que secrétariat du Conseil exécutif a fourni à celui-ci un appui soutenu pour lui permettre non seulement l'accomplissement des tâches qui lui reviennent en tant qu'organe de gestion, mais aussi pour la réalisation des 38 études qui lui ont été confiées par le Congrès. Il a tenu à recueillir le maximum possible de renseignements auprès soit d'autres organisations de la famille des Nations Unies, soit des Administrations postales. En outre, il s'est efforcé de formuler plusieurs hypothèses de travail et plusieurs options afin de mettre le Conseil exécutif en mesure de choisir les solutions les plus adéquates.

39. Ces études couvrent tout l'éventail des matières relevant du Conseil exécutif. Il s'agissait non seulement de sa gestion propre, mais également de problèmes intéressant l'Union tout entière, tels que les moyens permettant d'atteindre les objectifs fixés par la Déclaration de Hambourg, les rapports avec les Unions restreintes, les programmes de coopération technique, les activités d'information publique.

40. Une attention particulière a été consacrée aux études concernant la structure de l'Union, dans le but de doter celle-ci d'une organisation plus souple répondant mieux aux exigences d'une entreprise moderne. Plusieurs problèmes ont été examinés, notamment la possibilité, d'une part, d'améliorer le déroulement du Congrès et d'en raccourcir la durée et, d'autre part, de conférer au Conseil exécutif une compétence législative. Le Conseil exécutif a pris en considération les différentes options qui lui étaient soumises par le Bureau international à la suite des études faites par ce dernier.

41. Pour préparer ses travaux, le Conseil exécutif a institué plusieurs groupes de travail et comités de contact:

- groupe de travail du Conseil exécutif chargé de l'étude des suggestions concernant le fonctionnement de l'Union (trois réunions en 1988 et 1989);
- groupe de travail pour le calcul des taxes de base (trois réunions en 1987, 1988 et 1989);
- groupe de travail pour la tarification selon les nouveaux principes (deux réunions en 1988 et 1989);
- groupe de travail des frais terminaux (7 réunions entre 1986 et 1989);
- groupe de travail pour la revision des quotes-parts territoriales et maritimes (4 réunions entre 1986 et 1989);
- groupe de travail pour la revision des Arrangements concernant les services financiers postaux (7 réunions entre 1986 et 1989);
- comité de contact IATA/UPU (2 réunions, plus 14 réunions de ses trois groupes de travail);
- comité de contact CCD/UPU (4 réunions entre 1986 et 1989).

42. Le Bureau international a également fourni une assistance importante au CCEP, en collaborant étroitement avec les pays rapporteurs ou animateurs pour la mise en marche et le développement des 60 études du programme dont 41 principales et 19 études complémentaires ou sous-études et en assurant dans quelques cas la tâche de corapporteur ou coanimateur. La tendance au cours de ce quinquennat a été de donner un rôle plus actif au Bureau international dans les différents stades de déroulement des études. Les résultats ont montré qu'il est souhaitable de continuer dans cette voie.

43. Une plus grande ouverture du CCEP aux problèmes de la gestion moderne des services postaux s'est concrétisée par la tenue de nombreuses réunions de groupes de travail et de colloques consacrés, à chaque fois, à examiner un thème particulier d'une importance vitale pour les Administrations postales tant des pays développés que de ceux en développement. Il y a lieu de citer, en plus des colloques mentionnés au chapitre II, huit réunions de groupes de travail portant sur les domaines suivants:

- Etude 643: Codes à barres et système unique d'identification des envois (deux réunions en 1987 et 1988)
- Etude 661: La productivité dans les services postaux (une réunion en 1985)
- Etude 666: Contrôle de la gestion par la fixation d'objectifs (une réunion en 1986)
- Etude 503: Courrier électronique (deux réunions en 1986)
- Etude A 19: Vocabulaire polyglotte (deux réunions en 1986)

Il y a lieu de mentionner également cinq réunions du Groupe de travail sur l'adressage (étude 636) tenues dans le cadre des relations avec l'ISO.

44. Il est à noter que, conformément à une orientation arrêtée par le CCEP, le Bureau international s'est attaché à aider aussi largement que possible les pays en développement à participer, à un titre ou à un autre, aux études du CCEP. Une certaine amélioration a été constatée à cet égard, en particulier en ce qui concerne les contributions de ces Administrations à un certain nombre d'études et de colloques présentant un intérêt réel et capables d'apporter une solution à leurs problèmes.

45. Une utilisation plus poussée des conclusions formulées dans les études du CCEP a été assurée, en fournissant aux experts et consultants recrutés dans le cadre des programmes de coopération technique les plaquettes de la Collection d'études postales, les résultats des contrôles de la qualité de service, les publications EMS et d'autres documents du CCEP, afin qu'ils puissent en tenir compte dans la réalisation des projets d'assistance technique. Le Bureau international a veillé à ce que la dimension «assistance technique» soit reflétée dans les conclusions des rapports élaborés par les rapporteurs et animateurs d'études.

46. En sa qualité de centre de consultation et d'information, le Bureau international a diffusé, dans le cadre des études 671 (EMS) et 673 («Déclaration de Hamburg»), les nouvelles publications suivantes:

- Recueil opérationnel EMS et son supplément contenant les normes de distribution détaillées
- Manuel de graphisme EMS
- EMS Revue de presse
- Contrôle de la qualité de l'acheminement international en 126 points.

47. Il a, en outre, effectué les mises à jour de nombreuses publications telles que:

- Fichier des prestations complémentaires offertes à la clientèle ou à l'étude (classeur 144)
- Ordinateurs dans le service postal (classeur 114)
- Manuel de la modernisation des services postaux
- Fichier de l'équipement postal.

IV. Relations de coopération avec les organisations internationales

48. Bien qu'un rapport sur les relations que l'UPU a maintenues avec l'Organisation des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales figure dans le Congrès – Doc 22, je crois utile de fournir ci-après quelques compléments d'information sur la politique suivie par le Bureau international dans ces relations.

A. Rapports avec l'Organisation des Nations Unies

49. De par sa qualité d'institution spécialisée de l'ONU, l'UPU participe activement à la dynamique internationale encadrée dans le système des Nations Unies.

50. Pendant les cinq dernières années, les liens de collaboration, fondés sur l'Accord signé en 1947 entre l'ONU et l'UPU, ont continué à se développer et ont adopté des formes diverses suivant les domaines visés et la nature des organes concernés.

51. Le Bureau international s'est fait représenter aux réunions traitant de sujets intéressant l'UPU, notamment au sein du Conseil économique et social (ECOSOC), du Comité administratif de coordination (CAC), de la Commission de la fonction publique internationale (CFPI), du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), etc. Les décisions importantes prises au cours de ces réunions ont été portées à la connaissance du Conseil exécutif pour information et pour obtenir des directives éventuelles.

52. En ce qui concerne les relations entre l'UPU et le PNUD, il n'est pas inutile de rappeler qu'il existe un lien entre l'attention que les Gouvernements des pays eux-mêmes accordent au secteur postal et les ressources que le PNUD met à leur disposition par l'intermédiaire de l'UPU en faveur du développement postal. Il s'ensuit que si le PNUD demeure la source principale de financement des activités d'assistance technique de l'UPU, la part de cette institution diminue considérablement. En effet, de 71 % pour la période 1979–1983, la contribution financière du PNUD en faveur de la poste des pays en développement pour le quinquennat 1984–1988 ne représente plus que 56,8 % de l'ensemble des ressources mobilisées. Cependant, comme on peut le constater à la lecture des documents spécifiques soumis au Congrès dans le domaine considéré, les relations entre le PNUD et l'UPU demeurent empreintes d'un esprit de collaboration fructueuse, ainsi qu'en témoigne une évolution favorable amorcée depuis deux ans quant à la prise en compte des besoins postaux dans certaines régions.

53. J'ai continué à mener une action également systématique en direction des Représentants Résidents du PNUD pour les sensibiliser sur le rôle de la poste en faveur du développement économique et social au moment où de nombreux pays cherchent le moyen d'endiguer la crise financière à laquelle ils sont confrontés.

B. Coopération avec les Unions postales restreintes

54. La collaboration avec les Unions restreintes, partenaires privilégiés de l'UPU, est fondée sur l'article 8 de la Constitution. Elle s'est intensifiée encore plus durant la dernière période quinquennale, notamment dans le domaine de la coopération technique.

55. Conformément aux résolutions C 37 et C 38 du Congrès de Hambourg et à la résolution CE 6/1983 du Conseil exécutif, des accords de coopération ont été conclus entre l'UPU et chacune des Unions postales restreintes ci-après: CAPTAC, UAPT, UPA, UPAE, UPAf, UPAP, APPU.

56. Pour traduire dans les faits ces accords de coopération, le Bureau international s'est attaché à réaliser, dans la mesure du possible, des projets en cofinancement avec ces institutions régionales. Dans un cas concret, il s'est agi d'un projet tripartite PNUD/UPU/Union restreinte pour la mise en œuvre duquel l'Union restreinte intéressée a fourni un apport intellectuel et financier appréciable.

57. Les relations avec les Unions restreintes se sont réalisées également à travers l'échange mutuel d'observateurs aux réunions des organes respectifs et grâce à un échange intense d'information et de documentation.

C. Relations avec d'autres organisations internationales

58. Le Bureau international a entretenu des relations étroites avec certaines institutions spécialisées des Nations Unies ainsi qu'avec d'autres organisations internationales, gouvernementales ou non gouvernementales, pour toutes sortes de questions présentant un intérêt commun.

59. En matière d'assistance technique, le Bureau international a maintenu et développé les liens de coopération avec plusieurs institutions internationales telles que la Banque mondiale, l'UNESCO et les Commissions économiques régionales des Nations Unies. Ces liens de coopération s'expriment notamment par une contribution de l'UPU à la définition des programmes plurisectoriels au niveau des régions et par une pratique de plus en plus systématique d'échange d'informations dans un but de coordination et de mobilisation des ressources.

60. L'UPU peut se féliciter d'avoir bénéficié au cours des cinq dernières années du concours efficace de certaines Commissions économiques régionales qui accordent leur appui aux projets postaux, aussi bien auprès des Gouvernements des pays bénéficiaires que du PNUD.

61. Des initiatives ont été prises de concert avec les responsables des services postaux de certains pays afin de sensibiliser davantage la Banque mondiale sur la nécessité de prêter une plus grande attention et, par la suite, d'accorder des ressources financières conséquentes à la modernisation des systèmes de gestion et d'exploitation des services postaux des pays en développement.

62. Il est également intéressant de noter la prise de premiers contacts avec les organisations internationales de la presse et de l'édition et notamment la Fédération internationale de la presse périodique (FIPP), l'Union internationale des éditeurs (UIE) et la Fédération internationale des éditeurs de journaux (FIEJ) et la mise en place d'un organe de consultation (Comité de contact Editeurs-UPU).

V. Coopération technique postale

63. Durant les cinq années qui ont suivi le Congrès de Hamburg, j'ai cru devoir consacrer mes efforts à la mise en œuvre d'un programme d'assistance technique favorisant la modernisation des services postaux des Pays-membres en développement. Il s'agissait de répondre à des impératifs d'équilibre et d'interdépendance entre tous les Pays-membres de l'Union. L'aide au développement est également conforme au concept de solidarité préconisé par toutes les instances internationales pour un monde de paix, de concorde et de bien-être pour tous. Au plan postal, on peut se référer aux documents soumis au Congrès dans le domaine de la coopération technique pour relever les divers éléments ci-après concernant notamment la politique générale, les principes d'action, les activités menées, de même que les nouvelles orientations jugées nécessaires compte tenu de l'expérience acquise.

A. Politique générale et principes d'action

64. La politique de l'UPU en matière d'aide au développement est intimement liée à celle de l'ensemble du système des Nations Unies et plus particulièrement celle du PNUD. Cependant, en raison de la spécificité de son mandat et des objectifs prioritaires fixés par le Congrès de Hamburg, le Bureau international s'est attaché à mettre en œuvre un programme d'action qui tient compte principalement des priorités définies par ledit Congrès et des besoins exprimés par les Administrations postales des pays bénéficiaires. Le programme d'action a porté à la fois sur les pays et les domaines prioritaires.

65. S'agissant des pays, il faut reconnaître que si la préférence a été accordée aux pays défavorisés il a fallu tenir compte à la fois du caractère universel de l'aide au développement et de la dégradation de la situation économique d'un nombre de plus en plus grand de pays du tiers monde. Il s'ensuit que le nombre des pays bénéficiaires est demeuré particulièrement important, ce qui n'a pas permis au Bureau international de mener dans chaque pays des actions ayant un impact véritable sur le fonctionnement des services. Il faut toutefois préciser que les moyens les plus importants ont été concentrés prioritairement sur les besoins des pays les moins avancés (PMA). Ces pays ont non seulement bénéficié des actions menées en faveur de l'ensemble des pays en développement, mais ils se sont en outre vu attribuer des ressources pour la réalisation d'un programme spécialement conçu pour eux.

B. Activités

66. Si la rationalisation de la gestion, l'amélioration de la qualité des services et la formation restent les secteurs pour lesquels l'aide est sollicitée. L'intervention de l'UPU a largement dépassé le cadre de ces principaux domaines en raison même de la variété des situations et de l'importance des besoins des pays intéressés.

67. Malgré la modicité des ressources, les activités ont été fort nombreuses, qu'il s'agisse d'aide à la restructuration des systèmes de gestion, à l'amélioration de la qualité des services d'exploitation – notamment la qualité des acheminements et de la distribution – et à la création d'une structure d'action commerciale ou d'activités de formation dans divers domaines.

68. En vue de sensibiliser les autorités gouvernementales ainsi que les responsables des Administrations aux grands problèmes de la gestion postale, un certain nombre de rencontres ont été organisées dans toutes les régions. On peut citer notamment:

- les colloques pour les responsables de la gestion postale en Afrique (Paris 1985, Rugby 1986);
- le colloque sur la gestion à l'intention des Présidents-Directeurs généraux des postes des pays arabes (Dubai 1987);
- le colloque interrégional sur les stratégies en matière d'exploitation et de gestion postales (Beijing 1988);
- la réunion des Postmasters généraux et la Conférence des Ministres responsables des postes des pays anglophones des Caraïbes (Georgetown 1988);
- le colloque des Directeurs généraux et la Conférence des Ministres responsables des services postaux des pays africains au sud du Sahara (Nairobi 1988).

69. Au cours de la période quinquennale en question, plusieurs cours de formation spécialisée, cycles d'étude et réunions techniques ont été organisés dans toutes les régions du monde selon les besoins constatés. Une attention particulière a été accordée aux domaines considérés hautement prioritaires, à savoir notamment les règlements de comptes internationaux, la planification, le prix de revient et la tarification, l'information publique, etc.

70. Si les activités menées ont permis de répondre à l'appel des pays, il reste beaucoup à faire pour mesurer l'impact de ces actions et pour évaluer le profit que les Administrations en ont tiré.

C. Evaluation

71. Les travaux entrepris en la matière visent à apprécier la pertinence des actions au niveau de la conception, de l'exécution et du suivi des projets ainsi qu'à connaître l'usage que les pays font de l'aide accordée. Il faut reconnaître qu'en raison de l'insuffisance des moyens mis en œuvre par le Bureau international, les résultats des travaux d'évaluation renseignent seulement de manière approximative sur les effets de l'aide accordée sur le fonctionnement des services considérés. Depuis peu je m'attache à systématiser l'organisation des missions d'évaluation sur le terrain, afin que le Bureau international puisse mesurer avec plus de précision le profit que tirent les pays du concours que leur accorde la Communauté internationale.

D. Ressources financières

72. On n'insistera jamais assez sur l'insuffisance des ressources financières par rapport aux besoins exprimés par les pays. Or, en raison de la situation économique difficile que connaît l'ensemble des pays en développement, il est apparu que le secteur postal ne reçoit pas l'attention voulue de la part des autorités gouvernementales en matière d'investissement. De plus, il est rare que les programmes d'aide au développement présentés à la Communauté internationale par les Gouvernements comportent des projets postaux. Il en résulte qu'en terme réel la part de la poste dans l'aide publique au développement s'amenuise de période en période. A titre d'exemple, la part consentie par le PNUD en faveur des projets postaux qui durant la période 1972-1976 représentait 0,5 % du total des ressources de cette institution est réduite à 0,3 % pour le quinquennat 1984-1988. Fort heureusement les ressources complémentaires obtenues au titre du budget de l'UPU, du fonds spécial et de l'assistance multilatérale ont permis de répondre aux besoins cruciaux des pays. Il n'en demeure pas moins que des efforts doivent être menés aussi bien par les pays bénéficiaires eux-mêmes que par la Communauté internationale pour augmenter le flux des ressources affectées au développement postal. Je me suis employé du mieux que j'ai pu pour stimuler davantage le sentiment de solidarité qui règne dans les relations entre les Pays-membres de l'Union.

73. En outre, il est apparu nécessaire de recourir de plus en plus systématiquement à la coopération technique entre pays en développement (CTPD) et d'adopter les nouvelles orientations qui s'inspirent notamment des choix de stratégies préconisés par les organes du système des Nations Unies et qui répondent aux besoins collectifs et individuels des pays en développement.

E. Coopération technique entre pays en développement (CTPD)

74. Durant les cinq dernières années le Bureau international s'est attaché à mettre en œuvre des projets qui visent à promouvoir la coopération technique «horizontale». Les projets réalisés dans ce domaine sont variés et portent sur la formation de consultants appelés à intervenir dans d'autres pays en développement, à recourir à l'aide technique et financière des pays de la même région, soit pour conduire des missions de consultants, soit pour accueillir des stagiaires.

75. Le meilleur système de coopération technique entre pays en développement pour lequel le Bureau international envisage d'œuvrer consiste à mettre en place des procédures permettant aux pays de s'entraider directement sans l'intervention de l'UPU.

F. Nouvelles orientations

76. Sous réserve de leur adoption par le Congrès de Washington, les principales orientations à donner à l'assistance technique postale pour les cinq prochaines années porteront sur:

- la recherche d'une plus grande cohérence dans les objectifs ou les plans nationaux et régionaux;
- la nécessité d'adapter de façon plus systématique l'aide au niveau des pays requérants;
- la recherche d'un progrès fondé sur une vision à moyen et à long terme du développement de la poste dans les pays considérés;
- le financement des projets intégrés qui seront impérativement soumis à la conclusion d'un contrat de développement auquel sont liés l'UPU et chacun des pays bénéficiaires et visant des objectifs concrets à réaliser suivant un calendrier précis.

77. Pour permettre à l'UPU d'être plus près du «théâtre d'opérations» il sera mis en œuvre un système de présence accrue sur le terrain en matière d'assistance technique. L'intérêt d'une telle présence est d'autant plus évident que la concertation dans le domaine de la programmation de l'aide au développement et la répartition des ressources par secteur s'organisent de plus en plus systématiquement aux niveaux des pays et des régions.

VI. Gestion financière

78. La principale préoccupation a été de maintenir une croissance nulle du budget à partir de l'année 1987 ce qui a pu s'effectuer moyennant des économies drastiques ainsi que des mesures de rationalisation des méthodes de travail et le recours accru à l'informatique.

79. La politique budgétaire restrictive alliée à l'emploi judicieux qui a été fait du Fonds de réserve ont permis d'abaisser le montant de l'unité contributive des années 1988 et 1989 en dessous de celui de l'année précédente et cela quand bien même l'année 1989 doit supporter les dépenses extraordinaires afférentes à la tenue du Congrès de Washington.

80. Il est apparu primordial de mettre en œuvre d'urgence à partir de 1989 des activités spéciales en vue d'améliorer la qualité du service postal international et de permettre à l'UPU de faire face à la concurrence. Les moyens financiers et humains que requièrent ces mesures, approuvées par le Conseil exécutif, occasionnent des incidences financières dont le Congrès aura à débattre à la suite de quoi il est envisagé de maintenir à nouveau le budget avec une croissance nulle.

81. Un autre problème très important est celui du recouvrement des arriérés de contributions dont l'accroissement menace d'entraver la bonne gestion des finances de l'Union. Outre la publication de circulaires, l'envoi de nombreuses lettres de rappel et les interventions entreprises par moi-même et mes collaborateurs, nous avons mis l'accent sur les mesures d'assainissement des arriérés par le système de compensation du Bureau international prévues par la recommandation C 36 du Congrès de Hambourg. Etant donné que cette dernière mesure constitue l'un des moyens de recouvrement les plus efficaces, il conviendrait d'élargir la portée de la compensation organisée par le Bureau international.

82. Je me permets enfin de renvoyer à mon rapport sur les finances de l'Union (Congrès – Doc 19) en ce qui concerne d'autres informations touchant la gestion financière des années 1984 à 1988.

VII. Le Bureau international

A. Personnel

83. A la suite de l'élection par le XIXe Congrès (Hambourg 1984) de M. Félix Cicéron au poste de Vice-Directeur général avec effet au 1er janvier 1985, un poste de Sous-Directeur général (D 2) est devenu vacant au Bureau international. Afin de pourvoir ce poste, le Conseil exécutif a nommé en qualité de Sous-Directeur général (D 2), avec effet au 1er juillet 1985, M. Jaime Ascandoni, Dr en droit, Directeur des affaires internationales à la Direction générale des postes et télécommunications d'Espagne.

84. Par suite du départ à la retraite de M. Abdel Kader Baghdadi, un poste de Sous-Directeur général est devenu vacant. Afin de pourvoir ce poste, le Conseil exécutif a promu au grade de Sous-Directeur général (D 2), avec effet au 1er janvier 1989, M. Moussibahou Mazou, Conseiller supérieur (D 1) au Bureau international.

85. Le Conseil exécutif m'a autorisé à compenser provisoirement, à partir du 1er janvier 1986, sous forme d'une indemnité personnelle transitoire les pertes de rémunération nette (traitement de base plus indemnité de poste) subies par les fonctionnaires des catégories professionnelle et au-dessus (P) en raison des fluctuations monétaires, en leur garantissant, sur la base du taux de change officiel des Nations Unies en vigueur le 1er janvier 1986 (1 dollar EU = 2,09 Sfr), la contre-valeur en francs suisses de la rémunération exprimée en dollars EU.

86. La Commission de la fonction publique internationale (CFPI) ayant introduit, avec effet au 1er septembre 1986, pour l'ensemble des organisations du système commun des Nations Unies, un facteur de correction de la rémunération (FCR) visant à atténuer les effets des fluctuations monétaires sur la rémunération des fonctionnaires des catégories professionnelle et hors classe, j'ai décidé d'appliquer cette mesure à la même date aux fonctionnaires de l'UPU. Ainsi, je n'ai fait usage de l'autorisation du CE précitée que pour la période du 1er janvier au 31 août 1986.

87. En ce qui concerne les postes des catégories professionnelle et au-dessus, le recrutement des nouveaux fonctionnaires a été fait bien évidemment sur la base de leurs titres professionnels et de leurs capacités, mais aussi selon une répartition géographique équitable, conformément à l'article 4.2 du Statut du personnel du Bureau international. Le nombre de pays représentés au Bureau international, au 1er janvier 1989, est de 47.

88. Le Congrès de Hambourg avait autorisé le recrutement de personnel additionnel pour les années allant de 1986 à 1990 à raison d'un fonctionnaire de la catégorie professionnelle (P) et d'un agent de la catégorie des services généraux (G) par année. Par conséquent, le Bureau international avait la possibilité de créer quatre postes P et quatre postes G pour la période de 1986 à 1989. Toutefois, pour cette période, il a été demandé la création de quatre postes P et de deux postes G, de sorte qu'une économie de deux postes G a été réalisée.

B. *Nouvelles tâches*

89. Le développement et l'harmonisation du service EMS, ainsi que le contrôle des délais d'acheminement du courrier ordinaire (dès 1986) et des envois EMS (dès 1988) se sont traduits, on s'en doute, par une augmentation sensible des activités du Bureau international: production d'une abondante documentation, échange de messages avec les Administrations, traitement et diffusion des données recueillies.

90. En outre, un besoin toujours plus pressant s'est fait sentir d'adapter le fonctionnement de l'Union aux exigences commerciales et techniques actuelles. Le souci de prendre des initiatives pour sauvegarder et améliorer la qualité du service postal international et le moderniser a été au centre des préoccupations des organes de l'Union, et c'est ainsi qu'une partie des actions envisagées dans le Congrès – Doc 73 a pu être entreprise dès le 2e semestre de 1989, après que le CE eut pris une décision dans ce sens, en accordant les moyens financiers nécessaires. Bien que des recrutements aient dès lors été possibles et réalisés, on peut constater que ces nouvelles tâches entraînent une augmentation significative de travail pour les unités chargées de la gestion du personnel, de la logistique, de la traduction et de la production des documents.

C. *Organisation, rationalisation, productivité*

91. A l'issue du Congrès de Hambourg, qui a confié de nouvelles tâches au Bureau international, il m'a paru nécessaire de prendre les mesures propres à assurer une plus grande efficacité à cet organe permanent de l'UPU, dans la limite des ressources disponibles, grâce notamment à une utilisation plus rationnelle du personnel et au recours plus poussé à des techniques modernes (informatique, traitement de textes, reproduction de la documentation).

92. Dans cette perspective, il s'est avéré indispensable d'effectuer un examen approfondi des méthodes de travail du Bureau international en vue de le rationaliser davantage pour tirer le profit maximum de ses moyens d'action disponibles et lui permettre de mieux répondre à l'attente des Pays-membres de l'Union. Une telle étude pouvait, à la rigueur, être effectuée par des fonctionnaires de rang élevé du Bureau international, mais on pouvait craindre qu'étant habitués à la situation établie ils ne puissent pas avoir le recul nécessaire pour la mener à bien. D'où l'idée de recourir plutôt à un Groupe de travail composé d'un nombre limité de spécialistes en organisation et méthodes fournis par quelques Administrations postales.

93. Déjà en 1985, le Conseil exécutif s'est montré favorable à la mise en place d'une équipe de spécialistes qui, par la suite, ont été fournis sans charge par les Administrations postales de l'Amérique (Etats-Unis) et de la France. Ces spécialistes ont effectué des analyses approfondies de l'organisation et des méthodes de travail du Bureau international et ont formulé un bon nombre de recommandations dont la mise en œuvre s'est traduite par des économies de temps et de matériel ainsi que par une amélioration de la qualité du travail. Je dois souligner, à ce sujet, l'attitude très positive du personnel, qui a accepté les réformes et a contribué par son effort à leur application.

94. Les modifications apportées à l'organisation et au fonctionnement du Bureau international ont souvent été accompagnées par la mise en service de moyens nouveaux ou plus performants. La priorité a été accordée à l'amélioration de la production de documents et le recours à l'informatique s'est largement appuyé sur un parc de micro-ordinateurs et de terminaux reliés à l'unité centrale, qui est passé en quatre ans de 14 (terminaux) à 85 (20 terminaux et 65 micro-ordinateurs). Cet effort d'équipement s'est traduit par une productivité accrue avec la suppression de redondances et de reprises de texte et a permis d'obtenir un même niveau de qualité pour l'ensemble des documents produits par le Bureau international dans les différentes langues. Il a aussi contribué à une meilleure utilisation des données déjà disponibles tant financières qu'opérationnelles au profit de la coopération technique.

95. De nombreuses actions de formation interne ont été assurées par des agents spécialisés du Bureau pour compléter l'effort fait au plan du matériel lui-même.

96. D'autres points positifs doivent être relevés dont l'exploitation informatique des données des contrôles des délais d'acheminement, l'automatisation et le contrôle renforcé de la saisie informatique des pièces comptables et l'utilisation de plus en plus systématique au sein du Bureau des possibilités de la micro-informatique y compris la conception d'un projet de base de données pour les besoins internes du Bureau.

97. Le processus de rationalisation accrue devra se poursuivre encore afin que le Bureau international puisse répondre pleinement aux exigences de la gestion moderne et à l'accomplissement des tâches que le changement nous impose.

98. Je crois devoir ajouter que, jusqu'à présent, les actions de rationalisation ne se sont pas traduites par des dépassements budgétaires ni par l'augmentation des dépenses, car un souci constant de rigueur et d'économie a inspiré la gestion du Bureau international. Dans ce même souci, des dispositions sont à l'étude pour supprimer ou réduire dans la mesure du possible certaines activités du Bureau international ainsi que pour simplifier et limiter la documentation de l'Union.

VIII. Conclusion et perspectives

99. Le contexte dans lequel la poste se trouve dans le monde actuel comporte des éléments hostiles à son fonctionnement traditionnel et à son développement.

100. Malgré les énormes possibilités offertes par la technologie moderne (moyens de transport ultra-rapides, mécanisation, automatisation, électronique, informatique) le fait certain est, que dans de nombreux pays, la poste est entrée dans un processus de détérioration et que la qualité des prestations postales demeure insuffisante.

101. L'institution postale qui, pendant longtemps, avait été protégée par le monopole se voit aujourd'hui concurrencée par des entreprises privées qui lui enlèvent la partie la plus juteuse du marché.

102. Heureusement, dans ce tableau sombre, il existe des zones de lumière et d'espoir. En effet, le XIXe Congrès postal universel, en adoptant la Déclaration de Hamburg, a marqué le commencement d'une nouvelle ère pour la communauté postale internationale et pour l'UPU elle-même. Le Congrès déclarait formellement que l'UPU se doit de participer activement au renforcement du service postal international dans son ensemble et à l'amélioration de la qualité et de la rapidité des acheminements et des échanges postaux. Pour atteindre ces objectifs, la Déclaration de Hamburg énumérait les mesures principales à prendre et invitait les Administrations et les Unions restreintes à tout mettre en œuvre pour la réalisation des objectifs. Bien entendu, les organes permanents de l'Union étaient chargés de prendre les mesures appropriées pour atteindre les buts envisagés.

103. Ainsi, depuis 1985, j'ai orienté l'action du Bureau international vers la mise en pratique des principes et priorités énoncés à Hamburg. Les différents rapports qui sont soumis au Congrès de Washington constituent des comptes rendus de l'activité de l'UPU pendant la période quinquennale écoulée et il revient au Congrès d'évaluer cette activité.

104. En ce qui concerne l'avenir de la poste, je crois que nous pouvons afficher un certain optimisme à condition que nous soyons prêts à «construire» cet avenir avec notre propre effort.

105. Sans préjuger les décisions du Congrès, il me paraît opportun d'évoquer quelques réalités qui ont été identifiées et analysées par les organes permanents de l'Union et quelques principes qui en découlent et qui pourront être à la base d'un programme d'action pour les années à venir.

106. Avant tout, je suis convaincu que le seul moyen pour la poste de jouer efficacement le rôle qui lui revient dans la société moderne, c'est de répondre pleinement aux besoins de la clientèle quant à l'éventail des services offerts et à leur qualité.

107. A cet effet, il est indispensable que la poste jouisse d'un certain degré d'autonomie administrative et financière par le biais d'un statut approprié qui lui permette de mener une gestion efficace.

108. Ainsi apparaît-il clairement que la poste doit pouvoir organiser la gestion de son propre personnel et qu'elle doit être en mesure d'arrêter ses tarifs et d'administrer le produit des frais terminaux.

109. La situation financière de la poste doit trouver son équilibre grâce à la compensation du déficit qui se produit dans la desserte des zones rurales par le bénéfice réalisé dans le service des zones urbaines, en particulier le courrier d'affaires et les services nouveaux tels que l'EMS ou toute autre prestation à rentabilité élevée. Par ailleurs, la poste doit avoir droit à une compensation financière pour certaines contraintes inhérentes à sa qualité de service public ou pour certains tarifs réduits qui lui sont imposés par les gouvernements pour des raisons politiques ou sociales.

110. En tant qu'entreprise, la poste se doit de mettre en place certains outils indispensables à toute gestion moderne (études de marché, planification, analyse des coûts et tarification différenciée).

111. Si l'on se réfère à ses relations avec la clientèle et avec le public, il est évident que la poste-entreprise-de-services est tenue de définir et mettre en œuvre une nouvelle politique fondée sur le développement de la publicité et d'initiatives en matière d'information publique. Elle doit adopter et suivre une politique systématique d'accueil et d'écoute de la clientèle.

112. Il est, d'autre part, essentiel que la poste mette en place un système ou un dispositif de contrôle de la qualité de service, sur la base de normes de qualité appropriées. A ce propos, je tiens à souligner que le Conseil exécutif de l'UPU a chargé le Bureau international de mettre en œuvre, déjà en 1989 et 1990, un projet visant à sauvegarder et à renforcer la qualité du service postal international et à le moderniser.

113. Par ailleurs, il importe que la poste puisse offrir de nouveaux services qui répondent, de par leur nature et de par leur qualité, aux besoins de la clientèle et qu'elle adapte dans le même sens les services traditionnels en les modernisant et en les améliorant afin de les rendre plus compétitifs dans le marché. De son côté, le service EMS requiert une gestion spécifique et des moyens humains et matériels individualisés.

114. Le réseau postal international constitue un atout majeur dans la réalisation des objectifs de la communauté postale internationale et dans la lutte contre la concurrence. De ce fait, il doit bénéficier d'une attention particulière; les principes généraux de sa gestion devront être arrêtés dans l'optique de l'interdépendance des réseaux postaux nationaux et de la solidarité qui doit prévaloir entre les Administrations postales. Les initiatives et les innovations intéressant le renforcement et la modernisation du réseau international doivent être examinées et si possible réalisées dans le cadre de l'UPU qui devrait avoir un pouvoir d'intervention en ce qui concerne l'amélioration du service postal international.

115. Il ne fait aucun doute que les courants du trafic postal devront être étudiés de façon systématique si l'on veut accélérer l'acheminement du courrier, notamment par des actions appropriées intéressant le fonctionnement des centres de transit international et les bureaux d'échange.

116. Le courrier international doit bénéficier de la même priorité de traitement que le courrier national. Ce principe, aussi évident et simple, n'est malheureusement pas toujours respecté comme il devrait l'être.

117. Encore un domaine important qui doit retenir toute notre attention est celui du personnel. Comme l'efficacité du service postal dépend dans une très large mesure du facteur humain, toutes les questions concernant la gestion et l'utilisation du personnel revêtent une importance capitale. Ainsi, la formation et le perfectionnement des cadres, et singulièrement des cadres de gestion, sont à assurer d'une manière systématique et permanente. Il est essentiel que la poste bénéficie d'une certaine autonomie quant au recrutement et à la gestion de son personnel. Enfin, il est primordial que la poste procure aux postiers des conditions de travail attrayantes, ce qui lui assurera l'adhésion du personnel aux efforts qu'elle entreprend en vue de renforcer l'efficacité de ses actions et d'améliorer son image de marque.

Berne, le 4 septembre 1989

Le Directeur général,
A.C. BOTTO DE BARROS

Rapport du Directeur général sur les finances de l'Union

SOMMAIRE

Avant-propos

I. Situation financière à la veille du Congrès de Washington

1. Limites des dépenses nettes (plafonds) fixées par le Congrès
2. Résultats des exercices financiers 1984 à 1988
3. Hausse du coût de la vie
4. Avances faites par le Gouvernement de la Confédération suisse
5. Etat des arriérés
6. Bâtiment de l'Union
7. Fonds de réserve
8. Fonds social pour le personnel du Bureau international de l'UPU
9. Fonds spécial UPU

II. Décisions à prendre par le Congrès de Washington

1. Tâche du Congrès
2. Prochaine période financière
3. Méthode proposée pour la fixation des plafonds
4. Dépassement des limites fixées par le Congrès
5. Limites des dépenses normales et récurrentes proposées pour les années 1991 à 1995
6. Limite des dépenses exceptionnelles et non récurrentes

Conclusions

- | | |
|----------|---|
| Annexe 1 | Organigramme du Bureau international considéré au budget de 1990 |
| Annexe 2 | Description du régime financier actuel de l'UPU |
| Annexe 3 | Comptes de l'Union postale universelle des années 1984 à 1988 |
| Annexe 4 | Projet de résolution à l'intention du Gouvernement de la Confédération suisse |
| Annexe 5 | Projet de résolution concernant l'approbation des comptes de l'Union des années 1984 à 1988 |
| Annexe 6 | Budgets de l'Union pour 1989 et 1990 approuvés par le Conseil exécutif |

- Annexe 7 Plan de renouvellement du matériel
- Annexe 8 Maintenance du bâtiment de l'UPU et de ses installations
- Annexe 9 Base de données informatisées au Bureau international
- Annexe 10 Eléments pour fixer le plafond des dépenses récurrentes de l'Union des années 1991 à 1995
- Annexe 11 Projet de résolution concernant le renforcement des activités prioritaires de l'Union
- Annexe 12 Eléments pour fixer le plafond des dépenses du prochain Congrès (XXI^e Congrès)
- Annexe 13 Modifications à apporter à l'article 124 du Règlement général
- Annexe 14 Projet de résolution concernant la mise en vigueur anticipée de la limite des dépenses applicable pour l'année 1991

Dans le présent document, le « franc suisse » (monnaie de compte de l'Union) est abrégé par « Sfr ».

Avant-propos

Selon une tradition bien établie, le Directeur général du Bureau international présente au Congrès un rapport sur les finances de l'Union. Bien que le présent rapport soit essentiellement de nature financière, sa portée va néanmoins bien au-delà d'une simple présentation des comptes ou des estimations des dépenses futures en ce sens qu'il donne également une vue générale de la gestion du Bureau international. Il présente, d'une part, le reflet de l'exécution des tâches qui ont été imparties au Bureau par le Congrès de Hambourg et, d'autre part, l'infrastructure indispensable des activités qui devront être entreprises au cours de la prochaine période quinquennale.

Il incombe au Congrès d'évaluer le volume des tâches qui seront confiées au Bureau international, y compris celles qui découlent des nouvelles propositions que le Congrès pourrait adopter, et de faire ensuite la juste part des choses en dotant le Bureau de moyens suffisants pour lui permettre d'assumer pleinement et efficacement les tâches que les Pays-membres attendent de lui. Ainsi, le Congrès instaurera un programme d'action à moyen terme en assignant un cadre financier adéquat dans lequel le Conseil exécutif et la Direction du Bureau pourront assurer un développement dynamique des activités prévues, tout en le contenant à un rythme aussi économique et équilibré que possible.

La majeure partie des dépenses du Bureau international étant constituée par des frais de personnel, la base d'un contrôle efficace de telles dépenses réside dans l'effectif dûment autorisé et dans l'organisation optimale de l'ensemble du travail. C'est pourquoi il m'a paru primordial de faire figurer à l'annexe 1 au présent rapport l'organigramme du Bureau international donnant le cadre du personnel – tel qu'il a été présenté au Conseil exécutif en avril 1989 – vu que c'est cet effectif qui a servi de base d'estimation du budget de l'année 1990 et qui constitue de ce fait le point de départ principal pour la fixation par le Congrès des plafonds des dépenses nettes des années futures.

Le présent rapport s'inspire de la pratique suivie lors des Congrès antérieurs et tient particulièrement compte des tendances qui se sont manifestées lors des délibérations des derniers Congrès, lesquels s'étaient efforcés de prévoir un développement raisonnable de l'effectif et de l'organisation du Bureau au cours de la prochaine période quinquennale. Rappelons à cet égard que si l'on parle d'une période quinquennale en se référant à l'intervalle qui sépare normalement deux Congrès, le Congrès est appelé à se prononcer sur la période couvrant les cinq années se terminant au moment de l'entrée en vigueur des Actes du Congrès subséquent, à savoir les années 1991 à 1995.

Le rapport se compose dans ses grandes lignes de deux parties distinctes.

La partie I, intitulée «Situation financière à la veille du Congrès de Washington», présente le résultat des exercices financiers des années 1984 à 1988 (dont l'approbation définitive est réservée au Congrès), la situation des différents Fonds de l'Union, et passe en revue l'état des arriérés ainsi que les événements marquants ayant influé sur les finances de l'Union depuis le Congrès de Hambourg. Il est en outre fait rapport de la situation débitrice et créancière ainsi que de l'état des fonds propres de l'Union.

Alors que la partie I expose plutôt une situation de fait, la partie II, intitulée «Décisions à prendre par le Congrès de Washington», présente les éléments que le Congrès devra prendre en considération aux fins d'arrêter les plafonds des dépenses de la prochaine période quinquennale. Cette partie ne saurait être complète à l'heure actuelle étant donné que certaines dépenses telles que, par exemple, celles afférentes au Congrès ultérieur ne pourront être évaluées qu'au cours de la réunion de Washington seulement.

Il nous a semblé utile de donner à l'annexe 2 au présent rapport une vision d'ensemble du régime financier actuel de notre Union, dont certains aspects diffèrent très sensiblement de ceux du système des autres organisations de la famille des Nations Unies. Cette description sera certainement profitable aux Pays-membres qui ne faisaient pas partie du Conseil exécutif ainsi qu'à ceux qui n'ont pas connu le passage de l'ancien régime financier au nouveau système d'auto-financement.

Partie I

Situation financière à la veille du Congrès de Washington

1. Limites des dépenses nettes (plafonds) fixées par le Congrès

Les comptes de l'Union soumis à l'approbation définitive du Congrès de Washington couvrent la période quinquennale de 1984 à 1988. Or, il convient de préciser que cette période est régie en partie par le régime financier du Congrès de Rio de Janeiro (années 1981 à 1985) et en partie par celui du Congrès de Hamburg (années 1986 à 1990) ainsi que cela ressort du graphique ci-après:

Années	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Régimes financiers				Régime financier de Rio de Janeiro					Régime financier de Hamburg				
Comptes quinquennaux	Comptes approuvés par le Congrès de Hamburg					Comptes soumis à l'approbation du Congrès de Washington							

Les limites maximales des dépenses annuelles afférentes aux activités des organes de l'Union ont été fixées par le Congrès de Rio de Janeiro puis par le Congrès de Hamburg de la manière suivante:

A. Régime financier de Rio de Janeiro

1. Pour chacune des années 1981 à 1985, l'article 124, paragraphe 1, du Règlement général de Rio de Janeiro fixe la limite que les dépenses récurrentes annuelles nettes ne doivent pas dépasser.
2. Une limite, fixée à 1 750 000 francs suisses, est prévue à l'article 124, paragraphe 2, du Règlement général de Rio de Janeiro, pour les dépenses afférentes à la réunion du XIXe Congrès.
3. Les limites des dépenses annuelles prévues sous 1 et 2 ci-dessus peuvent être dépassées par le Conseil exécutif selon l'article 124, paragraphe 3, du Règlement général de Rio de Janeiro, pour tenir compte des augmentations des échelles de traitement, des contributions au titre des pensions ou indemnités, y compris les indemnités de poste, admises par les Nations Unies pour être appliquées à leur personnel en fonction à Genève.
4. Le Conseil exécutif est également autorisé à ajuster selon l'article 124, paragraphe 4, du Règlement général la limite des dépenses autres que celles relatives au personnel en fonction de l'indice suisse des prix à la consommation.

B. Régime financier de Hamburg

1. Pour chacune des années 1986 à 1990, l'article 124, paragraphe 1, du Règlement général de Hamburg fixe la limite que les dépenses récurrentes annuelles nettes ne doivent pas dépasser.
2. Une limite, fixée à 3 345 000 francs suisses, est prévue à l'article 124, paragraphe 2, du Règlement général de Hamburg, pour les dépenses afférentes à la réunion du XXe Congrès.

- 3. Les limites des dépenses annuelles prévues sous 1 et 2 ci-dessus peuvent être dépassées par le Conseil exécutif selon l'article 124, paragraphe 3, du Règlement général de Hamburg, pour tenir compte des augmentations des échelles de traitement, des contributions au titre des pensions ou indemnités, y compris les indemnités de poste, admises par les Nations Unies pour être appliquées à leur personnel en fonction à Genève.
- 4. Le Conseil exécutif est également autorisé à ajuster selon l'article 124, paragraphe 4, du Règlement général la limite des dépenses autres que celles relatives au personnel en fonction de l'indice suisse des prix à la consommation.

Le tableau suivant illustre concrètement les limites réglementaires des dépenses nettes autorisées pour chacune des années en question régies par les Actes du Congrès de Rio de Janeiro (années 1984 et 1985) puis par les Actes du Congrès de Hamburg (années 1986 à 1988).

Années	Régime financier	Nature des dépenses	Plafond fixé par le Congrès à l'art. 124 Règlement général	Dépassement autorisé selon l'art. 124, § 3, Règlement général au moment de l'établissement du budget		l'art. 124, § 4, Règlement général	Limite réglementaire des dépenses autorisées
			Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
1984	Rio de Janeiro	Récurrentes	18 187 800	+ 2 197 761	+ 842 700	+ 952 014	22 180 275
		Non récurrentes ¹⁾	1 750 000	+ 106 600	–	–	1 856 600
		Total	19 937 800	+ 2 304 361	+ 842 700	+ 952 014	24 036 875
1985	Rio de Janeiro	Récurrentes	18 556 400	+ 3 003 330	+ 752 500	+ 1 056 260	23 368 490
1986	Hamburg	Récurrentes	22 601 400	+ 879 168	– 165 200	+ 145 684	23 461 052
1987	Hamburg	Récurrentes	23 028 100	+ 724 258	– 22 600	+ 314 980	24 044 738
1988	Hamburg	Récurrentes	23 376 900	+ 404 365	+ 260 500	+ 314 980	24 356 745

1) Plafond fixé par le Congrès de Rio de Janeiro pour les dépenses afférentes au Congrès de Hamburg 1984.
2) Ajustements prélevés ou versés au Fonds de réserve.

2. Résultats des exercices financiers 1984 à 1988

A. Remarques générales

Les résultats des exercices financiers 1984 à 1988 ont été publiés et commentés dans les Rapports sur les activités de l'Union des années en question et soumis à l'approbation du Conseil exécutif. L'annexe 3 au présent rapport récapitule, sous forme de tableau comparatif, les comptes de l'Union pour ces cinq années.

Conformément à l'article 124, paragraphe 10, du Règlement général, et à l'article 35 du Règlement financier de l'UPU, la vérification externe des comptes de l'Union est effectuée par le Gouvernement de la Confédération suisse qui s'est déclaré prêt à continuer bénévolement à exercer les fonctions de vérificateur extérieur des comptes de l'UPU. A noter qu'outre la revision

formelle et matérielle des comptes le vérificateur extérieur a la faculté de formuler des observations sur l'efficacité des procédures financières, sur le système comptable, sur les contrôles financiers intérieurs et, en général, sur l'administration et la gestion de l'organisation. Les comptes annuels, accompagnés du rapport de vérification y relatif, ont été soumis chaque année au Conseil exécutif qui les a approuvés régulièrement.

Il est proposé au Congrès d'exprimer ses remerciements au Gouvernement de la Confédération suisse pour l'aide généreuse qu'il a apportée dans le domaine des finances de l'Union; un projet de résolution figure à cet effet en annexe 4.

Il est réservé au Congrès d'approuver définitivement les comptes de l'Union sur la base des rapports annuels de gestion financière, des conclusions du vérificateur des comptes et du tableau récapitulatif des comptes figurant à l'annexe 3. A cet effet, le Secrétariat du Congrès tient à la disposition des membres de la Commission des finances les rapports de vérification originaux relatifs auxdites années.

B. Budget de l'Union et fixation de la part contributive

Selon le système d'autofinancement appliqué depuis le 1er janvier 1981, le Conseil exécutif approuve d'emblée le budget définitif de l'année suivante et arrête simultanément le montant des parts contributives que les Pays-membres doivent verser au plus tard le premier jour de l'exercice financier auquel se rapporte le budget afin que le Bureau international dispose ainsi des moyens financiers nécessaires pour régler les dépenses autorisées.

Etant donné que dans le régime financier actuel il n'est plus possible d'ajuster le budget de l'année en cours comme dans le passé, le Conseil exécutif a adopté en mai 1980 la procédure suivante:

- a) Les parts contributives sont payables à l'avance sur la base du budget que le Conseil approuve au cours de l'année précédant l'exercice financier.
- b) Le budget de l'exercice en cours d'exécution n'est pas ajusté.
- c) Les crédits inscrits au budget pour la rémunération du personnel (traitements et indemnités) sont fondés sur les barèmes appliqués par l'ensemble des Organisations des Nations Unies à Genève au 1er janvier de l'année d'examen du budget et ne contiennent aucune réserve pour les ajustements qui pourraient prendre effet après cette date. Or, vu que de tels ajustements sont néanmoins applicables aux fonctionnaires de l'UPU (article 124, paragraphe 3, du Règlement général), les crédits additionnels nécessaires seront prélevés sur le Fonds de réserve dont le niveau doit être maintenu à un niveau suffisant pour faire face à une telle éventualité.
- d) Sous réserve des crédits additionnels mentionnés à la lettre c) ci-dessus, les augmentations susceptibles d'affecter les autres catégories de dépenses (notamment les dépenses générales) sont incluses dans le budget et cela en ce qui concerne aussi bien les augmentations réelles que celles dues à l'inflation.

C. Evolution des dépenses

Le tableau ci-après reflète l'évolution des dépenses nettes des années 1984 à 1988 en comparaison avec la limite réglementaire des dépenses (plafond), le budget arrêté par le Conseil exécutif (y compris les crédits additionnels), ainsi que le montant des parts contributives.

Années	Limite des dépenses autorisées	Budget net arrêté par le Conseil exécutif ¹⁾	Budget net y compris les crédits additionnels selon l'article 124, par. 3, RG	Dépenses effectives nettes	Parts contributives effectives	Montant de l'unité de contribution
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
1984	24 036 875	21 542 500	22 385 200	21 765 329 ²⁾	18 672 500	17 500
1985	23 368 490	21 012 000	21 764 500	20 115 985	20 059 600	18 800
1986	23 461 052	22 381 360	22 216 160	20 528 495	21 381 360	21 840
1987	24 044 738	22 497 420	22 474 820	21 265 048	22 497 420	22 980
1988	24 356 745	22 487 630	22 748 130	22 264 276	22 510 600	22 970

1) Sans les versements ou prélèvements du Fonds de réserve.

2) Y compris 1 569 286 Sfr de dépenses afférentes au Congrès de Hambourg 1984.

De 1984 à 1988, les dépenses récurrentes nettes ont accusé une augmentation annuelle moyenne de 2,56 pour cent, laquelle est relativement modeste si l'on tient compte que, d'une part, le coût de la vie en Suisse s'est accru d'environ 2 pour cent par an au cours de cette période et que, d'autre part, le Bureau international a dû faire face à des tâches nouvelles confiées par le Congrès de Hambourg, notamment le contrôle de la qualité du service postal international.

Les fluctuations monétaires ont été irrégulières et ont perturbé quelque peu la régularité des dépenses vu que le taux de change du dollar EU par rapport au franc suisse a oscillé entre 1,29 Sfr (janvier 1988) et 2,83 Sfr (mars 1985) pour terminer en décembre 1988 à 1,44 Sfr, alors que le Congrès de Rio de Janeiro puis celui de Hambourg s'étaient fondés respectivement sur un taux de 1,62 Sfr et de 2,18 Sfr pour 1 dollar EU pour fixer le plafond des dépenses. Ces fluctuations ont eu une répercussion sur les finances de l'Union en ce qui concerne, d'une part, les traitements et indemnités servis aux fonctionnaires des catégories hors classe et professionnelle (selon le système commun des Nations Unies) et, d'autre part, les montants que le PNUD rembourse à l'UPU au titre des frais administratifs de la coopération technique.

Les différents éléments ayant exercé une influence sur les finances de l'Union sont examinés de manière plus approfondie au chapitre D ci-après qui analyse les «Comptes de l'Union postale universelle des années 1984 à 1988» figurant à l'annexe 3.

D. Analyse détaillée des comptes

a) DÉPENSES RÉCURRENTES BRUTES

De 1984 à 1988, le total des dépenses récurrentes brutes a passé de 21 806 372,53 francs suisses en 1984 à 24 091 904,28 francs suisses en 1988 et s'est ainsi accru chaque année en moyenne de 2,62 pour cent.

1. Dépenses de personnel

L'évolution de l'effectif du personnel peut être illustrée comme suit:

Date	Cadre du personnel du Bureau international arrêté par le Conseil exécutif					Postes vacants			
	Fonction- naires élus	Hors classe	Catégorie profes- sionnelle	Services généraux	Total	Hors classe	Catégorie profes- sionnelle	Services généraux	Total
1.1.1984	2	16	39	81	138	–	–	3	3
1.1.1985	2	16	39	81	138	1	–	0,5	1,5
1.1.1986	2	16	41	82	141	–	1	2,5	3,5
1.1.1987	2	16	41	82	141	–	3	1	4
1.1.1988	2	16	41	82	141	–	1	2,5	3,5

Il ressort de ce tableau que pendant la période financière quinquennale 1984–1988, le Conseil exécutif a accordé deux nouveaux postes de la catégorie professionnelle (P) et un nouveau poste de la catégorie des services généraux (G) en sorte de quoi le total des postes du cadre du personnel a passé de 138 au 1er janvier 1983 à 141 à fin 1988.

Etant donné que les comptes qui sont soumis à l'approbation du Congrès de Washington s'entendent des années 1984 à 1988 (régies en partie par le Congrès de Rio de Janeiro et en partie par celui de Hamburg), alors que les créations de nouveaux postes autorisées par le Congrès s'appliquent à la période quinquennale du régime financier subséquent arrêté par un Congrès, il nous a semblé utile de présenter ci-après les décisions prises par les deux derniers Congrès en matière de création de nouveaux postes de travail ainsi que l'application plus restrictive qui en a été effectivement faite par le Conseil exécutif.

Année	Nouveaux postes autorisés par le Congrès			Nouveaux postes effectivement décidés par le Conseil exécutif			Total des emplois du cadre du personnel
	P	G	Total	P	G	Total	
Régime financier de Rio de Janeiro							
1981	1	1	2	0	1	1	135
1982	1	1	2	1	-1	0	135
1983	1	1	2	1	2	3	138
1984	1	1	2	0	0	0	138
1985	1	1	2	0	0	0	138
1981-85	5	5	10	2	2	4	
Régime financier de Hamburg							
1986	1	1	2	2	1	3	141
1987	1	1	2	0	0	0	141
1988	1	1	2	0	0	0	141
1989	1	1	2	2 ¹⁾²⁾	1 ²⁾	3	144
1990	1	1	2	0	0	0	144
1986-90	5	5	10	4	2	6	

1) Un poste P de traducteur anglais-français a été créé au 1er janvier 1989 (transformation en poste du cadre du personnel d'un service fourni antérieurement par le Groupe linguistique anglais et remboursé à celui-ci par le Bureau international).

2) Un poste P et un poste G ont été créés à partir du 1er juillet 1989 pour les activités spéciales visant à améliorer la qualité du service postal international.

De 1984 à 1988, les dépenses afférentes au personnel (qui représentent 80,21 pour cent des dépenses budgétaires de 1988) ont augmenté en moyenne de 2,54 pour cent par an. Outre les frais supplémentaires occasionnés par les trois postes créés en 1986, l'augmentation des dépenses du personnel est due aux avancements d'échelons réglementaires ainsi qu'aux ajustements des échelles de rémunération décidées par les organes compétents des Nations Unies pour le personnel de ses institutions spécialisées en fonction à Genève et qui sont applicables aux fonctionnaires du Bureau international avec effet aux mêmes dates. C'est ainsi que les frais du personnel du siège de Berne (consultants UPU non compris) ont augmenté de 2,1 pour cent par an de 1984 à 1988. Ce résultat favorable a pu être réalisé grâce aux suggestions formulées par des spécialistes mis gratuitement à la disposition du Bureau international par les Administrations américaine et française qui ont analysé les méthodes de travail au Bureau international. Leurs propositions ont abouti à une rationalisation accrue, d'une part, par une meilleure répartition des tâches et une centralisation des services de traduction et de reproduction des documents et, d'autre part, par un recours plus poussé à l'informatique, notamment en matière de traitement de texte.

En ce qui concerne la rémunération et les frais des missions des consultants, il sied de rappeler que, conformément à la résolution C 37 du Congrès de Hamburg, les crédits y relatifs ont été augmentés de 40 pour cent à partir du 1er janvier 1986. Ces montants ont été utilisés avec souplesse en octroyant également des bourses et du matériel en relation avec les missions qu'effectuent les consultants de l'UPU dans les pays bénéficiaires de cette forme d'assistance technique. Il sied de relever que cette politique n'a été possible que grâce à la collaboration de la plupart des Administrations qui ont mis à la disposition de l'UPU des consultants dont elles continuent de prendre en charge la rémunération. Etant donné que dans ce cas, l'UPU ne paie qu'une prime d'encouragement ainsi que les frais et les indemnités de voyage, l'aide d'ensemble allouée avec le concours de ces Administrations est beaucoup plus importante que celle qui semble ressortir à la lecture des seuls chiffres des dépenses de l'Union.

2. *Autres frais de fonctionnement du Bureau international*

De 1984 à 1988, les frais de fonctionnement du Bureau international ont augmenté de 11,72 pour cent, soit en moyenne de 2,93 pour cent par an.

Article 21 – Frais de locaux: Pendant la période sous revue, les prix des combustibles ont fortement diminué. Par ailleurs, les mesures d'économie d'énergie envisagées par le Congrès de Hamburg ont fait l'objet d'un réexamen ayant abouti à des solutions moins onéreuses. Il en a été de même en ce qui concerne les installations techniques d'interprétation simultanée dont la réfection intégrale était prévue par le Congrès. De ce fait, les frais de locaux sont restés assez constants durant la période quinquennale écoulée.

Article 22 – Mobilier et machines de bureau: Comme résultat des analyses faites en 1985 et 1986 par les spécialistes en méthodes de travail mis à la disposition du Bureau international par les Administrations américaine et française, des crédits ont été libérés en 1987 et 1988 pour équiper le Bureau international du matériel nécessaire pour l'informatisation des travaux de bureau et de la production des documents.

Article 23 – Frais de voyage: En moyenne, les prix des billets-avion ont augmenté d'environ 7 pour cent dans la période sous revue. Les frais de missions du personnel du Bureau international se sont accrus en raison de notre participation plus intense aux réunions des organes régionaux et interrégionaux du PNUD dans le cadre de la coopération technique et au renforcement de nos liens avec les Unions restreintes et les Administrations en général. En préparation du Congrès, les réunions des Groupes de travail du Conseil exécutif ont été plus fréquentes en 1988. Par ailleurs, par sa résolution CE 5/1987, le Conseil exécutif a décidé d'accorder le remboursement des frais de voyage ainsi qu'une indemnité journalière de subsistance au Président du CCEP lorsqu'il prend part aux réunions du Conseil exécutif.

Article 24 – Frais de bureau: Comme suite à la recommandation CE 4/1986 visant à exonérer des frais terminaux le courrier de service du Bureau international, la Suisse accorde, depuis 1986, un rabais de 28 pour cent sur les ports pour ledit courrier. En outre, les tarifs pour certaines liaisons internationales de télécommunications ont subi des abaissements consécutifs depuis 1986.

Article 25 – Reproduction des documents et publications: L'impression et la reliure des documents du Congrès de Hamburg (notamment l'impression et la reliure faite à l'extérieur des Actes annotés) a fortement grevé les comptes des années 1985 et 1986. A noter également, à partir de 1986, la forte augmentation de la subvention des frais de reproduction des documents en langues allemande, chinoise, portugaise et russe, conformément à la résolution C 63 du Congrès de Hamburg.

Article 26 – Revue «Union Postale»: A partir de 1988, la périodicité de la revue «Union Postale» a été réduite à quatre numéros par année au lieu de six antérieurement.

Article 27 – Bibliothèque, audiovisuel et information publique: Le Conseil exécutif ayant décidé d'utiliser pendant trois années consécutives à partir de 1988 une seule affiche portant le même slogan, l'exercice 1988 est grevé par les frais d'impression d'un nombre suffisant d'affiches pour les trois années concernées.

Article 28 – Déclaration de Hamburg: En application de la Déclaration de Hamburg, le Conseil exécutif a chargé le Bureau international du contrôle et de l'analyse de la qualité du réseau postal mondial à partir de l'année 1986.

Article 29 – Frais divers: Les frais de réception se sont accrus en raison de la hausse des prix de la restauration qui a été plus forte que le renchérissement général en Suisse durant la période sous revue. En 1986, le creux des dépenses au titre des contributions aux frais de fonctionnement des organes des Nations Unies provient d'un retard dans la présentation des factures y relatives par les services de comptabilité des Nations Unies. Par ailleurs, en vertu de la résolution CE 5/1987, le Président du CCEP bénéficie, à partir du 1er janvier 1987, d'une indemnité forfaitaire en dédommagement des dépenses de toute nature, au même titre que le Président du Conseil exécutif.

b) DÉPENSES NON RÉCURRENTES

Dépenses afférentes au Congrès de Hamburg 1984

L'exercice 1984 a supporté les frais du Congrès de Hamburg (déplacement du secrétariat, installation technique d'interprétation, production des documents durant le Congrès, etc.) dont les dépenses se chiffrent à 1 569 285,64 Sfr et sont ainsi restées inférieures au plafond que le Congrès avait fixé à 1 750 000 Sfr (article 124, paragraphe 2, du Règlement général de Rio de Janeiro).

c) RECETTES ADMINISTRATIVES

Dans son ensemble, les recettes administratives ont été assez irrégulières durant la période quinquennale écoulée pour les raisons énumérées ci-après.

Article 211 – Remboursement de frais: Exprimés en dollars des Etats-Unis d'Amérique, les remboursements des frais d'administration des projets de la coopération technique ont été assez constants de 1984 à 1987. Toutefois, dûment convertis en francs suisses, les remboursements de ces frais d'appui ont subi les effets de la dégradation que la monnaie des Etats-Unis d'Amérique a connue pendant cette période.

Article 212 – Produit des ventes de publications: Le produit de la vente des publications aux Administrations varie d'une année à l'autre en fonction du programme des publications. Les recettes de 1986 sont particulièrement élevées en raison de la vente des documents du Congrès de Hamburg.

Article 213 – Loyers des locaux: Les recettes provenant de la location de bureaux et des salles de conférences suivent l'évolution du marché suisse en cette matière. En 1988, le Bureau international a repris une partie des bureaux loués afin de centraliser ses services dans le bâtiment principal.

Article 219 – Recettes diverses: Les recettes occasionnelles et imprévues sont diverses et volatiles de nature.

d) VERSEMENTS ET PRÉLÈVEMENTS DU FONDS DE RÉSERVE

Avec l'introduction du nouveau régime financier, deux nouveaux chapitres sont venus s'ajouter aux comptes budgétaires traditionnels de l'Union, à savoir, d'une part, un chapitre de dépenses concernant les versements au Fonds de réserve (chapitre 4) et, d'autre part, un chapitre de recettes visant les prélèvements dudit Fonds (chapitre 22).

Chapitre 4 – Versements au Fonds de réserve: Selon l'article 22 du Règlement financier de l'UPU, les crédits budgétaires annulés à la clôture de chaque exercice financier sont versés au Fonds de réserve.

Chapitre 22 – Prélèvements du Fonds de réserve: A partir de 1981, le Conseil exécutif a autorisé le Directeur général à prélever sur le Fonds de réserve les crédits additionnels nécessaires pour financer les augmentations de la rémunération du personnel décidées par l'ONU après l'approbation du budget. Ces crédits additionnels se sont élevés à 842 700 Sfr en 1984, à 752 500 Sfr en 1985 et à 260 500 Sfr en 1988. En revanche, les crédits additionnels étant négatifs en 1986 et 1987, un versement a été fait au Fonds de réserve à raison de 165 200 Sfr en 1986 et 22 600 Sfr en 1987. Par ailleurs, en 1984, un prélèvement de 2 905 000 Sfr a été opéré sur le Fonds de réserve afin de maintenir le montant de l'unité de contribution au même niveau qu'en 1983 malgré les dépenses supplémentaires pour le Congrès. En 1985 et 1986, le Conseil exécutif a décidé des prélèvements de 990 000 Sfr et 1 000 000 Sfr respectivement pour réduire à la fois l'unité de contribution et le niveau du Fonds de réserve estimé trop important.

e) PARTS CONTRIBUTIVES

Durant la période quinquennale sous revue, les parts contributives des Pays-membres ont évolué comme suit:

Année	Nombre de Pays-membres	Nombre d'unités de contribution	Montant de l'unité de contribution	Montant total des contributions
1984	168	1067	17 500,00	18 672,500,00
1985	168	1067	18 800,00	20 059 600,00
1986	168	979	21 840,00	21 381 360,00
1987	168	979	22 980,00	22 497 420,00
1988	169	980	22 970,00	22 510 600,00

3. Hausse du coût de la vie

Les dépenses du Bureau international étant réglées dans leur quasi-totalité en francs suisses, monnaie de compte, la hausse du coût de la vie en Suisse joue un rôle important dans l'augmentation des dépenses et notamment des frais de personnel. La hausse continue des prix est reflétée par l'indice suisse des prix à la consommation dont l'évolution ressort du tableau suivant:

Année	Indice suisse des prix à la consommation Base décembre 1982 = 100	Augmentation (en pour cent) par rapport	
		à l'année 1983	à l'année précédente
1983	100,9	–	–
1984	103,9	+ 2,9	+ 2,9
1985	107,4	+ 6,4	+ 3,4
1986	108,2	+ 7,2	+ 0,8
1987	109,8	+ 8,8	+ 1,4
1988	111,8	+ 10,8	+ 1,9

La hausse moyenne de la période quinquennale 1984–1988 a été ainsi de l'ordre de 2 pour cent par an. Le Conseil exécutif, en collaboration avec le Directeur général, a voué une attention particulière à l'effet de la hausse des prix en établissant le budget au niveau le plus bas possible compatible avec les besoins de l'Union. A cet effet, le projet de budget indique pour chaque rubrique budgétaire le pourcentage d'augmentation par rapport au budget de l'année précédente et établit pour les dépenses générales une distinction entre les augmentations réelles et celles dues à l'inflation. En outre, des mesures efficaces sont appliquées en ce qui concerne l'exécution du budget au moyen d'un contrôle rigoureux des dépenses engagées ainsi que par la procédure d'adjudication ou d'appel d'offres.

La hausse du coût de la vie affecte les dépenses de l'Union selon deux mécanismes différents suivant qu'il s'agit:

- a) des dépenses de personnel;
- b) des autres frais de fonctionnement du Bureau international.

a) Effet de l'inflation à l'égard des dépenses de personnel

Conformément à l'article 124, paragraphe 3, du Règlement général de Hamburg, le Conseil exécutif est autorisé à dépasser le plafond des dépenses pour appliquer au personnel du Bureau international les augmentations des échelles de traitement, des contributions au titre des pensions ou indemnités, y compris les indemnités de poste, admises par les Nations Unies pour leur personnel en fonction à Genève.

Ce mécanisme d'ajustement des frais de personnel à la hausse du coût de la vie a été introduit à partir du Congrès de Tokyo (1969). Depuis lors, le Congrès fixe le plafond des dépenses en se fondant à cet effet sur le dernier budget approuvé par le Conseil exécutif dont les frais de personnel sont basés sur les barèmes des Nations Unies en vigueur au début de l'année d'établissement du budget, abstraction faite de toute augmentation future qui ne serait alors que présumée. Les ajustements décidés par les Nations Unies après cette date de base sont appliqués au personnel de l'UPU avec effet aux mêmes dates mais sont considérés comme hors plafond.

Les augmentations des frais de personnel ainsi visées au Règlement général qui ont été décidées par les Nations Unies au cours des années 1984 à 1988 ont été portées à la connaissance du Conseil exécutif telles qu'elles ressortent du tableau ci-après. Il sied de préciser qu'à partir de 1981 (nouveau régime financier), ces ajustements s'effectuent en deux étapes, à savoir:

- a) inclusion dans le budget des ajustements intervenus entre la date prise en considération pour la fixation du plafond des dépenses et le début de l'année d'approbation du budget; et
- b) «crédits additionnels» prélevés sur le Fonds de réserve concernant les ajustements intervenus après l'approbation du budget. Quand ces ajustements se soldent par un montant négatif comme cela a été le cas en 1986 et 1987, le budget est réduit et l'excédent versé au Fonds de réserve.

Année	Augmentation des frais de personnel (hors plafond) admises par les Nations Unies au titre				Total (2+3+4+5)	Augmentation (en pour cent) par rapport à la base à l'année prise en considé- ration par le Congrès	
	des fonction- naires des catégories profes- sionnelle et supérieure	des fonction- naires de la catégorie des ser- vices généraux	des pensions (y.c. alloca- tions de vie chère aux pensionnés)	de l'indemnité de subsistance payable au personnel du secrétariat déplacé à Hamburg			
1	2	3	4	5	6	7	8
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr		
<i>Régime financier de Rio de Janeiro – Base: échelles rémunération 1.1.1979</i>							
1984 a) Budget	1 131 955	226 202	839 604	106 600	2 304 361		
b) Crédits additionnels	466 600	372 700	3 400	–	842 700		
Total	1 598 555	598 902	843 004	106 600	3 147 061	26,0	3,7
1985 a) Budget	1 468 018	464 875	1 070 437	–	3 003 330		
b) Crédits additionnels	238 400	452 800	61 300	–	752 500		
Total	1 706 418	917 675	1 131 737	–	3 755 830	33,2	5,7
<i>Régime financier de Hamburg – Base: échelles rémunération 1.1.1984</i>							
1986 a) Budget	358 510	185 906	334 752	–	879 168		
b) Crédits additionnels	-543 300	343 000	35 100	–	-165 200		
Total	-184 790	528 906	369 852	–	713 968	4,9	–
1987 a) Budget	-36 542	546 406	214 394	–	724 258		
b) Crédits additionnels	-242 400	189 400	30 400	–	-22 600		
Total	-278 942	735 806	244 794	–	701 658	4,7	-0,2
1988 a) Budget	-259 800	667 881	-3 716	–	404 365		
b) Crédits additionnels	-11 900	241 200	31 200	–	260 500		
Total	-271 700	909 081	27 484	–	664 865	4,5	-0,2

Toutefois, ce tableau appelle les commentaires suivants. Comme suite à l'application rigoureuse des mesures de gel de la rémunération du personnel des catégories P et supérieures décidées par les Nations Unies, les dépenses de personnel pour ces catégories de personnel ont connu des diminutions consécutives de 1,5 pour cent en 1986, de 4,4 pour cent en 1987 et de 3,0 pour cent en 1988, tandis que les dépenses pour le personnel de la catégorie G se sont accrues de 1,4 pour cent en 1986, de 4,3 pour cent en 1987 et de 2,9 pour cent en 1988. Il en résulte une légère baisse de l'ensemble des dépenses du personnel pour les trois dernières années de la période quinquennale.

b) Effet de l'inflation à l'égard des autres frais de fonctionnement du Bureau international

La hausse des prix affecte directement les dépenses autres que celles afférentes au personnel, à savoir les dépenses afférentes au bâtiment (chauffage, entretien, réparation, nettoyage, assurances, etc.), les frais de voyages, les frais de production des documents, les achats de mobilier, de machines de matériel et les frais divers.

L'article 124, paragraphe 4 du Règlement général donne au Conseil exécutif la faculté d'ajuster chaque année le montant des dépenses (autres que celles relatives au personnel) incluses dans le plafond en fonction de l'évolution de l'indice suisse des prix à la consommation. Cette méthode d'indexation est assez analogue à celle qui est usitée pour les dépenses de personnel (voir lettre a) ci-devant) avec la différence toutefois que le Bureau international n'est pas autorisé à prélever des

crédits additionnels sur le Fonds de réserve pour financer les augmentations des dépenses générales qui interviendraient après l'approbation du budget.

Les ajustements des dépenses autres que celles relatives au personnel que le Conseil exécutif a autorisés en vertu de l'article 124, paragraphe 4, du Règlement général, sont les suivants:

Année	Indice suisse des prix à la consommation IPC		Ajustement des dépenses autres que celles relatives au personnel	Augmentation (en pour cent) par rapport	
	Date	Indice		à la base prise en considération par le Congrès	à l'année précédente
Sfr					
Régime financier de Rio de Janeiro – Base: 4 056 300 Sfr selon IPC décembre 1978 = 81.0					
1984	décembre 1982	100.0	952 014	23,5	5,5
1985	décembre 1983	102.1	1 056 260	26,0	2,1
Régime financier de Hamburg – Base : 5 023 600 Sfr selon IPC de décembre 1983 = 102.1					
1986	décembre 1984	105.1	145 684	2,9	–
1987	décembre 1985	108.5	314 980	6,3	3,3
1988	décembre 1986	108.5	314 980	6,3	0,0

4. Avances faites par le Gouvernement de la Confédération suisse

a) Ancien régime financier

Jusqu'à la fin de l'année 1980, le Gouvernement de la Confédération suisse a fait les avances nécessaires au fonctionnement du Bureau international conformément à l'article 122, paragraphe 7, du Règlement général (Lausanne 1974). Par sa résolution C 17, le Congrès de Rio de Janeiro a institué un plan selon lequel les sommes avancées par la Suisse pour les exercices financiers 1979 et 1980 lui seraient remboursées au cours des années 1981 à 1990 par tranches de 20 pour cent des dépenses effectives de 1979 durant la période 1981 à 1985, puis de 20 pour cent des dépenses effectives de 1980 durant la période 1986 à 1990. En principe, toute la dette encourue sous l'ancien régime financier devrait donc être remboursée au Gouvernement de la Confédération suisse à la fin de l'exercice 1990. Le Congrès – Doc 71 et la proposition 03 visent la liquidation de cette dette. Sauf l'emprunt pour le bâtiment, dont il est fait mention plus loin au chapitre 6, l'endettement envers la Suisse au titre des dépenses de l'Union ainsi que des services de traduction installés auprès du Bureau international a connu l'évolution suivante:

	1984	1985	1986	1987	1988
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
Avances	17 843 764	15 249 516	12 721 034	10 288 940	8 165 198
Intérêts moratoires	644 392	724 029	574 048	598 244	672 646
	18 488 156	15 973 545	13 295 082	10 887 184	8 837 844

Le montant précité relatif à l'année 1988 se décompose comme suit:

	Francs suisses	Pour cent
Deux dernières tranches de 20 % des dépenses 1980 restant à facturer en 1989 et 1990	4 475 581	50,64
Parts contributives des exercices 1979 (5 tranches) et 1980 (3 premières tranches)	1 469 363	16,6
Parts contributives des exercices antérieurs à 1979	580 158	6,56
Fournitures et autres services fournis aux Pays-membres	42 633	0,48
Intérêts moratoires (Pays-membres de l'Union)	628 869	7,12
Services de traduction (y compris intérêts moratoires)	512 100	5,79
Encaissements du mois de décembre 1988, versés à la Suisse en janvier 1989	1 129 140	12,78
	8 837 844	100,00

Pour le remboursement de cette somme, l'UPU est tributaire des paiements de ses Pays-membres et notamment de ceux qui ont des arriérés de longue date. La situation de ces arriérés est développée au chapitre 5 ci-après.

b) Nouveau régime financier

L'article 124, paragraphe 10, du Règlement général prévoit que, en cas d'insuffisance passagère de trésorerie, le Gouvernement de la Confédération suisse peut être appelé à faire, à court terme, les avances nécessaires selon des conditions qui sont à fixer d'un commun accord. Lors de pourparlers menés au sujet des modalités pratiques d'application du nouveau régime financier, le Gouvernement suisse a précisé que de telles avances seraient faites au taux d'intérêt correspondant au coût moyen des emprunts à court terme de la Confédération suisse. Depuis 1981, la trésorerie de l'Union a toujours été suffisante pour qu'il ne soit pas nécessaire de recourir à de telles avances.

5. Etat des arriérés

Etant donné que, malgré l'instauration d'un nouveau régime financier à partir de 1981, l'ancien régime financier (fondé sur les avances faites par le Gouvernement de la Confédération suisse) subsiste encore jusqu'en 1990, il sied d'examiner séparément l'évolution des créances relatives à chaque régime.

a) Ancien régime financier

Les créances de l'ancien régime financier comprennent toutes les factures de parts contributives et de fournitures adressées aux Pays-membres jusqu'à fin 1980, ainsi que celles concernant les dépenses effectives de 1979 et 1980 facturées aux Pays-membres jusqu'à fin 1988 conformément à la résolution C 17 du Congrès de Rio de Janeiro.

Le montant des arriérés des Pays-membres relatifs à ces créances ressort du tableau suivant:

Date	Parts contributives	Fournitures	Intérêts réglementaire	Total
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
Fin 1984	1 639 095	63 445	616 864	2 319 404
Fin 1985	1 761 028	54 417	693 935	2 509 380
Fin 1986	1 243 375	51 715	507 093	1 802 183
Fin 1987	1 423 872	44 419	562 619	2 030 910
Fin 1988	1 497 671	42 633	628 869	2 169 173

b) Nouveau régime financier

Quant au nouveau régime financier en vigueur depuis le 1er janvier 1981, la situation des arriérés a évolué comme suit:

Date	Parts contributives	Fournitures	Intérêts réglementaire	Total
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
Fin 1984	1 014 871	244 991	328 634	1 588 496
Fin 1985	1 486 810	344 082	524 157	2 345 049
Fin 1986	2 372 744	548 311	755 907	3 676 962
Fin 1987	2 916 252	500 648	1 015 223	4 432 123
Fin 1988	4 095 658	535 381	1 326 732	5 957 771

A noter que dans les deux tableaux ci-devant, à l'instar de la pratique d'autres institutions du système des Nations Unies, les parts contributives de l'exercice en cours ne figurent pas encore comme arriérés bien qu'elles soient déjà passibles d'intérêt moratoire conformément à l'article 124, paragraphe 8, du Règlement général.

Durant toute la période sous revue, le Bureau international s'est efforcé de faire tout ce qui est en son pouvoir pour obtenir le paiement des arriérés aussi bien de l'ancien que du nouveau régime financier. En plus des lettres de rappel, le Bureau publie tous les six mois une circulaire signalant les Pays-membres ayant des contributions arriérées. En outre, le Bureau international ne manque pas de rappeler ce problème lorsqu'il a l'occasion d'effectuer des missions auprès de Pays-membres débiteurs.

Par ailleurs, le Bureau international invite régulièrement les Pays-membres qui éprouvent des difficultés majeures à régler leurs arriérés à utiliser les soldes en leur faveur des décomptes généraux semestriel des frais de transit et des frais terminaux du courrier de surface pour liquider leurs dettes envers l'UPU conformément à la recommandation C 36 du Congrès de Hamburg. Malheureusement, depuis la décision du Congrès de Hamburg de rendre ce décompte général facultatif, celui-ci a perdu beaucoup en importance. Notamment en vue de la liquidation de la dette de l'UPU envers la Suisse et en tenant dûment compte des remarques réitérées du Vérificateur extérieur des comptes à ce sujet, le Conseil exécutif s'est également préoccupé du problème des arriérés. Son point de vue est reflété dans le Congrès – Doc 71, ainsi que dans la proposition 04 visant la récupération des sommes dues par les Pays-membres ayant d'importants comptes arriérés.

6. Bâtiment de l'Union

Afin d'avoir un aperçu complet des engagements de l'Union, il sied de mentionner la situation financière en ce qui concerne le bâtiment du Bureau international. A ce propos, il est rappelé que le terrain sur lequel l'immeuble a été construit n'appartient pas à l'Union mais lui a été concédé moyennant le versement d'un droit de superficie symbolique pour une période de 99 ans avec la possibilité de renouveler le contrat pour une même période.

La construction du bâtiment a été financée par une subvention de la Ville et du Canton de Berne de 1 000 000 Sfr et par un prêt accordé par la Confédération suisse de 18 189 082,80 Sfr. En se fondant sur un taux d'intérêt contractuel de 3 pour cent par an, ce prêt doit être remboursé au moyen de 40 annuités égales de 786 903 Sfr payables jusqu'en l'an 2010. A la fin de l'exercice 1988, le solde de l'emprunt pour le bâtiment s'élevait à 12 540 806 Sfr.

7. Fonds de réserve

Conformément à l'article 124, paragraphe 9 du Règlement général ainsi qu'aux dispositions réglementaires que le Conseil exécutif a prises en 1980 lors de l'instauration du nouveau régime financier (article 22 du Règlement financier), il peut être fait emploi du Fonds de réserve à trois fins distinctes, à savoir:

- a) pallier les insuffisances de trésorerie afin d'éviter, dans toute la mesure possible, le recours à l'emprunt;
- b) équilibrer le budget ou réduire le montant des parts contributive;
- c) financer les crédits additionnels résultant des augmentations de la rémunération du personnel décidées par les Nations Unies.

Les ressources du Fonds de réserve sont les suivantes:

- a) les crédits budgétaires annulés à la clôture de chaque exercice financier lesquels comprennent:
 - 1° les excédents budgétaires de l'exercice, et
 - 2° les reliquats de crédits subsistant du «compte des paiements sur exercice clos»;
- b) les intérêts au profit de l'Union;
- c) le bénéfice réalisé sur la fourniture de cartes d'identité postales, des coupons-réponse internationaux et des bons postaux de voyage;
- d) les crédits que le Conseil exécutif décide d'inscrire au budget de l'Union pour ajuster le Fonds.

Afin de faire apparaître au bilan la disponibilité du Fonds de réserve aux fins de la trésorerie, un «Compte de provision» pour débiteurs arriérés a été institué à partir de 1984. Le solde de ce compte doit correspondre au montant total des sommes arriérées dues par les Pays-membres au titre du régime financier en vigueur depuis 1981. Il constitue la partie du Fonds de réserve immobilisée par ces créances difficiles à recouvrer. Au 31 décembre 1988, le montant dû par les Pays-membres au titre des contributions et des fournitures se rapportant aux années 1981 à 1987 est de 5 957 771,05 Sfr et le total des prélèvements sur le Fonds de réserve en faveur du Compte de provision s'élève au même montant.

Chaque année, le niveau du Fonds de réserve est fixé par le Conseil exécutif qui surveille en outre l'emploi qui en est fait conformément aux modalités précisées au Règlement financier de l'UPU. Au cours de la période 1984 à 1988, la situation comptable du Fonds de réserve a évolué comme suit:

	1984	1985	1986	1987	1988
Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	
Solde comptable en début d'exercice	7 318 568,27	3 503 775,76	3 828 187,32	4 765 928,97	6 419 683,80
<i>Alimentation</i>					
a) Crédits budgétaires annulés:					
1 ^{er} excédents budgétaires de l'exercice	654 871,08	1 686 115,27	1 687 665,17	1 209 771,56	506 823,56
2 ^e excédents de l'exercice précédent (reliquats du compte des paiements sur exercice clos)	144 894,37	258 001,35	463 118,76	331 791,38	158 710,78
b) Intérêts au profit de l'Union	704 880,20	849 458,90	938 329,85	828 747,25	880 214,85
c) Bénéfice réalisé sur la fourniture de cartes d'identité postales, coupons- réponse internationaux et bons postaux de voyage	16 758,29	29 888,15	15 341,33	16 005,15	17 635,55
d) Crédits inscrits au budget	–	–	–	–	–
Total des produits	1 521 403,94	2 823 463,67	3 104 455,11	2 386 315,34	1 563 384,74
<i>Prélèvements</i>					
Crédits additionnels pour ajustements					
rémunération du personnel selon décision ONU	842 700,00	752 500,00	(165 200,00)	(22 600,00)	260 500,00
Prélèvement pour réduire la part contributive	2 905 000,00 ¹	990 000,00	1 000 000,00	–	–
Virement au compte de provision pour débiteurs arriérés	1 588 496,45	756 552,11	1 331 913,46	755 160,51	1 525 648,52
Total des charges	5 336 196,45	2 499 052,11	2 166 713,46	732 560,51	1 786 148,52
Solde comptable en fin d'exercice	3 503 775,76	3 828 187,32	4 765 928,97	6 419 683,80	6 196 920,02

Lors de l'examen du Fonds de réserve, en mars 1984, le Conseil exécutif a été d'avis qu'à l'avenir le Fonds devra être maintenu à un niveau suffisant afin qu'il puisse continuer à jouer efficacement son triple rôle défini ci-devant mais qu'à plus long terme on pourrait éventuellement envisager d'y recourir à d'autres fins. Dans cette optique et préoccupé par le remboursement qui doit être fait au Gouvernement de la Confédération suisse à la fin de l'exercice 1990 au titre du régime financier en vigueur avant 1981, le Conseil exécutif suggère, dans sa proposition 03 au Congrès, d'utiliser le solde disponible du Fonds de réserve pour régler cette dette à la Suisse. Il est bien entendu que ce règlement au moyen du Fonds de réserve ne constitue en aucun cas un abandon des sommes arriérées dues par les Pays-membres concernés.

¹ A compris un montant de 1 856 600 Sfr afférent aux dépenses du XIX^e Congrès.

8. Fonds social pour le personnel du Bureau international de l'UPU

Le Fonds social a été créé initialement par le Congrès d'Ottawa 1957 pour pallier les cas d'insuffisance des mesures de prévoyance prises par l'Union. Par la suite, le but initial a été élargi dans le sens de l'octroi de prêts, de dons ou d'allocations destinés à venir en aide au personnel du Bureau – ou à leurs survivants – et à encourager et subventionner les activités culturelles, sportives et sociales du personnel conformément à une réglementation applicable à partir du 1er janvier 1973.

Le Fonds social appartient à l'Union bien que son patrimoine soit séparé des autres biens de l'Union. Il est géré par un Conseil de gestion paritaire composé de cinq membres du personnel dont deux sont nommés par le Directeur général du Bureau international et trois par le Comité de l'Association du personnel. Les ressources principales proviennent, d'une part, des sommes que l'Entreprise des PTT suisse verse chaque année en vertu de l'arrangement conclu entre cette Entreprise et le Bureau international et, d'autre part, du produit des capitaux du Fonds. Au 31 décembre 1988, le capital du Fonds social s'élevait à 2 548 657,20 Sfr. En 1978, le Conseil exécutif a décidé de conserver ce capital comme réserve destinée à pallier toute éventualité défavorable en matière de prévoyance sociale.

9. Fonds spécial UPU

Le Fonds spécial UPU, créé par le Conseil exécutif en 1966 et consolidé par le Congrès de Tokyo 1969, vise à doter l'Union de moyens d'action complémentaires destinés à aider les Administrations postales à accroître leurs possibilités de développement et cela spécialement en matière de formation professionnelle. Le Fonds est alimenté uniquement par des contributions volontaires des Pays-membres, des Unions restreintes et, éventuellement, d'organisations internationales, gouvernementales ou non gouvernementales. Alors que les contributions peuvent être en espèces et en nature, seule la Section A «Contributions en espèces» fait l'objet du présent rapport.

Les recettes et les dépenses des programmes ordinaires du Fonds spécial UPU ont évolué comme suit:

Programme du Fonds spécial UPU	1984	1985	1986	1987	1988
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
Contributions	335 444	358 650	393 980	357 979	359 162
Dépenses des programmes	320 921	220 190	235 831	225 603	438 398

Indépendamment du programme ordinaire, le Fonds spécial UPU a également géré des contributions affectées à des programmes spéciaux par la Belgique et la Chine (Rép. pop.). Les fonds mis à la disposition du Fonds spécial UPU à ce titre ont évolué comme suit:

Programmes spéciaux	1984	1985	1986	1987	1988
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
Contributions	260 217	293 916	65 080	299 483	82 423
Dépenses des programmes	236 316	270 668	415 472	282 164	125 585

A la fin de l'exercice 1988, les moyens du Fonds spécial s'élevaient à 1 211 245,89 Sfr. De ce montant, 321 617,70 Sfr sont affectés aux programmes spéciaux financés par la Belgique et la Chine (Rép. pop.) et 192 475,00 Sfr à l'exécution des programmes en cours au 31 décembre 1988. En mai 1988 et avril 1989, le Conseil exécutif a arrêté les programmes du Fonds spécial UPU à 509 800 Sfr pour 1989 et à 400 000 Sfr pour 1990.

Si le Congrès de Washington approuve définitivement les comptes de l'Union pour les années 1984 à 1988, il pourrait adopter la résolution dont un projet figure à l'annexe 5.

Partie II

Décisions à prendre par le Congrès de Washington

1. Tâche du Congrès

Comme indiqué à l'annexe 2, il incombe au Congrès de fixer les limites des dépenses afférentes aux activités de l'Union pour la période couverte par ses décisions, c'est-à-dire de fixer des plafonds distincts:

- 1^o pour les dépenses normales (dépenses récurrentes) de chacune des années de la prochaine période financière;
- 2^o pour les dépenses particulières relatives à la réunion du Congrès subséquent et, le cas échéant, à des tâches spécifiques non récurrentes à accomplir pendant ladite période sans que l'année d'exécution puisse être fixée de façon précise.

Ces plafonds devront être insérés aux paragraphes 1 et 2 de l'article 124 du Règlement général.

2. Prochaine période financière

L'article 124 du Règlement général actuel fixe les limites des dépenses applicables aux années 1986 à 1990 correspondant ainsi à la période régie par les Actes du Congrès de Hamburg.

La nouvelle période financière devra couvrir les années 1991 à 1995 (annexe 13) et cela quand bien même l'entrée en vigueur des Actes du Congrès de Washington serait fixée à une date postérieure au 1er janvier 1991. Dans ce dernier cas, il conviendrait d'adopter une résolution précisant que le plafond de l'année 1991 est applicable dès le 1er janvier 1991 (voir texte proposé à l'annexe 14).

3. Méthode proposée pour la fixation des plafonds

A. Dépenses annuelles normales et récurrentes

En ce qui concerne le mode de fixation du plafond des dépenses annuelles normales et récurrentes à insérer au paragraphe 1 de l'article 124 du Règlement général, il semble que, compte tenu de la procédure suivie par les Congrès antérieurs, le Congrès de Washington pourrait retenir la méthode de travail suivante:

- 1^o se baser sur le budget complet de l'Union le plus récent, soit en l'occurrence celui de l'année 1990 tel qu'il a été arrêté par le Conseil exécutif lors de sa session d'avril 1989 (voir annexe 6);
- 2^o extrapoler la situation en ajoutant (ou en retranchant) à cette base des éléments de deux natures différentes, à savoir:
 - les facteurs normaux d'augmentation nécessaires pour permettre au Bureau international d'exécuter les tâches actuelles de l'Union. Cet élément sera déterminé sur la base des données fournies ci-après par le Bureau international. Ces facteurs s'entendent des avancements réglementaires d'échelons du personnel, de la rémunération du personnel additionnel nécessaire pour faire face au développement normal de ses tâches, de l'actualisation (compensation du renchérissement) des

crédits budgétaires affectés à l'assistance technique, du renouvellement du matériel et des machines ainsi que de la maintenance du bâtiment de l'UPU et de ses installations;

- les incidences financières des nouvelles activités et des décisions qui seront prises par le Congrès de Washington, lesquelles seront dûment chiffrées au cours des travaux aux fins d'être prises en considération dans le plafond des années concernées;

3^o fixer ainsi les montants maximaux des dépenses nettes des activités normales et récurrentes de l'Union pour chacune des années 1991 à 1995.

B. Dépenses exceptionnelles et non récurrentes

Il s'agit en l'occurrence des dépenses afférentes à des activités spécifiques qui ne se renouvellent pas chaque année et pour lesquelles il convient de fixer un plafond distinct dans les Actes de l'Union. Tel est notamment le cas de la réunion du XXI^e Congrès qui suivra celui de Washington.

En ce qui concerne les dépenses afférentes à ce XXI^e Congrès, le plafond à insérer au paragraphe 2 de l'article 124 du Règlement général ne pourra être fixé qu'au cours du Congrès de Washington, lorsque le lieu de réunion de ce Congrès sera connu.

4. Dépassement des limites fixées par le Congrès

Par la fixation des limites des dépenses précitées, l'Union serait dotée ainsi d'un cadre financier clair pour l'établissement de son budget annuel. Toutefois, le Règlement général a prévu des dispositions strictes selon lesquelles ces limites peuvent être dépassées pour faire face aux dépenses inévitables résultant des circonstances suivantes.

A. Hausse du coût de la vie

Etant donné que les plafonds des dépenses seront fondés sur les barèmes de rémunération et les prix en vigueur lors de l'établissement du budget 1990 et ne tiennent pas compte de la hausse du coût de la vie susceptible d'intervenir au cours de la prochaine période quinquennale, le *Conseil exécutif* est autorisé:

- 1^o à dépasser les limites fixées pour tenir compte des augmentations des échelles de traitement, des contributions au titre des pensions ou indemnités, y compris les indemnités de poste, admises par les Nations Unies pour être appliquées à leur personnel en fonction à Genève (article 124, paragraphe 3, Règlement général);
- 2^o à ajuster, chaque année, le montant des dépenses autres que celles relatives au personnel en fonction de l'indice suisse des prix à la consommation (article 124, paragraphe 4, Règlement général).

B. Réparations importantes et imprévues du bâtiment

Le Conseil exécutif, ou en cas d'extrême urgence le Directeur général, peut autoriser un dépassement des limites fixées pour faire face aux réparations importantes et imprévues du bâtiment du Bureau international, sans toutefois que le montant du dépassement puisse excéder 65 000 Sfr par année (article 124, paragraphe 5, Règlement général).

Pour tous les autres cas où les plafonds fixés par le Congrès devraient se révéler insuffisants pour assurer le bon fonctionnement de l'Union, un dépassement ne pourra intervenir qu'avec l'approbation de la majorité des Pays-membres de l'Union dûment consultés conformément à la disposition de l'article 124, paragraphe 6, du Règlement général.

5. Limites des dépenses normales et récurrentes proposées pour les années 1991 à 1995

Selon la méthode décrite au chapitre 3 de la partie II, le présent chapitre expose les éléments à prendre en considération pour fixer les limites annuelles des dépenses normales et récurrentes dont le calcul proprement dit fait l'objet de l'annexe 10.

A. Base de fixation du plafond des dépenses de la prochaine période quinquennale

Le point de départ est le montant de 24 389 550 Sfr (arrondi par commodité à 24 390 000 Sfr) représentant le total des dépenses nettes du budget de l'Union pour l'année 1990 tel qu'il a été approuvé par le Conseil exécutif en avril 1989. Ce budget figure de façon détaillée à l'annexe 6.

B. Dépenses de personnel nécessaires pour faire face aux tâches actuelles et à leur développement

Le budget de l'année 1990, pris comme base de fixation du plafond, comprend 144 emplois de personnel, à savoir 2 postes de fonctionnaires élus, 16 de la catégorie hors classe 43 de la catégorie professionnelle (P) et 83 de la catégorie des services généraux (G) (le détail de ces emplois est donné dans l'organigramme figurant à l'annexe 1).

Afin de faire face aux tâches de l'Union, il est nécessaire que le plafond tienne compte des éléments suivants:

1^o Avancements d'échelons réglementaires

Aux montants de base considérés au budget de 1990 pour la rémunération des 144 emplois de personnel, il sied d'ajouter l'incidence financière découlant des avancements d'échelons réglementaires dans le même grade au cours des années 1991 à 1995.

2^o Personnel additionnel

Si, dans son ensemble, l'organisation actuelle du Bureau international semble répondre aux besoins de l'Union grâce aux efforts qui ont été faits en matière de rationalisation des tâches et du recours accru aux moyens informatiques, les mesures d'économies ont atteint leurs limites. S'il est peut-être possible de renoncer à augmenter le personnel destiné à faire face aux tâches actuelles, il sera en revanche indispensable de disposer de moyens humains nécessaires pour mettre en oeuvre les nouvelles activités soumises à l'approbation du Congrès.

Rappelons que les trois derniers Congrès, à savoir ceux de Lausanne, de Rio de Janeiro puis de Hamburg ont autorisé la création d'un poste de la catégorie professionnelle (P) et d'un poste de la catégorie des services généraux (G) par année en moyenne au cours de la période quinquennale régie par les Actes de chacun de ces Congrès. Il s'agissait d'une autorisation générale donnée au Conseil exécutif de créer de nouveaux postes selon que les besoins (qui n'étaient pas encore connus de façon précise lors de la réunion du Congrès) s'en feraient sentir pendant les cinq années suivantes. Rompant avec cette pratique, le Bureau international suggère au Congrès de Washington d'autoriser, dès 1991, la création des nouveaux emplois de personnel proposés concrètement dans les différents documents concernant les nouvelles activités à entreprendre d'urgence à partir de cette date, étant

entendu qu'aucun nouveau poste ne serait créé au cours des années 1992 à 1995. Ces propositions (qui font l'objet de la lettre D ci-après) sont récapitulées dans le tableau suivant qui prévoit en outre un léger renforcement (1 P et 1 G) du personnel administratif de soutien dont l'effectif n'a pas été augmenté (mais au contraire comprimé) depuis de nombreuses années, alors que sa charge de travail se trouvera encore accrue.

Origine de la proposition	Nature de l'activité	Nombres de poste à créer en 1991	
Congrès – Doc 19/Annexe 9	Constitution d'une base de données informatisées au Bureau international	1 P	1 G
Congrès – Doc 21, chiffre 134	Institution permanente du contrôle des délais d'acheminement:		
	a) contrôle du courrier ordinaire	1 P	1 G
	b) contrôle des envois EMS	–	1 G
Congrès – Doc 73, chiffre 33	Projet visant à renforcer la qualité du service postal international et à le moderniser	1 P	–
Congrès – Doc 19	Personnel additionnel (soutien administratif) destiné à faire face au développement des tâches ainsi que des nouvelles activités	1 P	1 G
Total des nouveaux postes à créer de 1991 à 1995		4 P	4 G

3^e Activités des consultants UPU

Conformément à la résolution C 37 de Hamburg, les crédits budgétaires annuels pour les missions de consultants UPU ont été augmentés de 40 pour cent et ont été portés en conséquence de 1 180 000 Sfr en 1985 à 1 652 000 Sfr à partir de 1986. En outre, l'utilisation de ces crédits est assez souple en ce sens qu'ils peuvent être affectés au financement de bourses et de matériel liés en principe aux missions des consultants UPU. Le Congrès de Washington est saisi de la proposition 016 par laquelle le Conseil exécutif lui suggère d'augmenter de 10 pour cent les crédits budgétaires disponibles pour l'assistance technique pour compenser l'inflation enregistrée depuis le Congrès de Hamburg 1984. Au cas où cette proposition serait acceptée, le crédit serait porté à 1 817 200 Sfr à partir de 1991 et il y aurait lieu de prévoir au plafond des années 1991 à 1995 l'augmentation de 165 200 Sfr que le crédit précité accuse par rapport au crédit de 1 652 000 Sfr qui est déjà compris dans le budget 1990. A noter que les incidences financières de la présence accrue de l'UPU sur le terrain en matière d'assistance technique (proposition 019) seront prélevées sur ce crédit.

C. Autres frais de fonctionnement du Bureau international

Sous réserve des décisions que le Congrès pourrait prendre à l'égard de propositions particulières dont nous n'avons pas encore connaissance, le plafond devrait tenir compte des éléments suivants:

1^e Renouvellement du matériel et des machines du Bureau international

Le Congrès de Lausanne 1974 n'avait pas retenu l'idée de constituer un fonds de renouvellement du matériel mais avait décidé d'inclure dans le plafond des dépenses de chaque année un montant déterminé pour le renouvellement progressif de cet équipement étant entendu que l'ouverture des crédits annuels nécessaires serait laissée à l'appréciation du Conseil exécutif lors de l'approbation du budget. Etant donné que cette pratique a été également retenue par les Congrès de Rio de Janeiro 1979 et Hamburg 1984, nous supposons que le Congrès de Washington voudra procéder de la même manière. C'est pour cette raison que le Bureau international a dressé un plan des dépenses d'investissement qu'il y aura lieu de prévoir pour chacune des cinq années de la prochaine période financière (1991 à 1995) en

s'efforçant d'échelonner les dépenses aussi régulièrement que possible. Afin de traiter la question dans son ensemble, la planification englobe les machines de bureau, les machines d'impression des documents et publications, l'équipement informatique (mini-ordinateur, micro-édition et traitement de textes) ainsi que les voitures de service. Le plan d'ensemble du renouvellement de tout ce matériel est exposé de manière détaillée à l'annexe 7, étant entendu qu'il n'y a lieu de prévoir au plafond que la seule partie des dépenses d'investissement excédant le crédit de 298 000 Sfr qui est déjà compris dans le budget de l'année 1990 servant de base de fixation du plafond des dépenses récurrentes des années 1991 à 1995.

2° *Maintenance du bâtiment de l'UPU et de ses installations*

Le Congrès de Lausanne 1974 a écarté la proposition qui lui avait été faite de constituer un fonds d'entretien du bâtiment et avait marqué sa préférence pour une planification quinquennale des dépenses de maintenance du bâtiment et de ses installations. Agissant dans cet esprit, le Bureau international a dressé le plan des dépenses dont il conviendrait de tenir compte pour la fixation du plafond des dépenses des années 1991 à 1995 en plus des dépenses courantes d'entretien, de surveillance et de réparations qui sont déjà comprises dans le budget normal. Le programme ainsi que le coût de ces travaux (qui comprennent notamment la revision des fenêtres et des stores, la revision des installations d'interprétation simultanée des salles de conférences et le remplacement du central téléphonique) figurent en détail à l'annexe 8 qui propose de les étaler uniformément à raison de 435 000 Sfr par an au cours de la prochaine période quinquennale. Si le Congrès donne suite à ces suggestions et compte tenu des crédits de 285 000 Sfr figurant déjà au budget de l'année 1990, il serait par conséquent nécessaire d'inclure un montant complémentaire de 150 000 Sfr dans le plafond des dépenses de chacune des années 1991 à 1995.

D. *Mise en œuvre de nouvelles activités et intensification des activités spéciales*

Sous réserve des décisions que le Congrès est appelé à prendre au sujet des propositions qui lui sont notamment présentées à l'annexe 9 au présent rapport ainsi qu'aux Congrès – Doc 21 et 73, le plafond devrait tenir compte des moyens financiers ci-après:

1° *Constitution d'une base de données informatisées au Bureau international*

Cette idée, qui a été étudiée tout d'abord dans le cadre des travaux du Groupe de travail du CE chargé de l'étude des suggestions concernant le fonctionnement de l'Union, a été examinée par le Conseil exécutif en avril 1989 qui a alors approuvé la mise en place par étapes d'une base de données informatisées au Bureau international. Selon les informations détaillées figurant à l'annexe 9, il y aurait lieu de prévoir dans le plafond des dépenses récurrentes de la prochaine période quinquennale des moyens financiers et humains additionnels s'élevant à une somme de 346 000 Sfr pour les deux premières années 1991 et 1992 laquelle serait ensuite ramenée à 196 000 Sfr pour les trois années suivantes.

2° *Institution permanente du contrôle des délais d'acheminement du courrier international*

Le Congrès – Doc 21 (Mise en œuvre de la Déclaration de Hamburg) propose au Congrès de Washington de poursuivre et d'intensifier l'action entreprise à la suite de la Déclaration de Hamburg en faisant du contrôle de la qualité une activité permanente de l'UPU. Dans cette optique une analyse détaillée des besoins en ressources humaines et matérielles figure au chiffre 134 du Congrès – Doc 21. Compte tenu des sommes déjà prévues au budget de l'année 1990, il est suggéré au Congrès de prévoir dans le plafond des dépenses de chacune des années 1991 à 1995 des moyens supplémentaires évalués à

- 221 000 Sfr pour les contrôles du courrier ordinaire; et
- 222 000 Sfr pour le contrôle des envois EMS.

3° *Activités spéciales visant à adapter le fonctionnement de l'Union aux exigences commerciales et techniques actuelles*

Dans le rapport qu'il présente à ce sujet (Congrès – Doc 73), le Conseil exécutif propose au Congrès la mise en place d'un projet permanent visant à sauvegarder et à renforcer la qualité du service postal international et à le moderniser. Le Conseil ayant décidé, au cours de sa réunion d'avril 1989, qu'une partie des actions envisagées devait être entreprise au plus vite, soit dès le second semestre 1989 déjà, les mesures nécessaires ont été prises d'urgence en sorte de quoi des crédits de 702 000 Sfr ont déjà été prévus au budget 1990 au titre des nouvelles «Activités spéciales» requises pour ce projet. Si le Congrès de Washington entend mettre entièrement en œuvre le projet permanent proposé au Congrès – Doc 73, il devrait encore prévoir dans le plafond des dépenses de chacune des années 1991 à 1995 les montants supplémentaires figurant aux chiffres 33 et 37 de ce document, évalués à:

- 512 000 Sfr pour les activités visant à renforcer la qualité du service postal international et à le moderniser; et
- 111 000 Sfr pour l'utilisation accrue de spécialistes pour certains travaux et études.

E. *Incidences financières des autres décisions qui seront prises par le Congrès de Washington*

Alors que les éléments considérés ci-devant concernent les tâches actuelles du Bureau ainsi que de nouvelles activités proposées par le Conseil exécutif, il conviendrait d'inclure encore dans le plafond les répercussions financières des décisions qui seront prises par le Congrès de Washington lui-même au sujet d'autres propositions présentées par des Pays-membres. Conformément à la résolution C 17 du Congrès de Tokyo – qui, à notre avis, demeure applicable pour le XXe Congrès – il appartient au Secrétaire général d'évaluer le montant annuel des dépenses découlant de chaque proposition susceptible d'entraîner des incidences financières pour l'Union jusqu'au prochain Congrès. Ces incidences financières seront chiffrées le moment venu et il appartiendra au Congrès de se prononcer à leur égard puis d'en tenir compte lorsqu'il arrêtera le plafond définitif des dépenses à insérer à l'article 124 du Règlement général.

F. *Activités susceptibles d'être mises en veilleuse, réduites ou supprimées*

Au cours de la réunion du Conseil exécutif d'avril 1989, certains Pays-membres étaient d'avis que les dépenses occasionnées par tout nouveau programme d'activités devraient être compensées par une réduction des programmes actuels non prioritaires.

Ayant étudié attentivement cette suggestion, le Bureau international a constaté que la quasi-totalité des activités découle des Actes de l'Union et que les initiatives d'économies de quelque importance pouvant être prises dépendent à l'heure actuelle du Congrès lui-même. Outre qu'une action précipitée dans un domaine qui engage l'avenir de l'Union ne serait pas très sage, il conviendrait de consulter préalablement les Pays-membres, dans la plupart des cas, en leur donnant une large information sur les prestations fournies, leur coût, leur fiabilité et leur amélioration éventuelle afin de leur permettre de se prononcer en toute connaissance de cause et de leur offrir la possibilité de proposer d'autres mesures qui à leur avis iraient dans le sens d'une meilleure adéquation des activités de l'Union à leurs besoins actuels.

Cela étant, le Bureau international estime que la solution la plus sage consisterait à ce que le Congrès charge le Conseil exécutif d'examiner l'ensemble de la question après une analyse critique des activités de l'Union. Un projet de résolution élaboré dans ce sens est proposé à l'annexe 11. Le Conseil devrait, dans le cadre de l'élargissement envisagé de ses compétences, prendre immédiatement les décisions qui s'imposent.

S'il est clair qu'un abatement hâtif qui serait effectué par le Congrès lui-même sans étude préalable sérieuse risquerait à l'heure actuelle de porter préjudice au bon fonctionnement de l'Union, il conviendrait néanmoins d'agir aussi promptement que possible. Au cas où le Congrès de Washington partagerait ce point de vue, il pourrait donner la compétence au Conseil exécutif d'abandonner, de réduire ou de mettre en veilleuse sans délai les activités qu'il jugerait désuètes ou non prioritaires. A la lumière de l'examen qu'il devra effectuer avec diligence, le Conseil serait en outre chargé de diminuer en conséquence le montant du plafond des dépenses récurrentes que le Congrès aura fixé à l'article 124 du Règlement général.

G. Renvoi éventuel du XXIIe Congrès

La dernière phrase du paragraphe 1 de l'article 124 du Règlement général stipule que : «La limite de base pour l'année 1990 s'applique également aux années postérieures en cas de report du Congrès prévu pour 1989.» Il est proposé au Congrès de Washington d'actualiser cette disposition en prévoyant que la limite de base pour l'année 1995 s'appliquerait également aux années postérieures en cas de renvoi éventuel du Congrès prévu pour 1994. Concrètement, cela signifie qu'étant donné que le Congrès de Washington aura fixé le plafond de chacune des années allant de 1991 jusqu'à 1995 selon une méthode récurrente basée sur une somme initiale de 24 390 000 Sfr, le plafond qui serait applicable aux années subséquentes en cas d'ajournement du XXIIe Congrès se déterminerait en extrapolant selon la même méthode la limite ainsi fixée pour l'année 1995.

6. Limite des dépenses exceptionnelles et non récurrentes

Ainsi que cela a été mentionné au chapitre 3, lettre B, de la partie II, il sied de distinguer nettement le plafond des dépenses annuelles proprement dites (dépenses normales et récurrentes) de celui qui doit être fixé pour les dépenses de nature exceptionnelle qui ne se renouvellent pas chaque année.

Sur la base des informations dont nous avons présentement connaissance, il y aurait lieu de prévoir les dépenses non récurrentes suivantes jusqu'à l'année 1995.

A. Plafond des dépenses du XXIIe Congrès

En vue de fixer un plafond séparé des dépenses afférentes au prochain Congrès de 1994, il convient d'évaluer ces dépenses, ce qui ne peut se faire que pendant le déroulement du Congrès de Washington, étant donné que ces frais sont essentiellement fonction du lieu de réunion du XXIIe Congrès. Une telle estimation est très difficile à effectuer et ne sera qu'approximative en raison des nombreux éléments que l'on ne pourra que supposer, faute d'indications précises.

Afin de faciliter la tâche du Congrès, il nous a semblé utile de faire figurer à l'annexe 12 un tableau donnant, à titre de comparaison, les dépenses effectives encourues pour les XVIIIe Congrès (Rio de Janeiro 1979) et XIXe Congrès (Hamburg 1984) ainsi que le plafond des dépenses et le budget du XXe Congrès (Washington 1989). Il faut être bien conscient qu'il y aura lieu de tenir compte de tous les éléments qui ont été pris en considération pour les Congrès de Rio de Janeiro et de Washington (y compris l'augmentation due à la cherté de la vie intervenue entre-temps) et du niveau des prix dans le pays siège qui aura été choisi.

B. Autres dépenses non récurrentes

Nous n'avons à l'heure actuelle pas connaissance d'activités spécifiques devant être exécutées au cours de la prochaine période quinquennale. Cela étant, et sous réserve d'une activité exceptionnelle qui serait décidée par le Congrès de Washington, les seules dépenses (autres que celles du Congrès subséquent) sont les dépenses pour faire face aux réparations importantes et imprévues du bâtiment du Bureau international prévues au paragraphe 5 de l'article 124 du Règlement général.

Conclusions

Alors que la première partie du présent rapport expose le résultat détaillé des comptes des années 1984 à 1988 que le Congrès est appelé à approuver définitivement, le but de la seconde partie est de fournir une récapitulation aussi complète que possible des moyens financiers dont le Bureau international aura besoin pour soutenir le programme d'action que le Congrès aura décidé pour la prochaine période quinquennale. La tâche de proposer des prévisions financières pour une période aussi longue n'est déjà pas aisée si l'on tient compte du fait que les activités ont tendance à s'accroître et que nous ne connaissons pas encore certaines orientations que le Congrès voudra bien prendre. S'il est vrai que le plafond des dépenses récurrentes proposé pour la prochaine période financière accuse une augmentation relativement importante en 1991 en raison de la mise en œuvre urgente des nouvelles activités visant à améliorer la qualité du service postal international, il faut souligner qu'il est ensuite stable au cours des années 1992 à 1995 en sorte de quoi l'augmentation moyenne envisagée pour toute la prochaine période quinquennale n'est que de 2,27 pour cent par an, chiffre qui est nettement inférieur à celui des régimes financiers arrêtés par les Congrès de Rio de Janeiro (3,03 pour cent) et de Hambourg (3,02 pour cent).

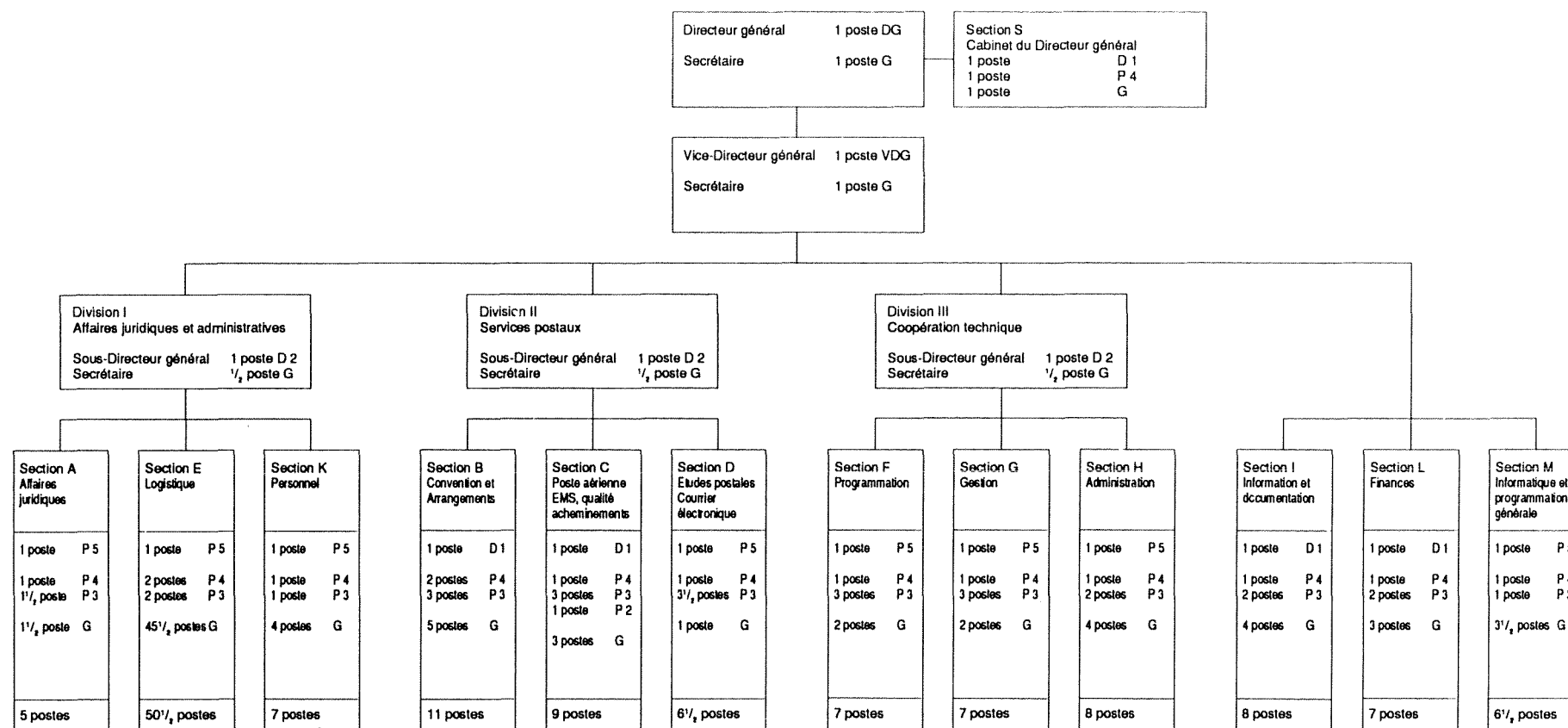
Pour la bonne compréhension des rôles que jouent respectivement le plafond et le budget dans les finances de l'UPU, il sied de rappeler que le plafond des dépenses fixé par le Congrès ne joue qu'un rôle limitatif; il ne représente pas le niveau des dépenses annuelles effectives qui sera déterminé par le Conseil exécutif. Le budget annuel constitue l'expression des besoins actuels et réels tels qu'ils seront évalués le moment venu par le Conseil exécutif et par le Directeur général; ces derniers contrôlent ainsi, de façon aussi efficace et économique que possible, l'exécution du programme d'action dont ils ont été chargés par le Congrès. Il s'ensuit que, si le niveau des dépenses réelles doit forcément être inférieur aux limites prévues par le Congrès, il peut même être bien inférieur si les besoins n'évoluent pas selon les prévisions sur lesquelles ces limites ont été basées.

Au cours des cinq dernières années, le Conseil exécutif et le Bureau international ont manifesté leur souci constant d'établir le budget annuel au niveau le plus bas possible compatible avec les besoins de l'Union. Si le Congrès, pour sa part, est prêt à accorder les plafonds annuels indiqués par les estimations actuelles du coût du programme d'action établi, il peut le faire avec la certitude que le Bureau international, en établissant le projet de budget annuel, et le Conseil exécutif en l'approuvant s'efforceront d'observer, comme par le passé, le maximum d'économies compatibles avec les véritables besoins de l'Union.

Berne, le 6 septembre 1989

Le Directeur général,
A.C. BOTTO DE BARROS

Emplois budgétaires compris dans le budget de l'Union de l'année 1990



Le cadre du personnel fixé par le Conseil exécutif en avril 1989 (décision CE 16/1989) prévoit 144 postes, dont 2 postes de fonctionnaires élus, 16 de la catégorie hors classe, 43 de la catégorie professionnelle et 83 de la catégorie des services généraux

DG	Directeur général	1 poste] 2 fonctionnaires élus
VDG	Vice-Directeur général	1 poste	
D 2	Sous-Directeur général	3 postes] 16 hors classe
D 1	Conseiller supérieur	5 postes	
P 5	Conseiller	8 postes	
P 4	Conseiller adjoint	15 postes] 43 professionnels (P)
P 3	Premier Secrétaire	27 postes	
P 2	Deuxième Secrétaire	1 poste	
G	Services généraux	83 postes	83 services généraux (G)

Description du régime financier actuel de l'UPU

1. Principes du régime financier de l'Union

Les principes fondamentaux du système de financement de l'Union institué par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 sont les suivants:

1. Le Congrès fixe les limites des dépenses afférentes aux activités des organes de l'Union (plafonds) applicables pendant la prochaine période financière (article 21, paragraphe 1, Constitution, et article 124, Règlement général).
2. Dans le cadre du plafond fixé par le Congrès, le Conseil exécutif examine et approuve le budget annuel de l'année suivante présenté par le Directeur général du Bureau international (article 102, paragraphe 6, lettre c), Règlement général) et fixe en conséquence la part contributive de chaque Pays-membre.
3. Les contributions des Pays-membres sont calculées sur la base du budget et doivent être versées à l'avance mais au plus tard le premier jour de l'exercice financier auquel se rapporte le budget. Passé cette date, les parts contributives sont passibles d'intérêts moratoires à raison de 3 pour cent par an durant les six premiers mois et de 6 pour cent par an à partir du septième mois (article 124, paragraphe 8, Règlement général).
4. La monnaie de compte est le franc suisse qui est utilisé pour la fixation du plafond, l'établissement du budget, la tenue des comptes, ainsi qu'en règle générale pour les paiements à faire à l'Union.
5. Pour pallier les insuffisances de trésorerie de l'Union, il est fait emploi du Fonds de réserve dont le montant est fixé par le Conseil exécutif (article 124, paragraphe 9, Règlement général).
6. Le Gouvernement de la Confédération suisse surveille la tenue de la comptabilité et vérifie les comptes du Bureau international. En cas d'insuffisance passagère de trésorerie, il fait également, à court terme, les avances nécessaires aux conditions convenues (article 124, paragraphe 10, Règlement général).

2. Rôle du Congrès – Fixation du plafond des dépenses

Le Congrès assume trois tâches principales, à savoir:

- approuver définitivement les comptes de l'Union de la dernière période financière (article 37, paragraphe 2, Règlement financier);
- examiner les incidences financières des propositions entraînant des dépenses pour l'Union jusqu'au prochain Congrès (résolution C 17 du Congrès de Tokyo);
- fixer les limites des dépenses afférentes aux activités des organes de l'Union (plafonds) applicables pendant la prochaine période financière (articles 21, paragraphe 1, Constitution, et 124, Règlement général).

La tâche principale du Congrès en matière financière consiste à fixer la limite que les dépenses nettes de l'Union (dépenses brutes sous déduction des recettes administratives) ne devront pas dépasser au cours de la période quinquennale suivant l'entrée en vigueur des nouveaux Actes. Les dispositions des Actes régissant le plafond des dépenses figurent à l'article 21, paragraphes 1 et 2, de la Constitution, ainsi qu'à l'article 124, paragraphes 1 à 6, du Règlement général.

Les dispositions de ces articles appellent les commentaires suivants:

- a) Le Congrès fixe des plafonds distincts, à savoir, d'une part, le plafond des dépenses normales (dépenses récurrentes) pour chacune des années de la période pendant laquelle les Actes du Congrès demeureront en vigueur et, d'autre part, ceux des dépenses spéciales relatives à la réunion du Congrès subséquent et, le cas échéant, à des tâches spécifiques et non récurrentes à accomplir pendant la même période sans que l'année d'exécution puisse être fixée de façon précise.
- b) Des dispositions de dépassement du plafond des dépenses annuelles normales sont prévues pour faire face aux dépenses inévitables inhérentes:
 - au renvoi de la réunion du prochain Congrès (article 124, paragraphe 1, in fine, Règlement général);
 - aux augmentations des échelles de traitement, des contributions au titre des pensions ou indemnités, y compris les indemnités de poste, admises par les Nations Unies pour être appliquées à leur personnel en fonction à Genève (article 124, paragraphe 3, Règlement général);
 - à l'ajustement au coût de la vie des dépenses autres que celles relatives au personnel (article 124, paragraphe 4, Règlement général);
 - aux réparations importantes et imprévues du bâtiment du Bureau international (article 124, paragraphe 5, Règlement général);
 - à des circonstances exceptionnelles, étant entendu qu'un tel dépassement doit être approuvé par la majorité des Pays-membres de l'Union dûment consultés (article 124, paragraphe 6, Règlement général).

La fixation des plafonds pose des problèmes délicats en raison d'une certaine confusion qui est parfois faite entre la notion de «plafond» et celle de «budget». Le Rôle du Congrès n'est pas d'arrêter maintenant déjà les budgets détaillés des cinq prochaines années, mais consiste à planifier à moyen terme les activités de l'UPU en fixant un cadre limite dans lequel le Conseil exécutif approuvera ultérieurement chacun des budgets annuels de la prochaine période financière.

3. Rôle du Conseil exécutif

a) Tâches du Conseil exécutif

Les tâches annuelles du Conseil exécutif en matière de finances sont:

- 1° examiner et approuver le budget de l'Union (article 102, paragraphe 6, lettre c), Règlement général);
- 2° arrêter les contributions des Pays-membres (article 124, paragraphe 8, Règlement général);
- 3° fixer le niveau du Fonds de réserve (article 124, paragraphe 9, Règlement général).

Ces trois tâches sont assez bien reflétées dans la structure du budget annuel de l'Union.

b) Structure et forme du budget

Le budget annuel de l'UPU se présente sous la forme d'un budget unique, ventilé par nature de dépenses, réunissant aussi bien les dépenses annuelles normales que les dépenses afférentes à la réunion du Congrès. La structure du budget est fixée aux articles 8 et 9 du Règlement financier qui divisent le budget en cinq chapitres de dépenses, à savoir trois chapitres de dépenses récurrentes «Dépenses de personnel» (chapitre 1), «Autres frais de fonctionnement du Bureau international» (chapitre 2), «Activités spéciales» (chapitre 3), un chapitre spécial «Dépenses afférentes au Congrès» (chapitre 8), ainsi qu'un chapitre «Alimentation des Fonds» (chapitre 9) par lequel le Conseil exécutif arrête les crédits budgétaires nécessaires afin de fixer les montants du Fonds de réserve et du Fonds des activités spéciales à un niveau raisonnable répondant aux besoins. Pour leur part, les recettes sont réparties en quatre chapitres, à savoir un chapitre afférent aux «Parts contributives des Pays-membres» (le Conseil exécutif répartit le montant total des dépenses nettes entre l'ensemble des Pays-membres selon les classes de contribution mentionnées à l'article 125, paragraphe 1, du Règlement général), un chapitre intitulé «Recettes administratives» (remboursements de frais, ventes des publications, loyers des locaux, etc.), un chapitre réservé aux «Recettes des activités spéciales», ainsi qu'un chapitre «Prélèvements des Fonds» par lequel le Conseil exécutif fixe les sommes qui seront éventuellement prélevées du Fonds de réserve pour stabiliser ou réduire le montant des contributions des Pays-membres et du Fonds des activités spéciales pour financer certaines activités spéciales urgentes.

Les chapitres budgétaires sont subdivisés en articles et rubriques (voir à ce sujet les budgets de l'Union des années 1989 et 1990 figurant à l'annexe 6 au présent rapport).

c) Examen et approbation du budget

Le projet de budget est examiné tout d'abord de façon détaillée par la Commission des finances du Conseil exécutif, puis par le Conseil lui-même qui adopte une résolution par laquelle il approuve le budget de l'Union et fixe l'unité de contribution ainsi que l'approvisionnement ou le prélèvement du Fonds de réserve. Le budget approuvé ainsi que la résolution du Conseil exécutif y relative sont ensuite transmis sous une forme appropriée à tous les Pays-membres de l'Union en même temps que la facture relative à leur part contributive. En exécution des dispositions de l'Accord ONU/UPU, le budget approuvé par le Conseil exécutif est également transmis à l'Organisation des Nations Unies.

4. Rôle du Directeur général du Bureau international

a) Projet de budget

Le Directeur général prépare le projet de budget annuel de l'Union au niveau le plus bas compatible avec les besoins de l'Union et le soumet en temps opportun à l'examen du Conseil exécutif (article 109, paragraphe 2, lettre a) Règlement général).

Le document budgétaire mentionne pour chacune des rubriques les chiffres correspondants du budget en cours d'exécution ainsi que les comptes de l'année précédente et donne une justification complète des crédits demandés en fournissant la cause des différences par rapport au budget précédent. Le projet de budget est accompagné d'annexes explicatives demandées par le Conseil exécutif ou que le Directeur général juge nécessaires ou utiles.

b) Exécution du budget

Par l'approbation du budget, le Conseil exécutif autorise le Directeur général à engager les dépenses et à effectuer les paiements y relatifs dans la limite des crédits alloués.

c) Crédits additionnels

Sous réserve d'en rendre compte à la prochaine session du Conseil exécutif, le Directeur général est autorisé à engager au-delà des crédits alloués les montants nécessaires pour couvrir les dépenses provoquées par les augmentations de la rémunération du personnel décidées par les Nations Unies. En cas d'extrême urgence, le Directeur général est autorisé à engager les dépenses nécessaires pour faire face aux réparations importantes et imprévues du bâtiment du Bureau international, dans les limites fixées à l'article 124, paragraphe 5, du Règlement général.

Les fonds nécessaires dans ces cas précis sont prélevés sur le Fonds de réserve en sorte de quoi les contributions versées par les Pays-membres pour l'exercice en cours ne sont pas affectées par ces crédits additionnels.

5. Fonds de réserve

Le Fonds de réserve est destiné en premier lieu à pallier les insuffisances de trésorerie de l'Union. Il s'agit d'un premier tampon pour le cas où les rentrées de fonds provenant des parts contributives et des fournitures facturées aux Administrations et autres débiteurs se feraient attendre et ne suffiraient pas pour honorer les obligations courantes de l'Union. Cependant, le Conseil exécutif peut également prévoir des prélèvements du Fonds de réserve, soit pour équilibrer le budget, soit pour limiter le niveau de ce Fonds et réduire le montant des parts contributives des Pays-membres. En vertu de cette disposition, le Conseil exécutif a autorisé le Directeur général à prélever sur le Fonds de réserve les crédits additionnels nécessaires pour faire face aux augmentations intervenues après l'approbation du budget des échelles des traitements, des contributions au titre des pensions ou indemnités, y compris les indemnités de poste, au fur et à mesure que celles-ci sont mises en vigueur par les Nations Unies pour le personnel de l'ensemble des organisations à Genève et rendues applicables au personnel du Bureau international de l'UPU avec effet aux mêmes dates. Si ces modifications des échelles se traduisent par une diminution des crédits inscrits au budget, un montant équivalent est versé au Fonds de réserve.

Le Fonds de réserve est alimenté par:

- a) les crédits budgétaires annulés à la clôture de chaque exercice financier;
- b) les excédents des intérêts versés à l'Union sur ceux acquittés par celle-ci au Gouvernement de la Confédération suisse;
- c) le bénéfice réalisé chaque année sur la fourniture des cartes d'identité postales, des coupons-réponse internationaux et des bons postaux de voyage;
- d) les crédits inscrits au budget de l'Union pour ajuster le Fonds.

Il découle de ce qui précède que le solde comptable du Fonds de réserve n'est pas entièrement disponible mais est composé en partie de créances que l'on espère recouvrer à plus ou moins long terme. Afin de mieux faire ressortir au bilan de l'Union la partie du Fonds de réserve effectivement disponible aux fins de la trésorerie, le Conseil exécutif a décidé d'indiquer séparément sous forme d'un «Compte de provision» la partie du Fonds de réserve constituée par les créances difficiles à recouvrer que représentent les débiteurs arriérés dont les contributions et fournitures (y compris les frais d'interprétation simultanée des organes de l'Union) sont dues pour les années antérieures à l'exercice financier en cours.

6. Fonds des activités spéciales

Le Conseil exécutif a créé en 1989 un Fonds distinct affecté exclusivement aux crédits alloués et réservés aux activités spéciales. Jouant un rôle analogue à celui du Fonds de réserve, le Fonds des activités spéciales constitue l'élément de souplesse indispensable permettant, d'une part, de financer les dépenses imprévues ou urgentes et, d'autre part, de reporter les crédits disponibles d'un exercice financier à l'autre (voir Congrès – Doc 73 et proposition 1502.5).

7. Trésorerie de l'Union

Le financement des dépenses de l'Union est assuré à titre principal par les contributions annuelles des Pays-membres qui, conformément à l'article 124, paragraphe 8, du Règlement général doivent, à cet effet, être payées à l'avance. En cas d'insuffisance de trésorerie, le Directeur général recourt en premier lieu au Fonds de réserve (dont le Conseil exécutif fixe le niveau en fonction des besoins) puis, comme ultime ressource, à des avances à court terme du Gouvernement de la Confédération suisse que ce dernier s'est déclaré disposé à faire aux conditions qu'il peut obtenir sur le marché financier de son pays.

Il sied de relever que les parts contributives ne couvrent que 90 pour cent des dépenses budgétaires brutes vu que ces dernières sont partiellement financées par les recettes administratives (remboursement de frais, ventes de publications, loyers des locaux, etc.) ainsi que par les prélèvements que le Conseil exécutif décide d'effectuer sur le Fonds de réserve.

Les besoins en trésorerie sont plus élevés que le montant des dépenses budgétaires effectives de l'année en raison des dépenses extra-budgétaires occasionnées par les frais d'approvisionnement en fournitures de coupons-réponse internationaux, cartes d'identité postales, bons postaux de voyage et autres fournitures livrées par le Bureau international – les publications ABC par exemple – ainsi que les frais d'interprétation simultanée des organes de l'Union. S'il est vrai que ces frais sont récupérés dès que possible auprès des Pays-membres intéressés, il n'en reste pas moins que ces dépenses extra-budgétaires grèvent la trésorerie de l'Union pendant le laps de temps nécessaire à leur recouvrement.

Ainsi, contrairement à la plupart des autres institutions de la famille des Nations Unies, l'UPU (ainsi que l'UIT) n'a pas de fonds de roulement pour assurer ses besoins de trésorerie mais compte essentiellement sur les contributions que ses Pays-membres versent à l'avance avec la possibilité de faire emploi, le cas échéant, de son Fonds de réserve afin d'éviter dans toute la mesure du possible le recours à l'emprunt.

8. Monnaie de compte

Les plafonds des dépenses de l'Union mentionnés à l'article 124 du Règlement général sont exprimés en francs suisses.

Le choix de cette monnaie s'est imposé tout naturellement en raison du fait que les dépenses du Bureau international sont encourus au pays siège et s'effectuent dans leur quasi-totalité en francs suisses. Outre que cette monnaie est prescrite par le Règlement financier de l'UPU pour l'établissement du budget et la tenue des comptes de l'Union, c'est également dans cette monnaie que doivent, en règle générale, s'effectuer les paiements à l'Union (notamment le versement des parts contributives). Toutefois, ces derniers peuvent être effectués au moyen d'autres monnaies, pourvu qu'elles soient convertibles en monnaie de compte. Dans ce cas, les paiements sont évalués et comptabilisés d'après le cours officiel pratiqué à l'encaissement.

9. Rôle du Gouvernement de la Confédération suisse

a) Liquidation de l'ancien régime financier

Lors de l'instauration du régime d'autofinancement de l'Union, le Congrès de Rio de Janeiro a accepté l'offre du Gouvernement de la Confédération suisse accordant à l'UPU un délai de dix ans pour le remboursement des avances qu'il a effectuées au moment du changement de régime financier. C'est ainsi que par sa résolution C 17, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a institué un plan d'amortissement des dépenses effectives des années 1979 à 1980 qui sont à rembourser par les Pays-membres par tranches de 20 pour cent durant les années 1981 à 1985 en ce qui concerne les dépenses de 1979, puis de 1986 à 1990 en ce qui concerne les dépenses de 1980. Chaque année, le Bureau international a facturé ces tranches séparément en même temps que la part contributive de l'année suivante, à moins que l'administration intéressée n'ait déjà remboursé à l'avance sa part contributive pour les années 1979 à 1980.

Conformément aux dispositions en vigueur avant le changement de régime, les sommes dues au Gouvernement suisse sont productives d'intérêts au profit dudit Gouvernement à raison de 5 pour cent par an à compter du 31 décembre de l'année de l'envoi de la facture. Il en est de même en ce qui concerne les arriérés se rapportant aux années antérieures à 1979 (résolution C 17). Le Bureau international comptabilise séparément et verse régulièrement au Gouvernement de la Confédération suisse les sommes qu'il encaisse au titre des contributions et des fournitures relatives aux années antérieures à 1981.

Etant donné que la période transitoire prévue à la résolution C 17 du Congrès de Rio de Janeiro sera échuë à la fin de l'année 1990, il appartient au Congrès de Washington de se prononcer à l'égard de la liquidation de l'ancien régime financier et cela en ce qui concerne notamment les sommes qui n'auront pas encore été remboursées par les Pays-membres à cette date (voir Congrès – Doc 71 et proposition 03).

b) Surveillance de la comptabilité et vérification des comptes de l'Union

Conformément à l'article 124, paragraphe 10, du Règlement général, le Gouvernement de la Confédération suisse surveille la comptabilité du Bureau international et désigne un vérificateur extérieur qui procède – sans frais pour l'Union – à la vérification formelle et matérielle des comptes de l'Union (y compris les comptes de la coopération technique, des services spéciaux et des services de traduction). Le vérificateur extérieur établit un rapport annuel à l'intention du Conseil exécutif et a la faculté de formuler des observations non seulement sur les procédures financières et le système comptable proprement dits mais, de façon générale, sur l'administration et la gestion de l'Union.

c) Avances de trésorerie

Conformément à l'article 124, paragraphe 10, du Règlement général, le Gouvernement de la Confédération suisse s'est également engagé à faire les avances nécessaires au cas où l'Union se trouverait passagèrement en difficulté de trésorerie. Contrairement à l'ancien régime, ce service financier est limité dans le temps – il s'agit de prêts à court terme de moins d'un an – et s'effectue à titre onéreux. Cependant, il a été convenu que le taux d'intérêt appliqué à l'UPU correspondra au coût moyen des emprunts à court terme de la Confédération suisse.

10. Financement des services de traduction installés auprès du Bureau international

Lors de l'instauration du nouveau régime financier de l'Union, les porte-parole des groupes linguistiques anglais, arabe, espagnol, russe et portugais ont déclaré que le régime financier de l'Union serait applicable, mutatis mutandis, à leurs services de traduction installés auprès du Bureau international à Berne en sorte de quoi chaque service de traduction doit se subvenir à lui-même étant entendu que la réglementation financière de l'Union leur est applicable par analogie.

Comptes de l'Union postale universelle des années 1984 à 1988

Rubriques	Totaux des comptes				
	1984	1985	1986	1987	1988
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
Chapitre 1 Dépenses de personnel					
Article 11 Traitements de base et indemnités connexes					
111 Traitements de base	8 329 795,70	9 609 284,10	8 511 424,05	8 181 268,20	8 376 847,70
112 Indemnité de poste	2 463 344,10	1 551 538,10	2 509 482,70	3 101 088,85	3 349 273,85
113 Indemnité de non-résident	27 658,60	27 450,00	26 100,00	26 100,00	25 800,00
114 Autres indemnités	46 171,65	6 358,55	1 496,00	0,00	1 706,20
115 Heures supplémentaires	19 413,05	2 346,20	11 321,45	0,00	709,85
116 Personnel de renfort	349 087,60	294 421,95	145 683,85	110 885,55	42 008,05
117 Indemnité personnelle transitoire	–	–	100 104,40	–	–
Total article 11	11 235 470,70	11 491 398,90	11 305 612,45	11 419 342,60	11 796 345,65
Article 12 Charges familiales					
121 Allocations familiales	348 299,75	364 229,00	341 495,85	347 948,40	343 526,35
122 Congés dans les foyers	243 559,25	314 730,80	297 720,20	166 957,40	295 645,15
123 Indemnité pour frais d'études des enfants	270 319,75	297 391,55	305 977,00	309 450,15	298 309,15
124 Voyages des membres de la famille	10 807,45	14 962,50	4 770,95	12 314,70	6 848,35
Total article 12	872 986,20	991 313,85	949 964,00	836 670,65	944 329,00
Article 13 Frais de recrutement et de cessation de service					
131 Indemnité d'installation	12 375,00	49 660,00	53 700,00	59 400,00	32 820,00
132 Frais de déménagement	92 000,00	48 114,35	80 328,20	56 005,05	83 873,00
133 Voyage lors de la nomination ou de la cessation de service	22 035,30	25 346,25	48 469,35	33 769,80	26 099,85
134 Prime de rapatriement	218 396,80	88 715,45	87 232,35	35 671,50	103 510,15
Total article 13	344 807,10	211 836,05	269 729,90	184 846,35	246 303,00
Article 14 Sécurité sociale					
141 Assurance-maladie	203 538,45	205 357,15	243 174,20	260 122,85	397 233,70
142 Assurance-accidents collective	19 413,10	19 134,45	18 789,90	23 726,40	21 992,10
143 Allocations d'assurance	179 360,85	216 489,60	231 981,55	251 586,80	250 441,45
144 Cotisations à la Caisse de prévoyance	2 210 098,80	2 334 064,20	2 441 885,90	2 487 252,35	2 600 111,35
145 Allocation de vie chère aux pensionnés	1 204 732,45	1 346 703,90	1 373 172,20	1 274 177,50	1 373 610,85
146 Examens médicaux	16 970,00	19 023,35	21 430,90	16 957,60	22 685,80
Total article 14	3 834 113,65	4 140 772,65	4 330 434,65	4 313 823,50	4 666 075,25

Rubriques	Totaux des comptes				
	1984	1985	1986	1987	1988
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
Article 15 Indemnité pour frais de représentation					
151 Indemnité pour frais de représentation du Directeur général et du Vice-Directeur général	19 500,00	19 500,00	19 500,00	19 500,00	19 500,00
Total article 15	19 500,00	19 500,00	19 500,00	19 500,00	19 500,00
Article 17 Rémunération et missions des consultants UPU					
171 Rémunération des consultants UPU	118 720,38	97 371,17	131 501,29	159 000,38	149 082,15
172 Missions des consultants UPU	440 299,45	358 351,46	517 154,65	487 335,74	489 905,19
173 Boursiers liés en principe aux missions des consultants UPU	475 149,29	580 724,19	620 040,16	553 338,39	818 938,60
174 Fourniture de petit matériel et de documents liés en principe aux missions des consultants UPU	60 741,18	82 036,10	223 589,15	393 998,50	88 253,83
175 Impression et traduction des rapports des consultants UPU	22 393,84	12 694,35	19 999,90	9 967,05	20 165,90
176 Téléphones, télégrammes et télex afférents aux activités prévues dans les rubriques 171 à 174	28 278,11	17 512,91	37 915,25	47 792,28	83 536,81
179 Autres frais découlant des missions des consultants UPU	86 667,80	495,82	1 153,55	567,36	2 117,52
Total article 17	1 232 250,05	1 149 186,00	1 551 353,95	1 651 999,70	1 652 000,00
Total général du chapitre 1	17 539 127,70	18 004 007,45	18 426 594,95	18 426 182,80	19 324 552,90
Chapitre 2 Autres frais de fonctionnement du Bureau International					
Article 21 Frais de locaux					
211 Remboursement du prêt à la Confédération suisse	786 903,00	786 903,00	786 903,00	786 903,00	786 903,00
212 Chauffage et climatisation	203 908,30	152 567,35	165 617,55	97 462,00	59 984,35
213 Electricité et eau	124 610,85	132 458,80	130 471,05	138 184,25	134 166,95
214 Maintenance de l'immeuble et de ses installations	239 823,15	278 510,90	152 142,15	256 875,85	295 802,20
215 Entretien du jardin et des plantes d'intérieur	28 060,00	31 815,35	29 917,95	30 233,65	30 939,60
216 Nettoyage	202 429,35	224 277,40	200 485,70	206 443,75	243 207,70
217 Assurances de l'immeuble	28 702,90	28 800,10	30 507,70	28 679,45	28 679,45
Total article 21	1 614 437,55	1 635 332,90	1 496 045,10	1 544 781,95	1 579 683,25

Rubriques	Totaux des comptes				
	1984	1985	1986	1987	1988
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
Article 22 Mobilier et machines de bureau					
221 Achat de mobilier	36 388,00	45 533,60	24 547,50	50 431,50	59 253,90
222 Achat de machines de bureau	168 260,90	97 391,50	93 037,70	1 722,50	4 188,00
223 Achat de machines d'impression des documents et publications	118 312,50	74 130,95	0,00	32 635,00	51 795,00
224 Entretien du mobilier et des machines de bureau	63 177,40	73 834,20	82 488,35	39 576,10	37 654,55
225 Entretien de l'équipement d'impression des documents et publications	38 814,35	35 731,20	51 016,80	22 794,85	25 381,60
226 Assurance du mobilier et des machines	4 580,90	6 051,80	6 051,80	6 051,80	6 192,60
227 Achat d'équipement informatique	–	–	–	177 793,05	308 767,75
228 Entretien de l'équipement informatique	–	–	–	52 042,35	48 574,20
Total article 22	429 534,35	332 673,25	257 142,15	383 047,15	541 807,60
Article 23 Frais de voyage					
231 Missions du personnel du Bureau international	239 513,35	281 291,40	293 109,15	268 052,85	309 244,81
232 Voyages des représentants des Pays-membres du CE et du CCEP	148 150,98	173 126,20	156 568,99	125 528,55	173 626,10
233 Voyages et indemnités journalières des Présidents du CE et du CCEP	15 653,45	13 525,30	11 425,55	21 272,85	18 943,35
234 Voyages des invités du CE	3 910,50	0,00	0,00	0,00	0,00
Total article 23	407 228,28	467 942,90	461 103,69	414 854,25	501 814,26
Article 24 Frais de bureau					
241 Affranchissements postaux	215 885,65	191 023,70	159 459,14	145 370,55	152 292,05
242 Télégraphe et télex	29 651,50	41 937,11	42 447,01	38 124,07	33 417,03
243 Téléphones et télécopie	69 588,10	69 993,75	62 044,85	64 463,65	70 314,40
244 Fournitures de bureau	64 542,15	56 753,80	66 515,60	80 647,45	72 585,65
245 Frais de transport	592,95	303,25	1 331,75	480,00	412,00
246 Fournitures pour l'informatique	7 871,10	10 021,70	10 230,05	13 016,45	24 948,10
Total article 24	388 131,45	370 033,31	342 028,40	342 102,17	353 969,23
Article 25 Reproduction des documents et publications					
251 Frais de traduction	98 421,65	132 636,25	141 858,60	199 241,05	185 334,55
252 Impression et reliures extérieures	106 211,00	278 251,16	439 791,50	62 140,94	231 497,40
254 Matériel d'impression offset	41 702,65	46 576,35	48 932,55	37 518,60	38 156,45
255 Papier offset	154 883,90	95 446,50	32 976,80	76 457,65	53 426,70
256 Production des photocopies	70 146,30	62 308,00	73 816,50	91 166,50	98 997,45
257 Papier photocopies	4 434,00	9 408,65	10 507,20	14 496,30	13 354,65
258 Reproduction des documents et publications en espagnol	237 620,70	235 243,10	130 250,99	99 031,80	133 424,26
259 Reproduction des documents et publications en langues allemande, chinoise, portugaise et russe	159 993,10	159 975,70	430 224,49	448 222,75	423 097,50
Total article 25	873 413,30	1 019 845,71	1 308 358,63	1 028 275,59	1 177 288,96

Rubriques	Totaux des comptes				
	1984	1985	1986	1987	1988
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
Article 26 Revue «Union Postale»					
261 Honoraires des auteurs et traducteurs	89 153,50	65 931,75	92 991,95	99 979,78	67 418,65
262 Frais d'impression	249 572,45	278 157,95	293 731,65	244 782,05	223 485,40
264 Frais d'expédition	4 722,10	4 311,95	11 782,60	9 470,95	4 114,45
Total article 26	343 448,05	348 401,65	398 506,20	354 232,78	295 018,50
Article 27 Bibliothèque, audiovisuel et information publique					
271 Bibliothèque	23 125,17	23 710,02	18 768,92	19 604,85	21 446,24
272 Audiovisuel	814,90	50,00	25 500,00	15 776,60	4 927,05
273 Information publique	45 459,30	51 354,45	34 227,38	42 946,12	80 583,74
Total article 27	69 399,37	75 114,47	78 496,30	78 327,57	106 957,03
Article 28 Déclaration de Hamburg					
281 Impression des cartes de contrôle	–	–	29 661,00	21 041,00	37 272,60
282 Saisie des données	–	–	15 335,25	23 543,45	25 381,40
Total article 28	–	–	44 996,25	44 584,45	62 654,00
Article 29 Frais divers					
291 Frais de représentation généraux de l'Union	57 137,90	64 565,90	63 799,70	80 819,50	67 034,40
292 Frais de représentation exceptionnels du Président du CE	661,75	389,60	0,00	0,00	0,00
293 Indemnité forfaitaire aux Présidents du CE et du CCEP	9 000,00	9 000,00	9 000,00	16 200,00	16 200,00
294 Contribution aux frais de fonctionnement des organes des Nations Unies	50 781,37	41 965,64	25 138,63	41 461,05	52 925,16
296 Voitures de service	4 642,30	5 357,25	3 865,60	4 918,70	5 178,45
297 Pertes sur cours et frais bancaires	6 333,96	2 737,50	6 442,87	1 326,90	1 930,04
299 Divers	13 095,20	1 894,63	2 345,30	1 576,55	4 890,50
Total article 29	141 652,48	125 910,52	110 592,10	146 302,70	148 158,55
Total général du chapitre 2	4 267 244,83	4 375 254,71	4 497 268,82	4 336 508,61	4 767 351,38
Chapitre 3 Dépenses afférentes au Congrès					
Article 31 Déplacement du secrétariat					
311 Frais de voyages et assurances	95 754,25	–	–	–	–
312 Indemnité de subsistance	825 198,30	–	–	–	–
313 Personnel de renfort	31 837,49	–	–	–	–
Total article 31	952 790,04	–	–	–	–

Rubriques	Totaux des comptes				
	1984	1985	1986	1987	1988
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
Article 32 Installation technique d'interprétation simultanée					
321 Installation technique d'interprétation simultanée	304 268,37	-	-	-	-
Total article 32	304 268,37	-	-	-	-
Article 34 Frais de communication et de transport					
341 Affranchissements postaux	169,48	-	-	-	-
342 Télégrammes, télex et téléfax	1 512,28	-	-	-	-
343 Téléphones	1 893,00	-	-	-	-
344 Transports	11 801,87	-	-	-	-
Total article 34	15 376,63	-	-	-	-
Article 35 Reproduction des documents durant le Congrès					
351 Reproduction des documents durant le Congrès	197 863,37	-	-	-	-
Total article 35	197 863,37	-	-	-	-
Article 39 Frais divers					
391 Locaux supplémentaires	3 489,68	-	-	-	-
392 Matériel de bureau	270,07	-	-	-	-
393 Frais de représentation	11 823,05	-	-	-	-
399 Divers et imprévu	83 404,43	-	-	-	-
Total article 39	98 987,23	-	-	-	-
Total général du chapitre 3	1 569 285,64	-	-	-	-
Chapitre 4 Versement au Fonds de réserve					
Article 41 Versement au Fonds de réserve					
	654 871,08	1 686 115,27	1 852 865,17	1 232 371,56	506 823,56
Total général du chapitre 4	654 871,08	1 686 115,27	1 852 865,17	1 232 371,56	506 823,56
Total général des dépenses	24 030 529,25	24 065 377,43	24 776 728,94	23 995 062,97	24 598 727,84
Chapitre 20 Parts contributives des Pays-membres					
Article 201 Parts contributives des Pays-membres					
	18 672 500,00	20 059 600,00	21 381 360,00	22 497 420,00	22 510 600,00
Total général du chapitre 20	18 672 500,00	20 059 600,00	21 381 360,00	22 497 420,00	22 510 600,00

Rubriques	Totaux des comptes				
	1984	1985	1986	1987	1988
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
Chapitre 21 Recettes administratives					
Article 211 Remboursement de frais					
2111 Frais d'administration de la coopération technique	521 115,89	1 183 496,34	690 492,16	442 336,97	733 807,96
2112 Coût des prestations fournies aux groupes linguistiques	105 959,70	136 167,45	156 764,35	164 213,90	179 033,45
2113 Ports et surtaxes aériennes	22 681,40	8 079,44	8 075,53	9 396,80	9 140,25
2114 Impôts récupérés	53 814,88	63 184,22	36 696,71	65 865,46	84 506,15
Total article 211	703 571,87	1 390 927,45	892 028,75	681 813,13	1 006 487,81
Article 212 Produits des ventes de publications					
2121 Vente de publications aux Administrations	242 469,90	172 646,55	756 450,20	131 781,50	205 136,25
2122 Vente de publications aux particuliers	13 268,18	13 728,21	23 779,45	19 908,70	15 427,55
2123 Abonnements à la revue «Union Postale» souscrits par des Administrations	44 841,00	40 603,00	37 156,60	37 661,00	39 102,75
2124 Abonnements à la revue «Union Postale» souscrits par des particuliers	3 860,65	3 854,25	3 546,90	3 805,75	3 311,05
2125 Publicité dans la revue «Union Postale»	37 896,65	20 793,45	25 131,75	46 329,99	21 750,85
Total article 212	342 336,38	251 625,46	846 064,90	239 486,94	284 728,45
Article 213 Loyers des locaux					
2131 Loyers	413 947,10	411 215,50	438 887,17	433 057,67	406 765,06
2132 Participation aux charges locatives	139 578,80	144 249,75	122 812,10	108 439,65	94 874,00
Total article 213	553 525,90	555 465,25	561 699,27	541 497,32	501 639,06
Article 219 Recettes diverses					
2191 Gains sur cours	530,51	16,02	15,83	0,70	0,07
2199 Recettes occasionnelles	10 364,59	65 243,25	95 560,19	34 844,88	34 772,45
Total article 219	10 895,10	65 259,27	95 576,02	34 845,58	34 772,52
Total général du chapitre 21	1 610 329,25	2 263 277,43	2 395 368,94	1 497 642,97	1 827 627,84
Chapitre 22 Prélèvement du Fonds de réserve					
Article 221 Prélèvement du Fonds de réserve					
	3 747 700,00	1 742 500,00	1 000 000,00	0,00	260 500,00
Total général du chapitre 22	3 747 700,00	1 742 500,00	1 000 000,00	0,00	260 500,00
Total général des recettes de l'Union	24 030 529,25	24 065 377,43	24 776 728,94	23 995 062,97	24 598 727,84

Rubriques	Totaux des comptes		1986	1987	1988
	1984	1985			
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
RÉCAPITULATION					
I. Dépenses récurrentes de l'Union					
Chapitre 1 Dépenses de personnel	17 539 127,70	18 004 007,45	18 426 594,95	18 426 182,80	19 324 552,90
Chapitre 2 Autres frais de fonctionnement du Bureau international	4 267 244,83	4 375 254,71	4 497 268,82	4 336 508,61	4 767 351,38
A. Dépenses brutes (chapitres 1 et 2)	21 806 372,53	22 379 262,16	22 923 863,77	22 762 691,41	24 091 904,28
B. Recettes administratives (chapitre 21)	1 610 329,25	2 263 277,43	2 395 368,94	1 497 642,97	1 827 627,84
C. Dépenses nettes (A-B)	20 196 043,28	20 115 984,73	20 528 494,83	21 265 048,44	22 264 276,44
II Dépenses afférentes à la réunion du Congrès (chapitre 3)	1 569 285,64	–	–	–	–
III. Versement au Fonds de réserve (chapitre 4)	654 871,08	1 686 115,27	1 852 865,17	1 232 371,56	506 823,56
IV. Prélèvement du Fonds de réserve (chapitre 22)	3 747 700,00	1 742 500,00	1 000 000,00	0,00	260 500,00
V. Dépenses nettes totales couvertes par les parts contributives des Pays-membres (chapitre 20) (I + II + III - IV)	18 672 500,00	20 059 600,00	21 381 360,00	22 497 420,00	22 510 600,00

Projet de résolution

Aide apportée par le Gouvernement de la Confédération suisse dans le domaine des finances de l'Union

Le Congrès,

ayant examiné

le rapport présenté par le Directeur général sur les finances de l'Union (Congrès – Doc 19),

considérant

le rôle particulièrement précieux pour l'Union que le Gouvernement de la Confédération suisse exerce en matière financière en vertu de l'article 124, paragraphe 10, du Règlement général, ainsi que de la résolution C 17 du Congrès de Rio de Janeiro 1979,

exprime

- 1^o sa reconnaissance au Gouvernement de la Confédération suisse pour l'aide généreuse qu'il apporte à l'Union dans le domaine des finances en ayant effectué les avances de trésorerie de l'ancien régime financier de l'Union, en surveillant la tenue de la comptabilité du Bureau international et en assumant la vérification extérieure des comptes de l'Union;
- 2^o l'espoir que cette précieuse collaboration avec l'Union pourra être maintenue à l'avenir.

Washington, le

Le Président du Congrès,

Projet de résolution

Approbation des comptes de l'Union des années 1984 à 1988

Le Congrès,

vu

- a) le rapport du Directeur général sur les finances de l'Union (Congrès – Doc 19);
- b) le rapport de sa Commission des finances (Congrès – Doc 68),

approuve

les comptes de l'Union postale universelle des années 1984 à 1988.

Washington, le

Le Président du Congrès,

Budgets de l'Union pour 1989 et 1990 approuvés par le Conseil exécutif

DÉPENSES

Rubriques	Comptes 1988 ¹	Budget 1989	Budget 1990
	Sfr	Sfr	Sfr
Chapitre 1 – Dépenses de personnel			
Article 11 – Traitement de base et indemnité connexes			
111 Traitements de base	8 376 847,70	8 111 700	8 793 900
112 Indemnité de poste	3 349 273,85	3 736 200	3 335 400
113 Indemnité de non-résident	25 800,00	26 100	26 100
114 Autres indemnités	1 706,20	5 000	5 000
115 Heures supplémentaires	709,85	5 000	5 000
116 Personnel de renfort	42 008,05	121 000	130 000
Total article 11	11 796 345,65	12 005 000	12 295 400
Article 12 – Charges familiales			
121 Allocations familiales	343 526,35	385 100	424 400
122 Congés dans les foyers	295 645,15	302 000	302 000
123 Indemnité pour frais d'études des enfants	298 309,15	381 800	404 200
124 Voyages des membres de la famille	6 848,35	12 500	12 500
Total article 12	944 329,00	1 081 400	1 143 100
Article 13 – Frais de recrutement et de cessation de service			
131 Indemnité d'installation	32 820,00	45 200	48 000
132 Frais de déménagement	83 873,00	145 200	150 000
133 Voyage lors de la nomination ou de la cessation de service	26 099,85	58 500	66 000
134 Prime de rapatriement	103 510,15	97 000	90 000
Total article 13	246 303,00	345 900	354 000
Article 14 – Sécurité sociale			
141 Assurance-maladie	397 233,70	417 700	433 800
142 Assurance-accidents collective	21 992,10	23 600	23 900
143 Allocations d'assurance	250 441,45	256 600	267 600
144 Cotisations à la Caisse de prévoyance	2 600 111,35	2 653 800	2 784 400
145 Allocation de vie chère aux pensionnés	1 373 610,85	1 427 000	1 460 000
146 Examens médicaux	22 685,80	23 200	23 700
Total article 14	4 666 075,25	4 801 900	4 993 400

¹ Bien que les comptes de 1988 apparaissent déjà à l'annexe 3, il a néanmoins semblé utile de les faire figurer à nouveau aux fins de comparaison.

Rubriques	Comptes 1988	Budget 1989	Budget 1990
	Sfr	Sfr	Sfr
Article 15 – Indemnité pour frais de représentation			
151 Indemnité pour frais de représentation du Directeur général et du Vice-Directeur général	19 500,00	19 500	19 500
Article 17 – Rémunération et missions des consultants UPU			
171 Rémunération des consultants UPU	149 082,15	190 000	165 000
172 Missions des consultants UPU	489 905,19	655 000	665 000
173 Boursiers liés en principe aux missions des consultants UPU	818 938,60	650 000	674 700
174 Fourniture de petit matériel et de documents liés en principe aux missions des consultants UPU	88 253,83	95 000	65 300
175 Impression et traduction des rapports des consultants UPU	20 165,90	20 000	20 000
176 Téléphones, télégrammes et télex afférents aux activités prévues dans les rubriques 171 à 174	83 536,81	40 000	60 000
179 Autres frais découlant des missions des consultants UPU	2 117,52	2 000	2 000
Total article 17	1 652 000,00	1 652 000	1 652 000
Total du chapitre 1	19 324 552,90	19 905 700	20 457 400
Chapitre 2 – Autres frais de fonctionnement du Bureau international			
Article 21 – Frais de locaux			
211 Remboursement du prêt à la Confédération suisse	786 903,00	787 000	787 000
212 Chauffage et climatisation	59 984,35	130 000	130 000
213 Electricité et eau	134 166,95	145 000	145 000
214 Maintenance de l'immeuble et de ses installations	295 802,20	225 000	285 000
215 Entretien du jardin et des plantes d'intérieur	30 939,60	33 000	33 000
216 Nettoyage	243 207,70	215 000	235 000
217 Assurances de l'immeuble	28 679,45	32 000	32 000
Total article 21	1 579 683,25	1 567 000	1 647 000
Article 22 – Mobilier et machines de bureau			
221 Achat de mobilier	59 253,90	60 000	63 000
222 Achat de machines de bureau	4 188,00	7 000	7 000
223 Achat de machines d'impression des documents et publications	51 795,00	5 000	18 000
224 Entretien du mobilier et des machines de bureau	37 654,55	42 000	42 000
225 Entretien de l'équipement d'impression des documents et publications	25 381,60	45 000	31 000
226 Assurance du mobilier et des machines	6 192,60	7 000	7 000
227 Achat d'équipement informatique	308 767,75	263 000	263 000
228 Entretien de l'équipement informatique	48 574,20	74 000	72 000
Total article 22	541 807,60	503 000	503 000

Rubriques	Comptes 1988	Budget 1989	Budget 1990
	Sfr	Sfr	Sfr
Article 23 – Frais de voyage			
231 Missions du personnel du BI	309 244,81	271 200	301 400
232 Voyages des représentants des Pays-membres du CE et du CCEP	173 626,10	186 100	205 300
233 Voyages et indemnités journalières des Présidents du CE et du CCEP	18 943,35	22 200	46 500
234 Voyages des invités du CE	0	5 000	0
Total article 23	501 814,26	484 500	553 200
Article 24 – Frais de bureau			
241 Affranchissements postaux	152 292,05	210 000	200 000
242 Télégraphe et télex	33 417,03	50 000	45 000
243 Téléphones et téléfax	70 314,40	75 000	75 000
244 Fournitures de bureau	72 585,65	80 000	83 000
245 Frais de transport	412,00	1 500	1 500
246 Fournitures pour l'informatique	24 948,10	25 000	27 000
Total article 24	353 969,23	441 500	431 500
Article 25 – Reproduction des documents et publications			
251 Frais de traduction	185 334,55	50 000	60 000
252 Impression et reliures extérieures	231 497,40	113 000	308 000
253 Traitement de texte et dactylographie extérieurs	0	0	20 000
254 Matériel d'impression offset	38 156,45	54 000	84 000
255 Papier offset	53 426,70	120 000	179 000
256 Production des photocopies	98 997,45	100 000	80 000
257 Papier photocopies	13 354,65	18 000	25 000
258 Reproduction des documents et publications en espagnol	133 424,26	180 000	205 000
259 Reproduction des documents et publications en langues allemande, chinoise, portugaise et russe	423 097,50	480 000	480 000
Total article 25	1 177 288,96	1 115 000	1 441 000
Article 26 – Revue «Union Postale»			
261 Honoraires des auteurs et traducteurs	67 418,65	70 000	70 000
262 Frais d'impression	223 485,40	180 000	220 000
264 Frais d'expédition	4 114,45	8 500	8 000
Total article 26	295 018,50	258 500	298 000

Rubriques	Comptes 1988	Budget 1989	Budget 1990
	Sfr	Sfr	Sfr
Article 27– Bibliothèque, audiovisuel et information publique			
271 Bibliothèque	21 446,24	26 000	42 500
272 Audiovisuel	4 927,05	9 000	10 000
273 Information publique	80 583,74	31 000	28 700
Total article 27	106 957,03	66 000	81 200
Article 28 – Déclaration de Hamburg¹			
281 Impression des cartes de contrôle	37 272,60	–	–
282 Saisie des données	25 381,40	–	–
Total article 28	62 654,00	–	–
Article 29 – Frais divers			
291 Frais de représentation généraux de l'Union	67 034,40	50 000	87 000
292 Frais de représentation exceptionnels du Président du CE	0	2 000	2 000
293 Indemnité forfaitaire aux Présidents du CE et du CCEP	16 200,00	16 200	16 200
294 Contribution aux frais de fonctionnement des organes des Nations Unies	52 925,16	52 100	53 700
296 Voitures de service	5 178,45	10 000	10 000
297 Pertes sur cours et frais bancaires	1 930,04	2 000	2 000
299 Divers	4 890,50	13 000	13 000
Total article 29	148 158,55	145 300	183 900
Total du chapitre 2	4 767 351,38	4 580 800	5 138 800
Chapitre 3 – Activités spéciales			
Article 31 – Sauvegarde et renforcement de la qualité du service postal international			
311 Rémunération des consultants de qualité de service	–	0	189 000
312 Déplacement des consultants de qualité de service	–	0	108 000
313 Impression des cartes de contrôle	–	20 000	30 000
314 Saisie des données	–	40 000	100 000
315 Frais administratifs	–	–	20 000
319 Autres activités	–	–	0
Total article 31	–	60 000	447 000

¹ A partir de 1989, l'article 28 a été transféré au chapitre 3 et incorporé dans l'article 31.

Rubriques	Comptes 1988	Budget 1989	Budget 1990
	Sfr	Sfr	Sfr
Article 32 – Engagement de spécialistes appelés à des tâches spéciales			
321 Rémunération des spécialistes pour études du CCEP	–	–	50 000
322 Déplacement des spécialistes pour études du CCEP	–	–	13 000
323 Rémunération des spécialistes pour travaux spéciaux	–	–	100 000
324 Déplacement des spécialistes pour travaux spéciaux	–	–	26 000
329 Autres frais des spécialistes	–	–	0
Total article 32	–	–	189 000
Total du chapitre 3	–	60 000	636 000
Total des dépenses récurrentes brutes (chapitres 1 + 2 + 3)	24 091 904,28	24 546 500	26 232 200
Chapitre 8 – Dépenses afférentes au Congrès			
Article 81 – Déplacement du secrétariat			
811 Frais de voyage et assurances	–	556 000	–
812 Indemnité de subsistance	–	1 062 000	–
813 Personnel de renfort	–	50 000	–
Total article 81	–	1 668 000	–
Article 82 – Installation technique d'interprétation simultanée			
821 Installation technique d'interprétation simultanée	–	496 000	–
Article 84 – Frais de communication et de transport			
841 Affranchissements postaux	–	3 000	–
842 Télégrammes et télex	–	5 000	–
843 Téléphones et téléfax	–	7 000	–
844 Transports	–	60 000	–
Total article 84	–	75 000	–
Article 85 – Reproduction des documents durant le Congrès			
851 Reproduction des documents durant le Congrès	–	464 000	–

Rubriques	Comptes 1988	Budget 1989	Budget 1990
	Sfr	Sfr	Sfr
Article 89 – Frais divers			
891 Locaux supplémentaires	–	10 000	–
892 Matériel de bureau	–	5 000	–
893 Frais de représentation	–	20 000	–
899 Divers et imprévu	–	35 000	–
Total article 89	–	70 000	–
Total du chapitre 8	–	2 773 000	–
Chapitre 9 – Alimentation des Fonds			
Article 91 – Versement au Fonds de réserve			
911 Versement au Fonds de réserve	506 823,56	0	0
Article 92 – Versement au Fonds des activités spéciales			
921 Versement au Fonds des activités spéciales	–	–	0
Total du chapitre 9	506 823,56	0	0
Total général des dépenses (chapitres 1+2+3+8+9)	24 598 727,84	27 319 500	26 232 200

RECETTES

Rubriques	Comptes 1988	Budget 1989	Budget 1990
	Sfr	Sfr	Sfr
Chapitre 20 – Parts contributives des Pays-membres	22 510 600,00	22 205 265	24 389 550
Chapitre 21 – Recettes administratives			
Article 211 Remboursement de frais			
2111 Frais d'administration de la coopération technique	733 807,96	624 400	764 100
2112 Coût des prestations fournies aux groupes linguistiques	179 033,45	160 000	180 000
2113 Ports et surtaxes aériennes	9 140,25	10 000	10 000
2114 Impôts récupérés	84 506,15	55 000	60 000
Total article 211	1 006 487,81	849 400	1 014 100
Article 212 – Produits des ventes de publications			
2121 Vente de publications aux Administrations	205 136,25	150 000	240 000
2122 Vente de publications aux particuliers	15 427,55	18 000	15 000
2123 Abonnements à la revue «Union Postale» souscrits par des Administrations	39 102,75	38 000	39 000
2124 Abonnements à la revue «Union Postale» souscrits par des particuliers	3 311,05	4 000	3 000
2125 Publicité dans la revue «Union Postale»	21 750,85	17 000	17 000
Total article 212	284 728,45	227 000	314 000
Article 213 – Loyers des locaux			
2131 Loyers	406 765,06	375 000	385 000
2132 Participation aux charges locatives	94 874,00	95 000	88 000
Total article 213	501 639,06	470 000	473 000
Article 219 – Recettes diverses			
2191 Gains sur cours	0,07	100	100
2199 Recettes occasionnelles	34 772,45	35 000	41 450
Total article 219	34 772,52	35 100	41 550
Total du chapitre 21	1 827 627,84	1 581 500	1 842 650
Chapitre 23 – Recettes des activités spéciales	–	–	0

Rubriques	Comptes 1988	Budget 1989	Budget 1990
	Sfr	Sfr	Sfr
Chapitre 29 – Prélèvements des Fonds			
Article 291 – Prélèvement du Fonds de réserve			
2911 Prélèvement du Fonds de réserve	260 500,00	3 532 735	–
Article 292 – Prélèvement du Fonds des activités spéciales			
2921 Prélèvement du Fonds des activités spéciales	–	–	0
Total du chapitre 29	260 500,00	3 532 735	0
Total général des recettes (chapitres 20 + 21 + 23 + 29)	24 598 727,84	27 319 500	26 232 200

RÉCAPITULATION

	Comptes 1988	Budget 1989	Budget 1990
	Sfr	Sfr	Sfr
I. Dépenses récurrentes de l'Union			
Chapitre 1 – Dépenses de personnel	19 324 552,90	19 905 700	20 457 400
Chapitre 2 – Autres frais de fonctionnement du Bureau international	4 767 351,38	4 580 800	5 138 800
Chapitre 3 – Activités spéciales	–	60 000	636 000
A. Dépenses brutes (chapitres 1 + 2 + 3)	24 091 904,28	24 546 500	26 232 200
B. Recettes (chapitres 21 + 23)	1 827 627,84	1 581 500	1 842 650
C. Dépenses récurrentes nettes (A – B)	22 264 276,44	22 965 000	24 389 550
II. Dépenses afférentes au Congrès (chapitre 8)	–	2 773 000	–
III. Alimentation des Fonds (chapitre 9)	506 823,56	0	0
IV. Prélèvement des Fonds (chapitre 29)	260 500,00	3 532 735	0
V. Parts contributives des Pays-membres (chapitre 20) (I+II+III–IV)	22 510 600,00	22 205 265	24 389 550

Plan de renouvellement du matériel

I. Généralités

1. Selon la pratique arrêtée par le Congrès de Lausanne 1974 et entérinée par les Congrès de Rio de Janeiro 1979 et de Hamburg 1984, la présente annexe donne une estimation du renouvellement progressif des machines du Bureau international à envisager au cours de la prochaine période quinquennale lorsque le besoin s'en fera sentir. Le plan d'ensemble établi à cet effet englobe l'équipement informatique, les machines de traitement de textes et de micro-édition, les machines de l'atelier d'impression et les deux voitures de service.

II. Machines de bureau et atelier d'impression

2. Les dépenses projetées pour la prochaine période quinquennale ne portent que sur le renouvellement du matériel en service.

III. Informatique, micro-édition et traitement de textes

3. Le maintien en service du mini-ordinateur acheté en 1981 a été permis par l'évolution très progressive du réseau d'une vingtaine de terminaux et de l'unité centrale renforcée qui a accompagné la nécessaire automatisation des travaux répétitifs en matière de comptabilité, facturation, statistiques et gestion du personnel. Tout naturellement, la demande du passage à un décompte semestriel des frais de transit et frais terminaux et les besoins élargis de gestion et d'information de la coopération technique ont été couverts de même que les nouvelles tâches de contrôle des délais d'acheminements de la déclaration de Hamburg pour leur partie informatique. Cependant, l'évolution du matériel informatique durant cette période de près de dix ans a été profonde et un remplacement du système informatique interne au Bureau international est nécessaire. Ce renouvellement doit se placer dans le contexte de la mise sur pied progressive par le personnel spécialisé du Bureau international d'un système informatique performant tout à fait adapté à ses besoins particuliers et qui ne pouvait pas s'appuyer sur l'offre logicielle du marché. Le nouveau matériel doit utiliser le plus directement possible le logiciel ad hoc développé sur place.

4. Parallèlement, l'effort fait ces trois dernières années dans le domaine du traitement de textes et de la micro-édition devrait permettre, par un simple renouvellement régulier du matériel entre la cinquième et la septième année après l'achat initial, de continuer à bénéficier des améliorations apportées par le traitement informatique des textes et documents.

5. L'ensemble des données financières relatives aux points 3 et 4 figurent dans le plan de renouvellement ci-après.

IV. Voitures de service

6. Les deux voitures de service étant en bon état de marche, leur échange ne sera envisagé qu'en cas d'absolue nécessité. En bonne administration, il convient néanmoins de prévoir leur remplacement en temps opportun compte tenu de leur date d'acquisition (1980 et 1982).

V. Plan de renouvellement

7. Le Congrès voudra bien se prononcer sur le plan de renouvellement détaillé qui lui est proposé ci-après, étant entendu que les ouvertures de crédit nécessaires à son exécution seront soumises annuellement à l'approbation du Conseil exécutif par la voie du budget. Ce plan s'insère tout à fait dans le cadre des dépenses annuelles pour chacune des années qui est de l'ordre de 350 000 Sfr, somme qui se situe entre les sommes effectivement dépensées en 1988 (371 000 Sfr) et le crédit compris dans le budget de 1990 (298 000 Sfr), élément de référence pour la fixation du plafond des dépenses récurrentes des années 1991 à 1995.

Objet	Prix d'achat	Année d'acqui- sition	Durée de vie prévi- sible	Année et prix de remplacement				
				1991	1992	1993	1994	1995
	Sfr		Ans	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
<i>Rubr. 222 Machines de bureau</i>								
1 machine à ficeler (expédition)	6 800	1981	10	9 000	–	–	–	–
Equipements divers				7 000	7 000	7 000	7 000	7 000
Total rubrique 222 (budget 1990: 7000 Sfr)				16 000	7 000	7 000	7 000	7 000
<i>Rubr. 223 Machines d'impression des documents et publications</i>								
1 machine à confectionner les plaques offset	28 000	1982	15	–	–	–	–	–
1 caméra pour les plaques électrostatiques	44 000	1985	8	–	40 000	–	–	–
1 presse offset A 3	41 600	1970	25	–	–	–	50 000	–
1 presse offset A 4	33 000	1985	10	–	–	–	–	38 000
1 presse offset A 4	33 000	1987	10	–	–	–	–	–
1 presse offset A 4 (impression recto-verso)	110 000	1985	8	–	–	100 000	–	–
1 assembleuse à 30 positions avec:	47 000	1979	10 + 5	–	–	–	60 000	–
– agrafeuse	18 500	1979	15	–	–	–	19 000	–
– taquage	7 500	1980	15	–	–	–	8 000	–
– massicot	18 500	1989	15	–	–	–	–	–
– plieuse	13 600	1989	15	–	–	–	–	–
1 assembleuse à 22 positions avec:	32 000	1980	10 + 5	–	–	–	–	50 000
– agrafeuse	15 900	1982	15	–	–	–	–	–
– taquage	3 900	1980	15	–	–	–	–	5 000
1 assembleuse à 15 positions avec:	17 200	1985	10	–	–	–	–	20 000
– agrafeuse	(4 000)	(1990)	10	–	–	–	–	–
1 vibreur	(3 000)	(1990)	10	–	–	–	–	–
1 machine à agrafier (modèle professionnel)	5 000	1978	25	–	–	–	–	–
1 machine à plier	(6 000)	(1990)	10	–	–	–	–	–
1 machine à perforer avec 2 mèches	11 000	1988	20	–	–	–	–	–
1 machine à perforer avec 1 mèche	6 000	1968	30	–	–	–	–	–
1 machine à relier (modèle professionnel)	35 000	1974	25	–	–	–	–	–
1 machine à relier manuelle	5 000	1981	10	5 000	–	–	–	–
1 machine à couper le papier	30 000	1967	25	57 000	–	–	–	–
1 machine à rayer	5 500	1970	30	–	–	–	–	–
Equipements divers				5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
Total rubrique 223 (budget 1990: 18 000 Sfr)				67 000	45 000	105 000	142 000	118 000

Objet	Prix d'achat	Année d'acqui- sition	Durée de vie prévi- sible	Année et prix de remplacement				
				1991	1992	1993	1994	1995
	Sfr		Ans	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
Rubr. 227 Equipement informatique								
Objet	Années d'acquisition							
	1981-1985	1986	1987	1988	1989	1990		
Unité centrale	197 000	(-----)		59 000	-----)	120 000		
Périphériques	241 000	(-----)		97 000	-----)	30 000	130 000	70 000
Equipements de traitement de textes et de micro-édition	—	—	112 000	177 000	152 000	53 000	76 000	116 000
Divers (formation, logiciels, impression et câblage)	—	—	72 000	76 000	65 000	60 000	50 000	60 000
Total rubrique 227 (budget 1990: 263 000 Sfr)				256 000 246 000 268 000 189 000 215 000				
Rubrique 296 Voitures de service								
1 voiture de service				10 400	1980	10	20 000	—
1 voiture de service				29 000	1982	10	—	45 000
Exploitation, entretien et assurance							10 000	10 000
Total rubrique 296 (budget 1990: 10 000 Sfr)				30 000 55 000 10 000 10 000 10 000				
Total général: rubriques 222 + 223 + 227 + 296				369 000 353 000 390 000 348 000 350 000				
Montant prévu au budget de l'année 1990 servant de base de fixation du plafond des dépenses récurrentes des années 1991 à 1995				298 000 298 000 298 000 298 000 298 000				
Augmentation				71 000 55 000 92 000 50 000 52 000				

Maintenance du bâtiment de l'UPU et de ses installations

I. Généralités

1. En renonçant à la création d'un fonds d'entretien, le Congrès de Lausanne 1974 avait marqué sa préférence pour une planification quinquennale des dépenses de maintenance du bâtiment et de ses installations. Cette pratique ayant été implicitement entérinée par les Congrès de Rio de Janeiro 1979 et de Hamburg 1984, le Bureau international a examiné les échéances auxquelles il pourrait avoir à faire face sous le régime des Actes du Congrès de Washington 1989. Tel est l'objet du présent document.

2. Le Congrès de Hamburg 1984 avait adopté un plan quinquennal pour l'isolation thermique du bâtiment (120 000 à 180 000 Sfr par an) afin de réduire la consommation d'énergie pour le chauffage et la climatisation. Un nouvel examen de la question a abouti à la conclusion que de telles dépenses ne se justifiaient pas pour le moment en raison du rapport gain/coût par trop défavorable. Cette décision s'est traduite par des économies budgétaires correspondantes. Construit il y a 20 ans, le bâtiment est semblable sur ce point aux autres bâtiments de ce type construits à la même époque.

3. Le plan quinquennal 1986-1990 pour la maintenance du bâtiment prévoyait également le renouvellement des installations d'interprétation simultanée dans les deux salles de conférence. En 1986, le CE a approuvé la suggestion du Bureau international de renoncer à une réfection intégrale au profit d'une modernisation par secteur. C'est ainsi que 87 000 Sfr ont été engagés en 1987 pour le remplacement des câblages et des sélecteurs de canaux de la grande salle et pour la mise sur fil de deux cabines d'interprétation reliées jusqu'ici au central par transmission radio avec récepteurs portatifs. Une revision importante de l'équipement des huit cabines de la grande salle et du central est en cours. Le coût de ces travaux, qui s'élève à 126 700 Sfr, sera imputé aux budgets 1989/1990.

4. Comme il ressort des points 2 et 3 ci-devant, les travaux envisagés dans le plan quinquennal adopté par le Congrès de Hamburg ont été entrepris selon les besoins réels du moment dans un souci d'efficacité et d'économie. C'est dans cet esprit que les prévisions pour les exercices financiers couverts par les Actes de Washington 1989 sont soumises au Congrès.

II. Entretien courant

5. Les dépenses d'entretien courantes, comme la revision des installations de chauffage et de climatisation, la revision des ascenseurs, la surveillance du bâtiment, les achats de matériel d'entretien, les petites réparations ont été de 100 000 à 130 000 Sfr par an depuis 1986. En raison du renchérissement du coût de la vie ainsi que de l'usure normale du bâtiment et de ses installations, on peut estimer qu'elles seront de l'ordre de 150 000 Sfr en moyenne par an pour le régime financier 1991-1995

III. Gros oeuvre du bâtiment

6. Vingt ans après la construction du bâtiment, des réparations importantes au toit, aux façades ou dans les sous-sols risquent de s'imposer mais ne peuvent être prévues à l'avance. Par conséquent, elles doivent être financées à court terme en fonction des crédits disponibles, les frais étant au besoin répartis sur deux années comptables. Afin de pouvoir couvrir ces dépenses extraordinaires, il est proposé d'inscrire chaque année dans le plafond budgétaire un montant de 50 000 Sfr pour réparations imprévisibles.

IV. Intérieur du bâtiment

7. En 1988, les services de traduction ont été transférés au 2e étage du bâtiment principal et un changement de locataire a eu lieu au 4e étage. Ces transferts ont nécessité le rafraîchissement des surfaces peintes de ces locaux pour un montant de 40 000 Sfr. D'autres travaux d'aménagement n'ayant pas été entrepris dans le bâtiment depuis sa construction, le jour viendra prochainement où les moquettes, en premier lieu celles du foyer du tronc des salles, devront être remplacées et où des travaux de peinture devront être entrepris dans les autres étages. Un montant annuel de 30 000 Sfr est à prévoir à cet effet.

V. Portes et fenêtres

8. Les portes du bâtiment n'entraîneront vraisemblablement pas de frais de réparation dont le coût ne rentrerait pas dans les frais d'entretien courant.

9. Le bâtiment compte plus de 600 fenêtres. A l'exception du remplacement occasionnel de quelques vitres fendues ou embuées, l'entretien des fenêtres et des stores a pu être assuré jusqu'ici par le concierge. Vingt ans après la construction du bâtiment, le mécanisme sophistiqué des fenêtres rotatives et des stores donnent des signes de faiblesse et d'usure. Une revision à brève échéance des fenêtres et un remplacement des stores de la façade sud est inéluctable. La revision des fenêtres et des stores de la façade nord, dont les mécanismes sont moins sollicités, peut être différée pour l'immédiat.

10. Après avoir demandé l'avis de l'architecte et des offres du constructeur, le Bureau international a renoncé au remplacement intégral de toutes les fenêtres et a opté pour le remplacement des stores et la revision des fenêtres de la façade sud par étapes successives.

11. Le coût prévisible de l'opération étant estimé à 300 000 Sfr, il est proposé au Congrès une couverture financière de 60 000 Sfr par an pour la prochaine période quinquennale, ce qui devrait en principe prolonger la durée de vie des fenêtres de la façade sud pour une nouvelle période de 20 ans.

VI. Chauffage et climatisation

12. Le remplacement des trois chaudières d'origine par des unités plus solides et plus performantes et l'installation de clefs de réglage dans les cheminées ont permis de réduire sensiblement la consommation d'huile de chauffage. Une couverture financière de 20 000 Sfr par an doit néanmoins être prévue pour le remplacement éventuel des pompes et moteurs électriques des installations de chauffage et de climatisation ainsi que pour la réparation des radiateurs. Jusqu'ici ce matériel n'a pas occasionné de dépenses significatives, mais des signes d'usure commencent à apparaître.

VII. Ascenseurs et monte-charge

13. Indépendamment du fait que les frais d'entretien courants des ascenseurs et monte-charge vont toujours en augmentant, ces revisions nécessitent de plus en plus le remplacement de certains dispositifs importants imposé par la sécurité de ces installations. Un crédit de 15 000 Sfr par an doit être prévu à cet effet.

VIII. Interprétation simultanée

14. Comme il est mentionné sous chiffre 3 ci-devant, la modernisation de l'installation d'interprétation simultanée de la grande salle est en cours. L'étape suivante consistera à remplacer les microphones et l'équipement électronique de raccordement dans le central de la grande salle et ensuite de reviser, également par étape, l'installation d'interprétation de la petite salle. Une couverture financière de 50 000 Sfr par an doit être prévue à cet effet.

IX. Central téléphonique

15. Le central téléphonique installé lors de la construction du bâtiment est démodée et ne répond plus au besoin d'extension et à l'évolution de la technique. Pour remédier à cet état de choses, une offre pour la modernisation du central a été demandée à la Direction des téléphones qui a émis l'avis qu'une transformation ne se justifiait pas en raison de son coût élevé (195 000 Sfr en 1987) et qu'il serait de meilleure gestion de remplacer le central. Une offre demandée en juin 1989 comporte les deux options ci-après:

- 1° financement complet par contrat-vente de 52 332 Sfr par an sur dix ans, soit au total 523 320 Sfr;
- 2° achat du central pour le prix de 256 378 Sfr plus financement du solde par contrat-vente de 16 512 Sfr par an sur dix ans, soit au total 421 498 Sfr. La différence de prix entre ces deux options représente environ un intérêt à 4% du capital de 256 378 Sfr à investir.

16. Pour faire face à l'augmentation du trafic sans devoir renforcer le personnel, le Bureau international recommande au Congrès d'autoriser le remplacement du central actuel par une installation électronique permettant notamment la sélection directe à l'instar de ce qui existe dans les Administrations postales, c'est-à-dire la possibilité d'appeler directement de l'extérieur les fonctionnaires du Bureau international sans avoir à passer par l'intermédiaire des téléphonistes. Compte tenu par ailleurs que le coût des deux options décrites ci-devant ne diffère pas sensiblement l'une de l'autre et afin de répartir les charges de cet important investissement, il est proposé de retenir la première variante, à savoir le financement intégral par contrat-vente de 52 332 Sfr par an sur dix ans.

17. Il convient de signaler pour être complet que la sélection directe comportera en outre une augmentation annuelle de 9468 Sfr des taxes d'abonnement du téléphone. Par conséquent, la prévision budgétaire pour le compte du téléphone (rubrique 0.02430) doit être augmentée de ce montant.

X. Plan de maintenance du bâtiment

18. Au vu de ce qui précède, le plan de maintenance et de renouvellement ci-après est soumis à l'appréciation du Congrès.

Plan de maintenance du bâtiment de l'UPU et de ses installations	1991	1992	1993	1994	1995
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
Dépenses courantes d'entretien et de surveillance (chiffre 5)	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000
Réparations imprévisibles au gros oeuvre du bâtiment (chiffre 6)	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000
Remplacement de moquettes et travaux de peinture (chiffre 7)	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000
Revision des fenêtres et des stores (chiffres 8 à 11)	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000
Remplacement de pompes, de moteurs électriques et de pièces diverses dans les installations de chauffage et de climatisation (chiffre 12)	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000
Remplacement de pièces usées dans le mécanisme des ascenseurs (chiffre 13)	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000
Revision des installations d'interprétation simultanée (chiffre 14)	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000
Remplacement du central téléphonique (chiffres 15 à 17)	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000
Total	435 000	435 000	435 000	435 000	435 000
Montant prévu au budget de l'année 1990 servant de base de fixation du plafond des dépenses récurrentes pour les années 1991 à 1995	285 000	285 000	285 000	285 000	285 000
Augmentation	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000

XI. Conclusions

19. Le plan de maintenance présenté au chiffre 18 ci-devant constitue le cadre financier devant permettre au Conseil exécutif et au Bureau international d'assurer l'entretien du bâtiment et le bon fonctionnement de ses installations. Il va sans dire que comme par le passé ce plan sera appliqué avec discernement dans un souci de réalisme économique, c'est-à-dire en écartant toute solution perfectionniste dans l'utilisation des crédits consentis. Le Congrès est prié de l'approuver et d'en tenir compte lorsqu'il fixera le plafond des dépenses de l'Union.

Base de données informatisées au Bureau international

I. Introduction

1. Lors de sa dernière session, le Conseil exécutif a examiné, dans le cadre des travaux du Groupe de travail du CE chargé de l'étude des suggestions concernant le fonctionnement de l'Union, le rapport relatif à la constitution d'une base de données informatisée au Bureau international. Le présent document reprend les éléments essentiels dans ce rapport.
2. Le Groupe de travail du Conseil exécutif ayant estimé souhaitable de procéder à l'étude d'un système de base de données au Bureau, un questionnaire a été adressé aux 60 Administrations postales membres du CE ou du CCEP et a permis d'évaluer l'intérêt d'une telle base de données pour l'Union et les Administrations postales elles-mêmes. La synthèse des réponses reçues montre l'ampleur des besoins exprimés et de la tâche à accomplir. La mise en place par étapes de la base de données doit permettre de répondre aux impératifs de gestion fondées sur des données cohérentes et fiables et fournir aussi toutes informations utiles sur les services clé de l'avenir.

II. Synthèse des réponses reçues des Administrations

3. La grande majorité des Administrations ayant répondu estime très utile pour l'Union la présence d'une base de données au Bureau international. En ce qui concerne son utilité spécifique pour les Administrations elles-mêmes, les réponses sont "utile" (16 Administrations) et "très utile" (16 Administrations).
4. Les choix exprimés quant au contenu d'une telle base de données sont très convergents, à l'exception notable de la reprise éventuelle des textes formels concernant les organes de l'Union (Actes, Genèse, textes concernant le CE et le CCEP). La quasi-totalité des Administrations est d'avis que la plupart des données figurant actuellement dans des listes et recueils publiés par le Bureau international devraient en faire partie avec une priorité marquée pour la liste des objets interdits et le recueil EMS. Il n'est pas surprenant d'ailleurs que les Administrations insistent sur l'inclusion des données de la "Statistique des services postaux" et des résultats des "Contrôles des délais d'acheminement". Il en est ainsi pour les "Particularités des voies d'acheminement" et les "Délais standards EMS", informations pas encore disponibles au Bureau international.
5. Les priorités marquées par les Administrations dans la constitution de la base de données sont notamment les suivantes:

Liste des objets interdits
 Statistique des services postaux
 Délais standards EMS
 Recueil opérationnel EMS
 Particularités des voies d'acheminement
 Résultats des contrôles d'acheminement
 Liste générale des services aéropostaux
 Recueil des colis postaux
 Recueil des taxes intérieures
 Recueil des services financiers postaux et des abonnements
 Recueil de la Convention

Liste des distances aéropostales
 Recueil des équivalents et des taxes réduites
 Liste des surtaxes aériennes
 Liste des adresses
 Certains éléments de réponse aux questionnaires.

III. Mise en place d'une base de données au Bureau international

6. Le Conseil exécutif 1989 a approuvé la mise en place par étapes d'une base de données au Bureau international, étant bien entendu que cela ne devrait pas pour autant se traduire par la suppression de documents sous forme imprimée. Le maintien des documents physiques est souhaité, l'enquête montre d'ailleurs que plus de la moitié des Administrations souhaitent une impression sur papier des informations extraites de la banque de données.

7. Les moyens nécessaires à sa constitution peuvent être différenciés en coûts de matériel et logiciel informatique d'une part et coûts de personnel d'autre part. En effet tant au niveau de la conception de la base que de la saisie des données ou de l'incorporation de données déjà disponibles sur un support informatique, ces derniers coûts sont notables car de gros travaux seront nécessaires. Cependant une réalisation progressive devrait permettre d'étaler suffisamment la charge en personnel et de ne pas trop alourdir la charge en investissement.

8. Par rapport au simple renouvellement des moyens informatiques du Bureau international l'investissement supplémentaire de mise en place des moyens propres à une base de données serait limité à une somme de l'ordre de 300 000 Sfr, étalée sur deux ans, 1991 et 1992.

9. En vue de la constitution de la base de données, le Conseil exécutif a retenu l'apport de 12 hommes/mois de consultant P4/P5 sur l'exercice 1990. Il sera nécessaire de prolonger cet effort par le recrutement dès le début 1991 d'un administrateur de banque de données (fonctionnaire P 2 (P 3)), chargé de maintenir l'intégrité des données, d'assurer le développement des applications et la gestion des interventions de toutes natures.

10. L'entrée des données et leur mise à jour ne sont pas sous-estimées mais la répartition de cette tâche sur plusieurs années et la participation des sections intéressées du Bureau international devrait permettre de se limiter à l'apport d'un agent G. Son recrutement coïncidant avec la mise en service des moyens informatiques appropriés contribuerait efficacement à la mise en place de la base de données.

11. Le Conseil exécutif s'est prononcé en faveur des moyens financiers et humains additionnels suivants:

	1991 Sfr	1992 Sfr	1993 à 1995 Sfr
a) Investissements informatiques propres à la base de données	150 000	150 000	–
b) Frais de personnel: – 1 fonctionnaire (P 3)	129 000	129 000	129 000
– 1 fonctionnaire (G 4)	67 000	67 000	67 000
Total	346 000	346 000	196 000

Cette somme serait à prévoir dans le plafond des dépenses de l'Union à soumettre au Congrès de Washington pour les années 1991 et 1992 (années d'achat du matériel informatique) et se limiterait aux dépenses de personnel, soit 196 000 Sfr les années suivantes.

IV. Perspectives d'avenir

12. Une base de données informatisée devrait améliorer le fonctionnement du Bureau international. La mémorisation systématique de données actuellement dispersées (dossiers tenus manuellement, fichiers informatiques) en serait grandement facilitée. La gestion de certains dossiers tels que les contrôles d'acheminement ou les statistiques devrait en être allégée, compte tenu de la facilité d'interrogation des bases de données relationnelles.

13. Une telle initiative devrait permettre de répondre plus vite aux demandes d'information des Administrations. Toute demande parvenue au Bureau international dans la mesure où elle s'adresse à la future base de données pourra être traitée sur le champ et retransmise après traduction éventuelle dans la langue de l'Administration destinataire, par la voie la plus rapide (EMS, Téléfax ou liaison télématique). Bien entendu la possibilité d'une consultation directe par les Administrations est prévue.

Éléments pour fixer le plafond des dépenses récurrentes de l'Union des années 1991 à 1995

	1991	1992	1993	1994	1995
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
Dépenses récurrentes (article 124, paragraphe 1, du Règlement général)					
<i>A. Base pour la fixation du plafond des dépenses récurrentes des années 1991 à 1995</i>					
1. Total des dépenses nettes du budget de l'Union pour l'année 1990 approuvé par le Conseil exécutif en avril 1989 (annexe 6) 24 389 550 Sfr arrondi à	24 390 000	24 390 000	24 390 000	24 390 000	24 390 000
<i>B. Dépenses du personnel nécessaire pour faire face aux tâches actuelles</i>					
2. Avancements réglementaires d'échelons dans le même grade du personnel au cours des années 1991 à 1995:					
– avancement d'échelons en 1991	227 900	227 900	227 900	227 900	227 900
– avancement d'échelons en 1992	–	186 800	186 800	186 800	186 800
– avancement d'échelons en 1993	–	–	176 200	176 200	176 200
– avancement d'échelons en 1994	–	–	–	165 100	165 100
– avancement d'échelons en 1995	–	–	–	–	160 400
Avancements d'échelons par rapport au budget 1990	227 900	414 700	590 900	756 000	916 400
3. Compensation de l'inflation enregistrée depuis le Congrès de Hamburg afin de maintenir la valeur réelle des crédits budgétaires affectés aux activités d'assistance technique liées aux consultants UPU (augmentation de 10 pour cent selon proposition 016)	165 200	165 200	165 200	165 200	165 200
<i>C. Autres frais de fonctionnement du Bureau international</i>					
4. Renouvellement du matériel et des machines: Selon le plan de renouvellement figurant à l'annexe 7 du présent rapport, il y a lieu de prévoir la partie des dépenses d'investissement excédant celles qui sont déjà incluses dans le budget de 1990	71 000	55 000	92 000	50 000	52 000

	1991	1992	1993	1994	1995
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
5. Maintenance du bâtiment de l'UPU et de ses installations: Indépendamment des dépenses courantes d'entretien et de surveillance déjà incluses dans le budget de 1990, il sied de prendre en compte les dépenses spécifiées au plan figurant à l'annexe 8 du présent rapport	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000
<i>D. Mise en œuvre de nouvelles activités et intensification des activités spéciales</i>					
6. Constitution d'une base de données informatisées au Bureau international selon l'annexe 9 du présent rapport:					
a) investissements informatiques	–	150 000	150 000	–	–
b) frais de personnel (1 P, 1 G)	–	196 000	196 000	196 000	196 000
Total	–	346 000	346 000	196 000	196 000
7. Institution permanente du contrôle des délais d'acheminement du courrier international: Le Congrès – Doc 21 (chiffre 134) propose de prévoir les moyens supplémentaires suivants qui ne sont pas inclus dans le budget de 1990 pour:					
a) les contrôles du courrier ordinaire	221 000	221 000	221 000	221 000	221 000
b) les contrôles des envois EMS	222 000	222 000	222 000	222 000	222 000
Total	443 000	443 000	443 000	443 000	443 000
8 Activités spéciales visant à adapter le fonctionnement de l'Union aux exigences commerciales et techniques actuelles: Le Congrès – Doc 73 propose de prévoir les moyens supplémentaires suivants qui ne sont pas inclus dans le budget 1990 pour:					
a) le projet visant à renforcer la qualité du service postal international et à le moderniser	512 000	512 000	512 000	512 000	512 000
b) l'utilisation accrue de spécialistes pour certains travaux et études	111 000	111 000	111 000	111 000	111 000
Total	623 000	623 000	623 000	623 000	623 000
Plafond des dépenses récurrentes nettes (montants à insérer à l'article 124, paragraphe 1, du Règlement général)	26 070 100	26 586 900	26 800 100	26 773 200	26 935 600

Projet de résolution

Renforcement des activités prioritaires de l'Union

Le Congrès,

préoccupé
par le niveau des dépenses de l'Union,

estimant
nécessaire de renforcer d'urgence les activités prioritaires visant l'amélioration de la qualité du service postal international,

convaincu
qu'en vue de développer les activités prioritaires, d'autres activités devraient être réduites ou supprimées par le Conseil exécutif, dûment habilité à cet effet par le Congrès,

notant
que les limites des dépenses récurrentes des années 1991 à 1995 qu'il a fixées à l'article 124 du Règlement général tiennent encore compte des activités qui pourraient être réduites ou supprimées,

charge

le Conseil exécutif de procéder avec diligence à un examen critique de l'ensemble des activités de l'Union aux fins de:

- a) identifier les activités à abandonner, à réduire ou à mettre en veilleuse,
- b) examiner l'opportunité de supprimer certaines publications, listes ou recueils, et d'adopter une forme de présentation plus économique de la revue «Union Postale»,
- c) amender en conséquence les dispositions des Actes, dont la modification relève normalement du Congrès,

charge également

le Conseil exécutif:

- a) de diminuer les limites des dépenses des années 1991 à 1995 en y retranchant le coût des activités qui auront été réduites, abandonnées ou mises en veilleuse,
- b) d'arrêter le budget de l'Union dans le cadre des limites des dépenses ainsi revisées,

charge en outre

le Directeur général du Bureau international de poursuivre ses efforts de rationalisation des méthodes de travail et d'apporter tout son appui à ce redéploiement des tâches de l'Union en vue d'intensifier les activités de soutien aux Administrations.

Washington, le

Le Président du Congrès,

Eléments pour fixer le plafond des dépenses du prochain Congrès (XXIe Congrès)

Article ou rubrique budgétaire	Congrès de Rio de Janeiro 1979 (Dépenses effectives)	Congrès de Hamburg 1984 (Dépenses effectives)	Congrès de Washington 1989 (Plafond)	Congrès 1994 ¹ (Budget)	Congrès 1994 ¹ (Plafond)
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
<i>Article 81 Déplacement du secrétariat</i>					
811 Frais de voyages et assurances	424 186,36	95 754,25	791 000	556 000	
812 Indemnité de subsistance	717 916,48	825 198,30	1 409 000	1 062 000	
813 Personnel de renfort	37 809,87	31 837,49	50 000	50 000	
Total article 81	1 179 912,71	952 790,04	2 250 000	1 668 000	
<i>Article 82 Installation technique d'interprétation simultanée</i>					
	515 000,00	304 268,37	600 000	496 000	
<i>Article 84 Frais de communication et de transport</i>					
841 Affranchissements postaux	2 095,15	169,48	3 000	3 000	
842 Télégrammes et téléx	4 929,14	1 512,28	6 000	5 000	
843 Téléphones et téléfax	4 953,97	1 893,00	6 000	7 000	
844 Transports	48 419,94	11 801,87	60 000	60 000	
Total article 84	60 398,20	15 376,63	75 000	75 000	
<i>Article 85 Reproduction des documents durant le Congrès</i>					
	239 201,07	197 863,37	350 000	464 000	
<i>Article 89 Frais divers</i>					
891 Locaux supplémentaires	19 138,76	3 489,68	25 000	10 000	
892 Matériel de bureau	9 906,20	270,07	10 000	5 000	
893 Frais de représentation	4 005,25	11 823,05	10 000	20 000	
899 Divers et imprévu	11 259,74	83 404,43	25 000	35 000	
Total article 89	44 309,95	98 987,23	70 000	70 000	
Total des dépenses du Congrès	2 038 821,93	1 569 285,64	3 345 000	2 773 000	

¹ L'estimation de ces dépenses devra être faite pendant le déroulement du Congrès de Washington dès que le lieu du XXIe Congrès sera connu.

Modifications d'ordre rédactionnel à apporter aux paragraphes 1 et 2 de l'article 124 du Règlement général

Règlement général

Article 124

Fixation et règlement des dépenses de l'Union

1. Sous réserve des paragraphes 2 à 6, les dépenses annuelles afférentes aux activités des organes de l'Union ne doivent pas dépasser les sommes ci-après pour les années 1991 et suivantes:

_____ francs suisses pour l'année 1991;

_____ francs suisses pour l'année 1992;

_____ francs suisses pour l'année 1993;

_____ francs suisses pour l'année 1994;

_____ francs suisses pour l'année 1995;

La limite de base pour l'année 1995 s'applique également aux années postérieures en cas de report du Congrès prévu pour 1994.

2. Les dépenses afférentes à la réunion du prochain Congrès (déplacements du secrétariat, frais de transport, frais d'installation technique de l'interprétation simultanée, frais de reproduction des documents durant le Congrès, etc.) ne doivent pas dépasser la limite de _____ francs suisses.

Motif. – Insérer les montants que le Congrès de Washington arrêtera pour la prochaine période financière couvrant les années 1991 à 1995.

Projet de résolution

Mise en vigueur anticipée de la limite des dépenses applicable pour l'année 1991

Le Congrès,

tenant compte
du fait que la date d'entrée en vigueur des Actes qu'il adopte est fixée au 1er juillet 1991,

décide

que la limite des dépenses annuelles afférentes aux activités des organes de l'Union prévue à l'article 124 du Règlement général pour l'année 1991 est applicable dès le 1er janvier 1991.

Washington, le

Le Président du Congrès,

Motif. – Au cas où les Actes du Congrès de Washington entreraient en vigueur le 1er juillet 1991 (proposition 08), il serait nécessaire de fixer au 1er janvier 1991 la mise en application anticipée du plafond financier de l'année 1991.

Commission 2 (Finances)

Limite des dépenses du prochain Congrès (XXIe Congrès)

Note complémentaire du Secrétaire général

Le Congrès ayant accepté l'invitation présentée par le Gouvernement de la République de Corée (Congrès – Doc 74) de tenir dans ce pays le XXIe Congrès postal universel qui devrait avoir lieu en 1994, le Secrétariat a établi une estimation des frais à prendre en considération pour fixer le plafond séparé des dépenses du prochain Congrès.

Ainsi que cela a été signalé au Congrès – Doc 19 (Partie II, chapitre 6, lettre A), une telle estimation est très difficile à effectuer et n'est qu'approximative en raison des nombreux éléments que l'on ne peut que supposer à l'heure actuelle faute d'indications précises. C'est notamment le cas du mode de production des documents, des installations techniques d'interprétation simultanée et de l'estimation de l'augmentation de la cherté de la vie qui interviendra jusqu'en 1994.

Sur la base des hypothèses actuelles, dont le détail est présenté à l'annexe 1, le montant du plafond à insérer à l'article 124, paragraphe 2, du Règlement général s'élèverait à 3 676 000 francs suisses.

Washington, le 17 novembre 1989

Le Secrétaire général,

A.C. BOTTO DE BARROS

Éléments pour fixer le plafond des dépenses du XXI^e Congrès postal universel (1994)

Article ou rubrique budgétaire	Montants (Sfr)	Motifs
Article 81 Déplacement du Secrétariat		
811 Frais de voyages et assurances	1 040 000	Frais de voyage aller et retour par air en classe économique et frais d'assurance nécessaires pour le déplacement du personnel du Secrétariat (y compris le personnel temporairement mis à disposition par certaines Administrations) dont l'effectif serait semblable à celui des Congrès précédents
812 Indemnité de subsistance	1 591 000	Indemnité à verser au personnel du Secrétariat y compris le personnel temporairement mis à disposition par certaines Administrations. Compte tenu d'une durée du Congrès semblable à celle de Washington, il y a lieu d'envisager 3664 fonctionnaires/jours. L'indemnité de subsistance est fondée sur les taux des Nations Unies applicables à l'UPU
813 Personnel de renfort	<u>50 000</u>	Rémunération du personnel d'appoint
Total article 81	2 681 000 =====	
Article 82 Installation technique d'interprétation simultanée		
	500 000 =====	Estimation arbitraire des frais nécessités pour les installations techniques d'interprétation simultanée supposée en neuf langues. La totalité de ces frais est à la charge de l'Union conformément à l'article 107, paragraphe 12, du Règlement général
Article 84 Frais de communication et de transport		
841 Affranchissements postaux	2 000	Affranchissements d'envois aériens durant le Congrès
842 Télégrammes et télex	5 000	Télégrammes et télex expédiés depuis le siège du Congrès
843 Téléphones et téléfax	8 000	Frais de téléphones et de téléfax encourus pendant le Congrès
844 Transports	<u>60 000</u>	Transport du matériel du Secrétariat
Total article 84	75 000 =====	
Article 85 Reproduction des documents durant le Congrès		
	350 000 =====	Ces frais comprennent le papier et la location des machines nécessaires pour la production durant le Congrès des documents établis en langues anglaise, arabe, espagnole et française

Article ou rubrique budgétaire	Montants (Sfr)	Motifs
Article 89 Frais divers		
891 Locaux supplémentaires	20 000	Location d'un salon de réception
892 Matériel de bureau	5 000	Petit matériel et bandes magnétiques pour l'enregistrement des débats
893 Frais de représentation	20 000	Réceptions offertes par le Bureau international pendant le Congrès
899 Divers et imprévus	<u>25 000</u>	Frais divers non spécifiés à l'heure actuelle
Total article 89	70 000 =====	
Total des dépenses du XXI ^e Congrès	3 676 000 =====	Montant à insérer à l'article 124, paragraphe 2, du Règlement général

**Rapport quinquennal
sur le développement des services
postaux**

1982-1986

Table des matières

Paragraphe

Avant-propos

Introduction	1
But de l'étude	1.1
Portée de l'étude et critères adoptés	1.2

Les services postaux dans la période 1982-1986	2
La poste dans le contexte socio-économique	2.1
La population et le territoire postal	2.1.1
L'alphabétisation	2.1.2
Le produit intérieur brut	2.1.3

L'évolution des services postaux au plan mondial:	
pays en développement, pays industrialisés, cumul et évolution	2.2
Le trafic tous pays confondus	2.2.1
Le trafic poste aux lettres (LC+AO)	2.2.2
Le trafic des colis postaux	2.2.3
Les prestations destinées à lutter contre la concurrence	2.2.4
La distribution à domicile	2.2.5
Les services financiers de la poste	2.2.6

Les trafics (volume et tendance) par catégories d'objets	2.3
Le service intérieur	2.3.1
Le service international	2.3.2

Les moyens de la poste	2.4
Les effectifs	2.4.1
Les points de contact de la poste	2.4.2
Les boîtes aux lettres	2.4.3
Les boîtes postales	2.4.4
Les véhicules	2.4.5
Les machines de tri automatique	2.4.6
Les aspects comptables et l'équilibre financier	2.4.7

Estimations 1987	2.5
------------------	-----

Conclusion	3
------------	---

Annexe 1	Liste des principales abréviations utilisées
Annexe 2	Répartition des pays en régions et groupes et signalement des pays dont le trafic est important dans la région considérée
Annexe 3	Liste des graphiques
Annexe 4	Tableaux de données de base du rapport
Annexe 5	Estimations 1987. Premiers chiffres
Annexe 6	Courrier électronique

Avant-propos

Au moment de la préparation définitive de ce rapport, la moitié environ des Administrations postales ont répondu à l'enquête statistique sur l'année 1988, ce qui n'a pas permis de tirer profit de ces derniers éléments d'information. Il a été possible cependant dans des domaines tels que l'EMS ou le courrier électronique de s'appuyer sur des enquêtes particulières qui montrent que les pourcentages de croissance de 1988 restent relativement très forts. C'est un élément de confiance dans notre poste internationale.

Il a été jugé par conséquent indispensable de s'appuyer sur les statistiques disponibles les plus récentes et l'estimation du trafic 1987 répond à ce même souci de mettre à la disposition des Pays-membres de l'Union des éléments statistiques parmi les plus récents.

1 Introduction

1.1 But de l'étude

La présente étude a pour but de fournir les indications les plus fiables concernant les principaux domaines postaux et relatives à la tendance générale du développement postal. Les tableaux présentés sont fondés sur les données de la statistique des services postaux traitées par le Bureau international. Ces données font l'objet d'une constante actualisation par vérification permanente des données avec les Administrations postales ainsi que par des corrections et des renseignements complémentaires découlant des constatations faites sur place par les experts et les consultants.

La présentation du présent rapport comprend une analyse globale de la situation des services postaux au cours de la période 1982-1986, de manière à permettre des comparaisons des différents niveaux de développement postal de tous les Pays-membres de l'Union, tout en tenant compte de la répartition géographique des pays en développement, d'une part, des pays industrialisés, d'autre part.

1.2 Portée de l'étude et critères adoptés

La présente étude est basée sur des renseignements portant souvent sur la totalité des pays considérés comme développés (33 pays) ainsi que sur un maximum de 109 pays parmi les 137 pays en développement, ce qui donne un total maximal de 142 pays ayant fourni des renseignements et dont la population représente plus de 94% de la population mondiale.

L'ensemble des pays développés est traité sous la dénomination générale de pays industrialisés (PI). Les analyses concernant ces pays se fondent sur une classification en deux groupes:

- Pays industrialisés à économie de marché: PIEM (28 pays);
- Pays industrialisés à économie planifiée: PIEP (5 pays).

Les pays en développement (PED) ont été répartis suivant les cinq régions retenues par le Programme des Nations Unies pour le développement des projets de coopération technique, à savoir:

Afrique	42 pays
Amériques	34 pays (y compris Antigua-et-Barbuda dont la situation vis-à-vis de l'UPU n'est pas encore réglée fin 1987)
Asie-Pacifique	31 pays
Pays arabes	20 pays
Europe	10 pays

Dans les régions des PED, il n'est pas fait de distinction entre pays à économie de marché et pays à économie planifiée.

Les territoires relevant des Pays-membres ont été classés dans le même groupe de pays dont ils dépendent. Selon ce critère, le Pays-membre «Territoires d'outre-mer du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord» est pris en compte dans le groupe des PIEM; il en est de même pour les territoires français d'outre-mer et les territoires d'autres PIEM.

Les données postales de population et de superficie des territoires ont été ajoutées, pour les besoins des calculs effectués, aux données de même nature du pays dont ces territoires dépendent. Il n'a pas été tenu compte des données de superficie des territoires antarctiques et du Groenland, qui auraient faussé les ratios «par km²» qui ont été établis.

Une liste des Pays-membres, répartis par groupe ou région selon les critères retenus, est publiée ci-après comme annexe 2. Le but de cette liste est de permettre de situer chaque pays dans le cadre des analyses effectuées, de façon à rendre possibles les comparaisons des situations individuelles aux valeurs moyennes présentées. De telles comparaisons peuvent présenter de l'intérêt notamment pour fixer des objectifs de développement postal dans le proche avenir d'un pays en développement donné, lorsque les éléments statistiques disponibles permettent dans chaque domaine de le situer par rapport à la moyenne de sa région ou d'autres régions, ainsi qu'à la situation moyenne des pays industrialisés ou même aux moyennes mondiales. La présente étude acquiert ainsi un caractère complémentaire de sources de références pour la planification du développement des services postaux dans chaque pays par les autorités nationales et dans le cadre des projets de coopération technique.

Des estimations pour l'ensemble des Pays-membres de l'Union sont présentées chaque fois que cela est possible. Ces estimations s'appuient sur les taux «par habitant» des données des pays retenus dans chaque domaine concerné. Ainsi, si la représentativité en population des pays retenus est assez élevée, le taux "par habitant" des données de l'ensemble des pays retenus dans chaque région ou groupe de pays est considéré comme valable pour toute la région ou groupe de pays.

Une telle méthode permet de procéder à des analyses comparatives de la participation de chaque région ou groupe de pays dans le total mondial de chacun des domaines analysés, ce qui ne serait pas possible à partir d'une analyse basée exclusivement sur des données partielles ou sur des indices.

Les données financières analysées sont celles fournies en francs-or ou en monnaie locale par les Administrations. Quand une conversion a été effectuée par le Bureau international, le taux de change transmis par l'Administration lors de la collecte statistique de l'année concernée a été utilisé.

2 Les services postaux dans la période 1982-1986

2.1 La poste dans le contexte socio-économique

2.1.1 La population et le territoire postal

2.1.1.1 Considérations générales

Au cours de la période 1982-1986 la population mondiale et donc la clientèle potentielle des Administrations postales est passée de 4,6 à 4,9 milliards d'habitants (voir en annexe 3, graphique G1). La majorité de cette population est concentrée dans les PED et appartient pour 53% à la seule région Asie-Pacifique.

La croissance annuelle moyenne (CAM) a été surtout importante (voir graphique G2) en Afrique (3,07%) et dans les pays arabes (3,04%).

La situation de la poste face à cette diversité peut être facilement illustrée en se référant à un indicateur simple: le nombre de bureaux sédentaires.

2.1.1.2 La situation dans les pays en développement

Dans ce groupe de pays (voir graphique G3) la population la plus favorisée est celle d'Europe puisque 18% des bureaux des PED sont à sa disposition alors qu'elle représente seulement 4% de la population et 2% de la superficie de l'ensemble des PED.

L'Afrique est la région où la poste est la moins développée avec seulement 5% des bureaux qui sont à la disposition de 11% de la population des PED pour 24% de leur territoire postal.

La région Asie-Pacifique est dans une situation intermédiaire puisque, possédant 57% des bureaux du groupe des PED, elle ne rassemble que 69% de la population du groupe sur 30% de son territoire postal.

2.1.1.3 La situation dans les pays industrialisés

Dans les PI la situation est plus équilibrée (voir graphique G4), mais dans les PIEP le territoire postal desservi par bureau est plus vaste (37% des bureaux des pays industrialisés pour 42% de leur superficie) tandis que dans les PIEM un bureau dessert une population plus nombreuse : 63% des bureaux des pays industrialisés y sont localisés pour 71% de la population de ces deux groupes de pays.

2.1.2 L'alphabétisation

La croissance relative du trafic postal n'est pas sans rapport avec le niveau d'éducation. Le progrès de l'alphabétisation dans le monde contribue largement à augmenter le trafic postal potentiel.

Dans de grands pays en développement comme le Mexique, le pourcentage d'analphabètes a été réduit en cinq ans de 17% en 1980 à 9,7% en 1985, de 25,5% à 22,2% pour le Brésil. Amélioration également en Tunisie avec 53,5% d'analphabètes en 1980 contre 49,3% en 1984, en Turquie 34,4% contre 25,8% en 1984.

Les statistiques comparatives (UNESCO) sont rares mais elles méritaient d'être notées.

2.1.3 Le produit intérieur brut

L'économie mondiale a connu en 1986 pour la quatrième année consécutive, une phase de croissance après la récession des années 1980-82. Cependant, de nombreux pays en développement notamment de l'Afrique n'ont pas profité de cette reprise. La variation négative de la période 1980-84 n'a pas été compensée par les faibles augmentations de PIB pour les années 1985 et 1986 pour cette partie du monde. Les taux de croissance relevés pour l'ensemble des PED passant de 2,5% à 5,1% en 1984 puis 4,2% en 1986 sont relativement trompeurs puisque pour l'année 1986 ainsi que le montre la Banque mondiale, le PIB par habitant n'aurait pas augmenté de 2,2% mais seulement de 0,4% si l'on dissocie le Brésil et la Chine des autres PED.

La Banque mondiale fait état pour 1986 d'une relative décélération de la croissance; le PIB augmentant pour les pays industrialisés de +4,6% en 1984, année faste, et de +2,5% seulement en 1986.

2.2 L'évolution des services postaux au plan mondial: pays en développement (PED), pays industrialisés (PI), cumul et évolution

2.2.1 Le trafic tous pays confondus

En 1986, les Administrations postales ont traité 387 milliards d'objets dans le cadre de la poste aux lettres. Ce chiffre est en augmentation de 20% sur celui de 1982 (322 milliards d'objets), mais cela provient uniquement de l'évolution du service intérieur, les trafics de la poste internationale étant, soit en augmentation légère ou stagnation soit en légère baisse selon les pays.

On peut déjà remarquer qu'il n'est pas logique que le volume du courrier augmente dans le service intérieur et pas (ou très peu) dans le domaine international.

En effet, d'une part l'interdépendance croissante des économies et le développement du commerce mondial militent en faveur du développement des échanges postaux internationaux, d'autre part le trafic international étant considérablement plus faible en volume que celui du service intérieur, des taux de croissance annuelle supérieurs du courrier international seraient parfaitement possibles (voir les taux de croissance de services nouveaux comme l'EMS).

Il semble donc que, si l'on s'en tient aux données globales, un certain nombre d'échanges de courrier international ne se font plus au moyen des services de la poste traditionnelle.

On constate également, d'une manière générale, une évolution inquiétante des trafics des colis postaux au plan international.

Ce trafic est faible en comparaison des volumes de la poste aux lettres et marque au cours des cinq années étudiées un changement considérable. Si le trafic intérieur continue d'augmenter faiblement (1982 = 2,074 milliards, 1986 = 2,229 milliards de colis) le trafic international est en crise et ne suit pas cette évolution. Les expéditions internationales ont baissé de 66,613 millions de colis en 1982 à 58,810 millions en 1986.

Les PI jouent toujours le rôle d'exportateur de colis vers le reste du monde, mais de moins en moins, ce qui entraîne une baisse de la réception internationale dans les PED. De plus, dans les régions des PED, on constate la même tendance, à savoir moins d'exportation et de réception de colis. Cela laisse supposer que les circonstances économiques (moins de pièces détachées exportées, obstacles administratifs ou tarifaires, contenu des colis expédiés comme imprimés etc.) se prêtent moins à l'envoi de colis postaux ou que des modes d'acheminement concurrentiels sont à la disposition de la clientèle.

2.2.2 Le trafic poste aux lettres (PAL) : lettres et cartes (LC) + autres objets (AO)

2.2.2.1 Service intérieur

2.2.2.1.1 Volume

Durant la période 1982-1986 le trafic du service intérieur PAL, donc du total des LC et AO, s'est accru dans les trois groupes de pays PED, PIEM et PIEP (voir graphique G5).

Le trafic estimé à partir de 140 données sur les 170 pays de l'Union (concernant 97,2% de la population mondiale) étant de 251 milliards d'objets pour les PED, 66 milliards pour les PIEM et 62 milliards pour les PIEP en 1986, le trafic mondial des objets PAL a donc été pour cette année de 379 milliards d'objets.

Le nombre d'objets par habitant en 1986 (voir graphique G6) dans le service intérieur a été de:

329 pour les PIEM
210 pour les PIEP
16 pour les PED.

Sauf dans la région Afrique, il y a eu croissance du nombre des envois supérieure à celle de la population et donc du nombre d'envois par habitant sur la période.

2.2.2.1.2 Analyse du service intérieur

Au cours de la période, l'étude de la croissance annuelle moyenne (CAM) permet une analyse plus fine de ce trafic (voir graphique G7).

En effet la CAM a été calculée dans un premier temps pour tous les pays et dans un deuxième temps en excluant les pays au trafic le plus important qui ont un poids tel qu'ils masquent les variations du plus grand nombre. Ces pays, qui diffèrent selon la rubrique de la statistique traitée, sont cités en annexe 2.

On peut alors remarquer que dans les régions des PED la CAM est positive partout sauf en Afrique où les pays à trafic important ont connu une chute des envois alors que le trafic a continué de croître dans le reste de cette région.

2.2.2.2 Service international expédition

2.2.2.2.1 Volume

Durant la période 1982-1986 le trafic du service international expédition PAL (voir graphique G8) a été estimé à partir de 140 données sur les 170 pays de l'Union (concernant 90,5% de la population mondiale). On constate que le total des envois LC et AO a peu varié dans les PED et PIEM, il a même baissé dans les PIEP (mais l'URSS non compris).

Le trafic international étant estimé en 1986 respectivement à 3,04 pour les PED, 5,03 pour les PIEM et 0,29 milliard d'objets pour les PIEP, le trafic mondial (non compris l'URSS) des objets PAL expédition internationale a donc été pour cette année de 8,36 milliards d'objets.

Le nombre d'objets par habitant dans le service international expédition en 1986 (voir graphique G9) a été de:

6,6	pour les PIEM
9,1	pour les PIEP (non compris l'URSS)
0,8	pour les PED

La faible augmentation du trafic s'est traduite par une baisse du trafic par habitant dans les PIEP et les PED.

2.2.2.2.2 Analyse du service international expédition

On peut ainsi remarquer, grâce à l'étude de la croissance annuelle moyenne (voir graphique G10), que :

- dans les régions des PED la croissance est générale sauf dans les pays au trafic important des Amériques. Dans les Pays arabes c'est la majorité des pays qui sont à l'origine de la croissance, les pays à trafic plus important enregistrent une baisse de trafic;
- dans les PIEP (non compris l'URSS), on constate également une baisse de 2,5% par an.

2.2.2.3 Relations trafic service intérieur / service international expédition

2.2.2.3.1 Volume et évolution

Le trafic international expédition n'est que de 8,3 milliards, ce qui est peu en comparaison des 379 milliards d'objets de la poste du service intérieur en 1986.

Vu le faible développement des trafics exportés (+4,2% de 1982 à 1986 dans une conjoncture plutôt favorable) et l'évolution du marché, il est peu probable que la part du courrier international expédition augmente dans les années qui viennent, l'essentiel de l'activité postale trouvant sa source dans le courrier du service intérieur qui au cours de la même période a augmenté de 20,7%.

2.2.2.4 Service international réception

2.2.2.4.1 Volume

Durant la période 1982-1986 le trafic du service international réception PAL (voir graphique G11) a été évalué en prenant seulement les 124 données disponibles et ne concerne que 53,9% de la population mondiale. On constate dans les données exploitables que le nombre d'objets PAL du service international réception a baissé assez fortement dans les PIEM et a légèrement augmenté dans les PED (les données des PIEP ne sont pas disponibles).

Le trafic totalisé étant respectivement de 3,8 et 3,2 milliards d'objets en 1986 dans les PIEM et les PED, le trafic mondial des objets PAL réception (PIEP non compris) a donc été pour 1986 d'au moins 7 milliards d'objets. La logique voudrait qu'il soit égal à celui de l'expédition internationale mais l'absence de nombreuses données empêche cette vérification.

Dans les pays considérés (voir graphique G12) le nombre d'objets par habitant dans le service international réception en 1986 a donc été de:

5 pour les PIEM
0,8 pour les PED

2.2.2.4.2 Variations

Au cours de la période considérée, l'étude de la CAM (voir graphique G13) permet de remarquer que:

- dans les régions des PED, la CAM n'est positive qu'en Afrique et dans l'Asie-Pacifique, encore que cette dernière région n'a plus une croissance positive si l'on exclut les pays dont le trafic est important;
- dans les PIEM, la CAM est négative même si l'on exclut les pays dont le trafic est important, ce qui explique la baisse de trafic enregistrée.

Pour les PIEP les données ne sont pas disponibles.

2.2.3 Le trafic des colis postaux

2.2.3.1 Volume

- Dans le service intérieur

Durant la période 1982-1986 le trafic des colis postaux ordinaires et avec valeur déclarée du service intérieur (voir graphique G14) a été estimé à partir de 141 données sur les 170 pays de l'Union (concernant 96,4% de la population mondiale).

Ce trafic paraît faible en comparaison avec la PAL puisqu'il n'était en 1986 que de 2,2 milliards de colis.

On constate que le trafic:

- est surtout concentré dans les PIEM (où est traité environ 85% du trafic mondial);
- présente les mêmes caractéristiques que ci-dessus quand on le rapporte à la population mondiale (cf. graphique G15). Les colis postaux sont utilisés surtout dans les pays industriels et dans la partie Europe des PED. Les valeurs globales de cet indicateur en 1986 sont pour 1000 habitants:

2049	pour les PIEM
990	pour les PIEP
94,4	pour l'ensemble des PED des différentes régions.

- Dans le service international expédition

Les estimations faites dans des conditions à peu près similaires (à partir des réponses de 139 pays représentant 87,5% de la population mondiale) aboutissent (voir graphique G16) à un trafic en 1986 de 0,06 milliard de colis soit environ 36 fois plus faible que le service intérieur. On constate une similitude du trafic international expédition avec le trafic intérieur car il y a concentration dans les PI. Le trafic de la région Asie-Pacifique prend de l'ampleur. La région Europe et celle des pays arabes ne se distinguent légèrement que lorsque l'on considère le trafic pour 1000 habitants (voir graphique G17) qui varie donc très fortement selon les groupes ou régions considérées:

- | | |
|----|---|
| 61 | pour les PIEM |
| 22 | pour les PIEP |
| 1 | pour l'ensemble des PED des différentes régions |

- Dans le service international réception

En considérant les données de 137 pays représentant 61% de la population mondiale pour estimer le trafic des colis postaux international réception, on constate (voir graphique G18) que le trafic des PI reste important mais ne représente plus que la moitié du courrier expédition. Toutes les régions PED et les PIEP ont des trafics plus importants qu'à l'expédition.

Les PIEM sont donc des exportateurs de colis postaux alors que le reste du monde est importateur.

Si l'on considère le nombre de colis postaux reçus par 1000 habitants dans le service international, ce sont les PIEP, puis la région Europe des PED et les Pays arabes qui présentent les moyennes les plus importantes (voir graphique G19). Les chiffres sont les suivants:

- | | |
|----|--|
| 35 | pour les PIEM |
| 71 | pour les PIEP |
| 4 | pour l'ensemble des PED des différentes régions. |

2.2.3.2 Variations

- Dans le service intérieur

On constate (voir graphique G20) que le trafic des colis postaux du service intérieur a augmenté partout dans le monde sauf en Afrique où la baisse est générale et dans les pays arabes en dehors des pays dont le trafic est le plus important.

Le taux le plus fort est celui de la région Amériques avec 6%, mais on s'aperçoit que ce taux est en fait celui d'un seul pays au volume de trafic prédominant pour la région alors que le reste de la région n'a enregistré qu'une croissance de 0,5%.

L'augmentation est faible dans les PIEM (CAM de 1,8%).

– Dans le service international

Une baisse très importante et quasi générale apparaît sur la période (voir graphiques G21 et G22). Malgré la précision toute relative des données et par conséquent des résultats auxquels le Bureau international peut parvenir, une telle généralité du phénomène de baisse atteste une réalité préoccupante.

Pour les expéditions internationales de colis, les PIEM, qui sont pourtant les grands exportateurs de colis, ont subi pendant cette période une baisse d'environ 4% par an, ce qui est beaucoup.

Dans les PED, la baisse très importante de l'Afrique est de l'ordre de 7% par an. Seule la région Europe des PED a une croissance de 1,7%. Pour les autres régions la baisse est de 2 à 3% si l'on exclut les pays dont le trafic est le plus important.

Pour la réception internationale la situation est la même. La baisse est quasi générale, la plus forte étant dans les pays de la région Europe des PED. Seuls les pays d'Amérique dont le trafic est important enregistrent une croissance d'environ 18% alors que le reste de la région connaît une baisse de 2,1% par an en moyenne.

2.2.3.3 Relations service intérieur/service international expédition

Il paraît peu probable qu'il y ait eu une baisse réelle aussi forte dans le marché des colis internationaux. La situation économique des PIEM a été plutôt bonne durant la période considérée, le trafic intérieur continuant de croître, seuls les trafics internationaux ne suivent pas la même tendance. Une baisse telle que celle enregistrée incite à considérer que les expéditeurs de colis traditionnels utilisent d'autres moyens pour l'acheminement de leurs envois.

2.2.4 Les prestations destinées à lutter contre la concurrence

2.2.4.1 Le service EMS

Créé pour reconquérir des parts de marché (ou pour répondre à des besoins des clients) et pour lutter contre une concurrence de plus en plus agressive, le service du courrier accéléré offert par les Administrations postales tend à se développer rapidement depuis sa création. L'UPU contribue largement à l'expansion de ce service et au renforcement du réseau EMS mondial.

Ainsi, le nombre d'Administrations assurant ce service est-il passé tout récemment à 135 (voir graphique EM1 et tableau EM3). Le nombre des envois EMS est passé de 1,4 million en 1982 à 7,4 millions d'envois en 1987, soit un accroissement de 429%. Pendant la période à l'examen du présent rapport, l'accroissement est de 300% (1,4 million d'envois en 1982, 5,6 millions d'envois en 1986). Le nombre d'Administrations participant au service qui était de 19 en 1982 est passé à 72 en 1986 et 135 en juillet 89 (graphique EM1). Le nombre des liaisons au niveau mondial est passé de 305 en 1982 (1780 pour l'année 1986) à 3400 en 1988.

Ce service devrait continuer sa progression si les Administrations postales poursuivent leurs efforts dans le domaine de la qualité de service, de la rapidité d'acheminement et du développement du réseau.

2.2.4.2 Le courrier électronique

L'enquête menée en 1988 dans le cadre de l'étude 503 du CCEP «Courrier électronique et autres services perfectionnés de transmission de messages» montre que plus de la moitié des Pays-membres de l'Union disposent d'un service public de télécopie.

Le questionnaire statistique annuel a pour 1986 et 1987 permis de recueillir des informations sur le trafic de 41 Pays-membres (cf. annexe 6, courrier électronique).

Le triplement entre 1986 et 1987 du nombre de bureaux de poste dotés d'appareils de télécopie est significatif. Les 9892 bureaux équipés (3664 en 1987) sont localisés pour 95% d'entre eux dans les pays industrialisés.

Le trafic intérieur (7,573 millions de messages départ pour 0,474 million de messages d'arrivée en 1987) a connu une croissance de l'ordre de 70% par rapport à 1986.

Le trafic du service international de télécopie du type BureauFax à partir des bureaux de poste (409 000 messages départ pour 362 000 messages d'arrivée) est plus équilibré puisque sa croissance constatée par rapport à 1986 (+80% au départ, +124% à l'arrivée) touche tous les pays.

2.2.5 La distribution à domicile

Les informations rassemblées par le Bureau international portent sur 138 pays parmi les Pays-membres. Les valeurs ont été calculées pour l'année 1984. Ces valeurs ont été ensuite appliquées à la totalité de la population des régions et des groupes de pays. Les résultats obtenus sont illustrés dans les graphiques PDOM1 et PDOM2 figurant en annexe.

La proportion en % de la population bénéficiant de la distribution à domicile est la suivante:

Groupes:

PED:	76,9
PIEM:	93,3
PIEP:	100,0
PI:	95,4
Monde:	82,4

Régions des PED :

Afrique:	13,3
Amériques:	66,4
Asie-Pacifique:	95,4
Europe:	98,1
Pays arabes:	62,0

On peut constater que parmi les PED la région Afrique avec un taux de distribution à domicile de 13,3% se situe très en deçà des autres régions. Par contre, les régions Asie-Pacifique et Europe ont des taux très voisins de ceux des pays industrialisés.

2.2.6 Les services financiers de la poste

Les services des mandats, des chèques postaux et de la caisse d'épargne sont successivement examinés.

2.2.6.1 Mandats

2.2.6.1.1 Etendue du service

Le service des mandats du régime intérieur est très bien implanté. Comme cela apparaît dans le graphique SF1, ce service est au moins présent dans 65% des Administrations.

2.2.6.1.2 Nombre de mandats

Au cours de la période 1982-1986 (voir graphiques SF2 et SF3) environ 1,8 milliard de mandats du régime intérieur ont été émis dans le monde.

2.2.6.1.3 Evolution du nombre de mandats

Le nombre de mandats émis continue de croître dans les PIEP et les PED mais diminue dans les PIEM du fait de multiples autres moyens de transferts de fonds mis à la disposition de la clientèle dans le cadre d'un marché concurrentiel.

En examinant la CAM sur la période 1982-1986 (voir graphique SF4) on peut nuancer l'affirmation globale précédente comme suit:

Le nombre de mandats émis est en baisse en Afrique et dans les pays arabes, si dans ce dernier cas on fait abstraction des pays dont le trafic est important. Il baisse également dans le même contexte au sein des PIEP.

2.2.6.1.4 Nombre de mandats émis par habitant

Le nombre de mandats émis par 1000 habitants pour les pays dans lesquels le service existe (voir graphique SF5) varie avec une grande amplitude. Dans les PED ce nombre, en 1986, est de 23 en Afrique et de 1597 en Europe.

Le nombre moyen calculé pour les PIEM est de 547 pour la même année. Inversement, dans les PIEP ce mode de transfert de fonds est très utilisé. En 1986 il était de 3023 mandats pour 1000 habitants.

2.2.6.1.5 Valeur totale des mandats émis

Exprimés en francs-or, les mandats émis représentent une valeur totale d'environ 596 milliards de francs-or, pour 1986, soit environ 195 milliards de DTS .

Le graphique SF6 illustre les différences entre groupes et régions.

2.2.6.1.6 Evolution de la valeur des mandats émis

Grâce aux calculs de CAM effectués, on constate (voir graphique SF7) une baisse de la valeur des mandats émis en Afrique, dans la région des Amériques, tous pays considérés, et dans la plupart des pays des régions Europe et pays arabes.

Pour les PIEM, la baisse est surtout le fait des pays à trafic important car il y a hausse dans les autres pays de la région.

2.2.6.1.7 Valeur des mandats émis par habitant

Comme illustré dans le graphique SF8, la valeur moyenne d'un mandat émis est faible dans les régions Afrique, Amériques et Asie-Pacifique (inférieure ou égale à 10 francs-or). Elle est d'environ 300 francs-or dans les régions Europe et Pays arabes comme dans les PIEP. Dans les PIEM, malgré la baisse enregistrée, ce montant est deux fois plus élevé (600 francs-or).

2.2.6.2 Chèques postaux

2.2.6.2.1 Etendue du service

Le service des chèques postaux est peu répandu dans les PED (sauf l'Afrique) et dans les PIEP. Il existe dans 75% des PIEM (voir graphique SF 9).

2.2.6.2.2 Nombre de comptes

Le nombre de comptes ouverts par les clients est illustré dans les graphiques SF 10 et SF11. Ce sont les Pays arabes qui en possèdent le plus parmi les PED (2,2 millions de comptes) soit le 1/10 des PIEM (23,6 millions de comptes). Le total des PIEM et des pays arabes est ainsi proche du nombre de comptes de chèques postaux dans le monde (26,7 millions en 1986). Le nombre de comptes par 1000 habitants (voir graphique SF13) y est également plus élevé (12 et 31 pour 1000 habitants).

2.2.6.2.3 Evolution du nombre de comptes

La croissance annuelle moyenne (CAM) est positive dans les PIEM (4,8%) et les pays arabes (4,6%), l'évolution est défavorable en Afrique et dans la région Asie-Pacifique (voir graphique SF12).

2.2.6.2.4 Valeur totale des dépôts sur les comptes de chèques postaux.

Le montant des fonds déposés en 1986 représentait environ 259 milliards de fr-or soit 85 milliards de DTS pour l'essentiel dans les PIEM et les pays arabes (voir graphique SF14).

2.2.6.2.5 Evolution de la valeur des dépôts

Dans les PIEM ce sont les pays où les dépôts sont les moins importants qui ont connu la plus forte croissance alors que dans les pays arabes la croissance enregistrée (9%) caractérise les pays ayant déjà les plus forts dépôts (voir graphique SF 15).

2.2.6.2.6 Valeur des dépôts par habitant

Les pays dans lesquels se concentrent les dépôts ont enregistré en 1986 un dépôt moyen par habitant de 136 fr-or dans les Pays arabes et un dépôt moyen de 302 fr-or dans les PIEM.

Le graphique SF 16 montre la grande disproportion qui existe avec les autres régions et groupes de pays.

2.2.6.3 Caisse d'épargne

2.2.6.3.1 Etendue du service

Le graphique SF 17 illustre la présence de ce service dans les Pays-membres: l'implantation est inférieure à 50% et similaire à celle des chèques postaux à l'exception des pays du groupe des PIEM dont les services financiers postaux sont développés (50% des pays industrialisés à économie de marché disposent du service de caisse d'épargne et 71% des Administrations de ce groupe ont un service de chèques postaux) et des régions Afrique et Pays arabes.

2.2.6.3.2 Nombre de comptes

Dans les PED c'est la région Asie-Pacifique qui rassemble le plus grand nombre de comptes (environ 105 millions) soit 80% des comptes ouverts dans les PED. Ce nombre représente plus du tiers des comptes de l'ensemble des pays du monde.

2.2.6.3.3 Evolution du nombre de comptes

A l'exception des pays en développement de la région Europe et des PIEP, on note une croissance annuelle moyenne du nombre de comptes de caisse d'épargne.

2.2.6.3.4 Nombre de comptes par habitant

Le nombre de comptes pour 1000 habitants (voir graphique SF 21) est bien plus important que celui des chèques postaux. Dans les PED, sauf les Amériques où la caisse d'épargne n'existe que dans deux pays relativement peu peuplés, le nombre de comptes pour 1000 habitants varie entre 20 et 40 (région Asie-Pacifique).

Dans les PIEM, il est environ sept fois supérieur au nombre de comptes de chèques postaux (CCP) avec, en 1986, 231 comptes pour 1000 habitants.

2.2.6.3.5 Valeur totale des dépôts sur les comptes

Les dépôts les plus importants sont concentrés (voir graphique SF22) dans les régions Asie-Pacifique et pays arabes et dans le groupe des PIEM.

La valeur mondiale des dépôts en 1986 s'élevait à 405 milliards de fr-or soit 132 milliards de DTS.

2.2.6.3.6 Evolution de la valeur des dépôts

Les sommes déposées sont à la hausse dans toutes les régions et groupes sauf dans la région Asie-Pacifique mais seulement dans les pays où les dépôts sont les moins importants (voir graphique SF 23).

2.2.6.3.7 Valeur des dépôts par habitant

La valeur moyenne des dépôts par habitant en 1986 (voir graphique SF 24) est la plus élevée dans les pays arabes (95 fr-or) et dans les PIEM où elle est environ 4 fois supérieure (456 fr-or).

2.3 Le trafic par type de service et catégorie d'objets (volume et tendance)

Le trafic est analysé selon les types de services assurés : intérieur ou international, et selon les catégories d'objets LC, AO et colis postaux. Il tient également compte des services spéciaux, des objets recommandés et des envois en franchise postale.

2.3.1 Le service intérieur

2.3.1.1 Le trafic lettres et cartes (LC) du service intérieur

Le trafic postal du service intérieur qui a été de 158,6 milliards d'envois LC en 1982 est passé à 182,4 milliards pour l'année 1986. Ces chiffres ont été collectés auprès de 141 pays sur les 170 recensés. Les derniers chiffres de 1987, 195 milliards, sont encore plus encourageants.

2.3.1.1.1 En volume et par habitant

Le volume du trafic s'est accru au niveau mondial. A l'exception de l'Afrique et des pays arabes où il y a une stagnation, toutes les autres régions des PED connaissent un accroissement sensible. Globalement les pays de la catégorie PIEM et pays en développement voient leur trafic en très nette progression. Une légère régression est notée pour les PIEP. Une analyse du trafic intérieur par habitant confirme les constatations globales (voir graphiques T1 et T2).

2.3.1.1.2 Evolution

L'analyse de la CAM révèle en fait une croissance très nette en Afrique si l'on fait abstraction des pays au trafic le plus important (Nigéria et Zambie). Le trafic est en augmentation dans tous les autres pays du continent africain (+ 2,8%) et suit donc la tendance générale. Par contre, la situation est inversée en Amérique latine. En faisant abstraction des données du Brésil, il apparaît une situation en très nette diminution (CAM négative - 2,7%). On peut retenir globalement une tendance à une croissance plus ou moins régulière dans l'ensemble des pays en développement (+ 4,9%). La croissance s'affaiblit pour les pays industrialisés (+ 3,3%). On note une décroissance du trafic intérieur des pays industrialisés à économie de plan (- 1,5%) (voir graphique T3).

2.3.1.2 Autres objets (AO) du service intérieur

Les données fournies par 140 pays en 1982 correspondaient à un trafic total estimé à 156 milliards d'envois AO du service intérieur (197 milliards en 1986).

En volume (graphique T4) et par habitant (graphique T5) on note un fort accroissement dans les pays industrialisés (PIEM surtout, PIEP à un moindre degré), une croissance dans les pays en développement à l'intérieur des pays des régions Asie-Pacifique et Amériques, une dégradation en Afrique. Les variations sont dans le même sens si l'on s'intéresse au trafic par habitant passé notamment dans les PIEM de 105 à 142 objets par an.

Entre 1982 et 1986, l'augmentation du trafic AO du service intérieur de la région Amériques est due aux pays aux trafics les plus importants de cette région. Le graphique T6 montre en fait une baisse sensible de ce trafic à l'intérieur des autres pays de cette zone géographique.

2.3.1.3 Envois recommandés

Le trafic global des envois recommandés dans le régime intérieur est passé de 3,27 milliards d'envois en 1982 à 3,31 en 1986 (statistiques concernant 113 pays seulement).

En volume (graphique T7) et par habitant (graphique T8) on note une augmentation dans les pays en développement (Afrique exceptée) et les PIEP. La régression est sensible dans les PIEM. On peut remarquer que la CAM est positive dans les pays en développement sauf en Afrique où les pays à trafic important ont connu une chute des envois alors que le trafic a continué de croître dans les autres pays de cette région.

A l'inverse, dans les pays en développement des régions Amériques, Europe et pays arabes ce sont les pays au trafic le plus important qui ont connu une croissance soutenue du trafic des envois recommandés entre 1982 et 1986. L'étude de la croissance annuelle moyenne (CAM) permet de confirmer l'analyse (voir graphique T9).

2.3.1.4 Envois en franchise du service intérieur

Les résultats au plan statistique ne permettent pas de faire une analyse correcte de ce type de trafic. Globalement on constate (graphique T10) une faible baisse du volume des envois en franchise (pays industrialisés) et au mieux une stagnation (pays en développement).

Les renseignements concernant les envois en franchise postale dans le service intérieur ne sont disponibles que pour un nombre restreint de pays. Par conséquent, les résultats de cette analyse assez limitée ne sont pas toujours représentatifs. Les données des pays de la région Afrique ou Asie-Pacifique ne concernent respectivement que 27,4% et 17% de la population.

La constatation est la même quant à l'analyse du trafic par habitant (voir graphique T11).

Le graphique T12 confirme la stagnation, voire la diminution du trafic des envois en franchise postale dans le service intérieur. Cependant lorsqu'on ne tient pas compte des pays au trafic le plus important, les données laissent apparaître une augmentation du trafic des PED des régions Europe et pays arabes.

2.3.2 Le service international

2.3.2.1 Expédition

2.3.2.1.1 Le trafic lettres et cartes (LC)

Le trafic passe de 6,27 milliards d'envois en 1982 à 6,37 milliards en 1986 pour 140 pays (URSS non compris, faute de renseignements suffisants). La stagnation du volume est quasi générale sur la période et la baisse du nombre d'envois par habitant est à rapprocher de la hausse du trafic LC du service intérieur (voir graphiques T13 et T14).

La hausse du trafic intérieur ne s'accompagne pas d'une augmentation comparable du trafic postal international. En fait la croissance des échanges internationaux aurait dû entraîner une hausse du trafic. La concurrence des messageries privées est probablement à l'origine du phénomène de stagnation du trafic postal international (voir graphique T15).

2.3.2.1.2 Autres objets (AO) expédition

Le trafic passe de 1,713 milliard d'envois en 1982 à 1,972 milliard pour la fin de la période étudiée.

Les graphiques T16 et T17 confirment la tendance générale à la hausse du trafic AO expédition. Seule la région Amériques connaît une régression du trafic de plus de 7%.

Le nombre d'AO par habitant suit cette même tendance à la hausse, comme précédemment, à l'exception de la région Amériques. L'analyse de la CAM (graphique T18) confirme l'augmentation du trafic. On peut remarquer cependant que si l'on exclut les pays au trafic le plus important, les autres pays des régions Asie-Pacifique et Afrique voient leur trafic augmenter plus que celui du reste du monde.

2.3.2.2 Réception lettres et cartes (LC) et autres objets (AO)

2.3.2.2.1 Réception lettres et cartes (LC)

Les données fournies par 124 pays sur 164 (URSS non compris) ont permis d'évaluer le trafic LC réception à 5812 millions d'envois en 1982 mais seulement 5640 en 1986 dont la répartition est indiquée au graphique T19.

La diminution du volume des envois LC reçus dans les PIEM de 1982 à 1986 est le fait majeur. Dans l'ensemble des pays en développement, ce trafic augmente très légèrement mis à part les pays arabes et d'Europe. L'analyse des données/habitants (voir graphique T20) confirme la tendance générale: une stagnation ou une baisse à l'exception de la région Asie-Pacifique. Une explication du phénomène doit être imputée au développement de la concurrence (repostage notamment).

Le graphique T21 montre une évolution plutôt défavorable du trafic réception lettres et cartes dans les régions Afrique et Amériques des PED lorsqu'on exclut les données des pays au trafic le plus important.

2.3.2.2.2 Le trafic autres objets (AO) réception

Le trafic AO passe de 1,725 milliard d'objets en 1982 à 1,647 milliard en 1986. Les données ont été recueillies auprès de 127 pays.

Le trafic AO réception est en régression d'après ces données. Cette tendance à la baisse, encore plus sensible pour les PIEM, est atténuée pour les pays en développement. Seuls les pays d'Afrique et d'Asie-Pacifique dégagent une légère croissance en volume. L'analyse des graphiques en volume et par habitant (T22 et T23) confirme la tendance générale à la baisse.

La CAM positive de la région Afrique montre une croissance très importante si l'on fait abstraction des pays dont le trafic est plus important. Cette constatation peut être faite à un degré moindre pour les pays en développement d'Asie-Pacifique (voir graphique T24).

Ceci pourrait être dû au fait que le repostage direct (dépôt des AO dans le pays de destination par les concurrents) touche davantage les pays industrialisés.

2.4 Les moyens de la poste

2.4.1 Les effectifs du personnel postal

L'analyse de l'effectif mondial du personnel postal s'appuie sur les renseignements fournis par 143 pays concernant 87,4% de la population mondiale.

2.4.1.1 En nombre et par habitant (graphiques MP1, MP2 et MP3)

L'effectif mondial de 5,439 millions d'agents en 1982 passe à plus de 6,231 millions en 1986. Dans l'ensemble des pays en développement on compte en 1982 un employé pour 1500 habitants en moyenne. Les pays en développement de la région Europe se rapprochent des effectifs notés dans les pays industrialisés.

2.4.1.2 Evolution (graphique MP4)

Les effectifs postaux ont tendance à augmenter légèrement dans le monde. Les seuls pays qui connaissent un accroissement notable sont les PIEM. L'effectif des agents y passe de 2,229 à 2,820 millions de 1982 à 1986, soit 30 agents pour 10 000 habitants en 1982 et 37 agents pour 10 000 habitants en 1986. Cette augmentation n'est pas confirmée en 1987.

L'analyse de la CAM fait apparaître une croissance modérée dans tous les pays du monde indépendamment de la région ou de son type d'économie. Cependant, l'exclusion des pays aux effectifs les plus importants laisse apparaître une diminution pour les pays de la région Amériques et inversement une croissance double dans la région Asie-Pacifique.

Au niveau mondial l'augmentation du nombre d'agents de 1982 à 1986 suit celle de la population avec une légère augmentation du nombre d'agents pour 10 000 habitants qui résulte de la croissance forte dans les PIEM et modérée dans les pays en développement et PIEP.

2.4.2 Les points de contact de la poste

Les Administrations postales, dans l'ensemble, cherchent à améliorer leur image vis-à-vis d'un public souvent attiré par la concurrence. Cette tendance est plus marquée dans les PI où les efforts et les résultats sont visibles.

2.4.2.1 Les bureaux de poste sédentaires

L'analyse porte sur les renseignements reçus de 159 pays. Le nombre de bureaux de poste sédentaires tend à augmenter (voir graphiques BP1 et BP2) au niveau mondial, malgré une légère baisse dans les PIEM et les pays en développement de la région Europe.

2.4.2.1.1 En nombre et par habitant

En tenant compte de la densité de population desservie par la poste dans chaque région et dans les diverses catégories de pays, la situation est préoccupante pour les pays en développement. En effet la moyenne est de six bureaux de poste sédentaires pour 100 000 habitants. Un effort important reste à accomplir en matière d'infrastructure des bureaux de poste dans lesdits pays. La région la plus mal lotie est l'Afrique avec trois bureaux de poste pour 100 000 habitants alors que dans les pays industrialisés et les pays en développement d'Europe, le nombre se situe au-dessus de 22 bureaux pour 100 000 habitants (voir graphique BP3) avec jusqu'à 35 bureaux pour les PIEP.

L'étude du graphique BP4 confirme cette situation en ce qui concerne la superficie desservie. L'Afrique reste largement sous équipée avec environ six bureaux de poste pour une superficie de 10.000 km². Malgré l'amélioration constatée dans l'ensemble des pays en développement, très approximativement, on peut dire que le nombre de bureaux de poste varie au moins du simple au double entre les pays en développement et les pays industrialisés. Le sous-équipement relatif peut s'expliquer par le bas niveau du trafic et par des densités de population parfois très faibles. Il n'en rend pas moins difficile l'accès aux services.

2.4.2.1.2 Evolution

Les chiffres de 1982 à 1986 confirment un accroissement du nombre de bureaux de poste dans le monde. Toutefois, la diminution de ce nombre dans les pays industrialisés est imputable à une redistribution des implantations dans un souci de rationalisation et de meilleure couverture des dépenses par le service public.

L'analyse de la CAM (graphiques BP5 et BP6) fait apparaître que l'augmentation du nombre de bureaux de poste sédentaires est localisée dans les pays en développement autres que ceux de la région Europe. On remarque également que dans les régions Amériques, pays arabes et Afrique l'augmentation est le fait des pays ayant déjà le plus grand nombre de bureaux.

2.4.2.2 Les bureaux de poste mobiles

Les bureaux de poste mobiles se caractérisent par l'utilisation de véhicules automobiles ou de bateaux pour fournir les services postaux aux usagers.

L'analyse des données fournies par les différents Pays-membres permet de dégager une hausse sensible du nombre de bureaux mobiles dans le monde.

En 1982, on comptait 3 323 bureaux mobiles dans le monde pour atteindre 4681 bureaux en 1986. Cette évolution est due en grande partie aux pays en développement qui ont quasiment doublé le nombre de ces bureaux (graphique BP7). Le détail de cette évolution (graphique BP8) met en évidence un accroissement important dans les pays en développement de la région Asie-Pacifique.

Cependant les données ne sont pas toujours fournies par les différents Pays-membres et cette étude se base sur des estimations d'évolution des pays à l'intérieur de leur groupe géographique. L'évolution constatée est favorable à une amélioration de la qualité de service dans les pays en développement (Asie-Pacifique plus particulièrement) (cf graphique BP10).

2.4.2.3 Les facteurs ruraux

Tous les pays ne proposent pas ce type de service. Le graphique BP11 permet la comparaison du nombre de facteurs ruraux par groupe de pays par rapport au nombre total de pays du groupe.

Ainsi au niveau mondial, 27 pays sur les 170 font appel à ce type de service et représentent 7% de la population mondiale en 1986. Le service est assez bien implanté dans les PIEM avec 10 pays sur 28 pour ce groupe et 20% de la population concernée.

2.4.3 Les boîtes aux lettres (pour la collecte du courrier à expédier)

L'analyse au plan mondial de l'équipement en boîtes aux lettres s'appuie sur les données fournies par 145 pays représentant 93,6% de la population globale.

2.4.3.1 En nombre et évolution

Le chiffre mondial des boîtes aux lettres est passé de 2,967 millions en 1982 à 3,173 millions en 1986. L'inventaire a permis de recenser 1,883 million de boîtes aux lettres dans les pays industrialisés en 1982 et 1,084 million dans les pays en développement la même année.

Dans l'ensemble le nombre de boîtes aux lettres a augmenté régulièrement pendant la période 1982–1986 observée. Seule exception: les pays en développement de la région Amériques voient le nombre de boîtes aux lettres mises à disposition du public en légère régression (voir graphiques BL1 et BL2).

L'étude de la CAM (graphiques BL3 et BL4) confirme cette situation de croissance. Cette croissance est plus élevée à travers le monde lorsqu'on fait abstraction des pays au plus grand nombre de boîtes aux lettres de chaque groupe économique. Au niveau des pays en développement, on s'aperçoit que le nombre de boîtes aux lettres en Afrique, abstraction faite des pays au plus grand nombre de boîtes aux lettres, est en baisse de 1,1% par an, avec cependant un nombre d'équipements qui passe de 11 000 à 13 000 dans la région du fait d'une croissance élevée dans ces derniers pays (cf graphique BL4).

2.4.4 Les boîtes postales (pour la livraison au bureau de poste)

2.4.4.1 En nombre et évolution

L'analyse des chiffres reçus de 142 pays (graphiques BT1 et BT2) permet de dégager une très nette augmentation du nombre de boîtes postales dans le monde. Ce service est bien développé dans les PIEM alors que les PIEP n'utilisent que très peu ce service de distribution. Pour 17,985 millions de boîtes postales dénombrées dans les pays industrialisés en 1982, les PIEP n'en comptaient que 0,123. Parmi les pays en développement les mieux équipés en boîtes postales, on compte les pays en développement d'Afrique, d'Amérique et les pays arabes.

L'étude de la CAM (graphique BT3) confirme les données chiffrées analysées plus haut. La croissance est très soutenue pour les PIEM.

2.4.4.2 Boîtes postales par habitant

La population des PIEM profite bien de ce service avec 239 boîtes postales/10.000 habitants en 1982. Ce chiffre passe à 302 boîtes postales/10.000 habitants en 1986. Les pays en développement ne disposent en moyenne que d'un peu plus de 30 boîtes postales/10.000 habitants (graphique BT4). On peut remarquer que les pays en développement d'Asie-Pacifique font très peu appel à ce service.

2.4.5 Les véhicules à moteur de la poste

2.4.5.1 En nombre

Le nombre des véhicules à moteur est en hausse dans tous les groupes de pays du monde (graphique VM1). Ce nombre étant de 491 000 véhicules à moteur en 1982, l'étude des chiffres des diverses régions des pays en développement (92 000 en 1986) permet de confirmer la tendance à la hausse sauf pour l'Afrique qui voit son parc de véhicules diminuer d'environ 10% et dans une proportion un peu plus faible, les pays d'Amérique (voir graphique VM2).

2.4.5.2 Evolution

L'analyse de la CAM confirme cette croissance générale du nombre de véhicules à moteur de 2,8% par an. Si l'on prend le cas de la région Afrique dont le parc de véhicules diminue globalement, on constate une croissance de 2% par an dans les pays au parc le plus important. Par contre, la baisse du nombre de véhicules à moteur en Amérique est plus sensible dans les pays à parc important de cette région (graphique VM3).

L'étude de la répartition des véhicules à moteur par bureaux de poste fait apparaître des différences notables entre les PIEM et les autres groupes de pays. Les PIEM sont bien équipés avec plus de 2200 véhicules à moteur pour 1000 bureaux. L'Afrique est largement moins bien équipée. Les pays des autres régions souffrent moins de cette différence mais leur niveau d'équipement reste bien en dessous de celui des PIEM (voir graphique VM4).

2.4.6 Les machines de tri automatique

2.4.6.1 Nombre et évolution

Les informations reçues des divers pays permettent de dénombrer 4477 machines de tri automatique dans le monde en 1986. Ce parc est en légère évolution et les pays les mieux équipés sont ceux du groupe des PIEM qui comptent à eux seuls 90% des machines de tri automatique (4011 machines de tri automatique en 1986). Les PIEP avec 172 machines de tri automatique et les pays en développement (294) se partagent la différence.

Les pays en développement de la région Asie-Pacifique et Europe font de gros efforts d'équipement en matériel. Leur parc a doublé en Europe et a augmenté de 40% pour la région Asie-Pacifique (graphique TR1). La diminution du nombre de machines de tri automatique dans les PIEP peut correspondre à un renouvellement par du matériel plus performant.

2.4.6.2 Le parc des machines de tri en rapport avec le trafic

Le nombre de machines est lié partiellement à l'importance du trafic postal. Dans les PIEM on compte environ 22 machines de tri automatique/1000 bureaux en 1986, deux pour les PIEP et une pour chaque région des pays en développement (voir graphique TR2).

2.4.7 Les aspects comptables et l'équilibre financier

2.4.7.1 Considérations générales

La poste a toujours cherché à assurer l'équilibre comptable de ses activités. C'est maintenant une nécessité de plus en plus vitale dans un monde concurrentiel. Trois postes budgétaires sont importants à examiner: les recettes d'affranchissement, les dépenses de personnel et les investissements. Toute Administration possède un service de comptabilité, mais malgré cela le nombre de données exploitables par le Bureau international est faible. Ceci est dû à l'absence de réponses de la part de certains pays. C'est aussi le fait de pays où la comptabilité de la poste est une partie du budget général et où les ventilations demandées par le Bureau international n'ont pas été faites. Dans d'autres pays, il y a complet amalgame de la poste et des télécommunications ce qui réduit encore le nombre de réponses exploitables.

2.4.7.2 Recettes postales provenant des affranchissements

Seuls 119 données ont été prises en compte. Elles sont relatives à des pays qui regroupent 69,7% de la population mondiale. Une estimation mondiale est donc possible mais elle prête à discussion.

Les sommations concernant les régions et les groupes de pays sont ventilées comme suit :

Régions/groupes	Ensemble de données exploitables	Sur un total de	% de population concernée
Afrique	30	42	77,9
Amériques	22	34	86,2
Asie-Pacifique	17	31	54,0
Europe	7	10	78,9
Pays arabes	14	20	69,6
PED	90	137	61,8
PIEM	26	28	100,0
PIEP	3	5	89,0
PI	29	33	96,9
Monde	119	170	69,7

L'évolution 1982–1986 des recettes postales des régions des PED figure dans le graphique AC1; celles des PI, des PED et du monde sont reflétées dans le graphique AC2. Les recettes d'affranchissement se sont accrues partout, mais assez faiblement dans les PED d'Afrique et d'Europe.

Si l'on calcule le ratio «recette par envoi», on peut remarquer une augmentation des recettes par envoi pour les pays industrialisés de l'ordre de 7%, tandis que les pays en voie de développement voient ce ratio diminuer de 2 à 3%. La CAM pour la même période est représentée dans le graphique AC3.

On peut remarquer que la variation de la CAM des recettes postales des PI, qui est d'environ 7% par an, s'est ralentie puisque lors des calculs sur la période quinquennale précédente elle était de 11%. La variation de la CAM des PED est très contrastée puisqu'elle passe de +12% pour la région d'Asie-Pacifique à -5% pour l'Afrique. Il n'a pas été tenu compte de l'inflation constatée sur la période considérée.

2.4.7.3 Dépenses de personnel

La représentativité des chiffres traités concernant les dépenses de personnel est uniforme pour toutes les régions sauf pour la région Europe où seuls 6 pays sur 10 ont été pris en compte, ce qui représentent 56,5% de la population de cette région. L'évolution 1982–1986 des dépenses de personnel des régions des PED figure dans le graphique AC4, celle des PI, des PED et du monde est reflétée dans le graphique AC5.

La CAM pour la même période est représentée dans le graphique AC6. Sur les graphiques AC7 et AC8 ont été regroupées les recettes et les dépenses de personnel.

La croissance des dépenses de personnel est identique à celle des recettes postales pour les PI, elle est cependant à comparer au taux antérieur de près de 10% par an qui avait été constaté sur la période 1977–1981. On constate alors que les dépenses de personnel dans ces pays ont augmenté aussi vite que les recettes alors qu'auparavant la croissance des recettes était d'un point supérieure.

Pour les PED la décroissance de 5% par an de la région Amériques est à rapprocher de la croissance de 1% constatée pour ses recettes d'affranchissement ce qui peut signifier une amélioration de la situation financière. Globalement la situation des pays en développement est inchangée de ce point de vue puisque les recettes postales et les dépenses de personnel croissent au même taux de 4%.

2.4.7.4 Investissements

Les informations parvenues au Bureau international concernant les investissements sont en nombre encore plus restreint que pour les recettes et les dépenses (voir tableau ci-après).

L'exploitation des réponses sur les investissements est faite d'après les renseignements suivants:

Régions/groupes	Ensemble de données exploitables	Sur un total de	% de population concernée
Afrique	21	42	37,7
Amériques	15	34	74,9
Asie-Pacifique	13	31	48,1
Europe		710	78,9
Pays arabes	9	20	63,8
PED	65	137	52,1
PIEM	23	28	99,4
PIEP	0	5	0,0
PI	24	33	70,6
Monde	89	170	56,2

L'analyse globale des chiffres traités ne permet pas de déceler les axes d'une vraie politique, notamment d'investissement dans les PED, car les chiffres varient fortement d'une année à l'autre. Les investissements ne paraissent pas s'insérer dans une planification véritable à cause sans doute de difficultés de financement.

Dans les PED les investissements ont diminué notamment dans les régions Amériques et pays arabes. Cela est dû probablement à la fin de la mise en place d'équipements de tri automatiques qui ont demandé de gros moyens financiers. Globalement, un recul très net est constaté en 1986 (voir les tableaux 1 et 2 ci-après), mais la tendance générale est cependant positive.

Tableau 1 concernant les PED

Montant total des investissements en millions de francs-or dans 65 pays dont les données sont disponibles:

1982	422
1983	546
1984	563
1985	856
1986	690

Tableau 2 concernant les PIEM

Montant total des investissements en millions de francs-or dans 23 pays dont les données sont disponibles:

1982	9 551
1983	10 163
1984	15 644
1985	17 079
1986	13 457

Dans les PIEM, l'augmentation a été régulière de 1982 à 1985 mais marque un net recul en 1986 (voir tableau ci-dessus).

L'observation détaillée de la CAM montre que:

- dans les PED (voir graphique AC9) l'évolution des investissements est assez inégale: +3,6% pour la majorité des pays d'Afrique, -23% pour la majorité des pays d'Amérique, mais +21% pour la région Europe;
- si l'on considère aussi bien les pays industrialisés à économie de marché que les pays en développement, on constate que la plupart de ces pays connaissent une croissance annuelle moyenne inférieure à celle des deux groupes.

Pour les 89 pays dont les données sont disponibles le ratio «investissements par bureau de poste sédentaire» est en baisse dans les régions Amériques et pays arabes. Il indique une évolution positive partout ailleurs. Il montre aussi que la valeur 1986 pour les PIEM est 14 fois plus importante que celle obtenue pour les PED. Même la région Europe qui paraissait investir beaucoup, compte tenu du nombre de ses bureaux de poste, est au même niveau que les autres régions des PED.

2.5 Estimations 1987

Les chiffres parvenus pour l'année 1987 renforcent les estimations d'évolution positive du trafic de la poste aux lettres du service intérieur, mais la stagnation du trafic international acheminé par la poste est confirmée (voir annexe 5).

Les produits les plus récents connaissent le plus de succès (EMS, courrier électronique) grâce à des mesures en faveur de la clientèle (élargissement des prestations, plus grande mondialisation, ramassage à domicile des envois et plage horaire de dépôt des colis élargie, très forte croissance du nombre d'appareils de télécopie).

L'effectif du personnel postal continue de croître, mais moins rapidement que par le passé. Enfin l'accroissement du nombre de bureaux de poste sédentaires, imputable aux PED, réduit l'écart dans ce domaine avec les pays industrialisés.

La concurrence devient de plus en plus agressive dans le domaine international. Des entreprises privées de messageries se développent au détriment des Administrations postales: le repostage notamment dérobe une part de la marge bénéficiaire de la poste. Certaines sociétés multinationales font preuve d'une grande agressivité commerciale à l'échelle mondiale et sans allier forcément qualité de service, rapidité et fiabilité, elles ont conquis une part importante du marché international (voir les documents des colloques EMS et l'étude C104 du CCEP).

Les infrastructures de certaines de ces sociétés leur permettraient même de s'attaquer à la poste aux lettres dans sa desserte des territoires nationaux eux-mêmes.

3 Conclusion

La stagnation du trafic international LC à l'expédition de 1982 à 1986 est sûrement le fait statistique le plus important.

Certains exemples récents montrent cependant qu'une volonté suffisante s'appuyant sur les moyens de la poste peut, dans le domaine national comme dans celui des relations internationales, faire pièce aux concurrents venus d'ailleurs ou à ceux qu'une grande pratique du traitement des colis a incité à s'attaquer aux LC et AO du régime international. Le réseau terminal de la poste, ses bureaux et ses hommes sont parmi les meilleurs atouts dans ce monde de concurrence mais les handicaps sont aussi visibles (cf investissements).

L'Union postale universelle est consciente des problèmes et l'effort déjà engagé, notamment en faveur du courrier EMS (305 liaisons en 1982, 2490 liaisons en 1987), mais aussi la plus grande capacité de réponse de l'UPU et de ses membres à la concurrence sont des facteurs positifs dans le développement des services postaux.

Liste des principales abréviations utilisées

PED	Pays en développement
PI	Pays industrialisés
PIEM	Pays industrialisés à économie de marché
PIEP	Pays industrialisés à économie de plan
PIB	Produit intérieur brut
CAM /hab.	Croissance annuelle moyenne par habitant
PAL	Poste aux lettres
AO	Autres objets
LC	Lettres et cartes

Répartition des pays en régions et groupes et signalement des pays dont le trafic est important dans la région considérée (*)

Pays en développement (137 pays)

Afrique (42)	Amériques (34)	Asie-Pacifique (31)	Europe (10)	Pays arabes (20)
<ul style="list-style-type: none"> • Angola • Bénin • Botswana • Burkina Faso • Burundi • Cameroun • Cap-Vert • Centrafrique • Comores • Congo (Rép. pop.) • Côte d'Ivoire (Rép.) • Ethiopie • Gabon • Gambie • Ghana • Guinée • Guinée-Bissau • Guinée équatoriale • Kenya • Lesotho • Libéria • Madagascar • Malawi • Mali • Maurice • Mauritanie • Mozambique • Niger • Nigéria • Ouganda • Rwanda • Sao Tomé-et-Principe • Sénégal • Seychelles • Sierra Leone • Swaziland • Tanzanie (Rép. unie) • Tchad • Togo • Zaïre • Zambie • Zimbabwe 	<ul style="list-style-type: none"> • Antigua-et-Barbuda * • Antilles néerlandaises et Aruba • Argentine • Bahamas • Barbade • Belize • Bolivie • Brésil • Chili • Colombie • Costa-Rica • Cuba • Dominicaine (Rép.) • Dominique • El Salvador • Equateur • Grenade • Guatemala • Guyane • Haïti • Honduras (Rép.) • Jamaïque • Mexique • Nicaragua • Panama (Rép.) • Paraguay • Pérou • Saint-Christophe-et-Nevis • Sainte-Lucie • Saint-Vincent-et-Grenadines • Suriname • Trinité-et-Tobago • Uruguay • Vénézuéla 	<ul style="list-style-type: none"> • Afghanistan • Bangladesh • Bhoutan • Brunei • Darussalam • Chine (Rép. pop.) • Corée (Rép.) • Fidji • Inde • Indonésie • Iran (Rép. islamique) • Kampuchea dém. • Kiribati • Lao (Rép. dém. pop.) • Malaisie • Maldives • Mongolie (Rép. pop.) • Myanmar • Nauru • Népal • Pakistan • Papouasie – Nouvelle-Guinée • Philippines • Rép. pop. dém. de Corée • Salomon (îles) • Singapour • Sri Lanka • Thaïlande • Tonga (y compris Niuafo'ou) • Tuvalu • Vanuatu • Viet Nam 	<ul style="list-style-type: none"> • Albanie • Bulgarie (Rép. pop.) • Chypre • Hongrie (Rép. pop.) • Malte • Pologne (Rép. pop.) • Portugal • Roumanie (Rép. soc.) • Turquie • Yougoslavie 	<ul style="list-style-type: none"> • Algérie • Arabie saoudite • Bahrain • Djibouti • Egypte • Emirats arabes unis • Iraq • Jamahiriya libyenne • Jordanie • Kuwaït • Liban • Maroc • Oman • Qatar • Somalie • Soudan • Syrienne (Rép. arabe) • Tunisie • Yémen (Rép. arabe) • Yémen (Rép. dém. pop.)

* Pays dont la situation vis-à-vis de l'UPU n'est pas encore réglée au 31 décembre 1987.

Répartition des pays en régions et groupes

Pays industrialisés (33 pays)

à économie de marché (28)

- Allemagne, Rép. féd. d'
- Amérique (Etats-Unis) et Territoires
Australie (+ île Christmas + îles Cocos
+ île Norfolk)
- Autriche
- Belgique
- Canada
- Danemark et Groenland + îles Féroé
- Espagne
- Finlande
- France, Départements d'outre-mer et Territoires
d'outre-mer
- Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du
Nord + Guernesey + Ile de Man + Jersey
Territoires d'outre-mer (Royaume-Uni de
Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)*
- Grèce
- Irlande
- Islande
- Israël
- Italie
- Japon
- Liechtenstein
- Luxembourg
- Monaco (voir France)
- Norvège
- Nouvelle-Zélande (+ îles Cook + Samoa
occidentale)
- Pays-Bas
- Saint-Marin (voir Italie)
- Suède
- Suisse
- Vatican

à économie planifiée (5)

- Biélorussie (voir URSS)
- Rép. dém. allemande
- Tchécoslovaquie
- Ukraine (voir URSS)
- URSS

• Signe indiquant les pays dont le trafic est important dans la région considérée.
* Selon les critères du PNUD, certains de ces territoires sont considérés comme PED.

Liste des graphiques

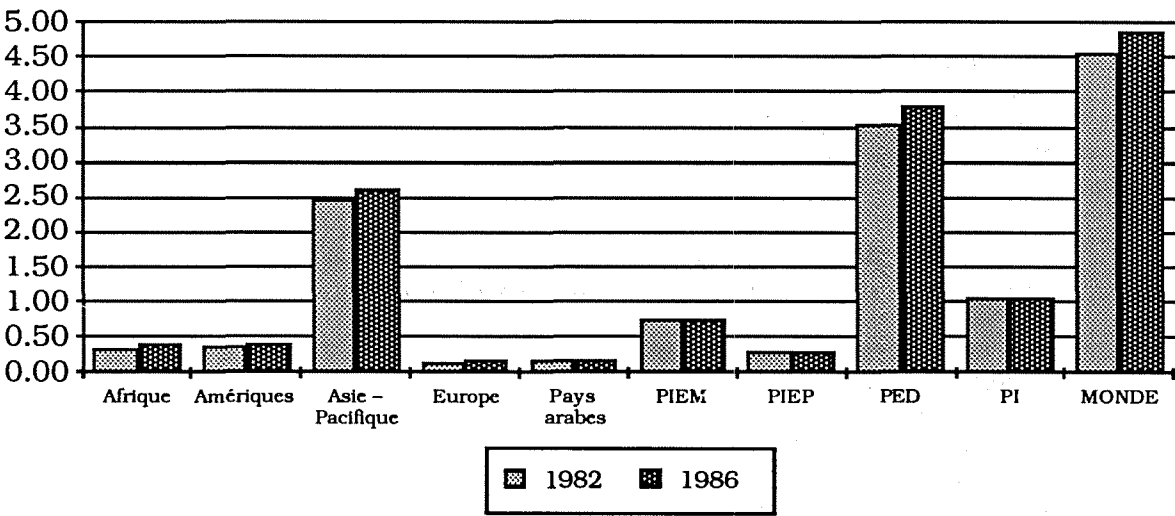
Réf.	Titre
G1	Evolution de la population 1982/1986
G2	Variation de la population (CAM 82/86)
G3	Répartition des bureaux sédentaires
G4	Répartition des bureaux sédentaires (PED-PI)
G5	Trafic PAL service intérieur
G6	Trafic PAL service intérieur par habitant
G7	Trafic PAL service intérieur (CAM)
G8	Trafic PAL service international expédition
G9	Trafic PAL service international expédition (/hab.)
G10	Trafic PAL service international expédition (CAM)
G11	Trafic PAL service international réception
G12	Trafic PAL service international réception (/hab.)
G13	Trafic PAL service international réception (CAM)
G14	Colis postaux service intérieur
G15	Colis postaux service intérieur (/hab.)
G16	Colis postaux service international expédition
G17	Colis postaux service international expédition (/hab.)
G18	Colis postaux service international réception
G19	Colis postaux service international réception (/hab.)
G20	Trafic colis postaux service intérieur (CAM)
G21	Colis postaux service international expédition (CAM)
G22	Colis postaux service international réception (CAM)
PD0M1	Distribution à domicile par groupes de pays
PD0M2	Distribution à domicile par région
SF1	Service des mandats par région
SF2	Service des mandats (PED)
SF3	Mandats émis par groupe de pays
SF4	Mandats émis (CAM)
SF5	Mandats émis (/hab.)
SF6	Valeur des mandats émis
SF7	Valeur des mandats émis (par région)
SF8	Valeur des mandats émis (par habitant)
SF9	Chèques postaux
SF10	Chèques postaux (PED)
SF11	Chèques postaux par groupe de pays
SF12	Chèques postaux (CAM)
SF13	Chèques postaux (/hab.)
SF14	Valeur des dépôts sur les comptes chèques postaux
SF15	Valeur des dépôts sur les comptes chèques postaux (CAM)
SF16	Valeur moyenne des dépôts sur les comptes de chèques postaux
SF17	Caisse d'épargne
SF18	Caisse d'épargne (PED)
SF19	Caisse d'épargne par groupe de pays
SF20	Caisse d'épargne (CAM)
SF21	Caisse d'épargne (/hab.)

SF22	Valeur des dépôts sur caisse d'épargne
SF23	Valeur des dépôts sur caisse d'épargne (CAM)
SF24	Valeur des dépôts sur caisse d'épargne (/hab.)
T1	Trafic LC service intérieur
T2	Trafic LC service intérieur (/hab.)
T3	Trafic LC service intérieur (CAM)
T4	Trafic AO service intérieur
T5	Trafic AO service intérieur (/hab.)
T6	Trafic AO service intérieur (CAM)
T7	Recommandés service intérieur
T8	Recommandés service intérieur (/hab.)
T9	Recommandés service intérieur (CAM)
T10	Franchise service intérieur
T11	Franchise service intérieur (/hab.)
T12	Franchise service intérieur (CAM)
T13	Trafic LC service international expédition
T14	Trafic LC service international expédition (/hab.)
T15	Trafic LC service international expédition (CAM)
T16	Trafic AO service international expédition
T17	Trafic AO service international expédition (/hab.)
T18	Trafic AO service international expédition (CAM)
T19	Trafic LC service international réception
T20	Trafic LC service international réception (/hab.)
T21	Trafic LC service international réception (CAM)
T22	Trafic AO service international réception
T23	Trafic AO service international réception (/hab.)
T24	Trafic AO service international réception (CAM)
MP1	Effectifs du personnel
MP2	Effectifs du personnel (PED)
MP3	Nombre d'agents par habitant
MP4	Variation des effectifs (CAM)
BP1	Bureaux de poste sédentaires
BP2	Bureaux de poste sédentaires (PED)
BP3	Bureaux de poste sédentaires (/hab.)
BP4	Bureaux de poste sédentaires (/ km ²)
BP5	Bureaux de poste sédentaires (CAM)
BP6	Bureaux de poste sédentaires (CAM PED)
BP7	Bureaux de poste mobiles
BP8	Bureaux de poste mobiles (PED)
BP9	Bureaux de poste mobiles (CAM)
BP10	Bureaux de poste mobiles (CAM PED)
BP11	Service des facteurs ruraux
BP12	Service des facteurs ruraux (CAM)
BP13	Service des facteurs ruraux (CAM PED)
BL1	Boîtes aux lettres
BL2	Boîtes aux lettres (PED)
BL3	Boîtes aux lettres (CAM)
BL4	Boîtes aux lettres (CAM PED)
BL5	Boîtes aux lettres (/hab.)

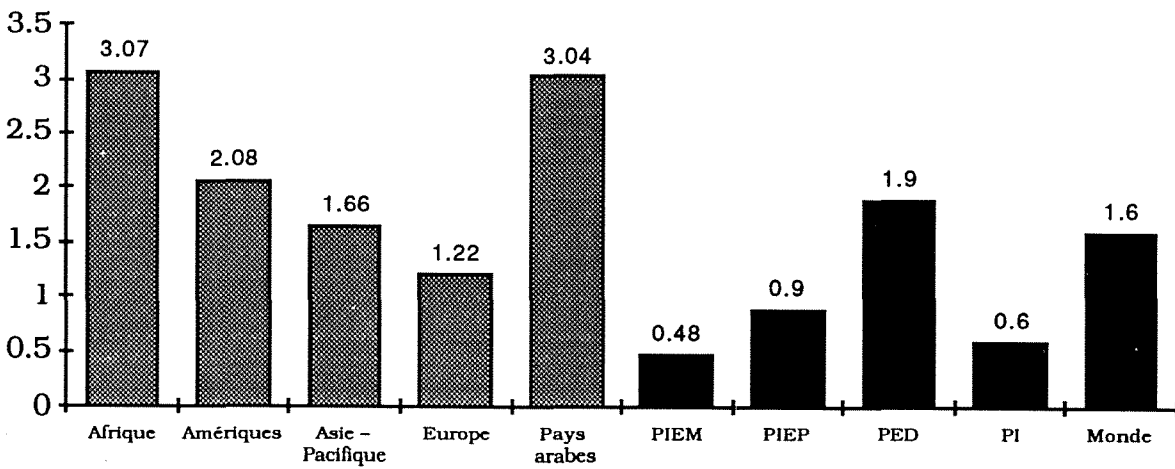
BT1	Boîtes postales
BT2	Boîtes postales (PED)
BT3	Boîtes postales (CAM)
BT4	Boîtes postales (/hab.)
VM1	Véhicules à moteur
VM2	Véhicules à moteur (PED)
VM3	Véhicules à moteur (CAM)
VM4	Véhicules à moteur (/ bureau sédentaire)
TR1	Equipement de tri automatique
TR2	Equipement de tri automatique (/bureau sédentaire)
AC1	Recettes postales (PED)
AC2	Recettes postales
AC3	Recettes postales (CAM)
AC4	Dépenses de personnel (PED)
AC5	Dépenses de personnel
AC6	Dépenses de personnel (CAM)
AC7	Recettes postales et dépenses de personnel (PED)
AC8	Recettes postales et dépenses de personnel
AC9	Investissements (CAM PED)
AC10	Investissements (CAM)
AC11	Investissements (/ bureau sédentaire)
EM1	Nombre d'Administrations assurant le service EMS
EM2	Nombre d'envois EMS dans le monde
EM3	Administrations postales assurant le service

G1 : Evolution de la population entre 1982 et 1986

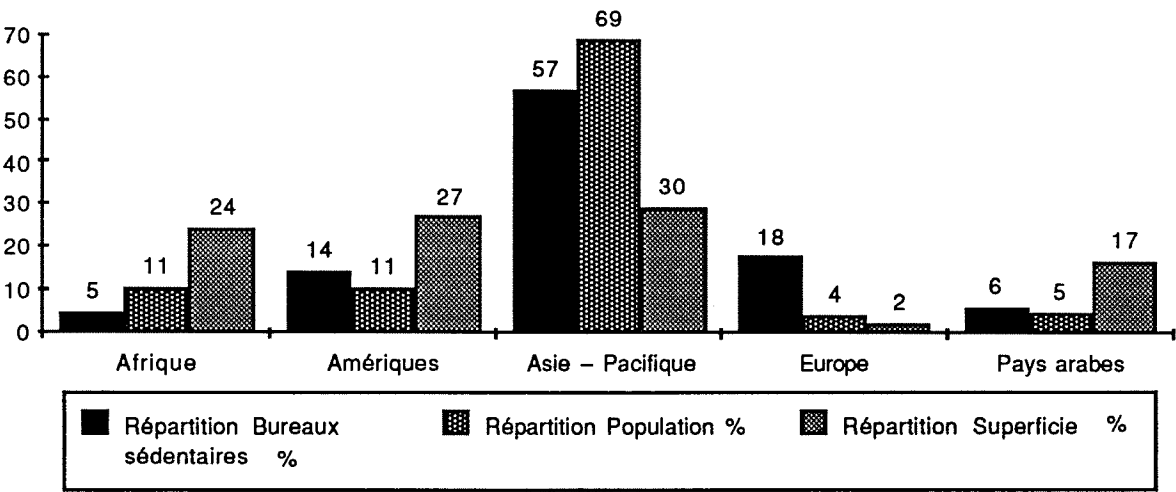
unité = milliards



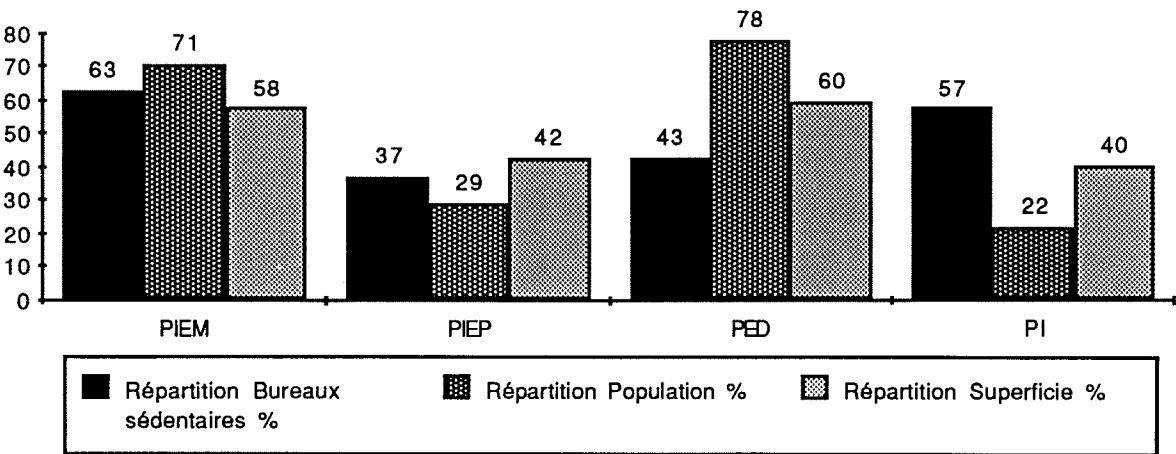
G2 : Variation de la population (CAM) 1982-1986



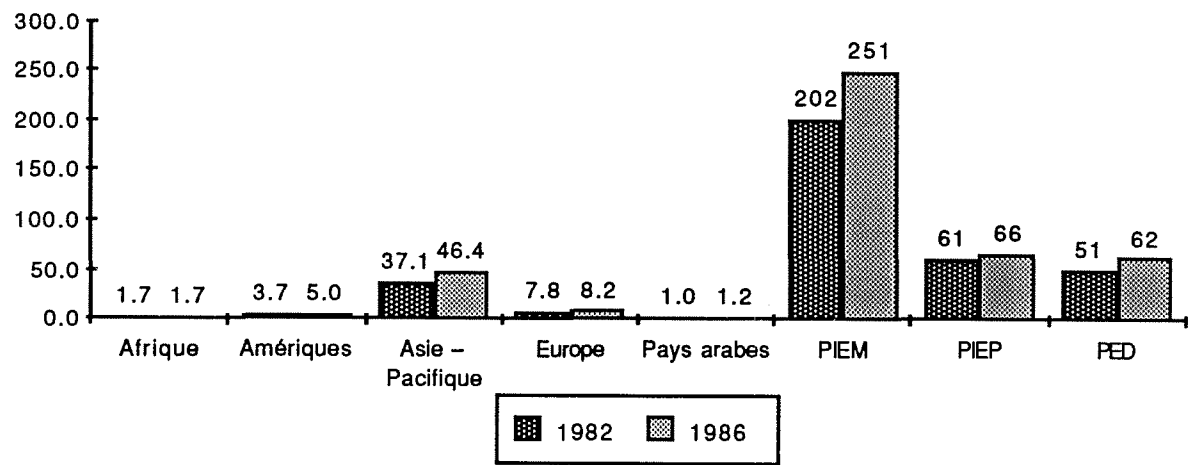
G3 : Répartition des bureaux sédentaires par rapport à la population et à la superficie dans les PED



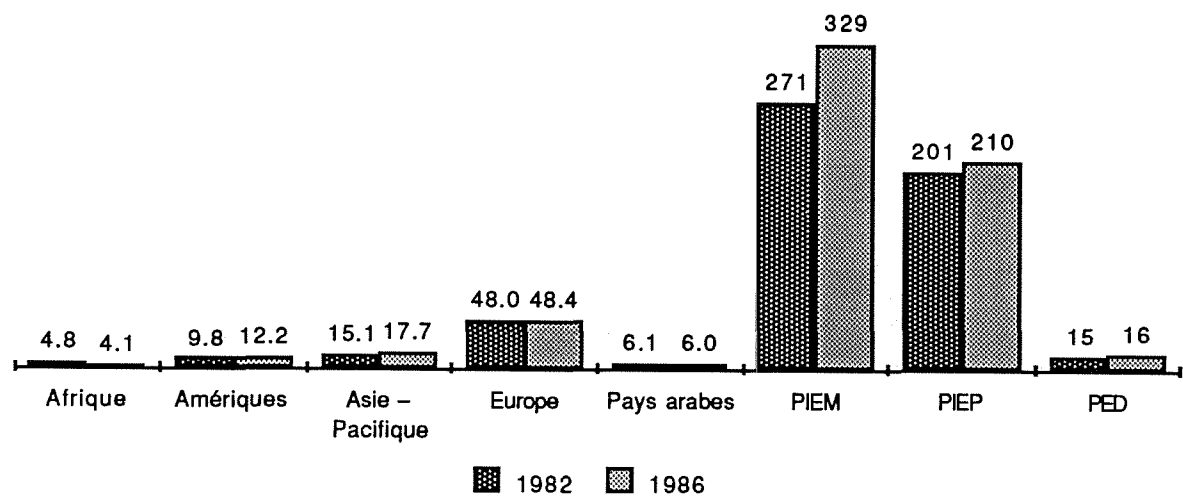
G4 : Répartition des bureaux sédentaires par rapport à la population et à la superficie (comparaisons respectives PIEM/PIEP et PED/PI)



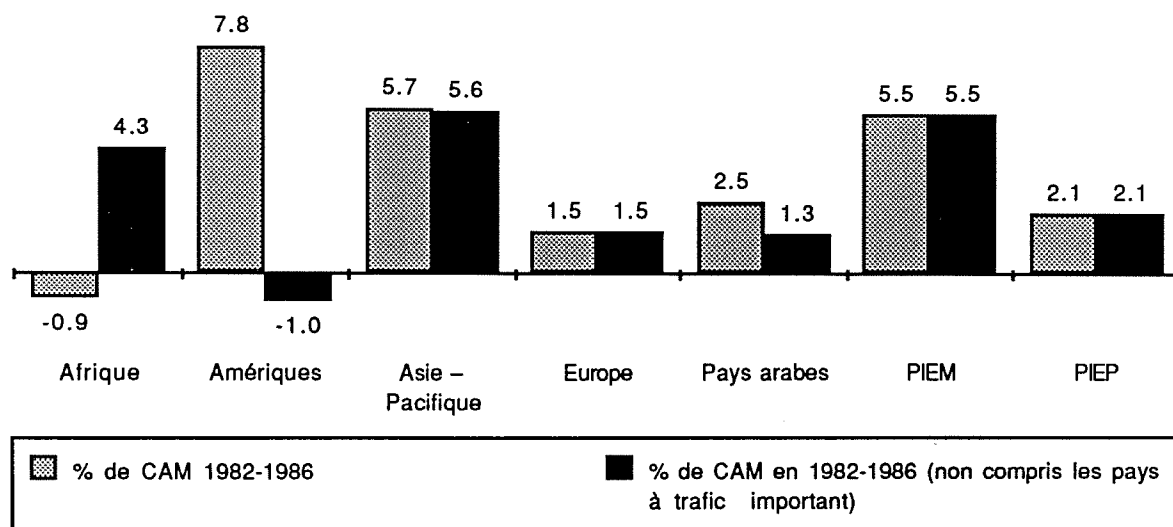
G5 : Trafic PAL du service intérieur (unité = milliards)



**G6 : Trafic PAL du service intérieur par habitant
(nombre d'objets par habitant)**

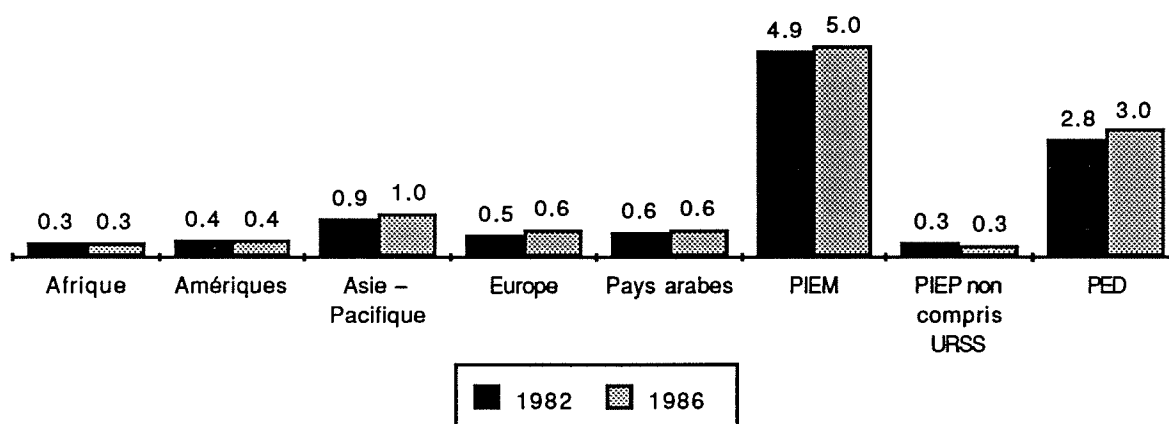


**G7 : Evolution en % de la croissance annuelle moyenne (CAM)
sur la période 1982-1986 pour le trafic PAL service intérieur**

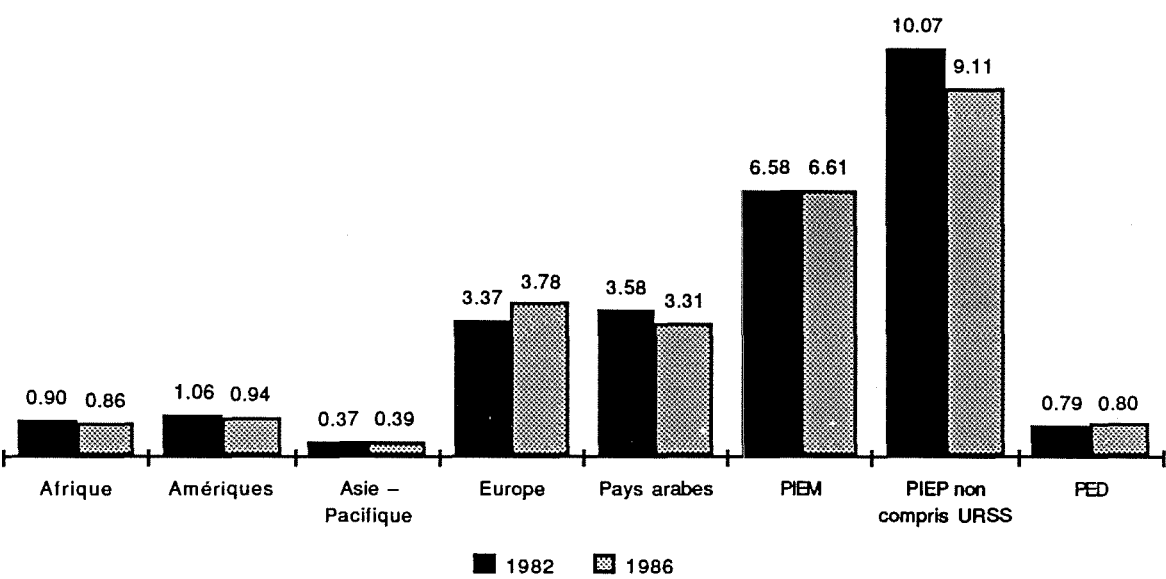


G8 : Trafic PAL du service international expédition

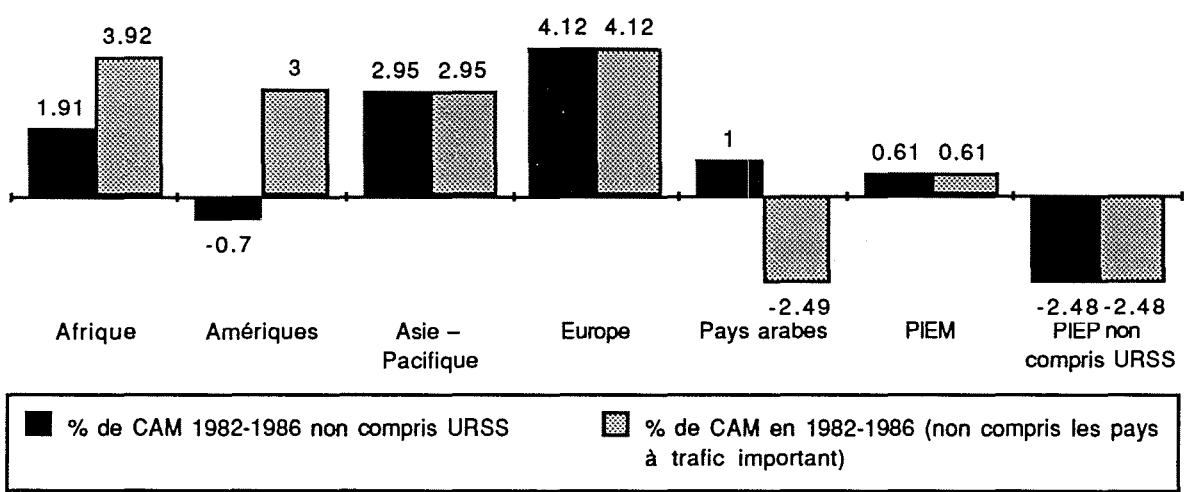
(unité = milliards)



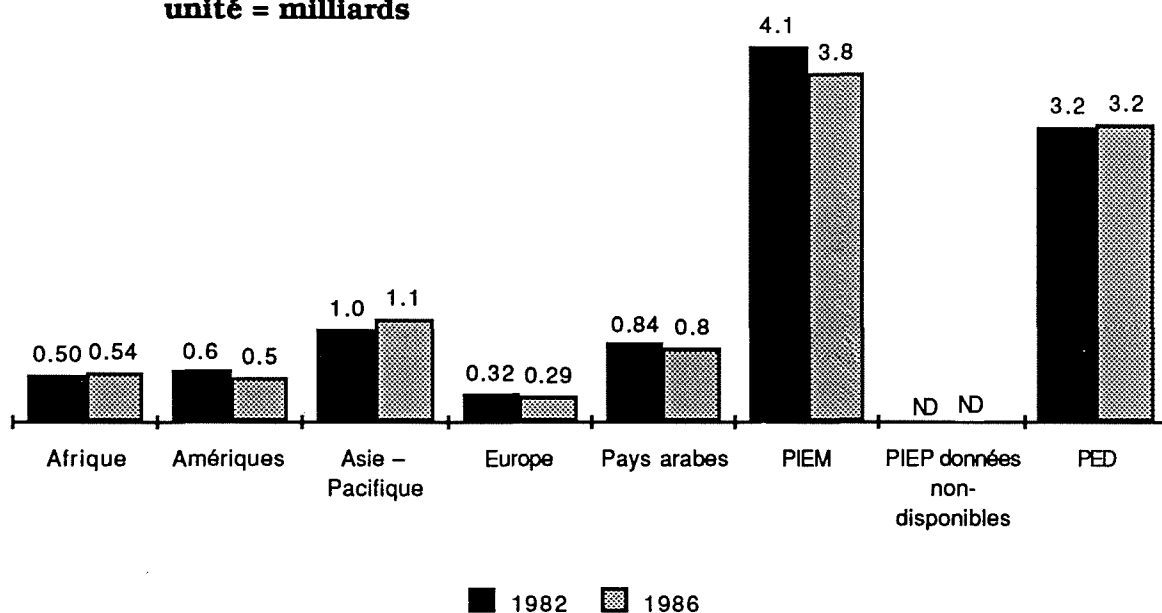
G9 : Trafic PAL du service international expédition par habitant



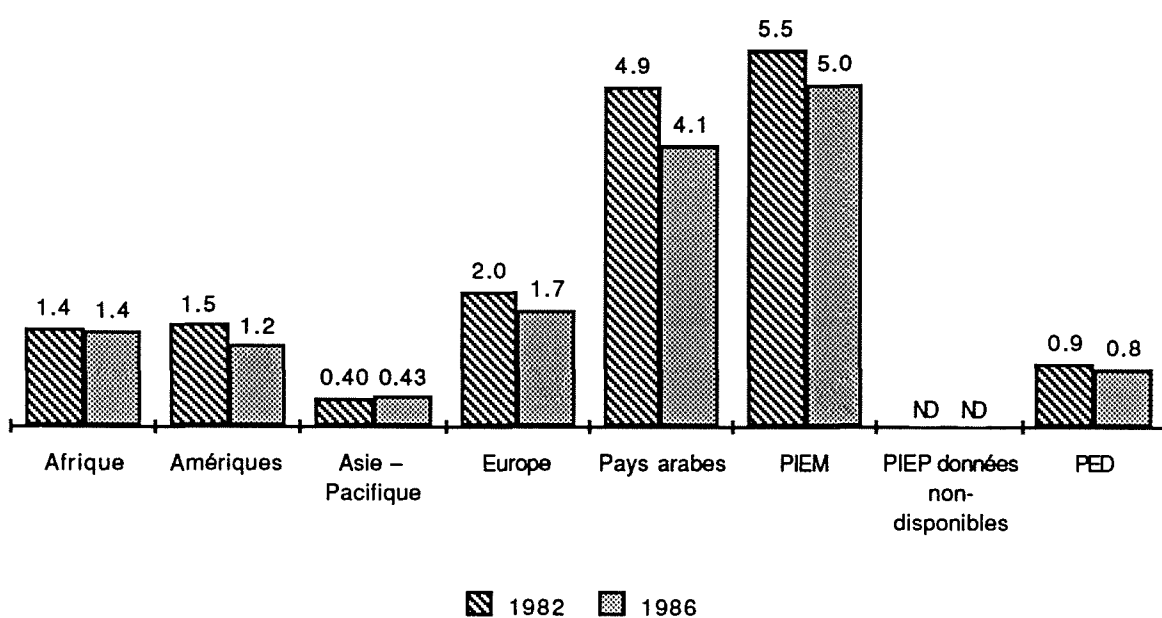
G10 : Evolution en % de la croissance annuelle moyenne (CAM) sur la période 1982-1986 pour le trafic PAL service international expédition



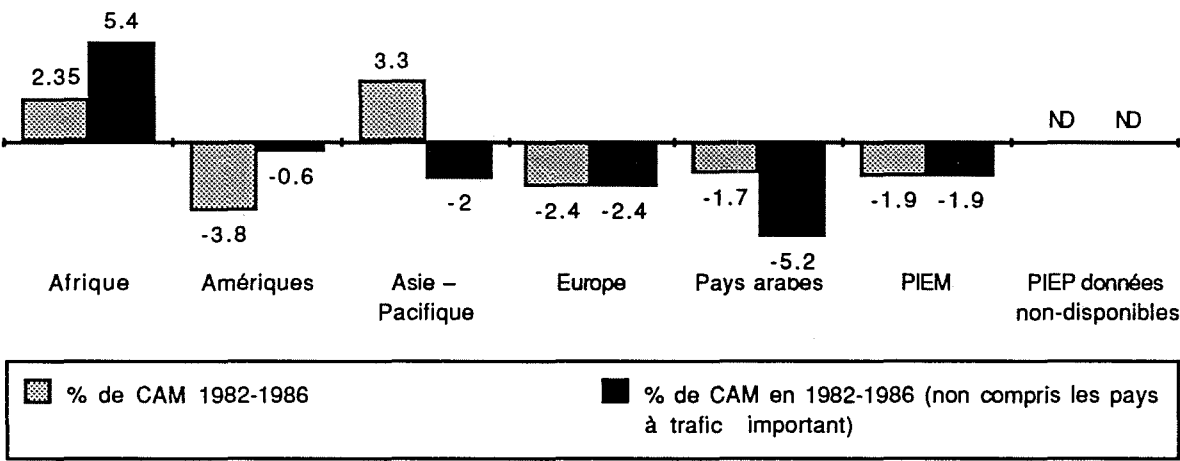
**G11 : Trafic PAL service international
réception (Estimation valable pour
54% de la population mondiale)
unité = milliards**



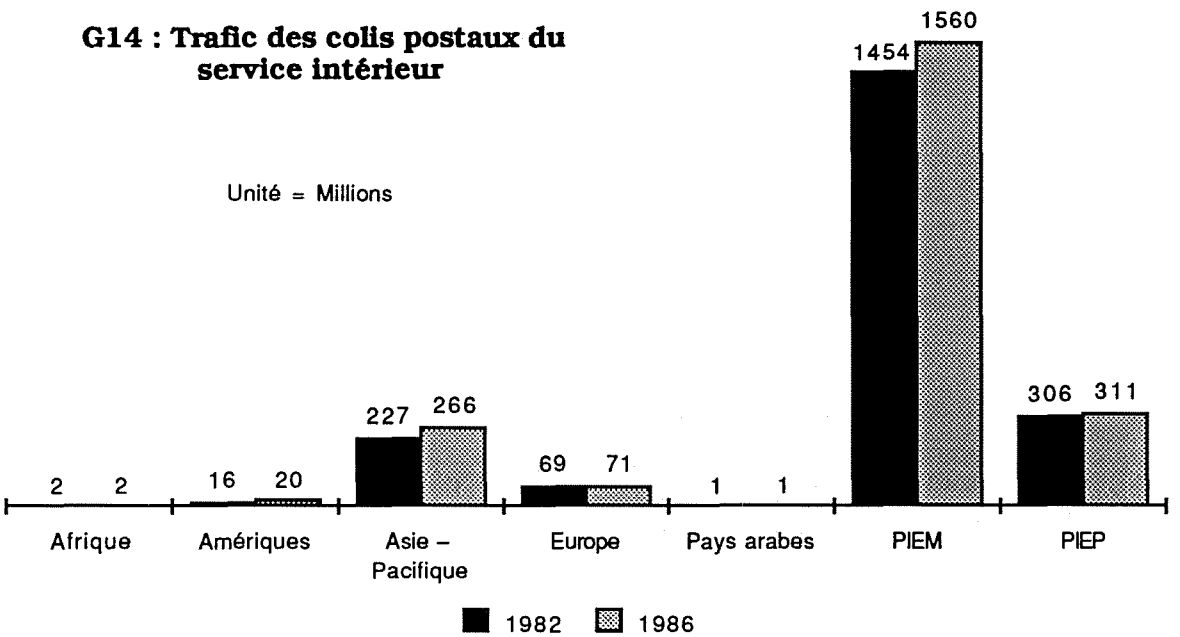
**G12 : Trafic PAL du service international
réception par habitant**



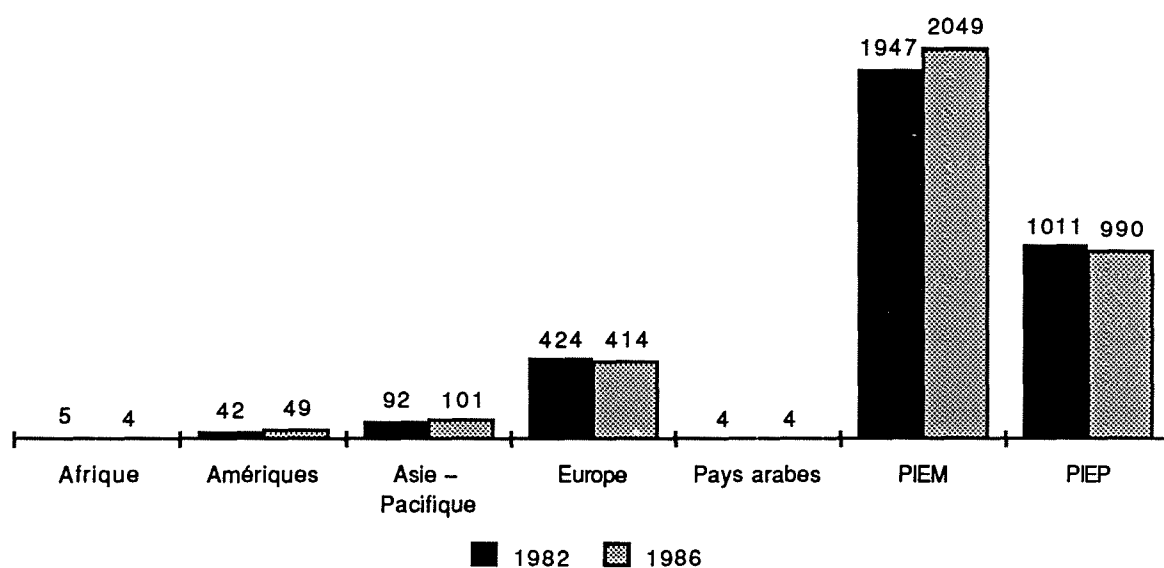
**G13 : Evolution en % de la croissance annuelle moyenne (CAM)
sur la période 1982-1986 pour le trafic PAL du service
international réception**



**G14 : Trafic des colis postaux du
service intérieur**

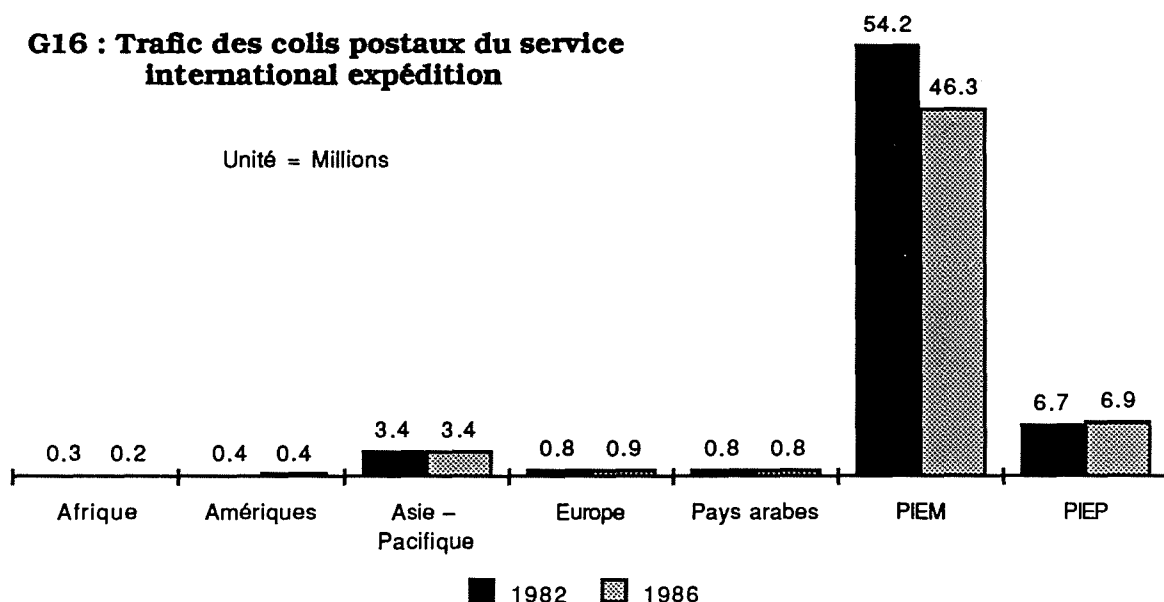


**G15 : Nombre de colis postaux du service intérieur
par 1000 habitants**

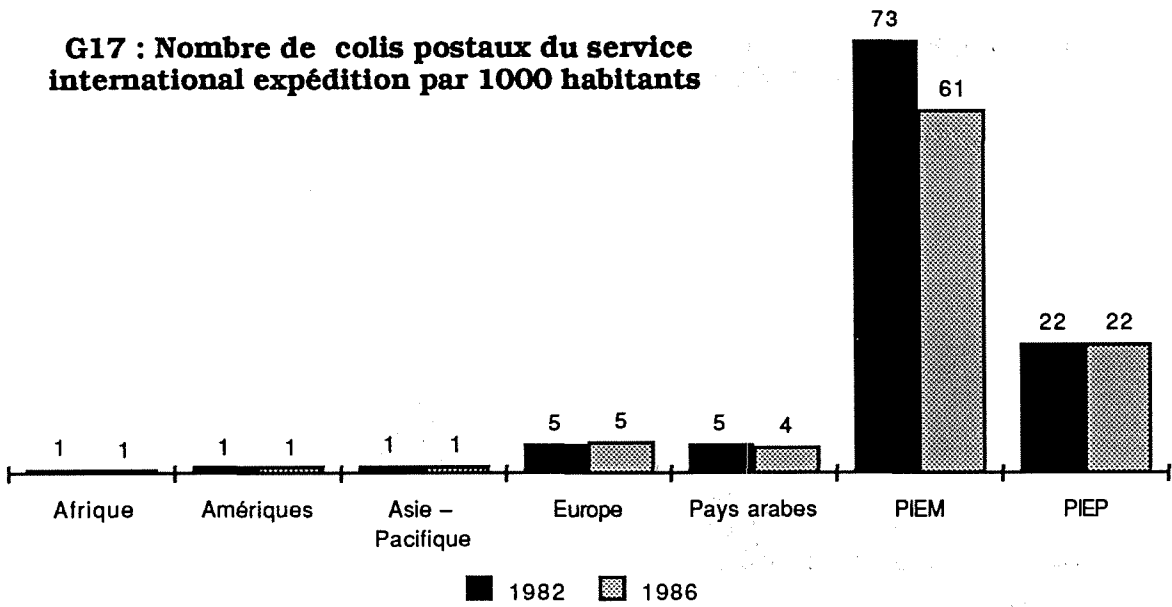


**G16 : Trafic des colis postaux du service
international expédition**

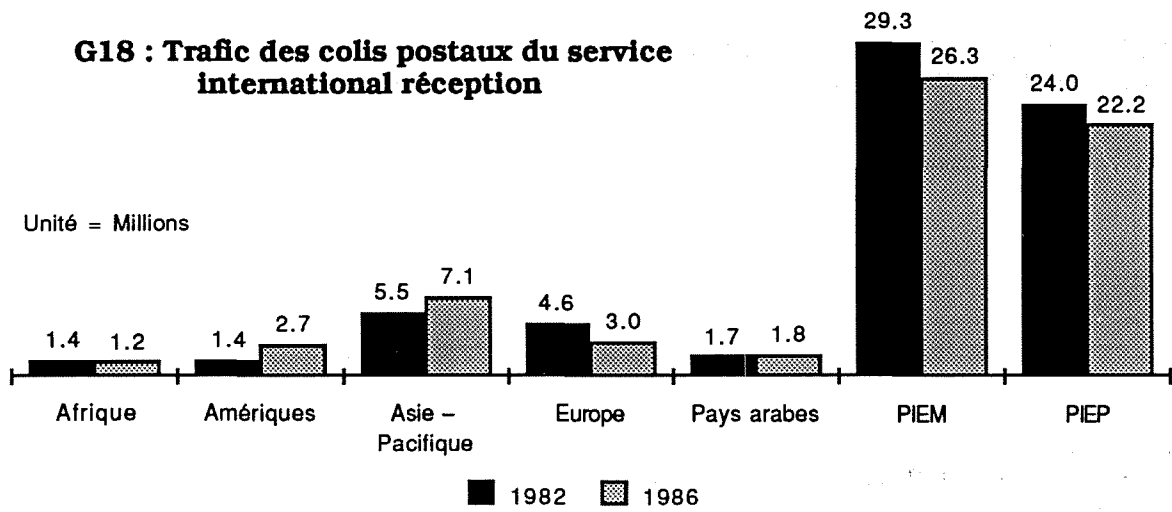
Unité = Millions



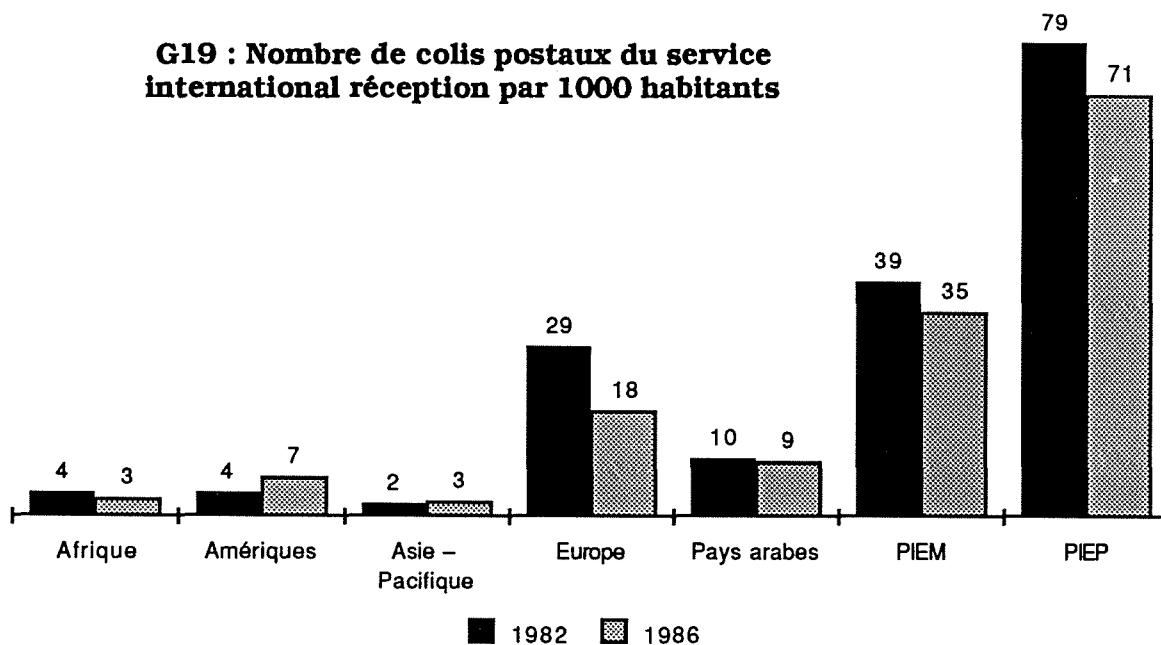
G17 : Nombre de colis postaux du service international expédition par 1000 habitants



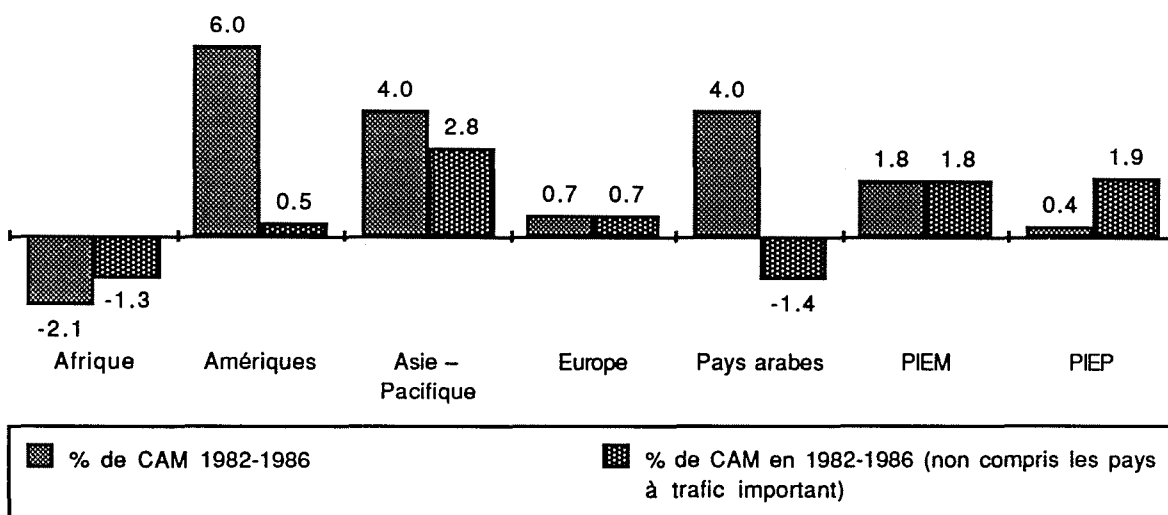
G18 : Trafic des colis postaux du service international réception



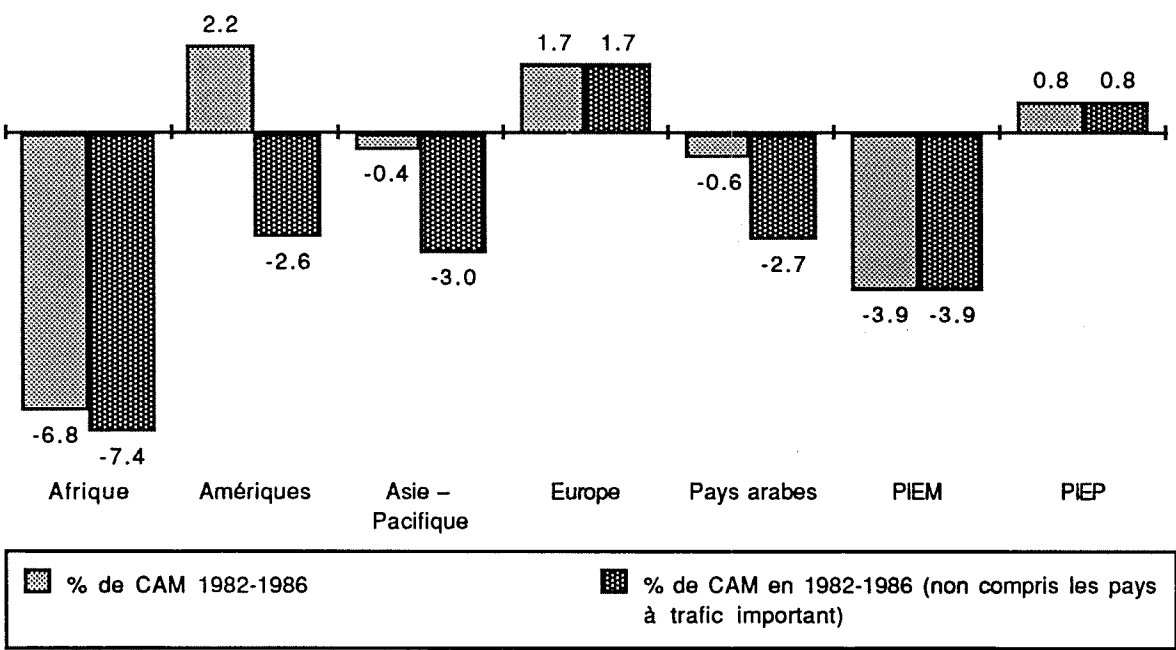
G19 : Nombre de colis postaux du service international réception par 1000 habitants



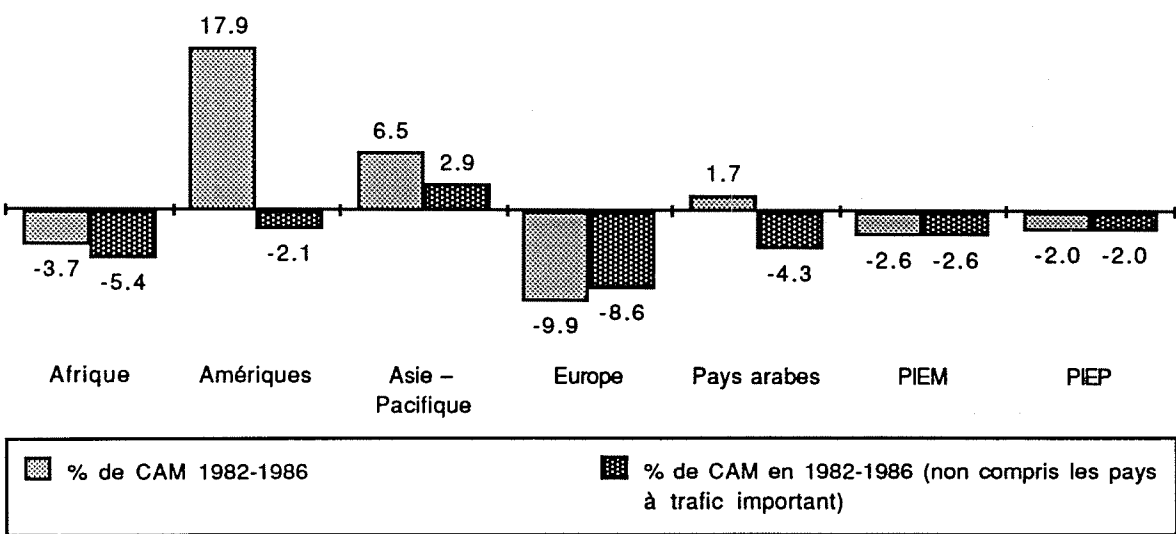
G20 : Evolution en % de la croissance annuelle moyenne (CAM) sur la période 1982-1986 pour le trafic colis postaux dans le service intérieur



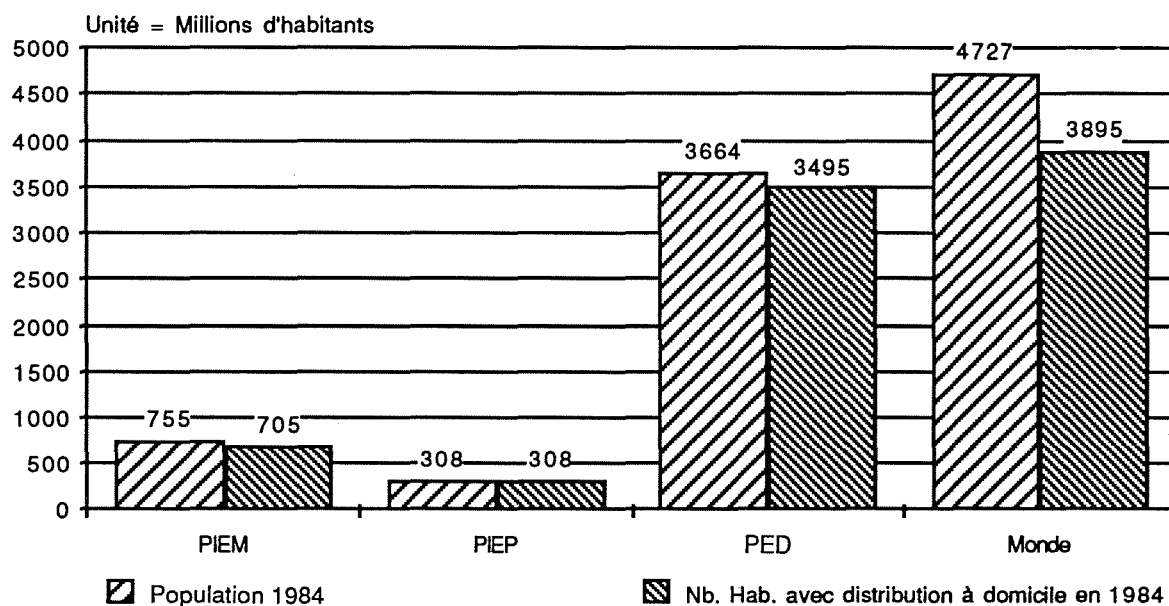
G21 : Evolution de la croissance annuelle moyenne (CAM) sur la période 1982-1986 pour le trafic colis postaux dans le service international expédition



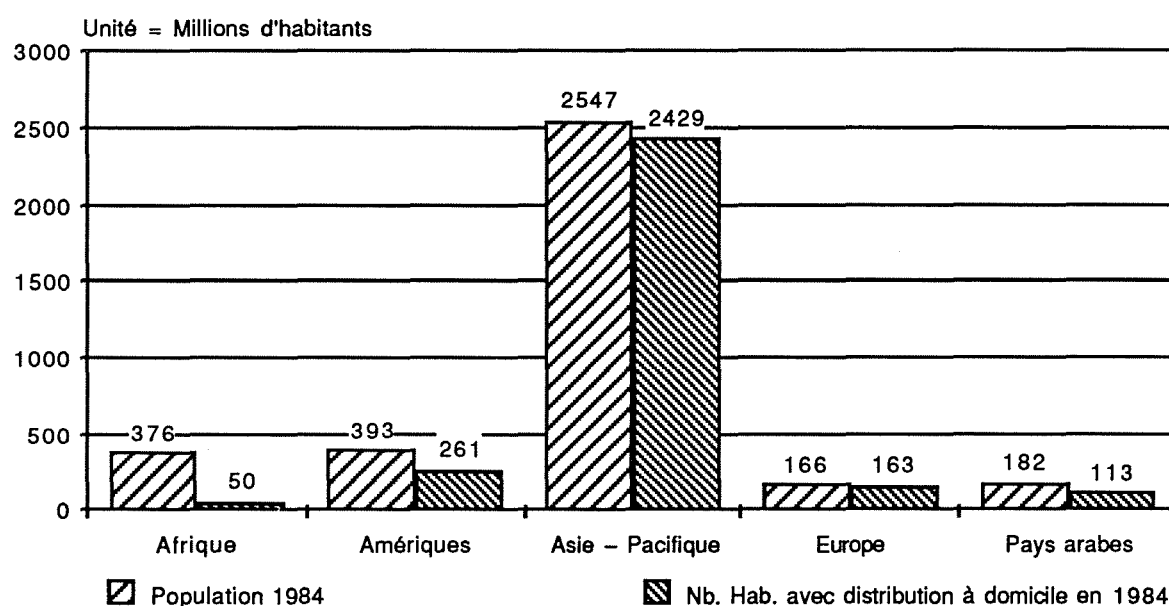
G22 : Evolution en % de la croissance annuelle moyenne (CAM) sur la période 1982-1986 pour le trafic colis postaux dans le service international réception



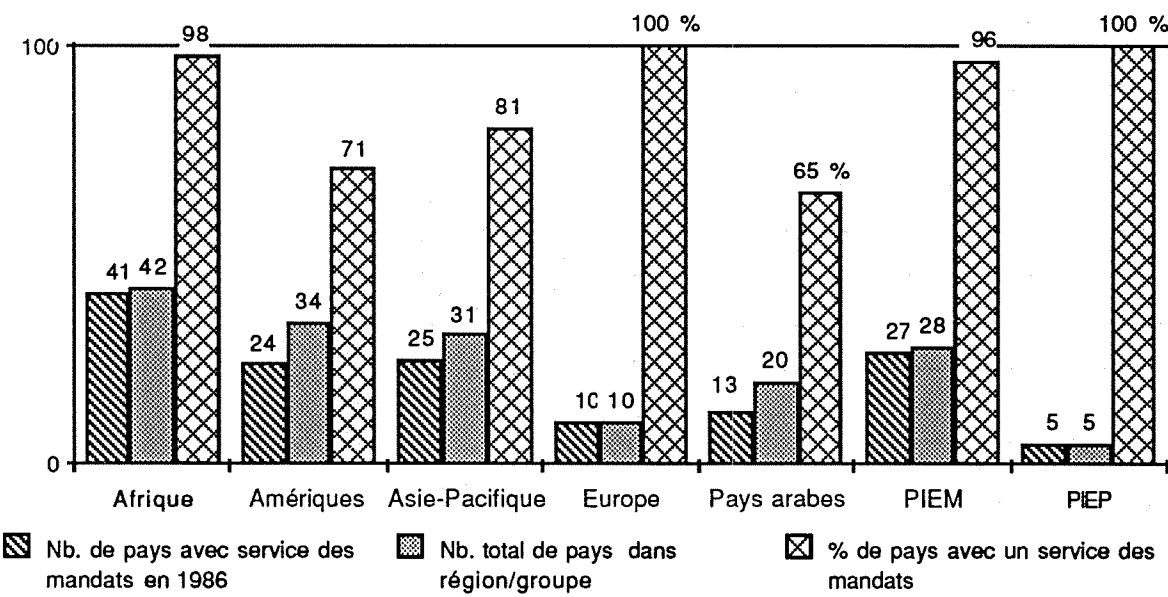
PDOM1: Comparaison population et nombre d'habitants avec distribution à domicile en milieu de période 1982–1986 (MONDE)



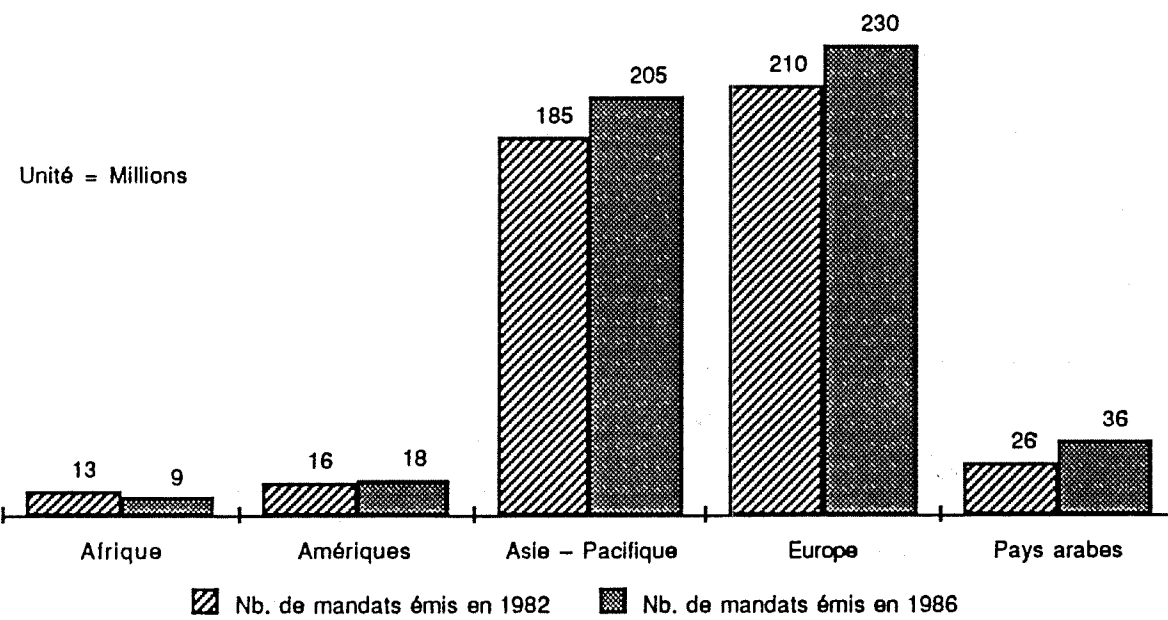
PDOM2: Comparaison population et nombre d'habitants avec distribution à domicile en milieu de période 1982–1986 (PED)



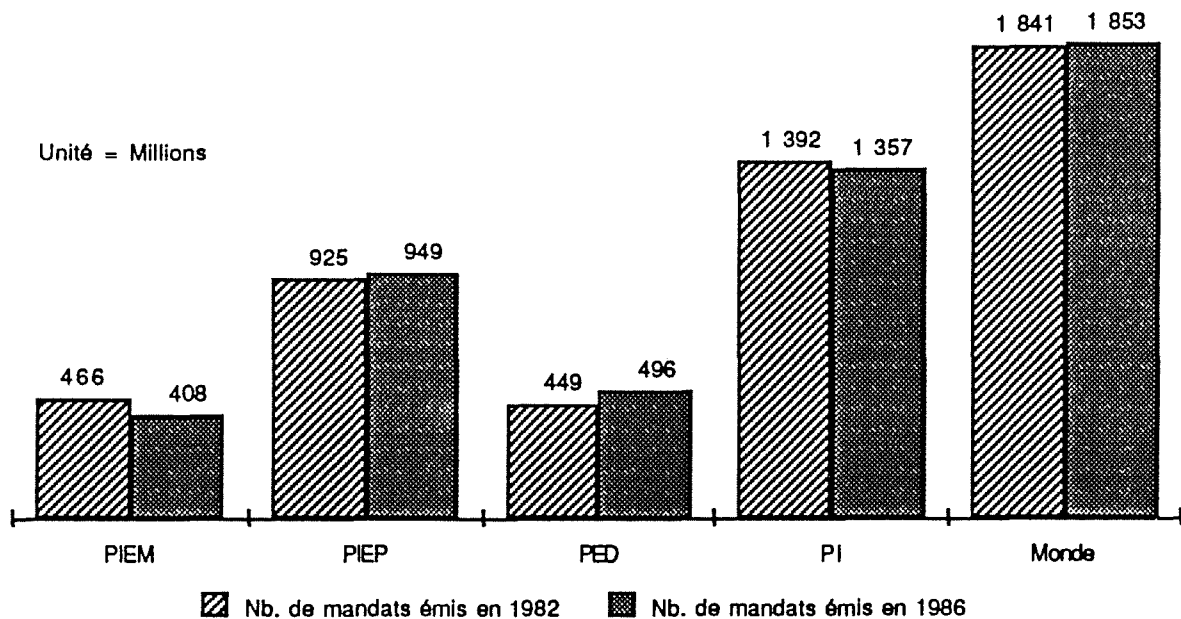
SF1 : Service des mandats dans le monde en 1986 (par région)



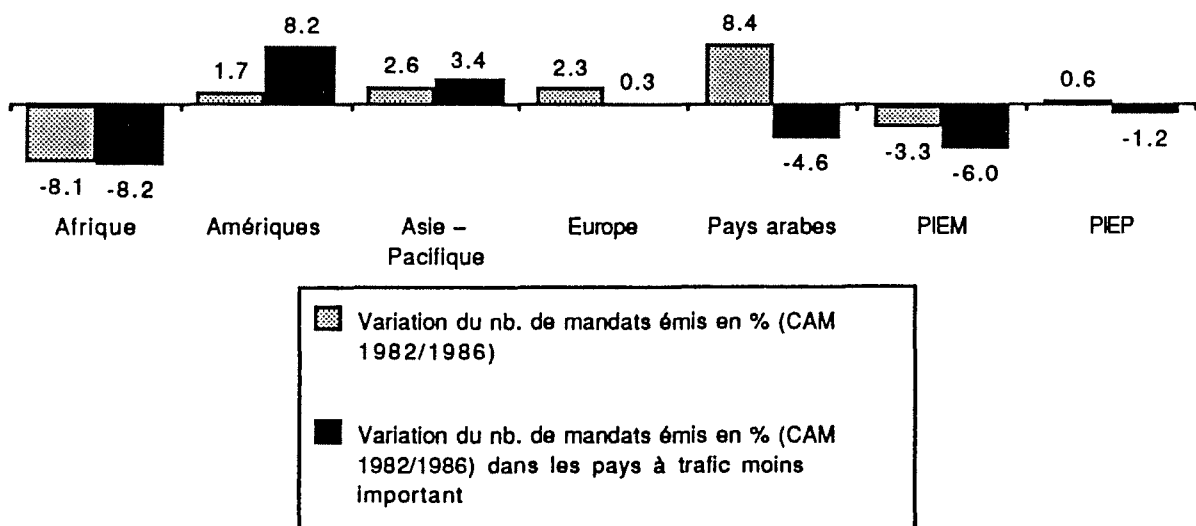
SF2 : Nombre de mandats émis dans les PED



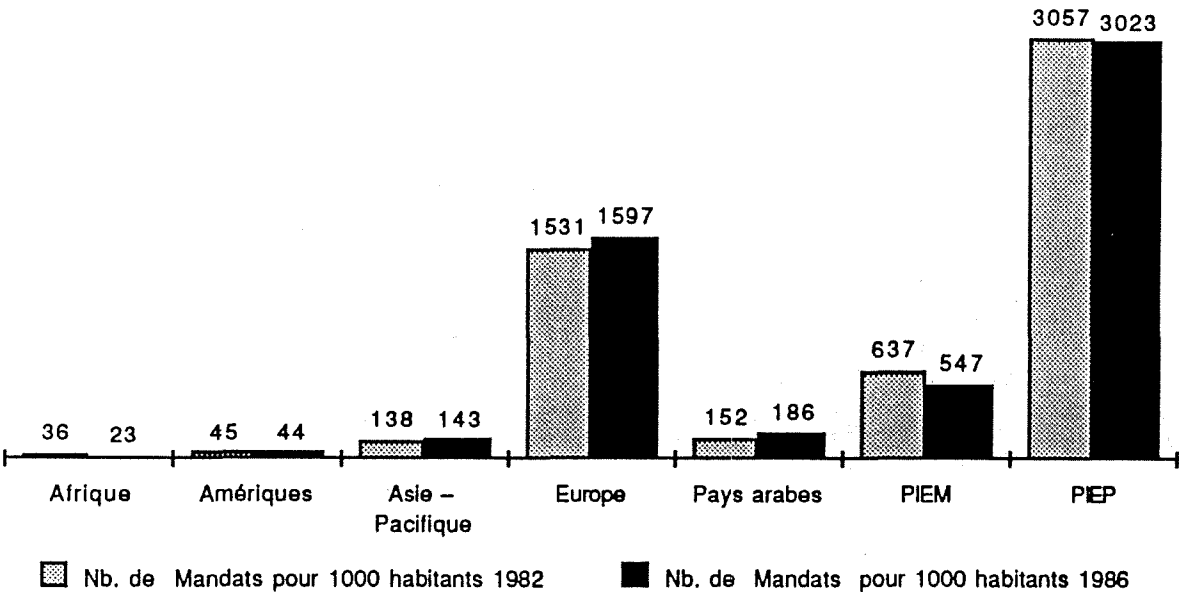
SF3 : Nombre de mandats émis dans les différents groupes de pays



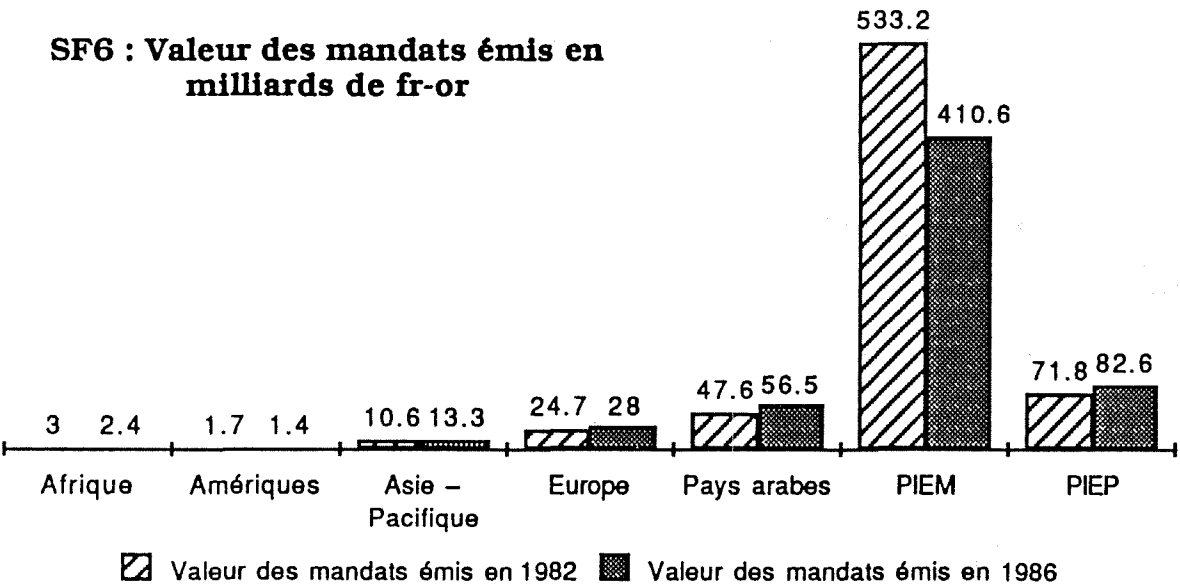
SF4 : Croissance annuelle moyenne (CAM) 1982-1986 du nombre de mandats émis



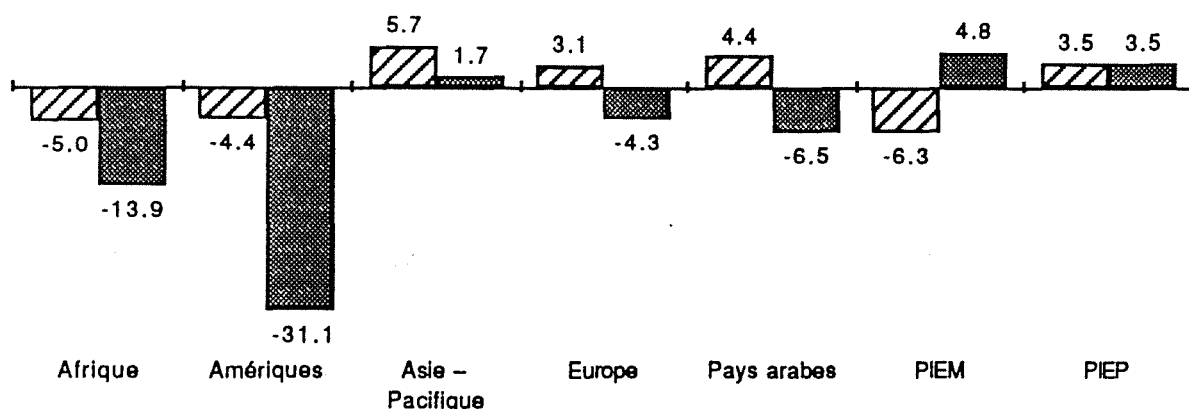
SF5 : Nombre de mandats émis par 1000 habitants



SF6 : Valeur des mandats émis en milliards de fr-or

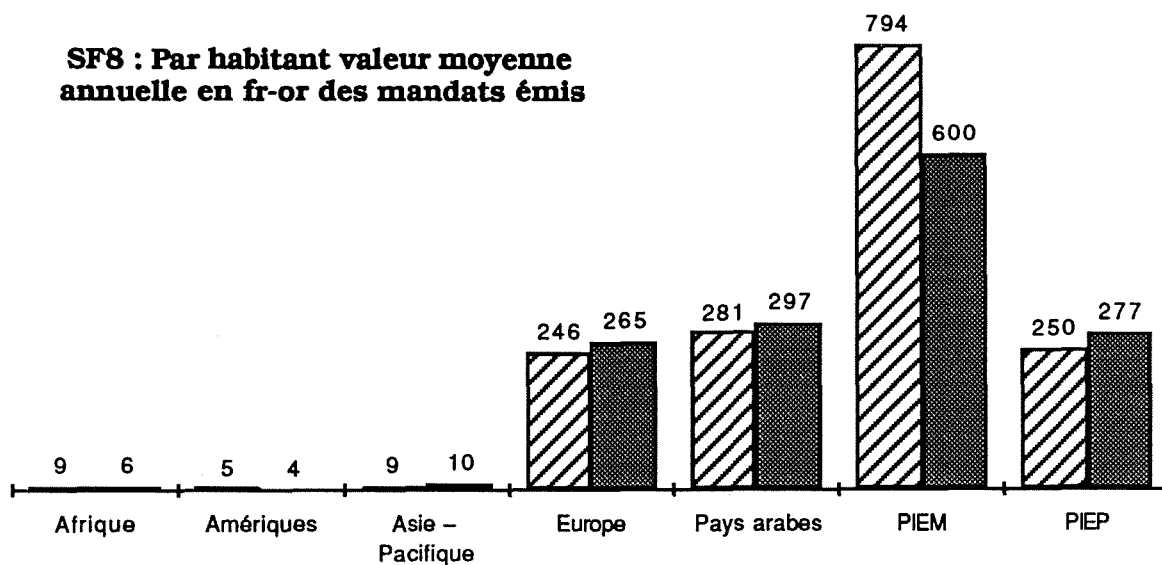


SF7 : Valeur des mandats 1982-1986 des différentes régions des PED, PIEM et PIEP



☒ Variation de la valeur des mandats émis en % (CAM 1982/1986)
 ☒ Variation de la valeur des mandats émis en % (CAM 1982/1986) sans les pays à trafic important

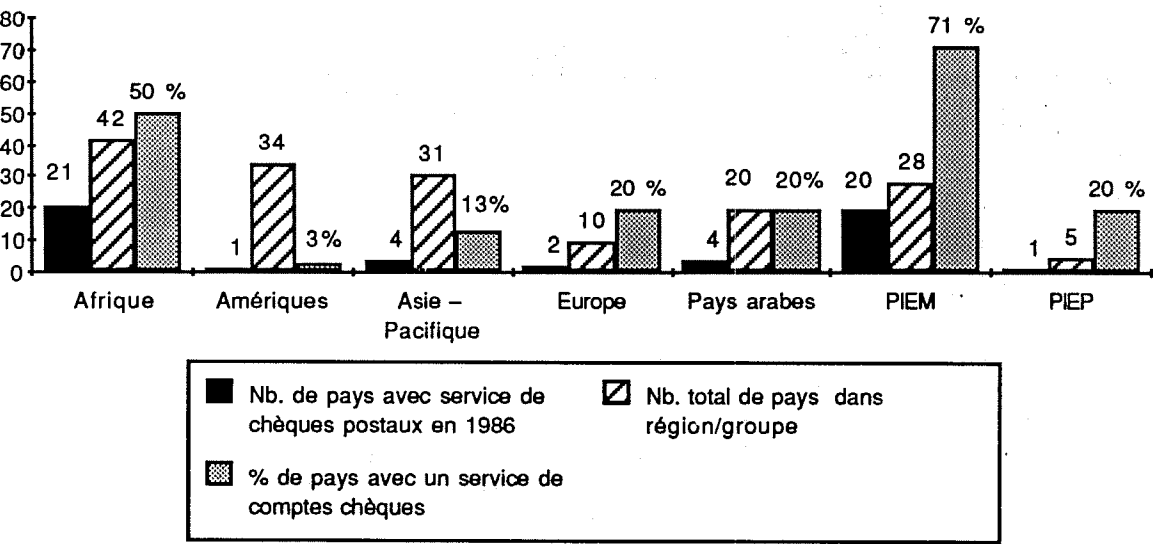
SF8 : Par habitant valeur moyenne annuelle en fr-or des mandats émis



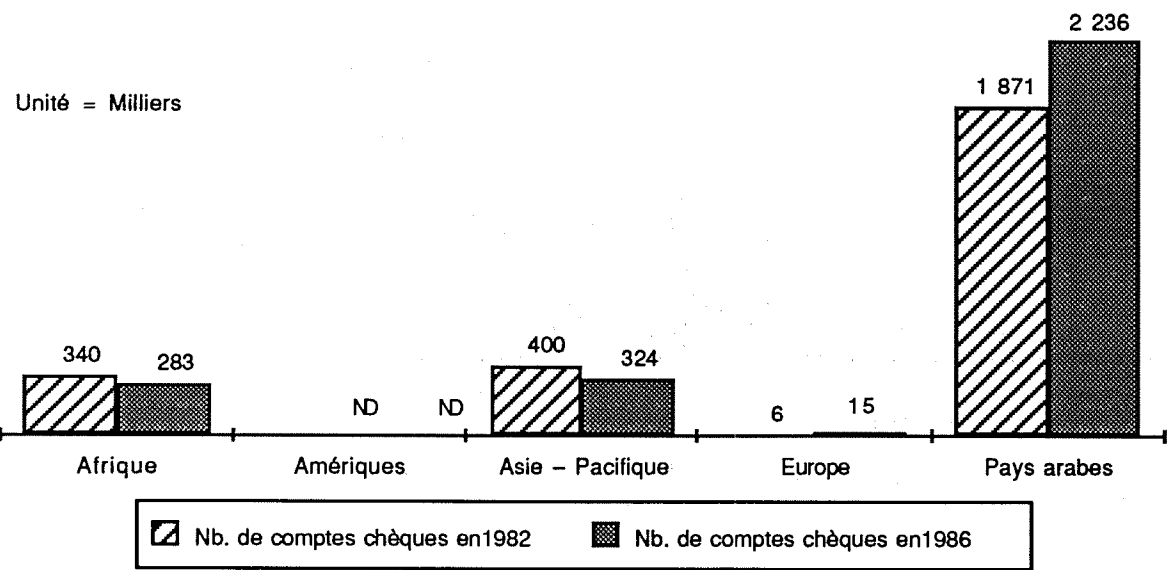
☒ Valeur moyenne par habitant des sommes transférées en 1982 (en fr-or)

☒ Valeur moyenne par habitant des sommes transférées en 1986 (en fr-or)

SF9 : Présence du service des chèques postaux dans le monde en 1986

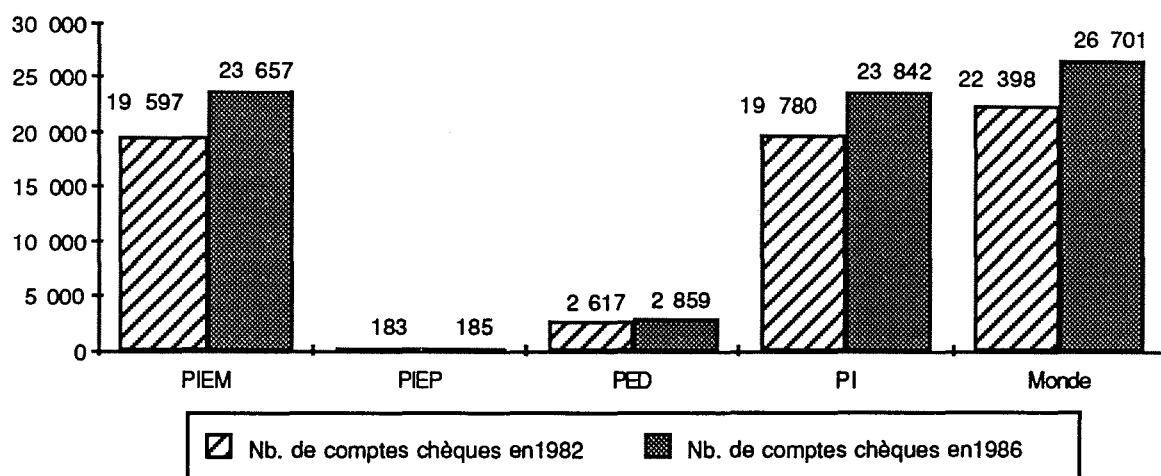


SF10 : Nombre de comptes chèques postaux dans les PED

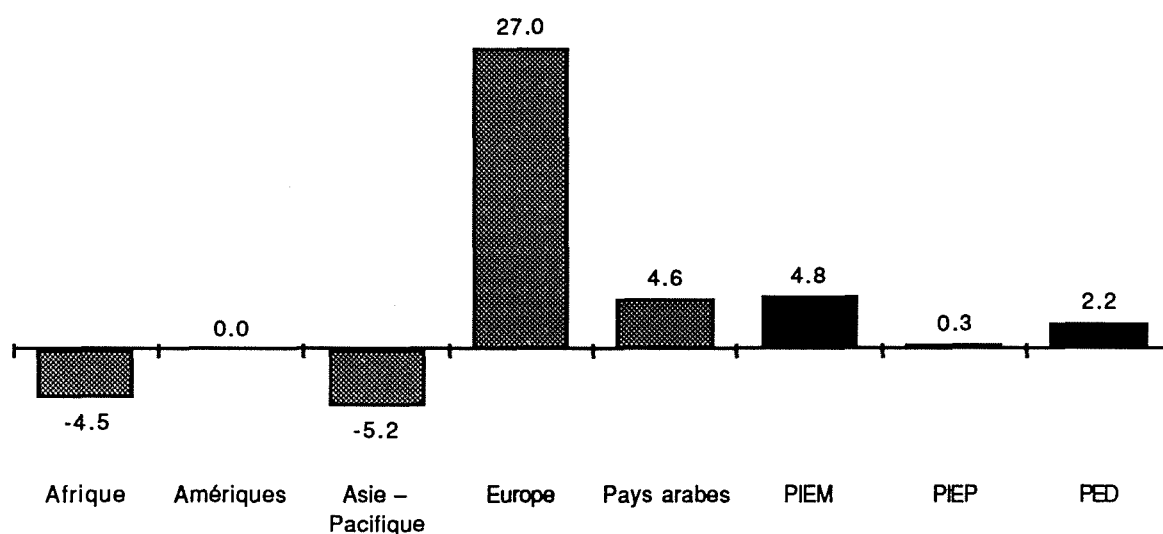


SF11 : Nombre de comptes chèques postaux dans les différents groupes de pays

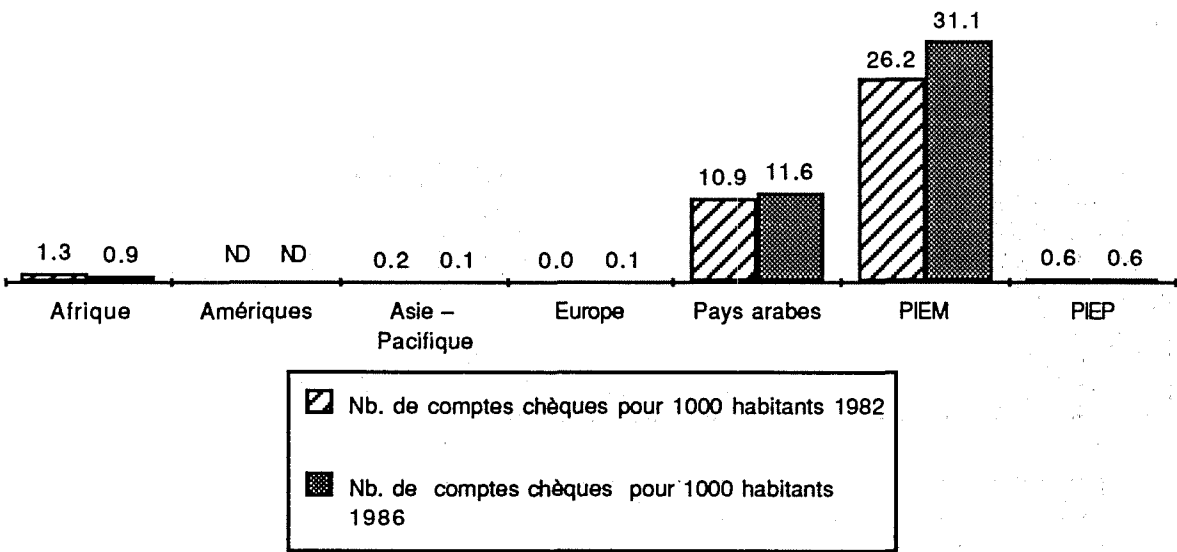
Unité = Milliers



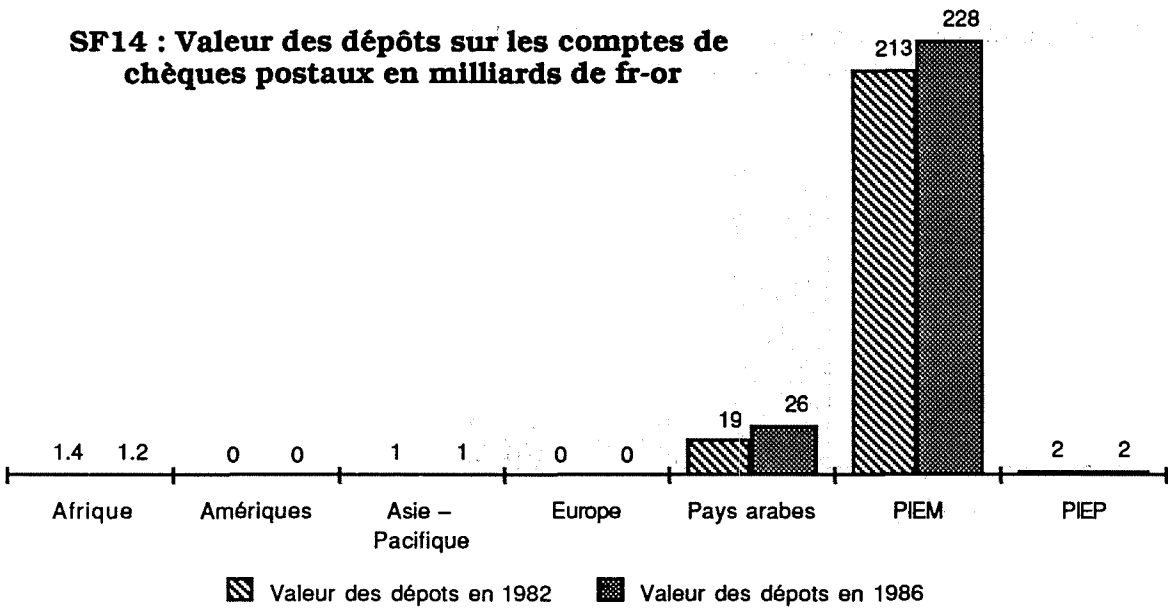
SF12 : Croissance annuelle moyenne (CAM) 1982-1986 du nombre de comptes chèques postaux



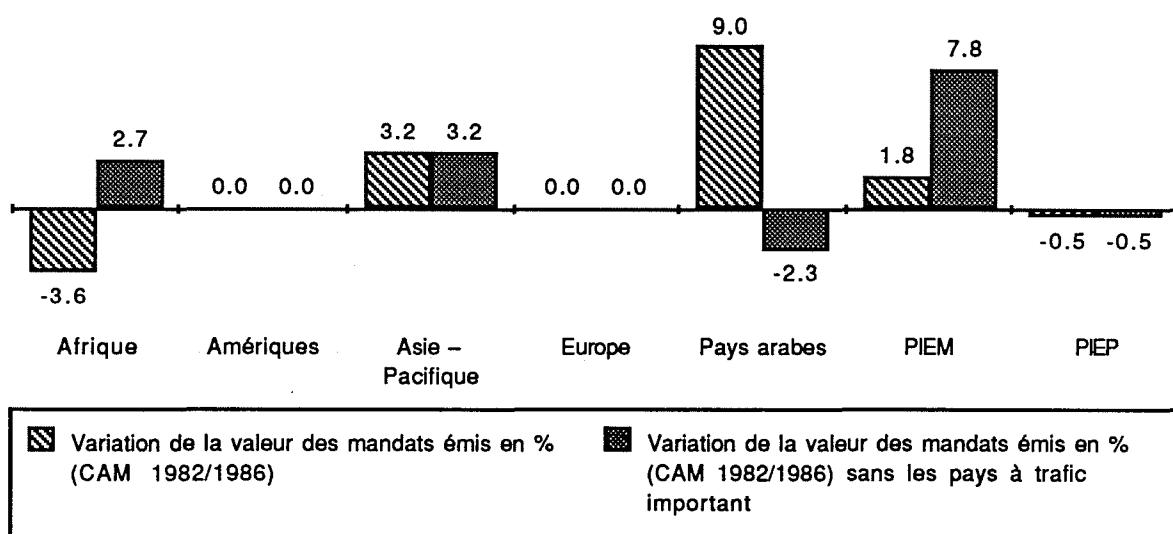
SF13 : Nombre de comptes de chèques postaux pour 1000 habitants



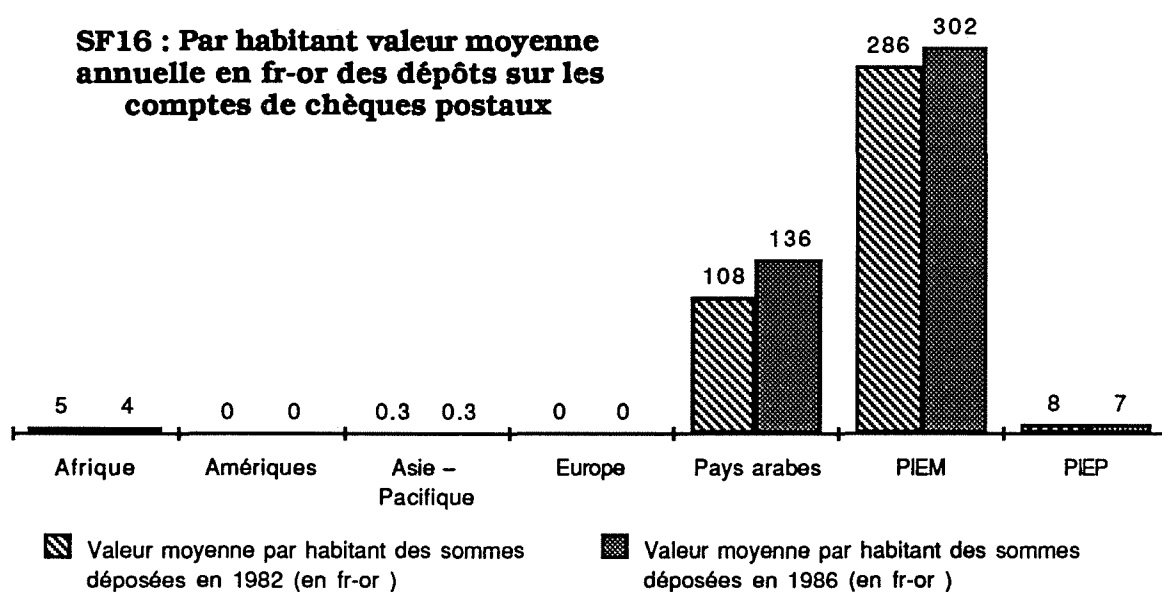
SF14 : Valeur des dépôts sur les comptes de chèques postaux en milliards de fr-or



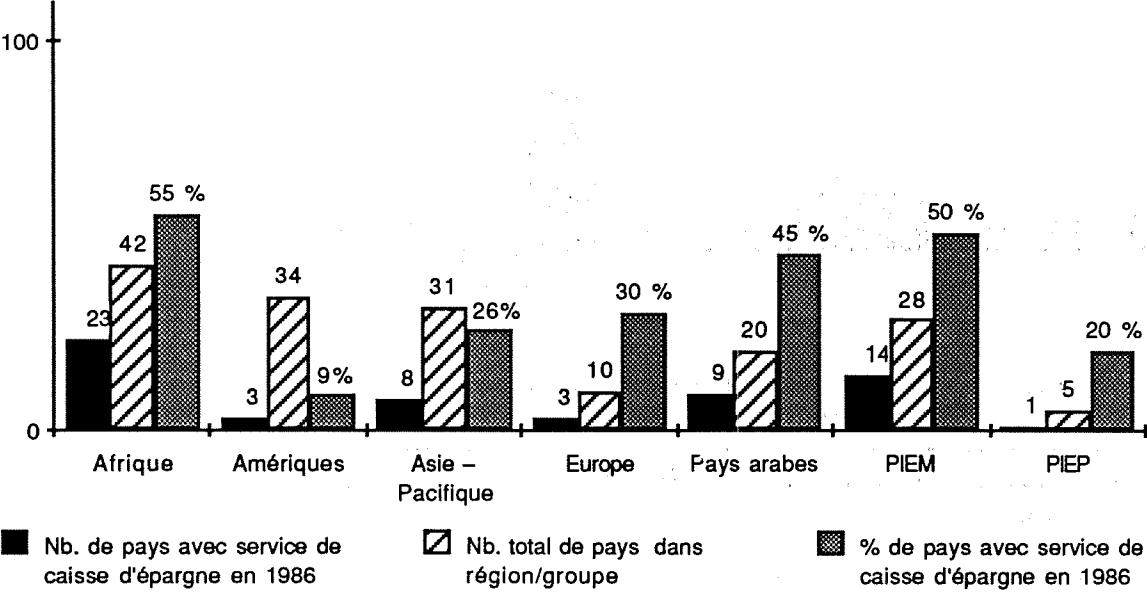
SF15 : Evolution en % de la CAM 1982-1986 de la valeur des dépôts sur les comptes de chèques postaux



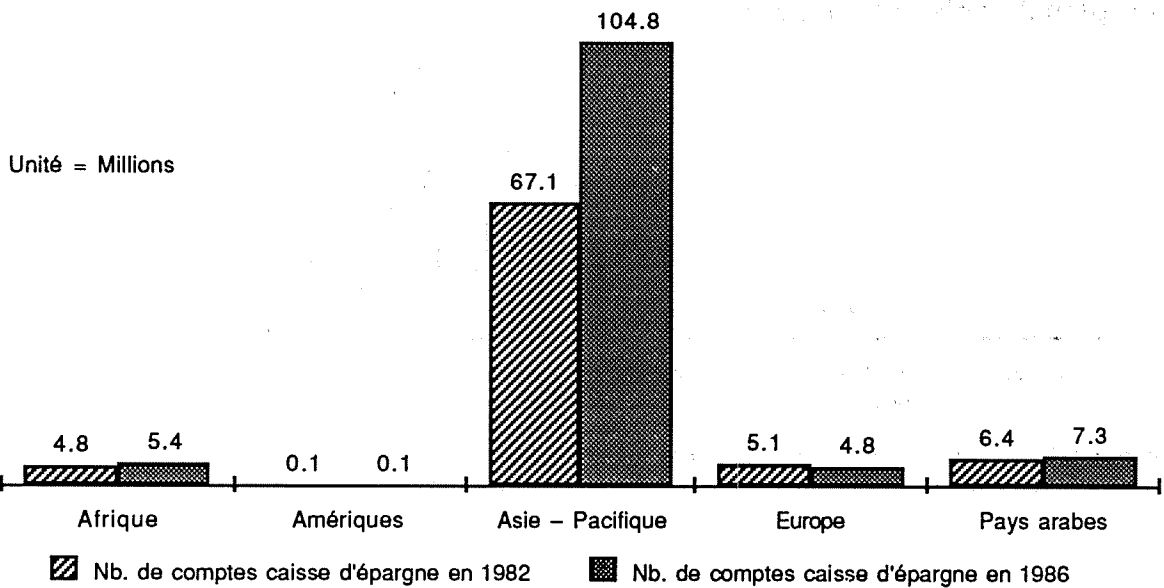
SF16 : Par habitant valeur moyenne annuelle en fr-or des dépôts sur les comptes de chèques postaux



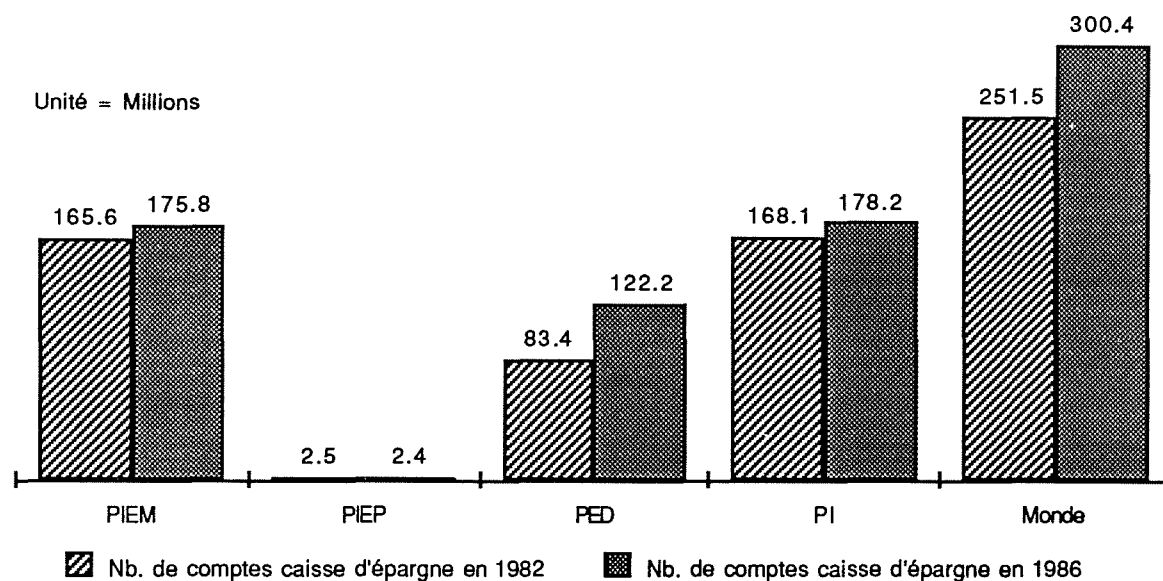
SF17 : Présence d'un service de caisse d'épargne dans le monde en 1986



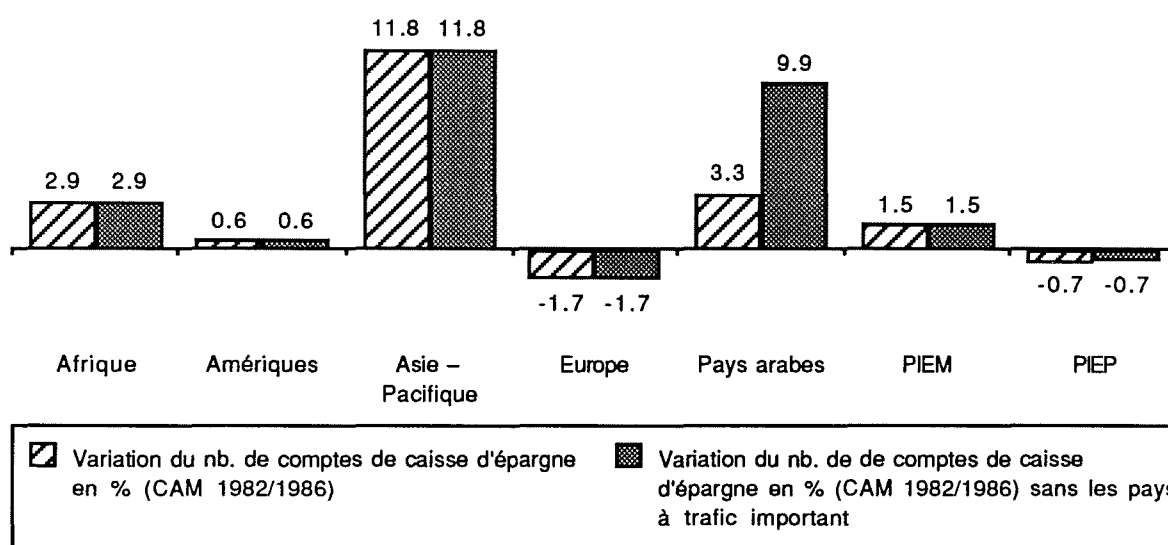
SF18 : Nombre de comptes de caisse d'épargne dans les PED

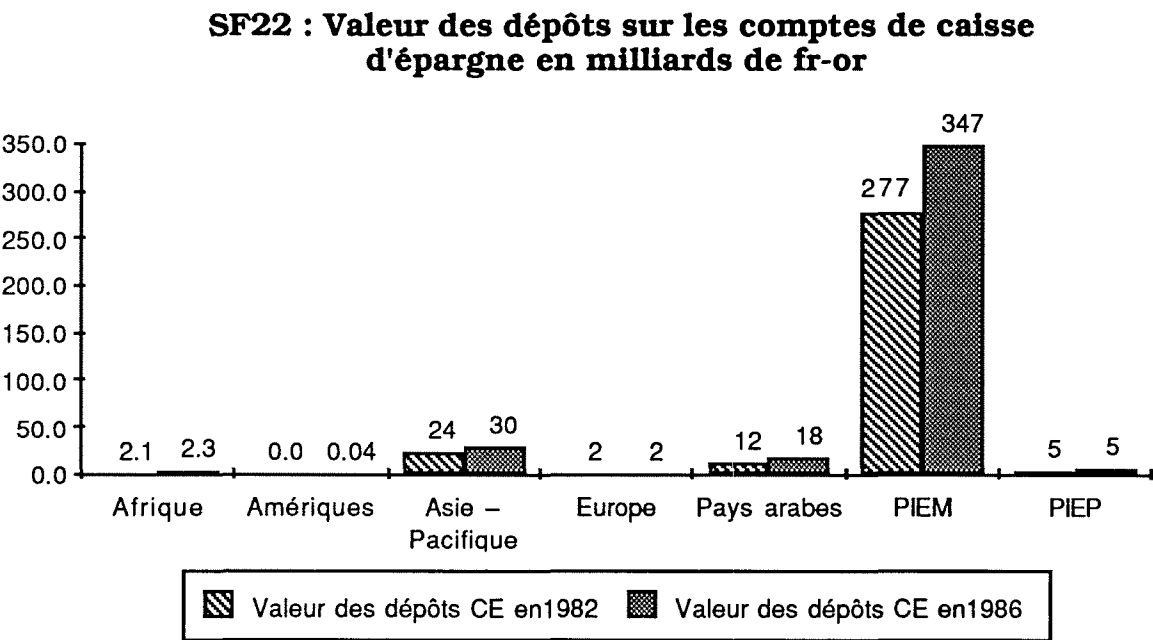
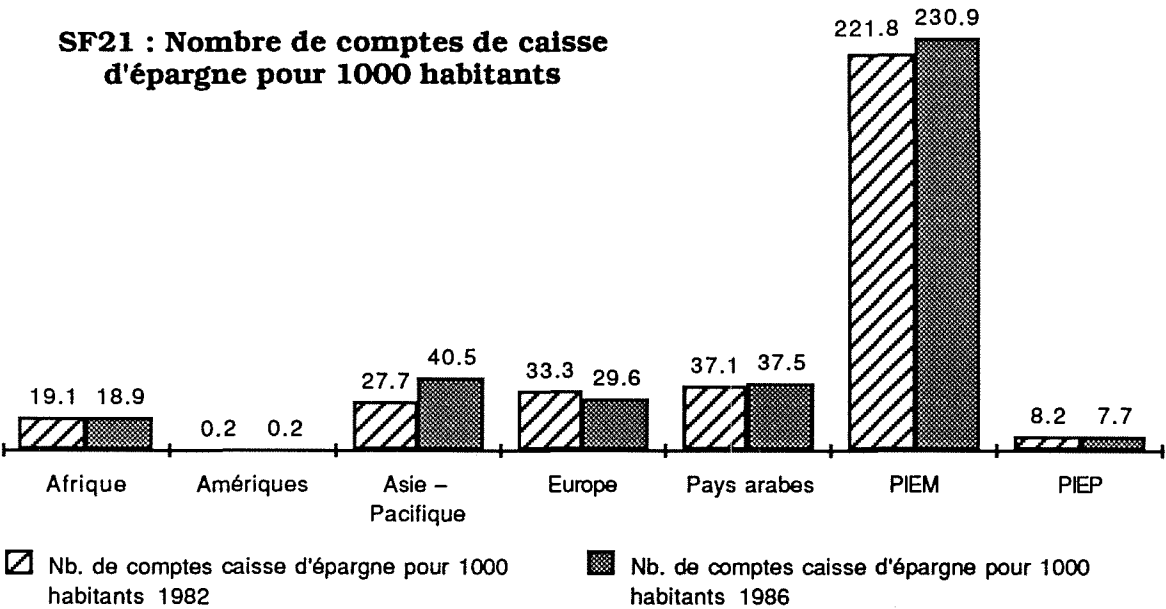


SF19 : Nombre de comptes de comptes de caisse d'épargne dans les différents groupes de pays

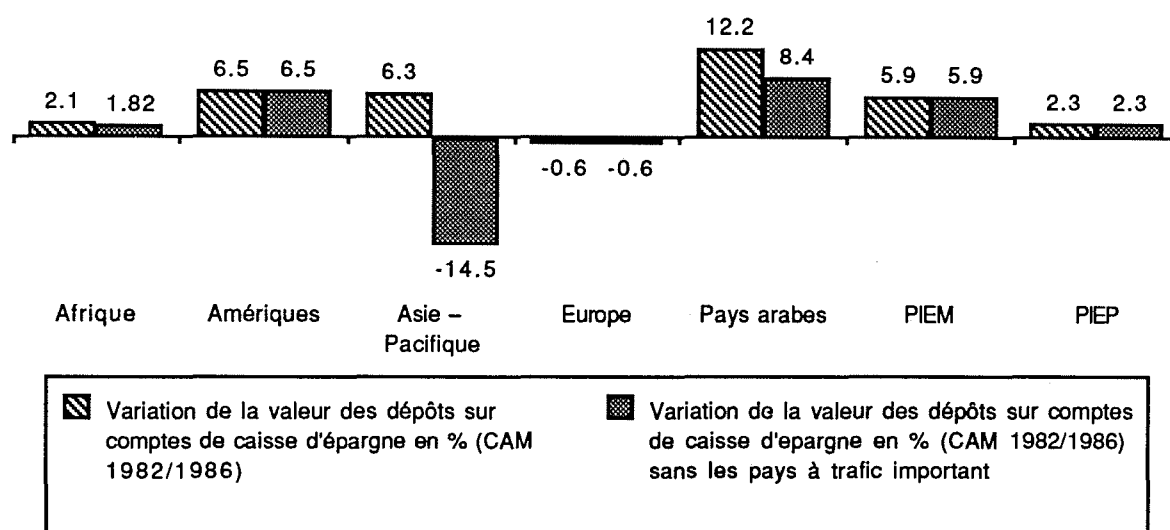


SF20 : Croissance annuelle moyenne (CAM) 1982-1986 du nombre de comptes de caisse d'épargne

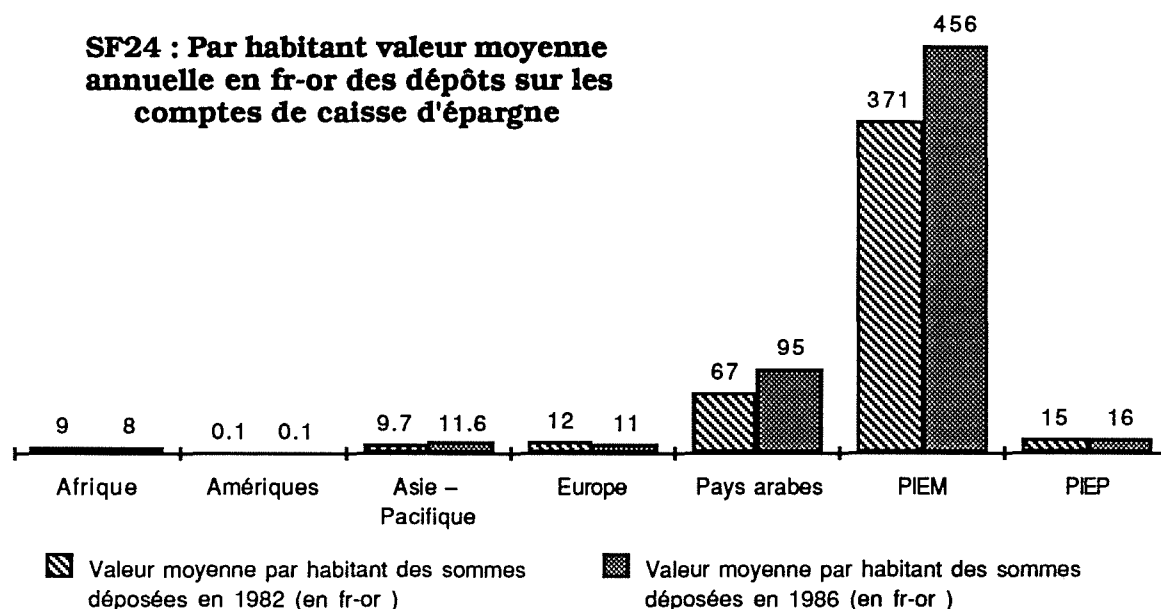




SF23 : Evolution en % de la CAM 1982-1986 de la valeur des dépôts sur les comptes de caisse d'épargne

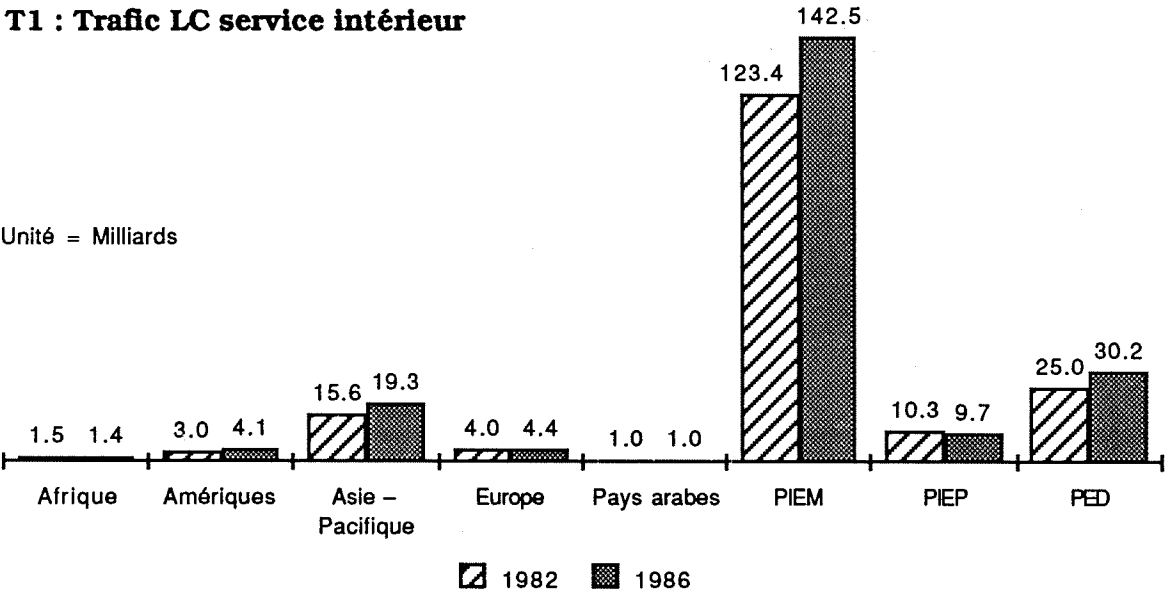


SF24 : Par habitant valeur moyenne annuelle en fr-or des dépôts sur les comptes de caisse d'épargne

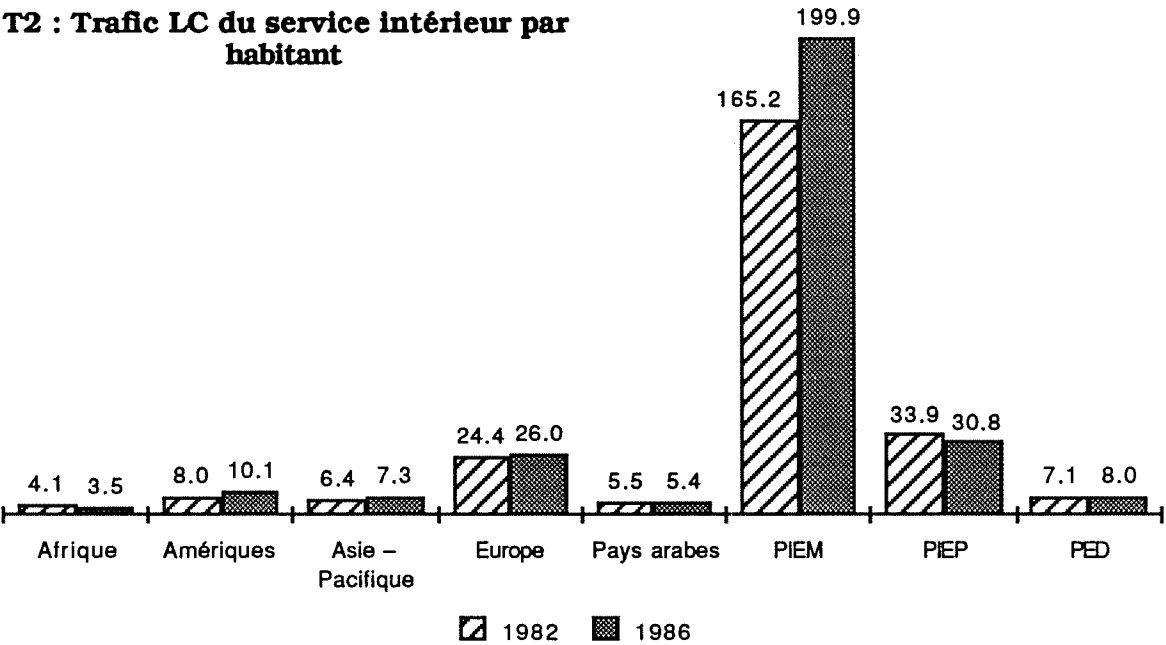


T1 : Trafic LC service intérieur

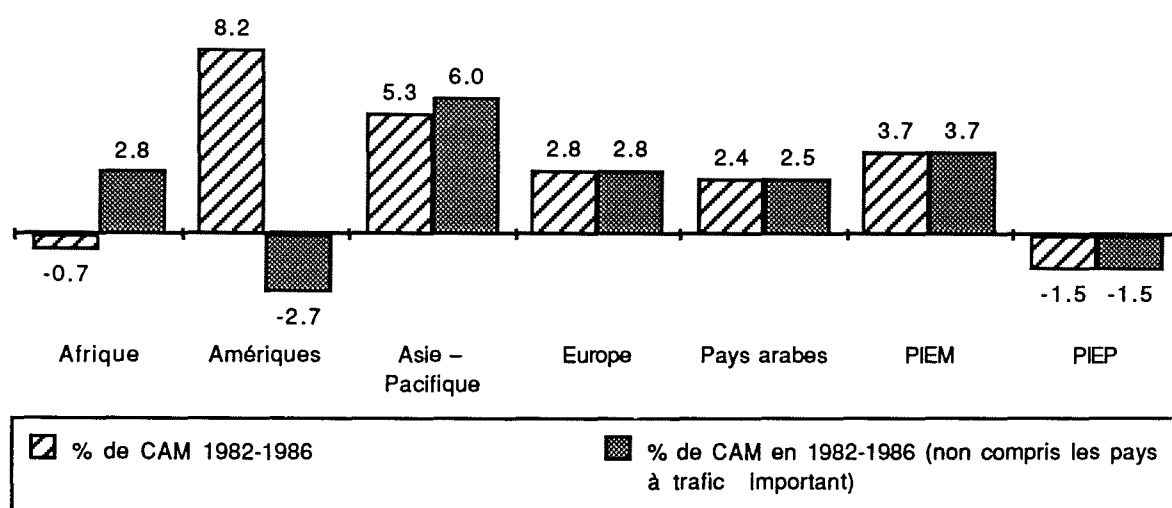
Unité = Milliards



T2 : Trafic LC du service intérieur par habitant

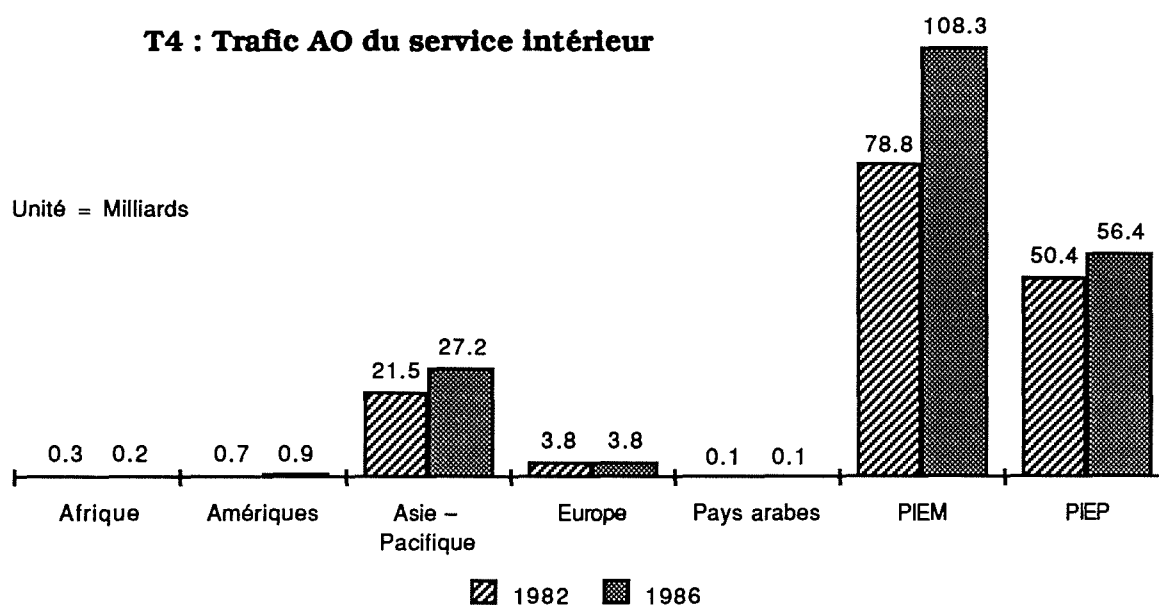


T3 : Evolution en % de la croissance annuelle moyenne (CAM) sur la période 1982-1986 pour le trafic LC service intérieur

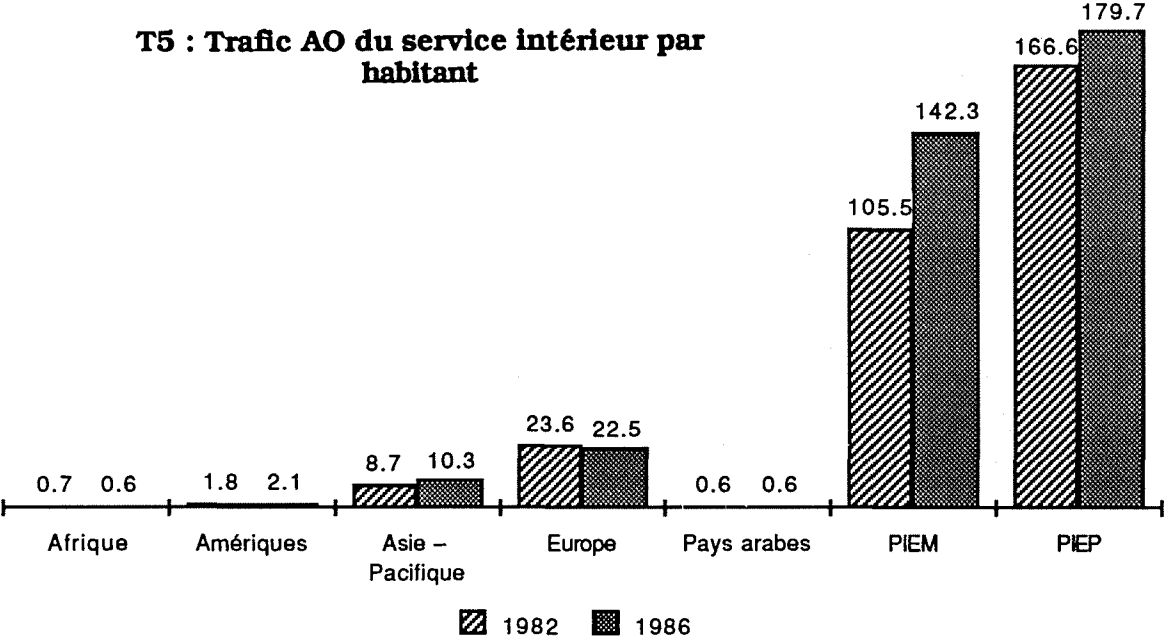


T4 : Trafic AO du service intérieur

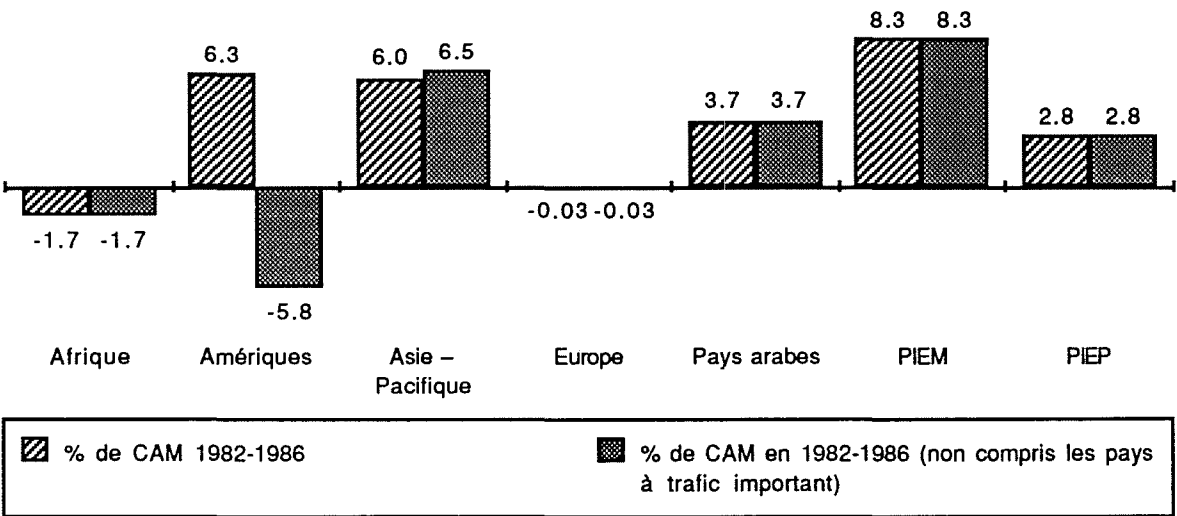
Unité = Milliards



T5 : Trafic AO du service intérieur par habitant

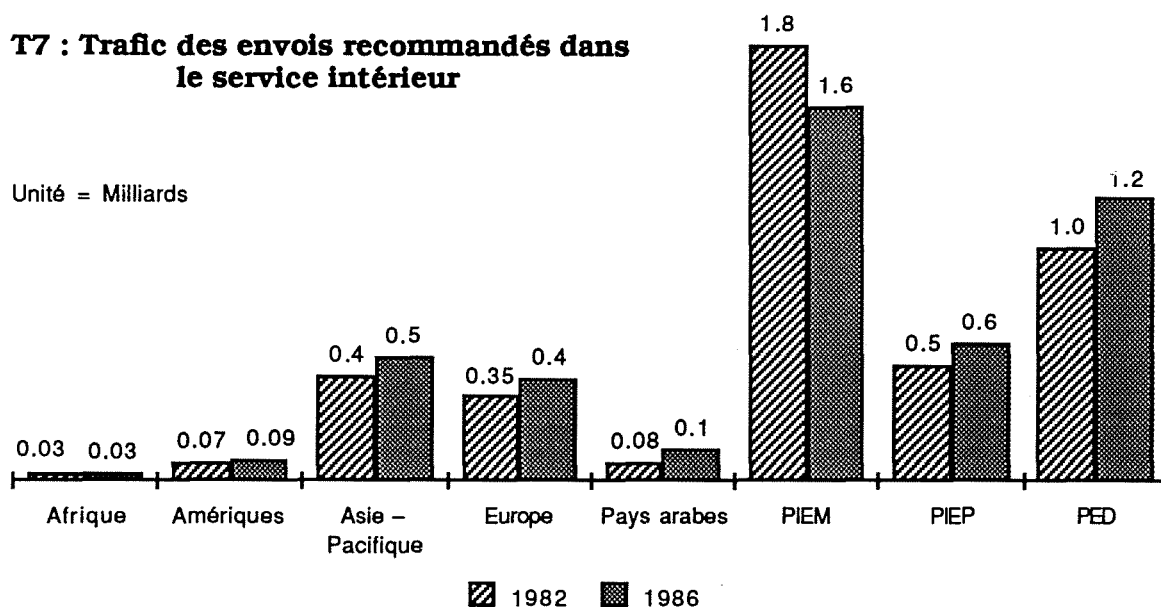


T6 : Evolution en % de la croissance annuelle moyenne (CAM) sur la période 1982-1986 pour le trafic AO service intérieur

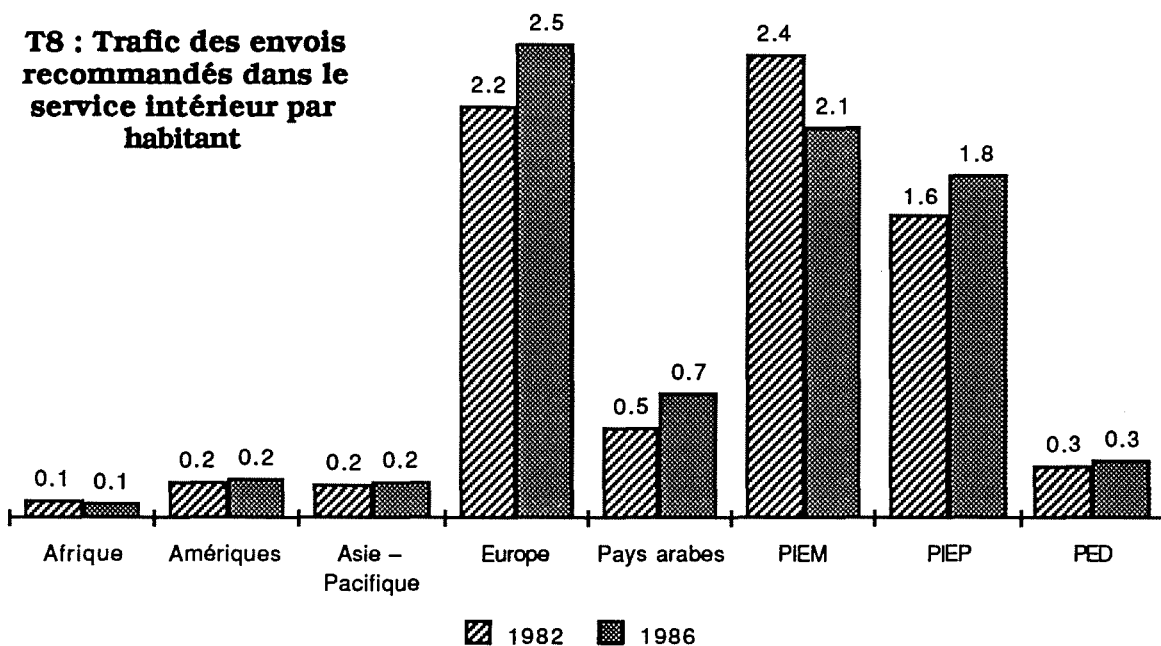


T7 : Trafic des envois recommandés dans le service intérieur

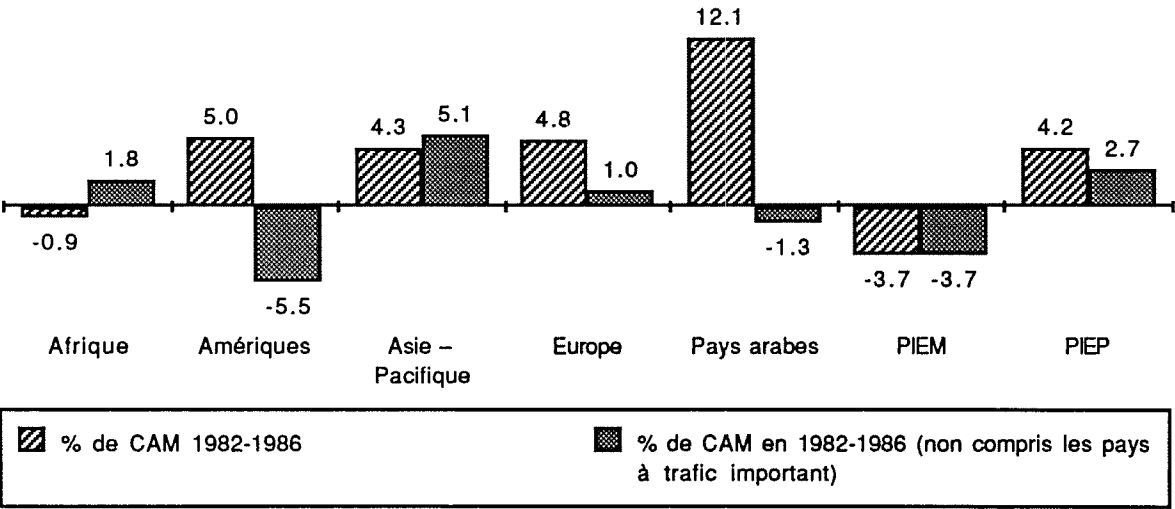
Unité = Milliards



T8 : Trafic des envois recommandés dans le service intérieur par habitant



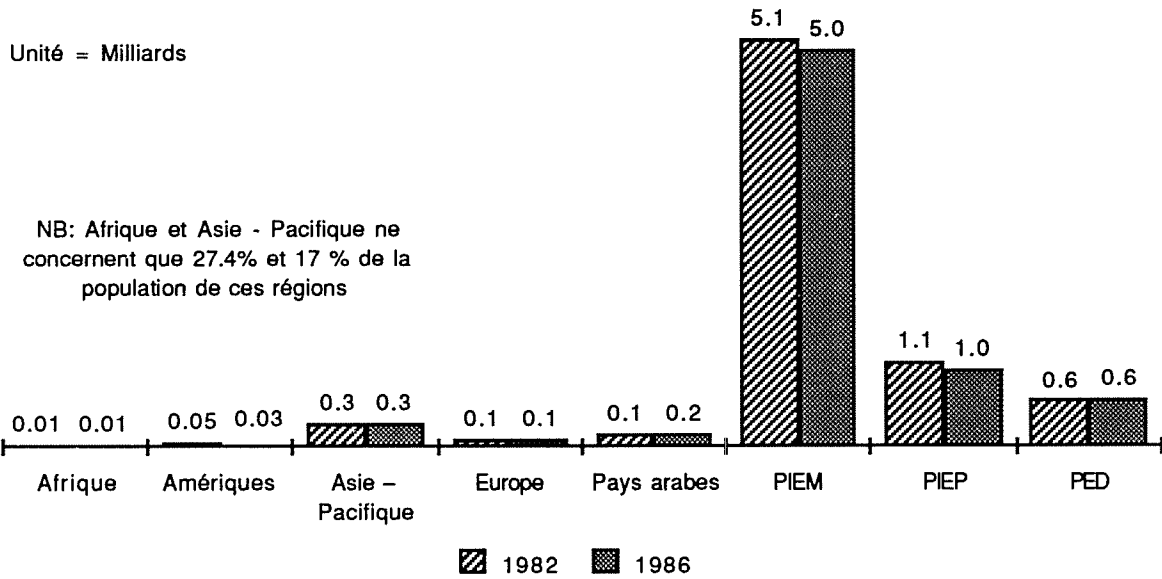
**T9 : Evolution en % de la croissance annuelle moyenne (CAM)
sur la période 1982-1986 pour le trafic des envois
recommandés dans le service intérieur**



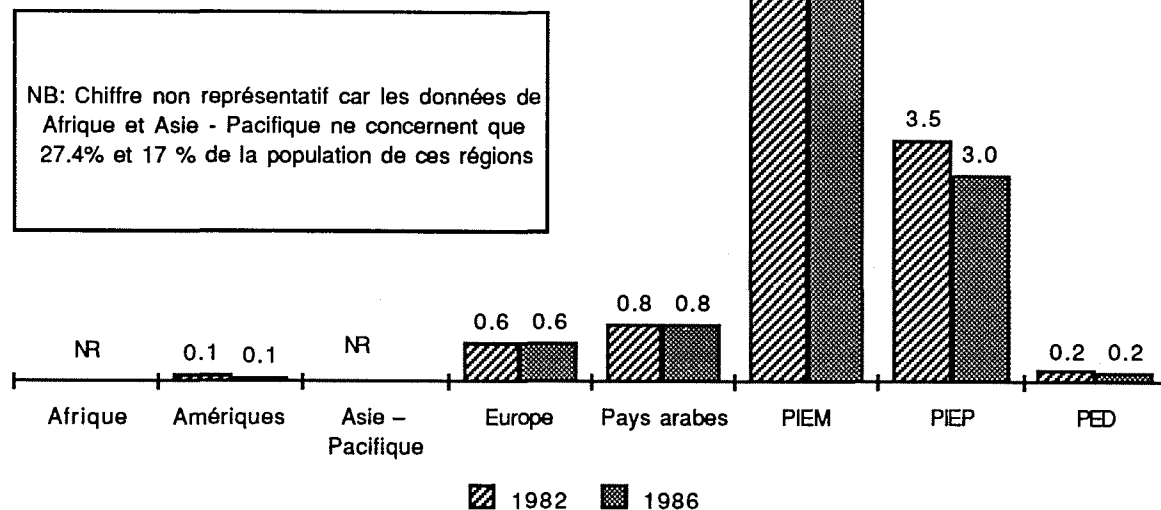
T10 : Trafic des envois admis en franchise dans le service intérieur

Unité = Milliards

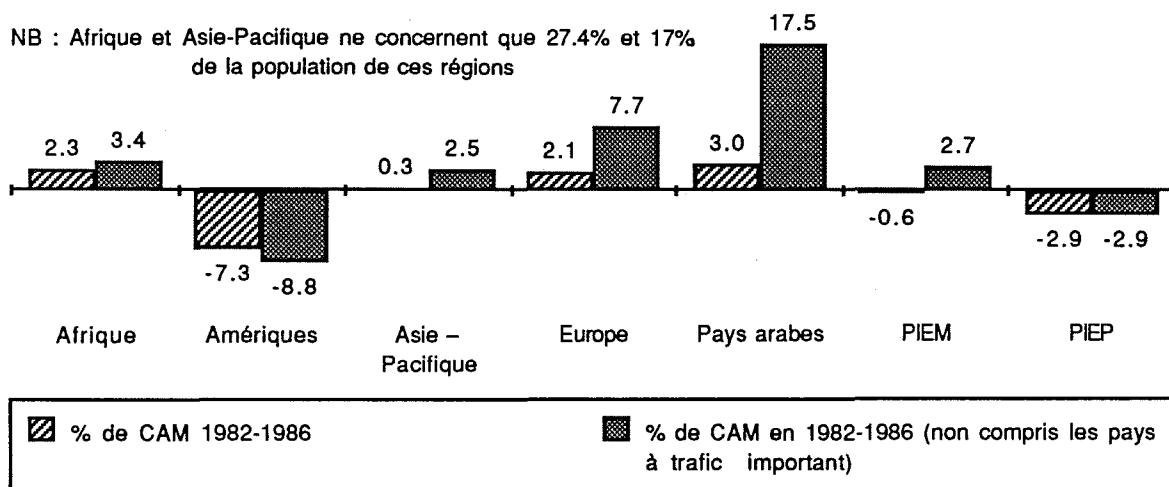
NB: Afrique et Asie - Pacifique ne concernent que 27.4% et 17 % de la population de ces régions



T11 : Trafic des envois en franchise dans le service intérieur par habitant

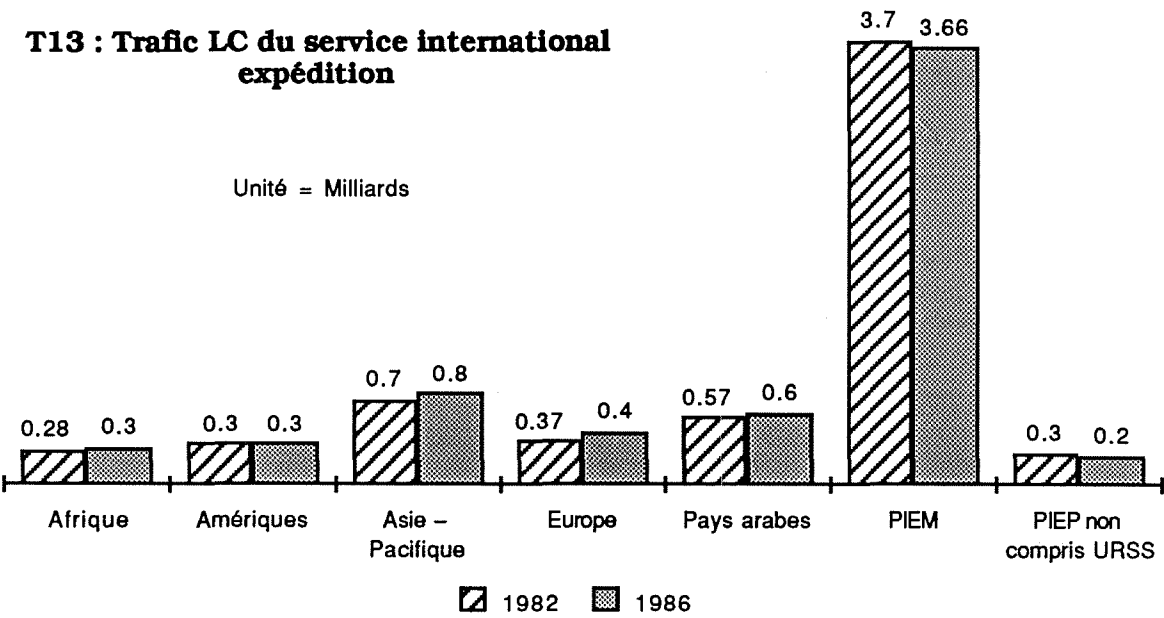


T12 : Evolution en % de la croissance annuelle moyenne (CAM) sur la période 1982-1986 pour le trafic des envois en franchise dans le service intérieur

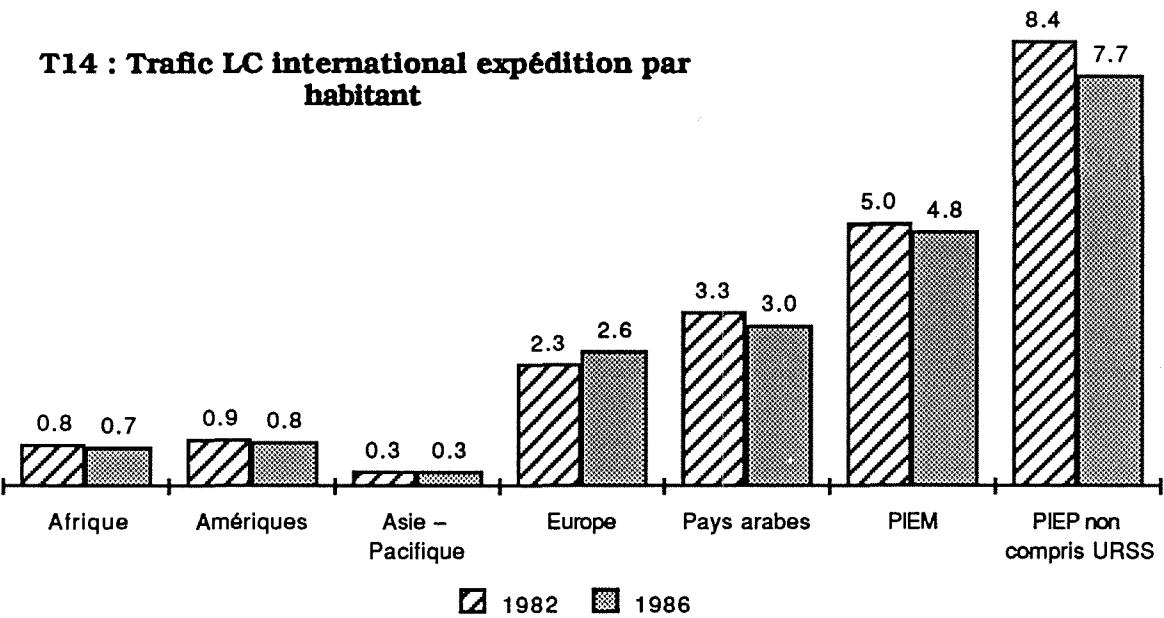


**T13 : Trafic LC du service international
expédition**

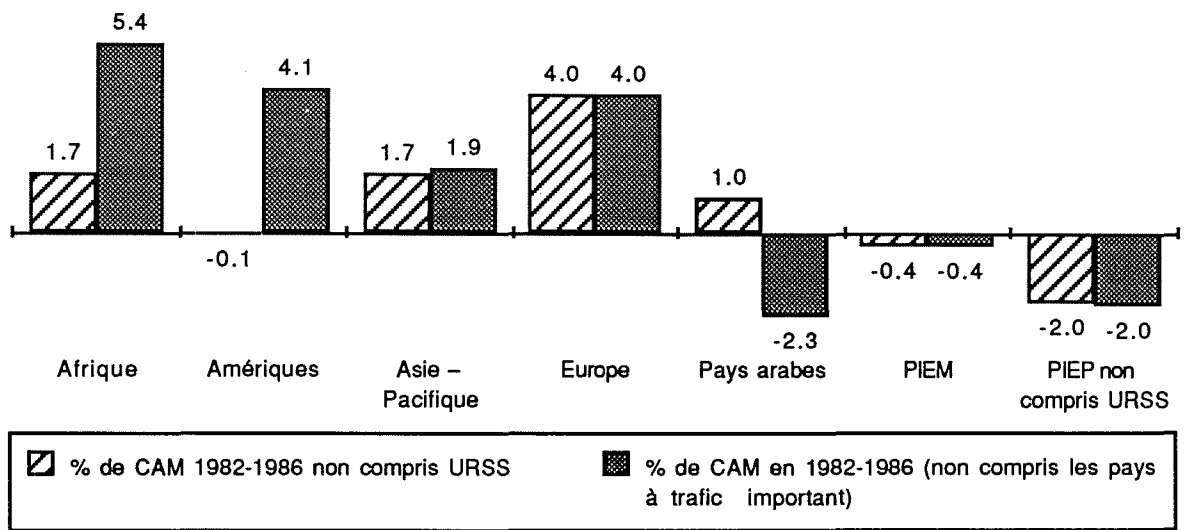
Unité = Milliards



**T14 : Trafic LC international expédition par
habitant**

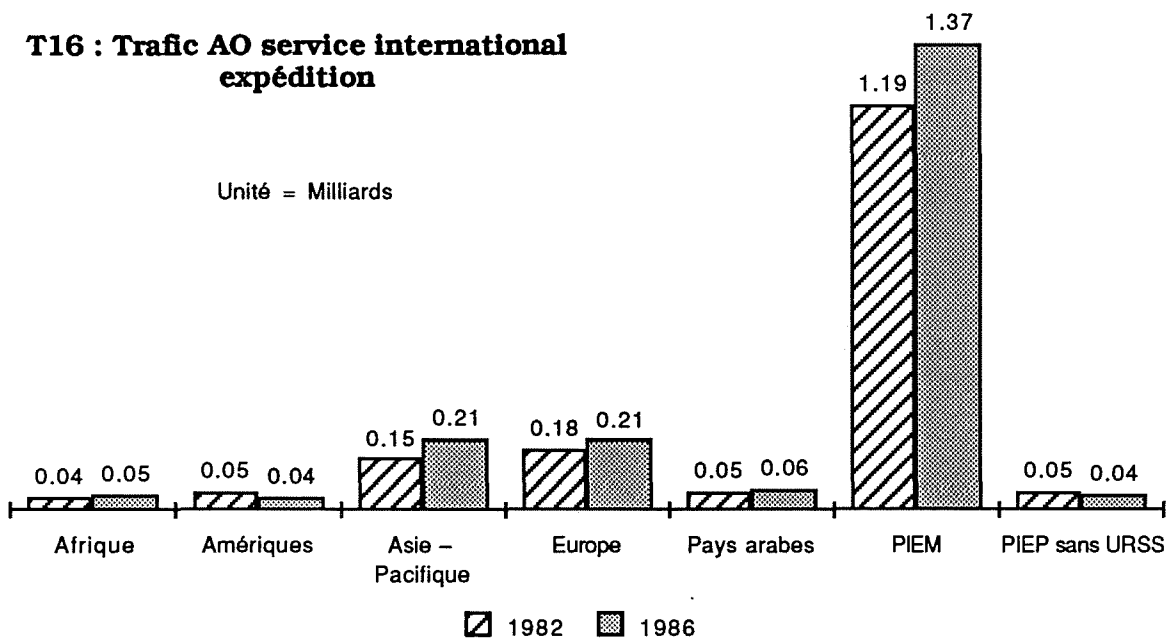


T15 : Evolution en % de la croissance annuelle moyenne (CAM) sur la période 1982-1986 pour le trafic LC du service international expédition

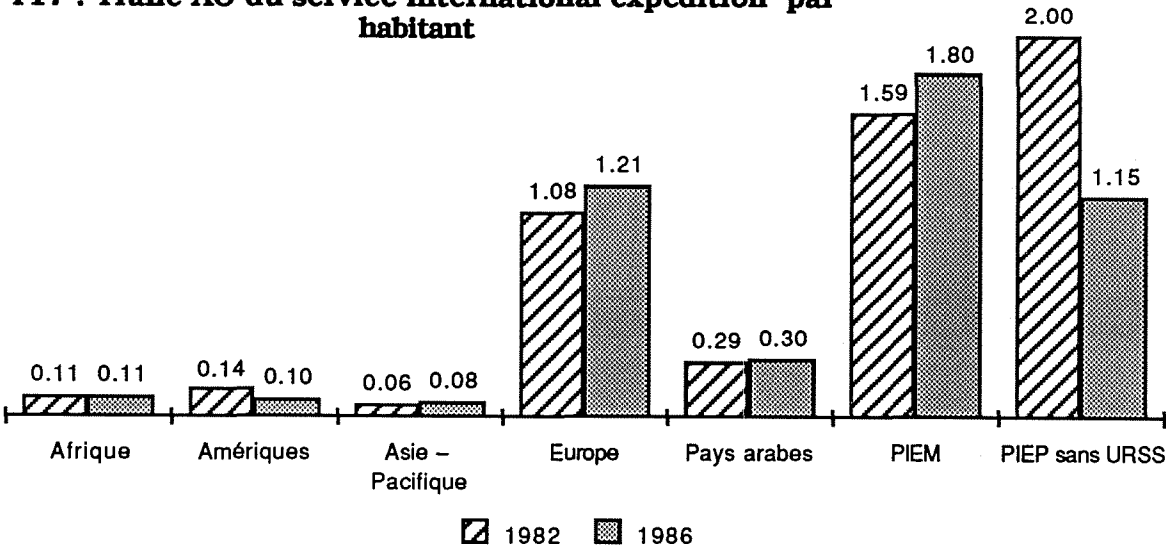


T16 : Trafic AO service international expédition

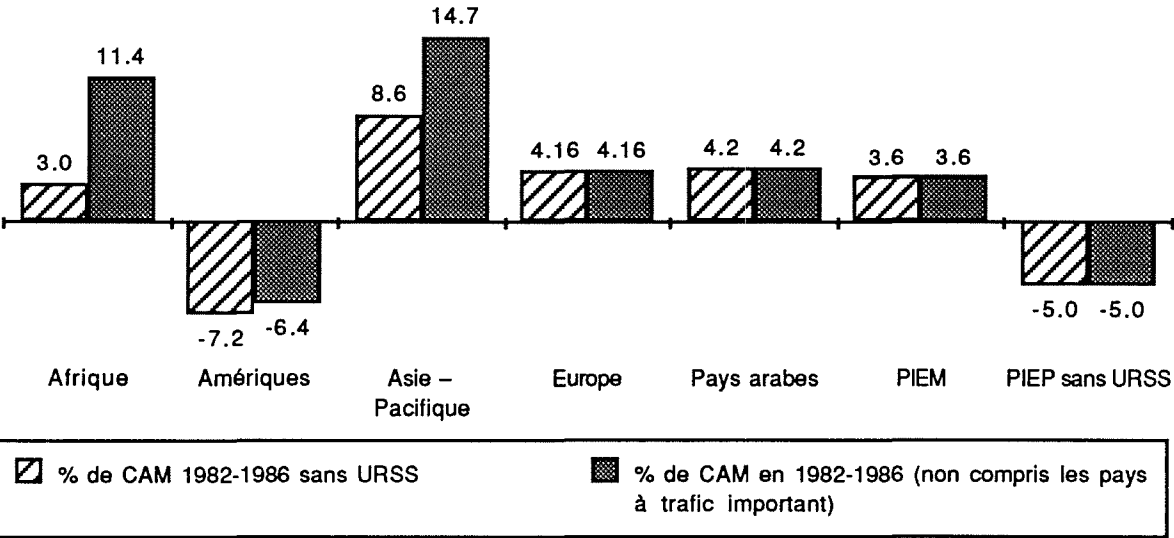
Unité = Milliards



T17 : Trafic AO du service international expédition par habitant

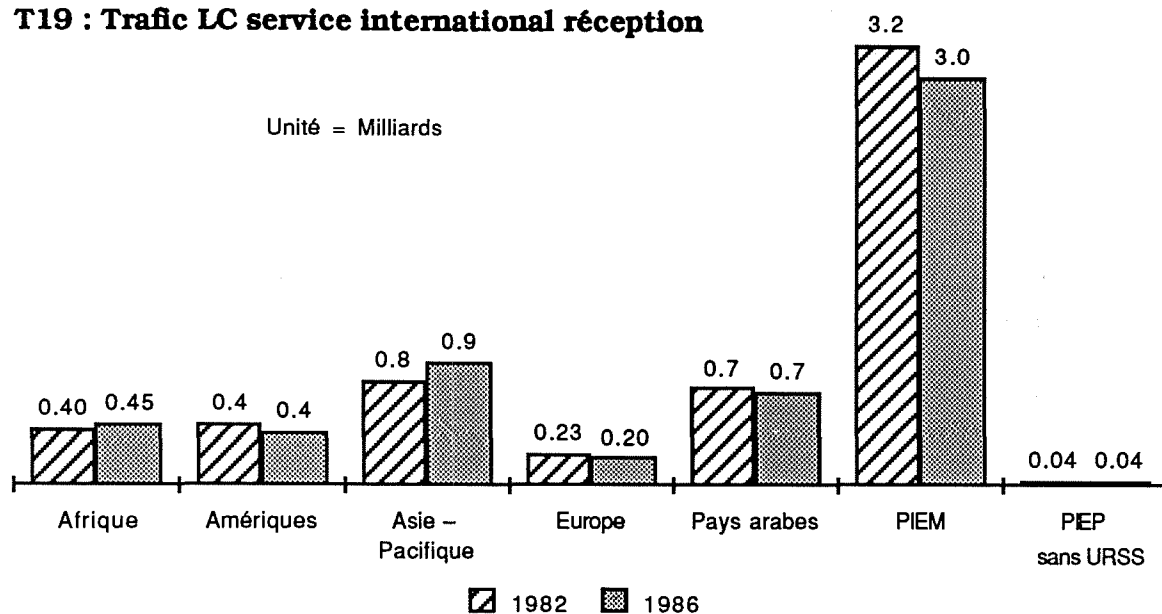


T18 : Evolution en % de la croissance annuelle moyenne (CAM) sur la période 1982-1986 pour le trafic AO du service international expédition

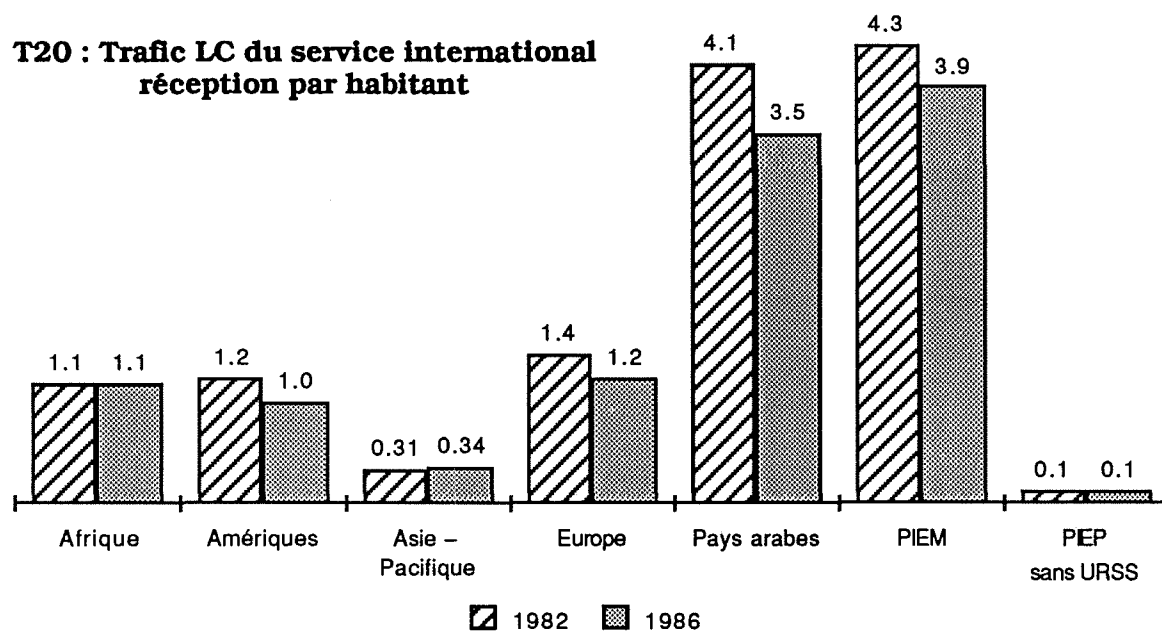


T19 : Trafic LC service international réception

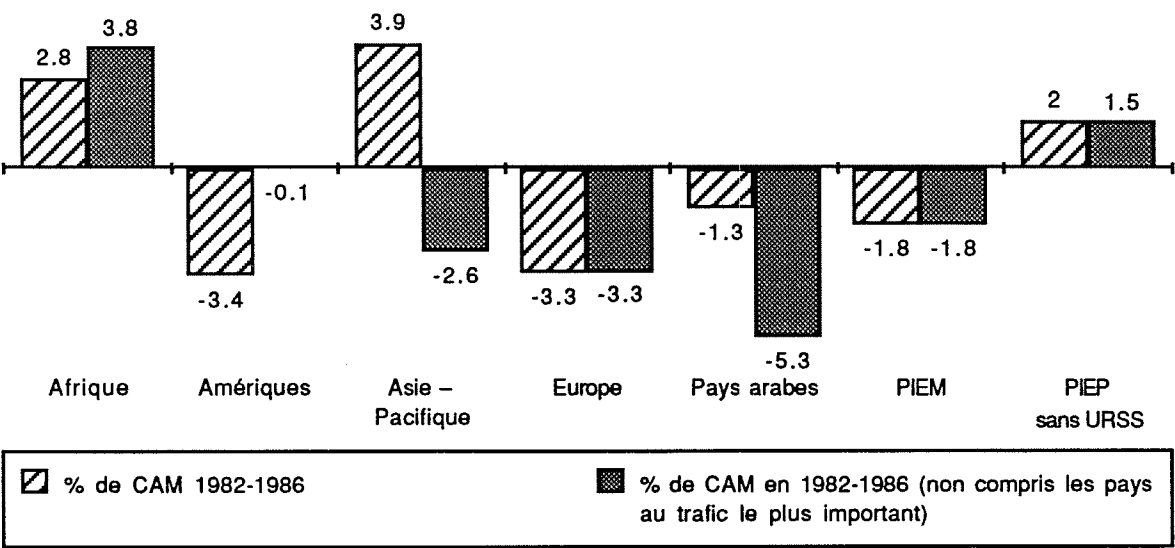
Unité = Milliards



T20 : Trafic LC du service international réception par habitant

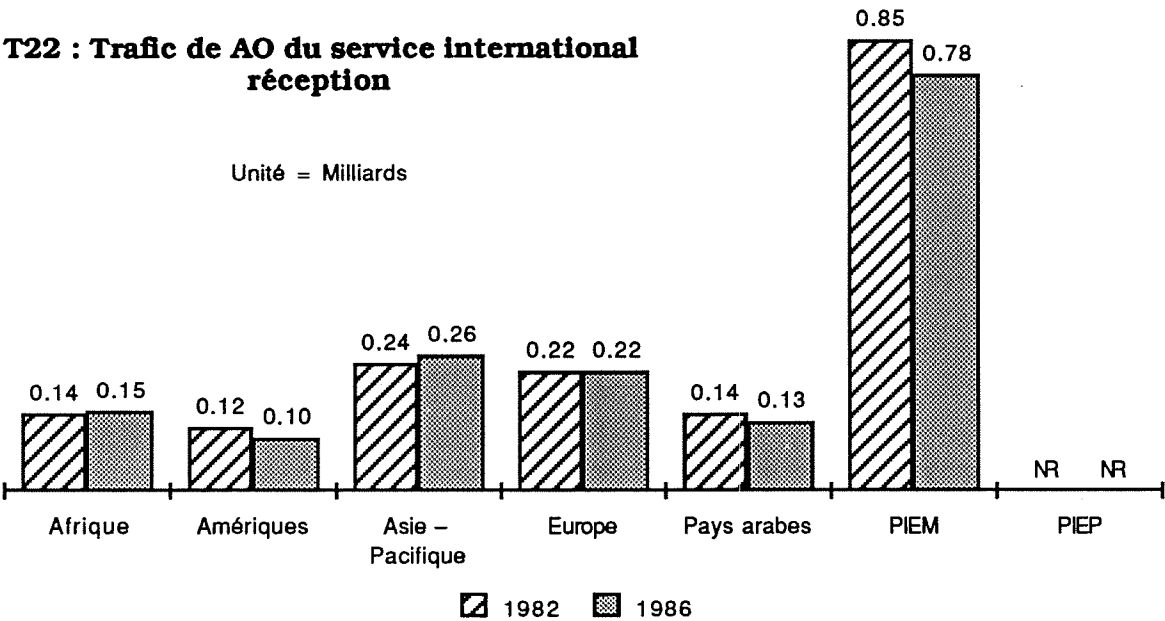


T21 : Evolution en % de la croissance annuelle moyenne (CAM) sur la période 1982-1986 pour le trafic LC service international réception

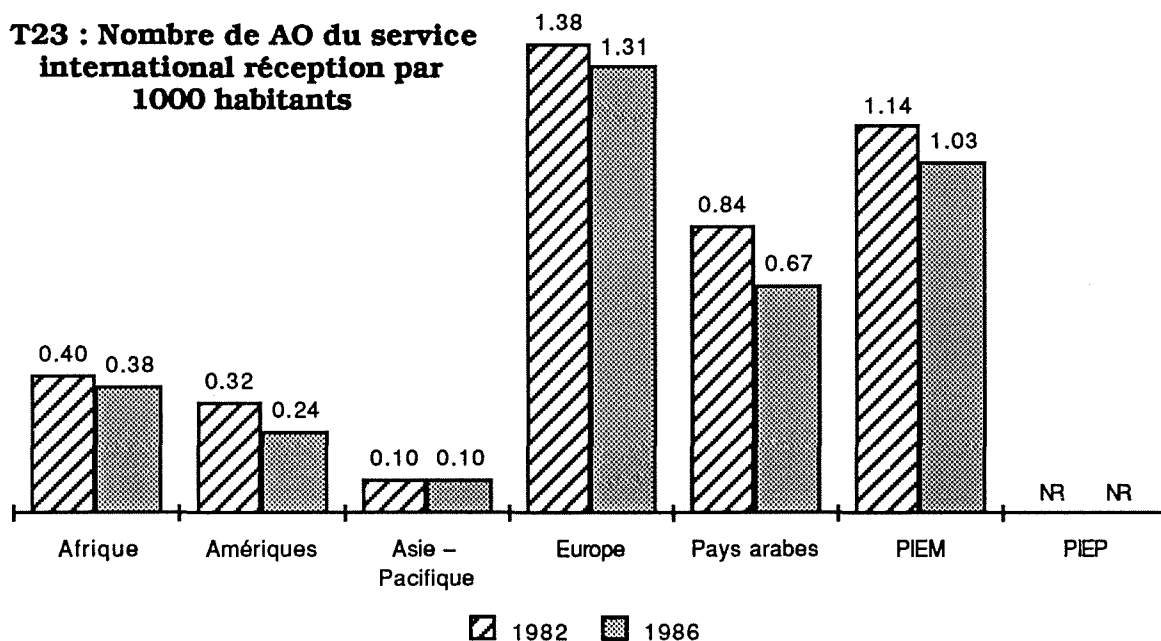


T22 : Trafic de AO du service international réception

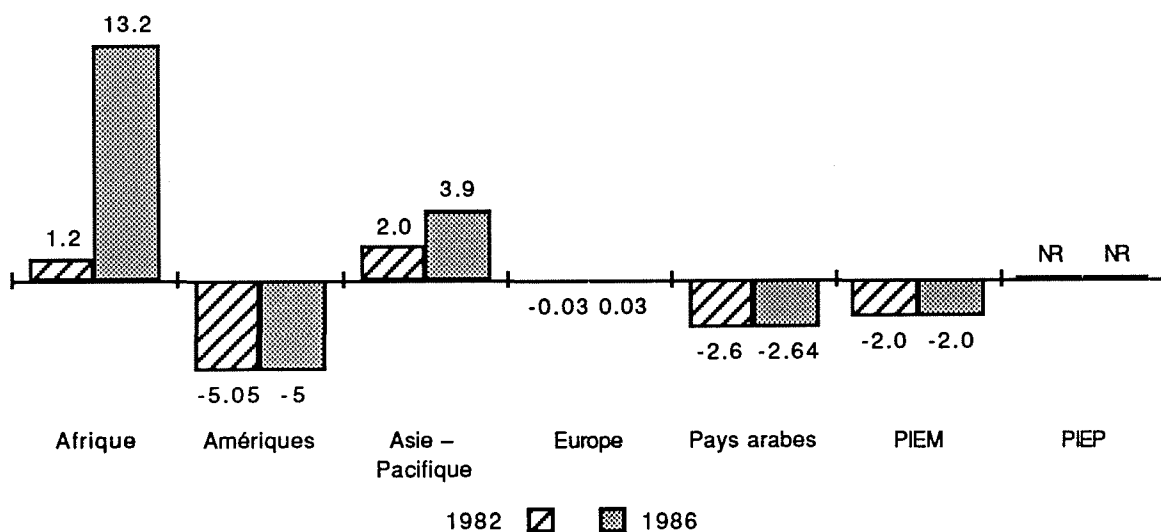
Unité = Milliards



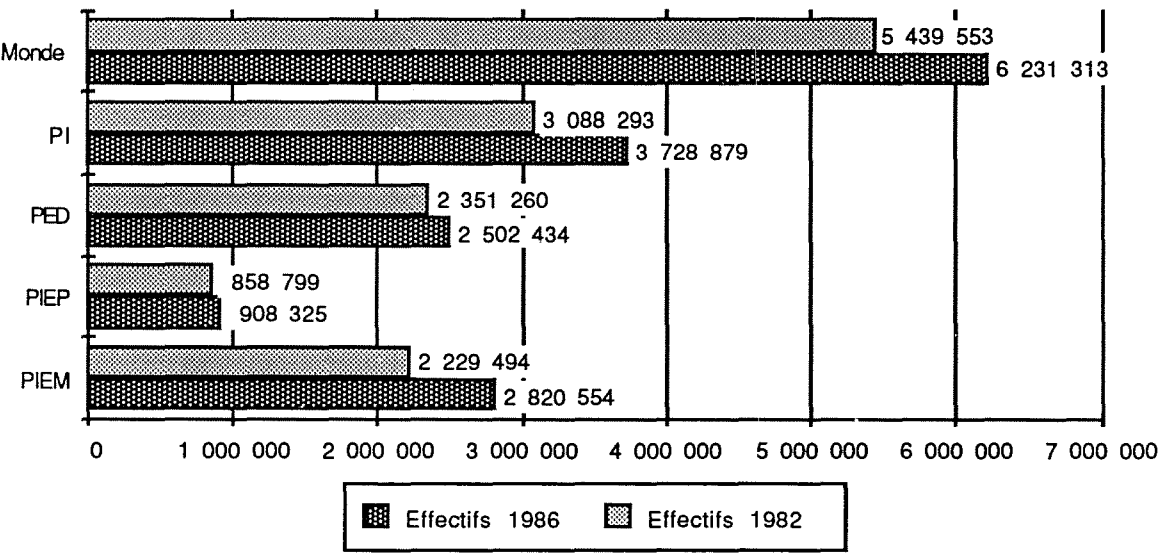
T23 : Nombre de AO du service international réception par 1000 habitants



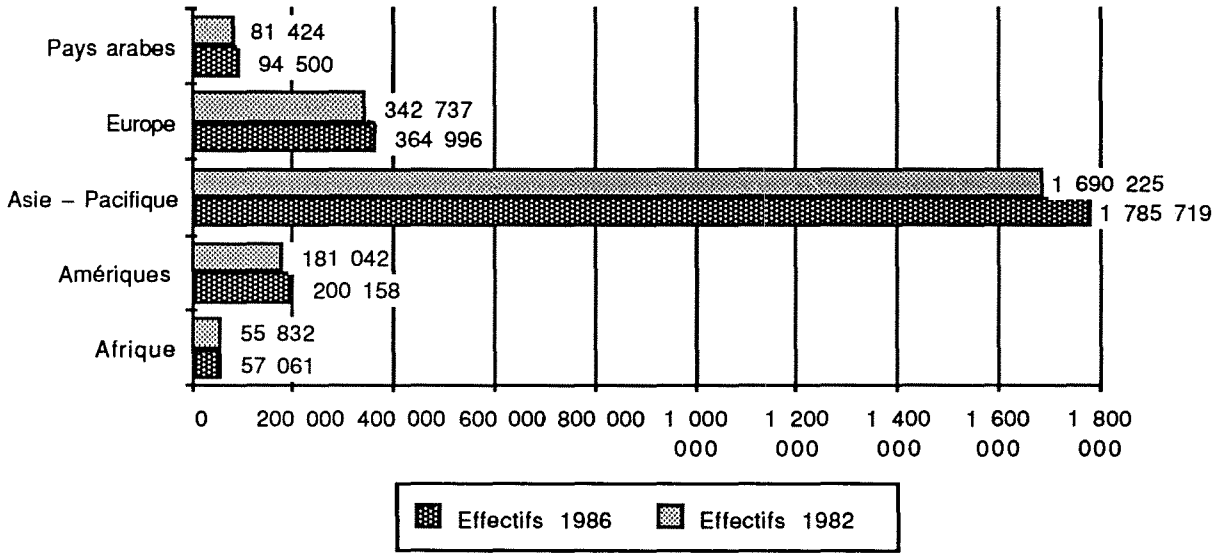
T24 : Evolution en % de la croissance annuelle moyenne (CAM) sur la période 1982-1986 pour le trafic AO dans le service international réception



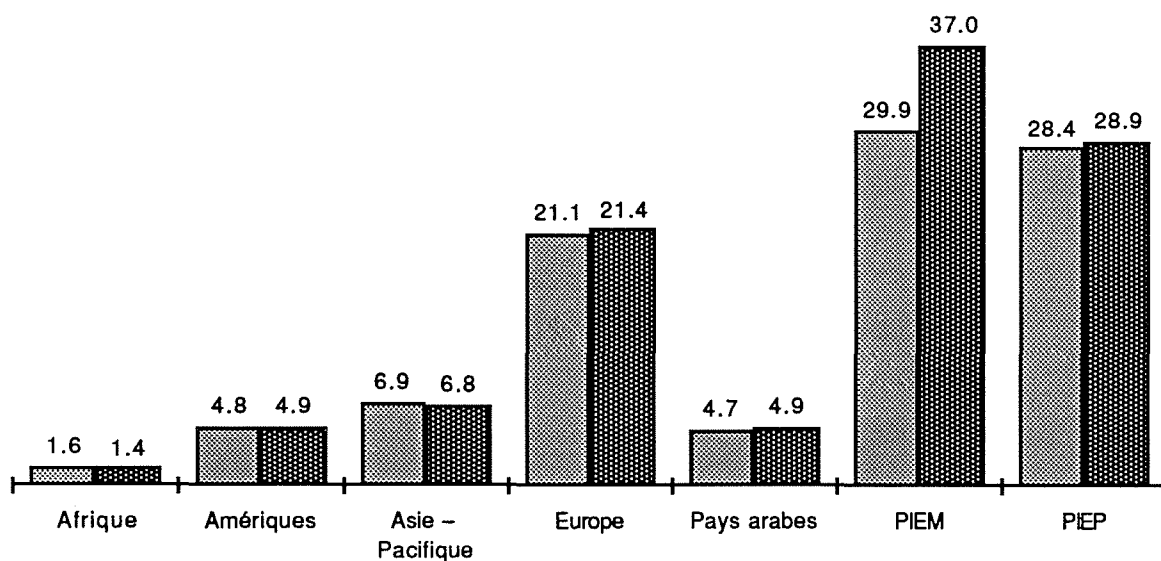
MP1 : Effectif du personnel en 1982 et 1986



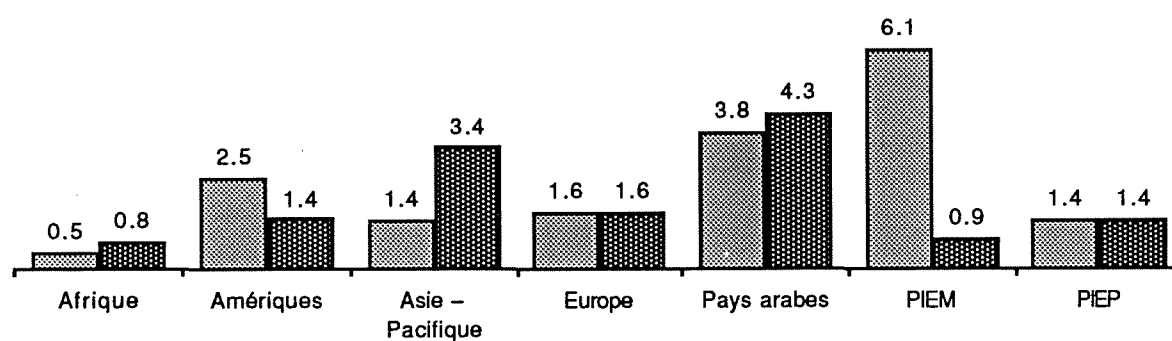
MP2 : Effectif du personnel en 1982 et 1986 dans les PED



MP3 : Nombre d'agents de la poste pour 10000 habitants

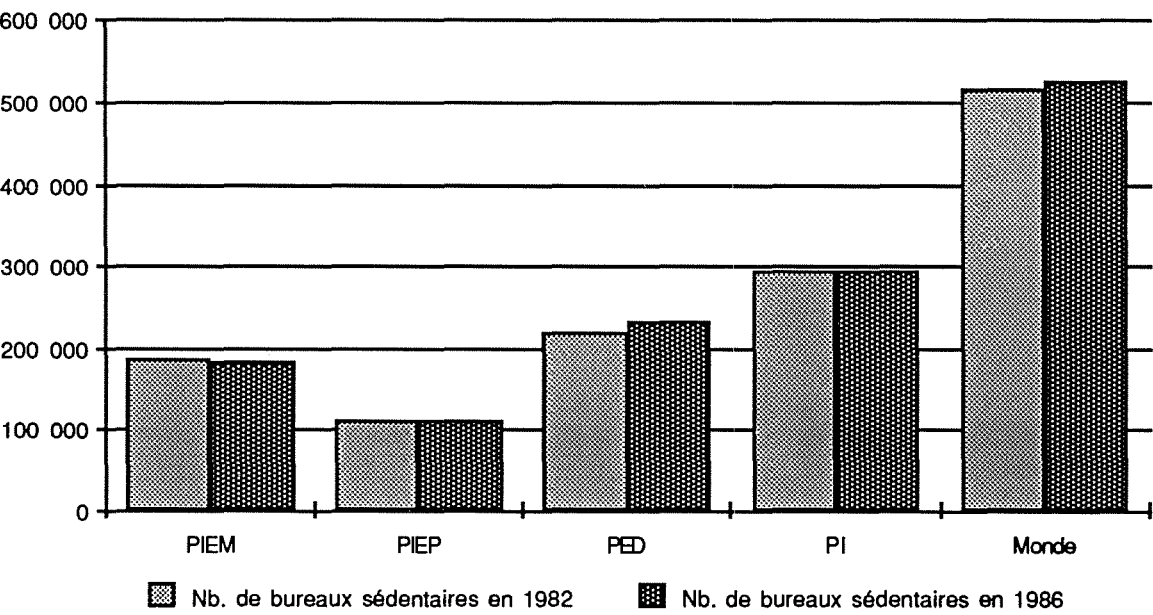


**MP4 : Variation moyenne de 1982 à 1986 des effectifs du personnel
(avec et sans les pays aux effectifs les plus importants)
Unité = %**

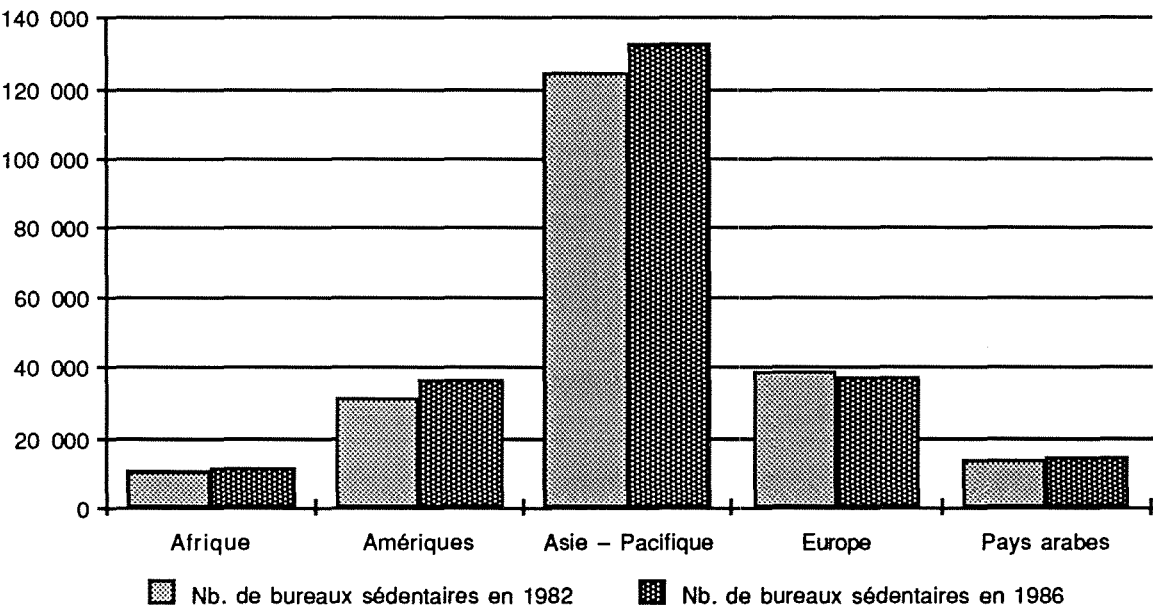


Variation effectifs en % (CAM 1982/1986)
 Variation effectifs en % (CAM 1982/1986) sans les pays aux effectifs les plus importants

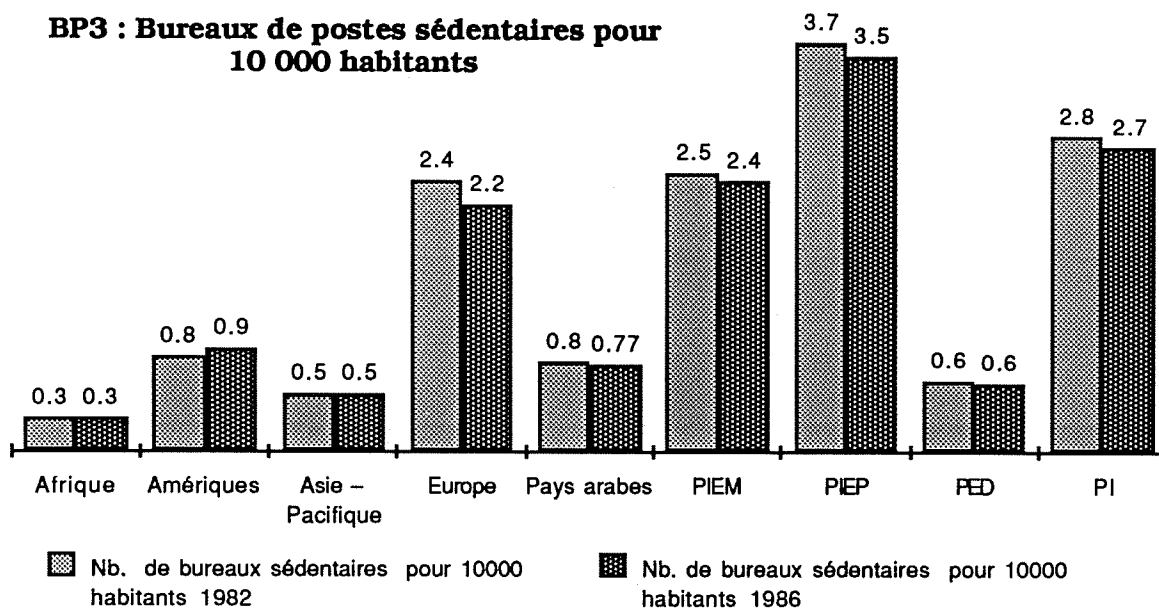
BP1 : Nombre de bureaux de poste sédentaires



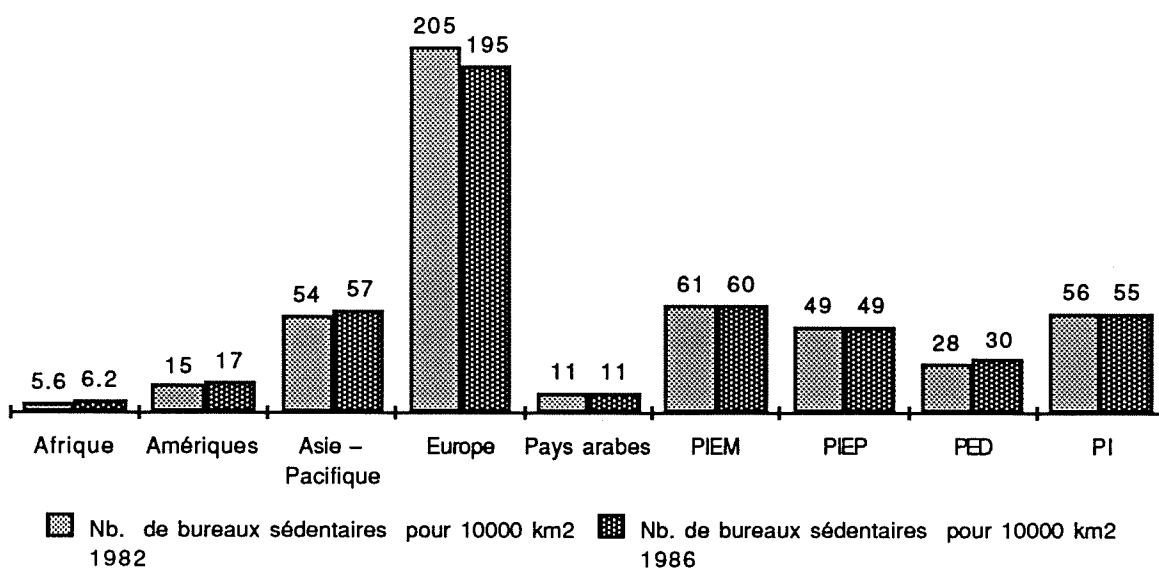
BP2 : Nombre de bureaux de poste sédentaires dans les PED



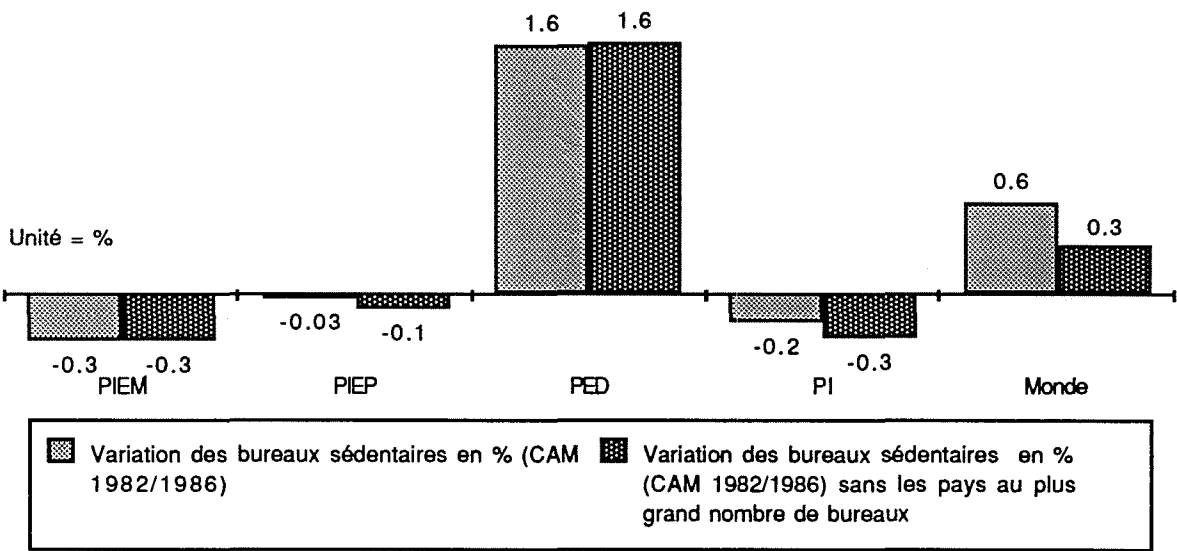
**BP3 : Bureaux de postes sédentaires pour
10 000 habitants**



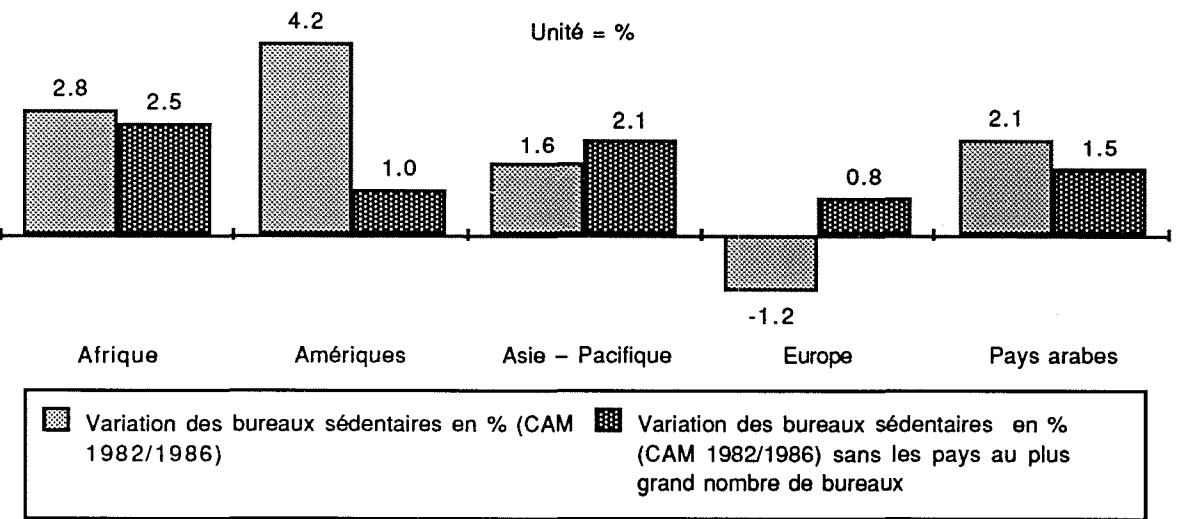
BP4 : Nombre de bureaux sédentaires pour 10 000 km²



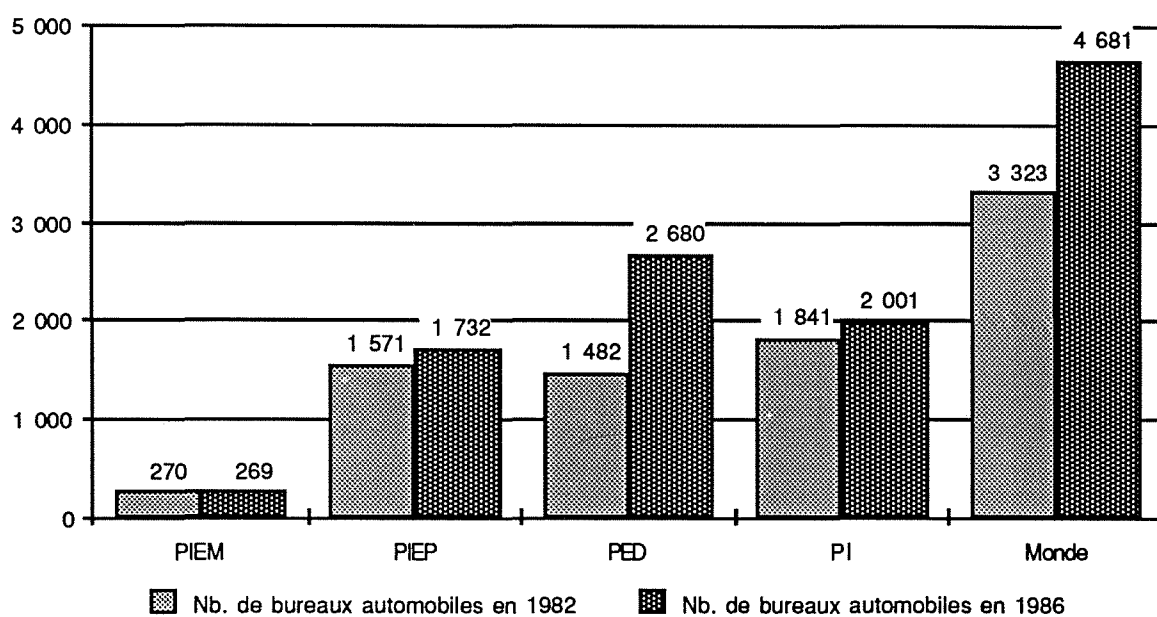
BP5 : Variation dans les groupes de pays du nombre de bureaux sédentaires sur la période 1982-1986 avec et sans les pays au nombre de bureaux sédentaires le plus important



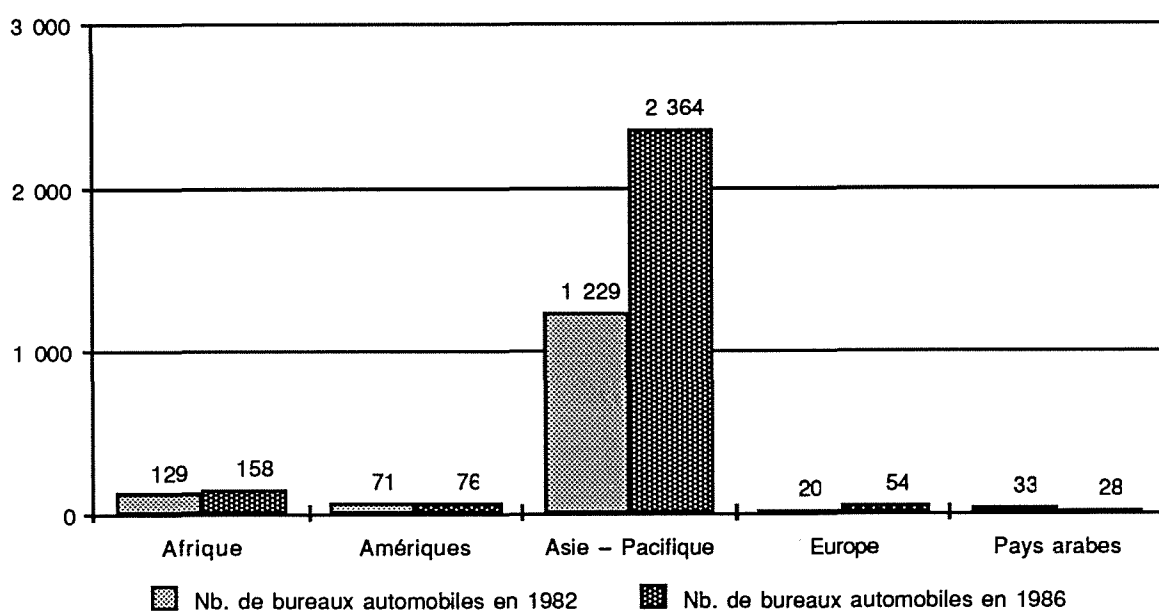
BP6 : Variation dans les régions des PED du nombre de bureaux sédentaires sur la période 1982-1986 avec et sans les pays au nombre de bureaux sédentaires le plus important



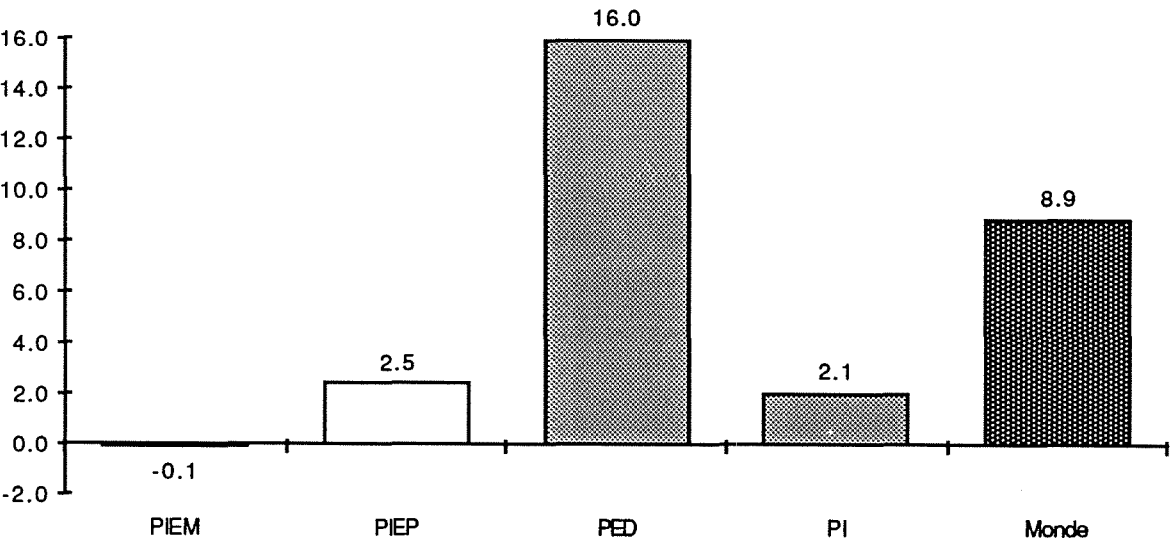
BP7 : Nombre de bureaux mobiles dans les différents groupes de pays



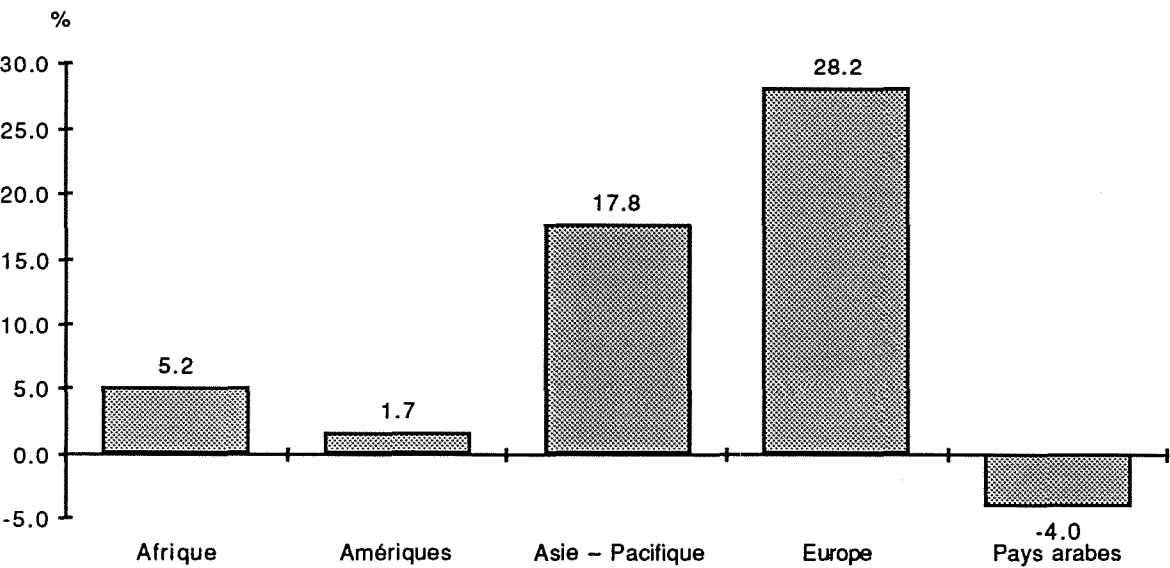
BP8 : Nombre de bureaux mobiles dans les PED



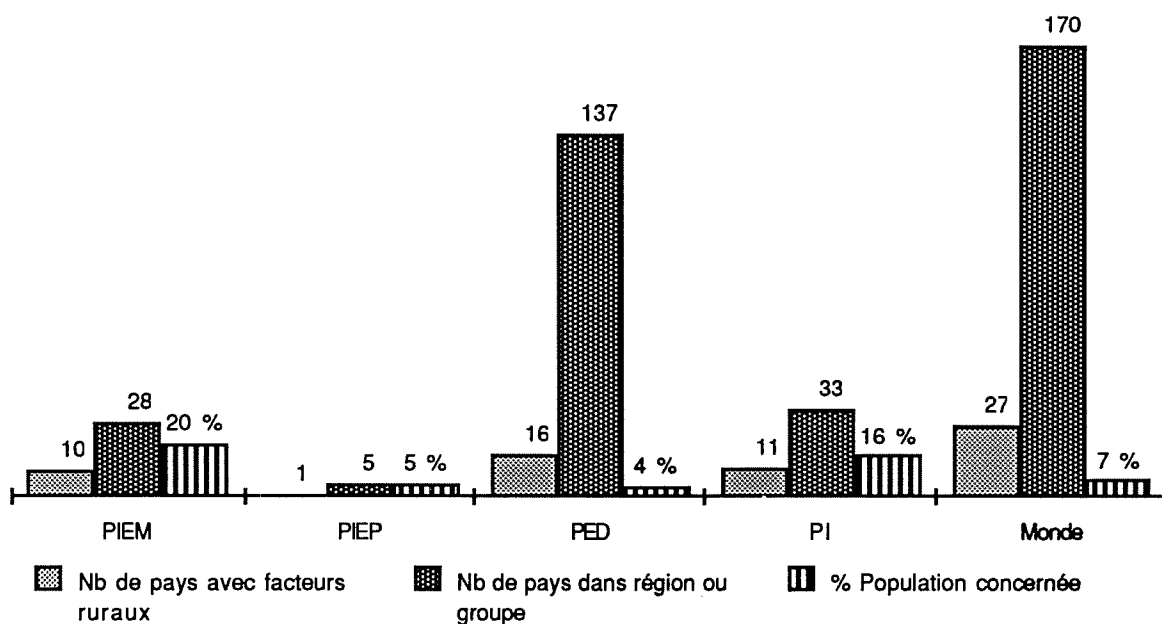
**BP9 : Variation des bureaux mobiles en % (CAM 1982/1986)
dans les différentes régions du monde**



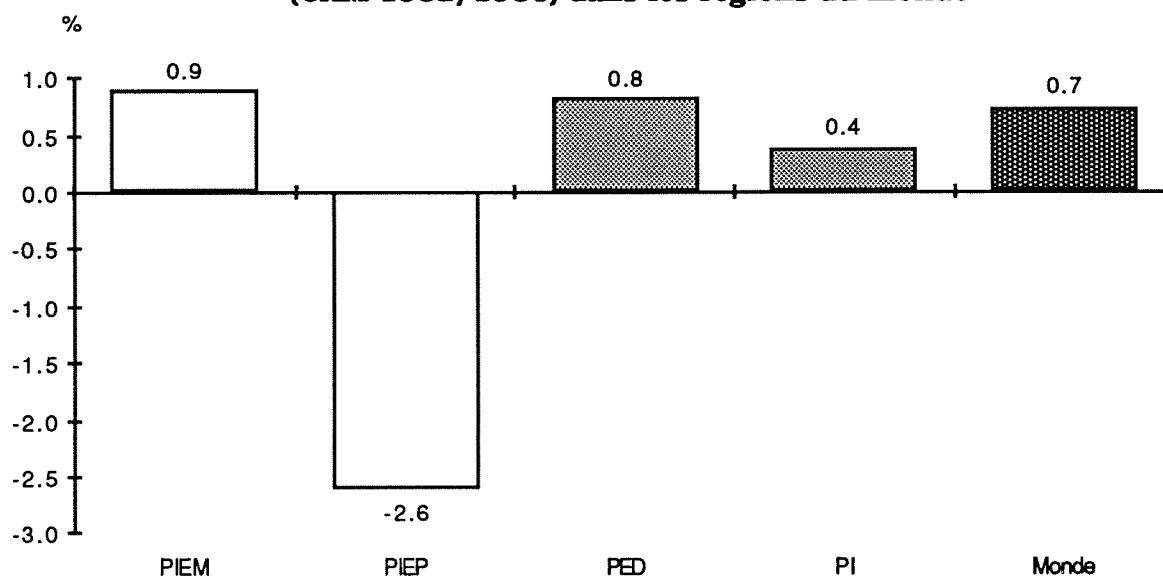
**BP10 : Variation des bureaux mobiles en %
(CAM 1982/1986) dans les PED**

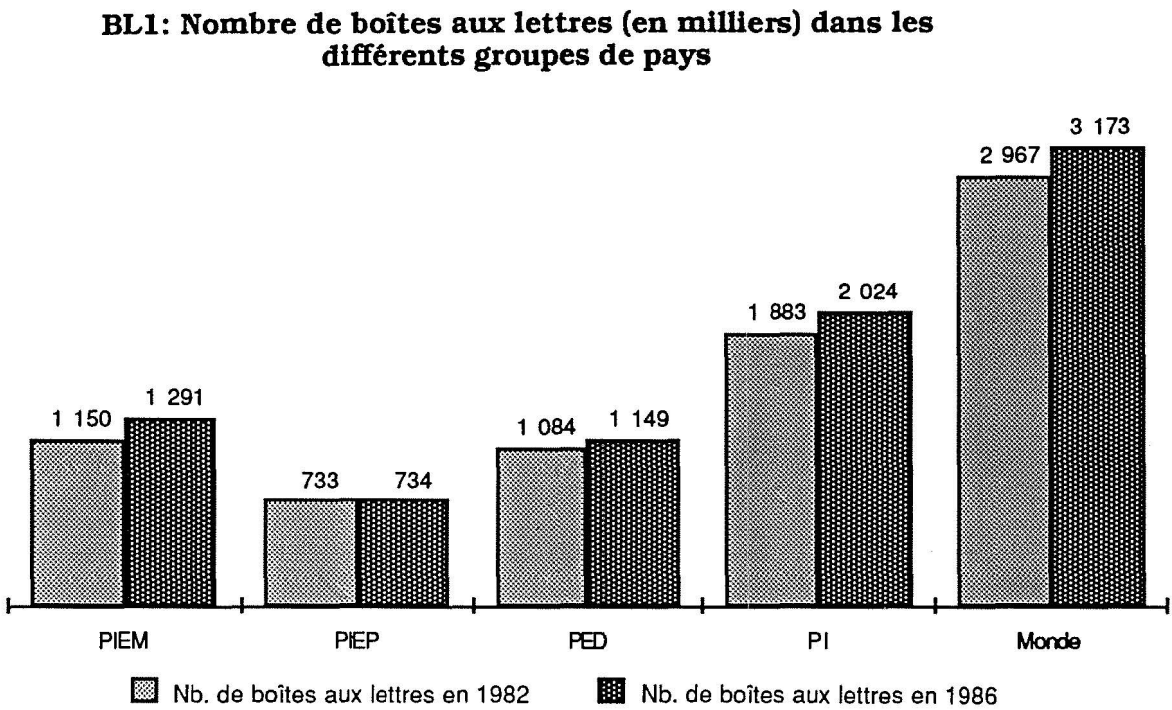
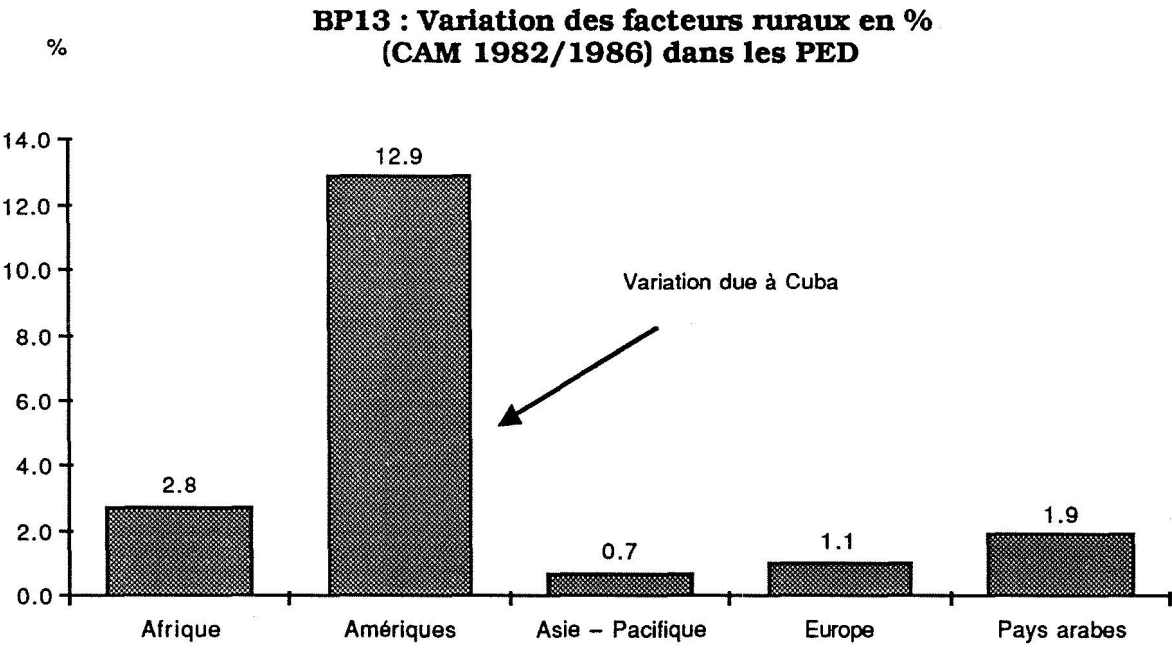


BP11 : Le service des facteurs ruraux dans le monde

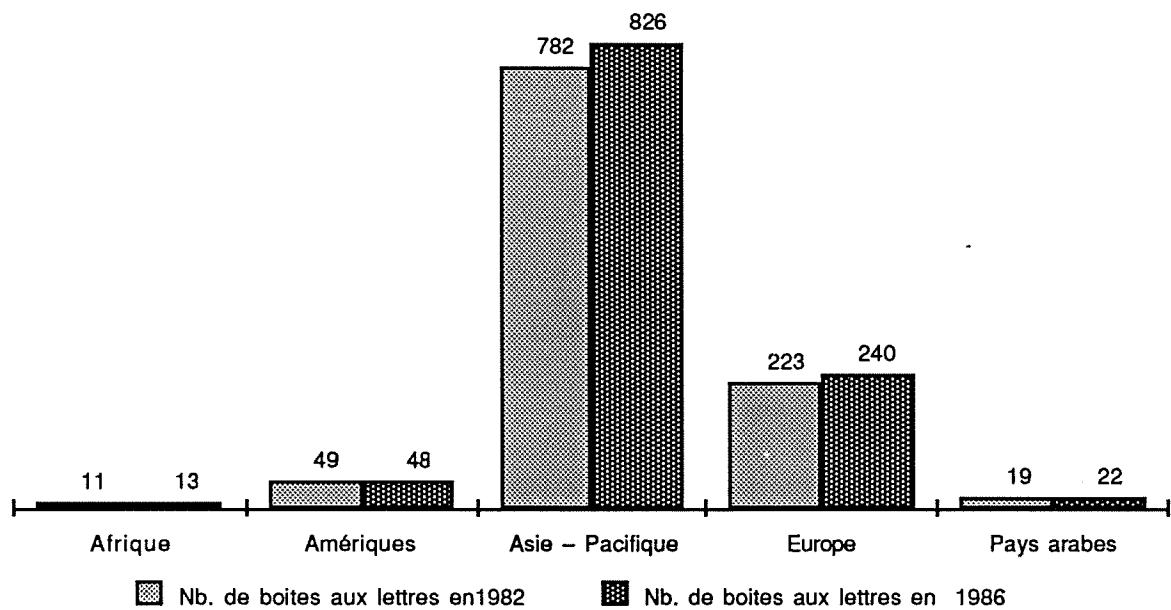


BP12 : Variation du nombre des facteurs ruraux en % (CAM 1982/1986) dans les régions du monde

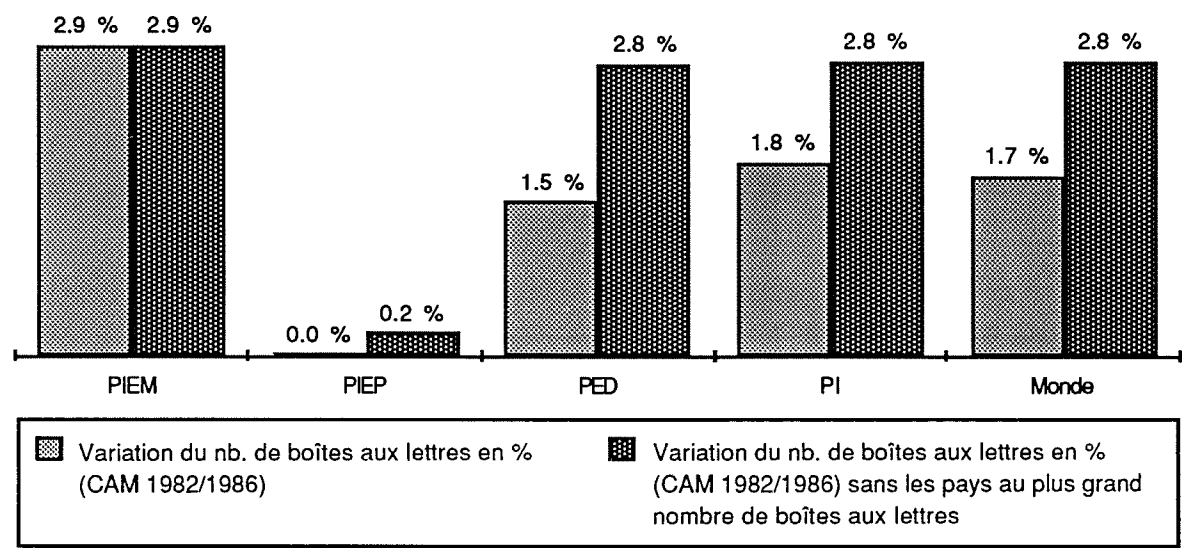




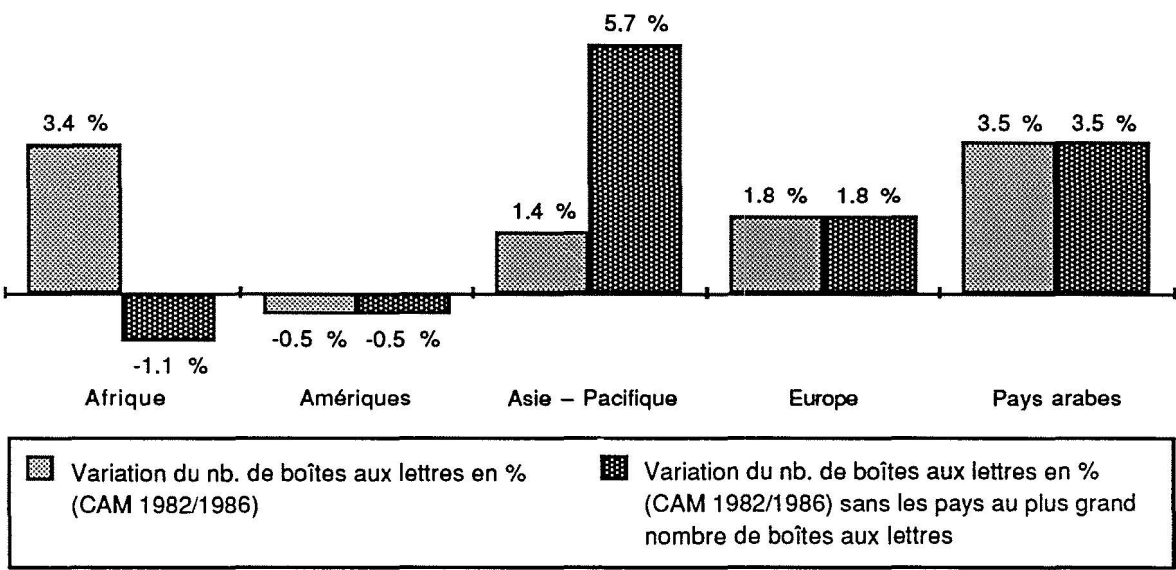
BL2: Nombre de boîtes aux lettres (en milliers) dans les PED



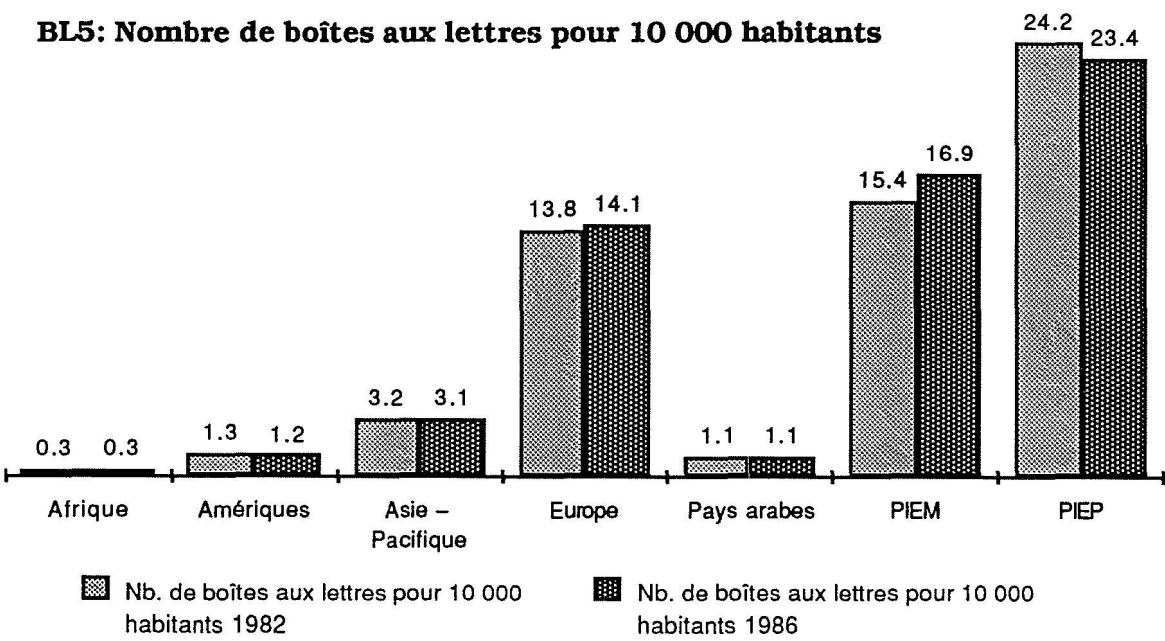
BL3 : Croissance annuelle moyenne (en %) de 1982 à 1986 du nombre de boîtes aux lettres dans les différents groupes de pays



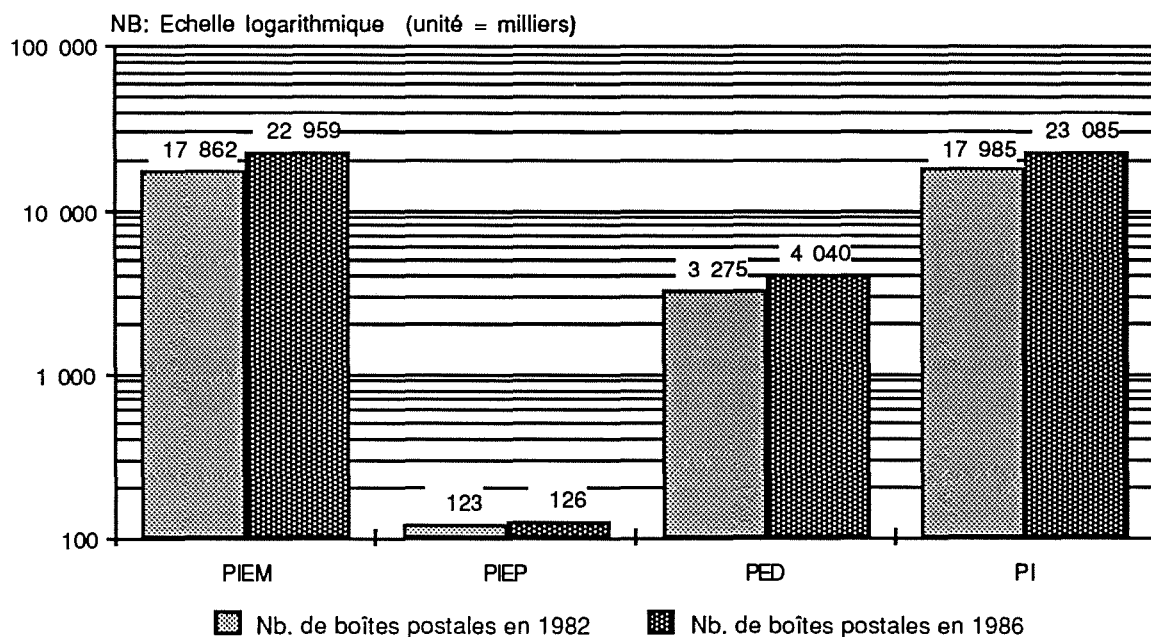
BL4 : Croissance annuelle moyenne (en %) de 1982 à 1986 du nombre de boîtes aux lettres dans les PED



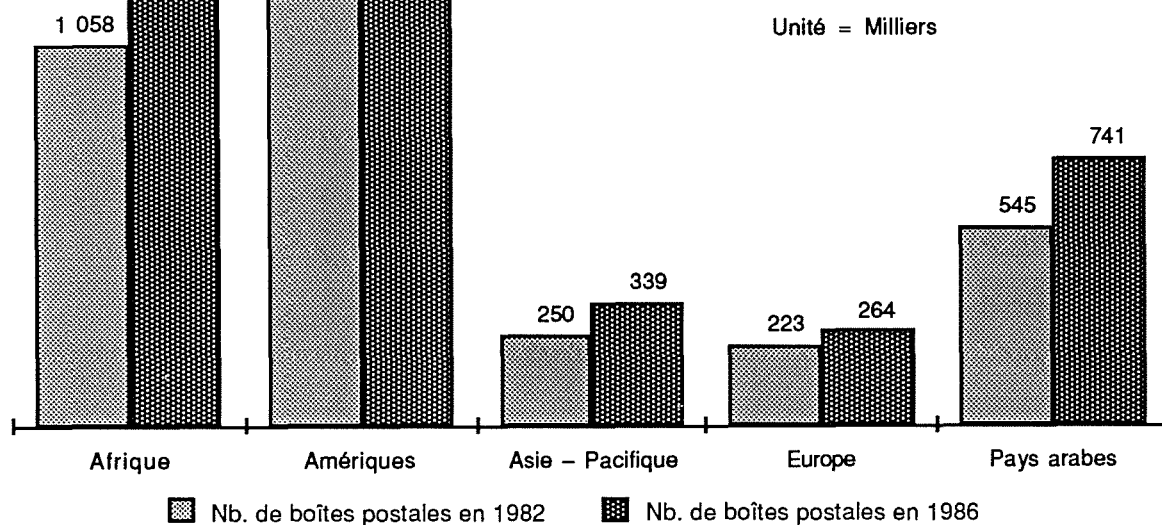
BL5: Nombre de boîtes aux lettres pour 10 000 habitants



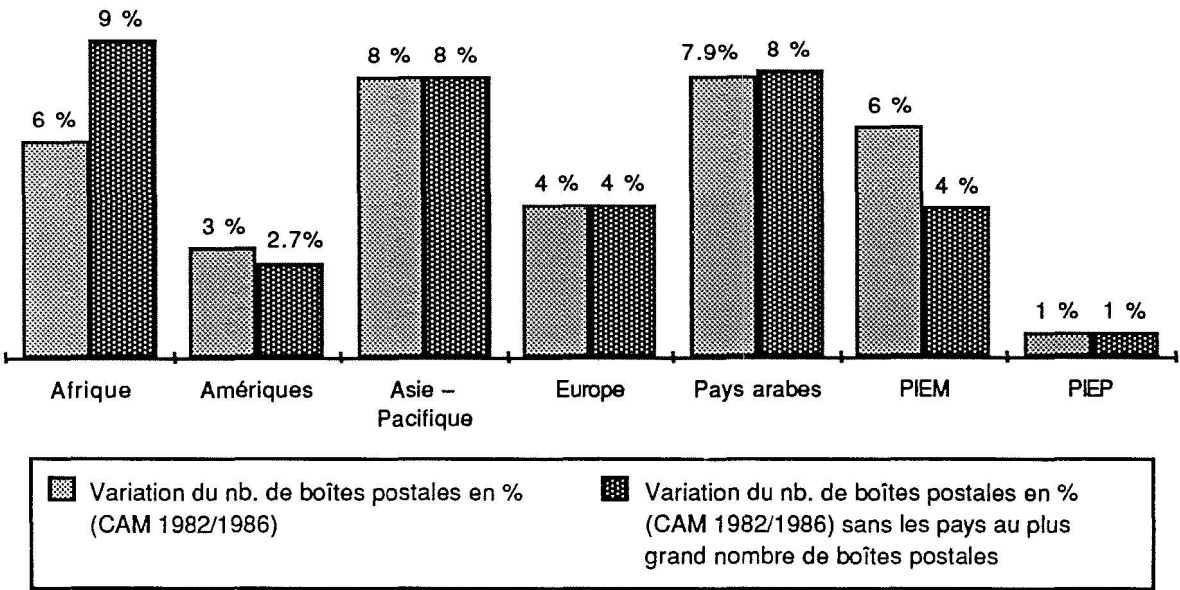
BT1: Nombre (en milliers) de boîtes postales dans les différentes régions



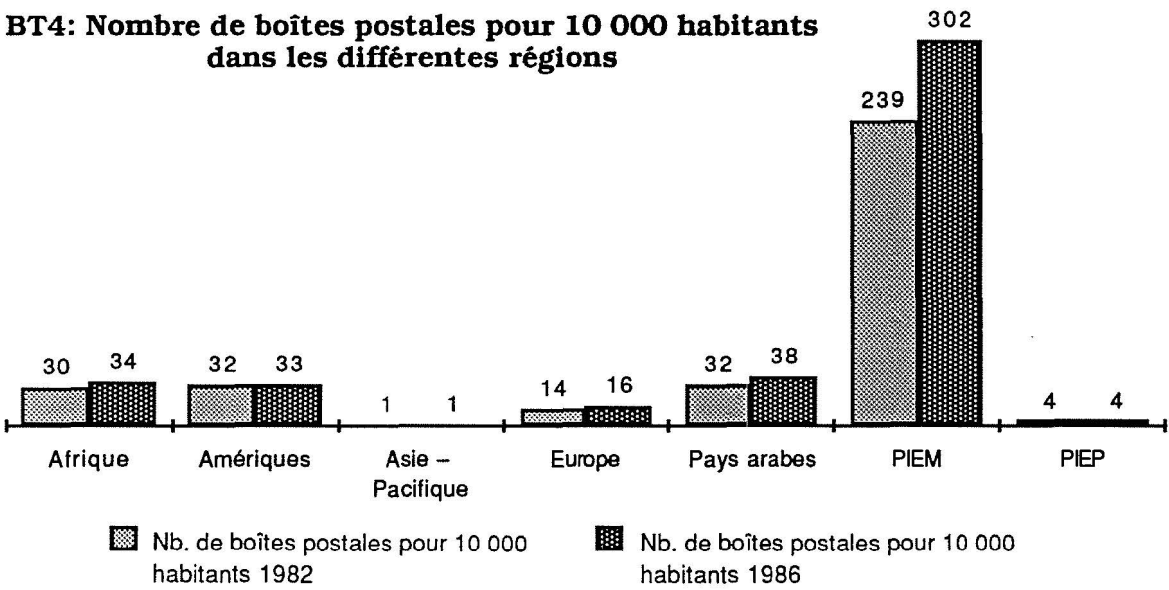
BT2: Nombre (en milliers) de boîtes postales dans les PED



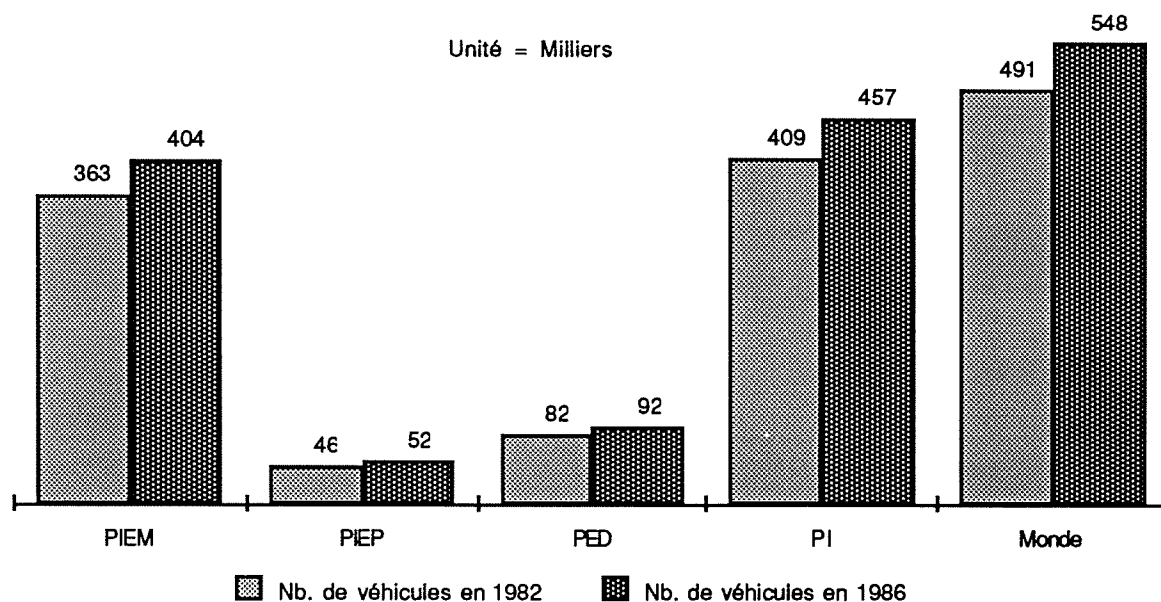
BT3 : Evolution en % de la CAM (1982-1986) du nombre de boîtes postales pour les régions et groupes de pays



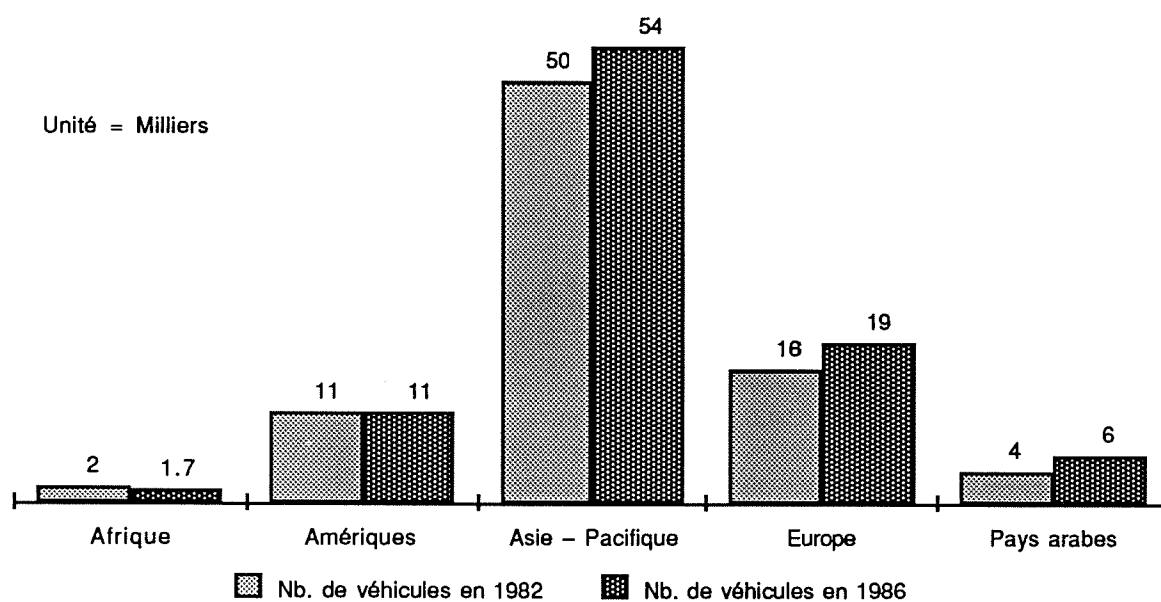
BT4: Nombre de boîtes postales pour 10 000 habitants dans les différentes régions



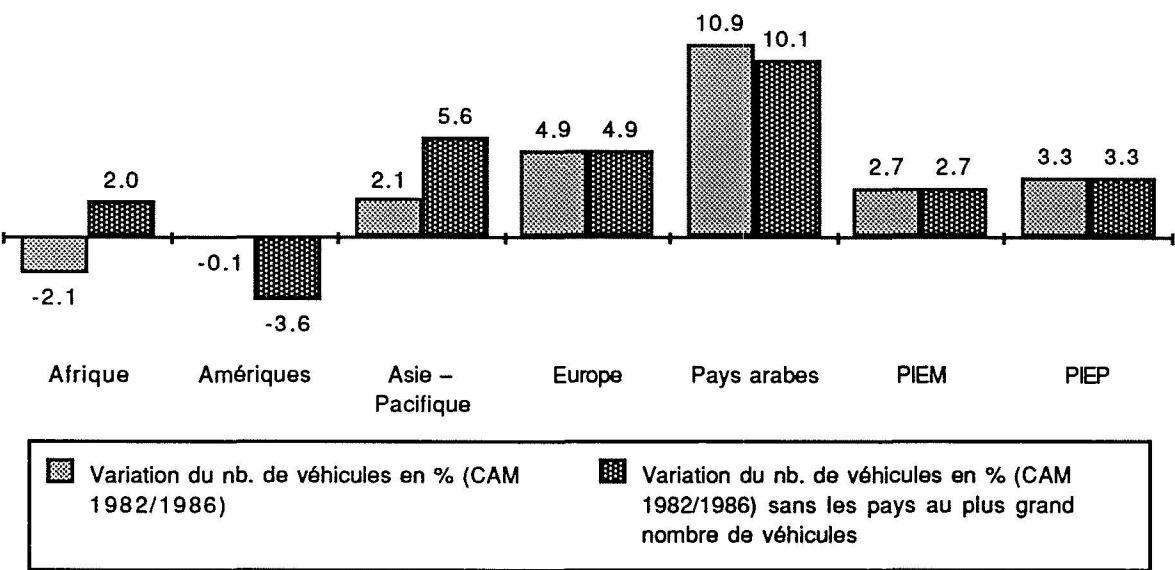
VM1 : Nombre (en milliers) de véhicules à moteur en service dans les administrations postales des différents groupes de pays



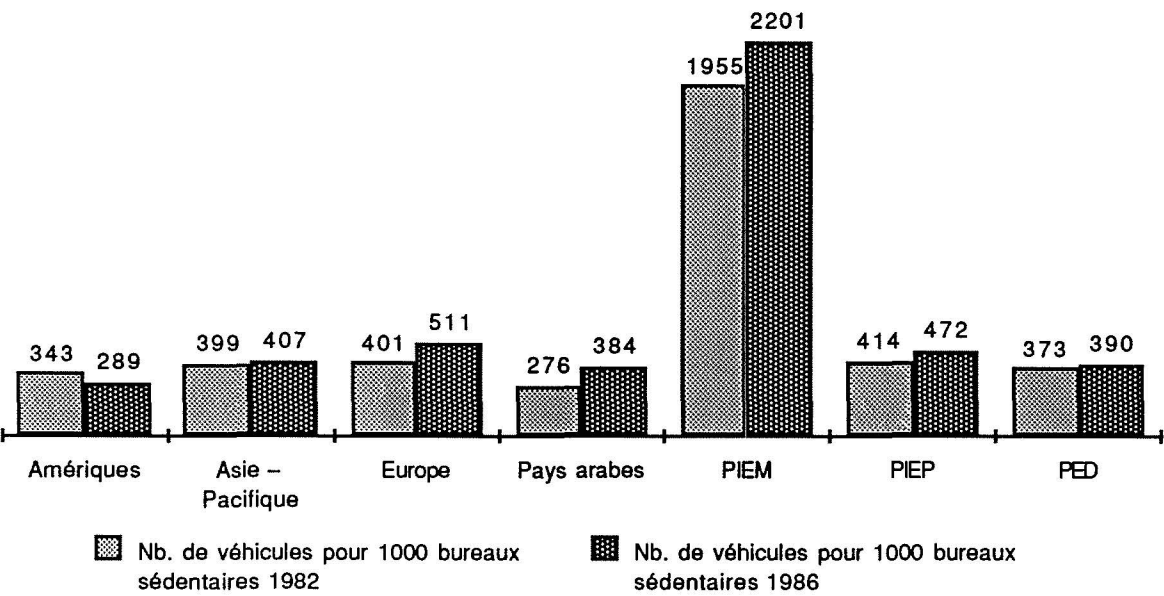
VM2 : Nombre (en milliers) de véhicules à moteur en service dans les administrations postales des PED



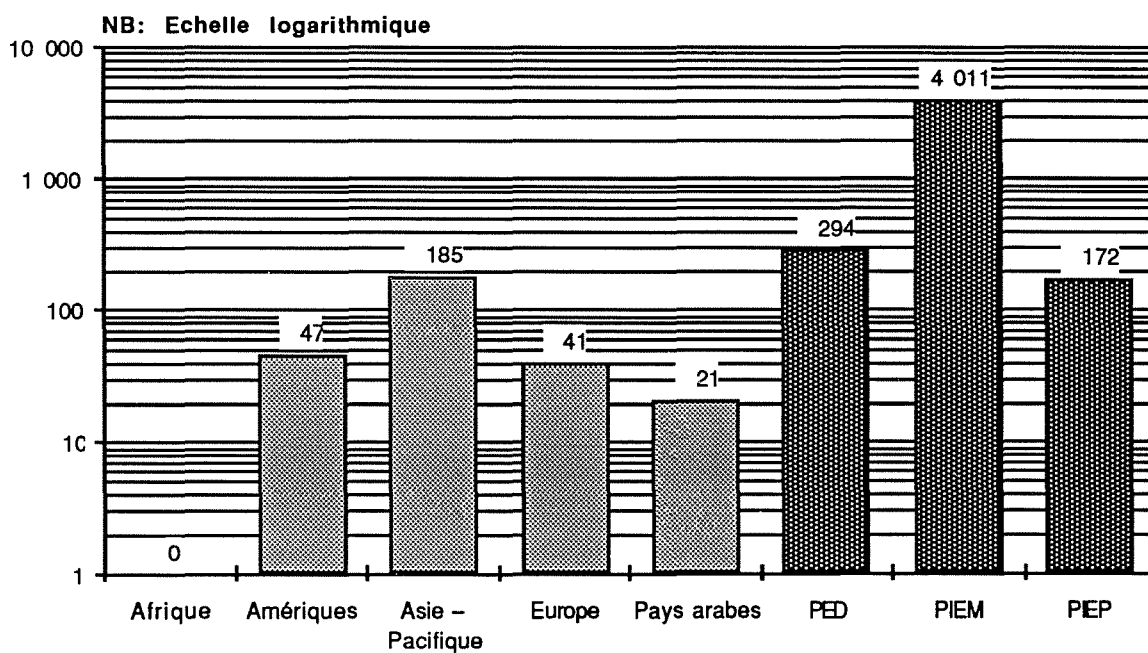
VM3 : Evolution en % de la CAM 1982-1986 du nombre des véhicules à moteur



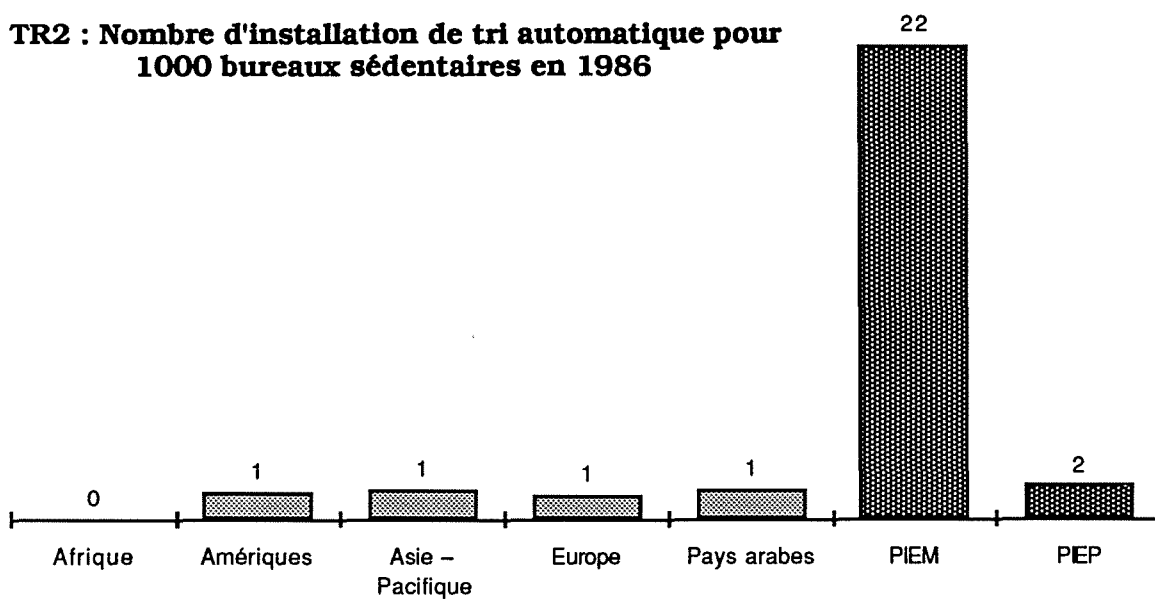
VM4 : Nombre de véhicules à moteur pour 1000 bureaux sédentaires



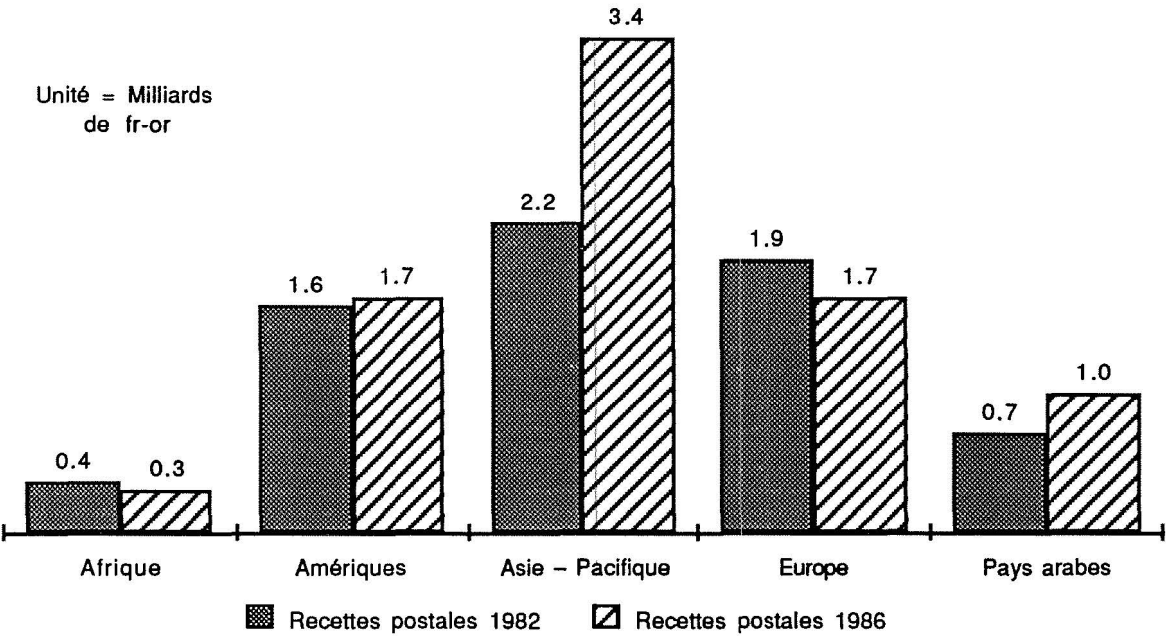
TR1 : Nombre d'équipement de tri automatiques en fonction dans le monde en 1986



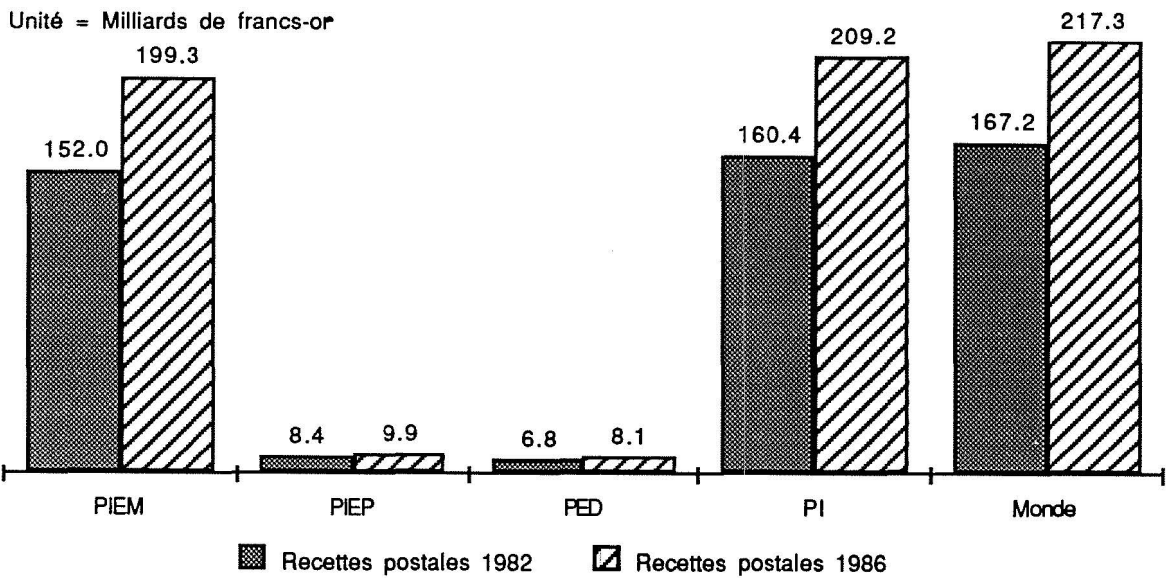
TR2 : Nombre d'installation de tri automatique pour 1000 bureaux sédentaires en 1986



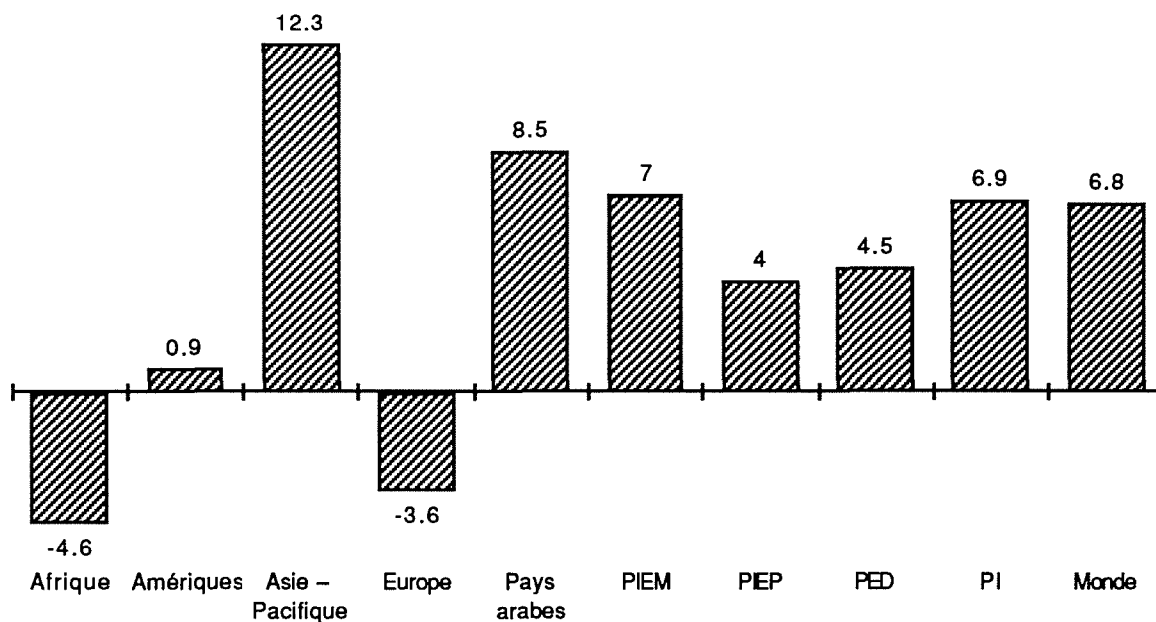
AC1 : Evolution des recettes postales 1982-1986 des pays en développement



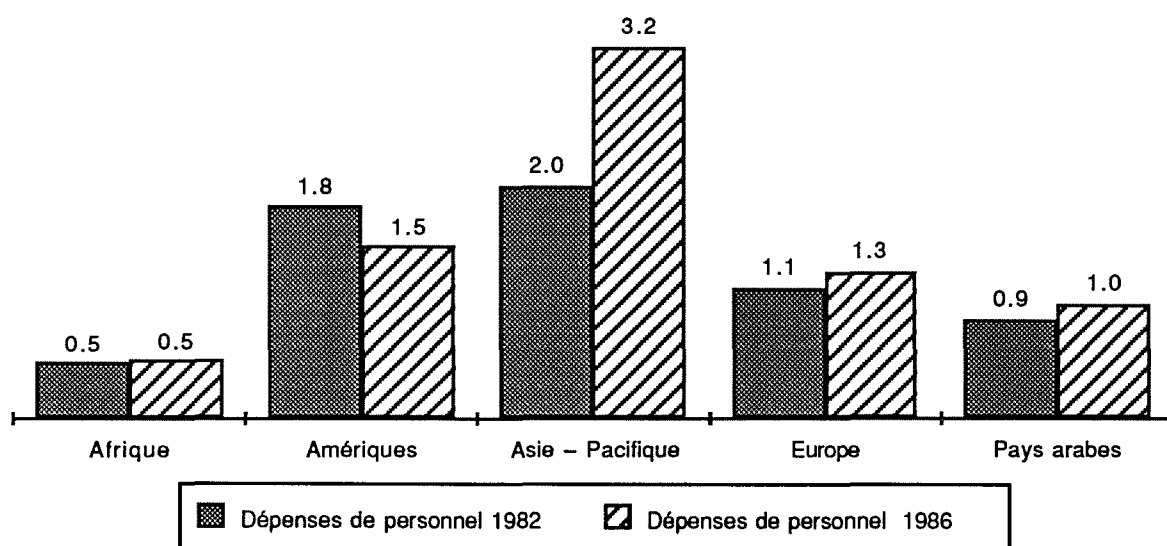
AC2 : Evolution des recettes postales



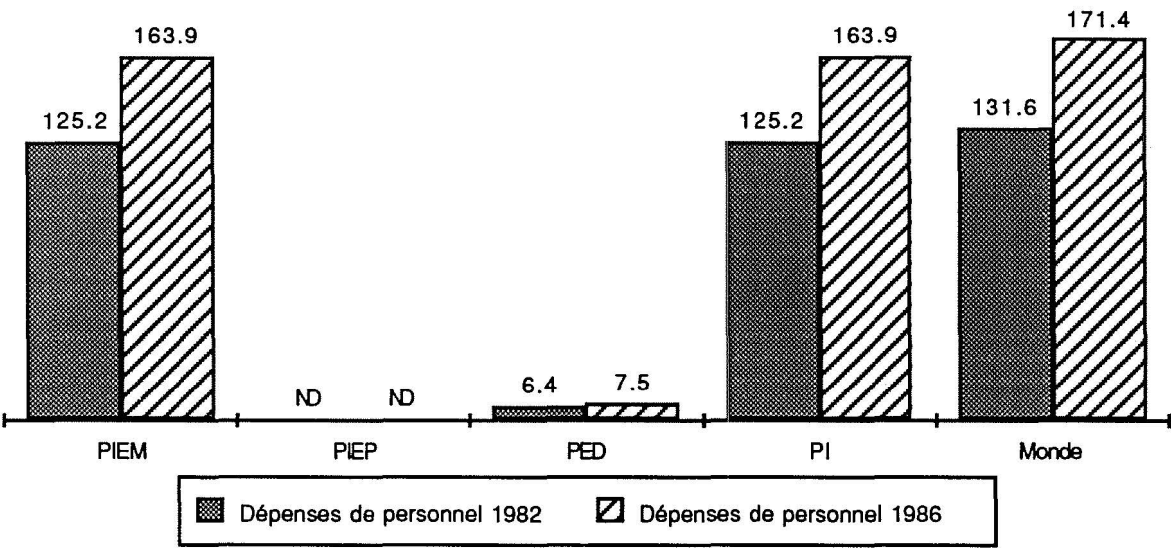
AC3 : Variation moyenne en % de 1982/1986 des recettes postales



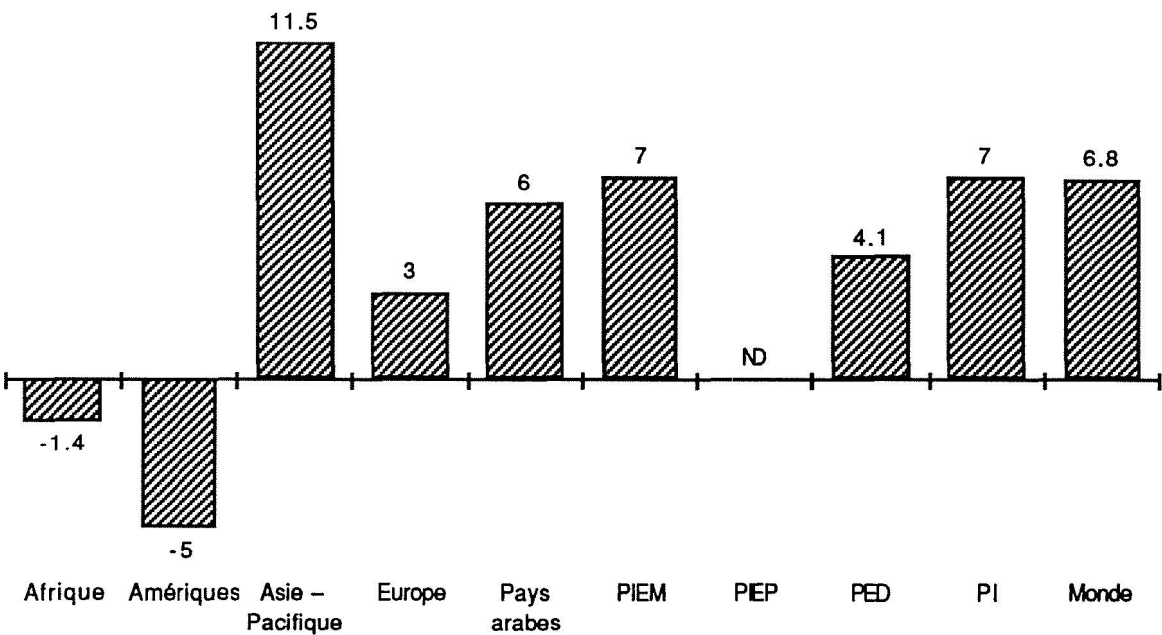
**AC4 : Evolution des dépenses de personnel 1982-1986
(en milliards de francs-or)**



AC5 : Evolution des dépenses de personnel 1982-1986
Unité = milliards de francs-or

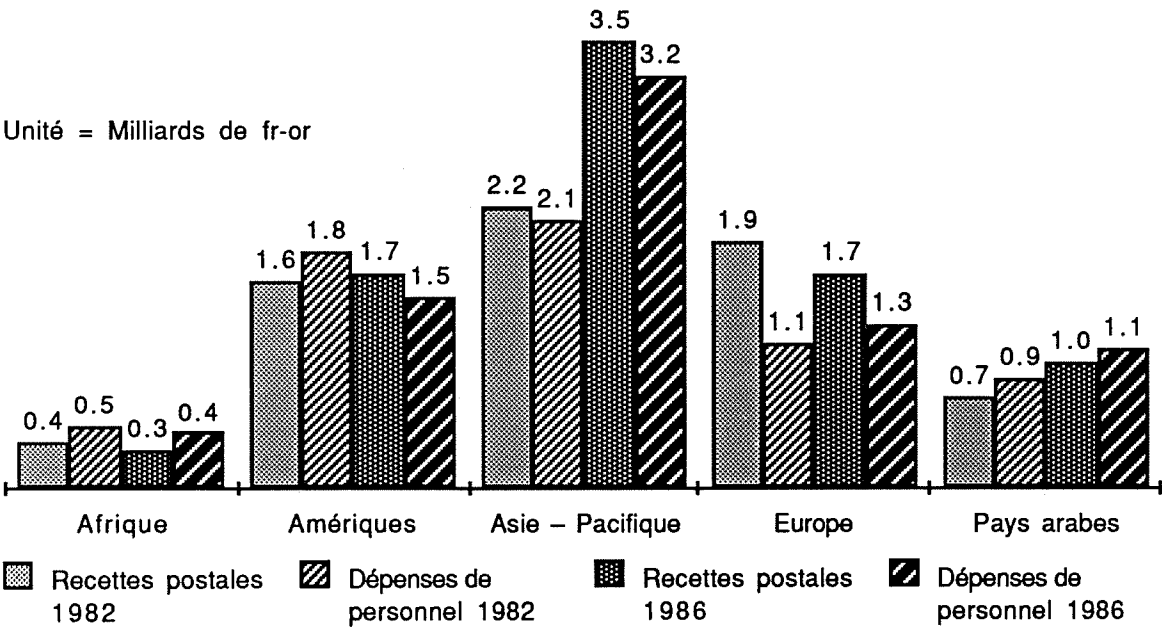


AC6 : Variation moyenne en % de 1982/1986 des dépenses de personnel



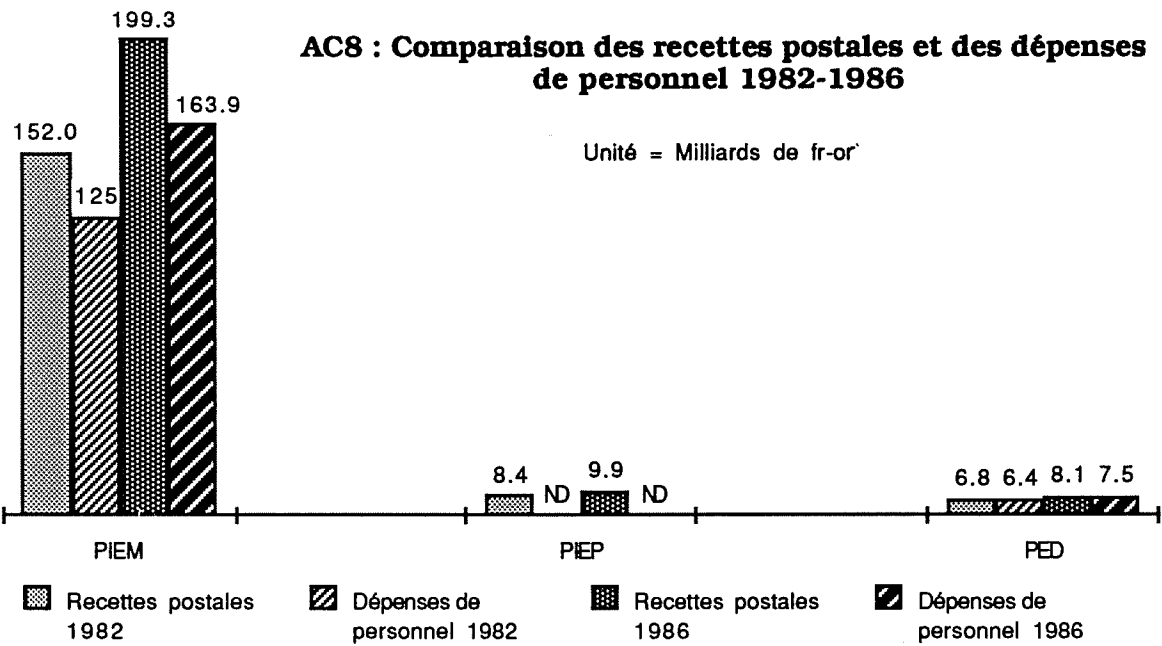
AC7 : Comparaison des recettes postales et des dépenses de personnel 1982-1986

Unité = Milliards de fr-or

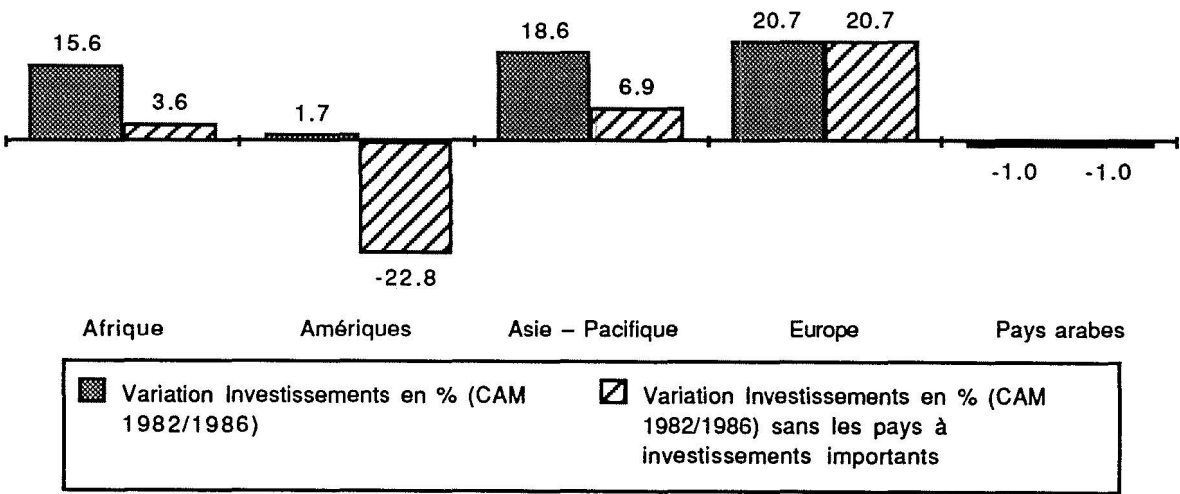


AC8 : Comparaison des recettes postales et des dépenses de personnel 1982-1986

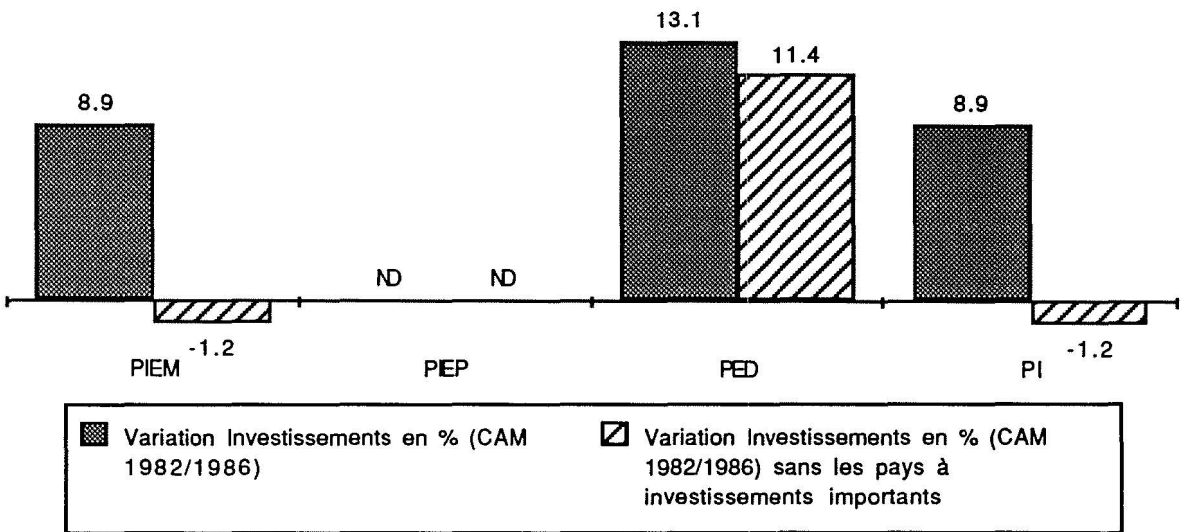
Unité = Milliards de fr-or



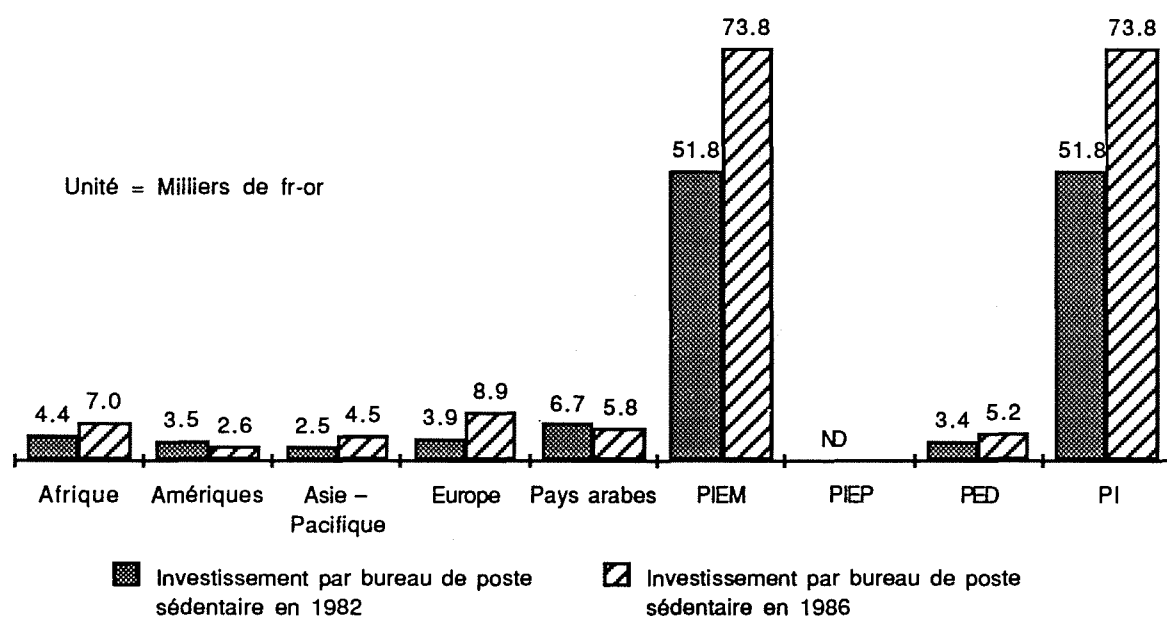
AC9 : Variation des investissements en % (CAM 1982-1986) par région des PED
Unité = %



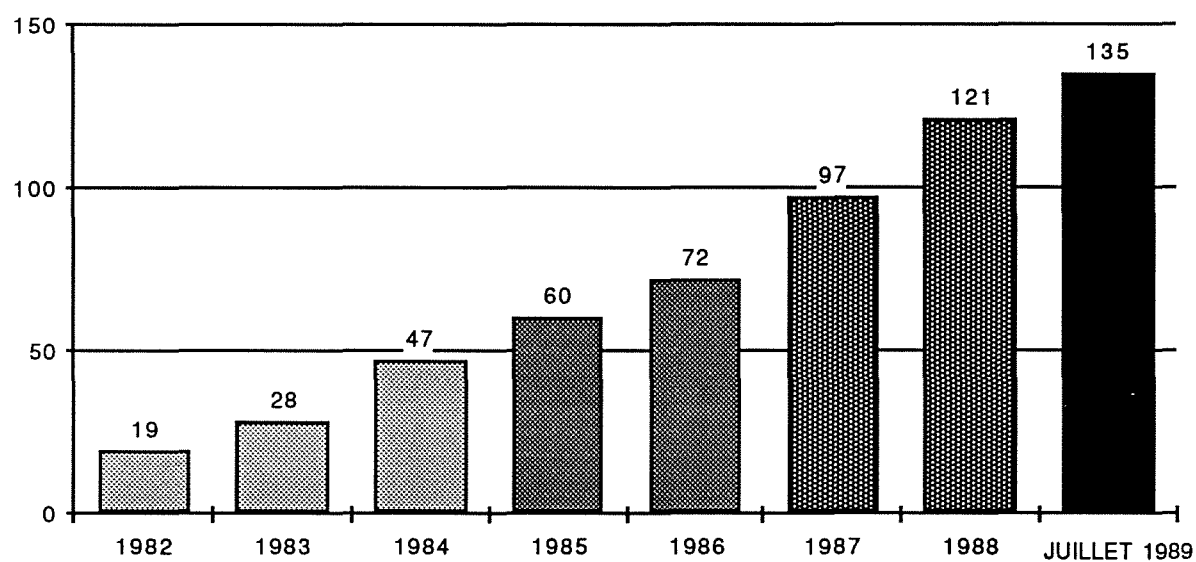
AC10 : Variation des investissements en % (CAM 1982-1986) par groupe de pays
Unité = %

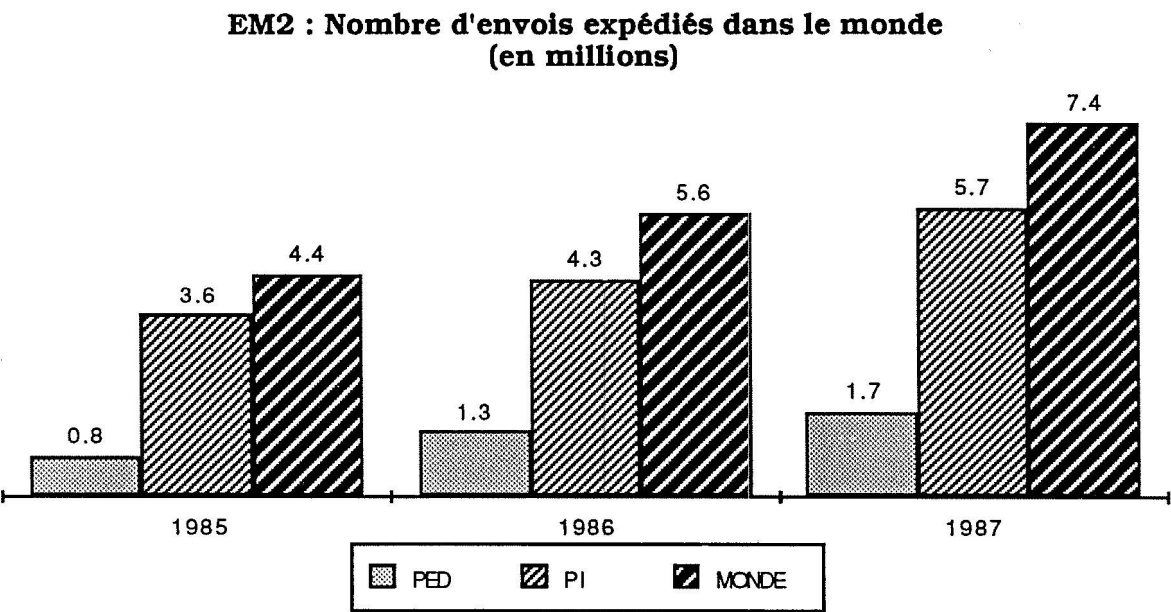


**AC11 : Pour 89 pays disponibles représentant 308 296 bureaux sédentaires :
répartition des investissements par bureau en 1982 et 1986**



EM1 : Nombre d'administrations assurant le service EMS





EM3 – Administrations postales assurant le service EMS (y compris les territoires)

(Etat au 1er juillet 1989)

Algérie	Grande-Bretagne	Portugal
Allemagne, Rép. féd. d'	– Anguilla	– Macao
Amérique (Etats-Unis)	– Bermudes	Qatar
Arabie saoudite	– Gibraltar	Rép. dém. allemande
Argentine	– Guernesey	Roumanie (Rép. soc.)
Australie	– Hong-Kong	Rwanda
Autriche	– Ile de Man	Sainte-Lucie
Bahamas	– Iles Cayman	Salomon (îles)
Bahrain	– Jersey	Sénégal
Bangladesh	Grèce	Seychelles
Barbade	Guinée	Sierra Leone
Belgique	Guyane	Singapour
Bénin	Hongrie (Rép. pop.)	Somalie
Bolivie	Inde	Soudan
Brésil	Indonésie	Sri Lanka
Brunei Darussalam	Iraq	Suède
Bulgarie (Rép. pop.)	Irlande	Suisse
Burkina Faso	Islande	Swaziland
Cameroun	Israël	Tanzanie (Rép. unie)
Canada	Italie	Tchad
Cap-Vert	Japon	Tchécoslovaquie
Centrafrique	Jordanie	Thaïlande
Chili	Kenya	Togo
Chine (Rép. pop.)	Kuwait	Trinité-et-Tobago
– Taiwan	Liechtenstein	Tunisie
Chypre	Luxembourg	Turquie
Colombie	Madagascar	URSS
Congo (Rép. pop.)	Malaisie	Uruguay
Corée (Rép.)	Malawi	Vanuatu
Côte d'Ivoire (Rép.)	Mali	Vénézuéla
Cuba	Malte	Yémen (Rép. arabe)
Danemark	Maroc	Yugoslavie
– Iles Féroé	Mauritanie	Zambie
Djibouti	Mexique	Zimbabwe
Egypte	Monaco	
El Salvador	Mongolie (Rép. pop.)	
Emirats arabes unis	Niger	
Equateur	Nigéria	
Espagne	Norvège	
Fidji	Nouvelle-Zélande	
Finlande	Oman	
France	Ouganda	
– Guadeloupe	Pakistan	
– Guyane française	Panama (Rép.)	
– Martinique	Papouasie – Nouvelle-	
– Nouvelle-Calédonie	Guinée	
– Polynésie française	Paraguay	
– Réunion	Pays-Bas	
Gabon	– Antilles	
Gambie	néerlandaises	
Ghana	Philippines	
	Pologne (Rép. pop.)	
	Pérou	

135 Administrations

TABLEAUX DE DONNÉES DE BASE DU RAPPORT

Quatre tableaux de référence ayant servi à l'élaboration du rapport sont ici reproduits. Les autres tableaux sont disponibles sur demande adressée au Bureau international (Section M).

RUBRIQUE : COLIS POSTAUX ORDINAIRES ET AVEC VALEUR DECLAREE DU SERVICE INTERIEUR (MILLIERS)

REGION AFRIQUE										
-----Représentativité: A)En nombre de pays (retenus/lus): 32 / 42 -----B)En population (année de base 1982) 86.10%-----										
ANNEE	DOHNEES CUMULEES	et INDICES	ESTIMATIONS	ESTIMATIONS	ESTIMATIONS	ESTIMATIONS	ESTIMATIONS	ESTIMATIONS	ESTIMATIONS	ESTIMATIONS
1932=100	1932=100	1932=100	1932=100	1932=100	1932=100	1932=100	1932=100	1932=100	1932=100	1932=100
1932	1 476.521	100.00	1 635	1 635	1 635	1 635	1 635	1 635	1 635	1 635
1933	1 441.443	97.30	1 662	1 662	1 662	1 662	1 662	1 662	1 662	1 662
1934	1 399.635	94.70	1 610	1 610	1 610	1 610	1 610	1 610	1 610	1 610
1935	1 335.514	90.40	1 530	1 530	1 530	1 530	1 530	1 530	1 530	1 530
1936	1 353.314	91.30	1 545	1 545	1 545	1 545	1 545	1 545	1 545	1 545
-----CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)										
Pour données estimées										
32/86 = -2.14										
Nb.pays 0 10										
%										
33/86 = -1.40										
34/86 = -2.25										
35/86 = -2.04										
%										
36/86 = -2.04										
%										
37/86 = -2.04										
%										
38/86 = -2.04										
%										
39/86 = -2.04										
%										
40/86 = -2.04										
%										
41/86 = -2.04										
%										
42/86 = -2.04										
%										
43/86 = -2.04										
%										
44/86 = -2.04										
%										
45/86 = -2.04										
%										
46/86 = -2.04										
%										
47/86 = -2.04										
%										
48/86 = -2.04										
%										
49/86 = -2.04										
%										
50/86 = -2.04										
%										
51/86 = -2.04										
%										
52/86 = -2.04										
%										
53/86 = -2.04										
%										
54/86 = -2.04										
%										
55/86 = -2.04										
%										
56/86 = -2.04										
%										
57/86 = -2.04										
%										
58/86 = -2.04										
%										
59/86 = -2.04										
%										
60/86 = -2.04										
%										
61/86 = -2.04										
%										
62/86 = -2.04										
%										
63/86 = -2.04										
%										
64/86 = -2.04										
%										
65/86 = -2.04										
%										
66/86 = -2.04										
%										
67/86 = -2.04										
%										
68/86 = -2.04										
%										
69/86 = -2.04										
%										
70/86 = -2.04										
%										
71/86 = -2.04										
%										
72/86 = -2.04										
%										
73/86 = -2.04										
%										
74/86 = -2.04										
%										
75/86 = -2.04										
%										
76/86 = -2.04										
%										
77/86 = -2.04										
%										
78/86 = -2.04										
%										
79/86 = -2.04										
%										
80/86 = -2.04										
%										
81/86 = -2.04										
%										
82/86 = -2.04										
%										
83/86 = -2.04										
%										
84/86 = -2.04										
%										
85/86 = -2.04										
%										
86/86 = -2.04										
%										
87/86 = -2.04										
%										
88/86 = -2.04										
%										
89/86 = -2.04										
%										
90/86 = -2.04										
%										
91/86 = -2.04										
%										
92/86 = -2.04										
%										
93/86 = -2.04										
%										
94/86 = -2.04										
%										
95/86 = -2.04										
%										
96/86 = -2.04										
%										
97/86 = -2.04										
%										
98/86 = -2.04										
%										
99/86 = -2.04										
%										
100/86 = -2.04										
%										
101/86 = -2.04										
%										
102/86 = -2.04										
%										
103/86 = -2.04										
%										
104/86 = -2.04										
%										
105/86 = -2.04										
%										
106/86 = -2.04										
%										
107/86 = -2.04										
%										
108/86 = -2.04										
%										
109/86 = -2.04										
%										
110/86 = -2.04										
%										
111/86 = -2.04										
%										
112/86 = -2.04										
%										
113/86 = -2.04										
%										
114/86 = -2.04										
%										
115/86 = -2.04										
%										
116/86 = -2.04										
%										
117/86 = -2.04										
%										
118/86 = -2.04										
%										
119/86 = -2.04										
%										
120/86 = -2.04										
%										
121/86 = -2.04										
%										
122/86 = -2.04										
%										
123/86 = -2.04										
%										
124/86 = -2.04										
%										
125/86 = -2.04										
%										
126/86 = -2.04										
%										
127/86 = -2.04										
%										
128/86 = -2.04										
%										
129/86 = -2.04										
%										
130/86 = -2.04										
%										
131/86 = -2.04										
%										
132/86 = -2.04										
%										
133/86 = -2.04										
%										
134/86 = -2.04										
%										
135/86 = -2.04										
%										
136/86 = -2.04										
%										
137/86 = -2.04										
%										
138/86 = -2.04										
%										
139/86 = -2.04										
%										
140/86 = -2.04										
%										
141/86 = -2.04										
%										
142/86 = -2.04										
%										
143/86 = -2.04										
%										
144/86 = -2.04										
%										
145/86 = -2.04										
%										
146/86 = -2.04										
%										
147/86 = -2.04										
%										
148/86 = -2.04										
%										
149/86 = -2.04										
%										
150/86 = -2.04										
%										
151/86 = -2.04										
%										
152/86 = -2.04										
%										
153/86 = -2.04										
%										
154/86 = -2.04										
%										
155/86 = -2.04										
%										
156/86 = -2.04										
%										
157/86 = -2.04										
%										
158/86 = -2.04										
%										
159/86 = -2.04										
%										
160/86 = -2.04										
%										
161/86 = -2.04										
%										
162/86 = -2.04										
%										
163/86 = -2.04										
%										
164/86 = -2.04										
%										
165/86 = -2.04										
%										
166/86 = -2.04										
%										
167/86 = -2.04										
%										
168/86 = -2.04										
%										
169/86 = -2.04										
%										
170/86 = -2.04										
%										
171/86 = -2.04										
%										
172/86 = -2.04										
%										
173/86 = -2.04										
%										
174/86 = -2.04										
%										
175/86 = -2.04										
%										
176/86 = -2.04										
%										
177/86 = -2.04										
%										
178/86 = -2.04										
%										
179/86 = -2.04										
%										
180/86 = -2.04										
%										
181/86 = -2.04										
%										
182/86 = -2.04										
%										
183/86 = -2.04										
%										
184/86 = -2.04										
%										
185/86 = -2.04										
%										
186/86 = -2.04										
%										
187/86 = -2.04										
%										
188/86 = -2.04										
%										
189/86 = -2.04										
%										
190/86 = -2.04										
%										
191/86 = -2.04										
%										
192/86 = -2.04										
%										
193/86 = -2.04										
%										
194/86 = -2.04										
%										
195/86 = -2.04										
%										
196/86 = -2.04										
%										
197/86 = -2.04										
%										
198/86 = -2.04										
%										
199/86 = -2.04										
%										
200/86 = -2.04										
%										
201/86 = -2.04										
%										
202/86 = -2.04										
%										
203/86 = -2.04										
%										
204/86 = -2.04										
%										
205/86 = -2.04										
%										
206/86 = -2.04										
%										
207/86 = -2.04										
%										
208/86 = -2.04										
%										
209/86 = -2.04										
%										
210/86 = -2.04										
%										
211/86 = -2.04										
%										
212/86 = -2.04										
%										
213/86 = -2.04										
%										
214/86 = -2.04										
%										
215/86 = -2.04										
%										
216/86 = -2.04										
%										
217/86 = -2.04										
%										
218/86 = -2.04										
%										
219/86 = -2.04										
%										
220/86 = -2.04										
%										
221/86 = -2.04										
%										
222/86 = -2.04										
%										
223/86 = -2.04										
%										
224/86 = -2.04										
%										
225/86 = -2.04										
%										
226/86 = -2.04										
%										
227/86 = -2.04										
%										
228/86 = -2.04										
%										
229/86 = -2.04										
%										
230/86 = -2.04										
%										
231/86 = -2.04										
%										
232/86 = -2.04										
%										
233/86 = -2.04										
%										
234/86 = -2.04										
%										
235/86 = -2.04										
%										
236/86 = -2.04										
%										
237/86 = -2.04										
%										
238/86 = -2.04										
%										
239/86 = -2.04										
%										
240/86 = -2.04										
%										
241/86 = -2.04										
%										
242/86 = -2.04										
%										
243/86 = -2.04										
%										
244/86 = -2.04										
%										
245/86 = -2.04										
%										
246/86 = -2.04										
%										
247/86 = -2.04										
%										
248/86 = -2.04										
%										
249/86 = -2.04										
%										
250/86 = -2.04										
%										
251/86 = -2.04										
%										
252/86 = -2.04										
%										
253/86 = -2.04										
%										
254/86 = -2.04										
%										
255/86 = -2.04										
%										
256/86 = -2.04										
%										
257/86 = -2.04										
%										
258/86 = -2.04										
%										
259/86 = -2.04										
%										
260/86 = -2.04										
%										
261/86 = -2.04										
%										
262/86 = -2.04										
%										
263/86 = -2.04										
%										
264/86 = -2.04										
%										
265/86 = -2.04										
%										
266/86 = -2.04										
%										
267/86 = -2.04										
%										
268/86 = -2.04										
%										
269/86 = -2.04										
%										
270/86 = -2.04										
%										
271/86 = -2.04										
%										
272/86 = -2.04										
%										
273/86 = -2.04										
%										
274/86 = -2.04										
%										
275/86 = -2.04										
%										
276/86 = -2.04										
%										
277/86 = -2.04										
%										
278/86 = -2.04										
%										
279/86 = -2.04										
%										
280/86 = -2.04										
%										
281/86 = -2.04										
%										
282/86 = -2.04										
%										
283/86 = -2.04										
%										
284/86 = -2.04										
%										
285/86 = -2.04										
%										
286/86 = -2.04										
%										
287/86 = -2.04										
%										
288/86 = -2.04										
%										
289/86 = -2.04										
%										
290/86 = -2.04										
%										
291/86 = -2.04										
%										
292/86 = -2.04										
%										
293/86 = -2.04										
%										
294/86 = -2.04										
%										
295/86 = -2.04										
%										
296/86 = -2.04										
%										
297/86 = -2.04										
%										
298/86 = -2.04										
%										
299/86 = -2.04										
%										
300/86 = -2.04										
%										
301/86 = -2.04										
%										
302/86 = -2.04										
%										
303/86 = -2.04										
%										
304/86 = -2.04										
%										
305/86 = -2.04										
%										
306/86 = -2.04										
%										
307/86 = -2.04										
%										
308/86 = -2.04										
%										
309/86 = -2.04										
%										
310/86 = -2.04										
%										
311/86 = -2.04										
%										
312/86 = -2.04										
%										
313/86 = -2.04										
%										
314/86 = -2.04										
%										
315/86 = -2.04										
%										
316/86 = -2.04										
%										
317/86 = -2.04										
%										
318/86 = -2.04										
%										
319/86 = -2.04										
%										
320/86 = -2.04										
%										
321/86 = -2.04										
%										
322/86 = -2.04										
%										
323/86 = -2.04										
%										
324/86 = -2.04										
%										
325/86 = -2.04										
%										
326/86 = -2.04										
%										
327/86 = -2.04										
%										
328/86 = -2.04										
%										
329/86 = -2.04										
%										
330/86 = -2.04										
%										
331/86 = -2.04										
%										
332/86 = -2.04										
%										
333/86 = -2.04										
%										
334/86 = -2.04										

Rub.: AO SERVICE INTERIEUR (MILLIONS)

REGION AFRIQUE										
-----Représentativité: A)En nombre de pays (retenus/lus): 34 / 42 -----B)En population (année de base 1982) 95.40X)-----										
ANNEE	DOHNEES CUMULEES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	HA	ND			
!	1952=100	!	!	!	!	!	!			
!	!	!	!	!	!	!	!			
1932	249.674	100.00	253	32/86 = -1.72	Nb.pays	0	8			
1933	231.634	92.70	235	82/33 = -7.12						
1934	223.055	89.50	220	33/84 = -2.98	33/86 = .14					
1935	230.043	92.10	234	84/35 = 2.63	32/84 = -5.07	% pays	0.00	19.00		
1936	232.247	93.30	236	85/36 = .35	34/86 = 1.73	% POP	0.00	4.50		
REGION AMERIQUE LATINE										
-----Représentativité: A)En nombre de pays (retenus/lus): 25 / 34 -----B)En population (année de base 1932) 95.20X)-----										
ANNEE	DOHNEES CUMULEES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	HA	ND			
!	1932=100	!	!	!	!	!	!			
!	!	!	!	!	!	!	!			
1932	540.424	100.00	601	32/33 = -2.21	32/86 = 6.31	Nb.pays	0	8		
1933	640.273	97.33	666	33/34 = 11.71	33/86 = 9.31					
1934	723.194	109.30	744	34/35 = 6.31	32/84 = 4.52	% pays	0.00	23.50		
1935	771.154	119.70	791	84/35 = 5.90	32/84 = 4.52	% POP	0.00	4.70		
1936	849.542	123.30	870	85/36 = 9.93	34/86 = 8.13					
REGION ASIE PACIFIQUE										
-----Représentativité: A)En nombre de pays (retenus/lus): 24 / 31 -----B)En population (année de base 1932) 96.20X)-----										
ANNEE	DOHNEES CUMULEES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	HA	ND			
!	1932=100	!	!	!	!	!	!			
!	!	!	!	!	!	!	!			
1932	21 421.586	100.00	21 475	32/33 = 6.33	32/86 = 6.04	Nb.pays	0	7		
1933	22 773.959	106.30	22 355	33/34 = 6.06	33/86 = 5.94					
1934	24 152.333	112.70	24 221	34/35 = 5.90	32/84 = 6.19	% pays	0.00	22.50		
1935	25 533.055	119.40	25 651	35/36 = 5.35	34/86 = 5.53	% POP	0.00	1.70		
1936	27 035.366	126.40	27 154							
REGION EUROPE										
-----Représentativité: A)En nombre de pays (retenus/lus): 3 / 10 -----B)En population (année de base 1932) 34.40X)-----										
ANNEE	DOHNEES CUMULEES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	HA	ND			
!	1932=100	!	!	!	!	!	!			
!	!	!	!	!	!	!	!			
1932	3 231.630	100.00	3 350	32/33 = 1.43	32/86 = -.03	Nb.pays	0	2		
1933	3 279.240	101.40	3 335	33/34 = 1.05	33/86 = -.51					
1934	3 313.260	102.40	3 326	34/35 = -2.35	32/84 = 1.24	% pays	0.00	20.00		
1935	3 335.320	103.00	3 334	35/36 = -2.24	34/86 = -1.29	% POP	0.00	15.50		
1936	3 327.930	97.50	3 325							
REGION PAYS ARABES										
-----Représentativité: A)En nombre de pays (retenus/lus): 17 / 20 -----B)En population (année de base 1932) 95.40X)-----										
ANNEE	DOHNEES CUMULEES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	HA	ND			
!	1932=100	!	!	!	!	!	!			
!	!	!	!	!	!	!	!			
1932	92.157	100.00	96	32/33 = 12.50	32/86 = 3.67	Nb.pays	0	3		
1933	103.251	112.00	103	33/34 = 1.01	33/86 = .91					
1934	102.340	111.50	103	34/35 = 6.06	32/84 = 6.06	% pays	0.00	15.00		
1935	102.939	111.50	103	35/36 = 2.77	34/86 = 1.37	% POP	0.00	4.50		
1936	106.031	115.30	111							
** PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE DE MARCHÉ y compris territoires										
-----Représentativité: A)En nombre de pays (retenus/lus): 27 / 28 -----B)En population (année de base 1932) 100.00X)-----										
ANNEE	DOHNEES CUMULEES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	HA	ND			
!	1932=100	!	!	!	!	!	!			
!	!	!	!	!	!	!	!			
1932	70 335.568	100.00	70 336	32/33 = 6.75	32/86 = 5.23	Nb.pays	0	1		
1933	34 125.316	105.72	34 126	33/34 = 16.74	33/86 = 2.77					
1934	93 215.439	124.30	93 215	34/35 = 6.54	32/84 = 11.63	% pays	0.00	3.50		
1935	104 640.877	132.70	104 641	35/36 = 3.52	34/86 = 5.02	% POP	0.00	0.00		
1936	103 534.035	127.40	103 534							
** PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE PLANIFIEE										
-----Représentativité: A)En nombre de pays (retenus/lus): 4 / 5 -----B)En population (année de base 1932) 94.90X)-----										
ANNEE	DOHNEES CUMULEES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	HA	ND			
!	1932=100	!	!	!	!	!	!			
!	!	!	!	!	!	!	!			
1932	47 353.000	100.00	50 425	32/33 = 1.35	32/86 = 2.25	Nb.pays	0	1		
1933	43 337.030	101.00	50 956	33/34 = 3.33	33/86 = 2.43					
1934	50 117.030	104.70	52 010	34/35 = 4.04	32/84 = 2.33	% pays	0.00	20.00		
1935	52 143.030	105.70	54 945	35/36 = 2.52	34/86 = 3.33	% POP	0.00	5.00		
1936	53 512.030	111.30	56 333							
* TOTAL DES PAYS EN DEVELOPPEMENT *****										
-----Représentativité: A)En nombre de pays (retenus/lus): 109 / 137 -----B)En population (année de base 1932) 76.80X)-----										
ANNEE	DOHNEES CUMULEES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	HA	ND			
!	1932=100	!	!	!	!	!	!			
!	!	!	!	!	!	!	!			
1932	25 656.401	100.00	26 336	32/33 = 5.29	32/86 = 5.15	Nb.pays	0	28		
1933	27 034.372	105.30	27 720	33/34 = 5.39	33/86 = 5.10					
1934	28 510.542	111.10	29 227	34/35 = 4.75	32/84 = 5.54	% pays	0.00	20.40		
1935	29 924.794	116.50	30 618	35/36 = 5.15	34/86 = 4.95	% POP	0.00	3.10		
1936	31 530.546	122.70	32 196							
* TOTAL DES PAYS INDUSTRIALISES y compris territoires *****										
-----Représentativité: A)En nombre de pays (retenus/lus): 31 / 33 -----B)En population (année de base 1932) 96.50X)-----										
ANNEE	DOHNEES CUMULEES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	HA	ND			
!	1932=100	!	!	!	!	!	!			
!	!	!	!	!	!	!	!			
1932	126 656.568	100.00	129 231	32/33 = 4.52	32/86 = 6.25	Nb.pays	0	2		
1933	132 432.316	104.50	135 032	33/34 = 11.30	33/86 = 6.83					
1934	145 330.439	117.10	151 023	34/35 = 3.66	32/84 = 8.10	% pays	0.00	6.00		
1935	156 733.377	123.70	159 536	35/36 = 3.21	34/86 = 4.43	% POP	0.00	1.40		
1936	161 546.036	127.70	164 722							
* T O T A L H O U D E *****										
-----Représentativité: A)En nombre de pays (retenus/lus): 140 / 170 -----B)En population (année de base 1982) 97.20X)-----										
ANNEE	DOHNEES CUMULEES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	HA	ND			
!	1932=100	!	!	!	!	!	!			
!	!	!	!	!	!	!	!			
1932	152 314.959	100.00	155 567	32/33 = 4.65	32/86 = 6.03	Nb.pays	0	30		
1933	159 517.133	104.70	162 312	33/34 = 10.71	33/86 = 6.54					
1934	175 845.951	115.10	180 250	34/35 = 5.52	32/84 = 7.64	% pays	0.00	17.60		
1935	186 702.671	122.50	190 204	35/36 = 3.52	34/86 = 4.52	% POP	0.00	2.70		
1936	193 346.382	126.70	196 918							

Rub.: AD SERVICE INTERNATIONAL RECEPTION (MILLIONS)

REGION AFRIQUE									
-----Representativité: A)En nombre de pays (retenus/lus): 32 / 42 -----B)En population (année de base 1982) 89.00%-----									
ANNEE	DOHNEES CUMULEES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	NA	ND		
!	!	1982=100	!	!	!	!	!	!	!
1982	143.062	100.00	!	82/83 = 6.07	82/86 = 1.22	!	Nb.pays	0	10
1983	151.753	105.30	!	83/84 = -7.16	33/86 = -1.34	!			
1984	143.379	99.40	!	84/85 = 6.00	32/84 = -1.75	!	% pays	0.00	23.80
1985	149.555	104.40	!	85/86 = .56	34/86 = 3.25	!	% POP	0.00	10.90
1986	150.212	104.70	!						
REGION AMERIQUE LATINE									
-----Representativité: A)En nombre de pays (retenus/lus): 27 / 34 -----B)En population (année de base 1982) 59.20%-----									
ANNEE	DOHNEES CUMULEES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	NA	ND		
!	!	1982=100	!	!	!	!	!	!	!
1982	121.653	100.00	!	32/83 = -5.27	32/86 = -5.03	!	Nb.pays	0	7
1983	115.259	94.70	!	33/84 = -4.92	33/86 = -4.93	!			
1984	109.595	90.00	!	34/85 = -3.06	32/84 = -5.07	!	% pays	0.00	20.50
1985	103.770	85.30	!	35/86 = -1.18	34/86 = -5.01	!	% POP	0.00	40.70
1986	96.350	79.10	!						
REGION ASIE PACIFIQUE									
-----Representativité: A)En nombre de pays (retenus/lus): 12 / 31 -----B)En population (année de base 1982) 47.40%-----									
ANNEE	DOHNEES CUMULEES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	NA	ND		
!	!	1982=100	!	!	!	!	!	!	!
1982	235.505	100.00	!	32/83 = 2.43	32/86 = 1.95	!	Nb.pays	0	12
1983	244.315	103.40	!	33/84 = 2.27	33/86 = 1.30	!			
1984	249.580	106.00	!	84/85 = 9.72	32/84 = 2.35	!	% pays	0.00	38.70
1985	271.557	115.30	!	35/86 = -5.12	34/86 = 1.56	!	% POP	0.00	52.50
1986	257.753	109.00	!						
REGION EUROPE									
-----Representativité: A)En nombre de pays (retenus/lus): 7 / 10 -----B)En population (année de base 1982) 77.50%-----									
ANNEE	DOHNEES CUMULEES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	NA	ND		
!	!	1982=100	!	!	!	!	!	!	!
1982	233.600	100.00	!	82/83 = 6.04	32/86 = -1.03	!	Nb.pays	0	3
1983	237.200	101.50	!	33/84 = -3.38	33/86 = -1.97	!			
1984	229.700	98.30	!	34/85 = -1.43	32/84 = 1.33	!	% pays	0.00	30.00
1985	221.750	94.90	!	35/86 = -2.42	34/86 = -1.42	!	% POP	0.00	22.00
1986	233.410	99.50	!						
REGION PAYS ARABES									
-----Representativité: A)En nombre de pays (retenus/lus): 17 / 20 -----B)En population (année de base 1982) 95.40%-----									
ANNEE	DOHNEES CUMULEES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	NA	ND		
!	!	1982=100	!	!	!	!	!	!	!
1982	144.820	100.00	!	82/83 = 7.34	32/86 = -2.03	!	Nb.pays	0	3
1983	155.510	107.40	!	33/84 = -3.92	33/86 = -5.63	!			
1984	149.250	103.00	!	84/85 = -10.29	32/84 = 1.51	!	% pays	0.00	15.00
1985	133.000	92.40	!	35/86 = -2.68	34/86 = -6.53	!	% POP	0.00	4.50
1986	130.500	89.70	!						
** PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE DE MARCHÉ y compris territoires									
-----Representativité: A)En nombre de pays (retenus/lus): 24 / 28 -----B)En population (année de base 1982) 65.10%-----									
ANNEE	DOHNEES CUMULEES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	NA	ND		
!	!	1982=100	!	!	!	!	!	!	!
1982	350.664	100.00	!	32/83 = -1.49	32/86 = -2.02	!	Nb.pays	0	4
1983	346.760	99.20	!	33/84 = -1.73	33/86 = -2.53	!			
1984	340.651	97.10	!	34/85 = -1.27	32/84 = -1.00	!	% pays	0.00	14.20
1985	329.990	94.10	!	35/86 = -5.54	34/86 = -3.42	!	% POP	0.00	34.60
1986	734.070	92.10	!						
** PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE PLANIFIEE									
-----Representativité: A)En nombre de pays (retenus/lus): 1 / 5 -----B)En population (année de base 1982) 5.40%-----									
ANNEE	DOHNEES CUMULEES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	NA	ND		
!	!	1982=100	!	!	!	!	!	!	!
1982	3.240	100.00	!	32/83 = -5.32	32/86 = .10	!	Nb.pays	0	4
1983	3.055	94.30	!	33/84 = -1.04	33/86 = 1.98	!			
1984	3.354	94.70	!	84/85 = -2.03	32/84 = -2.55	!	% pays	0.00	80.00
1985	3.622	97.90	!	35/86 = 3.27	34/86 = 2.97	!	% POP	0.00	94.50
1986	3.270	100.00	!						
* TOTAL DES PAYS EN DEVELOPPEMENT *****									
-----Representativité: A)En nombre de pays (retenus/lus): 102 / 127 -----B)En population (année de base 1982) 56.70%-----									
ANNEE	DOHNEES CUMULEES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	NA	ND		
!	!	1982=100	!	!	!	!	!	!	!
1982	371.755	100.00	!	82/83 = 3.50	32/86 = -1.32	!	Nb.pays	0	35
1983	933.337	105.60	!	83/84 = -2.70	33/86 = -1.62	!			
1984	679.457	100.00	!	34/85 = .58	32/84 = .44	!	% pays	0.00	25.50
1985	334.530	101.40	!	85/86 = -2.72	34/86 = -1.03	!	% POP	0.00	43.20
1986	360.555	96.70	!						
* TOTAL DES PAYS INDUSTRIALISES y compris territoires *****									
-----Representativité: A)En nombre de pays (retenus/lus): 25 / 33 -----B)En population (année de base 1982) 48.00%-----									
ANNEE	DOHNEES CUMULEES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	NA	ND		
!	!	1982=100	!	!	!	!	!	!	!
1982	354.112	100.00	!	32/83 = -1.50	32/86 = -2.01	!	Nb.pays	0	8
1983	349.345	98.50	!	33/84 = -1.72	33/86 = -2.51	!			
1984	343.735	97.10	!	34/85 = -1.23	32/84 = -1.61	!	% pays	0.00	24.20
1985	333.010	94.00	!	85/86 = -5.49	34/86 = -3.40	!	% POP	0.00	51.90
1986	737.340	92.10	!						
* T O T A L M O N D E *****									
-----Representativité: A)En nombre de pays (retenus/lus): 127 / 170 -----B)En population (année de base 1982) 54.70%-----									
ANNEE	DOHNEES CUMULEES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	NA	ND		
!	!	1982=100	!	!	!	!	!	!	!
1982	1,725,347	100.00	!	82/83 = 1.61	32/86 = -1.14	!	Nb.pays	0	43
1983	1,755,632	101.50	!	83/84 = -1.74	33/86 = -2.05	!			
1984	1,735,222	99.30	!	84/85 = -1.33	32/84 = -1.07	!	% pays	0.00	25.20
1985	1,717,610	97.50	!	85/86 = -4.06	34/86 = -2.21	!	% POP	0.00	45.20
1986	1,647,875	95.40	!						

Rub.: LC SERVICE INTERIEUR (MILLIONS)

REGION AFRIQUE

-----Représentativité: A)En nombre de pays (retenus/lus): 34 / 42 -----				B)En population (année de base 1982) 95.40X)-----			
ANNEE	DOHNES CUMULEES et INDICES	ESTIMATIONS	1932=100	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	NA	ND
1932	1 413.109	100.00	1 457	82/86 = -1.79			
1933	1 331.332	97.70	1 451	83/84 = -2.00		Nb.pays	0 8
1934	1 343.635	95.30	1 391	84/85 = -1.15		X pays	0.00 19.00
1935	1 342.095	94.90	1 339	85/86 = 1.87		X POP	0.00 4.50
1936	1 365.126	96.50	1 415				

REGION AMERIQUE LATINE

-----Représentativité: A)En nombre de pays (retenus/lus): 26 / 34 -----				B)En population (année de base 1982) 95.20X)-----			
ANNEE	DOHNES CUMULEES et INDICES	ESTIMATIONS	1932=100	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	NA	ND
1932	2 390.029	100.00	2 975	82/83 = 9.01			
1933	3 161.549	107.30	3 245	83/84 = 13.35		Nb.pays	0 8
1934	3 594.190	124.30	3 701	84/85 = 4.36		X pays	0.00 23.50
1935	3 720.190	133.20	3 931	85/86 = 5.64		X POP	0.00 4.70
1936	4 000.590	133.40	4 100				

REGION ASIE PACIFIQUE

-----Représentativité: A)En nombre de pays (retenus/lus): 24 / 31 -----				B)En population (année de base 1982) 98.20X)-----			
ANNEE	DOHNES CUMULEES et INDICES	ESTIMATIONS	1932=100	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	NA	ND
1932	15 419.525	100.00	15 644	82/83 = 3.22			
1933	15 938.094	103.10	16 149	83/84 = 6.57		Nb.pays	0 7
1934	16 959.622	109.70	17 211	84/85 = 3.34		X pays	0.00 22.50
1935	13 464.976	119.70	13 733	85/86 = 2.32		X POP	0.00 1.70
1936	15 979.620	123.30	19 252				

REGION EUROPE

-----Représentativité: A)En nombre de pays (retenus/lus): 8 / 10 -----				B)En population (année de base 1982) 84.40X)-----			
ANNEE	DOHNES CUMULEES et INDICES	ESTIMATIONS	1932=100	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	NA	ND
1932	3 357.397	100.00	3 954	82/83 = 3.38			
1933	3 450.593	101.50	4 033	83/84 = 2.34		Nb.pays	0 2
1934	3 531.070	105.20	4 124	84/85 = 3.46		X pays	0.00 20.00
1935	3 633.410	109.40	4 359	85/86 = 2.14		X POP	0.00 15.50
1936	3 751.750	111.30	4 422				

REGION PAYS ARABES

-----Représentativité: A)En nombre de pays (retenus/lus): 13 / 20 -----				B)En population (année de base 1982) 95.50X)-----			
ANNEE	DOHNES CUMULEES et INDICES	ESTIMATIONS	1932=100	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	NA	ND
1932	936.220	100.00	950	82/83 = 4.34			
1933	943.720	104.30	996	83/84 = 1.00		Nb.pays	0 2
1934	958.590	103.70	1 006	84/85 = 4.67		X pays	0.00 10.00
1935	1 005.560	110.90	1 053	85/86 = -1.67		X POP	0.00 4.40
1936	972.250	110.10	1 046				

** PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE DE MARCHÉ y compris territoires

-----Représentativité: A)En nombre de pays (retenus/lus): 27 / 28 -----				B)En population (année de base 1982) 100.00X)-----			
ANNEE	DOHNES CUMULEES et INDICES	ESTIMATIONS	1932=100	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	NA	ND
1932	123 352.267	100.00	123 352	82/83 = 2.53			
1933	126 450.139	102.50	126 430	83/84 = 2.39		Nb.pays	0 1
1934	120 145.739	105.50	130 146	84/85 = 4.40		X pays	0.00 3.50
1935	135 573.924	110.10	155 579	85/86 = 4.39		X POP	0.00 0.00
1936	142 550.212	115.50	142 530				

** PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE PLANIFIEE

-----Représentativité: A)En nombre de pays (retenus/lus): 4 / 5 -----				B)En population (année de base 1982) 94.90X)-----			
ANNEE	DOHNES CUMULEES et INDICES	ESTIMATIONS	1932=100	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	NA	ND
1932	9 749.930	100.00	10 274	82/83 = -2.16			
1933	9 540.610	97.50	10 053	83/84 = -1.47		Nb.pays	0 1
1934	9 430.870	95.40	9 906	84/85 = -1.76		X pays	0.00 20.00
1935	9 710.470	95.30	9 811	85/86 = -1.45		X POP	0.00 5.00
1936	9 175.950	94.10	9 659				

* TOTAL DES PAYS EN DEVELOPPEMENT *****

-----Représentativité: A)En nombre de pays (retenus/lus): 110 / 137 -----				B)En population (année de base 1982) 96.80X)-----			
ANNEE	DOHNES CUMULEES et INDICES	ESTIMATIONS	1932=100	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	NA	ND
1932	23 956.250	100.00	25 030	82/83 = 3.71			
1933	24 350.330	103.50	25 929	83/84 = 6.03		Nb.pays	0 27
1934	26 337.157	110.10	27 493	84/85 = 6.83		X pays	0.00 19.70
1935	23 245.225	117.20	29 325	85/86 = 2.92		X POP	0.00 3.10
1936	29 076.636	121.30	30 245				

* TOTAL DES PAYS INDUSTRIALISES y compris territoires *****

-----Représentativité: A)En nombre de pays (retenus/lus): 31 / 33 -----				B)En population (année de base 1982) 96.50X)-----			
ANNEE	DOHNES CUMULEES et INDICES	ESTIMATIONS	1932=100	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	NA	ND
1932	133 102.247	100.00	133 626	82/83 = 2.17			
1933	136 020.799	102.10	136 533	83/84 = 2.57		Nb.pays	0 2
1934	139 546.659	104.20	140 052	84/85 = 4.02		X pays	0.00 6.00
1935	145 129.394	109.00	145 690	85/86 = 4.46		X POP	0.00 1.40
1936	151 706.172	113.70	152 179				

* T O T A L H O U D E *****

-----Représentativité: A)En nombre de pays (retenus/lus): 141 / 170 -----				B)En population (année de base 1982) 97.20X)-----			
ANNEE	DOHNES CUMULEES et INDICES	ESTIMATIONS	1932=100	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	NA	ND
1932	157 056.527	100.00	153 626	82/83 = 2.41			
1933	160 871.637	102.40	152 452	83/84 = 3.12		Nb.pays	0 29
1934	165 932.816	105.40	167 545	84/85 = 4.49		X pays	0.00 17.00
1935	173 435.619	110.40	175 075	85/86 = 4.20		X POP	0.00 2.70
1936	180 752.808	115.30	182 444				

ESTIMATIONS 1987

ESTIMATION DE L'ACTIVITE POSTALE DANS LE MONDE EN 1987 ET RAPPEL DE 1982

Trafic (unité : milliards)	1 982	1 987	NBRE PAYS	% EVOLUTION	CAM
LC serv. intérieur MONDE	158.626	195.810	144	23.4	4.30
LC serv. intérieur PI	133.626	164.600	32	23.2	4.26
LC serv. intérieur PED	25.000	31.210	112	24.8	4.54
LC serv. internat. expédition MONDE	6.271	6.357	140	1.4	0.27
LC serv. internat. expédition PI	3.993	4.088	29	2.4	0.47
LC serv. internat. expédition PED	2.278	2.269	111	-0.4	-0.08
AO serv. intérieur MONDE	155.567	206.230	143	32.6	5.80
AO serv. intérieur PI	129.231	171.100	32	32.4	5.77
AO serv. intérieur PED	26.336	35.130	111	33.4	5.93
AO serv. internat. expédition MONDE	1.713	1.772	140	3.4	0.68
AO serv. internat. expédition PI	1.243	1.274	29	2.5	0.49
AO serv. internat. expédition PED	0.470	0.498	111	6.0	1.16
Trafic PAL MONDE	314.198	410.169		30.5	5.48
Trafic PAL PI	262.857	341.062		29.8	5.35
Trafic PAL PED	51.341	69.107		34.6	6.12
CP serv. intérieur MONDE	2.074	2.338	144	12.7	2.43
CP serv. intérieur PI	1.760	1.970	33	11.9	2.28
CP serv. intérieur PED	0.314	0.368	111	17.2	3.22
CP serv. internat. expédition MONDE	0.066	0.060	143	-9.1	-1.89
CP serv. internat. expédition PI	0.060	0.054	30	-10.0	-2.09
CP serv. internat. expédition PED	0.006	0.006	113	0.0	0.00
Trafic total MONDE	316.338	412.567		30.4	5.46
Trafic total PI	264.677	343.086		29.6	5.33
Trafic total PED	51.661	69.481		34.5	6.11
Unité : l					
Bureaux de poste sédentaires MONDE	517 100 **	533 600 *	158	3.2	0.63
Bureaux de poste sédentaires PI	296 900	296 500	33	-0.1	-0.03
Bureaux de poste sédentaires PED	220 200 **	237 100 *	125	7.7	1.49
Unité : million					
Effectif du personnel postal MONDE	5.439	5.924	162	8.9	1.72
Effectif du personnel postal PI	3.088	3.365	32	9.0	1.73
Effectif du personnel postal PED	2.351	2.559	130	8.8	1.71

(**) ce chiffre doit être majoré d'environ 118 200 pour tenir compte des bureaux de poste ouverts à temps partiel

(*) ce chiffre doit être majoré d'environ 121 800 pour tenir compte des bureaux de poste ouverts à temps partiel

COURRIER ÉLECTRONIQUE

	1986	1987	Evolution (%) 1987/1986
Nombre de bureaux de poste sédentaires équipés d'un ou de plusieurs appareils de télécopie:			
Pays en développement	386	456	+ 18
Pays industrialisés	3 278	9 436	+ 188
Monde	3 664	9 892	+ 170
Nombre total de messages de départ dans les bureaux de poste du service intérieur:			
Pays en développement	156 753	239 425	+ 53
Pays industrialisés	4 316 894	7 333 130	+ 70
Monde	4 473 647	7 572 555	+ 69
Nombre total de messages d'arrivée dans les bureaux de poste du service intérieur:			
Pays en développement	49 227	171 434	+ 248
Pays industrialisés	86 299	302 369	+ 250
Monde	135 526	473 803	+ 250
Nombre total de messages de départ déposés dans les bureaux de poste du service international:			
Pays en développement	68 798	115 213	+ 67
Pays industrialisés	158 217	294 022	+ 86
Monde	227 015	409 240	+ 80
Nombre total de messages d'arrivée dans les bureaux de poste du service international:			
Pays en développement	40 814	68 908	+ 69
Pays industrialisés	120 368	292 894	+ 143
Monde	161 182	361 802	+ 124

Mise en œuvre de la Déclaration de Hamburg

Rapport commun

- du Conseil exécutif
- du Conseil consultatif des études postales
- du Bureau international

au Congrès

SOMMAIRE

Résumé

I. Introduction

Origine de la Déclaration de Hamburg: le débat général des 26 et 27 juin 1984

II. Principes directeurs de mise en œuvre

A. Analyse préliminaire par le Bureau international (CE 1985 – Doc 21)

B. Rôle des différents organes

C. Comité de coordination chargé de suivre et de coordonner les travaux concernant la Déclaration de Hamburg (décision CE 11/1986)

III. Principales lignes d'action

A. L'activité postale: développement et cadre réglementaire

- 1^o Marché
- 2^o Services nouveaux
 - Nouvelles prestations et adaptation des prestations existantes
 - Service EMS
 - Courrier électronique
- 3^o Moyens
 - Informatisation des services
 - Mécanisation et automatisation des services
- 4^o Elargissement du champ d'activité de l'UPU
- 5^o Assouplissement de la réglementation
 - Etudes des Commissions 3, 5 et 8 du CE
 - Elaboration de la réglementation concernant le service EMS: Accord-cadre et recommandations résultant de colloques
 - Elaboration de la réglementation concernant le courrier électronique en collaboration avec le CCITT

B. Le contrôle de la qualité (y compris le service EMS)

- 1^o Le système de contrôle
 - Travaux de l'équipe de spécialistes (décision CE 16/1985)
 - Adoption du système par le CCEP (résolution CCEP 1/1985)
- 2^o Les contrôles effectués
 - Résultats
 - Communication des résultats des contrôles
- 3^o Analyse globale des résultats (résolutions CE 3/1986 et CCEP 2/1987)
- 4^o Mesures de redressement (résolution CE 3/1986)
 - Mesures d'organisation interne
 - Mesures touchant le transport international
 - Mesures concernant le personnel
 - Actions dans d'autres domaines
- 5^o Examen critique du système et améliorations possibles sur le plan technique et sur le plan de l'exploitation des résultats
 - Critères indispensables pour une méthode de contrôle universelle
 - Analyse succincte des systèmes existants
 - Amélioration de la méthode UPU actuelle et de son exploitation
 - Uniformisation éventuelle des systèmes de contrôle utilisés par l'UPU, les Unions restreintes ou les Administrations

C. Le renforcement de la solidarité et de la coopération

- 1^o Coopération technique dans le cadre de la Déclaration de Hamburg
- 2^o Rôle joué par les Unions restreintes
- 3^o Action dans le domaine du repostage

D. Relations avec le monde extérieur

- 1^o Action de sensibilisation et d'information et relations avec la clientèle
- 2^o Relations interorganisations:
 - avec l'UIT dans le domaine du courrier électronique
 - avec le CCD pour le service EMS
 - avec les organismes représentant la clientèle et la presse
 - avec l'ISO

IV. Réflexions générales

A. La Déclaration de Hamburg: un nouvel esprit à l'UPU

B. La Déclaration de Hamburg et l'émergence d'un nouveau rôle pour le Congrès et pour les autres organes de l'UPU

C. Une nouvelle forme de collaboration entre les organes

D. Possibilité de faire du contrôle de la qualité une activité permanente de l'UPU

- 1^o Perspectives d'avenir
- 2^o Aspects financiers
- 3^o Habilitation du Bureau international à intervenir auprès des pays
- 4^o Projet de résolution

E. Organisation et fonctionnement des organes de l'Union

F. Moyens financiers et humains des organes permanents de l'Union eu égard aux nouvelles orientations

V. Conclusion

Directives demandées au Congrès

Liste des annexes

Note. – Le présent rapport ne vise qu'à présenter de manière distincte ce qui, dans les travaux du Conseil exécutif, du Conseil consultatif des études postales et du Bureau international, a été fait consciemment dans le sens de la Déclaration de Hamburg, à l'exclusion des activités traditionnelles de ces organes.

Résumé

1. Le présent rapport vise à présenter au Congrès ce qui a été fait de manière particulière dans les travaux du Conseil exécutif, du Conseil consultatif des études postales et du Bureau international pour réaliser le mandat qui leur avait été confié dans la Déclaration de Hambourg.

Le contenu de ce rapport peut brièvement être résumé comme suit:

- une partie historique (§§ 6 à 13);
 - les principales lignes d'action:
 - . l'activité postale: développement et cadre réglementaire (§§ 14 à 53),
 - . le contrôle de la qualité (§§ 54 à 91),
 - . le renforcement de la solidarité et de la coopération (§§ 92 à 102),
 - . relations avec le monde extérieur (§§ 103 à 111).
2. La partie descriptive est suivie d'un chapitre intitulé «Réflexions générales» qui aborde notamment les aspects suivants:
- la Déclaration de Hamburg: un nouvel esprit à l'UPU (§§ 112 à 118);
 - l'émergence d'un nouveau rôle pour le Congrès et pour les autres organes de l'Union (§§ 119 à 124);
 - une nouvelle forme de collaboration entre les organes (§§ 125 à 129); il est notamment proposé ici de donner au Comité de coordination, mis sur pied par la décision CE 11/1986, un caractère permanent, et le Congrès est saisi à cette fin de la proposition 012.
3. Un chapitre est consacré à la possibilité de faire du contrôle de la qualité une activité permanente de l'UPU (§§ 130 à 137); en fonction des objectifs décrits ici, le Congrès est saisi de la proposition 013.
4. Par ailleurs, les travaux du Groupe de travail du Conseil exécutif chargé de l'étude des suggestions concernant le fonctionnement de l'Union, et dont les résultats sont présentés dans le Congrès – Doc 73, sont brièvement résumés dans deux chapitres du rapport, à savoir:
- organisation et fonctionnement des organes de l'Union (§§ 138 à 142);
 - moyens financiers et humains des organes permanents de l'Union eu égard aux nouvelles orientations (§§ 143 à 145).
5. Enfin, les conclusions de ce rapport sont autant de directives demandées au Congrès (§ 146).

I. Introduction

Origine de la Déclaration de Hamburg: le débat général des 26 et 27 juin 1984

6. A l'initiative prise conjointement par l'Administration postale de la République fédérale d'Allemagne et par le Bureau international de l'Union postale universelle (UPU), le XIXe Congrès (Hamburg 1984), au cours des 9e à 12e séances, les 26 et 27 juin 1984, a tenu un important débat général sur le sujet «Les mutations de la poste face à l'évolution du marché des communications». A ce débat, qui portait sur les problèmes fondamentaux des Administrations postales et sur l'avenir de la poste, ont participé les hauts dirigeants des Administrations postales de tous les Pays-membres représentés au Congrès.

Dans le cadre du débat général ont été traités les quatre thèmes suivants:

- a) la poste entre les exigences du marché et les impératifs du service public;
- b) les problèmes financiers;
- c) gestion moderne de la poste;
- d) le rôle de l'UPU dans l'intégration des réseaux postaux nationaux.

7. Réponse aux préoccupations exprimées à l'occasion de ce débat général, la «Déclaration de Hamburg concernant le rôle de l'UPU dans l'intégration des réseaux postaux nationaux», ci-jointe en annexe 1, a été adoptée par le Congrès le 24 juillet 1984. Cette Déclaration exprime à la fois par sa forme et son contenu la volonté de l'Union, en innovant dans sa démarche et ses méthodes, d'apporter aux problèmes posés à la poste internationale des solutions concrètes et pratiques.

8. A cet égard, le Congrès a proclamé formellement que l'UPU doit participer activement au renforcement du service postal dans son ensemble et à l'amélioration de la qualité et de la rapidité des acheminements et des échanges postaux internationaux en prenant notamment les mesures suivantes:

- recueillir des renseignements sur la qualité du service postal à l'échelle mondiale, analyser en permanence la situation, établir et tenir à jour une documentation identifiant les points faibles du réseau postal mondial et pouvant donner lieu à des recommandations propres à améliorer la situation;
- renforcer la solidarité et la coopération entre toutes les Administrations, favoriser la concertation de leurs actions et concentrer l'information sur la qualité et la régularité des acheminements et des échanges postaux internationaux;
- intervenir, en cas de nécessité, auprès des Administrations postales, d'autres instances nationales et des entreprises de transport en vue d'améliorer la situation;
- prendre, le cas échéant, en considération les points faibles identifiés dans le réseau postal comme base d'une coopération technique concertée;
- sensibiliser les gouvernements et les usagers à la nécessité de faire de la poste une entreprise dynamique qui contribue à la bonne marche de l'activité économique, et de la doter des moyens structurels et financiers nécessaires à sa transformation;
- élargir le champ d'activité de l'UPU et participer également à la mise en place des services nouveaux grâce aux travaux annuels de ses organes (CE et CCEP);
- introduire plus de souplesse dans la réglementation postale internationale en vue de faciliter l'adaptation rapide des services postaux aux nouveaux besoins, et ce en relation avec l'étude confiée à cet effet au CE par le Congrès;
- prendre contact avec un certain nombre d'autres organisations ou organismes internationaux et renforcer en particulier la collaboration avec l'UIT dans le domaine des nouvelles techniques de transmission.

Il a invité

les Administrations et les Unions restreintes à tout mettre en œuvre pour la réalisation des objectifs précités,

et a chargé

le Conseil exécutif (CE), le Conseil consultatif des études postales (CCEP) et le Bureau international de prendre sans tarder, dans le cadre de leurs compétences, des mesures pratiques appropriées pour atteindre les buts susmentionnés, de faire rapport au prochain Congrès sur les résultats et les expériences obtenus et de lui soumettre, le cas échéant, des propositions pertinentes.

II. Principes directeurs de mise en œuvre

A. Analyse préliminaire par le Bureau international (CE 1985 – Doc 21)

9. En vue de faciliter la tâche du Conseil exécutif et du CCEP, le Bureau international a élaboré, à l'intention de leurs sessions de 1985, un document de réflexion qui procède à l'analyse de cette Déclaration et formule des suggestions sur la manière dont peuvent être conduits les travaux y relatifs. Le document présenté par le Bureau international (CE 1985 – Doc 21 et ses annexes) traitait notamment des domaines suivants:

- actions à entreprendre pour la mise en œuvre de la Déclaration de Hamburg (état du réseau postal mondial, mesures de redressement, autres actions tendant au renforcement du service postal international dans son ensemble);
- modalités de participation des organes de l'Union aux travaux relatifs à la Déclaration de Hamburg;
- mise en chantier des travaux;
- travaux effectués par le Conseil consultatif des études postales (Président de la Commission 7) en relation avec la Déclaration de Hamburg.

B. Rôle des différents organes

10. La répartition des tâches entre les trois organes proposée par le Bureau international et adoptée par la décision CE 16/1985 est la suivante:

Actions à entreprendre	Organe chargé de l'exécution	Modalités et aboutissement
<i>1^o Etat du réseau postal mondial</i>		
a) Recueillir les renseignements sur la qualité du service postal à l'échelle mondiale	BI/CCEP	Le CCEP définit les modalités de collecte des renseignements, sur proposition du Bureau international et avec l'aide de spécialistes
Analyser en permanence la situation		Le Bureau international, avec l'aide des mêmes spécialistes, met en place le système de collecte et d'analyse des informations

Actions à entreprendre	Organe chargé de l'exécution	Modalités et aboutissement
Etablir et tenir à jour une documentation identifiant les points faibles du réseau postal mondial		Un rapport annuel du Bureau international est soumis au CCEP avec des propositions de mesures de redressement à prendre par le CCEP ou le CE
<i>2^e Mesures de redressement</i>		Sur la base des rapports établis comme indiqué sous lettre a):
b) Recommandations permettant l'amélioration de la situation	CE/CCEP	– le CCEP formule des recommandations ou en propose au CE selon les domaines de compétence de chaque organe
c) Renforcer la solidarité et la coopération entre les Administrations, favoriser la concertation de leurs actions	CE/CCEP	– le CE ou le CCEP prend les mesures appropriées
d) Information sur la qualité et la régularité des acheminements ou des échanges postaux	CE/CCEP	– le CCEP met au point un système d'échange d'informations entre Administrations et, le cas échéant, en propose au CE la mise en œuvre
e) Intervention auprès des Administrations, d'autres instances nationales, des entreprises de transport et d'autres organisations concernées (douanières ou autres)	CE	– le CE étudie et détermine les interventions à effectuer
f) Engager des actions de coopération technique pour remédier aux points faibles identifiés	BI/CE	– le Bureau international élabore des projets de coopération technique et soumet à l'approbation du CE les propositions nécessitant des moyens nouveaux
<i>3^e Autres actions tendant au renforcement du service postal international dans son ensemble</i>		
g) Sensibiliser les gouvernements et les usagers à la nécessité de faire de la poste une entreprise dynamique qui contribue à la bonne marche de l'activité économique et de la doter des moyens structurels et financiers nécessaires à sa transformation	CE/BI	La Commission 10 (Documentation) du CE pourrait être chargée en permanence de concevoir et de proposer au CE des mesures dans ce sens

Actions à entreprendre	Organe chargé de l'exécution	Modalités et aboutissement
h) Elargir le champ d'activité de l'UPU et participer également à la mise en place des services nouveaux	CCEP/CE	Dans le cadre de l'étude du CCEP sur les services nouveaux offerts à la clientèle, les propositions dégagées par le CCEP pourraient, si cela est nécessaire, être soumises au CE en vue d'examiner la possibilité de leur mise en application
i) Introduire plus de souplesse dans la réglementation internationale	CE	Les résolutions C 56 et C 10 prévoient une telle étude qui est conduite par les Commissions 3 et 8. Si le CE l'estime opportun, les Commissions 4, 5, 6 et 7 peuvent également entreprendre une réflexion sur les possibilités d'assouplissement à apporter respectivement aux parties des Actes relevant de la compétence de ces Commissions, indépendamment de l'étude générale résultant de la résolution C 56
j) Relations avec les organisations et organismes internationaux, en particulier l'UIT	CE/CCEP	Les relations avec l'UIT sont entretenues par le CCEP; pour les autres organisations, tantôt par le CE, tantôt par le CCEP. Outre les interventions pour des cas précis prévus sous lettre e), l'établissement de nouvelles relations ou le renforcement des relations existantes dépendrait des besoins

C. Comité de coordination chargé de suivre et de coordonner les travaux concernant la Déclaration de Hamburg (décision CE 11/1986)

11. Lors de sa session de 1986, le Conseil exécutif a pris acte des résultats du premier contrôle de l'état du réseau postal mondial et a approuvé les premières mesures de redressement proposées à ce stade; il s'est également prononcé en faveur de la poursuite de ces travaux.

12. Conscient du besoin impérieux d'une coordination de toutes ces actions, le Conseil exécutif a décidé, par sa décision CE 11/1986, dont une copie est jointe en annexe 2, la mise sur pied d'un Comité de coordination, composé du Président du CE, du Président du CCEP et du Secrétaire général de ces deux organes, chargé de suivre et de coordonner les travaux concernant la Déclaration de Hamburg.

13. Ce Comité s'est depuis lors réuni pendant chaque session du CE et du CCEP, en invitant régulièrement les Présidents des Commissions 4 du CE et 7 du CCEP et occasionnellement d'autres personnalités à participer à ses travaux. En plus de l'examen périodique de l'état d'avancement des travaux de contrôle des délais d'acheminement, le Comité s'est entre autres occupé des points suivants:

- évaluation du système de contrôle adopté;
- assistance technique dans le cadre de la Déclaration de Hamburg;
- appréciation des résultats du colloque sur la qualité des acheminements internationaux (Berne, 21 octobre 1987);
- la question du débat général dans le cadre des Congrès et thème pour celui du Congrès de Washington;
- Examen du document du CE sur les «Réflexions et suggestions pour adapter le fonctionnement de l'Union aux exigences commerciales et techniques actuelles».

III. Principales lignes d'action

A. L'activité postale: développement et cadre réglementaire

1^o Marché

14. Malgré l'invasion des coursiers privés qui ont largement entamé le secteur haut de gamme des activités postales (courrier urgent) et qui utilisent la méthode de repostage pour détourner sur une partie de leur parcours les envois en nombre des grosses entreprises, on peut dire que la poste dispose depuis toujours, et cela est encore valable aujourd'hui, d'un vaste marché potentiel, marché qui pourrait encore être élargi par des mesures de modernisation et de rationalisation, par l'usage de nouvelles technologies, par l'introduction de nouveaux services, ainsi que par l'amélioration de la qualité des services postaux traditionnels.

15. Consultées au sujet des initiatives qu'elles avaient prises pour garantir, et si possible élargir leur part du marché, les Administrations ont fourni les réponses suivantes:

- 83 d'entre elles (89 % des réponses) ont indiqué qu'elles ont tenté d'assurer leur part du marché et si possible de l'élargir en introduisant des services nouveaux (EMS, courrier électronique, S.A.L., correspondance commerciale réponse, etc.) ou en exploitant désormais des services qui sans être nouveaux au niveau de l'UPU n'étaient pas encore introduits (services financiers par exemple);
- 61 Administrations (65 % des réponses) ont amélioré la qualité des services postaux traditionnels, en prenant notamment les mesures suivantes:
 - . surveillance permanente des opérations,
 - . contrôle des délais d'acheminement,
 - . fixation de normes pour le traitement du courrier;
- 44 Administrations (47 % des réponses) ont utilisé de manière accrue des technologies nouvelles (mécanisation, automatisation, informatique); les actions le plus souvent citées sont:
 - . mécanisation et informatisation des opérations de tri,
 - . automatisation de la confection des documents d'expédition,
 - . introduction d'un système de pistage et de repérage (surtout pour l'EMS).

2° Services nouveaux

16. Il semble que ce terme de services (ou produits) nouveaux puisse être défini de deux manières différentes: soit un service réellement créé de fraîche date, soit l'introduction par une Administration d'un service qu'elle n'exploitait pas encore, mais qui est déjà bien répandu parmi certaines autres Administrations.

Nouvelles prestations et adaptation des prestations existantes

17. Si des Administrations ont signalé l'introduction de nouvelles prestations au niveau national, le rôle de l'Union en cette matière s'est limité à en assumer la diffusion par le fichier des prestations complémentaires offertes à la clientèle (classeur 144 de la Collection d'études postales) sans participer directement au lancement de telles prestations.

18. Il y a lieu cependant de signaler que la Commission 5 du CE (Poste aux lettres – Tarification et rémunération) a étudié (cf. § 44 ci-après) dans le cadre de ses travaux la possibilité d'assouplir les prescriptions relatives aux taxes de base, afin de permettre aux Administrations de tenir compte des désirs de leur clientèle.

Service EMS

19. «EMS – Une société unique universelle»; c'est ce slogan qui accueillait les journalistes à la conférence de presse organisée durant le colloque EMS de 1987.

20. Les passages ci-après du dossier de presse constitué à cette occasion illustrent la place importante prise par le service EMS et son expansion depuis que le Congrès de Hamburg, par sa résolution C 25, l'a retenu comme un des objectifs prioritaires de l'action de l'Union.

Une société unique universelle

21. Les Administrations postales font face à un défi extraordinaire et sans précédent: celui d'exploiter le service EMS comme si elles devaient se gérer en «société unique, unie et mondiale». Jamais auparavant on n'a vu des agences gouvernementales, offrant un service public dans des conditions économiques, sociales et culturelles si diverses, coopérer si étroitement afin de lutter contre la concurrence des sociétés multinationales du secteur privé. Et le volume des envois témoigne que la poste réussit! Durant les cinq dernières années, le volume a augmenté de 530 % et atteint maintenant un chiffre record de 7,4 millions d'envois.

Caractéristiques uniformes

22. Toutes les Administrations postales membres de l'UPU exploitant l'EMS ont adopté en 1986 des caractéristiques communes indispensables pour assurer un service EMS de haute qualité.

Le logo EMS

23. Aux fins d'une meilleure commercialisation du service EMS au niveau mondial, les Administrations ont adopté la même désignation et le même logo aux mêmes couleurs, bleu et orange. Les lignes du logo traduisent la rapidité du service, ce qui permet la reconnaissance immédiate du service EMS par sa clientèle et les fonctionnaires de la poste dans n'importe quel pays.

Des études du marché en commun

24. Jamais auparavant on n'a vu des consultations internationales d'une telle ampleur dans le monde postal que celles qui sont déjà entreprises par des Administrations postales européennes afin de saisir l'étendue et la nature du marché des messageries dans leur région. Leur exemple sera bientôt suivi par d'autres régions. Et on s'attend à des études de marché qui engloberont le monde entier. Et, là encore, des Administrations postales se partagent déjà des «tuyaux» sur des clients potentiels.

Un réseau mondial

25. Plus de 120 Administrations postales offrent maintenant le service EMS et leur nombre croît toujours (elles n'étaient que 47 en 1984 lorsque l'étude 671 du CCEP a été créée).

Incomparablement plus de points de vente à travers le monde que ce que peut offrir la concurrence.

Plus de 3400 liaisons entre pays sont maintenant disponibles (en 1982, il y en avait 305!).

Augmentation de son volume

26. Une croissance stable et continue. De 1982 à 1987: de 1,4 à 7,4 millions d'envois – 530 % en cinq ans.

Courrier électronique

27. Ce service nouveau, qui présente de cas en cas des caractéristiques diverses, est généralement connu sous le nom générique de «courrier électronique» et peut être défini comme suit: «services basés sur une transmission électronique de messages qui sont acceptés et/ou distribués sous une forme physique par le service postal».

28. Actuellement, le service du type «Bureaufax» entre bureaux publics des postes et des télécommunications munis de l'équipement de télécopie est offert sur le plan international par environ 80 Administrations postales et des télécommunications.

29. Le service postal de messagerie électronique prévoit la transmission électronique des messages remis au bureau de poste sous forme physique ou par les moyens de communication électroniques (téléphone, télex, télécopie, vidéotex, etc.), leur impression dans le bureau de poste récepteur et leur distribution aux destinataires par des moyens postaux. La téléimpression est un service du même genre conçu pour le courrier à distribuer en très grosse quantité aux différents destinataires. Ces deux derniers types de courrier électronique sont assurés dans une dizaine de pays actuellement.

30. Les services du courrier électronique sont en progression continue aussi bien en volume de trafic qu'en qualité. Les Administrations postales renforcent leurs moyens et augmentent leurs investissements dans ce domaine.

3° Moyens

31. Parmi les actions préconisées par la Déclaration de Hamburg tendant à la modernisation de la poste et au renforcement du service postal international, il y a lieu de citer les nombreuses études effectuées par le CCEP en matière d'informatisation, de mécanisation et d'automatisation.

Informatisation des services

32. L'informatisation des services, qui est reconnue comme un atout majeur et un moyen efficace pour atteindre les objectifs d'amélioration de la qualité du service et de modernisation de la gestion, apparaît dans les travaux du CCEP notamment à deux niveaux:

- quatre études traitent de ce sujet parmi celles attribuées aux Commissions 3 et 4 (631, 632, 643 et 645);
- une résolution (CCEP 7/1987) et deux décisions (CCEP 18/1987 et CCEP 21/1987) sont consacrées à titre principal à l'adoption de systèmes informatisés.

33. Les domaines dans lesquels l'informatisation se développe ou fait une entrée remarquable sont les suivants:

- le traitement des opérations de guichet et des fonctions connexes ainsi que la monétique (étude 631 dont le rapport a été publié sous forme de plaquette);
- le traitement des bordereaux de livraison AV 7 et la transmission électronique utilisée par les compagnies aériennes (étude 632);
- l'enregistrement des envois recommandés et des colis postaux (étude 643) avec une extension portant sur l'identification unique des envois, des récipients et des documents y relatifs concernant les services internationaux EMS, poste aux lettres et colis postaux (recommandation CCEP 7/1987);
- la gestion du transport du courrier (étude 645 dont le rapport a été publié en 1988 sous forme de plaquette).

Mécanisation et automatisation des services

34. Les problèmes de la mécanisation et de l'automatisation des services postaux ont occupé dans le programme 1984-1989 du CCEP une place importante qui est en rapport avec les préoccupations des Administrations dans ce domaine.

35. C'est ainsi que deux études du CCEP ont été consacrées aux problèmes majeurs qui se posent en ce qui concerne l'automatisation du tri des correspondances. Il s'agit des études 633 sur la compatibilité entre les systèmes de détection des timbres-poste et les systèmes de lecture du code dans le tri automatique du courrier et 634 sur la lecture optique du tri des correspondances.

4° Elargissement du champ d'activité de l'UPU

36. Pendant longtemps, le rôle de l'UPU a été, pour l'essentiel, de fixer les règles de fonctionnement du service postal international. La création en 1957 du Conseil consultatif des études postales a permis un premier élargissement de ce rôle en rendant possible des échanges d'expériences et d'informations par des études techniques, économiques et d'exploitation. Ce processus s'est poursuivi en 1964 lorsque la coopération technique a été retenue comme une des activités majeures de l'Union.

37. Cette évolution a progressivement fait coïncider le rôle de l'UPU avec ses buts inscrits dans l'article premier, § 2 de la Constitution: «... assurer l'organisation et le perfectionnement des services postaux...».

38. La résolution CE 3/1986 du Conseil exécutif (annexe 3) devrait être considérée comme une étape de plus dans cette optique et aussi un pas supplémentaire dans le sens de l'élargissement du rôle de l'UPU: celle-ci intervient désormais auprès des Administrations postales des Pays-membres dont le réseau postal présente des défaillances, non seulement pour «appeler leur attention» à ce sujet, mais pour les aider à y remédier.

39. Poursuivant cette orientation, le Conseil exécutif, sur la base des suggestions du Bureau international, a entrepris en 1988 une étude sur les possibilités d'une action plus poussée de l'Union pour sauvegarder et améliorer la qualité du service postal international. Le Congrès – Doc 73 présente au Congrès les résultats de cette étude et les suggestions en découlant.

5° Assouplissement de la réglementation

Etudes des Commissions 3, 5 et 8 du Conseil exécutif

40. La réglementation postale internationale ne donne lieu à des modifications que tous les cinq ans, lors des Congrès. Par ailleurs, les règles adoptées sont généralement uniformes et ne tiennent pas assez compte des cas d'espèce ou des besoins particuliers.

41. Cette rigidité relative n'apparaît plus compatible avec les exigences d'un marché où la poste doit faire face à des concurrents plus agressifs et plus près des préoccupations de leur clientèle. L'objectif de l'assouplissement de la réglementation dans le sens de la Déclaration de Hamburg est donc double:

- rendre plus facile la modification de la réglementation;
- adopter des règles offrant de larges possibilités d'adaptation aux réalités et/ou aux besoins.

42. Les travaux conduits dans ce contexte par le Conseil exécutif se sont développés au sein des Commissions 3, 5 et 8 de ce Conseil.

Commission 3 (Affaires générales)

43. Dans l'étude qui lui a été confiée à ce sujet, la Commission des affaires générales propose d'introduire plus de souplesse dans la réglementation postale internationale de deux manières:

- en élargissant la portée de l'article 102, § 6, lettre r), du Règlement général pour donner au CE la compétence de recommander aux Administrations postales l'adoption d'une réglementation provisoire ou simplement d'une nouvelle pratique en attendant que le Congrès décide de légiférer globalement ou partiellement en la matière (voir la proposition 1502.1 relative à l'article précité);
- en transférant au CE la compétence formelle de reviser les Règlements d'exécution chaque fois que cela sera nécessaire (voir Congrès – Doc 72).

Commission 5 (Poste aux lettres – Tarification et rémunération)

44. Dans le cadre de ses travaux, la Commission a étudié les possibilités d'assouplissement des dispositions de l'article 19 de la Convention, avec la proposition de transformer les taxes de base en taxes indicatives et notamment avec la proposition de suppression du § 2, lettre c), afin de permettre à certains pays une plus grande liberté d'action dans l'optique d'une gestion commerciale du service postal.

Commission 8 (Services financiers postaux)

45. Dans le cadre de l'assouplissement de la réglementation et en exécution de la résolution C 10 du Congrès de Hamburg, la Commission 8 a vu ses travaux déboucher sur les deux propositions suivantes:

- proposition de suppression de l'Arrangement concernant les recouvrements, de l'Arrangement concernant le service international de l'épargne, de l'Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques, ainsi que de la partie de l'Arrangement concernant les mandats de poste relative aux bons postaux de voyage;
- proposition de nouvelle présentation pour les Arrangements et leurs Règlements d'exécution concernant:
 - . les mandats de poste;
 - . le service des chèques postaux;
 - . les envois contre remboursement.

Elaboration de la réglementation concernant le service EMS: Accord-cadre et recommandations résultant des colloques

46. En plus des travaux cités ci-devant, qui sont le résultat direct des travaux des Commissions concernées, le service EMS a été l'objet de trois résolutions et de 17 recommandations qui constituent autant d'éléments réglementaires souples et efficaces permettant une exploitation optimale du service et touchant des domaines aussi divers que, par exemple:

- l'identification unique des envois;
- l'harmonisation des spécifications;
- la compensation des déséquilibres;
- la responsabilité entre Administrations;
- la normalisation de l'étiquetage et, bien sûr,
- la mise en vigueur transitoire de l'Accord-cadre.

Elaboration de la réglementation concernant le courrier électronique en collaboration avec le CCITT

47. Le courrier électronique étant un service nouveau en pleine évolution, il n'y a pas jusqu'à présent une réglementation postale internationale particulière régissant ce service.

48. Vu la nature même de ce service, les Administrations postales travaillent dans ce domaine en étroite collaboration avec les Administrations des télécommunications en utilisant les équipements et les réseaux de communication développés par celles-ci et la réglementation correspondante.

49. Au niveau international, cette collaboration est assurée à deux niveaux:

- au plan général, le Comité de contact CCITT-CCEP a pour tâche d'examiner, dans un cadre commun, toutes les questions présentant un intérêt pour les deux organisations UIT-UPU;
- au plan particulier du courrier électronique et compte tenu de l'importance que prennent ces services dans le marché des communications et de l'intérêt qu'ils représentent pour l'avenir de la poste, un Sous-Groupe de travail chargé tout spécialement de suivre les travaux effectués en commun avec le CCITT et en particulier de coordonner les avis des Administrations postales dans le domaine du courrier électronique a été créé en 1986 au sein du Groupe de travail de l'étude permanente 503 du CCEP intitulée «Courrier électronique et autres services perfectionnés de transmission des messages».

50. Ainsi, pendant la période d'étude de 1984 à 1988 du CCITT, les Administrations postales ont pu participer d'une manière active à la revision des recommandations déjà existantes et à l'élaboration de nouvelles recommandations relatives aux services du courrier électronique.

51. Sur proposition des Administrations postales, plusieurs modifications reflétant leurs préoccupations et les besoins des clients ont été introduites dans les recommandations du CCITT F.170 et D.90 concernant le service du type Bureau fax. Une nouvelle recommandation relative à l'intercommunication des services de messagerie avec les services publics de remise physique a été élaborée sur la base des contributions présentées au CCITT par les Administrations postales. Plusieurs autres recommandations du CCITT (relatives aux services des télémessages, de l'annuaire électronique, etc.) tiennent actuellement compte des exigences de l'UPU concernant la structure et la composition de l'adresse des envois à distribuer par la poste.

52. La collaboration entre l'UPU et l'UIT dans le domaine du courrier électronique sera poursuivie et étendue pendant la prochaine période d'étude du CCITT (1989-1994).

53. Le Sous-Groupe de travail 503 a transmis au CCITT quelques propositions sur des sujets d'étude qui ont été inclus dans le nouveau programme de travail du CCITT adopté par l'Assemblée plénière du CCITT (Melbourne, 14-25 novembre 1988).

B. Le contrôle de la qualité (y compris le service EMS)

1° Le système de contrôle

Travaux de l'équipe de spécialistes (décision CE 16/1985)

54. Par les décisions CE 16/1985 et CCEP 7/1985, le Bureau international avait été chargé de constituer une équipe de spécialistes chargée de l'étude relative à l'état du réseau postal mondial. Après plusieurs démarches, trois spécialistes ont été mis gracieusement à la disposition du Bureau international par la République fédérale d'Allemagne, le Canada et la Suisse; ils ont présenté au CCEP, lors de sa session de 1985, un rapport (CCEP 1985/C 7 – Doc 3.3b) proposant un système de collecte et d'analyse des renseignements sur la qualité du service postal à l'échelle mondiale.

Adoption du système par le CCEP (résolution CCEP 1/1985)

55. Le système proposé consiste en une carte de contrôle qui est fixée à un certain nombre d'envois et sur laquelle sont reportées les données relatives aux lieux et dates de dépôt, de réacheminement et de distribution; au moment de la livraison, cette carte est détachée de l'envoi, complétée et renvoyée au Bureau international pour analyse des résultats.

56. Ce système a été approuvé par le CCEP dans sa résolution 1/1985, dont une copie est ci-jointe en annexe 4, sous réserve d'éventuelles améliorations ultérieures; effectivement, depuis lors, plusieurs modifications et améliorations ont été apportées, ainsi que cela ressort des §§ 81 et 82 ci-après.

57. Après un premier contrôle pilote, organisé par les spécialistes, pour les Administrations postales des Pays-membres du CE et du CCEP en janvier 1986, le Conseil exécutif avait été saisi, lors de sa session de 1986, des principaux résultats de ce contrôle et des conclusions des spécialistes à cet égard (CE 1986 – Doc 17 et annexe 1). Par la suite, le CE a étudié le programme de la poursuite de ces travaux et s'est prononcé en faveur de trois contrôles par an, en accordant par la même occasion au Bureau international les moyens financiers nécessaires, alors que le personnel a été prélevé dans le cadre régulier du Bureau international.

2° Les contrôles effectués

58. Contrôler sur le plan mondial la qualité des acheminements est à l'évidence une tâche d'envergure, et il a été décidé de procéder par étapes en retenant pour chaque opération un certain nombre d'Administrations, généralement un continent entier.

59. Lors de chaque contrôle, les Administrations ont eu la possibilité de contrôler le courrier en provenance de trois à cinq pays de leur groupe géographique et de un à trois pays sis hors de la région.

60. Les contrôles suivants ont été ainsi effectués:

Période	Région ayant participé	Nombre d'Administrations participantes
Janvier 1986	Pays du CE et du CCEP	52
Juin 1986	Afrique	48
Novembre 1986	Asie et Pacifique	47
Mars 1987	Amériques et Antilles	30
Juin 1987	Europe	48
Novembre 1987	Afrique	43
Janvier 1988	Asie et Pacifique	53
Août/septembre 1988	Amériques et Antilles	30
Janvier/février 1989	Europe + reste du monde	45

Résultats

61. L'annexe 5 au présent document montre par Administration le nombre des envois partants et arrivants, dont le délai d'acheminement a été contrôlé de janvier 1986 à février 1989. Il apparaît que 41 Administrations n'ont pas pris part à ces contrôles, malgré des invitations pressantes à participer qui leur ont été envoyées. Pour certaines d'entre elles, il y a cependant eu une participation passive, puisque leur courrier a été contrôlé par une ou plusieurs Administrations de destination de ce courrier. Au total, ce sont donc près de 133 000 envois qui ont été contrôlés.

Communication des résultats des contrôles

62. A la fin de tous les contrôles, chaque Administration a reçu, en ce qui la concernait, les renseignements suivants:

- un listage complet des renseignements contenus dans les cartes de contrôle établies pour les envois qu'elle a expédiés et pour les envois qu'elle a reçus;
- une récapitulation par liaison, distincte par catégorie d'envois et mode d'acheminement.

63. Ces documents étaient chaque fois accompagnés d'une lettre-circulaire invitant l'Administration concernée à analyser ces résultats, à en tirer les conclusions et, au besoin, à prendre toutes les mesures jugées utiles pour remédier aux faiblesses éventuellement constatées.

64. De leur côté, le CE et le CCEP ont été, lors de chaque session annuelle, régulièrement informés de manière détaillée des résultats des contrôles qui s'étaient déroulés depuis la session précédente (décision CCEP 14/1986).

3° Analyse globale des résultats (résolutions CE 3/1986 et CCEP 2/1987)

65. Sur proposition du colloque sur la qualité des acheminements internationaux qui s'est tenu le 21 octobre 1987 et de sa Commission 4 (Qualité du service), le CCEP a, par sa résolution 2/1987, dont une copie est ci-jointe en annexe 6, chargé le Bureau international de diffuser un tableau montrant par pays les moyennes enregistrées pour chaque délai partiel, aussi bien pour le courrier arrivant que pour le courrier partant.

66. Sur la base des résultats des contrôles des délais d'acheminement effectués jusque-là, le Bureau international a élaboré deux tableaux et les a diffusés le 29 février 1988 à toutes les Administrations. Puis, au fur et à mesure de l'avancement des travaux de contrôle, des mises à jour ont été diffusées; l'annexe 7 au présent document présente le résultat final des moyennes enregistrées sur l'ensemble des contrôles effectués (envois par avion).

67. Ainsi que l'équipe de spécialistes le soulignait en 1986 déjà, la fixation d'objectifs et de normes précises en matière de transmission entre pays constitue une étape fondamentale vers l'amélioration de tout réseau postal. Un pas décisif dans cette direction a, à n'en pas douter, été franchi avec l'établissement et la diffusion de ces tableaux, qui constituent une référence très importante lorsqu'il s'agit d'établir des normes de service ou de vérifier l'exactitude des normes existantes, ou encore lorsqu'on veut établir à l'intention du personnel de guichet et de la clientèle des listes ou autres documents présentant les durées moyennes d'acheminement pour des pays ou des groupes de pays déterminés.

68. D'autre part, comme beaucoup d'Administrations ont participé au moins deux fois à un contrôle et que certaines liaisons identiques ont ainsi été contrôlées deux fois, à des périodes différentes, il a été possible de faire des comparaisons intéressantes. Le Bureau international a établi à plusieurs reprises des tableaux comparatifs et les a diffusés aux Administrations concernées, en attirant, le cas échéant, de manière insistante leur attention sur les perpétuations des points faibles, ou même sur les détériorations enregistrées, en leur offrant en plus de rechercher avec elles les moyens permettant de résoudre ces problèmes.

69. Le Bureau international a par ailleurs procédé à diverses analyses particulières des résultats, en cherchant à mettre en évidence des faiblesses répétées. Ainsi, il a saisi le Conseil exécutif (CE1988/C 4 – Doc 8/Add 1) et le Conseil consultatif des études postales (CCEP 1988/C 7 – Doc 3.3b) de rapports présentant la grande irrégularité des délais sur certaines liaisons et l'influence qu'a le jour de dépôt sur la durée totale de l'acheminement d'un envoi; car il a été établi que si, aux yeux de la clientèle, l'élément rapidité est par excellence le critère d'appréciation de la qualité d'une liaison postale, il convient d'y ajouter un élément indispensable: la régularité.

70. A chaque fois qu'il est intervenu pour signaler l'une ou l'autre des faiblesses mentionnées ci-dessus, le Bureau international s'est référé à la résolution CE 3/1986, dont une copie est ci-jointe en annexe 3, qui le chargeait notamment:

- d'appeler l'attention des Administrations postales sur les points faibles constatés dans le réseau postal de leurs pays;
- de rechercher, avec ces Administrations, les moyens permettant de remédier aux défaillances constatées et de fournir autant que possible aux Administrations qui en auraient besoin une aide, en vue soit d'appliquer des mesures de redressement, soit d'élaborer à cette fin un projet de coopération technique;
- d'intervenir, *en plein accord avec les Administrations postales concernées*, auprès d'autres autorités nationales ou d'organismes régionaux ou internationaux susceptibles de contribuer à la résolution des problèmes que peuvent déceler les contrôles effectués, et qui recommandaient aux Administrations postales d'appliquer, dans la mesure de leurs possibilités, les recommandations que le Bureau international formulera en vue d'éliminer les points faibles qui auront été constatés.

4° Mesures de redressement (résolution CE 3/1986)

71. A la fin de chaque contrôle, le Bureau international a effectué une analyse détaillée de chaque liaison et, le cas échéant, a adressé une lettre particulière à l'Administration concernée l'invitant à examiner de plus près les délais qui paraissent trop longs et à prendre toutes les mesures de redressement utiles. Chaque Administration a en outre été invitée à communiquer au Bureau international les mesures de redressement qu'elle a mises en vigueur, ou pour le moins planifiées.

72. Des Administrations ont souligné à diverses reprises le temps particulièrement long qui leur est nécessaire pour analyser en détail tous les résultats reçus du Bureau international, localiser les points faibles, étudier des solutions d'amélioration, entreprendre des actions correctrices et, finalement, contrôler l'efficacité des mesures prises.

73. De nombreuses Administrations ont correspondu avec le Bureau international au sujet des résultats de ces contrôles et l'on a pu constater qu'environ 60 d'entre elles ont annoncé avoir déjà mis en vigueur ou planifié des mesures de redressement. Ces mesures sont très variées et touchent aussi bien l'organisation interne et les transports internationaux que la formation et la motivation du personnel. Leur importance est également très différente d'un cas à l'autre puisqu'elle va de l'établissement d'un nouveau plan d'expédition à la refonte complète des structures d'acheminement au niveau national, ou encore à la construction d'un vaste bureau d'échange multifonctions à proximité immédiate de l'aéroport de la capitale.

74. Parmi les mesures de redressement déjà prises, les plus importantes peuvent être présentées comme suit:

Mesures d'organisation interne:

- mise en chantier d'un centre de tri situé à proximité immédiate de l'aéroport de la capitale;
- mise en fonction à l'aéroport d'installations techniques performantes visant à accélérer les diverses opérations;
- amélioration de la maintenance des véhicules postaux et création dans ce but d'un système unifié à l'échelon national;

- augmentation de la flotte des véhicules postaux, en diminuant ainsi la dépendance vis-à-vis des transporteurs privés grâce à une meilleure maîtrise des horaires de liaison;
- augmentation du nombre des automobiles et de la fréquence des transports entre l'aéroport et le bureau d'échange;
- introduction au niveau national d'une tournée quotidienne supplémentaire pour la levée des boîtes aux lettres;
- installation de boîtes aux lettres munies de plusieurs cases permettant aux clients d'effectuer eux-mêmes une première sélection du courrier expédié (localité de dépôt/capitale/villes importantes/courrier-avion international/imprimés, etc.);
- doublement du nombre de boîtes postales;
- augmentation de la fréquence des expéditions par l'utilisation accrue de vols en transit;
- échanges réciproques de courrier non trié;
- acheminement revu et complètement corrigé entre les centres de tri secondaires et le bureau d'échange;
- création d'un nouveau programme de prétri du courrier international;
- modification de la répartition des dépêches arrivantes sur les différents bureaux d'échange;
- réorganisation des échanges avec les régions frontalières des pays limitrophes;
- mise en place au niveau national d'une procédure opérationnelle qui devrait permettre d'atténuer les effets négatifs des mouvements sociaux du personnel;
- création dans les bureaux d'échange d'un système permanent de contrôle du courrier international arrivant et partant;
- institution de contrôles internes des délais d'acheminement du courrier international à travers tout le territoire;
- modification et augmentation des durées de fonctionnement des centres de tri, surtout en fin de semaine;
- création d'un service aéropostal à l'échelle nationale.

Mesures touchant le transport international:

- nouvel accord avec un transporteur aérien dans le but d'augmenter la fréquence des dépêches;
- modification des tableaux d'acheminement, en cherchant à éviter les lieux où la qualité du transbordement laisse à désirer;
- contacts avec des transporteurs aériens afin de les convaincre d'effectuer le transbordement des dépêches;
- utilisation de bulletins d'essai C 27 pour vérifier certaines liaisons dans lesquelles des faiblesses ont été relevées.

Mesures concernant le personnel:

- rédaction d'une «Brochure relative au tri préparatoire des correspondances à destination de l'étranger» à l'intention de tous les agents appelés à intervenir dans le tri et l'expédition du courrier pour l'étranger;
- campagne de sensibilisation du personnel.

Actions dans d'autres domaines

75. Outre les mesures de redressement mentionnées ci-avant, un grand nombre d'Administrations ont mentionné diverses actions entreprises; celles-ci touchent quantité de domaines différents, elles peuvent cependant être synthétisées de la manière suivante:

- transports et acheminements (institution de contrôles permanents ou réguliers, rencontres avec les pays voisins pour déterminer les meilleures conditions d'échange du courrier, fixation de normes, mise en œuvre d'un plan global de restructuration des services postaux dans le but d'accélérer le tri et l'acheminement, introduction de numéros postaux d'acheminement);
- réorganisation de services (réorganisation complète du système d'information du personnel, modification des structures de formation et de post-formation, recours à des firmes spécialisées pour un examen du fonctionnement des services).

76. Au vu du nombre de ces mesures de redressement et du grand intérêt qu'elles présentent, le Bureau international les a synthétisées dans une brochure qu'il a publiée en novembre 1988, «Le contrôle de la qualité de l'acheminement international en 126 points». Ce document, d'une conception très simple, présente un grand nombre de questions, réparties par secteurs opérationnels, qui devraient permettre à un responsable des acheminements de faire ponctuellement le point sur l'état de son réseau postal national.

5° Examen critique du système et améliorations possibles sur le plan technique et sur le plan de l'exploitation des résultats

77. Le Comité de coordination et le Bureau international ont poursuivi d'un commun accord une réflexion sur les correctifs ou modifications susceptibles d'être apportés au système UPU de contrôle des délais d'acheminement, afin d'en améliorer la qualité en poursuivant aussi l'objectif d'uniformisation des systèmes utilisés par les Unions restreintes et les Administrations. Les éléments mis en relief à cette occasion sont présentés aux §§ 78 à 91 ci-après.

Critères indispensables pour une méthode de contrôle universelle

78. Afin de la rendre utilisable et utile pour toutes les Administrations des Pays-membres de l'Union, la méthode de contrôle des délais d'acheminement doit tenir compte des critères suivants:

- système simple, facile à comprendre et à exécuter;
- limitation, dans toute la mesure possible, des besoins en matériel et en personnel;
- prise en compte des problèmes linguistiques;
- contrôle de toutes les catégories d'envois (LC, AO, CP), de tous les modes d'acheminement (surface, avion, S.A.L.) et de tous les modes de distribution (à domicile, dans la boîte postale, par avis au destinataire);
- recours à des moyens à la portée de toutes les Administrations, quel que soit leur niveau de développement, sans exclure la possibilité de fournir des données sous des formes plus modernes telles que lecture optique, saisie électronique des données;
- obtention rapide des résultats;
- précision suffisante des données pour permettre sans autre action complémentaire de prendre les mesures qui s'imposent;
- dépouillement par une instance unique ou selon des systèmes uniformes en ce qui concerne l'exploitation des données.

Analyse succincte des systèmes existants

79. La plupart des Administrations exploitent au niveau national un système de contrôle de la qualité. Une enquête effectuée par le Bureau international lors de la préparation du colloque sur la qualité des acheminements internationaux (Berne, 21 octobre 1987) a permis d'établir ce qui suit:

- 90 % des Administrations ayant répondu au questionnaire annoncent qu'elles utilisent un ou plusieurs systèmes de contrôle;
- plusieurs Administrations signalent qu'en plus des contrôles à périodicité fixe elles effectuent des opérations ponctuelles au gré des besoins. Pour quelques Administrations, la fréquence est différente selon la catégorie d'envois ou selon la région (contrôles plus fréquents dans les villes que dans les zones rurales). En outre, lorsqu'une périodicité continue, quotidienne ou hebdomadaire a été choisie, il n'est pas rare de constater que les Administrations ont également prévu des contrôles complémentaires à fréquence plus réduite;
- les systèmes de contrôle sont fort différents, ainsi d'ailleurs que les buts visés.

80. Les principaux systèmes qui conviennent au contrôle du courrier international sont décrits et analysés à l'annexe 8 ci-jointe.

Amélioration de la méthode UPU actuelle et de son exploitation

81. Au fur et à mesure de l'avance des travaux, des constatations du Bureau international et des remarques et suggestions des Administrations, la méthodologie décidée par le CCEP en 1985 a été modifiée et améliorée.

82. Les modifications suivantes ont été introduites:

- a) Collecte des données:
 - la taille de l'échantillon d'envois à contrôler a été augmentée et précisée;
 - les cartes de contrôle ont été éditées en huit versions linguistiques bilingues;
 - plusieurs précisions ont été apportées au guide opérationnel et on y a joint des exemples de cartes correctement remplies.
- b) Exploitation des résultats:
 - les tableaux récapitulatifs ont été plusieurs fois modifiés et complétés;
 - des nouveaux délais ont été calculés:
 - . écart type (notion mathématique calculée pour établir la dispersion des envois);
 - . délais H (pourcentage cumulé pour 80 % des envois);
 - de nouveaux tableaux ont été créés pour informer régulièrement le CE et le CCEP, en particulier le nouveau tableau récapitulatif permettant la comparaison des délais de traitement du courrier arrivant et partant pour tous les pays et qui peut éventuellement servir de base pour établir diverses normes (voir annexe 7).

83. Par rapport au système idéal, la méthode UPU comporte les faiblesses et inconvénients suivants:

a) Liés à la méthodologie:

- le délai entre le dépôt et l'oblitération de l'envoi n'est pas mesuré, ni la date exacte de réception par le destinataire;
- dès le bureau d'échange de destination, l'envoi contrôlé n'est plus anonyme;
- les envois LC au verso desquels une carte de contrôle a été fixée ne peuvent que difficilement être traités mécaniquement;
- la méthode n'est pas planifiée pour donner un échantillon représentatif du réseau mondial (le choix des liaisons à contrôler étant laissé aux pays);
- la vérification des données, leur traitement et l'exploitation des résultats de manière centralisée présentent quelques lourdeurs.

b) Liés à l'exécution des opérations:

- malgré les instructions précises données à ce sujet, certaines Administrations:
 - . ne contrôlent qu'un nombre très faible d'envois,
 - . ne contrôlent que les envois destinés à leur capitale, et non à des localités réparties sur tout le territoire.

84. La plupart de ces faiblesses ou inconvénients n'ont jusqu'à ce jour pas été supprimés, par souci de conserver au système ses caractéristiques de simplicité, de coût peu élevé et surtout d'universalité, qui sont autant d'avantages importants auxquels il convient de ne pas renoncer.

85. Les mesures d'amélioration suivantes pourraient être étudiées:

- décentralisation des contrôles au niveau des Unions restreintes et des Administrations;
- dans une première phase, les Administrations ne contrôlèrent, par leurs propres moyens, que le délai global (contrôle bout à bout); ensuite, seules les liaisons ayant présenté des problèmes seraient contrôlées au moyen d'un système permettant de mesurer, étape par étape, ces délais et de localiser ainsi les retards;
- combinaison du système actuel avec d'autres systèmes tels que «lettres témoins»;
- planification des contrôles sur une base plus représentative du réseau mondial (c'est-à-dire suggérer des liaisons à contrôler aux pays participants au lieu de laisser un libre choix); ce mode de faire a été essayé pour les «contrôles pilotes EMS» de mai 1988 et de mai/juin 1989;
- exploitation plus large des résultats, suivi plus exact des mesures de redressement prises ou envisagée.

Uniformisation éventuelle des systèmes de contrôle utilisés par l'UPU, les Unions restreintes ou les Administrations

86. Sans entrer dans les considérations du chapitre IV, lettre D ci-après (§§ 130 à 134) qui présente la possibilité de faire du contrôle de la qualité une activité permanente de l'UPU, il est apparu intéressant de se pencher sur les conditions d'une éventuelle uniformisation des différents systèmes.

87. Comme déjà mentionné aux §§ 79 et 80 ci-devant, les systèmes de contrôle sont nombreux, différents, visent des buts divers et nécessitent des ressources en moyens humains et financiers également très différents.

88. Dans beaucoup d'Administrations, le courrier international arrivant et partant est contrôlé, dans le cadre des opérations nationales de contrôle de la qualité, au moyen des systèmes particuliers qui ont été développés en tenant compte des particularités propres à chaque Administration.

89. Deux Unions restreintes, la CEPT et l'UPAE, ont à ce jour effectué des contrôles sur une assez grande échelle, mais pas à périodicité fixe. La méthode de l'UPAE est très proche de celle utilisée par l'UPU; par contre, la CEPT, si elle emploie également pour les colis un système de cartes de contrôle, recourt pour le contrôle des LC à la méthode des lettres tests, soit de bout en bout du parcours, soit sur une partie limitée de celui-ci.

90. Compte tenu de ce qui précède, il semble donc que l'uniformisation à rechercher ne doive pas obligatoirement porter sur le mode opérationnel précis de la méthode utilisée, mais bien plutôt sur:

- une coordination avec les Unions restreintes intéressées des périodes de contrôle et de leur durée;
- la recherche d'une certaine uniformité dans la grandeur de l'échantillon et dans la périodicité des contrôles;
- une harmonisation dans l'exploitation et la présentation des résultats afin de les rendre comparables sans difficultés;
- un échange systématique des résultats afin d'enrichir les données et d'en tirer des conclusions fondées sur une base plus large.

91. Cependant, il devrait être possible d'obtenir, si la méthode des cartes de contrôle était généralisée, une uniformisation de la méthodologie, de la carte elle-même et des modes de présentation des résultats. Cette uniformisation simplifierait le travail des organes chargés des contrôles et permettrait aussi de prendre en compte tous les résultats obtenus, que cela soit par les Administrations, les Unions restreintes ou le Bureau international, lors de l'établissement des normes par Administration, aussi bien pour le courrier arrivant que pour le courrier partant. Le système de la carte de contrôle UPU semblant être apprécié par tous les Pays-membres de l'Union, une uniformisation éventuelle pourrait donc être étudiée avec les Unions restreintes, sur la base de ce système.

C. Le renforcement de la solidarité et de la coopération

1^{er} Coopération technique dans le cadre de la Déclaration de Hamburg

92. Sur la base du programme adopté par le Congrès de Hamburg et des informations fournies par les Administrations postales des Pays-membres de l'Union et les Unions restreintes, le Bureau international a élaboré un «Programme global d'action 1987-1990».

93. Le programme global en question, approuvé par le Conseil exécutif lors de sa session de 1986, a fait l'objet d'une mise à jour en 1988.

94. Au titre du programme considéré, il est prévu, tant au plan mondial que régional, des actions visant à l'amélioration de la qualité et de la rapidité des acheminements et des échanges postaux internationaux ainsi que la création et le développement des services nouveaux, notamment l'EMS.

95. Une série d'activités ont été prévues au plan mondial, telles que:

- amélioration de l'acheminement par l'utilisation rationnelle et coordonnée des liaisons existantes et de l'ensemble des moyens de transport disponibles (1988-1990);
- amélioration de l'organisation et du fonctionnement des centres de tri et des centres de transit (1988-1990);
- formation du personnel en matière d'acheminement et de distribution (1988-1990);
- implantation et développement du service EMS (1987-1990).

Actions entreprises au cours de la période 1987-1989

a) Dans le domaine de l'amélioration de la qualité et de la rapidité des acheminements:

- des missions de consultants et des activités de formation ont été réalisées ou sont prévues, sur la base des demandes reçues des Administrations intéressées dans ce domaine;
- des cycles d'étude et colloques ont été organisés en faveur des pays en développement de diverses régions;
- des rencontres périodiques ont été organisées entre le Bureau international et les représentants des Unions restreintes africaines en vue d'entreprendre le suivi des résolutions et recommandations dans le domaine de l'amélioration des acheminements et de la distribution en Afrique;
- les résultats des contrôles des délais d'acheminement ont été examinés en vue de signaler aux experts/consultants sur place les insuffisances constatées afin que ceux-ci prennent les mesures adéquates de redressement;
- il a également été accordé une aide concrète sous forme de missions opérationnelles aux pays qui ont signalé des besoins d'aide dans ce domaine.

b) En matière d'implantation et de développement du service EMS:

- sur la base des demandes des Administrations, des missions de consultants et des activités de formation ont été mises en œuvre ou sont prévues et des équipements ont été fournis pour aider les pays à implanter le service;
- des cycles d'étude et séminaires ont été organisés ou sont prévus en faveur des pays en développement de diverses régions;
- un projet conjoint PNUD/UPU/UPAE concernant l'implantation ou le développement du service EMS dans les pays d'Amérique latine a démarré en 1988;
- un projet régional en Europe, dont un élément concerne l'EMS, a débuté en 1988;
- il est envisagé de proposer au PNUD un projet régional pour les pays arabes, dont un élément porte sur l'organisation du service EMS conformément aux vues exprimées lors du colloque des présidents et directeurs généraux des pays intéressés fin 1987. Une initiative sera prise également au profit des pays africains afin de contribuer à la généralisation de ce service.

c) En matière de sensibilisation des Gouvernements et des usagers sur la nécessité de faire de la poste une entreprise dynamique:

- des conférences des Ministres se sont tenues dans diverses régions en vue de sensibiliser les responsables politiques sur les grands défis qui se posent au secteur postal, notamment en matière de structures et d'autonomie financière;
- des colloques et cycles d'étude ont été organisés en faveur des Directeurs généraux en vue de débattre des problèmes posés par la gestion du service postal et d'y trouver des solutions adéquates compte tenu de l'évolution rapide des besoins de la clientèle et de la concurrence;
- des cours de gestion ont été dispensés à de hauts fonctionnaires appelés à préparer les décisions dans tous les domaines de la gestion (gestion des ressources humaines, gestion financière, détermination du prix de revient, tarification, etc.);
- diverses activités en matière d'information publique et d'action commerciale ont été réalisées afin de créer des structures locales d'action commerciale et d'information publique à la poste. Des efforts particuliers ont été entrepris dans le domaine de la formation des cadres commerciaux et des spécialistes en information publique.

2^e Rôle joué par les Unions restreintes

96. La Déclaration de Hambourg, dans son dispositif, invitait également les Unions restreintes à tout mettre en œuvre pour la réalisation des objectifs visés. Il a donc été jugé opportun de les consulter sur leurs activités pour la mise en œuvre de cette Déclaration, notamment dans les domaines suivants:

- mesures pour renforcer la solidarité et la coopération entre les Administrations, pour favoriser la concertation de leurs actions et concentrer l'information;
- actions entreprises pour sensibiliser les gouvernements à la nécessité de faire de la poste une entreprise dynamique qui contribue à la bonne marche de l'activité économique;
- information, conseils, interventions au sujet du repostage;
- contrôle de la qualité et des délais d'acheminement sur un plan régional.

97. Six Unions restreintes ont répondu à la demande de renseignements qui leur avait été envoyée, certaines fournissant des exemples des documents qu'elles ont publiés et des principales décisions de leurs organes exécutifs. Cette riche et volumineuse documentation touche quantités de domaines différents et est assez souvent en rapport direct avec le niveau de développement des services postaux dans la région concernée.

98. Brièvement résumées, les actions des Unions restreintes visant la mise en œuvre de la Déclaration de Hambourg peuvent être présentées comme suit:

a) développement du service EMS

- étude des problèmes spécifiques de la région;
- promotion de l'utilisation du logo, des couleurs, formules et étiquettes EMS;
- échange d'informations sur le service;
- cours de formation du personnel d'exploitation;
- séminaires de motivation pour les hauts dirigeants;
- diffusion et explication des activités des organes de l'UPU dans ce domaine;
- missions de consultants.

b) contrôle de la qualité

- motivation des Administrations pour qu'elles participent activement aux contrôles organisés par l'UPU;
- mise sur pied de contrôles régionaux;
- tenue de réunions de coordination avec les Unions sous-régionales pour échanger des idées et harmoniser les solutions pour l'amélioration des acheminements et de la distribution.

c) repostage

- diffusion d'informations sur les activités des entreprises de repostage;
- Prise de résolutions des organes en vue d'appliquer le monopole postal;
- colloques en vue de sensibiliser les Directeurs généraux;
- introduction d'un nouveau service («Consignment») en vue de concurrencer le repostage.

d) services postaux

(développement des services existants et introduction de services nouveaux)

- mise en œuvre de programmes de coopération technique;
- aide à la mise en place de services pas encore exploités (mandats de poste, caisse d'épargne postale, courrier électronique);
- diffusion d'informations, élaboration de manuels, organisation de séminaires en vue d'améliorer la sécurité des envois postaux;
- actions en faveur du développement du S.A.L.

e) sensibilisation des gouvernements

- invitation à tous les Ministres des postes à apporter leur soutien à toutes les actions tendant à doter la poste de structures organiques modernes;
- recherche d'un programme commun de coopération technique en vue de moderniser la gestion dans les Administrations postales.

3^e Action dans le domaine du repostage

99. Considérant les conséquences néfastes que pouvait représenter la généralisation des activités des entreprises de repostage pour le service postal mondial, le Bureau international a saisi en 1987 le Conseil exécutif de ce problème. Il a en outre fourni aux Administrations postales, ainsi qu'aux Unions restreintes, les principaux renseignements disponibles, en attirant leur attention sur la nécessité d'une attitude solidaire pour relever ce défi.

100. Certaines Administrations sont intervenues auprès du Bureau international soit pour demander une interprétation de l'article 23 de la Convention, soit pour avoir un avis sur l'attitude à adopter face aux contrats qui leur étaient proposés.

101. Tout en rappelant que, ces dispositions étant facultatives, seule la réglementation nationale est applicable, le Bureau international s'est efforcé, en ce qui concerne les contrats proposés, d'informer les Administrations sur les conséquences qui pourraient résulter de leur application, et ceci indépendamment des questions de principe qui découlent de l'esprit des Actes de l'UPU.

102. Cette question d'importance primordiale a retenu l'attention du CE et du CCEP qui ont arrêté certaines mesures d'urgence. Au cours de longs débats, les points de convergence ont tourné autour des idées principales suivantes:

- possibilité de reviser les dispositions de l'article 23 de la Convention traitant du repostage pour mieux faire face au défi lancé à la poste;
- possibilité de réexaminer les tarifs postaux de base et les frais terminaux afin qu'ils correspondent aux coûts du service offert et qu'ils combleraient les brèches par lesquelles s'introduit le repostage;
- nécessité d'une coordination entre les Administrations dans le but d'améliorer le contrôle et la qualité du service et d'agir de façon plus concertée et dans le sens d'un intérêt plus solidaire et mieux coordonné.

D. Relations avec le monde extérieur

1^{re} Action de sensibilisation et d'information et relations avec la clientèle

103. Dans le cadre de la coopération technique, les initiatives ci-après ont été prises ou sont envisagées en vue de la sensibilisation des gouvernements à la nécessité de faire de la poste une entreprise dynamique dotée des moyens structurels et financiers nécessaires à sa transformation; elles portent sur:

- l'organisation de conférences, colloques et réunions pour sensibiliser les ministres et les directeurs généraux des postes sur les grands problèmes de gestion postale;
- la réalisation des missions de consultants pour aider les Administrations qui le désirent à restructurer leurs services ou à transformer leurs Administrations en entreprises à caractère commercial dotées notamment d'autonomie financière;
- la mise en œuvre des activités de formation et de sensibilisation en matière d'information publique;
- les exposés aux experts et consultants sur la Déclaration de Hamburg, lors de leurs visites d'information avant les missions dans les pays. Il leur est demandé de se préoccuper au cours de leur mission de la mise en œuvre des mesures appropriées préconisées par la Déclaration.

104. En outre, dans le cadre de ses activités ordinaires, le Bureau international a cherché à atteindre les objectifs que comporte cette action, notamment par:

- le soutien aux efforts déployés par les Administrations postales dans le cadre des manifestations organisées à l'occasion de la *Journée mondiale de la poste* (distribution de l'affiche de la JMP, diffusion par les médias du message du Directeur général, cérémonies de distribution des prix aux lauréats du concours international de compositions épistolaires);
- le prêt aux Administrations de films et de vidéocassettes concernant les services postaux;
- des exposés donnés à des fonctionnaires postaux ayant visité le Bureau international en qualité de boursiers de la coopération technique internationale, où l'accent a été mis sur la nécessité de faire connaître à la clientèle les améliorations introduites et les nouvelles prestations offertes par la poste;
- la diffusion de la plaquette 157.1 de la Collection d'études postales («Comment pratiquer la communication publique à la poste»)
- la fourniture accrue d'informations sur la poste, ses acquis et ses projets aux Administrations postales, à des institutions qui en ont fait la demande (institutions gouvernementales, non gouvernementales, universités, associations), à des étudiants et à des particuliers en général;
- la diffusion intensive du dépliant d'information sur l'UPU, lors de la participation de l'Union à des expositions et des foires.

2° Relations interorganisations

Avec l'UIT dans le domaine du courrier électronique

(Cf. §§ 47 à 53 ci-devant)

Avec le CCD pour le service EMS

105. Le problème du dédouanement des envois EMS a été évoqué à plusieurs reprises, soit:

- lors de la 10e réunion (Bruxelles 1983) du Comité de contact CCD/UPU;
- lors de la session 1985 du Conseil exécutif, qui décida d'inscrire cette question au programme de travail 1985–1989 du Comité de contact CCD/UPU;
- dans les rapports du pays animateur de l'étude 671.16 du CCEP (France), qui a également été désigné comme rapporteur de cette étude dans le cadre du Comité de contact CCD/UPU.

106. Lors de sa session de juin 1987 à Ottawa, le CCD a approuvé une série de directives destinées à simplifier et à harmoniser le dédouanement des envois exprès, et parmi eux des envois EMS; il a également suggéré aux services postaux de rechercher, au plan national, la collaboration avec les services douaniers par la création de comités nationaux poste/douane.

107. Les résultats de l'application de ces directives ont été soumis au Comité technique permanent lors de sa réunion de novembre 1988. Cependant, dans plusieurs cas ces directives ont été reçues tardivement et la période d'évaluation, qui avait été fixée à un an, a donc dû être prolongée. Les Administrations postales seront invitées à proposer des modifications à ces directives et celles-ci seront soumises à l'examen d'un groupe d'experts.

Avec les organismes représentant la clientèle et la presse

108. Le Bureau international a développé et donné une nouvelle dimension à ses contacts avec la presse, notamment par le truchement de la «Lettre de l'UPU», expédiée aux quatre coins du monde. Par ailleurs, il a organisé plusieurs conférences de presse à l'occasion de divers événements (entrée en fonctions du nouveau Directeur général, sessions du CE et du CCEP, colloques EMS, courrier électronique, etc.).

109. D'autre part, un Comité de contact «Editeurs-UPU» a été créé, faisant suite à la Décision CE 23/1987, portant sur les «Contacts avec les organismes internationaux représentant les clients des services postaux», et à la Décision CCEP 27/1987, prise à l'issue du colloque sur «La presse et le trafic postal» tenu à Berne le 22 octobre 1987 entre les Administrations postales d'une part et les organisations internationales représentant la presse et l'édition d'autre part. Ce Comité, qui a tenu sa première réunion le 26 octobre 1988 à Berne, a décidé de poursuivre l'approfondissement des questions d'intérêt commun.

Avec l'ISO

110. Dans le programme du CCEP 1984-1989 issu du Congrès de Hamburg, plusieurs études traitent des questions de normalisation nécessitant une collaboration avec l'ISO:

- 635 «Emballages utilisés pour le transport des envois postaux»;
- 636 «Zone adresse sur les documents – Eléments constitutifs d'une adresse postale»;
- 671.11 «Etiquetage et numérotation normalisés»;
- 671.12 «Recherche et localisation par ordinateur».

111. En outre, l'UPU et les Administrations postales suivent avec intérêt et attention les travaux qui se déroulent au sein des instances de normalisation pour l'étude des normes, notamment dans le domaine des matériaux d'emballage, de la technologie, de la terminologie, du système de traitement de l'information, de la téléinformatique, des conteneurs, etc. Ce travail de suivi permanent est absolument nécessaire, étant donné que les études et la recherche postales revêtent un caractère de plus en plus technique.

IV. Réflexions générales

A. La Déclaration de Hamburg: un nouvel esprit à l'UPU

112. Il semble que l'on puisse dire, sans trop généraliser, que les préoccupations du monde postal qui débouchèrent sur la tenue, lors du Congrès de Hamburg 1984, d'un débat général de grande qualité et ensuite sur la Déclaration solennelle qui porte son nom, trouvent leurs origines dans une évolution fondamentale dans les années 70 des désirs et des besoins de la clientèle.

113. De nombreux secteurs, tels que les banques, le commerce international, les compagnies d'assurance, les entreprises de construction d'envergure internationale, les agences de publicité, les rédactions de grands journaux internationaux, etc., éprouvèrent de manière de plus en plus pressante le besoin de faire transporter, dans des délais très courts et des conditions de fiabilité optimales, à la fois au niveau national, continental et intercontinental, des documents, des quittances, des actes écrits, des dessins industriels, des pièces de rechange, des échantillons de marchandises ou encore des supports magnétiques.

114. Chose également nouvelle, ce nouveau type de clientèle était tout à fait disposé à supporter des coûts élevés, en rapport avec ses exigences.

115. Il ne faut, semble-t-il, faire aucun effort particulier d'imagination pour constater a posteriori que cette clientèle exigeante ne trouva que difficilement dans les Administrations postales traditionnelles les partenaires efficaces, souples, à l'esprit commercial dont elle avait besoin... et la concurrence arriva, telle un cyclone dans un ciel bleu et avec la vitesse de celui-là! L'historien qui scrutera l'œuvre de l'UPU relèvera que, déjà au Congrès de Rio de Janeiro 1979, un débat général eut lieu sur la situation de la poste, suivi, en 1983, d'un symposium sur les contre-mesures pouvant être opposées à la concurrence. Mais le changement de cap fondamental sera, à coup sûr, attribué au Congrès de Hamburg, qui, par sa Déclaration, a inspiré une nouvelle démarche et créé un nouvel état d'esprit fait de décision, d'ouverture, de souplesse et de dynamisme, tout cela en parfaite conformité avec les dispositions de l'article premier, § 2, de la Constitution qui stipule que: «l'Union a pour but d'assurer l'organisation et le perfectionnement des services postaux et de favoriser, dans ce domaine, le développement de la collaboration internationale».

116. Il n'est besoin pour se persuader de cette innovation que de relever certains des verbes clés du dispositif de la Déclaration de Hamburg:

- recueillir des renseignements ...
- analyser en permanence ...
- établir et tenir à jour une documentation ...
- renforcer la solidarité et la coopération ...
- intervenir ...
- sensibiliser ...
- élargir le champ d'activité ...
- introduire plus de souplesse ...
- prendre contact ...et renforcer ...

117. On trouve dans le présent rapport la description des différents travaux entrepris par les organes de l'UPU et la présentation des premiers résultats concrets; il est donc inutile de les répéter ici. Par contre, c'est certainement ici l'endroit idéal pour constater avec satisfaction et souligner que l'action entreprise laissera des traces indélébiles, notamment dans les domaines suivants:

- contrôle de la qualité: en plus des résultats concrets relatifs aux liaisons contrôlées, ces opérations de contrôle ont joué un rôle important de sensibilisation et il semble possible de déclarer, sans faire preuve d'un optimisme immodéré, qu'aucune Administration postale ne pourra à l'avenir renoncer à contrôler régulièrement, sous une forme ou sous une autre, la qualité de ses services et notamment de l'acheminement du courrier;
- assouplissement de la réglementation: introduction de nouveaux services et études sur la réglementation internationale;
- les produits nouveaux: EMS, courrier électronique, etc.;
- les contacts avec la clientèle et la coordination des actions pour tenir compte de la concurrence des firmes privées.

118. Autant d'initiatives qui traduisent une transformation fondamentale de l'organisation qui, longtemps essentiellement normative, devient entreprise de développement et de promotion de la qualité de la poste en lutte pour sa survie. Il y a des raisons de penser que cette évolution devrait devenir irréversible.

B. La Déclaration de Hamburg et l'émergence d'un nouveau rôle pour le Congrès et pour les autres organes de l'UPU

119. Le rôle traditionnel du Congrès est avant tout un rôle législatif et normatif. Or, on peut regretter qu'une telle réunion, qui rassemble les représentants des Administrations postales de tous les Pays-membres à l'échelon suprême, ne soit pas mise à profit pour discuter certains problèmes majeurs qui ne débouchent pas forcément sur la modification des Actes de l'Union, ceci d'autant plus que la concurrence des coursiers privés et l'évolution des techniques posent toute une série de questions qu'il serait utile de débattre dans un tel cercle.

120. Vu le succès du débat général du Congrès de Hamburg et la qualité de ses résultats, il semble souhaitable, si tel est l'avis du Congrès, non seulement de renouveler cette expérience, mais de l'institutionnaliser.

121. D'autre part, l'étude menée au sein du Conseil exécutif concernant la réglementation internationale devrait se conclure, si tel est l'avis du Congrès, par le transfert au CE, sous certaines conditions de procédure, de la compétence du Congrès en matière de révision des Règlements d'exécution. Il est également proposé que le Conseil exécutif reçoive le pouvoir de prendre l'initiative des actions jugées nécessaires pour sauvegarder et améliorer la qualité du service postal international.

122. Dans son domaine d'activités, le CCEP a recherché une amélioration de ses méthodes et procédures de travail. Une des améliorations dont la portée est la plus significative porterait sur les modalités d'établissement du projet de programme de travail de base du CCEP: un programme de base comprenant un nombre limité d'études sur des sujets d'actualité et d'intérêt commun revisable chaque année en fonction des réalités et des priorités nouvelles.

123. Cette évolution a normalement pour conséquence le renforcement du rôle du Bureau international.

124. Ces questions sont reprises dans les Congrès – Doc appropriés.

C. Une nouvelle forme de collaboration entre les organes

125. Les travaux découlant de la Déclaration de Hamburg ont amené à un constat: la mise en œuvre de cette Déclaration a rendu nécessaire, du fait de l'imbrication des actions entreprises, une concertation permanente entre les trois organes.

126. Compte tenu des orientations que prend l'Union, cette situation risque de se présenter plus souvent à l'avenir. Cela étant, on pourrait observer que le Règlement intérieur du CE ou du CCEP permet aux Présidents de ces organes de traiter les questions urgentes soulevées entre deux sessions.

127. Cependant, il faut, avec le recul, souligner l'excellence de la décision CE 11/1986 par laquelle a été mis sur pied un Comité de coordination chargé de suivre et de coordonner les travaux concernant la Déclaration de Hamburg; le fonctionnement de ce Comité et les nombreux travaux accomplis ont prouvé l'efficacité d'une telle concertation permanente et ont mis en évidence l'intérêt qu'il y aurait à permettre aux représentants des trois organes permanents de l'Union d'avoir des échanges de vues sur l'orientation et l'organisation des travaux. La nécessité d'une telle concertation deviendra encore plus évidente au fur et à mesure que l'Union va développer son action, comme cela est proposé par ailleurs.

128. C'est pourquoi on doit examiner l'utilité de donner un caractère permanent au Comité de coordination chargé de suivre et de coordonner les travaux concernant la Déclaration de Hamburg et qui deviendrait simplement le «Comité de coordination» des travaux des organes permanents de l'Union. Le Comité conserverait sa composition actuelle, avec possibilité de réunions élargies auxquelles participent d'autres personnalités désignées par le Comité en fonction des

questions inscrites à l'ordre du jour. Le Comité aurait pour tâches de coordonner les travaux des organes permanents de l'Union et de suggérer si nécessaire à ces organes des initiatives pour garantir ou améliorer le fonctionnement du service postal. Les réunions de ce Comité auraient lieu en principe à l'occasion des sessions annuelles du CE et du CCEP.

129. C'est donc en fonction de l'objectif décrit ci-devant que le projet de résolution qui fait l'objet de la proposition 012 a été préparé.

D. Possibilité de faire du contrôle de la qualité une activité permanente de l'UPU

1° Perspectives d'avenir

130. Il apparaît maintenant clairement que les actions découlant de la Déclaration de Hambourg ont amené un grand nombre d'Administrations à envisager d'une manière différente les difficultés qu'elles rencontrent régulièrement dans l'acheminement de leur courrier international. Et, fait particulièrement réjouissant, on relève dans bien des cas un état d'esprit nouveau, qui se manifeste par un intérêt plus vif et une approche différente des problèmes: certaines faiblesses qui duraient depuis des années sont peu à peu apparues moins irréparables; une fois identifiées, les difficultés du réseau postal sont apparues moins insurmontables.

131. A ce propos, il paraît intéressant de rappeler que l'équipe de spécialistes insistait déjà, dans le rapport qu'elle a présenté en 1985 au CCEP, sur le fait que le système de contrôle qu'elle préconisait n'allait pas constituer un remède miracle, qu'elle n'avait à dessein que peu tenu compte de données mathématiques ou statistiques trop contraignantes, mais qu'elle avait par contre recherché en première priorité une mobilisation de toutes les Administrations pour des opérations de contrôle simples, peu coûteuses et néanmoins performantes.

132. Le Congrès pourrait reprendre à son compte les mesures d'amélioration présentées au chapitre III, lettre B, chiffre 5°, ci-devant, et devrait alors prendre une décision de principe institutionnalisant les contrôles des délais d'acheminement du courrier ordinaire et des envois EMS, mettant ainsi à la disposition des organes permanents de l'Union une base juridique et les moyens financiers nécessaires.

133. S'il n'apparaît pas nécessaire ni souhaitable que le Congrès décide dans le détail du choix de la méthodologie à utiliser, une décision de fond sur le caractère indispensable de tels contrôles et sur leur nature permanente permettrait d'assurer la continuité des contrôles et leur intensification.

2° Aspects financiers

134. Pour autant qu'on puisse les prévoir avec suffisamment d'exactitude, les besoins en ressources humaines et matérielles sont présentés dans le tableau ci-après qui comprend trois colonnes, soit:

- a) les moyens globaux que représente la mise en œuvre complète des activités (colonne 1);
- b) les sommes déjà prévues au budget pour 1990 (colonne 2);
- c) les moyens *supplémentaires* que le Congrès devrait prévoir dans le plafond des dépenses de l'Union pour chacune des années 1991 à 1995 s'il entend que ces activités soient entièrement mises en œuvre (colonne 3).

Moyens financiers et humains

	1 Moyens globaux	2 Moyens prévus au budget 1990	3 Moyens supplé- mentaires
	CHF	CHF	CHF
a) <i>Courrier ordinaire</i>			
– Impression des cartes de contrôle	30 000	30 000	0
– Saisie des données	100 000	100 000	0
– Impression de tableaux, graphi- ques, publications	25 000	0	25 000
– Supervision des travaux, traite- ment électronique des données, traduction et diffusion des résul- tats, travaux d'analyse des résul- tats, de suivi, d'intervention et de correspondance avec les Adminis- trations:			
• 1 fonctionnaire P 3	129 000	0	129 000
• 1 fonctionnaire G 4	<u>67 000</u>	<u>0</u>	<u>67 000</u>
	<u>351 000</u>	<u>130 000</u>	<u>221 000</u>
b) <i>Envois EMS</i>			
– Impression des cartes de contrôle	30 000	0	30 000
– Saisie des données	100 000	0	100 000
– Impression de tableaux, gra- phiques, publications	25 000	0	25 000
– Supervision des travaux, traite- ment électronique des données, traduction et diffusion des résul- tats, travaux d'analyse des résul- tats, de suivi, d'intervention et de correspondance avec les Adminis- trations:			
• 1 fonctionnaire G 4	<u>67 000</u>	<u>0</u>	<u>67 000</u>
Totaux	<u>222 000</u>	<u>0</u>	<u>222 000</u>

3° Habilitation du Bureau international à intervenir auprès des pays

135. Dès que les travaux de contrôle résultant de la Déclaration de Hamburg entrèrent dans le domaine opérationnel, il apparut rapidement indispensable de donner au Bureau international, par son Directeur général, les moyens et les bases juridiques lui permettant d'intervenir auprès des Administrations ou des services responsables des retards constatés (Résolution CE 3/1986).

136. Cette nécessité de pouvoir intervenir devait d'ailleurs avoir été ressentie par le Congrès de Hamburg lorsqu'il a déclaré formellement «que l'UPU se doit de participer activement ... et ... intervenir, en cas de nécessité, auprès des Administrations postales, d'autres instances nationales et des entreprises de transport en vue d'améliorer la situation».

4° Projet de résolution

137. C'est donc en fonction des objectifs décrits ci-devant sous 1°, 2° et 3° que le projet de résolution qui fait l'objet de la proposition 013 a été préparé.

E. Organisation et fonctionnement des organes de l'Union

138. Ainsi que cela est déjà mentionné dans le chapitre IV – A, un besoin toujours plus pressant s'est fait sentir d'adapter le fonctionnement de l'Union aux exigences commerciales et techniques actuelles. Le souci de prendre des initiatives pour sauvegarder et améliorer la qualité du service postal international et le moderniser a été au centre des préoccupations des organes de l'Union.

139. Ainsi, par exemple, lors de sa session de 1988, le Conseil exécutif a examiné un rapport (CE 1988 – Doc 21) que lui soumettait son Secrétaire général et intitulé «Réflexions et suggestions du Bureau international pour adapter le fonctionnement de l'Union aux exigences commerciales et techniques actuelles».

140. A la suite de débats nourris, le Conseil exécutif a créé un Groupe de travail composé des Administrations suivantes: Amérique (Etats-Unis), Colombie, Grande-Bretagne, Hongrie (Rép. pop.), Inde, Japon, Nigéria, Sénégal, Suisse (Présidence), Tunisie, URSS, ainsi que du Bureau international.

141. Le Groupe de travail s'est réuni à trois reprises pour remplir le mandat qui lui était confié, à savoir:

- examiner les aspects juridiques, opérationnels et financiers découlant d'une adaptation du fonctionnement de l'UPU aux exigences commerciales et techniques actuelles;
- étudier les suggestions du Bureau international (CE 1988 – Doc 21), ainsi qu'un certain nombre de suggestions présentées par des Administrations, et examiner leurs modalités d'application;
- préparer, à l'intention du CE, des propositions pour le Congrès de Washington à ce sujet;
- préparer, si possible, des propositions applicables avant le Congrès.

142. Les travaux conduits, dont les résultats ont été approuvés par le CE à sa session d'avril 1989, ont été orientés dans deux directions fondamentales:

- a) les aspects juridiques et institutionnels présentés dans le Congrès – Doc 72;
- b) les aspects opérationnels et financiers qui font l'objet du Congrès – Doc 73 qui s'articule autour de trois axes principaux:
 - rôle accru du Congrès dans la fixation des orientations générales concernant le service postal international;
 - rôle accru du conseil exécutif en vue de sauvegarder et améliorer la qualité du service postal international;
 - adaptation du pouvoir financier du CE aux réalités nouvelles.

F. Moyens financiers et humains des organes permanents de l'Union eu égard aux nouvelles orientations

143. La poursuite de l'action entreprise à la suite de la Déclaration de Hamburg et les répercussions qui en résulteront sur l'organisation et le fonctionnement de l'Union (§§ 138 à 141 ci-avant) nécessiteront à l'évidence des moyens financiers et humains supplémentaires si l'on veut obtenir des résultats significatifs.

144. Ces moyens *supplémentaires* font l'objet d'une évaluation détaillée en partie au § 134 du présent rapport, en partie dans le Congrès – Doc 73; ils peuvent être résumés ainsi:

- a) *Contrôle des délais d'acheminement*
 - 1 crédit annuel de 221 000 CHF
- b) *Contrôle du service EMS*
 - 1 crédit annuel de 222 000 CHF

- c) *Projet visant à renforcer la qualité du service et à le moderniser*
 - un crédit global annuel de 512 000 CHF
- d) *Utilisation de spécialistes pour certains travaux et études*
 - un crédit annuel de 111 000 CHF

145. Il est évident que ces estimations ne tiennent pas compte des décisions qui pourront être prises par le Congrès sur la base de rapports sectoriels ou à la suite du Débat général.

V. Conclusion – Directives demandées au Congrès

146. Le Congrès est invité:

- à prendre acte du présent rapport commun;
- à se prononcer:
 - . sur la proposition 012 visant à donner un caractère permanent au Comité de coordination (chiffres 125 à 129);
 - . sur la proposition 013 visant à faire du contrôle de la qualité une activité permanente de l'UPU et à accorder les moyens nécessaires à sa réalisation (chiffres 130 à 137);

en tenant compte des orientations et propositions contenues dans le Congrès – Doc 73.

Berne, le 28 avril 1989

Le Comité de coordination:

F. KOLLER, A. HOUISSA, A.C. BOTTO DE BARROS

LISTE DES ANNEXES

Annexe n°	Référence	Objet
1	–	Déclaration de Hamburg concernant le rôle de l'UPU dans l'intégration des réseaux postaux nationaux
2	Décision CE 11/1986	Contrôle des durées d'acheminement
3	Résolution CE 3/1986	Qualité du service postal à l'échelle mondiale
4	Résolution CCEP 1/1985	Collecte et analyse de renseignements sur la qualité du service postal à l'échelle mondiale (Déclaration de Hamburg)
5	–	Participation des Administrations aux contrôles des délais d'acheminement
6	Résolution CCEP 2/1987	Contrôle et amélioration des délais d'acheminement
7	–	Moyennes enregistrées lors des contrôles des délais d'acheminement – récapitulation sommaire par Administration
8	–	Contrôle de la qualité et des délais d'acheminement – analyse succincte des différents systèmes existants

Déclaration de Hamburg concernant le rôle de l'UPU dans l'intégration des réseaux postaux nationaux

Le Congrès,

vu

- le débat général organisé les 26 et 27 juin 1984 sur «Les mutations de la poste face à l'évolution du marché des communications»;
- la nécessité d'améliorer la qualité et la rapidité des acheminements et des échanges postaux internationaux;
- le rôle que l'UPU peut jouer en vue de résoudre les problèmes communs,

étant donné

- que les Pays-membres de l'Union forment un seul territoire postal pour l'échange réciproque des envois de la poste aux lettres;
- que l'UPU a pour but d'assurer l'organisation et le perfectionnement des services postaux et de favoriser, dans ce domaine, le développement de la collaboration internationale;
- que l'UPU participe activement à la coopération technique;
- que la poste constitue un facteur essentiel du développement économique, social et culturel des Pays-membres,

considérant

- la concurrence croissante à laquelle doivent faire face les Administrations, surtout dans les secteurs non protégés par le monopole postal;
- la nécessité de mieux adapter les prestations postales à l'évolution des besoins de la clientèle, compte tenu des possibilités offertes par les nouvelles technologies, notamment en matière de télécommunications;
- la nécessité de développer et de renforcer les relations entre la poste et sa clientèle en vue de conserver ou de gagner sa confiance et d'améliorer l'image de marque de la poste;
- l'interdépendance des réseaux postaux nationaux et la nécessité de mieux les intégrer en vue de rendre plus efficaces, plus rapides et plus fiables les acheminements et les échanges postaux au plan mondial,

conscient

des avantages et des possibilités résultant:

- d'un marché potentiel étendu pour la poste, marché qui pourrait encore être élargi par des mesures de modernisation et de rationalisation, par l'usage de nouvelles technologies, par l'introduction de nouveaux services (par exemple, courrier accéléré international) ainsi que par l'amélioration de la qualité des services postaux traditionnels;
- de l'existence d'un vaste réseau de bureaux de poste et de bureaux d'échange couvrant le monde entier;
- des liens très étroits existant souvent entre la poste et les télécommunications;
- de l'exécution par un certain nombre d'Administrations postales de services financiers et bancaires,

déclare formellement

que l'UPU se doit de participer activement au renforcement du service postal international dans son ensemble et à l'amélioration de la qualité et de la rapidité des acheminements et des échanges postaux internationaux, en prenant notamment les mesures suivantes:

- recueillir des renseignements sur la qualité du service postal à l'échelle mondiale, analyser en permanence la situation, établir et tenir à jour une documentation identifiant les points faibles du réseau postal mondial et pouvant donner lieu à des recommandations propres à améliorer la situation;
- renforcer la solidarité et la coopération entre toutes les Administrations, favoriser la concertation de leurs actions et concentrer l'information sur la qualité et la régularité des acheminements et des échanges postaux internationaux;
- intervenir, en cas de nécessité, auprès des Administrations postales, d'autres instances nationales et des entreprises de transport en vue d'améliorer la situation;
- prendre, le cas échéant, en considération les points faibles identifiés dans le réseau postal comme base d'une coopération technique concertée;
- sensibiliser les gouvernements et les usagers à la nécessité de faire de la poste une entreprise dynamique qui contribue à la bonne marche de l'activité économique, et de la doter des moyens structurels et financiers nécessaires à sa transformation;
- élargir le champ d'activité de l'UPU et participer également à la mise en place des services nouveaux grâce aux travaux annuels de ses organes (CE et CCEP);
- introduire plus de souplesse dans la réglementation postale internationale en vue de faciliter l'adaptation rapide des services postaux aux nouveaux besoins, et ce en relation avec l'étude confiée à cet effet au CE par le Congrès;
- prendre contact avec un certain nombre d'autres organisations ou organismes internationaux et renforcer en particulier la collaboration avec l'UIT dans le domaine des nouvelles techniques de transmission,

invite

les Administrations et les Unions restreintes à tout mettre en œuvre pour la réalisation des objectifs précités,

charge

le Conseil exécutif (CE), le Conseil consultatif des études postales (CCEP) et le Bureau international de prendre sans tarder, dans le cadre de leurs compétences, des mesures pratiques appropriées pour atteindre les buts susmentionnés, de faire rapport au prochain Congrès sur les résultats et les expériences obtenus et de lui soumettre, le cas échéant, des propositions pertinentes.

(Congrès – Doc 101/Rev 1, 20e séance plénière)

Décision CE 11/1986

Contrôle des durées d'acheminement

Le Conseil exécutif prend acte des résultats du premier contrôle de l'état du réseau postal mondial (§§ 4 à 15 de l'annexe 1 au document CE 1986 – Doc 17) et approuve les premières mesures de redressement proposées à ce stade (§§ 16 à 21 de l'annexe 1 au document CE 1986 – Doc 17).

Il se prononce en faveur de la poursuite des travaux à raison de trois contrôles par année et autorise:

- l'inscription au budget de l'Union pour 1987, dans un article à créer à cet effet dans le chapitre 2, d'un montant de 75 000 francs suisses;
- le transfert des crédits nécessaires pour 1986 à l'intérieur du chapitre 2 du budget 1986 de l'Union pour couvrir le montant de 50 000 francs suisses affecté aux opérations de contrôle du réseau postal mondial en 1986.

Il décide la mise sur pied d'un Comité de coordination composé du Président du CE, du Président du CCEP et du Secrétaire général de ces deux organes chargé de suivre et de coordonner les travaux concernant la Déclaration de Hamburg.

Il désigne la Commission 4 comme Commission responsable au CE du suivi des travaux découlant de la Déclaration de Hamburg.

(Documents du CE 1986: Doc 17; PV 6)

Résolution CE 3/1986

Qualité du service postal à l'échelle mondiale

Le Conseil exécutif,

considérant

les principes proclamés dans la Déclaration de Hamburg par laquelle le XIXe Congrès postal universel (Hamburg 1984):

- a souligné la notion de l'unité du territoire postal formé par les Pays-membres de l'Union postale universelle ainsi que «l'interdépendance des réseaux postaux nationaux et la nécessité de mieux les intégrer en vue de rendre plus efficaces, plus rapides et plus fiables les acheminements et les échanges postaux sur le plan mondial»;
- a déclaré que «l'UPU se doit de participer activement au renforcement du service postal international dans son ensemble et à l'amélioration de la qualité des acheminements et des échanges postaux»;
- a institué un nouveau type d'action, à savoir «recueillir des renseignements sur la qualité du service postal à l'échelle mondiale, analyser en permanence la situation, établir et tenir à jour une documentation identifiant les points faibles du réseau postal mondial et pouvant donner lieu à des recommandations propres à améliorer la situation»;
- a invité les Administrations postales et les Unions restreintes à tout mettre en œuvre pour la réalisation des objectifs de la Déclaration de Hamburg;
- a chargé le CE, le CCEP et le Bureau international «de prendre sans tarder, dans le cadre de leurs compétences, des mesures pratiques appropriées pour atteindre les buts susmentionnés»,

vu

- a) sa décision CE 16/1985 par laquelle il a approuvé la répartition des tâches relatives à la Déclaration de Hamburg entre les trois organes de l'Union (CE, CCEP et Bureau international);
- b) la résolution CCEP 1/1985 et la décision CCEP 8/1985 du Conseil consultatif des études postales par lesquelles:
 - les Administrations postales des Pays-membres de l'Union ont été invitées à participer aux opérations de contrôle de leurs liaisons postales qui seront organisées par le Bureau international;
 - le Bureau international a été chargé de prendre toutes les mesures nécessaires pour réaliser ces opérations dans le cadre d'un système permanent,

charge

le Bureau international

- d'appeler l'attention des Administrations postales sur les points faibles constatés dans le réseau postal de leur pays;
- de rechercher, avec ces Administrations, les moyens permettant de remédier aux défaillances constatées et de fournir autant que possible aux Administrations qui en auraient besoin une aide en vue soit d'appliquer des mesures de redressement, soit d'élaborer à cette fin un projet de coopération technique;

- d'intervenir, *en plein accord avec les Administrations postales concernées*, auprès d'autres autorités nationales ou d'organismes régionaux ou internationaux susceptibles de contribuer à la résolution des problèmes que peuvent déceler les contrôles effectués,

recommande

aux Administrations postales d'appliquer, dans la mesure de leurs possibilités, les recommandations que le Bureau international formulera en vue d'éliminer les points faibles qui auront été constatés.

(Documents du CE 1986: Doc 17/Add 1; PV 6)

Résolution CCEP 1/1985

Collecte et analyse de renseignements sur la qualité du service postal à l'échelle mondiale (Déclaration de Hamburg)

Le Conseil consultatif des études postales,

rappelant

les principes proclamés dans la Déclaration de Hamburg par laquelle le XIXe Congrès postal universel (Hamburg 1984):

- a souligné la notion de l'unité du territoire postal formé par les Pays-membres de l'Union postale universelle ainsi que «l'interdépendance des réseaux postaux nationaux et la nécessité de mieux les intégrer en vue de rendre plus efficaces, plus rapides et plus fiables les acheminements et les échanges postaux sur le plan mondial»;
- a déclaré que «l'UPU se doit de participer activement au renforcement du service postal international dans son ensemble et à l'amélioration de la qualité des acheminements et des échanges postaux»;
- a institué un nouveau type d'action, à savoir «recueillir des renseignements sur la qualité du service postal à l'échelle mondiale, analyser en permanence la situation, établir et tenir à jour une documentation identifiant les points faibles du réseau postal mondial et pouvant donner lieu à des recommandations propres à améliorer la situation»;
- a invité les Administrations postales et les Unions restreintes à tout mettre en œuvre pour la réalisation des objectifs de la Déclaration de Hamburg;
- a chargé le CE, le CCEP et le Bureau international «de prendre sans tarder, dans le cadre de leurs compétences, des mesures pratiques appropriées pour atteindre les buts sus-mentionnés»,.

vu

la décision CE 16/1985 du Conseil exécutif par laquelle ce dernier a approuvé la répartition et le calendrier des tâches relatives à la Déclaration de Hamburg entre les trois organes de l'Union (CE, CCEP et Bureau international), dont la constitution d'une équipe de spécialistes chargée de l'étude relative à l'état du réseau postal mondial,

approuve,

sous réserve d'éventuelles améliorations ultérieures, le système de collecte et d'analyse des renseignements sur la qualité du service postal à l'échelle mondiale qui lui a été soumis par l'équipe de spécialistes créée à cet effet; ce système consiste en une carte de contrôle qui est fixée à un certain nombre d'envois et sur laquelle sont reportées les données relatives aux lieux et dates de dépôt, de réacheminement et de distribution; au moment de la livraison, cette carte est détachée de l'envoi, complétée et renvoyée au Bureau international pour analyse des résultats,

invite

- a) les Administrations postales des Pays-membres du CE et du CCEP à participer activement à l'opération d'essai du système précité qui aura lieu du 13 au 25 janvier 1986;
- b) les Administrations postales des Pays-membres de l'Union à participer à l'opération de contrôle de leurs liaisons postales qui aura lieu au printemps 1986,

charge

- a) le Bureau international de prendre toutes les mesures nécessaires pour mener à bien cette opération avec l'aide de l'équipe de spécialistes, et de soumettre:
 - au Comité directeur, à la réunion qu'il tiendra au printemps 1986, un rapport sur le contrôle effectué en janvier 1986;
 - au CCEP, à sa session d'automne 1986, un rapport sur les contrôles effectués et sur l'état général du réseau postal mondial;en mettant en évidence les éventuelles mesures de redressement à prendre par le CCEP ou le CE;
- b) son Comité directeur de prendre en son nom toutes les mesures qu'il jugera nécessaires sur la base des rapports présentés.

(Documents du CCEP 1985: Doc 5.7; PV 4)

Annexe 5

La liste faisant l'objet de la présente annexe indique pour chaque Administration membre de l'Union:

- le nombre d'envois partants de cette Administration qui ont été contrôlés par d'autres Administrations;
- le nombre d'envois arrivants d'autres Administrations qui ont été contrôlés par cette Administration.

Traduction des termes employés en langue française sur le tableau établi automatiquement par ordinateur

Français

Traduction

Termes

Contrôles des délais d'acheminement
effectués de janvier 1986 à février 1989

Nombre de cartes de contrôle par
Administration

Administration

Envois partants

Envois arrivants

Contrôle des délais d'acheminement effectués JUSQU'EN MAI 1939

NOMBRE DE CARTES DE CONTRÔLE PAR ADMINISTRATION

Administration	Envois partants	Envois arrivants
AFGHANISTAN	13	0
ALBANIE	0	0
ALGERIE	1012	220
ALLEMAGNE (RFA)	7600	3873
AMERIQUE (E.U.)	16951	1506
ANGOLA	300	0
ANTILLES NEERL.	35	0
ARABIE SAOUDITE	3525	1874
ARGENTINE	1560	526
AUSTRALIE	5132	1134
AUTRICHE	569	209
BAHAMAS	105	0
BAHRAIN	595	964
BANGLADESH	394	2570
BARBADE	20	374
BELGIQUE	993	1762
BELIZE	3	139
BENIN	93	97
BHOUTAN	0	0
BIELORUSSIE	0	0
BIRMANIE	38	0
BOLIVIE	94	530
BOTSWANA	178	2
BRESIL	2073	2720
BRUNEI DARUSSALAM	363	98
BULGARIE R. POP.	440	984
BURKINA FASO	212	1358
BURUNDI	30	576

Administration	Envois partants	Envois arrivants
CAMEROUN	517	390
CANADA	3394	1225
CAP-VERT	131	340
CENTRAFRIQUE	23	331
CHILI	1205	2222
CHINE (R. POP.)	1398	1126
CHYPRE	0	1017
COLUMBIE	506	763
COMORES	1	0
CONGO (R. POP.)	111	128
COREE (REP.)	1152	324
R. POP. DEM. COREE	0	0
COSTA-RICA	432	1074
COTE D'IVOIRE	3393	762
CUBA	959	1953
DANEMARK	712	817
DJIBOUTI	50	152
DOMINICAINE REP	159	0
DOMINIQUE	0	0
EGYPTE	1283	2529
EL SALVADOR	139	679
EMIRATS ARABES	1374	1278
EQUATEUR	226	1340
ESPAGNE	2479	1320
ETHIOPIE	50	1453
FIDJI	32	420
FINLANDE	405	1278
FRANCE	7535	11253

Administration	Envois partants	Envois arrivants
GABON	353	626
GAMBIE	29	0
GHANA	31	0
GRANDE-BRETAGNE	5256	1404
GRECE	936	312
GRENADE	0	0
GUATEMALA	74	234
GUINEE-BISSAU	43	0
GUINEE EQUATOR.	32	96
GUINEE	11	336
GUYANE	58	0
HAITI	34	0
HONDURAS (REP.)	0	0
HONG-KONG	1533	1332
HONGRIE (R.POP)	1456	1531
INDE	2333	795
INDONESIE	730	1095
IRAN R.ISLAMIQUE	113	382
IRAQ	206	335
IRLANDE	737	1417
ISLANDE	62	490
ISRAEL	974	1500
ITALIE	3303	2562
JAMAH. LIBYENNE	33	149
JAMAIQUE	34	74
JAPON	5216	1732
JORDANIE	554	1933
KAMPUCHEA DEM.	0	0

Administration	Envois partants	Envois arrivants
KENYA	1532	642
KIRIBATI	37	0
KUWAIT	652	400
LAO (R.DEM.POP)	62	503
LESOTHO	9	414
LIBAN	334	540
LIBERIA	44	0
LUXEMBOURG	9	836
MACAO	334	1125
MADAGASCAR	261	737
MALAWI	259	646
MALDIVES	17	0
MALI	94	75
MALAISIE	531	377
MALTE	223	265
MAROC	354	797
MAURICE	36	405
MAURITANIE	46	0
MEXIQUE	686	31
MONACO	0	0
MONGOLIE R.POP.	22	0
MOZAMBIQUE	101	14
NAURU	0	0
NEPAL	76	0
NICARAGUA	98	0
NIGERIA	294	1060
NIGER	543	439
NORVEGE	345	373

Administration	Envois partants	Envois arrivants
NOUV. ZELANDE	366	840
OMAN	190	433
OUGANDA	10	35
PAKISTAN	1107	642
PANAMA (REP.)	514	1275
PAPOUA-N.GUINEE	100	267
PARAGUAY	54	0
PAYS-BAS	1964	1373
PEROU	605	725
PHILIPPINES	490	1951
POLUGNE (R.POP)	1590	1442
PORTUGAL	1510	2139
QATAR	331	1303
R.DEM.ALLEMANDE	793	1051
ROUMANIE	765	685
RWANDA	105	74
SAINTE-LUCIE	0	705
ST-CHRIST&NEVIS	0	0
SAINT-MARIN	0	0
SALOMON (ILES)	133	0
SAO TOME-&-PRIN	63	1730
SENEGAL	1137	942
SEYCHELLES	0	0
SIERRA LEONE	95	792
SINGAPOUR	1569	1611
SJMALIE	14	0
SUDAN	620	477
SRI LANKA	227	1106

Administration	Envois partants	Envois arrivants
ST VINC. & GREN.	46	0
SUEDE	1099	1292
SUISSE	2543	2536
SURINAME	0	343
SWAZILAND	0	154
SYRIE (R. ARABE)	203	408
TANZANIE R. UNIE	479	337
TCHAD	16	435
TCHECOSLOVAQUIE	616	692
THAILANDE	1443	2923
TJGU	44	728
TONGA	17	0
TRINITE-TOBAGO	115	158
TUNISIE	314	1135
TURQUIE	394	261
TUVALU	20	21
UKRAINE	0	0
U.R.S.S	2716	1971
URUGUAY	212	0
VANUATU	154	98
VATICAN	0	639
VENEZUELA	399	616
VIERGES (ILES)	0	0
VIET NAM	36	0
YEMEN R. DEM. POP	361	39
YEMEN (R. ARABE)	450	428
YUGOSLAVIE	870	3714
ZAIRE	250	134

!Administration	!	Envois partants !	Envois arrivants !

!ZAMBIE	!	239	609
!ZIMBABWE	!	697	966
!	!		
TOTAL CARTES		132939	132939

Résolution CCEP 2/1987

Contrôle et amélioration des délais d'acheminement

Le Conseil consultatif des études postales,

rappelant

un des principes de la Déclaration de Hamburg par lequel le XIXe Congrès postal universel (Hamburg 1984), a souligné la notion de l'unité du territoire postal formé par les Pays-membres de l'Union postale universelle ainsi que «l'interdépendance des réseaux postaux nationaux et la nécessité de mieux les intégrer en vue de rendre plus efficaces, plus rapides et plus fiables les acheminements et les échanges postaux sur le plan mondial»,

constatant

les points faibles relevés dans le réseau postal mondial à l'occasion des contrôles des délais d'acheminement effectués par le Bureau international,

considérant

les premières mesures de redressement qui ont déjà été prises par un certain nombre d'Administrations,

charge

le Bureau international:

- de dresser, sur la base des résultats des contrôles des délais d'acheminement, un tableau montrant par pays les moyennes enregistrées pour chaque délai partiel, aussi bien pour le courrier arrivant que pour le courrier partant;
- de diffuser sans tarder ce tableau à l'ensemble des Pays-membres;
- de publier périodiquement des mises à jour,

prie instamment

toutes les Administrations:

- d'accorder une attention soutenue aux données qui leur seront communiquées par le Bureau international,
- de veiller à la confidentialité des renseignements fournis par le Bureau international en vertu de la présente résolution,
- de prendre toutes les mesures concrètes en leur pouvoir pour supprimer les «points noirs» et améliorer continuellement les délais d'acheminement.

(Documents du CCEP 1987: Doc 4.4; PV 3)

Tableau A

Ce tableau présente, pour chaque Administration ayant participé à un contrôle des délais d'acheminement, les délais en jours enregistrés pour les envois partants et les envois arrivants par la voie aérienne (LC et AO).

Traduction des termes employés en langue française sur les tableaux établis automatiquement par ordinateur

Français	Traduction
-----------------	-------------------

<i>Termes</i>	
Moyennes enregistrées lors des contrôles des délais d'acheminement	
Récapitulation sommaire par Administration	
Page	
Mode d'acheminement	
Avion	
Administration	
Catégorie d'envois	
Envois partants	
Envois arrivants	
Nombre	
Délai en jours	
Délai moyen mondial	
AO	
LC	
Définition des délais moyens A et I	
A = Délai entre le dépôt de l'envoi et l'expédition de la dépêche	
I = Délai entre l'arrivée de la dépêche au bureau d'échange de destination et la présentation à la distribution (Délai total dans le pays de destination)	

BUREAU INTERNATIONAL DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE

TABEAU A

Moyennes enregistrées lors des contrôles des délais d'acheminement (jusqu'à février 1989)
Récapitulation sommaire par Administration

Mode d'acheminement: AVION

Administration	Catégorie envois	Envois partants		* Envois arrivants	
		(Nombre)	Délai A (jours)	(Nombre)	Délai I (jours)
DELAI MOYEN MONDIAL	AO	(9425)	2.6	* (9627)	2.6
	LC	(102401)	2.8	* (102508)	2.3
				*	
ALGERIE	AO	(32)	2.0	* (37)	3.2
	LC	(788)	3.6	* (165)	3.2
				*	
ALLEMAGNE (RFA)	AO	(655)	2.2	* (88)	1.8
	LC	(4515)	2.3	* (5644)	2.0
				*	
AMERIQUE (E.U.)	AO	(1619)	3.5	* (398)	5.2
	LC	(13473)	3.4	* (821)	5.2
				*	
ANGOLA	AO	(66)	8.5	*	
	LC	(217)	8.7	*	
				*	
ANTILLES NEERL.	LC	(28)	1.6	*	
				*	
ARABIE SAOUDITE	AO	(110)	1.7	* (150)	1.0
	LC	(3324)	2.0	* (1724)	1.0
				*	
ARGENTINE	AO	(70)	4.5	* (157)	6.4
	LC	(1470)	3.8	* (337)	7.7
				*	
AUSTRALIE	AO	(258)	1.7	*	
	LC	(4363)	2.1	* (996)	2.5
				*	
AUTRICHE	AO	(31)	1.6	*	
	LC	(437)	1.3	* (209)	1.7
				*	
BAHAMAS	LC	(90)	1.4	*	
				*	
BAHRAIN	LC	(582)	1.0	* (725)	1.2
				*	
BANGLADESH	AO	(29)	2.1	*	
	LC	(364)	2.8	* (2561)	2.7
				*	
BARBADE	LC			* (281)	2.4
				*	
BELGIQUE	AO	(112)	5.1	* (36)	1.8
	LC	(572)	3.3	* (1470)	1.9
				*	
BELIZE	AO			* (55)	2.3
	LC			* (69)	2.5
				*	
BENIN	LC	(93)	4.0	* (82)	4.1
				*	
BIRMANIE	LC	(81)	2.7	*	
				*	
BOLIVIE	AO			* (92)	2.5
	LC	(88)	2.5	* (327)	2.3
				*	
BOTSWANA	LC	(171)	2.3	*	
				*	
BRESIL	AO	(138)	2.5	* (234)	3.7
	LC	(1821)	2.8	* (2356)	3.0
				*	
BRUNEI DARUSSALAM	LC	(352)	1.0	* (98)	1.7
				*	
BULGARIE R.POP.	AO			* (100)	2.4
	LC	(420)	2.4	* (499)	2.5

Définition des délais moyens A et I

A = Délai entre le dépôt de l'envoi et l'expédition de la dépêche

I = Délai entre l'arrivée de la dépêche au bureau d'échange de destination et la présentation à la distribution (Délai total dans le pays de destination)

Note: Les moyennes détaillées pour chaque délai partiel ressortent du tableau B

BUREAU INTERNATIONAL DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE

TABLEAU A

Moyennes enregistrées lors des contrôles des délais d'acheminement
Récapitulation sommaire par Administration

Mode d'acheminement: AVION

Administration	Catégorie envois	Envois partants		* Envois arrivants	
		(Nombre)	Délai A (jours)	* (Nombre)	Délai I (jours)
BURKINA FASO	AO			* (152)	6.4
	LC	(207)	4.5	* (1024)	5.6
BURUNDI	AO			* (48)	1.3
	LC	(75)	1.1	* (511)	1.2
CAMEROUN	AO			* (101)	6.4
	LC	(516)	5.5	* (696)	5.5
CANADA	AO	(197)	3.7	* (102)	6.2
	LC	(3009)	4.0	* (1123)	4.9
CAP-VERT	AO	(22)	3.3	* (22)	2.1
	LC	(109)	4.0	* (311)	2.7
CENTRAFRIQUE	AO			* (72)	2.9
	LC	(28)	8.5	* (152)	2.6
CHILI	AO	(63)	1.4	*	
	LC	(1137)	1.5	* (2218)	1.6
CHINE (R. POP.)	AO	(81)	9.7	* (336)	2.5
	LC	(878)	3.5	* (541)	2.7
CHYPRE	AO			* (140)	2.4
	LC			* (577)	2.6
COLOMBIE	AO	(29)	1.7	* (125)	1.6
	LC	(473)	2.6	* (410)	1.5
CONGO (R. POP.)	LC	(106)	7.9	* (66)	3.3
COREE (REP.)	AO	(111)	1.9	* (130)	2.3
	LC	(709)	2.0	* (613)	1.5
COSTA-RICA	AO	(87)	2.3	* (72)	2.0
	LC	(333)	2.2	* (1002)	2.2
COTE D'IVOIRE	AO	(81)	1.9	* (155)	6.4
	LC	(3287)	2.2	* (604)	2.9
CUBA	AO	(132)	4.5	* (212)	2.1
	LC	(819)	6.3	* (1716)	3.0
DANEMARK	AO			* (24)	2.2
	LC	(663)	1.5	* (617)	1.6
DJIBOUTI	LC	(49)	3.6	* (122)	<1
DOMINICAINE REP	LC	(156)	4.6	*	
EGYPTE	AO	(82)	2.0	*	
	LC	(1198)	3.3	* (2526)	1.5
EL SALVADOR	AO			* (329)	2.3
	LC	(189)	2.4	* (350)	2.5
EMIRATS ARABES	AO			* (258)	<1
	LC	(1306)	1.2	* (815)	1.1
EQUATEUR	AO			* (28)	1.8
	LC	(195)	2.8	* (1306)	1.6

Définition des délais moyens A et I

A = Délai entre Le dépôt de L'envoi et L'expédition de La dépêche

I = Délai entre L'arrivée de La dépêche au bureau d'échange de destination et La présentation à La distribution (Délai total dans Le pays de destination)

Notes: Les moyennes détaillées pour chaque délai partiel ressortent du tableau B

BUREAU INTERNATIONAL DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE

TABLEAU A

Moyennes enregistrées lors des contrôles des délais d'acheminement
Récapitulation sommaire par Administration

Mode d'acheminement: AVION

Administration	Catégorie envois	Envois partants		* Envois arrivants	
		(Nombre)	Délai A (jours)	(Nombre)	Délai I (jours)
ESPAGNE	AO	(185)	2.3	*	
	LC	(2098)	2.9	* (61)	3.7
ETHIOPIE	AO			* (1259)	3.8
	LC	(60)	2.6	*	
FIJJI	AO	(68)	3.6	* (83)	2.5
	LC			* (1194)	3.1
FINLANDE	AO	(26)	2.2	*	
	LC	(280)	2.1	* (373)	1.6
FRANCE	AO	(1096)	1.9	*	
	LC	(5021)	2.2	* (894)	2.3
GABON	AO	(23)	5.9	* (725)	2.5
	LC	(343)	8.5	* (10043)	2.2
GAMBIE	AO			*	
	LC	(29)	3.6	*	
GHANA	AO			*	
	LC	(30)	6.5	*	
GRANDE-BRETAGNE	AO	(449)	2.3	* (78)	1.8
	LC	(4579)	2.2	* (1323)	1.7
GRECE	AO	(96)	1.8	*	
	LC	(681)	2.1	* (45)	1.0
GUATEMALA	AO			* (710)	<1
	LC	(64)	1.7	*	
GUINEE-BISSAU	AO			* (44)	6.6
	LC	(37)	1.2	* (166)	7.2
GUINEE EQUATOR.	AO			*	
	LC	(32)	4.2	* (90)	7.9
GUINEE	AO			*	
	LC			* (20)	1.3
GUYANE	AO			* (285)	2.5
	LC	(52)	4.3	*	
HAITI	AO			*	
	LC	(83)	<1	*	
HONG-KONG	AO	(130)	1.5	*	
	LC	(1017)	1.6	* (170)	<1
HONGRIE (R.POP)	AO			* (761)	1.1
	LC	(494)	2.4	*	
INDE	AO	(249)	2.7	* (440)	2.3
	LC	(1909)	3.2	*	
INDONESIE	AO	(42)	2.5	* (29)	4.1
	LC	(625)	2.0	* (629)	3.2
IRAN R.ISLAMIQUE	AO			*	
	LC	(98)	2.4	* (114)	2.3
IRAQ	AO			* (805)	2.0
	LC	(142)	4.2	*	
IRLANDE	AO	(41)	2.1	* (227)	3.9
	LC	(351)	2.0	*	
ISLANDE	AO			* (30)	2.3
	LC	(56)	<1	* (237)	1.7

Définition des délais moyens A et I

A = Délai entre le dépôt de l'envoi et l'expédition de la dépêche

I = Délai entre l'arrivée de la dépêche au bureau d'échange de destination et la présentation à la distribution (Délai total dans le pays de destination)

Note: Les moyennes détaillées pour chaque délai partiel ressortent du tableau B

BUREAU INTERNATIONAL DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE

TABLEAU A

Moyennes enregistrées lors des contrôles des délais d'acheminement
Récapitulation sommaire par Administration

Mode d'acheminement: AVION

Administration	Catégorie envois	Envois partants		* Envois arrivants	
		(Nombre)	Délai A (jours)	(Nombre)	Délai I (jours)
ISRAEL	AO	(37)	1.8	* (347)	3.5
	LC	(874)	2.0	* (1120)	2.5
ITALIE	AO	(152)	4.3	*	
	LC	(1330)	5.9	* (1223)	2.6
JAMAH. LIBYENNE	LC	(83)	6.3	* (149)	2.6
				*	
JAMAÏQUE	LC	(80)	4.0	* (69)	4.1
				*	
JAPON	AO	(571)	1.3	* (27)	1.7
	LC	(3602)	1.5	* (1705)	1.3
JORDANIE	AO			*	
	LC	(508)	2.8	* (325)	<1
KENYA	AO	(96)	2.9	* (1619)	<1
	LC	(1321)	2.7	* (34)	1.7
KIRIBATI	LC	(33)	<1	* (438)	1.8
				*	
KUWAIT	AO	(125)	1.7	*	
	LC	(500)	1.9	* (400)	<1
LAO (R.DEM.POP)	LC	(60)	5.0	* (387)	3.7
				*	
LESOTHO	AO			* (89)	4.2
	LC			* (309)	2.9
LIBAN	LC	(533)	5.2	* (535)	1.7
				*	
LIBERIA	LC	(44)	2.0	*	
				*	
LUXEMBOURG	AO			* (57)	1.5
	LC			* (469)	1.6
MACAO	AO	(21)	1.2	* (75)	<1
	LC	(725)	1.9	* (577)	<1
MADAGASCAR	AO			*	
	LC	(261)	5.8	* (286)	4.0
MALAWI	AO			* (391)	2.7
	LC	(245)	5.0	*	
MALI	LC	(49)	5.0	* (66)	1.4
				* (538)	1.7
MALAISIE	LC	(484)	2.0	*	
				* (47)	9.9
MALTE	LC	(217)	1.0	* (248)	2.1
				*	
MAROC	AO	(35)	1.6	* (265)	<1
	LC	(319)	2.1	*	
MAURICE	AO			* (776)	2.5
	LC	(45)	3.0	*	
MAURITANIE	LC	(46)	4.7	* (30)	2.0
				* (375)	2.4
MEXIQUE	AO	(58)	4.9	*	
	LC	(619)	6.3	*	
MOZAMBIQUE	LC	(88)	2.3	*	
				*	

Définition des délais moyens A et I

A = Délai entre le dépôt de l'envoi et l'expédition de la dépêche

I = Délai entre l'arrivée de la dépêche au bureau d'échange de destination et la présentation à la distribution (Délai total dans le pays de destination)

Notes: Les moyennes détaillées pour chaque délai partiel ressortent du tableau B

BUREAU INTERNATIONAL DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE

TABLEAU A

Moyennes enregistrées lors des contrôles des délais d'acheminement
Récapitulation sommaire par Administration

Mode d'acheminement: AVION

Administration	Catégorie envois	Envois partants		* Envois arrivants	
		(Nombre)	Délai A (jours)	* (Nombre)	Délai I (jours)
NEPAL	LC	(74)	6.8	*	
NICARAGUA	LC	(96)	6.6	*	
NIGERIA	LC	(281)	6.2	* (1057)	5.0
NIGER	AO	(38)	1.5	* (84)	1.8
	LC	(505)	1.4	* (306)	3.6
NORVEGE	AO	(36)	1.8	*	
	LC	(309)	1.5	* (365)	1.8
NOUV. ZELANDE	AO	(36)	2.5	* (33)	1.9
	LC	(681)	1.7	* (687)	2.0
OMAN	LC	(161)	1.3	* (483)	1.0
OUGANDA	LC			* (28)	7.9
PAKISTAN	AO	(43)	2.8	*	
	LC	(1017)	2.8	* (624)	1.8
PANAMA (REP.)	AO	(47)	4.0	* (24)	1.2
	LC	(465)	3.8	* (1161)	1.3
PAPOUA-N. GUINEE	AO			* (69)	1.6
	LC	(100)	2.5	* (134)	1.6
PARAGUAY	LC	(54)	1.7	*	
PAYS-BAS	AO	(171)	1.8	* (26)	3.6
	LC	(1552)	1.7	* (1342)	2.8
PEROU	AO	(20)	7.4	* (35)	2.5
	LC	(572)	1.1	* (681)	2.0
PHILIPPINES	AO	(37)	3.4	* (293)	2.8
	LC	(413)	3.8	* (1481)	2.7
POLOGNE (R. POP.)	AO	(24)	3.4	*	
	LC	(891)	4.9	* (1116)	3.3
PORTUGAL	AO	(196)	3.0	* (21)	3.4
	LC	(964)	2.5	* (1710)	2.3
QATAR	AO	(22)	1.1	* (373)	<1
	LC	(807)	1.0	* (840)	<1
R. DEM. ALLEMANDE	LC	(308)	4.1	* (500)	2.3
ROUMANIE	AO			* (96)	2.8
	LC	(379)	4.4	* (99)	1.8
RWANDA	LC	(85)	7.6	* (72)	3.3
SAINTE-LUCIE	AO			* (27)	1.7
	LC			* (598)	2.1
SALOMON (ILES)	LC	(173)	2.0	*	
SAO TOME-&-PRIN	AO			* (592)	<1
	LC	(63)	2.7	* (1064)	1.1

Définition des délais moyens A et I

A = Délai entre le dépôt de l'envoi et l'expédition de la dépêche

I = Délai entre l'arrivée de la dépêche au bureau d'échange de destination et la présentation à la distribution (Délai total dans le pays de destination)

Notes: Les moyennes détaillées pour chaque délai partiel ressortent du tableau B

BUREAU INTERNATIONAL DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE

TABLEAU A

Moyennes enregistrées lors des contrôles des délais d'acheminement
Récapitulation sommaire par Administration

Mode d'acheminement: AVION

Administration	Catégorie envois	Envois partants		* Envois arrivants	
		(Nombre)	Délai A (jours)	* (Nombre)	Délai I (jours)
SENEGAL	AO	(80)	1.5	* (129)	6.7
	LC	(1040)	2.8	* (562)	2.0
SIERRA LEONE	LC	(92)	2.6	* (777)	2.5
				*	
SINGAPOUR	AO	(95)	1.1	* (20)	1.1
	LC	(1182)	1.3	* (1155)	1.3
SOUDAN	LC	(618)	3.7	* (473)	2.1
				*	
SRI LANKA	AO	(21)	3.2	* (163)	1.2
	LC	(198)	3.2	* (943)	1.3
ST VINC. & GREN.	LC	(46)	<1	*	
				*	
SUEDE	AO	(161)	1.7	* (25)	6.6
	LC	(724)	2.0	* (1007)	3.0
SUISSE	AO	(194)	1.8	* (104)	2.1
	LC	(1605)	1.7	* (1740)	2.0
SURINAME	AO			* (34)	3.9
	LC			* (214)	3.4
SWAZILAND	LC			* (149)	<1
				*	
SYRIE (R.ARABE)	AO	(37)	2.6	* (73)	1.2
	LC	(157)	1.9	* (335)	1.2
TANZANIE R.UNIE	AO			* (50)	<1
	LC	(453)	3.9	* (201)	2.0
TCHAD	AO			* (24)	<1
	LC			* (408)	2.1
TCHECOSLOVAQUIE	LC	(494)	3.7	* (557)	2.2
				*	
THAILANDE	AO	(152)	2.4	* (39)	2.4
	LC	(1089)	2.7	* (2696)	1.9
TOGO	LC	(44)	4.4	* (592)	2.5
				*	
TRINITE-TOBAGO	LC	(100)	1.1	* (158)	1.8
				*	
TUNISIE	AO	(25)	1.7	* (82)	1.7
	LC	(757)	2.0	* (920)	1.5
TURQUIE	LC	(371)	2.4	* (133)	2.4
				*	
TUVALU	LC	(20)	<1	*	
				*	
U.R.S.S	AO	(525)	2.2	*	
	LC	(1673)	5.4	* (1970)	3.4
URUGUAY	LC	(205)	2.1	*	
				*	
VANUATU	LC	(140)	1.7	* (94)	1.3
				*	
VATICAN	AO			* (32)	<1
	LC			* (64)	<1
VENEZUELA	AO			*	
				* (102)	2.9

Définition des délais moyens A et I

A = Délai entre le dépôt de l'envoi et l'expédition de la dépêche

I = Délai entre l'arrivée de la dépêche au bureau d'échange de destination et la
présentation à la distribution (Délai total dans le pays de destination)

Notes: Les moyennes détaillées pour chaque délai partiel ressortent du tableau B

BUREAU INTERNATIONAL DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE

TABLEAU A

Moyennes enregistrées lors des contrôles des délais d'acheminement
Récapitulation sommaire par Administration

Mode d'acheminement: AVION

Administration	Catégorie envois	Envois partants		* Envois arrivants	
		(Nombre)	Délai A (jours)	* (Nombre)	Délai I (jours)
	LC	(316)	3.3	* (461)	2.8
VIET NAM	LC	(79)	8.9	*	
YEMEN R.DEM.POP	LC	(361)	2.3	* (89)	1.7
YEMEN (R.ARABE)	AO	(28)	2.9	* (32)	<1
	LC	(420)	3.3	* (385)	<1
YOUgoslavie	AO			* (395)	2.2
	LC	(233)	2.2	* (1790)	2.9
ZAIRE	LC	(247)	6.5	* (134)	3.9
ZAMBIE	AO			* (72)	3.3
	LC	(222)	2.6	* (413)	3.6
ZIMBABWE	AO			* (142)	1.7
	LC	(659)	1.8	* (673)	2.1

Définition des délais moyens A et I

A = Délai entre le dépôt de l'envoi et l'expédition de la dépêche

I = Délai entre l'arrivée de la dépêche au bureau d'échange de destination et la présentation à la distribution (Délai total dans le pays de destination)

Note: Les moyennes détaillées pour chaque délai partiel ressortent du tableau B

Contrôle de la qualité et des délais d'acheminement – Analyse succincte des différents systèmes existants

1. Courrier témoin (lettres tests)

Description sommaire:

- méthode la plus fréquemment utilisée;
- contrôle entre un point de dépôt et un destinataire consentant, les envois témoins peuvent aussi être introduits dans le circuit à un point donné de celui-ci;
- une carte de contrôle à compléter par l'expéditeur et par le destinataire est généralement insérée dans l'enveloppe.

Avantages:

- envois anonymes;
- pas de «tricherie» possible;
- permet de mesurer le délai entre le dépôt dans une boîte et l'oblitération et entre celle-ci et la distribution.

Désavantages:

- préparation assez importante, besoins en ressources humaines et matérielles considérables;
- recrutement des destinataires;
- nécessité d'avoir un échantillon statistiquement représentatif du trafic réel;
- pas utilisable pour les CP.

Appréciation:

- bon système, probablement le meilleur;
- convient bien aux contrôles nationaux, éventuellement internationaux dans une zone limitée (Union restreinte);
- difficile à utiliser au niveau mondial (trop onéreux, trop compliqué).

2. Sondage sur des envois réels

Description sommaire:

- méthode très utilisée;
- permet d'obtenir rapidement une image de l'efficacité et du rendement dans un centre de tri, un bureau de distribution, etc.;
- permet aisément de ne contrôler qu'une catégorie déterminée d'envois.

Avantages:

- permet une intervention rapide en cas de résultats mauvais;
- pas de préparation particulière;
- travail manuel, peu onéreux.

Désavantages:

- ne permet pas de contrôler une liaison déterminée;
- difficile d'obtenir un échantillonnage structuré.

Appréciation:

- bon système pour des contrôles aléatoires nationaux ou locaux;
- ne convient pas à une stratégie mondiale.

3. Etudes menées avec le concours de la clientèle

Description sommaire:

- des gros clients recevant quotidiennement un important volume de courrier sont invités à collaborer en portant sur les enveloppes la date de réception des envois. Collecte par un agent postal à la fin de la période fixée.

Avantages:

- courrier réel, pas de «tricherie»;
- minimum de ressources;
- met le personnel postal en contact régulier avec d'importants clients.

Désavantages:

- ne permet pas de déterminer où les retards éventuels se sont produits.

Appréciation:

- système qui devrait être utilisé simultanément avec un autre;
- ne convient pas à une stratégie mondiale.

4. Exploitation des réclamations de la clientèle

Description sommaire:

- lorsqu'un élément du service postal cesse de bien fonctionner, les réclamations augmentent en nombre et appellent l'attention des responsables postaux.

Avantages:

-

Désavantages:

- subjectivité des griefs;
- méthode passive;
- ce système n'est pas systématique;
- ce sont plutôt les services du contentieux que ceux du service des acheminements qui traitent ces réclamations.

Appréciation:

- système complémentaire qui peut montrer la nécessité d'une mesure plus précise;
- n'est pas suffisant pour les buts recherchés au niveau mondial.

5. Dispositifs électroniques

Description sommaire:

- «puces» électroniques placées dans des envois postaux, ou fixées à ceux-ci, permettant de pister les envois partout où des appareils de détection (scanner) ont été installés;
- pour certaines catégories d'envois: pistage et repérage par des moyens informatiques utilisant le code à barres.

Avantages:

- permet un pistage exact et un contrôle sectoriel d'efficacité très performant.

Désavantages:

- très onéreux.

Appréciation:

- de loin le système le plus performant, que très peu d'Administrations ont le privilège de pouvoir s'offrir;
- inutilisable au niveau mondial.

6. Cartes de contrôle (système UPU actuel)

Description:

- au bureau d'échange de destination, les données relatives à l'envoi à contrôler sont relevées sur la carte de contrôle, soit la date d'oblitération, la date d'expédition de la dépêche, la date de réception de celle-ci; le bureau indique ensuite la date à laquelle il a fait suivre l'envoi vers le bureau de distribution et fixe la carte sur l'envoi; le bureau de distribution note la date d'arrivée de l'envoi et la date de la distribution, il détache ensuite la carte et l'envoie au Bureau international pour exploitation.

Avantages:

- permet de recueillir étape par étape les indications souhaitées;
- utilisable pour les AO volumineux et les CP;
- simple, peu onéreux;
- problème des langues (presque) résolu.

Désavantages:

- dès le bureau d'échange de destination, les envois ne sont plus anonymes;
- ne contrôle pas les deux extrémités de la chaîne d'acheminement (délai entre la mise en boîte et l'oblitération et date exacte de réception par le destinataire);
- ne donne pas une représentation statistique du trafic réel.

Appréciation:

- système très simple, facilement compréhensible;
- utilisable par toutes les Administrations, même les plus démunies;
- a fait ses preuves depuis plus de trois ans, reste perfectible.

7. Cartes de contrôle UPÆ

Description:

- système hybride entre envois témoins et cartes UPU;
- carte sur laquelle sont relevées les données d'envois réels; expédiée à un destinataire consentant habitant la même localité que le destinataire de l'envoi réel.

Avantages:

- cartes mises sous enveloppe anonyme;
- problème des langues n'existe pas.

Désavantages:

- recrutement des destinataires;
- n'est pas utilisable pour les AO et les CP.

Appréciation:

- bon système, donne des résultats fiables, mais nécessite des ressources humaines supérieures au système UPU.

Relations avec l'Organisation des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales

Rapport du Directeur général du Bureau international

SOMMAIRE

- I. Introduction
- II. Relations avec les organes de l'ONU
- III. Relations avec les institutions spécialisées de l'ONU
- IV. Relations avec d'autres organisations internationales
- V. Participation aux réunions
- VI. Conclusions

I. Introduction

1. Les relations entre l'Union postale universelle et l'Organisation des Nations Unies se fondent sur l'Accord signé en 1947 par les deux organisations, qui constitue la norme de base de leurs rapports réciproques. Parallèlement à ses relations avec l'ONU, l'UPU entretient des liens de collaboration aussi bien avec les institutions spécialisées du système des Nations Unies qu'avec d'autres nombreuses organisations internationales, gouvernementales ou non gouvernementales.

2. Le Congrès de Hambourg 1984 a approuvé le Rapport du Directeur général du Bureau international sur les relations avec l'ONU et avec d'autres organisations internationales (Congrès – Doc 5 et Add 1) et, par sa décision C 8, a invité le Directeur général à:

- «a) continuer à suivre l'évolution des questions évoquées dans ledit rapport;
- b) prendre les mesures qu'il jugera nécessaires dans l'intérêt de l'Union et de ses membres;
- c) en rendre compte chaque année, dans une mesure appropriée, au Conseil exécutif.»

3. Chaque année, le Rapport sur les activités de l'Union a fourni des renseignements détaillés sur les relations avec l'ONU et avec d'autres organisations internationales. En outre, le Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil exécutif 1984-1989 (Congrès – Doc 16, chapitre 6) en présente un compte rendu succinct. Il en est de même pour les relations avec les Unions postales restreintes.

4. Les activités de coopération technique, en particulier pour ce qui concerne le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), constituent le domaine pour lequel les relations de l'UPU avec l'ONU sont les plus intenses. Elles sont exposées dans les Congrès – Doc 50 à 55. Par ailleurs, l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, par les institutions spécialisées de l'ONU, fait l'objet du Congrès – Doc 23.

5. Le présent rapport complète les renseignements figurant dans les documents précités soumis au Congrès.

II. Relations avec les organes de l'ONU

6. Le Conseil économique et social (ECOSOC) est l'organe de l'ONU chargé d'accomplir des tâches d'ordre économique et social; il coordonne les activités qui sont menées dans ce domaine par les institutions spécialisées et les divers organismes constituant le «système des Nations Unies». Le Bureau international a participé régulièrement aux séances de l'ECOSOC au cours desquelles ont été traitées les questions intéressant l'UPU, notamment dans les domaines relatifs à la structure et les fonctions des organes intergouvernementaux des Nations Unies dans les domaines économique et social. En ce qui concerne les organes subsidiaires de l'ECOSOC, l'UPU a maintenu des contacts avec les Commissions économiques régionales (notamment pour des questions de coopération technique) et avec le Comité du programme et de la coordination (CPC).

7. Le Comité administratif de coordination (CAC) se compose des chefs des Secrétariats des institutions spécialisées et d'autres organismes du système des Nations Unies. L'UPU a contribué aux travaux entrepris par le CAC sur des problèmes d'intérêt commun. Le Bureau international a été représenté aux sessions ordinaires du CAC et a aussi participé aux travaux de ses organes subsidiaires, notamment du Comité consultatif pour les questions administratives (CCQA) (Questions administratives et de personnel et questions financières et budgétaires) et du Comité consultatif pour les questions de fond (CCQF) (Questions de programmes et questions relatives aux activités opérationnelles).

8. Corps commun d'inspection des Nations Unies (CCI). A la demande du CCI, l'UPU lui a fourni des renseignements et fait part de ses observations au sujet de différentes questions à l'étude concernant des domaines tels que le personnel, divers aspects de la coopération technique, les publications et la documentation, les services de gestion, l'évaluation des activités, etc. Conformément à la procédure établie, les rapports annuels sur les activités du CCI ont été soumis au CE ainsi que les commentaires du Bureau international au sujet des recommandations formulées dans certains rapports en relation avec les activités de l'UPU.

9. Comité commun des Nations Unies pour l'information (JUNIC). L'UPU fait partie du JUNIC qui est l'organe chargé de coordonner et promouvoir les activités d'information au sein du système des Nations Unies. A ce titre elle a participé à des réunions de travail concernant divers aspects de l'information.

10. Toujours dans le cadre des relations avec les organes de l'ONU, l'UPU a fourni sa collaboration sous diverses formes à des activités entreprises, notamment dans les domaines suivants:

- célébration du 40e Anniversaire de l'ONU (1985);
- Année internationale de la paix (1986);
- Année internationale du logement des sans-abri (1987);
- préparation de la Décennie mondiale du développement culturel (1988-1997);
- Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique 1986-1990.

III. Relations avec les institutions spécialisées de l'ONU

11. Un compte rendu succinct des relations entre l'UPU et les institutions spécialisées du système des Nations Unies figure au chapitre 6 du Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil exécutif 1984-1989 (Congrès – Doc 16).

12. Il convient de souligner en premier lieu les relations avec l'Union internationale des télécommunications (UIT), organisation avec laquelle l'UPU a toujours maintenu des liens privilégiés de collaboration qui se sont encore développés, notamment dans les domaines du courrier électronique et des services financiers.

13. La collaboration avec l'UNESCO s'est poursuivie surtout dans le cadre du Programme international pour le développement de la communication (PIDC). L'UPU a obtenu de ce programme le financement d'un important projet interrégional concernant l'application du système de formation modulaire au sein des Administrations postales. Le projet a été mis en œuvre par l'UPU et les principaux bénéficiaires en ont été les écoles postales multinationales. Par ailleurs, l'UPU a collaboré à l'initiative du PIDC consistant à l'élaboration d'un «Rapport sur l'état de la communication dans le monde».

14. En outre, l'UPU a entretenu des relations avec l'Organisation internationale du travail (OIT), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'Organisation maritime internationale (OMI), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la Banque mondiale, l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), le Fonds international de développement agricole (FIDA), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

15. Les relations avec certaines autres institutions spécialisées ont été limitées à des échanges de documentation ou de publications.

IV. Relations avec d'autres organisations internationales

16. Outre ses relations avec les organisations du système des Nations Unies, l'UPU entretient des rapports avec d'autres organisations internationales, gouvernementales ou non gouvernementales, au sujet de questions d'intérêt commun.

17. Ainsi, des liens de collaboration et d'information ont-ils été maintenus, notamment avec l'Organisation de l'unité africaine (OUA), la Ligue des Etats arabes, la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), le Conseil de coopération douanière (CCD), l'Association du transport aérien international (IATA), l'Organisation internationale de normalisation (ISO) et avec divers organismes internationaux représentant les clients des services postaux.

V. Participation aux réunions

18. L'UPU a été invitée chaque année à participer à un nombre important de réunions d'organes du système des Nations Unies. Elle a cependant limité sa participation à celles dont l'ordre du jour comprenait des questions intéressant directement l'Union, la préférence ayant été donnée aux réunions où étaient traitées des questions de coordination interorganisations et de coopération technique (du PNUD notamment). Il convient de préciser que plusieurs réunions auxquelles l'UPU a pris part se tenaient à Genève et que, dans certains autres cas, le Bureau international s'est fait représenter par ses propres experts en mission dans la région ou par les Administrations postales des pays où les réunions avaient lieu.

19. Mises à part les réunions du PNUD concernant la coopération technique, l'UPU a participé régulièrement aux réunions du Conseil économique et social (ECOSOC), du Comité administratif de coordination (CAC), du Comité du programme et de la coordination (CPC), de la Commission de la fonction publique internationale (CFPI), du Programme international pour le développement de la communication (PIDC), du Comité commun des Nations Unies pour l'information (JUNIC) et des Commissions économiques régionales. Par ailleurs, l'UPU a participé à d'autres réunions concernant notamment l'UIT, l'ISO, les Groupes de travail IATA/UPU, etc.

20. De leur côté, l'ONU, le PNUD, l'OACI, l'UIT, l'OUA et la Ligue des Etats arabes se sont fait représenter par des observateurs aux sessions du CE. L'UIT, l'OUA, la Ligue des Etats arabes et l'ISO ont été représentées aux sessions du CCEP.

VI. Conclusions

21. Le Congrès est prié de prendre acte des renseignements contenus dans le présent document et d'inviter le Directeur général du Bureau international à:

- maintenir les relations avec l'ONU et d'autres organisations internationales;
- continuer à suivre l'évolution des questions évoquées dans le présent document;
- prendre les mesures qu'il jugera nécessaires dans l'intérêt de l'Union et de ses membres, compte tenu d'instructions éventuelles du Conseil exécutif;
- en rendre compte chaque année, dans une mesure appropriée, au Conseil exécutif.

Berne, le 20 juillet 1989

Le Directeur général,

A.C. BOTTO DE BARROS

Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées

Rapport du Directeur général du Bureau international

I. Introduction

1. Le présent rapport se fonde sur la pratique suivie lors des derniers Congrès et sur la décision C 9 par laquelle le Congrès de Hambourg 1984 a notamment admis que l'UPU doit continuer à contribuer, selon la politique suivie ces dernières années, à résoudre le problème de la décolonisation dans les limites de ses compétences.

2. En guise d'introduction, il paraît utile de rappeler que l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté, le 14 décembre 1960, la résolution 1514 (XV) portant *Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux*. Cette Déclaration «proclame solennellement la nécessité de mettre rapidement et inconditionnellement fin au colonialisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations» et réaffirme les grands principes de la Charte des Nations Unies en ce qui concerne les droits fondamentaux de l'homme et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Elle constitue la plate-forme principale de l'action de l'Organisation des Nations Unies en matière de décolonisation. L'adoption en 1970 du *Programme d'action pour son application intégrale* (résolution 2621 (XXV)) en renforce sérieusement l'impact.

3. Les recommandations faites par l'Assemblée générale s'adressent tout d'abord aux puissances administrantes intéressées. Mais l'aide du Conseil de sécurité, du Secrétaire général des Nations Unies, des Etats membres, des institutions spécialisées et d'autres organisations internationales est aussi régulièrement sollicitée. Les institutions spécialisées, quant à elles, ont été instamment invitées à accorder toute leur attention aux questions de l'espèce et à collaborer à cette action dans le cadre de leurs activités respectives. Ces résolutions concernent notamment:

- la lutte contre l'apartheid et toutes les formes de discrimination raciale;
- l'attitude à adopter envers le régime sud-africain;
- la situation au Moyen-Orient;
- l'aide morale et matérielle à offrir aux peuples qui luttent pour se libérer du régime colonial, notamment à la Namibie, et l'élaboration de programmes d'assistance technique à cet effet;
- l'octroi d'un appui aux mouvements de libération nationale;
- l'assistance aux réfugiés, notamment des territoires coloniaux;
- la diffusion dans le public de renseignements sur la décolonisation.

4. Les principaux domaines pour lesquels les recommandations des Nations Unies font appel aux institutions spécialisées sont classés dans les rubriques suivantes, proposées par le Secrétaire général des Nations Unies:

- assistance aux réfugiés et aux territoires non autonomes (y compris l'assistance accordée aux Gouvernements intéressés en vue d'élaborer et d'exécuter des projets en faveur des réfugiés);

- assistance aux pays nouvellement indépendants;
- assistance aux pays les moins avancés (PMA).

II. Mesures prises par l'UPU

5. Sur un plan général, le Bureau international a suivi de très près le développement, au sein des Nations Unies, de l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Il a pris connaissance des résultats des débats relatifs à ce problème à l'Assemblée générale des Nations Unies, au Conseil de sécurité, au Comité spécial et au Conseil économique et social (ECOSOC). A la demande du Secrétaire général des Nations Unies, de la Division des droits de l'homme ou d'autres organismes des Nations Unies, le Bureau international leur a fourni les renseignements appropriés concernant l'UPU.

6. L'article IV des Accords ONU/UPU précise que «l'Union prendra toutes mesures pour soumettre aussitôt que possible, à toutes fins utiles, à ses Congrès et Commissions ou à ses membres, suivant la procédure prévue par la Convention postale universelle, toute recommandation officielle que l'Organisation des Nations Unies pourrait lui adresser». Conformément à cette disposition et à la pratique entérinée par la décision C 9 du Congrès de Hambourg 1984, le Bureau international a fait rapport chaque année au Conseil exécutif au sujet des résolutions des Nations Unies qui contiennent des appels ou des recommandations à l'adresse des institutions spécialisées concernant l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Ces rapports ont fait l'objet des documents CE 1985 – Doc 5/Annexe 1, CE 1986 – Doc 3/Annexe 1, CE 1987 – Doc 3/Annexe 1, CE 1988 – Doc 3/Annexe 1 et CE 1989 – Doc 3/Annexe 1. Les résolutions traitées dans ces documents sont citées dans l'annexe 1. Le Conseil exécutif a pris acte des rapports en question et des initiatives prises par le Bureau international.

7. En ce qui concerne l'assistance aux réfugiés et aux territoires non autonomes, il sied de signaler que quelques bourses ont été octroyées par le Fonds spécial de l'UPU à l'intention des réfugiés palestiniens. Elles ont permis la formation de niveau supérieur de longue durée de quelques boursiers à la Faculté arabe des postes de Damas.

8. Par ailleurs, l'UPU collabore toujours étroitement avec le Haut Commissariat pour les réfugiés en vue de mettre en œuvre des projets comportant des bourses en faveur des réfugiés, particulièrement de ceux originaires des pays coloniaux; ces pays font l'objet d'une attention particulière et bénéficient de l'assistance technique de l'UPU dans le cadre d'activités de portée aussi bien régionale et sous-régionale que locale.

9. Dans ses interventions en faveur des réfugiés, l'UPU s'emploie à adapter ses actions à l'évolution de la situation dans les régions concernées.

10. Dans le cadre des programmes d'activité au titre des ressources propres de l'UPU, les pays nouvellement indépendants et les pays les moins avancés (PMA) ont été considérés prioritaires, conformément aux résolutions C 37 du Congrès de Rio de Janeiro 1979 et C 66 du Congrès de Hambourg 1984. De ce fait, ils ont bénéficié de nombreuses missions de consultants, de bourses de formation, des acquis de projets régionaux et sous-régionaux.

11. La question de l'attitude à adopter par les institutions spécialisées à l'égard de l'Afrique du Sud est évoquée dans de nombreuses résolutions des Nations Unies. A ce propos, il y a lieu de rappeler que, par sa résolution C 7, le Congrès de Hambourg 1984 a décidé d'exclure l'Afrique du Sud de l'Union, en précisant que ce pays ne peut se prévaloir de sa qualité de pays membre de l'ONU pour obtenir sa réadmission à l'Union comme il l'avait fait dans le passé, tant qu'il continuera à pratiquer sa politique d'apartheid. Les autorités gouvernementales de ce pays ont rejeté cette résolution; mais depuis lors le Bureau international n'entretient plus aucune relation avec l'Administration postale sud-africaine.

12. Les mesures prises à l'UPU dans le domaine de l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, les résolutions y relatives des Nations Unies soumises au Conseil exécutif, ainsi que les résolutions et décisions dudit Conseil ont été portées à la connaissance des Pays-membres de l'Union et des Unions restreintes par le moyen de diverses publications du Bureau international (rapports sur les activités de l'Union, revue «Union Postale», documents du Conseil exécutif, comptes rendus analytiques des sessions du Conseil exécutif, cahiers des résolutions et décisions du Conseil exécutif). Les décisions et résolutions du Conseil exécutif ont par ailleurs été communiquées au Secrétaire général des Nations Unies.

III. Conclusion

13. Le Congrès est invité:

- 1° à prendre acte des efforts déployés par l'UPU pour venir en aide aux réfugiés et aux territoires non autonomes ainsi qu'aux pays nouvellement indépendants et aux PMA. L'UPU s'attache surtout, dans la mesure des possibilités limitées de son Fonds spécial, à mettre des bourses à la disposition des réfugiés. Elle est disposée en outre à solliciter du PNUD l'octroi de bourses aux réfugiés s'intéressant à la formation postale; elle est disposée à orienter ses interventions en fonction de l'évolution de la situation dans les régions concernées, et dans toute la mesure du possible, dans le cadre d'un plan d'action concerté.
- 2° à donner des directives qu'il juge nécessaires en ce qui concerne la contribution de l'UPU au problème de la décolonisation. Le Bureau international apprécierait notamment de savoir si le Congrès recommande la poursuite de la pratique suivie jusqu'ici et l'intensification des mesures prises au cours de ces dernières années.

Berne, le 15 août 1989

Le Directeur général,
A.C. BOTTO DE BARROS

Objet des résolutions	Numéros des résolutions et année d'examen				
	1985	1986	1987	1988	1989
La situation en Afrique du Sud	39/2				
Etat de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid	39/19				
Activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux en Namibie et dans tous les autres territoires se trouvant sous domination coloniale, et aux efforts tendant à éliminer le colonialisme, l'apartheid et la discrimination raciale en Afrique australe	39/42	40/52	41/14	42/74	109/968
Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies	39/43	40/53	41/15		43/30
Question de la Namibie	39/50	40/97		42/14	43/26
Politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain	39/72	40/64			
Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux	39/91	40/57	41/41	42/71	43/45
Diffusion d'informations sur la décolonisation	39/92	40/58	41/42	42/72	43/46
Programme d'activités à entreprendre pour célébrer le vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux	39/93				
Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient	39/99			42/69	43/57

Objet des résolutions	Numéros des résolutions et année d'examen				
	1985	1986	1987	1988	1989
Vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux		40/56			
Question des Bermudes			41/18		
Question des îles Vierges britanniques			41/19		
Question des îles Caïman			41/20		
Question de Montserrat			41/21		
Question des îles Turques et Caïques			41/22		
Sanctions globales et obligatoires contre le régime raciste d'Afrique du Sud			41/35		
Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des Territoires occupés			41/63	42/160	
Offres par les Etats membres de subventions et de bourses d'étude pour l'enseignement supérieur, y compris la formation professionnelle destinée aux réfugiés de Palestine			41/69	42/209	
La situation au Moyen-Orient			41/162		
Activités militaires des puissances coloniales et dispositions à caractère militaire prises par elles dans les territoires sous leur administration et qui pourraient entraver l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux			41/405		

Objet des résolutions	Numéros des résolutions et année d'examen				
	1985	1986	1987	1988	1989
Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées des Nations Unies					109/970
Application du programme d'action pour la Deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale					1988/6
Mesures visant à prévenir le terrorisme international				42/159	
Décennie internationale pour l'élimination du colonialisme					43/47
Deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale					43/91
Conséquences néfastes pour la jouissance des droits de l'homme de l'assistance politique, militaire, économique et autre, accordée au régime raciste et colonialiste d'Afrique du Sud					43/92

Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées

Rapport complémentaire du Directeur général du Bureau international

1. Après publication de son rapport, le Bureau international a reçu la résolution A/AC.109/1010 du 15 août 1989 du Comité spécial concernant l'application de la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies (voir annexe 1 ci-jointe¹).
2. Entre autres, au paragraphe 7, la résolution demande aux institutions spécialisées des Nations Unies de fournir une assistance concrète au peuple namibien, en particulier durant la période de transition et immédiatement après l'indépendance.
3. A cet effet, l'UPU est disposée:
 - à accorder à ce pays une mission de programmation pour étudier la situation postale et identifier les besoins actuels;
 - à solliciter, en cas de nécessité, le concours financier de certains pays industrialisés et les apports techniques des pays africains au titre de la CTPD (Coopération technique entre pays en développement) en prévision d'une éventuelle intervention de l'UPU en cas d'urgence, afin d'assurer le fonctionnement des services postaux.

Conclusion

4. Le Congrès est invité:
 - 1° à prendre acte de la résolution A/AC.109/1010 du Comité spécial;
 - 2° à se prononcer sur les initiatives d'assistance concrète de l'UPU en faveur de la Namibie;
 - 3° à donner les directives qu'il juge nécessaires concernant l'assistance technique de l'UPU en faveur de la Namibie immédiatement après l'indépendance.

Berne, le 2 novembre 1989

Le Directeur général,

A.C. BOTTO DE BARROS

¹ Est disponible en français, anglais, espagnol et russe.

**NATIONS
UNIES**

A



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/AC.109/1010
15 août 1989
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITE SPECIAL CHARGE D'ETUDIER LA
SITUATION EN CE QUI CONCERNE
L'APPLICATION DE LA DECLARATION
SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE
AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX

APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX
PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX PAR LES INSTITUTIONS SPECIALISEES
ET LES ORGANISMES INTERNATIONAUX ASSOCIES A L'ORGANISATION DES
DES NATIONS UNIES

Résolution adoptée par le Comité spécial à sa 1354e séance,
le 15 août 1989

Le Comité spécial,

Ayant examiné les rapports présentés par le Secrétaire général 1/, le Président du Comité 2/ et le Sous-Comité des pétitions, de l'information et de l'assistance 3/ sur la question intitulée "Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies",

Rappelant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, contenue dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1960, le Plan d'action pour l'application intégrale de la Déclaration, qui figure en annexe à la résolution 35/118 de l'Assemblée en date du 11 décembre 1980, et la résolution 40/56 du 2 décembre 1985, relative au vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration, ainsi que toutes les autres résolutions pertinentes adoptées par l'Assemblée générale à ce sujet, notamment la résolution 43/30 en date du 22 novembre 1988,

1/ A/43/297 et Add.1.

2/ A/AC.109/L.1705.

3/ A/AC.109/L.1686.

Ayant présentes à l'esprit les dispositions pertinentes des documents finals des conférences successives des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés et celles des résolutions adoptées par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine,

Se félicitant de la mise en place, le 1er avril 1989, du Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition en Namibie et encouragé par le commencement du processus d'indépendance prévu dans la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, du 29 septembre 1978,

Profondément conscient de ce que le peuple namibien, en particulier pendant la période de transition et immédiatement après l'indépendance, continuera d'avoir le plus grand besoin d'une assistance concrète de la part des institutions spécialisées et des organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies,

Prenant note de l'assistance fournie jusqu'à présent aux territoires coloniaux par certaines institutions spécialisées et d'autres organismes des Nations Unies, notamment le Programme des Nations Unies pour le développement, et considérant que cette assistance devrait encore être élargie pour répondre aux besoins pressants d'aide extérieure des peuples concernés,

Soulignant qu'il importe de réunir des ressources supplémentaires pour financer des programmes de plus en plus vastes d'assistance aux peuples concernés et qu'il faut obtenir l'appui des principaux organismes de financement du système des Nations Unies à cet effet,

Notant avec une profonde préoccupation que les pratiques d'apartheid de l'Afrique du Sud et ses actes de déstabilisation contre les Etats de première ligne et les Etats voisins continuent de menacer gravement la paix et la sécurité internationales,

Réaffirmant qu'il incombe aux institutions spécialisées et aux autres organismes des Nations Unies de prendre toutes les mesures nécessaires, dans leurs domaines de compétence respectifs, en vue d'assurer l'application intégrale et rapide de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et des autres résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, en particulier celles qui concernent la fourniture d'une assistance aux peuples des territoires coloniaux,

Exprimant ses remerciements au Secrétariat général de l'Organisation de l'unité africaine pour la coopération et l'assistance constantes qu'il fournit aux institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies en ce qui concerne l'application des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, et convaincu que des consultations et des contacts plus étroits entre les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies, d'une part, et les organisations régionales, d'autre part, contribuent à faciliter la formulation efficace de programmes d'assistance aux peuples concernés,

Exprimant ses remerciements aux gouvernements des Etats de première ligne pour l'appui indéfectible qu'ils ont fourni au peuple namibien dans sa recherche de l'indépendance, et conscient des besoins particuliers d'assistance internationale de ces gouvernements,

Considérant que le maintien de liens, quels qu'ils soient, avec le régime raciste d'Afrique du Sud revient à appuyer ou à entériner les politiques et les pratiques répressives d'apartheid que ce régime poursuit à l'encontre du peuple sud-africain et sa politique de déstabilisation des Etats africains voisins,

Considérant l'importance des activités menées par les organisations non gouvernementales en vue de mettre fin à l'aide que fournissent encore certaines institutions spécialisées à l'Afrique du Sud,

Conscient de la nécessité impérieuse de suivre en permanence les activités menées par les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies en ce qui concerne l'application des diverses décisions de l'Organisation des Nations Unies relatives à la décolonisation,

1. Prend acte du rapport de son président sur les consultations qu'il a tenues avec le Président du Conseil économique et social 2/, et fait siennes les observations et suggestions qui s'en sont dégagées 4/;

2. Prend acte du rapport du Sous-Comité des pétitions, de l'information et de l'assistance, ainsi que des conclusions et recommandations figurant dans ce rapport 3/;

3. Réaffirme que les institutions spécialisées et les autres organisations et organismes des Nations Unies devraient continuer à s'inspirer des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies dans leurs efforts pour contribuer, dans leurs domaines de compétence respectifs, à l'application intégrale et rapide de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;

4. Réaffirme également que la reconnaissance par l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité et d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies de la légitimité de la lutte que mènent les peuples coloniaux pour exercer leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance a pour corollaire l'octroi par les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies de tout l'appui moral et matériel nécessaire à ces peuples et à leurs mouvements de libération nationale;

5. Exprime ses remerciements aux institutions spécialisées et aux autres organismes des Nations Unies qui ont continué de coopérer, à des degrés divers, avec l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine, à l'application de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et des autres résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, et demande instamment à toutes les institutions spécialisées et aux autres organismes des Nations Unies d'accélérer l'application intégrale et rapide des dispositions pertinentes de ces résolutions;

6. Demande aux institutions spécialisées et aux autres organismes des Nations Unies de prêter ou de continuer de prêter d'urgence tout l'appui moral et matériel possible aux peuples coloniaux, en prenant en considération le fait qu'un appui de ce type ne devrait pas seulement satisfaire les besoins immédiats de ces peuples, mais également créer des conditions favorables au développement une fois qu'ils auront exercé leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance;

4/ E/1988/8.

7. Demande à toutes les institutions spécialisées et aux autres organismes des Nations Unies de fournir une assistance concrète au peuple namibien, en particulier durant la période de transition et immédiatement après l'indépendance;

8. Demande à nouveau aux institutions spécialisées et aux autres organismes des Nations Unies de continuer à prêter aux Etats ayant accédé depuis peu à l'indépendance ou sur le point d'y accéder tout l'appui moral et matériel nécessaire pour qu'ils parviennent à une véritable indépendance économique;

9. Recommande à nouveau aux institutions spécialisées et aux autres organismes des Nations Unies d'établir ou de développer des contacts et une coopération avec les peuples coloniaux et les puissances administrantes concernées, soit directement soit, le cas échéant, par l'intermédiaire des organisations régionales en vue d'intensifier les programmes d'assistance et de faciliter et d'accélérer l'application de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale;

10. Prie instamment les chefs de secrétariat des institutions spécialisées et des autres organismes des Nations Unies, en coopération avec les organisations régionales et autres, le cas échéant, de soumettre à leurs organes directeurs et délibérants, des propositions concrètes en vue de l'application intégrale des décisions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, en particulier des programmes précis d'assistance aux peuples des territoires coloniaux, et à leurs mouvements de libération nationale;

11. Prie instamment à nouveau les chefs de secrétariat de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international d'appeler l'attention de leurs organes directeurs sur la présente résolution et leur demande instamment de prévoir des procédures souples lors de l'élaboration de programmes précis pour les peuples des territoires coloniaux;

12. Prie instamment les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies qui ne l'ont pas encore fait d'inscrire à l'ordre du jour des réunions ordinaires de leurs organes directeurs une question distincte relative aux progrès qu'ont réalisés ces institutions et organismes en ce qui concerne l'application de la résolution 1514 (XV) et des autres résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies;

13. Prie instamment les institutions spécialisées et les autres organisations et organismes des Nations Unies de fournir une assistance matérielle substantielle aux gouvernements des Etats de première ligne afin de leur permettre de résister aux tentatives de déstabilisation auxquelles se livre le régime raciste d'Afrique du Sud;

14. Prie les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies de continuer à prendre, conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, toutes les mesures nécessaires pour qu'aucune aide, financière, économique, technique et autre, ne soit accordée au Gouvernement raciste d'Afrique du Sud et de ne prendre aucune mesure qui pourrait signifier qu'elles appuient ou entérinent la politique et les pratiques répressives d'apartheid que le régime raciste poursuit à l'encontre du peuple d'Afrique du Sud et sa politique de déstabilisation des Etats africains voisins;

15. Invite les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies à coopérer avec le Fonds de résistance à l'invasion, au colonialisme et à l'apartheid, créé par les pays non alignés dans le dessein d'apporter ensemble une aide d'urgence aux Etats de première ligne et aux mouvements de libération nationale qui luttent contre le régime d'apartheid en Afrique australe;

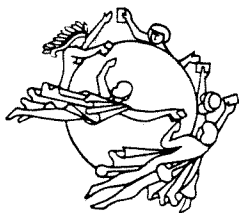
16. Recommande à tous les gouvernements d'intensifier leurs efforts, au sein des institutions spécialisées et des autres organismes des Nations Unies dont ils sont membres, afin d'assurer l'application intégrale et effective de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et des autres résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies et, à cet égard, d'accorder la priorité à la question de l'octroi d'une assistance, à titre de mesure d'urgence, aux peuples des territoires coloniaux;

17. Prie le Secrétaire général de continuer à aider les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies à mettre au point des mesures appropriées pour l'application des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies et d'établir à l'intention des organes compétents, avec l'assistance de ces institutions et organismes, un rapport sur les mesures prises depuis la publication de son précédent rapport, en application des résolutions pertinentes, y compris la présente;

18. Prie le Conseil économique et social de continuer, selon que de besoin, à envisager, en consultation avec le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, des mesures appropriées tendant à coordonner les politiques et les activités des institutions spécialisées et des autres organismes des Nations Unies en vue de l'application des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale;

19. Prie les institutions spécialisées de rendre compte périodiquement au Secrétaire général des mesures qu'elles auront prises en application de la présente résolution;

20. Décide, sous réserve de toutes directives que l'Assemblée générale pourra souhaiter donner lors de sa quarante-quatrième session, de poursuivre l'examen de cette question et de présenter un rapport à ce sujet à l'Assemblée à sa quarante-cinquième session.



Union postale universelle

Liste des Pays-membres de l'Union postale universelle

Etat au 1er septembre 1989

Berne 1989

Bureau international de l'Union postale universelle

**Liste des Pays-membres de l'Union
avec indication de leur classe de contribution, de leur groupe géographique
et de leur situation par rapport aux Actes de l'Union**

a) Les Actes sont désignés, en tête des colonnes, par les abréviations suivantes:

- C = Constitution de l'Union postale universelle, Protocole final
- PA = Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle
- RG = Règlement général de l'Union postale universelle
- CV = Convention postale universelle, Protocole final, Règlement d'exécution
- CP = Arrangement concernant les colis postaux, Protocole final, Règlement d'exécution
- MP = Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage, Règlement d'exécution, Protocole final
- VP = Arrangement concernant le service des chèques postaux, Règlement d'exécution
- R = Arrangement concernant les envois contre remboursement, Règlement d'exécution
- RP = Arrangement concernant les recouvrements, Règlement d'exécution
- E = Arrangement concernant le service international de l'épargne, Règlement d'exécution
- AP = Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques, Règlement d'exécution

b) Les lettres figurant dans les différentes colonnes signifient:

- S = que l'Acte a été signé
- SD = que l'Acte a été signé à titre définitif par les plénipotentiaires présents au Congrès de Hamburg
- R = que l'Acte a été ratifié
- X = que l'Acte a été approuvé en vertu de l'article 25, paragraphe 3, de la Constitution
- A = que le pays a adhéré à cet Acte

c) Les Pays-membres sont répartis dans les cinq groupes géographiques suivants:

- I = Hémisphère occidental
 - II = Europe orientale et Asie du Nord
 - III = Europe occidentale
 - IV = Asie du Sud et Océanie
 - V = Afrique
-

<i>Pays-membres¹</i> <i>(Constitution, art. 2)</i>	<i>Classe de contribution</i> <i>Nombre d'unités</i>	<i>Groupe géographique</i>	<i>Constitution (Vienne 1964)</i>	<i>Prot. additionnel (Tokyo 1969)</i>	<i>Prot. additionnel (Lausanne 1974)</i>	<i>Prot. additionnel (Hamburg 1984)</i>	<i>Actes de Hamburg 1984</i>										
			<i>Circulaire du Bureau international</i> <i>C</i>	<i>Circulaire du Bureau international</i> <i>PA</i>	<i>Circulaire du Bureau international</i> <i>PA</i>	<i>Circulaire du Bureau international</i> <i>PA</i>	<i>Actes obligatoires</i> <i>RG CV</i>		<i>CP</i>	<i>MP</i>	<i>VP</i>	<i>R</i>	<i>RP</i>	<i>E</i>	<i>AP</i>	<i>Circulaire du Bureau international</i>	
République d'Afghanistan ⁶	0,5	IV	R 78/1969	R 122/1974	R 211/1979	R 321/1986	R R	R	—	—	—	—	—	—	—	321/1986	
République populaire socialiste d'Albanie	1	III	R 241/1968	A 261/1979	A 261/1979	A 106/1988	A A	A	—	—	—	—	—	—	—	106/1988	
République algérienne démocratique et populaire	5	V	R 169/1968	R 113/1973	R 287/1976	R 206/1987	R R	R	R	R	R	R	—	—	—	206/1987	
République fédérale d'Allemagne	50	III	R 197/1966	R 241/1971	R 38/1976	R 272/1986	R R	R	R	R	R	R	R	R	R	272/1986	
Etats-Unis d'Amérique	50	I	R 122/1967	R 192/1971	R 145/1976	R 228/1986	R R	R	X	—	—	—	—	—	—	228/1986	
République populaire d'Angola	1	V	A 47/1977	A 47/1977	A 47/1977	S	S S	S	—	—	—	—	—	—	—	—	
Royaume de l'Arabie saoudite	25	IV	R 39/1981	R 39/1981	R 39/1981	R 175/1988	R R	R	—	—	—	—	—	—	—	175/1988	
République argentine	15	I	R 23/1968	R 9/1975	R 278/1979	S	S S	S	S	S	S	S	—	S	—	—	
Australie	25	IV	R 20/1966	R 256/1971	R 77/1977	R 106/1988	R R	R	—	—	—	—	—	—	—	106/1988	
République d'Autriche	5	III	R 20/1966	R 205/1971	R 241/1976	R 206/1987	R R	R	R	R	R	R	—	R	—	206/1987	
Commonwealth des Bahamas	1	I	A 102/1974	A 102/1974	R 145/1976	R 175/1988	R R	R	—	—	—	—	—	—	—	175/1988	
Etat de Bahrain	1	IV	A 276/1973	A 276/1973	R 151/1983	S	S S	S	—	—	—	—	—	—	—	—	
République populaire du Bangladesh	10	IV	A 54/1973	A 54/1973	R 296/1976	R 206/1987	R R	R	—	—	—	—	—	—	—	206/1987	
Barbade	1	I	A 256/1967	R 175/1973	R 241/1976	S	S S	S	—	—	—	—	—	—	—	—	
Belgique	15	III	R 3/1966	R 141/1971	R 258/1975	R 98/1986	X X	X	X	X	X	X	X	X	X	98/1986	
Belize	1	I	A 199/1982	A 199/1982	A 199/1982	—	— —	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
République populaire du Bénin	0,5	V	R 82/1967	R 175/1985	R 175/1985	S	S SD	SD	SD	SD	SD	SD	SD	SD	SD	SD	
Royaume de Bhoutan	0,5	IV	A 39/1969	R 181/1971	R 246/1979	S	SD SD	SD	—	—	—	—	—	—	—	—	
République socialiste soviétique de Biélorussie	3	II	R 69/1978	R 69/1978	R 69/1978	S	S S	S	—	—	—	—	—	—	—	—	

République de Bolivie	1	I	R 197/1972	R 197/1972	R 77/1977	R 308/1988	R R	R — — — — — —	308/1988
République du Botswana	0,5	V	A 36/1968	R 98/1979	R 98/1979	R 98/1986	R R	R — — — — — —	98/1986
République fédérative du Brésil	25	I	R 178/1969	R 89/1973	R 150/1979	S	S S	S — — — — — —	
Brunei Darussalam	1	IV	A 19/1985	A 19/1985	A 19/1985	—	— —	— — — — — —	
République populaire de Bulgarie	3	II	R 164/1969	R 102/1974	R 270/1977	R 98/1986	X X	X X — — — — X	98/1986
Burkina Faso ³	0,5	V	R 95/1967	R 166/1971	R 246/1979	S	S S	S S S S S S S	
République du Burundi	0,5	V	R 110/1969	R 70/1973	R 169/1977	S	S S	S S S S — — —	
République du Cameroun	1	V	R 36/1969	R 9/1975	S	S	S S	S S S S S S S	
Canada	50	I	R 165/1966	R 256/1971	R 252/1975	R 19/1987	X X	S — — — — — —	19/1987
République du Cap-Vert	0,5	V	A 251/1976	A 251/1976	A 251/1976	—	— —	— — — — — —	
République centrafricaine	0,5	V	R 186/1968	R 52/1974	R 169/1977	S	S S	S S S S S S —	
Chili	5	I	R 241/1972	R 241/1972	R 99/1978	R 19/1988	R R	R R R R R R R	19/1988
République populaire de Chine	25	IV	A 70/1973	A 70/1973	R 270/1977	R 133/1987	X X	X — — — — — —	133/1987
République de Chypre	1	III	R 78/1969	R 241/1972	R 84/1977	R 175/1988	R R	R R R R R R R	175/1988
République de Colombie	3	I	R 154/1976	R 35/1979	R 261/1979	S	S S	S — — — — — —	
République fédérale islamique des Comores	0,5	V	A 195/1976	A 195/1976	A 195/1976	S	S S	S S S S — S S	
République populaire du Congo	1	V	R 264/1966	R 150/1979	R 150/1979	S	S S	S S S S S — —	
République de Corée	10	IV	R 165/1966	R 79/1971	R 38/1976	R 272/1986	X X	X X X X — — X	272/1986
République de Costa-Rica	1	I	R 299/1981	R 299/1981	R 299/1981	S	S S	S — — — — — —	
République de Côte d'Ivoire	3	V	R 3/1966	R 91/1981	R 91/1981	S	S S	S S S S S — —	
République de Cuba	3	I	R 87/1969	R 9/1975	R 69/1978	S	S S	S — — — — — —	
Royaume de Danemark	10	III	R 71/1966	R 74/1971	R 118/1976	R 321/1986	SD SD	SD SD SD SD — — SD	
République de Djibouti	0,5	V	A 132/1978	A 132/1978	A 132/1978	S	S S	S S — — — — —	
République dominicaine	1	I	S	S	—	S	S S	S — — — — — —	
Commonwealth de la Dominique	1	I	A 38/1980	A 38/1980	A 38/1980	R 175/1988	R R	R A — A — — —	175/1988
République arabe d'Egypte	10	V	R 181/1967	R 129/1972	R 77/1977	S	S S	S S S S S S S	

Pays-membres (Constitution, art. 2)	Classe de contribution Nombre d'unités	Groupe géographique	Constitution (Vienne 1964)	Prot. additionnel (Tokyo 1969)	Prot. additionnel (Lausanne 1974)	Prot. additionnel (Hamburg 1984)	Actes de Hamburg 1984										
			Circulaire du Bureau inter-national C	Circulaire du Bureau inter-national PA	Circulaire du Bureau inter-national PA	Circulaire du Bureau inter-national PA	Actes obligatoires RG CV		CP	MP	VP	R	RP	E	AP	Circulaire du Bureau inter-national	
République de El Salvador	1	I	R 132/1978	R 132/1978	R 132/1978	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Emirats arabes unis	1	IV	A 89/1973	A 89/1973	R 98/1979	S	S	S	S	—	—	—	—	—	—	—	—
République de l'Equateur	1	I	R 215/1969	A 84/1977	R 84/1977	S	S	S	S	S	S	S	S	S	S	S	S
Espagne	25	III	R 63/1967	R 175/1973	R 70/1980	R 206/1987	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	206/1987
Ethiopie socialiste	0,5	V	R 148/1969	R 11/1974	R 150/1979	S	S	S	S	—	—	—	—	—	—	—	—
Fidji	1	IV	A 135/1971	A 220/1972	R 258/1975	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
République de Finlande	10	III	R 104/1966	R 197/1972	R 35/1979	R 228/1986	X	X	X	X	X	X	—	X	X	X	228/1986
République française	50	III	R 71/1966	R 79/1971	R 258/1975	R 106/1988	X	X	X	X	X	X	X	X	X	—	106/1988
République gabonaise	1	V	R 82/1967	R 7/1973	R 245/1978	S	S	S	S	S	S	S	S	S	—	S	—
République de Gambie	0,5	V	A 205/1974	A 205/1974	A 70/1980	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
République du Ghana	3	V	R 63/1967	R 122/1974	R 193/1976	S	S	S	S	—	—	—	—	—	—	—	—
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, îles de la Manche et île de Man	50	III	R 223/1966	R 193/1972	R 116/1976	R 272/1986	X	X	X	—	X	X	—	—	—	—	272/1986
Territoires d'outre-mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	5	IV	R 65/1968	R 193/1972	R 118/1976	R 272/1986	X	X	X	—	X	—	—	—	—	—	272/1986
Grèce	3	III	R 110/1968	R 173/1972	R 270/1977	S	S	S	S	S	S	S	S	S	—	S	—
Grenade	1	I	A 33/1978	A 33/1978	A 33/1978	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
République du Guatemala	3	I	R 59/1970	R 233/1975	R 211/1979	R 19/1987	R	R	A	—	—	—	—	—	—	—	19/1987
République de Guinée	0,5	V	R 95/1967	R 271/1973	R 251/1976	S	S	S	S	S	—	—	—	—	—	—	—
République de Guinée-Bissau	0,5	V	A 138/1974	A 138/1974	S	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
République de Guinée équatoriale	0,5	V	A 148/1970	A 175/1973	A 299/1981	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guyane	1	I	A 75/1967	R 217/1973	A 300/1980	S	S	S	S	—	—	—	—	—	—	—	—

République d'Haïti	0,5	I	A 164/1975	A 164/1975	—	S	S S	S S — — — — —
République du Honduras	1	I	S	S	S	S	S S	S — — — — —
République populaire hongroise	5	II	R 118/1967	R 102/1974	R 287/1976	R 19/1988	X X	X X — X — — — 19/1988
Inde	25	IV	R 11/1967	R 7/1973	R 195/1976	S	S S	S — — — — —
République d'Indonésie	10	IV	R 44/1975	R 44/1975	R 263/1977	S	S S	S S S S S S S
République islamique d'Iran	5	IV	R 227/1968	R 154/1973	R 235/1977	S	S S	S — — — — —
République d'Iraq	3	IV	R 257/1967	R 256/1971	R 47/1977 263/1977	S	S S	S — — — — —
Irlande	10	III	R 113/1966	R 171/1971	R 35/1979	S	S S	S — — — — —
République d'Islande	1	III	R 177/1965	R 105/1971	R 258/1975	R 228/1986	R R	R R R R — — — 228/1986
Israël	3	IV	R 62/1968	R 205/1971	R 287/1976	R 106/1988	X X	X — — — — — 106/1988
Italie	25	III	R 169/1968	R 220/1972	A 193/1976	A 206/1987	A A	A A A A A A A 206/1987
(AI) Jamahiriya arabe libyenne populaire socialiste	5	V	R 164/1969	A 217/1973	R 99/1978	—	— —	— — — — — — —
Jamaïque	1	I	R 87/1969	A 32/1974	R 251/1976	—	— —	— — — — — — —
Japon	50	IV	R 153/1965	R 166/1971	R 252/1975	R 314/1985	X X	X X X — — — — 314/1985
Royaume hachémite de Jordanie	1	IV	R 61/1968	R 89/1973	R 154/1976	R 98/1986	R R	R R — — — — — 98/1986
Kampuchea démocratique ²	1	IV	R 186/1969	R 220/1972	S	—	— —	— — — — — — —
République de Kenya	3	V	A 107/1968	R 113/1973	R 211/1979 300/1980	S	S S	S — — — — —
Kiribati	0,5	IV	A 171/1984	A 171/1984	A 171/1984	—	— —	— — — — — — —
Kuwait	10	IV	R 207/1967	R 173/1972	R 77/1977 126/1977	S	S S	S S — — — — —
République démocratique populaire lao	0,5	IV	R 268/1967	R 254/1972	R 28/1982	A 133/1987	A A	A — — — — — 133/1987
Royaume du Lesotho	0,5	V	A 205/1967	A 21/1972	R 287/1976	R 321/1986	X X	X — — — — — 321/1986
République libanaise	1	IV	R 261/1979	R 261/1979	R 261/1979	R 206/1987	R R	R R — — — — — 206/1987
République de Libéria	1	V	R 154/1976	R 193/1976	R 39/1981	S	S S	S — — — — —
Principauté de Liechtenstein	1	III	R 281/1967	R 256/1971	R 252/1975	R 314/1985	R R	R R R R A — R 314/1985

Pays-membres (Constitution, art. 2)	Classe de contribution Nombre d'unités	Groupe géographique	Constitution (Vienne 1964)	Prot. additionnel (Tokyo 1969)	Prot. additionnel (Lausanne 1974)	Prot. additionnel (Hamburg 1984)	Actes de Hamburg 1984										
			Circulaire du Bureau international C	Circulaire du Bureau international PA	Circulaire du Bureau international PA	Circulaire du Bureau international PA	Actes obligatoires RG CV									Circulaire du Bureau international AP	
								CP	MP	VP	R	RP	E				
Luxembourg	3	III	R 156/1966	R 192/1971	R 118/1976	R 98/1986	R R	R R R R R – R	98/1986								
République démocratique de Madagascar	3	V	R 177/1965	R 207/1974	R 35/1979	R 19/1987	X X	X X X – – – –	19/1987								
Malaisie	3	IV	R 87/1969	R 207/1974	R 116/1976	R 272/1986	X X	X – – – – – –	272/1986								
Malawi	0,5	V	A 226/1966	R 106/1984	R 106/1984	R 133/1987	R R	R – – – – – –	133/1987								
République des Maldives	1	IV	A 180/1967	A 32/1974	A 241/1976	–	– –	– – – – – –									
République du Mali	0,5	V	R 104/1966	R 220/1972	R 211/1979	S	S S	S S S S S S –									
Malte	1	III	A 124/1968	–	–	–	– –	– – – – – –									
Royaume du Maroc	5	V	R 118/1967	R 217/1973	R 33/1978	S	S S	S S S S S S S									
Maurice	1	V	A 165/1969	A 241/1973	R 245/1978	–	– –	– – – – – –									
République islamique de Mauritanie	1	V	A 75/1967	R 84/1977	R 84/1977	S	S S	S S S S S – –									
Etats-Unis du Mexique	10	I	R 97/1968	R 77/1974	R 187/1980	R 206/1987	R R	R R – – – – –	206/1987								
Principauté de Monaco	1	III	R 227/1968	R 181/1971	R 38/1980	S	S S	S S S S S – –									
République populaire de Mongolie	1	II	R 241/1968	S	S	S	S S	S – – – – – –									
République populaire du Mozambique	1	V	A 238/1978	A 238/1978	A 238/1978	–	– –	– – – – – –									
Union de Myanmar ⁷	3	IV	R 160/1969	R 241/1973	R 70/1980	S	S S	S – – – – – –									
République de Nauru	1	IV	A 69/1969	S	–	–	– –	– – – – – –									
Népal	3	IV	R 135/1970	R 164/1975	R 126/1977	S	S S	S – – – – – –									
République du Nicaragua	1	I	R 106/1988	R 106/1988	R 106/1988	A 106/1988	A A	A – – – – – –	106/1988								
République du Niger	1	V	R 135/1966	R 171/1971	R 287/1976	R 235/1989	X X	X X X X X – –	235/1989								
République fédérale du Nigéria	10	V	R 82/1967	R 9/1975	R 278/1979	R 133/1987	R R	R – – – – – –	321/1986								
Norvège	10	III	R 21/1966	R 113/1973	R 296/1976	R 19/1988	X X	X X X X – X X	19/1988								
Nouvelle-Zélande	15	IV	R 11/1967	R 21/1972	R 263/1977	R 308/1988	R R	R – – – – – –	308/1988								
Sultanat d'Oman	1	IV	A 178/1971	A 178/1971	R 169/1977	R 308/1988	R R	R – – – – – –	308/1988								
Ouganda	0,5	V	R 83/1969	R 35/1979	R 35/1979	–	– –	– – – – – –									

Pakistan	15	IV	R 80/1967	R 241/1972	R 235/1977	S	S S	S - - - - -	
République de Panama	1	I	A 19/1985	S	S	S	S S	S - - - - -	
Papouasie — Nouvelle-Guinée	1	IV	A 154/1976	A 154/1976	A 154/1976 251/1976	S	S S	S - - - - -	
République de Paraguay	1	I	R 98/1979	R 98/1979	R 98/1979 187/1980	S	S S	S - - - - -	
Pays-Bas	15	III	R 178/1969	R 205/1971	R 38/1976	R 19/1987	X X	X X X X - X -	19/1987
Antilles néerlandaises et Aruba ⁴	1	I	R 178/1969	R 205/1971	R 38/1976	R 19/1987	X X	X X X X X - -	19/1987
République du Pérou	3	I	R 108/1970	A 35/1979	R 150/1979	S	S S	S S S S S S S	
République des Philippines	1	IV	R 154/1973	R 154/1973	R 278/1979	A 19/1987	A A	- - - - - - -	19/1987
République populaire de Pologne	5	II	R 244/1967	R 121/1974	R 270/1977 99/1978	R 175/1988	X X	X X - - - - -	175/1988
Portugal	5	III	R 241/1968	R 98/1972	R 91/1981	S	S S	S S - S S - S	
Etat de Qatar	5	IV	A 25/1969	R 300/1980	R 300/1980	R 321/1986	R R	R R - - - - -	321/1986
République démocratique allemande	15	II	A 135/1973	A 135/1973	R 296/1976	R 321/1986	X X	X - - - - - -	321/1986
République populaire démocratique de Corée	5	IV	A 139/1974	A 139/1974	R 245/1978	R	R R	R - - - - - R	
République socialiste de Roumanie	3	II	R 103/1969	R 122/1974	R 235/1977	R 206/1987	X X	X X - - - - -	206/1987
République rwandaise	0,5	V	R 175/1988	S	-	R 175/1988	R R	R R R - - - -	175/1988
Saint-Christophe-et-Nevis	1	I	A 19/1988	A 19/1988	A 19/1988	A 19/1988	A A	A A A A A A A	19/1988
Sainte-Lucie	1	I	A 187/1980	A 187/1980	A 187/1980	A 19/1987	A A	A - - - - - -	19/1987
République de Saint-Marin	1	III	R 281/1967	R 171/1971	R 261/1979	R 106/1988	R R	R R R R R R R	106/1988
Saint-Vincent-et-Grenadines	1	I	A 39/1981	A 39/1981	A 39/1981	S	S S	S - S - - - -	
Iles Salomon	1	IV	A 106/1984	A 106/1984	A 106/1984	S	S S	S S - - - - -	
Etat indépendant du Samoa occidental	0,5	IV	A 235/1989	A 235/1989	A 235/1989	A 235/1989	A A	A A A A A A A	235/1989
République démocratique de Sao Tomé-et-Principe	0,5	V	A 196/1977	A 196/1977	A 196/1977	-	- -	- - - - - - -	
République du Sénégal	1	V	R 268/1967	R 77/1974	S	S	S S	S S S S S S -	
République des Seychelles	1	V	A 235/1977	A 235/1977	A 235/1977	-	- -	- - - - - - -	
République de Sierra Leone	0,5	V	R 207/1967	R 52/1974	S	-	- -	- - - - - - -	
République de Singapour	1	IV	A 22/1966	R 65/1972	R 145/1976	R 228/1986	X X	X - - - - - -	228/1986
République démocratique de Somalie	0,5	V	R 123/1968	A 98/1972	S	-	- -	- - - - - - -	

<i>Pays-membres (Constitution, art. 2)</i>	<i>Classe de contri- bution</i>	<i>Groupe géogra- phique</i>	<i>Constitution (Vienne 1964)</i>	<i>Prot. additionnel (Tokyo 1969)</i>	<i>Prot. additionnel (Lausanne 1974)</i>	<i>Prot. additionnel (Hamburg 1984)</i>	<i>Actes de Hamburg 1984</i>									
	<i>Nombre d'unités</i>		<i>Circulaire du Bureau inter- national</i>	<i>Circulaire du Bureau inter- national</i>	<i>Circulaire du Bureau inter- national</i>	<i>Circulaire du Bureau inter- national</i>	<i>Actes obligatoires</i>									<i>Circulaire du Bureau inter- national</i>
			<i>C</i>	<i>PA</i>	<i>PA</i>	<i>PA</i>	<i>RG</i>	<i>CV</i>	<i>CP</i>	<i>MP</i>	<i>VP</i>	<i>R</i>	<i>RP</i>	<i>E</i>	<i>AP</i>	
République du Soudan ⁵	0,5	V	S	S	S	S	S	S	S	S	—	—	—	—	—	
République socialiste démocratique de Sri Lanka	5	IV	R 95/1967	R 154/1973	R 171/1984	R 19/1988	R	R	R	R	—	—	—	—	—	19/1988
Suède	15	III	R 80/1967	R 241/1971	R 77/1977	R 98/1986	X	X	X	X	X	—	X	X		98/1986
Confédération suisse	15	III	R 113/1966	R 105/1971	R 252/1975	R 314/1985	R	R	R	R	R	R	—	R		314/1985
République du Suriname	1	I	A 118/1976	A 118/1976	A 118/1976	S	S	S	S	S	—	S	S	—	—	
Royaume du Swaziland	1	V	A 217/1969	A 166/1971	R 154/1976	R 228/1986	R	R	X	—	—	—	—	—	—	228/1986
République arabe syrienne	1	IV	R 80/1967	R 241/1971	R 235/1977	S	R	R	R	R	—	—	—	—	—	308/1988
République unie de Tanzanie	0,5	V	R 268/1967	R 233/1975	R 245/1978	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
République du Tchad	0,5	V	R 98/1972	R 98/1972	R 99/1978	R 308/1988	R	R	S	R	S	R	—	R	—	308/1988
République socialiste tchécoslovaque	10	II	R 264/1966	R 300/1980	R 235/1977	R 206/1987	X	X	X	X	—	X	—	—	—	206/1987
Thaïlande	3	IV	R 156/1966	R 105/1971	R 116/1976	R 272/1986	X	X	X	X	—	X	X	—	X	272/1986
République togolaise	0,5	V	R 244/1967	R 65/1972	R 195/1976	R 235/1989	X	X	X	X	X	X	X	X	X	235/1989
Royaume des Tonga	1	IV	A 35/1972	A 35/1972	S	S	S	S	S	—	—	—	—	—	—	
République de Trinité-et-Tobago	1	I	R 186/1968	R 102/1974	A 35/1979	S	S	S	S	—	—	—	—	—	—	
Tunisie	5	V	R 260/1966	R 21/1972	R 38/1976	R 228/1986	R	R	R	R	R	R	R	R	R	228/1986
Turquie	5	III	R 224/1970	R 150/1979	R 228/1986	S	S	S	S	S	S	S	S	S	S	
Tuvalu	0,5	IV	A 39/1981	A 39/1981	A 39/1981	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
République socialiste soviétique d'Ukraine	10	II	R 69/1978	R 69/1978	R 69/1978	S	S	S	S	—	—	—	—	—	—	
Union des républiques socialistes soviétiques	25	II	R 69/1978	R 69/1978	R 69/1978	S	S	S	S	—	—	—	—	—	—	
République orientale de l'Uruguay	3	I	R 98/1979	R 98/1979	R 98/1979	S	S	S	S	S	S	S	S	S	S	
République de Vanuatu	1	IV	A 152/1982	A 152/1982	A 152/1982	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Etat de la cité du Vatican	1	III	R 106/1968	R 175/1973	R 241/1976	S	S	S	S	S	—	S	—	—	S	

République de Vénézuéla	3	I	R 189/1969	R 69/1978	R 246/1979	R 308/1988	R R	R – – – – – 308/1988
République socialiste du Viet Nam	1	IV	R 181/1967	A 52/1974	R 296/1976	S	S S	S – – – – –
République arabe du Yémen	0,5	IV	R 36/1969	R 205/1971	R 132/1978	S	S S	S S – – – – –
République démocratique populaire du Yémen	0,5	IV	A 126/1968	A 129/1972	R 211/1979	S	S S	S S – – – – –
République socialiste fédérative de Yougoslavie	5	II	R 63/1967	R 241/1971	R 195/1976	R 235/1989	R R	R R R R R R R 235/1989
République du Zaïre	3	V	R 278/1979	R 278/1979	R 278/1979	–	– –	– – – – –
République de Zambie	3	V	A 75/1967	R 151/1983	R 151/1983	S	S S	S – – – – –
Zimbabwe	3	V	A 246/1981	A 246/1981	A 246/1981	S	S S	S – – – – –

Nombre de Pays-membres: 170

¹ Les désignations des Pays-membres sont celles sous lesquelles les plénipotentiaires ont signé les Actes de Hamburg 1984. Pour les pays qui ont été admis ou qui ont adhéré à l'Union après le Congrès de Hamburg 1984, les désignations sont celles qui ont été dûment communiquées au Bureau international.

² Désignation utilisée aux Nations Unies.

³ Nouvelle désignation. Voir circulaire du Bureau international 172/1984.

⁴ Nouvelle dénomination. Voir circulaire du Bureau international 313/1985.

⁵ Nouvelle dénomination. Voir circulaire du Bureau international 31/1986.

⁶ Nouvelle dénomination. Voir circulaire du Bureau international 66/1989.

⁷ Nouvelle dénomination. Voir circulaire du Bureau international 212/1989.

Liste des Pays-membres de la Commission 7 (Colis postaux)^{1 2}

(Etat au 15 août 1989)

Nom des pays faisant partie de l'Arrangement concernant les colis postaux

1. République d'Afghanistan
2. République populaire socialiste d'Albanie
3. République algérienne démocratique et populaire
4. République fédérale d'Allemagne
5. Etats-Unis d'Amérique
6. République populaire d'Angola
7. Royaume de l'Arabie saoudite
8. République argentine
9. Australie
10. République d'Autriche
11. Commonwealth des Bahamas
12. Etat de Bahrain
13. République populaire du Bangladesh
14. Barbade
15. Belgique
16. République populaire du Bénin
17. Royaume de Bhoutan
18. République socialiste soviétique de Biélorussie
19. République de Bolivie
20. République du Botswana
21. République fédérative du Brésil
22. Brunei Darussalam
23. République populaire de Bulgarie
24. Burkina Faso
25. République du Burundi
26. République du Cameroun

¹ Sous réserve des modifications apportées par les Pays-membres intéressés, les désignations des Pays-membres sont celles sous lesquelles les plénipotentiaires ont signé les Actes de Hamburg 1984. Pour les pays qui ont été admis ou qui ont adhéré à l'Union après le Congrès de Hamburg, les désignations sont celles qui ont été dûment communiquées au Bureau international.

² Les délégués des Pays-membres qui ne sont pas parties auxdits Arrangements peuvent prendre part, sans droit de vote, aux délibérations de la Commission 7 (article 9, paragraphe 3, du Règlement intérieur des Congrès).

27. Canada
28. République centrafricaine
29. Chili
30. République populaire de Chine
31. République de Chypre
32. République de Colombie
33. République fédérale islamique des Comores
34. République populaire du Congo
35. République de Corée
36. République de Costa-Rica
37. République de Côte d'Ivoire
38. République de Cuba
39. Royaume de Danemark
40. République de Djibouti
41. République dominicaine
42. Commonwealth de la Dominique
43. République arabe d'Égypte
44. Emirats arabes unis
45. République de l'Équateur
46. Espagne
47. Éthiopie socialiste
48. République de Finlande
49. République française
50. République gabonaise
51. République du Ghana
52. Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, îles de la Manche et île de Man
53. Territoires d'outre-mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
54. Grèce
55. République du Guatemala
56. République de Guinée
57. Guyane
58. République d'Haïti
59. République du Honduras
60. République populaire hongroise
61. Inde
62. République d'Indonésie
63. République islamique d'Iran
64. République d'Iraq
65. Irlande
66. République d'Islande
67. Israël
68. Italie
69. Japon
70. Royaume hachémite de Jordanie
71. République de Kenya
72. Kiribati
73. Koweït
74. République démocratique populaire lao
75. Royaume du Lesotho
76. République libanaise
77. République de Libéria
78. Principauté de Liechtenstein
79. Luxembourg
80. République démocratique de Madagascar
81. Malaisie

82. Malawi
83. République du Mali
84. Royaume du Maroc
85. République islamique de Mauritanie
86. Etats-Unis du Mexique
87. Principauté de Monaco
88. République populaire de Mongolie
89. Union de Myanmar
90. Népal
91. République du Nicaragua
92. République du Niger
93. République fédérale du Nigéria
94. Norvège
95. Nouvelle-Zélande
96. Sultanat d'Oman
97. Pakistan
98. République de Panama
99. Papouasie – Nouvelle-Guinée
100. République de Paraguay
101. Pays-Bas
102. Antilles néerlandaises et Aruba
103. République du Pérou
104. République populaire de Pologne
105. Portugal
106. Etat de Qatar
107. République démocratique allemande
108. République populaire démocratique de Corée
109. République socialiste de Roumanie
110. République rwandaise
111. Saint-Christophe-et-Nevis
112. Sainte-Lucie
113. République de Saint-Marin
114. Saint-Vincent-et-Grenadines
115. Iles Salomon
116. Etat indépendant du Samoa occidental
117. République du Sénégal
118. République de Singapour
119. République du Soudan
120. République socialiste démocratique de Sri Lanka
121. Suède
122. Confédération suisse
123. République du Suriname
124. Royaume du Swaziland
125. République arabe syrienne
126. République du Tchad
127. République socialiste tchécoslovaque
128. Thaïlande
129. République togolaise
130. Royaume des Tonga
131. République de Trinité-et-Tobago
132. Tunisie
133. Turquie
134. République socialiste soviétique d'Ukraine
135. Union des républiques socialistes soviétiques
136. République orientale de l'Uruguay
137. Etat de la cité du Vatican

- 138. République de Vénézuéla
- 139. République socialiste du Viet Nam
- 140. République arabe du Yémen
- 141. République démocratique populaire du Yémen
- 142. République socialiste fédérative de Yougoslavie
- 143. République de Zambie
- 144. Zimbabwe

Liste des Pays-membres de la Commission 8 (Services financiers postaux)^{1 2}

(Etat au 15 août 1989)

Les Arrangements concernant les services financiers postaux sont les suivants:

- Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage (MP);
- Arrangement concernant le service des chèques postaux (VP);
- Arrangement concernant les envois contre remboursement (R);
- Arrangement concernant les recouvrements (RP);
- Arrangement concernant le service international de l'épargne (E);
- Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques (AP).

Nom des pays faisant partie des Arrangements concernant les services financiers postaux

Note. – Le signe × placé en regard des pays indique que le pays considéré est partie à l'Arrangement respectif.

Pays-membres		MP	VP	R	RP	E	AP
1.	République algérienne démocratique et populaire	×	×	×	×		
2.	République fédérale d'Allemagne	×	×	×	×	×	×
3.	Etats-Unis d'Amérique	×					

¹ Sous réserve des modifications apportées par les Pays-membres intéressés, les désignations des Pays-membres sont celles sous lesquelles les plénipotentiaires ont signé les Actes de Hamburg 1984. Pour les pays qui ont été admis ou qui ont adhéré à l'Union après le Congrès de Hamburg, les désignations sont celles qui ont été dûment communiquées au Bureau international.

² Les délégués des Pays-membres qui ne sont pas parties auxdits Arrangements peuvent prendre part, sans droit de vote, aux délibérations de la Commission 8 (article 9, paragraphe 3, du Règlement intérieur des Congrès).

Pays-membres	MP	VP	R	RP	E	AP
4. République argentine	x	x	x	x		x
5. République d'Autriche	x	x	x	x		x
6. Belgique	x	x	x	x	x	x
7. République populaire du Bénin	x	x	x	x	x	x
8. République populaire de Bulgarie	x					x
9. Burkina Faso	x	x	x	x	x	x
10. République du Burundi	x	x	x			
11. République du Cameroun	x	x	x	x	x	x
12. République centrafricaine	x	x	x	x	x	
13. Chili	x	x	x	x	x	x
14. République de Chypre	x	x	x	x	x	x
15. République fédérale islamique des Comores	x	x	x		x	x
16. République populaire du Congo	x	x	x	x		
17. République de Corée	x	x	x			x
18. République de Côte d'Ivoire	x	x	x	x		
19. Royaume de Danemark	x	x	x			x
20. République de Djibouti	x					
21. Commonwealth de la Dominique	x		x			
22. République arabe d'Egypte	x	x	x	x	x	x
23. République de l'Equateur	x	x	x	x	x	x
24. Espagne	x	x	x	x	x	x
25. République de Finlande	x	x	x		x	x
26. République française	x	x	x	x	x	
27. République gabonaise	x	x	x	x		x
28. Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, îles de la Manche et île de Man		x	x			
29. Territoires d'outre-mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord		x				
30. Grèce	x	x	x	x		x
31. République de Guinée	x					
32. République d'Haïti	x					
33. République populaire hongroise	x		x			
34. République d'Indonésie	x	x	x	x	x	x
35. République d'Islande	x	x	x			
36. Italie	x	x	x	x	x	x
37. Japon	x	x				
38. Royaume hachémite de Jordanie	x					
39. Koweït	x					
40. République libanaise	x					
41. Principauté de Liechtenstein	x	x	x	x		x
42. Luxembourg	x	x	x	x		x
43. République démocratique de Madagascar	x	x				
44. République du Mali	x	x	x	x	x	
45. Royaume du Maroc	x	x	x	x	x	x
46. République islamique de Mauritanie	x	x	x	x		
47. Etats-Unis du Mexique	x					
48. Principauté de Monaco	x	x	x	x		
49. République du Niger	x	x	x	x		
50. Norvège	x	x	x		x	x
51. Pays-Bas	x	x	x		x	

Pays-membres	MP	VP	R	RP	E	AP
52. Antilles néerlandaises et Aruba	x	x	x	x		
53. République du Pérou	x	x	x	x	x	x
54. République populaire de Pologne	x					
55. Portugal	x		x	x		x
56. Etat de Qatar	x					
57. République populaire démocratique de Corée						x
58. République socialiste de Roumanie	x					
59. République rwandaise	x	x				
60. Saint-Christophe-et-Nevis	x	x	x	x	x	x
61. République de Saint-Marin	x	x	x	x	x	x
62. Saint-Vincent-et-Grenadines		x				
63. Iles Salomon	x					
64. Etat indépendant du Samoa occidental	x	x	x	x	x	x
65. République du Sénégal	x	x	x	x	x	
66. République du Soudan	x					
67. République socialiste démocratique de Sri Lanka	x					
68. Suède	x	x	x		x	x
69. Confédération suisse	x	x	x	x		x
70. République du Suriname	x		x	x		
71. République arabe syrienne	x					
72. République du Tchad	x	x	x		x	
73. République socialiste tchécoslovaque	x		x			
74. Thaïlande	x		x	x		x
75. République togolaise	x	x	x	x	x	x
76. Tunisie	x	x	x	x	x	x
77. Turquie	x	x	x	x	x	x
78. République orientale de l'Uruguay	x	x	x	x	x	x
79. Etat de la cité du Vatican	x		x			x
80. République arabe du Yémen	x					
81. République démocratique populaire du Yémen	x					
82. République socialiste fédérative de Yougoslavie	x	x	x	x	x	x

Liste des organisations invitées au XXe Congrès

Note du Secrétaire général

1. Sur la base de l'article 102, § 6, lettre n), du Règlement général, le Conseil exécutif, par sa résolution CE 2/1989, a chargé le Directeur général du Bureau international d'inviter au XXe Congrès:

a) les organisations internationales intergouvernementales suivantes:

- Organisation internationale du travail (OIT);
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO);
- Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO);
- Organisation mondiale de la santé (OMS);
- Banque mondiale;
- Fonds monétaire international (FMI);
- Organisation de l'aviation civile internationale (OACI);
- Union internationale des télécommunications (UIT);
- Organisation météorologique mondiale (OMM);
- Organisation maritime internationale (OMI);
- Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI);
- Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA);
- Conseil de coopération douanière (CCD);

b) les organisations internationales non gouvernementales suivantes:

- Association du transport aérien international (IATA);
- Organisation internationale de normalisation (ISO);
- Chambre internationale de la marine marchande (ICS);
- Institut international des caisses d'épargne (IICE).

Le Directeur général était également chargé d'indiquer, dans les invitations aux organisations non gouvernementales sus-indiquées, que leur présence sera limitée aux séances des Commissions du Congrès examinant les questions les intéressant, dans les conditions déterminées ultérieurement en collaboration avec les Présidents des Commissions concernées.

Lesdites invitations ont été adressées le 30 mai 1989.

2. Les observateurs de droit suivants, dont la participation résulte soit d'une disposition des Actes, soit de décisions particulières, ont également été invités à se faire représenter au XXe Congrès:

- l'ONU, dont la participation au Congrès découle de l'article II, § 1, de l'Accord ONU/UPU;
- les Unions restreintes avec lesquelles l'UPU entretient des relations, conformément à l'article 8, § 2, de la Constitution: la CAPTAC, la CEPT, l'UAPT, l'UPA, l'UPAE, l'UPAf, l'UPAP, l'APPU, l'UPPN et l'UPSOA;
- l'Organisation de l'unité africaine (OUA), conformément à la décision C 92 du Congrès de Lausanne;
- la Ligue des Etats arabes, conformément à la résolution C 7 du Congrès de Rio de Janeiro;
- les mouvements de libération nationale reconnus par l'Organisation de l'unité africaine, conformément à la résolution C 3 du Congrès de Lausanne;
- l'Organisation de libération de la Palestine («Palestine» d'après la résolution 43/177 de l'ONU), en qualité de mouvement de libération nationale reconnu par la Ligue des Etats arabes, conformément à la résolution C 3 du Congrès de Lausanne.

3. A fin septembre 1989, les organisations suivantes avaient répondu favorablement à l'invitation du Directeur général:

- FAO, Banque mondiale, FMI, OACI, UIT;
- IATA, ISO, ICS;
- CAPTAC, CEPT, UAPT, UPA, UP AE, UPAf, UPAP.

Toutes les organisations représentées au Congrès figureront dans la liste des participants.

Berne, le 4 octobre 1989

Le Secrétaire général,

A.C. BOTTO DE BARROS

Distribution de la documentation du Congrès

Communication du Secrétaire général

La distribution des propositions et documents soumis au Congrès de Washington a eu lieu en neuf expéditions, la première étant datée du 31 mai 1989, la dernière du 9 octobre 1989.

Tous les documents «Congrès – Doc» qui devaient être expédiés avant l'ouverture du Congrès ont été compris dans les expéditions susmentionnées. Les autres seront distribués dans les cases des délégués au Centre du Congrès à Washington. Il s'agit des documents suivants:

- 3 à 15 Ordres du jour;
- 31 et 32 Langues de délibération pendant le Congrès;
- 37 Discours et interventions préparés à l'avance par écrit;
- 40 Changements de classes de contribution;
- 42 à 47 Election des membres du CE et du CCEP;
- 68 Rapport final de la Commission 2 (Finances);
- 70 Rapport final de la Commission 9 (Coopération technique);
- 78 Cahier des décisions autres que celles modifiant les Actes.

A l'instar de ce qui a été fait au Congrès de Hamburg 1984, les cahiers de propositions ne contiennent aucun texte de base (textes des Actes du Congrès précédent). Pour les comparaisons entre les textes des Actes de Hamburg et ceux des propositions, il conviendra donc de consulter les Actes annotés du Congrès de Hamburg ou tout autre texte de base. De ce fait, les délégués qui participeront au Congrès de Washington sont priés de se munir de ces textes, le nombre d'exemplaires des Actes que le Service de documentation du Congrès pourra mettre à la disposition des participants étant très limité.

En ce qui concerne toutefois les Arrangements concernant les mandats de poste, le service des chèques postaux et les envois contre remboursement révisés par le Conseil exécutif conformément aux résolutions C 10 et C 81 ainsi qu'à la décision C 28 du Congrès de Hamburg, le CE a, à sa session de 1989, invité les Administrations postales à présenter leurs propositions au Congrès de Washington sur la base des textes ainsi remaniés. Ces textes figurent dans la partie droite des projets de revision qui font l'objet respectivement des propositions d'ordre général 6000.1, 7000.1 et 8000.1¹, alors que dans leur partie gauche se trouvent les textes adoptés par le Congrès de Hamburg.

¹ Les formules y relatives font l'objet des propositions 6900.1, 7900.1 et 8900.1 respectivement.

Par ailleurs, comme les propositions et documents destinés au XXe Congrès ne sont tirés qu'en un nombre limité d'exemplaires, ils ne seront plus distribués à Washington; les participants au Congrès sont priés de bien vouloir les emporter avec eux ainsi que les classeurs correspondants.

A la fin du Congrès de Washington, les Actes issus de celui-ci ne seront expédiés de Washington qu'aux pays non représentés ou qui n'auront pas participé aux séances de la dernière semaine. Les délégués sont donc priés de prendre avec eux ou d'expédier de Washington le nombre de jeux des nouveaux Actes qui leur seront nécessaires en attendant la parution officielle des Décisions du Congrès environ un an après le Congrès.

Berne, le 4 octobre 1989

Le Secrétaire général,

A.C. BOTTO DE BARROS

Représentation aux séances du Congrès et des Commissions d'un Pays-membre par la délégation d'un autre Pays-membre

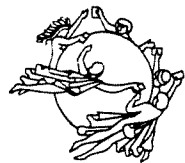
Note du Bureau international

1. L'article 3, paragraphe 6, du Règlement intérieur des Congrès autorise la délégation d'un Pays-membre empêchée d'assister à une ou plusieurs séances à se faire représenter par la délégation d'un autre pays sous réserve notamment que le Président de la réunion intéressée en soit informé par écrit. Toutefois, une délégation ne peut représenter qu'un seul pays autre que le sien.
2. Dans la pratique, le Président donne connaissance à l'assemblée au début de chaque séance des représentations de l'espèce.
3. Pour faciliter la tâche des délégations qui seront amenées à faire usage de cette faculté, le Secrétariat du Congrès tiendra à leur disposition, à la tribune présidentielle, dans les deux salles, des formules de procuration ad hoc (voir spécimen annexe 1) qu'il suffira de compléter et de signer avant de les remettre au Secrétaire des séances plénières ou de la Commission intéressée.
4. Pour le vote électronique, la délégation mandatée devra se rendre à la place de la délégation mandante et votera pour celle-ci au moyen de l'appareil électronique.
5. Les procurations ad hoc ne doivent pas être confondues avec les procurations dont il est question au paragraphe 4 de l'article 3 précité et qui sont relatives aux pouvoirs d'un Pays-membre qui se fait représenter pendant toute la durée du Congrès par la délégation d'un autre Pays-membre. Ces procurations permanentes qui se basent sur l'article 101, paragraphe 2, du Règlement général doivent être présentées sous la forme prescrite à l'article 3, paragraphe 1, du Règlement intérieur pour les pouvoirs eux-mêmes. Les procurations permanentes sont portées à la connaissance du Congrès par un Congrès – Doc particulier.

Berne, le 20 juillet 1989

Le Vice-Directeur général,
F. CICERON

Spécimen de procuration



UNION POSTALE UNIVERSELLE
XXe Congrès
Washington 1989

PROCURATION
(Article 3, paragraphe 6, du Règlement intérieur des Congrès)

Délégation donnant procuration	Nom du pays		
Délégation à laquelle procuration est donnée	Nom du pays		
Séance(s) où la représentation sera assurée	<input type="checkbox"/> Plénière	Date(s)	
	<input type="checkbox"/> Commission	No ou désignation	Date(s)
Lieu et date		Signature du Chef de délégation	
Washington, le			

N.B. La procuration est à remettre au Président ou au Secrétaire de la (des) séance(s) plénière(s) ou de Commission respective(s).

Fonctionnement au Congrès des services de traduction et fourniture de la documentation en différentes langues

Communication du Secrétaire général

Généralités

1. D'après l'article 13, paragraphe 1, du Règlement intérieur des Congrès, les documents élaborés pendant le Congrès sont publiés en langue française par le Secrétariat du Congrès. Le paragraphe 3 de cet article précise en outre que les documents du Congrès peuvent être traduits dans les langues des groupes linguistiques constitués selon les dispositions correspondantes du Règlement général.
2. A cet effet, selon les porte-parole des groupes linguistiques constitués, les services de traduction anglais, arabe, chinois, espagnol, portugais et russe fonctionneront pendant le Congrès.
3. En vue d'assurer la meilleure efficacité et d'établir une parfaite concordance entre les travaux du Secrétariat et ceux des services de traduction, il me paraît utile de communiquer les informations ci-après en ce qui concerne ces services.

Activités des services de traduction

4. Les tâches des services de traduction sont les suivantes:
 - a) établir la version française des textes soumis au Congrès et rédigés en anglais, arabe, chinois, espagnol, portugais ou russe par les délégations membres de l'un ou de l'autre groupe linguistique (article 13, paragraphe 2, du Règlement intérieur des Congrès);
 - b) traduire en anglais, arabe, espagnol, portugais et russe la documentation du Congrès rédigée en français que le groupe linguistique considéré a décidé de traduire (article 13, paragraphe 3 du Règlement intérieur).

Fourniture des manuscrits des documents à traduire

5. Les documents provenant des délégations doivent être présentés en français au Secrétaire du Congrès ou de la Commission concernée (article 13, paragraphe 2, du Règlement intérieur).
6. Pour les documents qui doivent être traduits en français, les manuscrits seront remis au service de liaison et coordination (bureau 32.a) désigné à cet effet.

Distribution de la documentation

7. Sous réserve de ce qui figure sous chiffre 8, la documentation du Congrès est fournie à tous les délégués, y compris les observateurs, en langue française ou dans les langues demandées par les participants et conformément aux dispositions régissant chaque groupe linguistique.

8. Au Congrès, la documentation est en principe distribuée dans les cases mises à la disposition des participants. Celle qui est exceptionnellement remise en séance aux délégués est distribuée une nouvelle fois dans toutes les cases.

Berne, le 18 septembre 1989

Le Secrétaire général,

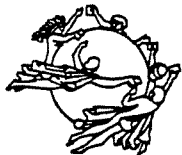
A.C. BOTTO DE BARROS

Langues de délibération pendant le Congrès

1. Conformément aux articles 107, paragraphe 9, du Règlement général et 12 du Règlement intérieur des Congrès, les délibérations du Congrès et de ses Commissions (sauf celles de la Commission 10) seront interprétées dans les quatre langues admises: français, anglais, espagnol, russe.
2. En outre, l'interprétation sera effectuée dans les langues allemande, arabe, chinoise, japonaise et portugaise, cela conformément aux articles 107, paragraphes 10 et 11, du Règlement général et 12 du Règlement intérieur des Congrès.
3. Le portugais sera interprété seulement dans la grande salle de conférence (salle A). Les autres langues énumérées ci-dessus seront interprétées dans les deux salles de conférence (salles A et C).
4. Pour me permettre de répartir les frais d'interprétation et de renseigner les congressistes, je vous saurais gré de bien vouloir me faire savoir, *pour le 24 novembre au plus tard*, la langue dans laquelle les membres de votre délégation s'exprimeront pendant les délibérations du Congrès et des Commissions. Cette demande ne concerne pas l'italien, des dispositions particulières ayant été prises pour cette langue.
5. A cette fin, vous voudrez bien compléter la formule ci-jointe et la renvoyer dûment signée au Secrétariat du Congrès (bureau 23).

Washington, le 13 novembre 1989

Le Secrétaire général,
A.C. BOTTO DE BARROS



UNION POSTALE UNIVERSELLE
XXe Congrès
Washington 1989

LANGUE DE DÉLIBÉRATION

Pays

La délégation du pays susindiqué utilisera lors des délibérations du Congrès de Washington et de ses Commissions la langue

- | | | | |
|------------------------------------|-----------------------------------|------------------------------------|-------------------------------------|
| <input type="checkbox"/> française | <input type="checkbox"/> anglaise | <input type="checkbox"/> espagnole | <input type="checkbox"/> russe |
| <input type="checkbox"/> allemande | <input type="checkbox"/> arabe | <input type="checkbox"/> chinoise | <input type="checkbox"/> portugaise |
| <input type="checkbox"/> japonaise | <input type="checkbox"/> | | |

Les frais d'interprétation en résultant seront pris en charge conformément aux dispositions de l'article 107, paragraphe 12, du Règlement général.

Le Chef de la délégation	Signature
-----------------------------	-----------

Communication du Secrétariat

Langues de délibération choisies pour l'interprétation simultanée pendant le Congrès

A la suite de la communication adressée à MM. les Chefs de délégation le 13 novembre 1989 (Congrès – Doc 31) concernant la langue dont se servirait leur délégation au cours des délibérations du Congrès et de ses Commissions, les réponses qui ressortent de la liste ci-jointe ont été reçues. Si aucune déclaration en la matière n'a été faite par une délégation, celle-ci a été rangée d'office dans la catégorie estimée convenable. Dans ce cas le nom du pays est suivi d'un astérisque.

Washington, le 4 décembre 1989

Langues de délibération pendant le Congrès

Abréviations: Fr = Français; En = Anglais; Es = Espagnol; Ru = Russe; Al = Allemand; Ar = Arabe; Ch = Chinois; Po = Portugais; Ja = Japonais

Pays

Langues choisies

Fr En Es Ru Al Ar Ch Po Ja

République démocratique d'Afghanistan		x							
République algérienne démocratique et populaire	x					x			
République fédérale d'Allemagne					x				
Etats-Unis d'Amérique		x							
République populaire d'Angola								x	
Royaume de l'Arabie saoudite						x			
République argentine			x						
Australie		x							
République d'Autriche					x				
Commonwealth des Bahamas		x				x			
Etat de Bahrain						x			
République populaire du Bangladesh*		x							
Barbade		x							
Belgique	x								
République populaire du Bénin	x								
Royaume du Bhoutan		x							
République socialiste soviétique de Biélorussie				x					
République de Bolivie			x						
République du Botswana		x							
République fédérative du Brésil								x	
Brunei Darussalam		x							
République populaire de Bulgarie				x					
Burkina Faso	x								
République du Burundi	x								
République du Cameroun	x								
Canada	x	x							

Pays	Langues choisies								
	Fr	En	Es	Ru	Al	Ar	Ch	Po	Ja
République du Cap-Vert								x	
République centrafricaine	x								
Chili			x						
République populaire de Chine							x		
République de Chypre		x							
République de Colombie			x						
République fédérale islamique des Comores	x								
République populaire du Congo	x								
République de Corée		x							
République de Costa-Rica			x						
République de Côte d'Ivoire	x								
République de Cuba			x						
Royaume de Danemark		x							
République de Djibouti	x								
République dominicaine			x						
République arabe d'Egypte						x			
République de El Salvador			x						
Emirats arabes unis						x			
République de l'Equateur			x						
Espagne			x						
Ethiopie socialiste		x							
Fidji*		x							
République de Finlande		x							
République française	x								
République gabonaise	x								
République de Gambie		x							
République du Ghana		x							
Royaume de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, îles de la Manche et île de Man		x							
Territoires d'outre-mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord		x							
Grèce	x								
République du Guatemala			x						
République de Guinée	x								
Guyane		x							

Pays
Langues choisies
Fr En Es Ru Al Ar Ch Po Ja

République d'Haïti	x								
République du Honduras			x						
République hongroise	x								
Inde		x							
République d'Indonésie		x							
République islamique d'Iran	x	x							
République d'Iraq						x			
Irlande		x							
République d'Islande		x							
Israël	x								
Italie ¹									
(Al) Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste						x			
Jamaïque		x							
Japon		x							x
Royaume hachémite de Jordanie						x			
République de Kenya		x							
Kiribati*		x							
Kuwait						x			
République démocratique populaire lao		x							
Royaume du Lesotho		x							
République libanaise						x			
République de Libéria		x							
Principauté de Liechtenstein	x								
Luxembourg	x								
République démocratique de Madagascar	x								
Malaisie		x							
Malawi		x							
République des Maldives		x							
République du Mali	x								
Malte		x							
Royaume du Maroc						x			
Maurice		x							
République islamique de Mauritanie	x								
Etats-Unis du Mexique			x						

¹ L'Italie utilise la langue italienne.

Pays**Langues choisies****Fr En Es Ru Al Ar Ch Po Ja**

Principauté de Monaco	x								
République populaire de Mongolie				x					
République populaire du Mozambique*								x	
Union de Myanmar		x							
République de Nauru		x							
Népal		x							
République du Nicaragua*			x						
République du Niger	x								
République fédérale de Nigéria		x							
Norvège		x							
Nouvelle-Zélande		x							
Sultanat d'Oman						x			
Ouganda		x							
Pakistan		x							
République de Panama			x						
Papouasie – Nouvelle-Guinée		x							
République de Paraguay			x						
Pays-Bas	x	x							
Antilles néerlandaises et Aruba		x							
République du Pérou*			x						
République des Philippines		x							
République populaire de Pologne	x			x					
Portugal								x	
Etat de Qatar						x			
République démocratique allemande	x								
République socialiste de Roumanie*	x								
République rwandaise	x								
Saint-Christophe-et-Nevis		x							
Sainte-Lucie		x							
République de Saint-Marin	x								
Saint-Vincent-et-Grenadines		x							
Iles Salomon		x							
Etat indépendant du Samoa occidental		x							
République démocratique de Sao Tomé-et-Principe*								x	
République du Sénégal	x								
République de Sierra Leone		x							

Pays

Langues choisies

Fr En Es Ru Al Ar Ch Po Ja

Singapour		x							
République démocratique de Somalie		x							
République du Soudan*						x			
République socialiste démocratique de Sri Lanka		x							
Suède		x							
Confédération suisse	x								
République du Suriname		x							
Royaume du Swaziland		x							
République arabe syrienne						x			
République unie de Tanzanie		x							
République du Tchad	x								
République socialiste tchécoslovaque				x					
Thaïlande		x							
République togolaise	x								
Royaume des Tonga*		x							
République de Trinité-et-Tobago		x							
Tunisie	x								
Turquie	x								
Tuvalu*		x							
République socialiste soviétique d'Ukraine				x					
Union des républiques socialistes soviétiques				x					
République orientale de l'Uruguay			x						
Etat de la cité du Vatican	x	x							
République de Vénézuéla			x						
République socialiste du Viet Nam	x	x							
République arabe du Yémen						x			
République démocratique populaire du Yémen						x			
République socialiste fédérative de Yougoslavie	x								
République du Zaïre	x								
République de Zambie		x							
Zimbabwe		x							

Renseignements concernant les procès-verbaux et les rapports

Communication du Secrétaire général

1. Conformément à l'article 23, paragraphe 2, du Règlement intérieur des Congrès, les procès-verbaux des séances d'une Commission peuvent être remplacés par des rapports à l'intention du Congrès si le Conseil exécutif en décide ainsi. Se fondant sur cette disposition, le Conseil exécutif, par sa résolution CE 4/1989, a décidé que des procès-verbaux seront établis pour les séances plénières ainsi que pour la Commission 3 (Affaires générales). Pour les autres Commissions, en revanche, il sera établi des rapports.
2. Les procès-verbaux et les rapports sont distribués aux délégués sous forme d'*épreuves*.
3. Conformément à l'article 23, paragraphe 4, du Règlement intérieur des Congrès, les délégués disposent d'un délai de vingt-quatre heures pour présenter leurs observations. Celles-ci doivent être communiquées au Secrétaire de la séance qu'elles concernent, puis soumises par ce dernier au Président de la séance.
4. Passé le délai précité, une communication portant la même cote que le procès-verbal ou le rapport en question est publiée soit pour indiquer aux délégués les modifications qui doivent être apportées au procès-verbal ou au rapport (corrigendum), soit pour signaler que celui-ci doit être considéré comme définitif après son approbation (additif).
5. Le procès-verbal ou le rapport est ensuite soumis à l'approbation de l'assemblée plénière ou de la Commission intéressée (article 23, paragraphe 5, du Règlement intérieur).
6. Les procès-verbaux et les rapports approuvés ne font pas l'objet d'un nouveau tirage. Ils sont publiés sous leur forme définitive dans les Documents du Congrès.
7. Les procès-verbaux ou rapports des dernières séances qui n'auront pas pu être soumis à l'approbation de l'organe intéressé seront approuvés par les Présidents respectifs. Pour la mise au point définitive de ces procès-verbaux ou rapports, le Bureau international tiendra compte des observations éventuelles que les délégués lui communiqueront dans un délai de quarante jours après l'envoi desdits procès-verbaux ou rapports (article 23, paragraphe 5, du Règlement intérieur).

Berne, le 20 septembre 1989

Le Secrétaire général,
A.C. BOTTO DE BARROS

Composition du Secrétariat du XXe Congrès

Communication du Secrétaire général

En ma qualité de Secrétaire général du Congrès, je vous informe que les différentes fonctions du Secrétariat du Congrès sont assumées par les fonctionnaires suivants:

			Bureau
Secrétaire général (SG)	M. Botto de Barros	Directeur général	15 a
Secrétaire général adjoint (SGA)	M. Cicéron	Vice-Directeur général	16 b
Coordonnateurs pour séances plénières et Commissions de leur compétence			
Plénières, Commissions 1, 3, 10 et services administratifs et généraux	M. Ascandoni	Sous-Directeur général	14 f
Commissions 4, 5, 6, 7, 8 – Assistant	M. Gharbi M. Dohogne	Sous-Directeur général	14 e 23
Débat général, Commission 9	M. Mazou	Sous-Directeur général	14 d
Cabinet du SG et Secrétariat du Bureau du Congrès	MM. Rubens	Conseiller supérieur	14 g
	Pinheiro	Conseiller	22 f
	Devecchi	Conseiller adjoint	14 g
	Mlle Robert	Secrétaires	15 b
	Mme Hebeisen	du Secrétaire	14 h
	Mlle Vreuls	général	14 b
Relations avec le pays hôte	M. Delehanty	Premier Secrétaire	23
Conseillers spéciaux	MM. Chaubert	anc. Conseiller supérieur	24 d
	Voeffray	anc. Conseiller	24 c
Secrétaires du SGA	Mme Sudan		16 a
	Mlle Baguidy		16 a
Secrétaires des SDG	Mme Montchaud		14 b
	Mlle Fritz		14 c

Bureau

Séances plénières

Secrétaires	MM. Ducommun Langheld	Conseiller Conseiller	20 f 20 b
Secrétaires adjoints	MM. Devecchi Ranaivoson Montandon	Conseiller adjoint Conseiller adjoint Premier Secrétaire	14 g 20 f 20 f
Débat général	MM. Rubens Ouadahi Delehanty Montandon	Conseiller supérieur Conseiller adjoint Premier Secrétaire Premier Secrétaire	14 g 13 a 23 20 f

Commissions du Congrès

C1 (Vérification des pouvoirs)

Secrétaire	M. Langheld	Conseiller	20 b
Secrétaire adjoint	Mlle Barabás	Premier Secrétaire	20 b

C2 (Finances)

Secrétaire	M. Beney	Conseiller supérieur	22 d
Secrétaire adjoint	M. Gentizon	Conseiller adjoint	22 d

C3 (Affaires générales)

Secrétaire	M. Ducommun	Conseiller	20 f
Secrétaire adjoint	M. Ranaivoson	Conseiller adjoint	20 f

C4 (Poste aux lettres – Réglementation)

Secrétaire	M. Fall	Conseiller	21 b
Secrétaire adjoint	M. Haider	Conseiller adjoint	21 b
Adjoint	M. Kalicki	Premier Secrétaire	21 b

C5 (Poste aux lettres – Tarification et rémunération)

Secrétaire	M. Muñoz	Conseiller supérieur	21 d
Secrétaire adjoint	M. Goudet	Conseiller adjoint	21 d
Adjoint	M. Johnsen	Premier Secrétaire	21 d
Assistant	M. Badet	(Belgique)	29 a

C6 (Poste aérienne)

Secrétaire	M. Nlend	Conseiller supérieur	21 f
Secrétaire adjoint	M. Der Hovsépian	Conseiller adjoint	21 f

				Bureau
<i>C7 (Colis postaux)</i>				
Secrétaire	M. Harding	Conseiller		22 b
Secrétaire adjoint	M. Sebakunzi	Premier Secrétaire		22 b
Adjoint	M. Brix	Premier Secrétaire		22 b
<i>C8 (Services financiers postaux)</i>				
Secrétaire	M. Samawi	Conseiller		20 d
Secrétaire adjoint	M. Navarro	Conseiller adjoint		20 d
Adjoint	M. Kossignon	Premier Secrétaire		20 d
<i>C9 (Coopération technique)</i>				
Secrétaires	MM. Peng	Conseiller		22 f
	Pinheiro	Conseiller		22 f
Secrétaire adjoint	Mlle Chandrasiri	Conseiller adjoint		22 f
Adjoint	M. Smerák	Premier Secrétaire		29 e
<i>C10 (Rédaction)</i>				
Secrétaire	M. Gheorghiev	Conseiller		13 a
Secrétaire adjoint	M. Ouadahi	Conseiller adjoint		13 a
Adjoints	MM. Doomun	Premier Secrétaire		13 a
	Finkpon	Premier Secrétaire		13 a
Assistants	Mlle Carrera			13 a
	M. Scheidegger			13 a
<i>Groupe de travail des formules</i>				
Secrétaire	M. Cacciatore	Conseiller supérieur		7
Secrétaire adjoint	M. Aguilar	Conseiller adjoint		7
Assistant	M. Miserez			7
Chef rapporteur	M. van der Weg	Conseiller adjoint		29 c
Rapporteurs	MM. Goudet	Conseiller adjoint		21 d
	Ghanbari	Premier Secrétaire		28 c
	Mme Tomić	Premier Secrétaire		29 b
	MM. Doomun	Premier Secrétaire		13 a
	Faúndez Vásquez	Premier Secrétaire		29 d
	Mlle Barabás	Premier Secrétaire		20 b
	MM. Suprpto	Premier Secrétaire		28 c
	Sebakunzi	Premier Secrétaire		22 b
	Kigaraba	Premier Secrétaire		29 d
	Finkpon	Premier Secrétaire		13 a
	Smerák	Premier Secrétaire		29 e
	Montandon	Premier Secrétaire		20 f
	Miyaji	Premier Secrétaire		29 e
	Mlle Meylan	(Suisse)		29 b
	M. Mouzin	(France)		29 a

Bureau

**Chef des services administratifs
et généraux**

M. Paris Conseiller 23

Chef adjoint M. Tallon Conseiller adjoint 23

Personnel M. Somayajulu Conseiller adjoint 24 a

Caisse MM. Pillonel 24 b
Pilloud 24 b

**Production et traduction des
documents**

M. Karvonen Conseiller adjoint 32 a

Traitement de texte M. Déchanetz Premier Secrétaire 30 a

Liaison et coordination MM. Bezençon 32 a
Wermeille 32 a

Reproduction des documents MM. Möschberger 28 b
Schläfli 28 b

Documentation et expédition

Chef Mme Júdice Glória Premier Secrétaire Docu-
men-
tation
Center

Adjoints Mme Libera Premier Secrétaire Docu-
M. Nanba Premier Secrétaire men-
tation
Center

Assistants MM. Guerdat 23
Sapin Docu-
men-
tation
Center

Berne, le 26 septembre 1989

Le Secrétaire général,

A.C. BOTTO DE BARROS

Attribution des propositions d'ordre général et des Congrès – Doc aux différents organes du Congrès

Note du Secrétaire général

Lors d'une de ses premières séances, le Congrès doit décider de l'attribution à ses différents organes des propositions d'ordre général ainsi que des rapports présentés sous forme de Congrès – Doc.

A cet effet, le Secrétariat a préparé une liste des propositions d'ordre général (annexe 1/Rev 1) et une liste des Congrès – Doc (annexe 2/Rev 1) dans lesquelles est suggéré l'organe qui, en raison de ses attributions, pourrait être chargé de l'examen de chacune des questions faisant l'objet de ces documents.

Selon l'article 119, § 2, du Règlement général de l'UPU, les propositions concernant la Constitution ou le Règlement général devaient parvenir au Bureau international six mois au moins avant l'ouverture du Congrès. Celles qui parviennent postérieurement à cette date mais avant l'ouverture du Congrès ne peuvent être prises en considération que si le Congrès en décide ainsi à la majorité des deux tiers des pays représentés au Congrès et si les conditions prévues à l'article 119, § 1, sont respectées. Les propositions parvenues au Bureau international dans ces conditions sont mentionnées sur la liste en annexe 3 et le Congrès est invité à décider s'il désire les prendre en considération et, le cas échéant, à déterminer l'organe auquel il les attribue.

Berne, le 7 novembre 1989

Le Secrétaire général,
A.C. BOTTO DE BARROS

Liste des propositions d'ordre général

N ^o	Origine	Objet	Attribution proposée
01	CE	Application immédiate des nouvelles compétences législatives du CE	Commission 3 (Affaires générales) + Congrès
02	CE	Deuxième phase du transfert au CE d'une partie de la fonction législative du Congrès	Commission 3 (Affaires générales)
03	CE	Liquidation des comptes arriérés de l'ancien régime de financement	Commission 3 (Affaires générales)
04	CE	Assainissement des comptes arriérés de toute nature	Commission 3 (Affaires générales)
05	CE	Exécution des Arrangements supprimés par l'UPU	Commission 8 (Services financiers postaux)
06	Sierra Leone	Présence accrue de l'UPU sur le terrain dans le domaine de l'assistance technique	Commission 9 (Coopération technique)
07	Hongrie (Rép. pop.)	Délai de réponse aux questionnaires	Commission 3 (Affaires générales)
08	Japon	Entrée en vigueur des Actes du congrès de Washington 1989	Congrès
09	CE	Représentation des membres du Conseil exécutif	Commission 3 (Affaires générales)
010	CE	Projet permanent visant à sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et à le moderniser	Congrès
011	CE	Institution d'un Débat général	Congrès
012	CE et CCEP	Comité de coordination des travaux des organes permanents de l'Union	Congrès
013	CE et CCEP	Contrôle permanent de la qualité du service à l'échelle mondiale	Congrès

014	Pérou	Hymne postal de l'UPU	Commission 3 (Affaires générales)
015	CE	Priorités et principes d'action de l'UPU en matière d'assistance technique	Commission 9 (Coopération technique)
016	CE	Financement des activités d'assistance technique de l'UPU	Commission 9 (Coopération technique)
017	CE	Coopération technique entre pays en développement (CTPD)	Commission 9 (Coopération technique)
018	CE	Action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés (PMA)	Commission 9 (Coopération technique)
019	CE	Présence accrue de l'UPU sur le terrain en matière d'assistance technique	Commission 9 (Coopération technique)
020	CCEP	Programme de travail du CCEP pour la période 1989-1994	Congrès
021	Danemark, Finlande, Islande, Norvège, Suède	Principes directeurs régissant les activités d'assistance technique de l'UPU	Commission 9 (Coopération technique)
022	CE	Admission de la presse au Débat général	Congrès
023	CE	Vice-présidences du XXe Congrès	Congrès
024	CE	Présidence et vice-présidences des Commissions du XXe Congrès	Congrès
025/Rev 1	CE	Membres des Commissions restreintes	Congrès
026	Grande-Bretagne	Amélioration ultérieure de la gestion du travail de l'Union	Commission 3 (Affaires générales)
027	Argentine	Création de l'hymne mondial de la poste	Commission 3 (Affaires générales)

Liste des rapports présentés sous forme de Congrès & Doc

Congrès – Doc n°	Objet	Attribution proposée
16	Rapport sur l'ensemble de l'activité du CE 1984-1989	Congrès
17	Rapport sur l'ensemble de l'activité du CCEP 1984-1989	Congrès
18	Rapport du Directeur général 1985-1989	Congrès
19	Rapport du Directeur général sur les finances de l'Union	Commission 2 (Finances)
20	Rapport quinquennal sur le développement des services postaux 1982-1986	Congrès
21	Mise en oeuvre de la Déclaration de Hamburg	Congrès
22	Relations avec l'ONU et avec d'autres organisations internationales	Congrès
23 et Add 1	Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées	Congrès
35	Attribution des propositions d'ordre général et des Congrès – Doc aux différents organes du Congrès	Congrès
36	Liste des propositions d'ordre rédactionnel	Commissions concernées
38	Mise à jour du Protocole final de la Convention postale universelle	Commission 4 (Poste aux lettres - Réglementation)
39	Mise à jour du Protocole final de l'Arrangement concernant les colis postaux	Commission 7 (Colis postaux)
40	Changements de classes de contribution	Congrès

41	Election du Directeur général et du Vice-Directeur général	Congrès
48	Débat général	Congrès
48.1, Corr 1 et Add 1	Débat général	Congrès
49	Note sur les documents à examiner par le Congrès en matière de coopération technique	Commission 9 (Coopération technique)
50	Politique et activités de coopération technique	Commission 9 (Coopération technique)
51	Programme d'action en matière d'assistance technique et moyens nécessaires	Commission 9 (Coopération technique)
52	La coopération technique entre pays en développement (CTPD)	Commission 9 (Coopération technique)
53	L'action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés (PMA)	Commission 9 (Coopération technique)
54	Ressources humaines et formation	Commission 9 (Coopération technique)
55	Présence accrue de l'UPU sur le terrain en matière d'assistance technique	Commission 9 (Coopération technique)
56	Le repostage	Commission 5 (Poste aux lettres - Tarification et rémunération)
57	Conséquences de l'utilisation du DTS comme unité de compte	Commission 5 (Poste aux lettres - Tarification et rémunération)
58	Taxes de base	Commission 5 (Poste aux lettres - Tarification et rémunération)
59	Classification du courrier	Commission 5 (Poste aux lettres - Tarification et rémunération)
60	Frais terminaux	Commission 5 (Poste aux lettres - Tarification et rémunération)
61	Frais de transit - Calcul des nouveaux barèmes	Commission 5 (Poste aux lettres - Tarification et rémunération)

62	Revision des Arrangements concernant les services financiers postaux	Commission 8 (Services financiers postaux)
63	Taux de base du transport aérien du courrier	Commission 6 (Poste aérienne)
64	Principe et méthode de calcul des frais de transport aérien intérieur	Commission 6 (Poste aérienne)
65	Utilisation maximale de la vole aérienne pour le transport du courrier	Commission 6 (Poste aérienne)
66	Poste et télématique	Congrès
67	Identification unique des envois, récipiènts et documents connexes dans les services postaux internationaux	Commission 4 (Poste aux lettres - Réglementation)
69	Programme de travail du CCEP pour la période 1989-1994	Congrès
71 et Add 1	Remboursement des dettes de l'ancien régime financier et mesures à prendre pour faciliter le recouvrement des arriérés	Commission 3 (Affaires générales)
72	Réglementation postale internationale	Commission 3 (Affaires générales)
73	Adaptation du fonctionnement de l'Union aux exigences commerciales techniques actuelles	Congrès
74	Invitation pour le XXIe Congrès postal universel	Congrès
75	Méthodes propres à améliorer le renvoi des sacs postaux vides	Commission 4 (Poste aux lettres - Réglementation)
76	Le service des envois à livraison attestée	Commission 4 (Poste aux lettres - Réglementation)
77	Mise à jour du Protocole final des Arrangements concernant les services financiers postaux	Commission 8 (Services financiers postaux)

Liste des propositions ne pouvant être prises en considération que sur décision du Congrès
(art. 119, § 2, du Règlement général)

N°	Origine	Objet	Attribution éventuelle
1502.7	Colombie	Election des membres du CE (Règlement général, art. 102, §§ 3 et 3bis)	Commission 3 (Affaires générales)

Liste des propositions d'ordre rédactionnel

Note du Secrétaire général

Vu l'article 119, § 4, du Règlement général et l'article 15, § 1, du Règlement intérieur des Congrès, le Bureau international a établi la présente liste, qui comprend les deux catégories suivantes:

- a) les propositions d'ordre rédactionnel dont le numéro est suivi de la lettre R (qui ont été désignées comme telles par leur auteur). Celles-ci sont attribuées directement à la Commission de rédaction parce que, de l'avis du Bureau international, il n'y a aucun doute quant à leur nature;
- b) les propositions dont le numéro n'est pas suivi de la lettre R (qui ne sont pas considérées comme étant d'ordre rédactionnel par leur auteur), mais qui, de l'avis du Bureau international, sont d'ordre rédactionnel. Elles devraient être attribuées aux Commissions respectives.

Il incombe aux différentes Commissions d'examiner si elles peuvent se rallier à l'attribution des propositions envisagées sous la lettre b) ci-après.

a) Propositions R attribuées directement à la Commission de rédaction

Numéro	Auteur	Acte et article
3587.1 R	Luxembourg	Convention, Règlement, article 187
3912.1 R/Rev 1	Luxembourg	Convention, Formules, formule C 12ter
3915.9 R	Luxembourg	Convention, Formules, formule C 15ter
7009.1 R	France	Chèques, Arrangement, article 9, § 2

- b) *Propositions dont le numéro n'est pas suivi de la lettre R mais qui, de l'avis du Bureau international, sont d'ordre rédactionnel (à attribuer aux Commissions respectives)*

Numéro	Auteur	Acte et article
2035.3	Pakistan	Convention, article 35
2513.2	Amérique (Etats-Unis)	Convention, Règlement, article 113, § 7
2541.3	Pakistan	Convention, Règlement, article 141, § 2
2557.1	Canada	Convention, Règlement, article 157, § 1
3587.4	Rép. dém. allemande	Convention, Règlement, article 187, § 3
5013.1	Pakistan	Colis, Arrangement, article 13, lettre n)
5031.1	Pakistan	Colis, Arrangement, article 31, titre et § 1
5520.2	Chine (Rép. pop.)	Colis, Règlement, article 120, § 3
5525.1	Chine (Rép. pop.)	Colis, Règlement, article 125, § 6

Berne, le 2 octobre 1989

Le Secrétaire général,

A.C. BOTTO DE BARROS

Discours et interventions préparés à l'avance par écrit

Communication du Secrétariat du Congrès

1. Afin de faciliter la synthèse correcte dans les procès-verbaux et les rapports du Congrès, ainsi que d'assurer l'interprétation simultanée optimale des discours et interventions préparés à l'avance par écrit par les délégués, il est important que les textes existants puissent être mis à la disposition des rapporteurs, et surtout des interprètes, avant la séance où seront prononcées les allocutions respectives.
2. Il est donc vivement recommandé aux délégués de bien vouloir remettre, au Secrétariat du Congrès (bureau 20f), dans toute la mesure possible et suffisamment tôt avant les séances respectives, une copie des textes ainsi préparés. Ces documents seront communiqués au Chef-rapporteur et au Chef-interprète et traités avec toute la discrétion désirée.
3. Par ailleurs, il est rappelé que, conformément à l'article 23, § 3, du Règlement intérieur des Congrès, chaque délégué a le droit de demander l'insertion analytique ou in extenso au procès-verbal ou au rapport de toute déclaration faite par lui, à la condition d'en remettre le texte au Secrétariat deux heures au plus tard après la fin de la séance.

Washington, le 13 novembre 1989

Le Secrétaire général,
A.C. BOTTO DE BARROS

Mise à jour du Protocole final de la Convention postale universelle

Note du Bureau international

Depuis le Congrès de Hamburg 1984, des modifications sont intervenues dans le Protocole final de la Convention postale universelle du fait de nouvelles adhésions¹ ainsi que de la renonciation² par quelques Pays-membres à certaines réserves. Afin que les pays intéressés soient clairement renseignés, à la veille du XXe Congrès, sur leur situation par rapport audit Protocole final, il paraît utile de récapituler les modifications en question dans la présente mise à jour arrêtée au 23 mai 1989.

Modifications

Article I (Appartenance des envois postaux)

Paragraphe 1. Ajouter, à leur ordre: «au Brunei Darussalam», «à Kiribati», «à Saint-Christophe-et-Nevis».

Article II (Exception à la franchise postale en faveur des cécogrammes)

Paragraphe 1. Supprimer: «Philippines» et «du Portugal».

Article VII (Petits paquets)

Supprimer: «du Bhoutan», «de la Bolivie», «de la Colombie».

Article X (Retrait. Modification ou correction d'adresse)

Paragraphe 1. Ajouter, à leur ordre: «au Brunei Darussalam», «à Kiribati», «à Saint-Christophe-et-Nevis».

¹ Les adhésions ou admissions ci-après, entraînant des modifications au Protocole final, ont été notifiées:

- Kiribati (circulaire 171/1984);
- Brunei Darussalam (circulaire 19/1985);
- Saint-Christophe-et-Nevis (circulaire 19/1988).

² Renonciation à une réserve du Protocole final de la Convention, voir circulaires:

- 19, 96, 142 de 1986;
- 277 de 1987.

Article XIII (Objets passibles de droits de douane)

Paragraphe 2. Supprimer: «de la Roumanie (Rép. soc.)».

Article XXIII (Acheminement obligatoire indiqué par le pays d'origine)

Supprimer «Roumanie (Rép. soc.)».

Article XXV (Caractéristique des timbres-poste)

Supprimer «du Chili» et «de la Nouvelle-Zélande».

Washington, le 29 novembre 1989

Le Directeur général,
A.C. BOTTO DE BARROS

Mise à jour du Protocole final de l'Arrangement concernant les colis postaux

Note du Bureau international

Depuis le Congrès de Hamburg 1984, des modifications sont intervenues dans le Protocole final de l'Arrangement concernant les colis postaux du fait de la notification de nouvelles adhésions à l'Union¹. Afin que les pays intéressés soient clairement renseignés, à la veille du XXe Congrès, sur leur situation par rapport audit Protocole final, il paraît utile de récapituler les modifications en question dans la présente mise à jour arrêtée au 24 mai 1989.

Modifications

Article I (Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles)

Ajouter, à son ordre: «Brunei Darussalam».

Article II (Quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles)

Ajouter, dans leur ordre respectif, les indications suivantes:

1	2	3		4		5		6		7		8	
		fr	DTS	fr	DTS	fr	DTS	fr	DTS	fr	DTS	fr	DTS
15bis	Brunei Darussalam	9,20	3,01	11,00	3,59	11,85	3,87	15,15	4,95	18,80	6,14	21,80	7,12
53bis	St-Christophe-et-Nevis	13,50	4,41	16,00	5,23	17,00	5,55	21,50	7,02	26,50	8,66	30,50	9,96

¹ Les adhésions ou admissions ci-après, entraînant des modifications au Protocole final, ont été notifiées:

- Kiribati (circulaire 171/1984);
- Brunei Darussalam (circulaire 19/1985);
- Saint-Christophe-et-Nevis (circulaire 19/1988).

Article IV (Quotes-parts maritimes)

Ajouter, à leur ordre: «le Brunei Darussalam», «la Kiribati» et «Saint-Christophe-et-Nevis».

Article VI (Quotes-parts supplémentaires)

Paragraphe 4. Remplacer: «République démocratique du Soudan» par «République du Soudan».

Article XII (Exceptions au principe de la responsabilité)

Remplacer: «République démocratique du Soudan» par «République du Soudan».

Article XIII (Dédommagement)

Ajouter, à leur ordre: «le Brunei Darussalam», «la Kiribati» et «Saint-Christophe-et-Nevis».

Berne, le 24 mai 1989

Le Directeur général,
A.C. BOTTO DE BARROS

Changements de classes de contribution

Rapport du Secrétaire général

I. Introduction

Conformément à l'article 125, paragraphes 4, 5 et 7, du Règlement général, les Pays-membres peuvent changer de classe de contribution à la condition que ce changement soit notifié au Bureau international avant l'ouverture du Congrès. Cette notification, qui est portée à l'attention du Congrès, prend effet à la date de mise en vigueur des dispositions financières arrêtées par le Congrès. Les Pays-membres ne peuvent pas exiger d'être déclassés de plus d'une classe à la fois. En outre, s'ils ne font pas connaître leur désir de changer de classe de contribution avant l'ouverture du Congrès, ils sont maintenus dans la classe à laquelle ils appartenaient jusqu'alors. Par contre, les surclassements ne sont soumis à aucune restriction.

II. Situation à la veille du Congrès

A l'issue du Congrès de Hamburg 1984, l'Union comprenait 166 Pays-membres représentant alors 993 unités de contribution. Depuis lors, les changements suivants sont intervenus:

		<i>Différence</i>	<i>A partir de l'exercice</i>
a)	Nouveaux membres (Règlement général, article 124, § 7)		
	Kiribati	+ 1	1984
	Brunei Darussalam	+ 1	1985
	Saint-Christophe-et-Nevis	+ 1	1988
	Samoa occidentale	<u>+ 0,5</u>	1989
		3,5	
b)	Déclassements (pays les moins avancés (PMA), énumérés par l'ONU, ayant passé de la classe de 1 unité à celle de 0,5 unité)		
	31 Pays-membres ayant fait application de la résolution C 39 du Congrès de Hamburg	- 15,5	1986
	Kiribati	- 0,5	1988
	Tuvalu	<u>- 0,5</u>	1989
		- 16,5	

Cela étant, à la veille du Congrès de Washington, l'Union comprend 170 Pays-membres totalisant 980 unités de contribution selon l'état détaillé figurant à l'annexe 1.

III. Notifications de déclassement

- a) Conformément à l'article 125, §§ 4 et 5, du Règlement général, les Pays-membres mentionnés ci-après ont notifié au Bureau international leur désir de changer de classe de contribution à partir de l'exercice 1991.

<i>Pays-membres</i>	<i>Classe de contribution</i>		<i>Différence</i>
	<i>actuelle</i>	<i>nouvelle</i>	
Canada	50	40	- 10
Australie	25	20	- 5
Brésil	25	20	- 5
Argentine	15	10	- 5
Egypte	10	5	- 5
Irlande	10	5	- 5
Chili	5	3	- 2
Rép. pop. dém. de Corée	5	3	- 2
Madagascar	3	1	- 2
Myanmar	3	1	- 2
Vénézuéla	3	1	- 2
			<u>- 45</u>

- b) Pays figurant sur la liste «PMA» de l'ONU et ayant demandé son déclassement après l'adoption par le CE du budget 1990 et après la notification aux Pays-membres du montant de part de contribution pour 1990:

Mozambique	1	0,5	- 0,5
------------	---	-----	-------

IV. Conclusions

Compte tenu des changements de classes de contribution précités, les frais de l'Union pour le prochain régime financier seront à répartir entre 170 Pays-membres totalisant 934,5 unités de contribution (diminution de 4,6 % par rapport à la situation à la veille du Congrès de Washington), sous réserve de tout surclassement qui pourrait intervenir au cours du présent Congrès ou ultérieurement.

Le Congrès est prié de prendre acte des notifications de déclassement (chapitre III).

Washington, le 17 novembre 1989

Le Secrétaire général,

A.C. BOTTO DE BARROS

Classification des Pays-membres pour la répartition des dépenses de l'Union

(Situation à la veille du Congrès de Washington)

	Unités contributives
Classe de 50 unités	
1 République fédérale d'Allemagne	50
2 Etats-Unis d'Amérique	50
3 Canada	50
4 République française	50
5 Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, îles de la Manche et île de Man	50
6 Japon	<u>50</u>
	300
Classe de 40 unités	–
Classe de 35 unités	–
Classe de 25 unités	
1 Royaume de l'Arabie saoudite	25
2 Australie	25
3 République fédérative du Brésil	25
4 République populaire de Chine	25
5 Espagne	25
6 Inde	25
7 Italie	25
8 Union des républiques socialistes soviétiques	<u>25</u>
	200
Classe de 20 unités	–
Classe de 15 unités	
1 République argentine	15
2 Belgique	15
3 Nouvelle-Zélande	15
4 Pakistan	15
5 Pays-Bas	15
6 République démocratique allemande	15
7 Suède	15
8 Confédération suisse	<u>15</u>
	120

Unités
contributives

Classe de 10 unités

1	République populaire du Bangladesh	10
2	République de Corée	10
3	Royaume de Danemark	10
4	République arabe d'Egypte	10
5	République de Finlande	10
6	République d'Indonésie	10
7	Irlande	10
8	Kuwait	10
9	Etats-Unis du Mexique	10
10	République fédérale du Nigéria	10
11	Norvège	10
12	République socialiste tchécoslovaque	10
13	République socialiste soviétique d'Ukraine	<u>10</u>
		130

Classe de 5 unités

1	République algérienne démocratique et populaire	5
2	République d'Autriche	5
3	Chili	5
4	Territoires d'outre-mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	5
5	République de Hongrie	5
6	République islamique d'Iran	5
7	(Al) Jamahiriya arabe libyenne populaire socialiste	5
8	Royaume du Maroc	5
9	République populaire de Pologne	5
10	Portugal	5
11	Etat de Qatar	5
12	République populaire démocratique de Corée	5
13	République socialiste démocratique de Sri Lanka	5
14	Tunisie	5
15	Turquie	5
16	République socialiste fédérative de Yougoslavie	<u>5</u>
		80

Classe de 3 unités

1	République socialiste soviétique de Biélorussie	3
2	République populaire de Bulgarie	3
3	République de Colombie	3
4	République de Côte d'Ivoire	3
5	République de Cuba	3
6	République du Ghana	3
7	Grèce	3
8	République du Guatemala	3
9	République d'Iraq	3
10	Israël	3
11	République de Kenya	3
12	Luxembourg	3
13	République démocratique de Madagascar	3
14	Malaisie	3
15	Union de Myanmar	3
16	Népal	3
17	République du Pérou	3
18	République socialiste de Roumanie	3
19	Thaïlande	3

	Unités contributives
Classe de 3 unités (fin)	
20 République orientale de l'Uruguay	3
21 République de Vénézuéla	3
22 République du Zaïre	3
23 République de Zambie	3
24 Zimbabwe	<u>3</u>
	72

Classe de 1 unité

1	République populaire socialiste d'Albanie	1
2	République populaire d'Angola	1
3	Commonwealth des Bahamas	1
4	Etat de Bahrain	1
5	Barbade	1
6	Belize	1
7	République de Bolivie	1
8	Brunei Darussalam	1
9	République du Cameroun	1
10	République de Chypre	1
11	République populaire du Congo	1
12	République de Costa-Rica	1
13	République dominicaine	1
14	Commonwealth de la Dominique	1
15	République de El Salvador	1
16	Emirats arabes unis	1
17	République de l'Equateur	1
18	Fidji	1
19	République gabonaise	1
20	Grenade	1
21	Guyane	1
22	République du Honduras	1
23	République d'Islande	1
24	Jamaïque	1
25	Royaume hachémite de Jordanie	1
26	Kampuchea démocratique	1
27	République libanaise	1
28	République de Libéria	1
29	Principauté de Liechtenstein	1
30	République des Maldives	1
31	Malte	1
32	Maurice	1
33	République islamique de Mauritanie	1
34	Principauté de Monaco	1
35	République populaire de Mongolie	1
36	République populaire du Mozambique	1
37	République de Nauru	1
38	République du Nicaragua	1
39	République du Niger	1
40	Sultanat d'Oman	1
41	République de Panama	1
42	Papouasie – Nouvelle-Guinée	1
43	République de Paraguay	1
44	Antilles néerlandaises et Aruba	1
45	République des Philippines	1
46	Saint-Christophe-et-Nevis	1
47	Sainte-Lucie	1

	Unités contributives
Classe de 1 unité (fin)	
48 République de Saint-Marin	1
49 Saint-Vincent-et-Grenadines	1
50 Iles Salomon	1
51 République du Sénégal	1
52 République des Seychelles	1
53 République de Singapour	1
54 République du Suriname	1
55 Royaume du Swaziland	1
56 République arabe syrienne	1
57 Royaume des Tonga	1
58 République de Trinité-et-Tobago	1
59 République de Vanuatu	1
60 Etat de la cité du Vatican	1
61 République socialiste du Viet Nam	<u>1</u>
	61
Classe de 0,5 unité	
1 République d'Afghanistan	0,5
2 République populaire du Bénin	0,5
3 Royaume de Bhoutan	0,5
4 République du Botswana	0,5
5 Burkina Faso	0,5
6 République du Burundi	0,5
7 République du Cap-Vert	0,5
8 République centrafricaine	0,5
9 République fédérale islamique des Comores	0,5
10 République de Djibouti	0,5
11 Ethiopie socialiste	0,5
12 République de Gambie	0,5
13 République de Guinée	0,5
14 République de Guinée-Bissau	0,5
15 République de Guinée Equatoriale	0,5
16 République d'Haïti	0,5
17 Kiribati	0,5
18 République démocratique populaire lao	0,5
19 Royaume du Lesotho	0,5
20 Malawi	0,5
21 République du Mali	0,5
22 Ouganda	0,5
23 République rwandaise	0,5
24 Etat indépendant du Samoa occidental	0,5
25 République démocratique de Sao Tomé-et-Principe	0,5
26 République de Sierra Leone	0,5
27 République démocratique de Somalie	0,5
28 République du Soudan	0,5
29 République unie de Tanzanie	0,5
30 République du Tchad	0,5
31 République togolaise	0,5
32 Tuvalu	0,5
33 République arabe du Yémen	0,5
34 République démocratique populaire du Yémen	<u>0,5</u>
	17,0
Total général: 170 Pays-membres	980,0

Election du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international

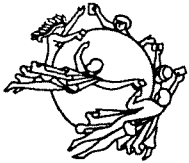
Note du Secrétaire général

1. Aux termes de l'article 108, § 1, du Règlement général de l'Union postale universelle, le Directeur général et le Vice-Directeur général du Bureau international sont élus par le Congrès pour la période séparant deux Congrès successifs.
2. Conformément au § 2 du même article 108, les candidatures doivent être présentées par les Gouvernements des Pays-membres par l'intermédiaire du Gouvernement de la Confédération suisse. A cette fin, ce Gouvernement adresse au moins sept mois avant l'ouverture du Congrès une note aux Gouvernements des Pays-membres en les invitant à lui faire parvenir les candidatures éventuelles au cours d'un délai de trois mois. Les candidats doivent être des ressortissants des Pays-membres qui les présentent. Dans sa note, le Gouvernement de la Confédération suisse indique aussi si le Directeur général ou le Vice-Directeur général en fonctions ont déclaré leur intérêt au renouvellement éventuel de leur mandat initial.
3. Par circulaire n° 301 du 12 décembre 1988 (cf. annexe 1), le Bureau international a signalé aux Administrations postales que le Directeur général avait informé le Gouvernement de la Confédération suisse de son intérêt pour le renouvellement de son mandat et que l'actuel Vice-Directeur général n'avait pas l'intention de solliciter un nouveau mandat.
4. Le Département fédéral des affaires étrangères de la Confédération suisse, par sa lettre du 3 août 1989 (cf. annexe 2), a transmis au Bureau international les candidatures qui lui sont parvenues, par la voie diplomatique, dans les délais impartis. A cette lettre étaient joints les curriculum vitae des candidats.
5. Pour le **poste de Directeur général**, le Directeur général en fonctions, M. Adwaldo Cardoso BOTTO DE BARROS, a déclaré son intérêt au renouvellement de son mandat initial (cf. annexe 3). Aucune autre candidature n'a été présentée.
6. Pour le **poste de Vice-Directeur général**, les candidatures suivantes ont été présentées (cf. annexe 4):
 - M. Jaime ASCANDONI RIVERO, Espagne
Sous-Directeur général au Bureau international (annexe 4/pièce 1);
 - M. El Mostafa GHARBI, Maroc
Sous-Directeur général au Bureau international (annexe 4/pièce 2);
 - M. Jean-Claude RAUCH, France
Inspecteur général des postes et télécommunications, Directeur de la poste de la région Rhône-Alpes (annexe 4/pièce 3).

7. Le Congrès est prié de procéder à l'élection du Directeur général et du Vice-Directeur général pour la période allant jusqu'au XXIIe Congrès, conformément à la procédure prévue à l'article 108, §§ 1 et 2, du Règlement général de l'UPU et à l'article 22 du Règlement intérieur des Congrès.

Berne, le 21 août 1989

Le Secrétaire général,
A.C. BOTTO DE BARROS



UNION POSTALE
UNIVERSELLE

Berne, le 12 décembre 1988

Circulaire du Bureau international

301

Election du Directeur général et
du Vice-Directeur général
du Bureau international
par le XXe Congrès de l'UPU

Monsieur,

Je me fais un devoir de vous transmettre ci-joint, à titre d'information, copie de la lettre que j'ai adressée le 1er décembre 1988 au Gouvernement de la Confédération suisse pour l'informer que je suis intéressé au renouvellement de mon mandat de Directeur général du Bureau international si le Congrès de Washington veut bien en décider ainsi.

En effet, conformément à l'article 108 du Règlement général de notre Union et comme il ressort des motifs de la proposition 1508.1 CE au Congrès de Rio de Janeiro 1979, une nouvelle présentation formelle par le pays d'origine du candidat n'est pas nécessaire si celui-ci est intéressé au renouvellement de son mandat de Directeur général ou de Vice-Directeur général.

Quant à M. Félix Cicéron, actuel Vice-Directeur général, il a informé le Gouvernement suisse qu'il n'avait pas l'intention de solliciter un nouveau mandat.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma haute considération.

Le Directeur général,
A.C. BOTTO DE BARROS



EIDGENÖSSISCHES DEPARTEMENT
FÜR AUSWÄRTIGE ANGELEGENHEITEN
DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DIPARTIMENTO FEDERALE DEGLI AFFARI ESTERI

p.o.411.18 - SRO/BMR

Berne, le 3 août 1989

Bitte dieses Zeichen in der Antwort wiederholen
Prière de rappeler cette référence dans la réponse
Pregasi rammentare questo riferimento nella risposta

Recommandée

Union postale universelle
Weltpoststrasse 4

3000 Berne 15

UPU : XXème Congrès mondial
Election du Directeur général
et du Vice-directeur général

Monsieur le Directeur général,

Nous nous référons à notre échange de correspondance relatif aux obligations du Gouvernement suisse en matière de présentation des candidatures à l'élection mentionnée en exergue, conformément à l'article 108 § 1 et 2 du Règlement général de l'UPU.

Pour vous permettre d'établir la documentation nécessaire à l'intention du XXème Congrès, nous vous transmettons, en annexe, les candidatures au poste de Vice-directeur général qui nous sont parvenues dans les délais impartis par ledit Règlement, ainsi que les curriculum vitae correspondants.

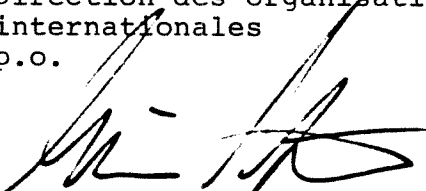
Il s'agit, dans l'ordre alphabétique, de :

- 1) M. Jaime ASCANDONI RIVERO, Espagne
- 2) M. El Mostafa GHARBI, Maroc
- 3) M. Jean-Claude RAUCH, France

qui bénéficient de l'appui de leur Gouvernement respectif.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur général, l'assurance de
notre considération distinguée.

Direction des organisations
internationales
p.o.



(Erwin H. Hofer)

Annexes mentionnées

UNION POSTALE UNIVERSELLE
Le Directeur général du Bureau international

3000 BERNE 15
Weltpoststrasse 4
Téléphone 43 22 11

1er décembre 1988

Département fédéral
des affaires étrangères
Eigerstrasse 73
3007 BERNE

Objet: Renouvellement de mon mandat

Monsieur le Conseiller fédéral,

Me référant à la procédure prévue à l'article 108 du Règlement général de l'Union postale universelle en ce qui concerne l'élection ou le renouvellement du mandat du Directeur général du Bureau international de l'Union postale universelle, j'ai l'honneur de vous informer que je suis intéressé au renouvellement éventuel de mon mandat en qualité de Directeur général par le prochain Congrès postal universel qui se tiendra à Washington en 1989.

Veuillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'assurance de ma très haute considération.

A.C. BOTTO DE BARROS

Candidatures au poste de Vice-Directeur général

(classement par ordre alphabétique des noms)

- Pièce 1: M. Jaime ASCANDONI RIVERO, 57 ans (Espagne)
- Pièce 2: M. El Mostafa GHARBI, 54 ans (Maroc)
- Pièce 3: M. Jean-Claude RAUCH, 53 ans (France)

Curriculum vitae

1. Renseignements personnels

Nom	Jaime ASCANDONI R.
Date de naissance	22 juillet 1932
Lieu de naissance	Oviedo (Espagne)
Nationalité	Espagnole
Fonction actuelle	Sous-Directeur général au Bureau international de l'UPU

2. Formation

a) Formation universitaire

Enseignement supérieur	Licencié en droit (Université de Madrid) Docteur en droit (Université de Madrid)
------------------------	---

b) Formation complémentaire

Etudes postales	Cycle de préparation au concours de technicien des postes (Direction générale des postes et télécommunications), Madrid, 1951
Administration des postes de Belgique	Cours de sélection, formation et perfectionnement de fonctionnaires; analyse de fonctions et évaluation de tâches, Bruxelles, 1968
Ecole nationale d'administration publique	Diplômé en organisation et méthodes, Madrid, 1971
Université de Madrid	Cours sur le droit des communautés européennes, 1982 Cours sur le droit de la mer, 1983

3. Carrière postale

a) Administration postale d'Espagne:

- 1951 – Nommé fonctionnaire du Corps technique des postes, est affecté à la Recette principale des postes de León, dans laquelle il occupe divers postes à responsabilité dans les différents services postaux et financiers
- 1959 – Participe au Plan de modernisation du réseau des services ruraux de la province de León
- 1965 – Muté à Pontevedra en tant que Chef adjoint de la Recette principale des postes

- 1969 – Muté à Madrid en tant que Chef adjoint du Service international des postes, à la Direction générale des postes et télécommunications
- 1970-85 – Représentant de la Direction générale des postes et télécommunications à la Commission interministérielle permanente pour les Vallées d'Andorre
- 1970-73 – Membre du Comité national de la sûreté aéroportuaire
- 1971-85 – Chef du Service international des postes
- 1971-74 – Membre du Comité de facilitation du transport aérien
- 1971-74 – Membre du Conseil ordonnateur du transport maritime
- 1971-73 – Membre du Conseil d'administration de la Mutualité générale des postes
- 1973-75 – Représentant du Ministère de l'Intérieur à la Commission interministérielle des services maritimes de souveraineté
- 1973 – Président du jury d'examen du concours pour les employés subalternes des postes
- 1980 – Promu au Corps supérieur postal et de télécommunications de nouvelle création
- 1981 – Membre du jury d'examen du concours pour les officiers des postes et télécommunications
- 1982 – Nommé Directeur des affaires internationales à la Direction générale des postes et télécommunications
- 1982 – Nommé membre de l'Académie ibère-américaine et philippine d'histoire postale
- 1983 – Représentant de la Direction générale des postes et télécommunications au Séminaire de coopération technique internationale, organisé par l'Institut national d'administration publique

b) Bureau international de l'UPU:

- 1985 – Nommé Sous-Directeur général par le Conseil exécutif, il assume les fonctions de Chef de la "Division de la Coopération Technique", où il a eu la responsabilité de l'ensemble des questions et des activités relevant de ce domaine, en particulier en matière de:
 - . Coordination de toutes les activités de l'UPU en matière de programmation et de gestion opérationnelle et financière d'assistance technique
 - . Relations avec le PNUD, les Unions restreintes et les Commissions économiques régionales
 - . Recherche d'autres sources de financement pour les activités d'assistance technique de l'UPU
 - . Programmation des mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés (PMA)
- En qualité de membre de la Direction du Bureau international, il participe aux réunions du Comité de Gestion
- 1989 – Il assume les fonctions de Chef de la "Division des Affaires juridiques et administratives", où, à part de diriger les Sections de cette Division (Juridique, Personnel et Logistique), il lui incombe l'organisation du Congrès et du Conseil exécutif
 - . Au Congrès, il doit superviser les travaux de Secrétariat des Commissions des affaires générales, de vérification de pouvoirs et de rédaction. En outre, il doit coordonner les travaux de toutes les séances plénières
 - . Au Conseil exécutif, il supervise les travaux de secrétariat des Commissions des affaires générales et du personnel ainsi que des séances plénières

4. Activités internationales

4.1 AU SEIN DE L'ADMINISTRATION POSTALE D'ESPAGNE

A. Union postale universelle

a) Congrès

Délégué plénipotentiaire au XVIe Congrès de Tokyo (1969)

Délégué plénipotentiaire au XVIIe Congrès de Lausanne (1974)

Délégué plénipotentiaire au XVIIIe Congrès de Rio de Janeiro (1979)

Délégué plénipotentiaire au XIXe Congrès de Hambourg (1984) et Président de la Commission 3 (Affaires générales)

b) Conseil exécutif

Observateur (représentant de la CEPT) aux réunions de 1973 et 1974

Chef de délégation aux réunions de 1975, 1976, 1978, 1982, 1983 et 1984

Chef adjoint de délégation aux réunions de 1977, 1979, 1980 et 1981

Vice-Président du Conseil exécutif en 1982, 1983 et 1984

Observateur (en tant que Président de la Commission 7 du CCEP) à la réunion de 1985

c) Conseil consultatif des études postales

Observateur (représentant de la CEPT) à la réunion de 1972

Chef de délégation aux réunions de 1974, 1976, 1977, 1979, 1982 et 1984

Chef adjoint de délégation aux réunions de 1975, 1978, 1980 et 1981

Président de la Commission 7 (1984)

B. Union postale des Amériques et de l'Espagne (UPAE)

a) Congrès

Délégué plénipotentiaire au Xe Congrès de Santiago de Chile (1971) et

Président de la Commission de rédaction du Congrès

Délégué plénipotentiaire au XIe Congrès de Lima (1976) et

Président de la Commission de rédaction du Congrès

Chef adjoint de délégation au XIIe Congrès de Managua (1981) et Doyen du Congrès

Chef adjoint de délégation au XIIIe Congrès de La Habana (1985) et

Président de la Commission de Statuts et Réglementation

b) Conférences de l'UPAE

Chef de délégation aux conférences tenues à l'occasion des Congrès postaux universels à Tokyo (1969), Lausanne (1974), Rio de Janeiro (1979) et Hambourg (1984)

Président de la Conférence UPAE à Rio de Janeiro (1979)

c) Conseil consultatif et exécutif

Chef de délégation aux réunions de 1973, 1974 et 1975

Président du Conseil à la réunion de 1973

Observateur aux réunions de 1978, 1981, 1982, 1983 et 1984

d) Séminaires

Coordonnateur général du Séminaire de Madrid (1972)

Conférencier au Séminaire d'Asunción (1975)

Président alternatif et coordonnateur général de la II^e Réunion des Présidents et Directeurs généraux des postes, Madrid (1982)

C. Conférence européenne des postes et des télécommunications (CEPT)

a) Assemblées plénières

Délégué à la VI^e Assemblée plénière de Montreux (1970)

Chef adjoint de délégation à la VII^e Assemblée plénière de La Haye (1972)

Président de la Commission "Postes" de la CEPT à la VIII^e Assemblée plénière de Torremolinos (1975)

Chef de délégation à la IX^e Assemblée plénière de Stockholm (1977) et Vice-Président de l'Assemblée

Délégué à la X^e Assemblée plénière de Bruxelles (1980)

Délégué à la XI^e Assemblée plénière de Vienne (1982)

b) Assemblées extraordinaires

Délégué à l'Assemblée de Lugano (1969)

Délégué à l'Assemblée de Montreux (1984)

c) Commissions "Postes" extraordinaires

Délégué à la réunion de Lugano (1969)

Chef de délégation aux réunions de Tokyo (1969), Lausanne (1974), Rio de Janeiro (1979) et Hamburg (1984)

Président de la Commission "Postes" aux réunions de León (1973), Las Palmas (1974) et Lausanne (1974)

Chef de délégation aux réunions de Liège (1979), Ostende (1979), Strasbourg (1983), Bordeaux (1984) et Lyon (1984)

d) Conférence des Ministres de la CEPT

Membre de la délégation espagnole à la 4^e Conférence, Vienne (1972)

e) Séminaires

Conférencier au Séminaire sur l'actualisation des services bancaires postaux, Hamburg (1972)

f) Réunions des Directeurs généraux

Délégué aux réunions de Madrid de 1973 et 1974

g) Groupes de travail

Il a participé aux réunions suivantes des Groupes de travail de la CEPT:

Groupe 3: Colis postaux: 1977, 1979 et 1981

Groupe 4: Poste aux lettres: 1971, 1977, 1978, 1979 et 1980

Groupe 9: Services financiers postaux: dès 1970 jusqu'à 1982

Groupe 11: Politique tarifaire européenne: 1972

Groupe 16: Structure et fonctionnement de l'UPU et de ses organes: 1973, 1976, 1978, 1980, 1982 et 1983

Groupe 17: Timbres-poste EUROPA: 1972 et 1985

Groupe 18: Service international de la caisse d'épargne postale: 1970 et 1971

Groupe ad hoc: Structure de la CEPT: 1971, 1972, 1977, 1979 et 1983

D. Union africaine des postes et télécommunications (UAPT)

Observateur à la conférence de Ministres de l'UAPT, tenue à Cotonou (Rép. du Bénin) en 1982

Observateur à la Conférence de Ministres de l'UAPT, tenue à Bangui (Rép. centrafricaine) en 1983

E. Activités de coopération technique

- | | |
|------|--|
| 1968 | Professeur au 1er Cours interaméricain de formation d'instructeurs postaux, Institut centre-américain d'administration publique (ICAP), San José, Costa-Rica |
| 1975 | Mission à Caracas (Vénézuéla), pour faire une analyse et une évaluation des services postaux |
| 1976 | Mission à Managua (Nicaragua), pour analyser la situation postale et recommander des solutions |
| 1977 | Mission à Quito (Equateur), pour faire une analyse de la situation des services postaux |
| 1978 | Directeur du projet de modernisation des services postaux de l'Equateur |
| 1980 | Coordonnateur technique de la mission postale en Guinée équatoriale |
| 1981 | Coordonnateur technique des experts des postes et des télécommunications en Guinée équatoriale |
| 1982 | Mission à Addis Abeba (Ethiopie), pour étudier l'assistance technique à fournir à ce pays |

4.2 AU SEIN DU BUREAU INTERNATIONAL

a) CE et CCEP

Il a pris part aux réunions du:

- Conseil exécutif: 1986, 1987 et 1988
- Conseil consultatif des études postales: 1985 à 1988.

b) Autres réunions

Depuis son entrée en fonctions au Bureau international, il a représenté l'UPU aux réunions de:

- ONU: Genève (1985) et Mexique (1986)
- PNUD: Copenhague (1985), New York (1986) et Genève (1986)
- UPAC: Conseil consultatif et exécutif (1986 et 1988)
- UAPT: Conseil d'administration de l'EMSP (1986)
- UPAP: Conseil d'administration (1988)
- CEA: Décennie des transports et communications en Afrique (1987 et 1988)

5. Publications et conférences

Il est l'auteur de plusieurs livres sur des matières postales, parmi lesquels mérite d'être mentionné: L'Union postale universelle (UPU), publié en 1983

Depuis 1967, il a publié plus de cinquante articles sur des questions relatives au service des postes, dans des revues nationales et étrangères

Il a prononcé diverses conférences sur les services financiers, aériens et internationaux postaux

6. Distinctions honorifiques d'Espagne

Entre autres:

Plaque de l'Ordre du Mérite postal

Plaque de l'Ordre du Mérite des télécommunications

Plaque de l'Ordre du Mérite civil

7. Connaissances linguistiques

Espagnol (langue maternelle), français et anglais

Curriculum vitae de M. El Mostafa GHARBI, Sous-Directeur général au Bureau international de l'Union postale universelle (UPU)

Date de naissance	9 février 1935
Nationalité	Marocaine
Formation	Licencié en droit de la Faculté de Paris Diplômé de l'Ecole nationale supérieure des PTT de Paris (promotion 1958)
Fonctions actuelles	Depuis 1981, Sous-Directeur général au Bureau international de l'Union postale universelle (UPU), Chef de la Division des services postaux, y compris les services nouveaux tels que l'EMS, le courrier électronique et le contrôle de qualité
Expérience	<p>1. Ministère des PTT du Maroc</p> <p>De 1956 à 1971, où, après différents cours et stages de formation, a occupé successivement les postes suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) <i>Inspecteur principal</i> chargé du contrôle sur place et de l'organisation des bureaux de poste sur tout le territoire national b) <i>Chef du bureau</i> chargé des relations internationales, des études et méthodes, des statistiques, des règlements de comptes internationaux, des questions de tarification et du service des colis c) <i>Chef du bureau</i> chargé des questions d'organisation et de fonctionnement des bureaux de poste, des questions d'acheminement et des litiges d) <i>Chef de la Division des postes</i>, qui coiffe notamment les deux bureaux cités ci-dessus e) <i>Directeur des postes et services financiers</i>, ajoutant aux attributions précédemment citées les services des mandats, de caisse d'épargne, des chèques postaux, de la comptabilité et des timbres-poste f) <i>Directeur de l'Inspection générale</i>, dont les attributions s'étendent au contrôle et à l'organisation de tous les services des postes et télécommunications et aux problèmes de législation

2. Bureau international de l'Union postale universelle

Depuis le 1er juillet 1971 avec les grades successifs de Conseiller adjoint (P 4), Conseiller (P 5), Conseiller supérieur (D 1) et Sous-Directeur général (D 2). Les postes occupés sont les suivants:

- a) *Chef de Cabinet du Directeur général* de 1971 à 1974, avec une vue d'ensemble sur les activités de l'Union en général et du Bureau international en particulier. Outre la collaboration étroite avec deux Directeurs généraux qui se sont succédé à cette époque (MM. Rahi et Ridge), cette position était également chargée d'assurer la représentation de l'Union postale universelle (UPU) et de défendre ses points de vue auprès des différents organes des Nations Unies tels que le Conseil économique et social (Ecosoc), les Comités de coordination interinstitutions, etc.
- b) *Chef de la Section de coopération technique* pour l'Afrique, l'Europe et les pays arabes (novembre 1974 à juin 1980) avec les attributions suivantes: conception, préparation, mise en œuvre et gestion des projets d'assistance technique intéressant les pays de ces régions. Relations avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et participation à l'élaboration de la politique de l'UPU en matière de coopération technique
- c) *Secrétaire du Conseil consultatif des études postales (CCEP)* (juillet 1980 à juin 1981), qui comporte la participation à la préparation, au déroulement et au suivi des études, enquêtes, colloques, en collaboration étroite avec les Administrations postales et avec des institutions telles que l'Organisation internationale de normalisation (ISO), l'Union internationale des télécommunications (UIT), etc.
- d) *poste actuel (depuis juin 1981):* Chef de la Division des services postaux, qui coiffe toutes les questions relevant de la Convention, des Arrangements financiers et des colis postaux. La Division II¹ s'occupe également d'autres services tels que le service EMS, les contrôles de qualité, le courrier électronique et les questions de gestion. Cette Division comprend aussi la Section chargée du Secrétariat du CCEP. Pendant plusieurs années, elle comprenait également la Section de l'information et de la documentation
En plus des sept Commissions du CCEP, le Chef de cette Division est responsable de cinq Commissions sur les dix que comporte le Congrès et de cinq Commissions sur les dix que comporte le Conseil exécutif. Il est également responsable de tous les Groupes de travail (GT), colloques, etc., dépendant de ces Commissions
La Division II édite les publications suivantes: «EMS actualités», «EMS revue de presse» et le bulletin interne «Dynamisme et innovations à la poste»
Le Chef de la Division II est membre de la Direction et du Conseil de gestion du Bureau international et, à ce titre, est amené à donner son avis sur toutes les grandes questions intéressant l'UPU en général et le Bureau international en particulier

¹ Le Bureau international comporte trois Divisions, les deux autres étant respectivement celle des affaires juridiques et administratives et celle de la coopération technique.

3. Participation aux réunions internationales

A participé, en tant que délégué du Maroc, au Congrès de Vienne 1964, à différentes réunions du Conseil exécutif, du Conseil consultatif des études postales de l'UPU, de l'Union postale arabe (UPA), de l'Union postale africaine (UPAF), du Comité maghrébin de coordination des postes et télécommunications et du Comité d'enseignement de l'UPU

En tant que fonctionnaire de l'UPU, a représenté cette institution et a participé à différentes instances des Nations Unies telles que le Conseil économique et social (Ecosoc), le Comité administratif de coordination (CAC), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), et à différentes réunions d'Unions restreintes ainsi qu'à des séminaires en Afrique, en Asie, en Europe et dans les pays arabes

A participé au Congrès de Lausanne 1974, au Congrès de Rio de Janeiro 1979, au Congrès de Hamburg 1984, ainsi qu'aux Conseils exécutifs et consultatifs des études postales issus de ces Congrès

Langues

Français, arabe, anglais

Divers

A publié plusieurs articles, parmi lesquels on peut citer le dernier sur «La déréglementation, un facteur de modernisation de la poste», qui a eu un grand écho dans le milieu postal international

Parmi les dernières interventions publiques, on peut citer la conférence de presse donnée en février 1988 à Berne sur l'EMS et sur le courrier électronique et la Conférence-débat donnée en mars 1988 à Chamonix devant 2 x 400 cadres postaux de l'Administration française sur «Les stratégies de la poste face à la concurrence et la nouvelle mission du service public»

Nom	RAUCH
Prénom	Jean-Claude
Date de naissance	16 juin 1936
Lieu de naissance	Saint-Max (près de Nancy), Meurthe-et-Moselle (France)
Nationalité	Française
Grade	Inspecteur général des postes et télécommunications
Fonctions actuelles	Directeur de la poste de la région Rhône-Alpes à Lyon Président-Commissaire général de «Philexfrance 89» à Paris

Formation scolaire et universitaire

Ecole primaire de Saint-Max

Lycée Henri Poincaré: études secondaires et supérieures (mathématiques spéciales)

Facultés de droit de Paris et Strasbourg (licence en droit)

Formation professionnelle

Cours d'inspecteur-élève de deux ans assorti de la fréquentation de la faculté

Ecole nationale supérieure des PTT: trois années d'études (gestion management, organisation et fonctionnement des services centraux et extérieurs) à l'issue d'un concours interne de niveau «entrée grandes écoles». L'accès direct externe existe désormais pour les diplômés d'enseignement supérieur et les anciens élèves des grandes écoles. Parallèlement à cette scolarité à l'ENSPTT, les élèves fréquentent pendant dix-huit mois l'Ecole nationale d'administration, qui assure la formation des hauts fonctionnaires de tous les grands corps administratifs de l'Etat

Institut des hautes études de la défense nationale

Centre d'enseignement supérieur du management public. Participation à diverses sessions: techniques modernes de management, marketing, recherche marketing (Professeur Harper W. Boy Jr, de l'Université de Stanford). Etudes de marché (Professeur Abe Schuchmann, de l'Université de Columbia). Analyse des comportements humains, gestion du temps et des ressources humaines, techniques informatiques

Carrière

Inspecteur des PTT (1956)

Administrateur (1964–1967 ENSPTT)

Adjoint au Directeur régional des postes de Lorraine (1967–1974), chargé du développement, de la communication et de l'intérim du Directeur

Adjoint de M. Lesaux, Chef du Service des affaires internationales, Paris (1974–1975), se voit confier les affaires de l'UPU et la coopération technique

Directeur des postes des Ardennes (1975–1977), 1500 agents

Directeur des postes du Doubs (1977–1980), 2500 agents

Directeur des postes du Rhône (1982–1983), 7000 agents, patron de l'ensemble des services du département

Conseiller technique du Ministère des PTT (1982–1983), l'aide à déterminer la politique de la poste sur les plans national et international

Directeur depuis 1983 de la poste de la région Rhône-Alpes (25 000 agents, 1650 bureaux, 300 millions de francs de bénéfice en 1987), gère le dixième de la France postale

Président-Commissaire général de «Philexfrance 89» depuis octobre 1988

Distinctions

Chevalier de la Légion d'honneur et de l'Ordre national du mérite

Médaille de vermeil du Ministère des affaires sociales (Caisse nationale de prévoyance)

Médaille d'argent de la Caisse nationale d'épargne

Activités complémentaires

Président d'honneur de la Société littéraire des PTT de Lorraine (activité de 1968 à 1974)

Création de jumelage PTT Karlsruhe-Nancy en 1968

Création de jumelage PTT Fribourg-Besançon en 1978

Président général de l'Association sportive des PTT de Lyon depuis 1986

Président d'honneur de l'Association amicale des élèves et anciens élèves de l'ENSPTT (1983–1986), contribue pendant ses deux mandats au rayonnement du corps des cadres dirigeants des PTT, dans leur Administration ou d'autres Administrations, sur le territoire national et d'autres nombreux pays, en organisant en particulier pour la première fois en Tunisie des journées d'études nationales

Activités internationales

Président de la Fédération européenne des fonctionnaires administratifs supérieurs des PTT depuis octobre 1984

Voyage d'étude au Cambodge et au Japon (mars/avril 1967)

Missions de coopération technique au:

- Sénégal: introduction d'une comptabilité analytique et amélioration de la rentabilité en vue d'un prêt du FMI
- Brésil: préparation des termes d'un deuxième contrat de coopération économique entre la poste française et l'Entreprise des postes et télégraphes du Brésil
- Algérie/Syrie/Yougoslavie: dans le cadre de SOFREPOST, étudie en vue de concrétiser les propositions de coopération

En juin 1974: stage au «British Civil Service», à Sunningdale

En juin 1973: stage à la «Post Akademie Deutsche Bundespost», à Kleinheubach

Organisation de congrès internationaux à Menton (1968), Nancy (1973), Blois (1976), Lyon (1984), Monastir (1985) et Avignon (1988)

Participation aux congrès internationaux de la FEFAS PTT:

- 1968 (Menton): animation de la FEFAS, création de groupes de travail
- 1970 (Rome): «Le cadre dirigeant aux PTT»
- 1972 (La Haye): «Quo vadis, PTT»
- 1974 (Kleinheubach): «Marketing et service public»
- 1976 (Blois): «L'attitude commerciale dans les PTT; évolution et conséquences»
- 1978 (Ostende): «La position des hauts fonctionnaires PTT européens entre trois pouvoirs, le public, le personnel et le politique»
- 1980 (Bologne): «Le rôle de l'informatique dans l'activité décisionnelle des cadres dirigeants des PTT»
- 1982 (Berlin): «Décroissance et concurrence; l'avenir des PTT dans les dimensions socio-politique, économique et technique»
- 1984 (Maastricht): «La concertation entre les PTT et les organisations professionnelles est-elle concevable à l'échelle européenne?»
- 1986 (Cambridge): «Le rôle du profit dans les PTT»
- 1988 (Avignon): «Concurrence, politiques commerciales et service public... dans l'Europe des PTT»

Participation aux conférences d'administrateurs postaux de Suisse en 1977, 1978 et 1979 et de 1983 à 1987

Stage de deux semaines à la Direction générale des postes de Suisse en juillet 1986

«Philaccept» à La Haye, en octobre 1988

En 1988, participe au CCEP, à la réunion du CLAUPAE (Comité de liaison des lignes aériennes et de l'UPAE) à Buenos Aires, puis à celle de l'UPU à Nairobi: colloque des ministres et directeurs généraux des postes des pays d'Afrique subsaharienne, présidée par le Directeur général du Bureau international et le Directeur général des postes du Kenya

A assuré une conférence suivie d'un débat sur la rentabilité économique et sociale des postes avec J. Somda, Directeur général des postes du Burkina Faso

A acquis, en remplissant les diverses missions qui lui ont été confiées successivement, en organisant les assemblées de l'ENSPTT et les congrès de la FEFAS PTT et en entretenant des contacts avec de nombreux anciens élèves de l'ENSPTT dans une trentaine de pays en développement une expérience de gestion de dimension internationale

Travaux personnels

Préparation des candidats aux concours supérieurs (français, mathématiques)

Mise en œuvre d'une méthode de manipulation des fonds au guichet

Conception et publication de revues («Poste-Lorraine Informations», «Rhône-Alpes Poste»)

Rédaction d'articles et d'éditoriaux aux plans régional, national et européen

Conférences et cours dispensés:

- à Nancy, Strasbourg et Lyon (facultés et instituts)
- à l'ENSPTT
- à l'Institut national de gestion
- à l'Institut national des cadres administratifs des PTT

Depuis 1976, contribution à la formation des nouveaux chefs de service départementaux des postes

Connaissances linguistiques

Outre le français (langue maternelle), l'anglais, l'espagnol et l'allemand

Liste des Pays-membres en fonction des cinq groupes géographiques, en vue de l'élection des membres du Conseil exécutif

Communication du Secrétariat

L'article 102, paragraphe 3, du Règlement général, prévoit que les membres du Conseil exécutif sont élus par le Congrès sur la base d'une répartition géographique équitable.

A cet effet, les Pays-membres ont été classés, lors des Congrès précédents, dans les cinq groupes géographiques figurant dans l'annexe au présent document. Cette classification repose sur celle dont avait pris acte le Congrès de Hamburg 1984. Elle a été complétée par les noms des Pays-membres qui ont adhéré ou qui ont été admis à l'Union depuis lors. Ces nouveaux Pays-membres ont été répartis dans les différents groupes compte tenu de leur situation géographique.

Washington, le 14 décembre 1989

Liste des Pays-membres en fonction des cinq groupes géographiques

Hémisphère occidental	Europe orientale et Asie du Nord	Europe occidentale	Asie du Sud et Océanie	Afrique
Amérique (Etats-Unis) Argentine Bahamas Barbade Belize Bolivie Brésil Canada Chili Colombie Costa-Rica Cuba Dominicaine (Rép.) Dominique El Salvador Equateur Grenade Guatemala Guyane Haïti Honduras (Rép.) Jamaïque Mexique Nicaragua Panama (Rép.) Paraguay Antilles néerlandaises et Aruba Pérou Saint-Christophe-et-Nevis Sainte-Lucie Saint-Vincent-et-Grenadines Suriname Trinité-et-Tobago Uruguay Vénézuéla	Biélorussie Bulgarie (Rép. pop.) Hongrie (Rép. pop.) Mongolie (Rép. pop.) Pologne (Rép. pop.) Rép. dém. allemande Roumanie (Rép. soc.) Tchécoslovaquie Ukraine URSS Yougoslavie	Albanie Allemagne, Rép. féd. d' Autriche Belgique Chypre Danemark Espagne Finlande France Grande-Bretagne Grèce Irlande Islande Italie Liechtenstein Luxembourg Malte Monaco Norvège Pays-Bas Portugal Saint-Marin Suède Suisse Turquie Vatican	Afghanistan Arabie saoudite Australie Bahrain Bangladesh Bhoutan Brunei Darussalam Chine (Rép. pop.) Corée (Rép.) Emirats arabes unis Fidji Terr. d'outre-mer (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) Inde Indonésie Iran (Rép. islamique) Iraq Israël Japon Jordanie Kampuchea dém. Kiribati Kuwait Lao (Rép. dém. pop.) Liban Malaisie Maldives Myanmar Nauru Népal Nouvelle-Zélande Oman Pakistan Papouasie - Nouvelle-Guinée Philippines Qatar Rép. pop. dém. de Corée Salomon (îles) Samoa occidental Singapour Sri Lanka Syrienne (Rép. arabe) Thaïlande Tonga Tuvalu Vanuatu Viet Nam Yémen (Rép. arabe) Yémen (Rép. dém. pop.)	Algérie Angola Bénin Botswana Burkina Faso Burundi Cameroun Cap-Vert Centrafrique Comores Congo (Rép. pop.) Côte d'Ivoire (Rép.) Djibouti Egypte Ethiopie Gabon Gambie Ghana Guinée Guinée-Bissau Guinée équatoriale Jamahiriya libyenne Kenya Lesotho Libéria Madagascar Malawi Mali Maroc Maurice Mauritanie Mozambique Niger Nigéria Ouganda Rwanda Sao Tomé-et-Principe Sénégal Seychelles Sierra Leone Somalie Soudan Swaziland Tanzanie (Rép. unie) Tchad Togo Tunisie Zaïre Zambie Zimbabwe
35 Pays-membres	11 Pays-membres	26 Pays-membres	48 Pays-membres	50 Pays-membres

Présentation des candidatures aux sièges du Conseil exécutif (CE)

Communication du Secrétaire général

1. L'article 102, paragraphe 3, du Règlement général, dispose que «Les trente-neuf membres du Conseil exécutif sont élus par le Congrès sur la base d'une répartition géographique équitable. La moitié au moins des membres est renouvelée à l'occasion de chaque Congrès; aucun Pays-membre ne peut être choisi successivement par trois Congrès.»
2. Il incombera donc au Congrès de procéder à l'élection des membres de cet organe lors de sa séance plénière du 4 décembre 1989.
3. Comme la répartition des sièges décidée par le Congrès de Lausanne 1974 (résolution C 11) et confirmée dans les faits par les Congrès de Rio de Janeiro 1979 et de Hamburg 1984 n'a pas été modifiée, cette élection sera effectuée sur la base suivante:

Groupe 1 – Hémisphère occidental	8 sièges
Groupe 2 – Europe orientale et Asie du Nord	4 sièges
Groupe 3 – Europe occidentale	6 sièges
Groupe 4 – Asie du Sud et Océanie	10 sièges
Groupe 5 – Afrique	<u>11 sièges</u>
Total	39 sièges

plus un siège pour la présidence en faveur du pays hôte du Congrès. Ainsi, le groupe géographique du pays qui a organisé le XXe Congrès disposera d'un siège supplémentaire.

4. Les Pays-membres indiqués ci-après selon la répartition géographique ne peuvent plus être réélus du fait d'avoir exercé deux mandats successifs depuis les Congrès de Rio de Janeiro 1979 et de Hamburg 1984:

Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3	Groupe 4	Groupe 5
Chili Honduras (Rép.) Mexique	URSS	France Irlande	Arabie saoudite Inde Iraq Jordanie Thaïlande	Algérie Côte d'Ivoire (Rép.) Egypte Gabon Sénégal
3	1	2	5	5

5. Cela étant, j'invite les pays intéressés à présenter leur candidature par écrit au Secrétariat du Congrès (bureau 20f) au plus tard le 29 novembre 1989.

6. A l'expiration du délai fixé ci-dessus, le Secrétariat général publiera la liste des candidats selon les groupes géographiques cités sous chiffre 3 et dont les détails sont précisés dans le Congrès – Doc 42.

Washington, le 20 novembre 1989

Le Secrétaire général,
A.C. BOTTO DE BARROS

Présentation des candidatures aux sièges du Conseil consultatif des études postales (CCEP)

Communication du Secrétaire général

Le Congrès devant procéder à l'élection des Pays-membres du Conseil consultatif des études postales, conformément aux dispositions de l'article 104, paragraphes 1 et 2, du Règlement général, j'ai l'honneur d'inviter les pays qui ont l'intention de présenter leur candidature audit Conseil de le faire par écrit au plus tard le 29 novembre 1989 au Secrétariat du Congrès (bureau 20f).

Washington, le 20 novembre 1989

Le Secrétaire général,
A.C. BOTTO DE BARROS

Candidatures pour l'élection des membres du Conseil exécutif (CE)

Conformément à l'invitation faite par le Secrétaire général du Congrès (voir Congrès – Doc 43), les 56 pays suivants (répartis selon les groupes géographiques) ont présenté leur candidature au Conseil exécutif (CE):

Groupe 1 – Hémisphère occidental (8 sièges – non compris le siège réservé au pays hôte du Congrès (Amérique (Etats-Unis))

Argentine	Cuba
Bahamas	Equateur
Brésil*	Paraguay
Canada	Uruguay*
Colombie*	Vénézuéla
Costa-Rica	

Groupe 2 – Europe orientale et Asie du Nord (4 sièges)

Hongrie (Rép.)*	Pologne (Rép. pop.)*
Mongolie (Rép. pop.)	Yougoslavie

Groupe 3 – Europe occidentale (6 sièges)

Allemagne, Rép. féd. d'*	Italie
Autriche	Portugal*
Belgique*	Suède
Espagne	Suisse*
Grande-Bretagne	

Groupe 4 – Asie du Sud et Océanie (10 sièges)

Australie*	Kuwait
Chine (Rép. pop.)	Liban*
Corée (Rép.)	Nouvelle-Zélande*
Emirats arabes unis	Pakistan*
Indonésie	Syrienne (Rép. arabe)
Iran (Rép. islamique)	Yémen (Rép. arabe)
Japon*	

* Pays qui était membre du Conseil exécutif élu au Congrès de Hamburg 1984 et qui est rééligible.

Groupe 5 – Afrique (11 sièges)

Bénin*	Rwanda
Cameroun*	Sierra Leone
Congo (Rép. pop.)	Soudan
Ethiopie*	Swaziland
Ghana	Tanzanie (Rép. unie)
Kenya	Togo
Libéria	Tunisie
Madagascar*	Zambie*
Maroc	Zimbabwe
Nigéria*	

Washington, le 30 novembre 1989

* Pays qui était membre du Conseil exécutif élu au Congrès de Hamburg 1984 et qui est rééligible.

Candidatures pour l'élection des membres du Conseil consultatif des études postales (CCEP)

Conformément à l'invitation faite par le Secrétaire général du Congrès (voir Congrès – Doc 44), 56 pays ont présenté leur candidature au Conseil consultatif des études postales (CCEP).

Il est rappelé que selon l'article 104, paragraphe 2, du Règlement général, «les membres du Conseil consultatif sont élus par le Congrès, en principe sur la base d'une répartition géographique aussi large que possible». Les noms des pays candidats sont reproduits ci-après dans l'ordre alphabétique français:

Algérie	Japon
Allemagne, Rép. féd. d'	Jordanie
Amérique (Etats-Unis)	Kenya
Arabie saoudite	Kuwait
Argentine	Liban
Australie	Libéria
Autriche	Mali
Belgique	Maroc
Bolivie	Mexique
Botswana	Nouvelle-Zélande
Brésil	Pakistan
Canada	Pays-Bas
Chili	Pologne (Rép. pop.)
Chine (Rép. pop.)	Sénégal
Cuba	Sierra Leone
Danemark	Singapour
Egypte	Soudan
Espagne	Sri Lanka
France	Suisse
Gabon	Swaziland
Grande-Bretagne	Tanzanie (Rép. unie)
Grèce	Tchécoslovaquie
Hongrie (Rép.)	Thaïlande
Inde	Togo
Indonésie	Tunisie
Iran (Rép. islamique)	URSS
Iraq	Zaire
Irlande	
Italie	

Washington, le 30 novembre 1989

Liste des Pays-membres élus par le Congrès de Washington 1989 pour le Conseil exécutif et le Conseil consultatif des études postales

1. Conseil exécutif

République fédérale d'Allemagne	Italie
Etats-Unis d'Amérique (présidence)	Japon
République Argentine	République de Kenya
Australie	Kuwait
Commonwealth des Bahamas	République libanaise
Belgique	Royaume du Maroc
République populaire du Bénin	République populaire de Mongolie
République fédérative du Brésil	République fédérale du Nigéria
République du Cameroun	Nouvelle-Zélande
Canada	République islamique du Pakistan
République populaire de Chine	République populaire de Pologne
République de Colombie	Suède
République de Corée	Confédération suisse
République de Costa-Rica	République unie de Tanzanie
République de Cuba	République togolaise
Emirats arabes unis	République tunisienne
République démocratique populaire de l'Ethiopie	République de Vénézuéla
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, îles de la Manche et île de Man	République socialiste fédérative de Yougoslavie
République de Hongrie	République de Zambie
République d'Indonésie	République de Zimbabwe

2. Conseil consultatif des études postales

République algérienne démocratique et populaire	Grèce
République fédérale d'Allemagne	Inde
Etats-Unis d'Amérique	République d'Indonésie
Royaume de l'Arabie saoudite	République d'Iraq
République Argentine	Irlande
Australie	Italie
République d'Autriche	Japon
Belgique	Royaume hachémite de Jordanie
République fédérative du Brésil	République de Kenya
Canada	Royaume du Maroc
République populaire de Chine	Etats-Unis du Mexique
République de Cuba	Nouvelle-Zélande
Royaume de Danemark	République islamique du Pakistan
République arabe d'Egypte	Pays-Bas
Espagne	Confédération suisse
République française	Thaïlande
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, îles de la Manche et île de Man	République tunisienne
	Union des républiques socialistes soviétiques

Washington, le 4 décembre 1989

Débat général

Washington, 16 novembre 1989

Note du Secrétaire général

Pour des raisons d'ordre pratique, la documentation relative au Débat général comprend:

- Le Congrès – Doc 48.1, diffusé avant le Congrès et qui contient:
 - des informations pratiques sur le déroulement du Débat général;
 - le plan de l'exposé introductif du Président du Congrès;
 - les plans détaillés relatifs aux trois exposés qui seront présentés par les animateurs.
- Le Congrès – Doc 48.2, qui sera diffusé vers la fin du Congrès, et par lequel sera soumis à l'approbation du Congrès le programme général d'action quinquennal, accompagné du projet de résolution s'y rapportant.

Après le Congrès sera élaborée et diffusée la Plaquette de la collection d'études postales, qui contiendra un compte rendu succinct du Débat, l'exposé introductif du Président du Congrès et les exposés des trois animateurs, ainsi que le programme général d'action quinquennal.

Berne, le 19 septembre 1989

Le Secrétaire général,
A.C. BOTTO DE BARROS

Débat général

Washington, 16 novembre 1989

Note du Secrétaire général

Sommaire

	Paragraphes
I. Introduction	1 et 2
II. Informations générales:	
– date/lieu/horaire	3
– titre/thèmes	4
– présidence/animation	5
– Groupe de travail et Groupes de préparation	6
– rôle des membres des Groupes de préparation	7
– programme général d'action	8
– documents	9
– rôle des participants	10
– présence des médias	11
III. Plan de l'exposé introductif du Président du Congrès	12
IV. Plans détaillés des exposés	13

Annexes:

- 1 Minutage
- 2 Groupes de préparation des thèmes du Débat général
- 3 Plan de l'exposé introductif du Président du Congrès
- 4 Plan détaillé de l'exposé de la Grande-Bretagne «Connaissance du marché»
- 5 Plan détaillé de l'exposé de la France «Stratégies commerciales et opérationnelles de la poste»
- 6 Plan détaillé de l'exposé de la Colombie «Structures et systèmes de gestion aux niveaux national et international»

I. Introduction

1 Le Conseil exécutif de l'UPU a retenu, lors de sa session de 1988, le principe de l'organisation d'un Débat général lors du Congrès de Washington et en a confié la préparation au Bureau international en collaboration avec les Etats-Unis d'Amérique, pays hôte du Congrès.

2 C'est ainsi que, depuis plusieurs mois, un certain nombre d'activités préparatoires ont été réalisées. Il a notamment été retenu trois thèmes d'exposés et de discussion qui se situent dans le cadre du thème général du Débat et reflètent les préoccupations majeures et actuelles de la poste.

II. Informations générales

3 *Date – Lieu – Horaire*

3.1 Le Débat général aura lieu le jeudi 16 novembre 1989, dans la salle n° 1 du Convention Center de Washington, selon l'horaire suivant:

09 h 00 – 12 h 40
15 h 00 – 18 h 00

3.2 Le minutage de cette journée est ci-joint en annexe 1.

4 *Titre du Débat – Thèmes de discussion*

4.1 Le titre du Débat général est le suivant:

POUR MIEUX SERVIR LA CLIENTÈLE

accompagné du sous-titre: «Stratégies commerciales et opérationnelles de la poste».

4.2 Le Débat général comprendra notamment les points suivants:

- a) exposé introductif du Président du Congrès;
- b) exposé sur le thème «Connaissance du marché»;
- c) exposé sur le thème «Stratégies commerciales et opérationnelles de la poste»;
- d) exposé sur le thème «Structures et systèmes de gestion aux niveaux national et international»;
- e) synthèse générale par l'animateur général;
- f) intervention du Secrétaire général;
- g) conclusions par le Président du Congrès.

5 *Présidence – Animation*

5.1 La présidence du Débat général sera assurée par le Président du Congrès, secondé par M. Kenneth J. Hunter, Associate Postmaster General, qui assumera les fonctions d'animateur général.

6 *Groupe de travail et Groupes de préparation*

6.1 Il a été constitué au Bureau international un Groupe de travail chargé de préparer le Débat général et d'assurer son fonctionnement sous tous les aspects matériels.

6.2 En étroite collaboration avec le Président pressenti du Congrès, il a été fait appel à la collaboration de 24 Administrations qui œuvrent depuis plusieurs mois à l'organisation technique du Débat, réparties en trois Groupes de préparation en fonction des thèmes prévus (voir annexe 2 ci-jointe).

7 *Rôle des membres des Groupes de préparation*

7.1 Durant le Débat général, chaque Groupe de préparation prendra successivement place à la tribune présidentielle; le rôle des membres de ces Groupes est le suivant:

Animateur

- présenter au nom de son Groupe un exposé sur le thème prévu;
- conduire les débats sous la direction de l'animateur général;
- procéder à une synthèse des discussions en cherchant à mettre en évidence les points saillants des échanges.

Autres membres

- répondre, à la demande de l'animateur général ou de l'animateur, aux questions posées par les participants après l'exposé.

8 *Programme général d'action*

8.1 A l'issue du Débat général, l'animateur général procédera à une synthèse des échanges et des suggestions faites au cours de la journée. Les idées et conclusions retenues serviront de base à un «programme général d'action provisoire» qui sera élaboré le plus tôt possible et servira d'orientation aux Présidents des Commissions du Congrès. Vers la fin du Congrès, ce programme sera mis au point et transformé en un «programme général d'action» quinquennal en fonction des résultats des débats et des décisions prises durant les travaux du Congrès. Il sera soumis à l'approbation de celui-ci, accompagné d'une résolution appropriée.

9 *Documents*

9.1 Le Débat général fera l'objet des documents décrits ci-après:

- le Congrès – Doc 48.1, qui constitue le présent document et contient:
 - des informations pratiques sur le déroulement du Débat général;
 - le plan de l'exposé introductif du Président du Congrès;
 - les plans détaillés relatifs aux trois exposés qui seront présentés par les animateurs.
- le Programme général d'action provisoire, qui sera distribué aux Présidents des Commissions du Congrès aussi rapidement que possible après le Débat général.
- le Congrès – Doc 48.2, par lequel sera soumis à l'approbation du Congrès le programme général d'action quinquennal, accompagné du projet de résolution pertinente.
- la Plaquette, qui sera élaborée après le Congrès et contiendra un compte rendu succinct du Débat et les exposés des trois animateurs, ainsi que le programme général d'action quinquennal.

10 *Rôle des participants*

10.1 Les Administrations postales des Pays-membres de l'Union sont instamment invitées à participer toutes activement au Débat général, en s'y faisant représenter au plus haut niveau.

10.2 Compte tenu des préparatifs actuellement en cours, il n'est pas utile d'envoyer au Bureau international des contributions écrites concernant le Débat général.

10.3 Etant donné la limite de temps disponible (une seule journée), il importe que les délégations limitent la durée de leurs interventions au strict minimum et veillent à ce que celles-ci soient en rapport direct avec les sujets débattus; elles s'abstiendront par conséquent de toute déclaration de caractère général.

11 Présence des médias

11.1 Sur proposition du pays hôte du Congrès, le Conseil exécutif a décidé d'admettre la présence des médias lors du Débat général en qualité d'auditeurs et sans droit d'intervention, sous réserve que la décision finale à cet égard soit prise par le Congrès de Washington (décision CE 12/1989) (proposition 022).

III. Plan de l'exposé introductif du Président du Congrès

12 Le plan de l'exposé introductif du Président du Congrès fait l'objet de l'annexe 3 au présent document. Quant au texte de l'exposé lui-même, il sera reproduit dans le compte rendu du Débat général.

IV. Plans détaillés des exposés

13 Les plans détaillés suivants sont ci-joints:

- annexe 4: le plan détaillé de l'exposé qui sera présenté au nom de son Groupe de préparation par la Grande-Bretagne, animateur du thème n° 1 «Connaissance du marché»;
- annexe 5: le plan détaillé de l'exposé qui sera présenté au nom de son Groupe de préparation par la France, animateur du thème n° 2 «Stratégies commerciales et opérationnelles de la poste»;
- annexe 6: le plan détaillé de l'exposé qui sera présenté au nom de son Groupe de préparation par la Colombie, animateur du thème n° 3 «Structures et systèmes de gestion aux niveaux national et international».

14 Les textes complets des trois exposés seront reproduits dans le compte rendu du Débat général.

Berne, le 2 octobre 1989

Le Secrétaire général,
A.C. BOTTO DE BARROS

Minutage

<i>Action</i>	<i>Durée</i>	<i>Heure</i>
1 Exposé introductif par le Président du Congrès	20 minutes	09.00 – 09.20
2 Exposé n° 1	90 minutes	
2.1 Exposé	20 minutes	09.20 – 09.40
2.2 Débats	60 minutes	09.40 – 10.40
2.3 Synthèse	10 minutes	10.40 – 10.50
3 Pause-café	20 minutes	10.50 – 11.10
4 Exposé n° 2	90 minutes	
4.1 Exposé	20 minutes	11.10 – 11.30
4.2 Débats	60 minutes	11.30 – 12.30
4.3 Synthèse	10 minutes	12.30 – 12.40
5 Déjeuner		12.40 – 15.00
6 Exposé n° 3	90 minutes	
6.1 Exposé	20 minutes	15.00 – 15.20
6.2 Débats	60 minutes	15.20 – 16.20
6.3 Synthèse	10 minutes	16.20 – 16.30
7 Pause-café	20 minutes	16.30 – 16.50
8 Synthèse générale par l'animateur général et observations complémentaires	70 minutes	16.50 – 18.00
9 Intervention du Secrétaire général		
10 Conclusions par le Président du Congrès		

I. Groupes de préparation des thèmes du Débat général

Thème n° 1

«Connaissance du marché»

Groupe composé de:

- Animateur: Grande-Bretagne (M. William Cockburn)
 - Co-animateur: Malaisie
 - Membres: Belgique, Brésil, Japon, Pakistan, Suède, Tanzanie (Rép. unie)
-

Thème n° 2

«Stratégies commerciales et opérationnelles de la poste»

Groupe composé de:

- Animateur: France (M. Jean-Claude Rauch)
 - Co-animateur: Burkina Faso
 - Membres: Australie, Argentine, Canada, Inde, Maroc, Rép. dém. allemande
-

Thème n° 3

«Structures et systèmes de gestion aux niveaux national et international»

Groupe composé de:

- Animateur: Colombie (M. Vicente A. Alonso Sereno)
 - Co-animateur: Jordanie
 - Membres: Finlande, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Sénégal, Suisse, URSS
-

II. Animateur général

M. Kenneth J. HUNTER, Associate Postmaster General de l'Administration postale des Etats-Unis d'Amérique

CONGRÈS POSTAL UNIVERSEL DE WASHINGTON

Débat général (16 novembre 1989)

Pour mieux servir la clientèle

Stratégies commerciales et opérationnelles de la poste

Exposé introductif du Président du Congrès

Plan détaillé de l'exposé

E. Horgan, Associate Postmaster General des Etats-Unis d'Amérique

Plan de l'exposé de M. Edward E. Horgan, Jr., lors de l'ouverture du Débat général du XXe Congrès UPU, le 16 novembre 1989

I. Introduction

Le thème du Débat général «Pour mieux servir la clientèle» symbolise la nouvelle ouverture de l'UPU à l'égard du public qu'elle sert et son désir de mieux répondre aux problèmes de chacun.

II. A quoi est consacrée cette journée

La tâche qui nous est dévolue aujourd'hui est d'établir une stratégie de la poste mondiale pour les cinq années à venir.

L'envergure de cette tâche exige de notre part de la concision et un sens de la pertinence dans nos interventions.

Le Débat général est un prélude au reste du Congrès et ses thèmes devraient être repris et trouver leur expression pratique dans bon nombre des autres réunions.

III. Déclaration de Hamburg

La Déclaration de Hamburg est notre point de départ. Nous devons suivre son exemple, mettre l'accent sur les problèmes du monde réel et les solutions pratiques à leur trouver et poser les fondations d'un plan d'action.

L'amélioration du service, principal souci de la Déclaration, devrait rester la première de nos priorités.

IV. Organisation de la discussion

La situation du monde postal sera examinée sous trois angles:

- 1° la connaissance du marché;
- 2° les stratégies commerciales et opérationnelles de la poste;
- 3° les structures et systèmes de gestion aux niveaux national et international.

Les pays animateurs des débats sur ces thèmes seront la Grande-Bretagne, la France et la Colombie.

Les discussions soulèveront de nombreuses questions importantes et notre attitude face à celles-ci devra tendre à proposer des idées axées sur des actions porteuses d'amélioration.

Nous devons aborder la discussion avec une pleine conscience de nos faiblesses mais aussi une juste appréciation de nos nombreux points forts.

V. Réalisations de ces cinq dernières années

Nous nous lançons dans notre tâche avec élan, car nous avons obtenu, ces cinq dernières années, des résultats record:

- à l'UPU, une nouvelle importance accordée au service, aux niveaux régional et national;
- de nouveaux mécanismes de communication et de coordination entre nous;
- une orientation du Bureau international vers des problèmes d'ordre technique;
- une coordination accrue entre le CE, le CCEP et le Bureau international.

Mais ne nous reposons pas sur nos lauriers, nos concurrents aussi ont fait des progrès.

VI. La concurrence et notre façon d'y faire face

Notre meilleur moyen de lui opposer une réponse efficace est de faire passer les intérêts de nos clients en premier.

Les entreprises concurrentes ont l'avantage d'avoir une direction unifiée et d'avoir la haute main sur tous les stades de l'exploitation.

Pour surmonter ce handicap, il nous faut envisager de nouveaux moyens de coordonner nos efforts, notamment en fixant des normes de service à l'échelle du monde entier et en améliorant les modes d'exploitation de façon que ces normes soient respectées.

C'est maintenant que nous devons agir, à ce Congrès, car le temps nous presse. Nos concurrents avancent et chaque Administration postale sent une pression de plus en plus vive s'exercer sur elle.

Si nous échouons, c'est l'UPU et les postes du monde entier qui s'en trouveront affaiblies à jamais.

VII. Une opportunité et un défi

Si nous appelons à une action immédiate, c'est aussi pour profiter de la croissance du marché des communications qui pourrait doubler de volume d'ici à 1995.

Nous devrions garder pour guide de toutes nos actions le mandat qui nous est donné d'être au service de tous et de la communauté mondiale tout entière.

CONGRÈS POSTAL UNIVERSEL DE WASHINGTON

Débat général (16 novembre 1989)

Pour mieux servir la clientèle

Stratégies commerciales et opérationnelles de la poste

Thème n° 1

Connaissance du marché

Plan détaillé de l'exposé

Animateur: William Cockburn, Managing Director, Royal Mail Letters,
Administration postale de la Grande-Bretagne

Co-animateur: Malaisie

Membres du Groupe de préparation: Belgique, Brésil, Japon, Pakistan, Suède, Tanzanie (Rép. Unie).

I. Introduction

Définir une politique «Pour mieux servir la clientèle» peut sembler une banalité, mais c'est également une politique essentielle pour la survie future des Administrations postales.

Mieux servir la clientèle signifie, entre autres choses:

- découvrir ce que désire notre clientèle; et
- lui offrir les services dont elle a besoin.

Si nous, Administrations postales du monde, n'accordons pas suffisamment d'attention à notre clientèle, alors nos clients nous retireront leurs affaires et les confieront à la concurrence. Cela se produit déjà et continuera à se produire, à moins que nous n'améliorions nos performances dans tous les domaines.

Afin d'être en mesure d'offrir à notre clientèle les services dont elle a besoin, notre première démarche doit être de découvrir ce qu'elle désire: nous avons besoin de la «connaissance du marché».

Ce papier examine les conditions nécessaires à une connaissance améliorée du marché des services postaux, dans le contexte:

- de la menace de la concurrence; et
- de l'attente changeante de la clientèle.

Le document identifie les domaines clé dans lesquels nous devons développer nos connaissances du marché.

Il suggère des méthodes que les Administrations peuvent utiliser pour améliorer leur compréhension du marché.

Ce papier utilise des exemples de développements en Grande-Bretagne et en Europe; mais les principes généraux et les conclusions s'appliquent à chaque Administration, n'importe où dans le monde.

II. Les besoins pour la connaissance du marché

En Europe, durant les 15 dernières années, il s'est produit un déclin massif de la part du marché des services postaux. Le commerce international et les exportations se sont *accrus* de manière significative, de plus de 100 %; mais le trafic postal international a, durant la même période, réellement *chuté*, d'environ 10 %.

Dans les pays de la CEPT, au cours des dernières années, les utilisations du téléphone, du télex, des services aériens et routiers ont toutes crû énormément. Mais l'utilisation des colis et des lettres n'a presque pas augmenté.

Même en Grande-Bretagne, où le trafic postal augmente de 8 % par an, le marché des communications augmente lui de 11 % par an. Le British Post Office n'a pas réussi à avancer de pair avec le marché.

De telles données constituent un premier pas vers la compréhension du marché.

Un autre pas important est de connaître en quoi consiste notre marché et quels sont les genres de courrier qu'expédient nos clients. En Grande-Bretagne, nous divisons la poste aux lettres, en termes de marché, en courrier du secteur financier, autre courrier commercial, publipostage (matériel publicitaire), courrier prioritaire (haute vitesse) et courrier social. Les deux premiers représentent les deux secteurs les plus importants du marché.

Les marchés peuvent avoir des caractéristiques différentes dans différents pays, mais il est important de connaître la composition du trafic. Différents secteurs du marché ont des besoins différents. Il est nécessaire d'y répondre par des voies différentes; et les types, méthodes et effets de la compétition seront différents dans chaque secteur.

III. La menace de la concurrence

La connaissance du marché doit inclure de savoir qui sont les concurrents et dans quels secteurs du marché ils opèrent.

La concurrence agit sous une variété d'aspects:

- de petites compagnies aux frais de fonctionnement peu coûteux peuvent offrir un service bon marché à des clients tels que de grands commerces locaux, et des autorités gouvernementales locales. Si elles sont alliées à un réseau national, elles peuvent représenter une menace sérieuse;
- des compagnies offrant la distribution porte à porte d'imprimés peuvent constituer une menace si la législation monopolistique est relâchée;
- de puissants propriétaires de journaux internationaux possèdent déjà des réseaux étendus de distribution quotidienne dans de nombreux pays et sont souvent reliés à de grandes compagnies de distribution, telles que TNT;
- les reposteurs sont des concurrents importants dans un nombre croissant de pays. Ils offrent des prix bas, mais ne fournissent pas toujours la qualité de service optimale qu'ils prétendent offrir;
- les services de courrier sont des concurrents auxquels nous sommes déjà très familiarisés;
- les développements technologiques, tels que l'échange électronique de données (EDI), utilisant des ordinateurs et des lignes téléphoniques, rivalisent vigoureusement avec le courrier d'affaires traditionnel;
- les appareils de fac-similé ne coûteront bientôt pas plus de 300 \$ US. Même dans les pays les plus pauvres, on trouvera des compagnies prêtes à payer cette relativement petite somme pour réduire ainsi leur dépendance des services postaux nationaux et internationaux.

IV. Pourquoi avons-nous failli dans le passé et comment pouvons-nous nous améliorer dans le futur?

Dans le passé, nous avons souvent été nos propres pires ennemis. Les attitudes bureaucratiques ont étouffé les initiatives. Nous n'avons pas réalisé que des services qui existaient depuis 100 ans ou plus n'étaient plus applicables dans un marché moderne, où tant les exigences des clients que les activités des concurrents se modifient et se développent à une vitesse croissante.

Par dessus tout, nous n'avons pas écouté nos clients avec suffisamment de soin. Nos clients nous disent depuis des années qu'ils ont besoin de nouveaux services et que la qualité que nous offrons n'est pas suffisante; voilà pourquoi ils se tournent de manière toujours plus accentuée vers nos concurrents.

Le British Post Office s'est attaqué à ce problème par plusieurs voies:

Les études de marché: Elles sont utilisées pour rechercher les opinions au sujet des services existants et des nouveaux services potentiels. Il est ainsi possible de déterminer les tendances du marché sur une certaine période.

La connaissance du marché: Elle permet d'obtenir rapidement des informations valables sur la clientèle, sur les concurrents et sur le marché en général. Ces informations peuvent provenir de notre service de marketing et de vente, de la presse et de rapports de compagnies. Il peut s'agir d'informations très valables.

La consultation des clients: En Grande-Bretagne, nous sommes en communication régulière avec nos 500 000 plus importants clients, nous les interrogeons sur leur degré de satisfaction de nos services, de la façon dont nous traitons leurs demandes et réclamations, etc. Ceci est une partie importante de notre programme de service à la clientèle. Quelques autres pays ont également des programmes similaires.

Beaucoup d'autres Administrations utilisent des méthodes similaires.

V. Conclusions: Actions à entreprendre

Il y a de nombreuses actions que nous pouvons entreprendre, aussi bien en tant qu'Administrations individuelles, qu'ensemble, dans le cadre de l'UPU.

- Nous devons développer un esprit orienté commercialement dans lequel les besoins de la clientèle sont prioritaires.
- Nous devons établir un dialogue constant avec nos clients afin d'établir quels sont leurs besoins.
- Nous devons réduire la bureaucratie entre Administrations dans l'échange du courrier international, dans le développement de services internationaux et dans les affaires concernant les suggestions et les réclamations de nos clients.
- Nous devons reconnaître le besoin de produits réellement globaux, fournis avec une qualité uniforme dans tous les pays et basés sur les besoins de la clientèle.
- Nous devons utiliser l'UPU comme un canal entre Administrations afin de maximiser le partage de compétences dans la connaissance du marché, dans les techniques de marketing et les pratiques commerciales.
- Nous devons encourager toutes les Administrations à agir sur des bases plus commerciales et plus orientées vers la clientèle.

Nous avons tous nos obligations d'agir en tant que service public; mais cela ne doit pas nous empêcher d'être également commerciaux. Un service postal qui fonctionne sur des bases économiques saines est un avantage économique pour la nation. En étant sensible aux besoins de la clientèle, le service postal peut contribuer de manière optimale au développement social et économique d'une nation.

CONGRÈS POSTAL UNIVERSEL DE WASHINGTON

Débat général (16 novembre 1989)

Pour mieux servir la clientèle

Stratégies commerciales et opérationnelles de la poste

Thème n° 2

Stratégies commerciales et opérationnelles

Plan détaillé de l'exposé

Animateur: Jean-Claude Rauch, Inspecteur général,
Administration postale de la France

Co-animateur: Burkina Faso

Membres du Groupe de préparation: Australie, Argentine, Canada, Inde, Maroc, Rép. dém. allemande.

Dans son exposé, la Grande-Bretagne montre que «les postes sont présentes sur de nombreux marchés et y affrontent une concurrence de plus en plus vive.»

L'exposé «Stratégies commerciales et opérationnelles» répond à la question: «Comment les postes doivent-elles répondre aux besoins du marché, c'est-à-dire bien servir leurs clients».

I. Stratégies commerciales

1.1 Au plan national

- Les postes sont sur des marchés porteurs:
 - nous entrons dans l'ère de la communication,
 - le secteur des services, en expansion, communique beaucoup,
 - le courrier d'entreprise (75 à 80 %) progresse fortement (notamment le courrier accéléré et le courrier publicitaire),
 - la consommation postale par habitant (qui varie de 700 à 10 objets) doit continuer à croître.
- Des concurrents puissants s'intéressent aux marchés des postes. Ils récupèrent les clients insatisfaits en se jouant des monopoles.
- Première conclusion: les postes ont à remplir une mission de service public, ont affaire à des clients et savent répondre à leurs besoins.
- Il faut écouter le client pour connaître ses besoins.
- L'expérience des postes des pays développés dans la connaissance de leurs clients peut être mise à profit par les autres postes et permet de tirer des conclusions valables pour toutes les postes:
 - nécessité d'offrir une gamme de services à trois niveaux de rapidité et de tarifs,
 - il faut définir des normes de qualité et s'engager auprès du client, rapidité à des degrés variables, fiabilité et sécurité,
 - il faut faire l'effort de vendre ses produits,
 - il faut s'adapter aux réactions de la concurrence qui pratique la collecte et la distribution à domicile et offre des réductions tarifaires.

1.2 Au plan international

Une poste internationale de qualité ne peut qu'être bâtie sur des postes nationales de qualité sinon la qualité baisserait au niveau du chaînon le plus faible.

Face à la concurrence des puissants multinationaux, notre organisation présente les handicaps suivants et perd pratiquement l'avantage de son universalité:

- le processus de décision est plus long que dans l'entreprise internationale et la capacité de réaction plus faible;
- le problème est particulièrement grave pour les compensations financières;
- les procédures douanières sont souvent trop pesantes;
- le service EMS n'est pas encore assez étendu et performant par rapport aux concurrents.

II. Les stratégies opérationnelles

2.1 Au plan national

- Des stratégies opérationnelles pour définir et garantir les normes de qualité sur le triple plan de la sécurité, de la régularité, de la rapidité:
 - un suivi permanent pour détecter les dysfonctionnements et y porter remède,
 - des priorités pour se concentrer sur l'essentiel puis étendre le savoir-faire à l'ensemble,
 - dédier des moyens propres à l'EMS;
- des stratégies opérationnelles pour maintenir les coûts, donc les tarifs et la compétitivité;
- une bonne utilisation des ressources humaines et de l'automatisation.

2.2 Au plan international

- Les stratégies opérationnelles internationales se heurtent à la mauvaise connexion des systèmes nationaux, d'où l'urgence à régler les problèmes tels que:
 - même priorité à tout le courrier national ou international,
 - réexamen en permanence et en bilatéral des circuits d'acheminement.
- Il faut préférer le transport aérien au transport maritime sur les grandes distances et généraliser le courrier S.A.L.
- Préparer le travail des douanes au besoin par la voie électronique.

Conclusion

Il est nécessaire de connaître les besoins de nos clients et d'offrir aux plus importants des services sur mesure.

Il faut respecter les normes de qualité qu'on aura définies.

Les postes doivent apparaître comme une entreprise unique au plan international.

Souplesse, rapidité de réaction, compensation financière sont la clé pour la survie de la poste et de notre Union.

CONGRÈS POSTAL UNIVERSEL DE WASHINGTON

Débat général (16 novembre 1989)

Pour mieux servir la clientèle

Stratégies commerciales et opérationnelles de la poste

Thème n° 3

**Structures et systèmes de gestion
aux niveaux national et international**

Plan détaillé de l'exposé

Animateur: Vicente A. Alonso Sereno
Administration postale de la Colombie

Co-animateur: Jordanie

Membres du Groupe de préparation: Finlande, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Sénégal, Suisse, URSS

I. Introduction

Nature du service postal dans le monde contemporain

- Le monopole postal quasi exclusif du transport physique des informations peut-il être encore utile?
- La poste a-t-elle cessé d'être un moyen de communication essentiel pour devenir un instrument parmi d'autres du marché global des communications?
- Les organismes privés qui concurrencent fortement la poste peuvent-ils être endigués?
- La redéfinition des structures et systèmes de gestion sur le modèle d'économie d'entreprise est-elle une nécessité et une priorité?

II. Limitations et insuffisances de la gestion postale¹

1. *Inadaptation de la structure administrative aux caractéristiques et exigences du marché des communications*

Cette inadaptation se manifeste principalement par:

- un statut juridique caractérisé par une dépendance excessive à l'égard des organismes de tutelle;
- un manque des moyens et systèmes idéaux pour ajuster les services et les prestations aux tendances de la demande;
- l'absence d'une planification adéquate;
- des carences dans la formation et la préparation des cadres.

2. *Méconnaissance de la composition et du potentiel de la demande*

- La structure de la poste et de ses services est déterminée en fonction d'une offre restreinte et non pas de la demande réelle.
- D'autres forces du marché, régularisées ou non, comblent le vide engendré par l'inadaptation des services de la poste.
- Cela empêche les Administrations de profiter d'une manière convenable des avantages d'un marché en expansion.

3. *Dépendance budgétaire*

- Montant élevé des moyens budgétaires transférés par le secteur central de l'administration publique à la poste.
- Insuffisance des moyens à investir dans l'infrastructure et l'expansion.

4. *Distorsion du plan de gestion administrative*

- Ingérence et interférence des situations de nature politique à l'encontre des objectifs strictement administratifs.

¹ Points clés ressortant notamment des contributions des membres du Groupe de préparation.

5. *Protectionnisme inadéquat*

- Une conception traditionnelle du monopole postal limite les initiatives et l'impulsion nécessaire pour surmonter des situations d'immobilisation, de faible croissance et de bureaucratisation.

6. *Absence d'information*

- Manque d'une politique appropriée d'information publique: les services postaux sont souvent méconnus par les forces actives de la demande.

7. *Centralisation et inefficacité dans le processus de la prise des décisions*

- Centralisation excessive des décisions d'ordre administratif, budgétaire et opérationnel, ce qui est accentué dans plusieurs cas par l'absence d'autonomie administrative et financière des Administrations postales.

8. *Plan de gestion inapproprié*

- La structure administrative et les systèmes de gestion répondent mieux aux organigrammes et aux principes globaux de l'organisation de l'administration publique dans son ensemble qu'aux conditions spécifiques du service postal dans ses différents aspects.

9. *Le contexte international*

- Nécessité de renforcer l'organisation de l'UPU afin de lui donner des pouvoirs plus larges et mieux adaptés à la réalisation de nouveaux objectifs dans six domaines déterminés et prioritaires.

III. Le concept d'entreprise postale comme principe de gestion dans le contexte actuel du marché des communications postales

1. *Objectifs généraux*

- Donner à l'entreprise «poste» l'organisation et la structure modernes.
- Placer l'entreprise postale dans des conditions telles qu'elle puisse produire des excédents économiques qui seront utilisés pour la conservation, l'amélioration et l'expansion de ce même service.
- Assurer à la poste la conservation et l'expansion d'un secteur important du vaste marché des communications.

2. *Structure administrative*

Pour mettre en place un statut d'entreprise, il faut revoir:

- le degré et les modalités du contrôle de tutelle politique;
- l'ensemble des pouvoirs se rapportant directement à la gestion et à l'exploitation des services;
- l'organisation et la structure de la Direction générale et remanier son fonctionnement.

3. *Constitution du patrimoine*

- L'autonomie de gestion complète doit commencer par la constitution d'un patrimoine de droits et d'actifs immobilisés.
- L'autofinancement ne pourra pas non plus se réaliser sans cette condition préalable.

4. *Principes d'organisation*

- Le plan de gestion de l'entreprise postale ainsi que les principes d'organisation qui l'inspirent doivent correspondre, autant que possible, aux principes et caractéristiques de la gestion commerciale.
- Redéfinition des compétences et des niveaux de gestion et adoption des systèmes de contrôle de gestion et d'évaluation des résultats.

5. *Structure financière*

- L'entreprise postale doit-elle essentiellement chercher à réduire ses coûts?
- Doit-elle se donner une structure dans laquelle les coûts variables occupent une part plus grande?
- Détermination des divers moyens pour atteindre les objectifs fixés.
- Les investissements doivent être surtout destinés à la modernisation de l'équipement de traitement du courrier et au développement rationnel de l'automatisation des services.

6. *Capacité de production*

- Moderniser l'exploitation et supprimer les procédures inefficaces et coûteuses.
- Reclassification des envois et réadaptation des prestations aux besoins des clients.
- Création d'unités opérationnelles permettant d'augmenter la capacité de production.

7. *Gestion du personnel*

- La poste a besoin d'une certaine marge de manœuvre pour recruter et rémunérer son personnel.
- Mécanismes de motivation et d'incitation du personnel.
- Formation large et continue.

8. *Rôle de l'UPU*

- L'UPU est appelée à accomplir un certain nombre de nouvelles tâches spécifiques.

IV. Actions visant à instaurer une nouvelle structure postale

- La conversion des Administrations en entreprises est à faire ou à perfectionner.
 - Engager sans tarder et progressivement des actions visant à redéfinir les structures et systèmes de gestion.
 - Quelles sont les mesures qui méritent d'être signalées.
-
1. *Planification stratégique en fonction du marché*
 - Planifier le développement du service à partir d'une large étude de marché.
 - Déterminer les activités qui doivent entrer dans le champ de l'étude.
 - Dégager les stratégies devant motiver la restructuration de l'Entreprise postale.
 2. *Formulation et élaboration d'un plan d'action commerciale*
 - Identification des clients actuels et potentiels.
 - Le plan d'action doit s'appuyer sur un programme d'image de marque du service et comprendre des activités spécialement consacrées à «l'écoute du client».
 - Actions visant à amener la clientèle à faire connaître ses besoins et ses exigences.
 3. *Règles de gestion du patrimoine et budget de transition*
 - Négocier avec les instances concernées et obtenir des règles permettant à la poste de disposer des ressources budgétaires et patrimoniales résultant de la vente même de ses services.
 - Règles de gestion du capital de départ et de la phase de modernisation.
 4. *Revision du régime tarifaire*
 - Reconnaissance des compétences de la poste et établissement d'un régime tarifaire sur la base d'une analyse des coûts du service et de projections effectives de la demande.
 - Etablissement de tarifs différentiels et modulables au trafic et au jeu de la concurrence.
 5. *Revision des produits et des procédures et du rapport entre coûts fixes et coûts variables*
 - Les mesures et systèmes de gestion peuvent aussi se comprendre comme des actions visant à la consolidation de fait du concept d'entreprise postale, avant même que celui-ci soit défini et formellement institué.
 6. *Rôle de l'UPU*
 - Fournir des éléments d'analyse, des informations et des projections sur les expériences menées par des Administrations postales à propos des mesures esquissées ici et, plus particulièrement, sur la situation et les tendances du marché des communications postales.
 - Création au niveau des Administrations d'une structure chargée de suivre les actions de l'UPU en matière d'information et de contrôle de la qualité.

Débat général

Washington, 16 novembre 1989

Attitude face à la concurrence

Note du Secrétaire général

I. Introduction

1. Il paraît essentiel que la question primordiale de la concurrence fasse l'objet d'une attention spéciale du XXe Congrès, dans le cadre du Débat général. La lettre-circulaire ci-jointe (annexe 1) du Bureau international sur le danger de la concurrence pour la poste a été diffusée dans cette perspective.
2. Par la suite, sur la base de nouveaux éléments d'appréciation, cette question, qui peut être considérée comme vitale, a donné lieu au Bureau international à une réflexion approfondie, quant à l'attitude à adopter face à la concurrence. Il est apparu que, à cet égard, certaines idées devraient être examinées avec soin par le Congrès en vue d'arriver si possible à des orientations pour l'avenir.
3. C'est dans cette optique qu'a été élaborée la présente contribution qui aborde la question sous l'angle des Administrations puis de l'UPU.

II. Les Administrations et la concurrence

a) Le recours à une protection limitée est-il opportun?

4. Il est patent que, sous une forme ou sous une autre, la concurrence est installée dans la quasi-totalité des pays où elle occupe une part plus ou moins grande du marché du courrier urgent et que la poste est condamnée à coexister avec elle. Mais dans quelles conditions?
5. En raison même des graves conséquences pour la poste du renforcement de la concurrence, une première action pourrait être d'obtenir l'application effective de la recommandation C 26 du Congrès de Hambourg qui appelle les gouvernements notamment à définir clairement les envois qui entrent dans le cadre du monopole et à charger, le cas échéant, les autorités douanières et d'autres autorités nationales d'aider les autorités postales à faire respecter le monopole postal.
6. On peut penser que cette recommandation se justifie pleinement puisque, même en cas de «privatisation» de la gestion de la poste, les pays intéressés ont maintenu certaines formes de protection, en compensation des contraintes de service public.

7. Cependant, quelle que soit l'étendue du monopole, il est à peine besoin de rappeler que celui-ci a été très souvent un facteur négatif quant à la qualité de service. Même dans un secteur protégé, la poste devrait s'attacher à améliorer ses performances.

b) Les rapports avec la concurrence sont-ils souhaitables?

8. Même dans la situation de protection limitée, une part importante du marché du courrier urgent est souvent déjà conquise par la concurrence. D'où la nécessité pour les Administrations en toute hypothèse de définir leur position à l'égard des entreprises opérant sur le marché concurrentiel.

9. Compte tenu des situations concrètes observées, plusieurs possibilités sont à envisager:

1. Refus de tout accord avec la concurrence

10. Ce serait bien entendu la position la plus stricte à l'égard de la concurrence. Le danger que représente la conclusion d'accords avec la concurrence a été exposé dans la lettre-circulaire précitée du Bureau international. Il a été signalé en particulier que de tels accords vont à l'encontre de l'esprit de solidarité, qu'ils sont utilisés à des fins publicitaires, pour influencer d'autres Administrations, et qu'ils entraîneraient pour la poste un grave déséquilibre financier.

11. Certains pourraient faire valoir que de tels accords permettraient de pallier les insuffisances de la poste et de mieux contrôler (tout au moins suivre) les opérations de la concurrence. Mais une telle stratégie serait-elle la plus appropriée, compte tenu de l'ensemble des facteurs à prendre en considération?

2. Refus de tout contact avec la concurrence?

12. Tout en restant ferme sur le refus de tout accord, conviendrait-il que les Administrations acceptent ou établissent des contacts avec la concurrence? Nombre d'entre elles ont déjà adopté une telle attitude, estimant important de mieux connaître, par des contacts directs, les intentions et les opérations de la concurrence. En effet, l'absence de contact ne priverait-elle par la poste de certaines informations dont elle pourrait bien avoir besoin pour rendre ses services plus compétitifs?

13. Mais ne serait-ce pas faire preuve de naïveté que de penser que la concurrence pourrait fournir des informations susceptibles d'être exploitées contre elle? Il semble que la poste pourrait et devrait se procurer par un autre moyen les informations à tirer éventuellement de ses contacts avec la concurrence, par exemple grâce à un système de surveillance des activités de la concurrence.

14. Par ailleurs, ne convient-il pas de se demander si les contacts en question ne présentent pas le risque d'un premier pas vers la conclusion d'accords? La question paraît se poser surtout dans le cas de «petites» Administrations mal armées pour résister aux pressions de la concurrence dans le sens d'un accord.

15. Pour sa part, le Bureau international estime que si les Administrations pensent utile d'avoir des contacts avec la concurrence, elles devraient faire preuve de prudence et de fermeté.

III. L'UPU et la concurrence

16. Au niveau de l'UPU, la concurrence a fait l'objet, au cours des dernières années, d'une attention croissante ainsi qu'en témoignent les travaux du Conseil exécutif.

17. Compte tenu des défis que représente la concurrence, il serait opportun que le Congrès s'attache à fixer ou à esquisser des orientations générales, en gardant bien entendu à l'esprit la diversité des situations et la compétence exclusive des gouvernements dans ce domaine.

a) *Confirmer la nécessité d'une protection limitée?*

18. Peut-être serait-il judicieux que le Congrès de Washington confirme la recommandation C 26 précitée du Congrès de Hamburg en insistant pour son application effective?

19. Comme il a été indiqué, il s'agirait là d'une position réaliste, tenant compte de la nécessité pour la poste de bénéficier d'une protection limitée en compensation des contraintes de service public auxquelles elle est soumise.

20. Il est à noter dans le même sens que la Communauté économique européenne (CEE), dont la philosophie libérale est bien connue, a jugé opportun d'élaborer pour le service du courrier une doctrine réglementaire qui tiendra compte de la nécessité d'un «noyau dur» réservé à l'opérateur public et d'une définition du champ des services ouverts à la concurrence.

b) *Accepter des contacts avec la concurrence?*

21. Il paraît essentiel que le XXe Congrès réponde, bien sûr de façon nuancée, à la question fondamentale des contacts éventuels de l'UPU avec la concurrence.

22. L'UPU s'attache, comme on le sait, à aider les Administrations à garder ou à élargir leurs parts de marché; dans cette optique, serait-il souhaitable pour elle d'établir des contacts avec la concurrence, par exemple en acceptant de dialoguer avec elle et de participer à des réunions et manifestations publicitaires qu'elle organise?

23. Une telle attitude permettrait-elle à l'UPU de mieux connaître la concurrence et par conséquent d'aider plus efficacement les Administrations à y faire face? Il va de soi que cette forme de contacts pourrait amener, par voie de réciprocité, à ce que la concurrence obtienne aussi plus aisément des informations sur les efforts déployés par les Administrations et, par ailleurs, que des concurrents demandent d'être invités à participer à des réunions de notre organisation. Une telle politique, qui poserait des questions de principe, ne risquerait-elle pas de créer une confusion, dont pourrait profiter la concurrence dans ses interventions auprès des Administrations ou des gouvernements?

24. Ne serait-il pas préférable que, pour assurer le suivi de la concurrence, l'UPU continue d'exploiter les articles de presse et les publications concernant la concurrence ainsi que les informations que lui fournissent les Administrations postales? Il est de fait que celles-ci sont mieux placées que l'UPU pour s'informer des intentions et des actions de la concurrence. Encore faudrait-il qu'elles acceptent de fournir systématiquement à l'UPU les renseignements obtenus.

IV. Conclusion

25. Le Bureau international est pleinement conscient qu'il ne sera pas facile pour le Congrès de répondre aux questions formulées ci-dessus. Peut-être serait-il souhaitable que soient gardées à l'esprit deux idées d'importance majeure:

- l'indispensable solidarité des Administrations pour mieux répondre aux besoins de la clientèle et par conséquent faire face plus efficacement à la concurrence;
- la nécessité pour l'UPU d'établir une doctrine quant aux rapports éventuels avec la concurrence de façon à mettre fin à la grande confusion actuelle qui ne peut profiter qu'à la concurrence.

26. Le Bureau international pense qu'il ne serait pas opportun que l'UPU accepte des contacts avec la concurrence, notamment pour une raison de cohérence: l'UPU ne peut recommander aux Administrations de ne pas épargner des efforts pour reconquérir la part du marché entre les mains de la concurrence et, en même temps, entretenir avec celle-ci des contacts qui pourraient être interprétés comme une forme de collaboration.

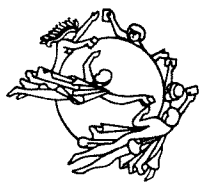
27. Dans cette optique, ne conviendrait-il pas de charger le CE, en collaboration avec le CCEP et le Bureau international, d'assurer la supervision générale du réseau postal international, afin d'atteindre, autant que possible, l'objectif essentiel de la Déclaration de Hamburg: l'intégration des réseaux postaux?

28. Si les Administrations acceptaient un tel changement, cela pourrait compenser un peu l'avantage que représente pour les firmes concurrentes leur processus de décision centralisée.

Berne, le 3 novembre 1989

Le Secrétaire général,

A.C. BOTTO DE BARROS



UNION POSTALE UNIVERSELLE
BUREAU INTERNATIONAL

Congrès – Doc 48.1/Add 1/Annexe 1

Berne, le 14 août 1989

Notre référence
0115 (B) 1760

PAR AVION

- Aux Administrations postales des
Pays-membres de l'Union
- Aux Unions restreintes
(pour information)

Objet

Danger pour la poste des accords avec les sociétés concurrentes

Monsieur,

Certaines informations parvenues au Bureau international au cours de ces dernières semaines m'amènent à appeler d'urgence votre attention sur les dangers que présente, de l'avis du BI, la conclusion d'accords avec des entreprises privées concurrentes de la poste, qu'il s'agisse de repostage, d'autorisation d'exploitation ou de distribution pour le compte de ces entreprises.

Certes, de tels accords relève de la libre décision des gouvernements qui ne devraient cependant pas, malgré des difficultés locales, perdre de vue les dimensions internationales des problèmes à résoudre.

Les accords de repostage sont particulièrement préoccupants et dangereux puisque, indépendamment des aspects financiers, ils vont à l'encontre tout à la fois de l'un des deux éléments du but de l'Union, à savoir favoriser la collaboration entre Administrations (cf. l'art. premier de la Constitution) et de l'esprit de la Déclaration de Hamburg; comme on le sait celle-ci vise à assurer l'intégration des réseaux nationaux et, par conséquent, à renforcer la solidarité entre les Administrations. C'est pourquoi le repostage a déjà fait l'objet des lettres-circulaires du Bureau international n° 0115(B/C)1745 du 14 août 1987 et n° 3370(B/C)1790 du 2 septembre 1987, ainsi que de discussions approfondies au Conseil exécutif. En outre, au cours de la table ronde sur les frais terminaux en avril dernier, l'accent a été mis sur la déstabilisation qu'introduit le repostage dans le service postal international.

Je me permets donc d'insister de nouveau sur le fait que l'acceptation du "**repostage**", qui à première vue peut paraître financièrement intéressant, relève d'une analyse superficielle des choses. Son développement menacerait gravement les fondements du service postal international, en renforçant au niveau des Administrations la tendance au repli sur soi, voire à l'égoïsme.

C'est pourquoi devant le nombre croissant de ces arrangements, le BI fait appel à la clairvoyance et à l'esprit de solidarité de tous pour mettre fin à ces pratiques contraires aux règles de l'UPU et à l'intérêt bien compris de toutes les Administrations. Je rappelle que l'art. 23 de la Convention permet de ne pas accepter de traiter le courrier reposté. Je

rappelle également que cette question fait l'objet d'un document assez exhaustif soumis au Congrès (Congrès - Doc 56) et qu'elle donnera sans doute lieu à une discussion approfondie à l'occasion du "Débat général" prévu au début du prochain Congrès.

*
* *

Je voudrais aussi appeler l'attention des Administrations sur d'autres accords avec la concurrence qui présentent également des dangers pour la poste internationale.

A la suite d'interventions pressantes auprès des autorités nationales, souvent à un niveau très élevé, les coursiers privés parviennent parfois à se faire accorder avec ou sans contrepartie une autorisation d'exploitation, par dérogation au monopole; dans certains cas, le concours des Administrations est recherché pour la distribution des envois. A cet égard, il paraît opportun de formuler plusieurs observations.

Tout d'abord, comme le souligne la Déclaration de Hamburg, la poste doit s'attacher à mieux répondre aux besoins des usagers/clients (création de nouveaux services et amélioration de la qualité de service) ce qui lui permettra aussi de mieux lutter contre la concurrence. Par ailleurs, le Congrès de Hamburg a également adopté la Recommandation C 26 par laquelle il appelle les gouvernements à définir la portée du monopole et à le faire respecter. Cette intervention se fonde sur la mission de service public assignée à la poste et sur les efforts de celle-ci en matière d'investissements. Il apparaît donc que tout en s'efforçant d'offrir des services de qualité satisfaisante, les Administrations devraient maintenir une certaine marge de protection, ne fût-ce qu'à titre transitoire.

En second lieu, comme le but de la concurrence est d'écrémer le trafic, sans supporter aucune obligation de service public, son intervention sur le marché entraîne inévitablement un déséquilibre financier pour la poste et par voie de conséquence une détérioration à terme de la qualité de service qu'elle peut offrir. A la limite, dans une telle situation, la poste risque de devenir un service social, surtout pour les usagers des zones rurales et elle ne jouerait plus aucun rôle dans le développement économique, contrairement à sa vocation nationale et internationale.

Enfin, il faut relever que tout accord ou accommodement avec les entreprises concurrentes, souvent de taille internationale, contribue à les renforcer vis à vis des autres Administrations postales. Cela est évidemment à l'antipode de l'esprit de la Constitution de l'UPU et de la Déclaration de Hamburg. Au surplus, les contrats de la poste avec ces entreprises sont souvent utilisés à des fins publicitaires et leur donnent une image de partenaire respectable, alors que leur concurrence est parfois abusive et particulièrement dangereuse.

Le Congrès est donc saisi de plusieurs mesures tendant à mieux organiser la stratégie de la lutte contre la concurrence. Ces mesures portent à la fois sur les aménagements des tarifs et des frais terminaux, sur la qualité de service, élément déterminant, et sur le renforcement des dispositions de la Convention afin de donner une assise juridique plus solide à la lutte contre la concurrence. Mais pour être efficaces toutes les mesures qui seront prises devront s'appuyer sur une solidarité plus active entre les Administrations et sur une plus grande détermination de leur part.

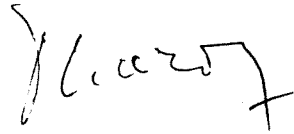
D'ores et déjà, le Bureau international estime nécessaire de suggérer à tous les Pays-membres de bien considérer tous les aspects d'une collaboration quelconque avec les concurrents de la poste et de tenir compte de la lettre et de l'esprit des dispositions de l'UPU. En particulier, il importe de mesurer toutes les conséquences qu'une telle collaboration pourrait avoir à moyen et à long terme sur le fonctionnement général du service postal international.

J'espère que la présente lettre-circulaire apportera un élément supplémentaire de sensibilisation et de prise de conscience des Administrations quant à la dimension réelle des problèmes posés par la concurrence.

J'aime à penser qu'elle contribuera à inciter tous les responsables à s'abstenir de prendre toute initiative de nature à affaiblir la solidarité plus que jamais nécessaire entre toutes les Administrations postales du monde.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma haute considération.

Le Vice-Directeur général,

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'F. Ciceron', with a stylized flourish at the end.

F. CICERON

Programme général d'action de Washington

SOMMAIRE

I. Introduction

- A. Programme général d'action: Outil de travail de l'Union
- B. Contexte du PGA: Caractéristiques du marché actuel des communications

II. Contenu du PGA

- A. Connaissance du marché
- B. Stratégies commerciales
- C. Stratégies opérationnelles
- D. Autonomie de gestion
- E. Ressources humaines
- F. Rôle accru des organes permanents de l'UPU

III. Mise en œuvre du PGA

- A. Action immédiate
- B. Mesures d'ordre juridique et détermination des tâches dévolues aux Administrations et aux organes permanents de l'Union
- C. Mesures d'ordre pratique et moyens nécessaires
- D. Appréciation périodique des résultats
- E. Ajustement des actions et des moyens

IV. Appréciation générale des résultats et rapport au Congrès

- A. Appréciation par chaque organe
- B. Conclusions et suggestions
- C. Rapport au Congrès

I. Introduction

A. Programme général d'action: Outil de travail de l'Union

1. Le Débat général du Congrès de Washington, en tant que haut-lieu de convergence des idées et réflexions sur la poste d'aujourd'hui et sur son devenir, a permis d'esquisser un programme général d'action (PGA) qui doit être mis en oeuvre durant la période 1990–1994.
2. Tel qu'il est présenté, le PGA tient compte à la fois:
 - des orientations et conclusions des hauts responsables postaux qui ont pris part au Débat général;
 - des travaux effectués auparavant par le CE, le CCEP et le Bureau international, portant notamment sur les problèmes de qualité de service, de concurrence, de repostage et de frais terminaux;
 - des résultats de la mise en oeuvre de la Déclaration de Hamburg;
 - des conclusions des réunions de haut niveau organisées dans plusieurs régions;
 - des informations contenues dans les rapports des experts et consultants.
3. Le PGA qui a tiré sa force et sa cohérence du Débat général et qui comprend aussi toutes les actions ressortant des autres décisions du Congrès, doit constituer un outil de travail pour les Administrations postales et les organes de l'Union auxquels incombe la charge de le mettre en oeuvre, selon un calendrier à établir dans les meilleurs délais. Le PGA, qui sera examiné et adopté par le Congrès à l'une des séances plénières suivant le Débat général, fera l'objet d'une mise au point à la fin du Congrès pour tenir compte des actions découlant des autres décisions du Congrès.

B. Contexte du PGA: Caractéristiques du marché actuel des communications

4. Dans l'univers nouveau qui s'organise autour de la poste, les Administrations postales bénéficient de certains courants favorables et subissent simultanément le contre coup de dangereuses faiblesses.
5. Les courants favorables proviennent essentiellement des circonstances suivantes que la poste devrait saisir pour introduire des réformes d'adaptation:
 - une pleine croissance des trafics générés par le développement du commerce international;
 - l'existence de marchés postaux qui s'avèrent être tous porteurs du fait de l'expansion du secteur tertiaire de l'économie et de la progression très forte du courrier d'entreprise;
 - la croissance de la consommation postale assez sensible mais qui ne suit pas le rythme de progression du commerce et des services.
6. Les faiblesses patentes sont dues essentiellement:
 - à l'émergence de concurrents puissants qui ont pris de bonnes parts du marché en récupérant notamment les clients insatisfaits et en se jouant des monopoles, au moment où la poste n'était pas préparée à affronter l'âpreté de la compétition;
 - à l'enlisement dans des attitudes bureaucratiques qui découragent les initiatives et retardent les mutations;
 - à l'inefficacité des monopoles qui s'effritent sous les coups de la déréglementation et de l'ouverture du marché;
 - à l'absence d'une politique cohérente en matière commerciale et tarifaire;

- à l'absence de stratégies en matière d'écoute des clients et de prise en compte de leurs besoins quant à la gamme des services offerts et à leur qualité souvent déficiente.
- à l'inadaptation de la formation à la fonction commerciale de la poste.

7. C'est dans ce contexte à la fois favorable et instable que la poste doit s'appuyer sur la révolution électronique et les autres innovations technologiques et réglementaires pour, selon le cas et les secteurs, s'adapter, se développer, se transformer, s'améliorer dans son cadre interne et par dessus les frontières.

8. A travers le programme général d'action, la poste tentera pour la première fois de ne pas se considérer comme une institution figée et assurée de la pérennité et de la stabilité et agira plutôt en tant qu'entreprise dynamique comme les autres entreprises modernes. La poste se placera ainsi résolument et de manière unie dans un marché soumis à la compétition et s'attachera à se doter d'une stratégie cohérente au plan universel pour relever le défi.

II. Contenu du PGA

9. Pour des raisons de clarté et de commodité, le contenu du PGA est subdivisé en plusieurs rubriques correspondant dans l'ensemble aux thèmes abordés lors du Débat général, c'est-à-dire aux préoccupations et réalités actuelles. Pour les mêmes raisons et pour en faciliter la mise en oeuvre, le PGA est présenté sous ses aspects «objectifs et actions» qui sont reproduits dans deux colonnes, de telle sorte qu'à chaque objectif à atteindre puisse correspondre une ou plusieurs actions à réaliser.

10. La résolution qui délimite le cadre d'adoption et de réalisation du PGA et lui donne la force juridique requise, de même que le PGA y annexé, sont joints au présent document.

III. Mise en oeuvre du PGA

A. Action immédiate

11. Dès l'approbation définitive du PGA par le Congrès, et avant la clôture de celui-ci, le Président et le Secrétaire général adresseront aux Administrations postales des Pays-membres de l'Union une lettre, à laquelle sera annexé le PGA, et par laquelle ils attireront leur attention sur les actions prioritaires à entreprendre immédiatement.

B. Mesures d'ordre juridique et détermination des tâches dévolues aux Administrations et aux organes permanents de l'Union

12. La mise en oeuvre du PGA nécessite en premier lieu des mesures d'ordre juridique et organisationnel pour déterminer les tâches qui doivent être réalisées par les Administrations et par les organes permanents de l'Union.

13. La dévolution des tâches aux organes et leur répartition vont influencer sur les structures, les méthodes de travail et les moyens, d'où la nécessité de prendre rapidement les mesures appropriées (décisions, textes d'application) pour fixer les priorités d'exécution des travaux d'études et des activités opérationnelles et pour faciliter et accélérer l'intervention des opérateurs.

14. Comme ce travail de mise en forme doit être réalisé dans un court délai et qu'il nécessite une préparation méticuleuse et une mise au point concertée entre les responsables des trois organes permanents, le Congrès doit procéder d'abord aux formalités d'approbation.

C. Mesures d'ordre pratique et moyens nécessaires

15. Chaque organe doit, en fonction des tâches qui lui sont dévolues, prendre les mesures d'ordre pratique jugées nécessaires.

16. Les mesures prises dès le début de la mise en oeuvre du PGA seront complétées ou éventuellement modifiées tout au long du processus de réalisation des travaux. Les moyens, autres que ceux prévus au départ, nécessaires à la conduite des travaux, feront l'objet d'identification précise et d'adoption au moment opportun.

D. Appréciation périodique des résultats

17. Dans un souci d'harmonisation, la réalisation des actions du PGA doit faire l'objet d'appréciation périodique des résultats par chaque organe pour la partie le concernant. Le rapport périodique de cette évaluation doit être présenté au CE pour approbation, puis au CCEP.

E. Ajustement des actions et des moyens

18. Parallèlement à l'exercice d'appréciation périodique des résultats, chaque organe est tenu de présenter tous les ajustements qu'il juge nécessaire d'apporter aux actions et aux moyens qui lui sont dévolus.

19. Ces ajustements sont présentés comme 2e partie du rapport périodique d'appréciation.

IV. Appréciation générale des résultats et rapport au Congrès

A. Appréciation par chaque organe

20. Chaque organe doit effectuer une évaluation générale des actions réalisées, des travaux effectués et des résultats obtenus pour la partie du PGA dont il a été chargé.

B. Conclusions et suggestions

21. Il est demandé à chaque organe de compléter son évaluation générale par des conclusions sur le degré d'efficacité des travaux et des activités réalisés et de formuler des suggestions au prochain Congrès.

C. Rapport au Congrès

22. A la fin du quinquennat, les trois organes permanents sont chargés d'élaborer le Rapport commun à présenter au Congrès préalablement adopté par le CE et le CCEP.

23. Les conclusions générales et les suggestions à formuler porteront sur tous les aspects du PGA et sur les orientations les plus opportunes à inclure dans le prochain PGA.

Washington, le 18 novembre 1989

Le Président du Congrès,

E.E. HORGAN

Projet de résolution

Programme général d'action de Washington

Le Congrès,

vu

le Débat général de Washington organisé le 16 novembre 1989 sur le thème «Pour mieux servir la clientèle – Stratégies commerciales et opérationnelles de la poste»,

considérant

- le développement et la diversification du marché des communications et des échanges commerciaux;
- l'incidence de la déréglementation en matière de transport et de communications et la réduction du monopole postal dans de nombreux Pays-membres;
- l'intensification de la concurrence sur les marchés postaux;
- la nécessité impérieuse de parvenir à une meilleure connaissance du marché dans sa composition, ses groupes de clients, ainsi que des services offerts;
- la nécessité de s'adapter rapidement à l'évolution commerciale et technique de l'offre et de la demande de services;
- l'importance d'assurer une gestion plus commerciale pour pouvoir maintenir et améliorer la qualité des services traditionnels qui ont manifestement un caractère public,

tenant compte

- de tous les aspects de la Déclaration de Hamburg et en particulier l'action consistant à sensibiliser les gouvernements et les usagers à la nécessité de faire de la poste une entreprise dynamique qui contribue à la bonne marche de l'activité économique et de la doter des moyens structurels et financiers nécessaires à sa transformation;
- des décisions prises par les différentes conférences régionales, notamment celles des ministres et des directeurs généraux;
- de la nécessité d'agir, au plan international, comme une seule et même entreprise postale sous réserve de la loi applicable en matière de concurrence,

approuve

le Programme général d'action de Washington ci-joint,

lance un appel pressant

aux Gouvernements pour qu'ils dotent la poste d'un statut juridique et d'un système de gestion modernes /.../ lui garantissant une autonomie appropriée et des moyens humains et financiers adéquats fondés sur la notion de rentabilité

exhorte

les Administrations à tout mettre en œuvre pour:

- 1° atteindre les objectifs prioritaires ci-après:
 - a) obtenir de leur Gouvernement et mettre en œuvre le statut juridique et le système de gestion leur permettant de disposer des moyens humains et financiers nécessaires à la conduite d'une entreprise dynamique;
 - b) mieux connaître le marché et assurer le suivi de la concurrence en vue d'accroître la compétitivité des produits de la poste;
 - c) répondre de façon plus adéquate aux besoins des clients sous l'angle des systèmes tarifaires, de la qualité de service, de la gamme des prestations offertes et du service à la clientèle;
 - d) renforcer la poste internationale sous l'angle de la solidarité, de la législation mieux adaptée, de normes /.../ de service, ainsi que des activités de soutien et de coopération technique;
- 2° collaborer au sein de l'UPU pour fournir de manière coordonnée des prestations postales de haute qualité;
- 3° réaliser sans tarder les actions contenues dans le Programme général d'action de Washington, compte tenu des priorités et du calendrier fixés par les organes de l'Union;
- 4° assurer un suivi constant et procéder à une appréciation périodique du degré de réalisation du Programme d'action, et en rendre compte périodiquement au Conseil exécutif par l'intermédiaire du Bureau international,

invite

les Unions restreintes

- 1° à tenir largement compte du Programme général d'action de Washington dans leur programme de développement postal;
- 2° à instituer des priorités à leurs niveaux;
- 3° à communiquer au Bureau international les renseignements relatifs à leurs initiatives et aux résultats obtenus dans la mise en œuvre du Programme d'action;

charge

le Conseil exécutif (CE), le Conseil consultatif des études postales (CCEP) et le Bureau international:

- de prendre sans tarder, dans le cadre de leurs compétences, des mesures appropriées pour atteindre les objectifs fixés et réaliser les actions contenues dans le Programme général d'action de Washington;
- d'assurer le suivi de l'application du PGA, notamment à l'occasion des réunions du Comité de coordination;
- de faire rapport au prochain Congrès sur les résultats et les expériences obtenus;
- de soumettre des propositions pertinentes au prochain Congrès.

XXe Congrès de l'UPU – Washington 1989

Programme général d'action de Washington

I. Principaux objectifs

Le Congrès de Washington, conscient du fait que la concurrence sur le marché des communications s'intensifie et que cela nous incite à améliorer l'efficacité afin de nous conformer au désir de notre clientèle d'obtenir des prestations plus fiables et un meilleur rapport qualité-prix, convient que les actions ci-après sont indispensables à la survie de services postaux efficaces.

1. Les Gouvernements sont instamment priés de veiller à ce que la poste ait un statut juridique ainsi qu'un système de gestion et de ressources autonomes, ce qui lui est nécessaire pour pouvoir fournir des services postaux efficaces répondant aux besoins de la clientèle.
2. Les Administrations postales doivent créer un état d'esprit axé sur le marché, là où l'utilisateur exige le plus haut rang de priorité; cela doit être pris en considération dans toutes les décisions de principe et dans les dispositions touchant le fonctionnement des services.
3. Concrètement, tous les Pays-membres de l'UPU doivent accorder la plus grande attention à ce que tous les services et produits postaux soient d'excellente qualité, tant sur le plan national que sur le plan international.
4. L'UPU doit faire tout ce qui est en son pouvoir pour encourager les Gouvernements et les Administrations à atteindre ces objectifs, à s'accorder un soutien réciproque et à coopérer pour y parvenir. En termes concrets, c'est là une priorité qui doit occuper une place prépondérante dans les programmes de travail du CE, du CCEP et du Bureau international.

Des actions distinctes visant à atteindre ces objectifs figurent dans la partie III «Objectifs et actions» de ce programme.

II. Fixation des rangs de priorité des actions

Le Congrès est convenu que toutes les actions contenues dans le présent programme d'action sont importantes. Toutefois, les Administrations ne pourront pas toutes les exécuter immédiatement car, pour certaines, les ressources sont limitées et quelques-unes de ces actions ne peuvent être menées à bien que sur une certaine durée.

Dans le choix des activités à entreprendre, les Administrations doivent en premier lieu avoir à l'esprit les objectifs énumérés dans la partie I de ce programme.

Si les Administrations ne disposent pas de ressources suffisantes, il leur est alors indispensable de sensibiliser leur Gouvernement sur la nécessité de moderniser et d'améliorer leur statut juridique. Cela peut prendre quelque temps et les Administrations devront peut-être constamment faire pression sur leur Gouvernement pour y parvenir.

Il y a cependant des actions que chaque Administration peut rapidement mener à bien, et cela à relativement peu de frais, pour contrôler et améliorer la qualité des services de base. Ces actions doivent occuper dans toutes les Administrations le premier rang de priorité. D'autres actions peuvent se dérouler simultanément et parallèlement, en fonction des ressources de chaque Administration.

Il faut surtout que toutes les actions soient centrées sur les deux principes primordiaux suivants:

- répondre aux besoins de la clientèle;
- améliorer la qualité du service.

III. Objectifs et actions

Objectifs	Actions	Responsabilité ¹
A. Connaissance du marché		
A.1 Parvenir à une meilleure connaissance du marché des communications dans ses différentes composantes:	A1.1 Elaborer et mettre en œuvre un programme de contact avec les clients et d'études de marché en vue d'obtenir des renseignements suivis sur: <ul style="list-style-type: none"> - les groupes de clients, leur degré de satisfaction et leurs désirs - les concurrents, leurs parts de marché, leur organisation et leurs méthodes - les tendances du marché 	Adm, CCEP, UR
<ul style="list-style-type: none"> - caractéristiques de tous les segments clés du marché - services offerts - besoins des clients - concurrence 	A1.2 Intensifier les échanges inter-administrations de données tirées d'études de marché et renforcer la coopération entre Administrations en entreprenant des études de marché multilatérales ou régionales	Adm, BI, UR
	A1.3 Développer la formation des cadres de direction à l'utilisation des données tirées d'études de marché, et aux pratiques visant à mieux servir la clientèle	Adm, UR

¹ Cette colonne indique les entités responsables des actions. Les abréviations utilisées sont les suivantes:

Adm = Administration
BI = Bureau international
CC = Comité de coordination
CCEP = Conseil consultatif des études postales
CE = Conseil exécutif
Gvt = Gouvernement du Pays-membre
UR = Unions restreintes

Objectifs	Actions	Responsa- bilité
B. Stratégies commerciales		
B.1 Répondre aux besoins des clients	B1.1 Elargir la gamme de services et l'adapter aux besoins exprimés par les clients, en particulier l'EMS, le courrier électronique, les colis, les systèmes priorité/non-priorité et les services financiers, à condition que les services soient rentables	Adm
	B1.2 Promouvoir les services et produits offerts	Adm
	B1.3 Arrêter des politiques commerciales et de marketing et confier à un corps de spécialistes qualifiés le soin de les appliquer	Adm
B.2 Adopter une politique de services et de tarifs adaptés aux besoins de la clientèle et compte tenu de la situation du marché	B2.1 Rendre les conditions de service, en régime intérieur et en régime international, plus souples et mieux adaptées à l'évolution des conditions du marché	Adm
	B2.2 Créer des services pour répondre à des besoins spécifiques de la clientèle, par exemple le retrait du courrier dans les locaux de l'utilisateur ou la remise directe au destinataire	Adm
	B2.3 Mettre au point des mesures tarifaires souples, en relation avec les coûts, s'adaptant aux conditions du marché, par exemple des tarifs contractuels pour les gros usagers ou des ristournes en cas de tri préliminaire effectué par l'utilisateur	Adm
	B2.4 Appliquer entre Administrations des dispositions prévoyant une rémunération/compensation équitable et liée aux coûts	Adm, CE, UR

Objectifs	Actions	Responsabilité
B.3 Préciser les principes quant à l'attitude à adopter à l'égard de la concurrence	B3.1 Définir l'attitude à adopter à l'égard de la concurrence, compte tenu des orientations et principes précisés sous réserve de la loi en vigueur en matière de concurrence	Adm, Gvt
B.4 Préciser les contraintes de service public et les compensations correspondantes dans le cadre des missions de la poste	B4.1 Définir les contraintes de service public et les compensations correspondantes sous forme de privilèges ou de dotations financières	Adm, Gvt
B.5 Mettre en œuvre des programmes de relations commerciales avec la clientèle, fondés sur la meilleure pratique existante	B5.1 Créer des unités chargées de mieux servir la clientèle et dotées d'un personnel spécialisé, afin de répondre avec rapidité et précision aux demandes et réclamations des usagers	Adm
	B5.2 Faciliter à la clientèle l'accès aux informations relatives aux services et aux tarifs	Adm
	B5.3 Affecter un personnel polyvalent spécialement chargé des contacts avec les clients importants (one-stop shopping)	Adm
	B5.4 Réduire les procédures de type bureaucratique dans les relations avec la clientèle	Adm, BI, CE

Objectifs	Actions	Responsabilité
C. Qualité de service et stratégies opérationnelles		
C.1 Assurer la surveillance du trafic et contrôler la qualité en vue: <ul style="list-style-type: none">- d'accélérer les acheminements- de renforcer la sécurité des envois- de promouvoir la distribution à domicile	C1.1 Définir, appliquer et actualiser des normes qui offrent aux clients une qualité de service irréprochable	Adm,CE, CCEP, BI, UR
	C1.2 Fournir et améliorer d'une manière continue, dans le régime intérieur et international, d'excellents services postaux pour toutes les catégories d'envois pour répondre aux exigences de la clientèle en faveur de prestations fiables, consistantes et rentables, afin de protéger l'activité postale de base	Adm
	C1.3 Mettre en œuvre un programme de surveillance du trafic pour détecter les dysfonctionnements et à y remédier et instaurer un système de suivi des envois et des dépêches	Adm, CCEP, UR
	C1.4 Assurer, au plan international, la connexion des réseaux d'acheminement et réexaminer constamment la fiabilité des circuits exploités	Adm, CE, CCEP, BI, UR
	C1.5 Accorder la même priorité aux courriers interne et international afin d'appliquer le concept d'une entreprise unique	Adm
	C1.6 Utiliser de façon optimale tous les moyens de transport rapides en évitant autant que possible l'utilisation systématique de transporteurs non performants	Adm
	C1.7 Réduire les formalités douanières, les contrôles et les séjours sous douane en utilisant au mieux les comités de contact «Poste-Douane» nationaux et locaux	Adm, Gvt

Objectifs	Actions	Responsabilité
C.2 Assurer l'utilisation rationnelle des moyens disponibles	C2.1 Maintenir les coûts et les tarifs au niveau de la compétitivité en réduisant les frais généraux et en simplifiant les procédures	Adm
	C2.2 Utiliser de façon optimale les ressources humaines et l'automatisation	Adm
	C2.3 Consacrer des moyens financiers et humains propres à l'EMS	Adm
C.3 Moderniser les systèmes d'exploitation	C3.1 Moderniser les méthodes et instruments d'exploitation	Adm
	C3.2 Développer les applications télématiques	Adm
D. Autonomie de gestion		
D.1 Assurer l'autonomie de gestion administrative et financière nécessaire à la gestion de l'entreprise	D1.1 Disposer d'un statut assurant un degré d'autonomie suffisant pour conférer la responsabilité de la gestion des moyens humains et financiers et les possibilités de les obtenir	Adm, Gvt
	D1.2 Disposer, pour le fonctionnement de l'entreprise, de moyens suffisants tirés de fonds propres ou externes	Adm, Gvt
D.2 Procéder à l'assouplissement et à l'adaptation du monopole et de la réglementation nationale et définir une politique tarifaire	D2.1 Disposer d'un statut assurant la protection de certaines catégories de produits selon un monopole défini, adapté aux circonstances et instaurer un système de contrôle de son application	Adm, Gvt
D.3 Disposer de plans et de politiques d'entreprise à long terme servant de guides aux activités continues	D3.1 Définir les objectifs de base des services postaux	Adm
	D3.2 Elaborer et mettre en œuvre des plans énonçant des actions clairement définies, assorties d'objectifs, de coûts, d'avantages et de délais quantifiés et mesurables	Adm

Objectifs	Actions	Responsabilité
E. Ressources humaines		
E.1 Moderniser le système de recrutement, les conditions d'emploi et la gestion du personnel	E1.1 Recruter et employer le personnel dans les mêmes conditions que celles qui existent dans l'industrie en général	Adm, Gvt
	E1.2 Assurer au personnel une rémunération de niveau comparable à celle des secteurs similaires de l'activité économique du pays ou de la région	Adm, Gvt
	E1.3 Instaurer des mécanismes d'incitation et de motivation, par exemple promotions, primes de productivité	Adm
	E1.4 S'attacher à établir de bonnes relations avec les syndicats	Adm
E.2 Adapter la formation aux besoins des utilisateurs en tenant compte, notamment, de la fonction commerciale de la poste	E2.1 Assurer la formation permanente	Adm
	E2.2 Instaurer un plan de formation ciblée, notamment en matière d'exploitation de gestion administrative et financière, d'études de marché et de commercialisation	Adm
E.3 Renforcer le système de communication interne au sein de l'entreprise	E3.1 Instaurer des mécanismes d'information qui font l'objet de soins constants, de manière à modifier les comportements, à créer l'esprit de corps et à renforcer l'adhésion du personnel aux actions entreprises	Adm
F. Rôle accru des organes permanents de l'UPU		
F.1 Assurer la mise en œuvre du Programme d'action compte tenu des pouvoirs accordés et des moyens disponibles	F1.1 Répartir nettement entre le CE, le CCEP et le BI les attributions et les procédures d'exécution et de contrôle du déroulement du Programme d'action	CC
	F1.2 Adopter, au plan international, un processus de décision assurant une capacité de réaction rapide	BI, CE, UR
	F1.3 Inciter les Administrations à prendre toutes les mesures nécessaires pour obtenir du Gouvernement le statut juridique et l'autonomie de gestion d'entreprise	CE, UR
	F1.4 Créer, auprès du Bureau international, une base de données sur le marché	BI, CE, CCEP

Objectifs	Actions	Responsabilité
F.2 Prendre, selon les besoins, des mesures urgentes dans l'intervalle des Congrès en fonction de l'évolution commerciale et technique et assouplir la législation et la réglementation postale internationale	F2.1 Elaborer et mettre en œuvre des procédures de mesures d'urgence	CE, CCEP
	F2.2 Faire réaliser les tâches de modernisation et d'assouplissement de la législation et de la réglementation postale internationale	CE, CCEP
F.3 Disposer d'un programme d'assistance technique en matière de formation, d'exploitation, d'activités commerciales et de systèmes de gestion	F3.1 Mettre en place un réseau intégré d'échanges d'informations par les moyens télématiques	CE, CCEP
F.4 Renforcer et développer la coopération technique	F4.1 Appuyer et fournir des activités de coopération technique qui visent à aider les Administrations à atteindre les objectifs et à mettre en œuvre les actions du Programme d'action	CE, CCEP, BI, UR

Note sur les documents à examiner par le Congrès en matière de coopération technique

Note du Conseil exécutif

1. A sa session d'avril 1989, le Conseil exécutif a décidé de présenter au Congrès les six rapports ci-après, qui constituent un document d'ensemble sur l'assistance technique de l'UPU:
 - Politique et activités de coopération technique (Congrès – Doc 50);
 - Programme d'action en matière d'assistance technique et moyens nécessaires (Congrès – Doc 51);
 - La coopération technique entre pays en développement (CTPD) (Congrès – Doc 52);
 - L'action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés (PMA) (Congrès – Doc 53);
 - Ressources humaines et formation (Congrès – Doc 54);
 - Présence accrue de l'UPU sur le terrain en matière d'assistance technique (Congrès – Doc 55).
2. Les questions importantes examinées dans ces documents ont fait l'objet des projets des résolutions suivantes qui sont proposés comme propositions séparées.
 - Priorité et principes d'action de l'UPU en matière d'assistance technique;
 - Financement des activités d'assistance technique de l'UPU;
 - Coopération technique entre pays en développement (CTPD);
 - Action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés (PMA);
 - Présence accrue de l'UPU sur le terrain en matière d'assistance technique .
3. Le Congrès est invité à examiner l'ensemble de ces documents et à adopter, s'il se rallie aux conclusions qui en découlent, les propositions indiquées ci-dessus.

Berne, le 27 avril 1989

Au nom du Conseil exécutif:

Le Président,

F. KOLLER

Politique et activités de coopération technique

Rapport du Conseil exécutif

Sommaire	Paragraphes
I. Introduction	1 à 3
Partie I	
II. Stratégie internationale du développement	4 à 7
A. Nouvelle stratégie internationale du développement pour les années 1990	8 à 13
B. Les activités opérationnelles du système des Nations Unies	14 à 22
III. Evolution de la politique du PNUD	23
A. Politique générale	24 à 30
B. Situation financière	31 à 34
IV. La politique de l'UPU en matière d'assistance technique durant la période 1984–1988	35
A. Priorités	36 à 39
B. Ressources	40 à 49
C. Programmes	50 à 51
V. Relations avec les Unions restreintes et les Commissions économiques régionales	
A. Unions restreintes	52 à 54
B. Commissions économiques régionales des Nations Unies	55 à 61

Partie II

VI. Bilan et évaluation des activités d'assistance technique de l'UPU pour la période 1984–1988	62 à 103
A. Réalisations	63 à 89
B. Evaluation	90 à 103

Annexes:

Pièce 1: Bilan des activités d'assistance technique

Pièce 2: Mécanisme de l'assistance technique de l'UPU

I. Introduction

1. La politique générale de l'UPU en matière de coopération technique s'est largement inspirée des décisions prises au sein du système des Nations Unies et des résolutions adoptées par le Congrès de Hamburg dans le domaine considéré et complétées par les directives du Conseil exécutif.

2. Le présent document traite, dans sa première partie, de la stratégie générale en matière de développement et plus particulièrement de la préparation de la nouvelle stratégie des années 1990 ainsi que des initiatives s'inspirant des orientations données par l'Assemblée générale des Nations Unies en ce qui concerne les activités opérationnelles du système des Nations Unies. De même, on y examine l'évolution de la politique du PNUD qui n'est pas sans conséquence sur celle de l'UPU en matière d'assistance technique.

3. Dans sa deuxième partie, il est fait état du bilan et de l'évaluation des activités d'assistance technique de l'UPU pendant la période 1984-1988. Cette partie est complétée, dans la pièce 1, par des analyses chiffrées de ces activités. Il paraît également utile de rappeler, dans la pièce 2, le mécanisme de l'assistance technique de l'UPU.

PARTIE I

II. Stratégie internationale du développement

4. La stratégie internationale du développement pour la Troisième Décennie (1981-1990) se fonde sur un certain nombre de principes généraux, à savoir:

- l'accélération du développement des pays du tiers-monde et plus spécialement des pays les moins avancés et d'autres pays défavorisés, de façon à réduire l'écart entre ceux-ci et les pays développés;
- la mise en œuvre du Programme d'action de Vienne 1979 pour la science et la technique au service du développement;
- la promotion de la coopération économique et technique entre pays en développement.

5. Les organisations du système des Nations Unies ont été invitées à aider de façon appropriée à appliquer la stratégie et à chercher de nouvelles possibilités de coopération économique pour le développement.

6. La stratégie internationale du développement pour la Troisième Décennie a constitué ainsi le cadre général de la coopération technique au sein du système des Nations Unies.

7. L'UPU en a dûment tenu compte lors de l'établissement de son Programme d'action et de ses activités en matière d'assistance technique.

A. Nouvelle stratégie internationale du développement pour les années 1990

8. Les travaux des diverses consultations et réunions organisées par l'ECOSOC et au sein du CAC en vue d'évaluer la stratégie internationale du développement pour la Troisième Décennie, d'une part, et de fixer les objectifs prioritaires de la nouvelle stratégie internationale du développement pour la Quatrième Décennie, d'autre part, permettent de dégager les orientations ci-après.

9. La prochaine stratégie devrait traiter des problèmes de développement, non sous l'angle économique exclusivement, mais de façon globale. L'accent devrait être mis sur le développement humain et le bien-être des populations, les objectifs économiques étant considérés comme un moyen d'atteindre ceux du développement humain.

10. La nouvelle stratégie devrait traiter des préoccupations et des problèmes des pays en développement comme des pays développés, le thème principal demeurant toutefois celui des pays en développement. Cette stratégie devrait être conçue avec souplesse, de façon à pouvoir être adaptée selon les circonstances. Dans ce contexte, les organisations du système des Nations Unies devraient accorder plus d'attention à la définition d'indicateurs, en particulier dans le domaine social et en matière d'environnement.

11. La nouvelle stratégie devrait accorder l'attention voulue au développement de l'infrastructure, en particulier aux transports et communications.

12. Etant donné qu'elle se trouve au stade préparatoire, la stratégie internationale pour la Quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement n'a pas encore donné lieu à la définition d'objectifs précis.

13. Il importe que l'UPU suive le déroulement des travaux y relatifs en vue d'adapter sa propre stratégie et ses objectifs de développement en fonction des grandes options qui auront été retenues à l'échelle du système des Nations Unies.

B. Les activités opérationnelles du système des Nations Unies

14. La résolution A/Res/42/196, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies à la suite de l'examen d'une étude portant sur les orientations des activités opérationnelles pour le développement, peut être considérée comme le document de fond qui marquera l'évolution de la politique en matière d'assistance technique.

15. Les diverses orientations qui s'inspirent des recommandations d'une mission d'études de cas, portent essentiellement sur:

- la cohérence du système;
- la coordination;
- la décentralisation;
- l'utilisation du programme du PNUD comme cadre de référence;
- l'amélioration de la capacité du système des Nations Unies en matière d'analyse à l'échelon des pays;
- l'amélioration du courant d'information sur le développement vers les services extérieurs.

16. En ce qui concerne la cohérence du système, des efforts doivent être poursuivis pour que les activités opérationnelles soient plus intégrées, grâce à la programmation commune et à d'autres méthodes pour tirer le meilleur parti des complémentarités.

17. Si la coordination de l'aide incombe au premier chef aux gouvernements des pays bénéficiaires, on note que le plus souvent, leurs moyens sont limités et les mécanismes publics disponibles à cet effet souffrent de multiples carences. Le rôle de coordination devrait revenir aux Coordonnateurs Résidents du système des Nations Unies.

18. Pour faciliter l'application la plus large possible des méthodes de programmation commune, il faudrait décentraliser la gestion des activités opérationnelles et harmoniser progressivement les procédures des différentes institutions, notamment en ce qui concerne le cycle de programmation, les descriptifs de projets, les règlements financiers et la délégation des pouvoirs de décision aux représentants sur le terrain.

19. La programmation de pays du PNUD devrait servir de cadre de référence pour toutes les sources d'assistance du système des Nations Unies.

20. Si les Gouvernements acceptent les innovations proposées en la matière, il devrait être possible d'effectuer une programmation par pays beaucoup plus large qui prenne en compte non seulement l'utilisation du chiffre indicatif de planification (CIP)¹ mais également les autres sources effectives et éventuelles d'aide au gouvernement du pays bénéficiaire, notamment le financement parallèle obtenu des donateurs bilatéraux et des autres donateurs multilatéraux.

21. Pour améliorer la capacité du système des Nations Unies en matière d'analyse à l'échelon des pays, il faudrait procéder à des réaffectations de personnel technique pour effectuer des études approfondies, sectorielles, intersectorielles et thématiques nécessaires pour la programmation et la coordination de l'aide.

22. L'amélioration du courant d'information sur le développement vers les services extérieurs aura pour effet de clarifier la notion d'assistance technique qui connaît actuellement une grande mutation.

III. Evolution de la politique du PNUD

23. Les orientations données par l'Assemblée générale des Nations Unies ont nécessairement eu une influence sur la politique du Programme des Nations Unies pour le développement, notamment en ce qui concerne les relations de cette institution avec les gouvernements des pays bénéficiaires de l'assistance technique et avec ses autres partenaires.

A. Politique générale

24. Riche des expériences accumulées depuis l'adoption du système de programmation, le PNUD ne cesse d'adapter sa politique et ses orientations pour ce qui concerne notamment le processus de programmation par pays, la qualité des programmes et des projets, la coordination et la mobilisation des ressources, ainsi que la surveillance et l'évaluation des projets.

Programmation par pays

25. La programmation de l'assistance du PNUD, fondée sur les priorités de développement national, nécessite la participation des donateurs et des institutions spécialisées au début du processus de programmation selon le désir du gouvernement du pays bénéficiaire.

Qualité des programmes et projets

26. Le PNUD a émis une série de recommandations visant l'élaboration des critères pour mesurer la qualité de l'exécution, la sélection des institutions chargées de la réalisation des projets. A cet égard, si on admet que le rôle des Agences d'exécution du système des Nations Unies reste essentiel au stade de la formulation des projets, les Représentants Résidents ont la possibilité, dans le but d'améliorer la qualité, de recourir dans certains cas aux services des consultants indépendants.

¹ CIP: Ressources financières que le PNUD met à la disposition d'un pays pour l'aider à réaliser son programme pluri-annuel de développement.

Coordination et mobilisation des ressources

27. En raison du nombre de plus en plus croissant d'institutions dispensatrices d'assistance technique, il est apparu nécessaire de renforcer le mécanisme de coordination des programmes à l'intérieur et hors du cadre de la programmation par pays. A cet effet, les tables rondes animées par le PNUD et les groupes consultatifs organisés par la Banque mondiale devraient permettre d'assurer une meilleure coordination des aides.
28. En matière de définition des politiques économiques pour appuyer les programmes d'ajustement structurel, la coopération instaurée entre le PNUD, la Banque mondiale et d'autres institutions financières est essentielle pour l'élargissement du rôle du PNUD. Cette organisation doit notamment tirer profit de la volonté des donateurs bilatéraux pour coordonner les apports de ceux-ci en raison d'intéressants accords de partage des coûts (cost sharing) ou de cofinancement des projets.
29. S'agissant de la mobilisation des ressources, une approche globale devrait être recherchée au moment de l'élaboration et de l'exécution des projets afin de compléter les ressources disponibles au titre du CIP. Dans ce domaine, on n'exclut pas la possibilité d'engager les entreprises commerciales, notamment les banques, dans des opérations de cofinancement, bien entendu lorsque le pays bénéficiaire le souhaite.
30. Les activités en matière de surveillance et d'évaluation devraient permettre d'entreprendre un contrôle suivi de l'exécution des projets et de garantir la performance du système, tout en maintenant un haut niveau de qualité dans la conception et la réalisation, de même que la rétroaction. Des efforts sont entrepris pour renforcer les moyens de formation du personnel responsable des travaux d'évaluation.

B. Situation financière

31. Les contributions volontaires qui alimentent les ressources du PNUD ont évolué comme suit pendant la période quinquennale 1984-1988 (en millions de dollars EU).

1984	1985	1986	1987	1988
651,1	662,8	788,7	887,1	955,0

32. Comme l'indiquent les données ci-dessus, les ressources du PNUD ont connu une augmentation progressive d'une année à l'autre.
33. Selon les prévisions, on situe les ressources du CIP au titre de 4e cycle de programmation entre 4,6 et 5 milliards de dollars des Etats-Unis, ce qui représente une augmentation relative que l'on évalue à 100 ou 500 millions par rapport aux estimations. Même si cette augmentation est en partie due à la baisse du taux de change du dollar par rapport aux monnaies des principaux pays contributeurs, l'excédent des recettes a permis au Conseil d'administration du PNUD de reviser à la hausse les montants alloués à un grand nombre de pays au titre des CIP.
34. L'UPU a profité des redéploiements des ressources pour sensibiliser les gouvernements et les bureaux des Représentants Résidents sur la nécessité de tenir compte des projets postaux déjà proposés et qui n'avaient pas été retenus au début de l'exercice de programmation. Mais le succès des démarches de l'UPU dans ce domaine dépend de l'intensité des interventions des responsables postaux eux-mêmes auprès des autorités chargées de la coordination des aides.

IV. La politique de l'UPU en matière d'assistance technique durant la période 1984-1988

35. En se fondant sur les priorités établies par le Congrès de Hamburg en matière d'assistance technique et conformément à l'orientation générale donnée par le Conseil exécutif dans ce

domaine, le Bureau international a mis en œuvre, dans la limite des ressources disponibles, un programme d'activité, en tenant également compte de la politique et des procédures arrêtées par le PNUD. Les indications qui suivent donnent un aperçu de l'évolution de la politique de l'UPU en la matière au cours de la période 1984-1988.

A. Priorités

36. La résolution C 38 du Congrès de Hambourg a fixé les priorités tant en ce qui concerne les pays bénéficiaires de l'aide que les domaines d'intervention. Il convient de signaler que certaines organisations comme l'ONU et le PNUD ont adopté des mesures qui ont influencé quelque peu la mise en œuvre des activités dans le cadre de ces priorités.

37. Le nombre des pays les moins avancés (PMA) est actuellement de 42.

38. Quant aux domaines d'action définis par la résolution C 38, l'UPU s'est attachée à réaliser diverses activités en opérant chaque année un choix de priorités aux plans mondial et régional sur la base des besoins exprimés ou constatés. Il faut préciser que certaines activités n'ont pu être menées pour toutes les régions, notamment en raison des choix opérés par les pays ou les groupes de pays eux-mêmes. C'est le cas notamment du secteur «instauration généralisée des services financiers postaux» pour lequel peu de pays ou régions ont manifesté de l'intérêt.

39. Outre les priorités fixées par le Congrès de Hambourg, des activités ont été conduites au titre de la participation de l'UPU à d'autres programmes tels que le PIDC (Programme international pour le développement de la communication) grâce auquel un projet portant sur l'organisation de cours modulaires a été mis en œuvre en faveur de certaines écoles multinationales et nationales. Au plan régional, la poursuite des programmes d'action adoptés au titre de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique d'une part et pour la région Asie/Pacifique de l'autre ont été l'occasion pour l'UPU d'appuyer les initiatives prises dans ce domaine par les gouvernements intéressés et les institutions régionales.

B. Ressources

40. Aux termes des décisions prises par les Congrès successifs depuis Tokyo, le PNUD demeure la source principale de financement des activités d'assistance technique de l'UPU. Cependant, cette source de financement étant loin de répondre aux besoins d'aide exprimés par les pays, l'UPU s'attache à rechercher activement les moyens propres à compléter les concours du PNUD.

a) Au titre du PNUD

41. Durant la période 1984-1988, les dépenses au titre des projets exécutés pour le compte du PNUD se situent à 1,8 millions de dollars des Etats-Unis en moyenne par an. Avec un chiffre total de 8 952 000 dollars, il convient de noter une diminution de 30,6 % par rapport à la période 1979-1983 (8 952 000 dollars contre 12 894 000 dollars). Par ailleurs, le taux de participation (pourcentage des dépenses au titre des projets UPU sur l'ensemble des dépenses du PNUD) est de 0,3 % pour la période 1984-1988, alors que ce taux a été de 0,4 % pour la période 1979-1983.

42. Il faut relever que le taux de participation a diminué durant les périodes 1979-1983 et 1984-1988; il était de 0,5 % pour le premier cycle de programmation du PNUD 1972-1976. Un certain nombre de facteurs sont à l'origine de cette baisse, à savoir:

- la poste ne parvient pas à bénéficier d'une priorité suffisante, notamment au niveau national;
- la situation économique dans laquelle se trouvent de nombreux pays en développement amène ceux-ci à concentrer l'aide reçue de la communauté internationale sur les projets d'extrême urgence.

43. Depuis un certain nombre d'années, l'UPU obtient du PNUD une allocation spéciale au titre de l'appui sectoriel. Ce crédit, d'un montant relativement modeste (47 000 dollars des Etats-Unis en moyenne par an) permet d'entreprendre dans quelques pays une analyse approfondie de la situation des services postaux et de proposer des programmes et projets en faveur des pays considérés. Entre 1984 et 1988, 28 missions de cette catégorie ont été organisées au profit de 26 pays.

b) Ressources complémentaires

44. En raison de l'importance des besoins à satisfaire et de l'insuffisance des moyens financiers obtenus du PNUD, le Bureau international a poursuivi ses efforts afin de mobiliser des ressources complémentaires.

45. S'agissant du Fonds spécial UPU, la campagne de sensibilisation menée par l'UPU a porté ses fruits, puisque par rapport à 1983, les contributions en espèces non affectées ont crû de 3,2 % en 1988, grâce notamment à l'augmentation sensible consentie par un certain nombre de pays contributeurs.

46. Il convient de noter que des contributions affectées et en nature dont le montant est relativement important complètent chaque année les ressources précitées.

47. En application de la résolution C 37 du Congrès de Hamburg, les crédits budgétaires pour le programme d'assistance technique de l'UPU ont été portés à 1 652 000 francs pour chaque année à compter de 1986.

48. Il faut préciser également que la quasi-totalité des Administrations postales qui ont fourni des consultants ont consenti à payer les salaires de ceux-ci pendant la durée de leurs missions, ce qui constitue un apport financier fort appréciable.

49. Les initiatives prises par le Bureau international depuis 1984 auprès de la Banque mondiale et d'autres institutions de financement ont donné des résultats assez limités. Cependant, par le biais d'interventions en faveur des télécommunications, le groupe de la Banque mondiale accorde des prêts à certains pays pour financer des investissements postaux. Des démarches sont en cours, à la fois pour intéresser la Commission des communautés européennes (CEE) aux projets postaux en faveur des Etats associés des ACP¹ et pour inciter la Banque mondiale à inclure les services postaux dans les activités pour l'amélioration et la modernisation desquelles elle contribue.

C. Programmes

50. L'UPU s'est attachée à contribuer à l'élaboration des programmes et projets, non seulement au titre du suivi du 3e exercice de programmation, mais elle a également proposé un nombre important d'activités lors de la préparation du 4e cycle 1987-1991. Dans ce cadre une soixantaine de projets postaux ont été proposés aux autorités nationales et au PNUD. Par ailleurs, plusieurs actions de suivi ont été entreprises en vue de faire aboutir le processus d'approbation des projets proposés. Malgré la participation active du Bureau international aux travaux de programmation en question, un nombre assez limité de nouveaux projets ont été retenus. En effet, sur 144 programmes approuvés, 17 seulement comportaient une nouvelle assistance aux services postaux.

51. S'agissant des programmes régionaux, le résultat demeure encourageant même si, pour une région, le concours du PNUD a fait défaut. En effet, l'UPU bénéficie de l'appui de cette institution pour la réalisation de projets dans quatre régions, dont l'Europe. Les allocations du PNUD au titre des projets régionaux représentent 54,8 % des ressources totales obtenues pour la période 1984-1988.

¹ ACP = Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, associés à la CEE.

V. Relations avec les Unions restreintes et les Commissions économiques régionales des Nations Unies

A. Relations avec les Unions restreintes

52. En application de la résolution C 90 du Congrès de Rio de Janeiro, le Conseil exécutif avait étudié tous les aspects de la participation des Unions restreintes au programme d'assistance technique de l'UPU. A la suite de l'étude considérée, le Conseil avait adopté la résolution CE 6/1983 par laquelle il invite le Bureau international à renforcer sa collaboration avec les Unions restreintes dans l'identification des besoins et des priorités propres à chaque région, dans la détermination des éléments du programme régional, dans la mise en œuvre harmonieuse des programmes régionaux et dans l'évaluation des résultats des programmes exécutés.

53. Conformément à la résolution CE 6/1983, diverses initiatives avaient été prises, à savoir:

- échange de programmes pour information et harmonisation des activités;
- échange de vues dans un esprit de collaboration effective au cours des réunions de travail tenues à l'occasion de sessions annuelles du CE et du CCEP;
- assistance complémentaire pour des projets réalisés par les Unions restreintes;
- conclusion d'accords de coopération avec les Unions restreintes;
- mise en œuvre d'activités en commun, notamment en matière d'organisation de colloques de sensibilisation des hauts responsables postaux sur les problèmes d'actualité (gestion, intégration des réseaux, qualité de services), des cours et cycles d'études;
- conception et réalisation de projets à participation tripartite PNUD/UPU/Union restreinte;
- organisation de rencontres périodiques en vue d'entreprendre le suivi des résolutions et recommandations dans le domaine des acheminements et de la distribution;
- échange de plus en plus régulier d'informations sur les programmes d'action et les activités mises en œuvre de même que de documentation (rapports finals de cours, cycles d'études et d'autres réunions techniques).

54. En ce qui concerne la réalisation des projets communs, il faut souligner les efforts remarquables de certaines Unions restreintes qui fournissent non seulement des contributions financières appréciables, mais apportent un complément intellectuel de premier ordre lors de la formulation de propositions de projet. La participation de l'UPU aux Conseils exécutifs ou d'administration des Unions restreintes, et celle des Unions restreintes au Conseil exécutif et au CCEP permettent d'affermir les liens existants et d'améliorer la collaboration en matière de coordination des activités d'assistance technique.

B. Relations avec les Commissions économiques régionales des Nations Unies

55. L'UPU s'emploie à suivre les activités des Commissions régionales et à maintenir des relations de collaboration avec elles. A cet égard, la participation du Bureau international à certaines réunions organisées par ces Commissions lui donne l'occasion de manifester le désir de l'Union de développer encore plus les relations avec ces institutions, notamment en vue de la coordination des programmes d'activité.

56. Parmi les efforts de rapprochement, il faut citer l'initiative prise par le Bureau international en 1987 en vue de renforcer la collaboration entre la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) d'une part, et l'UPU et l'Union postale de l'Asie et du Pacifique (APPU) de l'autre. Dans le cadre de son rôle d'institution de l'ONU dans la région, la CESAP avait consenti à mener une action de sensibilisation auprès des autorités gouvernementales des pays sur la nécessité d'accorder une plus grande attention aux besoins du secteur postal. La CESAP appuie auprès du PNUD les projets soumis par l'UPU.

57. De son côté, l'UPU associe aussi étroitement que possible la CESAP à l'évaluation de la situation des services postaux dans la région, à l'identification des besoins et à la définition d'une stratégie de développement. Cette Commission pourra s'appuyer sur la capacité technique de l'UPU et de l'APPU pour l'élaboration et l'exécution des projets postaux qu'elle désirerait financer dans le domaine postal.

58. La collaboration entre l'UPU et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) a porté notamment sur des échanges de documents et d'autres informations de caractère technique.

59. L'UPU continue à maintenir des relations suivies avec la CESAP et la CEA dans le cadre de la mise en œuvre des programmes de la Décennie des transports et communications en Afrique et dans la région Asie/Pacifique.

60. Il faut mentionner également qu'il existe un début de relation avec la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), limitée pour l'instant à la communication à l'UPU d'un certain nombre de documents portant sur les indicateurs socio-économiques intéressant les pays de la région.

61. En raison de l'importance du rôle que les Commissions régionales sont appelées à jouer, l'UPU se doit de systématiser des liens de coopération active avec ces institutions, pour autant que celles-ci accordent l'intérêt voulu au secteur postal.

PARTIE II

VI. Bilan et évaluation des activités d'assistance technique de l'UPU pour la période 1984-1988

62. Les résultats du programme d'action de l'UPU dans le domaine de l'assistance technique, tel qu'il a été défini par le Congrès de Hamburg pour la période 1984-1988, peuvent être mesurés sous deux angles, à savoir, celui d'un bilan des réalisations auxquelles on est parvenu sur la base des priorités et des principes d'action, et celui de l'évaluation des projets et des activités proprement dites concernant ce programme.

A. Bilan des réalisations du programme d'action adopté par le Congrès de Hamburg

1^o Bilan chiffré

63. Dans le but d'en faciliter l'examen, le bilan des activités d'assistance technique pour la période quinquennale 1984-1988 est présenté sous forme de graphiques et de tableaux joints en annexe. La liste en est la suivante:

Graphique Coopération technique de l'UPU (situation financière)

- a) Coût total
- b) Coût par région
- c) Coût par élément

Tableau 1: Répartition de l'assistance technique de l'UPU par pays et région bénéficiaire

2: Contribution à l'assistance technique de l'UPU par pays et région fournisseur

3: Cours, cycles d'étude et réunions techniques multinationaux organisés dans le cadre de l'UPU ou avec son concours

4: Assistance technique en nature 1984-1988 selon les informations disponibles au Bureau international

64. Dans les graphiques et les tableaux 1 et 2, une comparaison est faite entre les deux périodes quinquennales 1979-1983 et 1984-1988.

65. Il ressort de cette comparaison que:

- le PNUD demeure toujours la source principale de financement des activités de coopération technique de l'UPU; cependant, la part du PNUD dans l'ensemble des ressources est passée de 71,0 % à 56,8 %, soit une diminution de 14,2 % (graphique a);
- le volume total de l'assistance de l'UPU durant la période 1984-1988 a diminué par rapport à celui de la période 1979-1983 (- 13,3 %);
- la diminution en pourcentage de l'aide du PNUD a été compensée par une participation accrue d'autres sources de financement, notamment les moyens propres de l'UPU;
- les dépenses pour les experts et consultants sont passées de 59,0 % à 42,9 % des dépenses totales, la différence ayant été compensée par l'augmentation des dépenses au titre des bourses et du matériel;
- le nombre de pays bénéficiaires est passé de 142 à 146 alors que celui des pays fournisseurs d'assistance a augmenté (de 100 à 115 pays) (tableaux 1 et 2);
- l'assistance aux pays défavorisés (PMA et pays en développement sans littoral ou insulaires) a enregistré une baisse sensible sur le nombre de missions d'experts et de consultants (111 contre 207), mais une augmentation importante sur le nombre de bourses (1003 contre 619);
- par rapport aux autres pays en développement, la participation des pays africains et asiatiques en tant que fournisseurs de l'assistance technique a connu une légère diminution, mais les boursiers individuels accueillis sont en nette croissance;
- les contributions non affectées en espèces au Fonds spécial UPU ont sensiblement augmenté (environ 1,6 millions de francs suisses contre 1,4 millions de francs suisses (tableau 2).

2^e Rappel du contenu du programme d'action

66. Le programme d'activités pour la période quinquennale 1984-1988 s'inspire principalement des objectifs définis dans la résolution C 38 adoptée par le Congrès de Hamburg qui reconnaît comme prioritaires les actions visant à:

- rationaliser la gestion;
- améliorer la qualité du service;
- former et spécialiser des cadres moyens et supérieurs;
- instaurer de façon générale des services financiers postaux;
- développer des activités d'information publique.

En outre, aux termes de la recommandation C 23, les règlements internationaux ont été identifiés comme un domaine devant bénéficier d'une action spécifique d'assistance technique en faveur des pays en développement.

3^e *Les activités réalisées suivant les domaines prioritaires*

1. Rationalisation de la gestion

67. Des activités multiples ont été mises en œuvre dans ce secteur hautement prioritaire. Dans toutes les régions du monde, de nombreuses missions de consultants ont été effectuées dans les domaines suivants: statistique postale, planification, détermination du prix de revient et politique tarifaire, contrôle des établissements postaux, gestion financière, comptabilité analytique et gestion des ressources humaines.

68. Compte tenu de l'influence directe des législations sur les structures de gestion, un certain nombre de missions ont été réalisées en vue d'aider les pays à reviser leurs législations postales, à aménager leurs structures administratives et à entreprendre des études visant à la création d'une entreprise publique.

69. En vue de rationaliser la gestion sur les plans régionaux et interrégionaux et de promouvoir un libre échange des connaissances en la matière, plusieurs cours, cycles d'étude et réunions techniques ont été organisés portant sur divers aspects de la gestion.

70. Il convient également de citer les rencontres qui ont permis de sensibiliser les autorités gouvernementales ainsi que les responsables des Administrations aux grands problèmes de gestion et de développement postaux, à savoir:

- colloques pour les responsables de la gestion postale en Afrique (Paris, octobre 1985 et Rugby, mai 1986);
- colloque sur la gestion à l'intention des Présidents/Directeurs généraux des postes des pays arabes (Dubai, décembre 1987);
- colloque interrégional sur les stratégies en matière d'exploitation et de gestion postales (Beijing, août 1988);
- réunion des PMG's et conférence des Ministres responsables des postes des pays anglophones des Caraïbes (Georgetown, septembre 1988);
- colloque des Directeurs généraux et conférence des Ministres responsables des services postaux des pays africains situés au sud du Sahara (Nairobi, novembre 1988).

Ces rencontres, qui s'inspirent également des directives de la Déclaration de Hamburg, ont permis de relever non seulement les problèmes de gestion mais aussi d'adopter des mesures propres à remédier aux insuffisances constatées.

Parmi les mesures de redressement préconisées à l'issue de ces rencontres, on peut citer notamment:

- l'autonomie de gestion (finance, personnel, tarification, etc.);
- les réformes législatives favorables à une modernisation des services;
- l'adoption d'un système commercial répondant aux exigences du marché;
- la détermination et la mise en œuvre d'un système de contrôle de gestion; et
- la création des conditions propres à la motivation du personnel.

2. Amélioration de la qualité de service

71. De nombreuses activités ont été réalisées ayant trait à l'amélioration de la qualité de service, aux plans national et régional. Des missions de consultants ont été organisées dans divers secteurs s'y rattachant: introduction du code postal, réorganisation des centres de tri, amélioration du service de la distribution, élaboration des normes de service et contrôle de la qualité, étude de faisabilité portant sur l'introduction du tri automatisé, etc.

72. Un certain nombre de cours, cycles d'étude et colloques en la matière ont été organisés dans toutes les régions afin notamment de sensibiliser les fonctionnaires au besoin d'instaurer un système permanent de contrôle de la qualité de service au sein de leurs Administrations.

3. Formation et spécialisation des cadres moyens et supérieurs

73. Compte tenu de la pénurie des cadres moyens et supérieurs dans certaines régions, une série d'actions a été entreprise afin de doter les Administrations postales concernées de fonctionnaires ayant des connaissances spécialisées dans divers domaines prioritaires.

74. Les diverses activités de formation conduites par l'UPU ou en collaboration avec les écoles multinationales figurent dans le document Congrès – Doc 54.

4. Instauration des services financiers postaux

75. Il est reconnu que l'ambition de voir se généraliser l'instauration des services financiers postaux se heurte à des problèmes complexes au niveau technique; compte tenu de cette situation, les actions d'assistance technique se sont orientées vers trois objectifs:

- perfectionnement des services dans les pays où ils existent déjà;
- conduite des études de faisabilité à l'intention des pays qui désirent introduire l'un des services financiers;
- sensibilisation des pays non encore fournisseurs de ces prestations.

76. Ainsi, un certain nombre de pays ont bénéficié des missions de consultants sur l'informatisation de la caisse d'épargne, de l'assurance-vie et de l'implantation d'un système de comptabilité des mandats-poste par ordinateur. Par ailleurs, une série de missions a été réalisée en Afrique en matière de mobilisation de la caisse d'épargne dans les zones rurales; elles avaient pour objet, soit d'améliorer les services existants, soit d'examiner les conditions préalables pour l'instauration de certains services financiers, notamment les mandats et la caisse d'épargne. Dans une autre région, un cours pour former des spécialistes-consultants en services financiers postaux a été organisé, notamment afin d'éveiller l'intérêt des pays concernés. En Asie/Pacifique, certains des pays qui envisagent d'introduire le service des chèques postaux ont reçu une assistance technique de l'UPU dans ce domaine. Mais, dans l'ensemble, peu d'Administrations ont eu recours au concours de l'UPU.

5. Développement des activités d'information publique

77. Le développement de l'information publique n'a suscité qu'un intérêt extrêmement limité auprès de la plupart des Administrations postales. Dans de nombreux pays, ce secteur existe dans un état encore très embryonnaire. Pour cette raison, au cours de la période quinquennale 1984-1988, trois actions de formation groupée (colloque/cycle d'étude) ont été organisées ou prévues, dont deux en Afrique (pays d'expression anglaise et française) et une en Amérique latine. Il est prévu d'organiser des activités similaires en faveur des pays arabes et des pays asiatiques.

78. En outre, un certain nombre de missions de consultants ont été octroyées, principalement aux pays d'Amérique latine, visant à sensibiliser les dirigeants postaux sur la nécessité de créer ou d'améliorer leurs services d'information publique.

6. Assistance aux Administrations postales dans le domaine des règlements de comptes internationaux

79. Ainsi qu'il ressort de la recommandation C 23 formulée par le Congrès de Hamburg, l'UPU est tenue de fournir aux pays en développement une assistance en matière de règlements de comptes internationaux. Quatre cycles d'étude ont été organisés, dont trois en Afrique (un pour chacun des trois groupes linguistiques) et un dans les pays arabes. Les pays d'origine des participants ont également bénéficié des missions opérationnelles qui ont permis de rationaliser sur place l'organisation du travail dans les pays visités. Par ailleurs, des missions ont été réalisées dans ce domaine en faveur d'autres régions du monde. Les activités de formation et les missions opérationnelles ont eu un impact important sur le fonctionnement du service dans les pays bénéficiaires puisqu'il en est résulté une meilleure présentation des comptes et une augmentation des recettes au titre des frais terminaux.

7. Autres activités

7.1 Développement technique et économique du service EMS

80. Compte tenu de l'urgente nécessité d'implanter le service EMS au niveau mondial, dans le plus bref délai possible, d'extraordinaires mesures ont été prises pour mettre en œuvre toutes les ressources disponibles. A ce propos, il convient de citer les activités suivantes:

- cycle d'étude sur le service EMS (Thaïlande 1987);
- organisation du séminaire EMS (Etats-Unis d'Amérique 1988);
- organisation de missions de consultants dans une quinzaine de pays;
- organisation de nombreux stages groupés et individuels.

Les missions ont porté sur les questions techniques et économiques: organisation du service, rentabilité, tarification, qualité du service, marketing et campagnes publicitaires, etc.

7.2 Projets interrégionaux

81. Au cours de la période quinquennale, une trentaine de missions d'appui sectoriel ont été réalisées en vue:

- d'élaborer des études portant sur l'analyse des services postaux dans les pays concernés;
- de déterminer les besoins en matière d'assistance technique;
- d'élaborer des documents de projet à soumettre aux organismes de financement et notamment au PNUD.

Un tiers des documents de projets ainsi élaborés ont abouti à l'obtention du financement nécessaire à leur mise en œuvre.

7.3 Projet PIDC

82. Dans le cadre du Programme international pour le développement de la communication (PIDC), géré par un conseil intergouvernemental et dont le secrétariat est assuré par l'UNESCO, il a été réalisé un projet d'assistance technique sur l'application du système d'enseignement modulaire. Celui-ci comportait les éléments suivants:

- organisation de deux cours portant sur le système d'enseignement modulaire (en faveur des pays d'expression anglaise et française);
- missions de suivi;
- fourniture d'équipement pédagogique.

Au titre de ce projet, une école multinationale et une école nationale ont reçu des équipements adaptés au système d'enseignement modulaire.

7.4 *Projet FNULAD*

83. Un séminaire en faveur des agents postaux des pays d'Asie et du Pacifique concernant la détection des envois contenant des stupéfiants a été organisé (Bangkok, 1988) grâce aux ressources financières du Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues et à l'appui technique du CCD et de l'INTERPOL. Des actions similaires sont envisagées dans d'autres régions.

84. Si, dans l'ensemble, la mise en œuvre du programme d'action sous forme d'activités concrètes peut être considérée comme satisfaisante, quelques problèmes méritent d'être relevés.

4^e *Quelques problèmes*

85. On doit relever que sur quatre points, l'UPU s'est trouvée confrontée à certaines difficultés dues:

- au statut juridique des Administrations;
- à la démotivation du personnel;
- au recrutement des experts et consultants;
- au coût élevé de la formation.

86. Les efforts déployés dans un certain nombre de pays en vue de rationaliser leurs systèmes de gestion se sont heurtés à des obstacles d'ordre juridique. Par exemple, quand il s'agit d'une Administration ayant un statut de service public, la direction n'est pas investie des pouvoirs nécessaires dans les domaines clés: ressources humaines, tarification, budget, exploitation. Ces obstacles sont inévitablement accompagnés de contraintes financières. Pour les Administrations ayant le statut d'entreprise, on constate une absence de clarté en ce qui concerne les lois. Par ailleurs, les pouvoirs octroyés aux conseils d'administration sont souvent insuffisants pour favoriser une gestion efficace. Les pouvoirs de décision, même pour des questions d'exploitation, appartiennent parfois aux Ministres. En ce qui concerne les entreprises semi-autonomes, la gestion financière est strictement contrôlée par le gouvernement dans toutes les fonctions cruciales; l'entreprise se trouve donc soumise à de multiples contrôles ministériels. Ces difficultés peuvent être surmontées par une campagne soutenue de sensibilisation auprès des autorités gouvernementales.

87. L'une des conséquences les plus graves de cette situation est la démotivation du personnel. Cela se vérifie par la faiblesse de l'impact des actions d'assistance technique sur le fonctionnement des services postaux des pays bénéficiaires. On constate parfois une absence de suivi des recommandations faites par les experts et consultants et une utilisation insuffisante des connaissances acquises par les cadres.

88. La difficulté majeure rencontrée dans la mise en œuvre des activités portait sur la recherche des experts et consultants qualifiés. Il paraît de plus en plus indispensable d'offrir certaines conditions financières afin de pouvoir attirer les spécialistes ayant le profil et l'expérience requis. Toutefois, l'UPU a bénéficié de la bonne volonté de nombreux pays fournisseurs d'experts et de consultants sans laquelle, sans doute, les résultats auraient été moins favorables.

89. Les frais de formation ont connu ces dernières années une hausse très sensible. Si l'UPU a bénéficié d'un appui important des pays développés et de certains pays en développement ayant accueilli des stagiaires, il n'en reste pas moins que l'augmentation des frais de formation constitue un souci majeur et qu'une solution devrait être recherchée.

B. Evaluation

90. Pendant la période quinquennale 1984-1988, les travaux d'évaluation ont été conduits de façon plus systématique puisqu'il a été fait largement appel à l'évaluation sur place. Cette approche répond au souci du PNUD et du Conseil exécutif quant à la nécessité d'avoir une meilleure connaissance des résultats réels des projets mis en œuvre.

91. L'exercice d'évaluation porte notamment sur:

- l'opportunité de l'assistance et la conception du projet (pertinence);
- la qualité des résultats obtenus, leur valeur à court terme et long terme (effet);
- l'efficacité de la mise en œuvre des activités (surveillance);
- l'appui fourni ainsi que le profit tiré par le pays bénéficiaire;
- la poursuite des objectifs du projet quand celui-ci est opérationnellement terminé.

Les aspects précités englobent, en effet, toutes les différentes étapes par lesquelles un projet passe successivement: conception, programmation, mise en œuvre, obtention et utilisation des résultats.

92. Toutefois, la valeur d'une évaluation dépend essentiellement de son objectivité ainsi que de l'exploitation la plus large des constatations faites. A cette fin, le Bureau international a organisé, depuis un certain temps, une série de missions d'évaluation sur le terrain qui ont été réalisées par des personnes indépendantes. Les constatations ainsi faites ont donné lieu à des examens systématiques effectués par tous les services concernés y compris ceux des pays bénéficiaires et éventuellement du PNUD. En principe, toutes les activités concernant les missions d'experts et de consultants et la formation sont systématiquement évaluées sur pièce sinon sur le terrain.

93. Les projets régionaux et nationaux financés par le PNUD ainsi que les activités réalisées au titre du programme de l'UPU ont été évalués selon les critères et méthodes arrêtés par le PNUD et par le Conseil exécutif. L'évaluation a donné lieu aux résultats ci-après:

Aux niveaux de la conception, de l'exécution et du suivi

94. La conception des projets régionaux présente souvent des difficultés au niveau de l'identification des besoins. Compte tenu de la diversité des niveaux socio-économiques des pays, il n'est pas toujours possible de définir les objectifs de façon à répondre aux attentes de toutes les Administrations de la région. L'expérience montre qu'il est préférable de concevoir des projets de taille moyenne, auxquels peuvent adhérer les pays d'une même sous-région qui ont un intérêt bien établi.

95. Etant donné la nature des projets régionaux, leur évaluation ne saurait avoir un caractère purement ponctuel. En effet, l'UPU a collaboré étroitement avec le PNUD et les pays participants à la préparation des réunions tripartites, et en plus elle a procédé en dehors de ces réunions à l'examen des activités déjà terminées. Dans l'ensemble, ces examens ont permis une modification importante des projets en cours d'exécution.

96. On constate que les projets qui visent à la création de nouvelles institutions de formation sont par nature très délicats; leur conception doit faire l'objet d'un examen approfondi, notamment en ce qui concerne le degré de soutien dont l'action bénéficie. Il s'agit des engagements de la part des pays participants quant à la fourniture de l'appui financier et administratif nécessaire au maintien de l'institution quand celle-ci leur sera transférée. L'évaluation des cas concrets montre que cet aspect devrait faire l'objet d'un examen plus poussé avant l'approbation du projet.

97. Le nombre de missions d'experts et de consultants inscrites dans les projets régionaux a connu une croissance ces dernières années. Cette évolution, bien qu'heureuse, s'est traduite, toutefois, par une diminution nette du temps pouvant être consacré à leur préparation et au suivi de leur mise en oeuvre. Cela pourrait avoir des incidences sur la qualité des résultats. Il semble donc nécessaire de procéder à la décentralisation de ces activités qui nécessitent une attention constante à tous les stades.

98. Un projet régional a connu des retards importants par rapport au calendrier établi pour son exécution en raison du manque de consensus entre les pays participants. Ils y sont arrivés après de longues consultations. Cette expérience fait apparaître la nécessité d'une consultation plus poussée au stade de la conception des projets.

99. Au cours de la période quinquennale 1984-1988, l'UPU a participé à un nombre important de réunions tripartites concernant les projets nationaux financés par le PNUD.

100. De plus, un certain nombre de projets déjà terminés ont été évalués sur place par des personnes qui n'ont pas participé à leur conception ou à leur exécution. Les résultats de l'évaluation peuvent être résumés comme suit:

- Les visites périodiques de suivi des projets en cours sont indispensables; cette pratique devrait être généralisée.
- La réussite des projets dépend dans une grande mesure de la détermination du pays bénéficiaire. Selon les constatations faites lors de l'évaluation, l'absence de motivation a pour origine la trop grande mobilité des cadres dirigeants, une gestion de personnel inadaptée ou le manque de clarté quant aux rapports entre le projet et les objectifs de développement.
- Dans la plupart des cas examinés, le taux de réalisation a été assez satisfaisant, bien que les recommandations des experts et des consultants n'aient pas été adoptées entièrement soit en raison de la crise financière que connaissent les pays, soit par manque de personnel qualifié.
- En général, les experts et consultants affectés aux projets qui ont été évalués possédaient les qualifications nécessaires. Il paraît utile de fixer leurs attributions en fonction de la durée de leur mission, ainsi que de leur domaine de spécialisation. D'une certaine façon, il est important d'opérer un choix strict entre le spécialiste et le généraliste selon la nature du poste.
- Des retards ont été constatés dans le démarrage d'un certain nombre de projets, attribuables aux lenteurs avec lesquelles les formalités (désignation des homologues, fourniture des locaux, etc.) ont été accomplies.
- Malgré la bonne volonté des pays fournisseurs d'experts et de consultants (pays industrialisés aussi bien que ceux en développement), la recherche des spécialistes est un véritable problème. Il paraît qu'ils sont plus facilement disponibles si la durée de mission est courte (1 mois) ou longue (plus de 12 mois). Les durées intermédiaires sont souvent sources de difficultés pour les pays fournisseurs d'experts dans la recherche des candidats. L'insuffisance de la rémunération offerte semble également constituer une des raisons des difficultés de recrutement des experts de haut niveau.

101. Pour ce qui est de l'évaluation des activités d'enseignement:

- Les formations groupées se sont déroulées de façon satisfaisante, grâce à l'appui matériel et technique des pays d'accueil.
- En général, les participants aux activités de formation groupée sont satisfaits des programmes et des contenus des cours tout en souhaitant parfois que l'on accorde une plus large attention aux travaux pratiques.

- Les cours de spécialisation (tarification, prix de revient, règlements internationaux, etc.), devraient être limités à un nombre restreint de thèmes afin de pouvoir concentrer l'attention sur les sujets de spécialisation, le but final de cette formation étant de permettre aux participants de pouvoir exercer leur métier indépendamment de l'assistance externe. A ce niveau également, l'organisation des ateliers (workshops) serait peut-être plus efficace que des cours magistraux par trop théoriques.

102. Quelle que soit la source de financement, la réalisation des activités de formation groupée pose des problèmes de plus en plus importants en ce qui concerne la capacité des pays d'accueil à fournir la contribution exigée (infrastructure, service de secrétariat, matériel de bureau, etc.). Tout en acceptant d'être les hôtes des cours, colloques ou cycles d'étude, les Administrations sollicitent des concours financiers qui ne peuvent pas leur être fournis, sous peine de grever considérablement le budget du projet. Une des solutions envisagées consiste à organiser toutes les activités de formation groupée dans les écoles multinationales.

103. A l'issue des travaux d'évaluation réalisés au cours de la période quinquennale écoulée, on peut constater que les résultats des programmes financés tant par le PNUD que l'UPU ont, dans l'ensemble, atteint les objectifs fixés. Toutefois, il y a un intérêt évident à s'efforcer d'améliorer davantage les processus de programmation et d'exécution pour que l'assistance fournie aboutisse à des résultats plus concrets. A cette fin, les activités d'évaluation devront également être plus poussées.

Berne, le 27 avril 1989

Au nom du Conseil exécutif,

Le Président,

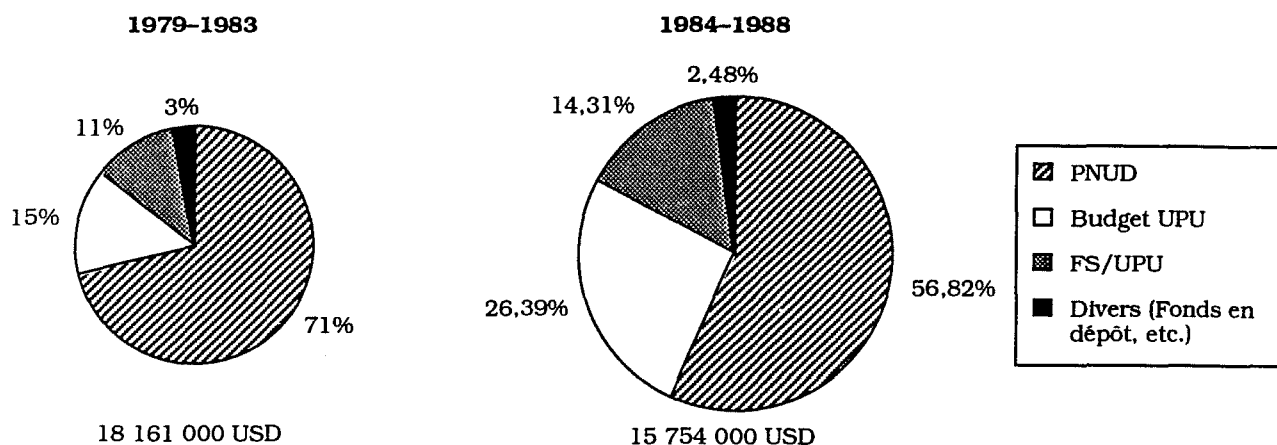
F. KOLLER

BILAN DES ACTIVITÉS D'ASSISTANCE TECHNIQUE DE L'UPU

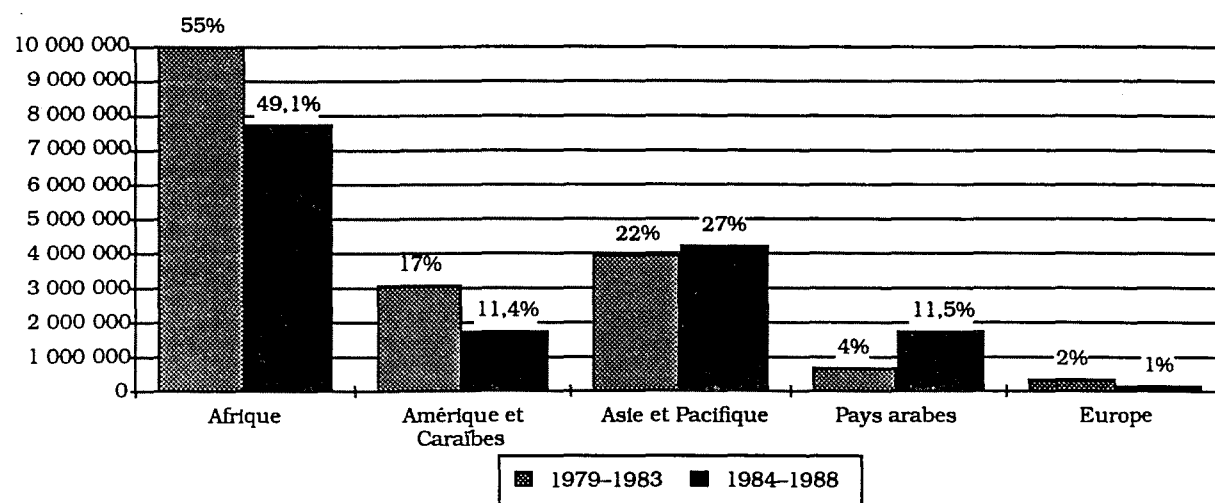
Congrès – Doc 50/Annexe 1

GRAPHIQUES

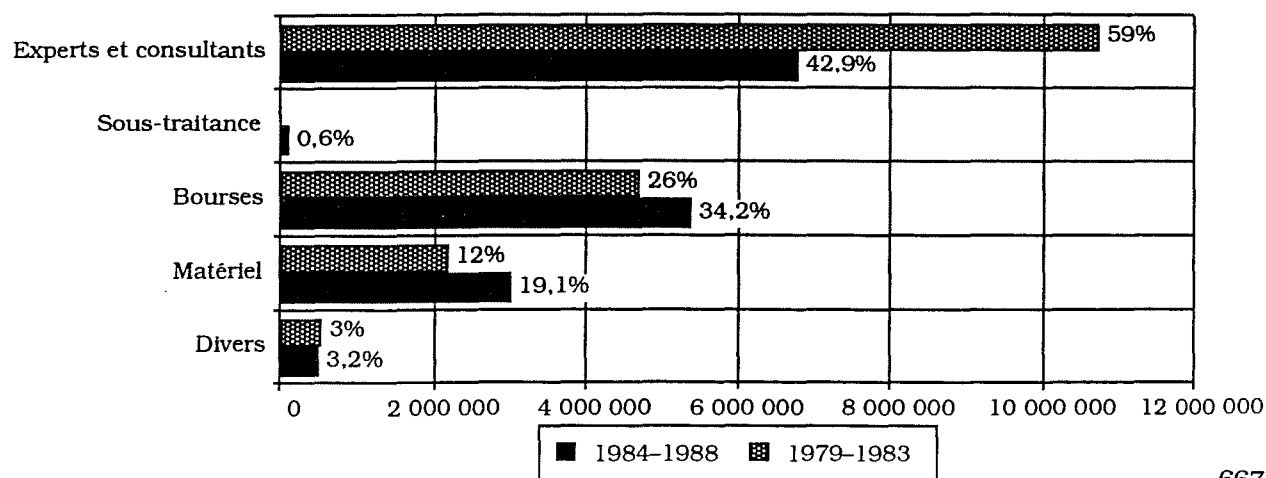
a) Coût total



b) Régions (en milliers de USD)



c) Eléments (en milliers de USD)



Répartition de l'assistance technique de l'UPU par pays et région bénéficiaire

Tableau 1

Pays ou région bénéficiaire	PNUD						FS/UPU en espèces ¹				Budget de l'UPU					
	1979-1983			1984-1988			1979-1983		1984-1988		1979-1983			1984-1988		
	Experts	Bourses	Matériel	Experts	Bourses	Matériel	Bourses	Matériel	Bourses	Matériel	Consultants	Bourses	Matériel	Consultants	Bourses	Matériel
Afrique																
Angola	7	1	M		4		2		4	M	3			2	8	M
Bénin		3			7		9		5		6	5		4	7	
Botswana		1		2	7	M	2		2		1	5	M	1	11	M
Burkina Faso	1	3			5		8		11	M	3	7	M		10	M
Burundi	7	34			2		3		1	M	2	4		3	11	M
Cameroun					2					M	2	1		4	2	
Cap-Vert	7	1		2	2	M	1		1		2	3		1	2	
Centrafrique	3	8	M		9	M	5		5		3	6		1	12	M
Comores					2	M	4		2	M	3	6	M		10	M
Congo (Rép. pop.)		22			13		5		3		3	3		2	2	
Côte d'Ivoire (Rép.)	5	22			12		2		2		7			1	5	
Ethiopie		17			2		6		5	M	9	5	M	1	12	M
Gabon		1			2		4				3			1		
Gambie				2	8	M	5		3	M	3	5	M	1	1	M
Ghana					1		6		5	M	1	3		2	4	M
Guinée	4	14	M	3	13	M	6		1	M	4	4	M		10	M
Guinée-Bissau					1		3		2	M	1	1	M	4	3	M
Guinée équatoriale	5	12	M		1				1		2			1	7	
Kenya				1	3		4		2		3	2		1	3	M
Lesotho					3		5		5	M	2	6		1	9	M
Libéria	2	39	M	2	87	M	4		1		2			1	2	
Madagascar		9			10	M	2		1		3	5			5	M
Malawi		9			5		1		3		2	4	M	4	12	M
Mali		1			5		9		12	M	5	5	M	1	13	
Maurice		2	M		2		1		3			2		1	3	M
Mauritanie				1	1		4		1		2	3		1	5	
Mozambique					2		7		1		4	3	M	1	6	M
Niger	7	35	M		22		5		12	M	1	2		1	8	M
Nigéria	18	32	M		3				2		2	1		2	4	M
Ouganda		1			4		4		3	M	2	3		2	14	M
Rwanda	2	9	M	1	14	M	4		1	M	4			3	13	M
Sao Tomé-et-Principe		6	M		1	M	2		2	M	2	3		1	3	M
Sénégal		9			21		4		2		4	2		3	4	M
Seychelles	2	4			3				3			3			3	
Sierra Leone					1		1		3	M	4	6		4	8	M
Swaziland					6		1		3		3	3			12	

¹ Y compris les contributions spéciales ou affectées.

Pays ou région bénéficiaire	PNUD						FS/UPU en espèces				Budget de l'UPU					
	1979-1983			1984-1988			1979-1983		1984-1988		1979-1983			1984-1988		
	Experts	Bourses	Matériel	Experts	Bourses	Matériel	Bourses	Matériel	Bourses	Matériel	Consultants	Bourses	Matériel	Consultants	Bourses	Matériel
Tanzanie (Rép. unie)		2		1	3		5		4	M	5	8		2	10	
Tchad		5		9	38	M	7		4			2			5	
Togo		2			2		8		7		3	5		3	11	M
Zaïre				8	25	M	4		1		2	3		3	3	
Zambie		2			4		5		4		3	6		1	11	M
Zimbabwe		2		1	2		2		5			3			2	M
Projets régionaux	58	26	M	68		M		M		M	7			31		
Sous-total	128	334		101	360		161		138		124	139		96	286	

Amérique latine et Caraïbes

Anguilla							1									3
Antigua-et-Barbuda							1				4	3	M	1	3	
Argentine					1		1				1			1	5	
Bahamas							1					1			3	
Barbade								M	2		1	1		1	4	
Belize							1								4	
Bolivie							3		1	M	9	5		2	7	M
Brésil															3	
Cayman	2						1				1				2	
Chili							2	M	1	M	2	5		3	5	M
Colombie							1			M	2	4		2	2	
Costa-Rica							4		1		4	6		3	6	
Cuba							1		4			6			7	M
Dominicaine (Rép.)							1			M		2		2	2	M
Dominique		1					2				3	4	M		6	
El Salvador				1			3	M	1		2	5			4	
Equateur									1		5	2		1	6	M
Grenade							1		1		3	3	M		4	
Guatemala				7	2		3	M	1	M	3	5		2	6	M
Guyane					2		1		4			2		1	5	M
Haïti	5	1	M	2	13	M	5	M	3	M	4	2	M	4	14	M
Honduras (Rép.)	4						2				6	2		2	2	
Jamaïque							1				5	1		1	6	
Mexique											4	2			1	
Montserrat							1	M			2	3	M		4	
Nicaragua							18	M			8	4	M	2	1	
Panama (Rép.)							1		2		2	6		3	7	M
Paraguay							2				4	3			3	
Pérou							1		2	M	5	2		3	6	
Saint-Christophe-et-Nevis							1				1	3			6	
Sainte-Lucie					2		2		1	M	3	1	M	1	5	M

Pays ou région bénéficiaire	PNUD						FS/UPU en espèces				Budget de l'UPU					
	1979-1983			1984-1988			1979-1983		1984-1988		1979-1983			1984-1988		
	Experts	Bourses	Matériel	Experts	Bourses	Matériel	Bourses	Matériel	Bourses	Matériel	Consultants	Bourses	Matériel	Consultants	Bourses	Matériel
Saint-Vincent-et-Grenadines							1				4	2	M	1	6	
Suriname	7	6	M												2	
Trinité-et-Tobago							1						1		1	2
Turques et Caïques							1						1		2	M
Uruguay							2		M		3	2		3	6	M
Vénézuéla							2		2		4	3		4	6	
Vierges (îles)							1					2			4	
Projets régionaux	41	165		34			1				4			13		
Sous-total	59	173		44	20		71		27		99	94		57	170	

Asie et Pacifique

Afghanistan	1				4		3		2	M					2	M
Bangladesh	1	2	M	2	10	M	8		4	M	3	1		3	5	M
Bhoutan	2	20			15				2			2		2	4	M
Birmanie	4	2	M		4		2		6						8	
Brunei Darussalam					2		1									
Chine (Rép. pop.)		6			5				1		2		M	3	5	M
Corée (Rép.)					5				2						1	
Fidji		1			10		2		2						1	
Iles Cook					3											
Inde					8		6		4		1	1		2	12	
Indonésie		4			9		5		5		2			1	4	
Iran (Rép. islamique)		1			2											
Hong-Kong					1											
Kampuchea dém.																
Kiribati		1			7		1		1						2	
Lao (Rép. dém. pop.)	3	12	M		1		2			M					2	M
Malaisie	2	2	M	7	18		3		9		2				5	
Maldives					1		2		4			1		3	3	M
Mongolie (Rép. pop.)					2			M		M						M
Nauru					2				1			2			1	
Népal					5		4		5		3	1		1	2	M
Niue					2										1	
Pakistan		1			40	M			5					3	3	
Papouasie - Nouvelle-Guinée					9		4		5	M	1	1		1	2	M
Philippines			M		33	M	7		2		1			2	3	
Rép. pop. dém. de Corée					1			M						1	1	M
Salomon (îles)					13		3		2	M					4	M
Samoa occidental	1				13				2							
Singapour											2				1	
Sri Lanka					13		4		3	M	4			1	7	M

Pays ou région bénéficiaire	PNUD						FS/UPU en espèces				Budget de l'UPU					
	1979-1983			1984-1988			1979-1983		1984-1988		1979-1983			1984-1988		
	Experts	Bourses	Matériel	Experts	Bourses	Matériel	Bourses	Matériel	Bourses	Matériel	Consultants	Bourses	Matériel	Consultants	Bourses	Matériel
Thaïlande				4			3		2		7			3	3	
Tonga				5			3				2					
Tuvalu		1		1											2	
Vanuatu				5			2							1	6	M
Viet Nam				6			2		1	M				3	2	M
Projets régionaux	43	321	M	80		M					1			8		M
Sous-total	57	375		98	259		69		70		32	9		38	92	
Europe																
Bulgarie (Rép. pop.)									1						1	
Chypre							1		2			1				
Grèce		12		2											1	
Hongrie (Rép. pop.)									1						4	
Pologne (Rép. pop.)															3	
Portugal		8														
Roumanie (Rép. soc.)									2						1	
Suisse (BI)											4					
Tchécoslovaquie					1										4	
Turquie	3	2									1					
URSS											1					
Projets régionaux				5												
Sous-total	3	22		7	1		1		6		6	1			14	
Pays arabes																
Algérie		1					1					2		2	1	
Arabie saoudite														2		
Bahrain														2		
Djibouti				8	11		1				1	2			4	M
Egypte	5	10	M			M	3		1		2	4		3	2	
Emirats arabes unis											2			3	1	
Iraq					1										3	
Jamahiriya libyenne									1			2			3	
Jordanie	4	9	M		18		4	M		M	2			2	7	M
Kuwait				2												
Liban		3			3		5								4	M
Maroc							4				4					
Oman					1				1						1	
Qatar	1			7	1	M			1		2				1	
Somalie					2		5		2			7		1	14	

Pays ou région bénéficiaire	PNUD						FS/UPU en espèces				Budget de l'UPU					
	1979–1983			1984–1988			1979–1983		1984–1988		1979–1983			1984–1988		
	Experts	Bourses	Matériel	Experts	Bourses	Matériel	Bourses	Matériel	Bourses	Matériel	Consultants	Bourses	Matériel	Consultants	Bourses	Matériel
Soudan				6			2		3	M	1	1	M	2	9	M
Syrienne (Rép. arabe)				3			2		1		1		M	2	6	M
Tunisie									3		3				2	
Yémen (Rép. arabe)				1	1		1			M	3	2	M	1	10	M
Yémen (Rép. dém. pop.)				1	5		5		1	M	3	2	M	1	11	M
Projets régionaux				6	1	M			2					1		
Sous-total	10	23		25	53		32		16		24	21		25	80	
Projets interrégionaux	8															
Total général	265	927		275	693		334		257		285	264		216	642	

Contributions à l'assistance technique de l'UPU par pays et région fournisseur

Tableau 2

Pays ou région fournisseur	PNUD		FS/UPU en espèces				Budget de l'UPU					
	1979-1983		1984-1988		1979-1983		1984-1988		1979-1983		1984-1988	
	Fourniture de services d'experts	Boursiers individuels accueillis	Fourniture de services d'experts	Boursiers individuels accueillis	Montant des contributions Sfr	Boursiers individuels accueillis	Montant des contributions Sfr	Boursiers individuels accueillis	Fourniture de services de consultants	Boursiers individuels accueillis	Fourniture de services de consultants	Boursiers individuels accueillis
Afrique												
Angola		2		1		7				1		10
Bénin	5		4					5			1	
Botswana										3		
Burkina Faso		2			3 000		1 039					
Cameroun		1		1			3 122	8				
Cap-Vert		1				4		2				
Centrafrique				9								
Congo (Rép. pop.)	1	3				3		2				17
Côte d'Ivoire (Rép.)		50		15		43	4 757	41	1	1		25
Ethiopie									1			
Gabon		5		10	25 875		30 150	8				
Ghana	3						10 920					11
Kenya	2	16	1	33		15		27	1		1	45
Libéria				76		4				5		
Madagascar	5				11 970				1			
Malawi						9		18				
Mali				1					1			
Mauritanie					1 810		1 810					
Niger		3										
Nigéria	1	6			14 802	5	10 810					
Rwanda				6								
Sao Tomé-et-Principe												8
Sénégal	5	6	10	7	7 860	3	10 511		2		3	11
Swaziland		1										
Tanzanie (Rép. unie)			2	2				5				24
Togo	1	13	1			9				4	2	
Zaïre				40								8
Zambie			1									21
Sous-total	23	109	19	201	65 317	102	73 119	116	7	14	7	180
Amérique												
Amérique (Etats-Unis)	2	4	3	1							3	37
Antigua-et-Barbuda												12
Argentine	4		8	2	78 600		105 110	2	8		6	16
Barbade	3				5 419		5 952				5	22

Pays ou région fournisseur	PNUD				FS/UPU en espèces				Budget de l'UPU			
	1979-1983		1984-1988		1979-1983		1984-1988		1979-1983		1984-1988	
	Fourniture de services d'experts	Boursiers individuels accueillis	Fourniture de services d'experts	Boursiers individuels accueillis	Montant des contributions Sfr	Boursiers individuels accueillis	Montant des contributions Sfr	Boursiers individuels accueillis	Fourniture de services de consultants	Boursiers individuels accueillis	Fourniture de services de consultants	Boursiers individuels accueillis
Bolivie			3		2 340							1
Brésil	6	2						2	4	1	3	1
Canada	4	3	3								1	
Chili			1						2			
Colombie	2		2		4 000			12	3		1	16
Costa-Rica												14
Cuba	3		2						1		3	
Equateur												6
Guadeloupe (France)				3				1				
Guatemala			1									
Guyane	1								4			13
Haïti				10		1						9
Jamaïque	1				995		494		1			10
Mexique									1		1	
Nicaragua						1						
Pérou	5		2						2		2	
Sainte-Lucie									6			16
Trinité-et-Tobago	1		1								1	
Uruguay												13
Vénézuéla			2		103 260				1		2	22
Sous-total	32	9	28	16	194 614	2	111 556	17	33	1	28	208
Asie et Pacifique												
Australie	5	3	14	4		1			7		6	5
Bangladesh	6						2 000					7
Chine (Rép. pop.)				8		4		10				19
Corée (Rép.)			1	1	16 991		42 720		1		1	
Fidji				48								
Iran (Rép. islamique)							6 000					
Hong-Kong			1	21								
Inde	33	2	34	6		1	23 000	1	27		35	7
Indonésie	1				18 319		20 580					
Japon		1		7	65 000	1	65 000					4
Malaisie			1	1								
Maldives												7
Nouvelle-Zélande			2									
Pakistan	11		13	26	10 000		10 000		5		10	
Philippines	1			12								
Salomon (îles)							9 075					

Pays ou région fournisseur	PNUD				FS/UPU en espèces				Budget de l'UPU			
	1979-1983		1984-1988		1979-1983		1984-1988		1979-1983		1984-1988	
	Fourniture de services d'experts	Boursiers individuels accueillis	Fourniture de services d'experts	Boursiers individuels accueillis	Montant des contributions Sfr	Boursiers individuels accueillis	Montant des contributions Sfr	Boursiers individuels accueillis	Fourniture de services de consultants	Boursiers individuels accueillis	Fourniture de services de consultants	Boursiers individuels accueillis
Singapour				1								1
Sri Lanka	2		5								1	
Thaïlande		20		104	24 709	6	29 035	40		5		56
Sous-total	59	26	71	239	135 019	13	207 410	51	40	5	53	106
Europe												
Allemagne, Rép. féd. d'	8	16	6	13		2		1	7		3	11
Autriche					20 000	1	50 000					
Belgique	4			1		2		1	2		2	8
Chypre					4 250		4 407					
Danemark				4		1						
Espagne	6	11	5		51 568	4	68 892	1	1	3	5	3
Finlande		2	3	5		2			1		1	2
France	68	94	81	100	180 000	11	252 000	21	77	15	64	52
Grande-Bretagne	26	35	14	36		29		22	14	3	8	27
Grèce								1				
Hongrie (Rép. pop.)		2				1						
Irlande	7	1	4		25 880		37 669		4		1	
Italie						1				1		
Malte					2 434		2 496					
Norvège				2		1			2		2	
Pays-Bas	8	8	2	7	240 186	2	111 606	1	3	3	2	1
Pologne (Rép. pop.)			1									
Portugal	7		2	3				4	1		7	5
Rép. dém. allemande	2	18	2	10		5		1	4	1	2	8
Suède	2	1	5	10		1			4			
Suisse	4	7	1	1	130 000	1	250 000			1	1	
Tchécoslovaquie		3	3									
Turquie									1			
Yougoslavie					50 000		50 000		1	1		
Sous-total	142	198	129	192	704 318	64	827 070	53	122	28	98	117
Pays arabes												
Algérie			2	4	20 193		21 288	1			2	17
Arabie saoudite					29 504		63 375				1	
Bahrein					2 715		4 525					
Egypte		2	3	2	8 574		7 278		2			8

Pays ou région fournisseur	PNUD				FS/UPU en espèces				Budget de l'UPU			
	1979-1983		1984-1988		1979-1983		1984-1988		1979-1983		1984-1988	
	Fourniture de services d'experts	Boursiers individuels accueillis	Fourniture de services d'experts	Boursiers individuels accueillis	Montant des contributions Sfr	Boursiers individuels accueillis	Montant des contributions Sfr	Boursiers individuels accueillis	Fourniture de services de consultants	Boursiers individuels accueillis	Fourniture de services de consultants	Boursiers individuels accueillis
Emirats arabes unis					62 443		39 804					8
Iraq					21 505		18 102					
Jamahiriya libyenne			1		31 412		48 745					
Jordanie			1	8	2 715	1	4 525	7				6
Kuwait					49 803		62 005					
Liban					1 810		2 715					
Maroc	3	2	6	7	19 719	1	14 946	1	4		1	1
Oman					2 715		4 525					
Qatar					82 867		102 900					
Somalie					1 810		2 715					
Soudan					4 071		6 785					
Syrienne (Rép. arabe)				23	4 071	8	6 785	4				14
Tunisie		1	5	8	4 071		6 785	1	2		3	1
Yémen (Rép. arabe)					3 022		4 525					
Yémen (Rép. dém. pop.)					2 715		4 525					
UPA					11 235							
Sous-total	3	5	18	52	366 970	10	426 853	14	8		7	55
Total	259	347	265	700	1 466 238	191	1 646 008	251	210	48	193	666
Allemagne, Rép. féd. d'					63 000 ¹							
Belgique					1 397 273 ³		603 326 ¹					
Chine							190 000 ¹					
Finlande							166 666 ²					
Grande-Bretagne					432 455 ²		489 328 ²					
Suisse					8 767 ³		29 500 ¹					
Sous-total					1 901 495		1 478 820					
Total général	259	347	265	700	3 367 733	191	3 124 828	251	210	48	193	666

¹ Contribution affectée.² Contribution en nature.³ Contribution spéciale.

Cours, cycles d'étude et réunions techniques multinationaux organisés dans le cadre de l'UPU ou avec son concours (1984–1988)

Tableau 3

Lieu	Période	Thème	Source de financement	Nombre de participants	Nombre de bourses		
					PNUD	FS/UPU	Budget UPU
A. Cours de formation réguliers							
Evry (France)	1984, 1986, 1988	Formation pédagogique	PNUD, FS/UPU, Budget UPU	-	9	7	5
B. Cours de formation spéciaux							
AFRIQUE							
Dar-es-Salaam (Tanzanie (Rép. unie))	8 mars au 6 avril 1984	Caisse d'épargne postale	Budget UPU et assistance multibilatérale (RFA)	15	-	5	-
Cotonou (Bénin)	12 mars au 7 avril 1984	Caisse d'épargne postale	Budget UPU et assistance multibilatérale (RFA)	14	1	5	-
Bangui (Centrafrique)	12 mars au 13 avril 1984	Acheminements postaux	PNUD, Budget UPU	18	-	-	12
Ndola (Zambie)	12 mars au 13 avril 1984	Acheminements postaux	PNUD, Budget UPU	15	-	-	12
Blantyre (Malawi)	25 mai au 3 juillet 1984	Recyclage d'instructeurs postaux	PNUD et FS/UPU	10	1	7	-
Libreville (Gabon)	2 juillet au 10 août 1984	Recyclage d'instructeurs postaux	PNUD, FS/UPU	15	3	8	-
Nairobi (Kenya)	13 août au 7 septembre 1984	Statistiques postales	PNUD, FS/UPU et Budget UPU	15	1	1	7
Nairobi (Kenya)	10 septembre au 30 novembre 1984	Formation d'instructeurs postaux	FS/UPU et assistance bilatérale (Suisse)	12	-	9	-

Lieu	Période	Thème	Source de financement	Nombre de participants	Nombre de bourses		
					PNUD	FS/UPU	Budget UPU
Abidjan (Côte d'Ivoire (Rép.))	1er au 26 juillet 1985	Chèques postaux	PNUD, FS/UPU, Budget UPU	15	3	4	8
Nairobi (Kenya)	2 au 27 septembre 1985	Contrôle financier et inspection des bureaux	Budget UPU	9	-	-	9
Dresde (Rép. dém. allemande)	4 au 27 septembre 1985	Gestion postale	PNUD, FS/UPU et Budget UPU	12	9	1	1
Praia (Cap-Vert)	1er octobre au 30 novembre 1985	Cours d'instructeurs postaux	FS/UPU, Budget UPU	-	-	2	-
Blantyre (Malawi)	1er juin au 12 juillet 1986	Recyclage des planificateurs postaux	FS/UPU	15	-	12	-
Toulouse (France)	1er septembre au 10 octobre 1986	Enseignement modulaire	UNESCO	4	4 (UNESCO)	-	-
Kinshasa (Zaïre)	11 au 24 septembre 1986	Information publique	PNUD, Budget UPU	-	2	-	8
Rugby (Grande-Bretagne)	2 mars au 10 avril 1987	Enseignement modulaire	UNESCO	4	4 (UNESCO)	-	-
Dakar (Sénégal)	31 août au 9 octobre 1987	Recyclage des planificateurs postaux	PNUD, Budget UPU	-	1	-	11
Yaoundé (Cameroun)	31 août au 11 septembre 1987	Organisation et gestion d'une école postale	FS/UPU, Budget UPU	-	1	8	-
Nairobi (Kenya)	31 août au 27 novembre 1987	Formation d'instructeurs postaux	FS/UPU	7	-	7	-
Nairobi (Kenya)	5 au 24 octobre 1987	Prix de revient et politique tarifaire	Budget UPU et UPAP	19	-	-	13
Libreville (Gabon)	19 octobre au 18 décembre 1987	Formation pédagogique	PNUD	9	6	-	-
Kigali (Rwanda)	28 octobre au 27 novembre 1987	Gestion des bureaux de poste	PNUD	12	6	-	-
Accra (Ghana)	2 au 14 novembre 1987	Information publique	Budget UPU	16	-	-	11
Bangui (Centrafrique)	1er avril au 26 mai 1988	Inspection des bureaux de poste	PNUD	17	9	-	-

Lieu	Période	Thème	Source de financement	Nombre de participants	Nombre de bourses		
					PNUD	FS/UPU	Budget UPU
Potomac (Etats-Unis d'Amérique)	20 juin au 8 juillet 1988	Séminaire sur l'organisation du service EMS	Assistance bilatérale EUA-UPU ¹	39	-	-	38
Dresde (Rép. dém. allemande)	6 au 30 septembre 1988	Planification postale	PNUD, Budget UPU	14 + 2 (MAG)	7	-	7
Brazzaville (Congo (Rép. pop.))	17 octobre au 26 novembre 1988	Gestion postale	PNUD, Budget UPU	21	-	-	12
Cotonou (Bénin)	24 octobre au 12 novembre 1988	Prix de revient et tarification	PNUD, Budget UPU, UPAP	14	-	-	10
Sao Tomé (Sao Tomé-et-Principe)	28 novembre au 16 décembre 1988	Prix de revient et tarification	PNUD, Budget UPU	9	-	-	4
Nairobi (Kenya)	5 septembre au 2 décembre 1988	Cours de formation d'instructeurs	FS/UPU	7	-	6	-
AMERIQUE LATINE ET CARAIBES							
Kingston (Jamaïque)	16 avril au 15 juin 1984	Cours pour cadres moyens (superviseurs)	Budget UPU	15	-	-	10
Port-au-Prince (Haïti)	28 mars au 12 avril 1984	Cours de formation professionnelle pour cadres subalternes	Budget UPU	42	-	-	9
Caracas (Vénézuéla) et Quito (Equateur)	3 septembre au 24 novembre 1984	Cours de formation de spécialistes-consultants	Budget UPU	6	-	-	6
Bogota (Colombie)	16 avril au 26 mai 1984	Cours de recyclage d'instructeurs postaux	FS UPU	12	-	9	-
Bridgetown (Barbade)	8 avril au 17 mai 1985	Cours d'agents d'exécution	Budget UPU	12	-	-	12
Quito (Equateur)	6 octobre au 28 novembre 1986	Cours de formation en matière de planification postale	FS UPU	12	-	12	-

¹ Bourses de voyage octroyées par l'UPU, frais de séjour à la charge de l'Administration postale des Etats-Unis d'Amérique. Les frais de voyage relatifs à la participation des représentants de deux Unions restreintes ont été supportés par les unions concernées.

Lieu	Période	Thème	Source de financement	Nombre de participants	Nombre de bourses		
					PNUD	FS/UPU	Budget UPU
Bridgetown (Barbade)	10 mars au 6 juin 1986	Cours d'exploitation et de management de niveau moyen	Budget UPU	10	-	-	10
Sainte-Lucie	27 avril au 5 juin 1987	Cours d'agents d'exécution	Budget UPU	16	-	-	16
PAYS ARABES							
Damas (Syrienne (Rép. arabe))	12 juin au 1er octobre 1985	Cours de formation de spécialistes-consultants	PNUD, UPU	16	9	-	7
Damas (Syrienne (Rép. arabe))	15 décembre 1985 au 13 février 1986	Cours de formation d'instructeurs	Budget UPU, FS UPU	8	-	1	7
Damas (Syrienne (Rép. arabe))	23 août au 20 novembre 1986	Cours de formation de spécialistes-consultants (services financiers postaux)	PNUD	14	14	-	-
ASIE ET PACIFIQUE							
New Delhi (Inde), Islamabad (Pakistan) et Bangkok (Thaïlande)	16 août au 24 novembre 1984	Formation de spécialistes-consultants pour la CTPD	PNUD	6	6	-	-
Suva (Fidji)	1er octobre au 30 novembre 1984	Cours en faveur des pays du Pacifique Sud	PNUD	18	-	-	14
Suva (Fidji)	1er octobre au 15 novembre 1985	Cours pour agents d'exécution	PNUD	16	16	-	-
Suva (Fidji)	1er octobre au 15 novembre 1986	Cours pour agents d'exécution	PNUD	18	18	-	-
Islamabad (Pakistan)	1er au 12 novembre 1987	Séminaire sur la qualité des services postaux	PNUD	18	18	-	-
Bangkok (Thaïlande)	23 novembre au 18 décembre 1987	Cours supérieur de gestion	PNUD	13	13	-	-
Malé (Maldives)	6 juin au 20 juillet 1988	Cours de formation des cadres subalternes (service d'exploitation)	Budget UPU	9	1	-	8

Lieu	Période	Thème	Source de financement	Nombre de participants	Nombre de bourses		
					PNUD	FS/UPU	Budget UPU
Rajshahi (Bangladesh)	23 octobre au 7 décembre 1988	Formation des cadres moyens et subalternes en matière d'organisation de la poste en zones rurales	Budget UPU	7	-	-	7
Bangkok (Thaïlande)	3 au 7 octobre 1988	Formation des agents postaux à la détection des envois contenant des stupéfiants	UPU, FNULAD, INTERPOL, CCD	17	-	-	-
New Delhi (Inde)	21 novembre au 2 décembre 1988	Atelier (workshop) sur les acheminements postaux internationaux	PNUD	24	22	-	-

C. Cycles d'étude

AFRIQUE

Sao Tomé (Sao Tomé-et- Principe)	1er au 13 septembre 1986	Règlements internationaux	Budget UPU	9	-	-	4
Abidjan (Côte d'Ivoire (Rép.))	1er au 15 octobre 1986	Règlements internationaux	PNUD, Budget UPU	20	4	-	9
Nairobi (Kenya)	13 au 25 octobre 1986	Règlements internationaux	Budget UPU	15	-	-	10
Harare (Zimbabwe)	16 au 27 février 1987	Philatélie	Budget UPU	18	-	-	9
Le Caire (Egypte)	6 au 18 juin 1988	Formation professionnelle	Budget UPU	12	-	-	7

AMERIQUE LATINE ET CARAIBES

Bogota (Colombie)	18 août au 5 septembre 1987	Cycle d'étude sur l'intégration du réseau postal	Budget UPU	15	-	-	15
Cordoba (Argentine)	15 octobre au 6 novembre 1987	Cycle d'étude en matière d'action commerciale et d'information publique	Budget UPU	16	-	-	16
San José (Costa-Rica)	4 au 22 juillet 1988	Cycle d'étude en matière de gestion du personnel	Budget UPU	19	-	-	14

Lieu	Période	Thème	Source de financement	Nombre de participants	Nombre de bourses		
					PNUD	FS/UPU	Budget UPU
PAYS ARABES							
Alger (Algérie)	11 au 29 février 1984	Cycle d'étude en matière de gestion administrative	UPU, UPA	23	-	-	8
Amman (Jordanie)	8 au 24 octobre 1984	Cycle d'étude sur la comptabilité internationale, les frais de transit, les frais terminaux et les droits de tirage spéciaux	Budget UPU, UPA	24	-	-	6
ASIE ET PACIFIQUE							
Chine (Rép. pop.)	1985	Cycle d'étude sur les prestations postales dans les zones rurales	FS UPU	-	-	7	-
Bangkok (Thaïlande)	7 au 18 décembre 1987	Cycle d'étude sur l'EMS	Budget UPU	16	-	-	16
D. Réunions techniques							
AFRIQUE							
Lusaka (Zambie)	21 au 24 février 1984	Amélioration des acheminements postaux dans les pays enclavés	PNUD	16	14	-	-
Lusaka (Zambie)	16 au 18 mai 1984	Comité d'étude et de réflexion	PNUD	14	9	-	-
Rugby (Grande-Bretagne)	14 au 26 mai 1984	Colloque des responsables de l'enseignement et d'établissements de formation	Budget UPU	12	-	-	9
Niamey (Niger)	28 au 30 mai 1984	Comité d'étude et de réflexion	PNUD	14	8	-	-
Paris (France)	21 au 26 octobre 1985	Colloque pour les responsables de la gestion postale	PNUD et Budget UPU	8	1	-	7
Rugby (Grande-Bretagne)	16 au 21 mai 1986	Colloque en matière de gestion	Budget UPU	10	-	-	10

Lieu	Période	Thème	Source de financement	Nombre de participants	Nombre de bourses		
					PNUD	FS/UPU	Budget UPU
Arusha (Tanzanie (Rép.unie))	24 septembre au 1er octobre 1986	3e Conférence sur les acheminements postaux	PNUD, Budget UPU	34	1	-	23
Kinshasa (Zaire)	3 au 7 août 1987	Colloque sur la création d'ateliers de fabrication de matériel postal	PNUD	38	38	-	-
Nairobi (Kenya)	14 au 18 novembre 1988	Colloque des Directeurs généraux sur la gestion de la poste	PNUD	37	27	-	-
AMEIRQUE LATINE ET CARAIBES							
Montevideo (Uruguay)	1er au 11 décembre 1985	Colloque sur la gestion postale	Budget UPU	13	-	-	13
Antigua (Antigua-et- Barbuda)	3 au 7 mars 1986	Réunion des PMGs des pays et territoires anglophones des Caraïbes	Budget UPU	12	-	-	12
Caracas (Vénézuéla)	7 au 18 mars 1988	Colloque en matière de gestion financière et budgétaire	Budget UPU	21	-	-	16
Georgetown (Guyane)	12 au 16 septembre 1988	Réunion des PMGs suivie de la Conférence des Ministres des pays et territoires anglophones des Caraïbes	Budget UPU	18	-	-	13
PAYS ARABES							
Alger (Algérie)	21 au 26 mars 1987	Colloque sur la promotion des services financiers	Budget UPU, UPA	9	-	-	9
Dubai (Emirats arabes unis)	6 au 10 décembre 1987	Colloque sur la gestion à l'intention des Présidents et DGs	Budget UPU, UPA	16	-	-	8
ASIE ET PACIFIQUE							
Bangkok (Thaïlande)	9 au 20 décembre 1985	Colloque sur l'enseignement postal	PNUD	16	16	-	-
Beijing (Chine (Rép. pop.))	17 au 26 août 1988	Colloque sur les stratégies en matière d'exploitation et de gestion postales	Budget UPU, Rép. pop. de Chine, PNUD	33	3	-	20

Assistance technique en nature 1984–1988
selon les informations reçues par le Bureau international

Tableau 4

Pays donateurs	1984	1985	1986	1987	1988
a) Fonds spécial UPU (contribution en nature)					
Chine (Rép. pop.)		Bourses pour le cycle d'étude à Hangzhou	Equipement postal au Burundi	Equipement postal au Burundi	Equipement postal au Burundi (32 bourses pour le colloque d'août 1988)
Grande-Bretagne	4 bourses pour le cours de management postal à Rugby (Barbados, Lesotho, Pakistan, Zimbabwe)	4 bourses pour le cours de management postal à Rugby (Corée (Rép.), Ghana, Sri Lanka, Tanzanie (Rép. unie))	3 bourses pour le cours de management postal à Rugby (Barbados, Lesotho, Malaisie)	5 bourses pour le cours de management postal à Rugby (Birmanie, Liban, Sainte-Lucie (2), Zimbabwe)	4 bourses pour le cours de management postal à Rugby (Chine (Rép. pop.), Corée (Rép.), Ethiopie, Soudan)
Suisse	3 bourses pour le cours d'instructeurs (Ethiopie, Ghana, Lesotho)	8 bourses pour le cours d'instructeurs (Burkina Faso (2), Ghana, Mali, Niger (2), Togo (2))			
b) Assistance technique en nature (bilatérale)					
Allemagne, Rép. féd. d'	Financement du projet de promotion de la caisse d'épargne postale en Afrique	105 mensualités de bourses de formation (Bangladesh, Brésil, Chypre, Ethiopie, Thaïlande, Turquie)		42 bourses (Bangladesh (6), Brésil (1), Chine (Rép. pop.) (4), Chypre (2), Egypte (4), Ethiopie (4), Inde (2), Madagascar (1), Thaïlande (15), Turquie (3))	
Amérique (Etats-Unis)				Matériels postaux au Liban	Organisation de stages dans plusieurs domaines de spécialisation à l'Académie de gestion à Potomac pour 11 fonctionnaires de cadre supérieur venant des autres pays Fourniture de véhicules postaux (Salvador, Mexique) et d'une photocopieuse à l'Ecole postale du Chili Mission de consultant en matière de bâtiments et équipements postaux (Bermudes)
Australie		Montant de 60 000 \$AU mis à la disposition de l'APPTC à Bangkok pour financement de bourses aux pays de l'Asie et du Pacifique 2 bourses de 2 mois chacune pour un stage de formation (Inde)	Montant de 60 000 \$AU mis à la disposition de l'APPTC à Bangkok pour financement de bourses aux pays de l'Asie et du Pacifique 5 bourses pour un stage de formation (Papouasie – Nouvelle-Guinée) et 1 mission de 2 consultants (Samoa occidentale)	Montant de 60 000 \$AU mis à la disposition de l'APPTC à Bangkok pour financement de bourses aux pays de l'Asie et du Pacifique	Montant de 100 000 \$AU mis à la disposition de l'APPTC à Bangkok pour financement de bourses aux pays de l'Asie et du Pacifique

Pays donateurs	1984	1985	1986	1987	1988
Belgique		12 bourses de 3 mois pour un stage groupé (Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire (Rép.), Indonésie, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, Sénégal, Zaïre)	13 bourses de 3 mois pour un stage groupé (Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire (Rép.), Chine (Rép. pop.), Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Thaïlande, Tunisie, Zaïre) 2 bourses de 2 semaines pour un stage (Pologne (Rép. pop.)) 21 bourses de 15 jours pour deux stages (Turquie)	11 bourses de 3 mois pour un stage groupé (Bénin, Burkina Faso, Burundi, Chine (Rép. pop.), Ethiopie, Indonésie, Mali, Maroc, Niger, Sénégal, Zaïre)	
Brésil		14 bourses (sans voyage) pour le cours supérieur d'administration postale à Brasilia (Angola (2), Cap-Vert, Ethiopie, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale (2), Haïti, Malawi, Mali, Rwanda, Suriname, UPAP)			2 bourses pour le cours supérieur d'administration postale (Guinée-Bissau) 2 bourses d'un mois chacune dans les domaines des ressources humaines et de l'inspection postale (Bolivie, Uruguay)
Corée (Rép.)					Don de 30 000 \$EU à l'APPTC à Bangkok pour l'achat d'équipement Contribution de 60 000 \$EU à l'UPAP à Arusha pour le financement d'une mission de 2 experts dans le domaine de l'EMS
Egypte		11 bourses de 8 semaines pour un stage en matière de gestion postale et formation pédagogique (Soudan) 10 bourses de 1,5 mois pour un stage (Ghana, Libéria, Somalie)			
Espagne		500 sacs-avion, 100 timbres métalliques et 150 pincés à plomber (Ethiopie) 85 uniformes, 20 casquettes d'uniforme, une paire d'épaulettes d'uniforme, 300 emblèmes dorés, 70 emblèmes revers de veste (Guinée équatoriale) 1 machine à oblitérer, 40 boîtes aux lettres, 50 timbres à date manuels, 200 sacs, 50 pincés à plomber, 50 000 scellés en laiton (Nicaragua)	5 bourses de 2 mois chacune en matière de formation postale (Ethiopie)	Equipement de bureau (Guinée équatoriale)	

Pays donateurs	1984	1985	1986	1987	1988
Finlande				16 bourses de 6 semaines pour le cours international en gestion postale (Botswana (1), Kenya (2), Lesotho (1), Malawi (1), Sri Lanka (2), Swaziland (2), Tanzanie (Rép. unie) (2), Thaïlande (1), Zambie (2), Zimbabwe (2))	Organisation d'un cycle d'étude de 4 semaines en gestion postale à Bangkok et octroi de bourses (Birmanie, Chine (Rép. pop.), Indonésie, Lao (Rép. dém. pop.), Malaisie, Maldives, Philippines, Sri Lanka, Thaïlande, Viet Nam)
France		208 mensualités de bourses pour la formation (Brésil, Chine (Rép. pop.), Cuba, Egypte, Gabon, Guinée équatoriale, Iraq, Madagascar, Maroc, Panama (Rép.), Tchad, Thaïlande, Togo, Turquie) Matériel (518 000 FF) (Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire (Rép.), Ethiopie, Haïti, Sénégal) 32 missions d'experts de courte durée et 21 missions d'experts de longue durée	128 mensualités de bourses pour la formation (Brésil, Chine (Rép. pop.), Cuba, Comores, Egypte, Japon, Madagascar, Maroc, Tchad, Togo, Tunisie, Vénézuéla) Matériel (128 000 FF) (Burundi, Centrafrique, Comores, Congo (Rép. pop.), Guinée, Sénégal, Tchad) 26 missions d'experts de courte durée et 21 missions d'experts de longue durée	172 mensualités de bourses pour la formation (Brésil, Centrafrique, Chine (Rép. pop.), Côte d'Ivoire (Rép.), Cuba, Egypte, Inde, Japon, Guinée, Guinée-Bissau, Madagascar, Maroc, Rwanda, Tchad, Zaïre) Matériel et imprimés (116 292 FF) (Centrafrique, Comores, Guinée, Liban, Mauritanie, Rwanda, Tchad) 29 missions d'experts de courte durée et 27 missions d'experts de longue durée	153 mensualités de bourses pour la formation (Cameroun, Centrafrique, Chine (Rép. pop.), Congo (Rép. pop.), Egypte, Inde, Maroc, Tchad, Zaïre) Matériel et imprimés (127 666 FF) (Bénin, Centrafrique, Liban, Madagascar, Mauritanie, Niger, Yémen (Rép. arabe))
Inde		6 bourses de 12 semaines (Gambie, Ghana, Libéria, Malaisie, Malawi, Swaziland) Mission de consultant à l'APPTC à Bangkok	Bourse de 8 semaines en matière de gestion et exploitation postales, en plus de 6 bourses accordées au titre du programme d'assistance technique en nature Mission de consultant à l'APPTC à Bangkok Contribution de 10 000 \$EU à l'APPTC pour le financement de bourses aux pays de l'Asie et du Pacifique	6 bourses de 8 semaines en matière de gestion et exploitation postales Mission de consultant à l'APPTC à Bangkok Contribution de 10 000 \$EU à l'APPTC pour le financement de bourses aux pays de l'Asie et du Pacifique	
Israël			4 bourses de 5 semaines pour un cycle d'étude en matière d'exploitation postale (Libéria, Malawi, Philippines, Thaïlande)		
Japon		Mise à disposition d'une somme de 41 500 \$EU à l'APPTC à Bangkok pour le financement de bourses aux pays de l'Asie et du Pacifique Séminaire de 2 semaines à Tokyo à l'intention de 13 dirigeants postaux de pays d'Afrique, du Moyen-Orient, d'Asie et d'Amérique du Sud	Mise à disposition d'une somme de 60 117 \$EU à l'APPTC à Bangkok pour le financement de bourses aux pays de l'Asie et du Pacifique Mission d'expert de longue durée à l'APPTC Séminaire de 2 semaines à Tokyo à l'intention de 14 dirigeants postaux de pays d'Afrique et d'Asie		Mise à disposition d'une somme de 51 500 \$EU à l'APPTC à Bangkok pour le financement de bourses aux pays de l'Asie et du Pacifique Missions d'experts de longue durée Séminaire de 2 semaines à Tokyo pour 15 hauts gestionnaires postaux des pays d'Asie, du Pacifique, d'Afrique et d'Amérique centrale

Pays donateurs	1984	1985	1986	1987	1988
Jordanie				3 machines à affranchir (Liban)	
Kuwait		4 bourses de 2 mois pour un stage (Yémen (Rép. dém. pop.))		5 bourses de 2 mois pour un stage (Yémen (Rép. dém. pop.))	5 bourses de 2 mois pour un stage (Yémen (Rép. dém. pop.))
Nouvelle-Zélande			Equipement et formules (Samoa occidental)		Une machine à oblitérer (Maldives)
Pakistan		15 bourses de 2 mois (Bangladesh (2), Inde, Jordanie, Malaisie, Malawi, Maldives, Népal (2), Sri Lanka, Soudan, Tanzanie (Rép. unie), Yémen (Rép. arabe), Yémen (Rép. dém. pop.))	10 bourses de 2 mois pour un cours de formation (Bangladesh, Bhoutan, Inde, Maldives, Népal, Sri Lanka) 3 bourses de 6 semaines en gestion postale (Nigéria) 7 bourses en gestion postale (Egypte, Malawi, Nigéria, Philippines, Seychelles, Thaïlande, Yémen (Rép. dém. pop.))	33 bourses (Bangladesh (3), Bhoutan (2), Birmanie (4), Egypte, Ghana, Guyane, Inde (2), Lao (Rép. dém. pop.), Malaisie, Maldives (2), Népal (2), Nigéria, Ouganda, Philippines (3), Salomon (îles), Soudan, Sri Lanka (2), Thaïlande, Togo, Yémen (Rép. dém. pop.), Zimbabwe)	29 bourses dans différents domaines de spécialisation à 23 pays, dont 24 bourses (Bangladesh (3), Bhoutan, Botswana, Ethiopie, Gambie, Ghana, Indonésie, Lesotho, Malawi (2), Maldives (2), Népal (2), Ouganda, Somalie, Sri Lanka (2), Swaziland (2), Tanzanie (Rép. unie), Yémen (Rép. dém. pop.))
Portugal			2 bourses de 4 mois en gestion postale et en gestion du personnel (Mozambique)	5 bourses pour des stages de formation (Mozambique, Guinée-Bissau)	11 bourses pour des stages de formation (Angola (6), Cap-Vert, Guinée-Bissau (4))
Rép. dém. allemande		25 bourses de 3 semaines pour un cycle d'étude (Cuba)			
Suède					Exécution d'un projet financé par le SIDA (Guinée-Bissau) Etudes de faisabilité en matière d'assistance technique postale et de services philatéliques dans les pays de la SADCC et élaboration des documents pour la 4 ^e réunion des directeurs de ces pays
Suisse		7 bourses de participation aux cours d'inspecteurs des EMSP (Bénin (2), Centrafrique (2), Guinée, Niger, Togo) 10 bourses pour le cours supérieur de gestion des ressources humaines (pays d'Afrique et Thaïlande)	Bourses pour le cours du service postal international, le stage groupé et le cours de gestion d'entreprise (pays d'Afrique francophone, Cap-Vert, Guinée équatoriale, Thaïlande) Bourses de participation aux cours d'inspecteurs ou d'instructeurs des EMSP Fourniture d'un animateur au cours de recyclage de receveurs (Centrafrique)	3000 sacs postaux de petit format (Liban)	Bourses pour le cours du service postal international, d'exploitation postale et de gestion d'entreprise 3 bourses au cours d'administrateurs à l'EMSP Mission de consultant pour un mois en matière de réorganisation des centres de tri (Burkina Faso)

Pays donateurs	1984	1985	1986	1987	1988
URSS		5 machines à oblitérer, 5 machines à affranchir (Nicaragua)			
Zambie					Mission de consultant pour 49 jours dans le domaine de l'organisation d'une unité de planification et de commercialisation (Mozambique)

Mécanisme de l'assistance technique de l'UPU

Introduction

1. Les Pays-membres de l'UPU peuvent obtenir une assistance technique de plusieurs sources dont les principales sont:
 - I. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).
 - II. Les ressources propres de l'UPU qui sont actuellement:
 - le budget ordinaire de l'UPU et
 - le Fonds spécial UPU (FS/UPU).
 - III. Autres formes d'assistance technique.
2. Pour l'UPU, le PNUD demeure toujours la source principale de financement de son programme d'assistance technique. Les ressources propres de l'UPU sont destinées à compléter des besoins non satisfaits au titre du PNUD.
3. Les éléments principaux dispensés au titre de la coopération technique de l'UPU sont les services d'experts ou de consultants, les bourses de formation et le matériel (en principe matériel de démonstration ou de formation). Les missions de consultants UPU sont limitées à celles de courte durée (deux ou trois mois au maximum). En raison de la modicité de ses ressources, le FS/UPU est destiné principalement à l'allocation de bourses de formation et de matériel d'enseignement.

I. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

4. L'UPU, en tant qu'institution spécialisée pour le domaine de la poste, est l'organisation chargée de l'exécution des projets postaux au titre du PNUD.
5. Le PNUD, qui est placé sous la surveillance de l'Assemblée générale des Nations Unies et du Conseil économique et social (ECOSOC), se compose de trois organes:
 - a) le Conseil d'administration composé de 48 pays;
 - b) le Secrétariat placé sous l'autorité d'un Administrateur;
 - c) les services locaux des Représentants Résidents qui sont les représentants de l'Administration du PNUD affectés, en principe, dans chacun des pays en développement.

Dans de nombreux pays, les Représentants Résidents jouent également le rôle de Coordonnateurs Résidents et à ce titre, ils sont considérés comme Représentants de l'ensemble des organisations des Nations Unies.
6. Vu que la plus grande partie des projets financés par le PNUD est exécutée par les institutions spécialisées et d'autres organisations des Nations Unies, celles-ci sont appelées à contribuer à la formulation de la politique du PNUD. C'est au sein des réunions consultatives interorganisations qui groupent les représentants des organisations sous la présidence de l'Administrateur associé du PNUD que ces organisations expriment leurs points de vue sur la politique du PNUD.

7. Les ressources financières pour la mise en œuvre des activités d'assistance technique du PNUD sont constituées par des contributions volontaires des Pays-membres des Nations Unies. Elles sont réparties tous les cinq ans (cycle de programmation), au titre du chiffre indicatif de planification (CIP), entre les pays en développement pour leurs programmes nationaux, d'une part (environ 81 % du montant total), et sont utilisées, d'autre part, pour les programmes régionaux, interrégionaux et globaux (environ 19 % du montant total).

8. Les chiffres indicatifs de planification (CIP) par pays sont des montants mis à la disposition des pays pour une période donnée, mais ils ne sont pas considérés comme constituant des engagements fermes. Il s'agit d'indications raisonnablement valables aux fins de la programmation; ces montants sont attribués par le Conseil d'administration du PNUD aux gouvernements en fonction des critères et directives fixés par ce Conseil.

9. Des chiffres indicatifs de planification ont également été adoptés par le Conseil d'administration pour les programmes régionaux, interrégionaux et globaux, également pour une période quinquennale.

10. Il convient de noter que, pour l'utilisation des ressources disponibles, le PNUD accorde une priorité de plus en plus marquée aux pays les moins avancés (PMA).

11. L'utilisation du CIP est décidée par le gouvernement du pays bénéficiaire qui établit à cet effet, en collaboration avec le Représentant Résident, le programme national à soumettre à l'approbation du Conseil d'administration du PNUD. Le programme national est mis au point par l'organe coordonnateur national (le plus souvent le Ministère de la planification) sur la base des objectifs et des priorités choisis par le gouvernement pour le développement du pays.

12. A ce stade, les Administrations postales sont donc appelées à contribuer efficacement à l'établissement de ce programme national et à faire inclure dans les domaines prioritaires les besoins pour le développement du service postal. De son côté, l'UPU fournit son concours à cet effet en organisant des missions de programmation.

13. Après l'approbation des programmes, les éléments qui y figurent servent de base à l'élaboration (par les gouvernements), en collaboration avec les Représentants Résidents et les institutions spécialisées, de projets individuels: tous les projets doivent faire l'objet d'une approbation qui lie à la fois le gouvernement, le PNUD et l'agence d'exécution. Afin de donner une certaine souplesse au système, il est prévu des révisions périodiques des programmes à l'occasion desquelles il est possible de modifier ou d'annuler certains projets ou d'en inclure d'autres.

14. Les Administrations postales ont donc la possibilité d'obtenir des projets postaux, même si les besoins dans le domaine postal ne figurent pas dans le programme national, à condition qu'elles puissent convaincre les autorités compétentes de la nécessité d'une assistance au titre du PNUD, pour le développement de leurs services postaux. L'UPU fournit son concours aux Administrations postales pour l'élaboration des projets postaux lorsqu'elle dispose de renseignements suffisants sur la situation de leurs services postaux.

A. *Les différentes phases du cycle de coopération*

15. Les différentes phases du cycle de coopération sont:

- 1^o l'établissement du programme;
- 2^o la formulation et l'approbation des projets;
- 3^o l'exécution des projets;
- 4^o l'évaluation des activités des projets.

1° L'établissement du programme

a) Programme national

16. Le Représentant Résident élabore, en vue de la préparation du programme national, un document préparatoire qui a pour but d'aider à définir les objectifs de développement du pays, les besoins qui en résultent ainsi que les apports d'assistance extérieure nécessaires.

17. Tout comme les autres institutions spécialisées, l'UPU est en principe invitée à formuler des observations sur le document préparatoire et, à cette occasion, le Bureau international peut, en consultation étroite avec l'Administration concernée, indiquer les actions à prévoir en faveur de la poste. Bien souvent le Bureau international dispose des données nécessaires obtenues à la suite d'une mission de programmation ou d'appui sectoriel.

18. Pour appuyer leur demande ultérieure auprès des autorités nationales chargées de la programmation, les Administrations auront intérêt à disposer d'une étude approfondie de la situation des services postaux effectuée en temps opportun.

19. Après avoir recueilli les vues des parties intéressées sur le document préparatoire, le Représentant Résident appelle l'attention du gouvernement sur toutes les observations présentées par les organisations et le siège du PNUD.

20. Le gouvernement procède alors à l'élaboration du projet de programme. Une nouvelle série de consultations ont lieu, aussi bien dans le pays, aux niveaux sectoriel et intersectoriel, qu'avec les services du PNUD et des organisations, consultations dont l'aboutissement est la présentation au Directeur du PNUD du document définitif relatif au programme, à l'intention du Conseil d'administration du PNUD.

b) Programme régional

21. Pour chaque région, le PNUD établit un projet de programme, sur la base de priorités définies collectivement par les responsables gouvernementaux des pays intéressés et en étroite consultation avec les instances de la région considérée (notamment les Commissions économiques régionales) ainsi qu'avec les organisations internationales qui fournissent non seulement des analyses sectorielles, mais aussi des esquisses de projets. Avant d'être soumis au Conseil d'administration du PNUD pour approbation, le projet de programme est transmis pour avis aux gouvernements intéressés.

22. Pour faire inscrire au projet de programme les activités qui les intéressent, les Administrations postales doivent donc inciter les autorités nationales de programmation à appuyer l'idée de telles activités, au moment de la consultation organisée par le PNUD.

2° Formulation et approbation des projets

23. Les mêmes règles s'appliquent aux projets nationaux et aux projets régionaux. La formulation et l'approbation d'un *document relatif au projet* relèvent en principe des autorités locales en étroite coopération avec le Représentant Résident.

24. Surtout en ce qui concerne les projets nationaux, les Administrations postales ont un rôle important à jouer, en particulier pour préciser la nature et le calendrier des activités au titre des projets. Le Bureau international intervient, à la demande des Représentants Résidents, pour apporter un concours technique. La préparation des projets multinationaux incombe en principe au Bureau international, en étroite collaboration avec les Unions restreintes et les groupes de pays intéressés.

25. Le document relatif au projet doit être approuvé, avant que ne soient entreprises les activités relatives au projet proprement dit, par le ou les gouvernements, le PNUD et l'organisation chargée de l'exécution. En cas de besoin, une assistance préparatoire peut être accordée pour faciliter l'élaboration et la mise au point de ce document.

3° L'exécution des projets

26. Pour les projets nationaux, l'exécution se déroule sous le contrôle direct des pays bénéficiaires, auxquels il revient par ailleurs de choisir les experts parmi les candidats présentés par le Bureau international; il appartient aux Administrations postales de s'assurer que les activités effectuées au titre du projet correspondent bien à leurs besoins et elles ont la possibilité, à l'occasion d'examens périodiques, de mettre fin aux projets ou de les réorienter.

27. L'UPU est chargée de la supervision des projets, tandis que les Représentants Résidents contrôlent certains aspects administratifs et financiers des projets sur la marche desquels ils exercent par ailleurs une supervision générale.

4° Evaluation des activités

28. L'évaluation est une phase très importante du cycle de coopération puisqu'elle permet, en cours d'exécution, de réorienter le cas échéant le projet dans le sens des besoins du pays bénéficiaire et, après la fin du projet, d'apprécier dans quelle mesure les objectifs ont été atteints. Par ailleurs, les enseignements tirés des opérations d'évaluation contribuent largement à l'amélioration progressive du système de formulation et d'exécution des projets.

29. Qu'elle soit effectuée à l'occasion des examens périodiques des projets en cours d'exécution ou d'opérations spécialement prévues à cet effet, l'évaluation se déroule avec la participation active du gouvernement bénéficiaire, du Représentant Résident et, le cas échéant, avec le concours de l'organisation chargée de l'exécution du projet.

30. Les travaux d'évaluation portent sur la programmation, l'exécution et l'appréciation des résultats en ce qui concerne les missions d'experts, de consultants et les cours, cycles d'étude et stages individuels.

B. Le rôle des Administrations postales dans le cycle de coopération technique

1° Préparation des programmes

31. Chaque Gouvernement a la responsabilité exclusive de la formulation de son plan de développement national. Il décide également pour lesquels de ces objectifs une aide du PNUD s'impose.

32. Dans la mesure de ses possibilités, le Bureau international est naturellement prêt, sur demande, à donner des conseils à tout pays ayant besoin d'une aide pour identifier les divers facteurs postaux en cause. Ses consultants sont également à même de participer activement à l'établissement des plans de développement postal en vue de leur intégration dans la programmation nationale et de procéder à des études et enquêtes concernant les objectifs prioritaires. Dans certains cas, les experts de l'UPU sur place peuvent aussi être de grande utilité.

33. Les renseignements contenus dans les chapitres précédents sont destinés à permettre aux Administrations postales de contribuer efficacement à la préparation des documents que leur gouvernement doit soumettre au PNUD. Il est souhaitable qu'elles puissent également fournir au Bureau international, lorsque celui-ci les demande, tous éléments pouvant lui permettre d'appuyer les projets d'assistance technique postale au titre du PNUD.

34. La contribution des Administrations postales peut se récapituler comme suit:
- a) fournir aux organes compétents toutes informations utiles sur la situation des services postaux dans le pays;
 - b) indiquer l'ordre de grandeur du développement à prévoir pour les services postaux et l'étendue de la coopération technique indispensable pour y parvenir;
 - c) préciser si possible les formes et éléments de l'assistance technique postale à fournir dans un ou deux domaines prioritaires, les experts, les bourses et le matériel demandés étant concentrés sur ces domaines bien définis, en mettant spécialement en relief l'interdépendance des projets de développement prévus dans les plans économiques;
 - d) donner, le cas échéant, toute l'assistance utile aux organes compétents du pays et du PNUD quant à l'évaluation des projets antérieurs au cycle de programmation et en cours d'exécution.
35. Certaines Administrations postales disposent d'un ou de plusieurs fonctionnaires chargés de la planification des services postaux et s'occupant également de l'élaboration des textes concernant la poste dans les plans économiques nationaux. Cette pratique paraît recommandable et elle permet une meilleure connaissance des besoins postaux par les autorités gouvernementales, ce qui peut faciliter l'octroi d'une assistance technique rationnelle et efficace pour les satisfaire, notamment de la part du PNUD.
36. Après l'identification et l'incorporation dans le plan national des besoins de la poste, il s'agit de déterminer l'aide en matière postale à solliciter du PNUD, y compris la formation du personnel, les projets postaux étant insérés dans le programme pour le pays.
37. Le succès du processus décrit ci-dessus dépend en tout premier lieu des interventions des Administrations postales auprès des organes responsables de la coordination des demandes de coopération technique (Ministère du plan, division des organisations internationales, commission de planification économique, etc.).
38. Si, dans le cadre des priorités qu'il a fixées pour les divers secteurs, le gouvernement ne se trouve pas en mesure de retenir les projets postaux dans le programme du pays, il aura toutefois la possibilité de les conserver en réserve, afin de pouvoir, au besoin, les incorporer dans ce programme lors de l'examen à mi-terme auquel il procédera en coopération avec le Représentant Résident du PNUD.
39. Si un groupe de pays envisage de faire une demande pour un projet régional ou sous-régional d'intérêt commun, l'aide du Bureau international peut être obtenue pour la coordination des points de vue et pour la formulation de la demande.

2° Elaboration des projets

40. En principe, l'élaboration des projets nationaux incombe aux Administrations et aux Représentants Résidents, mais très souvent le concours du Bureau international est recherché, surtout lorsqu'il s'agit de projets relativement importants. Les documents de projets se fondent sur les esquisses de projets inclus dans les programmes nationaux et ils constituent la demande officielle des Gouvernements.
41. L'élaboration des projets multinationaux donne lieu à des consultations avec les groupes de pays bénéficiaires ou les Unions restreintes intéressées.

3° Exécution et évaluation des projets

42. Le gouvernement bénéficiaire, le PNUD et l'organisation chargée de l'exécution sont solidairement responsables de l'exécution des projets, en fonction des objectifs fixés. Les Administrations postales ont donc avantage à participer activement à l'exécution et à l'évaluation des projets, en étroite coopération avec les Représentants Résidents et avec le Bureau international.

43. L'exécution des projets dépend largement de la fourniture par les Administrations bénéficiaires du personnel de contrepartie (en particulier des homologues) et des facilités (notamment les locaux) indiquées dans les documents de projets. Il s'agit là d'une obligation à la charge des gouvernements des pays concernés.

44. Il appartient aux Administrations de choisir, par l'intermédiaire des autorités nationales compétentes et des Représentants Résidents, les experts à engager au titre des projets nationaux. En outre, elles ont intérêt à suivre de près le déroulement des activités de façon à s'assurer qu'à tout moment elles correspondent à leurs besoins; le cas échéant, elles pourraient provoquer une révision des projets.

45. Il importe que les Administrations accordent également toute l'attention voulue aux opérations d'évaluation entreprises par les Représentants Résidents et par le Bureau international; c'est une condition indispensable de l'efficacité de l'aide accordée au titre du PNUD. Il y aurait donc avantage à ce qu'elles fournissent systématiquement les renseignements demandés à ce sujet par le Bureau international.

II. Ressources propres de l'UPU

46. Les ressources propres de l'UPU sont actuellement:

- le budget ordinaire de l'UPU; et
- le Fonds spécial UPU (FS/UPU).

47. Les crédits budgétaires servent à financer les missions de consultants ainsi que la fourniture de bourses et de petit matériel qui leur sont liés. Afin de renforcer les actions de l'UPU en matière d'assistance technique, il est demandé aux Administrations qui le peuvent de prendre à leur charge une partie des dépenses afférentes aux missions de consultants (frais de logement et/ou de nourriture). Cette indication est à fournir dans la requête.

48. Le Bureau international administre également, sous la direction du Conseil exécutif, le Fonds spécial UPU alimenté par des contributions volontaires et dont les ressources sont utilisées notamment pour l'attribution de bourses de formation pédagogique et de bourses de spécialisation ainsi que pour la fourniture de matériel d'enseignement. Le Fonds spécial UPU comporte également une section «contributions en nature» pour lesquelles l'UPU se borne à mettre en relation les pays donateurs et les pays requérants.

49. Depuis 1981, les deux sources de financement sont utilisées pour financer le programme d'assistance technique au titre des ressources propres de l'UPU qui complète l'aide du PNUD.

50. Il convient de rappeler que l'aide de l'UPU ne peut être que *complémentaire*, le développement et l'amélioration du secteur postal restant avant tout l'affaire des pays qui doivent consentir tous les efforts possibles.

51. En vue de permettre à l'UPU d'élaborer le programme d'assistance technique au titre des ressources propres de l'UPU, les Administrations postales qui ont besoin de l'aide sont invitées à le faire connaître au Bureau international en répondant à une lettre-circulaire diffusée chaque année en automne. Le programme est soumis au Conseil exécutif à sa session annuelle.

52. La requête comporte toutes précisions utiles concernant le nombre, le domaine, la durée, la période, le lieu, la langue véhiculaire utilisée dans les pays de missions de consultants ou pour la formation sollicitée et le type de matériel demandé.

53. Les demandes ainsi recueillies font l'objet d'un examen attentif en fonction des ressources disponibles et en tenant dûment compte des domaines et pays prioritaires, fixés par le Congrès.

III. Autres formes d'assistance technique

54. En dehors de l'assistance fournie directement par un pays à un autre (aide bilatérale), il existe encore d'autres formes d'assistance technique s'opérant par l'intermédiaire de l'UPU. Il s'agit de:

- l'assistance technique au titre de fonds déposés à l'UPU (fonds en dépôt);
 - par des pays bénéficiaires (assistance technique à titre onéreux [ATO]);
 - par des pays fournisseurs d'experts associés;
 - par d'autres organisations internationales;
- l'assistance fournie par certains pays par l'intermédiaire de l'UPU en vue notamment de financer des projets urgents et non retenus par le PNUD ou par les ressources propres de l'UPU (assistance technique multilatérale);
- l'assistance offerte par certains pays pour laquelle l'UPU se borne à mettre en relation les pays donateurs et les pays bénéficiaires (assistance technique en nature [ATN]).

55. Les normes et procédures d'exécution des projets d'assistance technique à titre onéreux sont analogues à celles du PNUD.

56. L'assistance dispensée sous cette forme de coopération technique consiste le plus souvent en services techniques d'experts dans n'importe quel domaine postal choisi par le pays requérant. Il peut aussi s'agir de la fourniture de matériel ou, éventuellement, de l'octroi et de la gestion de bourses, ce qui n'a cependant pas encore été le cas à l'UPU jusqu'à ce jour, pour ces deux éléments.

57. Les demandes relatives à des projets financés à l'aide de fonds en dépôt sont établies par les gouvernements intéressés, en consultation avec le Représentant Résident du PNUD sur place qui les transmet au Bureau international de l'UPU.

Conclusion

58. Il faut souligner le rôle indispensable que jouent les pays bénéficiaires des projets d'assistance technique. Ceux-ci sont appelés non seulement à estimer les besoins et à déterminer les priorités, mais aussi à affecter le personnel national appelé à coopérer avec le personnel international, à utiliser de façon optimale leurs fonctionnaires formés et à tirer un maximum de profit de l'aide obtenue en vue d'atteindre l'autonomie technique sur le plan national. La coopération technique entre pays en développement (CTPD) ouvre une nouvelle voie aux différents groupes de pays en développement en vue de leur permettre d'atteindre l'autosuffisance collective grâce à une aide mutuelle.

59. En raison de la modicité des ressources disponibles face aux besoins importants et urgents des Administrations postales des pays en développement, le Conseil exécutif de l'UPU a fait sienne une suggestion du Bureau international visant à intervenir auprès des donateurs bilatéraux en vue d'une meilleure coordination de leurs programmes et projets d'assistance technique avec ceux de l'UPU.

Programme d'action en matière d'assistance technique et moyens nécessaires

Rapport du Conseil exécutif

Sommaire	Paragraphes
I. Introduction	1 à 4
II. Perspectives d'avenir et programme d'action pour la période 1991-1995	5 à 24
A. Pays bénéficiaires	7 à 13
B. Objectifs prioritaires de développement	14 à 23
C. Principes d'action	24
III. Moyens nécessaires	25 à 33
IV. Conclusions	34 à 36

I. Introduction

1. Le document Congrès – Doc 50, intitulé «Politique et activités de coopération technique» porte, dans sa première partie, sur les grandes lignes de la stratégie internationale du développement et sur l'évolution des politiques en matière d'assistance technique. La deuxième partie du document en question traite du bilan et de l'évaluation des activités conduites par l'UPU dans le domaine considéré pour la période 1984-1988, au profit des pays en développement.
2. Conformément à l'idée contenue dans le document CE 1988/C 9 – Doc 10¹ et acceptée par le Conseil exécutif en 1988, le présent document vise à proposer un programme et des principes d'action pour la période 1991-1995.
3. Il appartient au Congrès de Washington de se fonder sur les résultats obtenus et des insuffisances constatées au cours du quinquennat écoulé pour fixer les grandes lignes de la politique de l'UPU en matière d'assistance technique. En effet, s'ils évoluent dans leur nature, les besoins des Administrations des pays en développement demeurent importants et l'Union se doit de les aider à réaliser la modernisation de leurs services, dans l'esprit de l'article premier, paragraphe 3, de la Constitution. A ce sujet, il est à peine besoin de rappeler que:
 - si la fourniture de l'assistance technique constitue l'une des fonctions importantes de l'Union, les pays bénéficiaires doivent tendre vers l'autosuffisance. Malheureusement, la crise économique mondiale qui frappe de manière encore plus sensible les pays en développement ne permet pas de mettre en œuvre une politique de désengagement progressif en matière d'aide, sous peine d'atteindre encore plus gravement le fonctionnement des services postaux des pays considérés;
 - l'aide que l'UPU apporte pour le développement et la modernisation des services postaux reste complémentaire, étant entendu que l'essentiel des efforts doit être fourni par les pays eux-mêmes.
4. En raison des mutations que connaît le secteur des communications et des multiples défis auxquels l'organisation postale doit faire face dans toutes les régions, il importe que le rôle de l'UPU en matière d'aide au développement fasse l'objet d'un examen approfondi sous l'angle des perspectives, du programme d'action et des ressources nécessaires.

II. Perspectives d'avenir et programme d'action pour la période 1991-1995

5. Un certain nombre d'événements sont de nature à influencer l'UPU dans la conception et les modalités de l'aide dispensée. En effet, même si, dans une certaine mesure, les grandes orientations fixées par le Congrès de Hambourg peuvent être considérées comme valables, il conviendrait de ne pas perdre de vue le fait que:
 - la récession économique tend à diminuer dans les pays industrialisés alors que la situation demeure encore préoccupante dans les pays du tiers monde où les responsables se voient contraints d'adopter des mesures d'ajustement structurel qui ne sont pas sans conséquences sociales;
 - fort heureusement le PNUD a vu sa capacité financière s'améliorer et l'on note même que les contributions annoncées dépassent les prévisions;
 - du fait de la situation de crise qui se prolonge dans les pays en développement, il est peu probable que le secteur postal puisse bénéficier grandement du concours de la communauté internationale à moins que des actions pointues ne soient menées sur le terrain pour sensibiliser les gouvernements, les bailleurs de fonds et les donateurs.

¹ Les grandes lignes de la politique générale de l'UPU en matière d'assistance technique, esquisses des documents «Congrès – Doc» à présenter au XXe Congrès.

6. Compte tenu de toutes les contraintes, il importe que le Congrès opère un choix de stratégie quant aux pays bénéficiaires de l'aide et aux domaines dans lesquels l'UPU interviendra prioritairement pour aider les pays de manière efficace.

A. Pays bénéficiaires

7. La résolution C 38 du Congrès de Hamburg stipule que les pays bénéficiaires sont classés en trois groupes, à savoir:

- les pays les moins avancés: première priorité;
- les pays défavorisés au sens de l'ONU mais non classés dans la catégorie des pays les moins avancés: deuxième priorité;
- les autres pays en développement: troisième priorité.

8. A l'évidence, le principe selon lequel la priorité est accordée aux besoins des pays les moins avancés (PMA) devrait être maintenu. Toutefois, dans le choix des pays bénéficiaires, il conviendrait de tenir compte des deux considérations suivantes:

- à des titres divers, la plupart des pays en développement sont dans une situation économique difficile;
- la limitation du nombre de pays bénéficiaires de l'assistance technique dispensée au titre des ressources propres de l'UPU permettrait de concentrer les moyens financiers sur les pays pour lesquels l'aide au développement s'avère la plus nécessaire et la plus urgente et renforcerait l'impact des interventions.

9. Dans ces conditions, il pourrait suffire de prévoir deux catégories de pays prioritaires:

- les pays les moins avancés;
- les autres pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure)¹.

Une telle classification aurait aussi l'avantage de supprimer les sous-catégories de pays dont le nombre varie trop souvent pour être défini de manière objective. Il convient toutefois de préciser que les autres pays en développement pourraient aussi bénéficier de l'assistance technique au titre du programme de l'UPU sur la base de besoins bien justifiés, compte tenu de la motivation de ces pays et des ressources disponibles.

10. Quelle que soit la catégorie à laquelle il appartiendrait, chaque pays devrait faire preuve de détermination. Il devrait notamment disposer d'un plan de développement sectoriel pluriannuel indiquant clairement les objectifs visés ainsi que les efforts financiers que l'Administration ou l'Entreprise est prête à consentir pour les réaliser. De plus, les requêtes portant sur le concours complémentaire sollicité de l'UPU devrait correspondre aux domaines prioritaires qui auront été définis par le Congrès de Washington.

11. L'aide accordée au titre des ressources propres de l'UPU prendrait autant que possible la forme de projets intégrés programmés sur une base pluriannuelle. Toute Administration bénéficiaire de ce type de projet devra conclure avec l'UPU un «contrat de développement» par lequel elle s'engage à réaliser les améliorations et les progrès prévus.

12. La prise en charge au moins partielle par le pays requérant constituerait un élément dont il serait tenu compte lors de l'examen d'une demande d'assistance technique (prise en charge des frais de séjour du personnel international, financement d'une partie des frais afférents à une activité de formation, etc.).

¹ D'après les indicateurs de base de la Banque mondiale, en 1988 le PNB par habitant des pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure) va de 460 à 1570 dollars américains environ.

13. Bien entendu, l'UPU continuera à intervenir auprès du PNUD en faveur de tous les pays ou groupes de pays en développement qui le souhaitent, au titre des programmes nationaux et multinationaux.

B. Objectifs prioritaires de développement

14. Si, dans leur ensemble les objectifs globaux ou priorités au niveau mondial fixés par le Congrès de Hamburg peuvent être considérés comme encore valables, il conviendrait de les modifier quelque peu pour tenir compte de l'expérience acquise et de l'évolution de la politique générale en matière d'assistance technique. Il s'agit en l'occurrence d'axer ces objectifs sur un ensemble restreint de domaines hautement prioritaires répondant aux besoins réalistes et essentiels des pays et des régions.

15. Dans cette optique, les trois objectifs globaux suivants pourraient être retenus:

Amélioration de la gestion

16. Malgré les efforts déployés, les problèmes de gestion continuent à se poser avec acuité dans toutes les régions en raison même du renforcement de la concurrence. A la suite des colloques des Directeurs généraux et des conférences des Ministres organisés ces dernières années, il est apparu que les insuffisances en matière de statut juridique et de gestion étaient à la base de nombreux blocages.

17. Des initiatives devraient s'intensifier dans les domaines énumérés ci-après: statut et autonomie financière, gestion du personnel, contrôle de gestion, statistiques et planification, prix de revient et tarification, création de nouveaux produits, qualité de service, stratégies commerciales et information publique. Les efforts de l'UPU devraient avoir pour résultat de favoriser l'adoption et la mise en œuvre de systèmes modernes de gestion qui répondent aux exigences intrinsèques de développement des services postaux. Etant donné la concurrence, les Administrations devraient être dotées du statut et des moyens humains et financiers nécessaires à l'accomplissement de leur mission. Les activités opérationnelles à mettre en œuvre devraient s'inspirer des orientations qui auront été données à ce sujet par le Congrès à l'issue du Débat général.

Acheminement et distribution du courrier international et interne

18. Il s'agirait non seulement d'assurer la régularité, la sécurité et la rapidité du transport et de la remise de ce courrier, mais également de fixer des objectifs de qualité qui permettent aux services postaux des pays en développement d'améliorer leur image de marque et de mieux répondre aux besoins de la clientèle. Le problème de la sécurité et de l'intégrité des envois confiés à la poste devrait aussi donner lieu à des initiatives au plan global en raison de la recrudescence des malversations observées dans toutes les régions.

Formation et spécialisation des cadres moyens et supérieurs

19. Si beaucoup d'efforts ont été entrepris, la formation reste un domaine prioritaire en raison de l'importance du rôle que joue la qualité des ressources humaines dans le fonctionnement des services postaux. Les initiatives à prendre, qui figurent en détail dans le document Congrès – Doc 54, devraient viser notamment l'aide à la réforme des programmes d'enseignement, la diversification des activités, la formation et l'initiation pédagogique des enseignants ainsi que l'évaluation et le suivi des activités de formation.

20. Outre les objectifs globaux, il s'agirait également de prévoir les objectifs de développement adaptés aux réalités et aux préoccupations propres à chaque région.

Objectifs prioritaires au niveau régional

21. Il s'agit de priorités établies essentiellement sur la base de décisions prises ou de vues exprimées à l'issue des réunions organisées dans chaque région à l'initiative de l'UPU ou des groupes de pays eux-mêmes:

- Pour l'Afrique: La Conférence des Ministres africains chargés des services postaux, tenue à Nairobi en novembre 1988, qui a adopté un acte final fixant les orientations générales.
- Pour l'Amérique latine et les Caraïbes:
 - La réunion du Conseil consultatif et exécutif de l'Union postale des Amériques et de l'Espagne (UPAE) de septembre 1988 au cours de laquelle le secrétariat a proposé sous forme de sujets de réflexion un certain nombre d'objectifs.
 - La Conférence des Postmasters General et des Ministres chargés des services postaux des pays et territoires d'expression anglaise des Caraïbes, tenue à Georgetown en 1988 et au cours de laquelle un certain nombre d'objectifs prioritaires ont été fixés.
- Pour les pays arabes: Le Colloque des Présidents et Directeurs généraux des postes ayant eu lieu à Dubai en décembre 1987 et qui a préconisé plusieurs mesures en vue de la modernisation des services.
- Pour l'Asie/Pacifique:
 - Le Conseil exécutif de l'Union postale des pays de l'Asie et du Pacifique (APPU) qui a fixé les domaines prioritaires d'action à la suite d'une étude conduite par son Comité permanent chargé de l'assistance technique.
 - Le Colloque de Pékin sur la stratégie en matière de gestion et d'exploitation a abouti à certaines conclusions¹.
- Pour les pays d'Europe et de la Méditerranée (bénéficiaires des CIP du PNUD) Le Colloque sur les stratégies de développement des services postaux, tenu à Dubrovnik (Yougoslavie) en janvier 1989 et à l'issue duquel un programme d'action régional a été adopté.

22. Il a par ailleurs été tenu compte des demandes formulées par l'ensemble des pays et des constatations faites sur place.

23. Sur la base ainsi définie, au niveau régional, les objectifs qui mettent l'accent sur certains aspects des priorités globales pourraient être les suivants:

1^o Afrique

- a) Amélioration de la qualité du service
- b) Formation et recyclage du personnel
- c) Organisation des centres de tri nationaux et des centres de transit du courrier
- d) Organisation de la desserte dans les zones urbaines
- e) Création de produits et services nouveaux (notamment EMS)

2^o Amérique latine et Caraïbes

- a) Amélioration de la qualité du service
- b) Renforcement de la présence postale sur le marché (développement du réseau, création de nouveaux produits)

¹ Des pays africains ont participé à ce Colloque.

- c) Introduction des techniques de pointe dans la gestion et les services d'exploitation
- d) Formation spécialisée (comptabilité, gestion des systèmes d'information et d'analyse des données, etc.)¹
- e) Etude du marché
- f) Adaptation des législations postales aux besoins nouveaux¹

3^e *Pays arabes*

- a) Formation et recyclage du personnel
- b) Amélioration de la qualité du service
- c) Extension du réseau postal
- d) Création ou développement du service EMS et du courrier électronique postal
- e) Développement des services financiers

4^e *Asie/Pacifique*

- a) Extension du réseau postal dans les zones rurales sur une base économiquement viable
- b) Organisation de la desserte en zones urbaines
- c) Amélioration de l'acheminement du courrier international et création de nouveaux centres de transit du courrier
- d) Développement des services financiers postaux (création de services financiers de base dans les pays les moins avancés) et création du service des virements postaux
- e) Création d'un système de gestion de l'information

5^e *Pays d'Europe et de la Méditerranée*

- a) Mécanisation et automatiser du tri des lettres
- b) Service EMS
- c) Informatisation
- d) Courrier électronique postal

C. **Principes d'action**

24. Pour réaliser les objectifs indiqués ci-dessus, tout en recherchant les moyens d'accroître l'efficacité des activités d'assistance technique, l'UPU devrait s'attacher à appliquer aussi rigoureusement que possible les principes ci-après:

a) *Cohérence des plans ou programmes nationaux et régionaux*

Il convient de rappeler que les actions de l'UPU en matière d'assistance technique sont entreprises à la demande des pays en développement et conçues pour répondre uniquement aux priorités et besoins définis par eux; l'intervention de l'UPU ne peut être fructueuse que si elle s'articule sur un programme cohérent établi et mis en œuvre par les Administrations disposées à fournir les ressources nécessaires, les concours extérieurs devant rester complémentaires. Il serait tenu compte du degré de détermination des Administrations et des gouvernements, en vue d'accroître l'efficacité de l'aide fournie.

¹ Pays et territoires d'expression anglaise des Caraïbes.

Autant que possible, l'UPU utilisera la programmation de pays du PNUD comme cadre de référence pour les activités opérationnelles. A noter cependant qu'en raison des problèmes de calendrier, les cycles de programmation nationale et régionale du PNUD ne correspondent pas avec la période du Congrès de l'UPU au cours de laquelle sont arrêtées les grandes orientations et les programmes d'action. L'une des solutions à ce problème pourrait consister à considérer le programme quinquennal d'assistance adopté par l'UPU comme une orientation générale susceptible d'être révisée pour tenir compte des priorités nationales et régionales établies dans le cadre du PNUD.

b) Adaptation de l'aide aux niveaux des pays

Les activités d'assistance technique de l'UPU devraient être adaptées aux niveaux de développement des pays concernés; pour certains pays plus avancés, il s'agirait d'apporter une aide pour la mise en place de techniques modernes de gestion tandis que pour les moins développés, l'intervention de l'UPU continuerait à porter sur le transfert de connaissances techniques de type classique.

c) Contrat de développement

Autant que possible, les activités d'aide au titre des ressources de l'UPU seraient mises en œuvre sous forme de projets intégrés soumis à la conclusion, avec chaque Administration, d'un «contrat de développement» impliquant également le gouvernement. Les projets intégrés seraient programmés sur une base pluriannuelle; ils feraient l'objet d'examens à mi-terme en vue de mesurer leur pertinence et leur réel impact sur l'amélioration ou le développement du ou des services concernés.

d) Coordination et mobilisation des ressources

Il importe d'établir et de mettre en œuvre les principes et les modalités pratiques d'une véritable coordination entre l'UPU et les autres sources de financement des activités d'assistance technique et notamment avec les donateurs bilatéraux. Cette coordination devrait prendre la forme d'échanges réguliers d'informations et de rencontres périodiques avec les services centraux chargés de l'assistance technique en vue de fixer les conditions d'une coopération pour l'examen et la prise en charge commune des demandes d'aide.

e) Décentralisation des activités d'assistance technique de l'UPU

Il est apparu que la décentralisation des activités d'assistance technique constitue l'un des moyens les plus appropriés pour accroître l'efficacité de l'UPU dans le domaine considéré.

Lors de sa session de mai 1988, le Conseil exécutif a fait sienne l'idée d'une étude visant à déterminer les modalités de décentralisation des activités en question en s'inspirant notamment du système adopté par l'UIT.

L'étude dont il s'agit, qui porte principalement sur les objectifs de la décentralisation, les activités à décentraliser, les avantages et résultats escomptés ainsi que les moyens nécessaires, fait l'objet du document Congrès – Doc 55.

f) Renforcement du système d'évaluation et de suivi

L'UPU devrait accroître les dispositifs d'évaluation et de mesure de l'impact de chaque projet en organisant systématiquement des missions d'évaluation et de suivi sur place. Les missions d'évaluation devant être effectuées de façon indépendante, elles seraient confiées en principe à des personnes n'ayant participé ni à la conception, ni à l'exécution des projets concernés. Par ailleurs, l'utilisation de l'aide précédemment fournie à une Administration devrait être un élément d'appréciation des demandes reçues ultérieurement.

g) Utilisation systématique des études du CE et du CCEP

Dans la définition des domaines d'activités d'assistance technique en vue d'améliorer les services postaux des pays en développement, il conviendrait de tirer profit des résultats des études conduites par le Conseil exécutif et le Conseil consultatif des études postales. Il devrait également être tenu compte des résultats des enquêtes périodiques que le Bureau international mènera auprès des pays pour compléter ou modifier les objectifs qui auront été fixés par le Congrès.

h) Renforcement de la coopération technique entre pays en développement (CTPD)

La coopération technique entre pays en développement est en passe de devenir une des dimensions essentielles de la collaboration active qui s'instaure entre les pays dans les relations intra-régionales et interrégionales. L'UPU devrait intensifier ses efforts pour que de véritables échanges Sud-Sud s'établissent dans les divers secteurs postaux. Les initiatives à prendre dans ce domaine font l'objet du document Congrès Doc – 52.

i) Resserrement des relations entre l'UPU et les Unions restreintes

Dans le cadre de la collaboration de l'UPU avec les Unions restreintes, il y aurait lieu de continuer à associer celles-ci aux activités d'assistance technique de l'Union et à systématiser la coordination des programmes de l'Union avec ceux qui sont menés au titre des ressources propres des Unions restreintes. La coopération avec les Unions restreintes devrait être assurée dans l'esprit de la résolution CE 6/1983 du Conseil exécutif et des accords conclus entre l'UPU et chacune de ces Unions.

Le cadre et la nature des relations entre l'UPU et les Unions restreintes sont indiqués dans les documents concernant la politique et les activités de coopération technique (Congrès – Doc 50) et la présence accrue de l'UPU sur le terrain en matière d'assistance technique (Congrès – Doc 55).

j) Commissions économiques régionales de l'ONU

En raison du rôle de plus en plus important que jouent les Commissions économiques régionales des Nations Unies dans la définition des objectifs prioritaires de développement dans tous les secteurs et de la qualité d'agences d'exécution qui leur est reconnue, il conviendrait d'étudier la possibilité de conclure des accords de coopération avec ces institutions si elles s'intéressent au domaine postal.

III. Moyens nécessaires

25. Pour mettre en œuvre dans de bonnes conditions le programme proposé ci-dessus, l'UPU devra disposer de moyens financiers et humains durant la période 1991-1995.

1. Moyens financiers

a) Le concours du PNUD

26. Aux termes de la résolution C 37 du Congrès de Hamburg, le PNUD doit demeurer la source principale de financement du programme d'assistance technique de l'UPU. Ce principe devrait être maintenu bien que l'on observe une tendance à la baisse en ce qui concerne la part du PNUD dans l'ensemble des moyens financiers dont dispose l'UPU. Fort heureusement, les ressources mobilisées par le PNUD augmentent et il faut espérer que cela se traduira par la possibilité d'obtenir un accroissement des moyens affectés au secteur postal.

A cet égard, les interventions de l'UPU auprès du PNUD devraient être fortement appuyées par les pays qui sollicitent l'assistance technique eux-mêmes.

b) Les ressources complémentaires

27. Il conviendrait de poursuivre les efforts déjà entrepris en vue d'obtenir que les pays bénéficiaires des activités d'assistance technique prennent en charge une partie des frais y afférents, conformément à la pratique du PNUD (partage des coûts).

28. Il y aura également lieu de pratiquer systématiquement la politique de cofinancement des projets avec le PNUD et l'assistance bilatérale ou d'autres sources d'assistance.

29. Sous réserve des besoins exprimés par les pays eux-mêmes, l'UPU devrait contribuer à les aider à rechercher le financement de leurs projets d'investissements auprès des institutions du groupe de la Banque mondiale ou des banques régionales de développement. La conclusion d'accords entre ces institutions et l'UPU favoriserait une meilleure coordination des actions en faveur du secteur postal.

30. S'agissant des ressources propres de l'UPU (budget de l'Union et Fonds spécial UPU), il importerait:

- de conserver en termes réels le niveau des moyens accordés par le Congrès de Hambourg au titre du budget (en supprimant les effets de l'inflation) sans préjudice des ressources nécessaires pour d'éventuelles initiatives nouvelles que le Congrès pourrait être amené à prendre en matière d'assistance technique;
- d'entreprendre des démarches en vue d'améliorer les ressources du Fonds spécial UPU.

2. Les moyens humains

31. Outre les experts et consultants au titre du PNUD, dont le nombre et la durée d'intervention dépendent de l'importance de l'aide fournie par cette institution, les moyens humains disponibles au titre des ressources de l'UPU sont constitués des fonctionnaires du siège et des consultants engagés pour des missions ponctuelles.

32. A ces moyens, il faut ajouter les consultants recrutés grâce à d'autres sources de financement tels que le Programme international de développement de la communication (PIDC), les experts associés et les fonctionnaires que certaines Administrations mettent gracieusement à la disposition du Bureau international pour la réalisation de certaines activités (conférenciers pour des cours, cycles d'études et colloques).

33. Tout en limitant la charge financière à supporter aux ressources déjà disponibles, la présence accrue de l'UPU sur le terrain en matière d'assistance technique préconisée dans le document Congrès – Doc 55, par laquelle on envisage d'affecter six experts/consultants dans les régions, permet de remédier aux inconvénients que présente l'absence de l'UPU. L'intérêt d'une telle opération paraît évident en ce qu'elle contribuerait notamment à augmenter considérablement le nombre de projets postaux nationaux et régionaux bénéficiant du concours financier du PNUD et à aider à accroître les possibilités d'améliorer l'image de marque de la poste.

IV. Conclusions

34. Grâce à l'expérience acquise ces cinq dernières années, il a été possible de suggérer une nouvelle orientation et un programme d'action qui tiennent compte de la situation économique préoccupante dans laquelle se trouve l'ensemble des pays en développement et des mesures que les Administrations postales de ces pays doivent prendre pour faire face aux multiples défis auxquels elles sont confrontées.

35. Il ressort du présent document que les éléments ci-après devraient être examinés, au titre des activités d'assistance technique pour la période 1991-1995:

- a) les choix de priorités en ce qui concerne les pays bénéficiaires de l'aide (deux catégories) et les trois grands objectifs au plan mondial, à savoir:
 - amélioration de la gestion,
 - acheminement et distribution du courrier international et interne,
 - formation et spécialisation des cadres moyens et supérieurs,et les objectifs au niveau des régions;
- b) les principes d'action à suivre afin d'accroître l'efficacité des activités d'assistance technique;
- c) les mesures propres à augmenter les ressources financières et humaines nécessaires.

36. L'ensemble de ces éléments ont donné lieu à deux projets de résolutions (propositions 015 et 016) que le Congrès est appelé à adopter, s'il se rallie aux idées contenues dans ces projets.

Berne, le 27 avril 1989

Au nom du Conseil exécutif,
Le Président,
F. KOLLER

La coopération technique entre pays en développement (CTPD)

Rapport du Conseil exécutif

<i>Sommaire</i>	<i>Paragraphes</i>
I. Bref historique	1 à 5
II. Critères et principes de base	6 et 7
III. Mise en œuvre du Plan d'action de Buenos Aires: bilan	8 à 14
IV. Initiatives prises par l'UPU	15 à 26
V. Quelques obstacles	27 et 28
VI. Initiatives à prendre	29
VII. Conclusions	30 à 33

I. Bref historique

1. La Conférence des Nations Unies, tenue à Buenos Aires en 1978, avait arrêté un Plan d'action pour la promotion et la mise en œuvre de la coopération technique entre pays en développement.
2. L'objectif primordial du Plan consiste à promouvoir l'autonomie des pays en développement en les rendant plus aptes à trouver, à leurs propres problèmes de développement, des solutions novatrices qui soient en rapport avec les aspirations, les valeurs et les besoins qui leur sont propres.
3. La coopération technique doit renforcer l'autonomie collective des pays en développement grâce à des échanges d'expérience, à la mise en commun et au partage de leurs ressources techniques et à l'amélioration de leurs capacités complémentaires.
4. Le Plan mettait l'accent sur le fait que la CTPD ne constitue pas une fin en soi et qu'elle ne saurait, non plus, se substituer à la coopération Nord-Sud. Il faut au contraire y voir une dimension nouvelle qui, d'une manière générale, a pour effet de renforcer, quantitativement et qualitativement, l'assistance fournie aux fins de développement.

5. Il convient de rappeler certaines recommandations qui présentent un intérêt direct pour l'UPU:

- le renforcement des transports et communications entre les pays en développement est considéré comme indispensable pour que la CTPD puisse devenir un facteur important de progrès;
- l'utilisation maximale des capacités des pays en développement est un objectif à atteindre, qu'il s'agisse du personnel des projets, du placement des boursiers ou de l'achat de matériel;
- les organismes du système des Nations Unies devraient tout mettre en œuvre pour étendre les activités favorisant la coopération technique entre pays en développement qu'ils mènent dans leurs domaines respectifs;
- le financement des activités de CTPD incombe essentiellement aux pays en développement eux-mêmes, mais il ne sera pas moins nécessaire que les pays développés et le système des Nations Unies pour le développement appuient financièrement ces activités sans préjudice du pouvoir de décision des pays en développement concernant les activités considérées.

II. Critères et principes de base

6. Le Plan d'action prévoit qu'un Comité de haut niveau doit se réunir tous les deux ans pour examiner le progrès de la coopération technique entre pays en développement.

7. Le Comité de haut niveau a fixé des principes selon lequel un projet ou une activité de CTPD doit présenter les caractéristiques suivantes:

- a) il suppose le partage ou l'échange systématique et volontaire de ressources, de compétences et de capacité technique entre deux pays en développement ou davantage, dans l'intérêt de leur développement individuel ou collectif;
- b) il doit être proposé, organisé et géré au premier chef par les pays en développement eux-mêmes;
- c) le financement des projets et les autres apports doivent incomber principalement aux pays en développement eux-mêmes, les contributions des pays développés et d'organismes du système des Nations Unies ne devant être considérées que comme un élément catalyseur et une contribution supplémentaire.

III. Mise en œuvre du Plan d'action: bilan

A. Au niveau du pays

8. Au plan national, l'action entreprise a consisté essentiellement à la création de centres de promotion de la CTPD ayant notamment les fonctions décrites ci-après:

- établir les politiques et mécanismes nationaux pour la CTPD;
- faciliter la coordination entre les ministères sectoriels, services officiels et autres entités s'occupant de CTPD ainsi qu'entre le gouvernement et le secteur privé;
- organiser des séminaires d'orientation, des cours de formation et des voyages d'études consacrés à la CTPD;

- assurer la liaison entre les entreprises nationales qui s'occupent de CTPD et leurs homologues à l'étranger;
- donner des directives pour la mise en place d'un réseau national d'informations sur la CTPD (inventaire des besoins du pays ainsi que des ressources nationales que celui-ci est disposé à partager avec d'autres pays en développement).

9. Depuis la session 1985 du Comité de haut niveau, la CTPD a connu une certaine relance. En 1987, on notait que 84 pays en développement avaient mis en œuvre divers programmes.

10. Un nouveau type de négociations connu sous le nom d'opérations de programmation de la CTPD a été créé pour faciliter l'échange des compétences et des techniques. A l'issue des rencontres régionales et interrégionales organisées en Chine (Rép. pop.), au Pérou, en Tunisie et en Turquie, en 1986 et 1987, près d'un millier d'activités de CTPD ont fait l'objet d'accords portant sur un large éventail de techniques.

11. Le PNUD et certaines institutions du système des Nations Unies fournissent une assistance pour l'organisation des opérations de programmation de la CTPD, connues également sous le nom de «marchés» de la CTPD.

B. Au niveau international: le rôle du PNUD

12. L'Assemblée générale a confié au PNUD le rôle de chef de file pour la promotion et le soutien de la CTPD au sein du système des Nations Unies. En tant qu'instrument central de la coopération technique au développement, le PNUD fournit notamment une aide aux gouvernements pour les programmes multisectoriels de pays ainsi que pour les programmes régionaux et mondiaux.

13. Les programmes financés par le PNUD au titre des CIP comportent, en général, un élément relativement modeste (en 1985-1986, les dépenses consacrées par les pays à la CTPD ont représenté moins de 4 % de leurs dépenses totales au titre du CIP pendant cette période).

14. Au niveau régional, en revanche, plus de 25 % des dépenses engagées au titre des CIP 1985-1986 a été, selon les bureaux régionaux du PNUD, affecté à la CTPD.

IV. Initiatives prises par l'UPU

15. Depuis l'adoption du Plan d'action par la Conférence des Nations Unies tenue à Buenos Aires, l'UPU s'est attachée à renforcer ses actions en vue de promouvoir la CTPD dans le secteur postal.

16. A Rio de Janeiro comme à Hamburg, les Congrès ont adopté des résolutions visant à intensifier les efforts en faveur de la promotion de la CTPD.

17. Il y a lieu de rappeler qu'après le Congrès de Rio de Janeiro, les actions suivantes ont été menées dans le domaine considéré, en particulier l'élaboration et la diffusion d'un certain nombre de publications et de listes ainsi que la formation de spécialistes-consultants en Asie/Pacifique et en Amérique latine.

Mise en œuvre de la résolution de Hamburg 1984

18. Par sa résolution C 67, le Congrès invite:

- les Administrations des pays en développement et les Unions restreintes à intensifier leurs efforts au titre de la CTPD et à surmonter les obstacles, notamment d'ordre psychologique, qui pourraient se présenter à ce sujet;
- les Administrations des pays en développement bénéficiaires des activités au titre de la CTPD à fournir des apports pour compléter l'aide que pourraient accorder à cet effet les donateurs ou l'UPU;
- les Administrations des pays bénéficiaires et des pays donateurs à établir entre elles des relations directes pour la réalisation des projets au titre de la CTPD et en informer le Bureau international;
- les Administrations des pays développés à soutenir les efforts déployés dans ce domaine, soit directement, soit par l'intermédiaire de l'UPU.

19. Il charge le Directeur général du Bureau international:

- d'étendre l'action entreprise pour aider les Administrations intéressées à développer la coopération entre elles, si possible en collaboration avec les Unions restreintes;
- d'évaluer périodiquement les progrès réalisés à cet égard et d'en rendre compte au Conseil exécutif.

20. Le Bureau international a poursuivi ou entrepris les activités décrites ci-après en application de la résolution précitée:

- organisation d'un cours de formation de spécialistes-consultants CTPD des pays arabes, grâce au concours financier du PNUD et à la collaboration de l'Union postale arabe (UPA) (Damas 1985);
- organisation, au titre du programme de l'UPU, d'un cours de formation de spécialistes-consultants CTPD à l'intention des fonctionnaires supérieurs des pays africains d'expression anglaise (Addis Ababa 1989) ;
- un projet régional financé par le PNUD pour les pays d'Asie et du Pacifique comporte d'importants éléments CTPD;
- d'autres activités de formation sont prévues au titre du 4e cycle de programmation régionale du PNUD en faveur des pays d'Amérique latine et des Caraïbes;
- un répertoire général des spécialistes postaux, édité par le Bureau international, est mis à jour périodiquement; il comporte des données relatives aux fonctionnaires supérieurs qualifiés et susceptibles d'être détachés pour effectuer des missions dans d'autres pays et vise ainsi à faciliter l'échange direct d'experts et de consultants entre les pays;
- une brochure sur les actions de formation prévues par certaines Administrations postales paraît tous les ans afin de faire connaître les possibilités qui existent dans ce domaine et d'inciter les pays à pratiquer une coopération horizontale en la matière.

21. Grâce à la promotion des activités, notamment dans le domaine de l'information, un nombre important de fonctionnaires supérieurs effectuent des missions en faveur d'autres pays en développement.

22. Des efforts financiers sont consentis par les pays d'origine des spécialistes-consultants CTPD par la prise en charge des salaires de ceux-ci durant leurs missions dans d'autres pays en développement.

23. A la demande du Bureau international ou de leur propre initiative, des pays en développement accueillent gratuitement dans leurs écoles des stagiaires d'autres pays en développement; dans certains cas, ils prennent en charge tous les frais de séjour, les frais de voyage étant supportés soit par l'UPU, soit par le pays d'origine des élèves.

24. Des Administrations de certains pays industrialisés encouragent la CTPD en finançant les bourses en faveur des pays en développement qui assurent la formation de leurs cadres dans les écoles multinationales en Afrique et en Asie.

25. Des efforts sont également déployés en ce qui concerne l'acquisition du matériel d'exploitation; à qualité égale, les achats de matériel sont effectués dans les pays bénéficiaires ou dans d'autres pays en développement.

26. La création d'ateliers sous-régionaux de fabrication de matériel postal et de structures multinationales de formation des cadres à l'intérieur des régions constitue également des activités comportant un fort potentiel de CTPD.

V. Quelques obstacles

27. Le Bureau international n'est pas suffisamment informé de l'utilisation que les pays en développement font des publications relatives aux offres de service des spécialistes-consultants (Répertoire) ou des actions de formation organisées dans les pays en développement. De même, il ne dispose pas de données suffisantes pour apprécier le degré d'utilisation des spécialistes-consultants CTPD formés.

28. Les principaux obstacles à un recours accru aux mécanismes de la CTPD sont bien connus: les possibilités offertes par la CTPD ne sont pas encore bien comprises; il existe également des difficultés financières (notamment prise en charge du séjour d'un expert ou un consultant CTPD par le pays bénéficiaire de la mission); dans quelques cas le Bureau international a noté une attitude peu favorable à la CTPD.

VI. Initiatives à prendre

29. Outre les mesures déjà prises, les initiatives suggérées ci-après visent à réduire, sinon à supprimer les obstacles de tous ordres qui gênent le développement de la CTPD dans le domaine postal:

- organisation de séminaires régionaux ou interrégionaux du type «opérations de programmation de la CTPD» au cours desquels les Administrations participantes pourraient échanger des compétences et techniques postales;
- organisation d'un système d'échanges de fonctionnaires de diverses spécialités avec la collaboration des Unions restreintes;
- intégration systématique d'éléments de CTPD dans tout programme et projet régional et si possible national d'assistance technique;
- promotion de l'utilisation d'équipes opérationnelles composées de préférence de spécialistes-consultants ayant été formés dans le cadre de la CTPD et qui seraient chargés d'étudier en commun les moyens et techniques propres à aider d'autres pays en développement à résoudre leurs problèmes de gestion ou d'exploitation;
- élaboration d'accord type bilatéral pour la CTPD à mettre à la disposition des pays qui désireraient instaurer ou développer ce système de coopération;
- diffusion de renseignements portant sur les activités de CTPD menées en dehors de l'intervention de l'UPU.

VII. Conclusions

30. Si des progrès ont été accomplis dans le domaine de la promotion de la CTPD, l'importance de cette dimension de la coopération internationale ne semble pas encore avoir été bien perçue par les bénéficiaires potentiels. Un effort supplémentaire de sensibilisation plus active de la part du Bureau international paraît nécessaire pour que les pays puissent tirer le profit maximum des possibilités existantes.

31. Au plan financier, les pays bénéficiaires devraient consentir certains sacrifices en prenant en charge les frais de séjour des consultants, les salaires de ceux-ci étant supportés par leur pays d'origine.

32. L'UPU devrait multiplier les initiatives permettant d'améliorer les courants d'échanges d'expérience et de techniques entre les pays en développement.

33. Il est proposé au Congrès d'adopter le projet de résolution (proposition 017) destiné à faire du concept de la CTPD une forme privilégiée de la solidarité Sud-Sud, en intensifiant les initiatives de l'UPU dans ce domaine.

Berne, le 27 avril 1989

Au nom du Conseil exécutif,
Le Président,
F. KOLLER

L'action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés (PMA)

Rapport du Conseil exécutif

<i>Sommaire</i>	<i>Paragraphes</i>
I. Introduction	1 et 2
II. Evolution socio-économique dans les PMA	3 à 9
a) Situation générale depuis 1980	4 à 7
b) Mesures prises et tendances observées	8 et 9
III. L'action internationale en faveur des PMA	10 à 16
a) Les PMA et le programme substantiel d'action	11 à 13
b) Le rôle des Nations Unies et des institutions spécialisées	14 à 16
IV. L'Union postale universelle et les PMA	17 à 26
a) Situation des services postaux dans les PMA	20
b) Actions entreprises par l'UPU	21 à 23
c) Initiatives envisagées	24 à 26
V. Conclusion	27 à 29

I. Introduction

1. A l'occasion de l'examen des grandes lignes de la politique générale de l'UPU en matière d'assistance technique pour la période 1991 – 1995, le Conseil exécutif a admis, lors de sa session d'avril – mai 1988, le principe d'un programme spécial en faveur des pays les moins avancés. Il a chargé le Bureau international d'élaborer un document à ce sujet en vue de son examen à sa session d'avril 1989 avant de le présenter au Congrès de Washington (1989).

2. Le présent rapport a pour objectif d'informer le Congrès sur la situation qui prévaut dans les pays les moins avancés et de proposer des initiatives à prendre en vue d'aider ces pays à redresser leurs services postaux. Il convient de noter que les mesures prises et envisagées par l'Union postale universelle s'inscrivent dans le cadre d'actions entreprises par la communauté internationale, en particulier celles du système des Nations Unies, en faveur des pays les moins avancés.

II. Evolution socio-économique dans les PMA

3. Déjà en 1964 la communauté internationale accordait une attention particulière à la situation économique préoccupante d'une catégorie de pays en développement. Il est vite apparu que des mesures spéciales devaient être prises en leur faveur dans le cadre de la coopération économique internationale. La définition des critères économiques et sociaux suffisamment objectifs permet de connaître les pays auxquels ces mesures spécifiques devaient être appliquées. Au nombre de 24 pays en 1971, ils sont aujourd'hui 42 à être considérés comme pays les moins avancés, essentiellement en raison de leur faible revenu, de leur faible taux d'alphabétisation et du niveau très bas de leur production industrielle.

a) Situation générale depuis 1980

4. Sous l'impulsion et avec l'aide internationale, les pays les moins avancés ont tenté d'améliorer leur situation économique tout au long des années 1980. Cependant les progrès obtenus ont été plutôt minimes à cause notamment des faiblesses structurelles des économies nationales, en particulier l'étroitesse des marchés intérieurs, mais aussi à cause de l'environnement international défavorable durant cette période.

5. Selon le rapport de la CNUCED pour 1987, le produit intérieur brut par habitant n'a cessé de diminuer durant les quatre premières années de la présente décennie malgré les efforts importants de développement économique entrepris par les pays moins avancés. Alors qu'il était estimé à 250 dollars en 1970, le PIB moyen dans les PMA est tombé à un niveau légèrement supérieur à 200 dollars. De manière générale, deux facteurs importants expliquent cette situation: faible production agricole et mauvais résultats des produits de base sur le marché extérieur.

6. Cette situation défavorable s'explique également par la compression de l'épargne intérieure, la diminution sensible des investissements, le déséquilibre du commerce extérieur, le déficit de la balance des paiements et les catastrophes naturelles.

7. S'agissant de la croissance du PIB, il a été admis au début de la décennie que le taux annuel de croissance requis pour doubler la production nationale devait atteindre 7,2 %. A l'exception du Botswana et des Maldives, aucun PMA n'a pu atteindre le taux en question. L'objectif du doublement de la production nationale d'ici 1990 reste donc hypothétique à moins que les conditions tant intérieures qu'extérieures ne changent. Des efforts exceptionnels doivent à cet égard être faits pour que la situation économique des PMA s'améliore. Mais ceux-ci ont déjà entrepris de mettre en œuvre des mesures qui éventuellement pourraient modifier les données du problème.

b) Mesures prises et tendances récentes observées

8. Depuis quelque temps, les PMA, comme les autres pays en développement, ont adopté des politiques nationales visant à instaurer un développement économique durable. Des réformes de grande envergure sont en cours dans la plupart des pays afin d'accroître la mobilisation des ressources intérieures: restructuration du secteur public, programmes d'emploi et de formation plus appropriés, promotion de l'épargne nationale et d'entreprises privées. D'autres réformes concernent également la production alimentaire, l'industrie manufacturière et le commerce extérieur. Bien entendu, l'aide financière extérieure est indispensable compte tenu de la vulnérabilité des PMA dans la mobilisation des ressources financières.

9. Le programme des réformes en question n'a pas encore produit ses effets dans la plupart des pays et les objectifs recherchés sont encore bien loin d'être atteints. De plus, des efforts supplémentaires demeurent nécessaires, notamment au titre de l'aide internationale dont l'importance est déjà appréciable et dont la mise en œuvre en faveur des PMA est effective depuis environ une dizaine d'années.

III. L'action internationale en faveur des PMA

10. La communauté internationale, en particulier les organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales, ont déployé des efforts particuliers en vue de mobiliser les ressources financières nécessaires au profit des pays les moins avancés. Depuis plus de dix ans l'action internationale n'a cessé de s'accroître compte tenu de la détérioration grandissante de la situation économique des pays en question.

a) Les PMA et le programme substantiel d'action

11. En 1979 la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement avait appelé l'attention de la communauté internationale sur les difficultés économiques graves des PMA et proposé un redressement de la situation en deux étapes: un programme d'action immédiate (1979 – 1981) et un «Nouveau programme substantiel d'action» (1981 – 1989).

12. Le nouveau programme substantiel d'action vise notamment trois objectifs principaux: mettre en œuvre les réformes structurelles nécessaires afin de surmonter durablement les difficultés économiques, assurer le minimum vital à la population pauvre et concrétiser les possibilités d'investissement. Le programme proposé par la CNUCED et approuvé par la Conférence des Nations Unies sur les PMA en 1981 visait à doubler avant 1990 le revenu national enregistré en 1970. Pour atteindre cet objectif, il était estimé que le PIB doit augmenter à un taux annuel moyen de 9,2 %.

13. Le programme substantiel d'action a fait l'objet en 1985 d'un examen à mi-parcours en vue de constater les progrès réalisés dans son application. Malgré les efforts notables réalisés par les PMA, notamment dans l'ajustement des politiques nationales, il a été constaté que des zones d'ombre subsistaient dans les domaines de l'agriculture, de l'éducation, de la formation, de la santé et de la population. Il a été indiqué que les mesures prises par les PMA ne pouvaient être efficaces que si la communauté internationale consent à augmenter les apports financiers qui permettraient d'atteindre les objectifs du programme. Selon les projections de la CNUCED, si les conditions financières sont réalisées, le taux de croissance dans les PMA serait de 7,2 % d'ici 1990.

b) Le rôle des Nations Unies et des institutions spécialisées

14. L'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées ont joué et continuent à jouer un rôle très actif pour venir en aide aux PMA et dans l'application du programme substantiel d'action. La conception des programmes de redressement et la mobilisation des ressources nécessaires pour les réaliser n'ont été possibles que par des initiatives prises au sein du système des Nations Unies.

15. La quasi-totalité des institutions spécialisées des Nations Unies ont mis en œuvre des projets sectoriels en faveur des PMA dans le cadre de leurs programmes d'assistance technique.

16. Il convient de mentionner tout particulièrement les actions importantes d'aide aux PMA entreprises par le PNUD. Outre les ressources de base accordées au titre du chiffre indicatif de planification, le PNUD a concédé de nombreux avantages supplémentaires aux PMA. Les tables rondes organisées par le PNUD sont l'occasion de mieux évaluer les besoins d'aide et de mobiliser plus de ressources en faveur des PMA. Le PNUD se propose d'augmenter sensiblement (10 à 15 %) les ressources allouées au titre des CIP des PMA pour le cinquième cycle de programmation, de renforcer les rôles du FENU¹ et du Fonds pour les mesures spéciales en faveur des PMA.

IV. L'Union postale universelle et les PMA

17. Par sa résolution C 37, le Congrès postal universel de Rio de Janeiro en 1979 avait décidé, entre autres priorités d'assistance technique, d'accorder une attention particulière aux besoins des Administrations postales des pays défavorisés dont les PMA.

18. Pour marquer sa volonté d'aider encore plus efficacement les pays les moins avancés, le Congrès postal universel de Hamburg a adopté la résolution C 66 visant à mettre en œuvre un programme spécial au profit de cette catégorie de pays. En outre, les PMA ont bénéficié prioritairement de toutes les activités réalisées au titre des objectifs globaux et régionaux adoptés par le XIXe Congrès, qu'il s'agisse des projets PNUD ou l'UPU.

19. La part de l'aide accordée aux PMA est passée de 27 % en 1980 à 39,7 % en 1987 par rapport à l'assistance totale octroyée aux pays en développement. Malgré les efforts déployés, il n'a pas été possible d'atteindre, comme dans les autres secteurs, tous les objectifs recherchés en matière de développement postal.

a) Situation des services postaux dans les PMA

20. Selon les informations disponibles au Bureau international, il apparaît que dans les PMA:

- l'infrastructure postale reste encore insuffisante;
- la qualité de service laisse à désirer, surtout en ce qui concerne les acheminements;
- les problèmes de gestion se posent avec une grande acuité;
- la formation du personnel est insuffisante.

¹ Fonds des Nations Unies pour l'équipement.

b) Les actions entreprises par l'UPU

21. Dans le cadre du programme spécial d'action, il était prévu que des efforts seraient déployés en vue de réaliser les activités décrites ci-après:

- la création des bureaux de poste, notamment en zones rurales;
- recherche de financement pour l'organisation des transports postaux;
- formation des cadres moyens et subalternes, notamment en matière d'organisation de la poste en zones rurales.

22. Conformément à ce programme, le Bureau international a organisé des missions de consultants et des activités de formation dans les domaines de la planification et de l'extension du réseau postal dans les zones rurales. S'agissant de la création de bureaux de poste dans les zones rurales, les activités ont porté essentiellement sur les méthodes d'organisation de la desserte dans les régions difficiles d'accès, tout en évitant de mettre en place un système d'un coût trop élevé et sans rapport avec les services rendus.

23. En ce qui concerne la recherche de financement pour l'organisation des transports postaux, il convient d'indiquer que les bailleurs de fonds et les donateurs sont réticents à mobiliser d'importants moyens d'investissement dans un domaine où la rentabilité économique est nulle.

c) Initiatives envisagées pour la période 1991 – 1995

24. Selon les études réalisées sur le terrain par les consultants de l'UPU, de nombreuses insuffisances demeurent encore au sein des Administrations postales des pays les moins avancés.

25. Mais les domaines prioritaires particuliers pour lesquels la quasi-totalité des Administrations postales des PMA ont besoin d'aide semblent être les suivants:

- amélioration de la gestion par la restructuration des services des statistiques, de la comptabilité internationale et de la tarification ainsi que par la formation du personnel dans ces domaines;
- amélioration de la qualité des acheminements nationaux et internationaux compte tenu des insuffisances constatées lors des contrôles de qualité effectués durant les quatre dernières années;
- concours pour l'acquisition d'équipements légers pour le transport du courrier, notamment pour l'amélioration de la distribution des envois EMS.

26. Bien que certaines activités figurent déjà dans les objectifs globaux à réaliser en faveur de l'ensemble des pays en développement, l'action à entreprendre pour les PMA dans ces domaines devrait être intensifiée. Un accent particulier serait mis sur les activités relatives à la fonction de base de la poste, à savoir le service du courrier.

V. Conclusion

27. Au cours des années 1980, les pays les moins avancés ont bénéficié d'une assistance substantielle de la part de la communauté internationale.

28. De leur côté, les PMA ont engagé des efforts de restructuration de leur économie en vue de mobiliser les ressources intérieures avec le concours de la communauté internationale. La solidarité s'est manifestée par l'adoption d'un programme substantiel d'action visant notamment à assurer le minimum vital aux populations et à réaliser des investissements. En ce qui concerne le secteur postal, il conviendrait de poursuivre les activités et d'apporter des réponses satisfaisantes aux requêtes des PMA.

29. L'adoption par le XXe Congrès d'un programme spécial et sa mise en œuvre par le Bureau international devrait permettre de concentrer les efforts sur cette catégorie de pays. Le Congrès est invité à approuver le projet de résolution (proposition 018), s'il accepte les idées y avancées.

Berne, le 27 avril 1989

Au nom du Conseil exécutif,

Le Président,

F. KOLLER

Ressources humaines et formation

Rapport du Conseil exécutif

Sommaire	Paragraphes
I. Introduction	1 à 3
II. Politique générale et bilan pour 1985-1989	4 à 22
a) Les actions prioritaires entreprises	5 à 12
b) Les moyens de formation disponibles	13 à 19
c) Les insuffisances constatées	20 à 22
III. Initiatives à prendre	23 à 42
a) Etude des effectifs et des besoins de formation	24
b) Réforme des programmes d'enseignement	25 à 27
c) Diversification des activités de formation	28 à 32
d) Coopération avec les instituts de gestion	33 à 35
e) Formation et initiation pédagogique des enseignants	36 à 38
f) Evaluation et suivi de la formation	39 à 42
IV. Conclusion	43 à 48

I. Introduction

1. Comme on le sait, la poste est tributaire de ressources humaines en quantité et en qualité pour développer un service efficace, fiable et adapté aux exigences d'un public dont les besoins évoluent sans cesse. En effet, le «facteur humain» joue un rôle déterminant dans les services postaux et la plupart des Administrations postales y consacrent globalement 60 à 80 % de leurs ressources budgétaires. C'est pourquoi la formation du personnel est et doit rester une activité prioritaire.
2. Conscient de l'importance de la formation, le Conseil exécutif a décidé lors de sa session d'avril 1989, de présenter un rapport au Congrès sur le développement des ressources humaines et des activités de formation postale pour la prochaine période quinquennale en particulier dans les pays en développement.
3. Le présent rapport a pour objectif de rendre compte de la situation actuelle en matière de formation postale et des initiatives envisagées en vue de rendre plus efficaces les actions de formation dispensées dans les écoles nationales et multinationales. A cet égard, il convient de rappeler que les principes généraux en matière de formation appliquées jusqu'ici restent valables pour la prochaine période quinquennale.

II. Politique générale et bilan pour 1985-1989

4. Les éléments de référence en matière de politique générale de formation définie par l'UPU depuis le Congrès de Vienne (1964) ont toujours été la formation du personnel d'exécution au niveau des pays, le développement des centres multinationaux pour le perfectionnement des cadres moyens et supérieurs, la formation et le recyclage systématiques des formateurs ainsi que la mise en œuvre du suivi aussi poussé que possible des actions de formation réalisées. C'est sur la base de ces principes généraux que le Congrès de Hamburg a fixé les actions prioritaires à entreprendre durant la période quinquennale écoulée (1985-1989).

a) *Les actions prioritaires entreprises*

5. Le Congrès de Hamburg a décidé que les Administrations postales, particulièrement celles de pays en développement, accordent une attention spéciale à trois grandes catégories d'actions de formation: la formation des cadres supérieurs en matière de gestion, la spécialisation des cadres moyens dans les techniques postales aussi variées que possible, et l'intensification de la formation pédagogique. Dans le cadre de ses activités d'assistance technique, l'Union postale universelle a fourni une contribution substantielle à la réalisation des activités en question.

6. Le Congrès de Hamburg a souligné avec détermination l'importance de la formation des cadres postaux supérieurs en matière de gestion et a affirmé avec insistance qu'elle doit constituer désormais l'une des premières priorités en vue de l'amélioration et du développement des services postaux. Par ailleurs il a recommandé l'organisation de cette formation au niveau multinational pour éviter la dispersion des moyens.

7. Ainsi, compte tenu du caractère extrêmement prioritaire reconnu aux questions de gestion, l'UPU a mis un accent particulier sur les activités de formation des cadres supérieurs et de sensibilisation des hauts dirigeants en matière de gestion. Grâce à ces actions, des restructurations des services ont déjà été réalisées ou sont envisagées en vue de doter ceux-ci d'un cadre approprié pour mieux rentabiliser les activités postales.

8. Le même Congrès a insisté sur le caractère complémentaire entre la formation en matière de gestion et la formation technique postale. En effet, tout en reconnaissant que la formation en matière de gestion constitue un enseignement spécialisé de haut niveau, il a insisté sur le fait que cette formation de caractère général ne doit pas être privilégiée au détriment de la formation technique postale destinée en particulier aux cadres moyens.

9. C'est pourquoi des actions de formation spécialisée ont été organisées par l'UPU ou avec son appui dans la plupart des régions à l'intention des cadres moyens. Les actions entreprises ont porté sur diverses spécialités: statistiques, planification, règlements des comptes internationaux, gestion budgétaire et financière, information publique et action commerciale, qualité de service, acheminement et distribution, service EMS, prix de revient et politique tarifaire, philatélie, chèques postaux, contrôle financier et inspection des bureaux, etc.

10. Par ailleurs, au titre d'un programme spécial, des cours ont été également organisés tous les ans pour les cadres moyens des Administrations postales des pays les moins avancés dans le domaine de l'organisation de la poste en zones rurales. Un séminaire a été organisé, pour les mêmes cadres, sur la détection des envois postaux concernant des stupéfiants avec la collaboration de l'INTERPOL, du Conseil de coopération douanière et du Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues.

11. Plusieurs activités de formation pédagogique d'instructeurs ont été organisées et financées par l'UPU durant les cinq dernières années. Ces activités ont porté sur l'initiation et le perfectionnement des formateurs ainsi que sur l'entraînement à l'utilisation des techniques modernes d'enseignement et des moyens audiovisuels.

12. Quelques séminaires ont été organisés à l'intention des responsables des services de formation et d'établissements d'enseignement qui ont permis notamment d'améliorer leurs méthodes de gestion et d'évaluation des programmes de formation ainsi que de promouvoir des échanges d'expériences entre les écoles.

b) Les moyens de formation disponibles

13. Depuis déjà le Congrès de Vienne, l'UPU a encouragé sans relâche par des incitations appropriées la création et le développement des systèmes de formation ainsi que des infrastructures d'accueil destinées à l'enseignement tant au niveau national que multinational.

14. Des efforts louables ont été déployés par les pays en développement, notamment grâce au concours de la communauté internationale, en vue de créer ou de renforcer les écoles nationales. Pour rendre compte des progrès réalisés dans ce domaine, l'UPU publie régulièrement une brochure sur les moyens de formation postale. Cette publication vise à informer les Administrations postales des pays en développement des possibilités de formation existant dans d'autres pays du tiers monde.

15. Les actions d'appui de l'UPU aux écoles nationales ont été réalisées dans le cadre des programmes annuels d'assistance technique: missions de consultants, bourses de spécialisation des formateurs ainsi que fourniture de matériel pédagogique. L'UPU a ainsi contribué particulièrement à l'initiation et au perfectionnement des formateurs locaux, à la dotation d'équipements et de supports pédagogiques modernes et à l'évaluation ainsi qu'à la révision des programmes d'enseignement.

16. Il importe de rappeler également que de multiples efforts sont mis en œuvre par l'UPU en vue de la création des écoles régionales, notamment avec le concours du PNUD et la collaboration des pays intéressés. Parmi celles qui sont déjà créées on peut citer notamment les écoles multinationales d'Abidjan (Côte d'Ivoire (Rép.)), de Bangkok (Thaïlande), de Brazzaville (Rép. pop.

du Congo), de Damas (Rép. syrienne) et de Nairobi (Kenya). Le rayonnement et l'efficacité des activités de formation des écoles en question sont largement connus même si des aménagements s'avèrent maintenant nécessaires en ce qui concerne leurs structures et le développement de certaines d'entre elles. Des négociations sont en cours en vue d'obtenir la création d'une école multinationale pour les pays africains d'expression portugaise. Il en sera de même pour les pays d'Amérique latine et des Caraïbes lorsque ces deux régions auront arrêté leur choix quant à la nature de leur coopération dans ce domaine.

17. S'agissant de l'appui fourni aux écoles multinationales, notamment celles pour lesquelles l'aide du PNUD a pris fin, l'UPU accorde sur ses propres ressources une aide complémentaire sous forme de missions de consultants pour former le personnel enseignant, améliorer la gestion administrative ou développer les activités pédagogiques des établissements en question.

18. L'ampleur des activités entreprises dans le domaine de la formation apparaît dans le tableau 1 annexé au document Congrès – Doc 50. Selon les renseignements fournis dans ce tableau, 1592 bourses ont été accordées durant la période 1984 – 1988.

19. Cependant, malgré l'importance des efforts déployés, des besoins sont encore à satisfaire afin d'aider certains pays à disposer d'infrastructures suffisantes et fonctionnelles capables de dynamiser, d'une façon continue, les actions de valorisation professionnelle du personnel postal en tant que moyen d'améliorer la qualité de service et d'accroître l'efficacité et la productivité des ressources humaines disponibles. Par ailleurs, des efforts doivent être déployés pour améliorer la qualité des enseignements.

c) Les insuffisances constatées en matière de formation

20. Compte tenu de l'importance de la formation sur le plan national, notamment en ce qui concerne le personnel d'exécution et parfois des cadres de maîtrise, la création d'une école par pays et éventuellement de plusieurs autres écoles décentralisées devrait être encore un des objectifs de l'UPU. De nombreux pays n'ont, en effet, pas encore mis en place des structures permanentes de formation du personnel.

21. Par ailleurs, s'agissant de l'organisation et du fonctionnement des structures et des systèmes de formation, il faut reconnaître que, pour diverses raisons, les résultats ne sont pas toujours satisfaisants dans certains pays. Certaines lacunes ont été constatées, à savoir notamment:

- manque de continuité dans les actions de formation et de perfectionnement par suite notamment de l'inexistence de plans ou programmes annuels de formation;
- programmes d'enseignement surannés;
- pénurie de moyens audiovisuels et des supports pédagogiques modernes;
- mauvais entretien du matériel pédagogique;
- forte mobilité du personnel enseignant formé;
- absence des actions de suivi du personnel formé en vue de s'assurer que les connaissances acquises sont utilisées de façon adéquate.

22. Sur la base d'évaluations préalables qui seraient réalisées par les pays eux-mêmes, éventuellement avec la collaboration de consultants dans le cadre des missions d'assistance technique, il serait indiqué à l'avenir de mettre l'accent sur les actions suivantes:

- évaluation des ressources humaines nécessaires et définition des besoins de formation en fonction des plans de développement et de modernisation des services;
- application des méthodes appropriées de planification, de programmation et de gestion des activités de formation en vue d'une meilleure utilisation des infrastructures et du personnel enseignant disponible dans chaque Administration postale;

- élaboration des programmes de formation professionnelle sur la base des besoins réels et en tenant compte en priorité des nouvelles stratégies commerciales de la poste;
- évaluation et révision régulières des programmes d'enseignement;
- diversification des activités de formation spécialement dans le domaine de la gestion;
- poursuite de la formation et du recyclage des enseignants permanents et initiation pédagogique de certains cadres supérieurs;
- mise en œuvre d'un plan d'utilisation rationnelle du personnel formé et d'un système de motivation visant à retenir les agents qualifiés.

III. Initiatives à prendre

23. L'organisation et la qualité d'un service postal dépend, entre autres éléments, de la compétence et de la motivation des ressources humaines. C'est pourquoi la formation et la motivation du personnel doivent demeurer au centre de toute recherche de modernisation et de développement de la poste. Bien que des efforts importants aient été déployés au cours de cinq dernières années, des besoins considérables restent encore à satisfaire en matière de formation. Mais d'abord il conviendrait, pour l'avenir, de mieux cerner les besoins de formation, d'améliorer les méthodes et le contenu des enseignements, d'élargir la formation postale à d'autres connaissances utiles, et de motiver le personnel, spécialement les formateurs.

a) Etude des effectifs et des besoins en formation

24. Une étude des effectifs et des besoins de formation permettrait d'obtenir des précisions sur les effectifs réels et nécessaires ainsi que sur la formation adéquate à dispenser au personnel en place ou à recruter. Les résultats de l'étude devraient également permettre d'obtenir des renseignements objectifs en vue de réaliser l'adéquation des effectifs avec les besoins réels de formation à court et à long terme. L'élément le plus important dans ce travail sera, semble-t-il, une analyse aussi précise et complète que possible des tâches et des emplois en vue de déterminer avec exactitude le niveau des connaissances nécessaires et partant les besoins de formation.

b) Réforme des programmes d'enseignement

25. Tout programme d'enseignement doit permettre une adéquation parfaite entre la formation dispensée et les travaux effectués durant l'exercice de l'emploi. Il s'avère que, comme l'ont constaté les experts et consultants, il existe une très grande distorsion entre les compétences acquises dans les écoles postales et les qualifications exigées pour exercer les diverses fonctions postales.

26. Plusieurs raisons peuvent expliquer cette situation, notamment celles liées au contenu de l'enseignement, à la durée de la formation, aux méthodes d'enseignement et à la capacité d'adaptation de la formation. L'enseignement postal actuel est très théorique dans la quasi-totalité des centres de formation. Dans certains cas, la proportion des cours généraux est supérieure à celle des cours professionnels. Par ailleurs la durée des formations est souvent trop longue en raison notamment des systèmes éducatifs nationaux qui imposent des contraintes administratives pour que la formation dispensée soit reconnue. Il faut aussi signaler que les méthodes classiques d'enseignement ex cathedra, encore en vigueur dans de nombreux établissements, sont dépassées et inadaptées. Enfin, les programmes de formation postale tiennent souvent peu compte des mutations technologiques et socio-économiques alors que celles-ci ont une grande influence sur le système de formation.

27. La réforme envisagée serait basée essentiellement sur le système modulaire qui offre la possibilité de définir les activités de formation selon les besoins des élèves, de les adapter aux conditions déterminées et d'actualiser aisément leur contenu. L'enseignement modulaire a par ailleurs l'avantage de réduire la durée de la formation, de permettre une définition claire des objectifs de formation ainsi qu'une amélioration sensible des coûts de formation.

c) Diversification des activités de formation

28. La formation à l'emploi, type de formation mise en œuvre dans un grand nombre d'écoles nationales et multinationales des postes, a donné jusqu'à présent des résultats assez satisfaisants malgré les insuffisances constatées. Même s'il y a lieu de relever les progrès réalisés à ce sujet, un nombre d'Administrations postales s'interrogent à présent sur le déséquilibre de plus en plus évident entre les coûts de la formation dispensée et le profit qu'elles en tirent.

29. Selon les constatations faites par les consultants et experts de l'UPU sur le terrain, il apparaît en effet que, toutes choses restant égales en matière de ressources humaines et matérielles, le prix de revient de la formation initiale est plus élevé que celui des formations spécialisées. Du reste, au seul point de vue de la durée des formations et du nombre d'élèves, le coût de la semaine/élève est incontestablement plus modéré dans le cas des formations spécialisées.

30. Il apparaît donc nécessaire de diversifier les activités de formation en vue de rentabiliser les ressources humaines et matérielles disponibles dans les écoles postales particulièrement les écoles multinationales. La diversification des actions de formation est d'autant plus nécessaire qu'elle répond aux besoins actuels de la plupart des Administrations postales en matière de spécialisation des cadres.

31. Les formations spécialisées seraient organisées, parallèlement à la formation initiale, sur la base d'un programme pluriannuel élaboré selon les besoins exprimés par les Administrations postales intéressées. En déterminant annuellement un nombre raisonnable d'actions de formation spécialisée, il serait possible d'organiser les enseignements prévus dans de bonnes conditions et sans ou avec peu de charges financières supplémentaires. Il est certain que cette approche permet largement de rentabiliser les charges en personnel enseignant et les infrastructures disponibles. L'UPU pourrait apporter une assistance aux écoles multinationales supérieures des postes qui consentiraient à procéder à une réforme approfondie de leurs structures et à élargir leurs activités.

32. Bien entendu, dans les écoles multinationales, il est hors de question d'abandonner la formation initiale au profit des seules formations spécialisées. Cependant, la formation initiale dans sa nouvelle conception serait de plus courte durée et plus orientée vers les questions de gestion. Les enseignements dispensés devraient permettre la formation des véritables spécialistes de la gestion. Outre les cours théoriques, la formation en question devrait être l'occasion pour les participants d'échanger leurs réflexions et expériences en matière de gestion. Les cadres supérieurs bénéficiant d'une telle formation devraient, par leurs recherches et leurs analyses, contribuer à l'harmonisation des pratiques et méthodes de gestion et à la mise en œuvre d'un système applicable dans leurs pays respectifs, sous réserve d'adaptation.

d) Coopération entre les écoles supérieures des postes et les instituts de gestion

33. L'organisation d'une formation supérieure au sein des écoles postales multinationales, notamment en matière de gestion, commande que des spécialistes de haut niveau soient disponibles. Par ailleurs, un enseignement axé sur les problèmes de gestion ne doit pas être seulement théorique compte tenu de la spécificité des applications mises en œuvre selon l'organisation, la taille et la localisation des Entreprises ou Administrations postales concernées. Il semble donc nécessaire et utile d'y associer des enseignants, spécialistes en matière

de gestion d'entreprises, des écoles supérieures ou des instituts universitaires de gestion. Ces établissements disposent à la fois des enseignements théoriques nécessaires et, du fait des relations qu'ils entretiennent avec les entreprises et le monde du travail, ils constituent des lieux fort enrichissants dans le domaine de la formation.

34. L'UPU pourrait promouvoir de telles relations entre les écoles multinationales des postes et les instituts supérieurs ou universités intéressés en vue notamment d'échanges des modules de cours et de personnel enseignant. Les cadres supérieurs en formation dans les écoles multinationales des postes pourraient suivre certains cours spécialisés en matière de gestion dans les établissements universitaires considérés.

35. Cette forme de collaboration entre écoles postales et instituts universitaires sera encouragée systématiquement au niveau régional et, dans la limite des moyens disponibles, un appui pourrait être fourni dans le cadre des activités d'assistance technique de l'UPU. Il va de soi que, pour tenir compte des orientations du Congrès de Hamburg, cette collaboration ne devra pas faire perdre de vue le caractère spécifique de la formation en matière de gestion et de technique postales. Il conviendra donc de veiller à ce que la formation dans un cadre purement universitaire ne privilégie la formation générale au détriment des techniques postales.

e) Formation et initiation pédagogique des enseignants

36. Comme par le passé, l'UPU devrait continuer à privilégier les actions de formation du personnel enseignant. Malgré des efforts louables déployés par les Administrations et Entreprises postales dans ce domaine, des insuffisances continuent à se faire sentir particulièrement au niveau des effectifs en raison de la très forte mobilité de cette catégorie de personnel.

37. Pour pallier les inconvénients de cette situation, un programme intensif de formation et de recyclage pédagogiques des formateurs permanents devra être entrepris systématiquement. Les actions de formation et de recyclage devraient avoir lieu dans les écoles multinationales au titre des activités annuelles de spécialisation et d'enseignement de perfectionnement. Il convient cependant de souligner qu'il est indispensable que les Administrations et Entreprises postales manifestent une volonté politique suffisante et prennent des mesures adéquates pour atteindre ces objectifs. Il y va de l'intérêt de leurs centres de formation et de la qualité des services postaux de leurs pays.

38. S'agissant des écoles multinationales, un effort spécifique devra être entrepris pour combler les lacunes constatées en ce qui concerne le nombre et la qualité des enseignants. Dans certains cas en effet, le nombre d'enseignants est particulièrement élevé mais ce personnel n'est souvent pas en mesure de dispenser les types de formation que les Administrations désirent donner à leurs agents. Une des solutions à ce problème pourrait consister à réduire le nombre des enseignants permanents et à recourir à des vacataires originaires des pays participants aux activités de l'école. Ces enseignants vacataires, choisis parmi les fonctionnaires supérieurs spécialistes dans un domaine précis, recevraient une initiation pédagogique préalable à leurs interventions dans les écoles multinationales. Cette formule aurait le double avantage d'être moins onéreuse pour les groupes des pays qui participent financièrement à la vie d'une école multinationale et de permettre aux élèves de recevoir une formation dispensée par un spécialiste dans le secteur considéré.

f) Evaluation et suivi de la formation

39. L'efficacité des activités de formation ne peut être mesurée que s'il existe un système d'évaluation et de suivi des actions entreprises. En effet, à défaut d'un tel dispositif, les efforts déployés peuvent être amoindris sinon annihilés par une utilisation inappropriée et/ou une mobilité très forte des cadres formés.

40. En vue de renforcer davantage l'action des Administrations dans ce domaine, l'Union postale universelle multipliera les activités d'évaluation et de suivi sur le terrain en vue d'un meilleur contrôle des résultats en matière de formation. Il s'agira surtout de vérifier si l'utilisation du personnel formé est rationnelle. Des activités nouvelles d'assistance ne seraient entreprises qu'à cette condition. De même, l'évaluation de l'impact des formations réalisées serait effectuée en vue d'adapter éventuellement le contenu des programmes aux conditions professionnelles.

41. S'agissant de la mobilité du personnel, plus particulièrement du personnel enseignant, il s'agira de vérifier si les agents formés sont maintenus dans leur poste d'affectation pendant une durée suffisante permettant de rentabiliser les connaissances acquises. La mobilité ne devrait être envisagée que dans des cas exceptionnels motivés par l'intérêt particulier de l'agent ou pour des raisons impérieuses de service et à condition que le remplacement soit assuré.

42. En complément des évaluations entreprises, les Administrations devraient s'efforcer de mettre en œuvre des stimulants nécessaires pour valoriser le travail des agents. Il s'agirait notamment de l'octroi des salaires conséquents, des bonnes conditions de travail et d'autres motivations permettant au personnel d'être performant et de s'épanouir psychologiquement.

IV. Conclusion

43. Depuis le Congrès de Hamburg, beaucoup d'efforts ont été déployés pour la formation des cadres moyens et supérieurs des services postaux dans des domaines variés et spécialisés, particulièrement en matière de gestion. Par ailleurs, des actions de sensibilisation des cadres dirigeants ont été entreprises en vue de les rendre attentifs aux problèmes de gestion qui constituent actuellement un des obstacles importants dans la lutte contre la concurrence privée.

44. Mais il reste beaucoup à faire en matière de formation, spécialement dans le domaine de la gestion et des techniques postales spécialisées. Il est donc envisagé de poursuivre des efforts dans ce domaine. La réforme envisagée des programmes d'enseignement des écoles nationales et multinationales contribuera à réaliser la nécessaire adéquation entre la formation dispensée et les connaissances professionnelles utiles.

45. Mais avant toute réforme de programme, il conviendrait d'analyser d'abord les structures des effectifs en vue de déterminer dans les meilleures conditions les besoins en formation.

46. Sans préjudice des décisions qui seront prises à cet égard, il semble intéressant de noter que la formule des cours modulaires présente des avantages aussi bien pédagogiques qu'économiques. Il y aura intérêt à étudier ce système de manière approfondie en vue de son application dans les Administrations postales intéressées.

47. La formation dans les écoles multinationales devrait d'abord être adaptée aux conditions et au contexte du marché des communications. A cet égard, les formations spécialisées devront être poursuivies et élargies à des domaines autres que la gestion et la formation pédagogique. Dans ce contexte, la collaboration entre les écoles supérieures multinationales des postes et les instituts universitaires de gestion devrait enrichir la formation postale par l'apport d'autres connaissances utiles du domaine de l'organisation et de l'administration d'entreprises. Des mesures appropriées devraient être prises également pour que les écoles multinationales supérieures répondent au double critère d'efficacité tout en limitant les charges des pays qui contribuent à leur fonctionnement.

48. L'Union postale universelle devrait continuer à accorder son concours aux Administrations dans les efforts qu'elles entreprennent pour disposer d'une formation de qualité en faveur de leur personnel, notamment en mettant en œuvre des actions d'évaluation et de suivi dont le but est précisément de rechercher l'amélioration des activités entreprises.

Berne, le 27 avril 1989

Au nom du Conseil exécutif,

Le Président,

F. KOLLER

Présence accrue de l'UPU sur le terrain en matière d'assistance technique

Rapport du Conseil exécutif

Sommaire	Paragraphes
I. Introduction	1 et 2
II. Nécessité d'une présence accrue de l'UPU sur le terrain	3 à 9
III. Formule adoptée à l'UIT	10 à 13
IV. Objectifs et activités à prévoir dans le cadre de la présence sur le terrain de l'UPU	14 à 24
a) Objectifs recherchés	14
b) Activités à prévoir	15 à 18
c) Moyens nécessaires	19 à 23
d) Conséquences de la présence sur le terrain de l'UPU pour les activités d'assistance technique au siège de l'Union	24
V. Avantages et résultats escomptés	25
VI. Conclusion	26 à 33

I. Introduction

1. Depuis le Congrès de Lausanne 1974, la présence accrue de l'UPU sur le terrain en matière d'assistance technique est considérée comme le moyen le plus apte à accroître l'efficacité de l'action de l'Union dans ce domaine (cf. résolutions C 78 du Congrès de Lausanne, 37 du Congrès de Rio de Janeiro et 38 du Congrès de Hamburg). Si les modalités de présence accrue sur le terrain en matière d'assistance technique n'ont pas été mises en œuvre de façon aussi systématique que l'ont fait d'autres organisations du système des Nations Unies, c'est qu'en raison de la modicité des ressources eu égard aux besoins, il avait paru plus urgent de concentrer les moyens à la réalisation des activités purement opérationnelles. Cependant, du fait de l'évolution de la politique des organisations des Nations Unies en matière d'identification des besoins, de formulation des objectifs de projets et de participation aux processus intersectoriels de planification durant les exercices de programmation nationale, il est devenu impératif pour des raisons d'efficacité de rapprocher des pays bénéficiaires les activités de préparation et de mise en œuvre des projets .

2. Le présent document vise à rendre compte des résultats de l'étude effectuée dans ce domaine par le Bureau international et qui tient compte de deux préoccupations: d'une part, répondre au souhait exprimé à maintes reprises par la grande majorité des Pays-membres de voir l'Union accroître sa présence dans les régions, de l'autre, réaliser les transformations nécessaires à cet effet par les moyens les plus économiques. La forme de présence accrue sur le terrain proposée devrait être mise en œuvre grâce aux ressources disponibles et aux efforts que les pays intéressés eux-mêmes seront appelés à consentir.

II. Nécessité d'une présence accrue de l'UPU sur le terrain

3. Comme on le sait, l'aide du PNUD est accordée aux pays selon une périodicité dite «cycle de programmation» qui porte généralement sur cinq ans. Cette période est souvent précédée des travaux préparatoires, coordonnés par les Représentants Résidents, au cours desquels sont déterminées les priorités de coopération technique et les allocations nécessaires. Les choix opérés à cette occasion sont souvent décisifs et les modifications, fort rares, dans le cadre de la programmation continue ne sont acceptées que pour les actions urgentes et les cas de force majeure.

4. Comme les organisations internationales qui ne sont pas présentes sur le terrain, l'Union postale universelle participe rarement aux réunions de coordination organisées au plan national pour diverses raisons parmi lesquelles figure l'oubli dont les absents sont souvent victimes. Pour cette raison notamment, les possibilités d'obtenir des ressources pour le financement des projets postaux au titre du PNUD sont limitées.

5. Par ailleurs, depuis un certain nombre d'années le PNUD a renoncé à financer les postes d'experts régionaux de longue durée et cette tendance semble irréversible. Leur remplacement dans cette tâche par les fonctionnaires du siège et les consultants ne s'est pas révélé efficace. En général les consultants ne connaissent pas suffisamment la politique de coopération technique de l'UPU et du PNUD et la durée de leur mission est par nature courte. De même les fonctionnaires du siège ne peuvent pas toujours être sur place au moment opportun et leurs missions sont forcément de courte durée en raison des travaux à effectuer au siège. Cette présence insuffisante du personnel de coopération technique sur le terrain affecte les activités dans leur ensemble, mais plus particulièrement la possibilité d'obtenir plus d'aide du PNUD et d'intervenir en faveur du développement de la poste se trouve réduite.

6. Il convient d'ajouter que si les autorités gouvernementales de nombreux pays ont tendance à sous-estimer le rôle de la poste dans l'économie, cela provient en partie de l'absence de contacts directs et suivis de l'UPU sur le terrain au moment où la concurrence s'y implante de plus en plus.

7. Conscientes de la nécessité d'agir le plus près possible pour mieux apprécier les besoins des pays et y répondre efficacement, un nombre important d'institutions du système des Nations Unies ont mis en œuvre des structures décentralisées pour la réalisation de leurs programmes

d'assistance technique. C'est le cas notamment de l'OIT, l'UNESCO, l'OMS, l'UNICEF, la FAO, l'OACI, l'ONUDI, la Banque mondiale, le PNUD et l'UIT. Toutes les organisations considérées ont créé sous diverses appellations des systèmes décentralisés qui prennent, sur le terrain, le relais des sièges.

8. En raison de ses moyens limités, l'UPU ne devrait pas créer des structures régionales de type classique nécessitant des ressources humaines et matérielles sans rapport avec les résultats attendus.

9. Il apparaît cependant de plus en plus nécessaire pour l'UPU d'adopter un système de décentralisation grâce à une présence plus poussée sur le terrain. A cet égard la formule adoptée par l'UIT mérite qu'on y accorde une certaine considération.

III. Formule adoptée à l'UIT

10. C'est lors de la conférence des plénipotentiaires de Nairobi (1982) que la décision a été prise par l'Union internationale des télécommunications (UIT) d'assurer sa présence sur le terrain dans les différentes régions. Le Secrétaire général a été autorisé à créer des postes de représentants régionaux supérieurs financés par le budget de l'Organisation et des postes de représentants de zone qui sont essentiellement payés sur les frais administratifs versés par le PNUD.

11. Les représentants régionaux supérieurs, recrutés au titre d'un contrat à durée déterminée, jouent essentiellement le rôle de représentation auprès des pays, des organes régionaux des Nations Unies et des institutions régionales et sous-régionales. Ils sont chargés de la mise en œuvre sur le terrain des décisions et résolutions prises par l'Union et donnent des avis sur le développement des télécommunications. Le niveau des fonctions a été fixé au grade de D 1. Ils sont actuellement au nombre de quatre.

12. Les représentants de zone sont actuellement au nombre de sept: trois en Afrique (Dakar, Harare et Yaoundé), deux en Amérique latine (Santiago et Tegucigalpa) et deux en Asie/Pacifique (Colombo et Djakarta). Selon les directives et sous la direction du Chef du Département de la coopération technique au siège de l'UIT, le représentant d'une zone géographique est responsable notamment des activités décrites ci-après dans les pays de sa juridiction:

- appui sectoriel aux Administrations des télécommunications, aux gouvernements et aux coordonnateurs et Représentants Résidents du PNUD;
- surveillance, administration et contrôle des projets;
- collaboration, en qualité d'expert dans le domaine de sa spécialité technique;
- participation à la collecte, à la diffusion et à l'échange d'informations sur les questions touchant la coopération et l'assistance technique, le développement des télécommunications et leur utilisation rationnelle, ainsi que les activités de l'UIT dans ces domaines;
- participation à des réunions ou à des cycles d'études et accomplissement de toute autre tâche intéressant le développement des télécommunications qui peut lui être confiée par le siège de l'UIT.

13. Conformément à une décision prise par le Conseil d'administration de l'UIT à sa 42ème session de 1987, un Groupe d'experts a été chargé d'étudier l'évolution des activités de coopération technique de l'UIT. Dans son rapport, le Groupe d'experts a confirmé la vocation de l'UIT de renforcer sa présence régionale en matière de coopération technique. Le Groupe d'experts a recommandé à l'UIT de tirer parti de l'expérience acquise par d'autres organisations internationales, notamment l'OACI, pour suivre et faciliter l'application correcte des normes approuvées en matière de télécommunications. A quelques variantes près en ce qui concerne les objectifs et les modalités, l'UPU pourrait s'inspirer de la formule de décentralisation adoptée par l'UIT.

IV. Objectifs et activités à prévoir dans le cadre de la présence sur le terrain de l'UPU

a) Objectifs recherchés

14. La présence accrue sur le terrain en matière d'assistance technique vise notamment:
- l'amélioration de l'efficacité des actions conduites en faveur des pays;
 - le renforcement du rôle de l'UPU pour la promotion et le développement des services postaux;
 - le resserrement des liens entre l'UPU et les Administrations, d'une part, et entre l'UPU et les Unions postales restreintes de l'autre, ainsi qu'avec les organisations économiques régionales compétentes en matière de planification du développement.

b) Activités à prévoir

Programmation et élaboration des projets

15. Il existe, en matière de programmation, un certain nombre de tâches importantes à réaliser qui concourent toutes à la conception et à l'élaboration d'un ou plusieurs projets. Il s'agit notamment:

- d'aider les Administrations à analyser le fonctionnement de leurs services, à déterminer la stratégie, les politiques et les plans du développement postal;
- d'identifier les objectifs de développement en tenant compte des objectifs généraux et intersectoriels définis par les gouvernements;
- d'identifier les besoins d'assistance technique;
- de contribuer à l'élaboration des programmes et des projets d'assistance technique destinés à être financés par le PNUD ou par toute autre source extérieure de financement;
- d'aider à entreprendre les démarches nécessaires auprès des autorités chargées de la coordination des aides extérieures et de la planification en vue d'obtenir un financement, notamment du PNUD;
- de collaborer avec les Unions restreintes à la définition des programmes régionaux d'assistance technique.

Exécution et suivi des projets

16. Il s'agit surtout de s'assurer que les projets sont exécutés en conformité avec les objectifs définis et qu'ils sont mis en œuvre avec la participation des pays bénéficiaires. Cela consiste notamment à:

- contrôler la mise en œuvre des activités;
- évaluer les progrès réalisés et, en cas de besoin, proposer et suivre l'application des mesures correctives;
- aider et conseiller les autorités nationales pour toutes les activités opérationnelles du projet;
- établir des rapports périodiques pour le siège.

Actions de promotion et de sensibilisation

17. Les activités de promotion et de sensibilisation à entreprendre sur le terrain consisteraient à:

- fournir des informations générales sur l'UPU, sur son organisation, sa mission, ses programmes et ses activités en vue de promouvoir son rôle de catalyseur dans le développement des services postaux;
- faire connaître et expliquer les activités de coopération technique de l'UPU et participer à l'échange d'informations sur des questions concernant la coopération technique;

- établir, développer et maintenir les contacts avec les différentes organisations régionales et sous-régionales, notamment les Unions postales restreintes, ainsi qu'avec certains autres organismes et les banques intéressées aux activités et au développement des services postaux;
- donner des avis aux autorités nationales sur des questions générales se rapportant aux services postaux et à leur développement harmonieux;
- sensibiliser les acteurs économiques sur les efforts entrepris ou les initiatives envisagées par la poste pour offrir une bonne qualité de service et créer de nouveaux produits, cela bien entendu avec l'accord des Administrations concernées.
- assurer le «suivi» des actions des inspecteurs de la qualité de service dont l'institution est proposée par le CE dans son rapport concernant l'adaptation du fonctionnement de l'UPU aux exigences commerciales et techniques actuelles (Congrès – Doc 73).

Interventions de caractère général

18. La présence sur le terrain de l'UPU pourrait concerner également les activités de caractère général qui constituent essentiellement des tâches administratives, de conseil et de représentation. On peut citer, parmi tant d'autres, les activités visant à:

- représenter l'Union dans les réunions techniques des organisations régionales et sous-régionales;
- participer à l'organisation des actions de formation et autres réunions (colloques, cycles d'étude, cours, etc.) prévues par l'Union;
- aider les Administrations postales et les Unions restreintes qui le désirent à résoudre certains problèmes ponctuels techniques ou d'administration;
- conseiller les Administrations postales dans la mise en œuvre des diverses décisions ou recommandations formulées par les organes de l'Union;
- contribuer à la promotion des activités de coopération technique entre pays en développement (CTPD) à l'échelle sous-régionale et régionale;
- fournir au siège des commentaires ou des renseignements utiles pouvant améliorer et renforcer l'efficacité des activités de coopération technique;
- faire connaître au siège les particularités locales et fournir des suggestions sur l'adaptabilité des principes de coopération technique.

c) Moyens nécessaires

19. Assurer une présence accrue sur le terrain signifie qu'il convient d'adopter les formes d'intervention aussi efficaces et rapides que possible. Il serait fait appel à des cadres supérieurs qualifiés et possédant une longue expérience des techniques postales et des problèmes de gestion de la poste. Ils devraient avoir un sens aigu des contacts et connaître la politique et les activités de l'UPU. Ils devraient acquérir aussi rapidement que possible des connaissances approfondies des mécanismes de coopération technique multilatérale, notamment ceux de l'UPU et du PNUD.

20. Des conseillers régionaux seraient affectés dans les régions pour une durée déterminée en fonction des besoins et de la nature des activités à entreprendre. Ils seraient recrutés sur une base contractuelle, mais leurs conditions d'emploi s'inspireraient largement du système des Nations Unies. Il serait tenu compte des fonctions qu'ils sont appelés à exercer tout en gardant à l'esprit le souci de maintenir un rapport coût/bénéfice favorable.

21. Au titre d'une année donnée il serait nécessaire de prévoir deux unités pour l'Afrique, une pour l'Amérique latine, deux pour l'Asie/Pacifique et les Caraïbes et une pour les pays arabes, soit six unités en moyenne par année.

22. Les moyens financiers nécessaires seraient prélevés sur les ressources déjà disponibles au titre des activités de coopération technique prévues annuellement. Si l'on tient compte de la durée moyenne par an et par région et du niveau de recrutement (équivalent à P 4), les coûts annuels en francs suisses peuvent être estimés à:

a) Salaires de six conseillers régionaux:	350 000
b) Frais de déplacement:	232 500
c) Frais divers:	<u>34 000</u>
TOTAL	617 000

Cette estimation se fonde sur l'hypothèse que les Administrations des pays d'affectation des conseillers régionaux sont disposées à fournir gratuitement un service de secrétariat, les locaux et d'autres facilités.

23. Le transfert de certaines activités du siège vers les régions se traduira par une modification de la nature des travaux effectués actuellement par les fonctionnaires de la Division de coopération technique et par une catégorie de consultants. En effet, toutes les missions de programmation, d'appui aux projets, de suivi des activités de programmation, d'évaluation des projets, de participation aux travaux d'organisation de cours ou de cycles d'étude, aux conseils d'administration des écoles multinationales ou à certaines autres missions de caractère technique seront confiées à des conseillers régionaux affectés sur le terrain. Dans ces conditions, il serait nécessaire de réorganiser les services et de reviser les activités de la Division de la coopération technique.

d) Conséquences de la présence sur le terrain de l'UPU pour les activités d'assistance technique au siège de l'Union

24. Le transfert de certaines activités aura une influence certaine sur l'organisation du travail à la Division de la coopération technique.

Libérée de certaines des tâches opérationnelles, la Division de la coopération technique pourrait se consacrer de manière approfondie aux activités énumérées ci-après (liste non limitative):

- coordination générale des politiques de coopération technique;
- étude des stratégies et des plans à long terme de développement postal;
- participation à la définition et à la mise en œuvre des politiques d'assistance technique édictées par les organes du système des Nations Unies (Assemblée générale, ECOSOC, PNUD, notamment);
- formulation des directives générales pour les experts ou consultants affectés sur le terrain et orientation de cette catégorie de personnel;
- recherche de financement des projets auprès des organisations internationales (Conseil des Communautés européennes, Banque mondiale, banques régionales, etc.);
- élaboration et mise en œuvre des principes et des modalités pratiques de coordination des activités d'assistance technique entre l'UPU et les autres sources de financement, notamment bilatérales;
- définition et mise en œuvre des programmes de formation des cadres moyens et supérieurs en collaboration avec les institutions régionales et nationales ainsi qu'avec les instituts universitaires spécialisés;
- étude et mise en œuvre des normes en matière de planification des besoins en personnel et de formation dans les pays en développement;
- concours aux Administrations qui désirent bénéficier d'appui technique pour la création ou l'amélioration de leur système de formation;

- gestion administrative et financière des projets;
- étude et traitement des aspects importants relatifs à la programmation, à la gestion et à l'exécution des programmes et projets;
- élaboration de rapports à l'intention du CE et du CCEP sur la situation des services postaux dans les pays en développement et sur les mesures de redressement propres à remédier aux insuffisances relevées;
- élaboration et mise en œuvre de dispositifs d'évaluation et de mesure de l'impact des activités réalisées;
- élaboration et négociation des «contrats de développement» relatifs à l'aide accordée au titre des ressources de l'UPU (projets intégrés);
- représentation de l'UPU aux conférences et autres réunions de haut niveau.

V. Avantages et résultats escomptés

25. La présence accrue de l'UPU sur le terrain en matière d'assistance technique devrait permettre à l'Union de:

- disposer des moyens d'interventions directes et rapides pour fournir l'appui sectoriel nécessaire dans le but d'accroître le nombre de projets financés par le PNUD;
- aider les Administrations à faire face au grave problème qu'elles éprouvent à faire prendre en considération leurs demandes d'assistance technique au titre du PNUD;
- fournir un appui technique et psychologique plus large et plus efficace en ce qui concerne la mise en œuvre des projets de coopération technique;
- accroître les possibilités d'améliorer l'image de marque de la poste et des Administrations postales;
- accéder à une meilleure connaissance des réalités locales et des besoins réels en vue d'améliorer l'efficacité de l'aide fournie;
- renforcer la coopération avec les Unions postales restreintes, les organisations économiques régionales et sous-régionales, ainsi qu'avec les organisations internationales et régionales de financement;
- rendre plus efficaces les interventions auprès des autorités nationales chargées de la coordination des aides extérieures;
- appliquer une politique plus systématique de décentralisation des activités de coopération technique vers les régions conformément aux directives des organes des Nations Unies en la matière;
- accroître la capacité de la Division de la coopération technique du Bureau international d'apporter une aide plus efficace aux pays à partir des objectifs pluriannuels préalablement fixés tout en tenant compte de l'évolution des besoins;
- concentrer les activités de la Division de la coopération technique du Bureau international sur les problèmes de planification à long terme, la recherche de financement des projets, la coordination générale ainsi que sur les études et les aspects importants du contrôle de l'exécution des programmes et projets, tel que cela est décrit en détail au paragraphe 24;
- accroître la présence de l'UPU sur le terrain à des frais moins élevés.

VI. Conclusion

26. Souhaitée depuis les Congrès de Lausanne 1974, Rio de Janeiro 1979 et Hamburg 1984, la présence accrue de l'UPU sur le terrain n'a pas connu une application complète. Elle avait été assurée par les consultants effectuant des missions ponctuelles de courte durée et par les fonctionnaires du Bureau international. Or, l'expérience montre que:

- bien qu'ils possèdent les qualités techniques voulues, les consultants ne connaissent pas suffisamment la politique du PNUD et de l'UPU; souvent aussi le temps leur fait défaut;
- les fonctionnaires de l'UPU en visite sur place ne disposent pas non plus du temps nécessaire car leurs missions sont de durée limitée en raison des travaux à effectuer au siège.

27. Il en résulte que les contacts au niveau des pays et des groupes de pays sont nettement insuffisants alors que l'évolution de la politique en matière d'aide internationale rend plus impérieuse qu'auparavant une présence accrue de l'UPU sur place en raison de la nécessité:

- d'accorder un plus large appui technique et psychologique aux Administrations des pays en développement;
- d'intervenir plus systématiquement en faveur du développement postal auprès des autorités nationales chargées de la coordination des aides;
- d'assurer le transfert de certaines activités de l'UPU sur le terrain;
- de rechercher les moyens d'augmenter considérablement le nombre de projets postaux nationaux bénéficiant du concours financier du PNUD.

28. A noter que le financement par le PNUD d'un projet, même d'un montant relativement modeste, procure à l'UPU des recettes au titre du remboursement des frais administratifs qui peuvent atteindre 22 % du coût total du projet réalisé. Bien entendu il s'agit de concevoir et de mettre en œuvre des projets de très bonne qualité.

29. Il apparaît que la meilleure façon de remédier aux inconvénients que présente l'absence de l'UPU dans les régions consisterait à exécuter sur place certaines tâches effectuées jusqu'ici au siège de l'Union. Bien définies et correspondant aux besoins ressentis réellement par les pays bénéficiaires, les tâches en question produiraient de meilleurs effets.

30. Le choix des conseillers régionaux, de même que leurs conditions d'emploi, devraient répondre au critère de coût/bénéfice.

31. En toute hypothèse, les moyens nécessaires devraient être prélevés des ressources déjà disponibles au titre du programme d'assistance technique de l'UPU.

32. Bien entendu, le transfert vers les régions de certaines activités conduites depuis le siège de l'Union donnerait lieu à une redéfinition des travaux assurés par la Division de la coopération technique. Celle-ci pourrait ainsi mieux se consacrer notamment aux activités de planification, de sensibilisation des bailleurs de fonds potentiels, à la coordination générale, ainsi qu'à la recherche constante des moyens en vue d'augmenter l'efficacité des actions de coopération technique dans le domaine postal.

33. Le Congrès est invité à examiner le présent rapport et à adopter le projet de résolution (proposition 019) destiné à appuyer les initiatives du Conseil exécutif et du Bureau international concernant la présence accrue de l'UPU sur le terrain en matière d'assistance technique.

Berne, le 27 avril 1989

Au nom du Conseil exécutif:

Le Président,

F. KOLLER

Le repostage

Rapport du Conseil exécutif

I Introduction

a) *Qu'est-ce que le repostage?*

1. Le repostage est l'écramage du trafic postal par des entreprises privées qui exploitent les différences de tarifs et de réglementation entre les Administrations postales pour déposer des objets dans un pays autre que celui de l'expéditeur.
2. Il y a trois formes de repostage, à savoir:
 - 1° Courrier du pays A pour le pays B déposé dans un pays C;
 - 2° Courrier du pays A pour le pays B déposé dans le pays B et
 - 3° Courrier du pays A pour le pays A déposé dans un pays B.
3. La première forme est très importante et concerne surtout des envois de faible poids pour lesquels l'Administration de destination reçoit une rémunération insuffisante sous forme de frais terminaux pour couvrir correctement ses coûts de distribution. Cette forme de repostage est également utilisée pour des quantités importantes d'imprimés de poids assez élevés, notamment quand les sociétés de repostage peuvent les transporter par avion à des prix considérablement moins élevés que ceux payables par l'Administration des postes du pays d'origine.
4. La seconde forme de repostage concerne surtout des envois de poids élevé pour lesquels les tarifs postaux intérieurs de l'Administration de destination sont moins élevés que les frais terminaux payables par l'Administration d'origine. Mais, cette forme comprend également un nombre d'envois postaux de poids faible pour lesquels la vitesse est plus importante que les tarifs.
5. La dernière forme de repostage est la forme classique. Déjà au début de ce siècle, certains expéditeurs ont commencé à transporter des correspondances à travers la frontière pour les faire bénéficier des taxes moins élevées que celles des pays où ils résident. Afin d'éviter que l'Administration postale du pays de l'expéditeur doive couvrir le coût de distribution de tels envois sans recevoir une compensation quelconque, le Congrès de l'UPU de Stockholm 1924 a introduit un nouvel article dans la Convention. Selon ce dernier, «aucun Pays-membre n'est tenu d'acheminer, ni de distribuer aux destinataires, les envois de la poste aux lettres que des expéditeurs quelconques domiciliés sur son territoire déposent ou font déposer dans un pays étranger, en vue de bénéficier des taxes plus basses qui y sont appliquées». Le Congrès d'Ottawa 1957 a élargi la portée de l'article, de façon qu'il en soit de même pour les envois de l'espèce déposés en grande quantité, que de tels dépôts soient ou non effectués en vue de bénéficier de taxes moins élevées. Les dispositions en question se trouvent actuellement dans l'article 23, §§ 1 à 3. Depuis l'introduction des frais terminaux, l'Administration de destination est bien rémunérée pour la

distribution des envois lourds. Aujourd'hui cette forme de repostage concerne donc seulement les envois de faible poids. Même si le problème est grave pour certaines Administrations, elles ont une bonne protection formelle dans l'article 23, §§ 1 à 3, de la Convention ainsi que, pour beaucoup de pays, dans leur législation nationale. C'est pourquoi le document ne traite principalement que des deux premières formes de repostage.

b) Pourquoi le repostage?

6. Les principales raisons pour lesquelles les entreprises font appel à des sociétés de repostage sont les suivantes:

- 1° Tarifs plus bas que ceux offerts par la poste;
- 2° Meilleure qualité de service (rapidité et fiabilité) que celle offerte par la poste et
- 3° Services à valeur ajoutée qui ne sont pas offerts par la poste.

7. Les tarifs perçus par la poste sur ses clients ainsi que les rémunérations appliquées dans les décomptes entre Administrations postales ont été fondés sur les principes de l'égalité et de la simplicité. Les tarifs postaux doivent normalement tenir compte des coûts de dépôt des envois, des coûts de tri et de transport ainsi que des coûts de distribution. Bon nombre d'Administrations accordent maintenant des réductions pour les envois déposés en nombre (réduction des coûts de dépôt) et pour les envois prétriés. Le Congrès de Tokyo 1969 a introduit un système simple de frais terminaux destiné à compenser les dépenses encourues par les Administrations postales pour le tri, le transport jusqu'au bureau de distribution et la distribution du courrier reçu en excédent. Ce système ne tient pas compte des différences de structure des divers flux de trafic. Les sociétés de repostage jouent sur les failles de ce système simpliste des frais terminaux pour offrir à leurs clients des tarifs qui ne tiennent généralement pas compte des coûts réels de distribution de leur courrier. Elles déposent les envois légers dans un pays tiers à des prix qui ne couvrent pas le coût de distribution dans le pays de destination, bien qu'ils couvrent les frais terminaux que l'Administration postale du pays tiers doit payer à celle de destination. C'est ainsi qu'au lieu de recevoir un type de courrier qui corresponde à peu près à la structure mondiale du courrier, l'Administration de destination reçoit un type de courrier qui contient beaucoup plus d'envois par kg sans qu'elle soit rémunérée pour les coûts supplémentaires de distribution de ce courrier. Si l'Administration des postes du pays de l'expéditeur est ainsi dépouillée des envois légers elle doit, pour les envois lourds, fixer des tarifs qui tiennent compte des frais terminaux élevés pour ces envois (du fait qu'ils sont fixés sous forme d'un taux moyen mondial par kg) plutôt que des coûts normaux de distribution, etc., dans le pays de destination. Les compagnies de repostage qui déposent leurs envois lourds dans le pays de destination à des tarifs du régime intérieur beaucoup moins élevés (parfois subventionnés) peuvent donc offrir des tarifs plus bas que ceux de l'Administration postale du pays de l'expéditeur. Parfois les compagnies de repostage font elles-mêmes la distribution dans les centres des grandes villes où les coûts de distribution sont assez bas et déposent le reste du courrier dans l'Administration postale du pays de destination. La raison principale du succès des sociétés de repostage réside dans les tarifs bas qu'elles peuvent ainsi pratiquer en utilisant les failles du système postal.

8. Certaines sociétés de repostage utilisent la rapidité d'acheminement et de distribution comme argument de vente même si souvent la poste offre une meilleure qualité de service. Lorsqu'elles déposent le courrier dans un pays tiers, leur qualité est en règle générale moins bonne que celle de l'Administration postale du pays d'origine qui peut envoyer le courrier directement au pays de destination. Cependant, lorsque les sociétés de repostage déposent leur courrier directement dans le pays de destination, elles offrent parfois une meilleure qualité que la poste. Les Administrations postales se rendent compte de cela et donnent de plus en plus de priorité aux questions de qualité.

9. Souvent, les entreprises de repostage assurent un service de ramassage du courrier aux bureaux de l'expéditeur qui n'a pas à le peser ni à l'affranchir. Certaines Administrations postales offrent actuellement des services analogues. En outre, certaines entreprises de repostage proposent aux clients des services supplémentaires tels que la mise sous pli, l'adressage des envois de publipostage, la mise à jour des listes de souscripteurs et la facturation à l'adresse de ces derniers. Il existe aussi de tels services chez certaines Administrations postales.

c) *Quels sont les acteurs?*

10. Un grand nombre de sociétés de repostage sont des entreprises multinationales ayant d'importants capitaux. Plusieurs d'entre elles sont en concurrence avec la poste également dans le domaine de l'EMS (TNT, DHL, Emery Worldwide, Federal Express, etc.). D'autres sociétés de repostage sont affiliées à des compagnies aériennes (KLM, SAS, Sabena, etc.). Il existe également de petites sociétés de repostage, plus ou moins sérieuses.

d) *Quelles sont les conséquences du repostage pour les Administrations postales?*

11. Le service postal tient une part importante dans l'infrastructure des différents pays et du monde entier. La poste a mis sur pied un réseau de ramassage, transport et distribution sans pareil, qu'elle doit rentabiliser. Mais le repostage déstabilise les Administrations en les empêchant de rentabiliser leurs opérations.

12. Les sociétés de repostage ramassent leur courrier dans les grandes entreprises qui se situent le plus souvent dans les pays industrialisés, mais toutes les Administrations postales peuvent être concernées par le problème, notamment comme Administrations de destination. En effet, même si le montant de la perte est plus important dans les Administrations postales des pays industrialisés où les sociétés de repostage regroupent les envois, la perte peut être difficile à supporter pour les Administrations postales des pays en développement. Le courrier international constitue une très grande partie de leur courrier et les recettes des frais terminaux financent une partie importante de leur infrastructure postale surtout que les tarifs des envois du régime intérieur sont souvent fixés en fonction de critères sociaux à un niveau qui ne couvre pas les coûts. Lorsque les sociétés de repostage déposent leurs envois dans ces derniers pays, elles les privent des recettes des frais terminaux nécessaires au maintien et à l'amélioration de leur infrastructure en même temps qu'elles leur demandent de distribuer leurs envois à des tarifs qui ne couvrent pas les coûts y relatifs.

13. Le repostage constitue donc objectivement une menace pour l'existence du réseau postal, notamment dans les zones rurales.

14. La poste a traditionnellement, pour des raisons culturelles et sociales, accordé des tarifs réduits aux imprimés, à la presse et aux cécogrammes (gratuits). Actuellement, de plus en plus d'Administrations perçoivent pour les imprimés des tarifs qui couvrent les coûts. En outre, dans plusieurs pays, le gouvernement rembourse la poste pour la non-couverture des coûts afférents aux journaux, périodiques et cécogrammes. Cependant, dans la plupart des pays, les Administrations postales subventionnent encore les imprimés, les journaux et les périodiques ainsi que les cécogrammes au moyen des taxes perçues sur d'autres catégories d'envois. La réduction des ressources postales par le repostage aggrave la situation du service postal qui ne pourra opérer des compensations entre les différents services.

II. Conduite de l'étude

15. En 1987, l'attention du CE a été attirée sur le développement assez marqué de la pratique du repostage. Le CE a, dès lors, décidé que les Administrations seraient consultées pour déterminer leurs vues sur le problème et a chargé l'Amérique (Etats-Unis), Président de la Commission 4 du CE, de la conduite de cette étude, avec la collaboration de la Commission 5, pour toutes les questions de la compétence de cette dernière.

16. Le BI a d'abord diffusé la lettre-circulaire n° 0115(B/C)1745 du 14 août 1987 dans laquelle il donnait aux Administrations quelques informations sur la portée des problèmes soulevés par les activités de repostage; par la suite, il a diffusé le questionnaire (lettre-circulaire n° 3370(B/C)1790 du 2 septembre 1987) destiné à recueillir leurs avis sur la question. Les résultats de cette consultation à laquelle 62 Administrations ont participé figurent en annexe 1.

17. Une deuxième consultation, limitée aux membres du CE, a été diffusée par lettre-circulaire n° 3370(B)1071 du 20 janvier 1989. 34 Administrations ont pris part à cette consultation. Un grand nombre d'entre elles ont signalé une évolution sensible des activités de repostage dans leur pays depuis une année et cela en ce qui concerne tant le volume de courrier transitant par les compagnies de repostage que l'agressivité de ces mêmes compagnies. La plupart des Administrations ont décrit le problème du repostage comme grave, voire très grave. Les résultats de cette consultation figurent en annexe 2.

III. Propositions au Congrès

18. Lors de réunions du CE, tous les intervenants ont été unanimes pour constater qu'il s'agit d'un problème très important qui nécessite une collaboration étroite entre toutes les Administrations. Ils sont également d'accord sur le fait qu'il faut envisager des mesures souples, variables et rapides pour faire face à la concurrence.

a) Mesures tarifaires

19. Par la proposition 3019.11, le CE vise à autoriser expressément les Administrations postales à accorder des tarifs préférentiels à leurs clients ayant un important trafic postal afin qu'elles puissent mieux faire concurrence aux sociétés de repostage pour le trafic le plus lucratif. Ces tarifs préférentiels ne peuvent toutefois être inférieurs à ceux appliqués dans le régime intérieur aux envois présentant les mêmes caractéristiques (catégorie, quantité, délai de traitement, etc.). Par cette dernière mesure de caractère restrictif, le CE a voulu éviter que les Administrations postales pratiquent des prix de "dumping" pour attirer le trafic. En même temps, cette disposition vise à empêcher que des Administrations postales des pays tiers accordent aux sociétés de repostage des tarifs inférieurs aux coûts réels dans le pays de destination. Le CE a ainsi considéré que, si l'Administration d'un pays tiers offre des tarifs pour des envois à un autre pays moins élevés que ceux appliqués aux envois de son régime intérieur, il s'agit clairement de prix de "dumping".

20. Il est également possible d'empêcher les prix de "dumping" par l'introduction d'un système de frais terminaux plus élaboré. Cependant, la plupart des Administrations postales ont besoin d'un système simple. C'est pourquoi, dans la proposition 3064.1, le CE propose de conserver le système de frais terminaux actuel dans la plupart des relations, mais de le remplacer par un autre système dans les échanges les plus importants. Néanmoins, dans toutes les relations, les Administrations postales peuvent conclure des accords bilatéraux sur les frais terminaux si les systèmes standards ne donnent pas satisfaction. Le système standard proposé pour les flux de trafic importants comporte un taux élevé par kg (22,08 fr-or) pour le courrier LC, qui contient normalement des envois légers (moyenne mondiale: 48 envois par kg) et un taux moins élevé par kg (5,60 fr-or) pour le courrier AO, qui contient normalement des envois plus lourds (moyenne mondiale: 5,6 envois par kg). De plus, si la structure réelle du courrier s'écarte de manière significative de la structure

mondiale, l'Administration de destination a droit à des taux plus élevés à titre de compensation pour les coûts supplémentaires causés par la distribution d'un nombre plus élevé d'envois par kg. Elle peut déclencher ce mécanisme de correction lorsque le nombre d'envois LC dépasse 55 par kg et/ou lorsque le nombre d'envois AO dépasse 7 par kg. Le mécanisme de correction est un moyen important pour éviter le repostage des envois légers dans les pays tiers. Les travaux du CE dans le domaine des frais terminaux sont décrits dans le Congrès – Doc 60.

21. Les entreprises de repostage réussissent souvent à obtenir des taux préférentiels de transport aérien. Pour les longues distances, elles paient des tarifs bien inférieurs aux taux de l'article 83 de la Convention. Cependant, les Administrations postales peuvent également négocier les tarifs du transport du courrier avec les compagnies aériennes, ce qu'elles font de plus en plus. Les travaux du CE dans le domaine du taux de base du transport aérien du courrier sont décrits dans le Congrès – Doc 63.

22. Les Administrations postales qui ont fixé, dans le régime intérieur, des tarifs qui ne couvrent pas leurs coûts courent également le risque à l'avenir que les envois de l'étranger à destination de leurs pays y soient déposés directement par les sociétés de repostage. Il devient donc de plus en plus impératif d'ajuster leurs tarifs intérieurs et de limiter le tarif préférentiel aux publications éditées dans leurs pays.

b) Mesures concernant la qualité

23. Pour lutter efficacement contre le repostage, la mesure la plus décisive consiste à offrir aux clients une bonne qualité de service. Sur la base de la Déclaration de Hamburg le CE, le CCEP et le BI avec la participation active des Administrations postales ont beaucoup fait dans ce sens. Le BI a effectué neuf contrôles de qualité qui ont été suivis d'une série de mesures de redressement prise par les Administrations postales. Ces travaux sont décrits dans le Congrès – Doc 21.

24. Dans le Congrès – Doc 73, il est proposé de donner au CE un rôle accru «en vue de sauvegarder et d'améliorer la qualité du service postal international».

c) Services à valeur ajoutée

25. Plusieurs Administrations offrent déjà de tels services à leurs clients, par exemple ramassage des envois dans les bureaux des expéditeurs, suppression de certaines opérations pour des envois LC déposés en nombre afin de les mettre plus tôt dans le flux postal du pays de destination, registres d'adresses, etc. Certaines Administrations ont même introduit des services complets nouveaux, comme le transport en bloc au pays de destination des envois en nombre pour les faire bénéficier des services spéciaux offerts par l'Administration de destination dans son régime intérieur, par exemple des envois de publipostage adressés à des groupes de destinataires (ménages, commerçants, bureaux, certains métiers, etc.). Les services qui affectent d'autres Administrations que celle d'origine sont fondés sur des accords bilatéraux. Selon les suggestions figurant dans le Congrès – Doc 73, l'UPU a, à cet égard, un rôle important à jouer (introduction de nouveaux services, études de marché, suivi de la concurrence).

d) Solidarité

26. Lors de la consultation de 1987 comme durant les CE 1988 et 1989, les Administrations appuyèrent, avec une quasi-unanimité, l'idée d'une plus grande coopération entre Administrations postales, en fournissant notamment aux Administrations des pays des expéditeurs des renseignements sur les pratiques utilisées. Plusieurs d'entre elles ont signalé avoir refusé des offres des sociétés qui souhaitaient utiliser leurs pays comme centres de repostage. Il faut malheureusement reconnaître que plusieurs Administrations continuent à se prêter aux pratiques de repostage.

e) Renforcement des dispositions de la Convention destinées à empêcher le repostage

27. La poste est compétitive. Dans beaucoup de pays, la plupart des recettes de la poste proviennent des services exercés en libre concurrence avec des sociétés privées. Cependant, il est difficile de supporter la concurrence déloyale que le repostage représente. Le Congrès de Rio de Janeiro a donc ajouté un paragraphe 4 à l'article 23 de la Convention (voir § 5 ci-devant en ce qui concerne les §§ 1 à 3). Cette nouvelle disposition permet à toute Administration, qui identifierait des expéditions importantes d'envois de la poste aux lettres que quelqu'un tente d'effectuer à partir d'un autre pays que celui de l'expéditeur, de refuser d'accepter, d'acheminer ou de distribuer de tels envois.

28. Au sein du CE, un certain nombre d'Administrations ont estimé qu'un renforcement de l'article 23, paragraphe 4, dans le sens de le rendre obligatoire permettrait une lutte plus efficace contre le repostage, alors que d'autres intervenants ont été d'avis que des dispositions réglementaires ne sont pas efficaces. Devant ce manque de consensus, le CE a décidé de ne pas présenter de proposition relative à l'article 23, mais de laisser aux Administrations le soin de présenter des propositions à cet égard.

IV. Conclusion

29. Le Conseil exécutif invite le Congrès à prendre acte des résultats de l'étude et à émettre toutes directives qu'il jugera utiles.

Berne, le 23 juin 1989

Au nom du Conseil exécutif:

Le Président,

F. KOLLER

Commission 4 (Poste aux lettres – Réglementation)

Etude sur le repostage (remailing) – Résultat de la consultation

(Point 6 de l'ordre du jour)

Rapport de l'Amérique (Etats-Unis)

I. Introduction

1. De nombreuses Administrations postales ont observé ces dernières années le développement marqué d'une pratique, désignée sous le nom de «repostage», par laquelle des entreprises privées transportent des envois postaux à l'extérieur du pays de résidence des expéditeurs et les déposent dans le flux postal du service intérieur ou international d'un autre pays.
2. En général, ces entreprises appliquent des tarifs bien inférieurs à ceux de l'Administration postale du pays de résidence de l'expéditeur et prétendent souvent pouvoir offrir des délais de transmission plus brefs. Plusieurs Administrations postales ont exprimé leurs préoccupations face à la croissance de cette pratique et sur ses conséquences pour les services postaux internationaux.
3. L'annexe 1 à la lettre-circulaire 3370(B/C) 1790 du 2 septembre 1987 a exposé plus en détail les procédures générales d'exploitation des sociétés de repostage, ainsi que la base financière sur laquelle cette pratique est censée reposer. Pour pouvoir aisément la consulter, une copie de ce document est jointe en tant qu'annexe 1.
4. A la suite d'un examen de la question du repostage, lors du Conseil exécutif de 1987, il a été décidé que les Administrations se consulteraient pour déterminer leurs vues sur le repostage. C'est ainsi que le 1er septembre 1987 une lettre-circulaire diffusant un questionnaire a été adressée à chacun des membres de l'Union. Cette expédition suivait celle de la lettre-circulaire 0115(B/C)1745 du 14 août 1987 qui donnait à l'avance aux Administrations membres des informations sur la portée des problèmes soulevés par les activités de repostage.
5. Soixante-deux Administrations, dont la liste fait l'objet de l'annexe 2 au présent rapport, ont répondu au questionnaire.

II. Résumé des constatations

Identification de l'étendue et de la nature de la pratique du repostage

6. Un tiers environ des Administrations ayant répondu au questionnaire ont signalé que des entreprises privées transportaient du courrier hors de leur pays. Pour 90% de ces Administrations, le repostage affectait les lettres et les AO de publipostage, pour 80%, il affectait les publications, pour 30%, les colis. Le problème est jugé par 30% des Administrations comme très grave, par 30% comme grave, alors que pour 40% d'entre elles le problème n'est pas considéré comme grave, mais prenant de l'ampleur. La plupart des Administrations estiment que cette pratique continuera de se développer.

7. Pour les Administrations ayant répondu, le rapport entre les taxes postales internationales et les tarifs appliqués par les entreprises de repostage est extrêmement variable. Certaines entreprises concurrentes appliquent des prix ne dépassant pas 25% du tarif postal international, alors que d'autres appliquent des prix supérieurs au tarif postal de plus de 25%. Toutefois, en ce qui concerne les envois du type LC, les tarifs appliqués par la concurrence représentent en général environ la moitié de la taxe postale correspondante.

8. Vingt pour cent seulement des Administrations ont indiqué qu'elles avaient eu des problèmes du fait du retour à l'expéditeur résidant dans leur pays d'envois qui avaient été déposés dans un autre. Dans ces cas, 30% d'entre elles perçoivent des taxes auprès de l'expéditeur et 50% renvoient les objets au pays de dépôt.

9. Il ressort nettement des réponses que les LC et les AO de publipostage sont les catégories d'envois les plus couramment «repostés» dans les flux de courrier entrant. La forme la plus courante d'indication de l'acquittement de l'affranchissement sur les envois ainsi «repostés» est de loin l'empreinte «port payé». Vient ensuite l'affranchissement à la machine et, en troisième position, l'apposition de timbres-poste.

10. Vingt pour cent des pays ayant répondu ont indiqué que les entreprises de repostage déploient des efforts pour distribuer de grandes quantités d'envois de type commercial par l'intermédiaire des propres employés des entreprises de repostage installées dans les pays en question. La moitié environ des pays concernés ont indiqué qu'ils intenteraient des actions judiciaires, 20% qu'ils prendraient des mesures d'ordre financier pour contrecarrer cette pratique. Une Administration a signalé une autre méthode: devenir plus compétitif.

11. A l'évidence, pour les pays ayant répondu à cette question, la principale raison pour laquelle les entreprises font appel à des sociétés de repostage est que celles-ci appliquent des tarifs plus bas, ce qui est vrai pour toutes les catégories d'envois. Une seconde raison très importante qui a été signalée: ces mêmes sociétés offrent des meilleurs délais de transmission, singulièrement pour les envois du type LC. Le ramassage du courrier, l'affranchissement et d'autres prestations effectuées par les entreprises de repostage viennent bien après dans la liste des raisons pour lesquelles le monde des affaires recourt au repostage.

12. En ce qui concerne l'attitude des gouvernements à l'égard des sociétés de repostage, 46% des Administrations ayant répondu à la question ont indiqué que ceux-ci n'y étaient pas favorables, alors qu'un nombre égal de pays observent une attitude de neutralité. Quatre pays seulement ont précisé que leur gouvernement adopte une attitude favorable à l'égard de ces entreprises.

La réaction à la pratique du repostage

13. Pour combattre cette pratique, 15 parmi les Administrations ayant répondu ont fait savoir qu'elles fixaient de nouveaux prix ou créaient de nouveaux services. Ces nouveaux services sont notamment les suivants: S.A.L., EMS, correspondances commerciales, service d'expédition et ramassage spécial de courrier dans les locaux des gros usagers. En outre, certaines Administrations ont réduit leurs tarifs au point de ne couvrir que leur prix de revient, cela pour pouvoir rivaliser avec les sociétés de repostage.

14. Les Administrations n'ayant pris aucune mesure pour lutter contre ces firmes ont expliqué leur position par diverses considérations. Dans la plupart des cas, elles ont signalé ne pas avoir observé une telle pratique. Parmi les autres réponses fournies, il y a lieu notamment de faire mention des suivantes: les Administrations font confiance au monopole postal ou aux dispositions de l'article 23 de la Convention de l'UPU; la Convention n'autorise pas de souplesse tarifaire; le fait que les taxes internationales soient inférieures aux taxes du service intérieur peut poser problème; enfin, les entreprises de repostage possèdent déjà les plus gros clients du marché; d'autres Administrations enfin sont dissuadées de tenter de rivaliser avec elles.

15. Un peu plus de la moitié ayant répondu à la question concernant l'applicabilité du monopole postal ont indiqué que le repostage est une violation de leur législation en matière de

monopole. Parmi ces Administrations, moins de la moitié ont signalé avoir pris des mesures pour faire respecter le monopole.

16. Près des deux tiers des réponses concernant l'application des trois premiers paragraphes de l'article 23 signalent que des mesures sont prises contre le renvoi des objets dans leur pays par les expéditeurs qui y résident. Mis à part le grand nombre d'Administrations ayant indiqué ne pas avoir observé le problème, il ne se dégage pas des réponses fournies par les Administrations une nette tendance en ce qui concerne les raisons qui les poussent à ne pas faire appliquer ces dispositions.

17. Près de la moitié des Administrations ayant répondu ont précisé qu'elles appliquent le paragraphe 4 de l'article 23 pour refuser d'autoriser que de nombreux envois d'origine étrangère soient injectés dans le flux de leur courrier du service intérieur. Parmi celles qui ont indiqué autoriser de telles opérations, deux seulement ont expressément négocié l'application de tarifs réduits au courrier d'origine étrangère. La plupart ont indiqué qu'elles appliquent leurs taxes intérieures normales.

18. Les deux tiers environ des Administrations ayant répondu ont précisé qu'elles appliquaient l'article 23, paragraphe 4, se refusant à accepter dans leur flux postal international des envois en nombre expédiés par des non-résidents. Pour les pays ayant indiqué qu'ils acceptent ces envois, la plupart appliquent les tarifs internationaux en vigueur pour leurs expéditeurs nationaux; dans plus de la moitié des cas, il est cependant offert des ristournes pour les services S.A.L. ou analogues qui ne satisferaient pas aux critères concernant les taxes minimales énoncées à l'article 19 de la Convention de l'UPU.

19. Légèrement plus de la moitié des Administrations ayant répondu appliquent l'article 23, paragraphe 4, pour refuser le transit par leur pays d'envois ayant fait l'objet d'un repostage. Parmi les Administrations qui ne prennent aucune mesure contre de tels envois en transit, quelques-unes ont déclaré qu'une action dans ce sens serait une violation des dispositions contenues dans les Actes de l'UPU en ce qui concerne la liberté de transit. D'autres ont relevé des difficultés d'ordre pratique et l'absence de pouvoirs exprès dans la législation nationale.

20. Dans le cadre de cette disposition, plus d'un tiers des Administrations ayant répondu ont déclaré refuser de distribuer les envois qu'elles reçoivent et qui ont été déposés dans un pays autre que celui où l'expéditeur réside. Les Administrations ne prenant aucune mesure de ce genre invoquent de nombreuses raisons, mais aucune ne semble se dégager nettement par rapport aux autres.

21. Pour l'article 23 en général, neuf Administrations ont indiqué qu'elles envisagent de commencer à entreprendre des mesures en vue de faire respecter les textes. Parmi les mesures spéciales qui ont été citées, il y a notamment lieu de signaler la perception de taxes auprès de l'expéditeur, le retour des envois à l'Administration expéditrice et le retour de ces mêmes envois à l'expéditeur.

22. A la question de savoir si l'article 23 devrait être renforcé ou au contraire assoupli, la moitié des Administrations ayant répondu ont déclaré que certaines dispositions devraient être obligatoires et non pas facultatives. La plupart des autres Administrations ayant répondu estiment qu'il n'y a pas lieu de procéder à des modifications. Quatre Administrations ont indiqué qu'il vaudrait mieux devenir plus compétitif et qu'à long terme l'article 23 ne serait plus applicable, pour des raisons d'ordre juridique et pratique.

23. Une grande majorité (85%) des Administrations ayant répondu partagent l'opinion (énoncée dans la préface au questionnaire) selon laquelle la structure actuelle des frais terminaux UPU a joué un rôle déterminant dans l'émergence de la pratique du repostage. Il avait été demandé aux Administrations d'indiquer leurs préférences quant à la façon d'aborder à l'avenir la question des frais terminaux. Près de 40% des Administrations ayant répondu pensent que les frais terminaux devraient être calculés sur la base d'une redevance par envoi. Les autres

Administrations se divisent en parts égales: soit en faveur d'une structure fondée sur le poids assorti de taxes différentes pour les LC et pour les AO, soit en faveur de la structure UPU actuelle. Une analyse détaillée indique la présence d'autres préférences à l'intérieur de ce large éventail, mais il semble important de constater que plus de deux tiers des Administrations répondantes estiment que la structure UPU actuelle des frais terminaux doit être modifiée.

24. La quasi-totalité des pays ayant répondu ont indiqué que l'Administration où le courrier devait normalement avoir été déposé devrait être informée de son arrivée par voie de repostage par l'Administration de destination. La plupart des Administrations en question estiment que les informations devraient notamment préciser: le volume du courrier «reposté», le pays où le repostage est intervenu, les noms des expéditeurs en cause, ainsi que les noms ou raisons sociales des entreprises de repostage en cause.

25. L'annexe 3 au présent document reproduit un résumé de la Section F fourni par le Bureau international.

26. Le sommaire détaillé des réponses au questionnaire est publié sous la cote CE 1988/C 4 – Doc 9/Add 1.

III. Conclusions

27. La pratique du repostage a eu à l'évidence plus d'effets sur certaines Administrations que sur d'autres. Pratiquement pour chaque question, les réponses des pays directement affectés par ladite pratique font ressortir la nécessité de mesures de riposte, alors que les autres pays, non touchés par cette pratique, ont exprimé leur préférence en faveur de l'absence d'action et du maintien du statu quo.

28. Les Administrations ayant observé un problème de repostage estiment que les entreprises en cause sont capables d'appliquer des prix inférieurs aux tarifs postaux et d'assurer une distribution plus rapide. Un grand nombre de ces mêmes Administrations s'efforcent de diminuer les tarifs et de fournir de nouveaux services ou des services de meilleure qualité aux gros usagers du monde des affaires, cela pour être plus compétitives. Pour diverses raisons, rares sont les Administrations ayant répondu qui prennent des mesures efficaces en s'appuyant sur les dispositions régissant leur monopole postal. Un plus grand nombre signalent prendre certaines mesures en application de l'article 23. Nombreuses sont celles qui voudraient que les dispositions de l'article 23 aient un caractère obligatoire. D'autres sont d'avis que ce même article devrait être modifié ou qu'il sera difficile à appliquer.

29. La plupart des Administrations ayant répondu conviennent que la structure UPU actuelle en matière de frais terminaux a joué un rôle dans l'apparition et dans le développement de la pratique du repostage et que cette structure devrait être remplacée soit par une taxe par envoi soit par une taxe fondée sur le poids, avec application de tarifs différents pour les LC et pour les AO. La plupart des Administrations qui ne sont pas touchées par le repostage ont fait savoir que la structure UPU pour les frais terminaux ne devrait pas être modifiée.

30. Les Administrations ayant répondu appuient, quasiment à l'unanimité, l'idée d'une plus grande coopération entre Administrations postales, en fournissant aux Administrations d'origine des envois en cause des renseignements sur les pratiques en la matière.

31. Dans l'ensemble, la question du repostage semble être devenue un problème important pour un grand nombre de membres de l'Union; ce problème devra être traité, soit unilatéralement par chaque Administration affectée, soit sous la forme d'une coopération qui pourrait, entre autres, consister à modifier les Actes pertinents actuels de l'UPU.

Commission 4 (Poste aux lettres – Réglementation)

Etude sur le repostage (remailing)

(Point 4 de l'ordre du jour)

Rapport de l'Amérique (Etats-Unis)

I. Introduction

1. Lors de sa session de 1988, le CE avait chargé l'Amérique (Etats-Unis) (pays rapporteur) de poursuivre l'étude sur le repostage en vue de recueillir tous les renseignements utiles au sujet des entreprises concurrentes.
2. Afin de recueillir des informations sur l'évolution du repostage pendant le temps écoulé depuis la première enquête (cf. lettre-circulaire n° 3370(B/C)1790 du 2 septembre 1987 et document CE 1988/C 4 – Doc 9), le pays rapporteur a établi un second questionnaire de suivi, plus bref, diffusé aux seuls membres du CE par lettre-circulaire n° 3370(B)1071 du 20 janvier 1989.
3. Au total, 31 Administrations ont pris part à la consultation*. Leurs réponses font l'objet de l'annexe 1 au présent document.

II. Résumé des résultats

4. Sur 31 Administrations, 13 ont indiqué que l'on notait une évolution sensible des activités de repostage dans leur pays depuis la dernière enquête. Les réponses ont fait ressortir une augmentation tant du volume de courrier transitant par les compagnies de repostage que de l'agressivité des compagnies de repostage en matière de vente et de marketing.
5. A signaler les remarques de deux pays informant que les entreprises de repostage avaient une position suffisamment établie dans le pays pour s'attaquer non seulement au courrier exprès mais aussi à la poste aux lettres.
6. Dix-huit des 26 Administrations disposant d'assez de renseignements pour répondre ont indiqué que l'extension des activités de repostage dans leur pays pouvait être décrite comme très grave, grave, ou pas encore grave mais croissante. Cela révèle que l'on est confronté à un problème important et grandissant et à un accroissement de la tendance observée dans les résultats de la première enquête.
7. Parmi les 28 sociétés de repostage nommées dans les réponses, deux, à savoir TNT et DHL, ont été mentionnées par dix pays au moins comme étant les plus actives sur le marché. Ce total de 28 entreprises, alors que le questionnaire demandait de citer, au maximum, les dix firmes considérées comme les plus actives dans chaque pays, est un signe que le marché du repostage a de quoi séduire les entreprises privées.

* Après l'élaboration de ce rapport, trois réponses supplémentaires ont été reçues. Le nombre total de réponses est donc de 34. Cependant, ces trois dernières réponses ne changent pas les résultats généraux de la consultation.

8. Les facteurs mis en exergue par l'enquête initiale et passant pour être, aux yeux des clients, les plus grands avantages du recours aux compagnies de repostage ont été généralement à nouveau cités dans les réponses du questionnaire de suivi: des tarifs peu élevés, des services à valeur ajoutée, la rapidité de la distribution, la fiabilité, le retour des envois non distribuables, la simplicité d'emploi et une commercialisation efficace. A cela sont venus se greffer d'autres sujets d'inquiétude: l'établissement de réseaux officiels de remise/distribution et de traitement dans les pays ayant répondu.

III. Conclusion

9. Compte tenu des résultats de cette consultation, la Commission est invitée à se prononcer sur les mesures à prendre pour faire face au phénomène du repostage.

Washington, mars 1989

Mesures contre le repostage prises au plan régional

Note du Secrétaire général

I Introduction

1. L'Union postale arabe (UPA) et l'Union postale des Amériques et de l'Espagne (UPAE) ont informé le Bureau international des mesures figurant ci-après qu'elles ont prises pour combattre le repostage.

II. Actions au sein de l'UPA

2. Le problème du repostage a été abordé au sein de l'UPA en 1986. Les Administrations membres ont affirmé leur refus d'une telle activité, qui essaie d'exploiter les tarifs réduits et les franchises accordées au niveau de cette Union, et souligné que ces facilités doivent bénéficier uniquement aux usagers. Lors de sa session de 1986, le Conseil exécutif de l'UPA a recommandé aux Administrations membres de ne pas accepter des envois repostés.

3. Le sujet a été examiné à nouveau par cet organe lors de sa session de 1987, qui a approuvé une résolution demandant aux Administrations membres:

- 1° de refuser le moindre accord avec toute entreprise désirant déposer dans leur pays du courrier d'origine étrangère;
- 2° de renvoyer, soit à l'origine, soit à l'expéditeur, par application de l'article 23, paragraphe 4, de la Convention postale universelle, tous les envois déposés dans un pays autre que celui de l'expéditeur.

4. En 1988, le Conseil exécutif de l'UPA a réaffirmé les termes de la résolution en question et plusieurs Administrations postales arabes ont déjà pris des mesures pour sa mise en œuvre.

III. Actions au sein de l'UPAE

5. Une table ronde sur le repostage a été organisée avec la participation de 19 Administrations à l'occasion de la session de 1988 du Conseil consultatif et exécutif (CCE) de l'UPAE. A la suite de cette table ronde, le CCE a décidé:

- 1° de déclarer que la pratique du repostage s'oppose aux principes qui régissent les services postaux internationaux et porte atteinte à leur existence même;
- 2° de recommander aux Administrations postales des Pays-membres qu'elles s'opposent à cette pratique par tous les moyens dont elles disposent;

- 3° de stipuler que les organes permanents de l'Union devront suivre attentivement l'évolution de ce problème pour être à même d'y remédier de la façon la plus appropriée.

IV. Conclusion

6. Le Congrès est invité à prendre acte de ces informations.

Berne, le 16 août 1989

Le Secrétaire général,

A.C. BOTTO DE BARROS

Conséquences de l'utilisation du DTS comme unité de compte

Rapport du Conseil exécutif

I. Introduction

1. A la suite de la démonétisation de l'or décidée par le Fonds monétaire international le 1er avril 1978, le Congrès de Rio de Janeiro, en 1979, avait été amené à introduire le DTS dans les Actes comme unité monétaire intermédiaire.
2. Le Congrès de Hamburg a chargé le Conseil exécutif d'étudier les effets du DTS tant sur le niveau des taxes (résolution C 79) que sur celui des frais terminaux (résolution C 42).
3. Pour donner suite à ce mandat, le Conseil exécutif de 1986 a chargé la France d'une étude sur les conséquences de l'utilisation du DTS comme unité de compte. Les résultats de cette étude ont été utilisés par le CE dans l'étude des taxes de base et dans l'étude des frais terminaux.

II. But de l'étude

A. Informations à fournir à l'étude des taxes de base

4. Le cadre de l'étude est assez précis dans la mesure où il s'agit de prolonger et surtout d'actualiser les travaux présentés par la France au Congrès de Hamburg. Pour rendre compte des effets du DTS, l'étude consiste à:
 - 1° mesurer l'évolution des taxes des Administrations lorsqu'elles sont exprimées en DTS;
 - 2° déterminer comment se situent les taxes des Administrations par rapport aux taxes de base fixées par l'article 19 de la Convention de Hamburg.
5. La méthode utilisée par le passé ayant fait ses preuves, la France a été chargée de dresser un constat de la situation au plan mondial au 1er janvier 1988 et un dernier constat au 1er janvier 1989.

B. Etude des frais terminaux

6. Le CE a demandé à la France de procéder aux analyses suivantes:
 - 1° mesure de la variation, entre le 1er janvier 1986 et le 1er janvier 1988, des taux de frais terminaux en monnaie nationale;
 - 2° comparaison entre l'évolution des taux de frais terminaux, d'une part, et des taxes des Administrations, d'autre part, entre le 1er janvier 1986 et le 1er janvier 1988;

- 3^o calcul de l'évolution du coût moyen annuel de l'emploi pour un «agent/facteur» entre 1986 et 1988 (même formulation utilisée par les Etats-Unis d'Amérique dans leur étude sur l'aspect des coûts des frais terminaux (CE 1988/C 5 – Doc 8);
- 4^o évolution des prix à la consommation en 1986 et 1987 dans les Pays-membres de l'UPU (taux d'inflation).

III. Sources de l'étude

7. Un premier questionnaire a été diffusé à tous les Pays-membres de l'Union par lettre-circulaire 3390(B)2015 du 16 novembre 1987. Ce questionnaire, auquel ont répondu 85 Administrations, a permis de recueillir des informations sur:

- le coût moyen de l'emploi pour un facteur au 1er janvier 1988;
- l'évolution des prix à la consommation en 1986 et au cours des dix premiers mois de l'année 1987 (ces derniers taux ont été extrapolés à l'année);
- la taxe appliquée à une lettre de moins de 20 g à destination de l'étranger les 1er juillet 1981, 1er janvier 1986, 1er janvier 1988.

8. Les résultats de cette consultation ont été soumis pour vérification aux Administrations concernées (lettre-circulaire 3390(B)1592 du 30 juin 1988).

9. Un deuxième questionnaire a été diffusé à tous les Pays-membres de l'Union par lettre-circulaire 3390(B)1996 du 17 novembre 1988. Ce questionnaire, auquel ont répondu 111 pays, a permis de recueillir des informations sur la taxe appliquée à une lettre de moins de 20 g à destination de l'étranger à la date du 1er janvier 1989. Les calculs effectués par le pays rapporteur sur la base des réponses aux deux questionnaires peuvent être obtenus auprès du BI.

IV. Principaux résultats de l'étude

A. Etude des effets du DTS sur les taxes

10. Dans la période de 1981 à 1988, les taxes des Administrations ont évolué comme suit:

Evolution des taxes globalement (en %)				
		1981 à 1986	1986 à 1988	1981 à 1988
En monnaie nationale	Moyenne arithmétique	73,8	37,5	94,4
	Moyenne médiane	60,0	8,8	87,5
En DTS	Moyenne arithmétique	14,8	- 5,2	8,2
	Moyenne médiane	<u>8,9</u>	<u>- 4,7</u>	<u>1,9</u>

11. Si, sur la période 1981/1988, l'augmentation en monnaie nationale est de l'ordre de 90 %, il n'en est pas de même en termes réels puisque, en tenant compte des effets du DTS, les taxes sont majorées de 8,2 % en moyenne arithmétique et de 1,9 % en moyenne médiane. Cet exercice confirme la validité des conclusions précédentes, à savoir que globalement le DTS a un rôle stabilisateur. Les augmentations intervenues en monnaies nationales sont en effet amorties en raison de la poursuite du mouvement d'érosion de nombreuses monnaies par rapport au DTS.

12. Les taxes des Administrations ayant répondu aux enquêtes se situaient comme suit par rapport aux taxes de base :

	Janv. 86	Janv. 88	Janv. 1989 ¹
Moyenne arithmétique en DTS	0,30	0,29	0,31
Moyenne médiane en DTS	0,29	0,28	0,30

Nombre de pays ayant une taxe:

- < taxe de base 62 61 71
- > taxe de base 23 23 39
- Sur les 71 pays (65 %) qui ont, en janvier 1989, une taxe en DTS inférieure à la taxe de base:
 - 68 pays (96 %) se situent entre – 20 % et – 90 % par rapport à la taxe de base;
 - 10 pays se trouvent au-dessous de la limite minimale de – 70 %.
- Sur les 39 pays (35 %) qui ont, en janvier 1989, une taxe en DTS supérieure à la taxe de base:
 - 33 pays (85 %) majorent leurs taxes dans une fourchette comprise entre 0 et 50 %;
 - 4 pays dépassent la limite supérieure de 100 %.

13. A la lumière de ces résultats, on peut en déduire que la taxe de base devrait être réduite d'environ 20 % pour que son niveau:

- soit proche de la moyenne arithmétique et de la moyenne médiane;
- ne conduise pas certaines Administrations à se trouver à un niveau inférieur à la limite minimale.

B. Les effets du DTS sur les frais terminaux

14. Sur la période du 1er juillet 1981 au 1er janvier 1986 (1982/1986 pour les salaires), on constate qu'en moyenne les frais terminaux ont, en monnaie nationale, augmenté de 84,34 %, alors que les majorations sont de:

- 60,0 % pour les taxes;
- 52,4 % pour les salaires.

¹ Les résultats de janvier 1989 sont fondés sur un panel d'Administrations différent de celui utilisé en janvier 1986 et en janvier 1988. Si l'on exclut les Administrations qui n'ont pas fourni des données pour 1986 et 1988, la médiane des taxes en DTS en janvier 1989 est de 0,29 DTS, soit strictement la même valeur qu'en janvier 1986.

Evolution des résultats médians en %

Indicateurs	1986/1981 ¹	1988/1986	Observations
Taux de frais terminaux en monnaie nationale	83,34	25,13	86/81 = <u>8 fr-or en monnaie nationale</u> 5,5 fr-or en monnaie nationale 88/86 = <u>8 fr-or en monnaie nationale</u> 8 fr-or en monnaie nationale
Taxes en monnaie nationale	60,0	8,8	
Coût salarial d'un agent/facteur en monnaie nationale	52,4	5,9	
Taux d'inflation		16,99	

15. Sur la période du 1er janvier 1986 au 1er janvier 1988, en l'absence de relèvement du taux de frais terminaux en DTS, on constate que le recours à l'unité de compte du FMI entraîne une augmentation moyenne en monnaie nationale de 25,13 % alors que, dans le même temps, les majorations sont de:

- 16,99 % pour les prix à la consommation;
- 5,9 % pour les salaires en monnaie nationale;
- 8,8 % pour les taxes en monnaie nationale.

16. Il apparaît donc qu'en moyenne, l'indexation sur le DTS a permis au taux de frais terminaux de bénéficier d'une appréciation en termes réels.

V. Conclusion

17. Les constats ainsi décrits ont porté sur des analyses faites à partir de valeurs moyennes. C'est dire que les appréciations faites ne correspondent pas forcément à la situation de chaque pays.

18. Sur un plan général, les différentes observations réalisées par le CE depuis le Congrès de Hamburg permettent de confirmer le rôle stabilisateur du DTS. Cependant, elles ne permettent pas de faire, en toute certitude, des projections sur les effets possibles du DTS dans le futur.

¹ Sauf pour les salaires où il s'agit de l'année 1982.

19. Le CE estime que les effets du DTS doivent être systématiquement pris en compte dans toutes les études futures relatives à la tarification et aux frais terminaux. Il est également d'avis que, pour élargir l'utilité de l'étude, il est souhaitable de prendre en compte, si cela est possible, des paramètres économiques plus nombreux.

20. Si le Congrès adopte la proposition 3019.8 concernant la révision des taxes de base et la proposition 3000.3 concernant une étude permanente sur les frais terminaux, cela impliquerait la continuation, selon les modalités fixées par le CE, de l'étude sur les effets du DTS. Si le Congrès souhaite donner des instructions, il peut le faire sous forme d'une décision.

Berne, le 23 juin 1989

Au nom du Conseil exécutif:

Le Président,

F. KOLLER

Taxes de base

Rapport du Conseil exécutif

I Introduction

1. Le principe de l'uniformité des taxes, contenu dans la Convention de Berne de 1874, a simplifié et normalisé les barèmes de taxes compliqués qui étaient établis en vertu d'accords bilatéraux. Toutefois, l'instabilité économique de nombreux pays, au lendemain de la Première Guerre mondiale, et l'augmentation des coûts d'exploitation ont entraîné la nécessité d'adapter le principe d'uniformité à la réalité économique mondiale qui, dans les années 1920, différait de façon sensible de celle des précédentes décennies. C'est pourquoi le Congrès de Madrid 1920 a établi des taxes de base qui étaient, en fait, des taxes maximales, car les Administrations postales pouvaient sous certaines conditions fixer des taxes moins élevées. Le Congrès de Stockholm 1924 a donné aux Administrations la possibilité d'accroître ou de réduire les taxes de base dans la limite d'un certain pourcentage.

2. Les dispositions actuelles autorisent les Administrations à majorer les taxes de base de 100 % au maximum et à les réduire de 70 % au maximum. Cela signifie que le montant de la limite supérieure de la taxe est supérieur de 567 % au montant minimal. Si l'on ajoute les autres possibilités offertes aux pays dans le cadre de la Convention, on arrive à un écart encore plus grand. Par exemple, on admet, au paragraphe 6 de l'article 19 de la Convention, pour les journaux et écrits périodiques, une réduction allant jusqu'à 50 % du tarif pratiqué pour les imprimés. De plus, les Administrations peuvent concéder des taxes réduites basées sur leur législation intérieure (article IV du Protocole final). Les Administrations sont également autorisées à dépasser les limites supérieures, s'il le faut, pour mettre leurs taxes en rapport avec les coûts d'exploitation de leurs services (article III du Protocole final).

3. Par sa résolution C 79, le Congrès de Hamburg 1984 a chargé le CE de mener une étude sur les taxes de base afférentes aux envois de la poste aux lettres. Il était notamment demandé au CE:

- 1^o d'étudier si les dispositions de l'article 19 concernant la fixation des taxes d'affranchissement pour les envois de la poste aux lettres sont appropriées, en tenant compte du coût réel d'exploitation du service, facteur fondamental, ainsi que d'autres éléments, comme l'évolution des besoins des clients, l'influence des facteurs externes sur le trafic postal, les effets du DTS et tout autre élément considéré comme pertinent; et
- 2^o d'étudier la possibilité de prévoir un système dont l'application permettrait aux taxes de garder leur valeur réelle dans l'intervalle entre deux Congrès.

4. Dans sa décision C 59, le Congrès a également confié au CE l'étude d'une proposition visant à amender le paragraphe 10 de l'article 19. L'intention de cette dernière proposition était de modifier l'idée à la base de la tarification des envois mixtes: au lieu de déterminer la taxe applicable en fonction de celle afférente à la catégorie incluse dans l'envoi, dont le tarif est le plus élevé, il s'agirait de la déterminer en fonction de celle afférente à la catégorie dont la limite de poids est la plus élevée.

II. Conduite de l'étude

a) Groupe de travail

5. Le CE a confié l'étude de ces deux questions à sa Commission 5 (Poste aux lettres – Tarification et rémunération). Pour la conduite de l'étude, le CE 1985 a créé un Groupe de travail composé des pays suivants: Amérique (Etats-Unis), Australie (pays rapporteur), Belgique, Brésil, Côte d'Ivoire (Rép.), Japon et Argentine (observateur).

b) Consultations

6. Par lettre-circulaire n° 3390(B 1)1680 du 11 juillet 1986, les Pays-membres de l'Union ont été consultés sur:

- l'utilité de fixer des taxes de base uniformes dans la Convention;
- les besoins de la clientèle;
- les facteurs extérieurs ayant une influence sur le volume de trafic postal.

7. Le Groupe a fondé son travail sur les résultats de cette consultation, à laquelle ont pris part 77 pays, et sur les résultats des consultations ultérieures et plus détaillées au sein du CE. Il a également profité des résultats de l'étude des conséquences de l'utilisation du DTS comme unité de compte (voir Congrès – Doc 57).

III. Travaux qui n'ont pas abouti à des propositions au Congrès

a) Le facteur «coûts»

8. Une partie du mandat du CE était de considérer le niveau des taxes au regard du coût réel d'exploitation du service. Les coûts moyens du traitement des envois de la poste aux lettres ont été calculés sur la base des données provenant d'autres études de coûts, à savoir:

- les coûts du traitement à l'arrivée (CE 1988/C 5 – Doc 8);
- les coûts du traitement au départ, dont le calcul s'effectue en prenant le rapport entre les coûts du traitement au départ et ceux du traitement à l'arrivée (utilisé dans l'étude des frais terminaux de 1974-1979) et en l'appliquant au montant des coûts du traitement à l'arrivée;
- les frais de transport moyens (acheminement extérieur), dont le calcul a été fait à partir des données découlant de l'étude des frais terminaux de 1974-1979, et mis à jour en se référant à l'étude des frais de transit (voir Congrès – Doc 61).

9. Le CE a pris acte des résultats suivants obtenus par cette méthode:

Catégorie	Poids	Taxes de base actuelles		Coûts moyens obtenus	
		fr-or	DTS	fr-or	DTS
Lettres	20 g	1,125	0,37	0,534	0,175
Imprimés	101-250 g*	2,25	0,74	1,265	0,413
Petits paquets	800 g	6,75	2,21	4,033	1,318
Sacs «M»	10 kg	47,25	15,44	23,548	7,693

* Le poids de 250 g a servi de base au calcul du coût de l'acheminement extérieur.

b) Niveau des taxes

10. Lors des derniers Congrès, les propositions visant à ajuster les taxes figurant dans l'article 19 se fondaient sur les résultats de sondages des Pays-membres sur leurs besoins pendant les cinq années séparant les Congrès. Le Congrès de Hamburg avait émis des doutes quant à l'efficacité de ces enquêtes traditionnelles. C'est pourquoi le CE a décidé de chercher une méthode plus réaliste pour établir les taxes, s'appuyant sur la situation réelle. Le CE ayant déjà reconnu la validité de l'emploi du DTS comme unité de mesure de l'évolution des taxes postales, il était logique de prendre cette base pour l'établissement de toutes les taxes.

11. Le CE a calculé toutes les taxes de base sur la base de la médiane des taxes fixées par les Administrations postales pour une lettre internationale jusqu'à 20 grammes selon l'étude sur le DTS (voir Congrès – Doc 57) et d'un indice faisant apparaître le rapport existant entre cette taxe médiane et les taxes d'autres envois selon les données du Recueil des équivalents. Toutes les taxes calculées sont inférieures aux taxes actuellement en vigueur. Conscient qu'une réduction de ces taxes pourrait entraîner une pression sur les Administrations en faveur d'une réduction de leurs taxes pour les envois internationaux, le CE a recommandé que les taxes actuelles restent en vigueur jusqu'à ce qu'elles soient dépassées par les taxes médianes des Administrations.

12. Il en est de même en ce qui concerne la valeur d'un coupon-réponse international. Cependant, le CE a constaté que la valeur actuelle des coupons-réponse permet de couvrir également le coût du transport aérien des envois (voir à cet égard la proposition 2031.2 élaborée dans le cadre de l'étude sur la tarification d'après de nouveaux principes de classification des envois de la poste aux lettres).

13. Le CE estime qu'il n'est pas nécessaire, pour le moment, de chiffrer les taxes des envois de la poste aux lettres classifiées selon d'autres systèmes de tarification que le système traditionnel.

c) Les besoins des clients

14. Le CE a tenté de connaître, par voie de consultation des Pays-membres de l'UPU, l'évolution des besoins des clients pouvant influencer sur le niveau des taxes de base. Une majorité des Pays-membres ayant répondu ont indiqué qu'ils tiennent compte des besoins de leurs clients au moment de fixer les taxes internationales mais aucun n'a fait état de besoins dont la satisfaction aurait été minorée par l'application des dispositions en vigueur. Le CE a considéré l'étude sur cet aspect comme terminée. Cependant, certains éléments ont été repris dans l'étude concernant la souplesse à introduire dans le contenu de l'article 19.

d) Influence de facteurs externes sur le volume du trafic

15. Cette question a fait l'objet d'une consultation des Pays-membres à qui l'on a demandé d'énumérer des facteurs ayant un effet, positif ou négatif, sur le volume du trafic postal international. Une longue liste de facteurs a été dressée. Il a aussi été demandé aux pays consultés de dire de quelle manière il fallait ajuster l'article 19 pour éliminer les effets négatifs. La seule solution proposée a été de transformer les taxes en taxes indicatives.

IV. Travaux qui ont abouti à des propositions au Congrès. Principes contenus dans les propositions

a) Souplesse

Taxes indicatives

16. Une consultation des Pays-membres à propos de la suppression ou du maintien des taxes a démontré une importante majorité en faveur du maintien, sous quelque forme que ce soit.

D'autres réponses à cette consultation ont montré qu'une forte majorité d'Administrations se prononçaient pour la conversion des taxes en taxes indicatives, principe contenu dans la proposition 3019.6.

17. L'idée fondamentale de la mention de taxes indicatives est qu'il serait laissé aux Administrations, désirant continuer à fixer des taxes internationales concordant avec les taxes indiquées dans l'article 19 de la Convention, toute latitude de le faire. Les taxes de la Convention donneraient ainsi une assise juridique et une référence à l'occasion de la fixation par les Administrations de leurs propres tarifs internationaux.

Suppression du paragraphe 2c de l'article 19

18. Un autre moyen d'obtenir une plus grande souplesse, contenu dans la proposition 3019.9, consiste à supprimer le paragraphe 2c de l'article 19. Selon cette disposition, les taxes afférentes aux échelons de poids adoptés par un Pays-membre doivent être dans le même rapport que celui qui existe entre les taxes de base dans la structure de poids prévue au paragraphe 1. L'effet de cette disposition est que l'écart absolu entre les taxes afférentes aux différents échelons de poids se creuse de plus en plus. La suppression du paragraphe 2c permettra aux Administrations de fixer leurs taxes en fonction des nécessités et des contingences commerciales.

Tarifs préférentiels en faveur des clients importants de la poste

19. Le CE estime qu'il est souhaitable de donner plus de latitude aux Administrations d'origine dans l'octroi de tarifs préférentiels aux clients importants. Cependant, on devra veiller à ce qu'elles ne soient pas autorisées à fixer des prix de dumping. La principale raison de la proposition 3019.11 est que les grandes entreprises industrielles et commerciales représentent la clientèle la plus accessible et la plus convoitée par la concurrence et que ces clients estiment avoir droit à un traitement de faveur (voir également le Congrès – Doc 56 sur le repostage).

Envois mixtes

20. La solution de la proposition 3019.10 consiste à donner la faculté aux Administrations d'origine d'autoriser la réunion en un seul envoi d'objets passibles de taxes différentes et de choisir entre les deux modes de calcul des taxes, à savoir la taxe de la catégorie dont le tarif est le plus élevé ou la somme des différentes taxes applicables à chaque élément de l'envoi.

b) Revision des taxes entre les Congrès

21. Le CE a été chargé d'étudier la possibilité de prévoir un système dont l'application permettrait aux taxes de garder leur valeur réelle entre deux Congrès. Dans les propositions 1502.4 et 3019.8, il a résolu le problème du maintien de la valeur réelle des taxes de la façon suivante:

- continuer à suivre les taxes fixées par les Pays-membres, le but essentiel de ce suivi étant de mesurer l'évolution des taxes des Administrations pour les lettres jusqu'à 20 g, exprimées en DTS. Etudier ensuite la position de la tarification des Administrations par rapport aux taxes de base indiquées dans l'article 19;
- à l'aide d'un indice faisant apparaître le rapport existant entre la taxe d'une lettre jusqu'à 20 grammes et les taxes d'autres envois selon les données du Recueil des équivalents, calculer les taxes afférentes à tous les envois de la poste aux lettres;
- reviser les taxes une fois entre deux Congrès de façon que les taxes de base aient une valeur représentative (valeur médiane).

22. Bien qu'il n'existe pas un précédent direct à ce genre de mesure, la modification proposée pourrait être prise comme le prolongement logique de l'établissement des limites supérieures et inférieures, qui a été décidé par le Congrès de 1924, et comme un supplément aux autorisations exceptionnelles qui ont été accordées au fil des années. Le CE devrait nécessairement être doté d'un pouvoir accru en ce qui concerne les taxes de base, mais qui se limiterait aux calculs mathématiques que le Bureau international effectuerait à partir de données provenant des Pays-membres.

Cependant, puisqu'il est prévu de transformer les taxes de base en taxes indicatives, l'importance de cette délégation de pouvoir au CE s'en trouverait limitée.

c) Normalisation des limites de poids des catégories de la poste aux lettres

23. Actuellement, la limite de poids pour les lettres et les imprimés est de 2 kg (jusqu'à 5 kg pour les livres) tandis que celle fixée pour les petits paquets est tantôt de 2 kg (94 Administrations) et tantôt de 1 kg. Ce manque d'uniformité pose des problèmes aux clients et au personnel de la poste (particulièrement aux guichetiers) qui réclament une harmonisation des limites de poids. C'est le but de la proposition 3019.7. En outre, cette harmonisation faciliterait la coexistence de différents systèmes de tarification.

V. Conclusions

24. Vu ce qui précède, le Conseil exécutif invite le Congrès :

- a) à prendre acte des résultats de l'étude;
- b) à approuver les propositions 1502.4, 3019.6, 3019.7, 3019.8, 3019.9, 3019.10, 3019.11, 2031.4, 3303.1 et 3304.1.

Berne, le 23 juin 1989

Au nom du Conseil exécutif:

Le Président,

F. KOLLER

Classification du courrier

Rapport du Conseil exécutif

I Introduction

1. Beaucoup d'Administrations estiment que le système traditionnel de tarification ne correspond plus aux besoins des clients ni aux besoins opérationnels de la poste. Les Administrations utilisent en régime intérieur différents systèmes jugés plus simples et plus appropriés (par exemple, priorité/non-priorité).
2. Le Congrès de Hamburg 1984, en adoptant la résolution C 62, avait chargé le Conseil exécutif:
 - d'examiner les possibilités de passer du système de tarification basé sur le contenu des envois de la poste aux lettres à un autre basé sur les notions de priorité/non-priorité ou, éventuellement, sur d'autres critères;
 - d'examiner aussi, comme alternative, la possibilité d'admettre un tel système (ou d'autres systèmes) pendant une période transitoire parallèlement au système traditionnel;
 - d'élaborer, le cas échéant, des propositions à soumettre au Congrès.
3. Par sa décision C 60, le Congrès a également confié au Conseil exécutif l'étude de la proposition 3019.10 qui envisageait de donner aux pays utilisant dans leur service intérieur un système de classification basé sur la notion de courrier prioritaire et non prioritaire la possibilité, à titre exceptionnel, d'appliquer ce système également dans le service international. Le Conseil exécutif a trouvé opportun également d'inclure dans l'étude la proposition 3019.9 qui préconisait l'introduction pour le courrier international d'une nouvelle structure de classification en prenant comme critère le caractère physique des envois, normalisés ou non normalisés.

II. Conduite de l'étude

Groupe de travail

4. Le Conseil exécutif a confié l'étude à sa Commission 5 (Poste aux lettres – Tarification et rémunération). Pour la conduite de l'étude, le CE 1985 a créé un Groupe de travail composé des pays suivants: Allemagne, Rép. féd. d', Hongrie (Rép. pop.), Jordanie, Nigéria, Norvège (pays rapporteur), Nouvelle-Zélande, Uruguay et Grande-Bretagne (observateur).

Première consultation

5. Une première consultation a été effectuée en 1986 pour recueillir des informations sur les systèmes de tarification appliqués, les préférences de la clientèle, les aspects opérationnels principaux et l'avis des Administrations quant au meilleur système pour le service international. 95 Administrations postales ont pris part à cette consultation. Un résumé des résultats figure en annexe 1.

6. Il convient de remarquer les résultats principaux suivants:

- La plupart des pays ont recours au système traditionnel en régime intérieur, en y apportant souvent certaines modifications;
- Presque tous seraient disposés à modifier leur système intérieur si de nouveaux systèmes internationaux étaient adoptés;
- Pour le service international, 47 % des Administrations ont marqué leur préférence pour le système actuel et 43 % pour le système "priorité/non-priorité"
- Mais 67 % étaient disposés à accepter la coexistence d'au moins deux systèmes;
- La plupart des Administrations ne voient pas de sérieuses difficultés à faire fonctionner côte à côte des systèmes différents;
- Elles ont par conséquent admis que les nouveaux systèmes devraient être facultatifs pour que les Administrations désirant conserver les systèmes traditionnels puissent le faire.

Deuxième consultation

7. Sur la base des résultats de la première consultation une deuxième consultation a été effectuée en 1987 sur les modalités de coexistence. 77 Administrations postales ont pris part à cette consultation. Un résumé des résultats figure en annexe 2. Un quasi-consensus s'est dégagé sur les suggestions précises concernant l'application pratique des principes généraux à introduire dans la Convention.

Troisième consultation

8. Par lettre-circulaire 3390.2(B)1461 du 3 juin 1988 les membres du CE et les Administrations postales ayant participé à la deuxième consultation ont été invités à étudier à fond les projets de propositions découlant de cette consultation et, si nécessaire, à formuler des amendements. Vingt-quatre Administrations ont répondu à cette invitation et quinze d'entre elles ont formulé des observations aux propositions. Le Groupe de travail a, dans la mesure du possible, essayé de tenir compte de ces remarques dans l'élaboration de la version finale des propositions.

III. Idées fondamentales contenues dans les propositions

9. Les propositions sont basées sur le fait qu'une nette majorité d'Administrations sont disposées à accepter la coexistence de plusieurs systèmes de tarification et à admettre, par conséquent, l'introduction de nouveaux systèmes de tarification, mais sans que cela implique pour elles l'obligation de modifier leur système.

10. Les propositions portant sur la classification et sur les aspects liés à l'exploitation permettent aux différents systèmes internationaux de coexister de façon harmonieuse. La plupart des Administrations ne prévoient pas à cet égard de difficultés pratiques dans la réalisation de ce projet.

11. Les propositions visent à lier plus étroitement les règles tarifaires et opérationnelles de la poste aérienne à celles régissant la poste aux lettres car, de nos jours, le transport par la voie aérienne est devenu le moyen normal d'acheminement des LC et aussi, dans une large mesure, des AO. Cela a réduit le volume de la Convention et de son Règlement.

12. Les objectifs en matière de qualité de service ont été introduits.

IV. Conclusions

13. Le CE estime que les présentes propositions auront les avantages suivants:

- beaucoup d'Administrations seront en mesure d'offrir à leurs clients des services plus simples et plus souples;
- les autres Administrations auront la possibilité de conserver le système traditionnel, si elles le désirent.

14. Cela étant, le Conseil exécutif invite le Congrès :

- a) à prendre acte des résultats de l'étude;
- b) à approuver les propositions dont la liste figure en annexe 3.

Berne, le 23 juin 1989

Au nom du Conseil exécutif:

Le Président,

F. KOLLER

Etude sur la structure des taxes d'après de nouveaux principes de classification du courrier – Résultats de la première consultation.

Résumé du rapport du Groupe de travail 2 présenté au CE 1987
(CE 1987/C5 – Doc 5)

1. Le résumé ci-après contient les résultats principaux de la consultation effectuée auprès des Pays-membres de l'UPU par lettre-circulaire no 3390(B1)1535 du 30 mai 1986 adressée à toutes les Administrations postales pour recueillir des informations sur:

- les systèmes de tarification utilisés dans leurs services intérieurs ;
- les systèmes de taxation utilisés au plan international en plus du système traditionnel ;
- les préférences des clients en matière de tarification ;
- les aspects d'exploitation et leur avis en ce qui concerne le meilleur système de tarification en vue d'obtenir une productivité postale optimale ;
- les obligations d'ordre social et culturel ;
- les aspects d'ordre juridique et économique ;
- le système de tarification que les Administrations postales désirent et, le cas échéant, si ce système doit être le seul système à retenir au plan international ou si d'autres systèmes doivent coexister avec lui ;
- les travaux complémentaires.

2. Quatre-vingt-quinze Administrations postales ont répondu au questionnaire.

Systèmes de tarification intérieurs

3. La plupart de ces Administrations utilisent, dans leur service intérieur, le système traditionnel fondé sur le contenu et la présentation de l'envoi, mais leurs systèmes contiennent souvent des éléments d'autres systèmes (envois individuels/envois en nombre, priorité/non-priorité et normalisé/non normalisé). Si un nouveau système international de tarification était introduit à titre obligatoire ou facultatif, la quasi-totalité des Administrations étudierait la possibilité de changer leur système national fondé sur le contenu et la présentation des envois.

Systèmes de tarification au plan international

4. L'usage de systèmes alternatifs au plan international en sus du système traditionnel n'est pas très répandu, mais a causé peu de problèmes dans les Administrations qui expédient ou reçoivent des envois classés en fonction des systèmes priorité/non-priorité et normalisé/non normalisé. Environ 40 pour cent des Administrations font usage de l'article IV du Protocole final concédant des taxes réduites basées sur leur législation intérieure ou en feront usage dans un proche avenir, tandis que relativement peu d'Administrations font usage de la faculté accordée par l'article 19, paragraphe 9, de la Convention d'appliquer des taxes plus élevées à des envois non normalisés qu'à des envois normalisés.

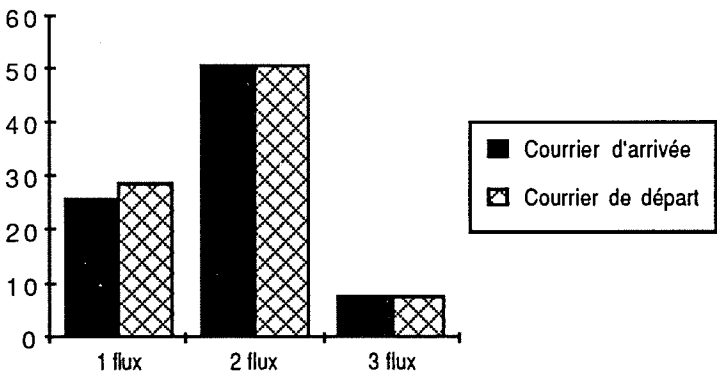
Préférences de la clientèle

5. Dix Administrations seulement ont fait des études de marché concernant les préférences de la clientèle en matière de tarification. Cependant, plus de la moitié des Administrations qui se sont prononcées considèrent que le système de tarification traditionnel répond mal aux besoins des clients.
6. Les Administrations sont d'avis que les clients attachent une grande importance à des règles simples et peu nombreuses, à une tarification selon la rapidité du service désirée et à de bas tarifs.

Aspects d'exploitation

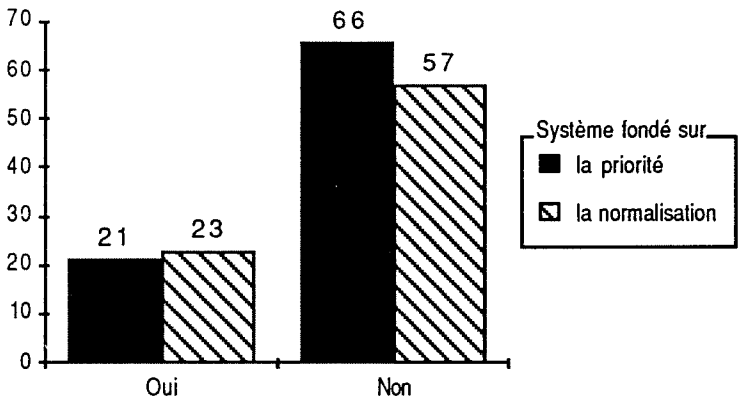
7. Le courrier international est traité en deux flux dans la plupart des pays, la priorité étant normalement donnée aux envois-avion (voir le diagramme ci-après).

Traitement du courrier



8. Une nette majorité d'Administrations confectionnent des classes distinctes de LC et AO pour le courrier international, alors que moins de la moitié des Administrations en font de même pour le courrier du régime intérieur. Dans le cas d'une coexistence de deux ou plusieurs systèmes, la plupart des Administrations ne prévoient pas de sérieuses difficultés au cas où le courrier d'arrivée et en transit serait divisé en un flux comprenant le courrier-avion et les envois prioritaires, et un flux comprenant les envois non prioritaires et le courrier de surface. Il en serait de même si le courrier était divisé en un flux d'envois normalisés et un autre d'envois non normalisés, ces derniers étant classés comme envois soit prioritaires, soit non-prioritaires (voir le diagramme ci-après).

Problèmes pour les Administrations de destination et de transit en cas de coexistence de plusieurs systèmes de tarification?



9. Les différents systèmes sont classés par les Administrations en fonction de leur simplicité en matière d'acceptation, de facilité de traitement du courrier et d'obtention d'une productivité optimale, dans l'ordre suivant:

- 1° Priorité/non-priorité
- 2° Normalisé/non normalisé
- 3° Système actuel
- 4° Envois individuels/en nombre.

Obligations d'ordre social et culturel

10. Une nette majorité d'Administrations pensent qu'on devrait appliquer aux cécogrammes des taxes réduites ou nulles. En revanche, les tarifs réduits dont bénéficient les imprimés en général n'ont pas une base solide, alors que les réductions de taxe appliquées aux journaux et écrits périodiques sont bien mieux admises.

Aspects d'ordre juridique et économique

11. Peu d'Administrations rencontreraient de sérieux problèmes d'ordre juridique ou économique si le système international actuel de tarification était remplacé par un autre et, dans la plupart des cas, les difficultés éventuelles pourraient être éliminées en un an ou deux.

Système de tarification désiré

12. 47 % des Administrations considèrent le système actuel de tarification comme le mieux adapté au service international, mais la marge est faible par rapport au système priorité/non-priorité, favorisé par 43 % des Administrations. 10 % préfèrent le système normalisé/non normalisé et le système des envois individuels/en nombre.

13. 21 % des Administrations sont d'avis que le système traditionnel doit être le seul système de tarification, 12 % des Administrations ont opté pour d'autres systèmes comme système unique, tandis que 43,5 % des Administrations ont indiqué leur accord pour l'application de deux ou plusieurs systèmes en parallèle et 67 % admettraient la coexistence de plus d'un système pendant une période transitoire.

14. Le rapport du Groupe de travail contenant tous les résultats de la consultation peut être obtenu auprès du Bureau international.

**Etude sur la structure des taxes d'après de nouveaux principes de classification du courrier.
Résultats de la deuxième consultation**

Résumé du rapport du Groupe de travail 2 présenté au CE 1988 (CE 1988/C5 – Doc 5) complété par les numéros des propositions élaborées (souligné)

1. Le résumé ci-après contient les résultats principaux de la consultation effectuée auprès des Pays-membres de l'UPU par lettre-circulaire no 3390.2(B)1491 du 29 mai 1987. Le nombre de pays ayant répondu au questionnaire s'élève à 77.

I. Dispositions générales concernant la poste aux lettres

2. Une immense majorité d'Administrations ont exprimé leur accord sur le principe de la restructuration, esquissée ci-après, de l'article 19 de la Convention et la création éventuelle d'un article 19bis.

3. Les paragraphes 1, 2, 4 à 5, 7 et 10 à 12 pourraient servir aussi dans le cas d'un système de tarification plus flexible (72 oui – 3 non). Proposition 3019.5.

4. Le paragraphe 3 actuel devrait être modifié de façon que les Pays-membres qui ont supprimé les cartes postales, les imprimés et/ou les petits paquets comme catégories distinctes d'envois de la poste aux lettres dans leur service intérieur puissent en faire de même en ce qui concerne le courrier à destination de l'étranger (65 oui – 11 non). Une nette majorité d'Administrations (62 oui – 12 non) ont indiqué que les célogrammes devraient rester obligatoires au départ également. Proposition 3019.5.

5. Une distinction doit être faite entre:

a) envois-avion et prioritaires d'une part et

b) envois de surface, y compris les envois de surface acheminés par voie aérienne (S.A.L.), et envois non prioritaires d'autre part (67 oui – 10 non). Proposition 2018.1.

6. Les dispositions des articles 73, 74, 75 et 90 de la Convention sur les surtaxes aériennes et les taxes combinées doivent être incorporées dans l'article 19 ou 19bis (72 oui – 4 non). Proposition 3019.91.

7. Les Administrations utilisant le système de tarification fondé sur la priorité/non-priorité doivent être autorisées, par l'article 19 ou 19bis, à percevoir des taxes différentes pour les correspondances prioritaires et non prioritaires. Il peut être tenu compte du transport aérien. (70 oui – 4 non). Proposition 3019.91.

8. Les dispositions de l'article 19, paragraphe 9, sur les envois normalisés doivent être assouplies (55 oui – 19 non, mais 13 de ces derniers pourraient néanmoins admettre pour des envois normalisés des taxes inférieures à celles applicables aux envois non normalisés, étant entendu que l'article 20 serait maintenu comme norme obligatoire). Proposition 3019.5.

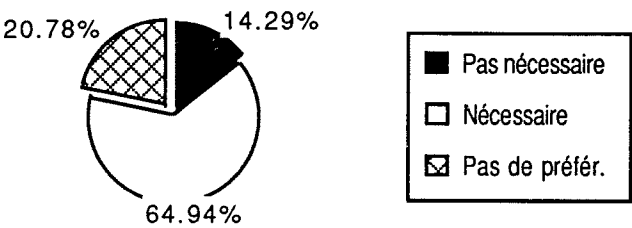
9. L'article IV du Protocole final pourrait être incorporé dans la Convention s'il était complété par une disposition destinée à empêcher les prix de dumping. Cette question est soumise au Congrès dans le cadre de l'étude sur les taxes d'affranchissement. Propositions 3019.11 et 3304.1.
10. L'article 19, paragraphe 8, devrait être modifié de manière à permettre l'expédition des journaux, des écrits périodiques, des livres et d'autres imprimés à l'adresse du même destinataire dans des sacs M également, lorsque le service des imprimés a été supprimé (68 oui – 9 non). Proposition 3019.5. 27 Administrations ont même estimé que cette disposition devrait être élargie de manière à permettre l'insertion dans les sacs M de tout envoi de correspondance non passible de droits de douane.
11. Les articles 126 à 128 devraient être abrégés et le règlement de certains détails laissé à la discrétion de l'Administration d'origine de l'envoi (62 oui – 10 non). Proposition 2000.1 (projet de résolution).

II. Aspects concernant l'exploitation

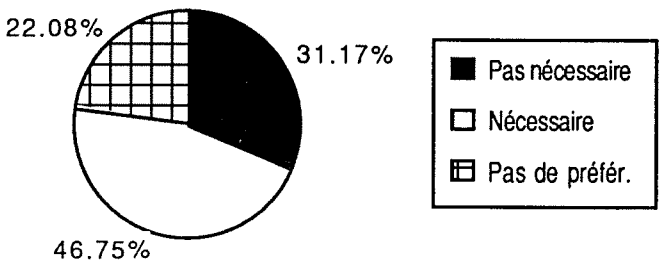
Signalisation des envois

12. Cinquante Administrations sont d'avis qu'il est nécessaire d'avoir une signalisation sur les envois prioritaires et sur les correspondances-avion (42 Administrations ont préféré la signalisation "Par avion"), alors que 11 Administrations estiment qu'aucune mention n'est nécessaire. 16 Administrations n'ont pas indiqué leur opinion. En ce qui concerne les envois non prioritaires et les envois de surface, les chiffres correspondants sont de 36, 24 et 17 respectivement, mais aucune majorité ne s'est manifestée pour une des signalisations concernées.

Signalisation des envois prioritaires/par avion



Signalisation des envois non prioritaires/de surface



13. Plusieurs Administrations qui ont opté pour la mention "Par avion", ont attaché de l'importance au fait que cette mention est bien connue des agents postaux et de la clientèle, et qu'elle a fait ses preuves. Il a également été indiqué que la mention "Par avion" n'est pas satisfaisante et peut même engendrer des difficultés avec les expéditeurs lorsque les objets surtaxés avion sont acheminés par voies routière ou ferroviaire comme cela se produit dans les relations de voisinage. Le CE a donc proposé d'admettre également la mention "Prioritaire". Proposition 2513.91.

Etiquettes de liasses

14. La plupart des Administrations estiment que les étiquettes AV 10 doivent toujours être utilisées pour les liasses contenant des envois-avion ou prioritaires (73 oui – 3 non). Les étiquettes C 30 bleu clair doivent également être utilisées pour les liasses d'envois non prioritaires, sauf lorsque des étiquettes roses sont obligatoires (73 oui – 1 non). Propositions 2554.3 et 2555.1.

Sacs

15. 54 Administrations sont d'avis que des sacs spéciaux devraient être utilisés quand des dépêches de courrier prioritaire sont transmises par voie de surface au-delà d'une frontière alors que 19 Administrations sont d'avis contraire. La plupart des Administrations dans la majorité estiment que des sacs-avion devraient être utilisés (46 oui – 7 non). Proposition 2555.1.

Etiquettes de sacs

16. La quasi-totalité des Administrations estime que les étiquettes AV 8 doivent être utilisées sur les sacs de courrier-avion et les sacs de courrier prioritaire lorsqu'ils sont acheminés par la voie aérienne (75 oui – 2 non). Une nette majorité d'Administrations estiment également que les étiquettes C 28 portant la mention "Priorité" en gros caractères doivent être utilisées lorsque des dépêches d'envois prioritaires sont transportées au-delà d'une frontière par voie de surface (62 oui – 12 non). La plupart des Administrations dans la minorité ont opté pour l'usage des étiquettes des sacs-avion AV 8 (8 Administrations). La quasi-totalité des Administrations estime que des étiquettes bleu clair C 28/AV 8 bis doivent être utilisées sur les sacs contenant des envois non prioritaires, sauf quand des étiquettes rouges sont obligatoires (70 oui – 4 non). Proposition 2562.1.

Traitement des envois

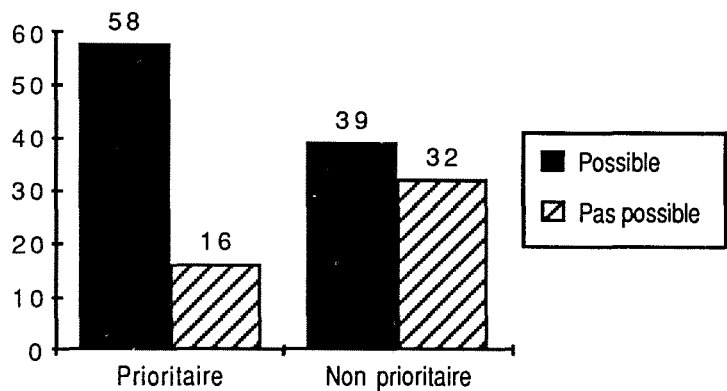
17. Presque toutes les Administrations estiment que les Administrations de transit et de destination qui appliquent le système de tarification traditionnel doivent traiter les envois prioritaires comme envois LC-avion et les envois non prioritaires comme envois AO de surface, le cas échéant comme envois AO S.A.L. (71 oui – 2 non). Elles estiment également que les Administrations de transit et de destination qui appliquent le système de tarification "priorité/non-priorité" doivent traiter les envois-avion (y compris les correspondances non surtaxées) comme des envois prioritaires et les envois de surface (y compris les envois S.A.L.) comme des envois non prioritaires (69 oui – 2 non). Proposition 2018.1.

III. Objectifs en matière de délais

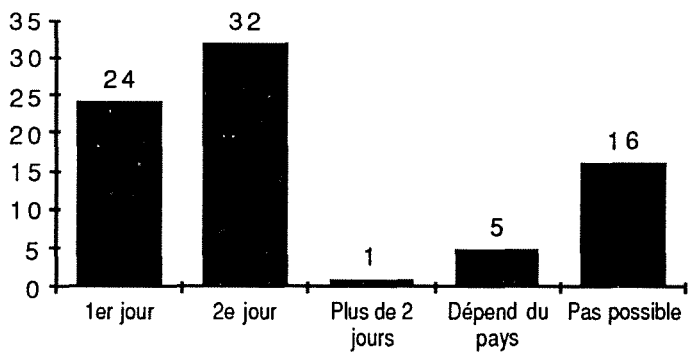
18. Quarante-sept Administrations estiment qu'il est nécessaire de fixer des objectifs pour l'acheminement depuis le dépôt jusqu'à l'arrivée au bureau d'échange dans le pays de destination, même si l'Administration d'origine, qui offre le service, peut elle-même évaluer ce temps. 22 Administrations sont d'une opinion contraire. Proposition 2032.91.

19. Cinquante-huit Administrations estiment qu'il est possible de fixer des délais pour le traitement d'envois prioritaires ou par avion dans les pays de destination, alors que 16 Administrations sont d'avis que cela n'est pas possible. La plupart des Administrations dans le premier groupe sont d'avis que 90 % des envois doivent être remis aux destinataires le deuxième jour ouvrable après leur arrivée au pays de destination, à condition qu'ils arrivent avant midi. En ce qui concerne les envois non prioritaires et de surface, il n'y a pas de majorité claire. 39 Administrations estiment qu'il est possible de fixer des délais pour le traitement d'envois non prioritaires et de surface dans les pays de destination, tandis que 32 Administrations considèrent qu'il n'est pas possible de fixer des objectifs pour de tels envois. Même si une majorité d'Administrations dans le premier groupe sont d'avis que 80 % des envois doivent être remis aux destinataires dans les trois jours ouvrables suivant leur arrivée au pays de destination, il ne se dégage pas de majorité générale de toutes les Administrations pour cet objectif – voir les diagrammes ci-après:

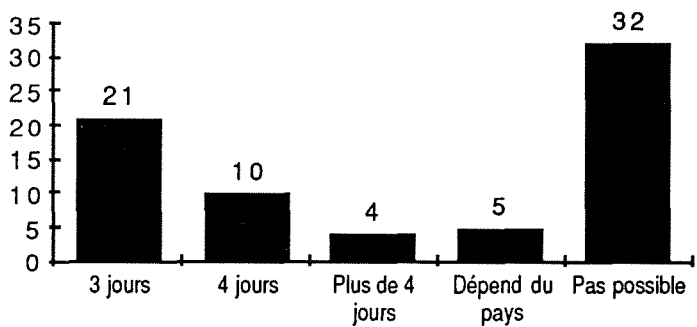
Objectifs en matière de délais



Objectifs pour les envois prioritaires/par avion



Objectifs en matière de délais
Envois non prioritaires/de surface



20. 18 Administrations estiment que les objectifs doivent être applicables d'une manière générale dans tous les pays, c'est-à-dire être fixés dans la Convention. 52 Administrations estiment, par contre, que chaque Administration doit fixer ses propres objectifs et les publier dans le Recueil de la Convention. Proposition 2032.91.

IV. Divers

Distribution par exprès

21. Une nette majorité d'Administrations sont d'avis que le service de distribution par exprès doit être réservé aux envois-avion et prioritaires (55 oui – 18 non) . Proposition 2032.1.

Réexpédition et renvoi des envois prioritaires

22. La quasi-totalité des Administrations est d'avis que les dispositions des articles 80 et 81 doivent être applicables aux envois prioritaires aussi bien qu'aux envois-avion (67 oui – 6 non). Propositions 2034.1 et 2035.1.

23. 39 Administrations sont d'avis que les envois non prioritaires non distribuables doivent toujours être renvoyés à l'expéditeur, tandis que 33 Administrations désirent appliquer l'article 35, paragraphe 6, de la Convention aussi bien pour les envois non prioritaires que pour les imprimés. Proposition 2035.2.

Coupon-réponse

24. Une nette majorité d'Administrations estiment que, lorsque le système "priorité/non-priorité" est utilisé, le coupon-réponse international doit être échangeable contre un timbre-poste représentant le port d'une lettre prioritaire de 20 g (47 oui – 25 non). Proposition 2031.2.

25. Certaines Administrations aimeraient voir figurer dans la Convention une autorisation expresse d'ouvrir des envois déposés à tarif réduit, par exemple des envois non prioritaires, mais la majorité des Administrations n'estiment pas utile cette autorisation. Aucune proposition n'est présentée.

Monopole postal

26. Selon les informations des Administrations qui ont changé leur système de tarification, le monopole a été très peu affecté par le changement de système.

**Liste des propositions découlant de l'étude sur la classification du courrier
qui ont été acceptées par le CE 1989**

<i>Article</i>	<i>Type de proposition</i>	<i>Publiée comme proposition n°</i>
<u>Convention</u>		
18	Modification de l'article	2018.1
19	Modification de l'article	3019.5
19bis	Création d'un article	3019.91
27	Modification de l'article	2027.1
28	Modification de l'article	2028.1
31	Modification de l'article	2031.2
32	Modification de l'article	2032.1
32bis	Création d'un article	2032.91
32ter	Création d'un article	2032.92
34	Modification de l'article	2034.1
35, §§ 7 à 7ter	Modification de l'article	2035.1
35, § 6	Modification de l'article	2035.2
71	Suppression de l'article	4071.1
71bis	Création d'un article	4071.91
72	Suppression de l'article	4072.1
73	Suppression de l'article	4073.1
74	Suppression de l'article	4074.1
75	Suppression de l'article	4075.1
76	Suppression de l'article	4076.1
77	Suppression de l'article	4077.1
79	Suppression de l'article	4079.1
80	Suppression de l'article	4080.1
81	Suppression de l'article	4081.1
82	Modification de l'article	4082.1
90	Suppression de l'article	4090.1
<u>Protocole final</u>		
XXI	Suppression de l'article	4321.1
<u>Règlement d'exécution</u>		
109	Modification de l'article	2509.3
113bis	Création d'un article	2513.91
124bis	Création d'un article	2524.91
139	Modification de l'article	2539.1
141	Modification de l'article	2541.2
150	Modification de l'article	2550.1
154	Modification de l'article	2554.3
155	Modification de l'article	2555.1
160	Modification de l'article	2560.1
162	Modification de l'article	2562.1
164	Modification de l'article	2564.1

<i>Article</i>	<i>Type de proposition</i>	<i>Publiée comme proposition n°</i>
200	Suppression de l'article	4600.1
201	Suppression de l'article	4601.1
202	Modification de l'article	4602.1
212	Suppression de l'article	4612.1
213	Suppression de l'article	4613.1
214	Modification de l'article	4614.1
215	Modification de l'article	4615.1
<u>Formule</u>		
C8	Modification	2908.1
C9	Modification	2909.1
Projet de résolution du Congrès chargeant le CE d'entreprendre une étude visant à moderniser et à simplifier la réglementation des imprimés		2000.1

Frais terminaux

Rapport du Conseil exécutif

I. Introduction

1. Le Congrès de Hamburg 1984 a, par sa résolution C 42, chargé le Conseil exécutif:
 - a) de continuer à examiner la question des frais terminaux;
 - b) de présenter au prochain Congrès, si nécessaire, ses recommandations concernant les adaptations à apporter aux taux de frais terminaux actuels, y compris les propositions de modification des Actes qui s'imposent.
2. Dans le cadre de cette résolution, le Congrès a chargé le Conseil exécutif de tenir compte, dans la mesure du possible:
 - a) des coûts de traitement du courrier international, notamment en ce qui concerne le déséquilibre des échanges entre les Administrations d'origine et de destination;
 - b) des conséquences de l'utilisation du DTS comme unité de compte intermédiaire pour les règlements;
 - c) d'autres facteurs utiles dans la recherche de la formule la plus juste possible.

II. Travaux effectués

3. Le CE 1985 a créé, dans le cadre de sa Commission 5, pour la conduite de l'étude, un Groupe de travail (GT 3) comprenant l'Amérique (Etats-Unis), le Chili, l'Egypte, la France, l'Inde (pays rapporteur), le Sénégal, la Suisse et l'URSS.
4. Le CE 1986 a décidé d'effectuer des études particulières dans les domaines suivants:
 - a) Coûts de traitement du courrier international d'arrivée:
 - dans le cadre des membres du CE (pays rapporteur: Suisse)
 - dans le cadre des membres de l'UPU (pays rapporteur: Amérique (Etats-Unis)).
 - b) Proportions des envois LC et des envois AO du courrier international en déséquilibre (pays rapporteur: URSS).
 - c) Autres aspects à considérer dans l'étude des frais terminaux (pays rapporteur: Amérique (Etats-Unis)).
 - d) Conséquences de l'utilisation du DTS comme unité de compte (pays rapporteur: France).

- e) Autres travaux à la charge du Bureau international:
 - contact avec l'UNESCO ainsi qu'avec des organisations représentant la clientèle postale, en vue d'essayer d'obtenir des renseignements sur la place des coûts postaux dans les coûts totaux de production et de diffusion des publications;
 - préparation d'un document exposant les modalités selon lesquelles une discussion en table ronde pourrait avoir lieu avant la présentation des propositions définitives de la Commission au CE 1989.
- f) Le CE 1987 a également chargé le GT 3 de réaliser, avec l'assistance du Bureau international et de la France, une étude sur les modalités de détermination du poids annuel du courrier soumis aux frais de transit et aux frais terminaux dans les relations bilatérales.

III. Propositions au Conseil exécutif

Fondement

5. Sur la base des études approfondies effectuées par la Commission 5 et avant de formuler des recommandations, le Conseil exécutif a voulu tenir compte des points de vue exprimés par de nombreuses Administrations à l'occasion de tables rondes régionales et de la table ronde de l'UPU.

6. Le souci manifesté par les pays à faible trafic était de pouvoir conserver un système simple préservant leurs recettes, tandis que les pays à fort trafic tenaient, quant à eux, à disposer dans leurs relations réciproques d'un système offrant une couverture des coûts mieux adaptée afin de pouvoir préserver le volume du trafic.

Principes de base retenus pour les travaux

7. Soucieux de répondre aux préoccupations ci-dessus, le CE a souhaité que les propositions présentées reflètent bien les deux principes suivants:

- préservation des recettes des pays à faible trafic;
- meilleure couverture des coûts pour les flux de trafic importants.

Rémunération des frais terminaux

a) *Pour les Administrations à trafic faible à l'expédition (environ 75 % des Pays-membres de l'UPU)*

8. Lorsque deux Administrations échangent entre elles un volume annuel de trafic LC/AO inférieur à 150 tonnes¹ dans chaque sens, les taux de frais terminaux restent inchangés et sont de 8 fr-or (2,614 DTS) par kg pour les LC/AO et de 2 fr-or (0,653 DTS) pour les sacs M.

¹ Voir en annexe 1 la liste estimative des Administrations concernées/non concernées, établie selon les données 1987 qu'a pu rassembler le Bureau international à partir des informations fournies par certaines Administrations et des trafics publiés dans la statistique des services postaux.

b) *Pour les Administrations à fort trafic dans certaines relations (environ 25 % des Pays-membres de l'UPU)*

9. Lorsque deux Administrations échangent entre elles un volume annuel de trafic LC/AO supérieur à 150 tonnes dans chaque sens, *les taux de frais terminaux (calculés sur la base des poids moyens mondiaux) sont de 22,08 fr-or (7,213 DTS) par kg de LC, de 5,60 fr-or (1,829 DTS) par kg de AO et de 2 fr-or (0,653 DTS) par kg de courrier en sacs M.*

10. Lorsque deux Administrations échangent entre elles un volume annuel de trafic LC/AO supérieur à 150 tonnes dans un seul sens:

- *dans le sens où le trafic est inférieur à 150 tonnes, les taux de frais terminaux restent inchangés et sont de 8 fr-or (2,614 DTS) par kg pour les LC/AO et de 2 fr-or (0,653 DTS) pour les sacs M.*
- *dans le sens où le trafic est supérieur à 150 tonnes, le pays destinataire du trafic supérieur à 150 tonnes choisit soit des taux de frais terminaux qui restent inchangés et sont de 8 fr-or (2,614 DTS) par kg pour les LC/AO et de 2 fr-or (0,653 DTS) pour les sacs M, soit des taux de frais terminaux (calculés sur la base des poids moyens mondiaux) qui sont de 22,08 fr-or (7,213 DTS) par kg de LC, de 5,60 fr-or (1,829 DTS) par kg de AO et de 2 fr-or (0,653 DTS) par kg de courrier en sacs M.*

Augmentation des taux des LC et des AO

11. Pour garantir, dans le nouveau système, à l'Administration de destination une rémunération adéquate dans le cas où la structure du courrier LC et AO s'écarte de la structure mondiale, un mécanisme de correction des taux de frais terminaux pour les envois LC et les envois AO est proposé. L'Administration de destination peut déclencher ce mécanisme lorsque le nombre moyen d'envois (LC et/ou AO) contenu dans un kilogramme de courrier reçu est supérieur de 15 % pour les LC, de 25% pour les AO, à la moyenne mondiale (qui est de 48 envois pour les LC et de 5,6 pour les AO) soit:

- plus de 55 envois LC;
- et/ou plus de 7 envois AO.

Comptabilisation des frais terminaux

12. Par souci de calculer les frais terminaux sur des bases les plus précises possibles, il est proposé d'utiliser le poids réel pour tout le courrier, c'est-à-dire le courrier-avion et le courrier de surface. Cela suppose le pesage systématique des sacs de la poste aux lettres.

Accords bilatéraux

13. Les Administrations intéressées peuvent appliquer, par accord bilatéral ou multilatéral:

- *d'autres systèmes de frais terminaux;*
- *d'autres procédures techniques.*

IV. Table ronde

14. Le Conseil exécutif a toujours souhaité parvenir à une solution équitable du problème des frais terminaux, si possible sur la base d'un consensus, raison pour laquelle il a organisé une table ronde à laquelle tous les Pays-membres de l'Union ainsi que les Unions restreintes ont été invités.

15. Cette table ronde a eu lieu à Berne les 6 et 7 avril 1989 avec la participation d'un grand nombre de pays (voir liste en annexe 2).

16. Les débats se sont déroulés dans un climat de compréhension mutuelle. La volonté de renforcer la cohésion de l'UPU était manifeste, tout comme celle de rechercher une solution par consensus.

17. Le consensus a porté sur les propositions de base formulées par le CE.

V. Poursuite des études après le Congrès

18. Une proposition est faite pour demander la poursuite des études dans le domaine des frais terminaux compte tenu de l'importance que cette question revêt pour tous les Pays-membres de l'Union.

VI. Conclusions

19. Vu ce qui précède, le Congrès est invité à:

- a) prendre acte des résultats des études faites;
- b) approuver les propositions présentées par le CE 1989 dont la liste figure en annexe 3.

Berne le 25 avril 1989

Au nom du Conseil exécutif:

Le Président,

F. KOLLER

Administrations concernées/non concernées par le seuil de plus de 150 tonnes

Administrations concernées dans une (1) ou plusieurs relations

(Source: Etude du Brésil, actualisée par des données pour 1987 venant de certaines Administrations)

1. Allemagne, Rép. féd. d'		23. Iran (Rép. islamique) (1)	
2. Amérique (États-Unis)		24. Irlande	
3. Arabie saoudite		25. Israël	
4. Australie		26. Italie	
5. Autriche		27. Japon	
6. Bangladesh (1)		28. Luxembourg	
7. Belgique		29. Maroc (1)	
8. Brésil		30. Mexique	
9. Bulgarie (Rép. pop.) (1)		31. Norvège	
10. Canada		32. Nouvelle-Zélande	
11. Chine (Rép. pop.)		33. Pays-bas	
12. Colombie (1)		34. Philippines	
13. Corée (Rép.)		35. Pologne (Rép. pop.)	
14. Danemark		36. Portugal	
15. Espagne		37. Rép. dém. allemande	
16. Finlande		38. Singapour	
17. France		39. Suède	
18. Grande-Bretagne		40. Suisse	
19. – Hong-Kong		41. Tchécoslovaquie	
20. Grèce		42. Thaïlande	
21. Hongrie (Rép. pop.)		43. Turquie (1)	
22. Inde		44. URSS	

Administrations pouvant être concernées dans une ou deux relations

(Source: Evaluation provisoire uniquement d'après les volumes de trafic international annoncés dans la statistique des services postaux)

1. Egypte
2. Indonésie
3. Iraq

Administrations ayant vraisemblablement tous leurs flux de trafic inférieurs à 150 tonnes et donc non affectées par le nouveau système

- | | |
|------------------------------------|--------------------------|
| 1. Afghanistan | 41. Ghana |
| 2. Albanie | 42. Grenade |
| 3. Algérie | 43. Guatémala |
| 4. Angola | 44. Guinée |
| 5. Antigua-et-Barbuda | 45. Guinée équatoriale |
| 6. Antilles néerlandaises et Aruba | 46. Guinée-Bissau |
| 7. Argentine | 47. Guyane |
| 8. Bahamas | 48. Haïti |
| 9. Bahrain | 49. Honduras (Rép.) |
| 10. Barbade | 50. Islande |
| 11. Belize | 51. Jamahiriya libyenne |
| 12. Bénin | 52. Jamaïque |
| 13. Bhoutan | 53. Jordanie |
| 14. Biélorussie | 54. Kampuchea dém. |
| 15. Birmanie | 55. Kenya |
| 16. Bolivie | 56. Kiribati |
| 17. Botswana | 57. Kuwait |
| 18. Brunei Darussalam | 58. Lao (Rép. dém. pop.) |
| 19. Burkina Faso | 59. Lesotho |
| 20. Burundi | 60. Liban |
| 21. Cameroun | 61. Libéria |
| 22. Cap-Vert | 62. Liechtenstein |
| 23. Centrafrique | 63. Madagascar |
| 24. Chili | 64. Malaisie |
| 25. Chypre | 65. Malawi |
| 26. Comores | 66. Maldives |
| 27. Congo (Rép. pop.) | 67. Mali |
| 28. Costa-Rica | 68. Malte |
| 29. Côte d'Ivoire (Rép.) | 69. Maurice |
| 30. Cuba | 70. Mauritanie |
| 31. Djibouti | 71. Monaco |
| 32. Dominicaine (Rép.) | 72. Mongolie (Rép. pop.) |
| 33. Dominique | 73. Mozambique |
| 34. El Salvador | 74. Nauru |
| 35. Emirats arabes unis | 75. Népal |
| 36. Equateur | 76. Nicaragua |
| 37. Ethiopie | 77. Niger |
| 38. Fidji | 78. Nigéria |
| 39. Gabon | 79. Oman |
| 40. Gambie | 80. Ouganda |

- | | |
|---------------------------------|----------------------------------|
| 81. Pakistan | 103. Swaziland |
| 82. Panama (Rép.) | 104. Syrienne (Rép. arabe) |
| 83. Papouasie – Nouvelle-Guinée | 105. Tanzanie (Rép. unie) |
| 84. Paraguay | 106. Tchad |
| 85. Pérou | 107. Togo |
| 86. Qatar | 108. Tonga (y compris Niuafo'ou) |
| 87. Rép. pop. dém. de Corée | 109. Trinité-et-Tobago |
| 88. Roumanie (Rép. soc.) | 110. Tunisie |
| 89. Rwanda | 111. Tuvalu |
| 90. Saint-Christophe-et-Nevis | 112. Ukraine |
| 91. Saint-Marin | 113. Uruguay |
| 92. Saint-Vincent-et-Grenadines | 114. Vanuatu |
| 93. Sainte-Lucie | 115. Vatican |
| 94. Salomon (îles) | 116. Vénézuéla |
| 95. Sao Tomé-et-Principe | 117. Viet Nam |
| 96. Seychelles | 118. Yémen (Rép. arabe) |
| 97. Sénégal | 119. Yémen (Rép. dém. pop.) |
| 98. Sierra Leone | 120. Yougoslavie |
| 99. Somalie | 121. Zaïre |
| 100. Soudan | 122. Zambie |
| 101. Sri Lanka | 123. Zimbabwe |
| 102. Suriname | |

Participants à la table ronde sur les frais terminaux

Administrations postales membres du Conseil exécutif

Allemagne, Rép. féd. d'
 Amérique (Etats-Unis)
 Arabie saoudite
 Australie
 Belgique
 Bénin
 Brésil
 Cameroun
 Chili
 Colombie
 Côte d'Ivoire (Rép.)
 Egypte
 Ethiopie
 France
 Gabon
 Hongrie (Rép. pop.)
 Inde
 Iraq
 Irlande
 Japon
 Jordanie
 Madagascar
 Nigéria
 Norvège
 Nouvelle-Zélande
 Pakistan
 Pologne (Rép. pop.)
 Portugal
 Roumanie (Rép. soc.)
 Sénégal
 Suisse
 Thaïlande
 URSS
 Zambie

Unions restreintes

CEPT
 UPA
 UPAB
 UPAP

Les autres Unions restreintes étaient représentées par des pays-membres

Autres Administrations postales participantes

Botswana
 Bulgarie (Rép. pop.)
 Burkina Faso
 Burundi
 Centrafrique
 Costa Rica
 Emirats arabes unis
 Finlande
 Grande-Bretagne - Territoires d'outre-mer
 - Hong-Kong
 Grèce
 Guinée
 Guinée-Bissau
 Indonésie
 Iran (Rép. islamique)
 Israël
 Italie
 Niger
 Ouganda
 Pays-Bas
 Rép. dém. allemande
 Rwanda
 Sierra Leone
 Soudan
 Sri Lanka
 Suède
 Suriname
 Swaziland
 Tchad
 Tchécoslovaquie
 Togo
 Trinité-et-Tobago
 Yémen (Rép. dém. pop.)

En outre, le Doyen du XXe Congrès de l'UPU, M. K.R. Murthy, a assisté à la table ronde.

Autres observateurs de droit au CE

Tunisie (Présidence du CCEP)
Canada (Vice-Présidence du CCEP)
Chine (Rép. pop.) (Com. 1 du CCEP)
Argentine (Com. 2 du CCEP)
Grande-Bretagne (Com. 3 du CCEP)
Espagne (Com. 7 du CCEP)

Liste des propositions découlant de l'étude sur les frais terminaux qui ont été acceptées par le CE 1989

<i>Article</i>	<i>Type de proposition</i>	<i>Publiée comme proposition n°</i>
<u>Convention</u>		
64	Modification de l'article	3064.1
64bis	Création d'un article	3064.91
65	Modification de l'article	3065.2
67	Suppression de l'article	3067.2
67bis	Création d'un article	3067.91
67ter	Création d'un article	3067.92
<u>Règlement d'exécution</u>		
156	Modification de l'article	2556.2
162	Modification de l'article	2562.4
164	Modification de l'article	2564.4
165	Modification de l'article	2565.5
168	Modification de l'article	2568.1
2e partie, titre V	Modification du titre du chapitre I	3569.91
170	Modification de l'article	3570.1
171	Modification de l'article	3571.1
2e partie, titre V	Modification du titre du chapitre II	3572.91
173	Modification de l'article	3573.1
174	Transfert à l'article 175bis	3574.1
175	Modification de l'article	3575.1
175bis	Transfert de l'article 174 modifié	3575.91
176	Modification de l'article	3576.1
177	Modification de l'article	3577.1
177bis	Création d'un article	3577.91
2e partie, titre V	Création du chapitre II bis	3577.94
177ter	Création d'un article (désignation lors des travaux: 189bis)	3577.92
177quater	Création d'un article(désignation lors des travaux: 189ter)	3577.93
178	Modification de l'article	3578.1
180	Modification de l'article	3580.1
181	Suppression de l'article	3581.2
182	Modification de l'article	3582.1
183	Suppression de l'article	3583.1
184	Modification de l'article	3584.1
185	Suppression de l'article	3585.1
186	Modification de l'article	3586.1
187	Modification de l'article	3687.2
188	Modification de l'article	3588.2
189	Suppression de l'article	3589.1
190	Suppression de l'article	3590.1
206	Modification de l'article	4606.1
219	Suppression de l'article	4619.1

Formule

C 12	Modification	2912.2
C 12bis	Modification	3912.3
C 12ter	Modification	3912.4
C 14	Modification	2914.2
C 15	Modification	3915.1
C 15bis	Modification	3915.2
C 15ter	Modification	3915.3
C 16	Modification	3916.1
C 17	Suppression et création	3917.1
C 17bis	Création	3917.91
C 17ter	Création	3917.92
C 18	Modification	2918.1
C 18bis	Modification	2918.2
C 18S	Création	2918.91
C 20	Modification	3920.1
C 20bis	Modification	3920.2
C 28	Modification	2928.2
C 28bis	Modification	3928.2
AV 12	Suppression	3962.1

Projet de résolution du Congrès visant à charger le CE d'entreprendre une étude permanente sur les frais terminaux	3000.3
--	--------

Projet de recommandation du Congrès visant à réserver les recettes des frais terminaux à l'amélioration de la qualité des services postaux	3000.4
--	--------

Frais terminaux. Documentation complémentaire

Note du Secrétaire général

Les propositions du Conseil exécutif relatives aux frais terminaux sont présentées dans le Congrès – Doc 60. Ce document est très succinct étant donné qu'une documentation complète sur ce sujet a déjà été diffusée à toutes les Administrations postales. Les délégués sont donc priés d'apporter les documents suivants en vue de compléter ceux prévus pour les délibérations de la Commission 5 (Poste aux lettres - Rémunération et tarification) du Congrès de Washington:

- | | |
|--|--|
| a) Plaquette "Frais terminaux Table ronde
Berne, 6 et 7 avril 1989" | diffusée par lettre-circulaire
3395.3(B)1719 du 5 août 1988 |
|--|--|

accompagnée des annexes:

1. Historique des frais terminaux
2. Autres aspects à considérer dans l'étude des frais terminaux (CE 1988/C 5 – Doc 9)
3. Etude sur le repostage (remailing) – Commission 4 du CE (CE 1988/C 4 – Doc 9)
(Congrès – Doc 56 contient des informations mises à jour)
4. Etude sur l'aspect des coûts. Enquête au niveau des Pays-membres de l'Union (CE 1988/C 5 – Doc 8)
5. Etude sur l'aspect des coûts. Enquête au niveau des Pays-membres du Conseil exécutif (CE 1987/C 5 – Doc 8/Add 1)
6. Conséquences de l'utilisation du DTS comme unité de compte
(Congrès – Doc 57 contient des informations mises à jour) (CE 1988/C 5 – Doc 2)
7. Détermination des proportions des envois LC et des envois AO du courrier international en déséquilibre (CE 1987/C 5 – Doc 8/Add 3)
8. Proposition d'un nouveau système des frais terminaux - Groupe de travail GT 3 - Commission 5 du Conseil exécutif (CE 1988 – Doc 8/Annexe 2)

- | | | |
|----|---|---|
| b) | Complément de la plaquette: Additif 1 | diffusé par lettre-circulaire
3395.3(B)1978 du 9 nov. 1988 |
| c) | Rapport de la Table ronde sur les frais terminaux
Berne, 6 et 7 avril 1989 | diffusé par lettre-circulaire
3390(B)1800 du 31 août 1989 |

Berne, le 19 septembre 1989

Le Secrétaire général,

A.C. BOTTO DE BARROS

Frais de transit

Calcul des nouveaux barèmes

Rapport du Conseil exécutif

I. Introduction

1. Le Congrès de Hamburg 1984 a, par sa résolution C 50, chargé le CE:
 - 1° de recalculer, à une date aussi rapprochée que possible du prochain Congrès et selon la méthode traditionnelle pour leur établissement, les barèmes de frais de transit fixés à l'article 63 de la Convention;
 - 2° de réexaminer la méthodologie en vigueur, en particulier en ce qui concerne les échelons de distance pour les adapter aux réalités des parcours territoriaux et maritimes qu'empruntent les dépêches en transit;
 - 3° de rechercher les moyens d'éliminer les distorsions contenues dans les données entrant en ligne de compte pour le calcul des barèmes.
2. Le Conseil exécutif a confié cette étude au Bureau international.
3. Pour donner suite à la résolution précitée, le CE a chargé le Bureau international des tâches suivantes:
 - actualiser les barèmes des frais de transit selon la même méthode que celle utilisée pour ceux adoptés au Congrès de Hamburg 1984;
 - entreprendre une étude pour tenir compte des points 2° et 3° de la résolution et présenter au CE comme résultat de ses travaux une ou plusieurs variantes dans l'optique des buts recherchés.

II. Travaux effectués par le Bureau international

4. Pour collecter les données devant permettre les calculs selon la méthode traditionnelle, un questionnaire a été diffusé par lettre-circulaire 3390 (B/M) le 20 juin 1988.
5. Parallèlement, le Bureau international a entrepris une étude, en collaboration avec la France, Président de la Commission 5, pour certains travaux d'analyse informatique.

6. Cette étude a eu pour but:

- de connaître avec précision les Pays-membres effectuant du transit territorial et maritime. En effet le Bureau international avait souligné au Congrès de Hamburg 1984 que le nombre de réponses aux questionnaires de collecte des données utilisées pour les calculs était en diminution constante. Or un tel phénomène pouvait être à l'origine de la baisse de représentativité des barèmes. Un recensement des pays de transit a donc été décidé;
- d'analyser, lors d'une recherche mathématique, les données fournies par les Pays-membres, tant aux questionnaires utilisés pour les calculs des précédents barèmes qu'au recensement entrepris, afin de découvrir d'autres causes de distorsions;
- de présenter les solutions qui pourraient être retenues pour améliorer la méthodologie et mieux l'adapter aux réalités actuelles du transit mondial des dépêches.

7. Les résultats du recensement ont permis:

- d'établir une liste complète des pays assurant un transit territorial et maritime;
- d'estimer le poids de courrier en transit par pays;
- de connaître la base utilisée par chaque pays de transit pour fixer le prix rémunérant les compagnies de transport.

8. Ces informations ont abouti à:

- améliorer le nombre de réponses au questionnaire pour le calcul des nouveaux barèmes;
- calculer la variante de barèmes demandée par le CE excluant les pays rémunérant les transporteurs sur la base des prix fixés dans les barèmes de la Convention;
- déterminer la marge d'erreur résultant dans le calcul des barèmes du fait du manque de données de certains pays dont le recensement indiquait des tonnages significatifs de courrier en transit.

9. La recherche mathématique entreprise a permis:

- d'établir un nouvel échelonnement des distances dans les barèmes tenant compte de l'influence des prix du transport et des poids des dépêches selon les parcours utilisés. Ce nouvel échelonnement permet d'appliquer des prix mieux adaptés sur les courtes distances;
- d'élargir l'échelonnement en vue de calculer directement les barèmes applicables à toutes grandes distances de transit;
- d'adopter un échelonnement avec des distances similaires tant pour le transit territorial que pour le transit maritime;
- de déterminer une nouvelle méthodologie de calcul des barèmes utilisant les données, non pas globalement comme dans la méthode traditionnelle, mais regroupées en strates plus homogènes.

III. Décision du CE 1986

10. Il convient de rappeler que par sa décision CE 7/1986, le CE 1986 a demandé au Bureau international de présenter à la Commission 5, en plus des barèmes calculés selon la méthode traditionnelle, une ou plusieurs variantes prenant en compte les moyens ou procédés susceptibles d'améliorer la représentativité des barèmes. Après examen de ces différentes variantes, le CE n'en soumettrait qu'une seule à l'approbation du Congrès de Washington afin de ne pas alourdir les débats de ce dernier.

IV. Résultats finals de l'étude soumis au CE 1989

a) Variantes calculées et présentées au CE

11. Compte tenu de cette décision, le Bureau international a présenté au CE 1989 les quatre variantes suivantes:

- variante 1: barèmes calculés en kilomètres (km) ou en milles marins (m.m) selon la méthode traditionnelle (c'est-à-dire par échelon de distance jusqu'à 7500 km ou 8000 milles marins, et avec un taux unique par tranche de 1000 km ou de 1000 milles marins au-dessus); ces barèmes figurent en annexe 2, pièces 1 et 2;
- variante 2: barèmes calculés avec la méthode traditionnelle mais avec un échelonnement élargi des distances permettant le calcul exact pour n'importe quelle longueur de parcours utilisée pour le transport des dépêches. Cette variante utilise un nouvel échelonnement des distances identique pour les deux barèmes (territorial et maritime) avec une meilleure adaptation de certains échelons au transit sur courtes distances (inférieures à 1000 km ou milles marins) et un élargissement des distances allant jusqu'à 15 000 km ou milles marins, ce qui permet de traiter tous les parcours; ces barèmes figurent en annexe 2, pièces 3 et 4;
- variante 3: barèmes calculés selon la méthode traditionnelle excluant les pays rémunérant les transporteurs sur la base des prix des barèmes de la Convention; ces barèmes figurent en annexe 2, pièces 5 et 6;
- variante 4: barèmes calculés sur la base des données fournies par les Administrations postales avec le nouvel échelonnement mais découpées en strates découlant de la recherche mathématique; ces barèmes figurent en annexe 2, pièces 7 et 8;

b) Données utilisées

12. Ces quatre variantes ont été calculées d'après les informations figurant dans le questionnaire adressé en juin 1988, à savoir:

- indications et longueurs des parcours;
- poids annuel du courrier en transit en 1987;
- prix de transport valable en août 1988;
- frais postaux à la valeur d'août 1988.

13. Les valeurs financières indiquées en monnaie locale ont été converties en fr-or en utilisant le taux de change du DTS valable au 1er août 1988.

14. Vers la fin février 1989, le Bureau international avait reçu les réponses de 60 Administrations dont:

- 36 ont fourni des éléments entrant en ligne de compte pour le calcul des barèmes;
- 9 ont fourni des données incomplètes qui n'ont pu être prises en considération;
- 15 confirmaient l'absence de transit.

c) Méthodologie de calcul utilisée

15. Le calcul des projets des nouveaux barèmes de frais de transit territorial et maritime a été effectué:

- selon la méthode habituelle mise au point par la Commission technique du transit et qui est rappelée en annexe 1;

- selon la nouvelle méthode de stratification découlant de la recherche mathématique dont la différence par rapport à la méthode traditionnelle réside dans le fait que les frais de transit ont été calculés d'après trois courbes ajustées des prix de transport moyens mondiaux pondérés. Ainsi les prix de transport utilisés ont été considérés séparément, répartis en trois strates présentant une meilleure homogénéité des données utilisées pour le calcul.

16. Les projets de nouveaux barèmes concernant chacune des quatre variantes figurent en annexe 2, pièces 1 à 8.

d) Etude permanente des frais de transit

17. Le Bureau international, conscient de l'importance des travaux dans ce domaine, a présenté un projet de résolution visant à charger le CE de procéder d'office à la révision des barèmes selon la méthode de calcul adoptée au Congrès et à mener une étude permanente des frais de transit pour une amélioration de leur représentativité.

V. Décisions du CE 1989

18. Sur les quatre variantes présentées, le CE a décidé de retenir et de soumettre au Congrès de Washington les barèmes des frais de transit territorial et maritime calculés selon la méthode traditionnelle mais avec le nouvel échelonnement des distances, c'est-à-dire la variante 2 (voir annexe 2, pièces 3 et 4 et proposition 3063.1). Le CE, compte tenu des apports intéressants découlant de la recherche mathématique, a également adopté le projet de résolution présenté visant à instaurer une étude permanente dans le domaine des frais de transit.

19. En ce qui concerne les trois variantes qui n'ont pas été retenues, le CE s'est prononcé comme suit:

- variante 1 avec un échelonnement des distances identique à celui ayant servi au calcul des barèmes adoptés à Hamburg: le CE a jugé que le nouvel échelonnement proposé dans la variante 3 apportait une meilleure facilité de calcul et donnait des résultats plus proches de la diversité des prix pratiqués, surtout sur les courtes distances; ces barèmes figurent en annexe 2, pièces 1 et 2;
- variante 3 dont les calculs excluaient les Administrations qui rémunèrent leur compagnie de transport sur la base des prix des barèmes de la Convention: le CE a jugé que cette variante ne pouvait être retenue car elle ne prend pas en compte certains des pays à fort transit; la représentativité des barèmes obtenus était insuffisante; ces barèmes figurent en annexe 2, pièces 5 et 6;
- variante 4 avec le nouvel échelonnement des barèmes mais calculée selon le principe de stratification: pour cette variante, le CE a estimé que les prix calculés sont trop élevés dans les derniers échelons du barème du transit maritime et trop faibles dans les premiers du transit territorial. En effet, les strates retenues, bien qu'homogènes, ne regroupent qu'un nombre peu élevé de pays, raison principale qui a conduit le CE à ne pas choisir cette variante; ces barèmes figurent en annexe 2, pièces 7 et 8.

VI. Conclusions

20. Au vu de ce qui précède, le Conseil exécutif recommande au Congrès:

- l'adoption des barèmes calculés selon la méthode traditionnelle avec le nouvel échelonnement des distances figurant en annexe 2, pièces 3 et 4 et qui fait l'objet de la proposition 3063.1;
- l'approbation du projet de résolution qui fait l'objet de la proposition 3000.5 chargeant le CE de:
 - procéder d'office à la revision des barèmes de frais de transit à présenter à chaque Congrès;
 - mener une étude permanente pour l'amélioration de la représentativité des barèmes des frais de transit et de présenter, le cas échéant, les résultats obtenus sous forme de barèmes conjointement avec ceux calculés selon la méthode approuvée par le précédent Congrès.

Berne, le 30 juin 1989

Au nom du Conseil exécutif:

Le Président,

F. KOLLER

Rappel de la méthode de calcul mise au point par la Commission technique du transit

Le taux de chaque échelon des barèmes de frais de transit se compose de deux éléments: les «frais de transport» et les «frais postaux».

L'élément «frais de transport» est déterminé sur la base de la moyenne mondiale pondérée – laquelle est calculée sur une base mathématique – des prix effectivement payés de transport, en appliquant à la longueur médiane de chaque échelon des barèmes le prix mondial pondéré par tonne-kilomètre ou par tonne-mille marin, selon le cas, correspondant à cette longueur médiane (pour plus de détails sur le système de calcul, voir l'exemple donné en annexe 1 du Congrès – Doc 9 du Congrès de Hamburg 1984).

Les données fournies par les 36 Administrations dont les réponses ont été retenues pour le calcul des projets de barème du transit territorial et maritime figurent en pièces 1 et 2 de la présente annexe.

L'élément «frais postaux» est calculé sur la base de la moyenne arithmétique mondiale pondérée des frais postaux encourus par les Administrations au titre des opérations purement postales effectuées pour le courrier en transit.

Les données relatives aux éléments «frais postaux» au titre du transit territorial et maritime, ainsi que le calcul de ces éléments, sont indiqués dans les pièces 3 et 4 de la présente annexe.

ELEMENTS DES REPONSES DES ADMINISTRATIONS QUI ONT ETE RETENUS POUR LE
CALCUL DES COURBES DE PRIX MOYENS MONDIAUX PONDERES SUR LESQUELS SONT BASES
LES PROJETS DE BAREMES

TRANSIT TERRITORIAL

Parcours No	Pays et Parcours	Longueur en km	Poids en kg	Prix en c/o par 1000kg	Prix en c/o par t/km
Col.1	Col.2	Col.3	Col.4	Col.5	Col.6
ALLEMAGNE (RFA)					
1	HAMBURG-PUTTGARDEN	153	189 698	15 564.3	101.7275
2	BEBRA-KEHL	388	25 669	51 588.2	132.9593
3	EMMERICH-HELMSTEDT	424	303 512	51 588.2	121.6703
4	KEHL-SCHIRNDING	495	234 332	51 588.2	104.2186
5	BASEL-BEBRA	504	153 196	51 588.2	102.3575
6	AACHEN-HELMSTEDT	505	695 146	51 588.2	102.1549
7	FREILASSING-KEHL	554	190 018	51 588.2	93.1195
8	AACHEN-BASEL	595	157 437	51 588.2	86.7029
9	AACHEN-LUEBECK	599	118 953	51 588.2	86.1239
10	EMMERICH-PUTTGARDEN	617	309 695	80 457.5	130.4011
11	BASEL-EMMERICH	658	705 657	80 457.5	122.2758
12	AACHEN-SCHIRNDING	670	23 229	80 457.5	120.0858
13	AACHEN-PUTTGARDEN	683	755 588	80 457.5	117.8001
14	AACHEN-PASSAU	749	205 711	80 457.5	107.4199
15	AACHEN-FREILASSING	851	307 052	80 457.5	94.5447
16	BASEL-HAMBURG	884	105 413	80 457.5	91.0153
17	BREMEN-FREILASSING	914	321 922	80 457.5	88.0279
18	EMMERICH-FREILASSING	914	578 361	80 457.5	88.0279
19	FREILASSING-HAMBURG	970	72 993	80 457.5	82.9459
20	FREILASSING-PUTTGARDEN	1 123	154 802	114 222.0	101.7115
AMERIQUE (USA)					
1	OAKLAND - NEW-YORK	5 198	180 000	195 800.0	37.6683
ARGENTINE					
1	BUENOS AIRES - POSADAS	1 144	97 859	49 341.5	43.1307
2	BUENOS AIRES - LA QUIACA	1 907	235 560	40 073.2	21.0137
BELGIQUE					
1	WELKENRAEDT QUEVY	300	1 268 598	20 518.8	68.3960
2	WELKENRAEDT-OOSTENDE	300	3 331 987	20 518.8	68.3960
BOTSWANA					
1	RAMATLABAMA-RAMOKGWEBANA	648	625 276	41 928.5	64.7045
BULGARIE R. POP.					
1	DIMITROVGRAD-SVILENGRAD	390	578 140	2 670.2	6.8467
2	ROUSSE-SVILENGRAD	439	15 250	2 879.6	6.5595
3	ROUSSE-KOULATA	669	7 846	4 555.0	6.8087
CHILI					
1	ARICA-VISVIRI	210	4 720	21 294.1	101.4005
2	VALPO.-CARACOLES	218	4 134	20 000.0	91.7431
3	ANTOF.-OLLAGUE	442	80 765	28 392.1	64.2355
4	VALPO.-ANTOFAGASTA	1 330	68 090	93 406.0	70.2301
CHINE (R. POP.)					
1	DANDONG-MANCHOULI	1 759	62 826	5 496.9	3.1250
2	DANDONG-ERLIAN	1 963	701	6 134.4	3.1250
3	DANDONG-SHENZHEN	3 581	12 839	11 190.6	3.1250

Parcours No	Pays et Parcours	Longueur en km	Poids en kg	Prix en c/o par 1000kg	Prix en c/o par t/km
Col.1	Col.2	Col.3	Col.4	Col.5	Col.6
DANEMARK					
1	GEDSER-KOBENHAVN	182	604	97 725.7	536.9544
2	KOBENHAVN-RODBY FAERGE	196	1 465 155	15 376.4	78.4510
EGYPTE					
1	ALEXANDRIE/AEROPORT DU CAIRE	237	26 010	129 255.9	545.3835
2	ALEXANDRIE/HAUT BARRAGE	1 102	19 893	129 255.9	117.2921
ESPAGNE					
1	AYAMONTE-ALGECIRAS	400	1 460	4 655.5	11.6388
2	IRUN-FUENTES ONORO	635	867 152	50 964.8	80.2595
3	MADRID-ALGECIRAS	743	54 528	83 059.5	111.7894
4	BARCELONA-BADAJOS	1 217	5 230	14 165.1	11.6394
5	IRUN-ALGECIRAS	1 382	66 155	16 084.5	11.6386
6	MADRID-DOVER	1 639	82 176	40 068.2	24.4467
FRANCE					
1	LE HAVRE-ROUEN	88	417	11 194.2	127.2068
2	SARREBRUCK-THIONVILLE	89	94 647	11 321.4	127.2067
3	FORBACH-THIONVILLE	124	1 595	15 773.6	127.2065
4	PARIS-ROUEN	140	2 396	17 808.9	127.2064
5	LE HAVRE-PARIS	228	51 017	29 003.1	127.2066
6	FEIGNIES-PARIS	235	312	29 893.5	127.2064
7	BORDEAUX-HENDAYE	235	1 424	29 893.5	127.2064
8	MARSEILLE-VINTIMILLE	252	59 702	32 056.1	127.2067
9	ST-LOUIS-THIONVILLE	343	419 433	43 631.8	127.2064
10	CERBERE-MARSEILLE	380	50 621	48 338.5	127.2066
11	CALAIS-LONGWY	398	3 508	50 628.2	127.2065
12	CALAIS-ROUEN	439	1 698	55 843.7	127.2066
13	BELLEGARDE-MARSEILLE	501	10 146	63 730.5	127.2066
14	CALAIS-LE HAVRE	527	1 275	67 037.9	127.2066
15	CALAIS-JEUMONT	540	1 428	68 691.5	127.2065
16	BORDEAUX-PARIS	581	372	73 907.0	127.2065
17	LE HAVRE-LONGWY	591	35 051	75 179.1	127.2066
18	CERBERE-VINTIMILLE	632	410 367	80 394.5	127.2065
19	ROUEN-STRASBOURG	652	1 863	82 938.7	127.2066
20	LE HAVRE-SARREBRUCKEN	663	222	84 337.9	127.2065
21	BORDEAUX-MARSEILLE	682	2 589	86 754.9	127.2066
22	LE HAVRE-VALLORBE	690	15 582	87 772.5	127.2065
23	LE HAVRE-STRASBOURG	740	421	94 132.8	127.2065
24	LE HAVRE-ST LOUIS	747	47 632	95 023.3	127.2066
25	CALAIS-ST LOUIS	756	701 415	96 168.2	127.2066
26	MARSEILLE-ST LOUIS	760	4 493	96 677.0	127.2066
27	BORDEAUX-LE HAVRE	809	20 280	102 910.1	127.2066
28	BORDEAUX-JEUMONT	820	25 590	104 309.4	127.2066
29	MARSEILLE-STRASBOURG	847	96 003	107 744.0	127.2066
30	PARIS-MARSEILLE	863	286	109 779.3	127.2066
31	BORDEAUX-CALAIS	880	3 137	111 941.8	127.2066
32	HENDAYE-MARSEILLE	917	3 718	116 648.4	127.2065
33	LE HAVRE-MODANE	923	43 366	117 411.6	127.2065
34	BORDEAUX-VINTIMILLE	934	23 361	118 810.9	127.2065
35	CERBERE-PARIS	969	2 379	123 263.1	127.2065
36	HENDAYE-ROUEN	974	962	123 899.2	127.2066
37	CALAIS-MODANE	994	533 486	126 443.3	127.2065
38	MARSEILLE-ROUEN	1 003	260	127 588.2	127.2066
39	CERBERE-STRASBOURG	1 027	666	130 641.1	127.2065
40	HENDAYE-LE HAVRE	1 044	36 447	132 803.6	127.2065
41	FEIGNIES-HENDAYE	1 052	208 798	133 821.3	127.2066
42	JEUMONT-HENDAYE	1 055	696 484	134 202.9	127.2065
43	LE HAVRE-MARSEILLE	1 091	899 636	138 782.3	127.2065
44	BORDEAUX-STRASBOURG	1 093	1 903	139 036.8	127.2066
45	FEIGNIES-MARSEILLE	1 099	25 100	139 800.0	127.2066
46	JEUMONT-MARSEILLE	1 102	4 793	140 181.6	127.2065
47	CALAIS-HENDAYE	1 115	250 088	141 835.3	127.2065
48	CALAIS-MARSEILLE	1 162	65 861	147 814.0	127.2065
49	HENDAYE-VENTIMILLE	1 169	86 713	148 704.5	127.2066
50	CERBERE-LE HAVRE	1 196	4 301	152 139.0	127.2065

Parcours No	Pays et Parcours	Longueur en km	Poids en kg	Prix en c/o par 1000kg	Prix en c/o par t/km
Col.1	Col.2	Col.3	Col.4	Col.5	Col.6
51	HENDAYE-LONGWY	1 199	13 053	152 520.7	127.2066
52	HENDAYE-THIONVILLE	1 218	6 850	154 937.6	127.2066
53	BELLEGARDE-HENDAYE	1 218	22 103	154 937.6	127.2066
54	ROUEN-VINTIMILLE	1 255	1 561	159 644.2	127.2065
55	HENDAYE-SARREBRUCK	1 269	1 418	161 425.1	127.2065
56	HENDAYE-VALLORBE	1 278	402	162 570.0	127.2066
57	MARSEILLE-SARREBRUCK	1 298	3 935	165 114.1	127.2065
58	MARSEILLE-VALLORBE	1 325	759	168 548.7	127.2066
59	HENDAYE-STRASBOURG	1 328	859 717	168 930.3	127.2066
60	HENDAYE-ST LOUIS	1 335	365 469	169 820.7	127.2065
61	LE HAVRE-VINTIMILLE	1 349	2 052	171 601.6	127.2065
62	CERBERE-THIONVILLE	1 353	44 673	172 110.5	127.2066
63	CERBERE-ST LOUIS	1 487	34 637	189 156.1	127.2065
GRANDE-BRETAGNE					
1	LONDON-HARWICH	113	38 223	10 419.2	92.2053
2	LONDON-DOVER	121	67 567	10 419.2	86.1091
3	SOUTHAMPTON-LONDON	128	113 750	4 763.9	37.2180
4	LONDON-FELIXSTOWE	136	6 859	6 825.1	50.1846
5	HOLYHEAD-LONDON	424	110 220	10 084.4	23.7840
6	SOUTHAMPTON-HOLYHEAD	532	24 020	11 427.6	21.4805
7	HOLYHEAD-HARWICH	537	34 220	17 478.2	32.5479
8	DOVER-HOLYHEAD	545	310 323	17 478.2	32.0701
HONG-KONG					
1	HONG KONG-CHINA	36	682 625	23 452.2	651.4500
ITALIE					
1	CHIASSO-GENOVA	210	40 975	49 894.3	237.5919
2	NAPOLI-ROMA	261	2 300	49 894.3	191.1659
3	CHIASSO-V.OPICINA	486	478 227	67 954.2	139.8235
4	GENOVA-ROMA	501	17 543	67 954.2	135.6371
5	V.OPICINA-GENOVA	535	252 685	67 954.2	127.0172
6	DOMODOS-V.OPICINA	560	388 200	67 954.2	121.3468
7	GENOVA-TARVISIO	573	46 723	67 954.2	118.5937
8	MODANE-V.OPICINA	647	245 400	85 095.8	131.5236
9	ROMA-VENTIMIGLIA	652	15 120	85 095.8	130.5150
10	NAPOLI-SIRACUSA	659	33 500	85 095.8	129.1287
11	ROMA-CHIASSO	719	34 300	85 095.8	118.3530
12	TARVISIO-VENTIMIGLIA	721	24 550	85 095.8	118.0247
13	NAPOLI-GENOVA	722	7 400	85 095.8	117.8612
14	V. OPICINA-VENTIMIGLIA	736	66 410	85 095.8	115.6193
15	ROMA-TARVISIO	792	12 950	85 095.8	107.4442
16	CHIASSO-NAPOLI	930	60 800	85 095.8	91.5009
17	NAPOLI-TARVISIO	1 000	13 200	85 095.8	85.0958
18	CHIASSO-BRINDISI	1 031	10 800	102 849.6	99.7571
19	BRINDISI-GENOVA	1 259	18 325	102 849.6	81.6915
20	GENOVA-SIRACUSA	1 368	3 914	102 849.6	75.1825
21	CHIASSO-SIRACUSA	1 556	7 900	119 991.2	77.1152
22	BRENNERO-SIRACUSA	1 631	24 756	119 991.2	73.5691
23	MODANE-SIRACUSA	1 656	7 350	119 991.2	72.4585
JAPON					
1	KOBE-SHIMONOSEKI	507	34 565	19 855.2	39.1621
2	YOKOHAMA-KOBE	561	5 518	19 218.2	34.2570
3	KOBE-YOKOHAMA	561	9 186	19 218.2	34.2570
4	TOKYO-SHIMONOSEKI	1 097	72 097	28 066.3	25.5846
LUXEMBOURG					
1	BETTEMBOURG-KLEINBETTINGEN	36	246 918	3 649.6	101.3778
OUGANDA					
1	KISUMU-KATUNA	744	314 730	10 399.7	13.9781

Parcours No	Pays et Parcours	Longueur en km	Poids en kg	Prix en c/o par 1000kg	Prix en c/o par t/km
Col.1	Col.2	Col.3	Col.4	Col.5	Col.6
PANAMA (REP.)					
1	PANAMA-SAN JOSE	600	7 785	46 925.1	78.2085
2	PANAMA-MANAGUA	683	45 550	67 035.9	98.1492
3	PANAMA-TEGUCIGALPA	733	1 684	67 035.9	91.4542
4	PANAMA-EL SALVADOR	833	1 408	67 035.9	80.4753
5	PANAMA-GUATEMALA	954	2 478	67 035.9	70.2682
PAYS-BAS					
1	ROTTERDAM-ROSENDAAL	58	16 031	22 135.9	381.6534
2	ROTTERDAM-AMSTERDAM	86	516	32 822.3	381.6547
3	ROTTERDAM-ARNHEM	114	2 229	43 508.6	381.6544
POLOGNE (R.POP)					
1	BREST-FRANKFURT	704	963 065	16 369.3	23.2518
2	FRANKFURT-BREST	704	2 279 412	16 369.3	23.2518
MACAO					
1	MACAU-CHINE (REP. POP.)	3	11 171	50.0	16.6667
SENEGAL					
1	DAKAR-KIDIRA	643	126 984	58 466.6	90.9278
SINGAPOUR					
1	SINGAPORE-JOHORE-BAHRU	26	126 034	10 427.3	401.0500
SUEDE					
1	GOETEBORG-KORNSJOE	187	102 337	6 165.2	32.9690
2	GOETEBORG-MALMOE	299	29 636	6 967.8	23.3037
3	GOETEBORG-TRELLEBORG	330	6 538	6 603.0	20.0091
4	STOCKHOLM-CHARLOTTENBERG	437	46 682	9 193.1	21.0368
5	STOCKHOLM-GOETEBORG	456	95 020	10 251.0	22.4803
6	TRELLEBORG-KORNSJOE	517	56 504	15 358.2	29.7064
7	STOCKHOLM-MALMOE	599	229 587	17 656.5	29.4766
8	STOCKHOLM-TRELLEBORG	630	25 096	18 240.2	28.9527
SUISSE					
1	BASEL-BUCHS	197	1 182 162	48 768.0	247.5533
2	VALLORBE-DOMODOSSOLA	233	10 614	55 998.6	240.3373
3	BASEL-DOMODOSSOLA	267	12 485	63 229.2	236.8135
4	BASEL-CHIASSO	325	2 196 103	74 152.0	228.1600
5	GENEVE-BUCHS	395	40 799	85 074.8	215.3792
SYRIENNE (R.ARABE)					
1	AEROPORT INTERNATIONAL DE DAMAS-RAMTHA	140	6 680	9 803.5	70.0250
2	LATTAQUIE-RAMTHA (JORDANIE)	490	96 800	21 913.7	44.7218
3	TIBIL (TURQUIE)-RHAMTA	560	29 240	28 487.8	50.8711
TANZANIE R.UNIE					
1	DAR-TUNDUMA	969	42 060	1 917.2	1.9785
2	DAR-KIGOMA	1 255	14 972	6 290.0	5.0120
3	DAR-NGARA	1 948	990	6 290.0	3.2290
TCHECOSLOVAQUIE					
1	BRECLAV-ZEBRZYDOWICE	214	161 601	104 833.3	489.8752
2	DECIN-GMUEND	328	215 802	103 844.4	316.5988
3	STUROVO-ZEBRZYDOWICE	442	81 319	430 288.9	973.5043
4	CHEB-ZEBRAZYDOWICE	613	64 811	748 755.6	1 221.4610
5	DECIN-SZOB	693	547 966	100 111.1	144.4605
6	CHEB-CIERNA N. TISOU	1 048	196 782	421 600.0	402.2901

Parcours No	Pays et Parcours	Longueur en km	Poids en kg	Prix en c/o par 1000kg	Prix en c/o par t/km
Col. 1	Col. 2	Col. 3	Col. 4	Col. 5	Col. 6
THAILANDE					
1	BANGKOK-NONGKHAI	624	98 576	49 185.2	78.8224
U. R. S. S					
1	VLADIVOSTOK-KHASAN	150	10 831	8 129.3	54.1953
2	NAKHODKA-KHASAN	531	288 961	27 347.1	51.5011
3	BREST-DJULFA	4 192	30 890	191 497.4	45.6816
4	ZABAIKALSK-LUJAICA	7 477	31 485	341 736.2	45.7050
5	NAUCHKI-TCHOP	7 667	20 723	350 885.9	45.7657
6	BREST-ZABAIKALSK	7 766	403 618	355 477.8	45.7736
7	ZABAIKALSK-UNGENY	8 345	37 662	383 028.9	45.8992
8	ZABAIKALSK-TCHOP	8 431	144 378	387 620.8	45.9757
9	BREST-VLADIVOSTOK	10 397	16 707	474 764.0	45.6636
10	BREST-NAKHODKA	10 561	181 563	483 879.7	45.8176
11	VLADIVOSTOK-UNGENY	10 976	16 145	502 247.1	45.7587
12	VLADIVOSTOK-TCHOP	11 066	31 436	506 839.0	45.8015
13	NAKHODKA-TCHOP	11 226	18 202	516 022.7	45.9667
VENEZUELA					
1	LA GUAIRA-SAN ANTON	975	324 000	17 436.8	17.8839
ZIMBABWE					
1	RAMOKWABANE-VICTORIA FALLS	602	225 061	19 131.3	31.7796

ELEMENTS DES REPONSES DES ADMINISTRATIONS QUI ONT ETE RETENUS POUR LE
CALCUL DES COURBES DE PRIX MOYENS MONDIAUX PONDERES SUR LESQUELS SONT BASES
LES PROJETS DE BAREMES

TRANSIT MARITIME

Parcours No	Pays et Parcours	Longueur en mm	Poids en kg	Prix en c/o par 1000kg	Prix en c/o par t/mm
Col.1	Col.2	Col.3	Col.4	Col.5	Col.6
ALLEMAGNE (RFA)					
1	LUEBECK-HELSINKI	622	181 856	64 762.6	104.1199
2	HAMBURG-REYKJAVIK	1 280	12 792	71 563.2	55.9088
3	BREMEN-HALIFAX	3 371	75 240	91 672.6	27.1945
4	BREMEN-NEW YORK	3 971	240 708	120 621.0	30.3755
5	HAMBURG-TEMA	4 673	15 180	100 544.3	21.5160
6	BREMEN-VERACRUZ	5 524	8 556	106 162.5	19.2184
7	BREMEN-RIO DE JANEIRO	5 656	27 060	106 162.5	18.7699
8	BREMEN-SANTOS	5 866	10 428	106 162.5	18.0979
9	HAMBURG-CAPE TOWN	6 431	17 532	112 076.9	17.4276
10	BREMEN-BUENOS AIRES	6 880	25 800	112 076.9	16.2902
11	HAMBURG-BOMBAY	7 248	44 028	115 921.6	15.9936
12	HAMBURG-DAR-ES-SALAAM	7 630	6 024	115 921.6	15.1929
13	BREMEN-VALPARAISO	8 643	7 260	119 766.2	13.8570
14	HAMBURG-SINGAPOUR	8 926	5 220	119 766.2	13.4177
15	HAMBURG-DJAKARTA	9 332	12 600	123 609.6	13.2458
16	HAMBURG-HONGKONG	10 404	3 228	127 454.2	12.2505
17	HAMBURG-FREMANTLE	11 246	5 976	131 298.9	11.6752
18	HAMBURG-KOBE	12 107	39 564	135 143.5	11.1624
19	HAMBURG-MELBOURNE	12 932	54 996	135 143.5	10.4503
20	HAMBURG-SYDNEY	13 514	90 852	138 986.9	10.2847
AMERIQUE (USA)					
1	NEW-YORK - BREMEN	6 546	6 425	99 000.0	15.1237
2	OAKLAND - YOKOHAMA	8 795	38 350	104 000.0	11.8249
3	OAKLAND - SINGAPORE	13 595	48 700	120 000.0	8.8268
4	NEW-YORK - BUENOS AIRES	13 851	10 950	120 000.0	8.6636
5	OAKLAND - HONG KONG	14 022	32 500	120 000.0	8.5580
ARGENTINE					
1	BUENOS AIRES-SANTOS	1 017	4 351	87 711.2	86.2450
2	BUENOS AIRES-HAMBURGO	7 527	3 500	163 974.3	21.7848
3	BUENOS AIRES-GENOVA	8 492	531	161 589.9	19.0285
4	BUENOS AIRES-HONG KONG	11 427	288	60 048.8	5.2550
AUSTRALIE					
1	SYDNEY-NOUMEA	1 058	7 487	57 813.5	54.6441
2	SYDNEY-AUCKLAND	1 260	106 507	57 813.5	45.8837
3	SYDNEY-SANTO	1 422	8 599	57 813.5	40.6565
4	MELBOURNE-NOUMEA	1 633	126	57 813.5	35.4032
5	SYD-PORT MORESBY	1 636	101 541	57 813.5	35.3383
6	MELB-AUCKLAND	1 835	2 185	57 813.5	31.5060
7	SYDNEY-SUVA	1 924	23 531	57 813.5	30.0486
8	MELB-PORT MORESBY	2 211	162	57 813.5	26.1481
9	SYDNEY-NUKUALOJA	2 262	668	57 813.5	25.5586
10	MELBOURNE-SUVA	2 499	194	57 813.5	23.1347
11	SYDNEY-HONIARA	2 546	11 898	57 813.5	22.7612
12	SYDNEY-FUNAFUTI	2 721	766	57 813.5	21.2472
13	MELBOURNE-NAURU	2 770	2 184	57 813.5	20.8713
14	SYDNEY-APIA	2 884	251	57 813.5	20.0463
15	MELBOURNE-HONIARA	3 115	361	106 314.9	34.1300
16	SYDNEY-TARAWA	3 397	5 215	106 314.9	31.2967
17	MELBOURNE-SINGAPORE	3 756	45	106 314.9	28.3054
18	MELBOURNE-TARAWA	3 972	546	106 314.9	26.7661
19	MELBOURNE-JAKARTA	3 980	31	106 314.9	26.7123
20	SYDNEY-MANILA	4 056	51	106 314.9	26.2118

Parcours No	Pays et Parcours	Longueur en mm	Poids en kg	Prix en c/o par 1000kg	Prix en c/o par 1/m.m
Col. 1	Col. 2	Col. 3	Col. 4	Col. 5	Col. 6
21	SYDNEY-PAPEETE	4 192	4 713	106 314.9	25.3614
22	SYDNEY-SINGAPORE	4 331	74	106 314.9	24.5474
23	SYDNEY-KOBE	4 555	260	106 314.9	23.3403
24	SYDNEY-MANILA	4 631	35	106 314.9	22.9572
25	SYDNEY-HONG KONG	4 696	215	106 314.9	22.6395
26	SYDNEY-BANGKOK	5 111	342	106 314.9	20.8012
27	MELBOURNE-KOBE	5 130	755	106 314.9	20.7242
28	MELBOURNE-HONG KONG	5 271	120	106 314.9	20.1698
29	SYDNEY-HONOLULU	5 596	315	106 314.9	18.9984
30	SYDNEY-HO CHI MINH	5 832	4 763	106 314.9	18.2296
31	SYDNEY-COLOMBO	6 380	3 046	123 350.8	19.3340
32	SYDNEY-DURBAN	6 723	9 453	123 350.8	18.3476
33	SYDNEY-BOMBAY	6 788	7 724	123 350.8	18.1719
34	SYDNEY-VANCOUVER	6 982	359	123 350.8	17.6670
35	SYDNEY-OAKLAND	7 046	5 502	123 350.8	17.5065
36	SYDNEY-KARACHI	7 289	1 237	123 350.8	16.9229
37	MELBOURNE-VANCOUVER	7 557	560	123 350.8	16.3227
38	MELBOURNE-OAKLAND	7 621	24 280	123 350.8	16.1856
39	MELBOURNE-MOMBASA	10 085	15	129 193.9	12.8105
40	MELBOURNE-HAMBURG	11 831	555	129 193.9	10.9199
41	MELBOURNE-TILBURY	12 010	452	129 193.9	10.7572
42	MELBOURNE-ROTTERDAM	12 097	30	129 193.9	10.6798
43	SYDNEY-HAMBURG	12 406	106	129 193.9	10.4138
44	SYDNEY-TILBURY	12 585	607	129 193.9	10.2657
BAHAMAS					
1	NASSAU-MIAMI	180	21 918	2 626.2	14.5900
BELGIQUE					
1	OOSTENDE-DOVER	62	3 331 987	10 000.0	161.2903
2	ANTWERPEN-MONROVIA	3 290	1 685	95 000.0	28.8754
3	ANTWERPEN-MATADI	5 602	20 132	110 000.0	19.6358
4	ANTWERPEN-MOMBASA	6 323	2 921	116 000.0	18.3457
5	ANTWERPEN-DAR ES SALAAM	6 462	15	116 000.0	17.9511
6	ANTWERPEN-VALPARAISO	7 888	418	120 000.0	15.2130
DANEMARK					
1	RODBY FAERGE-PUTTGARDEN	10	245 840	6 150.6	615.0600
2	DRAGOR-LIMHAMN	14	1 086 369	16 059.8	1 147.1286
3	KOBENHAVN-OSLO	280	132 945	55 355.1	197.6968
4	KOBENHAVN-REYKJAVIK	1 510	24 140	92 600.2	61.3246
ESPAGNE					
1	ALGECIRAS-TANGER	32	23 280	44 418.5	1 388.0781
FRANCE					
1	CALAIS-DOUVRES	20	611 821	30 076.3	1 503.8150
2	ALGER-MARSEILLE	405	920 191	44 007.0	108.6593
3	MARSEILLE-TUNIS	471	47 215	44 007.0	93.4331
4	CASASBLANCA-MARSEILLE	948	55 544	52 458.7	55.3362
5	ALEXANDRIE-MARSEILLE	1 404	3 945	72 393.0	51.5620
6	HAIFA-MARSEILLE	1 640	33 180	72 393.0	44.1421
7	BORDEAUX-DAKAR	2 223	16 800	62 992.4	28.3367
8	DJEDDAH-MARSEILLE	2 373	5 114	79 504.1	33.5036
9	MARSEILLE-PORT SOUDAN	2 511	986	79 504.1	31.6623
10	DJIBOUTI-MARSEILLE	2 870	6 080	65 205.0	22.7195
11	CONAKRY-ROUEN	2 881	6 770	85 799.1	29.7810
12	LE HAVRE-MONTREAL	3 099	24 066	69 168.6	22.3197
13	MONROVIA-ROUEN	3 124	385	91 511.3	29.2930
14	FREETOWN-ROUEN	3 139	792	85 799.1	27.3333
15	LE HAVRE-NEW YORK	3 200	63 028	68 002.8	21.2509
16	ABIDJAN-BORDEAUX	3 380	11 761	72 558.6	21.4670
17	BORDEAUX-LOME	3 725	6 918	77 044.4	20.6831
18	BORDEAUX-COTONOU	3 798	18 075	77 044.4	20.2855
19	LAGOS-ROUEN	4 084	1 210	97 223.5	23.8060
20	BRIDGETOWN-LE HAVRE	4 117	293	97 223.5	23.6151

Parcours No	Pays et Parcours	Longueur en mm	Poids en kg	Prix en c/o par 1000kg	Prix en c/o par t/m.m
Col.1	Col.2	Col.3	Col.4	Col.5	Col.6
21	BORDEAUX-LIBREVILLE	4 239	2 652	82 026.8	19.3505
22	DUBAI-MARSEILLE	4 300	789	103 518.5	24.0741
23	LE HAVRE-PORT OF SPAIN	4 320	3 909	97 223.5	22.5054
24	BOMBAY-MARSEILLE	4 590	9 864	81 819.3	17.8256
25	CRISTOBAL-LE HAVRE	4 615	499	103 518.5	22.4309
26	KARACHI-MARSEILLE	4 620	187	103 518.5	22.4066
27	BORDEAUX-POINTE NOIRE	4 908	3 717	89 105.2	18.1551
28	LE HAVRE-VERA CRUZ	4 980	367	103 518.5	20.7868
29	MATADI-MARSEILLE	5 091	5 168	89 105.2	17.5025
30	LE HAVRE-RIO DE JANEIRO	5 140	3 862	112 494.8	21.8861
31	COLOMBO-MARSEILLE	5 465	429	103 518.5	18.9421
32	MARSEILLE-PORT LOUIS	5 483	8 185	30 076.3	5.4854
33	BORDEAUX-DOUALA	5 522	23 445	82 026.8	14.8545
34	MARSEILLE-TAMATAVE	5 955	12 108	69 159.2	11.6136
35	LE HAVRE-MOMBASA	6 004	7 068	64 057.9	10.6692
36	LE CAP-LE HAVRE	6 030	8 329	72 393.0	12.0055
37	CALLAO-LE HAVRE	6 312	241	119 839.0	18.9859
38	BUENOS AIRES-LE HAVRE	6 365	1 185	119 839.0	18.8278
39	DJAKARTA-MARSEILLE	6 901	1 636	119 839.0	17.3655
40	LE HAVRE-PORT KELANG	7 936	198	126 775.2	15.9747
41	LE HAVRE-SINGAPOUR	8 083	677	132 487.4	16.3909
42	LE HAVRE-PAPEETE	9 349	950	110 356.8	11.8041
43	LE HAVRE-HONG KONG	9 543	5 389	138 141.3	14.4757
44	LE HAVRE-KAOHSIUNG	10 015	113	138 141.3	13.7934
45	LE HAVRE-NOUMEA	11 854	517	110 356.8	9.3097
46	FUSAN-LE HAVRE	12 648	283	161 048.3	12.7331
47	LE HAVRE-MELBOURNE	12 818	5 219	155 336.1	12.1186
48	LE HAVRE-SYDNEY	13 393	306	155 336.1	11.5983
GRANDE-BRETAGNE					
1	DOVER-CALAIS	22	76 633	15 126.5	687.5682
2	HOLYHEAD-DUN LAOGHAIRE	57	331 343	11 899.6	208.7649
3	DOVER-OSTEND	62	81 491	9 479.3	152.8919
4	HARWICH-HOOK OF HOLLAND	112	25 240	15 126.5	135.0580
5	HARWICH-ESBJERG	332	27 280	32 471.7	97.8063
6	FELIXSTOWE-NEW YORK	3 425	6 859	16 941.7	4.9465
7	LONDON-TAKORADI	3 920	76 260	105 885.8	27.0117
8	LONDON-APAPA	4 240	52 491	45 178.0	10.6552
9	LONDON-CAPE TOWN	6 150	18 095	31 059.8	5.0504
10	LONDON-AUSTRALIA	11 000	9 180	84 103.6	7.6458
HONG-KONG					
1	HONG KONG-MACAU	44	181 075	3 992.5	90.7386
2	HONG KONG-TAIWAN	471	172 175	5 107.1	10.8431
3	HONG KONG-PHILIPPINES	855	68 050	9 830.8	11.4980
4	HONG KONG-KOREA	1 440	8 200	22 999.6	15.9719
5	HONG KONG-SRI LANKA	1 454	35 000	16 217.6	11.1538
6	HONG KONG-SINGAPORE	1 454	127 275	16 217.6	11.1538
7	HONG KONG-THAILAND	1 489	42 350	16 636.3	11.1728
8	HONG KONG-LAOS	1 500	10 800	16 636.3	11.0909
9	HONG KONG-MALAYSIA	1 631	33 350	21 548.8	13.2120
10	HONG KONG-INDONESIA	2 488	19 725	22 115.0	8.8887
11	HONG KONG-BURMA	2 518	18 750	78 151.3	31.0371
12	HONG KONG-BANGLADESH	2 937	21 650	57 652.2	19.6296
13	HONG KONG-AUSTRALIA	4 080	48 825	60 771.9	14.8951
14	HONG KONG-IRAN	4 313	1 375	74 117.6	17.1847
15	HONG KONG-PAKISTAN	4 313	46 500	74 117.6	17.1847
16	HONG KONG-MAURITIUS	4 790	7 125	77 378.8	16.1542
17	HONG KONG-ISRAEL	4 880	1 675	72 979.4	14.9548
18	HONG KONG-DUBAI	4 908	4 875	101 669.8	20.7489
19	HONG KONG-YEMEN ARAB REP.	5 100	2 725	96 126.4	18.8483
20	HONG KONG-NEW ZEALAND	5 210	10 275	96 191.2	18.4628
21	HONG KONG-SAUDI ARABIA	5 230	3 875	62 081.1	11.8702
22	HONG KONG-KENYA	5 423	1 675	74 046.8	13.6542
23	HONG KONG-KUWAIT	5 423	3 300	101 669.8	18.7479
24	HONG KONG-SOMALI	5 423	6 425	74 046.8	13.6542
25	HONG KONG-UGANDA	5 423	62 675	74 046.8	13.6542
26	HONG KONG-IRAQ	5 453	4 300	101 669.8	18.6447

Parcours No	Pays et Parcours	Longueur en mm	Poids en kg	Prix en c/o par 1000kg	Prix en c/o par t/m
Col.1	Col.2	Col.3	Col.4	Col.5	Col.6
27	HONG KONG JORDAN	5 480	3 425	96 126.4	17.5413
28	HONG KONG-LIBYA	5 720	1 575	96 126.4	16.8053
29	HONG KONG-BAHRAIN	5 723	1 225	101 669.8	17.7651
30	HONG KONG-TANZANIA	5 825	87 100	73 834.5	12.6755
31	HONG KONG-CANADA	5 894	47 750	29 486.6	5.0028
32	HONG KONG-USA	6 050	2 650	29 486.6	4.8738
33	HONG KONG-ZIMBABWE	6 233	2 100	76 022.4	12.1968
34	HONG KONG-EGYPT	6 475	10 625	96 126.4	14.8458
35	HONG KONG-SUDAN	6 528	2 200	96 126.4	14.7252
36	HONG KONG-NEPAL	6 544	20 100	52 899.0	8.0836
37	HONG KONG-INDIA	6 544	66 975	52 899.0	8.0836
38	HONG KONG-ETHIOPIA	6 724	4 100	96 126.4	14.2960
39	HONG KONG-COLOMBIA	6 749	6 100	48 387.5	7.1696
40	HONG KONG-YEMEN (P. DEM. REP.)	6 936	1 675	96 126.4	13.8591
41	HONG KONG-SYRIA	7 288	8 575	96 126.4	13.1897
42	HONG KONG-MEXICO	7 776	12 225	38 945.9	5.0085
43	HONG KONG-ZAIRE	8 278	1 425	62 081.1	7.4995
44	HONG KONG-MAURITANIA	8 278	1 775	62 081.1	7.4995
45	HONG KONG-TUNISIA	8 278	1 800	62 081.1	7.4995
46	HONG KONG-ALGERIA	8 278	1 800	62 081.1	7.4995
47	HONG KONG-GUINEA	8 278	2 025	62 081.1	7.4995
48	HONG KONG-ECUADOR	9 500	1 825	82 916.4	8.7280
49	HONG KONG-MOROCCO	9 546	2 175	62 081.1	6.5034
50	HONG KONG-PORTUGAL	9 721	1 650	62 081.1	6.3863
51	HONG KONG-GREAT BRITAIN	9 791	6 375	62 081.1	6.3406
52	HONG KONG-PERU	9 930	6 675	75 556.5	7.6089
53	HONG KONG-VENEZUELA	9 987	6 650	43 852.5	4.3910
54	HONG KONG-NIGERIA	10 218	49 050	106 611.8	10.4337
55	HONG KONG-MALI	10 237	2 125	106 611.8	10.4144
56	HONG KONG-BRAZIL	10 311	6 300	103 781.1	10.0651
57	HONG KONG-SENEGAL	10 560	2 000	106 611.8	10.0958
58	HONG KONG-ARGENTINA	10 587	3 275	162 813.3	15.3786
59	HONG KONG-URUGUAY	10 636	1 150	162 813.3	15.3078
60	HONG KONG-CONGO	10 767	1 550	105 611.8	9.9017
61	HONG KONG-GUYANA	10 921	1 075	35 106.8	3.2146
62	HONG KONG-JAMAICA	11 000	1 825	45 409.4	4.1281
63	HONG KONG-CHILE	11 048	3 300	87 056.3	7.8798
64	HONG KONG-GHANA	11 114	24 800	106 611.8	9.5926
65	HONG KONG-TOGO	11 555	1 275	106 600.0	9.2254
66	HONG KONG-CAMEROON	11 847	1 475	106 600.0	8.9981
ITALIE					
1	SIRACUSA-LA VALLETTA	83	70 365	22 540.9	271.5771
2	BRINDISI-PATRASSO	324	26 222	33 947.6	104.7765
3	NAPOLI-HAIFA	1 185	10 400	47 942.0	40.4574
4	GENOVA-HAIFA	1 467	1 580	47 942.0	32.6803
5	GENOVA-HALIFAX	3 520	16 100	71 044.7	20.1832
6	GENOVA-NEW YORK	4 061	96 000	75 896.8	18.6892
7	GENOVA-KARACHI	4 282	2 067	75 896.8	17.7246
8	GENOVA-BOMBAY	4 465	11 093	75 896.8	16.9982
9	GENOVA-LA GUAYRA	4 520	5 670	75 896.8	16.7913
10	GENOVA-BARANQUILLA	5 066	2 800	81 310.7	16.0503
11	GENOVA-RIO DE JANEIRO	5 070	4 680	81 310.7	16.0376
12	GENOVA-SANTOS	5 268	5 000	81 310.7	15.4348
13	GENOVA-MONTEVIDEO	6 149	10 000	87 031.0	14.1537
14	GENOVA-BUENOS AIRES	6 265	20 208	87 031.0	13.8916
15	GENOVA-DJAKARTA	6 693	1 000	87 031.0	13.0033
16	GENOVA-CALLAO	6 750	2 794	87 031.0	12.8935
17	GENOVA-VALPARAISO	8 060	2 450	94 436.8	11.7167
18	GENOVA-MELBOURNE	9 256	53 500	98 148.3	10.6037
19	GENOVA-SYDNEY	9 715	1 300	98 148.3	10.1028
20	GENOVA-KOBE	10 123	9 950	101 859.7	10.0622
JAPON					
1	SHIMONOSEKI-BUSAN	123	106 662	70 785.2	575.4894
2	KOBE-TAIPEI	926	198	136 261.5	147.1506
3	KOBE-NAKHODKA	946	194	116 795.6	123.4626
4	KOBE-XINGANG	1 046	272 863	136 261.5	130.2691
5	KOBE-GUAM	1 371	1 000	136 261.5	99.3884

Parcours No	Pays et Parcours	Longueur en mm	Poids en kg	Prix en c/o par 1000kg	Prix en c/o par t/m
Col.1	Col.2	Col.3	Col.4	Col.5	Col.6
6	KOBE-HONG KONG	1 387	26	136 261.5	98.2419
7	KOBE-MANILA	1 666	585	153 957.8	92.4116
8	KOBE-HAIPHONG	2 339	39	153 957.8	65.8221
9	KOBE-SINGAPORE	2 802	2 323	182 271.9	65.0506
10	KOBE-PORT KELANG	3 008	315	194 659.3	64.7139
11	KOBE-BANGKOK	3 018	114	182 271.9	60.3949
12	KOBE-TANDJUNGPRIOK	3 137	160	194 659.3	62.0527
13	YOKOHAMA-HONOLULU	3 397	2 629	207 046.7	60.9499
14	KOBE-COLOMBO	4 388	15	221 203.8	50.4111
15	KOBE-MADRAS	4 404	695	221 203.8	50.2279
16	KOBE-SYDNEY	4 412	7 569	221 203.8	50.1369
17	KOBE-OAKLAND	4 685	207 137	221 203.8	47.2153
18	YOKOHAMA-VANCOUVER	4 780	6 557	221 203.8	46.2769
19	KOBE-AUCKLAND	4 830	609	221 203.8	45.7979
20	KOBE-CARACUS	6 716	493	286 680.1	32.8912
21	KOBE-CAIRO	9 214	736	274 292.7	29.7691
22	KOBE-SANTIAGO	9 408	990	299 067.5	31.7886
23	KOBE-RIO DE JANEIRO	11 654	1 799	323 842.3	27.7881
24	KOBE-ASUNCION	12 137	1 005	336 229.7	27.7029
25	YOKOHAMA-MARSEILLE	12 748	923	299 067.5	23.4600
MADAGASCAR					
1	MAJUNGA-MORONI	306	595	19 365.6	63.2863
PANAMA (REP.)					
1	CRISTOBAL-NEW YORK	3 700	12 722	59 215.0	16.0041
PAYS-BAS					
1	ROTTERDAM-ALEXANDRIA	3 190	2 271	158 436.6	49.6666
2	ROTTERDAM-MONTREAL	3 205	934	50 071.2	15.6228
3	ROTTERDAM-LIMASSOL	3 290	563	119 559.0	36.3401
4	ROTTERDAM-HAIFA	3 410	8 937	51 183.9	15.0099
5	ROTTERDAM-TEMA	3 972	17 279	66 761.7	16.8081
6	ROTTERDAM-LAGOS	4 329	40 220	51 183.9	11.8235
7	ROTTERDAM-MATADI	4 950	6 036	117 945.6	23.8274
8	ROTTERDAM-ACAJUTLA	5 686	3 427	106 818.7	18.7863
9	ROTTERDAM-CAPE TOWN	6 187	33 052	65 649.0	10.6108
10	ROTTERDAM-MOMBASA	6 260	16 181	136 861.4	21.8628
11	ROTTERDAM-BOMBAY	6 320	50 578	86 790.2	13.7326
12	ROTTERDAM-DAR ES SALAAM	6 415	13 040	136 861.4	21.3346
13	ROTTERDAM-COLOMBO	6 785	4 494	119 058.3	17.5473
SINGAPOUR					
1	SINGAPORE-KUCHING	420	7 287	17 875.4	42.5605
2	SINGAPORE-DJAKARTA	526	41 797	17 875.4	33.9837
3	SINGAPORE-BANDAR SERI BEGAWAN	695	14 921	17 875.4	25.7200
4	SINGAPORE-LABUAN	754	138	17 875.4	23.7074
5	SINGAPORE-BANGKOK	800	11 740	12 579.0	15.7238
6	SINGAPORE-KOTA KINABALU	831	2 293	17 875.4	21.5107
7	SINGAPORE-SANDAKAN	1 098	3 420	17 875.4	16.2800
8	SINGAPORE-RANGOON	1 151	36 106	15 227.2	13.2295
9	SINGAPORE-MANILA	1 400	15 112	27 144.2	19.3887
10	SINGAPORE-HONG KONG	1 440	4 702	21 847.7	15.1720
11	SINGAPORE-MADRAS	1 663	8 534	23 833.9	14.3319
12	SINGAPORE-COLOMBO	1 673	52 834	25 820.0	15.4334
13	SINGAPORE-CHITTAGONG	1 789	20 792	17 213.4	9.6218
14	SINGAPORE-BOMBAY	2 548	48 937	23 833.9	9.3540
15	SINGAPORE-KARACHI	3 049	7 336	27 144.2	8.9027
16	SINGAPORE-ADEN	3 766	1 541	93 349.4	24.7874
17	SINGAPORE-MOMBASA	3 985	6 517	21 847.7	5.4825
18	SINGAPORE-AUCKLAND	5 495	4 809	29 130.3	5.3012
19	SINGAPORE-SOUTHAMPTON	8 125	9 365	93 349.4	11.4892
20	SINGAPORE-MARSEILLE	12 084	2 823	93 349.4	7.7250
21	SINGAPORE-GENOVA	12 281	1 306	93 349.4	7.6011
22	SINGAPORE-ALEXANDRIA	13 505	648	93 349.4	6.9122

Parcours No	Pays et Parcours	Longueur en m.m	Poids en kg	Prix en c/o par 1000kg	Prix en c/o par t/m.m
Col.1	Col.2	Col.3	Col.4	Col.5	Col.6
SUEDE					
1	MALMOE-KOPENHAMN	16	40 646	10 778.3	673.6438
2	TRELLEBORG-SASSNITZ	54	5 483	3 266.7	60.4944
3	TRELLEBORG-SWINOUJSCIE	95	10 610	10 944.1	115.2011
4	STOCKHOLM-HELSINGFORS	243	340 147	11 134.8	45.8222
5	GOETEBORG-HALIFAX	2 860	51 035	64 669.8	22.6118
TANZANIE R.UNIE					
1	DAR-ROTTERDAM	6 415	845	56 614.3	8.8253
2	DAR-LONDON	6 875	2 232	56 614.3	8.2348
3	DAR-NEW YORK	9 315	1 681	77 844.7	8.3569
THAILANDE					
1	BANGKOK-SINGAPORE	800	1 669	19 343.2	24.1790
2	BANGKOK-HONG KONG	1 527	288	19 815.0	12.9764
U. R. S. S					
1	NAKHODKA-YOKOHAMA	946	364 990	45 493.4	48.0903
2	VLADIVOSTOK-HAIPHONG	2 700	54 327	65 612.5	24.3009
3	VLADIVOSTOK-HO-CHI-MINH	3 750	20 167	65 612.5	17.4967

Transports territoriaux

Pays	Poids annuels en kg	Frais postaux par 1000 kg	Pondération par le poids des frais postaux
1	2	3	4
Allemagne, Rép. féd. d'	5 608 384	75 703	424 571 493,95
Argentine	333 419	33 080	11 029 500,52
Belgique	4 600 585	20 518	94 394 803,03
Botswana	625 276	41 936	26 221 574,34
Bulgarie (Rép. pop.)	601 236	51 390	30 897 518,04
Chili	157 709	31 720	5 002 529,48
Chine (Rép. pop.)	76 366	15 000	1 145 490,00
Espagne	1 076 701	36 456	39 252 211,66
France	6 309 873	40 405	254 950 418,57
Grande-Bretagne	705 182	11 214	7 907 910,95
– Hong-Kong	682 625	23 353	15 941 341,63
Italie	1 813 328	45 286	82 118 371,81
Japon	121 366	127 413	15 463 606,16
Luxembourg	246 918	600	148 150,80
– Macao	11 171	49 894	557 365,87
Ouganda	314 730	10 399	3 272 877,27
Panama (Rép.)	58 905	94 371	5 558 923,76
Pays-Bas	18 776	33 381	626 761,66
Pologne (Rép. pop.)	3 242 477	3 800	12 321 412,60
Singapour	126 034	64 621	8 144 443,11
Suède	591 400	30 000	17 742 000,00
Suisse	3 442 163	5 340	18 381 150,42
Syrienne (Rép. arabe)	132 720	20 068	2 663 424,96
Tanzanie (Rép. unie)	58 022	10 190	591 244,18
Thaïlande	98 576	82 695	8 151 742,32
URSS	1 232 601	6 122	7 545 983,32
Vénézuéla	324 000	9 770	3 165 480,00
Zimbabwe	225 061	19 131	4 305 641,99
Totaux	32 835 604		1 102 073 372,38

Moyenne arithmétique mondiale pondérée en centimes-or

pour 1000 kg: 33 563,365 c-or
arrondis à: 33 563 c-or

Transports maritimes

Pays	Poids annuels en kg	Frais postaux par 1000 kg	Pondération par le poids des frais postaux
1	2	3	4
Allemagne, Rép. féd. d'	884 900	29 477	26 084 197,30
Argentine	8 670	23 760	205 999,20
Australie	337 866	128 486	43 411 050,88
Bahamas	21 918	26 262	575 610,52
Belgique	3 357 158	21 000	70 500 318,00
Espagne	23 280	42 300	984 744,00
France	1 941 466	42 854	83 199 583,96
Grande-Bretagne	704 872	11 214	7 904 434,61
– Hong-Kong	1 355 800	40 125	54 401 475,00
Italie	353 179	91 423	32 288 683,72
Japon	615 636	99 436	61 216 381,30
Madagascar	595	19 284	11 473,98
Panama (Rép.)	12 722	141 530	1 800 544,66
Pays-Bas	197 012	33 381	6 576 457,57
Singapour	302 958	34 619	10 488 103,00
Suède	447 921	29 998	13 436 734,16
Tanzanie (Rép. unie)	4 758	20 140	95 826,12
Thaïlande	1 957	43 929	85 969,05
URSS	439 484	10 884	4 783 343,86
Totaux	11 012 152		418 050 930,88

Moyenne arithmétique mondiale pondérée en centimes-or:

pour 1000 kg: 37 962,692 c-or

arrondis à: 37 963 c-or

Barèmes calculés en kilomètres (km) ou en milles marins (m.m) selon la méthode traditionnelle (c'est-à-dire par échelon de distance jusqu'à 7500 km ou 8000 milles marins, et avec un taux unique par tranche de 1000 km ou de 1000 milles marins au-dessus)

TERRITORIAL

En prenant en compte les 201 parcours fournis par les Administrations, le barème obtenu pour le transit territorial ainsi que la variation par rapport au barème du Congrès de Hamburg se présentent comme suit:

Parcours (sur la base de 201 parcours)		Frais par kg brut en c-or	Barème actuel (Conv. de Hamburg)	Augmentation en % de la col. 2 par rapport col. 3
1		2	3	4
Jusqu'à 300 km		52	50	4,87 %
Au-delà de 300	jusqu'à 600	73	68	7,43 %
	600 1000	92	85	8,65 %
	1000 1500	112	103	9,45 %
	1500 2000	132	120	9,95 %
	2000 2500	151	137	10,26 %
	2500 3000	167	152	10,46 %
	3000 3800	188	170	10,64 %
	3800 4600	212	191	10,78 %
	4600 5500	235	212	10,87 %
	5500 6500	260	234	10,93 %
	6500 7500	285	257	10,97 %

Ce barème présente une augmentation régulière de 5 à 11 % selon les échelons de distance considérés.

Barèmes calculés en kilomètres (km) ou en milles marins (m.m) selon la méthode traditionnelle (c'est-à-dire par échelon de distance jusqu'à 7500 km ou 8000 milles marins, et avec un taux unique par tranche de 1000 km ou de 1000 milles marins au-dessus)

MARITIME

Le barème pour le transit maritime obtenu à partir des 304 parcours pris en compte ainsi que la variation par rapport au barème du Congrès de Hamburg se présentent comme suit:

Parcours (sur la base de 304 parcours)	Frais par kg brut en c-or	Barème actuel (Conv. de Hamburg)	Augmentation en % de la col. 2 par rapport col. 3
1	2	3	4
Jusqu'à 300 milles marins	59	47	25,24 %
Au-delà de 300 jusqu'à 600	69	59	18,07 %
600 1000	77	67	14,61 %
1000 1500	83	74	12,13 %
1500 2000	89	81	10,39 %
2000 2500	94	86	9,16 %
2500 3000	99	91	8,23 %
3000 3500	102	95	7,48 %
3500 4000	106	99	6,87 %
4000 5500	111	104	6,12 %
5000 6000	116	110	5,34 %
6000 7000	121	115	4,72 %
7000 8000	125	120	4,21 %

Barèmes calculés avec la méthode traditionnelle mais avec un échelonnement élargi des distances permettant le calcul exact pour n'importe quelle longueur de parcours utilisée pour le transport des dépêches

TERRITORIAL

En prenant en compte les 201 parcours fournis par les Administrations, le barème obtenu pour le transit territorial ainsi que la variation par rapport au barème de Hamburg se présentent comme suit:

Parcours (sur la base de 201 parcours)		Médiane	Frais par kg brut en c-or	Barème actuel (Conv. de Hamburg)	Augmentation en % de la col. 3 par rapport col. 4
1		2	3	4	5
Jusqu'à 100 km		50	43	41	2,66 %
Au-delà de 100	jusqu'à 200	150	52	50	4,87 %
	200 300	250	60	57	6,06 %
	300 400	350	67	63	6,85 %
	400 500	450	73	68	7,43 %
	500 600	550	79	73	7,87 %
	600 700	650	84	78	8,23 %
	700 800	750	89	82	8,52 %
	800 900	850	94	87	8,77 %
	900 1000	950	99	91	8,98 %
	1000 1100	1050	104	95	9,16 %
	1100 1200	1150	108	99	9,32 %
	1200 1300	1250	112	103	9,45 %
	1300 1500	1400	119	108	9,63 %
	1500 2000	1750	132	120	9,95 %
	2000 2500	2250	151	137	10,26 %
	2500 2750	2625	163	148	10,42 %
	2750 3000	2825	170	154	10,48 %
	3000 4000	3500	191	173	10,66 %
	4000 5000	4500	220	199	10,81 %
	5000 6000	5500	247	223	10,90 %
	6000 7000	6500	273	246	10,95 %
	7000 8000	7500	297	267	10,98 %
	8000 9000	8500	320	288	10,99 %
	9000 10000	9500	342	308	10,99 %
	10000 11000	10500	364	328	10,99 %
	11000 12000	11500	385	347	10,98 %
	12000 13000	12500	405	365	10,97 %
	13000 14000	13500	425	383	10,96 %
	14000 15000	14500	444	400	10,94 %

Barèmes calculé avec la méthode traditionnelle mais avec un échelonnement élargi des distances permettant le calcul exact pour n'importe quelle longueur de parcours utilisée pour le transport des dépêches

MARITIME

Le barème pour le transit maritime obtenu à partir des 304 parcours ainsi que la variation par rapport au barème de Hamburg se présentent comme suit:

Parcours (sur la base de 304 parcours)	Médiane	Frais par kg brut en c-or	Barème actuel (Conv. de Hamburg)	Augmentation en % de la col. 3 par rapport col. 4
1	2	3	4	5
Jusqu'à 100 milles marins	50	52	39	32,72 %
Au-delà de 100 jusqu'à 200	150	59	47	25,24 %
200 300	250	63	52	21,83 %
300 400	350	67	56	19,65 %
400 500	450	69	59	18,07 %
500 600	550	72	61	16,83 %
600 700	650	74	64	15,83 %
700 800	750	76	66	14,99 %
800 900	850	77	68	14,27 %
900 1000	950	79	70	13,64 %
1000 1100	1050	81	71	13,08 %
1100 1200	1150	82	73	12,58 %
1200 1300	1250	83	74	12,13 %
1300 1500	1400	85	77	11,53 %
1500 2000	1750	89	81	10,39 %
2000 2500	2250	94	86	9,16 %
2500 2750	2625	98	90	8,44 %
2750 3000	2825	99	92	8,11 %
3000 4000	3500	104	97	7,16 %
4000 5000	4500	111	104	6,12 %
5000 6000	5500	116	110	5,34 %
6000 7000	6500	121	115	4,72 %
7000 8000	7500	125	120	4,21 %
8000 9000	8500	129	125	3,78 %
9000 10000	9500	133	129	3,41 %
10000 11000	10500	137	133	3,10 %
11000 12000	11500	140	136	2,82 %
12000 13000	12500	143	140	2,57 %
13000 14000	13500	146	143	2,34 %
14000 15000	14500	149	146	2,14 %

Barèmes calculés selon la méthode traditionnelle excluant les pays rémunérant les transporteurs sur la base des prix des barèmes de la Convention

TERRITORIAL

En prenant en compte seulement les 193 parcours restants fournis par les Administrations retenues, le barème obtenu pour le transit territorial ainsi que la variation par rapport au projet de barème de Washington obtenu avec tous les parcours territoriaux des pays ayant fourni des données se présentent comme suit:

Parcours (base 193 au lieu de 201)	Frais par kg brut en c-or (Fichier réduit)	Projet de barème (tous pays)	Augmentation en % de la col. 2 par rapport col. 3
1	2	3	4
Jusqu'à 300 km	57	52	8,26 %
Au-delà de 300 jusqu'à 600	78	73	6,89 %
600 1000	97	92	5,57 %
1000 1500	117	112	4,30 %
1500 2000	137	132	3,22 %
2000 2500	154	151	2,37 %
2500 3000	170	167	1,66 %
3000 3800	190	188	0,89 %
3800 4600	212	212	0,11 %
4600 5500	234	235	-0,57 %
5500 6500	257	260	-1,22 %
6500 7500	280	285	-1,81 %

Barèmes calculés selon la méthode traditionnelle excluant les pays rémunérant les transporteurs sur la base des prix des barèmes de la Convention

MARITIME

En prenant en compte les 244 parcours restants fournis par les Administrations retenues, le barème obtenu pour le transit maritime ainsi que la variation par rapport au projet de barème de Washington obtenu avec tous les parcours maritimes des pays ayant fourni des données se présentent comme suit:

Parcours (base 244 au lieu de 304)	Frais par kg brut en c-or (Fichier réduit)	Projet de barème (tous pays)	Augmentation en % de la col.2 par rapport col.3
1	2	3	4
Jusqu'à 300 milles marins	70	59	19,56 %
Au-delà de 300 jusqu'à 600	80	69	15,02 %
600 1000	86	77	12,01 %
1000 1500	91	83	9,41 %
1500 2000	96	89	7,30 %
2000 2500	100	94	5,67 %
2500 3000	103	99	4,32 %
3000 3500	106	102	3,17 %
3500 4000	108	106	2,18 %
4000 5500	112	111	0,89 %
5000 6000	115	116	-0,54 %
6000 7000	119	121	-1,75 %
7000 8000	122	125	-2,80 %

Barèmes calculés sur la base des données fournies par les Administrations postales avec le nouvel échelonnement mais découpées en strates découlant de la recherche mathématique

TERRITORIAL

En prenant en compte les 201 parcours fournis par les Administrations, le barème obtenu pour le transit territorial selon la nouvelle méthode ainsi que la variation par rapport au projet de barème de Washington calculé selon la méthode traditionnelle et par rapport au barème de Hamburg se présentent comme suit:

S t r a t e s (1)	Echelons de distance (2)	Longueur médiane l'échelon (3)	Projet "4 strates" c-or (4)	Rappel projet Washington méthode tradition- nelle c-or (5)	Barème selon prix fournis pour Congrès Hamburg c-or (6)	Variation entre les colonnes 4 et 5 (7)	4 et 6 (8)
1	Jusqu'à 100 km	50 km	48	43	41	11,63 %	17,07 %
	Au-delà de 100 jusqu'à 200	100 km	55	52	50	5,77 %	10,00 %
	200 300	250 km	60	60	57	0,00 %	5,26 %
	300 400	350 km	64	67	63	-4,48 %	1,59 %
	400 500	450 km	67	73	68	-8,22 %	-1,47 %
	500 600	550 km	70	79	73	-11,39 %	-4,11 %
	600 700	650 km	72	84	78	-14,29 %	-7,69 %
2	700 800	750 km	75	89	82	-15,73 %	-8,54 %
	800 900	850 km	79	94	87	-15,96 %	-9,20 %
	900 1000	950 km	84	99	91	-15,15 %	-7,69 %
	1000 1100	1 050 km	88	104	95	-15,38 %	-7,37 %
	1100 1200	1 150 km	93	108	99	-13,89 %	-6,06 %
	1200 1300	1 250 km	97	112	103	-13,39 %	-5,83 %
3		1 300 km	99	114	104	-13,16 %	-4,81 %
	1300 1500	1 400 km	99	119	108	-16,81 %	-8,33 %
	1500 2000	1 750 km	99	132	120	-25,00 %	-17,50 %
	2000 2500	2 250 km	99	151	137	-34,44 %	-27,74 %
	2500 2750	2 625 km	99	163	148	-39,26 %	-33,11 %
	2750 3000	2 825 km	99	170	154	-41,76 %	-35,71 %
4		3 000 km	99	176	159	-43,75 %	-37,74 %
	3000 4000	3 500 km	118	191	173	-38,22 %	-31,79 %
	4000 5000	4 500 km	159	220	199	-27,73 %	-20,10 %
	5000 6000	5 500 km	206	247	223	-16,60 %	-7,62 %
	6000 7000	6 500 km	257	273	246	-5,86 %	4,47 %
	7000 8000	7 500 km	312	297	267	5,05 %	16,85 %
	8000 9000	8 500 km	372	320	288	16,25 %	29,17 %
	9000 10000	9 500 km	436	342	308	27,49 %	41,56 %
	10000 11000	10 500 km	503	364	328	38,19 %	53,35 %
	11000 12000	11 500 km	574	385	347	49,09 %	65,42 %
	12000 13000	12 500 km	648	405	365	60,00 %	77,53 %
	13000 14000	13 500 km	725	425	383	70,59 %	89,30 %
	14000 15000	14 500 km	805	444	400	81,31 %	101,25 %

Barèmes calculés sur la base des données fournies par les Administrations postales avec le nouvel échelonnement mais découpées en strates découlant de la recherche mathématique

MARITIME

En prenant en compte les 304 parcours fournis par les Administrations, le barème obtenu pour le transit maritime selon la nouvelle méthode ainsi que la variation par rapport au projet de barème de Washington calculé selon la méthode traditionnelle et par rapport au barème de Hamburg se présentent comme suit:

S t r a t e s	Echelons de distance	Longueur médiane l'échelon	Projet "4 strates" c-or	Rappel projet Washington méthode tradition- nelle c-or	Barème selon prix fournis pour Congrès Hamburg c-or	Variation entre les colonnes 4 et 5 4 et 6	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
1	Jusqu'à 100 milles marins	50 m.m	52	52	39	0,00 %	33,33 %
	Au-delà de 100 jusqu'à 200	150 m.m	58	59	47	-1,69 %	23,40 %
	200 300	250 m.m	62	63	52	-1,59 %	19,23 %
	300 400	350 m.m	65	67	56	-2,99 %	16,07 %
	400 500	450 m.m	67	69	59	-2,90 %	13,56 %
	500 600	550 m.m	69	72	61	-4,17 %	13,11 %
	600 700	650 m.m	70	74	64	-5,41 %	9,38 %
	700 800	750 m.m	72	76	66	-5,26 %	9,09 %
	800 900	850 m.m	73	77	68	-5,19 %	7,35 %
	900 1000	950 m.m	74	79	70	-6,33 %	5,71 %
	1000 1100	1 050 m.m	76	81	71	-6,17 %	7,04 %
	1100 1200	1 150 m.m	77	82	73	-6,10 %	5,48 %
2	1200 1300	1 250 m.m	78	83	74	-6,02 %	5,41 %
		1 300 m.m	78	84	75	-7,14 %	4,00 %
	1300 1500	1 400 m.m	85	85	77	0,00 %	10,39 %
3		1 750 m.m	120	89	81	34,83 %	48,15 %
		2 000 m.m	158	92	84	71,74 %	88,10 %
	2000 2500	2 250 m.m	175	94	86	86,17 %	103,49 %
	2500 2750	2 625 m.m	201	98	90	105,10 %	123,33 %
	2750 3000	2 825 m.m	217	99	92	119,19 %	135,87 %
4	3000 4000	3 500 m.m	276	104	97	165,38 %	184,54 %
		3 600 m.m	285	105	98	171,43 %	190,82 %
	4000 5000	4 500 m.m	293	111	104	163,96 %	181,73 %
	5000 6000	5 500 m.m	301	116	110	159,48 %	173,64 %
	6000 7000	6 500 m.m	307	121	115	153,72 %	166,96 %
	7000 8000	7 500 m.m	313	125	120	150,40 %	160,83 %
	8000 9000	8 500 m.m	318	129	125	146,51 %	154,40 %
	9000 10000	9 500 m.m	322	133	129	142,11 %	149,61 %
	10000 11000	10 500 m.m	327	137	133	138,69 %	145,86 %
	11000 12000	11 500 m.m	331	140	136	136,43 %	143,38 %
	12000 13000	12 500 m.m	334	143	140	133,57 %	138,57 %
	13000 14000	13 500 m.m	338	146	143	131,51 %	136,36 %
	14000 15000	14 500 m.m	341	149	146	128,86 %	133,56 %

Revision des Arrangements concernant les services financiers postaux

Rapport du Conseil exécutif

Sommaire

- I. Introduction (chiffres 1 et 2)
- II. Utilité des Arrangements concernant les services financiers postaux (chiffres 3 à 6)
- III. Evolution de l'étude relative à la revision des Arrangements concernant les services financiers postaux (chiffres 7 à 24)
 - a) Examen de l'Arrangement concernant les mandats de poste (chiffres 9 à 16)
 - b) Examen des Arrangements concernant le service des chèques postaux et les envois contre remboursement (chiffres 17 à 24)
- IV. Revision des formules (chiffres 25 à 29)
- V. Télégrammes des services financiers postaux (chiffres 30 à 37)
- VI. Conclusions (chiffre 38)

I. Introduction

1. L'étude de cette question découle de la résolution C 10, complétée par la résolution C 81 et la décision C 28, qui charge le Conseil exécutif:

« 1^o de procéder à:

- a) une étude sur l'utilité des Arrangements concernant les services financiers postaux et de l'Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques;
- b) une revision quant au fond des Arrangements dont l'utilité serait établie, en vue de les actualiser, de les assouplir et de les alléger en s'efforçant de ne retenir que les dispositions les plus générales;

2^o de présenter au prochain Congrès les projets de propositions de modification des Actes qui s'imposent».

2. Pour conduire l'ensemble des travaux résultant de cette revision, le Conseil exécutif de 1985 a estimé qu'il fallait confier cette étude à un Groupe de travail restreint et représentatif des intérêts de tous les pays. Ce Groupe a été constitué comme suit: Algérie, Bénin, France, Hongrie (Rép. pop.), Sénégal et Suisse (pays rapporteur).

II. Utilité des Arrangements concernant les services financiers postaux

3. Afin de réaliser la première phase de l'étude, à savoir celle relative à l'utilité des Arrangements, le Conseil a chargé le Bureau international de recueillir l'avis des Administrations postales. La consultation a été effectuée par voie de questionnaire diffusé par lettre-circulaire du 31 mai 1985 à laquelle 70 Administrations ont répondu.

4. A sa première réunion, le GT a procédé à l'examen des résultats de la consultation, lesquels ont démontré l'utilité incontestable des services des mandats de poste, des chèques postaux et des envois contre remboursement, largement assurés dans les relations entre les Pays-membres de l'UPU. Les Arrangements y relatifs sont considérés comme une base juridique permettant d'uniformiser, sur le plan international, les règles et les méthodes de travail et de faciliter la coopération entre les Administrations dans le développement de leurs services financiers. Ils constituent en outre des documents de référence en cas de constatation d'irrégularités quelconques et permettent de résoudre les litiges entre les Administrations.

5. D'autre part, il a été constaté qu'une large majorité d'Administrations, y compris les signataires exécutant les services concernés, optent pour la suppression des Arrangements relatifs aux recouvrements, au service international de l'épargne, aux abonnements aux journaux et écrits périodiques, ainsi que de la partie de l'Arrangement concernant les mandats de poste relative aux bons postaux de voyage. La raison principale de la désaffection de ces services sur le plan international est l'existence d'autres systèmes plus efficaces permettant d'assurer les mêmes prestations. Le volume du trafic concerné et le peu de relations où il est assuré ne justifient pas le maintien de la réglementation y relative.

6. Au vu de ces résultats, le Groupe de travail a recommandé au CE 1986:

- a) de maintenir les Arrangements ci-après dont l'utilité a été unanimement reconnue:
 - l'Arrangement concernant les mandats de poste;
 - l'Arrangement concernant le service des chèques postaux;
 - l'Arrangement concernant les envois contre remboursement;
- b) de supprimer:
 - la partie de l'Arrangement concernant les mandats de poste relative aux bons postaux de voyage;
 - la partie de l'Arrangement des chèques postaux relative aux chèques postaux de voyage et celle concernant les règlements par virement des valeurs domiciliées dans les centres de chèques postaux;
 - l'Arrangement concernant les recouvrements;
 - l'Arrangement concernant le service international de l'épargne;
 - l'Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques;
- c) d'introduire dans la Convention postale universelle (article 6) des précisions supplémentaires concernant la possibilité d'exécuter d'autres services que ceux prévus dans les Actes;
- d) de proposer au Congrès une résolution citant les Actes ou parties d'Actes supprimés et prévoyant pour les Administrations la possibilité de les maintenir ou de les réintroduire (voir résolution 05).

III. Evolution de l'étude relative à la revision des Arrangements concernant les services financiers postaux

7. Pour démarrer les travaux de revision, le rapporteur, lors de la première réunion, a élaboré un modèle d'Arrangement type qui a servi au GT de document de travail. Ce document a été accepté par le CE 1986.

8. Le CE a ensuite chargé le GT de procéder, sur cette base, à la revision de l'Arrangement concernant les mandats de poste, à l'exclusion de la partie relative aux bons postaux de voyage, et de lui soumettre un rapport sur ses travaux lors de sa session de 1987.

a) Examen de l'Arrangement concernant les mandats de poste

9. Le rapporteur a fait parvenir aux membres du Groupe de travail, en octobre 1986, un projet de présentation révisé de l'Arrangement concernant les mandats de poste. Ce projet tenait compte des décisions du CE de 1986, d'une part, et, d'autre part, des propositions et remarques reçues des Administrations postales lors de la première consultation effectuée par le BI en mai 1985.

10. La nouvelle présentation des Arrangements permet de regrouper toutes les dispositions se rapportant à un même sujet et de les répartir entre l'Arrangement et le Règlement d'exécution de telle façon que les articles de l'Arrangement sont immédiatement suivis de ceux du Règlement d'exécution qui traitent du même sujet. Une numérotation adéquate en facilite l'étude et la consultation.

11. Les résultats de ces travaux furent communiqués au CE 1987 qui, après délibérations, a chargé le GT:

- de mettre au point, sur cette base, une version mise à jour de l'Arrangement concernant les mandats de poste et de la soumettre pour observations à l'ensemble des Pays-membres de l'Union;
- d'établir, à la suite de cette consultation, un document définitif qui serait soumis à l'approbation du CE en 1988;
- de traiter de la même manière l'Arrangement concernant le service des chèques postaux et les envois contre remboursement.

12. Pour remplir le mandat du CE, le BI a, par sa lettre-circulaire du 26 juin 1987, soumis un projet dûment mis à jour de l'Arrangement concernant les mandats de poste à l'ensemble des Pays-membres de l'Union.

13. Au total, 39 Administrations ont répondu à cette deuxième consultation et on peut relever que leur impression a été en général très favorable quant aux travaux réalisés par le GT. Elles ont formulé des remarques et suggestions pertinentes dont les principales ont été retenues pour être introduites dans le projet définitif qui a été approuvé par le CE lors de sa réunion de 1988.

14. Il convient de relever que le GT, tout au long de ses travaux, s'est fixé comme objectifs d'alléger les dispositions trop particulières en supprimant les textes dont l'application est facultative et ceux qui ne sont pas (ou plus) appliqués, de ne maintenir autant que possible que les dispositions obligatoires pour tous les partenaires et de ne pas procéder à certaines modifications fondamentales qui pourraient être tranchées par le Congrès sur la base des propositions à présenter par les Pays-membres.

15. Parmi les modifications apportées au texte original et dont les principales font l'objet de propositions au Congrès, l'on peut relever:

- une nouvelle définition des catégories de mandats de poste: le mandat ordinaire et le mandat de versement;
- la liberté de convenir bilatéralement du montant maximal;
- la réintroduction de l'indication du montant en toutes lettres sur les télégrammes-mandats;
- la suppression du montant de 300 francs (28,01 DTS) à partir duquel les mandats adressés «Poste restante» ou à des personnes séjournant dans des hôtels ou pensions sont soumis à la recommandation d'office;
- le relèvement de 45 francs (14,70 DTS) à 70 francs (22,86 DTS) du montant de la taxe principale à percevoir à l'émission d'un mandat ordinaire.

16. Ce travail de regroupement, de suppression et d'allègement d'un certain nombre de stipulations a permis de réduire le nombre d'articles de l'Arrangement de 52 à 13 et le nombre d'articles du Règlement d'exécution de 61 à 53.

b) Examen des Arrangements concernant le service des chèques postaux et les envois contre remboursement

17. A sa session de 1987, le Conseil exécutif avait également chargé le GT de traiter les Arrangements concernant le service des chèques postaux et les envois contre remboursement selon la même méthode que l'Arrangement concernant les mandats de poste.

18. En ce qui concerne le service des chèques postaux, les modifications effectuées portent principalement sur la forme rédactionnelle des textes et leur classement par matière selon une nouvelle disposition des chapitres et des articles de l'Arrangement et du Règlement d'exécution correspondant. Ainsi, le nombre d'articles de l'Arrangement qui était de 58 a été ramené à 17 pour le service des chèques postaux.

19. Il a été procédé de la même façon pour les textes de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement qui sont de ce fait énoncés en 9 articles au lieu de 20 comme précédemment.

20. Le GT a présenté le résultat de ses travaux au CE 1988 qui, après délibérations, a:

- accepté la structure et la présentation adoptée pour procéder à la revision des textes des Arrangements concernant les chèques postaux et les envois contre remboursement;
- chargé le GT de soumettre le projet des deux derniers Arrangements à toutes les Administrations pour observations et d'établir à la suite de cette consultation un document définitif à l'intention du CE de 1989.

21. La troisième consultation effectuée par le Bureau international par sa lettre-circulaire du 9 mai 1988 a donné lieu à la réponse de 24 Administrations postales.

22. Dans leurs réponses, ces Administrations ont manifesté un vif intérêt pour cette présentation nouvelle qui, selon elles, permet une exploitation facile et souple des articles de l'Arrangement et de ceux du Règlement d'exécution. Les autres rectifications matérielles signalées ont porté essentiellement sur la non-concordance de certains articles de l'Arrangement actuel avec ceux issus de la nouvelle présentation.

23. Lors de sa sixième réunion, le GT a apporté quelques modifications à l'Arrangement concernant les chèques postaux dont les plus significatives sont:

- le regroupement des dispositions par transaction;
- la création d'un paragraphe 5 sous l'article 2 – Différentes catégories de prestations offertes par le service des chèques postaux – pour donner aux Administrations la possibilité d'instaurer par la voie bilatérale ou multilatérale des prestations autres que celles qui sont énumérées dans cet article;
- la création d'un nouvel article RE – 317 pour permettre la vérification du montant des listes VP 2, VP 3 à verser au débit du compte courant postal de liaison de l'Administration d'origine des virements;
- le complément au texte du paragraphe 1 de l'article RE 306 – Vérification des envois et traitement des irrégularités des virements ordinaires – pour donner aux Administrations postales la possibilité d'utiliser la formule VP 4 pour l'échange d'informations en cas de non-fonctionnement prolongé des télécommunications;
- la suppression du paragraphe 3 de l'article 16 – Liste des titulaires de comptes. Les Administrations postales sont équipées actuellement pour fournir les renseignements nécessaires à leur clientèle.

24. En ce qui concerne l'Arrangement relatif aux envois contre remboursement, il a été procédé au remplacement dans le texte du paragraphe 1 de l'article 6 des mots «à des colis» par «aux envois» pour rendre celui-ci compatible avec le titre de l'article 6 – Règlement des expéditeurs des envois.

IV. Revision des formules

25. Le Groupe de travail a ensuite procédé, lors de sa sixième réunion, à la revision des formules. Il a décidé de supprimer dans la liste des formules de l'Arrangement concernant les mandats de poste les formules MP 9, MP 10 et MP 11 relatives aux bons postaux de voyage. Cette suppression découle de la décision prise par le CE en 1986 de supprimer dans ledit Arrangement la partie relative aux bons postaux de voyage.

26. En outre, sur les formules (MP 1bis, MP 12bis) et dans la partie réservée aux indications de service, les mots «Paiement» et «Remise» ont été ajoutés pour donner «Paiement en main propre» au lieu de «en main propre»; «Remise par exprès» au lieu de «exprès». Cela pour rendre ces indications conformes à la pratique des bureaux de poste.

27. Lors de sa session de 1989, le CE a pris note de l'achèvement des trois Arrangements révisés. Il a chargé le BI de les mettre en forme et de les envoyer à toutes les Administrations postales. Ces trois Arrangements sont distribués comme proposition d'ordre général au Congrès sous les numéros 6000.1 pour les mandats de poste et 6900.1 pour les formules y relatives; 7000.1 pour les chèques postaux et 7900.1 pour les formules; 8000.1 pour les envois contre remboursement et 8900.1 pour les formules.

28. En outre, le CE a jugé que, pour des considérations de commodité et d'efficacité, les Administrations postales devaient être invitées à présenter leurs propositions au Congrès sur la base des nouvelles versions des Arrangements révisés.

29. Il a par ailleurs fait remarquer que la nouvelle présentation qui a été adoptée pour des raisons d'ordre pratique et pédagogique ne remet pas en cause la séparation institutionnelle des Arrangements et des Règlements d'exécution correspondants et ne modifie en rien la procédure normale de signature et de ratification des Actes.

V. Télégrammes des services financiers postaux (POSTFIN)

30. A la suite des travaux de revision de la recommandation F.1 de l'UIT menés actuellement par la Commission d'études I du Comité consultatif international télégraphique et téléphonique (CCITT), l'UPU a été saisie en 1986 de deux propositions visant à la modification du régime de transmission des télégrammes (POSTFIN) et qui se résument ainsi:

- 1^o lorsqu'un incident se produit en cours de transmission d'un télégramme, il convient de répéter intégralement le texte de ce télégramme. Actuellement, pour les télégrammes «POSTFIN», cette répétition se fait sous forme d'un avis de service. Le CCITT propose de supprimer cette particularité et de procéder comme pour toutes les autres catégories de télégrammes, à savoir la répétition du télégramme par «AMPLIATION»;
- 2^o actuellement, la répétition d'office est obligatoire pour les chiffres isolés et les groupes mixtes contenant des chiffres de la partie adresse ou de la partie texte. Le CCITT propose que cette répétition d'office devienne facultative et n'ait lieu que lorsque l'Administration d'origine le juge nécessaire.

31. Saisi de cette question et après examen approfondi du problème, le Conseil exécutif de 1987 a décidé, sur proposition de sa Commission 8, «d'accepter la proposition n° 2 du CCITT visant à la suppression de la répétition d'office obligatoire des chiffres isolés et des groupes mixtes en prenant comme mesure de remplacement la réintroduction de la répétition des sommes en toutes lettres».

32. Sur cette base, le GT avait élaboré un projet de proposition de modification de l'article 133, paragraphe 7, du Règlement d'exécution des mandats de poste afin de le présenter au Congrès de Washington en 1989.

33. Lors de sa sixième réunion, le GT a procédé à l'examen de l'ensemble de l'article 133. Il a constaté que le paragraphe 2 de ce même article qui permettait de suivre la procédure de répétition d'office du nom du bénéficiaire avait été introduit par le Congrès de Rio de Janeiro en 1979. Dès lors que cette procédure n'est plus retenue par le CCITT, le paragraphe 2 de l'article 133 devient caduc. Le texte remanié de l'article susvisé est présenté comme RE – Article 303 et intégré dans la proposition d'ordre général 6000.1.

34. S'agissant de la proposition n° 1 relative à la répétition d'un télégramme mutilé par «AMPLIATION», sans confirmation de cette répétition sous forme d'un avis de service, le CE de 1987 avait estimé que les dangers que cette modification présentait pour l'exécution du service des mandats télégraphiques étaient plutôt théoriques. Il a décidé en conséquence que l'UPU pouvait accepter cette mesure sans modification des Actes.

35. Au sujet de la date d'entrée en vigueur des modifications proposées par le CCITT, la décision de fixer une date d'entrée en vigueur commune CCITT/UPU, soit le *1er juillet 1990*, a été approuvée par le CE à sa session d'avril/mai 1988 et entérinée par l'Assemblée plénière du CCITT tenue à Melbourne (Australie) du 14 au 25 novembre 1988. Etant donné que les Actes du Congrès de Washington 1989 n'entreront probablement en vigueur qu'en 1991, il est proposé, pour l'exécution anticipée des télégrammes des services financiers postaux (POSTFIN), que le Congrès prenne une décision fixant la date du 1er juillet 1990 comme indiqué par la proposition 6000.2.

36. A la session du CE 1989, le représentant de l'UIT a fait savoir que les décisions prises par la IXe Assemblée plénière (Melbourne, novembre 1988) sont entrées en vigueur depuis le 1er janvier 1989. S'agissant des télégrammes POSTFIN, des dispositions transitoires ont été prises pour être appliquées pendant la période allant du 1er janvier 1989 au 1er juillet 1990. Les Administrations des télécommunications ont été informées, par une circulaire du Secrétariat général de l'UIT, des mesures à prendre à ce sujet.

37. L'UPU a été avisée par la même occasion et le BI, à son tour, a été chargé d'informer les Administrations postales de la date d'entrée en vigueur et des décisions transitoires prises par l'UIT.

VI. Conclusions

38. Le Conseil exécutif propose au Congrès de faire siennes les conclusions de ses travaux telles que reprises ci-après:

1^o Revision des Arrangements concernant les services financiers postaux (chiffres 7 à 24)

- se prononcer sur l'adoption de la version définitive des trois Arrangements révisés (mandats de poste, chèques postaux et envois contre remboursement);
- approuver, en cas d'adoption des trois Arrangements révisés, les propositions d'ordre général 6000.1, 7000.1 et 8000.1, ainsi que la liste des formules présentées par les propositions 6900.1, 7900.1 et 8900.1;
- approuver le projet de résolution 05 énumérant les Arrangements ou parties d'Arrangements supprimés et donnant la possibilité de les maintenir ou de les réintroduire en cas de besoin;
- accepter les modifications apportées aux articles ci-après: mandats de poste: 2, 201, 3, §§ 3 et 4, 303, §§ 1 et 6, 308, 309, 4, §§ 2 et 3 (chiffre 15); chèques postaux: 2, 306, § 1, 317, et 16, § 3 (chiffre 23); envois contre remboursement: 6, § 1 (chiffre 24).

2^o Télégrammes des services financiers postaux (POSTFIN) (chiffres 30 à 37)

- prendre acte de la décision de l'UIT de ne plus répéter sous forme d'avis de service les télégrammes POSTFIN mutilés mais de le faire sous forme d'ampliation;
- accepter la proposition de modification relative à la réintroduction des sommes en toutes lettres comme indiqué à l'article RE – 303, § 6, de l'Arrangement concernant les mandats de poste;
- accepter la date d'entrée en vigueur anticipée de ces modifications en adoptant la proposition 6000.2.

Berne, le 30 juin 1989

Au nom du Conseil exécutif:

Le Président,

F. KOLLER

Taux de base du transport aérien du courrier

Rapport du Conseil exécutif

I. Introduction

1. Par sa résolution C 45, le Congrès de Hamburg a chargé le Conseil exécutif:
 - de continuer à suivre avec l'OACI et l'IATA sur un plan général la question du taux de base de transport aérien du courrier en appelant son attention sur le rapport entre les tarifs du fret aérien effectivement payés et la rémunération du transport aérien du courrier;
 - de présenter au prochain Congrès, le cas échéant, ses recommandations concernant les adaptations à apporter au taux de base actuel, y compris les propositions de modification des Actes qui s'imposent.
2. Ayant reconstitué le Comité de contact IATA/UPU¹ à sa session de 1985 le Conseil exécutif a inscrit la question des taux de base au programme de travail du Comité. Cette question a ensuite été confiée au Groupe de travail «Taux» (devenu en 1987 Groupe de travail «Commercial») du Comité de contact.
3. Les travaux effectués par le Groupe de travail du Comité de contact IATA/UPU ont été portés à la connaissance du Conseil exécutif (Commission 6 «Poste aérienne») à chacune de ses sessions. Le Conseil a ainsi pu dégager chaque fois les orientations à donner à l'étude.

II. Orientation de l'étude

4. Il convient tout d'abord de signaler que, lors de sa session de 1985, le Conseil exécutif a été saisi d'une communication de l'IATA exprimant la profonde déception des compagnies aériennes au sujet de la décision prise par le Congrès de Hamburg de reconduire le taux de base de 1,74 fr-or par t/km fixé par le Congrès de Rio de Janeiro 1979. L'IATA annonçait par la même occasion que les compagnies aériennes se réservaient dès lors le droit, lorsque les taux de transport étaient insuffisants, de donner la préférence à des produits dont le transport est plus rentable.
5. Jugeant opportun à ce stade d'adopter une attitude modérée vis-à-vis des transporteurs le Conseil exécutif avait alors chargé le Bureau international d'informer l'IATA qu'il avait pris connaissance de ses remarques.
6. S'agissant de l'étude proprement dite, elle a été orientée dans trois directions:
 - suppression éventuelle, dans les Actes, du taux de base de transport aérien du courrier;
 - calcul éventuel des taux en relation avec les tarifs de fret;
 - institution éventuelle de taux de base dégressifs.

¹ La délégation postale au sein du Comité de contact était composée des pays suivants: Allemagne, Rép. féd. d', Amérique (Etats-Unis), Arabie saoudite, Australie (présidence), Chili, Bénin, Norvège, Pologne (Rép. pop.), Zambie

A. Suppression dans les Actes du taux de base de transport aérien du courrier

7. A la session 1985 du CE, la Commission 6 (Poste aérienne) a repris les discussions déjà engagées en 1984 avant le Congrès, sur la possibilité de supprimer dans les Actes le taux de base du transport aérien du courrier, laissant à chaque Administration toute liberté de fixer le taux qu'elle perçoit pour le courrier pris en charge dans son pays.

8. Le Conseil avait alors chargé le Bureau international de procéder à une consultation des Administrations postales à ce sujet. Il est ressorti de celle-ci que les 84 Administrations qui y ont participé sont quasi unanimes à recommander le maintien du taux de base maximum dans les Actes de l'UPU sans préjudice de la possibilité pour les Administrations d'obtenir des tarifs plus avantageux.

9. A la lumière de ce résultat le Conseil exécutif s'est prononcé en 1986 en faveur du maintien du taux de base de transport aérien du courrier dans les Actes de l'UPU.

B. Calcul du taux de base en relation avec les tarifs de fret aérien

10. En 1986, le CE avait noté que le rendement du fret aérien ne représentait que 60 % environ de celui du transport aérien du courrier. Même en reconnaissant le fait que les recettes «fret aérien» sont fortement influencées par l'application de tarifs promotionnels, il a été estimé que le taux de base du transport aérien du courrier pourrait en fait être trop élevé par rapport à ce qui se passe pour le fret.

11. Cependant, de l'avis de l'IATA, si le taux de base doit être lié d'une façon ou d'une autre aux tarifs ou aux rendements «fret», le point de comparaison doit être le tarif «N» (expéditions de moins de 45 k). Selon l'IATA, ce type de fret est, en fait de volume, de priorité et de manutention, analogue au courrier. Celui-ci devrait alors être soumis aux autres conditions appliquées aux marchandises, notamment:

- prix minimums;
- tarification volumétrique, autrement dit application d'une majoration au fret dont la densité est inférieure à une densité déterminée (l'IATA prétend que les dépêches de CP ont une densité inférieure au minimum); et
- application des pratiques en usage dans le commerce en ce qui concerne les comptes/les paiements, autrement dit règlement plus rapide que cela n'est actuellement le cas avec le système UPU.

12. Du côté postal on a par contre estimé qu'il ne convient pas de créer un lien formel entre le tarif fret «N» (de moins de 45 kg) et le taux de base du courrier aérien. Par contre, si un lien devait être établi avec le fret, il devrait tenir compte des rabais importants consentis aux grands clients, notamment les entreprises de repostage. En outre, l'on doit prendre en considération que la poste assurant un chiffre d'affaires considérable au transporteur aérien ne peut pas être confondue avec un simple transitaire et que, d'autre part, il sera difficile, notamment dans les pays en voie de développement, de grouper quotidiennement les 45 kg nécessaires. Les Administrations seraient dès lors enclines à retenir le courrier pour grouper les 45 kg, avec toutes les incidences défavorables quant à la qualité du service.

13. Finalement il y a eu accord général pour considérer comme non souhaitables des liens formels avec les tarifs de fret et le CE a décidé en 1987 que les travaux sur ce point ne devraient pas être poursuivis.

C. Institution de taux de base dégressifs.

14. La conception de taux dégressifs avait déjà été étudiée pendant la période 1979 – 1984 par le Conseil exécutif sur la base d'une étude effectuée par la Suisse. Il avait alors été demandé à l'IATA d'examiner la possibilité d'application d'un système de taux dégressifs prévoyant un tarif plus élevé pour les petits parcours jusqu'à 2000 km et un taux inférieur pour les parcours de 2000 km et plus. La proposition avait été formulée pour trouver une réponse aux préoccupations de l'IATA quant aux recettes du «courrier sur les courtes distances», qui étaient extrêmement défavorables par rapport aux autres recettes «fret», cette situation menaçant la priorité accordée au courrier.

15. L'IATA ayant donné son accord à cette proposition, l'étude a été menée au sein du Groupe de travail «Commercial» IATA/UPU sur la base de la proposition de la Suisse (un système cumulatif fondé sur deux tranches de distance: taux uniforme pour les premiers 2000 km et taux dégressifs pour les distances supérieures à 2000 km) auquel ont été ajoutés deux autres systèmes:

- un système non cumulatif à trois zones de distance proposé par l'Arabie saoudite;
- et un système à deux composantes proposé par la Norvège: une composante fixe correspondant aux frais de manutention, et une composante liée à la distance.

16. Dans le cadre de ses travaux le Groupe de travail a notamment procédé à deux consultations:

- a) la première consultation, effectuée en août 1988, a permis de reviser la distance moyenne pondérée mondiale qui s'est élevée à 4220 km et de calculer les taux correspondants aux trois systèmes de taux dégressifs susvisés, sur la base du principe selon lequel le montant global des paiements qui seraient effectués par les Administrations dans leur ensemble en application de ces taux soit égal aux paiements effectués sous le régime du taux unique de 1,74 fr-or. Ces taux sont les suivants:

Distance (km)	Système cumulatif fondé sur deux tranches de distance	Système à trois zones	Système à 2 composantes: frais de manutention (0,51 fr-or par kg) et frais liés à la distance (1,62 fr-or par t/km)
	<u>Système A</u> (fr-or par t/km)	<u>Système B</u> (fr-or par t/km)	<u>Système C</u> (fr-or par t/km)
1000	2,33	1,90	2,13
2000	2,33	1,90	1,88
3000	1,96	1,80	1,79
4000	1,77	1,80	1,75
4220	1,74	1,80	1,74
4500	1,71	1,80	1,73
5000	1,66	1,80	1,72
6000	1,59	1,80	1,71
7000	1,54	1,70	1,69
8000	1,50	1,70	1,68
9000	1,47	1,70	1,68
10000	1,44	1,70	1,67
15000	1,37	1,70	1,65

- b) la deuxième consultation, organisée en janvier 1989, a permis aux Administrations d'exprimer leur préférence pour l'un ou l'autre de ces systèmes ou le maintien du statu quo, c'est-à-dire un taux unique de 1,74 fr-or par t/km.

- 19 Administrations ont opté pour le système A
- 6 " " " " B
- 8 " " " " C
- 50 " " " le statu quo.

17. Les discussions de la question au sein du Conseil exécutif 1989 ont fait apparaître que, même si un petit nombre de membres du Conseil était favorable à l'instauration d'un système de taux dégressifs, la plupart des membres allaient dans le sens du résultat majoritaire de la consultation de janvier 1989 faisant notamment valoir que;

- en toute hypothèse les taux dégressifs se traduiraient par une augmentation des paiements effectués par les Administrations car il est rare que le courrier soit transporté par une seule compagnie aérienne sur une longue distance: de ce fait, la succession de plusieurs tronçons courts aura nécessairement pour effet d'élever le niveau général du taux sur l'ensemble du parcours;
- dans certains cas, des Administrations conviennent de taxes postales spéciales sur le plan régional, notamment dans le cadre des Unions restreintes; les taux dégressifs risquent de les contraindre à renoncer à cet instrument appréciable de solidarité régionale, les coûts de transport afférents aux courtes distances étant plus élevés.

18. Le Conseil exécutif a donc finalement décidé de ne pas recommander un système de taux dégressifs.

III. Relèvement du niveau du taux de base de transport aérien du courrier

19. Tout au long des travaux du Groupe de travail «Commercial» l'IATA a régulièrement tenu à souligner que le taux de 1,74 fr-or par t/km n'est pas adapté au coût des services que les compagnies aériennes offrent à la poste et qu'il convenait de procéder à une augmentation de ce taux en appliquant les taux dégressifs suivants:

- soit 3 fr-or par t/km pour les distances jusqu'à 3000 km;
et 2 fr-or par t/km pour les distances supérieures à 3000 km;
- soit 1 fr-or par kg pour les frais de manutention et 1,65 fr-or par t/km pour les frais liés à la distance.

20. Ces propositions n'ayant pas rencontré un écho favorable, l'IATA a produit, lors de la réunion du Groupe de travail en 1989, un document dont les principaux aspects font l'objet de l'annexe 1 au présent rapport et qui tente notamment de justifier les taux proposés en mettant en relief les avantages dont bénéficierait le courrier.

21. Au sein du Comité de contact IATA/UPU du 13 avril 1989, comme au sein du Conseil exécutif 1989, les propositions et les arguments de l'IATA firent l'objet de longs débats au cours desquels les Administrations postales firent notamment ressortir que:

- les avantages (invoqués par l'IATA) dont bénéficierait le transport aérien du courrier sont loin d'être effectifs et les Administrations savent par l'expérience quotidienne que, ni la priorité du courrier devant le fret ni la rapidité des transbordements, ni la sécurité supérieure des acheminements des dépêches postales de et vers l'avion etc. etc. ne sont une réalité constante;
- la validité des tarifs sur cinq ans peut apparaître comme un avantage quand on tient compte de la baisse régulière (confirmée par les statistiques de l'OACI) des coûts d'exploitation des compagnies aériennes, et de la baisse relative, en termes de moyennes, des tarifs des autres catégories du trafic aérien;
- la plupart des Administrations postales ont des locaux aux aéroports, ce qui n'est pas le cas pour les expéditeurs du fret;
- les statistiques de l'OACI font apparaître que le rapport des recettes des compagnies aériennes au titre de la poste comparées à celles du fret et des passagers ne cesse de s'aggraver au détriment de la poste; il a passé de 162 % en 1984 à 184 % en 1987 pour le fret, et de 58 % à 64 % pour les passagers;

- il est notoirement connu que certaines compagnies aériennes se livrent à des activités de repostage dommageables à la poste, allant jusqu'à créer des filiales à cet effet. Ceci n'est possible que parce que le taux de transport UPU est fort;
- des Administrations bénéficient de la part des compagnies aériennes de si importantes réductions par rapport au taux UPU que cela confirme le niveau élevé de celui-ci (une délégation signale que le taux moyen payé par son Administration est de 1 fr-or par t/km, donc très éloigné du taux UPU de 1,74 fr-or).

22. En guise de compromis l'IATA proposa l'adoption d'un nouveau taux de base maximum de 1,90 fr-or par t/km à la place du taux de 1,74.

23. A la lumière des arguments avancés par les membres du Conseil exécutif (voir notamment le chiffre 21 ci-avant), celui-ci n'a pas jugé opportun de recommander au Congrès une modification du taux actuel de 1,74 fr-or par t/km.

24. Il est à noter que lors des travaux l'IATA avait déclaré que si aucune solution n'était trouvée par le Conseil exécutif avant le Congrès de Washington pour l'adaptation du taux de base aux conditions du marché et aux prestations fournies par les compagnies aériennes pour le transport du courrier, l'IATA pourrait considérer qu'elle n'a plus d'intérêt à continuer à dialoguer avec l'UPU.

25. Le Conseil exécutif s'est longuement penché sur cet aspect en ayant présent à l'esprit la situation des Administrations (des pays en développement notamment) qui ne seraient pas en mesure de négocier avec les compagnies aériennes des taux de transport à leur avantage, en cas de rupture du dialogue IATA/UPU.

26. Le Conseil a décidé de soumettre à l'appréciation du Congrès l'éventualité invoquée par l'IATA afin que celui-ci puisse au besoin en tenir compte en prenant sa décision définitive sur les taux et en tout cas prendre position à ce sujet.

27. Il a toutefois été souligné qu'en tout état de cause il ne saurait être question de supprimer pour autant le taux de base des Actes de l'UPU, la question posée étant seulement de savoir de quelle manière celui-ci serait périodiquement actualisé (en cas de besoin) étant donné par ailleurs que toutes les techniques étudiées à cet effet se sont révélées inefficaces. Une proposition est soumise au Congrès à cet effet (Proposition n° 4000.4).

IV. Conclusions

28. Il est proposé au Congrès:

- 1° de prendre acte des travaux effectués et le cas échéant de s'exprimer à ce sujet;
- 2° de se prononcer sur la question du niveau de taux de base de transport aérien du courrier en tenant compte de la position négative du Conseil exécutif pour l'augmentation de celui-ci;
- 3° de dégager des directives sur les modalités d'actualisation future du taux de base et sur la collaboration à cet égard avec l'IATA et éventuellement l'OACI.

Au nom du Conseil exécutif,

Le Président du CE

Extrait de la note de l'IATA

(CE 1989/C 6 – Doc 5a/Annexe 2)

Avantages dont bénéficierait le courrier aérien, selon l'IATA

- 1° priorité devant le fret, en ce qui concerne l'allocation de l'espace;
- 2° fermeture plus tardive des guichets de dépôt à l'aéroport d'origine et remise plus rapide à l'aéroport de destination;
- 3° pas de frais calculés sur la densité en ce qui concerne les expéditions de colis faites au volume;
- 4° renvoi gratuit au lieu d'origine des sacs de courrier vides (et à l'occasion des conteneurs de la poste);
- 5° sécurité supérieure des acheminements de et vers l'avion et entreposage gratuit quand celui-ci est nécessaire;
- 6° entreposage dans les locaux de la compagnie aérienne, quand les bureaux de poste ne sont pas ouverts, sans frais;
- 7° délais de paiement bien supérieurs à ceux accordés aux expéditeurs ou destinataires de marchandises, résultant du règlement comptant non assorti d'intérêt au compte des compagnies aériennes;
- 8° transbordements plus rapides que pour les marchandises dans tous les grands aéroports;
- 9° priorité d'embarquement même sur les seconds vols d'une même compagnie, ou d'une autre compagnie;
- 10° pas de coût minimal pour les petits envois;
- 11° pas de taxe pour les marchandises dangereuses, bien que cette catégorie soit limitée: pas d'augmentation de prix pour les envois recommandés ou pour les objets de valeur, bien que la responsabilité de la compagnie aérienne, dans ce cas, soit plus élevée;
- 12° pas d'amende pour non-utilisation de l'espace alloué, bien que, malgré les heures tardives de fermeture des bureaux et à l'inverse de la prise en charge de marchandises, il soit peu probable que l'espace vide puisse être attribué;
- 13° pas d'obligation de réservation d'embarquement sur des vols uniques ou multiples, mais présomption de priorité;
- 14° validité des tarifs sur cinq ans, ce qui les rend non revisables, à l'opposé des taux de fret qui sont ajustés régulièrement en fonction des fluctuations des coûts et du marché;
- 15° conditions de réception et de remise complètement différentes, ce qui engendre dans les budgets des compagnies aériennes des frais supplémentaires imputables à l'établissement de documents comptables;
- 16° allocation d'un espace supplémentaire pour le transport du courrier de Noël au détriment des expéditeurs réguliers de fret, sans frais supplémentaires.

Propositions de l'IATA concernant les taux

- 1° Adopter le système norvégien fondé sur un taux de base de 1,00 fr-or par kg, plus un taux lié à la distance de 1,67 fr-or par t/km, et assorti d'une clause particulière, à définir, concernant l'application de tarifs plus élevés au transport des colis postaux, en raison des problèmes de volume qu'ils posent.

- 2° Dans le cas où il reviendrait à une seule compagnie d'effectuer plusieurs parcours, recourir à l'évaluation de la distance directe ou de la distance cumulée la plus courte, en se référant aux «Listes de distances».
- 3° Dans le cas où plusieurs compagnies participeraient au transport, appliquer pour chaque compagnie le taux pratiqué dans le secteur concerné, en prenant pour base le taux pertinent calculé à partir du taux de base de 1,00 fr-or par kg, plus 1,67 fr-or par t/km pour chaque secteur.
- 4° Pratiquer pour le trafic EMS le taux de base de 1,50 fr-or par kg plus le taux lié à la distance de 1,67 fr-or par t/km.
- 5° Appliquer pour les sacs de recommandés et pour ceux qui contiennent des objets avec valeur déclarée le tarif de 1,10 fr-or par kg plus le tarif/distance de 1,67 fr-or par t/km pour prendre en compte le surcroît de responsabilité incombant à la compagnie aérienne.
- 6° Geler le coefficient d'augmentation à 4 % et retirer cette question de l'ordre du jour des rencontres IATA/UPU.
- 7° Adopter un système d'indexation fondé sur l'indice de l'OACI, suivant l'évolution des tarifs du transport aérien IATA «N» (normal), et soumettre cette indexation à une revision annuelle à une date fixée.
- 8° Elaborer un système de réservation pour le transport aérien du courrier pour informer la première compagnie concernée par le transport, mais les suivantes également, et se mettre d'accord sur ce système de préférence de façon à pouvoir le soumettre pour approbation au Congrès de Washington ou, au moins, dans l'année qui suit la fin du Congrès.

Convention (poste aérienne) - Proposition d'ordre général

CONSEIL EXÉCUTIF

4000.4

Résolution

Taux de base du transport aérien du courrier

Le Congrès,

ayant pris connaissance
du rapport du Conseil exécutif sur les travaux effectués, en collaboration avec l'IATA, au sujet du
taux de base de transport aérien du courrier,

constatant
qu'il ressort de ces travaux et de ceux menés au cours des années précédentes qu'il n'a pas été
possible de proposer un système rationnel pour la fixation du taux de base de transport
aéri postal,

considérant
cependant la nécessité de maintenir dans les Actes de l'Union, pour les règlements de comptes
entre Administrations, un taux de base qui tient compte des données économiques actualisées
relatives au marché des transports aériens,

charge

le Conseil exécutif:

- 1° de rassembler, à la veille du Congrès, les informations financières les plus significatives
obtenues de l'IATA et de l'OACI lui permettant de proposer, en cas de besoin, une
actualisation (suivant une méthode qu'il aura mise au point) du taux de base du transport
aérien du courrier;
- 2° de présenter, en toute hypothèse, un rapport sur ses travaux ainsi que, le cas échéant, les
propositions visant à modifier les Actes de l'Union.

Principe et méthode de calcul des frais de transport aérien intérieur

Rapport du Conseil exécutif

I Introduction

1. Le Congrès de Hamburg 1984, en adoptant la résolution C 14, a chargé le Conseil exécutif:
 - a) de poursuivre l'étude de la question des frais de transport aérien intérieur afin de déterminer si le maintien du droit de percevoir ces frais est toujours justifié;
 - b) s'il estime qu'un tel maintien se justifie, d'étudier à nouveau les méthodes de calcul à appliquer, dans le but d'instituer un système permettant à l'Administration de destination de couvrir les coûts réels afférents à ce transport, et à l'Administration d'origine de vérifier efficacement les bases de calcul des frais réclamés.

II Evolution de l'étude

2. Le Conseil exécutif a confié l'étude à sa Commission 6 (Poste aérienne). A sa session 1985, le Conseil exécutif a décidé, afin de gagner du temps, d'aborder simultanément les deux volets de l'étude en:
 - demandant au Bureau international de s'adresser aux Administrations postales pour recueillir des données statistiques sur les incidences financières de la suppression éventuelle du droit à la perception des frais de transport aérien intérieur ainsi que leur avis sur l'opportunité d'une telle suppression;
 - confiant à un Groupe de travail restreint l'étude sur la méthode de calcul des frais de transport aérien intérieur afin de trouver un système plus équitable. Comme membres du Groupe ont été désignées les Administrations suivantes: Allemagne, Rép. féd. d', Amérique (Etats-Unis), Bénin, Norvège (pays rapporteur), Pologne (Rép. pop.).

A. Première consultation

3. En juillet 1985, le Bureau international a diffusé un questionnaire portant, d'une part, sur l'opportunité de supprimer le droit à la perception des frais de transport aérien intérieur et, d'autre part, sur la possibilité de trouver un système plus équitable pour le calcul de ces frais. Les Administrations ont également été priées de fournir, sur la base des comptes échangés en 1983, les montants reçus et payés au titre du transport aérien intérieur afin de dégager les incidences financières de la suppression éventuelle des frais de transport aérien intérieur.

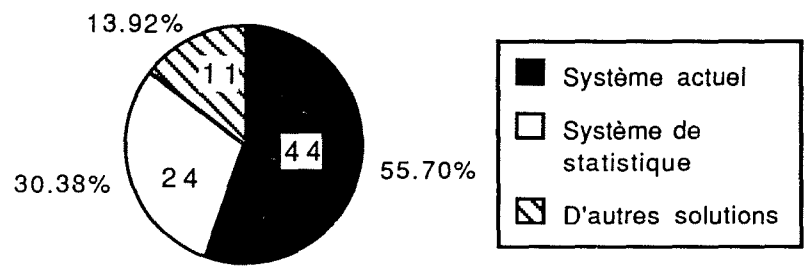
4. Soixante-dix-sept Administrations ont répondu à ce questionnaire. Il ressortait des réponses que 38 Administrations (52,8 %) étaient contre la suppression du droit à la perception des frais de transport aérien intérieur alors que 34 Administrations étaient en faveur d'une telle suppression. De plus, au cas où le droit à la perception de ces frais serait supprimé, 45 Administrations estimaient nécessaire de trouver une solution particulière pour dédommager les Administrations ayant des frais de transport aérien intérieur excédentaires.

5. Certaines Administrations ont formulé des suggestions visant à limiter le droit à la perception des frais de transport aérien à savoir:

- fixer une distance moyenne pondérée minimale donnant droit à la perception des frais de transport aérien intérieur;
- tenir compte de la qualité du service à partir de certains critères;
- ajuster les frais de transit/frais terminaux pour permettre aux Administrations ayant des coûts particulièrement élevés de percevoir un supplément spécial;
- trouver un rapport entre les frais de transport intérieur par voie de surface et les frais de transport aérien sur les parcours utilisés afin de déterminer la différence entre les frais effectivement payés pour le transport aérien et pour le transport terrestre; seule la différence devrait alors être prise en considération pour l'établissement des frais de transport aérien intérieur.

6. Quant à la possibilité de trouver un système plus équitable pour rémunérer les frais de transport aérien intérieur, la plupart des Administrations préfèrent maintenir le système actuel des prix unitaires en introduisant une statistique périodique visant à établir les distances moyennes pondérées sur des bases plus sûres au lieu de remplacer ce système par un système de statistique ayant pour but de déterminer le poids du courrier en provenance de chaque Administration qui est effectivement transporté sur le réseau intérieur, voir le diagramme ci-après:

Système pour rémunérer les frais de transport
aérien intérieur



7. Soixante-six Administrations ont fourni des renseignements relatifs aux incidences financières de la suppression éventuelle des frais de transport aérien intérieur. Quarante et une Administrations (62 %) avaient des soldes négatifs en 1983 allant de 536 fr-or (175 DTS) à 18 497 941 fr-or (6 043 104 DTS) et 25 Administrations avaient des soldes positifs variant entre 2247 fr-or (734 DTS) et 8202 923 fr-or (2 679 818 DTS).

B. Deuxième et troisième consultations

8. Sur la base des résultats de la première consultation le Groupe de travail a lancé en août 1987 un questionnaire visant à recueillir les avis des Administrations sur les points suivants:

- 1° la différenciation des frais de transport aérien intérieur en fonction du lieu de déchargement des dépêches dans le pays de destination;
- 2° l'introduction d'une distance minimale au-dessus de laquelle l'Administration de destination serait en droit de percevoir des frais de transport aérien intérieur, y compris la question d'une réduction correspondante des distances moyennes pondérées des pays de grande surface;
- 3° le calcul des distances moyennes pondérées par le Bureau international;
- 4° la vérification des distances par l'Administration d'origine des dépêches;
- 5° la différence entre les frais d'acheminement par voie de surface et les frais d'acheminement par la voie aérienne.

9. Quatre-vingts Administrations ont répondu à ce questionnaire. Lors de l'examen des résultats de cette enquête, le CE 1988 a chargé le GT de faire une consultation supplémentaire portant sur les points 1° et 2° ci-devant. Soixante-quatre Administrations ont pris part à cette consultation (lettre-circulaire 3410.3(C)1990 du 11 novembre 1988).

10. De ces deux consultations il est ressorti que la moitié des Administrations sont favorables à une certaine différenciation des frais de transport aérien intérieur en fonction du lieu de déchargement des dépêches dans le pays de destination.

11. Les deux consultations ont démontré qu'une nette majorité d'Administrations (69 % et 70,5 %) sont en faveur de l'introduction d'une distance minimale en dessous de laquelle l'Administration de destination ne serait pas en droit de percevoir des frais de transport aérien intérieur. La médiane des distances minimales proposées était lors de deux consultations de 300 km (74,5 % des propositions lors de la dernière consultation). Au sein du CE les avis ont été partagés sur ce sujet. Plusieurs délégués ont exprimé leur opposition au principe de l'introduction d'une distinction entre les pays de petite superficie et ceux de grande superficie en ce qui concerne les frais de transport aérien intérieur car une telle différenciation ne leur paraît pas équitable et peut favoriser le transport par voie de surface des envois-avion dans les pays où ne sont pas perçus les frais de transport aérien intérieur. Les partisans d'une distance minimale ont fait valoir que les frais terminaux doivent couvrir les frais du transport aérien sur les courtes distances et que l'introduction d'une distance minimale facilite le travail pour un grand nombre d'Administrations.

12. Une majorité des Administrations estiment également que les distances moyennes pondérées des pays de grande surface devraient être réduites de la même distance, mais lors de la dernière enquête cette majorité n'était pas nette. En revanche, une nette majorité (66,7 %) s'est prononcée en faveur d'une modification moins étendue des dispositions actuelles visant à limiter le remboursement à l'Administration de destination de la différence entre le coût du transport par avion et celui par voie de surface (32 oui et 16 non). La quasi-totalité des Administrations ayant répondu à cette question estiment que, dans ce cas, le taux maximal actuel, 1,74 fr-or par t/km (article 83, paragraphe 3, de la Convention) doit être appliqué.

13. Une nette majorité d'Administrations (78 %) sont favorables au calcul des distances moyennes pondérées par le Bureau international sur la base des données fournies par les Administrations de destination (56 oui - 16 non). La plupart des Administrations estiment également que les Administrations d'origine peuvent vérifier la distance moyenne pondérée, mais qu'une telle vérification ne devrait pas être la norme.

14. Il s'est avéré que le transport aérien est nettement plus cher que le transport par voie de surface et que beaucoup d'Administrations paient plus par t/km pour le transport aérien intérieur que le taux maximal (1,74 fr-or par t/km). D'autre part, ce taux maximal suffit, dans la plupart des cas, pour couvrir la différence entre les coûts du transport aérien et les coûts du transport par voie de surface.

III. Conclusions

15. Vu ce qui précède, le Conseil exécutif invite le Congrès
- a) à prendre acte des résultats de l'étude;
 - b) à approuver les propositions 4082. 2, 4083.1 et 5051.1 qui en découlent.

Berne, le 26 avril 1989

Au nom du Conseil exécutif:

Le Président,

F. KOLLER

Utilisation maximale de la voie aérienne pour le transport du courrier

Rapport du Conseil exécutif

1. Par sa résolution C 18, le Congrès de Hambourg a chargé le Conseil exécutif:
 - 1^o de continuer d'obtenir des Administrations ayant institué un service tendant à la maximalisation des données sur leurs expériences en vue de la diffusion de ces données à l'ensemble des Administrations;
 - 2^o d'actualiser, d'entente avec l'Association du transport aérien international (IATA), s'il y a lieu, les «Définitions et principes pour l'exécution des services tendant à la maximalisation»;
 - 3^o de prendre, le cas échéant, en collaboration avec l'IATA, toute autre mesure qui pourrait s'avérer utile pour faciliter l'utilisation accrue de la voie aérienne pour le transport du courrier;
 - 4^o de soumettre au prochain Congrès un rapport sur les mesures prises et sur les recommandations à formuler concernant l'orientation future à donner à la maximalisation.
2. Ayant reconstitué le Comité de contact IATA/UPU¹ à sa session de 1985, le Conseil exécutif a inscrit la question de la maximalisation au programme de travail de ce Comité. Celui-ci l'a à son tour confiée au Groupe de travail «Maximalisation» (fusionné en 1987 avec le Groupe de travail «Documentation» et appelé «Opérations») du Comité de contact. Le Conseil exécutif a également chargé le Bureau international de diffuser aux Administrations les «Définitions et principes pour l'exécution des services tendant à la maximalisation», ce qui a été fait par lettre-circulaire du 20 mai 1985.
3. Le Groupe de travail «Maximalisation» a tenu sa première réunion à Berne, le 22 avril 1986. Il a notamment fait le point sur les attentes réciproques des Administrations postales et des compagnies aériennes ainsi que sur les problèmes posés pour la réalisation effective de l'objectif d'une utilisation maximale de la voie aérienne pour le transport du courrier.
4. Sur proposition du Groupe de travail, le Conseil exécutif a décidé, à sa session de 1986, que les travaux concernant la maximalisation seraient orientés vers l'élaboration d'un manuel à l'usage des Administrations postales désireuses d'introduire un service de maximalisation ou, le cas échéant, d'améliorer ou de développer le service existant. Un tel manuel servirait à la fois de guide pour l'organisation du service et de point de repère dans les négociations avec les compagnies aériennes aux plans national et régional.
5. Le manuel a été mis au point de 1987 à 1988, approuvé par le Conseil exécutif lors de sa réunion d'avril 1989 et diffusé aux Administrations postales par le Bureau international en août 1989.

¹ La délégation postale au sein du Comité de contact était composée des pays suivants: Allemagne, Rép. féd. d', Amérique (Etats-Unis), Arabie saoudite, Australie (présidence), Chili, Bénin, Norvège, Pologne (Rép. pop.), Zambie

6. Compte tenu des travaux effectués depuis de nombreuses années au sujet de la maximisation, le Conseil exécutif n'a pas jugé utile de proposer au Congrès de nouvelles directives à cet égard. Le cas échéant, selon les besoins des Administrations postales, le CE pourra user de ses compétences pour entreprendre l'étude de tel ou tel aspect de la question en relation avec l'actualité.

Berne, le 20 juillet 1989

Au nom du Conseil exécutif,

Le Président,

F. KOLLER

Poste et télématique

Rapport du Conseil exécutif

I. Définition

1. La télématique peut se définir comme la technique associant informatique et télécommunications. Elle permet le transfert électronique de données structurées entre ordinateurs distants et l'interrogation ou l'entrée de données à distance. Comme exemple quotidien de cette technologie, on peut citer les systèmes de réservation de places exploités par les lignes aériennes où la demande d'une place sur un vol particulier est introduite dans un terminal situé à distance (voire dans un autre pays) du centre de réservations informatisé vers lequel elle est transmise électroniquement et ensuite traitée par ordinateur. La réponse (confirmation – ou non-disponibilité – d'une place) est transmise dans un temps très bref au terminal d'origine. Les caractéristiques principales de cette procédure sont la rapidité et l'absence de transaction sur papier.

II. Avantages de la télématique

2. Parmi les avantages les plus fréquemment cités de la télématique figurent les suivants:
- a) un système télématisé peut réduire les frais administratifs en supprimant la nécessité de réintroduire les données relatives à une transaction d'un ordinateur sur un autre (les coûts de traitement de la documentation lors de la transmission d'une marchandise d'un pays à un autre varient entre 3,5 % et 15 % de sa valeur);
 - b) dans les cas d'exportation de marchandises, la télématique peut faciliter et accélérer les contrôles aux frontières et les autres formalités administratives, comme le dédouanement; parallèlement les moyens de contrôle automatisés augmentent l'efficacité des services de contrôle.

III. Activités dans le domaine de la télématique d'organisations autres que la poste

3. Les systèmes de documentation télématiques ont suscité un très grand intérêt parmi les organisations de transports et la communauté bancaire. En effet, de nombreux projets ont été lancés – EDIMAR pour l'Organisation maritime internationale (OMI), le CARGONAUT à l'aéroport de Schiphol aux Pays-Bas et le DOCIMEL pour le Comité international des transports ferroviaires. La Société internationale de télécommunications aéronautiques (SITA), avec un réseau couvrant 1200 villes dans 180 pays, fournit une grande gamme de services télématiques pour les compagnies aériennes. Dans le monde bancaire, le réseau SWIFT, qui fonctionne depuis 1977, tend à supplanter les transferts financiers par courrier et par télex.

4. En ce qui concerne la poste plus directement, il est à noter que le Conseil de coopération douanière (CCD), qui a déjà mis au point une interface télématique dans le domaine des transports aériens en collaboration avec l'IATA, continue à prendre des initiatives pour créer d'autres interfaces avec ses partenaires. Le CCD a notamment informé l'UPU, que les transporteurs privés (dont certains sont des concurrents directs de la poste) font régulièrement des demandes dans ce sens. Le CCD a relevé à cet égard que la poste ne s'était pas suffisamment manifestée dans ce domaine.

IV. Nécessité de normes télématiques

5. Etant donné que la création d'un réseau télématique implique la connexion électronique de ses divers membres, ainsi que, éventuellement, des liaisons avec d'autres réseaux, il existe une nécessité impérieuse de travailler sur la base de normes unifiées avec l'ensemble des partenaires, pour éviter la coexistence de nombreux systèmes informatisés incapables de communiquer entre eux.

6. Soucieux de ce problème réel, la Commission économique de l'ONU pour l'Europe et l'Organisation internationale de normalisation (ISO) ont défini une telle approche commune, c'est-à-dire un langage unique et universel qui permet l'échange de données entre ordinateurs indépendamment des caractéristiques du logiciel, du réseau de transmission et du domaine d'activité auquel appartiennent ces données. Ce langage s'appelle EDIFACT (Echange de données informatisées pour l'administration, le commerce et le transport). Il comporte quatre niveaux dans son exploitation:

- la syntaxe pour l'échange économique des données (c'est la norme ISO 9735);
- le répertoire des éléments de données commerciales de l'ONU (c'est la norme ISO 7372);
- la définition des messages ou interfaces (C 2/CP 3 par exemple);
- la définition des segments de messages, soit le contenu des messages.

7. Les deux premiers niveaux sont communs à tous les organismes et assurent l'homogénéité de l'ensemble du système tandis que les 3e et 4e niveaux déterminent les messages spécifiques échangés entre deux organismes.

8. Une dizaine d'organisations internationales, dont certaines sont des partenaires de la poste, apportent déjà leur soutien à la norme EDIFACT; il s'agit notamment du CCD, du CCITT, de l'IATA, de la Chambre internationale de la marine marchande (ICS) et de l'Union internationale des transports routiers (IRU) et, bien entendu, de l'ISO. Il va donc sans dire que la poste, si elle décide de profiter des avantages de la télématique pour assurer ses liaisons avec la douane et les transporteurs ainsi qu'entre les Administrations elles-mêmes et avec leurs grands clients, devrait s'attacher à respecter cette norme EDIFACT.

V. Activités de la poste dans le domaine de la télématique

9. Vu cette activité croissante de ses partenaires et de ses concurrents dans le domaine de la télématique, la poste est forcée, elle aussi, d'adopter cette nouvelle technologie. Les possibilités d'application en sont très vastes; en effet, un examen de la Convention et des Arrangements concernant les colis postaux et les services financiers montre que ces Actes prévoient l'échange physique d'une documentation importante concernant la transmission des envois et le transfert des fonds, statistiques, relevés de compte, etc. Cet échange a lieu non seulement entre les Administrations postales mais également avec la douane et les transporteurs.

10. Bien qu'elle ne soit qu'à ses débuts dans ce domaine, la poste n'est pas restée inactive en ce qui concerne des applications éventuelles de la télématique. Dans le cadre de l'étude 632 (Automatisation du traitement des bordereaux de livraison AV 7), une consultation a révélé qu'un certain nombre d'Administrations postales poursuivent activement le développement de systèmes d'établissement automatisé des AV 7 et que d'autres ont l'intention de suivre leur exemple dans les prochaines années. Une expérimentation pilote, organisée par les Administrations de l'Amérique (Etats-Unis) et de l'Allemagne, Rép. féd., a permis de prouver la fiabilité de l'établissement des bordereaux AV 7, des feuilles d'avis C 12 et d'une étiquette avec code à barres à fixer sur l'étiquette AV 8. Cette expérimentation, qui comprend la transmission électronique des données de base des AV 7 et C 12, a été couronnée de succès. L'étude 643 (Développement d'un/des système(s) pour l'enregistrement informatisé des envois recommandés et des colis postaux du service international) a abouti à une proposition de recommandation d'une norme pour l'identification unique des envois, récipients et documents connexes dans les services internationaux de l'EMS, de la poste aux lettres et des colis postaux. Cette identification permet de jeter les bases d'un système de pistage et de recherche des envois. En ce qui concerne les services financiers, l'étude 672 (Les services financiers et les nouveaux systèmes électroniques de paiement) a montré qu'un bon nombre d'Administrations s'est fixé comme objectif la réalisation de projets importants tels que l'automatisation des opérations financières, l'installation de réseaux de distributeurs automatiques de billets de banque, de guichets automatiques ou de terminaux points de vente qui exploiteront les techniques télématiques. Il est en outre prévu de mener une étude commune avec le CCITT pendant sa prochaine période d'études (1989 – 1992) portant sur la recherche de nouvelles possibilités d'utilisation de moyens de télécommunication performants pour effectuer, à l'instar du système SWIFT précité, les transferts de fonds internationaux.

VI. Groupe de travail «Télématique» de la Commission 7 (Colis postaux) du Conseil exécutif

11. Lors de sa réunion d'avril 1988, la Commission 7 (Colis postaux) du CE a créé un Groupe de travail sur la télématique chargé d'examiner plus spécialement les questions relatives aux interfaces poste/douane et poste/transporteurs. Ce GT était composé des pays suivants: Belgique (pays rapporteur), Amérique (Etats-Unis), France et URSS. Le Canada (Vice-président du CCEP) participait aux travaux pour assurer la liaison avec le CCEP. Le Groupe a tenu deux réunions, la première le 3 mai 1988 et la seconde le 17 octobre 1988 durant la session 1988 du CCEP.

12. Lors de sa première réunion, le Groupe a conclu que son mandat essentiel consistait à mener une étude sur l'instauration de normes télématiques communes pour permettre l'échange de données, tant avec la douane qu'avec les transporteurs, notamment les membres du CCD et de l'IATA, en assurant la compatibilité des systèmes fonctionnant entre les Administrations postales et les systèmes des administrations et ceux des transporteurs.

13. Il a aussi décidé de diffuser un questionnaire aux pays-membres du CE et du CCEP destiné à recueillir des renseignements permettant:

- d'évaluer l'état d'évolution de la télématique dans la mesure où elle touche la poste;
- de définir les besoins de la poste dans ce domaine;
- d'élaborer un plan de développement visant à intégrer, au niveau international, les applications télématiques de la poste.

14. Les réponses à cette consultation ont confirmé l'intérêt de la définition d'une interface télématique avec la douane. Elles ont également mis en évidence de façon très nette le besoin de réaliser un service électronique de suivi et de localisation des envois EMS et aussi d'autres produits postaux.

15. Lors de sa deuxième réunion, quatre thèmes principaux ont été abordés:
 - 1^o rôle de l'UPU pour une application généralisée des normes EDIFACT par les Administrations postales de l'Union;
 - 2^o définition et élaboration des interfaces nécessaires pour assurer les liaisons télématiques avec les partenaires commerciaux de l'UPU;
 - 3^o choix de l'organe de l'UPU chargé de la poursuite des travaux après le Congrès de Washington;
 - 4^o actions à envisager lors du Congrès de Washington.
16. Ces réunions ont permis d'établir:
 - a) un projet de résolution du Congrès chargeant le CE, en collaboration avec le CCEP, de la tâche de l'introduction de la télématique à l'UPU (proposition 5000.3);
 - b) un projet de recommandation du Congrès aux Administrations de tous les Pays-membres préconisant une utilisation générale des règles de syntaxe des messages électroniques EDIFACT (norme ISO 9735) (proposition 5000.4);
 - c) un projet de recommandation du Congrès aux Administrations de tous les Pays-membres concernant l'utilisation du répertoire d'éléments de données commerciales de l'ISO (norme ISO 7372) (proposition 5000.5).
17. Ces projets ont été approuvés par le CE lors de sa session d'avril 1989.
18. Cela étant, le GT a pris certaines autres initiatives qui ont été également approuvées par le CE. Il s'agissait notamment de:
 - a) l'expédition, par le BI, d'une lettre-circulaire (3435(B)1181 du 28.2.89) aux Administrations postales, qui les a mis au courant de l'évolution mondiale en matière de télématique, en insistant sur un nécessaire alignement de tous les programmes sur les normes EDIFACT;
 - b) la notification au CCD de l'accord de principe de l'UPU quant à la création d'interfaces télématiques entre les deux organes.
19. La Belgique (pays rapporteur du GT) a été chargée, lors de la réunion du Comité de contact CCD/UPU, et en accord avec les membres représentant l'UPU et le BI, de participer au nom de l'UPU aux travaux du Groupe consultatif sur la télématique du CCD. Cette participation a également été approuvée par le CE.
20. A cet égard, un questionnaire a été adressé (lettre-circulaire 3435(B)1428 du 18.5.89) aux Administrations postales intéressées, leur demandant de fournir des renseignements concernant les informations à échanger avec leur administration douanière nationale. Les résultats de cette enquête permettront au Groupe consultatif du CCD, lors de sa prochaine réunion à la fin du 3e trimestre de 1989, de décider si la norme dénommée CUSDEC (Customs Declaration), définie par les douanes américaines, pourrait servir d'interface entre la poste et la douane.

VII. Conclusions

21. Etant donné l'activité croissante de la douane, des transporteurs, des banques et des gros clients de la poste dans le domaine de la télématique, ainsi que des résultats de la consultation menée par le GT (Télématique) qui ont confirmé l'intérêt de la définition d'une interface télématique notamment avec la douane et qui ont mis en évidence le besoin de réaliser un service

électronique de suivi et de localisation des envois, en particulier ceux de l'EMS, la poste se doit de prendre des initiatives pour profiter des avantages offerts par la télématique. Elle doit faire cela dans le cadre des normes EDIFACT, vu l'importance de celles-ci pour ses partenaires et l'intérêt de travailler avec eux en complète coordination.

22. C'est dans cette optique que le Congrès est invité à approuver les deux projets de recommandation (propositions 5000.4 et 5000.5) visant à l'utilisation par les Administrations postales des règles de syntaxe des messages électroniques EDIFACT et du répertoire d'éléments de données commerciales de l'ONU. Il en est de même pour le projet de résolution (proposition 5000.3) du Congrès par laquelle celui-ci charge le CE, en collaboration avec le CCEP, de prendre les mesures adéquates en vue de faciliter l'établissement des liaisons par interfaces télématiques avec les partenaires commerciaux de l'UPU et en vue de favoriser l'établissement progressif d'un réseau postal mondial informatisé sur la base de normes communes et universelles.

Berne, le 26 juillet 1989

Au nom du Conseil exécutif:

Le Président,

F. KOLLER

Conseil consultatif des études postales

Identification unique des envois, récipients et documents connexes dans les services internationaux EMS, poste aux lettres et colis postaux

Résumé

1. Un système de numérotation normalisé est nécessaire pour identifier les envois, les sacs, les autres récipients et les documents du service postal international.
2. Un tel système constitue le premier pas décisif vers la mise au point d'un système informatisé qui transmettra des informations entre les ordinateurs des Administrations postales du monde entier.
3. Ledit système de numérotation doit pouvoir être converti en un système informatisé (codes à barres) internationalement normalisé.
4. Le codage à barres fournira aux Administrations des données plus précises, immédiatement accessibles pour:
 - améliorer la qualité du service et exercer un meilleur contrôle opérationnel;
 - créer et améliorer des services à la clientèle;
 - faciliter la comptabilité interadministrations; et
 - diffuser des informations de gestion et d'ordre administratif.
5. Les systèmes de numérotation et d'indexation à barres serviront de base à l'implantation d'un système connecté de suivi et de localisation international qui permettra aux services postaux de concurrencer plus efficacement les coursiers privés et les expéditeurs de fret.
6. L'utilisation de codes à barres sera totalement facultative; nulle Administration ne sera tenue d'y recourir ou de mettre en place des ensembles informatisés coûteux.
7. Les Administrations en développement auront la faculté, si elles le désirent, d'utiliser, dans leurs modes opératoires manuels, le système de numérotation uniformisé sans recourir aux ordinateurs ou aux codes à barres.
8. Un système normalisé de numérotation et de codage fonctionne déjà avec succès, depuis 1985, dans un certain nombre de Pays-membres de l'UPU, sur la base des recommandations du CCEP.
9. Le Congrès est par conséquent invité à faire siennes les propositions fondées sur le système existant qui a fait ses preuves.

Table des matières

- 1 Introduction
- 2 Pourquoi un système international de numérotation et de codage est-il nécessaire?
- 3 Pourquoi faut-il aujourd'hui normaliser le système?
- 4 Quelles seront les incidences du système sur les Administrations de pays développés et sur celles de pays en développement ?
- 5 Développement de l'étude
 - Origine de l'étude
 - But de l'étude à ce jour
 - Conduite de l'étude
 - Possibilité de percevoir une redevance au titre d'un service de suivi
 - Possibilité de modification des formules et des étiquettes
 - Incidences sur les pays en développement
 - Futurs travaux du GT 643
- 6 Autres études connexes
- 7 Méthode d'application de la réglementation du système normalisé de numérotation et de codage à barres
- 8 Les codes à barres; leur fonctionnement
- 9 Exemples de codes à barres en usage dans le service postal
- 10 Termes techniques
- 11 Conclusions
 - Annexe 1: Texte de la recommandation CCEP 1/1988

1. Introduction

1.1 Le présent document expose les raisons qui sous-tendent la proposition 2006.91 du CCEP relative à l'utilisation de codes à barres et d'un mode d'identification unique des envois, récipients et documents connexes dans les services de la poste internationale. Il y est expliqué, entre autres:

- pourquoi un système de numérotation et de codage international normalisé est nécessaire;
- quelles seront les incidences de ce système sur les pays en développement et les pays développés;
- quelles sont les perspectives futures de ce système.

1.2 Le Congrès est invité à:

- approuver le contenu du présent document, en particulier la conclusion de la section 11, et à approuver la proposition 2006.91 du CCEP.

2. Pourquoi un système international de numérotation et de codage est-il nécessaire?

2.1 La poste internationale a besoin d'un système de numérotation normalisé pour identifier les envois postaux, les sacs, les autres récipients (y compris les conteneurs) et les documents postaux qui s'y rapportent.

2.2 Un tel système de numérotation, se présentant sous la forme de codes à barres informatisés, permettra par la suite aux Administrations de tenir un fichier continu de données précisant notamment l'endroit où les envois et les sacs se trouvent dans le circuit postal. On saura par exemple:

- si les envois ont quitté le pays d'origine;
- sur quel vol, bateau ou train les dépêches ont été embarquées;
- si les dépêches ont bien été reçues par l'Administration de destination;
- si les envois ont bien été livrés aux destinataires.

2.3 Ces données informatisées seront immédiatement accessibles et amélioreront sensiblement l'information nécessaire au contrôle administratif et opérationnel des services postaux internationaux.

2.4 Ce système de numérotation sera d'une grande utilité pour la production de données sur la qualité du service et facilitera par la même occasion le suivi de la qualité de l'exécution, ainsi que l'amélioration du service.

2.5 Il permettra également d'améliorer les services à la clientèle. De nombreux concurrents de la poste, expéditeurs de fret et coursiers, affirment déjà pouvoir informer leurs clients de l'endroit où se trouvent leurs envois grâce à leur système de pistage et de suivi informatisé.

2.6 L'élaboration d'un système de numérotation postale informatisé est la première étape de la mise en place d'un système de suivi analogue à l'intention de nos propres usagers.

2.7 Les codes à barres apposés sur les étiquettes de sac permettront l'établissement par ordinateur des bordereaux AV 7 ce qui entraînera directement une amélioration des procédures comptables interadministrations, étant donné que les données de base afférentes aux comptes de la poste aérienne et des frais terminaux seront produites automatiquement.

3. Pourquoi faut-il aujourd'hui normaliser le système?

3.1 Il est indispensable qu'un tel système de numérotation soit normalisé si l'on veut que toutes les Administrations puissent l'utiliser pour «suivre» les envois postaux ou les documents d'un bout à l'autre de la chaîne postale mondiale.

3.2 Si, au lieu de convenir d'un système normalisé, chaque Administration élaborait indépendamment son propre système, il serait impossible de mettre en place un service de pistage et de suivi des envois reliant tous les pays entre eux.

3.3 Pour que le système de numérotation soit pleinement efficace, il faut qu'il soit relié à un système de codage informatisé permettant de relier les terminaux informatiques des diverses Administrations du monde entier.

3.4 Sans un système normalisé de numérotation postale et de codage, les Administrations ne pourront ensuite créer de nouvelles liaisons informatisées, ni avec les autorités douanières, ni avec les compagnies aériennes.

3.5 Même si, à ce jour, seul un petit nombre de pays s'équipent de tels systèmes, il est cependant indispensable de s'entendre dès maintenant sur un système uniforme, afin que:

- les divers pays ne se dotent pas de systèmes différents ou incompatibles;
- ce système normalisé soit prêt et accessible à toute Administration désirant s'y connecter au moment où elle sera prête à le faire.

4. Quelles seront les incidences du système sur les Administrations de pays développés et sur celles de pays en développement ?

4.1 L'utilisation de codes à barres sera totalement facultative et nulle Administration ne sera tenue d'acquérir ou d'installer un matériel informatique puisque la numérotation peut se faire manuellement.

4.2 Un système de numérotation normalisé peut être employé par n'importe quelle Administration, développée ou en développement et être adapté sans frais supplémentaires, ou à peu de frais, aux méthodes d'enregistrement et d'exploitation manuelles classiques.

4.3 Un tel système peut aussi être pris comme base d'un système informatisé par toute Administration estimant qu'il est temps pour elle et qu'elle a les moyens d'acquérir et d'installer un matériel informatique.

4.4 Toutefois, il est indispensable, pour les pays choisissant de recourir à l'ordinateur, de se conformer au mode type de numérotation et de codage spécifié par l'UPU, afin qu'il y ait compatibilité entre les systèmes.

4.5 Les Administrations qui ne se doteront pas d'un matériel d'informatique ne seront touchées par ces propositions que sur un point important. Sur le courrier d'arrivée expédié par des Administrations «informatisées», les numéros d'identification portés sur les envois EMS, les recommandés et autres objets analogues contiendront désormais 13 caractères (alphabétiques et numériques). Ces caractères seront imprimés en lettres et chiffres ordinaires et également sous forme de code à barres.

4.6 Il est possible qu'en conséquence les Administrations de réception doivent modifier certaines des formules d'exploitation et de comptabilité pour le trafic d'arrivée, de façon qu'il y ait suffisamment de place pour inscrire sur les imprimés les 13 caractères. C'est là l'unique modification opérationnelle à laquelle les Administrations «non informatisées» seront astreintes (pour plus de précisions, voir paragraphes 5.20 à 5.24).

5. Déroulement de l'étude

Origine de l'étude

5.1 L'étude figurait dans le programme de travail du CCEP, qui a été approuvé par le Congrès de Hambourg 1984. Plusieurs pays avaient proposé l'étude de diverses questions concernant l'enregistrement informatisé des recommandés et des colis et de la mise au point de systèmes connexes de suivi. Ces sujets ont tous été incorporés dans l'étude 643 du CCEP. La Grande-Bretagne a été choisie comme pays rapporteur et un Groupe de travail a été constitué et formé des Administrations suivantes: Australie, Canada, Danemark, Finlande, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Pays-Bas, Suisse, Thaïlande, Yougoslavie et Zimbabwe.

But de l'étude à ce jour

5.2 Un des principaux objectifs de l'étude 643 a été de prendre les premières mesures destinées à permettre aux Administrations postales de réagir efficacement face à leurs concurrents, notamment les expéditeurs de fret, qui prétendent pouvoir identifier en un laps de temps très court l'endroit où se trouvent les envois à eux confiés.

5.3 Pour que les Administrations postales puissent assurer à leur clientèle des prestations analogues, il leur faut recourir à la technique informatique pour implanter un système de suivi fiable. Ce faisant, elles répondront à la demande, en particulier celle formulée par les entreprises, de pouvoir suivre la transmission postale de leurs envois.

5.4 Officiellement, l'étude 643 porte sur la mise au point de systèmes d'enregistrement informatisés des recommandés et des colis du service international; toutefois, plusieurs questions connexes sont peu à peu devenues claires dans l'esprit des membres du CCEP.

5.5 Tout d'abord, il fallait non seulement prendre en compte les recommandés et les colis mais aussi envisager la possibilité de développer un système permettant ultérieurement la saisie informatique de nombreux types différents de données relatives au service postal international. Certes, l'implantation d'un système de suivi jouera un rôle très important dans les procédures opérationnelles des Administrations ainsi que pour leur service à la clientèle, mais un système de données informatisées aurait beaucoup plus de valeur s'il pouvait également:

- fournir des renseignements liés à l'exploitation et à l'Administration, notamment en ce qui concerne le contrôle de la qualité du service et les mesures d'amélioration en ce domaine;
- être lié à l'établissement informatisé des bordereaux AV 7, qui est en projet, et par là même fournir les données nécessaires à la comptabilité interadministrations pour la poste aérienne et les frais terminaux;
- être connecté à d'autres systèmes informatiques opérationnels et comptables actuellement mis au point par les compagnies aériennes internationales et les autorités douanières, avec lesquelles les Administrations postales sont en contact étroit.

5.6 Il a été décidé que par la suite le système devrait pouvoir traiter les données concernant:

- les recommandés pris individuellement;
- les envois EMS pris individuellement;
- les colis pris individuellement;
- les sacs et autres récipients de lettres, de colis et d'envois EMS;
- les documents d'exploitation et de comptabilité, comme les bordereaux AV 7, etc.

5.7 En second lieu, le CCEP a reconnu que, dans un tel processus, le premier pas indispensable devait être la conclusion d'un accord sur un système normalisé de numérotation postale internationale et sur un système de code à barres correspondant, afin que les divers pays ne mettent pas en place, indépendamment les uns des autres, des systèmes distincts et incompatibles.

5.8 En conséquence, l'étude 643 s'est attachée, dans les premières étapes, à harmoniser un système normalisé d'identification et un système de codage, pouvant être utilisés par toute Administration désireuse d'instituer à l'avenir un système informatisé d'enregistrement et de suivi des envois postaux, sacs ou documents connexes du service international. Une fois que plusieurs Administrations auront introduit ces systèmes dans leurs propres services, le système normalisé permettra en fin de compte de relier entre eux les ordinateurs des différentes Administrations et, partant, de procéder aux échanges d'informations entre Administrations en temps voulu.

5.9 Au début, seul un petit nombre d'Administrations disposeront des moyens nécessaires à la mise en service de ces systèmes informatisés, mais, un certain nombre de pays ayant déjà envisagé de le faire, *il est indispensable que ces systèmes d'identification et de codage soient normalisés.*

Conduite de l'étude

5.10 En juin 1986, le Bureau international a diffusé à tous les Pays-membres du CCEP un questionnaire élaboré par la Grande-Bretagne. Ce document portait sur les domaines suivants:

- demande de la clientèle;
- types d'envois à localiser;
- étendue du suivi accessible à la clientèle;
- forme dans laquelle les données nécessaires au suivi devraient être codées;
- mode de traitement des réclamations;
- expérience acquise en matière de suivi informatisé.

5.11 Il ressort du questionnaire qu'à ce moment-là le niveau d'intérêt à l'égard des systèmes de suivi semblait relativement limité. Toutefois, un certain nombre de pays avaient déjà institué leur propre système ou envisageaient de le faire; par ailleurs, les Administrations postales montrent aujourd'hui un regain d'intérêt au fur et à mesure qu'elles se heurtent au défi lancé par les grands concurrents du secteur privé. Ceux-ci sont en effet capables d'assurer un service totalement uniforme et normalisé à tous leurs clients, dans tous les pays qu'ils desservent.

5.12 Pour faire face à la menace que ces entreprises font peser, les Administrations postales doivent s'entendre sur l'implantation de leur propre système de suivi auquel elles devront toutes se conformer. Un pas important a été fait dans ce sens en 1985 lorsque a été adopté un système de numérotation des envois EMS, comme base de la création d'un service informatisé de recherche et de localisation (cf. recommandation CCEP 3/1985).

5.13 A partir des réponses au questionnaire, la session 1987 du CCEP s'est prononcée sur un certain nombre de points, à savoir:

5.13.1 Il devrait être introduit dans le monde postal un système de numérotation commun se prêtant à une identification informatisée des envois individuels, sacs, etc., autrement dit tout ce qu'il serait éventuellement nécessaire, à une étape ou à une autre, d'identifier par ordinateur.

5.13.2 Sur la base des réponses au questionnaire, il a été recommandé à tout pays mettant sur pied un système de suivi informatisé de se conformer à ce qui suit:

- a) les renseignements nécessaires au pistage devront être enregistrés au bureau d'échange de départ, au bureau d'échange de destination et au bureau distributeur;
- b) toutes les données devront être tenues sur un seul fichier en utilisant un mode d'identification unique;
- c) lorsque ce sera un code à barres qui servira de mode d'identification unique d'un envoi ou d'un sac international, ce code devra être le code 39;
- d) devront figurer dans le mode d'identification unique le nom du pays d'origine et la désignation du service compétent (et peut-être aussi le bureau de dépôt). Huit chiffres du code suffisent pour identifier les envois individuels ou les sacs.

5.13.3 Pour que toutes les Administrations postales soient au courant de ces conditions importantes, le CCEP a recommandé (CCEP 7/1987) l'adoption d'un système de numérotation normalisé se prêtant à une utilisation informatisée et reposant directement sur le système EMS actuel décrit dans la recommandation CCEP 3/1985.

5.14 Il a également été décidé que l'utilisation de ces numéros d'identification ne serait obligatoire que si une Administration souhaitait informatiser l'identification des envois, des sacs postaux et des documents y relatifs du service international. Les Administrations sont libres de créer leur propre système informatique interne, *pour autant qu'il ne soit pas contraire aux normes internationalement convenues que les propositions du CCEP visent à établir.*

5.15 Au cours de la session 1987 du CCEP, plusieurs pays ont fait part de leurs expériences en matière de codage. Il a été décidé de poursuivre les travaux sur un certain nombre de points, en particulier celui touchant les indicateurs du produit ou du service à deux caractères, contenus dans le code d'identification à 13 caractères. Le pays rapporteur a demandé l'avis des membres du CCEP sur les diverses propositions dont la session 1987 du CCEP avait été saisie. La plupart des membres du CCEP se sont félicités de la direction générale prise par l'étude et de son avancement; le pays rapporteur a pu incorporer dans la documentation soumise à la session 1988 du CCEP la plus grande partie des observations qui ont été formulées sur des points particuliers.

5.16 A sa session de 1988, le CCEP a accepté le texte d'une recommandation mise à jour et modifiée (recommandation CCEP 1/1988) et c'est cette recommandation qui est actuellement en vigueur. Le texte de la recommandation CCEP 1/1988 figure dans l'annexe 1 du présent Congrès – Doc. Le CCEP a donné son approbation générale au texte actuel du Congrès – Doc, ainsi qu'au texte de la proposition au Congrès visant à donner effet à ces idées. Il a également donné son accord sur trois questions qui sont résumées ci-après, à savoir: la possibilité de rémunérer un service de suivi et de localisation des envois; la possibilité de modifier des formules; les incidences de ces propositions sur les pays en développement. Les textes finals du Congrès – Doc et de la proposition à la Convention ont été approuvés à la réunion du Comité directeur du CCEP, en avril 1989.

Possibilité de percevoir une redevance au titre d'un service de suivi

5.17 Au cours de l'étude, des pays ont proposé que, compte tenu des frais considérables que représente la mise en service d'un système de suivi, les usagers formulant des demandes de renseignement exigeant un suivi des envois acquittent une taxe spéciale contribuant à la couverture des frais d'exploitation du système. Toutefois, plusieurs autres pays ayant indiqué qu'à leur avis les coûts devaient être incorporés dans des tarifs globaux, au lieu d'être assumés par la clientèle par le biais d'une taxe spéciale, le CCEP s'est prononcé en faveur de ce dernier point de vue.

5.18 En conséquence, le CCEP recommande que les coûts de mise en œuvre d'un système informatisé de suivi soient considérés comme ne différant pas essentiellement de tous les autres frais généraux qu'une Administration postale encourt au titre de la fourniture de ses services (dépendances de personnel, de véhicules, de transport aérien, etc.). Ces coûts sont déjà amalgamés et calculés pour servir de base à la fixation des tarifs et les coûts du système de suivi devraient y être inclus. A terme, ces services informatisés devraient faire partie intégrante de la gamme type de prestations offertes à notre clientèle, et non pas constituer un service spécial devant faire l'objet de redevances spéciales.

Possibilité de modifier des formules et des étiquettes

5.19 Le CCEP a estimé qu'il serait peut-être nécessaire de procéder à une révision de certaines formules. Selon cet organe, deux problèmes différents doivent être examinés ici.

Incorporation de codes à barres

5.19.1 L'incorporation de codes à barres dans les étiquettes actuelles est déjà en partie reconnue dans les Actes, tout au moins en ce qui concerne les étiquettes C 4 et CP 8 accompagnant respectivement les recommandés et les colis. Les annotations contenues dans les Actes à propos de ces deux étiquettes précisent que les Administrations peuvent utiliser des étiquettes munies de codes à barres. Certaines Administrations l'ont déjà fait pour d'autres étiquettes et formules.

5.19.2 Le pays rapporteur a estimé qu'il n'y avait pas lieu de légiférer sur ce point. Même si les pays désirent que des codes à barres soient apposés sur leurs formules et étiquettes, il leur faut se référer aux modèles présentés dans les Actes, le code à barres n'étant qu'une information supplémentaire s'ajoutant à celles qui figurent déjà sur les formules types. C'est, néanmoins, une question qui mérite d'être approfondie.

5.19.3 Le CCEP a décidé qu'il n'était pas nécessaire d'édicter des dispositions spéciales dans les Actes mais qu'il convenait de conduire une étude séparée sur ce sujet; celle-ci pourrait être confiée au Groupe normatif des transmissions électroniques (voir 5.27 et 5.28). Le CCEP a également été d'avis que cette question devait être examinée pendant le Congrès, par le Groupe de travail sur les formules.

Inclusion de code d'identification à 13 caractères

5.19.4 Les nouveaux codes d'identification à 13 caractères ne pourront pas toujours «entrer» dans les emplacements actuellement ménagés sur les formules pour indiquer le numéro de l'envoi. Toutefois, il s'agit là, dans une grande mesure, d'un problème qui concerne l'Administration d'expédition; à n'en pas douter, les Administrations utilisant des codes à 13 caractères auront conscience de la nécessité de modifier, le cas échéant, ces sections de leurs formules. Là encore, le CCEP estime qu'il n'y a pas nécessité de légiférer sur ce point.

Incidences sur les pays en développement

5.20 Au cours de l'étude, des inquiétudes se sont manifestées quant aux conséquences, pour les pays en développement, de l'utilisation de codes à barres informatisés et quant à l'institution de codes à 13 caractères. On s'est aussi inquiété de ce que les pays appliquant les systèmes manuels traditionnels soient dans l'obligation de modifier leurs formules et procédures en fonction de ces mêmes codes à 13 caractères.

5.21 Le CCEP est d'avis que cela n'aura guère d'incidence pour les pays en développement. L'utilisation de codes à barres informatisés sera totalement facultative et, au début, seul un petit nombre de pays utiliseront ces systèmes. La grande majorité des pays n'ayant pas encore institué de systèmes informatisés, il n'y aura pas lieu de modifier les procédures et modes opératoires pour le courrier de départ.

5.22 Si, par exemple, certains pays n'utilisent que trois ou quatre chiffres pour identifier les recommandés, ils n'auront pas l'obligation de modifier l'une ou l'autre de leurs façons de procéder, que ce soit pour accepter des recommandés déposés à un guichet postal, ou pour traiter ces envois dans leurs bureaux d'échange de départ.

5.23 En revanche, le personnel des bureaux d'échange d'arrivée et des bureaux distributeurs devra pouvoir exploiter les codes à 13 caractères apposés sur les envois en provenance des Administrations recourant à ce système. Toutefois, au moins pendant la période initiale, ces modes d'identification à 13 caractères seront peu utilisés et, par conséquent, le personnel aura tout le temps nécessaire pour s'y habituer.

5.24 En outre, les numéros inscrits sous la forme d'un code à barres seront aussi imprimés lisiblement sur toutes les étiquettes; de ce fait, le personnel ne devrait pas avoir de problème de lecture. Bien entendu, rien n'empêche les pays continuant d'utiliser les systèmes manuels d'adopter, s'ils le désirent, le code à 13 caractères dans leurs opérations manuelles.

Futurs travaux du GT 643

5.25 Les derniers points tranchés par le CCEP à sa session de 1988 concernent la nécessité pour le GT 643 de poursuivre ses travaux sur le développement d'un service postal international de suivi et de localisation des envois.

5.26 La question des codes à barres informatisés et les problèmes qui s'y rattachent ne cessent d'évoluer et même les Administrations postales techniquement les plus avancées n'en sont, dans ces domaines, que relativement à leurs débuts. Le CCEP devra par conséquent poursuivre encore pendant un certain temps ses travaux au-delà même du Congrès de Washington. Le paragraphe 5.29 du présent document donne quelques exemples des diverses questions qui devront être examinées plus avant.

5.27 Dans le cadre de la poursuite de ces travaux, le CCEP a déjà créé un petit groupe de contrôle permanent qui forme un Sous-Groupe du GT 643. Ce groupe s'appelle le Groupe normatif des transmissions électroniques et son mandat est de suivre les progrès technologiques en la matière. Il assurera la liaison avec le Bureau international sur des questions telles que le contrôle de la liste des codes d'identification des pays et, le cas échéant, donnera des avis et formulera, en des délais très courts, des projets de recommandations. Le CCEP devra presque certainement formuler, en des délais très courts, des recommandations complémentaires sur l'ensemble de la question, au fur et à mesure du progrès des travaux après le Congrès de Washington et profitera, pour cela, des avis du Groupe normatif.

5.28 Ce Groupe comprend actuellement les pays suivants: la Belgique, le Canada, les États-Unis d'Amérique, la France, la Grande-Bretagne et le Japon. Ce sont des pays qui ont déjà une expérience considérable en matière de codes à barres et le Groupe est suffisamment restreint pour pouvoir rapidement procéder à des consultations et prendre des initiatives. Il fera également office de point de contact avec les divers autres groupes et les GT qui étudient des questions d'informatisation connexes (voir section 6 ci-après).

5.29 Le CCEP 1988 a décidé d'inclure dans son futur programme de travail proposé les questions suivantes:

5.29.1 *Analyse coûts/avantages de l'institution d'un système de codes à barres*, le but étant d'aider les pays qui envisagent d'introduire un tel système. Il sera demandé à une ou deux Administrations de présenter des documents concis, exposant leur propre expérience en matière d'établissement d'un système de suivi informatisé, en faisant état notamment des coûts, des avantages et des méthodes appliqués.

5.29.2 *Méthodes à appliquer dans un système de transmission d'informations en retour au pays d'expédition*, cela dans le dessein de faciliter le traitement des réclamations. Cela aboutira à terme à une liaison informatique des diverses Administrations. Il devra également être tenu compte des travaux effectués dans le cadre de l'étude 632 «Automatisation du traitement des bordereaux de livraison AV 7», ainsi que d'un certain nombre de travaux d'autres groupes s'occupant de domaines connexes.

5.29.3 Examen de la possibilité de répertorier les centres de réclamation

5.29.4 *Questions relatives au contenu du code à 13 caractères*

- a) Nécessité d'un moyen de contrôle d'une liste des codes d'identification agréés et de la création de nouveaux codes. Cela doit englober la question de l'attribution de certains codes ne servant qu'aux services internationaux, les Administrations étant libres d'utiliser d'autres indicateurs pour leurs propres services intérieurs.
- b) Possibilité d'autoriser l'adjonction de caractères supplémentaires, avant ou après ledit code à 13 caractères, pour les pays qui désireraient utiliser plus largement le code dans leurs services intérieurs.
- c) Possibilité de dresser une liste, internationalement convenue, de trois chiffres servant à désigner les bureaux d'échange, qui seraient incorporés dans le code d'identification lorsque celui-ci est utilisé pour les sacs, conteneurs ou autres récipients postaux. L'étude considérera la possibilité d'utiliser des codes compatibles avec ceux des services de fret aérien, tels que les codes de destination de l'IATA.

6. Autres études connexes

6.1 Plusieurs études différentes sont actuellement conduites dans d'autres domaines étroitement liés à l'étude 643. Elles portent toutes d'une façon ou d'une autre sur la conversion des données opérationnelles et comptables du service postal international en données électroniques et informatisées. Certaines traitent de la liaison avec les compagnies aériennes et les autorités douanières.

6.2 Une grande partie des informations nécessaires à l'exécution de ces différentes étapes de l'exploitation postale se retrouvent: le poids des sacs, le nombre d'envois recommandés, d'envois EMS et de colis, les numéros de dépêches et de vols, etc. Ces éléments de données servent, sous une

forme ou sous une autre, non seulement aux Administrations postales, mais aussi aux transporteurs aériens et à la douane. Dès lors, il est indispensable que les systèmes d'information, conçus à cet effet, soient reliés les uns aux autres et recourent, si possible, à des éléments identiques.

6.3 Dans un certain nombre de ces domaines, de grands progrès ont déjà été réalisés et le pays rapporteur de l'étude 643 est resté en étroite relation avec les autres groupes d'étude. Les progrès les plus importants sont récapitulés ci-après. Il importera que ces différents groupes d'étude continuent de rester en liaison étroite les uns avec les autres.

Etude 632 du CCEP «Automatisation du traitement des bordereaux de livraison AV 7»

6.4 Cette étude porte sur l'automatisation de la production des documents d'expédition (AV 7 et C 12), dans le dessein de les rendre plus précis et plus lisibles et, d'autre part, de permettre la transmission électronique des données. Cela implique un système de numérotation et de codage (barres) convenu, notamment le codage à barres des étiquettes de sacs AV 8, pouvant être lu électroniquement à la fois par les bureaux d'échange de départ et par les bureaux d'échange d'arrivée. En sa qualité de pays rapporteur de cette étude, les Etats-Unis d'Amérique ont procédé, avec la République fédérale d'Allemagne, à des essais, dans les deux sens, d'AV 7, de C 12 et d'AV 8 codés par ordinateur.

6.5 Ces essais avaient pour but de mettre au point un système automatisé pouvant être utilisé non seulement par l'Administration expéditrice, mais également par l'Administration réceptrice, afin que l'ensemble du processus d'établissement des documents et, au bout de la chaîne, des opérations comptables, puisse s'effectuer de façon plus efficace et plus précise que cela n'est le cas avec le système manuel actuel. Il s'agissait de produire un système de base exploitable par pratiquement toutes les Administrations, moyennant une mise de fonds minimale et pouvant s'étendre à toute la gamme des procédures touchant l'expédition, la documentation et la comptabilité.

6.6 Comme pour l'étude 643, la clé du succès réside dans la normalisation. Non seulement toutes les Administrations informatisées devront utiliser le même système, mais, si l'on veut en tirer un parti maximal, ce système doit pouvoir être relié à celui que les compagnies aériennes emploient déjà pour l'enregistrement informatisé du fret aérien (voir paragraphes 6.7 et 6.8 ci-dessous).

Comité de contact IATA/UPU – Groupe de travail «Exploitation»

6.7 A l'évidence, l'automatisation des documents de la poste aérienne doit s'effectuer en étroite collaboration avec l'organisation groupant les compagnies aériennes internationales, l'IATA. C'est ainsi que les travaux afférents à l'étude 632 du CCEP sont suivis de près par le Groupe de travail «Exploitation» du Comité de contact IATA/UPU. Les transporteurs aériens ont manifesté leur préoccupation à propos de la lenteur avec laquelle les Administrations postales procèdent à l'informatisation de leur documentation «Poste aérienne». La plupart des grandes compagnies aériennes disposent d'un système de suivi et de localisation des marchandises, mis en place autour du numéro de la lettre de transport aérien. L'IATA étudie la meilleure façon de pouvoir faire entrer le courrier dans ce système.

6.8 Lors du débat du Conseil exécutif 1989 sur les activités des Groupes de travail IATA-UPU, le pays rapporteur de l'étude 632, les Etats-Unis d'Amérique, a présenté un rapport sur les travaux menés dans ce domaine. L'Administration des Etats-Unis d'Amérique et la République fédérale d'Allemagne, en coopération avec l'IATA, ont mis au point un modèle de code à barres, pouvant

servir à identifier les données figurant sur le bordereau de livraison AV 7. Dans le but de garantir une réelle compatibilité entre ce modèle et le code à barres type déjà approuvé par le CCEP, dans sa recommandation CCEP 1/1988, le Conseil exécutif a décidé de confier la poursuite de ces travaux au Groupe normatif des transmissions électroniques.

Groupe de travail «Télématic» et EDIFACT

6.9 Le Conseil exécutif a créé le Groupe de travail «Télématic» à la suite de discussions au sein du Conseil de coopération douanière (CCD) sur la possibilité de relier le système informatisé postal à celui de la douane.

6.10 Les autorités douanières disposeraient ainsi à l'avance des informations nécessaires concernant les dépêches-avion. Le traitement douanier des dépêches entrantes pourrait ainsi s'effectuer plus rapidement et plus efficacement. Il faudra par conséquent étudier comment parvenir à une compatibilité intégrale de la documentation poste aérienne automatisée comblant les besoins à la fois des Administrations postales, des compagnies aériennes et des autorités douanières.

6.11 Dans ce contexte, le Groupe de travail examine actuellement la possibilité d'utiliser la norme EDIFACT (Electronic Data Interchange for Administration, Commerce and Transport). EDIFACT est un ensemble de règles générales, mises au point par l'Organisation des Nations Unies et régissant les échanges électroniques de données appliquées au commerce international. La norme EDIFACT a été acceptée par l'Organisation internationale de normalisation (ISO) et son utilisation est défendue par de nombreuses organisations internationales, notamment le CCD et l'IATA.

6.12 Le Conseil exécutif 1989 a approuvé un projet de recommandation à soumettre au Congrès, visant à inciter les Administrations à utiliser la norme EDIFACT. Un Congrès-Doc séparé concernant la télématique sera également présenté au Congrès.

6.13 Les travaux actuellement menés par le Groupe de travail «Télématic», ainsi que le projet d'utilisation de la norme EDIFACT sont tous deux pleinement compatibles avec l'étude entreprise par l'étude 643 du CCEP. Pour assurer une totale coordination des futurs travaux dans ces domaines, la Belgique, pays rapporteur du Groupe de travail «Télématic» a accepté de faire partie du Groupe normatif des transmissions électroniques.

7. Méthode d'application de la réglementation du système normalisé de numérotation et de codage à barres

7.1 Le CCEP estime qu'il faut modifier la Convention et non pas simplement s'appuyer sur une recommandation ou une résolution du Congrès, cela pour les raisons suivantes.

7.2 Toute proposition visant à modifier les Actes en fonction du codage à barres doit avoir un caractère *facultatif*, car seul un petit nombre de pays seront disposés à engager les frais considérables que représente la mise en place d'un tel système.

7.3 Mais, une des caractéristiques essentielles d'un système international de ce type est la nécessité d'une normalisation et d'une compatibilité de certains des éléments et procédures techniques, faute de quoi il devient impossible d'implanter un système informatisé pouvant relier différentes Administrations; il s'agit là d'un des principaux objectifs à long terme de ce projet. En fait, l'idée de la compatibilité et de la normalisation des procédures a été, dès le début, le principal objet de l'étude 643.

7.4 C'est pourquoi la proposition du CCEP:

- stipule que les Administrations peuvent, *à titre facultatif*, utiliser des codes à barres informatisés et des moyens d'identification unique aux fins de suivi ou d'autres utilisations de l'identification;
- précise que les Administrations ayant choisi d'utiliser des codes à barres et des moyens d'identification unique doivent se conformer aux spécifications techniques définies par le CCEP.

7.5 Ces exigences techniques ne seront pas précisées dans la Convention. La raison en est que ces spécifications devront être modifiées de temps à autre, soit en raison des progrès technologiques, soit en raison du désir de certaines Administrations de modifier leurs services ou leurs modes opératoires. Il serait difficile en effet de modifier les spécifications de cette nature si elles étaient insérées dans les Actes.

7.6 Le CCEP sera donc habilité à modifier, de temps en temps, s'il le juge nécessaire, telle ou telle spécification technique. Le Bureau international tiendra toutes les Administrations informées des modifications décidées par le CCEP.

8. Les codes à barres, leur fonctionnement

Utilisations et avantages des codes à barres

8.1 Les codes à barres entrent de plus en plus dans la vie quotidienne. Le plus souvent, c'est sur les diverses sortes de marchandises en vente dans les magasins, en particulier sur des articles produits dans des pays techniquement avancés, que le public a la possibilité d'en voir. Ils sont surtout utilisés sur les produits alimentaires (boîtes de conserves, boissons, etc.), sur les livres de poche, les disques, les vidéocassettes, etc.

8.2 Les applications des codes à barres sont de plus en plus nombreuses et de plus en plus perfectionnées. Ces codes ne sont que la partie la plus visible de systèmes plus larges que l'on désigne d'ordinaire sous le nom de systèmes d'identification automatisés et ils constituent un des moyens les plus efficaces pour améliorer l'information destinée à la gestion, l'affectation des ressources et la productivité. Lorsque l'on parle de codes à barres, on ne vise habituellement pas uniquement l'alignement blanc et noir des barres et des espaces, mais l'ensemble des systèmes d'identification automatisés.

8.3 Les codes à barres fournissent aux entreprises un des moyens les plus rapides, les plus précis et les plus efficaces de suivre l'itinéraire de leur marchandise et de leur stock en toutes circonstances et en tout lieu (usines et fabriques, dépôts et entrepôts, magasins et supermarchés). Les possibilités parallèles d'utilisation des codes à barres et des systèmes d'identification automatisés auxquels ils se rattachent pour «suivre» les envois, les sacs postaux du service international sont évidentes.

8.4 Pour donner une idée de la polyvalence des codes à barres, il suffit d'énumérer un certain nombre de domaines qui les utilisent aux Etats-Unis d'Amérique, un des pays les plus avancés dans ce secteur. Les sociétés américaines recourant à des codes à barres représentent pratiquement l'ensemble de la société industrielle d'aujourd'hui: supermarchés, grossistes, banques de sang, laboratoires médicaux, constructeurs automobiles, bibliothèques, constructeurs de matériel électronique, compagnies d'assurance, administrations publiques, universités et combien d'autres encore. La gamme d'application des codes à barres s'élargit sans cesse dans un nombre de pays en progression constante.

8.5 *Les codes à barres accroissent l'efficacité et la productivité essentiellement à trois égards, à savoir:*

8.5.1 *Rapidité.* Grâce aux systèmes d'identification automatisés, les données sont saisies électroniquement beaucoup plus rapidement que par n'importe quelle méthode manuelle. Ces données une fois saisies sont immédiatement accessibles, à tout moment.

8.5.2 *Précision.* Les systèmes de codes à barres sont presque synonymes d'une totale exactitude, car le risque d'erreur humaine, qui souvent se traduit par une lecture erronée ou un faux enregistrement des nombres et des codes n'existe pas. En outre, la technologie utilisée est très simple.

8.5.3 *Fiabilité.* Les caractères de contrôle automatisé contenus dans chaque code vérifient automatiquement que les informations contenues dans ce même code ont été saisies et enregistrées comme il convient. De ce fait, les systèmes fonctionnent de façon cohérente et fiable.

8.6 De nombreuses sociétés du monde entier ont compris que l'information est un outil essentiel de gestion et que les codes à barres constituent un des moyens les plus efficaces de contrôler les données et de fournir en temps utile les informations exactes indispensables au bon fonctionnement de toute entreprise.

Les codes à barres; Leur fonctionnement

8.7 Les codes à barres se présentent sous la forme d'une série de barres verticales sombres et d'espacements clairs de différentes dimensions et combinaisons. Ces barres et ces espacements représentent différents chiffres ou lettres. En les combinant, on obtient un numéro déterminé ou un élément d'information donné qui est traduit (ou codé) en un code numérique ou alphanumérique.

8.8 Les codes à barres sont explorés ou «lus» électroniquement, par balayage horizontal des barres et espacements verticaux, au moyen d'un petit faisceau lumineux. Cette opération s'effectue au moyen d'un instrument électronique qui transmet un point lumineux tout au long du code à barres puis saisit la lumière réfléchiée par le code. Les informations contenues dans le code sont ensuite interprétées par un ordinateur qui est relié au matériel de lecture. Les instruments d'exploration sont habituellement appelés crayons optiques ou pistolets laser, car ils tiennent facilement dans la main.

8.9 Le principe fondamental du fonctionnement d'un code à barres est celui-ci: la lumière est réfléchiée par une surface claire, mais elle est absorbée par une surface sombre. Les barres sombres du code absorbent la lumière, alors que les espacements blancs la reflètent. Ainsi, lors du balayage d'un code à barres, l'appareil «voit» ou «lit» la différence de réflexion entre les barres sombres et les espacements clairs, et émet des signaux électroniques proportionnels qui sont décodés par le reste du système.

8.10 Les codes à barres sont de simples représentations visuelles des lettres et chiffres utilisés pour identifier un objet déterminé, qu'il s'agisse d'une boîte de haricots, d'un livre de poche, d'une cassette vidéo, d'un envoi EMS ou d'une étiquette de sac AV 8. *Les lettres et les chiffres utilisés dans chaque code sont en général imprimés juste au-dessus ou au-dessous des codes à barres, de sorte que le numéro de code peut être utilisé dans les systèmes d'enregistrement manuel tout aussi facilement que dans les systèmes d'enregistrement électronique.*

8.11 La section 9 du présent document donne des exemples de codes à barres postaux actuellement utilisés sur une étiquette de sac AV 8 en usage dans l'Administration postale de la Grande-Bretagne et sur une étiquette EMS de la poste canadienne.

9. Exemples de codes à barres en usage dans le service postal

9.1 Etiquette de sac AV 8 de la poste britannique.

For HONG KONG	Serial No.	From LONDON Foreign Section PAR AVION	
	Date of Despatch	For HONG KONG	Airport of Destination HKG
	Weight kg		
	Airport of Transhipment		
 •LS00335568XGB•			

9.2 Etiquette EMS de l'Administration postale du Canada

Areas Shaded in blue for 'Account Customers' Les espaces ombrés bleus sont à l'usage des clients titulaires d'un compte

Account No. N° de compte	Telephone No. N° de téléphone
--------------------------	-------------------------------

Sender's name and address Nom et adresse de l'expéditeur

Postal Code Postal

TO A Telephone No. N° de téléphone

Postal Code Postal

651003886

COURIER - MESSAGERS

PP 651 003 886 CA

Initial if signature not required upon delivery Initialez si la signature n'est pas nécessaire à la livraison

• This Bill of Lading is subject to audit • Ce connaissement est sujet à vérification

• Do not mail dangerous goods • Ne pas poster de matières dangereuses

• If sender selects "signature not required" option, insurance against loss and damage is waived. • Si l'expéditeur opte pour "signature non requise" il renonce au droit de recevoir un remboursement en cas de perte et de dommage.

Sender's signature Signature de l'expéditeur

CANADA POST CORPORATION SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

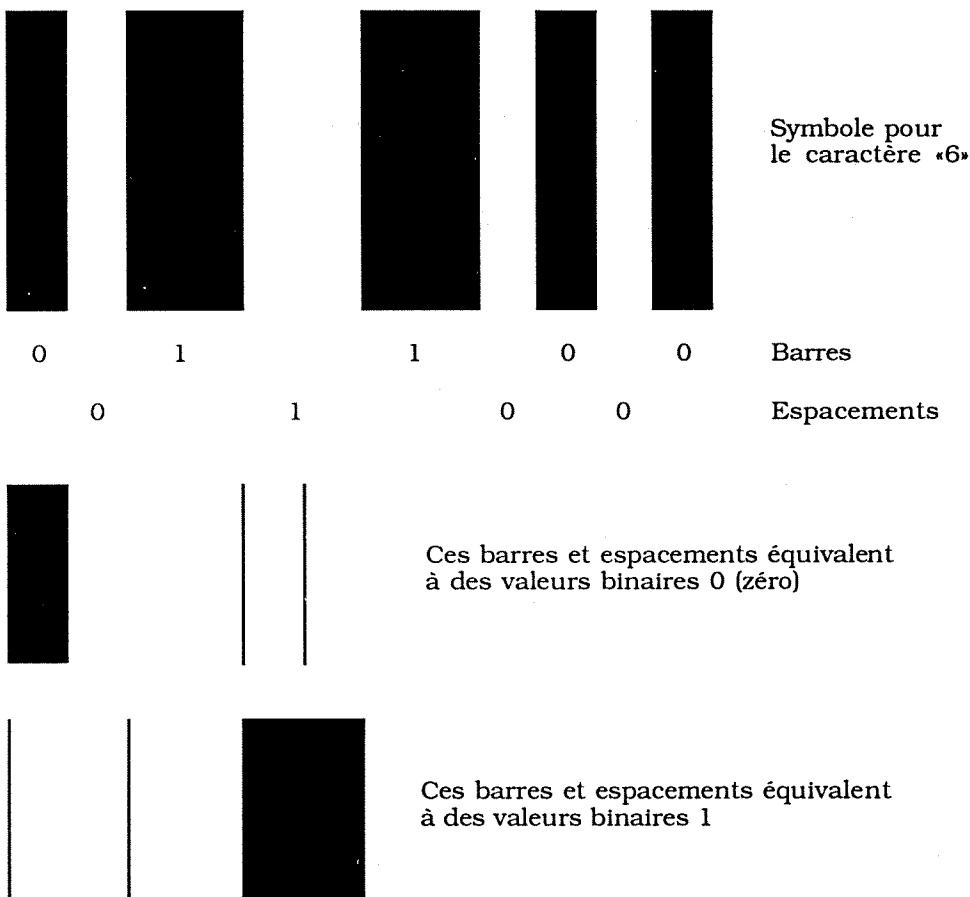
10. Termes techniques

10.1 Caractéristiques du code 39

10.1.1 Le code 39 est un code binaire établi sur la base de la largeur des barres et des espacements: les barres/espacements étroits représentent une valeur binaire 0 (zéro) et les barres/espacements larges une valeur binaire 1 (un).

10.1.2 Chaque caractère se compose de neuf éléments: cinq barres et quatre espacements. Trois de ces éléments sont larges et six sont étroits, d'où le nom de code à barres 39 (3 de 9). Le schéma ci-dessous illustre la structure du caractère.

Code à barres 39



10.2 Caractère de contrôle

Ce caractère de contrôle a essentiellement deux raisons d'être.

Son principal objet est de permettre à l'ordinateur de détecter toute erreur humaine qui peut avoir été commise dans les cas où le code a été inscrit manuellement. En outre, il permet de vérifier que le code exploré électroniquement est lu correctement.

Il fait partie du code. Il est tiré d'une partie ou de la totalité des autres caractères du code et il est calculé d'après une formule mathématique. Etant donné qu'il y a une relation mathématique entre le caractère de contrôle et les autres caractères, si un ordinateur lit mal un caractère, l'erreur apparaît.

10.3 *Le MOD 11 (Formule International Modulus 11)*

C'est une formule type de calcul d'un caractère de contrôle et qui est désignée sous le nom de Modulus 11, car elle implique l'application de facteurs de pondération aux caractères initiaux, l'addition de leurs valeurs et la division de cette somme par 11. Le reste est ensuite soustrait de 11 pour obtenir le chiffre de contrôle.

La formule est la suivante:

- 1 Appliquer les facteurs de pondération aux chiffres de base en utilisant les facteurs de pondération suivants: 86423597.
- 2 Faites la somme des nombres obtenus.
- 3 Diviser cette somme par 11 (onze).
- 4 Si le reste est égal à 0 (zéro), utiliser 5 (cinq) comme chiffre de contrôle. Si le reste est 1 (un), utiliser 0 (zéro) comme chiffre de contrôle.

Soustraire le reste de 11. Le chiffre obtenu correspond au chiffre de contrôle.

Exemple:

Chiffre	4	7	3	1	2	4	8	2	
Facteurs de pondération	<u>x8</u>	<u>x6</u>	<u>x4</u>	<u>x2</u>	<u>x3</u>	<u>x5</u>	<u>x9</u>	<u>x7</u>	
	32+	42+	12+	2+	6+	20+	72+	14	= 200
	200 : 11 = 18				Reste 2				
	11 - 2 = 9				Chiffre de contrôle				

Numéro d'autocontrôle complet: 473124829

10.4 *Le code pays Alpha-II ISO*

Il s'agit d'un code international ISO (International Organization for Standardization) composé de deux lettres correspondant aux noms des pays (exemple: GB pour la Grande-Bretagne). Ces lettres figurent dans la norme internationale ISO 3166. A noter que la recommandation C 77 du Congrès de Rio de Janeiro a préconisé que les codes de la norme ISO 3166 aient la préférence lorsque les codes sont requis dans le service postal, pour des raisons administratives et comptables.

11. **Conclusions**

11.1 *Le Congrès est invité à*

11.1.1 prendre note des principaux aspects de la présente proposition, mentionnés dans le résumé du présent document;

11.1.2 prendre note des explications contenues dans les sections 2, 3 et 4 du document, indiquant:

- a) pourquoi un système de numérotation et de codage est nécessaire,
- b) pourquoi il faut aujourd'hui normaliser le système,
- c) quelles seront les incidences du système sur les pays développés et en développement.

11.1.3 prendre acte qu'un système de numérotation normalisé, susceptible d'être converti en un code à barres type, a déjà été approuvé par le CCEP et fonctionne avec succès dans plusieurs Pays-membres de l'UPU:

- a) depuis 1985, dans le service international EMS (recommandation CCEP 3/1985),
- b) depuis 1987, dans le service international EMS, la poste aux lettres et les colis postaux (recommandations CCEP 7/1987 et 1/1988);

11.1.4 noter que, bien qu'un accord actuel sur un système de numérotation et de codage normalisé représente un premier pas important vers la mise en place d'un système de suivi et de localisation, restent à examiner de nombreux aspects de la question, et que le CCEP propose une poursuite des travaux à leur sujet (voir paragraphes 5.25–5.29 du présent document).

11.2 *C'est pourquoi le Congrès est invité à:*

- approuver le contenu du présent document et à entériner le système international normalisé de numérotation et d'identification par code, basé directement sur les systèmes déjà recommandés par le CCEP et déjà utilisés avec succès, depuis 1985 et 1987, par plusieurs Pays-membres de l'UPU;
- à approuver la proposition 2006.91.

Recommandation CCEP 1/1988

Identification unique des envois, récipients et documents connexes dans les services internationaux EMS, poste aux lettres et colis postaux

Le CCEP,

reconnaissant

les importants avantages de pouvoir fournir à tous les clients dans tous les pays des prestations uniformes et normalisées,

désirant

définir un système d'identification – accepté à l'unanimité – des envois, récipients et documents y relatifs qui serviront de base à la création ultérieure d'un réseau international de suivi postal informatisé,

souhaitant

que les Administrations soient informées et tiennent compte de ce principe avant d'élaborer des applications correspondant à leurs besoins internes en fait d'exploitation ou de gestion,

notant

qu'un système d'identification unique est déjà utilisé pour les envois EMS (recommandation 3/1985 du CCEP),

recommande

- a) que le système EMS soit modifié comme indiqué dans les pièces 1 à 4 afin qu'il y ait une identification unique des envois et des sacs d'envois des services internationaux EMS, poste aux lettres et colis postaux;
- b) que les Pays-membres de l'UPU qui ont institué ou qui projettent d'instituer un système de code à barres pour les services précités appliquent les dispositions des pièces 1 à 4;
- c) que les pays utilisant ou envisageant d'utiliser des codes à barres prennent note que des propositions sur ce point seront présentées par le CCEP au Congrès de Washington en vue de modifier les Actes de l'UPU. Si ces propositions sont acceptées par le Congrès, les dispositions indiquées dans les pièces 1 à 4 deviendront alors obligatoires pour tout pays utilisant des codes à barres, et ce à compter de la date d'application des Actes de Washington.

Les caractéristiques du code à barres 39 sont décrites dans la pièce 2.

La formule de calcul du chiffre de contrôle selon le «mode 11» de l'ISO fait l'objet de la pièce 3.

La note de préfixes à deux caractères pour les positions 1 et 2 du code fait l'objet de la pièce 4.

Identification unique des envois et des sacs d'envois des services internationaux EMS, poste aux lettres et colis postaux

Nombre de caractères: 13

Disposition à partir de la gauche:

- positions 1 et 2: deux caractères alphabétiques pour indiquer le service; une série de caractères est à réserver pour usage dans les services internationaux (voir liste ci-jointe);
- positions 3 à 10 y comprise: numéros d'ordre;
- position 11: chiffre de contrôle généré par ordinateur, conforme au «mode 11» ISO, ou si un tel caractère n'est pas désiré le caractère alphabétique «X» sans signification;
- positions 12 et 13: code des pays ISO Alpha-2 pour désigner le pays d'origine.

Exemple:

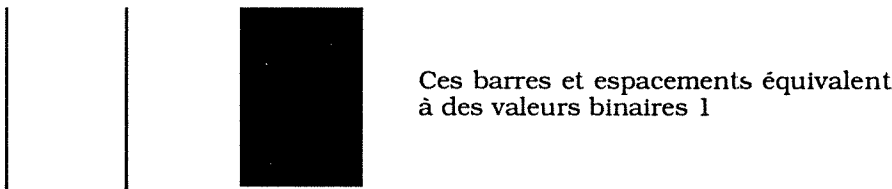
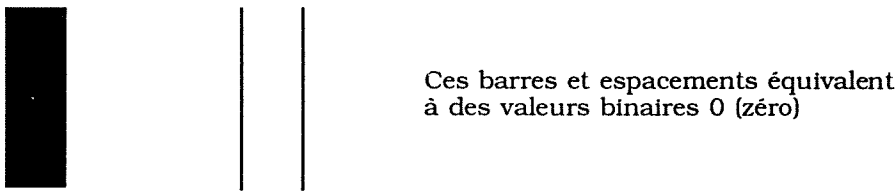
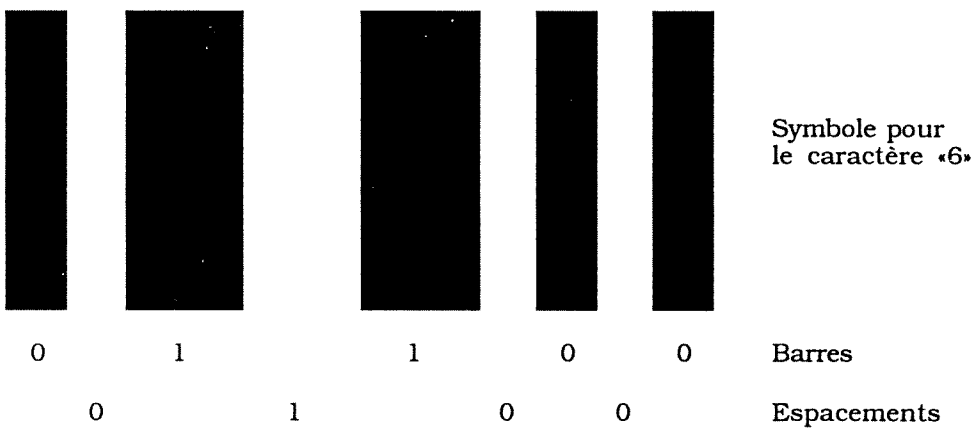
	L	S	1	2	3	4	5	6	7	8	7	G	B
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Sac d'envois de la poste aux lettres													
Numéro													
Chiffre de contrôle													
«Grande-Bretagne»													

Lorsqu'il est utilisé un code à barres pour représenter un moyen d'identification unique d'un envoi ou d'un sac international, ce code doit être le code 39, d'une densité de 5,4 caractères/pouce, auquel est incorporé, dans la position 11 (à partir de la gauche), un chiffre de contrôle généré par ordinateur et conforme au «mode 11» ISO. Si ce caractère n'est pas incorporé, il doit être prévu, dans le code à barres, l'inclusion du caractère alphabétique «X» sans signification à cette position. Les lettres et les chiffres du code d'identification à 13 caractères doivent également être imprimés sous la forme habituelle près du code à barres.

Caractéristiques du code 39

- 1. Dans le code 39, les barres et les espacements sont codés binairement en largeur: les barres/espacements étroits sont interprétés comme une valeur binaire 0 (zéro) et les barres/espacements larges sont interprétés comme une valeur binaire 1.
- 2. Chaque caractère se compose de neuf éléments: cinq barres et quatre espacements. Trois de ces éléments sont larges et six sont étroits, d'où le nom de code 39 (3 de 9). La figure ci-dessous illustre la structure des caractères.
- 3. L'algorithme primaire est binaire; il s'applique à la fois aux barres et aux espacements du code. Les barres ou espacements étroits sont interprétés comme une valeur binaire 0 (zéro), les barres ou espacements larges comme une valeur binaire 1.

Code à barres 39



Formule et module international 11

La formule est la suivante:

- 1. Appliquer les facteurs de pondération aux nombres de base en utilisant les chiffres suivants: 86423597.
- 2. Calculer la somme de ces nombres.
- 3. Diviser cette somme par 11 (onze).
- 4. Si le reste est égal à 0 (zéro), utiliser 5 (cinq) comme chiffre de contrôle. Si le reste est un 1, utiliser 0 (zéro) comme chiffre de contrôle.

Soustraire le reste de 11. Le chiffre obtenu correspond au chiffre de contrôle.

Exemple:

Nombres	4	7	3	1	2	4	8	2	
Facteurs de pondération	<u>×8</u>	<u>×6</u>	<u>×4</u>	<u>×2</u>	<u>×3</u>	<u>×5</u>	<u>×9</u>	<u>×7</u>	
	32+	42+	12+	2+	6+	20+	72+	14	= 200
	200 : 11 = 18 Reste 2								
	11 - 2 = 9 Chiffre de contrôle								

Numéro d'autocontrôle complet: 473124829

Liste des préfixes à deux caractères pour les envois, récipients et documents y relatifs des services internationaux EMS, poste aux lettres et colis postaux

Série E pour EMS

EE = envois EMS

ES = sac/conteneur/récepteur EMS

Série L pour la poste aux lettres

LS = sac/conteneur/récepteur pour la poste aux lettres

Série C pour les colis postaux

CC = colis

CS = sac/conteneur/récepteur de colis

Série R pour recommandation

RR = envois recommandés

Outre les six préfixes ci-dessus, les séries suivantes sont réservées pour utilisation ultérieure aux services postaux internationaux après attribution par le CCEP:

EA à EM

LA à LM

CA à CM

RA à RM

Notes sur les préfixes

L'utilisation de deux caractères alphabétiques pour les deux premiers caractères du moyen d'identification permet un grand nombre de combinaisons (entre 500 et 600 environ), ce qui laisse largement la place à une augmentation ultérieure du nombre des moyens d'identification des services et produits, tant en régime international qu'en régime intérieur. Pour le moment, le CCEP estime cependant qu'il vaut mieux limiter les préfixes au minimum nécessaire pour les premières étapes de mise en place du système.

Toute étiquette devant être utilisée à un guichet postal pour un envoi EMS, pour un recommandé et pour un colis devra, dans la plupart des cas, être préimprimée et il ne serait guère pratique de conserver en permanence au guichet un grand nombre de types différents d'étiquettes. En revanche, il sera possible de conserver une grande gamme d'étiquettes dans les bureaux d'échange, mais, même dans ce cas, il sera souhaitable que le nombre de types différents reste dans des limites raisonnables.

Les six préfixes indiqués ci-devant ont été choisis pour limiter à trois le nombre de préfixes utilisés au guichet, savoir:

- EE pour les envois EMS;
- CC pour les colis;
- RR pour les recommandés.

Ces trois préfixes doubles ont été choisis en raison de leur simplicité fondamentale et aussi pour réduire les risques d'erreur lors de leur enregistrement manuel ou par ordinateur. Ils représentent les flux de trafic les plus courants et les plus importants pour lesquels un code à barres sera vraisemblablement utilisé dans les services internationaux.

L'utilisation des trois autres préfixes ci-après serait normalement restreinte aux bureaux d'échange, soit:

- ES pour un sac/conteneur/récepteur EMS;
- LS pour un sac/conteneur/récepteur de la poste aux lettres;
- CS pour un sac/conteneur/récepteur de colis.

Le choix des caractères a été le suivant:

- E pour «EMS»;
- L pour «Lettres»;
- C pour «Colis»;
- S pour «Sac», mais aussi tout autre récepteur postal tel que conteneur, bac à lettres, intraconteneur, etc.;
- R pour «Recommandé».

Conseil consultatif des études postales

Identification unique des envois, récipients et documents connexes dans les services internationaux EMS, poste aux lettres et colis postaux

Résultats des travaux effectués par le Groupe normatif des transmissions électroniques (GNTE/CCEP) à sa réunion à Berne les 14 et 15 septembre 1989

1. Introduction

Dans le chapitre relatif aux études connexes (chapitre 6), le Congrès – Doc 67 décrit les résultats de l'étude 632 et les travaux du Groupe de travail «Opérations» constitué par le Comité de contact IATA-UPU. Ces travaux, dont le but était d'améliorer les conditions de traitement des dépêches-avion dans les relations entre Administrations et Compagnies aériennes, ont abouti à la conception d'un code à barres à 19 caractères différent de celui énoncé dans la recommandation CCEP 1/1988.

Afin de disposer d'un système cohérent d'identification unique (correspondant aux principes énoncés dans la proposition 2006-91) tout en satisfaisant les besoins opérationnels, le Conseil exécutif a, comme cela est exposé dans les paragraphes 5.29-4, 6.7 et 6.8 du Congrès – Doc 67, chargé le Groupe normatif des transmissions électroniques du CCEP d'engager les travaux en vue d'aboutir à la compatibilité des codes.

Ce Groupe, qui comprend les Administrations suivantes: Grande-Bretagne (Président), Amérique (Etats-Unis), Belgique, Canada, France et Japon, s'est réuni à Berne les 14 et 15 septembre 1989.

Le présent document, établi à la lumière des travaux du Groupe normatif, se fixe comme buts:

- d'exposer la possibilité d'atteindre la compatibilité entre deux codes à barres conçus à des fins différentes;
- de décrire les différents aspects du problème et d'esquisser les principes et les techniques qui pourraient être mis en oeuvre au cas où l'existence d'un code à barres à 19 caractères s'avérerait nécessaire et soit approuvée par le Conseil consultatif des études postales.

2. Bases de travail

2.1 *Domaine d'application*

Les principes ébauchés ci-dessous ne s'appliqueraient qu'aux pays qui souhaitent porter sur les étiquettes des récipients plus d'informations que celles qui sont strictement nécessaires à l'identification comme énoncé dans la recommandation CCEP 1/1988.

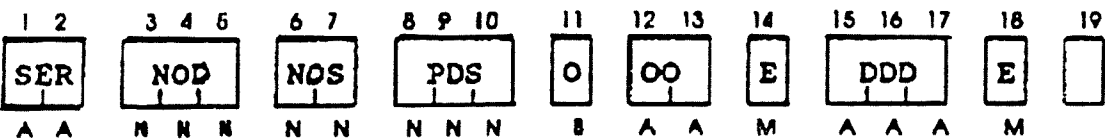
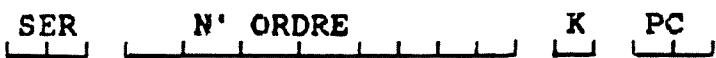
Lorsqu'ils le souhaitent, ces pays utiliseraient un code à 19 caractères, désigné sous le nom «code 19/13».

Les principes de constitution de ce code, décrits ci-après, forment la base de travail du Groupe normatif des transmissions électroniques.

2.2 Principes de constitution d'un code 19/13

Le code 19/13 est conçu de façon à être totalement compatible avec les règles essentielles édictées dans la recommandation CCEP 1/1988. Ses 13 premiers caractères doivent pouvoir être lus et traités par les systèmes de suivi et de pistage. Le code 19/13 doit cohabiter sans problème avec le code à 13 caractères retenu pour l'identification des objets ou des récipients.

2.3 Description du code 19/13



Légende:

- A alphabétique
- N numérique
- M mixte: numérique ou alphabétique
- B numérique, alphabétique ou «X»

3. Description détaillée des champs

Le code 19/13 pourrait être constitué de deux parties: la première partie comprendrait les 13 premiers caractères dont la structure est identique à celle du code d'identification (CCEP 1/1988) et la deuxième partie serait formée par les 6 caractères suivants dont la structure est décrite ci-après.

3.1 Eléments communs avec le code à 13 caractères

1, 2 «SER» SERVICE

Champ alphabétique désignant le service. Une extension de la liste des «services» décrits dans le Congrès – Doc 67 pour y intégrer les besoins liés à la recherche de la compatibilité pourrait être nécessaire. Le Groupe normatif se penchera sur cette question.

3 à 10 N° ORDRE

Identification de l'objet. Ce champ peut être traité par les systèmes d'identification comme une série dont les utilisateurs garantissent l'unicité sur une période d'environ une année.

La compatibilité est assurée par l'introduction d'une signification particulière sur les 8 caractères de ce champ du code CCEP 1/1988. Cette signification est décrite ci-après:

Significations utilisées par le code 19/13

3, 4, 5 «NOD» N° DE DÉPÊCHE

Dans l'état actuel, ce champ est numérique. Il permet d'assurer la numérotation de 999 dépêches. Le problème posé par une éventuelle insuffisance de ce nombre de dépêches dans certaines relations sera étudié par le Groupe normatif.

6, 7 «NOS» N° DE SAC

Champ numérique permettant d'identifier au maximum 99 sacs dans une dépêche. Au-delà, il est conseillé de créer une nouvelle dépêche.

8, 9, 10 «PDS» POIDS

Champ numérique qui pourrait être réservé pour indiquer le poids en hectogrammes.

Le fait que deux sacs dans une dépêche puissent avoir le même poids ne gêne en rien car les champs précédents permettent d'identifier chacun de ces sacs.

11 «K/O» CLÉ DE CONTRÔLE

Dans le code de la recommandation CCEP 1/1988, ce champ, quand il est numérique, est la clé de contrôle du N° d'ordre. Lorsque le contrôle n'est pas souhaité, il doit contenir le caractère «X».

Le code 19/13 utiliserait la possibilité pour les systèmes d'identification de ne pas calculer le modulo en étendant à l'ensemble des caractères les différentes valeurs possibles de la clé de contrôle.

11, 12, 13 «OOO» VILLE D'ORIGINE

Ce champ alphabétique contiendrait le code IATA de la ville d'origine. L'existence d'une valeur non numérique dans le champ 11 signifie qu'il ne faut pas calculer le modulo 11.

En présence d'un code 19/13, les 3 caractères de ce champ seraient le code IATA de la ville d'origine lorsqu'elle est pourvue d'un aéroport.

3.2 *Eléments spécifiques du code 19/13*

14 «E» BUREAU D'ORIGINE

Ce champ alphanumérique contiendrait un caractère permettant d'identifier au moins 36 différents bureaux d'échange d'une ville.

15, 16, 17 «DDD» VILLE DE DESTINATION

Ce champ alphabétique contiendrait le code IATA de la ville de destination lorsqu'elle est pourvue d'un aéroport.

18 «E» BUREAU DE DESTINATION

Champ alphanumérique permettant d'identifier au moins 36 bureaux différents pour une même ville de destination.

19 BLANC

Champ non défini pour l'instant. Il devrait être laissé en «Blanc» jusqu'à ce que le Groupe normatif des transmissions électroniques (GNTE/CCEP) ait proposé une signification à ce champ.

3.3 Exemples de codes montrant les possibilités d'utilisation des différents codes et leur compatibilité

LS 309 45678 X GB	Identification d'un sac de lettres par code à 13 caractères
EE 30756782 3 FR	Identification d'un objet EMS par utilisation du code à 13 caractères
LS 123 45 178 F RA 1 JFK	Identification d'un sac de lettres par le code 19/13
LS 123 45 178 F RA	Identification du même sac grâce aux 13 premiers caractères du code 19/13

4. Conclusions

4.1 Les dispositions esquissées ci-dessus s'inscrivent dans le cadre des besoins et techniques actuelles. Elles ne prennent en compte que les questions ayant fait l'objet des études 632 et 643 du CCEP. Aussi, et conformément aux dispositions du Congrès – Doc 67, § 5.27, toute évolution nécessaire dans ce domaine sera à étudier par le Groupe normatif des transmissions électroniques du CCEP.

4.2 Le Congrès est invité:

- à prendre note des informations supplémentaires contenues dans cet additif ;
- à constater l'avancement des premiers travaux du Groupe normatif des transmissions électroniques;
- à charger le CCEP, par l'intermédiaire de son Groupe de travail GNTE (lequel fait également rapport au CE), d'adapter aux besoins des Administrations les spécifications relatives au code à barres contenues dans l'ensemble du Congrès – Doc 67 et de son additif.

Rapport final de la Commission 2 (Finances)

I. Introduction

1. La Commission des finances a tenu trois séances les 29 novembre, 1er décembre et 5 décembre 1989, sous la présidence de M. Y. Iguchi, Directeur du Bureau des relations internationales de l'Administration postale japonaise. La Commission des finances est composée de tous les Pays-membres représentés au Congrès.

2. Le présent rapport rend compte de l'ensemble des recommandations, décisions et résolutions que la Commission des finances soumet à l'approbation du Congrès.

II. Comptes de l'Union des années 1984 à 1988

(Congrès – Doc 19/Partie I)

3. Au terme de l'examen qu'elle a fait de la première partie du Rapport du Directeur général sur les finances de l'Union, la Commission propose au Congrès:

- a) d'approuver les comptes de l'Union des années 1984 à 1988 en adoptant la résolution C 9 figurant au Congrès – Doc 78.1;
- b) d'exprimer sa reconnaissance au Gouvernement de la Confédération suisse pour l'aide généreuse qu'il a apportée à l'Union dans le domaine des finances en adoptant la résolution C 23 figurant au Congrès – Doc 78.1.

III. Fixation du plafond des dépenses récurrentes de l'Union pour les années 1991 à 1995

(Congrès – Doc 19/Partie II)

4. La Commission s'est attachée à fixer le montant des limites des dépenses récurrentes qui devront être insérées à l'article 124, paragraphe 1, du Règlement général pour la prochaine période financière couvrant les années 1991 à 1995. Acceptant la méthode qui lui a été proposée à cet effet, la Commission a pris comme base le total des dépenses nettes du budget de l'Union pour l'année 1990, approuvé par le Conseil exécutif en avril 1989, à savoir un montant de 24 390 000 francs suisses. Par la suite, la Commission a ajouté à cette base, pour chacune des années concernées de la période 1991 à 1995, les éléments destinés à faire face, d'une part, aux tâches actuelles (frais de personnel et dépenses générales) et, d'autre part, aux incidences financières de la mise en œuvre de nouvelles activités et l'intensification des activités spéciales.

5. A l'égard des dépenses générales, la Commission a approuvé les deux plans financiers quinquennaux proposés par le Bureau international en ce qui concerne, d'une part, le renouvellement du matériel et des machines et, d'autre part, la maintenance du bâtiment de l'UPU.

6. Concernant la mise en œuvre des nouvelles activités et l'intensification des activités spéciales, la Commission a différé à 1992 l'introduction de la base de données informatisées au Bureau international et a adopté, par ailleurs, les crédits proposés à partir de 1991 pour l'institution permanente du contrôle des délais d'acheminement du courrier international, ainsi que pour les activités spéciales visant à adapter le fonctionnement de l'Union aux exigences commerciales et techniques actuelles. De ce fait, la Commission a inclus dans le plafond les incidences financières de ces nouvelles activités et a autorisé le Conseil exécutif à créer trois postes de la catégorie professionnelle (P) et trois postes de la catégorie des services généraux (G), mais n'a en revanche pas retenu la proposition du Secrétaire général visant la création d'un poste P et d'un poste G au titre de soutien administratif.

7. La Commission a constaté que, parmi les décisions prises par les autres Commissions du Congrès, une seule d'entre elles, à savoir la compensation de l'inflation enregistrée depuis le Congrès de Hamburg (10 pour cent), destinée à maintenir la valeur réelle des crédits affectés aux activités d'assistance technique liées aux consultants UPU, occasionne une incidence financière à inclure dans le plafond des dépenses.

8. La Commission a fait sienne la suggestion du Secrétaire général visant à renforcer les activités prioritaires de l'Union en chargeant le prochain CE d'analyser l'ensemble des activités aux fins d'identifier celles qui pourraient être abandonnées, réduites ou mises en veilleuse et d'examiner l'opportunité de supprimer certaines publications, listes ou recueils, ainsi que d'adopter une forme de présentation plus économique de la revue «Union Postale». Cette proposition a été en outre complétée afin d'inciter le Bureau international à recourir plus largement à l'engagement de personnel à terme pour les activités spéciales. La Commission recommande au Congrès d'adopter en conséquence la résolution C 67 figurant au Congrès – Doc 78.2.

9. Compte tenu de l'ensemble des décisions précitées, les limites des dépenses récurrentes que la Commission propose au Congrès d'insérer au paragraphe 1, de l'article 124, du Règlement général ont été arrêtées comme suit, selon le détail figurant à l'annexe 1:

26 070 100 francs suisses pour l'année 1991;

26 586 900 francs suisses pour l'année 1992;

26 800 100 francs suisses pour l'année 1993;

26 773 200 francs suisses pour l'année 1994;

26 935 600 francs suisses pour l'année 1995.

10. Il est à noter que, par rapport au budget de 1990 qui a été pris comme base de calcul, l'augmentation moyenne des plafonds proposés ci-dessus pour les années 1991 à 1995 s'élève à 2,09 pour cent par an.

11. Les délégations de l'Australie, des Etats-Unis d'Amérique, de la Grande-Bretagne et de la République fédérale d'Allemagne ont chacune déclaré que leurs gouvernements ont pour politique de maintenir une croissance nulle en terme réel pour les institutions spécialisées des Nations Unies. Ces délégations sont reconnaissantes au Bureau international des mesures de rationalisation qu'il a déjà prises et estiment qu'il faut aller encore plus loin et font confiance à cet effet aux nouvelles mesures que le CE sera chargé de prendre en application de la résolution C 67 que le Congrès est invité à adopter.

IV. Fixation du plafond des dépenses exceptionnelles et non récurrentes
(Congrès – Doc 19/Add 1)

12. Constatant qu'à part les dépenses du XXI^e Congrès, le Bureau international n'envisage pas d'autres dépenses spéciales non récurrentes, la Commission propose au Congrès de fixer la limite des dépenses du prochain Congrès à 3 676 000 francs suisses selon le détail figurant à l'annexe 2. Pour cette évaluation, la durée du prochain Congrès a été maintenue à cinq semaines, étant entendu que cette durée sera examinée par le CE dans le cadre de l'étude qu'il est chargé d'effectuer quant à l'amélioration ultérieure de la gestion du travail de l'Union (résolution C 8) et qu'il appartiendra alors au CE d'arrêter le budget de l'année 1994 en pleine connaissance de cause.

Washington, le 6 décembre 1989

Le Président de la Commission 2,

Y. IGUCHI

**Limites des dépenses annuelles récurrentes de l'Union
à insérer à l'article 124, paragraphe 1, du Règlement général**

	Année 1991	Année 1992	Année 1993	Année 1994	Année 1995
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
<i>A. Base pour la fixation du plafond des dépenses récurrentes des années 1991 à 1995</i>					
1. Total des dépenses nettes du budget de l'Union pour l'année 1990 approuvé par le Conseil exécutif en avril 1989	24 390 000	24 390 000	24 390 000	24 390 000	24 390 000
<i>B. Dépenses du personnel nécessaire pour faire face aux tâches actuelles</i>					
2. Avancements réglementaires d'échelons dans le même grade du personnel au cours des années 1991 à 1995	227 900	414 700	590 900	756 000	916 400
3. Augmentation de 10 pour cent des crédits budgétaires affectés aux activités d'assistance technique liées aux consultants UPU afin de compenser l'inflation enregistrée depuis le Congrès de Hamburg 1984	165 200	165 200	165 200	165 200	165 200
	393 100	579 900	756 100	921 200	1 081 600
<i>C. Autres frais de fonctionnement du Bureau international</i>					
4. Renouvellement du matériel et des machines	71 000	55 000	92 000	50 000	52 000
5. Maintenance du bâtiment et de ses installations	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000
	221 000	205 000	242 000	200 000	202 000

	Année 1991	Année 1992	Année 1993	Année 1994	Année 1995
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
<i>D. Mise en œuvre de nouvelles activités et intensification des activités spéciales</i>					
6. Constitution d'une base de données informatisées	–	346 000	346 000	196 000	196 000
7. Institution permanente du contrôle des délais d'acheminement du courrier international	443 000	443 000	443 000	443 000	443 000
8. Activités spéciales visant à adapter le fonctionnement de l'Union aux exigences commerciales et techniques actuelles	623 000	623 000	623 000	623 000	623 000
	1 066 000	1 412 000	1 412 000	1 262 000	1 262 000
Plafond des dépenses récurrentes nettes (montants à insérer à l'article 124, paragraphe 1, du Règlement général)	26 070 100	26 586 900	26 800 100	26 773 200	26 935 600

**Limite des dépenses afférentes à la réunion du prochain Congrès (XXIe Congrès)
à insérer à l'article 124, paragraphe 2, du Règlement général**

Eléments de dépenses pris en considération pour un Congrès de cinq semaines	Montants	
	Sfr	Sfr
<i>Déplacement du secrétariat</i>		
Frais de voyages et assurances	1 040 000	
Indemnité de subsistance	1 591 000	
Personnel de renfort	50 000	2 681 000
<i>Installation technique d'interprétation simultanée</i>		500 000
<i>Frais de communication et de transport</i>		
Affranchissements postaux	2 000	
Télégrammes et télex	5 000	
Téléphones et téléfax	8 000	
Transports	60 000	75 000
<i>Reproduction des documents durant le Congrès</i>		350 000
<i>Frais divers</i>		
Locaux supplémentaires	10 000	
Matériel de bureau	5 000	
Frais de représentation	20 000	
Divers et imprévus	35 000	70 000
Total des dépenses du XXIe Congrès (montant à insérer à l'article 124, paragraphe 2, du Règlement général)		3 676 000

Conseil consultatif des études postales

Programme de travail du CCEP 1989-1994 (orientations – mise en œuvre)

Sommaire	Paragraphes
I. Introduction	1 à 4
II. Conception et élaboration du programme de travail	5 à 8
III. Améliorations de l'organisation et du fonctionnement du CCEP	9 à 29
A. Rôle accru des rapporteurs/animateurs et des Présidents de Commission lors des réunions	11 et 12
B. Rôle accru des rapporteurs/animateurs et des Présidents de Commission dans la conduite des études	13
C. Conduite de certaines études par des consultants-spécialistes	14 à 19
D. Formation du «Groupe de recherche-développement»	20 à 24
E. Base de données informatisée	25 à 28
F. Autres améliorations d'ordre pratique	29
IV. Contenu et mise en œuvre du programme de travail	31 à 46
A. Contenu du programme et mise en chantier des études	31 à 34
B. Application de certaines décisions du CCEP sortant	35 à 42
C. Prochaines réunions du CCEP et du CD/CCEP	43 à 46
V. Conclusions	47

Annexes:

1. Calendrier des réunions de colloques, Groupes de travail permanents et Comités de contact
2. Orientation et profils d'études

I. Introduction

1. Le présent Congrès – Doc dont l'élaboration a été recommandée par le CD/CCEP de 1989 (décision CCEP 6/1989) contient:
 - d'une part les éléments justificatifs ou explicatifs du projet de programme de travail 1989–1994 soumis au XXe Congrès *comme proposition d'ordre général n° 020*;
 - d'autre part les idées, réflexions et orientations du CCEP sortant au CCEP entrant.
2. Parmi ces idées, réflexions et orientations, il y a lieu de citer celles contenues dans les documents du CCEP 1988 et du CD/CCEP 1989 approuvés dans leurs grandes lignes:
 - par décision CCEP 7/1988 (Documents CCEP 1988 – Doc 9 et Add 1 et Doc 10 relatifs respectivement au «projet de programme de travail 1989–1994» et à l'organisation et au fonctionnement du CCEP après le Congrès de Washington);
 - par décision CCEP 6/1989 (Documents CD/CCEP 1/1989 – Doc 6 et Add et CD/CCEP 1/1989 – Rapport).
3. Il y a lieu de mentionner aussi les recommandations du Groupe de travail du CE qui avait été chargé d'examiner les propositions du Bureau international concernant le CE et le CCEP ainsi que les recommandations du Groupe de travail du CCEP qui avait eu pour mission de finaliser le projet de programme de travail du CCEP.
4. Les passages essentiels des documents cités ci-dessus sont reproduits dans ce Congrès – Doc sous les rubriques suivantes:
 - conception et élaboration du programme de travail;
 - amélioration de l'organisation et du fonctionnement du CCEP;
 - contenu et mise en œuvre du programme de travail.

II. Conception et élaboration du programme de travail

5. Sur une proposition du Bureau international, le CCEP de 1988 a accepté le principe de l'introduction dans le Règlement général d'une disposition permettant au CCEP d'avoir plus de souplesse dans l'élaboration d'un «programme de travail de base minimum comprenant un nombre limité d'études sur des sujets d'actualité et d'intérêt commun» et d'avoir aussi la possibilité de le «réviser périodiquement en fonction des réalités et des priorités nouvelles». Cette proposition est présentée au Congrès sous n° 1504.2.
6. Cette idée a paru au CCEP d'une utilité évidente qu'il a décidé de l'adopter concrètement en ce qui concerne la conception et l'élaboration du programme 1989–1994 puisque celui-ci a été en effet limité aux études généralement considérées comme urgentes et actuelles au moment de sa préparation, le soin étant laissé au CCEP entrant de mettre à l'étude d'autres sujets qui viendraient à être proposés lors des réunions des colloques, des Groupes de travail et des Commissions.
7. Ainsi qu'il en a été chargé par le CCEP de 1988 (décision CCEP 7/1988), le Groupe de travail restreint, présidé par le Canada, a procédé, entre autres, à la sélection des sujets d'études à la lumière des recommandations et suggestions du CCEP. Le Groupe de travail a présenté les résultats de ses travaux à l'examen et à l'approbation du Comité directeur d'avril 1989.
8. Le Comité directeur agissant par délégation de pouvoir du CCEP a, par décision CCEP 6/1989, approuvé le projet de programme de travail et fixé les modalités de présentation au Congrès sous forme de proposition d'ordre général n° 020 appuyée par le présent Congrès – Doc. Le Comité directeur a également décidé que la présentation devant le Congrès soit faite par le Président du CCEP sortant et, s'il y a lieu, par son Vice-Président (cf. décision CCEP 10/1989).

III. Améliorations visant l'organisation et le fonctionnement du CCEP

9. Lors de la préparation du programme de travail 1989–1994, les Administrations et le Bureau international ont accompagné leurs propositions de sujets d'études d'un certain nombre d'idées et de suggestions concernant l'amélioration de l'organisation et du fonctionnement du prochain CCEP. Ces idées et suggestions acceptées par le CCEP de 1988 (décision CCEP 7/1988) ont été regroupées sous les rubriques suivantes:

- rôle accru des rapporteurs/animateurs et des Présidents de Commission lors des réunions et dans la conduite des études;
- conduite de certaines études par des consultants-spécialistes;
- formation d'un «Groupe de recherche-développement»;
- création d'une base de données informatisée;
- autres améliorations suggérées.

10. L'ensemble des améliorations suggérées devrait par la suite être intégré dans le Règlement intérieur ou dans son annexe: la «marche des travaux du CCEP», après ajustement ou modifications.

A. *Rôle accru des rapporteurs/animateurs et des Présidents de Commission lors des réunions*

11. Les rapporteurs/animateurs des études et les Présidents de Commission doivent prendre des initiatives pour que les réunions de Groupes de travail, de colloques, de Commissions et du Conseil soient l'occasion de discussions et d'échanges utiles et que leurs travaux soient organisés de meilleure façon et qu'ils portent davantage sur les trois séries d'aspects suivants:

- présenter les aspects techniques et opérationnels les plus significatifs des études en cours de réalisation en vue de les approfondir, d'obtenir des éclaircissements, d'affiner l'analyse et la réflexion, de préciser ou de redéfinir les objectifs des études et, enfin, de parvenir à des conclusions ou à des décisions recueillant l'adhésion de tous;
- aborder le plus souvent possible les questions d'actualité intéressant la poste ou son environnement, les relations et le dialogue avec les clients ainsi que les innovations à introduire pour améliorer la gestion et l'exploitation des services nouveaux;
- évoquer, au cours des réunions du Conseil ou de ses Commissions, les actions de coopération ou les expériences intervenues au plan bilatéral ou dans le cadre régional en vue d'étendre le bénéfice à d'autres Administrations et de favoriser les échanges par ce moyen.

12. Les rapporteurs/animateurs des études et les Présidents de Commission doivent, dans un but d'efficacité et d'enrichissement des travaux du CCEP, concevoir leur rôle de façon plus positive et plus dynamique en observant les règles pratiques suivantes:

- s'obliger à fournir de courts exposés écrits sur les questions à discuter, qui seront autant que possible faciles à reproduire et à diffuser, en vue d'assurer une meilleure préparation de la part des participants et aussi pour mieux concentrer les débats;
- associer de plus en plus de spécialistes pour participer aux discussions sur les aspects techniques des études en cours et sur les nouvelles questions d'actualité postale et de développement des communications qui seront soumises à la réflexion ou à l'étude;
- éviter de traiter en séances des questions de gestion administrative des études (calendrier, état d'avancement, etc.) qui seront généralement réglées directement entre le Bureau international et les parties concernées.

B. Rôle accru des rapporteurs/animateurs des études et des Présidents de Commission dans la conduite des études

13. Pour accroître l'efficacité de conduite des études les rapporteurs/animateurs et les Présidents de Commission se doivent d'appliquer strictement les méthodes et procédures déjà prévues dans la «marche des travaux...figurant en annexe du Règlement intérieur» et auront en outre à veiller sur les six points suivants:

- systématiser ou recommander la tenue de colloques pour la conduite des études visant l'amélioration des services et le développement des services nouveaux qui revêtent un caractère technique et nécessitent le concours de spécialistes et l'utilisation de procédures particulières;
- élaborer des questionnaires courts, précis et clairs qui se limitent aux sujets principaux à traiter en évitant de consacrer une bonne partie de ces questionnaires à des informations d'ordre général qui peuvent être tirées d'une banque de données;
- subdiviser les sujets d'études trop vastes en sous-études traitant de domaines spécifiques et les attribuer à des rapporteurs-associés pour accélérer la conduite des études, alléger la charge des rapporteurs et augmenter les possibilités d'analyse et de réflexion;
- veiller à ce que les objectifs des études soient bien définis au départ ou rectifiés chemin faisant en vue de clarifier et de faciliter la conduite des études et l'élaboration des conclusions;
- veiller à ce que les études aboutissent à des conclusions, recommandations ou orientations facilement exploitables et conformes aux objectifs fixés;
- confier la conduite de tout ou partie de certaines études à des spécialistes pour assurer de meilleurs résultats et un gain de temps (spécialistes détachés par les Administrations ou recrutés par le Bureau international).

C. Conduite de certaines études par des consultants-spécialistes

14. Parmi les différentes possibilités de réalisation des études, le CCEP de 1988 a retenu le principe de confier la conduite de tout ou partie de certaines études à des spécialistes détachés par les Administrations ou recrutés par le Bureau international.

15. Le recrutement par le Bureau international de spécialistes pour une durée déterminée a été autorisé par le Conseil exécutif de 1989 qui a décidé en outre de créer, dans le budget de l'Union, un nouveau chapitre en recettes et en dépenses intitulé «activités spéciales» et un «fonds des activités spéciales» jouant un rôle analogue à celui du Fonds de réserve, le but étant de prévoir les fonds nécessaires à cet effet et aussi de constituer l'élément de souplesse indispensable permettant, d'une part, de financer les dépenses imprévues ou urgentes et, d'autre part, de reporter les crédits disponibles d'un exercice financier à l'autre.

16. Les modalités pratiques de conduite des études par les consultants-spécialistes qui sont du ressort du CCEP doivent être prévues dans l'annexe du Règlement intérieur «marche des travaux relatifs aux études du CCEP» pour ce qui est des principes généraux et doivent faire l'objet de précisions complémentaires du CCEP et du Bureau international pour chaque cas considéré.

17. C'est ainsi que d'une façon générale l'utilisation des services de spécialistes dans la conduite des études doit répondre aux critères suivants:

- accélérer la conduite des études;
- parvenir à des résultats plus complets et plus utiles;
- utiliser des connaissances plus fiables ou très spécialisées;
- alléger les travaux du Conseil.

18. Les études à confier aux spécialistes seront arrêtées, en fonction des critères susvisés, par le CCEP qui doit en outre définir leurs orientations, assurer la supervision et adopter des conclusions et recommandations.

19. En application de cette règle, le CCEP qui sera élu par le Congrès de Washington aura à se prononcer dès sa séance constitutive sur les travaux à confier à des consultants au cours de la première année du programme (décision CCEP 7/1989).

D. Formation d'un «Groupe de recherche-développement»

20. L'idée de base est que le CCEP pourrait constituer le creuset idéal pour échanger et diffuser les connaissances et les innovations technologiques ayant des applications dans le secteur postal. Pour donner un sens et un contenu à cet élan de coopération, il est proposé d'associer les contributions des chercheurs, des concepteurs et des opérateurs en matière de technologie postale et d'études de marché, notamment au sein d'un organe approprié ou par le moyen de mécanismes à mettre en place.

21. Parmi les considérations qui justifient la proposition susvisée et qui sont dictées par l'intérêt commun des Administrations d'unir leurs efforts pour développer la poste et la préserver des assauts de la concurrence, il faut citer les points saillants suivants:

- les services et les produits postaux recourent de plus en plus à des techniques de pointe qui leur sont propres ou à des innovations technologiques utilisées dans d'autres secteurs;
- les études du CCEP sont de plus en plus orientées vers l'intégration et la généralisation de techniques et technologies;
- les Administrations doivent, pour élaborer et mettre en pratique les innovations et les améliorations désirées, créer des services spécialisés chargés de la recherche, des études, des contrôles, des tests, des expérimentations et des échanges;
- les Administrations sentent la nécessité impérieuse de coordonner leurs efforts, de confronter et d'harmoniser leurs expériences et de faire circuler l'information pour parvenir à une meilleure intégration, pour assurer une plus grande efficacité dans leurs échanges, pour réaliser un gain de temps et pour faire front à la concurrence.

22. Le Groupe de recherche-développement serait composé de responsables de centres nationaux de recherches postales, opérant au sein des Administrations postales dans les domaines suivants:

- technologie postale (conception, fabrication et entretien de matériel postal);
- études de marché et produits nouveaux (conception, essais, développement et marketing);
- prospective et moyens de lutte contre la concurrence.

23. Le rôle du Groupe de recherche-développement pourrait, dans un premier temps, être défini autour de six axes principaux:

- établir son programme de travail parallèlement à celui du CCEP en prenant en compte d'autres facteurs et éléments d'ordre technique;
- mettre en œuvre un mécanisme d'échange d'expériences et d'informations sur les techniques et produits nouveaux introduits sur le marché postal;
- étudier les moyens d'application pratique des innovations technologiques aux procédés d'exploitation et de gestion postales;
- élaborer et diffuser périodiquement à l'ensemble des Pays-membres de l'UPU des publications sur les innovations applicables au système postal;
- mettre en œuvre un programme visant la création de centres de recherche-développement dans les pays qui n'en disposent pas ou au niveau régional;
- mettre en œuvre un programme de formation en matière de recherche-développement en faveur des cadres chargés des études et de l'ingénierie.

24. Le principe de la création d'un groupe spécialisé n'ayant pas été accepté formellement le CCEP a préféré réunir, dans une première phase, un colloque sur cette question ce qui permettrait aux participants de proposer au CCEP de 1990 les structure et mécanisme de collaboration et de travail qui s'avèreraient utiles, étant entendu que les réunions d'un tel groupe devraient de préférence se tenir dans le cadre des sessions du CCEP pour des raisons d'ordre pratique et d'efficacité.

E. Base de données informatisée

25. Le CCEP de 1988 et le CE de 1989 ont approuvé le principe d'une mise en place, par étapes, d'une base de données informatisée au Bureau international à laquelle les Administrations pourraient avoir accès et dont les caractéristiques seront adaptées à un volume volontairement limité d'informations prioritaires. Cette mise en place devrait, de la part du Bureau international, s'accompagner du contrôle attentif de la validité des données que les Administrations seront amenées à fournir et ne devrait pas donner lieu à la suppression de la production des documents sous forme imprimée.

26. En ce qui concerne le CCEP, il y a lieu de souligner l'intérêt et l'utilité pour les Administrations et le Bureau international de disposer d'un tel outil de travail pour faciliter la conduite des études et pour renforcer la fiabilité des résultats.

27. Le Conseil consultatif et le Bureau international auront à rassembler et à mettre à jour dans la base de données les informations utiles déjà disponibles dans les publications et recueils existants ainsi que d'autres informations à recueillir; l'objectif étant de répondre aux besoins identifiés par les utilisateurs.

28. Il est utile de mettre l'accent sur les aspects positifs de l'existence de cette base de données en ce qui concerne notamment la limitation des questionnaires des études, le gain de temps et la fiabilité des données des résultats.

F. Autres améliorations d'ordre pratique

29. Plusieurs propositions d'amélioration du fonctionnement des organes de l'UPU, notamment le CE et le CCEP, ont été approuvées par ces derniers dans les thèmes suivants:

- inviter les Présidents des Commissions du CE et du CCEP à suivre la nouvelle pratique du CCEP quant à la présentation des rapports en séance plénière, consistant à limiter les exposés oraux détaillés aux décisions renvoyées en plénière;
- laisser aux prochains CE et CCEP le soin de décider eux-mêmes du nombre de leurs Commissions en fonction des tâches qui leur seront confiées et de leur programme de travail;
- inviter le CE et le CCEP à ne demander des rapports complémentaires au Bureau international qu'en cas de réelle nécessité;
- poursuivre les efforts déjà entrepris quant à la rationalisation des documents de travail du CE et du CCEP et les compléter par les mesures suivantes:
 - résumer le contenu quand le document dépasse quatre pages,
 - numéroter les paragraphes dans tous les documents pour qu'il ne soit pas nécessaire de se référer à la pagination,
 - éviter que les graphiques ne fassent double emploi avec les développements correspondants,
 - éviter les rappels historiques et les renvoyer dans des annexes quand ils sont longs,
 - inviter les Administrations qui rédigent un document à tenir aussi compte de ces recommandations.

30. En outre, il est préconisé d'adopter les mesures suivantes pour améliorer le déroulement des séances du CE et du CCEP:

- assistance renforcée du Bureau international aux Présidents dans la conduite des débats, au moyen d'un guide;
- strict respect des dispositions des règlements intérieurs et de la ponctualité;
- limitation des interventions et des débats aux questions directement liées aux travaux en cours;
- identification de documents de simple information ne donnant lieu, en principe, à aucun débat;
- programmation éventuelle de Commissions ou de Commissions et Groupes de travail siégeant simultanément si les circonstances le permettent.

IV. Contenu et mise en œuvre du programme de travail

A. Contenu du programme et mise en chantier des études

31. Le programme de travail 1989–1994 qui sera issu du XXe Congrès comprendra, d'une part, les sujets retracés en annexe à la proposition d'ordre général n° 020 (résolution) et, d'autre part, tous ceux qui auront été retenus par le Congrès tout au long des travaux de ses commissions et séances plénières.

32. Le CCEP prochain aura donc à mettre en œuvre ce vaste programme en procédant à la mise en chantier d'une bonne partie des études. Pour faire gagner du temps à son successeur et surtout pour éviter d'en perdre, le CCEP sortant a pris l'initiative d'élaborer deux sortes de documents préparatoires qui sont joints au présent Congrès – Doc:

- calendrier des réunions de colloques, Groupes de travail permanents et Comité de contact (annexe 1);
- orientation et profils d'études (annexe 2 et 17 pièces).

33. C'est ainsi que pour répondre au vœu quasi unanime formulé par les Administrations qui ont constaté que les colloques sont l'occasion idéale de procéder à un vaste échange d'idées et d'informations, d'adopter des décisions de remodeler le programme d'étude aux problèmes et réalités, il a été jugé nécessaire de prévoir un certain nombre de colloques sur les sept sujets les plus actuels et les plus importants du programme. Cette série de 14 colloques ainsi que les réunions des Groupes de travail permanents et de Comités de contact ont été répartis sur quatre années du programme 1990 à 1993, selon un calendrier permettant d'équilibrer la charge de travail de chaque session du CCEP. Le calendrier ci-joint en annexe 1 fait ressortir, pour les 13 séries de réunions ainsi prévues, une moyenne de 12 séances par session; ceci sans compter les réunions des autres Groupes de travail des études qui devront se tenir selon les besoins et à l'initiative des rapporteurs.

34. La deuxième série de documents préparatoires joints en annexe 2 ont été élaborés par le CCEP sortant pour faciliter et accélérer la mise en chantier des études dès la première année du quinquennat. C'est ainsi qu'ont été retracés:

- les facteurs devant influencer sur les objectifs des Commissions du CCEP qui constituent une sorte de rappel des priorités;
- la répartition par champ d'activités des études du programme tel qu'il a été proposé (propositions d'ordre général 020);
- les 17 profils d'études correspondant aux 17 sujets d'études principales et dont le contenu donne des informations très utiles pour les futurs rapporteurs/animateurs et Présidents de Commission au triple plan stratégique, tactique et pratique.

B. Application de certaines décisions du CCEP sortant

35. Certaines décisions du CCEP sortant auront des implications sur les travaux du nouveau CCEP au cours de la période d'étude 1989–1994. Il est utile, dès lors, de les évoquer ci-après pour permettre au nouveau Conseil d'en faire application.

a) Télématicque (décision CCEP 8/1989)

36. L'étude «Télématicque» qui avait été entreprise par la Belgique dans le cadre du CE (Commission 7) doit être poursuivie par le CCEP dans ses aspects techniques relevant de sa compétence. Le CCEP entrant aura à :

- confirmer ou désigner le rapporteur;
- constituer le Groupe de travail;
- déterminer les tâches à entreprendre au sein de l'UPU et en relation avec le CCITT, le CCD et l'IATA;
- arrêter la procédure d'information du CE sur les autres aspects relevant de la compétence de celui-ci, notamment ceux concernant les Comités de contact CCD/UPU et IATA/UPU.

b) Sécurité (décision CCEP 9/1988)

37. L'étude sur la «Sécurité» inscrite dans le programme de travail 1989–1994 dans la partie «champ d'activité n° 5. Gestion» portera sur les domaines suivants: envois, fonds et valeurs, personnel, bâtiments et moyens de transport. Cette étude doit comprendre aussi les «mesures pour assurer la sécurité des services et des usagers de la poste pour les mettre à l'abri du terrorisme», comme cela a été préconisé par la résolution 42/159 de l'Assemblée générale de l'ONU. Le CCEP aura de ce fait à préciser les actions d'information, d'étude et de concertation qui doivent être mises en œuvre par le Groupe de travail à constituer et par le Bureau international. Il est important de signaler les actions menées dans le cadre régional par des Unions restreintes qui constituent des expériences à encourager et à généraliser.

c) Service EMS (décision CCEP 11/1988)

38. Le CCEP de 1988 et son Comité directeur de 1989 ont donné leur aval pour faire examiner par le CCEP de 1990 les résultats des études 671.13, 671.15, 671.31 et 671.37 dont l'achèvement était prévu pour fin 1989. Il a été également décidé de soumettre au CCEP élu, dans sa séance constitutive de Washington, la question importante du programme des contrôles à effectuer dans le cadre de la mise en œuvre du système de mesure de la qualité des envois EMS (étude 671.15). L'étude globale devra se poursuivre en application des décisions du CCEP en la matière, notamment:

- recommandation CCEP 2/1988 – Normes de service à la clientèle;
- décision CCEP 11/1988: Service EMS – Stratégies optimales pour les années 1990.

Le CD/CCEP de 1990 aura également à examiner les questions relatives à la préparation du colloque EMS de 1990.

d) Courrier électronique (décision CCEP 12/1988)

39. Lors de sa session de 1988, le CCEP, prenant en considération les propositions de sa Commission 7, a décidé de poursuivre l'étude 503 sur le courrier électronique. Il a, en particulier, autorisé le Sous-Groupe de travail 503 à poursuivre ses activités et a approuvé le principe d'organiser des colloques sur le courrier électronique tous les deux ans. Le CCEP entrant, aura, entre autres, à confirmer ou à désigner les membres du SGT 503 dont les deux principales missions sont de mener l'étude 503 et de collaborer avec le CCITT et le Groupe de Paris dans ce même domaine. Le CCEP entrant devra également charger son Comité directeur d'organiser, lors de sa réunion de mai 1990, les réunions du SGT 503 et du colloque sur le courrier électronique prévues pour sa session de l'automne 1990.

e) Relations avec l'UIT/CCITT (décision CCEP 23/1988)

40. Ayant eu à examiner l'état des relations avec l'UIT/CCITT, le CCEP de 1988 a pris acte de l'excellente collaboration instituée dans plusieurs domaines d'intérêt commun et a décidé de poursuivre ces activités et de renforcer la coopération instaurée entre l'UIT et l'UPU et entre le CCITT et le CCEP. Le CCEP entrant aura à désigner parmi ses membres ceux qui devront le représenter au sein du Comité de contact CCEP/CCITT.

f) Relations avec l'ISO (décision CCEP 22/1988)

41. Le CCEP de 1988 ayant pris acte de l'état satisfaisant des relations ISO/UPU a décidé de poursuivre les activités de normalisation et de renforcer la collaboration ISO/UPU. Le cadre de ces relations étant déjà tracé dans les structures existantes, le CCEP entrant aura, entre autres, à confirmer ou à désigner, parmi ses membres, ceux qui devront représenter l'UPU au sein du Comité de contact ISO/UPU dont une réunion est prévue pour 1990.

g) Relations avec les organisations internationales des éditeurs de la presse et du livre (décision CCEP 4/1988)

42. En créant le Comité de contact «Éditeurs – UPU», le CCEP de 1988 a arrêté provisoirement la composition de cet organe jusqu'au prochain CCEP (trois organisations représentant les éditeurs et huit Administrations postales, dont la France, comme porte-parole). Le CCEP entrant aura donc, pour premières tâches dans ce domaine, à désigner parmi ses membres, ceux qui devront le représenter au sein du Comité de contact «Éditeurs – UPU» et à charger son Comité directeur d'organiser la réunion de ce Comité de contact prévue pour 1990.

C. Prochaines réunions du CCEP et du CD/CCEP (décision CCEP 7/1989)

43. Tenant compte de la nécessité pour le futur CCEP qui sera élu à Washington d'examiner, lors de sa séance constitutive, la poursuite de certains travaux entamés dans le cadre du programme 1984–1989 et la mise en chantier à bref délai des études du nouveau programme 1989–1994, le CD/CCEP de mai 1989 a approuvé:

- le projet d'ordre du jour de la séance constitutive du CCEP prévue dans le cadre du Congrès de Washington;
- le projet d'ordre du jour de la réunion de mai 1990 du nouveau CD/CCEP.

44. En plus des tâches habituellement dévolues au CCEP constitutif (élections des organes et répartition des études), le nouveau CCEP devra procéder à certains travaux relatifs à la mise en chantier des études comme la constitution des Groupes de travail, la définition des objectifs et des calendriers de réalisation.

45. Le CCEP entrant devra en outre, à la demande du CD/CCEP de mai 1989, examiner deux autres points:

- études à confier à des consultants-spécialistes pour permettre au Bureau international de procéder aux formalités de recrutement et de mise en œuvre;
- service EMS: programme des contrôles à réaliser et délégation de pouvoirs au CD/CCEP de mai 1990 d'examiner les questions se rapportant aux résultats des autres études de ce service en voie d'achèvement (671.13, 671.15, 671.31 et 671.37).

46. Le CD/CCEP de mai 1990 aura, en plus de cette délégation à procéder au lancement des travaux de préparation du CCEP de 1990 et notamment ceux relatifs aux différents colloques et Comités de contact à réunir en automne 1990.

V. Conclusion

47. Les éléments insérés dans ce Congrès – Doc permettent d'éclairer les Administrations sur la conception, le contenu et la mise en œuvre du programme de travail 1989–1994 que le Congrès de Washington est appelé à examiner et à approuver (proposition d'ordre général 020). Le CCEP prochain y puisera également des précisions de nature à lui faire gagner du temps.

Berne, le 29 août 1989

Pour le Conseil consultatif des études postales:

Le Président,

A. HOUISSA

Programme de travail du CCEP 1989–1994 (orientations – mise en œuvre)**Calendrier des:**

- **colloques**
- **Groupes de travail permanents**
- **Comités de contact**

Colloques, Groupes de travail permanents, Comités de contact	Champs d'activités	Année et nombre de séances			
		1990	1991	1992	1993
1. Colloques					
– Prospective du marché postal	1	2	2	2	2
– Courrier électronique	2	2	–	2	–
– Service EMS	2	2	2	2	2
– Distribution du courrier: moyens- contrôle	3	–	2	–	–
– Recherche et développement	4	2	–	–	–
– Communication interne et mesures d'incitation	6	–	–	1	–
– Décentralisation – Gestion des bureaux de poste	5	–	–	–	1
2. Groupes de travail permanents					
– SGT 503 courrier électronique	2	1	1	1	1
– Groupe mixte ISO/UPU «Adressage»	3	1	1	1	1
– Groupe normatif des transmissions électroniques	4	1	1	1	1
3. Comités de contact					
– Editeurs –UPU	1	1	1	1	1
– CCEP/CCITT	2	–	1	–	1
– ISO/UPU	3	1	1	1	1
Totaux		13	12	12	11

Soit 13 séries de réunions et 48 séances.

Note. – Aux réunions sus-indiquées de colloques, Groupes de travail permanents et Comités de contact, il conviendrait d'ajouter ultérieurement les réunions de Groupes de travail des études qui devront se tenir selon les besoins et à l'initiative de rapporteurs.

Programme de travail du CCEP 1989-1994 (orientations – mise en œuvre)

Orientations et profils d'études

A. Facteurs devant influencer sur les objectifs des Commissions du CCEP

1. Suivi de la concurrence
2. Amélioration constante de la qualité de service
3. Adaptation rapide des services postaux aux besoins des clients
4. Utilisation des techniques modernes pour mieux contrôler l'exploitation traditionnelle
5. Prise en compte des besoins de normaliser de plus en plus pour mieux réagir et servir
6. Utilisation des moyens efficaces pour transférer la technologie
7. Institution de relations interpostales plus commerciales et contractuelles
8. Formation et motivation de l'élément humain
9. Remise en cause des méthodes de gestion inadaptées et institution des systèmes de gestion modernes pour mieux répondre aux besoins du marché/client

B. Répartition par champ d'activité des études du programme

- Champ d'activité 1: La poste et ses marchés (avec 3 études principales et 6 sous-études)
- Champ d'activité 2: Développement des services rapides (avec 2 études principales et 12 sous-études)
- Champ d'activité 3: Exploitation et qualité de service (avec 4 études principales et 6 sous-études)
- Champ d'activité 4: Modernisation (avec 3 études principales et 8 sous-études)
- Champ d'activité 5: Gestion (avec 3 études principales et 5 sous-études)
- Champ d'activité 6: Ressources humaines (avec 2 études principales et 4 sous-études)

C. Profils d'études

Dix-sept profils d'études ci-joints (un profil pour chaque étude principale) (pièces 1 à 17 de l'annexe 2)

PROGRAMME DE TRAVAIL DU CCEP 1989-1994

Champ d'activité n° 1: La poste et ses marchés

Profil d'étude

- 1. Titre: **Stratégies commerciales dans les divers métiers de la poste**
- Numéro:
- Sous-études:
 - Métiers de la poste (correspondances, marchandises, publicité, presse, EMS, courrier électronique, services financiers)
 - Suivi de la concurrence et repostage
 - Suivi des besoins de la clientèle
 - Segmentation des marchés
 - Produits nouveaux
 - Stratégies recommandées
 - Prospective postale (C 104)
- Propositions émanant de: Thème d'étude formulé à partir des sujets suivants proposés par 8 Administrations et de l'étude permanente C 104 – «Etude prospective du marché postal»:

Sujets extraits du document CCEP 1988 – Doc 9/Annexe 9:

- Elaboration de stratégies en matière de marketing postal (6.A3)
- Stratégies de produits adaptées aux besoins de la clientèle et aux défis de la concurrence (9.A3)
- Mesure des besoins et perceptions de la clientèle (10.A3)
- Renforcement de l'élément «marketing» dans le processus de prise de décision des Administrations postales (11.A3)
- Repostage des envois déposés hors du pays de l'expéditeur (43.A3)
- Détermination des causes prépondérantes ayant favorisé la création des services parallèles (concurrence) (44.A3)
- Adaptation de la gamme des services postaux aux besoins de la clientèle internationale (68.A3)
- Etude prospective du marché postal (C 104 – Etude permanente)
- Publicité directe et trafic postal (7.A3).

2. Antécédents: L'évolution rapide des besoins de la clientèle et l'existence d'une concurrence active exigent des Administrations postales qu'elles trouvent des réponses à cette situation plus dynamiques et axées sur les besoins du marché. De plus en plus, les Administrations lancent des actions sur toute une série de fronts (intérieurs et internationaux). Toutes ces actions demandent à être évaluées d'une façon plus systématique au sein de l'UPU qui servira ainsi à faire converger les efforts de chaque Administration et à coordonner, le cas échéant, les réponses apportées en matière de service international.

3. Objectifs:
 - Identifier les initiatives les plus prometteuses, prises par les Administrations postales, afin de faire face à l'évolution des besoins du marché et à une concurrence qui se développe (services intérieurs et internationaux).
 - Définir la meilleure manière dont l'Union peut soutenir ces efforts.

4. Lien avec les stratégies globales:
 - Les objectifs principaux concernant les produits de la poste (services intérieurs et internationaux) et la commercialisation seront définis par le Congrès de Washington.
 - Point 6 de la Déclaration de Hamburg.

5. Résultats prévus:
 - Un état clair des orientations suivies, et à suivre, en matière de stratégie de commercialisation postale.
 - Recommandations aux Administrations sur les actions à mener, le cas échéant, sur le front intérieur.
 - Recommandations sur une ligne d'action que l'UPU doit suivre dans son travail de coordination des actions concernant le service international, visant à concevoir des produits plus adaptés aux besoins de la clientèle.

6. Date de début et de fin de l'étude: Décembre 1989 – Octobre 1992.

7. Etapes principales et points clés de l'étude:
 - Décembre 1989 – Octobre 1990 – Recueil des informations. Préparation d'un colloque de spécialistes de la planification et de la commercialisation des produits.
 - Octobre 1990 – Colloque destiné à déterminer les orientations à suivre.
 - Novembre 1990 – Octobre 1991 – Réalisation d'autres études jugées nécessaires. Recommandations du CCEP.
 - Octobre 1990 – Octobre 1992 – Etudes complètes. Adoption, le cas échéant, d'autres recommandations.

Rubriques à compléter ultérieurement

8. Moyens
nécessaires:
9. Pays rapporteur:
10. Participants:

PROGRAMME DE TRAVAIL DU CCEP 1989-1994

Champ d'activité n° 1: La poste et ses marchés

Profil d'étude

1. Titre: **Réseau de distribution et analyse de la clientèle**

– Numéro:

– Propositions émanant de: Thème d'étude formulé à partir des sujets suivants proposés par deux Administrations:
 - Réseau de distribution et analyse de clientèle (13.A3).
 - Spécifications techniques et prescriptions en ce qui concerne la distribution dans les boîtes aux lettres des grands immeubles (12.A3).

2. Antécédents: L'organisation de la distribution a fait l'objet des études spécifiques suivantes réalisées dans le cadre de programmes précédents du CCEP:
 - Motorisation de la distribution urbaine et rurale (Plaquette 55 1964).
 - Appareils et moyens utilisés pour le classement par voies et numéros du courrier à distribuer (Plaquette 74 – 1968).
 - Circuits de distribution – Détermination des paramètres – Fixation des charges de travail des agents (Publication en 1989).

3. Objectifs: La poste devrait parvenir à la connaissance détaillée de sa clientèle. Un développement et une mise en forme de cette connaissance permettraient de l'exploiter en vue d'un ciblage de la clientèle utile à la fois à la poste, pour le développement de ses prestations, et à d'autres entreprises, pour la diffusion de leurs propres produits.

4. Lien avec les stratégies globales: A compléter après l'adoption par le Congrès de Washington du programme général d'action de l'UPU.

- | | | |
|----|---|---|
| 5. | Résultats prévus: | <ul style="list-style-type: none">- Méthodes de segmentation de la clientèle.- Constitution de fichiers clientèle (méthodes et moyens).- Utilisation de fichiers par la poste et par les entreprises.- Systèmes modernes de distribution dans le grands ensembles, des gros clients, des localités isolées et de l'habitat dispersé. |
| 6. | Date de début et de fin de l'étude: | Début 1990 – fin 1991. |
| 7. | Etapas principales et points clés de l'étude: | <p>Lancement de l'étude. Préparation du colloque sur la distribution du courrier prévu pour la session d'octobre 1991.</p> <p>Novembre 1991 – Février 1992 – Mise en forme des documents du colloque et publication et diffusion des résultats de l'étude et du colloque.</p> |

Rubriques à compléter ultérieurement

- | | |
|-----|---------------------|
| 8. | Moyens nécessaires: |
| 9. | Pays rapporteur: |
| 10. | Participants: |

PROGRAMME DE TRAVAIL DU CCEP 1989-1994

Champ d'activité n° 1: La poste et ses marchés

Profil d'étude

1. Titre: **Presse et édition**
 - Numéro:
 - Propositions émanant de:
 - Bureau international et CCEP.
 - Poursuite des travaux de l'étude 611 du Programme du CCEP 1984-1989. Reconstitution du Comité de contact Editeurs-UPU créé en 1988.
 - Extrait du document CCEP 1988 – Doc 9/Annexe 9:
25. Presse et trafic postal – Dialogue avec les clients (étude 611) *Poursuite des travaux de l'étude dans le cadre du Comité de contact «Editeurs-Poste»* créé en mai 1988.
2. Antécédents:
 - Colloque sur la presse et le trafic postal organisé par le CCEP en 1987 dans le cadre de l'étude 611 en deux parties:
 - 1re partie entre Administrations postales.
 - 2e partie entre Administrations et organisations internationales représentant les éditeurs de la presse et du livre.
 - Comité de contact «Editeurs-UPU»: réunions tenues en 1988 et 1989.
3. Objectifs:
 - Dialogue entre les Administrations postales et leurs clients de la presse et du livre en vue d'apporter des solutions aux problèmes qui se posent dans le service de la presse et du livre et d'améliorer la qualité des prestations.
 - Parvenir à rentabiliser ce service par l'application de systèmes d'exploitation et de tarification appropriés.
4. Lien avec les stratégies globales: Ce thème s'inscrit parfaitement dans le cadre des efforts des Administrations d'avoir des contacts suivis avec leurs clients importants ainsi que l'a préconisé la Déclaration de Hamburg 1984.

5. Résultats prévus:
- Entretenir une collaboration organisée avec les clients.
 - Elaborer des accords et les faire appliquer.
 - Définir et édicter des mesures concrètes d'amélioration sous forme de recommandations aux Administrations.
6. Dates de début et de fin de l'étude: Décembre 1989 – Octobre 1993.
7. Etapes principales et points clés de l'étude:
- Elaboration d'un plan de travail (programme, modalités, etc.) – Décembre 1989.
 - Préparation des réunions du CC Editeurs-UPU
 - Travail permanent.
 - Publication des résultats
 - Travail permanent.

Rubriques à compléter ultérieurement

8. Moyens nécessaires:
9. Pays rapporteur:
10. Participants:

PROGRAMME DE TRAVAIL DU CCEP 1989–1994

Champ d'activité n° 2: Développement des services rapides

Profil d'étude

- | | |
|----------------------------|---|
| 1. Titre: | Service EMS |
| – Numéro: | |
| – Sous-études: | <ul style="list-style-type: none"> – Qualité de service – Extension géographique – Image commune – Suivi des envois et réclamations des clients – Compensation financière entre Administrations – Prestations additionnelles – Problèmes de douane |
| – Propositions émanant de: | Sujets formulés à partir des propositions émanant de plusieurs Administrations et du Bureau international. |

Extraits du document CCEP 1988 – Doc 9/Annexe 9

- | | |
|------|--|
| 21 | Service EMS. Courrier accéléré international (étude 671) |
| 21.1 | Promotion du service EMS dans les petits pays/les moins développés (72.A3) |
| 21.2 | Mise au point d'un système international de suivi et de codage à barres des envois de l'espèce (73.A3) (à conduire en étroite relation avec l'étude n° 9 concernant la poste aux lettres et les colis postaux) |
| 21.3 | Mise en place d'un système de mesure de la qualité du service (74.A3) |
| 21.4 | Revision du système du déséquilibre des échanges (75.A3) |
| 21.5 | Elaboration de programmes communs de publicité et de commercialisation (76.A3) |
| 21.6 | Spécifications des bureaux centralisateurs et de réacheminement des dépêches EMS et influence de ces bureaux sur l'augmentation du trafic (77.A3) |
| 21.7 | Réseaux unissant des groupes de pays pour le suivi et le pistage informatisés des envois EMS et des colis postaux (78.A3) (à fusionner avec le sujet n° 21.2) |
| 21.8 | Relations avec les douanes – Echange des informations sur les procédures et les restrictions douanières entre les pays assurant le service EMS (79.A3) (à conduire en relation avec le CE et l'IATA)) |

- 21.9 Volume du courrier accéléré et son degré d'influence sur le volume et la priorité du courrier ordinaire dans les années 1990 (80.A3)
- 21.10 Procédures de tarification et de comptabilité du service EMS (81.A3)
- 21.11 Création d'un système normalisé d'établissement des documents (24.A3).
2. Antécédents:
- Poursuite de l'étude globale 671 du programme 1984–1989 avec ses 19 sous-études dont 15 ont été terminées et quatre restent à achever (671.13, 671.15, 671.31 et 671.37).
 - 12 colloques EMS ont été organisés dont 5 sous l'égide de l'UPU. Il est prévu de poursuivre cette pratique des colloques au cours de la prochaine période d'étude 1989–1994 à raison d'un colloque par session annuelle du CCEP.
3. Objectifs:
- Les objectifs de l'étude sont ceux qui ont été définis par le colloque de 1988 et adoptés par le CCEP par décision 11/1988.
4. Lien avec les stratégies globales:
- Stratégies arrêtées par le Débat général du Congrès de Washington.
 - Points correspondants de la Déclaration de Hamburg.
 - Facteurs devant influencer sur les objectifs des Commissions du CCEP.
5. Résultats prévus:
- Echange d'informations et d'expériences sur les réalisations novatrices dans le domaine de l'EMS.
 - Développement continu du service et mise au point des stratégies à appliquer vis-à-vis de la concurrence.
 - Réalisation des objectifs cités à la rubrique 3.
6. Dates de début et de fin de l'étude:
- Décembre 1989 – Octobre 1993.
7. Etapes principales et points clés de l'étude:
- Travail permanent.
 - Répartition des colloques (un par session) consacré à un thème particulier.
 - Conduite des sous-études dont les sujets seront définis ultérieurement.

Rubriques à compléter ultérieurement

- 8. Moyens nécessaires:

- 9. Pays rapporteur:

- 10. Participants:

PROGRAMME DE TRAVAIL DU CCEP 1989–1994

Champ d'activité n° 2: Développement des services rapides

Profil d'étude

1. Titre: **Courrier électronique**
- Numéro:
- Sous-études:
 - Qualité de service
 - Extension géographique
 - Image commune
 - Compensation financière entre Administrations
 - Prestations additionnelles
- Propositions émanant de: Sujets formulés à partir des propositions de plusieurs Administrations et du Bureau international.

Extraits du document CCEP 1988 – Doc 9/Annexe 9

22. Courrier électronique et autres services perfectionnés de transmission de messages (étude 503)
 - 22.1 Projet d'un accord-type pour l'échange du courrier électronique – Actualisation du «Modèle d'Accord» du classeur 132.1 (83.A3)
 - 22.2 Compensation des déséquilibres dans le courrier électronique (84.A3)
 - 22.3 Commercialisation du service d'une manière susceptible de faire face à la concurrence (85.A3)
 - 22.4 L'exploitation et le trafic postal international du point de vue des opérations d'acceptation, d'expédition, de réception et de distribution (86.A3)
 - 22.5 Volume du courrier électronique et son influence sur le courrier ordinaire au cours des années 1990 (87.A3)
 - 22.6 Intégration opérationnelle des services de télécopie (88.A3)
-
2. Antécédents:
 - Etude 503 du programme de travail du CCEP 1984–1989 à poursuivre en relation avec les travaux du Groupe de Paris et ceux du CITT.
 - Colloque sur le courrier électronique tenu en octobre 1988.
 3. Objectifs: Les objectifs sont ceux énoncés à la rubrique 1 ci-devant, comme sujets de sous-études.

4. Lien avec les stratégies globales:
 - Stratégies arrêtées par le Débat général du Congrès de Washington.
 - Points correspondants de la Déclaration de Hamburg.
 - Facteurs devant influencer sur les objectifs des Commissions du CCEP.
5. Résultats prévus:
 - Réalisation des objectifs fixés ci-dessus (rubrique 3).
 - Echange d'informations et d'expérience.
 - Elaboration des recommandations et autres directives à l'adresse des Administrations pour étendre le service et le développer.
6. Dates de début et de fin de l'étude: Décembre 1989 – Octobre 1993.
7. Etapes principales et points clés de l'étude:
 - Travail permanent.
 - Conduite des études annexes définies ultérieurement.
 - Organisation des colloques tous les deux ans.
 - Organisation des réunions du SGT 503 (chaque année une séance).
 - Publication et diffusion rapides des résultats des colloques et des études.

Rubriques à compléter ultérieurement

8. Moyens nécessaires:
9. Pays rapporteur:
10. Participants:

PROGRAMME DE TRAVAIL DU CCEP 1989-1994

Champ d'activité n° 3: Exploitation et qualité de service

Profil d'étude

1. Titre: **Amélioration du système postal**
 - Numéro:
 - Sous-études:
 - Contrôle douanier
 - Moyens d'acheminement
 - Documentation des envois et dépêches
 - Rapports entre bureaux d'échange
 - Normalisation des envois postaux, des conteneurs postaux (sacs, bacs, etc.) et de l'adresse postale
 - Normalisation des étiquettes et des marques d'affranchissement (guichets, entreprises).
 - Propositions émanant de: Sujets proposés par plusieurs Administrations.
- Extraits du document CCEP 1988 – Doc 9/Annexe 9**
6. Systèmes de codage du courrier pour le traitement et le contrôle – Vérification des couples adresse-code postal
 - Stratégie de codage du courrier pour le traitement et le contrôle (14.A3)
 - Elaboration d'une méthodologie pour la vérification des couples adresse-code postal afin d'améliorer la lisibilité par lecture optique des caractères LOC (15.A3)
 - Lecture optique au tri des correspondances (étude 634)
 - Utilisation de moyens techniques et de logiciels d'impression et de lecture (URSS).
 7. Conception et présentation unifiées des étiquettes confectionnées sur ordinateur pour le marquage et l'affranchissement des envois postaux (19.A3).
 11. Normalisation des envois postaux – Problèmes de la codification postale – Adressage
 - Adoption de l'emplacement de l'adresse de l'expéditeur dans l'angle supérieur gauche de l'enveloppe (30.A3)
 - Mise au point du code postal dans les pays en développement (31.A3)
 - Problèmes d'application du système de codification postale dans les pays en développement et méthodes pour y remédier (32.A3)
 - Zone adresse sur les documents. Eléments constitutifs d'une adresse postale (étude 636).

2. Antécédents: Dans tous les Programmes de travail du CCEP, une place importante a été réservée à l'étude des sujets ayant trait à l'amélioration du système postal. Toutes ces études ont abouti à la mise au point de rapports et de dispositions réglementaires nombreux et importants.
3. Objectifs:
 - Echange d'expériences et d'actions visant à rendre le système postal plus performant.
 - Mettre en évidence les éléments essentiels qui contribuent à l'amélioration du système postal.
 - Rendre opérationnelles les propositions de rationalisation du système.
4. Lien avec les stratégies globales:
 - Stratégies arrêtées par le Débat général du Congrès de Washington.
 - Points correspondants de la Déclaration de Hamburg.
 - Facteurs devant influencer sur les objectifs des Commissions du CCEP.
5. Résultats prévus:
 - Réalisation des objectifs définis sous le point 3.
 - Mise au point des documents qui pourraient être facilement accessibles et exploitables par les Administrations postales.
 - Adoption de recommandations, de textes modifiant les Actes ainsi que de normes de nature à faciliter le fonctionnement des services et à rentabiliser au mieux les installations postales.
6. Dates de début et de fin de l'étude: Début 1990–1994.
7. Etapes principales et points clés de l'étude:
 - Travail permanent englobant diverses formes de conduite de l'étude principale et des études annexes. Réflexion générale sur le thème – 1990.
 - Organisation de réunions de GT en vue de dégager les orientations.
 - Conduite des sous-études par les Administrations – 1991–1993.
 - Rapport d'ensemble – 1994.

Rubriques à compléter ultérieurement

8. Moyens nécessaires:
9. Pays rapporteur:
10. Participants:

PROGRAMME DE TRAVAIL DU CCEP 1989-1994

Champ d'activité n° 3: Exploitation et qualité de service

Profil d'étude

1. Titre: **Distribution du courrier et desserte rurale: moyens – contrôle**
 - Numéro:
 - Propositions émanant de:
Thème général englobant plusieurs sujets ayant trait aux moyens, aux systèmes de contrôle et à la rentabilité:
 - des services de distribution du courrier
 - de la desserte rurale
 - de la présence postale en milieu rural.
2. Antécédents:
 - Les sujets d'études déjà traités se rapportent à des situations quelque peu dépassées.
 - L'évolution technologique et les données nouvelles socio-culturelles et administratives que connaissent les Administrations postales font que des études sur les problèmes multiples soient nécessaires.
3. Objectifs:
 - Revoir l'organisation de la distribution urbaine et rurale en vue de la mieux adapter aux impératifs de qualité et de rentabilité du service.
 - Examiner certains domaines de distribution, par exemple distribution dans les quartiers des grandes villes, distribution spéciale du courrier d'affaires.
 - Moyens nécessaires et suffisants à mettre en œuvre.
 - Organisation des contrôles.
4. Lien avec les stratégies globales:
 - Stratégies arrêtées par le Débat général du Congrès de Washington.
 - Points correspondants de la Déclaration de Hamburg.
 - Facteurs devant influencer sur les objectifs des Commissions du CCEP.

- | | |
|--|--|
| 5. Résultats prévus: | <ul style="list-style-type: none">- Réalisation des objectifs définis sous le point 3.- Echange d'expériences entre les Administrations postales sur les modalités et techniques utilisées.- Dégager des solutions qui ont valeur d'exemples, en ce qui concerne les moyens (économie, originalité), la qualité de service, le contrôle et la présence postale à moindres frais. |
| 6. Dates de début et de fin de l'étude: | Début 1990 – Octobre 1993. |
| 7. Etapes principales et points clés de l'étude: | <ul style="list-style-type: none">- Travail à caractère permanent.- Réflexion générale sur le cadre et l'étendue de l'étude générale. Conduite des sous-études si nécessaire.- Organisation d'une réunion du GT permettant l'échange des informations sur les réalisations dans un bon nombre d'Administrations.- Elaboration des documents résumant les résultats de l'étude et comportant les conclusions valables. |

Rubriques à compléter ultérieurement

- | | |
|------------------------|--|
| 8. Moyens nécessaires: | |
| 9. Pays rapporteur: | |
| 10. Participants: | |

PROGRAMME DE TRAVAIL DU CCEP 1989-1994

Champ d'activité n° 3: Exploitation et qualité de service

Profil d'étude

1. Titre: **Normes d'acheminement – Contrôle de la qualité du réseau postal mondial**

– Numéro:

– Propositions émanant de: Sujet formulé sur la base des propositions de plusieurs Administrations et du Bureau international.

Extraits du document CCEP 1988 – Doc 9/Annexe 9

13. Normes d'acheminement du courrier international et mesure du rendement du service postal – Contrôle de la qualité du réseau postal mondial
 - Mesure du rendement du service/du flux postal (39.A3)
 - Normes d'acheminement du courrier international (40.A3)
 - Remédier aux insuffisances constatées dans les délais d'acheminement (42.A3)
 - Gestion intégrée du réseau postal par l'établissement des centres de contrôle et de systèmes intégrés de communications (57.A3)
 - Contrôle des délais d'acheminement et de la qualité du réseau postal mondial (étude 673)
 - Contrôle de la qualité de l'acheminement à toutes les étapes (URSS).
2. Antécédents:
 - L'Union a commencé d'encourager activement et de coordonner les mesures de l'efficacité et du progrès des services liés au courrier international. Il convient d'aller au-delà de ce qui a été réalisé jusqu'ici, notamment en ce qui concerne l'établissement de normes de résultats. Il est indispensable de connaître ces normes pour améliorer encore le fonctionnement du service international.
 - Noter que le XXe Congrès est saisi d'une proposition visant à charger le Bureau international d'effectuer le contrôle de l'acheminement international comme activité permanente en continuation des 9 contrôles déjà réalisés dans le cadre de l'étude 673 – D.H.

3. Objectifs:
 - Savoir quelles sortes de normes existent en matière de courrier international et comment les Administrations traitent leur trafic postal (mention comprise des actions correctives).
 - Mettre au point un plan d'action concernant l'établissement de normes de résultats du courrier intérieur et international et évaluer son efficacité en fonction de ces normes.
 - Déterminer la meilleure manière dont l'Union peut coordonner la circulation du courrier international entre les Pays-membres.
 - Organisation des contrôles.
4. Lien avec les stratégies globales:
 - Stratégies arrêtées par le Débat général du Congrès de Washington.
 - Points correspondants de la Déclaration de Hamburg.
 - Facteurs devant influencer sur les objectifs des Commissions du CCEP.
5. Résultats prévus:
 - Une bonne appréhension de la situation actuelle.
 - L'établissement d'un plan d'action, comme l'indique la rubrique «Objectifs» ci-dessus.
 - Enoncé de priorités à respecter dans le cadre de la coopération technique dans le domaine identifié, et mécanismes de mise en œuvre de ces priorités.
6. Dates de début et de fin de l'étude: Décembre 1989 – 1994.
7. Etapes principales et points clés de l'étude:
 - Décembre 1989 – Octobre 1990 – Recueil des informations.
 - Novembre 1990 – Octobre 1991 – Préparation d'un projet de plan d'action. Colloque réunissant des responsables de l'exploitation postale, des spécialistes et des décideurs. Prise de mesures appropriées.
 - Novembre 1992 – 1994. Mise en route des mécanismes les plus appropriés aux stratégies adoptées.

Rubriques à compléter ultérieurement

8. Moyens nécessaires:
9. Pays rapporteur:
10. Participants:

PROGRAMME DE TRAVAIL DU CCEP 1989-1994

Champ d'activité n° 3: Exploitation et qualité de service

Profil d'étude

1. Titre: **Mesures nécessaires pour améliorer les services postaux ruraux dans les pays en développement: Modalité d'application**
 - Numéro:
 - Propositions émanant de: Thème proposé par les Administrations postales en développement.
- Extrait du document CCEP 1988 – Doc 9/Annexe 9**

 3. Mesures nécessaires pour améliorer les services postaux ruraux; modalités d'application (8.A3)
2. Antécédents:
 - Des études similaires ont déjà été effectuées sur ce thème. Le CCEP 1984-1989 a également étudié le problème de la desserte postale et de la collaboration entre les Administrations postales et les collectivités locales dans les pays en développement (étude 665).
 - Parmi les autres études, il y aurait lieu de citer également une étude publiée en 1984 sur la desserte des zones rurales dans les pays en développement, y compris la poste automobile rurale (plaquette 153).
3. Objectifs:
 - Déterminer les mesures à prendre et concevoir les modalités permettant leur bonne application.
 - Adaptation optimale de l'organisation de divers services aux moyens et ressources disponibles. Conduite des contrôles.
 - Actualisation des renseignements en possession.
4. Lien avec les stratégies globales:
 - Stratégies arrêtées par le Débat général du Congrès de Washington.
 - Points correspondants de la Déclaration de Hamburg.
 - Facteurs devant influencer sur les objectifs des Commissions du CCEP.

- | | | |
|----|---|--|
| 5. | Résultats prévus: | <ul style="list-style-type: none"> - Réalisation des objectifs définis sous le point 3. - Elaboration d'un document (rapport) comportant les conclusions novatrices et les orientations à suivre en vue d'une meilleure organisation des services. - Déterminer aussi les pratiques désuètes, coûteuses et inefficaces qu'il y a lieu d'abandonner. |
| 6. | Dates de début et de fin de l'étude: | Début 1990 – Octobre 1992. |
| 7. | Etapas principales et points clés de l'étude: | <ul style="list-style-type: none"> - Etat de la situation actuelle complète de l'analyse des rapports des études déjà publiés sous forme de plaquette de la Collection d'études postales. - Organisation d'un colloque ou d'une réunion du GT. - Elaboration de la documentation étant le résultat des contributions reçues et sa diffusion rapide. |

Rubriques à compléter ultérieurement

- | | |
|-----|---------------------|
| 8. | Moyens nécessaires: |
| 9. | Pays rapporteur: |
| 10. | Participants: |

PROGRAMME DE TRAVAIL DU CCEP 1989-1994

Champ d'activité n° 4: Modernisation

Profil d'étude

- | | | |
|----|--------------------------|---|
| 1. | Titre: | Automatisation et informatisation |
| – | Numéro: | |
| – | Sous-études: | <ul style="list-style-type: none"> – Tri et lecture optique – Guichets et autres services – Services financiers – Bureaux d'échange (Bordereau de livraison AV 7, etc.) – Pesage automatique des sacs. |
| – | Propositions émanant de: | Sujet d'étude formulé sur la base des propositions émanant de plusieurs Administrations postales et du CCEP. |

Extraits du document CCEP 1988 – Doc 9/Annexe 9

- 16. Automatisation du traitement des bordereaux de livraison AV 7 – Extension du système – Méthodes d'application
 - Utilisation des mini-ordinateurs pour l'exploitation maximale des données recueillies sur les bordereaux de livraison AV 7 (59.A3)
 - Automatisation du traitement des bordereaux de livraison AV 7 (étude 632)
- 26. Automatisation et informatisation des opérations de guichet et des fonctions de gestion connexes dans les bureaux de poste (étude 631). *Poursuite de l'étude* pour la mise en place d'un système d'échange d'expériences et favoriser l'introduction dans les pays en développement
- 20. Les transferts de fonds vers l'étranger – Les moyens de paiement et le retrait de numéraire à l'étranger (69.A3 et étude 672)
- 6. Lecture optique au tri des correspondances (étude 634)
 - Applications des systèmes robotisés à vision technique (URSS)
 - Lignes automatisées du traitement de la poste aux lettres (URSS)
 - Conception des projets de processus technologiques (URSS)
 - Création des lignes automatisées de traitement des colis postaux (URSS).

2. Antécédents: Le thème proposé a déjà fait l'objet d'un certain nombre d'études spécifiques. L'importance du problème fait que ces études doivent être poursuivies (études 631, 632, 634 et 672 du programme de travail du CCEP 1984–1989).
3. Objectifs:
 - Généraliser l'utilisation de l'informatique et des procédés automatiques dans les services postaux.
 - Normaliser les installations, équipements et technologies pour parvenir à un système commun.
4. Lien avec les stratégies globales:
 - Stratégies arrêtées par le Débat général du Congrès de Washington.
 - Points correspondants de la Déclaration de Hamburg.
 - Facteurs devant influencer sur les objectifs des Commissions du CCEP.
5. Résultats prévus:
 - Adoption du plan mondial de systèmes communs d'informatisation et d'automatisation des services dans les Pays-membres.
 - Adoption de recommandations et établissement d'un plan d'action visant à associer le maximum d'Administrations postales aux efforts d'informatisation, d'automatisation et de normalisation en la matière.
6. Dates de début et de fin de l'étude: Décembre 1989 – Octobre 1993.
7. Etapes principales et points clés de l'étude:
 - Travail permanent tout au moins en ce qui concerne certaines sous-études liées à l'examen des techniques du tri optique, informatisation des services de guichet et application de l'informatique dans les services financiers.
 - Préparation des réunions des Groupes de travail et des Comités de contact (CCEP/CCITT, ISO/UPU).

Rubriques à compléter ultérieurement

8. Ressources nécessaires:
9. Pays rapporteur:
10. Participants:

PROGRAMME DE TRAVAIL DU CCEP 1989-1994

Champ d'activité n° 4: Modernisation

Profil d'étude

1.	Titre:	Codages
-	Numéro:	
-	Sous-études:	<ul style="list-style-type: none">- Codes à barres- Système de suivi des sacs, des envois et des documents- Autres applications postales du code à barres
-	Propositions émanant de:	Sujet englobant plusieurs propositions émanant des Administrations postales ainsi que les études dont la continuation a été décidée par le CCEP (poursuite de l'étude 643).

Extraits du document CCEP 1988 – Doc 9/Annexe 9

		<ul style="list-style-type: none">8. Enregistrement et suivi informatisés des envois individuels et des sacs postaux (à conduire en relation étroite avec les études EMS portant sur le même sujet)<ul style="list-style-type: none">- Suivi informatisé des envois individuels et des sacs postaux (25.A3)- Développement d'un(des) système(s) pour l'enregistrement informatisé des envois recommandés et des colis postaux du service international (étude 643)- Mise en place et utilisation de réseaux postaux informatisés (URSS).
2.	Antécédents:	Dans le programme de travail du CCEP 1984-1989 figurent des études sur la codification dans les services postaux qui doivent être poursuivies pendant les prochaines années.
3.	Objectifs:	<ul style="list-style-type: none">- Promotion des techniques de pistage et de suivi informatisé des envois postaux et des documents.- Applications pratiques des techniques de codage.- Mise au point des modes d'utilisation des codes à barres dans les services postaux.

- | | | |
|----|---|---|
| 4. | Lien avec les stratégies globales: | <ul style="list-style-type: none"> - Stratégies arrêtées par le Débat général du Congrès de Washington. - Points correspondants de la Déclaration de Hamburg. - Facteurs devant influencer sur les objectifs des Commissions du CCEP. |
| 5. | Résultats prévus: | <ul style="list-style-type: none"> - Réalisation des objectifs décrits sous rubrique 3. - Elaboration des documents (recommandations, résolutions, vœux, etc.) en vue d'une application large et uniformisée des codes par les services postaux. - Echange utile de renseignements et d'opinions sur les avantages de la codification dans les services postaux. |
| 6. | Dates de début et de fin de l'étude: | Décembre 1989 – Octobre 1993. |
| 7. | Etapes principales et points clés de l'étude: | <ul style="list-style-type: none"> - Travail demandant le suivi permanent. - Préparation des réunions des GT et du CC ISO/UPU. |

Rubriques à compléter ultérieurement

- | | |
|-----|---------------------|
| 8. | Moyens nécessaires: |
| 9. | Pays rapporteur: |
| 10. | Participants: |

PROGRAMME DE TRAVAIL DU CCEP 1989-1994

Champ d'activité n° 4: Modernisation

Profil d'étude

1. Titre: **Echange informatisé de données entre Administrations avec leurs partenaires (douane, compagnie aérienne, etc.) et avec leurs clients (grands) (Télématique)**
 - Numéro:
 - Propositions émanant de:
 - Le GT-Télématique créé par le Conseil exécutif au sein de sa Commission 7 (Colis postaux).
 - Sujet proposé par les Administrations postales:

Création de banques de données postales au niveau national; évaluation de l'expérience des pays avancés et moyens d'en profiter (56.A3) (Document CCEP 1988 – Doc 9/Annexe 9).
2. Antécédents:
 - Etude portant sur un domaine pratiquement peu exploré jusqu'à présent par les Administrations postales et par l'UPU.
 - Documents à consulter:
CE 1989/C 7 – Doc 5
CD CCEP 1/1989 – Doc 1.
3. Objectifs:
 - Créer une base de données informatisée intéressant les services postaux.
 - Mettre au point les interfaces permettant l'échange de données informatisé entre Administrations et avec leurs partenaires.
4. Lien avec les stratégies globales:
 - Stratégies arrêtées par le Débat général du Congrès de Washington.
 - Points correspondants de la Déclaration de Hamburg.
 - Facteurs devant influencer sur les objectifs des Commissions du CCEP.

- | | | |
|----|---|---|
| 5. | Résultats prévus: | <ul style="list-style-type: none"> - Réalisation des objectifs définis sous la rubrique 3. - Adoption des recommandations invitant les Administrations postales à en faire l'usage le plus large possible. - Conclure des accords avec les organisations internationales partenaires (le CCD, l'IATA). - Mettre à disposition les moyens matériels et structurels permettant de rendre opérationnelle la base de données. |
| 6. | Dates de début et de fin de l'étude: | Décembre 1989 – Octobre 1993. |
| 7. | Etapas principales et points clés de l'étude: | <ul style="list-style-type: none"> - Etude de caractère permanent. - Recueil de la documentation complète sur l'EDIFACT et sur ses applications pratiques dans les domaines annexes aux activités postales. - Prise de contacts au niveau de la CEE/ONU et de l'ISO. - Organisation éventuelle d'un colloque. |

Rubriques à compléter ultérieurement

- | | |
|-----|---------------------|
| 8. | Moyens nécessaires: |
| 9. | Pays rapporteur: |
| 10. | Participants: |

PROGRAMME DE TRAVAIL DU CCEP 1989-1994

Champ d'activité n° 5: Gestion

Profil d'étude

1. Titre: **Comptabilité internationale – Modernisation des systèmes de facturation et des règlements de comptes**
- Numéro:
- Propositions émanant de: Sujet formulé sur la base des propositions suivantes des Administrations postales:

Extraits du document CCEP 1988 – Doc 9/Annexe 9

9. Gestion informatisée de la poste internationale et revision du système de comptabilité et de facturation inter administrations
- Gestion informatisée de la poste internationale (27.A3)
 - Comptabilité et facturation inter-administrations (54.A3)
 - Nouvelles formes et moyens des décomptes des prestations fournies (URSS).
2. Antécédents:
- Ce sujet a été étudié sous l'angle des systèmes traditionnels.
 - L'étude à réaliser suppose une modernisation des systèmes anciens et l'introduction de l'exploitation informatique.
3. Objectifs:
- Revision du système comptable actuel de l'UPU au niveau de l'établissement des documents et de la présentation des factures.
 - Faciliter le processus de tenue et de vérification des comptes, diminuer les coûts d'exécution et accélérer les formalités de tous genres.
4. Lien avec les stratégies globales:
- Stratégies arrêtées par le Débat général du Congrès de Washington.
 - Points correspondants de la Déclaration de Hamburg.
 - Facteurs devant influencer sur les objectifs des Commissions du CCEP.

- | | | |
|----|---|--|
| 5. | Résultats prévus: | <ul style="list-style-type: none">- Mise en place et en application d'un système cohérent de comptabilité internationale présentant des avantages par rapport au système en vigueur.- Mise au point des propositions de modification des Actes. |
| 6. | Dates de début et de fin de l'étude: | Mars 1990 – Octobre 1992. |
| 7. | Etapas principales et points clés de l'étude: | <ul style="list-style-type: none">- Examen critique du système actuel de facturation et des règlements de comptes – 1990.- Réunion du GT – 1991
Préparation des résultats, consultation des membres du GT.- Elaboration des propositions concrètes de modification des prescriptions actuelles en la matière.- Saisie au CCEP de ces propositions à la session de 1992. |

Rubriques à compléter ultérieurement

- | | |
|-----|---------------------|
| 8. | Moyens nécessaires: |
| 9. | Pays rapporteur: |
| 10. | Participants: |

PROGRAMME DE TRAVAIL DU CCEP 1989-1994

Champ d'activité n° 5: Gestion

Profil d'étude

- | | |
|----------------------------|--|
| 1. Titre: | Indices de productivité |
| – Numéro: | |
| – Propositions émanant de: | Sujet formulé sur la base des propositions suivantes des Administrations postales: |

Extraits du document CCEP 1988 – Doc 9/Annexe 9

- | | |
|-----------------|---|
| 15. | Mesure de l'exécution du service (exploitation, gestion) – Normes de productivité – Banque de données sur les temps élémentaires types d'exécution des opérations postales – Méthodes d'application |
| – | Normes de productivité (création d'une banque de données sur les temps élémentaires – types d'exécution des opérations postales; méthodes d'application, en vue de l'établissement, au niveau national, de normes opérationnelles valables) (55.A3) |
| – | Méthode de recherche opérationnelle appliquée à l'exploitation postale (58.A3). |
| 2. Antécédents: | <ol style="list-style-type: none">1. L'étude 661 de l'actuel programme de travail du CCEP.2. L'étude effectuée par le CCEP dans les années 60 portant sur la détermination du prix de revient des prestations postales (plaquette 85 de la Collection d'études postales). |
| 3. Objectifs: | <ol style="list-style-type: none">1. Déterminer les domaines de l'exploitation, de la gestion et de la formation avec les possibilités d'établissement des normes (normes de rendement servant à établir les tableaux d'effectifs, au calcul des prix de revient, à la planification, etc.)2. Actualiser l'étude sur les moyens statistiques de gestion moderne.3. Etablissement des normes selon un ordre d'importance et de priorité. |

- | | | |
|----|---|--|
| 4. | Lien avec les stratégies globales: | <ul style="list-style-type: none"> - Stratégies arrêtées par le Débat général du Congrès de Washington. - Points correspondants de la Déclaration de Hamburg. - Facteurs devant influencer sur les objectifs des Commissions du CCEP. |
| 5. | Résultats prévus: | <ul style="list-style-type: none"> - Réalisation des objectifs définis sous le point 3. - Echange d'expériences entre les Administrations postales. - Elaboration de documents pouvant servir de référence à des initiatives des Administrations postales visant à introduire et à appliquer les indices de productivité. - Mise en œuvre de nouveaux systèmes et de normes. |
| 6. | Dates de début et de fin de l'étude: | Avril 1990 – Octobre 1993. |
| 7. | Etapas principales et points clés de l'étude: | <ul style="list-style-type: none"> - Organisation d'une réunion du GT pour déterminer les domaines concernés. - Lancement des études (sous-études) spécifiques, si nécessaire, dans le cadre de l'étude principale. - Mise au point d'un rapport global avec mise en évidence des solutions pratiques. |

Rubriques à compléter ultérieurement

- | | |
|-----|---------------------|
| 8. | Moyens nécessaires: |
| 9. | Pays rapporteur: |
| 10. | Participants: |

PROGRAMME DE TRAVAIL DU CCEP 1989-1994

Champ d'activité n° 5: Gestion

Profil d'étude

1. Titre:

Sécurité
- Numéro:
- Sous-études:

- des envois (drogue, terrorisme, vols)

- du personnel

- des bâtiments

- des moyens de transport

- des fonds et valeurs
- Propositions émanant de:

Sujet formulé sur la base des propositions suivantes des Administrations postales et du Bureau international:

Extraits du document CCEP 1988 – Doc 9/Annexe 9

12. Sécurité des bureaux de poste – Architecture et équipement d'un bureau de poste au point de vue de la sécurité des fonds et valeurs et de la protection du personnel (35.A3)

23. Sécurité du courrier (2.A4).
2. Antécédents:

- Cette question préoccupe tous les pays. La sécurité est un aspect important de la qualité du service auquel l'Union n'a pas encore prêté d'attention particulière malgré le mauvais état des choses à cet égard.
3. Objectifs:

- Evaluer la sécurité du courrier et la situation des délits postaux dans le territoire de l'Union.

- Définir des objectifs dans ce domaine et identifier les actions et programmes les plus appropriés pour leur réalisation.

- Formuler, le cas échéant, des recommandations préconisant des actions devant être menées par les Administrations postales, séparément et conjointement.

- Aider à l'identification de priorités à respecter dans le cadre de la coopération technique, en matière de sécurité et d'intégrité du courrier.

- Appliquer la décision CCEP 9/1988.

Mesures pour assurer la sécurité des services et des usagers de la poste et pour les mettre à l'abri du terrorisme

Le CCEP, ayant examiné le document CCEP 1988 – Doc 12d élaboré par le Bureau international sur les mesures visant à prévenir le terrorisme international, objet de la résolution 42/159 de l'Assemblée générale de l'ONU (annexe 1 du document susvisé), charge le Bureau international de mettre en œuvre les actions d'information, d'étude et de concertations jugées utiles.

(Documents du CCEP 1988: Doc 12d; PV 2)

- | | | |
|----|---|--|
| 4. | Lien avec les stratégies globales: | <ul style="list-style-type: none"> – Les objectifs principaux en matière de sécurité postale doivent être contenus dans la Déclaration du Congrès de Washington. – Point 4 de la Déclaration de Hamburg. |
| 5. | Résultats prévus: | <ul style="list-style-type: none"> – Etablissement d'un plan d'action que les Administrations devront suivre, séparément et de concert, afin d'atteindre les objectifs fixés en matière de sécurité et d'intégrité du courrier. – Conception d'outils propres à favoriser le succès du plan d'action (un manuel, par exemple). |
| 6. | Dates de début et de fin de l'étude: | Décembre 1989 – Octobre 1991. |
| 7. | Etapas principales et points clés de l'étude: | <ul style="list-style-type: none"> – Décembre 1989 – Octobre 1990 – Recueil des informations. Préparation d'un colloque de responsables et de spécialistes de la sécurité postale. – Octobre 1990 – Colloque destiné à déterminer les orientations à suivre. – Novembre 1990 – Octobre 1991 – Mise au point d'un plan d'action et d'autres projets éventuels. Recommandations du CCEP. Détermination du besoin pour l'Union de poursuivre ou non l'étude de cette question. |

Rubriques à compléter ultérieurement

8. Moyens nécessaires:
9. Pays rapporteur:
10. Participants:

PROGRAMME DE TRAVAIL DU CCEP 1989-1994

Champ d'activité n° 6: Ressources humaines

Profil d'étude

1. Titre: **Adaptation des ressources humaines de la poste aux impératifs de la compétition et aux changements de structures et de technologies**
- Numéro:
- Sous-études:
 - Gestion
 - Formation
 - Motivation
 - Compétitivité
- Propositions émanant de:
 - Sujet n° 14 du document CCEP 1988 – Doc 9/Annexe 9
 - La motivation du personnel dans une poste informatisée (45.A3).
 - Gestion des ressources humaines dans un milieu de travail changeant (46.A3).
2. Antécédents:

Le thème de l'étude n'a pas encore été abordé sous cet aspect global dans une étude spécifique du CCEP, mais il a été évoqué dans presque toutes les études concernant l'utilisation du personnel et sa formation.
3. Objectifs:
 - Le principal objectif est d'inventorier les solutions et les moyens mis en œuvre ou envisagés par les Administrations postales pour effectuer une bonne symbiose entre la gestion des ressources humaines et les mutations de la poste.
 - Le deuxième objectif est de cerner tous les aspects susceptibles de motiver le personnel (formation, revalorisation de la fonction, rétribution, avancement, avantages divers, etc.).
 - Le troisième objectif est de définir des stratégies adaptées à la compétitivité du marché et du travail.
4. Lien avec les stratégies globales:

Si la poste bouge au plan commercial et dans la recherche de la qualité toujours meilleure, il y aurait intérêt suprême à associer l'élément humain dans la compétition.

- | | | |
|----|---|--|
| 5. | Résultats prévus: | <ul style="list-style-type: none">- Analyse poussée de tous les aspects dans l'étude des sujets déterminés ou à préciser.- Conclusions et stratégies sous forme de recommandations.- Définition des actions d'accompagnement à réaliser dans le domaine de la coopération technique. |
| 6. | Dates de début et de fin de l'étude: | Novembre 1990 – Novembre 1993. |
| 7. | Etapas principales et points clés de l'étude: | <ul style="list-style-type: none">- Détermination des sujets à étudier.- Constitution des Groupes de travail et lancement.- Réunions des Groupes de travail.- Colloque sur la communication interne et les mesures d'incitation.- Résultats des études. |

Rubriques à compléter ultérieurement

- | | |
|-----|---------------------|
| 8. | Moyens nécessaires: |
| 9. | Pays rapporteur: |
| 10. | Participants: |

PROGRAMME DE TRAVAIL DU CCEP 1989-1994

Champ d'activité n° 6: Ressources humaines

Profil d'étude

1. Titre: **Problèmes et obstacles de formation dans les Administrations des pays en développement**
 - Numéro:
 - Propositions émanant de: Le sujet intéresse la quasi-totalité des pays en développement et permet, dans une certaine mesure, aux autres Administrations de faire connaître leurs expériences dans la résolution de problèmes similaires.
2. Antécédents:

La formation a fait l'objet de plusieurs études du CCEP dont la plus récente, l'étude 654 «Formation postale: La formation commerciale», est en voie d'achèvement (publication du rapport en 1989).

Il faut cependant noter que le sujet proposé aborde un aspect particulier qui ne concerne que les pays en développement et qui peut les intéresser dans la mesure où des solutions leur sont proposées.
3. Objectifs:
 - Identifier les aspects négatifs ainsi que les obstacles qui entravent l'introduction de systèmes efficaces de formation ou le manque d'efficacité des systèmes actuels au sein des Administrations postales des pays en développement.
 - Identifier les systèmes actuels selon lesquels sont déterminées les besoins en matière de formation et la méthode selon laquelle sont planifiées les activités correspondantes.
 - Connaître les bases scientifiques qui déterminent les besoins en formation et par la suite la possibilité d'y répondre à des niveaux différents (national, régional, international).
 - Aboutir à des systèmes d'une grande efficacité dans le domaine de formation qui est considéré comme l'introduction essentielle à l'exécution et à l'évolution d'une bonne prestation postale.

- | | | |
|----|---|--|
| 4. | Lien avec les stratégies globales: | L'élément humain est déterminant dans les composantes de la compétition qui sévit entre les entreprises nationales et avec les concurrents. |
| 5. | Résultats prévus: | <ul style="list-style-type: none"> – Analyse poussée des questions soumises à l'étude. – Définition de critères et de stratégies. – Conclusions et recommandations. – Détermination des actions d'accompagnement à réaliser dans le cadre de la coopération technique. |
| 6. | Dates de début et de fin de l'étude: | Novembre 1990 – Novembre 1992. |
| 7. | Etapas principales et points clés de l'étude: | <ul style="list-style-type: none"> – Constitution du Groupe de travail et lancement de l'étude. – Réunion du Groupe de travail. – Projet de rapport et débats au sein du CCEP. – Résultats définitifs et rapport final. |

Rubriques à compléter ultérieurement

- | | |
|-----|---------------------|
| 8. | Moyens nécessaires: |
| 9. | Pays rapporteur: |
| 10. | Participants: |

Rapport final de la Commission 9 (Coopération technique)

I. Introduction

1. La Commission de la coopération technique a tenu cinq séances sous la présidence de M. Hadji Diarra, Directeur de l'Office national des postes de la Côte d'Ivoire. La Commission était composée de tous les Pays-membres représentés au Congrès. Les discussions ont porté sur une note introductive (Congrès – Doc 49) et sur six rapports du Conseil exécutif (Congrès – Doc 50 à 55), cinq propositions du Conseil exécutif (015 à 019), une proposition émanant du Danemark, de la Finlande, de l'Islande, de la Norvège et de la Suède (021), ainsi qu'une proposition (06) de Sierra Leone retirée en séance par son auteur.

2. Le présent rapport final rend compte des idées et conclusions essentielles qui se sont dégagées des débats. La Commission a approuvé dans l'ensemble le contenu des documents et adopté avec certains amendements toutes les propositions examinées.

II. Politique et activités de coopération technique (Congrès – Doc 50)

3. Le document comporte deux parties distinctes. La partie I décrit, entre autres, la stratégie internationale de développement pour la Troisième Décennie (1981–1990) ainsi que les orientations de la nouvelle stratégie internationale pour les années 1990. On y indique en outre que les activités opérationnelles s'inspireront davantage de certains principes, à savoir: la cohérence, la coordination, la décentralisation, l'amélioration du système d'information, etc. La partie II fournit des renseignements sur le bilan et l'évaluation des activités d'assistance technique pour la période 1984–1988. En annexe au document figurent également, à titre de comparaison et sous forme de représentations géographiques, le bilan pour les deux périodes quinquennales successives (1979–1983 et 1984–1988) et le mécanisme de l'assistance technique de l'UPU.

4. Plusieurs délégations ont fait part de leur satisfaction pour les efforts déployés par l'UPU dans le domaine de la coopération technique et pour la qualité du document.

5. En soulignant la nécessité du maintien d'un réseau postal mondial intégré et solide, de nombreux intervenants ont rappelé qu'il a été dûment tenu compte de la Déclaration de Hamburg dans la mise en œuvre du programme d'assistance technique de l'UPU 1984–1988. Il importe maintenant de tenir dûment compte des conclusions du Débat général du 16 novembre 1989 (Programme général d'action de Washington) dans la définition de la politique de l'UPU et la mise en œuvre des activités d'assistance technique pour les cinq ans à venir.

III. Programme d'action en matière d'assistance technique et moyens nécessaires (Congrès – Doc 51, propositions 015 et 016)

6. Le document porte sur le programme d'action en matière d'assistance technique pour la période 1991–1995 et les moyens nécessaires. Il définit deux catégories de pays prioritaires bénéficiaires d'assistance technique ainsi que les objectifs et les principes d'action pour la prochaine période quinquennale. On note parmi ces principes la mise en œuvre de projets intégrés et la conclusion de contrats de développement entre l'UPU et les pays bénéficiaires, et cela

sur une base pluriannuelle. L'UPU devra, notamment attribuer une plus grande importance à l'évaluation approfondie et systématique des projets et à la décentralisation de ses activités d'assistance techniques. S'agissant des moyens financiers, le PNUD continuera à jouer son rôle de source principale de financement. Cependant, les Administrations doivent, avec le concours du Bureau international, multiplier leurs efforts afin de trouver d'autres possibilités de financement des projets postaux.

7. Le document a fait l'objet d'un large échange de vues au cours duquel les avis et commentaires ci-après ont été exprimés:

- les délégations ont été unanimes pour appuyer les orientations portant sur le choix des pays et des objectifs prioritaires, étant entendu que la qualité de service doit bénéficier d'une attention particulière;
- la Commission a aussi donné son accord quant aux nouveaux principes d'action, en particulier pour la mise en œuvre de projets intégrés et la conclusion de contrats de développement ainsi que de la présence accrue de l'UPU sur le terrain;
- plusieurs intervenants ont rappelé l'interdépendance de tous les pays en ce qui concerne la qualité du réseau postal mondial, limitée par le maillon le plus faible, et ont signalé l'urgence de l'aide de l'UPU aux Administrations des pays les plus défavorisés dans lesquels l'absence de plans et de programmes de développement postal à moyen et long terme se fait toujours sentir;
- des ressources complémentaires d'origines diverses (Banque mondiale, banques régionales, etc.) doivent être mobilisées, autant que possible, avec l'aide efficace de l'UPU.

8. Après discussion du Congrès – Doc 51, la Commission a examiné deux propositions soumises au Congrès par le Conseil exécutif. Il s'agit de la proposition 015 relative aux priorités et principes d'action et de la proposition 016 sur le financement des activités d'assistance technique, dans laquelle un ajustement de 10% des ressources budgétaires de l'UPU affectées à la coopération technique a été proposée, afin de compenser en partie les effets de l'inflation.

9. Après un échange de vues approfondi, les projets de résolution qui font l'objet des propositions 015 et 016 ont été adoptés avec de légers amendements.

IV. Présence accrue de l'UPU sur le terrain en matière d'assistance technique (Congrès – Doc 55 et propositions 06 et 019)

10. Le document, après avoir retracé l'historique de cette question depuis le Congrès de Lausanne 1974, souligne la nécessité d'une présence accrue sur le terrain, indique les moyens à déployer et les modalités les plus appropriées pour sa mise en œuvre. Il est à préciser que le recrutement de 6 conseillers régionaux pour assurer cette présence de l'UPU dans les régions est envisagé de manière à éviter toute procédure bureaucratique inutile et à améliorer l'efficacité de l'ensemble des activités d'assistance technique, tout en ayant à l'esprit la nécessité de parvenir à un rapport coûts/bénéfices favorable. De plus, grâce aux conseillers régionaux, il est prévu de renforcer la collaboration entre l'UPU et les autres parties concernées par le processus de coopération technique, parmi lesquelles figurent les Unions postales restreintes. Il faut également signaler que le financement de cette présence de l'UPU sur le terrain serait prélevé des ressources budgétaires de l'UPU affectées à la coopération technique.

11. Plusieurs délégations ont souligné des critères de sélection des conseillers régionaux exposés dans le Congrès – Doc 55 et ont insisté en particulier sur le fait qu'il est indispensable que les candidats retenus pour les postes de conseillers régionaux soient des cadres compétents de haut niveau, de préférence originaires de la région de leur affectation, très bons techniciens dans une spécialité postale mais également généralistes aptes à maîtriser les procédures de programmation et les techniques de sensibilisation.

12. S'agissant de la durée de leur recrutement, il a été jugé nécessaire de limiter leur contrat à douze mois avec possibilité de prolongation, compte tenu de la qualité de leur travail.

13. Le Sous-Directeur général au Bureau international responsable de la coopération technique a indiqué que l'expérience déjà acquise en la matière par plusieurs institutions du système des Nations Unies, en particulier par l'UIT, montre clairement qu'il s'agit d'une mesure favorisant une meilleure appréciation des besoins des pays bénéficiaires d'assistance technique. C'est, entre autres, pour cette raison que la Conférence des plénipotentiaires de l'UIT, récemment tenue à Nice, s'est prononcée en faveur du renforcement de la présence de cette organisation sur le terrain. Par ailleurs, il est à signaler que l'UPU reçoit du PNUD pour tout projet dont elle assure l'exécution un montant au titre des frais d'appui administratif. Il faut espérer que le montant relatif aux remboursements des frais administratifs à récupérer au profit de l'Union s'accroîtra grâce à l'augmentation du nombre de projets qui seront financés par le PNUD.

14. Après discussion du document Congrès – Doc 55 et suite au retrait de la proposition 06 par son auteur, la Commission a examiné la proposition 019. A la suite d'un riche débat, le projet de résolution faisant l'objet de la proposition 019 a été adopté avec deux amendements au dispositif, portant l'un sur l'évaluation de l'efficacité de la présence de l'UPU sur le terrain à soumettre au Conseil exécutif en 1993 et l'autre sur l'importance d'une coopération étroite entre les conseillers régionaux et les Unions restreintes.

V. Ressources humaines et formation

(Congrès – Doc 54)

15. Le document décrit la politique générale à suivre en matière de formation et le bilan pour la période quinquennale 1985–1989. Y sont indiquées, en outre, les initiatives prévues pour répondre aux besoins restant à satisfaire. L'organisation des enseignements dans un cadre régional et le recours aux moyens disponibles dans les écoles multinationales sont considérés comme essentiels afin de rendre encore plus efficaces les actions menées en la matière.

16. Les délégations participant aux débats ont appuyé les mesures envisagées, notamment pour adapter le contenu des actions de formation aux besoins réels des Administrations; elles ont pris note avec satisfaction de la priorité accordée à la formation en matière de gestion et aussi à la formation des formateurs.

17. Il a été indiqué que, suivant la politique de l'UPU, la priorité sera accordée à la formation des cadres moyens et supérieurs. En ce qui concerne le personnel d'exécution et les cadres subalternes, leur formation devrait être assurée sur place, dans chaque pays.

18. La Commission a pris acte du Congrès – Doc 54.

VI. La coopération technique entre pays en développement (CTPD)

(Congrès – Doc 52 et proposition 017)

19. Le document rappelle les principes et critères de base dans le domaine de la coopération technique entre pays en développement et les réalisations accomplies. Le document comporte également les mesures préconisées dans le but de renforcer la CTPD aussi largement que possible et, par conséquent, faciliter la mobilisation des moyens des pays concernés.

20. Il importe de renforcer les actions de CTPD afin de réduire les obstacles qui gênent son développement, notamment par l'organisation de séminaires régionaux et interrégionaux du type «opérations de programmation de la CTPD», par l'établissement d'un système d'échange de spécialistes, par l'intégration systématique d'éléments de CTPD dans tout programme et projet régional.

21. La Commission a pris acte du Congrès – Doc 52 et a adopté à l'unanimité le projet de résolution faisant l'objet de la proposition 017, avec un léger amendement.

VII. Action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés (PMA)

(Congrès – Doc 53 et proposition 018)

22. Le Congrès – Doc 53 fait état de la situation des pays les moins avancés qui sont à l'heure actuelle au nombre de 42.

23. La Commission a pris note avec satisfaction des mesures prises par l'UPU et des initiatives envisagées en faveur des PMA pour la prochaine période quinquennale.

24. La Commission a pris acte du Congrès – Doc 53 et adopté le projet de résolution intitulé «Action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés», faisant l'objet de la proposition 018, en tenant compte d'un léger amendement.

VIII. Principes directeurs régissant les activités d'assistance technique de l'UPU

(Proposition 021)

25. La proposition 021 est soumise au Congrès par les cinq pays nordiques (Danemark, Finlande, Islande, Norvège et Suède) et a pour but de souligner davantage l'importance des principes appliqués en matière d'activités d'assistance technique de l'UPU, notamment en ce qui concerne les missions de consultants et experts et l'organisation des stages.

26. De nombreux intervenants ont appuyé le projet de résolution faisant l'objet de la proposition 021. Plusieurs suggestions ont été émises afin de renforcer la portée de la résolution, portant notamment sur:

- les efforts à entreprendre par les pays bénéficiaires de missions de consultants/experts en vue de désigner des homologues locaux aptes à participer activement et en permanence aux travaux et à mettre en œuvre toutes les recommandations contenues dans les rapports de missions;
- l'utilisation plus large des candidats originaires des pays en développement et répondant au profil souhaité pour la réalisation des missions de consultants/experts;
- le suivi approfondi de la mise en œuvre complète des conclusions indiquées dans les rapports de missions des consultants/experts.

27. Pour sa part, le Bureau international a exposé les critères et procédures de sélection et de recrutement qu'il applique depuis plusieurs années selon les directives émanant des Nations Unies et, en particulier, du PNUD. A ce propos, il a été indiqué qu'il n'est pas toujours possible de prévoir et de respecter des délais idéaux pour les diverses étapes de sélection et de recrutement, compte tenu des différents partenaires intervenant dans le processus.

28. La Commission a pleinement appuyé l'idée de privilégier, dans la mesure du possible, la formation groupée, étant donné que ce système d'enseignement est plus efficace et moins coûteux que les stages individuels. Le Bureau international a d'ailleurs déjà groupé plusieurs stages individuels pour organiser des cours de spécialisation.

29. La Commission a adopté à l'unanimité le projet de résolution faisant l'objet de la proposition 021 en y incluant trois amendements.

Washington, le 4 décembre 1989

Le Président de la Commission 9,

H. DIARRA

Remboursement des dettes de l'ancien régime financier et mesures à prendre pour faciliter le recouvrement des arriérés

Rapport du Conseil exécutif

I. Introduction

1. Il sied de rappeler que, depuis sa fondation en 1874 et jusqu'à la fin de 1980, l'UPU a vécu sous l'ancien régime financier selon lequel les contributions des Pays-membres étaient versées *a posteriori* sur la base des dépenses effectives de l'année précédente, étant entendu que le Gouvernement de la Confédération suisse faisait gratuitement les avances de trésorerie nécessaires.
2. Comme suite à une intervention du Gouvernement helvétique et à l'examen de cette question par le Conseil exécutif, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a estimé que le temps était venu pour l'UPU d'aligner sa pratique sur celle du système des Nations Unies et a instauré, à partir de 1981, un régime d'autofinancement par lequel les contributions des Pays-membres sont calculées sur la base du budget et doivent être versées à l'avance mais au plus tard le premier jour de l'exercice financier auquel se rapporte le budget (l'article 124 du Règlement général a été modifié en conséquence).
3. Il est notamment résulté de ce changement:
 - a) qu'en 1979 les Pays-membres ont encore versé la contribution relative aux dépenses effectives de l'exercice 1978 (ancien régime);
 - b) qu'en 1980 les Pays-membres ont payé à l'avance les contributions calculées sur la base du budget de l'année 1981 (nouveau régime);
 - c) qu'à la fin de 1980 les Pays-membres étaient encore redevables des contributions relatives aux dépenses effectives des exercices 1979 et 1980.
4. Pour atténuer les effets du changement de régime, le Congrès de Rio de Janeiro a accepté l'offre du Gouvernement de la Confédération suisse visant au remboursement échelonné sur dix ans des dépenses de l'Union que la Suisse avait avancées durant les années 1979 et 1980 en vertu de l'ancien régime financier.
5. C'est ainsi que, par sa résolution C 17 (annexe 1), le Congrès de Rio de Janeiro a institué un plan d'amortissement des dépenses effectives des deux années demeurées impayées sous forme de remboursement par tranches de 20 pour cent durant les années 1981 à 1985 en ce qui concerne les dépenses de 1979, puis de 1986 à 1990 pour les dépenses de l'année 1980. Le Bureau international facture chaque année ces tranches relatives aux années 1979 et 1980 (en même temps que la part contributive de l'année suivante), à moins que l'Administration intéressée n'ait déjà remboursé à l'avance sa part contributive pour lesdites années. Selon les dispositions en vigueur avant le changement du régime, les sommes dues au Gouvernement suisse sont productives d'intérêts à son profit à raison de 5 pour cent par an à compter du 31 décembre de l'année de l'envoi de la facture. Il en est de même en ce qui concerne les arriérés se rapportant aux années antérieures à 1979. Le Bureau international comptabilise séparément et verse régulièrement au Gouvernement de la Confédération suisse les sommes qu'il encaisse au titre des contributions et des fournitures relatives aux années antérieures à 1981 ainsi que les intérêts réglementaires éventuels qui s'y rapportent.

6. Etant donné que la période transitoire prévue à la résolution C 17 du Congrès de Rio de Janeiro viendra à échéance à la fin de l'année 1990, le Conseil exécutif a décidé de saisir le Congrès de Washington des problèmes que posera cette prochaine échéance en ce qui concerne notamment les Pays-membres qui n'auront alors pas encore réglé leurs dettes. Outre le remboursement à la Suisse des avances que cette dernière a consenties à l'Union sous l'ancien régime financier, le Conseil exécutif propose au Congrès de prendre des mesures pour s'efforcer de récupérer les sommes dues par les Pays-membres qui éprouvent des difficultés pour honorer leurs engagements financiers envers l'Union.

II. Remboursement à la Suisse des sommes avancées sous le régime financier antérieur à 1981

7. Selon le plan d'amortissement de la résolution C 17 du Congrès de Rio de Janeiro, les avances faites par la Suisse durant l'ancien régime financier sont à l'heure actuelle encore en voie de recouvrement. C'est ainsi que la quatrième tranche de 20 pour cent des dépenses de l'année 1980 a été facturée en juin 1989 alors que la cinquième (et dernière) tranche de remboursement sera facturée en 1990.

8. En principe, si tous les Pays-membres acquittaient leurs dettes aux échéances convenues, la totalité des sommes avancées par la Suisse devrait lui être théoriquement remboursée à la fin de l'année 1990. Or, force est de constater qu'un certain nombre de débiteurs sont en retard dans leurs paiements. On doit donc s'attendre à ce que le remboursement ne soit pas effectué intégralement à cette date.

9. En se fondant sur l'état des sommes arriérées dues à la Suisse au 30 juin 1989 (annexe 2) et en supposant que les deux dernières tranches des dépenses effectives de 1980 (payables respectivement jusqu'à fin 1989 et 1990) suivent le même rythme de recouvrement que l'ensemble des huit tranches précédentes (1981 à 1988), on peut espérer qu'à la fin de l'exercice 1990 les arriérés de l'ancien régime ne devraient guère excéder 2,5 millions de francs suisses, y compris les intérêts moratoires.

10. Il sied de signaler que l'UIT, qui a vécu une situation analogue en 1954 lorsqu'elle a liquidé les avances accordées par la Suisse sous son régime financier antérieur, avait alors remboursé les sommes dues par les Pays-membres en prenant à sa charge les débiteurs arriérés.

11. A l'instar de l'UIT, le Conseil exécutif de l'UPU a décidé de proposer au Congrès (proposition 03) de rembourser globalement au Gouvernement suisse le solde des avances faites au titre de l'ancien régime financier qui lui serait encore dû au 31 décembre 1990, intérêts moratoires compris. Dans l'optique de prélever les sommes nécessaires sur le Fonds de réserve, le Conseil exécutif a décidé, en mai 1989, de ne plus effectuer de retraits dudit Fonds de réserve pour réduire le montant des parts contributives et cela afin que le niveau du Fonds soit suffisant pour faire face au remboursement qui devrait être fait à la Suisse à fin 1990.

12. Il est important de souligner que, par cette opération, les Pays-membres débiteurs ne seront pas acquittés de leurs dettes encourues sous l'ancien régime financier. A partir du 1er janvier 1991, ces sommes, antérieurement dues à la Suisse, deviendraient des *créances propres de l'Union* régies par le nouveau régime financier en vigueur depuis le 1er janvier 1981. Sauf dispositions contraires du XXe Congrès, ces arriérés devraient, après leur reprise par l'Union, être productifs d'intérêts au taux de 6 % pour les parts contributives et de 5 % pour les fournitures, mais au bénéfice de l'UPU à partir de 1991, cela conformément aux dispositions qui régissent les arriérés à l'égard de l'Union, à savoir les articles 124, § 8, et 126 du Règlement général.

13. En fait, l'opération visée par la proposition 03 présentée par le Conseil exécutif à ce sujet ne constitue pas une dépense proprement dite mais plutôt «l'achat» par l'Union de créances qui lui seront remboursées ultérieurement par les Pays-membres débiteurs au moment où ils régleront

leurs arriérés. S'agissant toutefois de «nouveaux arriérés», ces créances immobiliseront une partie du Fonds de réserve disponible aux fins de la trésorerie, objectif principal de ce Fonds. Par conséquent et afin d'éviter le risque de difficultés de trésorerie, ces créances seront inscrites au Compte de provision conformément à l'article 22, § 3, du Règlement financier.

14. Afin d'être complet, il y a lieu de relever qu'outre les sommes précitées qui devront être remboursées à la Suisse l'Union devra veiller à ce que, de leur côté, les services de traduction concernés en fassent de même en ce qui concerne les avances qui leur avaient été faites par la Suisse sous l'ancien régime financier. Etant donné que les porte-parole desdits groupes linguistiques se sont engagés à suivre par analogie les dispositions financières appliquées par l'Union, les décisions que prendrait le Congrès leur seraient applicables d'office, ce qui ne devrait guère soulever de problèmes majeurs vu, d'une part, que les arriérés dus à la Suisse ne sont pas très élevés et que, d'autre part, chacun des groupes linguistiques intéressés dispose de son propre Fonds de réserve.

III. Assainissement des comptes arriérés de toute nature

A. *Etat de la situation à l'UPU*

15. L'état des arriérés du nouveau régime financier instauré depuis le 1er janvier 1981 a évolué comme suit au cours des cinq dernières années:

Date	Montant en francs suisses
31 décembre 1984	1 588 496,45
31 décembre 1985	2 345 048,56
31 décembre 1986	3 676 962,02
31 décembre 1987	4 432 122,53
31 décembre 1988	5 957 771,05
30 juin 1989	6 734 744,30

16. A titre d'information, l'état des arriérés dus au 30 juin 1989 figure à l'annexe 3.

17. Dans le rapport qu'il a présenté au Conseil exécutif en avril dernier (CE 1989/C 2 – Doc 3/Annexe 1), le Vérificateur extérieur des comptes de l'Union a relevé qu'à fin 1988 les arriérés représentaient le quart des contributions dues pour l'exercice 1988 et il a notamment souligné que «Si l'on tient compte des débiteurs courants (au titre de 1988), le montant à encaisser s'élevait à environ 40 % des contributions appelées. Aussi, il ne fait pas de doute que, si les Pays-membres en défaut de paiement ne règlent pas leur dû dans les prochaines années, la trésorerie de l'Union en sera affectée».

18. Il est clair que, si une telle évolution devait continuer, elle pourrait entraver le bon fonctionnement de l'Union. Il est par ailleurs d'autant plus important de prendre des mesures que si l'Union décide de prendre à sa charge les débiteurs de l'ancien régime financier (proposition 03), le montant des arriérés augmenterait d'environ 2,5 millions de francs suisses au 1er janvier 1991.

19. Il convient de rappeler que le Bureau international prend régulièrement diverses mesures en vue d'assainir l'état des arriérés de toute nature. C'est ainsi:

- qu'il adresse, chaque année, un relevé détaillé des arriérés aux Pays-membres débiteurs en les invitant à payer leur dû;

- qu'il publie, deux fois par an, un état des arriérés par voie de circulaire;
- qu'il inclut l'état des arriérés dans le Rapport sur les activités de l'Union;
- qu'il envoie des lettres de rappel et soulève cette question avec les autorités compétentes des pays débiteurs dans lesquels il effectue des missions.

20. On doit relever que le Congrès de Hamburg a pris diverses décisions qui autorisent un certain nombre de mesures, à savoir:

- l'assainissement des arriérés par le système de compensation du Bureau international (recommandation C 36);
- la conclusion d'arrangements spéciaux;
- le déclassement des pays qui ont de gros arriérés;
- l'absorption de certains arriérés.

21. En ce qui concerne la recommandation C 36, elle a pu être utilisée dans quelques cas et pourra l'être encore à l'avenir, car elle présente de gros avantages. Malheureusement et malgré l'amélioration du système, il y aura de moins en moins d'Administrations qui utiliseront le clearing du Bureau international pour régler les frais de transit et les frais terminaux du courrier de surface, à la suite de la décision prise par le Congrès de Hamburg de rendre ce clearing facultatif (Règl., Conv., art. 187, § 5). Ainsi donc, le recours à la procédure prévue par la recommandation précitée risque de devenir de plus en plus aléatoire à moins que le Congrès de Washington décide d'élargir la portée du système de compensation du Bureau international.

22. Quant aux autres procédures précitées qui avaient été retenues par le Congrès de Hamburg, elles n'ont, jusqu'ici, pas été mises en application, étant donné que le Congrès avait estimé que rien ne serait entrepris à ce sujet dans l'immédiat (voir Congrès – Doc 8, chiffre 34, 39 et 40 et C 3/PV 8 – Documents du Congrès de Hamburg, tome I, pages 1243-1244, et tome II, page 331).

B. Pratiques de l'Union internationale des télécommunications (UIT)

23. Les procédures évoquées par le Congrès de Hamburg étant appliquées avec des modalités diverses par l'UIT, il a paru opportun et intéressant d'en faire état dans le présent document.

24. L'UIT a, à l'instar de l'ONU et de toutes les institutions spécialisées, privé du droit de vote les pays qui sont en retard de plus de deux ans dans le paiement de leurs contributions¹ et leur inflige des intérêts moratoires comme l'UPU. En outre, elle a pris aux Conférences de Torremolinos 1973 et Nairobi 1982 les mesures suivantes:

- les arriérés de certains débiteurs ont été transférés sur un compte spécial ne portant plus d'intérêts. Ce transfert ne dispense nullement le pays qui en fait l'objet du remboursement de ses arriérés; cela a été confirmé constamment;
- les intérêts moratoires antérieurs à ces transferts ont été pris en charge et amortis par l'UIT;
- une période d'amortissement raisonnable a été impartie aux membres débiteurs pour se libérer de leurs arriérés, selon un plan que le Secrétaire général a été chargé de négocier dans les meilleurs délais, en tenant compte à la fois de la situation économique des pays concernés et des intérêts de l'Union;

¹ Convention de l'UIT, article 15 – Une sanction analogue a été rejetée par le Congrès de Hamburg 1984 (Congrès – Doc 8, chiffre 29, et proposition 1526.91).

- les pays débiteurs ont obtenu de la Conférence leur déclassement provisoire dans une classe de contribution inférieure à celle qu'ils occupent normalement, cela pendant la période d'amortissement pour faciliter le remboursement;
- le Conseil d'administration a été invité à prendre toutes les mesures utiles pour faciliter ces remboursements d'arriérés et à régler le compte spécial d'intérêt.

25. Lors de la Conférence de plénipotentiaires de l'UIT, qui s'est tenue à Nice en juin 1989, dix-neuf pays-membres se sont trouvés privés du droit de vote en raison du retard dans le paiement de leurs contributions. Des neuf pays visés par les mesures prises à Torremolinos en 1973, six pays ont réglé leurs arriérés complètement et un pays s'acquittera de sa dette en 1989. Des quatre pays bénéficiaires des mesures prises à Nairobi en 1982, un pays a liquidé ses dettes.

C. Mesures proposées au Congrès de Washington

26. Préoccupé par l'augmentation constante des arriérés, le Conseil exécutif a estimé que le temps semblait venu de prendre des mesures concrètes. Sans revenir sur la sanction de la privation du droit de vote rejetée par le Congrès de Hamburg, le Conseil exécutif a décidé de proposer au prochain Congrès un projet de résolution (proposition 04) reprenant quelques modalités ayant connu un certain succès à l'UIT et qui s'inscrivent dans le sens des mesures acceptées par le Congrès de Hamburg, à savoir:

- a) charger le Bureau international de négocier avec les pays qui ont les plus forts arriérés des projets d'arrangements qui seront soumis à l'approbation du Conseil exécutif;
- b) charger le Conseil exécutif:
 - d'approuver les plans d'amortissement qui auraient été préalablement négociés par le Bureau international;
 - d'accepter le déclassement temporaire dans une classe de contribution inférieure¹, durant la période de remboursement du plan d'amortissement de leur dette;
- c) transférer sur un compte spécial les débiteurs faisant l'objet d'un tel arrangement particulier.

IV. Conclusions

27. Au vu de ce qui précède, le Congrès est invité à:

- a) adopter le projet de résolution 03 visant à la liquidation des sommes qui seraient encore dues au Gouvernement suisse au 31 décembre 1990 au titre des avances qu'il avait accordées à l'Union sous l'ancien régime de financement;
- b) examiner le projet de résolution 04 et se prononcer à l'égard des mesures qu'il estimerait nécessaire de prendre pour assainir les arriérés de toute nature.

Bonn, le 3 août 1989

Au nom du Conseil exécutif:

Le Président,

F. KOLLER

¹ Il est à noter qu'un tel déclassement ne peut s'appliquer qu'aux Pays-membres rangés dans une classe de contribution d'une unité ou plus.

Résolution C 17/Rio de Janeiro 1979

Remboursement des avances faites à l'UPU par le Gouvernement de la Confédération suisse

Le Congrès,

ayant adopté
un système d'autofinancement de l'Union,

conscient
des augmentations transitoires des contributions qu'occasionnent aux Pays-membres le passage
au nouveau système de paiement et la liquidation de l'ancien régime,

se fondant
sur le désir de la Suisse d'atténuer ces effets, en accordant à l'UPU un délai de dix ans pour le
remboursement des sommes qui lui sont dues au moment du changement de régime,

décide

- 1^o que les sommes avancées par le Gouvernement de la Confédération suisse pour les exercices
financiers 1979 et 1980 seront remboursées par l'Union conformément au plan suivant:

Année de paiement	Versement annuel (amortissement)
1981	20 pour cent des dépenses effectives 1979
1982	20 pour cent des dépenses effectives 1979
1983	20 pour cent des dépenses effectives 1979
1984	20 pour cent des dépenses effectives 1979
1985	20 pour cent des dépenses effectives 1979
1986	20 pour cent des dépenses effectives 1980
1987	20 pour cent des dépenses effectives 1980
1988	20 pour cent des dépenses effectives 1980
1989	20 pour cent des dépenses effectives 1980
1990	20 pour cent des dépenses effectives 1980

- 2^o Conformément aux dispositions en vigueur avant le changement de régime, les sommes dues
au Gouvernement suisse sont productives d'intérêts au profit dudit Gouvernement à raison
de 5 pour cent par an à compter du 31 décembre de l'année de paiement des contributions
précitées. Il en est de même en ce qui concerne les arriérés se rapportant aux années
antérieures à 1979.

Etat des sommes arriérées dues à la Confédération suisse au 30 juin 1989

Pays-membres	Nombre d'unités de contribution en 1980	Parts contributives	Fournitures	Intérêts	Montant total
		Années	Francs suisses	Francs suisses	Francs suisses
Algérie	5	1980 I et III	28 300,00	–	2 448,60
Angola	1	1980 III	–	–	44,00
Argentine	20	1980 I et II	113 200,00	–	5 094,00
Barbade	1	1980 II et III	5 660,00	–	141,00
Bénin	1	1980 III	2 830,00	–	–
Bolivie	1	1980	–	–	767,00
Burundi	1	1979 (solde), 1980 I–III	11 466,00	–	964,00
Cameroun	1	1980	–	–	160,00
Cap-Vert	1	1979 (solde), 1980 I–III	17 418,00	–	2 199,00
Centrafrique	1	1973, 1975 (solde), 1978 (solde), 1979 (solde), 1980 II–III	38 101,35	5 723,44	28 360,57
Chili	5	1980 III	14 150,00	–	1 141,00
Comores	1	1976–1979, 1980 I–III	58 360,00	6 246,10	24 424,46
Congo (Rép. pop.)	1	1980 II et III	5 660,00	–	341,00
Costa-Rica	1	1980	–	–	51,00
Cuba	3	1980 II et III	16 980,00	–	912,00
Djibouti	1	1980 III	2 830,00	–	–
Dominicaine (Rép.)	3	1962–1978, 1979 (solde), 1980 I–III	435 312,00	18 599,15	312 881,30
Dominique	1	1980 I–III	8 490,00	–	423,00
Egypte	15	1980	–	–	657,00
El Salvador	1	1979, 1980 I–III	23 370,00	–	5 699,87
Equateur	3	1980 I–III	25 470,00	–	3 411,00
Ethiopie	1	1980 III	2 830,00	–	–
Gabon	1	1980	–	726,20	180,00
Gambie	1	1979 (solde), 1980 I–III	11 466,00	–	867,00
Grenade	1	1980 III	2 830,00	–	–
Guatemala	3	1980 I–III	25 470,00	–	5 208,00
Guinée	1	1979 (solde), 1980 II et III	19 620,88	–	3 589,00
Guinée-Bissau	1	1979, 1980 I–III	23 370,00	–	4 483,83
Guinée équatoriale	3	1979, 1980 I–III	70 110,00	66,00	12 446,00
Guyane	1	1980 III	2 830,00	–	–
Haïti	3	1979–1980	–	–	6 254,00
Honduras (Rép.)	1	1980 III	2 830,00	–	212,00
Iran (Rép. islamique)	5	1980 III	14 150,00	–	1 099,00
Kampuchea dém.	1	1973–1979, 1980 I–III	82 593,10	3 088,45	38 866,29
Lesotho	1	1980	–	–	78,00

Note. – Les chiffres romains indiquent les tranches de 20 pour cent des dépenses de 1980 impayées. C'est ainsi par exemple que le chiffre I se rapporte à la première tranche de remboursement facturée et payable en 1986.

Pays-membres	Nombre d'unités de contribution en 1980	Parts contributives	Fournitures	Intérêts	Montant total	
		Années	Francs suisses	Francs suisses	Francs suisses	
Liban	1	1980 II et III	5 660,00	—	1 727,65	7 387,65
Libéria	1	1979 (solde), 1980 I–III	17 418,00	—	3 288,00	20 706,00
Mali	1	1980 III	2 830,00	—	85,00	2 915,00
Mauritanie	1	1976 (solde)–1979, 1980 I–III	56 089,15	1 796,95	25 449,91	83 336,01
Nauru	1	1980 II	2 830,00	—	270,00	3 100,00
Nicaragua	1	1980 I–III	8 490,00	—	6 334,00	14 824,00
Niger	1	1979–1980	—	—	159,00	159,00
Nigéria	5	1979 (solde), 1980 I–III	57 330,00	—	5 097,00	62 427,00
Ouganda	1	1979, 1980 I–III	23 370,00	3 131,25	6 628,98	33 130,23
Panama (Rép.)	1	1980 II et III	5 660,00	—	178,00	5 838,00
Paraguay	1	1980 III	2 830,00	—	637,00	3 467,00
Antilles néerlandaises et Aruba	1	1980 III	2 830,00	—	85,00	2 915,00
Pérou	3	1980 II (solde) et III	11 829,14	—	13 224,00	25 053,14
Philippines	1	1980 I–III	8 490,00	—	2 024,00	10 514,00
Roumanie (Rép. soc.)	10	1979–1980	—	—	4 318,00	4 318,00
Rwanda	1	1980 III	2 830,00	—	—	2 830,00
Sainte-Lucie	1	1980 II et III	5 660,00	—	334,00	5 994,00
Sao Tomé-et-Principe	1	1979 (solde), 1980 I–III	14 442,00	—	1 485,00	15 927,00
Sénégal	1	1980 II	2 830,00	—	557,00	3 387,00
Seychelles	1	1980	—	—	61,00	61,00
Sierra Leone	1	1979 (solde), 1980 I–III	13 659,68	—	1 342,00	15 001,68
Somalie	1	1979 (solde), 1980 I–III	17 418,00	—	2 668,00	20 086,00
Soudan	1	1979 (solde), 1980 I–III	17 418,00	—	3 692,00	21 110,00
Suriname	1	1979 (solde), 1980 I–III	11 466,00	—	1 317,00	12 783,00
Tanzanie (Rép. unie)	1	1980 I–III	8 490,00	—	423,00	8 913,00
Tchad	1	1972 (solde)–1975, 1977 (solde)–1979, 1980 I–III	73 070,00	3 255,82	47 276,79	123 602,61
Trinité-et-Tobago	1	1980 II et III	5 660,00	—	1 466,10	7 126,10
Uruguay	3	1980 III	8 490,00	—	4 290,70	12 780,70
Vénézuéla	3	1980 III	8 490,00	—	3 156,00	11 646,00
Zaïre	3	1979 (solde), 1980 I–III	52 254,00	—	8 034,00	60 288,00
Totaux			1 513 531,30	42 633,36	609 011,05	2 165 175,71

Etat des sommes arriérées dues à l'Union au 30 juin 1989 (nouveau régime)¹

Pays-membres	Nombre d'unités de contribution en 1980	Parts contributives	Fournitures	Intérêts	Montant total
		Années	Francs suisses	Francs suisses	Francs suisses
Algérie	5	1987–1988	–	13 601,80	26 581,60
Argentine	15	1988	344 550,00	3 134,10	379 734,10
Barbade	1	1988	22 970,00	68,00	24 131,00
Bénin	0,5	1986–1988	–	9 244,90	9 556,90
Bolivie	1	1987	–	7 056,00	7 056,00
Burundi	0,5	1985–1988	36 956,88	925,80	42 492,68
Cap-Vert	0,5	1984–1988	70 195,00	20,00	82 953,00
Centrafrique	0,5	1981–1983 (solde)	53 573,24	13 781,70	89 710,81
Chili	5	1988 (solde)	69 702,80	19 789,05	101 491,85
Colombie	3	1987	–	4 488,70	6 037,70
Comores	0,5	1981–1988	121 945,00	1 186,25	157 043,25
Congo (Rép. pop.)	1	1988 (solde)	22 873,50	4 045,55	29 795,05
Costa-Rica	1	1988 (solde)	8 421,97	–	9 226,97
Cuba	3	1987 (solde)–1988	109 340,22	9 228,05	138 266,27
Dominicaine (Rép.)	1	1981–1982, 1985–1988	226 940,00	3 758,35	296 453,35
Egypte	10	1988	–	24 579,75	32 395,75
El Salvador	1	1982 (solde)–1988	95 603,24	3 796,00	131 657,24
Equateur	1	1986 (solde)–1988	60 017,77	10 201,85	86 142,62
Gabon	1	1981–1988	–	4 650,10	5 419,10
Gambie	0,5	1986 (solde)–1988	31 233,88	2 183,60	36 606,48
Guatemala	3	1987 (solde)–1988	98 323,70	–	114 091,70
Guinée	0,5	1985–1986, 1988	41 205,00	27 625,55	81 561,75
Guinée-Bissau	0,5	1981 (solde)–1988	120 264,95	5 601,80	160 055,75
Guinée équatoriale	0,5	1981–1988	298 045,00	10 570,65	403 856,65
Haïti	0,5	1986 (solde)–1988	29 293,02	3 249,50	51 530,52
Honduras (Rép.)	1	1988 (solde)	20 394,20	1 340,30	25 978,50
Iran (Rép. islamique)	5	1988 (solde)	105 814,70	890,50	125 880,20
Iraq	3	1985–1987	228 460,00	26 559,87	308 341,87
Jamahiriya libyenne	5	1985, 1987–1988	323 750,00	7 987,35	368 828,35
Kampuchea dém.	1	1981–1988	155 840,00	–	193 015,00
Liban	1	1985–1988	64 180,00	9 054,30	89 477,55
Libéria	1	1982 (solde)–1988	131 698,00	2 213,30	165 289,30
Mauritanie	1	1981 (solde)–1988	143 723,78	7 268,25	183 980,53
Nauru	1	1988	22 970,00	274,90	25 208,90
Nicaragua	1	1988	22 970,00	1 318,50	38 124,50
Nigéria	10	1986 (solde)–1988	510 550,45	22 466,40	626 794,85
Ouganda	0,5	1981 (solde)–1988	119 620,85	4 977,30	158 431,15
Panama (Rép.)	1	1986 (solde), 1987 (solde)	34 281,35	5 988,45	43 996,80
Paraguay	1	1987 (solde)–1988	24 793,45	208,00	32 283,45

¹ Seules les dettes de plus de 5000 francs figurent dans cette liste.

Pays-membres	Nombre d'unités de contri- bution en 1980	Parts contributives	Fournitures	Intérêts	Montant total	
		Années	Francs suisses	Francs suisses	Francs suisses	
Pérou	3	1983–1988	364 770,00	39 320,35	92 424,12	496 514,47
Philippines	1	1986 (solde)–1988 (solde)	29 238,26	–	7 731,30	36 969,56
Roumanie (Rép. soc.)	3	1986–1988	–	671,20	11 291,00	11 962,20
Sainte-Lucie	1	1987 (solde), 1988 (solde)	17 018,68	4,80	7 115,00	24 138,48
S. Tomé-et-Principe	0,5	1985–1988	52 695,00	5 534,05	8 879,00	67 108,05
Sénégal	1	1988	22 970,00	3 951,00	2 348,00	29 269,00
Sierra Leone	0,5	1982 (solde)–1988	91 693,35	19 947,40	23 946,00	135 586,75
Somalie	0,5	1984 (solde)–1988	38 915,47	1 812,10	12 303,67	53 031,24
Soudan	0,5	1984–1988	70 195,00	27 357,90	20 002,00	117 554,90
Suriname	1	1986–1988	67 790,00	922,45	8 889,00	77 601,45
Tanzanie (Rép. unie)	0,5	1985, 1988	30 285,00	1 015,99	7 520,00	38 820,99
Tchad	0,5	1981–1984, 1988	80 735,00	12 841,30	32 480,00	126 056,30
Trinité-et-Tobago	1	1988	22 970,00	956,13	7 332,40	31 258,53
Tunisie	5	1988	–	6 687,10	3 545,00	10 232,10
Uruguay	3	1988	68 910,00	22 562,52	25 896,00	117 368,52
Vanuatu	1	1983–1988	–	6 166,10	1 750,00	7 916,10
Vénézuéla	3	1988 (solde)	30 968,50	2 749,40	13 481,00	47 198,90
Zaïre	3	1984–1988	312 270,00	7 919,00	53 446,00	373 635,00
Sous-total			5 071 926,21	426 697,26	1 193 078,11	6 691 701,58
Autres débiteurs (34 Pays-membres)			3 194,05	22 655,67	17 193,00	43 042,72
			5 075 120,26	449 352,93	1 210 271,11	6 734 744,30

Remboursement des dettes de l'ancien régime financier et mesures à prendre pour faciliter le recouvrement des arriérés

Note complémentaire du Secrétaire général

Pour permettre à chacun de se faire une idée précise quant à l'évolution des arriérés depuis le 30 juin 1989, nous reproduisons dans le présent additif l'état des arriérés au 22 novembre 1989 selon le même schéma que celui utilisé dans les annexes 2 et 3 du Congrès – Doc 71.

Washington, le 24 novembre 1989

Le Secrétaire général,

A.C. BOTTO DE BARROS

Etat des sommes arriérées dues à la Confédération suisse au 22 novembre 1989

Pays-membres	Nombre d'unités de contribution en 1980	Parts contributives	Fournitures	Intérêts	Montant total
		Années	Francs suisses	Francs suisses	Francs suisses
Algérie	5	1980 I et III	28 300,00	–	2 448,60
Angola	1	–	–	–	44,00
Argentine	20	1980 I et II	113 200,00	–	5 094,00
Barbade	1	1980 II	2 830,00	–	211,00
Bénin	1	1980 III	2 830,00	–	–
Bolivie	1	–	–	–	767,00
Burundi	1	1979 (solde), 1980 I–III	11 466,00	–	964,00
Cameroun	1	–	–	–	41,00
Cap-Vert	1	1980 III	2 830,00	–	1 309,00
Centrafrique	1	–	–	5 723,44	29 320,57
Chili	5	1980 III	14 150,00	–	1 141,00
Comores	1	1976–1979, 1980 I–III	58 360,00	6 246,10	24 424,46
Congo (Rép. pop.)	1	1980 II et III	5 660,00	–	341,00
Costa-Rica	1	–	–	–	51,00
Cuba	3	1980 II et III	16 980,00	–	912,00
Djibouti	1	1980 III	2 830,00	–	–
Dominicaine (Rép.)	3	1962–1978, 1979 (solde), 1980 I–III	435 312,00	18 599,15	312 881,30
Dominique	1	1980 I–III	8 490,00	–	423,00
Egypte	15	–	–	–	657,00
El Salvador	1	1979, 1980 I–III	23 370,00	–	5 699,87
Gabon	1	–	–	726,20	180,00
Gambie	1	1979 (solde), 1980 I–III	11 466,00	–	867,00
Grenade	1	1980 III	2 830,00	–	–
Guatemala	3	1980 I–III	25 470,00	–	5 208,00
Guinée-Bissau	1	1979, 1980 I–III	23 370,00	–	4 483,83
Guinée équatoriale	3	1979, 1980 I–III	70 110,00	66,00	12 446,00
Guyane	1	1980 III	2 830,00	–	–
Haïti	3	–	–	–	6 254,00
Honduras (Rép.)	1	1980 III	2 830,00	–	212,00
Iran (Rép. islamique)	5	1980 III	14 150,00	–	1 099,00
Kampuchea dém.	1	1973–1979, 1980 I–III	82 593,10	3 088,45	38 866,29
Liban	1	1980 II et III	5 660,00	–	1 727,65
Libéria	1	1979 (solde), 1980 I–III	17 418,00	–	3 288,00
Mali	1	1980 III	2 830,00	–	85,00
Mauritanie	1	1976 (solde)–1979, 1980 I–III	56 089,15	1 796,95	25 449,91

Note. – Les chiffres romains indiquent les tranches de 20 pour cent des dépenses de 1980 impayées. C'est ainsi par exemple que le chiffre I se rapporte à la première tranche de remboursement facturée et payable en 1986.

Pays-membres	Nombre d'unités de contri- bution en 1980	Parts contributives	Fournitures	Intérêts	Montant total
		Années	Francs suisses	Francs suisses	Francs suisses
Nauru	1	1980 II	2 830,00	–	270,00
Nicaragua	1	1980 I–III	8 490,00	–	6 334,00
Niger	1	–	–	–	159,00
Nigéria	5	1979 (solde), 1980 I–III	57 330,00	–	5 097,00
Ouganda	1	1979, 1980 I–III	23 370,00	3 131,25	6 628,98
Panama (Rép.)	1	–	–	–	305,00
Paraguay	1	1980 III	2 830,00	–	637,00
Antilles néerlandaises et Aruba	1	1980 III	2 830,00	–	85,00
Pérou	3	1980 II (solde) et III	11 829,14	–	13 224,00
Philippines	1	1980 I–III	8 490,00	–	2 024,00
Roumanie (Rép. soc.)	10	–	–	–	7 081,00
Rwanda	1	1980 III	2 830,00	–	–
Sainte-Lucie	1	1980 II et III	5 660,00	–	334,00
Sao Tomé-et-Principe	1	1979 (solde), 1980 I–III	14 442,00	–	1 485,00
Sénégal	1	1980 II	2 830,00	–	557,00
Seychelles	1	–	–	–	61,00
Sierra Leone	1	1979 (solde), 1980 I–III	13 659,68	–	1 342,00
Somalie	1	1979 (solde), 1980 I–III	17 418,00	–	2 668,00
Soudan	1	1979 (solde), 1980 I–III	17 418,00	–	3 692,00
Suriname	1	1979 (solde), 1980 I–III	11 466,00	–	1 317,00
Tanzanie (Rép. unie)	1	1980 I–II	5 660,00	–	541,00
Tchad	1	1972 (solde)–1975, 1977 (solde)–1979, 1980 I–III	73 070,00	3 255,82	47 276,79
Trinité-et-Tobago	1	1980 II et III	5 660,00	–	1 466,10
Uruguay	3	1980 III	8 490,00	–	4 290,70
Vénézuéla	3	–	–	–	240,00
Totaux			1 340 857,07	42 633,36	594 012,05
					1 977 502,48

Etat des sommes arriérées dues à l'Union au 22 novembre 1989 (nouveau régime)¹

Pays-membres	Nombre d'unités de contribution en 1980	Parts contributives	Fournitures	Intérêts	Montant total
		Années	Francs suisses	Francs suisses	Francs suisses
Algérie	5	–	–	13 601,80	26 581,60
Argentine	15	1988	344 550,00	32 050,00	379 734,10
Barbade	1	1988	22 970,00	1 440,00	24 521,60
Bénin	0,5	–	–	9 244,90	9 556,90
Bolivie	1	–	–	7 056,00	7 056,00
Burundi	0,5	1985–1988	36 956,88	925,80	42 492,68
Cap-Vert	0,5	–	–	20,00	7 426,00
Centrafrique	0,5	1981–1987 (solde)	49 849,35	13 916,10	86 234,32
Chili	5	1988 (solde)	69 702,80	19 789,05	101 491,85
Colombie	3	–	–	4 488,70	6 601,70
Comores	0,5	1981–1988	121 945,00	1 186,25	33 912,00
Congo (Rép. pop.)	1	1988 (solde)	22 873,50	4 045,55	29 795,05
Cuba	3	–	–	9 228,05	26 565,00
Dominicaine (Rép.)	1	1981–1982, 1985–1988	226 940,00	3 758,35	65 755,00
Egypte	10	–	–	24 579,75	7 816,00
El Salvador	1	1982 (solde)–1988	95 603,24	3 796,00	32 258,00
Gambie	0,5	1986 (solde)–1988	31 233,88	2 183,60	3 189,00
Guatémala	3	1987 (solde)–1988	98 323,70	–	15 768,00
Guinée-Bissau	0,5	1981 (solde)–1988	120 264,95	5 601,80	34 189,00
Guinée équatoriale	0,5	1981–1988	298 045,00	10 570,65	95 241,00
Haïti	0,5	1986 (solde)–1988	29 293,02	3 249,50	18 988,00
Honduras (Rép.)	1	1988 (solde)	20 394,20	1 340,30	4 244,00
Iran (Rép. islamique)	5	1988 (solde)	105 814,70	890,50	19 175,00
Iraq	3	1985	94 000,00	26 559,87	57 783,00
Jamahiriya libyenne	5	1985, 1987–1988	323 750,00	7 987,35	37 091,00
Kampuchea dém.	1	1981–1988	155 840,00	–	37 175,00
Liban	1	1985–1988	64 180,00	9 054,30	16 243,25
Libéria	1	1982 (solde)–1988	131 698,00	2 213,30	31 378,00
Mauritanie	1	1981 (solde)–1988	143 723,78	7 268,25	32 988,50
Nauru	1	1988	22 970,00	274,90	1 964,00
Nicaragua	1	1988	22 970,00	1 318,50	13 836,00
Nigéria	10	1986 (solde)–1988	510 550,45	22 466,40	93 778,00
Ouganda	0,5	1981 (solde)–1988	119 620,85	4 977,30	33 833,00
Paraguay	1	1987 (solde)–1988	24 793,45	208,00	7 282,00
Pérou	3	1983–1988	364 770,00	39 320,35	92 424,12
Philippines	1	1986 (solde)–1988 (solde)	29 238,26	–	7 731,30

¹ Seules les dettes de plus de 5000 francs figurent dans cette liste.

Pays-membres	Nombre d'unités de contri- bution en 1980	Parts contributives	Fournitures	Intérêts	Montant total
		Années	Francs suisses	Francs suisses	Francs suisses
Roumanie (Rép. soc.)	3	–	–	671,20	18 217,00
Sainte-Lucie	1	1987 (solde)	4 578,68	9,60	7 532,00
S. Tomé-et-Principe	0,5	1985–1988	52 695,00	5 534,05	8 879,00
Sénégal	1	1988	22 970,00	3 951,00	2 348,00
Sierra Leone	0,5	1982 (solde)–1988	91 693,35	19 947,40	23 946,00
Somalie	0,5	1984–1986 (soldes)–1988	38 915,47	1 812,10	12 303,67
Soudan	0,5	1984–1988	70 135,00	27 357,90	20 002,00
Suriname	1	1986–1988	67 790,00	922,45	8 889,00
Tanzanie (Rép. unie)	0,5	1985 (solde)	814,50	1 145,99	8 340,15
Tchad	0,5	–	–	12 841,30	37 017,00
Trinité-et-Tobago	1	1988	22 970,00	956,13	7 332,40
Tunisie	5	–	–	6 687,10	3 633,00
Uruguay	3	1988	68 910,00	22 562,52	25 399,00
Vanuatu	1	–	–	6 166,10	1 750,00
Sous-total			4 144 397,01	367 875,71	1 111 507,06
Autres débiteurs (40 Pays-membres)			3 887,32	33 662,74	21 620,00
			4 148 284,33	401 538,45	1 133 127,06

Réglementation postale internationale

Rapport du Conseil exécutif

SOMMAIRE

- I. Introduction (chiffres 1 et 2)
- II. Introduction des nouveaux services (chiffres 3 à 5)
- III. Revision des Règlements d'exécution (chiffres 6 à 24)
- IV. Réserves aux Règlements d'exécution révisés par le CE (chiffres 25 à 28)
- V. Application immédiate de la nouvelle réglementation (chiffres 29 et 30)
- VI. Deuxième phase du transfert au CE d'une partie de la fonction législative du Congrès (chiffres 31 à 33)

I. Introduction

1. Par sa résolution C 56, le Congrès de Hamburg a chargé le CE d'étudier une façon différente de concevoir et de présenter la réglementation internationale, notamment celle qui doit être élaborée pour la mise en oeuvre des nouveaux services, afin:
 - de faciliter son application souple par les Administrations postales;
 - de rendre plus rapide sa modification en fonction des besoins, en particulier quand il ne s'agit pas de principes fondamentaux;
 - d'éviter le recours systématique au Congrès pour cette modification.
2. Dans son étude, le CE a également pris en considération les propositions qui avaient été soumises au Congrès de Hamburg et qui tendaient à faire du CE l'autorité compétente pour arrêter les Règlements d'exécution de la Convention et des Arrangements sur la base des propositions présentées au Congrès.

II. Introduction des nouveaux services

3. Se référant aux dispositions de l'article 102, § 6, lettre r), du Règlement général, le CE estime que le Congrès l'a déjà investi de la compétence législative pour l'introduction provisoire de nouveaux services et qu'il n'est donc pas nécessaire d'envisager une autre procédure à cette fin.

4. Sur cette base, il a adopté, lors de sa session de 1987, l'Accord-cadre et le Règlement-cadre de l'EMS, qu'il a recommandé aux Administrations postales d'appliquer provisoirement (recommandation CE 2/1987).

5. Afin de pouvoir lutter plus efficacement contre la concurrence et répondre plus rapidement aux besoins de la clientèle, il propose d'assouplir encore cette disposition (proposition 1502.1).

III. Revision des Règlements d'exécution

6. Tenant compte notamment de l'évolution très rapide des besoins de la clientèle, de la pression de la concurrence et de la nécessité d'adapter sans retard les prescriptions aux exigences techniques et commerciales actuelles, le CE a jugé opportun que le Congrès lui transfère la compétence législative pour la revision des Règlements d'exécution de la Convention et des Arrangements, afin aussi que le Congrès n'ait plus à s'occuper de la revision des dispositions de détail qui règlent les modalités d'échange du courrier international et également de raccourcir la durée du Congrès.

7. Les conclusions de l'étude menée à ce sujet peuvent se résumer comme suit:

A. PROCEDURE DE REVISION DES ACTES

8. Le Congrès demeure compétent pour la revision des Actes de l'Union tous les cinq ans. Toutes les propositions de modification continueront à lui être soumises conformément aux dispositions de l'article 119 du Règlement général; elles seront publiées par le Bureau international dans les formes habituelles.

9. Le Congrès délèguera au CE la compétence de reviser les Règlements d'exécution sous réserve des propositions qu'il aura jugé nécessaire d'examiner lui-même (chiffre 24, Constitution, art. 22, § 5; proposition 1022.1).

B. MECANISME DE REVISION DES ACTES

1^o Par le Congrès

10. Ce mécanisme devrait obéir à deux conditions:

- éviter que les transferts de propositions au CE soient peu nombreux, sinon la délégation de compétence législative au CE ne se justifierait pas;
- éviter aussi toute perte de temps qu'occasionnerait un quelconque débat au sein des Commissions sur l'opportunité ou non de renvoyer des propositions au CE.

11. Les propositions de modification des Règlements d'exécution qui sont la conséquence d'autres propositions tendant à modifier la Convention ou les Arrangements seront mentionnées dans l'ordre du jour et traitées en principe par le Congrès, sauf si la Commission concernée en décide le renvoi au CE. Toute objection éventuelle à ce sujet devrait faire l'objet d'un vote de procédure (chiffre 24, Règlement intérieur des Congrès, art. 15; proposition 1715.1).

12. En revanche, toutes les autres propositions de modifications des Règlements d'exécution seront renvoyées au CE pour examen, sauf si la Commission décide de les traiter en Congrès. Toute objection éventuelle à ce sujet devrait faire l'objet d'un vote de procédure (chiffre 24, Règlement intérieur des Congrès, art. 15; proposition 1715.2).

13. Dans tous les cas, le rôle des Présidents des Commissions est primordial.

14. Quant aux propositions renvoyées au CE, elles donneront lieu à une résolution en deux parties comportant, d'une part, les n^{es} des propositions avec des directives du Congrès et, d'autre part, ceux des propositions renvoyées au CE sans aucune directive (chiffre 24, Règlement intérieur des Congrès, art. 15; proposition 1715.3).

2^e Par le CE

15. Sous réserve des paragraphes 11 et 12 ci-devant, les propositions concernant les Règlements d'exécution seront traitées par le CE (chiffre 24, Règlement général, art. 121; proposition 1521.1).

16. La session du CE chargée de la revision des Règlements d'exécution se tiendra au plus tard six mois après la clôture du Congrès. Aucune autre revision ne sera entreprise dans l'intervalle des Congrès, sauf dans des cas exceptionnels (chiffre 24, Règlement général, art. 102; proposition 1502.2).

17. Les propositions concernant les Règlements d'exécution soumises au CE entre deux Congrès par les Administrations postales ne sont prises en considération que si celui-ci en approuve l'urgente nécessité (chiffre 24, Règlement général, art. 120; proposition 1520.1).

18. Les décisions seront prises par consensus; à défaut de consensus, les propositions de modification du Règlement d'exécution de la Convention doivent être adoptées à la majorité des membres du CE (21 voix) et, pour les Règlements d'exécution des Arrangements, à la majorité des Pays-membres du CE parties à ceux-ci (chiffre 24, Convention, art. 91; Colis, Arrangement, art. 56; propositions 2091.1 et 5056.1; pour les Arrangements relatifs aux services financiers postaux, les articles correspondants seront rédigés dans le même sens).

C. AUTHENTIFICATION, NOTIFICATION ET MISE EN VIGUEUR DES DECISIONS

19. Les Règlements d'exécution ainsi révisés seront authentifiés par la signature du Président et celle du Secrétaire général du CE selon la pratique d'autres institutions spécialisées du système commun des Nations Unies quant à leurs Actes de base eux-mêmes (OACI, OIT, OMS, UNESCO, etc.) (chiffre 24, Constitution, art. 25; proposition 1025.1).

20. Les décisions prises par le CE seront notifiées aux Administrations postales des Pays-membres de l'Union par le Bureau international (chiffre 24, Règlement général, art. 109 et art. 122; propositions 1509.1 et 1522.2).

21. Il incombera à chaque Administration postale, le cas échéant, de faire approuver ou entériner les nouveaux Règlements d'exécution par les autorités nationales compétentes selon les règles constitutionnelles de son pays et conformément à la pratique actuelle.

22. Les Règlements d'exécution entreront en vigueur à la même date et auront la même durée que les Actes issus du Congrès (chiffre 24, Règlement général, art. 123; proposition 1523.1).

D. TITRE, TENEUR ET CARACTERE OBLIGATOIRE DES REGLEMENTS D'EXECUTION

23. Le CE suggère le maintien du statu quo en ce qui concerne le titre, la teneur et le caractère obligatoire actuels des Règlements d'exécution.

E. RECAPITULATION DES PROPOSITIONS DE MODIFICATION DES ACTES

24. Les dispositions des Actes, dont le CE propose la modification au titre de la revision des Règlements d'exécution, sont récapitulées ci-après:

Ancien texte

Constitution, art. 22, § 5

5. Les Règlements d'exécution, qui contiennent les mesures d'application nécessaires à l'exécution de la Convention et des Arrangements, sont arrêtés par les Administrations postales des Pays-membres intéressés.

Constitution, art. 25, titre et § 1

Signature, ratification et autres modes d'approbation des Actes de l'Union

1. La signature des Actes de l'Union par les plénipotentiaires a lieu à l'issue du Congrès.

Texte proposé

Constitution, art. 22, § 5

5. Les Règlements d'exécution, qui contiennent les mesures d'application nécessaires à l'exécution de la Convention et des Arrangements, sont arrêtés par le Conseil exécutif, compte tenu des décisions prises par le Congrès.

(Proposition 1022.1.)

Constitution, art. 25, titre, § 1 et § 1bis (nouveau)

Signature, authentification, ratification et autres modes d'approbation des Actes de l'Union

1. Les Actes de l'Union issus du Congrès sont signés par les plénipotentiaires des Pays-membres.

1bis. Les Règlements d'exécution sont authentifiés par le Président et le Secrétaire général du Conseil exécutif.

(Proposition 1025.1.)

Règlement général, art. 102, § 6, lettre abis (nouveau)

abis) procéder à la revision des Règlements d'exécution de l'Union dans les six mois qui suivent la clôture du Congrès, à moins que celui-ci n'en décide autrement. En cas d'urgente nécessité, le Conseil exécutif peut également modifier lesdits Règlements à d'autres sessions;

(Proposition 1502.2.)

Règlement général, art. 109, § 2, lettre abis (nouveau)

~~α bis~~ notifier à l'ensemble des Administrations les Règlements d'exécution arrêtés ou révisés par le Conseil exécutif;

(Proposition 1509.1.)

Règlement général, art. 120, § 1

1. Pour être prise en considération, chaque proposition concernant la Convention ou les Arrangements et introduite par une Administration postale entre deux Congrès doit être appuyée par au moins deux autres Administrations. Ces propositions restent sans suite lorsque le Bureau international ne reçoit pas, en même temps, les déclarations d'appui nécessaires.

Règlement général, art. 121

Examen des propositions entre deux Congrès

1. Toute proposition est soumise à la procédure suivante: un délai de deux mois est laissé aux Administrations postales des Pays-membres pour examiner la proposition notifiée par circulaire du Bureau international et, le cas échéant, pour faire parvenir leurs observations audit Bureau. Les amendements ne sont pas admis. Les réponses sont réunies par les soins du Bureau international et communiquées aux Administrations postales avec invitation de se prononcer pour ou contre la proposition. Celles qui n'ont pas fait parvenir leur vote dans un délai de deux mois sont considérées comme s'abstenant. Les délais précités comptent à partir de la date des circulaires du Bureau international.

2. Si la proposition concerne un Arrangement, son Règlement ou leurs Protocoles finals, seules les Administrations postales de Pays-membres qui sont parties à cet Arrangement peuvent prendre part aux opérations indiquées au paragraphe 1.

Règlement général, art. 122, § 2

2. Les modifications apportées aux Règlements et à leurs Protocoles finals sont constatées et notifiées aux Administrations postales par le Bureau international. Il en est de même des interprétations visées à l'article 91, paragraphe 2, lettre c), chiffre 2^o, de la Convention et aux dispositions correspondantes des Arrangements.

Règlement général, art. 120, § 1

1. Pour être prise en considération, chaque proposition concernant la Convention ou les Arrangements et introduite par une Administration postale entre deux Congrès doit être appuyée par au moins deux autres Administrations. Ces propositions restent sans suite lorsque le Bureau international ne reçoit pas, en même temps, les déclarations d'appui nécessaires. Les propositions concernant les Règlements d'exécution ne sont prises en considération par le Conseil exécutif que si celui-ci en approuve l'urgente nécessité. (Proposition 1520.1.)

Règlement général, art. 121

Examen des propositions entre deux Congrès

1. Toute proposition concernant la Convention et les Arrangements est soumise à la procédure suivante: (le reste sans changement).

1bis. Les propositions de modification des Règlements d'exécution sont traitées par le Conseil exécutif.

2. Si la proposition concerne un Arrangement /.../ ou son Protocole final, seules les Administrations postales de Pays-membres qui sont parties à cet Arrangement peuvent prendre part aux opérations indiquées au paragraphe 1. (Proposition 1521.1.)

Règlement général, art. 122, § 2

2. Les modifications apportées par le CE aux Règlements d'exécution et à leurs Protocoles finals sont /.../ notifiées aux Administrations postales par le Bureau international. (Le reste sans changement.) (Proposition 1522.2.)

Règlement général, art. 123

Exécution des décisions adoptées entre deux Congrès

Toute décision adoptée n'est exécutoire que trois mois, au moins, après sa notification.

Règlement général, art. 123

Mise en vigueur des Règlements d'exécution et des autres décisions adoptés entre deux Congrès

1. Les Règlements d'exécution entrent en vigueur à la même date et ont la même durée que les Actes issus du Congrès.

2. Sous réserve du paragraphe 1. les décisions de modification des Actes de l'Union qui sont adoptées entre deux Congrès ne sont exécutoires que trois mois, au moins, après leur notification.

(Proposition 1523.1.)

Règlement intérieur des Congrès, art. 15, §§ 1bis, 1ter et 7bis (nouveau)

1bis. En principe, les propositions de modification des Règlements d'exécution qui sont la conséquence de propositions de modification de la Convention et des Arrangements sont traitées par la Commission concernée, à moins que celle-ci décide de leur renvoi au Conseil exécutif sur proposition de son Président ou d'une délégation. Si ce renvoi fait l'objet d'une objection le Président soumet immédiatement la question à un vote de procédure.

(Proposition 1715.1.)

1ter. En revanche, les propositions de modification des Règlements d'exécution qui ne sont pas la conséquence de propositions de modification de la Convention et des Arrangements sont renvoyées au Conseil exécutif, à moins que la Commission décide de leur traitement en Congrès sur proposition de son Président ou d'une délégation. Si une telle proposition fait l'objet d'une objection, le Président soumet immédiatement la question à un vote de procédure.

(Proposition 1715.2.)

7bis. Au terme de leurs travaux, les Commissions établissent au sujet des Règlements d'exécution qui les concernent une résolution en deux parties, qui comportent:

1° les n°s des propositions renvoyées au Conseil exécutif pour examen;

2° les n°s des propositions renvoyées au Conseil exécutif pour examen avec des directives du Congrès.

Quant aux propositions de modification des Règlements d'exécution qui ont été adoptées par une Commission et transmises ensuite à la Commission de rédaction, elles font l'objet d'une résolution comprenant en annexe le texte définitif des propositions retenues.

(Proposition 1715.3.)

Convention, art. 91

1. Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives à la présente Convention et à son Règlement doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres présents et votant. La moitié au moins des Pays-membres représentés au Congrès doivent être présents au moment du vote.

2. Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives à la présente Convention et à son Règlement doivent réunir:

- a) l'unanimité des suffrages s'il s'agit de modifications aux articles 1 à 17 (première partie), 18 à 23, 24, paragraphe 1, lettres h), p), q), r) et s), 27, 30, 36, paragraphes 2, 3, 5 et 6, 43 à 48, 50 à 70 (deuxième partie), 91 et 92 (quatrième partie) de la Convention, à tous les articles de son Protocole final et aux articles 102 à 104, 105, paragraphe 1, 126, 150, 151, paragraphes 1 et 3, 173, 188 à 190 et 228 de son Règlement;
- b) les deux tiers des suffrages s'il s'agit de modifications de fond à des dispositions autres que celles qui sont mentionnées sous lettre a);
- c) la majorité des suffrages s'il s'agit:
 - 1^o de modifications d'ordre rédactionnel aux dispositions de la Convention et de son Règlement autres que celles qui sont mentionnées sous lettre a);
 - 2^o de l'interprétation des dispositions de la Convention, de son Protocole final et de son Règlement, hors le cas de différend à soumettre à l'arbitrage prévu à l'article 32 de la Constitution.

Convention, art. 91

1. (Sans changement.)

1bis. Pour devenir exécutoires, les propositions relatives au Règlement d'exécution de la Convention qui ont été renvoyées par le Congrès au Conseil exécutif pour décision ou qui sont introduites entre deux Congrès doivent être approuvées par la majorité des membres du Conseil exécutif.

2. Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives à la présente Convention /.../ doivent réunir:

- a) l'unanimité des suffrages s'il s'agit de modifications aux articles 1 à 17 (première partie), 18 à 23, 24, paragraphe 1, lettres h), p), q), r) et s), 27, 30, 36, paragraphes 2, 3, 5 et 6, 43 à 48, 50 à 70 (deuxième partie), 91 et 92 (quatrième partie) de la Convention, à tous les articles de son Protocole final /.../;
- b) les deux tiers des suffrages s'il s'agit de modifications de fond à des dispositions autres que celles qui sont mentionnées sous lettre a);
- c) la majorité des suffrages s'il s'agit:
 - 1^o de modifications d'ordre rédactionnel aux dispositions de la Convention /.../ autres que celles qui sont mentionnées sous lettre a);
 - 2^o de l'interprétation des dispositions de la Convention et de son Protocole final /.../.

(Proposition 2091.1.)

Colis, Arrangement, art. 56

1. Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives au présent Arrangement et à son Règlement doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres présents et votant qui sont parties à l'Arrangement. La moitié au moins de ces Pays-membres représentés au Congrès doivent être présents au moment du vote.

2. Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives au présent Arrangement et à son Règlement doivent réunir:

- a) l'unanimité des suffrages, si elles ont pour objet soit l'addition de nouvelles dispositions, soit la modification de fond des articles du présent Arrangement, de son Protocole final et de l'article 155 de son Règlement;
- b) les deux tiers des suffrages, si elles ont pour objet la modification de fond du Règlement, à l'exception de l'article 155;
- c) la majorité des suffrages, si elles ont pour objet:
 - 1^o l'interprétation des dispositions du présent Arrangement, de son Protocole final et de son Règlement, hors le cas de différend à soumettre à l'arbitrage prévu à l'article 32 de la Constitution;
 - 2^o des modifications d'ordre rédactionnel à apporter aux Actes énumérés au chiffre 1^o.

Colis, Arrangement, art. 56

1. (Sans changement.)

1bis. Pour devenir exécutoires, les propositions relatives au Règlement d'exécution du présent Arrangement qui ont été renvoyées par le Congrès au Conseil exécutif pour décision ou qui sont introduites entre deux Congrès doivent être approuvées par la majorité des membres du Conseil exécutif qui sont parties à cet Arrangement.

2. Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives au présent Arrangement /.../ doivent réunir:

- a) l'unanimité des suffrages, si elles ont pour objet soit l'addition de nouvelles dispositions, soit la modification de fond des articles du présent Arrangement et de son Protocole final /.../;
- b) (supprimé);
- c) la majorité des suffrages, si elles ont pour objet:
 - 1^o l'interprétation des dispositions du présent Arrangement et de son Protocole final /.../;
 - 2^o des modifications d'ordre rédactionnel à apporter aux Actes énumérés au chiffre 1^o.

(Proposition 5056.1.)

IV. Réserves aux Règlements d'exécution révisés par le CE

25. Dans l'intérêt surtout des pays non membres du CE, la possibilité de présenter des réserves aux Règlements d'exécution a été maintenue.

26. Rappelons que par sa résolution C 32, le Congrès de Lausanne 1974 a confirmé le principe selon lequel les réserves aux Actes de l'Union doivent être insérées aux Protocoles finals de ces Actes soit sur la base d'une proposition approuvée par le Congrès, soit conformément à la procédure réglant la modification des Actes entre deux Congrès.

27. Le CE a considéré que la procédure de présentation des réserves aux Règlements d'exécution devait s'inspirer du même esprit de souplesse et de réalisme qui prévaut actuellement. Par analogie avec le système applicable au Congrès, il a retenu la procédure suivante:

- a) Les réserves aux Règlements d'exécution doivent faire l'objet de propositions relatives au Protocole final, présentées par écrit.
- b) Les Pays-membres qui veulent maintenir les réserves dont ils bénéficient déjà ne sont pas tenus de représenter des propositions à cet effet. Le Bureau international reprend d'office les réserves figurant dans les Protocoles finals précédents, sauf si le pays bénéficiaire déclare y renoncer.
- c) Les réserves formulées jusqu'à l'adoption finale des Règlements d'exécution sont examinées par le CE en même temps que lesdits Règlements.

- d) Les réserves formulées après l'adoption finale des Règlements d'exécution, notamment par les pays qui ne sont pas membres du CE, sont examinées par le CE à sa réunion suivante.

28. La procédure ainsi préconisée permet à tous les Pays-membres de l'Union de formuler leurs réserves en temps utile, étant entendu que le CE tiendra normalement ses deux premières sessions avant l'entrée en vigueur des Actes du Congrès. Elle pourra être précisée dans le Règlement intérieur du CE.

V. Application immédiate de la nouvelle réglementation

29. Soucieux de l'adaptation rapide du fonctionnement de l'Union aux exigences techniques et commerciales actuelles, le CE estime indispensable d'investir immédiatement le prochain CE des nouvelles compétences législatives suggérées, sans attendre l'entrée en vigueur des Actes qui seront issus du présent Congrès. A cette fin, il soumet à l'appréciation du Congrès un projet de résolution (proposition 01).

30. Le Congrès aura ainsi la possibilité de confier au prochain CE déjà le soin de traiter certaines propositions relatives aux Règlements d'exécution de la Convention et des Arrangements.

VI. Deuxième phase du transfert au CE d'une partie de la fonction législative du Congrès

31. Le CE estime également qu'il conviendrait de réserver à l'organe suprême de l'Union la compétence de légiférer directement uniquement sur les questions constitutionnelles et les questions fondamentales concernant le service postal international; cela nécessite d'envisager dès maintenant un second transfert de compétences législatives du Congrès au CE.

32. Le but visé est de responsabiliser davantage le CE et de le rendre plus opérationnel quant à l'adaptation constante du fonctionnement de l'Union à l'évolution des besoins de la clientèle.

33. Le CE propose au Congrès de donner mandat au prochain CE pour la conduite de cette étude (proposition 02).

Berne, le 25 avril 1989

Au nom du Conseil exécutif:

Le Président,

F. KOLLER

Adaptation du fonctionnement de l'Union aux exigences commerciales et techniques actuelles

Rapport du Conseil exécutif

I. Introduction

1. Lors de sa session de 1988, le Conseil exécutif a examiné un rapport (CE 1988 – Doc 21) que lui soumettait son Secrétaire général et intitulé «Réflexions et suggestions du Bureau international pour adapter le fonctionnement de l'Union aux exigences commerciales et techniques actuelles».
2. A la suite de débats nourris, le Conseil exécutif a créé un Groupe de travail composé des Administrations suivantes: Amérique (Etats-Unis), Colombie, Grande-Bretagne, Hongrie (Rép. pop.), Inde, Japon, Nigéria, Sénégal, Suisse (présidence), Tunisie, URSS, ainsi que du Bureau international.
3. Le Groupe de travail s'est réuni à trois reprises pour remplir le mandat qui lui était confié, à savoir:
 - examiner les aspects juridiques, opérationnels et financiers découlant d'une adaptation du fonctionnement de l'UPU aux exigences commerciales et techniques actuelles;
 - étudier les suggestions du Bureau international (CE 1988 – Doc 21), ainsi qu'un certain nombre de suggestions présentées par des Administrations, et examiner leurs modalités d'application;
 - préparer, à l'intention du Conseil exécutif, des propositions pour le Congrès de Washington à ce sujet;
 - préparer, si possible, des propositions applicables avant le Congrès.
4. Les travaux conduits, dont les principes généraux ont été approuvés par le CE à sa session d'avril 1989, ont été orientés dans deux directions fondamentales:
 - a) les aspects juridiques et réglementaires présentés dans le Congrès – Doc 72;
 - b) les aspects opérationnels et financiers qui font l'objet du présent rapport, qui s'articule autour de trois axes principaux:
 - rôle accru du Congrès dans la fixation des orientations générales concernant le service postal international;
 - rôle accru du Conseil exécutif en vue de sauvegarder, d'améliorer la qualité du service postal international, et d'en garantir l'adaptation à la demande de la clientèle;
 - adaptation du pouvoir financier du CE aux réalités nouvelles.

II. Rôle accru du Congrès dans la fixation des orientations générales concernant le service postal international

5. Le rôle traditionnel du Congrès est avant tout un rôle législatif. Or, on peut regretter qu'une telle réunion, qui rassemble les représentants des Administrations postales de tous les Pays-membres à l'échelon suprême, ne soit pas mise à profit pour discuter certains problèmes majeurs qui ne débouchent pas forcément sur la modification des Actes de l'Union, ceci d'autant plus que la concurrence des coursiers privés et l'évolution des techniques posent toute une série de questions qu'il serait utile de débattre dans un tel cercle.

6. Un premier essai a été fait dans ce sens au Congrès de Hamburg avec l'introduction d'un débat général qui a abouti à l'adoption de la Déclaration de Hamburg, dont les mérites ne sont plus à souligner. Il semble donc justifié et nécessaire, non seulement de renouveler cette expérience, mais de l'institutionnaliser.

7. Se fondant sur les acquis positifs de la pratique initiée par ledit Congrès, le Conseil exécutif soumet à l'approbation du Congrès un projet de décision visant l'institutionnalisation d'une telle pratique. Cette proposition suggère la tenue d'un débat général dans le cadre des travaux de chaque Congrès et l'adoption, à l'issue de ce débat, d'une résolution fixant des orientations générales pour la période quinquennale suivante (proposition n° 011).

III. Rôle accru du Conseil exécutif en vue de sauvegarder, d'améliorer la qualité du service postal international, et d'en garantir l'adaptation à la demande de la clientèle

8. Tout le monde est maintenant conscient d'un fait: depuis quelques années la poste doit faire face au défi le plus important de son histoire. Ayant subi de plein fouet l'effet du grand mouvement de déréglementation qui caractérise l'activité économique de notre époque, elle doit faire face à une concurrence acharnée, générée en partie par cette déréglementation. La communauté postale internationale n'a pas réussi à répondre aussi rapidement qu'il l'aurait fallu aux exigences nouvelles d'une partie de sa clientèle. La concurrence est une réalité à laquelle la poste doit s'adapter si elle veut survivre. Cela implique une plus grande solidarité entre les Administrations, un renforcement du rôle de l'UPU et de ses organes, l'octroi de la priorité au client et à la satisfaction de ses nouveaux besoins, et la coordination des actions de l'UPU et de celles des Unions restreintes.

9. Les travaux effectués depuis le Congrès de Hamburg en matière de contrôle des acheminements ont montré que l'Union était apte à jouer un rôle opérationnel utile pour l'ensemble des Administrations. Si l'on considère qu'une partie de la réponse aux défis de la concurrence se trouve dans cette voie, la question qui se pose est de savoir comment cette action peut être développée avec toujours plus d'efficacité. C'est à la recherche de la réponse à cette question que le Groupe de travail a œuvré à la suite des suggestions du Bureau international.

10. Le Groupe de travail a étudié cette question sous les trois angles suivants:

- les actions susceptibles d'être entreprises;
- la recherche de la formule la plus appropriée pour la mise en œuvre des actions qui seraient retenues;
- l'utilisation accrue de spécialistes pour certains travaux et études.

A. Actions susceptibles d'être entreprises

11. L'important n'est sans doute pas d'arrêter une liste exhaustive des actions à entreprendre, qui serait vite dépassée, mais de maintenir l'organisation dans un état d'éveil permanent pour réfléchir, agir ou réagir face aux évolutions qui se produisent et qui touchent, concernent ou affectent l'activité postale.

12. Cependant, compte tenu des problèmes auxquels la poste se trouve confrontée, les possibilités d'actions suivantes ont été examinées et retenues:

- suivi de la qualité;
- études des courants de transport;
- développement de l'EMS;
- études de marché;
- suivi de la concurrence;
- introduction de nouveaux services;

1° Suivi de la qualité

13. Depuis 1986, l'Union a entrepris le contrôle des délais d'acheminement et il faut souligner l'importante participation des Administrations, ainsi que leur volonté d'utiliser les résultats pour remédier aux faiblesses constatées et pour atteindre un niveau de qualité correspondant à l'attente et aux besoins de la clientèle.

14. Force est cependant de reconnaître les limites de l'efficacité de cette action, dans la mesure où le Bureau international ne peut, selon l'organisation actuelle, faire plus que signaler aux Administrations la nature et l'étendue des faiblesses constatées et les inciter à y remédier. Il se révèle donc nécessaire d'organiser des actions concrètes sur le terrain et d'intervenir directement auprès des organismes compétents, ce qui ne pourra se faire qu'avec la mise en place d'instruments nouveaux et l'adoption de nouvelles méthodes de travail.

15. Dans cette perspective, les lignes d'action suivantes ont été retenues:

- la nécessité d'un rôle plus étendu, plus actif et plus «agressif» du Bureau international en ce qui concerne l'exploitation des résultats des contrôles des délais d'acheminement, dont le champ et la fréquence seraient élargis;
- la recherche systématique de la collaboration des Unions restreintes;
- la création d'équipes «d'inspecteurs de la qualité» sur le terrain avec la contribution des Administrations;
- la publication de guides, rédigés par le Bureau international en collaboration avec des Administrations expérimentées, pour aider les services d'exploitation à contrôler de manière systématique la qualité de leurs prestations.

16. Concrètement, le processus suivant est proposé:

- a) l'élément de base est le contrôle des acheminements qui permet d'identifier les faiblesses du réseau postal mondial;

- b) en matière d'exploitation des résultats, les initiatives nouvelles suivantes pourraient être prises:
 - le Bureau international constituerait des «dossiers» complets pour chacune des principales anomalies constatées;
 - si, pour les actions de redressement, des moyens supplémentaires paraissent nécessaires, le Conseil exécutif serait saisi d'une demande dans ce sens;
 - le dossier ne serait clos que lorsque le cas aurait été réglé;
- c) la présence de consultants régionaux sur le terrain («les inspecteurs de la qualité») constituerait l'outil essentiel de cette action: ils prennent en charge les différents «dossiers» de la région et doivent les conduire à leur terme en relation avec les Unions restreintes et les Administrations concernées et rendent compte au Bureau international qui ferait rapport à ce sujet au Conseil exécutif;
- d) le nombre de consultants, leur localisation et la durée de leur présence sur le terrain dépendraient de l'ampleur des problèmes recensés, y compris ceux relatifs à la gestion dans son ensemble. Leur recrutement et leur gestion administrative sont assurés par le Bureau international sur la base des dispositions appliquées par d'autres organisations internationales. L'action des consultants serait, par un souci de cohérence, intégrée dans le programme général d'action du Bureau international.

2° Etudes des courants de transport

17. Les publications de l'UPU (Liste AV 1, Liste des distances aéropostales, Liste des distances kilométriques, Recueils, etc.) rendent de précieux services; il conviendrait cependant de compléter cette documentation quelque peu statique par un système dynamique permettant une utilisation intelligente et active des réseaux existants par toutes les Administrations. Une attention particulière devrait être accordée aux problèmes de transbordement et de suivi des dépêches.

18. Les réseaux de transport de la poste internationale vont très probablement évoluer profondément dans les prochaines années, en partie du fait de la déréglementation des transports aériens mais aussi en raison des progrès de la technologie. L'UPU a un rôle clé à jouer dans ce domaine.

3° Développement de l'EMS

19. Depuis le Congrès de Hamburg, l'Union a joué un rôle déterminant pour développer dans des délais assez courts le service EMS, et les résultats obtenus sont à la mesure des efforts déployés. On doit cependant reconnaître que globalement, les parts du marché acquises par la poste dans ce secteur restent modestes et l'action entreprise devra être intensifiée au cours des cinq prochaines années si l'on ne veut pas être distancé par la concurrence dont on connaît l'agressivité. Les actions envisagées, qui restent dans le prolongement de ce qui a été fait jusqu'à présent, seraient les suivantes (sans que la liste soit limitative):

- fixation des normes d'exploitation;
- colloques annuels;
- publication des recueils;
- suivi de la concurrence;
- aide aux nouveaux arrivés;
- contrôle de la qualité, etc.

4° Etudes de marché

20. Les Administrations postales, sous la pression de la concurrence, ont découvert au cours de la dernière décennie la notion de marché. Elles sont maintenant engagées dans une bataille permanente pour conserver ou élargir leur part de marché, bataille qui exige une connaissance approfondie du terrain, ce qui ici signifie:

- connaissance des besoins de la clientèle;
- évaluation de la demande des produits existants ou souhaités;
- identification des ajustements ou amélioration des produits selon les vœux de la clientèle, etc.

21. On est d'avis qu'il faudra sans doute de nombreuses années avant que toutes les Administrations soient en mesure de s'engager dans cette voie capitale et pourtant le produit postal, lui, demeure en général universel. Il s'agit donc ici d'un domaine où l'UPU peut leur apporter une aide efficace et ciblée répondant à leurs besoins.

22. Les actions envisagées seraient développées à partir des axes suivants:

- travaux concernant l'étude permanente C 104 du CCEP (Etude prospective du marché postal);
- colloques annuels ou bisannuels;
- diffusion des informations;
- aide aux Administrations souhaitant entreprendre des études de marché.

5° Suivi de la concurrence

23. Le suivi de la concurrence apparaît comme le complément des études de marché. Certaines initiatives ont déjà été prises au sein de l'UPU, elles sont cependant demeurées pour l'essentiel centrées sur le service EMS.

24. Il conviendrait de développer désormais une véritable stratégie d'élargissement de la part du marché revenant à la poste couvrant toutes les activités concurrentielles, stratégie pensée, développée, structurée et, dans la mesure du possible, dotée des moyens utilisés dans le secteur industriel et commercial. A cette fin, le Bureau international devrait être doté d'une cellule de collecte, d'analyse et de diffusion des informations sur la concurrence pour informer les Administrations sur les activités des privés, et sur les réactions et mesures prises par les Administrations.

6° Introduction de services nouveaux

25. Sous le terme de «nouveaux produits» peuvent être compris aussi bien les produits ou services réellement créés de fraîche date que les particularités nouvelles appliquées à des produits existants, ou encore l'introduction par une Administration d'un service qu'elle n'exploitait pas encore, mais qui est déjà bien répandu parmi les autres Administrations. Cette notion de services nouveaux peut également signifier «valeur ajoutée» aux services déjà existants.

26. Cela étant, si l'on considère que la plupart des services nouveaux connus au niveau de l'UPU procèdent d'une expérimentation nationale ou régionale, on conçoit que l'activité au titre des services nouveaux initiés directement par l'Union resterait limitée.

27. En revanche, l'introduction par des Pays-membres de services nouveaux existant dans d'autres pays pourrait apparaître comme une voie utile pour doter de plus en plus de pays de moyens de résister à la concurrence. Le rôle du Bureau international à cet égard pourrait consister à:

- publier, sous une forme efficace, les informations sur les services nouveaux exploités par certaines Administrations et dont le développement pourrait être utile;
- fournir l'aide (sous forme de consultants) aux pays qui en font la demande pour les introduire;
- saisir les organes de l'Union de propositions de normalisation de ces services.

B. Formes à appliquer pour la mise en œuvre de la nouvelle compétence du Conseil exécutif

28. L'examen des actions mentionnées ci-devant et dont la liste, faut-il le rappeler, n'est pas limitative, fait ressortir la nécessité d'un ajustement des principaux mécanismes de fonctionnement de l'Union si l'on veut obtenir des résultats significatifs dans tous les domaines évoqués. De manière concrète, il s'agirait, d'une part, de doter le Conseil exécutif d'un pouvoir d'initiative et d'action plus étendu, pour aller au-delà de son rôle tel qu'il est défini à l'article 102, § 6, du Règlement général, et, d'autre part, de mettre en place des mécanismes opérationnels permettant d'atteindre l'objectif poursuivi.

29. Au plan juridique, le Groupe de travail a proposé au Conseil exécutif, qui l'a adoptée et la soumet à l'attention du Congrès, une proposition de modification de l'article 102, § 6, du Règlement général, qui tend à accorder au Conseil exécutif la compétence pour entreprendre toute action jugée nécessaire pour sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et le moderniser (proposition n° 1502.6).

30. S'agissant des mécanismes opérationnels, deux formules ont été étudiées:

- création d'une cellule nouvelle;
- adaptation de l'organisation actuelle du travail aux nouvelles tâches.

31. La création d'une cellule nouvelle n'est apparue opportune ni au Groupe de travail ni au Conseil exécutif et l'idée finalement retenue a été de demander au Congrès de dégager des moyens d'action appropriés pour renforcer le potentiel existant, en vue de conduire les actions envisagées.

32. Il est ainsi proposé au Congrès la mise en place d'un projet permanent visant à sauvegarder et à renforcer la qualité du service postal international et à le moderniser. Le projet serait centré sur les actions décrites sous lettre A ci-devant, étant entendu que le suivi de la qualité ferait l'objet d'une attention prioritaire (chiffre 16 ci-devant).

33. Les moyens nécessaires à la mise en œuvre de ce projet sont présentés dans le tableau ci-après qui comprend trois colonnes, soit:

- a) les moyens financiers globaux que représente la mise en œuvre complète du projet (colonne 1);
- b) les sommes déjà prévues au budget pour 1990, à la suite de la décision du Conseil exécutif qu'une partie des actions envisagées devait être entreprise au plus vite, soit dès le deuxième semestre 1989 déjà (colonne 2);
- c) les moyens *supplémentaires* que le Congrès devrait prévoir dans le plafond des dépenses de l'Union pour chacune des années 1991 à 1995 (colonne 3).

Moyens financiers et humains

	1 Moyens globaux	2 Moyens prévus au budget 1990	3 Moyens supplé- mentaires
	CHF	CHF	CHF
a) Personnel au siège			
– 2 fonctionnaires en principe P 3	258 000	129 000	129 000
– 1 fonctionnaire G 4	67 000	67 000	0
b) Huit consultants P 4 /P 5 à raison de deux par région (Afrique au sud du Sahara, Asie/Pacifique et pays arabes, Europe et Afrique du Nord, Amérique et Caraïbes) et 4,5 mois de séjour par an, soit 36 hommes/mois	378 000	189 000	189 000
c) Frais de déplacement des consultants	216 000	108 000	108 000
d) Frais administratifs au Bureau inter- national	40 000	20 000	20 000
e) Autres activités	<u>66 000</u>	<u>0</u>	<u>66 000</u>
Totaux	<u>1 025 000</u>	<u>513 000</u>	<u>512 000</u>

Cette somme de 512 000 CHF représente ainsi le montant *supplémentaire* que le Congrès devrait accorder s'il entend que le projet permanent soit mis entièrement en œuvre. Si le Congrès approuve ce projet, il devrait également examiner et approuver le projet de résolution qui fait l'objet de la proposition 010.

C. Utilisation accrue de spécialistes pour certains travaux et études

34. Depuis 1984, le Bureau international, après information et accord du Conseil exécutif, a demandé et obtenu le concours de plusieurs spécialistes mis à sa disposition par des Administrations postales en vue d'accomplir certaines tâches spécifiques qui ne pouvaient être menées à bien dans le cadre de l'effectif normal du Bureau international. Il s'agit là d'une pratique très judicieuse dans la mesure où elle n'impose pas aux finances de l'Union des charges élevées. Cependant, le système appliqué a montré ses limites du fait que seul un petit nombre de pays peuvent détacher des spécialistes aux conditions financières qui ont été appliquées.

35. Or, il est apparu clairement, lors des travaux du Groupe de travail, que dans le cadre de l'action d'envergure envisagée pour la lutte contre la concurrence, les compétences disponibles au Bureau international ne seront pas toujours adaptées à certains travaux nécessitant une plus grande spécialisation. Des moyens financiers doivent donc être prévus pour faciliter le recrutement par l'intermédiaire des Administrations de spécialistes pour de tels travaux.

36. Par ailleurs, dans le souci qui ressort du rapport du CCEP de conduire avec plus de célérité certaines études de cet organe, de leur donner un caractère plus utile parce que les résultats en seraient rapidement exploitables par les Administrations, le Groupe de travail, selon le vœu exprimé par le CCEP lui-même, a reconnu la nécessité de confier une part importante des études retenues au programme de travail du CCEP à des spécialistes qui, en collaboration avec le Bureau international, auraient pour consigne de les mener à bon terme dans les délais les plus brefs.

37. Pour répondre à cette double préoccupation, le Conseil exécutif propose au Congrès de prévoir dans le plafond des dépenses de l'Union pour les années 1991 à 1995 un montant annuel de 111 000 CHF en vue de permettre le recrutement de spécialistes pour conduire certaines études du CCEP ou effectuer certains travaux spécifiques selon le tableau ci-après, qui comprend trois colonnes, soit:

- a) les moyens financiers globaux (colonne 1);
- b) les sommes déjà prévues au budget pour 1990, à la suite de la décision du Conseil exécutif qu'une partie des recrutements envisagés devait avoir lieu au plus vite (colonne 2);
- c) les moyens *supplémentaires* que le Congrès devrait prévoir dans le plafond des dépenses de l'Union pour les années 1991 à 1995 s'il entend que ces recrutements soient entièrement effectués (colonne 3).

Moyens financiers et humains

	1 Moyens globaux	2 Moyens prévus au budget 1990	3 Moyens supplé- mentaires
	CHF	CHF	CHF
a) 12 hommes/mois de spécialiste P 4/P 5 pour les études du CCEP	126 000	50 000	76 000
b) 12 hommes/mois de spécialiste P 4/P 5 pour des travaux portant sur des domaines nouveaux ou spécialisés pour le renforcement de la qualité du service postal international	126 000	100 000	26 000
c) Frais de déplacement des spécialistes	<u>48 000</u>	<u>39 000</u>	<u>9 000</u>
Totaux	<u>300 000</u>	<u>189 000</u>	<u>111 000</u>

IV. Adaptation du pouvoir financier du Conseil exécutif aux réalités nouvelles

38. Le Groupe de travail a reconnu la pressante nécessité d'établir un mécanisme souple permettant au Conseil exécutif de décider, dans le cadre des nouvelles compétences qui pourraient lui être données, l'engagement rapide de dépenses, dans les limites du plafond fixé par le Congrès, pour permettre de lancer sans tarder des activités urgentes et prioritaires qui n'étaient pas prévues par le Congrès.

39. Après avoir examiné longuement les diverses solutions possibles, et recherché à donner au Conseil exécutif une large capacité de manœuvre pour disposer des ressources financières appropriées aux circonstances, le Groupe de travail s'est prononcé en faveur d'un système qui consisterait à créer:

- a) un nouveau chapitre de dépenses budgétaires qui pourrait être intitulé «Activités spéciales» et serait subdivisé en autant d'articles budgétaires qu'il y aurait de grandes catégories d'activités nouvelles;
- b) un nouveau chapitre budgétaire afférent aux «Recettes au titre des activités spéciales»;
- c) un «Fonds des activités spéciales» jouant un rôle analogue à celui du Fonds de réserve mais qui serait affecté exclusivement aux activités spéciales.

40. Le système proposé ne nécessite pas de modifications des Actes de la part du Congrès, mais seulement des amendements par le Conseil exécutif au Règlement financier.

V. Conclusions

41. Le Conseil exécutif propose au Congrès de faire siennes les conclusions auxquelles il est arrivé, en particulier:

A. Fixation des orientations générales sur les principales questions concernant la poste

- adopter le projet de décision visant l'institutionnalisation de cette pratique (chiffre 7) (proposition 011).

B. Elargissement des compétences du Conseil exécutif

- a) adopter la proposition de modification de l'article 102, § 6, du Règlement général, élargissant les compétences du CE (chiffre 29) (proposition 1502.6);
- b) adopter la proposition tendant à mettre sur pied un projet permanent visant à renforcer la qualité du service postal international et à le moderniser et comportant les actions suivantes:
 - suivi de la qualité des échanges postaux par une analyse approfondie des délais d'acheminement et des actions menées sur le terrain par des consultants en vue d'aider à résoudre les problèmes posés et à promouvoir des initiatives susceptibles d'améliorer les performances du service postal international;
 - études des courants de transport afin de rationaliser et de moderniser les liaisons postales;
 - développement du service EMS;
 - suivi de la concurrence pour réagir de manière appropriée;
 - études de marché permettant aux Administrations d'ajuster les prestations aux besoins des clients et d'introduire de nouveaux services;
 - initiatives diverses dictées par l'évolution des techniques et des besoins;
- c) approuver les moyens financiers et humains pour ce projet (chiffre 33), ainsi que le projet de résolution (proposition 010).

- C. *Recrutement de spécialistes pour une durée déterminée par le Bureau international pour la conduite de certaines études du CCEP ou l'exécution de certains travaux spécifiques*
- approuver les moyens financiers proposés en vue du recrutement par le Bureau international de spécialistes pour la conduite de certaines études ou l'exécution de certains travaux spécifiques (chiffre 37).

Berne, le 28 avril 1989

Au nom du Conseil exécutif:

Le Président,

F. KOLLER

Invitation pour le XXIIe Congrès postal universel

Le Bureau international a reçu du Ministère des communications de la République de Corée la lettre reproduite ci-après, datée du 10 mai 1989:

«Monsieur le Directeur général,

J'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement de la République de Corée a décidé de se porter candidat à l'accueil dans la République de Corée du XXIIe Congrès postal universel, qui doit se réunir en 1994.

Ce sera un privilège spécial pour mon pays de pouvoir inviter le XXIIe Congrès en 1994, année qui marquera le 110e anniversaire de l'Administration postale et, en même temps, le quasi-centenaire de l'entrée de la Corée dans l'Union postale universelle qui a eu lieu en 1900.

Si notre candidature est acceptée par le Congrès, le Gouvernement de la République de Corée et son Administration postale feront tout leur possible pour organiser un Congrès dans les meilleures conditions d'harmonie et d'efficacité et accueillir tous les participants à cette réunion.

Je vous serais très obligé de bien vouloir communiquer cette candidature à tous les délégués du XXIIe Congrès postal.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur général, l'assurance de ma haute considération.

(signé) Young-choul CHOI
Minister of Communications»

Conseil consultatif des études postales

Méthodes propres à améliorer le renvoi des sacs postaux vides

(Proposition de résolution n° 2500.1)

Extraits du rapport de l'étude 625 «Statistique des sacs postaux vides»

1 Introduction

1.1 Un élément du travail postal international posant problème à la quasi-totalité des Administrations est celui du retour, ou souvent du non-retour, de sacs postaux en provenance d'autres pays, comme en témoigne la diffusion de circulaires du Bureau international par lesquelles des pays demandent aux autres de leur retourner leurs sacs postaux vides.

1.2 Les dispositions ayant trait aux sacs vides figurant à l'article 168 (paragraphe 1) du Règlement d'exécution de la Convention postale universelle précisent que «sauf entente spéciale avec les Administrations intéressées, les sacs doivent être renvoyés vides par le prochain courrier, dans une dépêche directe pour le pays auquel ces sacs appartiennent...».

1.3 Au cours des années, un certain nombre d'études ont traité de la question, mais le problème initial demeure. Le travail le plus récent, issu du Congrès de Tokyo 1969, a été l'étude 2/303 du CCEP, dont le rapport a fait l'objet de la plaquette 100 de la Collection d'études postales de l'UPU.

1.4 Il a toutefois été constaté que de nombreux pays continuent d'éprouver des difficultés du fait du non-retour de leurs sacs postaux. Le Congrès de Hamburg a convenu que ce problème devait être réexaminé et il a inscrit ce sujet dans le programme de travail du CCEP.

2 Buts de l'étude

A sa session de 1985, le CCEP a décidé que l'étude 625, faisant suite à l'étude 2/303, devait porter sur les points suivants:

- coûts et avantages potentiels de la tenue de statistiques sur les sacs postaux;
- méthodes utilisées pour donner suite à la perte de sacs et la meilleure façon de mener à bien cette tâche;
- coûts-avantages actuels de l'emploi de sacs réutilisables, des sacs utilisés une seule fois et des accords de partage et d'utilisation réciproque des sacs;
- types de sacs utilisés;
- coût de fourniture des sacs;
- idées nouvelles pour assurer le retour des sacs.

3 Conclusions

3.1 Ampleur et nature du problème

3.1.1 Il ressort nettement des données de l'étude que le non-renvoi des sacs du service international peut poser des problèmes à de nombreux pays, tant développés qu'en développement.

3.1.2 Pour les Administrations, sachant que le non-renvoi de leurs sacs postaux pose déjà un problème mais n'étant pas sûres quant à la voie à suivre, deux premières mesures pourraient être envisagées:

- créer un système statistique indiquant la proportion des sacs non retournés et, partant, la gravité du problème;
- déterminer, à partir des statistiques, si le problème a sa source dans quelques pays seulement, auquel cas il suffirait peut-être de ne tenir de statistiques qu'avec les pays en question et entrer en correspondance avec eux.

3.2 Nécessité de statistiques pour qu'il y ait rentabilité

Vingt-deux des Administrations ayant participé à la consultation estiment que la tenue de telles statistiques leur permet de réduire leur perte de sacs à un minimum, alors que quatre autres pays seulement sont d'un avis contraire. Il importe cependant que ces statistiques soient faites de façon efficace. Le système de tenue des chiffres en la matière ne doit être ni trop compliqué, ni trop onéreux. Il doit coûter sensiblement moins que la valeur des sacs vides récupérés en raison de l'existence de statistiques.

3.3 Systèmes de tenue de statistiques

La méthode la plus pratique en la matière consiste probablement à tenir sur une carte un bilan permanent pour chaque Administration. L'Administration australienne a fourni un utile exemple sur la façon dont son nouveau système d'enregistrement des cartes va fonctionner (voir annexe 1). Le nombre de sacs expédiés peut être tiré de la feuille d'avis C 12, soit directement, soit par l'intermédiaire de la division comptable de l'Administration en cause; en revanche, le nombre de sacs renvoyés devrait être établi à leur arrivée par comptage. Il devrait y avoir comptage distinct pour les sacs de correspondances-avion, les sacs de correspondances de surface, les sacs-avion de colis et les sacs de colis de surface, car leurs coûts sont différents et parce que, dans certaines Administrations, les services chargés du paiement sont également différents.

3.4 Mesures pour la récupération des sacs perdus

La méthode la plus courante consiste à écrire à l'Administration qui n'a pas retourné les sacs. La plupart des Administrations ont constaté que cela se traduit souvent par une réaction positive, probablement meilleure que celle consistant à diffuser des circulaires du Bureau international ou des bulletins de vérification. Toutefois, si après la demande les stocks ne sont toujours pas renvoyés, il reste aux Administrations postales la possibilité de recourir à l'application de l'article 168, paragraphe 6, du Règlement d'exécution de la Convention pour obtenir le remboursement nécessaire. Dans leur grande majorité, les Administrations estiment que les dispositions sus-visées sont adéquates.

3.5 Sacs utilisables une seule fois

L'emploi de sacs jetables est considéré comme rentable par toutes les Administrations ayant répondu à la consultation qui les utilisent. Il serait bon que toutes les Administrations envisagent de recourir à ce type de récipients et procèdent à une estimation du coût moyen par voyage de sacs classiques et de comparer ces chiffres au coût de sacs utilisables une fois.

3.6 *Systèmes d'échange de sacs et d'utilisation réciproque de sacs*

La rentabilité de ces systèmes ne fait guère de doute. Il est par conséquent recommandé aux Administrations d'envisager la conclusion d'accords bilatéraux dans ce sens, en particulier avec les pays avec lesquels les échanges postaux sont importants.

3.7 *Méthodes permettant de réduire les besoins en sacs postaux*

3.7.1 Bien que ce point n'ait pas été traité dans le questionnaire, la Grande-Bretagne, pays animateur, a fourni des renseignements supplémentaires tirés de ses propres données d'expérience; de la sorte, les Administrations pourront savoir comment moins dépendre des sacs postaux pour le transport du courrier.

3.7.2 Certes, les sacs postaux demeurent le mode de transport du courrier traditionnel et de loin le plus couramment employé, mais, depuis quelques années, certaines Administrations utilisent de plus en plus, en leur lieu et place, des conteneurs, en particulier pour l'acheminement de certains types d'envois-avion. Les conteneurs des compagnies aériennes se prêtent remarquablement au transport des colis en vrac. Un certain nombre d'Administrations ont mis au point divers autres récipients pouvant également être chargés dans des conteneurs, sans qu'il y ait besoin de sacs postaux. Il est également possible de charger des lots de AO en nombre sur des palettes.

3.7.3 Certaines Administrations ont mis en service des structures montées sur roues ou des chariots pour les échanges réciproques de courrier. Le système a des inconvénients, notamment les suivants: frais de premier établissement élevés, place occupée par les chariots dans le conteneur, nécessité d'en organiser la circulation et, parfois, de les renvoyer à vide.

3.7.4 La conteneurisation (de colis en vrac et de bacs à lettres) ou l'utilisation d'autres formes de transport du courrier présente un avantage. En effet, les conteneurs sont la propriété, non pas des autorités postales, mais des compagnies aériennes. Par conséquent, les Administrations n'ont pas à se préoccuper de la fabrication, de l'achat ou de l'entretien des conteneurs, ni de leur non-retour par d'autres pays.

3.7.5 Comme on peut le constater à la lecture de ces commentaires, sans utilisation de sacs, les conteneurs peuvent, au minimum, transporter la plupart des types de courrier.

3.7.6 En conclusion, bien qu'il soit probable que, pendant de nombreuses années encore et pour certains types de courrier, les sacs continueront d'être utilisés dans de nombreux pays, il y a lieu de faire observer que, dès que les Administrations seront en mesure de recourir à la conteneurisation pour le transport de leur courrier, les problèmes liés à l'utilisation de sacs postaux diminueront peu à peu.

4 **Recommandations**

4.1 Un certain nombre de recommandations peuvent être formulées à l'intention des Administrations pour lesquelles le non-renvoi de sacs postaux pose des problèmes, mais qui hésitent sur les mesures à prendre.

4.2 Il est recommandé aux Administrations n'ayant pas auparavant étudié le problème en détail de mettre en place, pendant une période initiale de plusieurs mois, un système d'enregistrement statistique leur permettant de déterminer:

- la proportion des sacs non renvoyés;
- les pays susceptibles d'être les principaux responsables de tels non-renvois.

4.3 Si les statistiques montrent que les pertes représentent 10% ou moins du total des sacs expédiés, il est recommandé aux Administrations d'examiner la question de savoir si une telle perte peut être considérée comme économiquement acceptable.

4.4 Si l'on juge que ces pertes ne sont pas acceptables, il est recommandé aux Administrations:

- de mettre en place un système régulier d'enregistrement de leurs sacs postaux expédiés et renvoyés;
- d'envisager de limiter ce système aux échanges de courrier avec les pays qui leur semblent être essentiellement la cause d'un non-renvoi;
- de faire en sorte que le fonctionnement du système retenu soit simple et peu onéreux.

4.5 Si les statistiques font ressortir de sérieuses pertes, il est recommandé aux Administrations:

- d'écrire directement aux Administrations particulièrement visées, en leur demandant de leur retourner d'urgence les sacs vides leur appartenant;
- d'envisager l'application des dispositions de l'article 168, paragraphes 6 et 7, du Règlement d'exécution de la Convention pour obtenir le remboursement des sacs manquants, au cas où d'autres méthodes auraient échoué.

4.6 En termes plus généraux, et pour faciliter des échanges de sacs postaux dans de meilleures conditions d'efficacité, il est recommandé aux Administrations d'envisager de participer, avec d'autres Administrations, à des systèmes de partage ou d'utilisation réciproque de sacs postaux, singulièrement si elles échangent avec ces dernières une grande partie de leur trafic. (La plaquette 100 de la Collection d'études postales contenant le rapport de l'étude du CCEP 2/303 donne des précisions sur le fonctionnement de ces systèmes.)

4.7 D'une manière générale, il est recommandé aux Administrations d'envisager la possibilité d'utiliser des sacs ne servant qu'une fois. Les Administrations désireuses de le faire devront tout d'abord étudier attentivement les coûts comparatifs des sacs ordinaires et des sacs jetables, ainsi que leur intérêt du point de vue de l'exploitation.

4.8 En outre, il est recommandé aux Administrations d'étudier la possibilité de recourir à la conteneurisation pour le transport du courrier, afin de réduire leur dépendance par rapport aux sacs postaux. Les conteneurs peuvent servir à transporter des colis en vrac, des bacs ou des boîtes à lettres ou des récipients analogues, pour lesquels l'utilisation de sacs postaux n'est pas nécessaire (ces questions sont examinées dans le cadre de l'étude 626 du CCEP).

4.9 Un projet de résolution est soumis au Congrès, relatif aux «méthodes propres à améliorer le renvoi des sacs postaux vides» (voir proposition d'ordre général 2500.1, Convention, Règlement – Réglementation).

Système de contrôle des sacs postaux australiens expédiés à l'étranger

Chaque bureau expédiant du courrier à l'étranger doit tenir à jour un jeu de cartes où sont enregistrés tous les sacs postaux d'*Australia Post* acheminés vers les Administrations étrangères. Les cartes doivent être classées dans l'ordre alphabétique des noms des pays en cause.

Les renseignements ci-après concernant chaque expédition doivent être consignés sur les cartes:

- numéro d'ordre de la dépêche;
- date de l'expédition;
- navire/vol;
- nombre de sacs (y compris ceux contenant des recommandés).

Il y a lieu d'utiliser des cartes séparées pour les dépêches de surface et pour les dépêches-avion.

Exemple:

PAYS COURRIER-AVION ANNÉE
 COURRIER DE SURFACE

N° d'ordre	Date d'expédition	Sacs LC/AO	Sacs de colis	Sacs de recommandés	Total mensuel	Total accumulé	Observations
------------	-------------------	------------	---------------	---------------------	---------------	----------------	--------------

A la fin de chaque mois, les bureaux expéditeurs de chacun des Etats communiqueront au Centre postal international (IMC) de Sydney le nombre total de sacs-avion (y compris les sacs de recommandés) expédiés à chaque pays au cours du mois considéré. Les mêmes renseignements doivent être fournis à l'IMC de Melbourne pour les sacs de surface.

Dans ces deux centres, les informations ainsi reçues des bureaux expéditeurs seront portées sur des cartes nationales de contrôle des sacs, pour chaque Administration étrangère. Sur les mêmes cartes, il sera inscrit tous les renseignements nécessaires concernant les sacs vides retournés par les Administrations étrangères.

Le service des envois à livraison attestée

I. Introduction

1. La résolution C 65 du Congrès de Hamburg a chargé le CCEP d'entreprendre une étude des services internationaux des envois recommandés et des envois avec valeur déclarée.
2. Le but était d'étudier la possibilité de restructurer le service international des recommandés dans l'intérêt des usagers et des Administrations postales, notamment d'examiner la question de savoir s'il serait possible d'instituer un service international simplifié des envois recommandés – service des envois à livraison attestée.

II. Historique

3. Au Congrès de Hamburg, un certain nombre de préoccupations ont été exprimées au sujet de l'actuel service de recommandation. Elles ont été énoncées dans plusieurs arguments avancés à l'appui d'une restructuration:
 - les usagers ne disposent pas d'un service peu coûteux pour les envois de faible valeur ou n'ayant pas de valeur réelle. Ils sont par conséquent obligés de recourir à la recommandation, alors qu'ils n'ont besoin que d'une preuve du dépôt et de la distribution;
 - le service de recommandation n'est pas exploité de façon uniforme dans les Administrations postales. Les envois peuvent être inscrits soit globalement, soit individuellement, selon les exigences des Administrations en cause. Certaines des Administrations ayant recouru à l'inscription globale l'ont fait, car il a été constaté que l'inscription individuelle était coûteuse en temps et en argent. A l'évidence, l'inscription globale offre moins de sécurité que l'inscription individuelle;
 - les procédures actuelles de traitement des réclamations sont lentes et coûteuses, ce qui peut-être rend les services de recommandation moins ou non rentables.

III. Le nouveau service proposé

4. A la suite d'une étude complète conduite par le CCEP (étude 616) sur les envois recommandés, il est proposé d'instituer un nouveau service. Il s'agit d'un service simplifié des envois recommandés dit service des envois à livraison attestée.
5. Les principales caractéristiques du service proposé sont les suivantes:
 - a) il concerne les lettres, les documents et envois ayant peu ou aucune valeur;
 - b) il s'adresse à l'usager qui désire obtenir la preuve de l'enregistrement du dépôt et qui veut avoir confirmation de la distribution, au cas où il voudrait formuler une réclamation;
 - c) les envois seraient transmis avec le flux du courrier ordinaire pendant toute la durée du transport entre le bureau de dépôt et le bureau de distribution du pays étranger;

- d) en cours de transmission, il n'y aurait pas de traitement de sécurité, pas plus qu'un listage spécial; ainsi, le coût du service serait sensiblement inférieur à celui du service de recommandation actuel;
- e) les Administrations ne tiendraient pas de registre, exception faite du bureau distributeur. La preuve de la distribution est conservée par le bureau distributeur et il n'est transmis à l'Administration d'origine qu'en cas de réclamation;
- f) il serait précisé à la clientèle qu'il n'y aurait de compensation autre que la restitution des taxes et autres redevances connexes;
- g) le service serait de la sorte à la fois simple et peu coûteux. Il serait également avantageux aux usagers si une partie des économies ainsi réalisées bénéficierait à la clientèle grâce à l'application de taxes inférieures pour ce nouveau service.

IV. Conduite de l'étude du CCEP

6. Il ressort d'une première consultation de tous les Pays-membres de l'UPU qu'un service international des envois à livraison attestée bénéficie d'un grand appui. A sa session de 1987, le CCEP a chargé le Groupe de travail de l'étude 616 de mettre au point deux systèmes éventuels d'incorporation d'un service à livraison attestée à l'occasion d'une restructuration du service des recommandés et de les présenter à l'occasion d'une deuxième consultation. Il s'agit des deux éventualités suivantes:

- un service à deux niveaux qui comprendrait un service de valeur déclarée et un service à livraison attestée, ces deux services devant être obligatoires;
- un service à trois niveaux qui conserverait le service actuel de déclaration de valeur et de recommandation, auxquels s'ajouterait un service facultatif des envois à livraison attestée (voir section V).

7. La seconde consultation, qui a eu lieu en 1988, a révélé que les deux systèmes bénéficiaient d'un appui quasiment identique; à concurrence de 75 %, les Administrations ayant répondu ont indiqué qu'elles seraient d'accord pour appliquer l'un ou l'autre des systèmes. En conséquence, il a été élaboré deux jeux de propositions en faveur des deux systèmes en question.

8. A la session de 1988 du CCEP il a été décidé que le service à trois niveaux offrait à la clientèle un choix plus large. En conséquence, c'est ce service qui sera proposé au Congrès de 1989.

V. Description du service à trois niveaux

9. Ce service comporterait:

- le service «assurance» existant;
- le service de recommandation actuel;
- le nouveau service des envois à livraison attestée, en tant que service facultatif, sous réserve d'accords réciproques entre Administrations postales.

10. Le *service des envois à livraison attestée* présenterait les caractéristiques suivantes:

- a) enregistrement du dépôt. Un récépissé serait remis gratuitement à l'expéditeur d'un envoi de l'espèce. Si l'envoi est déposé au guichet, cette pièce serait oblitérée et retournée à l'expéditeur. Il ne serait pas tenu de fichier au bureau de dépôt de l'envoi;

- b) enregistrement de la distribution. Une taxe supplémentaire modérée serait appliquée pour ce service. La fixation du montant serait laissée à la discrétion de chaque Administration postale. L'enregistrement de la remise se ferait sous la forme des signatures du destinataire ou de son mandataire autorisé, obtenues au moment de la remise;
 - c) avis de réception (AR). L'expéditeur d'un envoi international à livraison attestée peut demander la remise d'un AR, moyennant paiement, au moment du dépôt d'une taxe additionnelle (il pourrait être utilisé à cet effet une formule C 5 dûment modifiée);
 - d) il n'est pas envisagé de verser une indemnité. En cas de perte totale, il y aurait restitution des taxes et autres redevances;
 - e) il n'y aurait pas de disposition spéciale en matière d'expédition; autrement dit, les envois de l'espèce seraient transportés avec le flux du courrier ordinaire;
 - f) marquage. Une étiquette collante spéciale «livraison attestée» suivie d'un numéro serait apposée dans l'angle supérieur gauche de la suscription, dans l'emplacement réservé aux mentions de service. Les dimensions et la couleur de l'étiquette ont été conçues de façon à faciliter la détection de celle-ci au bureau distributeur (de destination).
11. Le service à trois niveaux n'offrirait pas à la clientèle le choix net qu'offre le service à deux niveaux, mais il aurait l'avantage de permettre aux Administrations constatant qu'il y a demande sur le marché d'instituer un service «sans sécurité», de faible coût dans leurs relations réciproques, alors que les Administrations dont les usagers sont satisfaits du service actuel n'auraient pas l'obligation d'introduire ces changements.

VI. Conclusions

12. Bien que le service des recommandés existe en régime international depuis le 19^e siècle, la clientèle ne comprend pas toujours totalement ce que le service fournit. Il est coûteux et pourtant l'indemnité est restée minimale. Pour les Administrations qui recourent au système de l'inscription globale, il n'offre guère plus qu'un enregistrement du dépôt et de la distribution; pourtant, il y a une dépense supplémentaire sur la forme d'un service «sécurité» assorti d'un traitement spécial.
13. Les usagers modernes désirent connaître exactement le service qui leur est offert et ils veulent en avoir pour leur argent. C'est dans le dessein de moderniser et de développer le service des recommandations que les propositions d'institution d'un service simplifié des envois à livraison attestée sont présentées au Congrès, ce nouveau service étant en effet facile à exploiter, il est économique et il répond aux besoins de la clientèle qui veut une simple preuve du dépôt et de la distribution.

Mise à jour du Protocole final des Arrangements concernant les services financiers postaux

Note du Bureau international

Depuis le Congrès de Hamburg 1984, aucune modification n'est intervenue dans le Protocole final des Arrangements concernant les services financiers postaux.

Berne, le 4 juillet 1989

Le Directeur général,

A.C. BOTTO DE BARROS

Demande de participation au Congrès présentée par l'Association du personnel du Bureau international de l'UPU

Note du Secrétaire général

L'Association du personnel du Bureau international, par lettre du 15 septembre 1989, me communique ce qui suit:

«Monsieur le Directeur général,

Le Comité de l'Association du personnel du BI vous prie de bien vouloir informer le Président du Congrès et les Présidents des Commissions 2 et 3 qu'il aimerait se faire représenter par deux de ses membres aux séances plénières et à celles des Commissions précitées lorsque des questions concernant le personnel y seront examinées.

Je vous remercie à l'avance et vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur général, l'assurance de ma haute considération.

Pour le Comité de l'Association,
(signé) Ninette REBMANN»

Cette demande de participation formulée par l'Association du personnel du Bureau international est soumise au Congrès conformément à la pratique antérieure.

Berne, le 21 septembre 1989

Le Secrétaire général,

A.C. BOTTO DE BARROS

Demande de participation au Congrès par la Fédération internationale de la presse périodique (FIPP) et par l'Union internationale des éditeurs (UIE)

Note du Secrétariat

1. Par leurs lettres datées respectivement du 5 et du 9 juin 1989, la Fédération internationale de la presse périodique (FIPP) et l'Union internationale des éditeurs (UIE) ont demandé à l'UPU de leur accorder le statut d'observateur à certaines réunions du Congrès et notamment à celles pendant lesquelles seront discutées les questions des envois de presse et de livre.

2. Ces demandes n'ont pas été soumises à l'examen préalable du Conseil exécutif d'avril 1989 car elles ne sont parvenues au Bureau international que le 7 juin 1989 (lettre de la FIPP) et le 12 juin 1989 (lettre de l'UIE).

3. En exécution de la résolution C 34 du Congrès de Hamburg sur les contacts avec les organismes internationaux représentant les clients importants des services postaux, le Bureau international a, en 1986, adressé une lettre à un certain nombre d'organismes internationaux de l'édition, dont la FIPP et l'UIE, leur demandant s'ils désiraient dialoguer avec la poste. Parmi les trois organisations¹ qui y ont répondu favorablement figurent la FIPP et l'UIE.

4. Depuis 1987, le dialogue entre la FIPP et l'UIE d'une part et l'UPU de l'autre s'est déroulé au cours de trois rencontres: la première dans le cadre du colloque sur la presse et le trafic postal (étude 611 du CCEP), la deuxième dans le cadre du Comité de contact Editeurs-UPU que le CCEP a officiellement institué au cours de sa session de 1988 et, enfin, une troisième en octobre 1989 à Paris, lors de la 2e réunion du Comité de contact précité.

5. Les contacts entre l'UPU et ces deux organisations ainsi qu'avec d'autres organismes internationaux ont pris donc un caractère institutionnel et ils seront poursuivis à l'avenir.

6. Il faut noter par ailleurs que la collaboration entre les Administrations postales et les éditeurs internationaux s'est également instaurée dans le cadre des travaux du Groupe d'experts international CEPT-Editeurs; ce Groupe a d'ailleurs été mandaté par le CCEP pour se pencher sur un certain nombre de problèmes dont:

- la recherche d'une définition du produit de l'édition;
- la détermination des conditions d'acceptation;
- la création de nouveaux services répondant mieux aux caractéristiques spécifiques du livre et de la presse, et tenant compte de nouvelles technologies de communication;
- l'amélioration de la qualité des prestations postales (rapidité, fiabilité, sécurité et économie);
- certains aspects post-opérationnels (facturation, etc.).

¹ Le troisième organisme international étant la Fédération internationale des éditeurs de journaux (FIEJ) .

7. Comme il ressort de ce qui précède, l'UPU est sérieusement engagée dans le dialogue avec la FIPP et l'UIE.

8. Il serait donc souhaitable que le Congrès autorise les Présidents des Commissions 4 et 5 à accepter ces organisations comme observateurs durant les délibérations portant sur les questions directement liées aux envois de presse et de livre.

Berne, le 28 septembre 1989

Le Directeur général,

A.C. BOTTO DE BARROS

Rapport des activités de la CEPT

L'Administration postale de la Grande-Bretagne, en sa qualité d'Administration gérante de la CEPT, m'a prié de diffuser l'information suivante:

«Rapport des activités de la CEPT

1. Lors du Conseil exécutif de l'UPU en avril 1989, l'Administration gérante a fait état de son intention de remettre au Congrès de Washington un document sur les activités de la CEPT depuis le Congrès précédent de Hamburg. Le document a pour objectif à la fois d'informer et d'encourager dans une direction semblable d'autres Administrations postales.

2. Afin d'inclure tous les domaines d'activité de la CEPT, le rapport compte trois sections:

- 1° Constitution et activités de l'UNIPOST/IPC et du «hub» EMS-IPC
- 2° Activités du Groupe permanent sur la qualité du service
- 3° Autres activités de la CEPT.»

Berne, le 16 novembre 1989

Le Secrétaire général,

A.C. BOTTO DE BARROS

Activités de la CEPT 1984–1989

1. Depuis le dernier Congrès de l'UPU, à Hamburg, en 1984, la CEPT (Conférence européenne des Administrations des postes et des télécommunications) a vécu une période d'activités intenses du fait qu'elle a dû relever le défi d'une concurrence accrue et d'exigences toujours plus rigoureuses de la part de la clientèle.
2. Fondée en 1959, la CEPT fête cette année son 30e anniversaire et ses vingt années de service au titre d'une Union restreinte de l'UPU en vertu des dispositions de l'article 8 de la Constitution de l'UPU. A l'heure actuelle, la CEPT regroupe quelque 26 Administrations et ses objectifs sont de renforcer les liens entre les Administrations membres et d'harmoniser et perfectionner dans la pratique leurs services techniques et administratifs. La CEPT est gérée en rotation par ses Administrations membres avec l'appui d'un petit bureau de liaison; depuis le Congrès de Hamburg, cette tâche a été assumée successivement par la France, le Danemark et le Royaume-Uni.

Section I. UNIPOST: Une nouvelle initiative exceptionnelle

3. Peu après le Congrès de Hamburg, la CEPT, consciente de la nécessité d'améliorer ses services et réseaux postaux conformément aux conclusions de la Déclaration de Hamburg, a entrepris un projet d'étude de marché visant à identifier les besoins de la clientèle en transport de biens et de documents et à révéler dans quelle mesure les Administrations postales remplissaient ces exigences. Les conclusions de cette enquête, publiées en 1987, indiquaient que, du moins de l'avis des gros clients, la perception des Administrations postales était médiocre par rapport à celle de la concurrence et que cette mauvaise image était liée à ce qui était décrit comme une perte massive de part du marché dans le créneau en plein essor des services de communications.
4. En septembre 1987, les Directeurs généraux des Administrations postales de la CEPT ont demandé à un groupe spécial de décider de ce qu'il convenait de faire pour parer au déclin à long terme de la position des Administrations postales. Ce groupe a préconisé aux Administrations postales de s'orienter plus clairement vers la clientèle avec de meilleures ventes, un service clientèle et des produits supérieurs. Le groupe a recommandé en outre la constitution d'une agence ou d'un service permanent central chargé d'entreprendre certaines tâches importantes telles que des études de marché, le suivi de la concurrence, le contrôle de la qualité du service et le perfectionnement du système de transport postal. En janvier 1988, les Directeurs généraux ont approuvé la constitution d'un tel service comme signalé cette même année au Conseil exécutif de l'UPU; d'autres réunions en mai et septembre ont décidé du type d'organisation à créer et de son lieu.
5. La société anonyme EMS-IPC déjà implantée à Bruxelles a été amplifiée en janvier 1989 avec la création, d'une part, de CV IPC UA, société coopérative de droit néerlandais et, d'autre part, d'UNIPOST/IPC, société anonyme de droit belge; les Administrations postales de 19 pays, de la CEPT et autres, ont décidé de devenir actionnaires de CV IPC UA. Hormis le Directeur général, le Conseil de direction compte six membres: les Directeurs généraux du Canada, de la Finlande, de l'Allemagne, Rép. féd. d', de l'Irlande (président), du Portugal et du Royaume-Uni, ainsi que deux membres sans pouvoirs exécutifs, le Président du (prochain) Conseil exécutif de l'UPU et le Président de la Commission «Postes» de la CEPT.

6. Activités

6.1 L'Agence de la CEPT est chargée de s'assurer que la poste est en mesure de présenter une gamme coordonnée de services postaux de bonne qualité. L'une des principales mesures à cette fin se rattache à l'établissement de contrats ou d'accords entre l'Agence et les Administrations membres, spécifiant notamment les produits, la qualité du service, les ressources supplémentaires à offrir à la clientèle et, le cas échéant, leur calendrier de mise en œuvre. L'exécution de ces accords sera garantie par des réunions de contrôle régulières, dont des réunions au niveau des Directeurs généraux.

6.2 Trois études principales ont été entreprises ou lancées:

a) *Contrôle de la qualité du service*

Les Directeurs généraux et le Conseil de direction se sont déclarés en faveur d'un contrôle systématique et constant assuré par un service externe afin de garantir l'impartialité. L'objectif était ici d'inclure les principaux centres de 19 pays.

b) *Acheminement*

Un conseiller indépendant a été chargé d'examiner les possibilités d'amélioration du réseau actuel d'acheminement postal. On espère réaliser d'autres progrès dans les réseaux routiers et aériens.

c) *Etude de marché*

Les conclusions principales ont été publiées en juin 1989.

6.3 Par ailleurs, l'Agence commence à se présenter au monde extérieur, dans un premier temps lors de la «World Express Conferences» à Bruxelles en juin 1989. Le nom de marque «UNIPOST» sera utilisé en rapport avec certaines de ses activités commerciales.

6.4 Le secteur EMS-IPC de l'organisation continue à s'efforcer de perfectionner le fonctionnement du hub de Bruxelles. Le réseau «hub and spoke» est maintenant doté de nouvelles liaisons et des niveaux accrus de trafic ont été demandés pour l'EMS et d'autres envois afin d'optimiser l'exploitation du système. Parmi les autres possibilités figurent l'amplification du système à d'autres pays en dehors de l'Europe occidentale; la recherche et le suivi des sacs; la conteneurisation.

Section II. Qualité de service: Établissement d'un système de contrôle

1. L'admission, au sein de la CEPT, de la nécessité d'un contrôle de la qualité du service, est antérieure à la constitution de l'organisation UNIPOST. Il était en effet déjà reconnu que, pour atteindre les objectifs définis dans la Déclaration de Hamburg, il convenait de disposer d'informations plus précises sur le niveau de service assuré. Suite donc à une initiative de l'Administration danoise, le «noyau permanent» sur la qualité du service a été constitué en 1987 pour organiser des exercices uniquement sur des lettres-test afin de déterminer la qualité du service.

2. L'organisation compte trois grands objectifs:

- a) la mise en œuvre d'exercices sur des lettres-test suivis d'une analyse critique des résultats obtenus;
- b) la coordination d'accords bilatéraux et de mesures de perfectionnement de qualité qu'ils entraînent;
- c) la mise au point de systèmes permanents de contrôle de la qualité du service.

3. Les exercices sur des lettres-test sont effectués deux fois par an en avril et en octobre. Avec l'expérience, ces exercices prennent de l'ampleur, tant sur le plan du nombre de pays participants que sur le nombre de lettres expédiées. En octobre 1988, 19 pays ont participé à l'exercice avec un envoi total dépassant 60 000 lettres; en avril 1989, 21 pays y ont participé et plus de 70 000 lettres ont alors été expédiées pendant les deux semaines de contrôle de la qualité du service sur 108 différents itinéraires.

4. Le noyau permanent a conclu que, pour faire évoluer la mesure de la qualité du service, il conviendrait que, deux par deux, les Administrations adoptent des accords bilatéraux sur la qualité du service. Un accord type a été rédigé. Il précise:

- a) les critères fondamentaux de service que le système d'échange de courrier doit respecter (ex. J+2 de Londres à Paris);
- b) les cibles intermédiaires basées sur les plus récentes données de qualité à atteindre à court terme (ex. X % avant J + 2, Y % avant J + 3, 100 % avant J + 4);
- c) les objectifs pour la performance de bout en bout et également pour chaque secteur particulier (ex. dépôt pour envoi du bureau d'échange de départ).

5. Ces accords et les résultats obtenus seront examinés régulièrement afin de pouvoir prendre les mesures qui s'imposent pour améliorer les points faibles du réseau.

SECTION III. Autres activités de la CEPT

1. A l'heure actuelle, la Commission «Postes» de la CEPT compte sous sa responsabilité dix groupes de travail actifs. Leurs mandats et ceux de leurs principaux sous-groupes sont précisés à l'annexe 1.

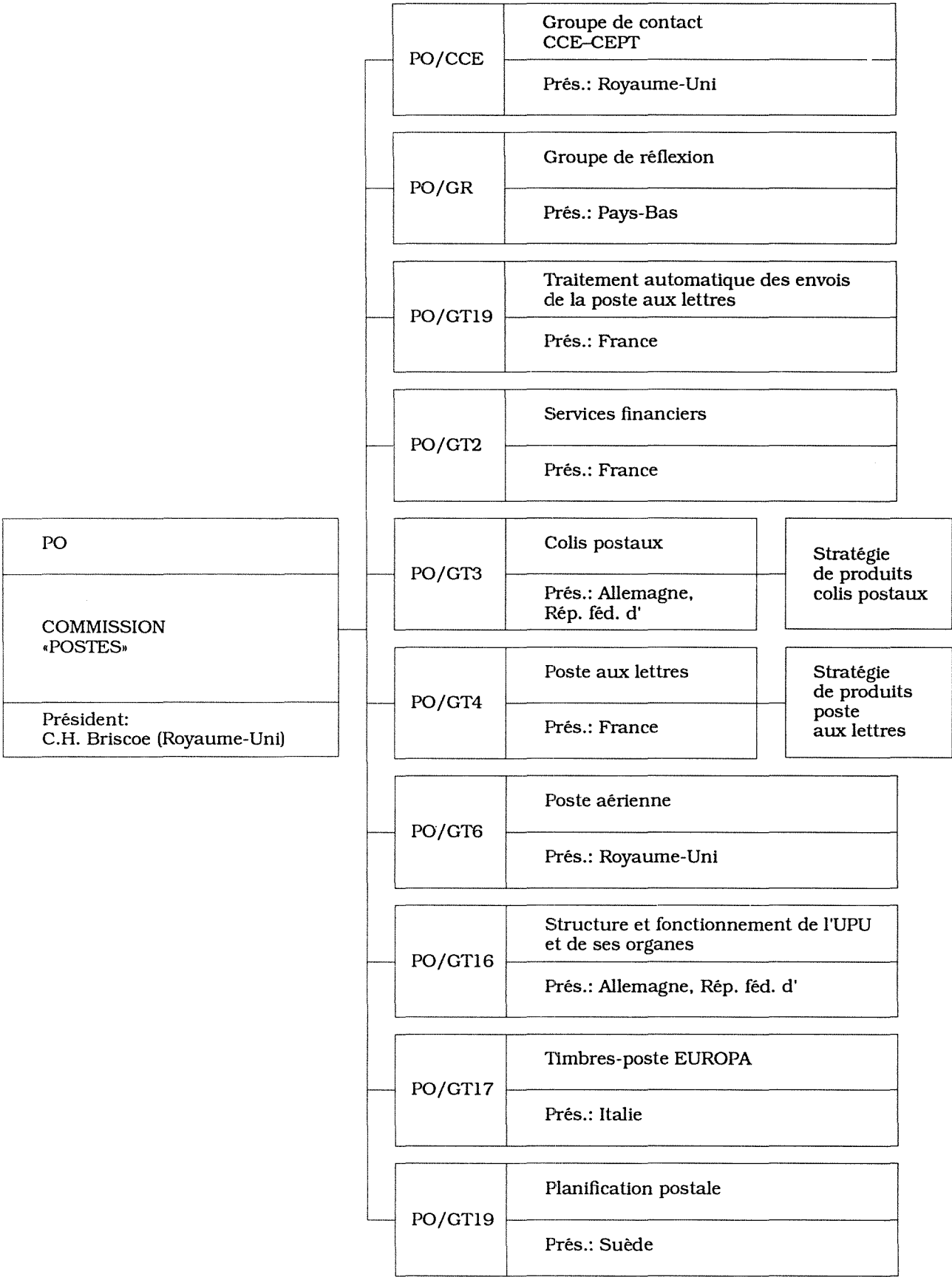
2. Depuis le Congrès de Hamburg, la CEPT s'efforce de rendre son organisation plus efficace et notamment de concentrer ses efforts sur l'amélioration des services proposés à la clientèle. Les études de marché ont été entreprises pour déterminer les exigences des clients. Les groupes «Stratégie» pour lettres et colis ont formulé une gamme de produits à proposer à la clientèle européenne, d'après différents services et différentes vitesses.

3. Des groupes d'étude spéciaux ont été constitués pour étudier des problèmes précis. L'un d'eux, chargé des frais terminaux, a établi un système d'indemnisation beaucoup plus étroitement rattaché aux frais de traitement et de distribution encourus par l'Administration d'arrivée. Ce système définit les paiements, non seulement sur le poids du déséquilibre du courrier, mais également sur le nombre total d'envois expédiés. Un autre groupe d'étude traite avec la Commission des Communautés européennes des conséquences pour les Administrations postales de la création du marché unique européen au sein de la Communauté européenne (CE). Ce programme, dont l'échéance est prévue pour fin 1992, devrait avoir une influence sensible sur la situation légale et commerciale des Administrations postales de la CE.

4. Conformément à la recommandation du Conseil exécutif sur le soutien de l'efficacité du Congrès de l'UPU, la CEPT a tenu deux réunions préparatoires en 1989 afin d'examiner les propositions à présenter au XXe Congrès de l'UPU à Washington. Comme il est de rigueur en de telles occasions, l'UPU était représentée lors de ces réunions et s'est donc trouvée en mesure de fournir ses conseils.

5. La CEPT s'est efforcée d'entretenir de bonnes relations avec d'autres Administrations postales et des organisations internationales et joue donc un rôle complet et dynamique dans la mise au point d'un système postal international efficace et souple.

ORGANIGRAMME DE LA COMMISSION «POSTES» DE LA CEPT



Demande de participation au Congrès présentée par le Comité national français de la Chambre de commerce internationale

Note du Secrétaire général

Le Président du Comité national français de la Chambre de commerce internationale, par lettre du 8 novembre 1989, m'a adressé la demande suivante:

«Monsieur le Directeur général,

La Chambre de commerce internationale, qui représente plus de 7000 banques, entreprises commerciales et industrielles dans 100 pays développés et en voie de développement, s'intéresse vivement au XXe Congrès de l'UPU (du 13 novembre au 15 décembre à Washington D.C.).

La CCI a le statut d'observateur de première catégorie à l'ECOSOC des Nations Unies et dans un certain nombre d'organisations des Nations Unies et d'agences spécialisées. Bien que la CCI n'ait pas ce statut d'observateur à l'UPU, le Comité national français de la CCI, dont je suis le Président, serait très heureux d'avoir la possibilité d'envoyer un observateur à votre réunion de Washington, nommément M. Bernard Le Grelle, consultant international spécialisé dans les questions postales.

Suite à la conversation téléphonique que nous avons eue avec MM. Cicéron et Ducommun, nous avons noté que l'Assemblée générale décidera par vote, le 13 novembre, de l'acceptation éventuelle comme observateurs d'organisations supplémentaires; j'espère en conséquence que ma demande s'avérera recevable.

Comme vous le savez, la communauté commerciale internationale que la CCI représente est un utilisateur très important des services postaux du monde entier. Cela vous intéressera peut-être aussi de savoir que le Comité national français de la CCI a activement participé au débat public portant sur la réorganisation du système postal français; en outre, M. Bernard Le Grelle a été invité plusieurs fois par les autorités postales françaises à étudier et à examiner l'avenir des services postaux européens et a organisé avec le Comité national français, en avril dernier, une conférence très appréciée sur le thème du courrier exprès et des messageries: «Messageries publiques et privées à la veille de 1993», à laquelle ont assisté de hauts fonctionnaires des postes d'Europe et des Etats-Unis.

Je suis sincèrement convaincu que la présence d'un observateur du Comité national français de la CCI pourrait être très profitable à nos deux organisations, notamment à la veille de la mise en place de nouvelles réglementations postales.

Dans l'espoir d'une réponse positive, je reste, Monsieur le Directeur général, votre très dévoué.

Signé: Jean-Pierre BOUYSSONNIE»

Le Congrès est invité à se prononcer sur cette demande de participation.

Washington, le 13 novembre 1989

Le Secrétaire général,

A.C. BOTTO DE BARROS

Déclaration de la délégation de la République démocratique allemande

Note du Secrétariat du Congrès

A la demande de la délégation de la République démocratique allemande, nous reproduisons ci-après le texte d'une déclaration relative à la modification de l'article 7 de la Constitution "Monnaie type":

"En votant la modification de l'article 7 de la Constitution, le Congrès vient de prendre une décision qui ne tient pas compte de la situation de tous les Pays-membres de l'UPU. La délégation de la République démocratique allemande se voit donc dans l'obligation de déclarer qu'elle respectera le résultat du vote sur la modification de l'article 7, sous réserve que la République démocratique allemande n'appliquera les Droits de tirage spéciaux que comme une unité de calcul technique.

Washington, le 23 novembre 1989

Le chef adjoint de la délégation,

U. SCHAUER"

Communication de l'observateur de l'OACI

L'observateur de l'OACI a demandé la publication du texte ci-après à l'intention des membres de la Commission 6 (Poste aérienne) du Congrès:

«Possibilité d'une contribution de l'OACI à une base économique aux fins de l'établissement des tarifs de transport de la poste aérienne

(Note présentée par l'Organisation de l'aviation civile internationale)

1. Depuis toujours, l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) considère le transport de la poste aérienne comme un élément majeur du transport aérien et la poste aérienne figure parmi les premières études de l'OACI dans le domaine de l'économie du transport aérien. Depuis près de quatre décennies, l'OACI communique à l'UPU les statistiques financières des transporteurs aériens internationaux, qui servent de référence principale pour l'établissement de nouveaux tarifs de transport de la poste aérienne. Des observateurs de l'OACI ont participé à tous les Congrès que l'UPU a tenus après la guerre et à presque toutes les sessions du Conseil exécutif de l'UPU (y compris les sessions de son prédécesseur, la Commission exécutive et de liaison de l'UPU).

2. Pendant toute cette période, l'OACI a assisté aux négociations qui ont eu lieu au sein de l'UPU et entre l'Union et l'IATA sur le niveau et la structure des tarifs de base du transport de la poste aérienne. Dans le courant des dix dernières années, un certain nombre d'études ont été réalisées sur cette question, sans que l'on puisse cependant aboutir à un accord, faute d'une base objective permettant d'établir ces tarifs en fonction du coût du transport de la poste aérienne. Cela a été une pierre d'achoppement, vu les difficultés inhérentes à répartir les dépenses d'exploitation totales des compagnies aériennes entre les différents types de trafic: passagers, fret et poste. Les statistiques financières des compagnies aériennes internationales que l'OACI communique à l'UPU ne se prêtent pas tout à fait à de tels calculs.

3. La répartition des dépenses d'exploitation conjointes entre divers éléments est une tâche complexe dont les résultats sont parfois douteux, d'autant plus que la poste aérienne ne représente qu'une faible part du trafic total en question. En outre, dans le cas de la poste aérienne, le nombre de transporteurs qui interviennent, dont chacun peut avoir des niveaux et structures de coûts et des méthodes comptables différents, rend l'opération extrêmement difficile. C'est pourquoi il est proposé d'envisager des approches plus simples. L'OACI est tout à fait prête à aider l'UPU et l'IATA dans l'examen de solutions de rechange, notamment l'élaboration d'un concept de coûts de la poste aérienne, particulièrement dans les cas où ces méthodes pourraient faire intervenir des bases de données de l'OACI.

4. A cet égard, l'OACI a quelques suggestions à présenter sur la façon dont les données financières traditionnelles des transporteurs aériens pourraient être utilisées pour constituer une base systématique devant servir à la négociation du tarif de base de transport de la poste aérienne. En outre, l'OACI souhaite attirer l'attention du Congrès sur d'autres bases de données qui pourraient être utilisées à cette fin, comme celles que l'OACI utilise actuellement dans ses études annuelles sur les coûts et les recettes des services réguliers internationaux de passagers, dans lesquelles les données financières sont présentées non seulement sous forme de totaux, mais aussi ventilées entre 17 groupes de routes couvrant différentes régions géographiques. Ces études ont été utilisées récemment par le Service de péréquation de l'IATA pour établir une nouvelle méthode de répartition des recettes des passagers, qui appelait une base de données analogue à celle dont l'UPU a besoin pour établir les tarifs de transport de la poste aérienne. Les données

publiées portent sur les coûts d'exploitation qui peuvent être imputés aux passagers transportés à bord des vols réguliers internationaux, mais les données initiales recueillies pour l'étude pourraient aussi servir à calculer les coûts d'exploitation totaux des services internationaux, s'il s'avérait nécessaire à l'avenir de déterminer ces coûts en fonction de la distance parcourue et/ou du groupe de routes.

5. Compte tenu de ces considérations, l'OACI souhaite annoncer qu'elle est prête à partager ses connaissances spécialisées et ses bases de données dans le domaine de l'économie du transport aérien, en vue de faciliter la solution du problème de l'établissement des tarifs de transport de la poste aérienne.»

Commission 7 (Colis postaux)

Protocole final de l'Arrangement concernant les colis postaux

Propositions reçues après la fin des travaux de la Commission

Numéros des propositions:

- 5301.11, 5301.12, 5301.13, 5301.14, 5301.15, 5301.16, 5301.17, 5301.18, 5301.19, 5301.20, 5301.21, 5301.22, 5301.23, 5301.24, 5301.25, 5301.26, 5301.27, 5301.28, 5301.29, 5301.30, 5301.31, 5301.32, 5301.33, 5301.34, 5301.35, 5301.36, 5301.37, 5301.38, 5301.39, 5301.40, 5301.41
- 5302.4, 5302.5, 5302.6, 5302.7, 5302.8
- 5307.3
- 5312.1
- 5313.2, 5313.3, 5313.4, 5313.5, 5313.6
- 5314.1, 5314.2, 5314.3, 5314.4.

Washington, le 11 décembre 1989

Commissions 4 (Poste aux lettres – Réglementation) et 6 (Poste aérienne)

Protocole final de la Convention

Propositions distribuées après la fin des travaux des Commissions

Numéros des propositions:

2301.1, 2306.1, 2307.91, 2310.1, 2312.1, 2312.2, 2312.3, 2312.4, 2312.5, 2312.6, 2312.7, 2313.1, 2314.1, 2314.2, 2314.3, 2314.4, 2314.5, 2316.1, 2316.2, 2316.3, 2316.4, 2325.1, 2325.91, 2325.92, 2325.93/Rev 1, 2325.94, 2326.91, 2326.92, 2326.93, 2326.94, 4326.91, 4326.92, 4326.93, 4326.94, 4326.95, 4327.4.

Washington, le 11 décembre 1989

Approbation des Règlements d'exécution examinés par le Congrès

1. Le Congrès, à sa 8e séance plénière, a décidé de mettre immédiatement en vigueur les dispositions relatives aux nouvelles compétences législatives du Conseil exécutif (résolution C 1, Washington 1989).
2. En vertu de cette décision, le Conseil exécutif doit être formellement chargé d'arrêter définitivement:
 - le Règlement d'exécution de la Convention;
 - les Règlements d'exécution des Arrangements concernant:
 - les colis postaux,
 - les mandats de poste et le Protocole final y afférent,
 - le service des chèques postaux,
 - les remboursements.
3. Le Congrès est donc invité à approuver la résolution reproduite en annexe.

Résolution

Approbation des Règlements d'exécution examinés par le Congrès

Le Congrès,

vu
les nouvelles compétences législatives du Conseil exécutif,

tenant compte
de sa résolution C 1 par laquelle il a décidé de mettre immédiatement en vigueur les dispositions
relatives aux nouvelles compétences législatives du Conseil exécutif,

charge

le Conseil exécutif d'arrêter définitivement les Règlements d'exécution qu'il a examinés, à savoir:

- Convention, Règlement d'exécution
- Arrangement concernant les colis postaux, Règlement d'exécution
- Arrangement concernant les mandats de poste, Règlement d'exécution et Protocole final
- Arrangement concernant le service des chèques postaux, Règlement d'exécution
- Arrangement concernant les remboursements, Règlement d'exécution

(Congrès – Doc 88, séance plénière)

Communication du Secrétariat

Signature des Actes

1. La cérémonie de signature des Actes aura lieu jeudi 14 décembre 1989, à partir de 14 heures, dans la salle n° 37, au rez-de-chaussée du Centre des Congrès.
2. Afin de faciliter le déroulement de cette cérémonie, Mesdames et Messieurs les Plénipotentiaires sont priés de bien vouloir présenter le badge du Congrès au personnel du Secrétariat désigné à cet effet.
3. Dans la mesure du possible, les heures réservées aux délégations pour la signature sont les suivantes:

– de Rwanda à Zambie	de 14 h 00 à 15 h 00
– de Zimbabwe à Danemark	de 15 h 00 à 16 h 00
– de Djibouti à Lesotho	de 16 h 00 à 17 h 00
– de Liban à Roumanie (Rép. soc.)	de 17 h 00 à 18 h 00
4. Cependant, pour les délégations qui ont besoin de signer en avance, il est à signaler que la salle de signature sera ouverte à partir de 9 heures.
5. Il est rappelé à toutes fins utiles qu'aucune réserve ni aucune déclaration ne peuvent être apposées sur les feuilles de signature. Par contre, les délégations ont la faculté de remettre au Secrétariat (Bureau n° 20F) des déclarations éventuelles qui seront comprises dans la «Liste des déclarations» publiée dans le tome III des documents définitifs du Congrès de Washington 1989.

Washington, le 11 décembre 1989

Note. – Pour faciliter la tâche des délégations qui se trouvent dans des circonstances particulières, il est admis que les Plénipotentiaires habilités à signer les Actes peuvent **exceptionnellement** procéder à la signature des Actes **à partir de mardi 12 décembre 1989**, dans le bureau n° 20B.

Déclaration de la délégation d'Israël

La délégation d'Israël demande que la déclaration ci-après soit diffusée en tant que document du Congrès:

«Lorsque le XXe Congrès a été ouvert le mois dernier, de nombreux orateurs ont exprimé leurs espoirs d'efforts coopératifs afin de résoudre les problèmes mondiaux auxquels tous les services postaux, grands ou petits, riches ou pauvres, sont confrontés. Nous avons tous compris que nous devons affronter le nouveau marché, dans lequel le service de l'utilisateur est au centre de nos activités, et où la concurrence est un fait de la vie.

Maintenant, près de cinq semaines plus tard, alors que nous approchons de la clôture de la conférence, nous pouvons être extrêmement fiers des résultats obtenus. Nous avons rempli nos obligations, tant à l'égard de notre propre Administration qu'à l'égard de l'UPU. L'adoption quasi unanime d'un si grand nombre de résolutions témoigne de notre aptitude à relever les défis qui nous sont lancés.

Il était indispensable pour le succès du Congrès que ses membres décident d'étudier les questions dans un esprit de collaboration et de compréhension mutuelle. Dans ce même esprit, nous tenons à reconnaître les progrès réalisés au cours de ce Congrès, si l'on considère le nombre minimal d'interventions d'ordre politique.

Nous voudrions exprimer l'espoir qu'au prochain Congrès, des déclarations de ce genre seront encore moins nombreuses, de façon que l'UPU puisse continuer à consacrer ses ressources limitées à la réalisation de ses objectifs.

Enfin, nous voudrions adresser tout particulièrement nos félicitations au Président du Congrès, M. Horgan, qui, en dirigeant avec compétence les débats, a contribué dans une si grande mesure au succès de cette conférence.»

